

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

TABLE DES DÉBATS DU SÉNAT

Année 2017

Tome I

TABLE NOMINATIVE

ÉTABLIE PAR LA DIVISION DES ARCHIVES DU SÉNAT



PALAIS DU LUXEMBOURG

15, rue de Vaugirard
75291 Paris cedex 06

Division des Archives du Sénat : tél. 01 42 34 36 18
mél. archives@senat.fr

<http://www.senat.fr>

SÉNAT

TABLE NOMINATIVE

Clôture de la session ordinaire 2016-2017	30 juin 2017
Réunion du Parlement en congrès	3 juillet 2017
Première session extraordinaire	4 juillet 2017
Seconde session extraordinaire	25 septembre 2017
Ouverture de la session ordinaire 2017-2018.....	2 octobre 2017

NOTA - Les impressions du Sénat sont numérotées, pour chaque année, à compter du premier jour de la session ordinaire jusqu'à la veille du premier jour de la session ordinaire de l'année suivante.

SOMMAIRE

SOMMAIRE	III
AVERTISSEMENT	V
ABRÉVIATIONS	VII
TABLE NOMINATIVE 2017 – DÉBATS DU SÉNAT	1
INDEX DES NOMS	697

AVERTISSEMENT

Les tables des débats du Sénat se composent de trois tomes distincts respectivement consacrés à la table nominative, à la table thématique et à la composition et aux activités des organes du Sénat.

La **table nominative** (tome I) contient, en regard des noms de Mmes et MM. les Sénateurs, un récapitulatif chronologique, durant l'année considérée, des nominations dont ils ont fait l'objet, des dépôts de propositions de loi ou de rapports, de leurs interventions en commission et en séance publique : projets de loi, propositions de loi, propositions de résolution, questions, débats, mises au point au sujet d'un vote et rappels au règlement.

Les numéros de page multiples indiquent que l'orateur est intervenu à plusieurs reprises.

À compter du 11 octobre 2017 (séance du 10 octobre 2017), deux changements ont été opérés afin d'enrichir cette table puisque :

- les interventions sont signalées y compris lorsque le président de séance n'a pas accordé la parole à l'orateur, afin de rendre compte fidèlement des interventions dans leur variété, et des centres d'intérêt des sénateurs ;
- le sujet sur lequel portent les articles additionnels est précisé.

Les projets de loi déposés par Mmes et MM. les ministres, ainsi que l'ensemble de leurs interventions en séance publique, sont également répertoriés dans la table nominative.

Celle-ci est consultable sur le site internet du Sénat (www.senat.fr) :

- en version intégrale par année (rubrique Travaux parlementaires/Comptes rendus des débats/Indexation des débats par thème et nom de sénateur ou rubrique Connaître le Sénat/Rôle et fonctionnement/Les documents de référence : Les informations parlementaires/Composition et activités du Sénat) ;
- et par extraits sur la fiche de chaque sénateur (rubrique Vos sénateurs/Sénateurs ; sélectionner une fiche et cliquer sur l'année dans Extrait de la table nominative).

La **table thématique** (tome II) fournit une présentation par thème des débats qui se sont déroulés au Sénat au cours de l'année. Elle récapitule également les questions, les déclarations du Gouvernement, les allocutions, communications, éloges funèbres et souhaits de bienvenue prononcés ainsi que les motions de procédure examinées.

Le volume **Composition et activités des organes du Sénat** (tome III) recense les listes des sénateurs et des organes du Sénat. Il présente l'évolution de la composition du Bureau, des groupes politiques, des commissions permanentes et autres commissions, des structures temporaires, de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, des délégations, de la Cour de justice de la République, des organismes extraparlimentaires, ainsi que les pétitions et la liste des rapports remis au Parlement. Il est établi à partir du *Journal officiel Lois et décrets* et de l'*Agenda du Sénat* publié chaque jour de séance.

ABRÉVIATIONS

Groupes politiques :

CRC/CRCE	Groupe communiste républicain et citoyen/Groupe communiste républicain citoyen et écologiste
LaREM	Groupe La République en marche
LR	Groupe Les Républicains
RDSE.....	Groupe du Rassemblement démocratique et social européen
RTL/LIRT	Groupe République et territoires - Les indépendants/Groupe Les indépendants - République et territoires
SOCR.....	Groupe socialiste et républicain
UDI-UC/UC	Groupe Union des démocrates et indépendants - Union centriste/Groupe Union centriste
NI.....	Réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe
- A	Apparenté à un groupe politique
- R.....	Rattaché administrativement à un groupe politique

TABLE NOMINATIVE 2017 - DÉBATS DU SÉNAT

ABATE (Patrick)
sénateur (Moselle)
CRC

Reprise de l'exercice du mandat d'un ancien membre du Gouvernement le 17 juin 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 17 juin 2017.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre plus équitable au sein d'un EPCI le calcul des dotations de compensation dans le contexte d'un transfert de compétence [n° 406 (2016-2017)] (15 février 2017) - **Budget**.

Proposition de loi pour un droit au logement effectif et pour l'interdiction des expulsions sans relogement [n° 479 (2016-2017)] (27 mars 2017) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à préciser les limites du champ de protection d'un brevet concernant une information génétique [n° 515 (2016-2017)] (20 avril 2017) - **Culture**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire le droit à l'interruption volontaire de grossesse dans la Constitution [n° 545 (2016-2017)] (3 mai 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à abroger la loi autorisant la ligne Charles-de-Gaulle Express [n° 552 (2016-2017)] (11 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la protection des enfants et des adolescents face aux effets de la publicité télévisuelle [n° 558 (2016-2017)] (22 mai 2017) - **Éducation**.

Proposition de loi relative à la mise en place d'un moratoire sur la mise en culture des semences de colza et de tournesol tolérantes aux herbicides issues de mutagenèse [n° 564 (2016-2017)] (29 mai 2017) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Carole Bienaimé Besse, candidate désignée par le président du Sénat aux fonctions de membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel en application de l'article 4 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication.

ADNOT (Philippe)
sénateur (Aube)
NI

Secrétaire du Sénat jusqu'au 3 octobre 2017.

Délégué de la réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 18 octobre 2017.

Membre suppléant du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Membre titulaire de l'Observatoire de la commande publique jusqu'au 20 avril 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à élargir les missions des comités locaux d'information et de suivi visés à l'article L. 542-13 du code de l'environnement [n° 561 (2016-2017)] (23 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi sur la majoration des pensions aux veuves des très grands invalides de guerre dont l'indice de pension était supérieur à 2 000 points à la date du décès [n° 626 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Anciens combattants**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 643 (2016-2017)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 645 tome 2 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Budget**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Les SATT : des structures de valorisation de la recherche publique qui doivent encore faire la preuve de leur concept [n° 683 (2016-2017)] (26 juillet 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux entreprises : Rencontres avec les entrepreneurs : an III de la délégation sénatoriale aux entreprises [n° 690 (2016-2017)] (27 juillet 2017) - **Entreprises**.

Proposition de loi tendant à rendre imprescriptibles les crimes et délits sexuels sur mineurs [n° 719 (2016-2017)] (14 septembre 2017) - **Famille**.

Proposition de loi organique relative aux études d'impact des projets de loi [n° 722 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Entreprises**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la simplification des normes entravant la vie économique [n° 724 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 108 tome 3 annexe 23 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 9 février 2017 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu par M. Philippe Adnot du déplacement de la délégation dans l'Aube, le jeudi 19 janvier 2017.

Réunion du jeudi 23 février 2017 (*délégation aux entreprises*) : Examen du rapport d'information de MM. Claude Nougéin et Michel Vaspert relatif à la transmission et à la reprise d'entreprises.

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Sociétés d'accélération du transfert de technologies (SATT) - Communication.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Finances locales - Audition, de Mme Jacqueline Gourault, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et le compte d'affectation spéciale (CAS) « Développement agricole et rural » (et articles 49, 49 bis et 49 ter) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des articles de la première partie - Examen du tome II du rapport général.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » (et articles 57 octies et nonies) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » (et articles 52 à 52 sexies) - Examen des rapports spéciaux.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Engagements financiers de l'État » - Compte d'affectation spéciale « Participations de la France au désendettement de la Grèce » - Comptes de concours financiers « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » et « Accords monétaires internationaux » (et articles 55 et 55 bis) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 bis) - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 7 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Missions « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » (et articles 49 à 49 ter), « Économie » (et articles 54 quinquies à octies), « Outre-mer » (et articles 57 quater à septies), « Recherche et enseignement supérieur » (et articles 57 octies et nonies) - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 14 décembre 2017 (*délégation aux entreprises*) : Communication de Mme Élisabeth Lamure sur les principales dispositions du projet de loi de finances rectificative intéressant les entreprises.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fermeture de la centrale de Clairvaux** - (14 février 2017) (p. 1446). (p. 1446, 1447).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (5 juillet 2017) (p. 1923).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (11 juillet 2017) - **Article 4** (art. 8 bis [nouveau] de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Interdiction, pour un parlementaire, de recruter un membre de sa famille comme collaborateur - Déclaration des « emplois croisés ») (p. 2078).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (25 juillet 2017) - **Article 1er** (Habilitation du Gouvernement à prendre diverses ordonnances pour renforcer la place de l'accord d'entreprise) (p. 3006).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales** - (31 octobre 2017) (p. 4273). (p. 4273).

- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement [n° 43 (2017-2018)]** - (7 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4354). - **Article 1er** (art. L. 111-1, art. L. 111-4 à L. 111-9 [nouveaux] du code minier - Arrêt progressif de la recherche et de l'exploitation des hydrocarbures) (p. 4378).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (15 novembre 2017) - **Article 8** (art. L. 241-2-1 [nouveau], art. L. 241-13, art. L. 243-6-1, art. L. 243-6-2, art. L. 243-6-3, art. L. 243-6-6 à L. 243-6-8 [nouveaux] et L. 243-7 du code de la sécurité sociale, art. L. 741-1 du code rural et de la pêche maritime - Réduction de cotisation maladie et renforcement des allègements généraux en contrepartie de la suppression du CICE et du CITS) (p. 5004). (p. 5006).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) - **Article additionnel après l'article 59 bis** (Participation minimale des collectivités territoriales maître d'ouvrage au financement d'un projet) (p. 6831). - **Article 61** (art. L. 2336-1, art. L. 2336-3, art. L. 2336-6, art. L. 3335-1, art. L. 3335-3, art. L. 4332-9 du code général des collectivités territoriales, art. 166 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 - Modification des règles de répartition des dispositifs de péréquation horizontale) (p. 6853). (p. 6854). (p. 6855).

Recherche et enseignement supérieur

- (7 décembre 2017) (p. 7477, 7478). - **État B** (p. 7497). (p. 7499).

- **Proposition de résolution visant à pérenniser et adapter le procédé de législation en commission [n° 135 (2017-2018)]** - (14 décembre 2017) - **Article unique** (p. 9629).

AÏCHI (Leila)
sénatrice (Paris)
Écologiste, puis NI, puis UC

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 1er octobre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, sur le Brexit et la refondation de l'Union européenne.

ALLIZARD (Pascal)
sénateur (Calvados)
LR

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 5 octobre 2017 ; membre de la commission du 10 janvier 2017 au 4 octobre 2017.

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 10 janvier 2017.

Membre de la commission des affaires européennes ; nouvelle nomination le 5 octobre 2017.

Membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

Vice-président de la commission d'enquête sur les frontières européennes, le contrôle des flux des personnes et des marchandises en Europe et l'avenir de l'espace Schengen jusqu'au 12 juin 2017.

(*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, sur le Brexit et la refondation de l'Union européenne.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Mise au point au sujet de votes** - (26 janvier 2017) (p. 955).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République italienne signé le 24 février 2015 pour l'engagement des travaux définitifs de la section transfrontalière de la nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin [n° 330 (2016-2017)]** - (26 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 960, 961).

- **Projet de loi autorisant la ratification du protocole au traité de l'Atlantique Nord sur l'accèsion du Monténégro [n° 314 (2016-2017)]** - (26 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 969).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la prise en charge des victimes de la pollution** - (23 février 2017) (p. 1811, 1812). (p. 1812).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (11 juillet 2017) - **Article 2** (*art. 4 quater de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Prévention et traitement des conflits d'intérêts des parlementaires et modalités de tenue, dans chaque assemblée, d'un registre public des déports*) (p. 2018). (p. 2019). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2033).

Membre titulaire du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres jusqu'au 13 décembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne du 18 janvier 2017 au 12 juin 2017.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne le 8 novembre 2017.

Membre de la mission d'information sur Alstom et la stratégie industrielle du pays le 22 novembre 2017, puis vice-président le 29 novembre 2017.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : L'Italie et l'Union européenne [n° 292 (2016-2017)] (12 janvier 2017) - **Traités et conventions.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la simplification du droit européen [n° 388 (2016-2017)] - La simplification du droit : une exigence pour l'Union européenne [n° 387 (2016-2017)] (9 février 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la simplification du droit européen [n° 388 (2016-2017)] (9 février 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le paquet « Connectivité » [n° 390 (2016-2017)] - Europe connectée : objectif 2025 [n° 389 (2016-2017)] (9 février 2017) - **Entreprises.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le paquet « Connectivité » [n° 390 (2016-2017)] (9 février 2017) - **Entreprises.**

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : La nécessaire modernisation de la dissuasion nucléaire [n° 560 (2016-2017)] (23 mai 2017) - **Défense.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 526 (2016-2017)] autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du royaume hachémite de Jordanie relatif au statut de leurs forces [n° 649 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Défense : Environnement et prospective de la politique de défense [n° 110 tome 5 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 4 janvier 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de M. Philippe Setton, directeur de l'Union européenne au ministère des affaires étrangères et du développement international, et Mme Laurence Auer, directrice adjointe.

Réunion du jeudi 12 janvier 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - L'Italie et l'Union européenne : rapport d'information et avis politique de MM. Jean Bizet, Pascal Allizard, René Danesi, André Gattolin, Mme Gisèle Jourda et M. Simon Sutour.

(*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de MM. David Skuli, directeur central de la police aux frontières, Fernand Gontier, directeur central adjoint, et Bernard Siffert, sous-directeur des affaires internationales, transfrontières et de la sûreté au ministère de l'intérieur.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de M. Fabrice Leggeri, directeur exécutif de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex).

Réunion du jeudi 26 janvier 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Suivi des résolutions européennes : Audition de M. Harlem Désir, secrétaire d'État aux affaires européennes.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Cyberinterférences dans les processus électoraux - Audition de M. Guillaume Poupard, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI).

Réunion du jeudi 2 février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Programme de travail 2017 de la commission européenne - Rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

Réunion du jeudi 9 février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Paquet « Connectivité » : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Pascal Allizard et Daniel Raoul.

Institutions européennes - Simplification du droit européen : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet, Pascal Allizard, Philippe Bonnacarrère, Michel Delebarre, Jean-Paul Émorine, Claude Kern, Didier Marie, Daniel Raoul et Simon Sutour.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition conjointe sur la Russie de M. Thomas Gomart, directeur de l'Institut français des relations internationales (IFRI) et Mme Tatiana Kastouéva-Jean, directrice du centre Russie-CEI de l'IFRI.

Réunion du mardi 7 mars 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Débat préalable au Conseil européen des 9 et 10 mars 2017.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Michel Foucher, géographe, ancien ambassadeur et ancien directeur du centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère des affaires étrangères (CAPS), titulaire de la chaire de géopolitique appliquée au Collège d'études mondiales de Paris, sur « la route de la soie ».

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du royaume hachémite de Jordanie relatif au statut de leurs forces - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 27 juillet 2017 (*commission des affaires européennes*) : Politique régionale - Perspectives de la politique de cohésion : communication de M. Philippe Bonnacarrère.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet

de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général pour l'administration du ministère des armées.

Réunion du mardi 17 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Arnaud Danjean, président du comité de rédaction de la revue stratégique de défense et de sécurité nationale.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Joël Barre, délégué général pour l'armement.

Projet de loi de finances pour 2018 - Audition du général Jean-Pierre Bossier, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Aide publique au développement » - Programmes 110 « Aide économique et financière au développement » et 209 « Solidarité à l'égard des pays en développement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Défense » - Programme 144 « Environnement et prospective de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 30 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Groupe de travail Usage du glyphosate : communication de M. Pierre Médevielle.

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition conjointe sur le continuum sécurité et développement au Sahel : MM. Yvan Guichaoua, enseignant-chercheur à la

Brussels School of International Studies, et Sébastien Mosneron Dupin, directeur général d'Expertise France.

Questions diverses.

Situation de Jérusalem et processus de paix au Proche-Orient - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du jeudi 21 décembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, sur les résultats du Conseil européen des 14 et 15 décembre.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème « Faut-il réformer le fonctionnement de la zone euro ? »** - (12 janvier 2017) (p. 225, 226).

- **Débat sur le thème « Faut-il supprimer l'École nationale d'administration ? »** - (1er février 2017) (p. 1176).

- **Débat sur les collectivités locales** - (22 novembre 2017) (p. 7667).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Défense

- (30 novembre 2017) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, pour le programme « Environnement et prospective de la politique de défense » (p. 6956).

AMIEL (Michel)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
RDSE-R, puis LaREM

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales à partir du 5 octobre 2017 ; membre de la commission jusqu'au 4 octobre 2017.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques le 18 octobre 2017.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale le 21 novembre 2017, puis secrétaire le 29 novembre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse (18 janvier 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 (20 novembre 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance relative à l'adaptation des dispositions législatives relatives au fonctionnement des ordres des professions de santé (1er décembre 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance relative à la profession de physicien médical et l'ordonnance relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé (1er décembre 2017).

Membre titulaire du comité *ad hoc* chargé de donner un avis sur les autorisations de recherches sur l'embryon - Conseil d'orientation de l'Agence de la biomédecine le 30 novembre 2017.

Membre titulaire du Conseil national du syndrome immunodéficient acquis (SIDA) et des hépatites virales chroniques.

Rapporteur de la mission d'information sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France jusqu'au 12 juin 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à garantir le principe de l'indépendance de la justice [n° 443 (2016-2017)] (23 février 2017) - **Justice**.

Proposition de loi relative au rétablissement des critères de classement des communes situées en zone de revitalisation rurale tels qu'ils existaient avant l'adoption de la loi de finances rectificative du 29 décembre 2015 [n° 478 (2016-2017)] (27 mars 2017) - **Aménagement du territoire**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France : Situation de la psychiatrie des mineurs en France [n° 494 (2016-2017)] (4 avril 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à élargir les missions des comités locaux d'information et de suivi visés à l'article L. 542-13 du code de l'environnement [n° 561 (2016-2017)] (23 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative aux certificats de décès [n° 584 (2016-2017)] (21 juin 2017) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 janvier 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition de Mme Marie-Rose Moro, professeur de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent, chef de service à l'université Paris-Descartes, et M. Jean-Louis Brison, inspecteur d'académie - inspecteur pédagogique régional, auteurs du rapport « Plan d'action en faveur du bien-être et de la santé des jeunes » remis au président de la République en novembre 2016.

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition de M. Dominique Maigne, directeur de la Haute Autorité de santé, Mme Marie-Hélène Rodde-Dunet, chef du service Évaluation de la pertinence des soins et amélioration des pratiques et des parcours, et M. Michel Laurence, chef du service Bonnes pratiques professionnelles, représentant la Haute Autorité de santé.

Réunion du jeudi 12 janvier 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition des docteurs Zinna Bessa, sous-directrice « Santé des populations et prévention des maladies chroniques », et Philippe Leborgne, adjoint à la cheffe du bureau de la santé mentale, de la Direction générale de la santé (DGS).

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition conjointe de fédérations hospitalières : MM. David Gruson, délégué général, et Alexandre Mokéde, adjoint au délégué général, de la Fédération hospitalière de France (FHF), le docteur Olivier Drevon, président, M. David Castillo, délégué général, le docteur Vincent Masetti, coordinateur médical CLINEA de l'Union nationale des cliniques psychiatriques privées (UNCPSY), M. David Causse, coordonnateur du pôle santé social, Mme Anne-Charlotte de Vasselot, conseiller santé social, représentant la Fédération des établissements hospitaliers et d'aide à la personne privés non lucratifs (FEHAP), M. Gilles Moullec, vice-président, et Mme Luce Legendre, vice-présidente du bureau national de l'Association des établissements participant au service public de santé mentale (ADESM).

Audition de Mmes Viviane Kovess-Masfety, présidente de la commission spécialisée Évaluation, stratégie et perspective (CSESP), et Claudine Berr, présidente de la commission spécialisée Maladies chroniques (CSMC), représentant le Haut Conseil de la santé publique (HCSP).

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition conjointe des organisations représentant les spécialistes de la prise en charge psychiatrique des mineurs : le professeur Michel Wawrzyniak, président, le docteur Catherine Lacour Gonay, membre du conseil d'administration de la Société française de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent et disciplines associées (SFPEADA), le docteur Patrick Belamich, président de la Fédération des centres médico-psycho-pédagogiques

(FDCMPP), et le docteur Roger Teboul, pédopsychiatre, président de l'Association des psychiatres de secteur infanto-juvénile (API).

Audition du docteur Catherine Isserlis, référent médical psychiatrie-santé mentale-autisme, et de M. Philippe Guinard, responsable psychiatrie, de la direction de l'offre de soins de l'Agence régionale de santé Île-de-France.

Réunion du mardi 24 janvier 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition du professeur Jean-Philippe Raynaud, chef de service de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent (SUPEA) au centre hospitalier universitaire (CHU) de Toulouse.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition conjointe sur la détection précoce des troubles psychiatriques : le professeur Diane Purper-Ouakil, chef du pôle psychiatrie au centre hospitalier universitaire (CHU) de Montpellier et responsable de la médecine psychologique pour enfants et adolescents à l'hôpital Saint-Éloi, le professeur Jacques Dayan, vice-président de l'association WAIMH France (World Association for Infant Mental Health), et le professeur Manuel Bouvard, chef du service universitaire d'hospitalisation pour enfants et adolescents (SUHEA) au centre hospitalier universitaire (CHU) de Bordeaux.

Audition de Mmes Véronique Gasté, cheffe du bureau de la santé, de l'action sociale et de la sécurité, Françoise Pétreault, sous-directrice de la vie des établissements, et Brigitte Moltrecht, médecin conseillère technique, de la direction générale de l'enseignement scolaire (DGESCO) du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Audition des docteurs Maryse Bonnefoy, médecin au centre de PMI de Lyon, Colette Bauby, médecin au centre de PMI de Gennevilliers, et Sylvaine Gissinger, pédiatre, représentant le Syndicat national des médecins de la protection maternelle et infantile (SNMPMI).

Audition du docteur Anne-Laure Sutter-Dallay, responsable de l'unité fonctionnelle, réseau de psychiatrie périnatale du pôle universitaire de psychiatrie adulte du centre hospitalier Charles Perrens, du professeur Bruno Falissard, pédopsychiatre et biostatisticien, de M. Franck von Lenep, directeur, et Mmes Nathalie Fourcade, sous-directrice de l'Observatoire de la santé et de l'assurance maladie, et Valérie Ulrich, cheffe de la mission recherche, de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES).

(*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à mettre en place une stratégie nationale d'utilisation du transport sanitaire hélicoptère - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition de Mmes Anne-Marie Armanteras-de Saxcé, directrice générale, et Céline Descamps, chargée de mission au bureau R4 (prises en charge post aigües, pathologies chroniques et santé mentale), de la Direction générale de l'offre de soins (DGOS).

Audition du professeur Christian Müller, psychiatre, président de la Conférence nationale des présidents de commissions médicales d'établissements (CME) de centres hospitaliers spécialisés (CHS) en psychiatrie.

Audition du professeur Marion Leboyer, directrice de la Fondation FondaMental et responsable de la recherche à l'hôpital Chenevier-Mondor de Créteil.

Réunion du mardi 7 février 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition de Mme Marie-Odile Krebs, professeur de psychiatrie, chef du service hospitalo-universitaire du centre hospitalier Sainte-Anne, fondatrice du Centre d'évaluation du jeune adulte et de l'adolescent, et Mme Aude Ollé-Laprune, directrice générale de la Fondation Pierre Deniker.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition conjointe de MM. Vincent Beaugrand, directeur général, Georges Papanicolaou, psychiatre, médecin-chef du centre de psychanalyse de la clinique Dupré, et Philippe Lesieur, psychiatre, de la Fondation santé des étudiants de France (FSEF).

Audition du professeur Alain Ehrenberg, président du Conseil national de la santé mentale.

(*commission des affaires sociales*) : Table ronde sur la problématique de la qualité de vie au travail des personnels hospitaliers avec des représentants des syndicats des praticiens hospitaliers.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition conjointe de M. Daniel Marcelli, professeur émérite de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent, et Mme Viviane Kovess-Masfety, présidente de la commission spécialisée Évaluation, stratégie et prospective du Haut Conseil de la santé publique.

Audition de Mme Isabelle Coutant, sociologue, chargée de recherche au CNRS et membre de l'Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux.

Réunion du mardi 21 février 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition conjointe de Mmes Béatrice Borrel, présidente de l'Union nationale de familles et amis de personnes malades et/ou handicapées psychiques (UNAFAM), et Claude Finkelstein, présidente de la Fédération nationale des associations d'usagers en psychiatrie (FNAPSY).

Audition conjointe sur les « Dys- » : le professeur Paul Vert, professeur émérite de pédiatrie, membre de l'Académie nationale de médecine, le professeur Mario Speranza, chef du service universitaire de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent du centre hospitalier de Versailles, le professeur Franck Ramus, directeur de recherches au CNRS et professeur attaché à l'École normale supérieure, et le docteur Michel Habib, président de Résodys.

Réunion du vendredi 24 février 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition conjointe sur la place de la pédopsychiatrie à l'université et la formation des pédopsychiatres : le professeur Jean-Luc Dubois-Randé, président de la Conférence des doyens des facultés de médecine et doyen de l'université Paris-Est-Créteil-Val-de-Marne, le professeur Benoît Schlemmer, chef de service de réanimation médicale à l'hôpital Saint-Louis à Paris, doyen honoraire, faculté de médecine et université Paris-Diderot, conseiller universitaire auprès du directeur général de l'ARS d'Île-de-France, chargé de mission « Réforme du 3e cycle des études médicales », et le professeur David Cohen, chef du département de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent de l'hôpital Pitié-Salpêtrière à Paris.

Audition des docteurs Charly Carayon, psychiatre, chef du pôle psychiatrie enfant et adolescent au centre hospitalier Alès - Cévennes, Thierry Fouque, psychiatre, chef du service enfant et adolescent au CHU de Nîmes, et Emmanuel Lafay, psychiatre, chef du pôle 3 au mas Careiron à Uzès.

Réunion du mardi 4 avril 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Examen du rapport.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Constitution du bureau.

Projets de loi ratifiant quatre ordonnances relatives à la santé - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 10 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, sur le rapport sur l'application de la loi de financement de la sécurité sociale.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. François Toujas, candidat à la présidence du conseil d'administration de l'Établissement français du sang.

Projets de loi ratifiant quatre ordonnances relatives à la santé - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 17 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé et M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de M. Yann-Gaël Amghar, directeur de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Article 13 de la Constitution - Audition de Mme Dominique Le Guludec, candidate proposée par le président de la République à la présidence de la Haute Autorité de santé.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Constitution du bureau.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen des amendements.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement - Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA) » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Échange de vues sur le programme de travail.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Travail et emploi » et compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 30 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

Réunion du jeudi 7 décembre 2017 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) :

Échange de vues avec M. Rémi Quirion, scientifique en chef du Québec.

Présentation du rapport d'étape de la mission sur l'intelligence artificielle confiée par le Gouvernement à M. Cédric Villani, député, premier vice-président.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la situation de l'hôpital** - (12 janvier 2017) (p. 236, 237).

- **Question orale sans débat sur les colonies de vacances et la sécurité des enfants** - (21 février 2017) (p. 1636). (p. 1637).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (13 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4867, 4868).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la prévention** - (14 novembre 2017) (p. 4917).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)] (suite)** - (14 novembre 2017) - **Article 7** (art. L. 131-9, L. 136-7-1, L. 136-8, L. 162-14-1, art. L. 172-1, art. L. 241-2, art. L. 242-11, art. L. 313-1, art. L. 381-30-4, L. 382-22, art. L. 613-1 [nouveau] et art. L. 621-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. L. 731-25, art. L. 731-35 et art. L. 741-9 du code rural et de la pêche maritime - Hausse de la CSG et suppression de cotisations sociales) (p. 4944). (p. 4951). (p. 4956).

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 5033). - **Article 12** (Augmentation du droit de consommation sur le tabac en France continentale et en Corse) (p. 5087).

Troisième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 13 bis (nouveau)** (art. 1613 ter et 1613 quater du code général des impôts - Modification des contributions sur les boissons sucrées et édulcorées) (p. 5134, 5135). (p. 5141). - **Articles additionnels après l'article 16** (Délai pour le remboursement des frais de santé à une personne de nationalité étrangère ne travaillant pas) (p. 5157). - **Article 16 ter (nouveau)** (art. L. 640-2 (nouveau), L. 722-1, L. 722-6 du code de la sécurité sociale - Facilitations d'affiliation aux régimes d'assurance des internes en médecine) (p. 5159). - **Article 18** (Transferts entre l'État et la sécurité sociale et entre branches de la sécurité sociale) (p. 5171).

Quatrième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 26** (art. L. 531-2 et L. 531-3 du code de la sécurité sociale et art. 74 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Harmonisation du barème et des plafonds de la PAJE et du complément familial) (p. 5193). - **Articles additionnels après l'article 26** (Limitation des allocations familiales aux familles dont un parent au moins est français) (p. 5194). - **Article additionnel après l'article 26 bis** (Pécule des enfants confiés à l'ASE) (p. 5200). - **Article 33 bis (nouveau) (priorité)** (Rapport du Gouvernement sur l'exposition des salariés aux risques chimiques) (p. 5206). - **Article 34** (art. L. 3111-1, L. 3111-2, L. 3111-3, L. 3111-4-1, L. 3111-9, L. 3116-1, L. 3116-2, L. 3116-4, L. 3821-1, L. 3821-2, L. 3821-3 et L. 3826-1 du code de la santé publique - Extension de l'obligation de couverture vaccinale des enfants) (p. 5215). - **Article 35** (art. L. 162-31-1 et L. 221-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 1433-1 du code de la santé publique, art. 43 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Cadre d'expérimentations pour l'innovation dans le système de santé) (p. 5226).

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 5259). (p. 5268). (p. 5268). - **Article 40** (art. L. 161-37, L. 161-38, L. 162-17-9 [nouveau], L. 162-19-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale ; art. L. 5122-17 [nouveau], L. 5213-1 à L. 5213-4, L. 5223-1 à L. 5223-5, L. 6143-7 du code de la santé publique - Dispositions diverses relatives à la qualité, à la promotion et la pertinence de l'utilisation des produits de santé) (p. 5299). - **Article 41** (art. L. 162-17-31 [nouveau], L. 162-17-5, L. 165-2-1 [nouveau], L. 165-3-3, L. 165-4 et L. 165-7 du code de la sécurité sociale - Régulation du secteur des dispositifs médicaux) (p. 5305, 5306).

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5397, 5399).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'entreprise Ascométal** - (23 novembre 2017) (p. 6324). (p. 6324).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Santé

- (30 novembre 2017) (p. 6920).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-644 du 27 avril 2017 relative à l'adaptation des dispositions législatives relatives au fonctionnement des ordres des professions de santé - Commission mixte paritaire [n° 131 (2017-2018)]** - (20 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10524, 10525).

ANDRÉ (Michèle)
sénatrice (Puy-de-Dôme)
SOCR

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Présidente de la commission des finances jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre titulaire de l'Observatoire de la sécurité de cartes de paiement.

Membre ès qualités du comité de préfiguration des modalités d'instauration du profil biologique des sportifs.

Membre titulaire du Comité national d'orientation de la SA BPI groupe.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Les politiques publiques en faveur de l'inclusion bancaire et de la prévention du surendettement [n° 638 (2016-2017)] (18 juillet 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 643 (2016-2017)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 645 tome 2 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Jean-Claude Trichet, ancien président de la Banque centrale européenne, et de Mme Pervenche Berès, députée européenne.

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des finances*) : « Adapter l'impôt sur les sociétés à une économie ouverte » - Audition de M. Didier Migaud, président du Conseil des prélèvements obligatoires (CPO).

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des finances*) : Compte rendu de la réunion du bureau de la commission du 24 janvier 2017 - Programme de contrôle de la commission pour 2017 - Communications.

Finalisation de l'accord international de « Bâle III » - Communication.

Suivi quinquennal de l'application des lois - Communication.

Réunion du jeudi 26 janvier 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord multilatéral entre autorités compétentes portant sur l'échange des déclarations pays par pays - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de MM. Mario Monti, président du groupe de haut niveau sur les ressources propres, et Alain Lamassoure, membre du groupe de haut niveau, député européen, en commun avec la commission des finances.

(*commission des finances*) : Archives nationales - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Audition de MM. Mario Monti, président du groupe de haut niveau sur les ressources propres, et Alain Lamassoure, membre du groupe de haut niveau, député européen.

Contrôle budgétaire - Préfecture de police de Paris - Communication.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission des finances*) : Compétitivité de la place de Paris - Audition de Mme Marie-Anne Barbat Layani, directrice générale de la Fédération bancaire française (FBF), MM. Stéphane Boujnah, président du directoire d'Euronext N.V., Jean-Louis Laurens, ambassadeur de la gestion d'actifs français à l'international, Jean-Frédéric de Leusse, président du directoire d'UBS France, René Proglio, directeur général de Morgan Stanley France, et Mme Odile Renaud-Basso, directrice générale du Trésor.

Proposition de loi visant à favoriser l'assainissement cadastral et la résorption du désordre de propriété - Communication.

Réunion du mardi 21 février 2017 (*commission des finances*) : Expérimentation de la révision des valeurs locatives des locaux d'habitation - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des finances*) : Audition de MM. William Coen, secrétaire général du Comité de Bâle, et Édouard Fernandez-Bollo, secrétaire général de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR).

Compte rendu de la semaine parlementaire du semestre européen et de la Conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière de l'Union européenne.

Réunion du mercredi 15 mars 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Conférence des ambassadeurs.

Réunion du mercredi 29 mars 2017 (*commission des finances*) : Conclusions du groupe de travail sur le recouvrement de l'impôt à l'heure de l'économie numérique.

Réunion du mercredi 31 mai 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Avenir du compte d'affection spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Communication.

Résultats de l'exécution de l'exercice 2016 et certification des comptes de l'État pour l'exercice 2016 - Audition de M. Didier Migaud.

Réunion du mercredi 7 juin 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur la réforme des rythmes scolaires - Communication.

(*commission des finances*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Compétitivité des places financières - Communication.

Contrôle budgétaire - Missions locales - Communication.

Réunion du mercredi 21 juin 2017 (*commission des finances*) : Rapport annuel de l'Autorité des marchés financiers (AMF) - Audition de M. Gérard Rameix, président de l'AMF.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*délégation aux entreprises*) : Étude sur l'impact, pour les entreprises, du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Présentation par MM. Nicolas Meurant, avocat, et Julien Pellefigue, économiste, associés au cabinet Taj.

(*commission des finances*) : Convention multilatérale du 7 juin 2017 pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices - Audition de M. Pascal Saint-Amans, directeur du centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE.

Étude sur l'impact, pour les entreprises, du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Présentation par MM. Nicolas Meurant, avocat, et Julien Pellefigue, économiste, associés au cabinet Taj.

Réunion du mardi 4 juillet 2017 (*commission des finances*) : Accueil d'un nouveau commissaire.

Contrôle budgétaire - Application du droit européen environnemental - Communication.

Contrôle budgétaire - Programme des interventions territoriales de l'État (PITE) et exemple du Marais poitevin - Communication.

Projet de loi organique et projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique - Examen du rapport pour avis et communication sur la recevabilité financière des amendements.

Projet de loi organique et projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique - Suite de l'examen du rapport pour avis et communication sur la recevabilité financière des amendements.

Réunion du mercredi 5 juillet 2017 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, préalable au débat d'orientation des finances publiques (DOFP) et sur l'audit des comptes publics demandé par le Premier ministre.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Agence France-Muséums - Communication.

Contrôle budgétaire - Instituts français de recherche à l'étranger (IFRE) - Communication.

Projet de loi autorisant la ratification de l'avenant modifiant la convention du 14 janvier 1971 entre la France et le Portugal tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu - Examen du rapport et du texte de la commission.

Rapport du Gouvernement préparatoire au débat d'orientation des finances publiques (DOFP) - Projet de loi de règlement et d'approbation des comptes de l'année 2016 - Projet de décaler d'un an l'entrée en vigueur du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances et Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des finances*) : Politiques publiques en faveur de l'inclusion bancaire et de la prévention du surendettement - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Dépenses de santé des personnes détenues - Communication.

Contrôle budgétaire - Sociétés d'accélération du transfert de technologies (SATT) - Communication.

Nomination des membres d'un groupe de travail sur l'évolution de la taxe d'habitation.

Réunion du mercredi 27 septembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Projet de loi de programmation des finances publiques - Audition de M. Didier Migaud, président du Haut Conseil des finances publiques.

Projet de loi de finances pour 2018 - Projet de loi de programmation des finances publiques - Audition de MM. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics, et Benjamin Griveaux, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie et des finances.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes** - (9 février 2017) - présidente de la commission des finances (p. 1388, 1389).

- **Débat sur le bilan de l'application des lois** - (21 février 2017) - présidente de la commission des finances (p. 1692, 1693).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-1360 du 13 octobre 2016 modifiant la partie législative du code des juridictions financières [n° 594 (2016-2017)]** - (6 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 1952, 1953).

- **Projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 608 (2016-2017)]** - (13 juillet 2017) - présidente de la commission des finances - **Article 9** (*art. 54 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances - Suppression de la réserve parlementaire - Dotation de soutien à l'investissement des communes et de leurs groupements*) (p. 2494).

ANTISTE (Maurice)
sénateur (Martinique)
SOCR

Réélu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017, puis vice-président le 9 novembre 2017.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat outre-mer ; nouvelle nomination le 20 décembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux dérogations à la dématérialisation des bulletins de paie [n° 317 (2016-2017)] (19 janvier 2017) - **Société**.

Proposition de loi sur l'élection de l'exécutif des intercommunalités [n° 179 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Laurent Stefanini, ambassadeur, délégué permanent de la France auprès de l'UNESCO, accompagné de M. Daniel Janicot, président de la Commission nationale française pour l'UNESCO.

(*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Foncier dans les outre-mer - Audition en visioconférence des acteurs publics de la Guadeloupe.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Eric Léandri, président-fondateur de Qwant.

Chronologie des médias - Audition conjointe de représentants des télévisions payantes.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rentrée universitaire - Audition de M. Gilles Roussel, président de la Conférence des présidents d'université (CPU).

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Audition de Mme Annick Girardin, ministre des outre-mer, dans le cadre de l'étude sur les risques naturels majeurs dans les outre-mer.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (17 janvier 2017) (p. 276).

- **Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique [n° 288 (2016-2017)]** - (17 janvier 2017) - **Article 1er** (*Affirmation de l'objectif d'égalité réelle entre les outre-mer et l'hexagone*) (p. 286, 287).

- **Suite de la discussion** (18 janvier 2017) - **Article 10 undecies A (nouveau)** (*art. L. 131-8 et L. 758-1 du code de la sécurité sociale - Alignement progressif du tarif de la cotisation de sécurité sociale dans les départements d'outre-mer et l'hexagone*) (p. 329). (p. 329).

- *Commission mixte paritaire [n° 372 (2016-2017)]* - (14 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1466, 1467).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (11 juillet 2017) - **Article 4** (*art. 8 bis [nouveau] de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Interdiction, pour un parlementaire, de recruter un membre de sa famille comme collaborateur - Déclaration des « emplois croisés »*) (p. 2077).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (25 juillet 2017) - **Article 1er** (*Habilitation du Gouvernement à prendre diverses ordonnances pour renforcer la place de l'accord d'entreprise*) (p. 3016). (p. 3017). (p. 3020). (p. 3026).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (26 juillet 2017) (p. 3065).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)] (suite)** - (26 juillet 2017) - **Article 2** (*Nouvelle organisation du dialogue social et rénovation de l'exercice des responsabilités syndicales en entreprise*) (p. 3067). (p. 3076). - **Article 3** (*Aménagement des règles du licenciement et de certaines formes particulières de travail*) (p. 3118). (p. 3130).

- **Suite de la discussion** (27 juillet 2017) (p. 3154). (p. 3160). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (*Harmonisation et mise en cohérence du code du travail*) (p. 3220).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (14 novembre 2017) - **Article 7** (*art. L. 131-9, L. 136-7-1, L. 136-8, L. 162-14-1, art. L. 172-1, art. L. 241-2, art. L. 242-11, art. L. 313-1, art. L. 381-30-4, L. 382-22, art. L. 613-1 [nouveau] et art. L. 621-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. L. 731-25, art. L. 731-35 et art. L. 741-9 du code rural et de la pêche maritime - Hausse de*

la CSG et suppression de cotisations sociales) (p. 4933). (p. 4942, 4943). (p. 4944). (p. 4949).

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2017) - **Article 9** (*art. L. 131-6-4 [nouveau] et L. 161-1-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 5141-1 du code du travail - Réforme de l'ACCRE et encouragement des petites activités*) (p. 5024). (p. 5024). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 5035).

Quatrième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 26** (*art. L. 531-2 et L. 531-3 du code de la sécurité sociale et art. 74 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Harmonisation du barème et des plafonds de la PAJE et du complément familial*) (p. 5188). - **Article 28** (*art. L. 861-2 du code de la sécurité sociale - Revalorisation de l'ASPA et des anciennes allocations du minimum vieillesse*) (p. 5209). - **Article 29** (*art. L. 161-23-1 et L. 816-2 du code de la sécurité sociale et art. 29 de l'ordonnance n° 2002-411 du 27 mars 2002 relative à la protection sanitaire et sociale à Mayotte - Décalage de la date de revalorisation des pensions et de l'ASPA*) (p. 5213). - **Article 34** (*art. L. 3111-1, L. 3111-2, L. 3111-3, L. 3111-4-1, L. 3111-9, L. 3116-1, L. 3116-2, L. 3116-4, L. 3821-1, L. 3821-2, L. 3821-3 et L. 3826-1 du code de la santé publique - Extension de l'obligation de couverture vaccinale des enfants*) (p. 5215, 5216).

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 5261). - **Articles additionnels après l'article 48** (p. 5330).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (6 décembre 2017) - **Article 52 (priorité)** (*art. L. 351-2, L. 351-3, L. 411-8-1, L. 441-3, L. 441-11, L. 442-2-1 [nouveau] et L. 481-2 du code de la construction, art. L. 542-2 et L. 831-1 du code de la sécurité sociale - Réforme des aides au logement et de la politique des loyers dans le parc social*) (p. 7313, 7314).

Outre-mer

- (7 décembre 2017) - **Article 57 quater (nouveau)** (*Demande de rapport sur le coût et les économies qu'induirait un soutien renforcé à l'enseignement des langues et cultures d'outre-mer pour ceux qui en font la demande et à la mise en valeur de la diversité des patrimoines culturels et linguistiques*) (p. 7476).

Articles non rattachés

- (8 décembre 2017) - **Article 39 quater (nouveau)** (*art. 199 undecies B du code général des impôts - Augmentation des seuils de chiffre d'affaires des entreprises éligibles à la réduction d'impôt prévue à l'article 199 undecies B du code général des impôts à raison de l'investissement productif dans les départements, régions et collectivités d'outre-mer*) (p. 7553, 7554). (p. 7554). - **Articles additionnels après l'article 39 quinquies** (p. 7555). (p. 7556). (p. 7556, 7557). (p. 7557). (p. 7559). (p. 7559). (p. 7561). (p. 7561).

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 44 sexies** (p. 7737).

ANZIANI (Alain)
sénateur (Gironde)
SOCR

Démissionnaire le 30 septembre 2017.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (commission des lois) : Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi tendant à renforcer les obligations comptables des partis politiques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (commission des lois) : Proposition de loi tendant à renforcer les obligations comptables des partis politiques - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (commission des lois) : Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 332 (2016-2017)]** - (31 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 1024, 1026). - **Article 6** (art. 495 et 495-17-1 [nouveau] du code de procédure pénale - *Élargissement du champ de l'amende forfaitaire*) (p. 1045). - **Article 8** (art. 132-18-1 [nouveau] du code pénal ; art. 362 du code de procédure pénale - *Rétablissement des peines minimales d'emprisonnement*) (p. 1051). - **Article 9 (Texte non modifié**

par la commission) (art. 132-25, 132-26-1 et 132-27 du code pénal - *Réduction des facultés d'aménagement ab initio des peines d'emprisonnement*) (p. 1052). - **Article 10** (art. 132-29, 132-35, 132-36, 132-37, 132-38 et 132-39 du code pénal ; art. 735 [abrogé] et 735-1 du code de procédure pénale - *Révocation automatique du sursis simple et de son caractère intégral*) (p. 1053). - **Article 11** (art. 132-42, 132-47 à 132-50 du code pénal - *Modification des règles de révocation du sursis avec mise à l'épreuve*) (p. 1054). - **Article 14** (art. 179 du code de procédure pénale - *Modification des critères de maintien en détention provisoire*) (p. 1055). - **Article 17** (art. 132-4 du code pénal - *Réduction du champ de la confusion des peines*) (p. 1056). - **Article 18** (art. 132-16-5 du code pénal - *Aggravation de la peine à raison de l'état de récidive légale*) (p. 1057). - **Article 19** (art. 712-6, 712-7, 712-8, 712-10 et 723-15-1 du code de procédure pénale - *Répartition des compétences entre le juge de l'application des peines et le tribunal de l'application des peines*) (p. 1057). - **Article 19 bis (nouveau)** (art. 723-19 [nouveau] du code de procédure pénale - *Rétablissement de la surveillance électronique de fin de peine*) (p. 1058). - **Article 20** (art. 717-1, 721-1, 721-1-1 [supprimé], 721-2 et 723-9 du code de procédure pénale ; art. 132-24 du code pénal et art. 41 de la loi n° 2005-1549 du 12 décembre 2005 relative au traitement de la récidive des infractions pénales - *Suppression des crédits automatiques de réduction de peine*) (p. 1059). - **Article 21** (titre 1er bis et section 1 bis [abrogés] du chapitre II du titre II du livre V, art. 74-2, 230-19, 474, 707, 712-11, 721-2, 730, 774 du code de procédure pénale et art. 131-3 [abrogé], 131-4-1 [abrogé] et 131-9 du code pénal - *Suppression de la contrainte pénale et de la libération sous contrainte*) (p. 1060, 1061). - **Article 22** (art. 13 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire - *Création de délégués bénévoles à la probation*) (p. 1062). - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (art. 474 et 723-15 du code de procédure pénale - *Abaissement du seuil d'aménagement ab initio des peines d'emprisonnement pour les personnes condamnées non incarcérées*) (p. 1065). - **Article 24 bis (nouveau)** (art. 149 du code de procédure pénale - *Ajout d'une nouvelle exception au principe de réparation intégrale du préjudice causé par une détention provisoire en cas de non-lieu*) (p. 1065). - **Article 31** (art. 776 du code de procédure pénale - *Extension de l'accès au bulletin n° 2 du casier judiciaire*) (p. 1067).

- **Proposition de loi tendant à renforcer les obligations comptables des partis politiques [n° 334 (2016-2017)]** - (1er février 2017) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 1128, 1129).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (11 juillet 2017) - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 2015, 2016).

ARCHIMBAUD (Aline)
sénatrice (Seine-Saint-Denis)
Écologiste, puis NI

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales jusqu'au 1er octobre 2017.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Secrétaire de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » jusqu'au 12 juin 2017.

Vice-présidente de la mission d'information sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France jusqu'au 12 juin 2017.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 24 janvier 2017 (mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France) : Audition du professeur Jean-Philippe Raynaud, chef de service de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent (SUPEA) au centre hospitalier universitaire (CHU) de Toulouse.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires sociales*) : Table ronde sur la problématique de la qualité de vie au travail des personnels hospitaliers avec des représentants des syndicats infirmiers.

Réunion du mardi 4 avril 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la situation de l'hôpital** - (12 janvier 2017) (p. 232, 233).

- **Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique [n° 288 (2016-2017)]** - (17 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 260, 261). - **Article 3 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (*Rapports du Gouvernement au Parlement sur la garantie aux populations d'outre-mer de l'effectivité des mêmes droits dans divers domaines*) (p. 291). - **Article additionnel après l'article 3 nonies** (p. 294).

- **Suite de la discussion** (18 janvier 2017) - **Articles additionnels après l'article 10 quater** (p. 324). (p. 325). - **Article 10 decies (supprimé)** (*Rapport du Gouvernement au Parlement sur le lien entre le prix des boissons alcooliques et la consommation d'alcool*) (p. 328). - **Articles additionnels avant l'article 13 A** (p. 340). - **Article 13 A (supprimé)** (*art. L. 3232-7-1 [nouveau] du code de la santé publique - Organisation d'une sensibilisation sur les questions nutritionnelles à l'intention des élèves du primaire*) (p. 341). - **Article 20 A (supprimé)** (*loi n° 83-550 du 30 juin 1983 relative à la commémoration de l'abolition de l'esclavage - Journée nationale de commémoration de la traite, de l'esclavage et de leurs abolitions et journée nationale en hommage aux victimes de l'esclavage colonial*) (p. 364, 365). (p. 365).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2017) - **Articles additionnels après l'article 34 sexies** (p. 417). - **Articles additionnels après l'article 34 sexies** (p. 420). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 430, 431).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'amiante** - (20 juillet 2017) (p. 2835, 2836). (p. 2836).

ARNELL (Guillaume)
sénateur (Saint-Martin)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales à partir du 5 octobre 2017.

Vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable jusqu'au 3 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux outre-mer, puis membre le 18 octobre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et autres dispositions en matière sociale et économique (31 janvier 2017).

Membre suppléant du conseil d'orientation de l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer jusqu'au 20 février 2017.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer le 13 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à garantir le principe de l'indépendance de la justice [n° 443 (2016-2017)] (23 février 2017) - **Justice**.

Proposition de loi relative au rétablissement des critères de classement des communes situées en zone de revitalisation rurale tels qu'ils existaient avant l'adoption de la loi de finances rectificative du 29 décembre 2015 [n° 478 (2016-2017)] (27 mars 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à garantir la représentation des communes déléguées au sein des communes nouvelles [n° 620 (2016-2017)] (6 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi sur le régime de l'exécution des peines des auteurs de violences conjugales [n° 621 (2016-2017)] (11 juillet 2017) - **Famille**.

Proposition de loi visant à intégrer dans la loi un objectif national de désenclavement [n° 679 (2016-2017)] (21 juillet 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Constitution du bureau.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. François Toujas, candidat à la présidence du conseil d'administration de l'Établissement français du sang.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*délégation aux entreprises*) : Questions diverses.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen des amendements.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement - Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA) » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Audition de Mme Annick Girardin, ministre des outre-mer, dans le cadre de l'étude sur les risques naturels majeurs dans les outre-mer.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique** [n° 288 (2016-2017)] - (17 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 264, 265). - **Article 4** (*Création de plans de convergence dans les collectivités régies par l'art. 73 de la Constitution*) (p. 295). - **Article 5** (*Faculté de conclusion de plans de convergence dans les collectivités régies par l'art. 74 de la Constitution et en Nouvelle-Calédonie*) (p. 296, 297). (p. 297). - **Article 5 bis** (*Signature de contrats de convergence*) (p. 298). - **Article additionnel après l'article 7** (p. 299, 300). - **Article 9 D (supprimé)** (*art. L. 2624-1 à L. 2624-4 [nouveaux] du code du travail - Représentativité des syndicats locaux*) (p. 304). - **Article additionnel après l'article 9** (p. 308).

- **Suite de la discussion** (18 janvier 2017) - **Article 10 undecies A (nouveau)** (*art. L. 131-8 et L. 758-1 du code de la sécurité sociale - Alignement progressif du tarif de la cotisation de sécurité sociale dans les départements d'outre-mer et l'hexagone*) (p. 329). - **Articles additionnels après l'article 10 undecies** (p. 332). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 346). (p. 346). - **Article 13 bis (supprimé)** (*Possibilité d'expérimenter l'école obligatoire entre trois et dix-huit ans*) (p. 346). - **Article additionnel après l'article 16** (p. 355, 356). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 359, 360). (p. 360). - **Article 19 (supprimé)** (*Expérimentation d'un Small business act outre-mer*) (p. 361, 362). - **Article 20 A (supprimé)** (*loi n° 83-550 du 30 juin 1983 relative à la commémoration de l'abolition de l'esclavage - Journée nationale de commémoration de la traite, de l'esclavage et de leurs abolitions et journée nationale en hommage aux victimes de l'esclavage colonial*) (p. 364).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2017) - **Articles additionnels après l'article 34 sexies** (p. 423). - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 442). - **Article additionnel après l'article 49** (p. 447). (p. 447). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 456, 457).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-301 du 14 mars 2016 relative à la partie législative du code de la consommation et n° 2016-351 du 25 mars 2016 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation et simplifiant le dispositif de mise en œuvre des obligations en matière de conformité et de sécurité des produits et services** - *Commission mixte paritaire* [n° 301 (2016-2017)] - (8 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1367, 1368).

- **Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique** - *Commission mixte paritaire* [n° 372 (2016-2017)] - (14 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1463, 1464).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique** [n° 609 (2016-2017)] - (11 juillet 2017) - **Titre (Intitulé du Titre III)** (p. 2055). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2076).

- **Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme** [n° 630 (2016-2017)] - (18 juillet 2017) - **Article 1er** (*art. L. 226-1 [nouveau], L. 511-1, L. 613-1 et L. 613-2 du code de la sécurité intérieure - Périmètres de protection*) (p. 2642, 2643). - **Article 2** (*art. L. 227-1 et L. 227-2 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Fermeture administrative des lieux de culte*) (p. 2651). (p. 2651). - **Article additionnel avant l'article 8** (p. 2684, 2685). (p. 2685).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'avenant modifiant la convention du 14 janvier 1971 entre la France et le Portugal tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu** [n° 623 (2016-2017)] - (20 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 2894).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social** [n° 664 (2016-2017)] - (24 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 2936, 2937).

- **Suite de la discussion** (25 juillet 2017) - **Article 1er** (*Habilitation du Gouvernement à prendre diverses ordonnances pour renforcer la place de l'accord d'entreprise*) (p. 3024). (p. 3035). (p. 3036).

- **Suite de la discussion** (26 juillet 2017) - **Article 2** (*Nouvelle organisation du dialogue social et rénovation de l'exercice des responsabilités syndicales en entreprise*) (p. 3083). (p. 3094). - **Article 3** (*Aménagement des règles du licenciement et de certaines formes particulières de travail*) (p. 3122). (p. 3131). (p. 3133).

- **Suite de la discussion** (27 juillet 2017) (p. 3161). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3231, 3232).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la reconstruction de Saint-Martin** - (10 octobre 2017) (p. 3671). (p. 3672).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-31 du 12 janvier 2017 de mise en cohérence des textes au regard des dispositions de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé** [n° 12 (2017-2018)] - (11 octobre 2017) - **Discussion générale commune avec celle des projets de loi n° 11 (2017-2018) et n° 13 (2017-2018)** (p. 3742).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-48 du 19 janvier 2017 relative à la profession de physicien médical et l'ordonnance n° 2017-50 du 19 janvier 2017 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé** [n° 11 (2017-2018)] - (11 octobre 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 12 (2017-2018)** (p. 3742).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-644 du 27 avril 2017 relative à l'adaptation des dispositions législatives relatives au fonctionnement des ordres des professions de santé** [n° 13 (2017-2018)] - (11 octobre 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 12 (2017-2018)** (p. 3742).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018** [n° 63 (2017-2018)] - (14 novembre 2017) - **Article 7** (*art. L. 131-9, L. 136-7-1, L. 136-8, L. 162-14-1, art. L. 172-1, art. L. 241-2, art. L. 242-11, art. L. 313-1, art. L. 381-30-4, L. 382-22, art. L. 613-1 [nouveau] et art. L. 621-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. L. 731-25, art. L. 731-35 et art. L. 741-9 du code rural et de la pêche maritime - Hausse de la CSG et suppression de cotisations sociales*) (p. 4946). (p. 4955).

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2017) - **Article 11** (*art. L. 111-11, L. 114-16-3, L. 114-23, L. 114-24, L. 115-9, L. 123-1, L. 123-2-1, L. 131-6-3, L. 133-1-1 à L. 133-1-3 [abrogés], L. 133-1-4, L. 133-1-5 à L. 133-1-6 [abrogés], L. 133-5-2, L. 133-6-7, L. 133-6-7-1 à L. 133-6-7-3, L. 133-6-9 [abrogé], L. 133-6-10, L. 133-6-11 [abrogé], L. 134-1, L. 134-3, L. 134-4, L. 135-2, L. 135-6, L. 136-3, L. 161-8, L. 161-18,*

L. 171-2-1 [nouveau], L. 171-3, L. 171-6-1 [nouveau], L. 171-7, L. 172-2, L. 173-2, L. 173-3 [abrogé], L. 182-2-2, L. 182-2-4, L. 182-2-6, L. 200-1, L. 200-2, L. 200-3, L. 211-1, L. 213-1, L. 215-1, L. 221-1, L. 221-3-1, L. 222-1, L. 223-1, L. 225-1-1, L. 227-1, L. 233-1 [nouveau], L. 241-2, L. 243-6-3, L. 311-3, L. 351-15, L. 611-1, L. 611-2 à L. 611-19 [abrogés], L. 612-1 à L. 612-6, L. 612-7 à L. 612-13, L. 613-1 [nouveau], L. 613-2 à L. 613-6, L. 613-8, L. 613-9, L. 613-12 à L. 613-14 [abrogés], L. 613-19 à L. 613-19-3, L. 613-20, L. 613-21, L. 613-22 et L. 613-23 [abrogés], L. 614-1 [abrogé], L. 615-1 à L. 615-5 [nouveau], L. 621-1 à L. 621-2 [nouveau], L. 621-4 [abrogé], L. 622-1 à L. 622-3, L. 622-6 [abrogé], L. 622-8, L. 623-1 à L. 623-5, L. 631-1 [nouveau], L. 632-1 à L. 632-3, L. 633-1, L. 633-9 [abrogé], L. 633-11, L. 633-11-1 [abrogé], L. 634-1 [abrogé], L. 634-2 à L. 634-2-1, L. 634-2-2 [abrogé], L. 634-3-1, L. 634-3-2 à L. 634-5 [abrogés], L. 634-6, L. 635-1 à L. 635-6, L. 637-1 à L. 637-2, L. 640-1, L. 641-1, L. 641-8, L. 642-5 à L. 642-6 [nouveau], L. 643-1-A, L. 643-10 [nouveau], L. 651-12 et L. 651-13 [abrogés], L. 652-4, L. 652-6, L. 652-7, L. 661-1 [nouveau], L. 671-1 [nouveau], L. 722-1, L. 722-1-1, L. 722-2 et L. 722-3 [abrogés], L. 722-4, L. 722-5, L. 722-5-1 [abrogé], L. 722-6, L. 722-7 [abrogé], L. 722-9, L. 742-6, L. 742-7, L. 752-4, L. 752-6, L. 752-9, L. 756-5 et L. 766-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 5553-5 du code des transports - *Suppression du régime social des indépendants et modification des règles d'affiliation à la CIPAV* (p. 5080). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 5083).

Troisième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 13 bis (nouveau)** (art. 1613 ter et 1613 quater du code général des impôts - *Modification des contributions sur les boissons sucrées et édulcorées*) (p. 5134). - **Article 18** (*Transferts entre l'État et la sécurité sociale et entre branches de la sécurité sociale*) (p. 5168). - **Explications de vote sur l'ensemble de la troisième partie** (p. 5184).

Quatrième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 26** (art. L. 531-2 et L. 531-3 du code de la sécurité sociale et art. 74 de la loi n° 2013-1203 du

23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - *Harmonisation du barème et des plafonds de la PAJE et du complément familial*) (p. 5190). - **Article 29** (art. L. 161-23-1 et L. 816-2 du code de la sécurité sociale et art. 29 de l'ordonnance n° 2002-411 du 27 mars 2002 relative à la protection sanitaire et sociale à Mayotte - *Décalage de la date de revalorisation des pensions et de l'ASPA*) (p. 5213). - **Article additionnel après l'article 29 bis** (*Réforme systémique des retraites*) (p. 5214). (p. 5214). - **Article 35** (art. L. 162-31-1 et L. 221-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 1433-1 du code de la santé publique, art. 43 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - *Cadre d'expérimentations pour l'innovation dans le système de santé*) (p. 5235).

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5403, 5404).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Immigration, asile et intégration

- (5 décembre 2017) (p. 7224, 7225).

Cohésion des territoires

- (6 décembre 2017) (p. 7298). - **Article 52 (priorité)** (art. L. 351-2, L. 351-3, L. 411-8-1, L. 441-3, L. 441-11, L. 442-2-1 [nouveau] et L. 481-2 du code de la construction, art. L. 542-2 et L. 831-1 du code de la sécurité sociale - *Réforme des aides au logement et de la politique des loyers dans le parc social*) (p. 7326).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 155 (2017-2018)]** - (15 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 28 septies** (p. 9859). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9890).

ARTANO (Stéphane)
sénateur (Saint-Pierre-et-Miquelon)
RDSE

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer le 18 octobre 2017, puis vice-président le 9 novembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi sur le régime de l'exécution des peines des auteurs de violences conjugales [n° 621 (2016-2017)] (11 juillet 2017) - **Famille**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les assises de l'outre-mer** - (17 octobre 2017) (p. 3818, 3819). (p. 3819).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Outre-mer

- (7 décembre 2017) (p. 7463, 7464).

- **Proposition de résolution visant à pérenniser et adapter la procédure de législation en commission [n° 135 (2017-2018)]** - (14 décembre 2017) - **Articles additionnels avant l'article unique** (p. 9627). (p. 9627). - **Intitulé de la proposition de résolution** (p. 9639).

- **Proposition de loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations [n° 164 (2017-2018)]** - (18 décembre 2017) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport du Gouvernement au Parlement sur les conséquences du transfert de la GEMAPI aux EPCI sur la gestion des fleuves*) (p. 10329). (p. 10330).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur France Ô** - (19 décembre 2017) (p. 10411).

ARTIGALAS (Viviane)
sénatrice (Hautes-Pyrénées)
SOCR

Élue le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques à partir du 5 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer le 18 octobre 2017.

Membre de la mission d'information sur Alstom et la stratégie industrielle du pays le 22 novembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour une meilleure protection des mineur.e.s victimes de viol et des autres agressions sexuelles [n° 53 (2017-2018)] (26 octobre 2017) - **Justice**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Henri Poupart-Lafarge, président-directeur général d'Alstom.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

ASSASSI (Éliane)
sénatrice (Seine-Saint-Denis)
CRC, puis CRCE

Réélue le 24 septembre 2017.

Présidente du groupe communiste républicain et citoyen, puis présidente du groupe communiste républicain citoyen et écologiste, à compter du 3 octobre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 4 octobre 2017.

Vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 3 octobre 2017.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale aux outre-mer jusqu'au 17 octobre 2017.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Finalisation du programme de travail de la délégation.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*mission commune d'information sur Alstom*) : Audition commune avec les organisations syndicales représentées au comité central d'entreprise (CCE) du groupe Alstom.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le logement social : « sur quels territoires, comment et pour qui demain ? »** - (26 octobre 2017) (p. 4218, 4219).

- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement [n° 43 (2017-2018)]** - (7 novembre 2017) - **Article 1er** (art. L. 111-1, art. L. 111-4 à L. 111-9 [nouveaux] du code minier - Arrêt progressif de la recherche et de l'exploitation des hydrocarbures) (p. 4372).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Première partie :

- (27 novembre 2017) - **Article 19** (*Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public*) (p. 6702).

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (6 décembre 2017) - **Article 52 (priorité)** (art. L. 351-2, L. 351-3, L. 411-8-1, L. 441-3, L. 441-11, L. 442-2-1 [nouveau] et L. 481-2 du code de la construction, art. L. 542-2 et L. 831-1 du code de la sécurité sociale - Réforme des aides au logement et de la politique des loyers dans le parc social) (p. 7315, 7316). - **État B** (p. 7337). (p. 7338).

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité publique (8 février 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion des projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique (26 juillet 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme (5 octobre 2017).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre plus équitable au sein d'un EPCI le calcul des dotations de compensation dans le contexte d'un transfert de compétence [n° 406 (2016-2017)] (15 février 2017) - **Budget**.

Proposition de loi pour un droit au logement effectif et pour l'interdiction des expulsions sans relogement [n° 479 (2016-2017)] (27 mars 2017) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à préciser les limites du champ de protection d'un brevet concernant une information génétique [n° 515 (2016-2017)] (20 avril 2017) - **Culture**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire le droit à l'interruption volontaire de grossesse dans la Constitution [n° 545 (2016-2017)] (3 mai 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à abroger la loi autorisant la ligne Charles-de-Gaulle Express [n° 552 (2016-2017)] (11 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la protection des enfants et des adolescents face aux effets de la publicité télévisuelle [n° 558 (2016-2017)] (22 mai 2017) - **Éducation**.

Proposition de loi relative à la mise en place d'un moratoire sur la mise en culture des semences de colza et de tournesol tolérantes aux herbicides issues de mutagenèse [n° 564 (2016-2017)] (29 mai 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 600 (2016-2017)] (29 juin 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à renforcer le contrôle sur le commerce des armes et relative à la violation des embargos [n° 695 (2016-2017)] (31 juillet 2017) - **Défense**.

Proposition de loi visant à rétablir le délit d'entrave des directeurs d'établissements publics au fonctionnement du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) [n° 696 (2016-2017)] (31 juillet 2017) - **Fonction publique**.

Proposition de loi visant à réhabiliter la police de proximité [n° 715 (2016-2017)] (11 septembre 2017) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à renforcer la définition des agressions sexuelles et du viol commis sur des mineur.e.s de moins de 15 ans [n° 55 (2017-2018)] (30 octobre 2017) - **Famille**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la sécurité publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des lois*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des lois*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits, sur son rapport annuel d'activité pour 2016.

Réunion du mardi 27 juin 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi organique et projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mardi 4 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du vendredi 4 août 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi organique pour la confiance dans la vie politique (nouvelle lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Constitution du bureau.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Désignation des rapporteurs pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions du rapport d'information** : « Où va l'État territorial ? Le point de vue des collectivités » - (10 janvier 2017) (p. 44, 45).

- **Proposition de loi visant à abroger la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, dite « Loi Travail »** [n° 2016 (155-156)] - (11 janvier 2017) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 64, 65).

- **Mise au point au sujet de votes** - (17 janvier 2017) (p. 276).

- **Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique** [n° 288 (2016-2017)] - (18 janvier 2017) - **Article 13 E (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation du Gouvernement à prendre une ordonnance pour la mise à jour des dispositions du code de l'éducation applicables aux outre-mer*) (p. 343). (p. 344). - **Article 20 A (supprimé)** (*loi n° 83-550 du 30 juin 1983 relative à la commémoration de l'abolition de l'esclavage - Journée nationale de commémoration de la traite, de l'esclavage et de leurs abolitions et journée nationale en hommage aux victimes de l'esclavage colonial*) (p. 365, 366). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 387).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2017) - **Article 32** (*art. 232 du code général des impôts - Zones tendues en matière de logement dans les outre-mer*) (p. 408). - **Article 36 bis** (*art. 44 quaterdecies, 1388 quinquies, 1395 H, 1466 F du code général des impôts - Arrêt de la dégressivité des taux d'abattement dans les zones franches d'activités et prolongation de deux ans du dispositif des zones franches*) (p. 433). (p. 433). - **Article 38 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 199 undecies A du code général des impôts - Réduction d'impôt au titre des travaux de réhabilitation portant sur des logements achevés depuis plus de vingt ans dans les départements d'outre-mer*) (p. 434). (p. 434). - **Article 39** (*art. 199 undecies B, 217 undecies et 244 quater W du code général des impôts - Suppression de la distinction entre investissement initial et investissement de renouvellement pour bénéficier de diverses réductions d'impôts au titre d'investissements productifs outre-mer*) (p. 435). - **Article 39 bis** (*art. 199 undecies C du code général des impôts - Facilitation de la réhabilitation de logements par les opérateurs sociaux présents outre-mer*) (p. 436). - **Article 41** (*art. 199 terdecies-0 A du code général des impôts - Élargissement de la souscription du fonds d'investissement de proximité outre-mer à l'ensemble des contribuables français*) (p. 439). - **Article 42 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 244 quater W du code général des impôts - Généralisation du crédit d'impôt pour financer des opérations dans le logement intermédiaire dans les départements d'outre-mer*) (p. 440). - **Article 43 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 244 quater W du code général des impôts - Suppression de l'agrément fiscal préalable pour les*

programmes d'accession à la propriété sociale dans les départements d'outre-mer) (p. 440). - **Article additionnel après l'article 45** (p. 441).

- **Projet de loi relatif à la sécurité publique [n° 310 (2016-2017)]** - (24 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 802, 803). - **Article 1er** (art. L. 435-1 [nouveau], L. 214-2, L. 214-3 [abrogé] et L. 511-5-1 [nouveau] du code de la sécurité intérieure, art. 56 et 61 du code des douanes, art. L. 2338-3 du code de la défense, art. 122-4-1 [abrogé] du code pénal et art. 12 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire - Création d'un régime unifié d'usage des armes applicable aux membres des forces de sécurité intérieure) (p. 807, 808). (p. 809, 810). (p. 811).

- **Proposition de loi tendant à renforcer les obligations comptables des partis politiques [n° 334 (2016-2017)]** - (1er février 2017) - **Discussion générale** (p. 1131, 1132). - **Article 3 (nouveau)** (Dates d'entrée en vigueur de la loi) (p. 1143).

- **Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre - Nouvelle lecture [n° 159 (2016-2017)]** - (1er février 2017) - **Discussion générale** (p. 1146, 1147).

- **Débat sur le thème « Faut-il supprimer l'École nationale d'administration ? »** - (1er février 2017) (p. 1170, 1171).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à Aulnay-sous-Bois (II)** - (9 février 2017) (p. 1393, 1394).

- **Projet de loi relatif à la sécurité publique - Commission mixte paritaire [n° 400 (2016-2017)]** - (16 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1599, 1600).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 592 (2016-2017)]** - (4 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 1884, 1885). - **Article 2 (nouveau)** (art. 5 de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence - Rétablissement des interdictions de séjour) (p. 1892).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les finances publiques** - (6 juillet 2017) (p. 1957). (p. 1957, 1958).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (10 juillet 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 608 (2016-2017)** (p. 1980, 1982).

- **Suite de la discussion** (11 juillet 2017) - **Rappel au règlement** (p. 2003, 2004). - **Article 2** (art. 4 quater de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Prévention et traitement des conflits d'intérêts des parlementaires et modalités de tenue, dans chaque assemblée, d'un registre public des déports) (p. 2017). - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 2040). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2074).

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2017) - **Article 6 bis (nouveau)** (Accompagnement des collaborateurs parlementaires licenciés) (p. 2107). - **Article 8** (art. 11, 11-1, 11-2, 11-3, 11-3-1 [nouveau], 11-4, 11-5, 11-7, 11-8, 11-9, 11-10 [nouveau] et 19 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie publique, art. 10 de la loi n° 2017-286 du 6 mars 2017 tendant à renforcer les obligations comptables des partis politiques et des candidats - Encadrement des prêts consentis à des partis et groupements politiques, modalités de certification des comptes des partis et groupement politiques, information de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques et sanctions pénales en cas de violation des règles relatives au financement de la vie politique) (p. 2119). - **Article 9** (art. L. 52-7-1 [nouveau], L. 52-8, L. 52-10, L. 52-12, L. 113-1, L. 388, L. 392, L. 393, L. 558-37, L. 558-46 et L. 562 du code électoral et art. 15 de la loi n° 2016-1048 du 1er août 2016 rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales - Encadrement des prêts consentis à des candidats, information de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements

politiques et sanctions pénales en cas de violation des règles relatives aux campagnes électorales) (p. 2127). (p. 2128). (p. 2128). - **Article 11** (tableau annexé à la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Désignation de la commission permanente compétente pour examiner la candidature à la fonction de médiateur du financement des candidats et des partis politiques) (p. 2138). - **Article 12 (supprimé)** (Habilitation à légiférer par ordonnance en vue de la création d'une « banque de la démocratie ») (p. 2141). - **Demande de priorité** (p. 2142, 2143). - **Article 4 (supprimé)** (art. L.O. 146 du code électoral - Extension de l'incompatibilité parlementaire applicable aux fonctions de direction exercées au sein d'une société, d'une entreprise ou d'un organisme) (p. 2167). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2169).

- **Projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 608 (2016-2017)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 609 (2016-2017)** - (13 juillet 2017) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 2467). - **Articles additionnels avant le chapitre 1er** (p. 2470). - **Article 5** (art. L.O. 146-1 du code électoral - Extension de l'incompatibilité parlementaire relative aux activités de conseil exercées à titre individuel) (p. 2477). - **Article 9** (art. 54 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances - Suppression de la réserve parlementaire - Dotation de soutien à l'investissement des communes et de leurs groupements) (p. 2492). - **Article 9 bis (nouveau)** (Transparence de la réserve ministérielle) (p. 2504). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2509, 2510).

- **Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme [n° 630 (2016-2017)]** - (18 juillet 2017) - **Question préalable** (p. 2629, 2631). - **Article 1er** (art. L. 226-1 [nouveau], L. 511-1, L. 613-1 et L. 613-2 du code de la sécurité intérieure - Périmètres de protection) (p. 2642). - **Article 4** (art. L. 229-1, L. 229-2, L. 229-3, L. 229-4, L. 229-5 et L. 229-6 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Visites domiciliaires et saisies) (p. 2672). - **Article 10** (art. 78-2 du code de procédure pénale ; art. 67 quater du code des douanes - Contrôles d'identité dans les zones frontalières) (p. 2692). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2697).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (24 juillet 2017) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2929, 2931).

- **Suite de la discussion** (25 juillet 2017) - **Article 1er** (Habilitation du Gouvernement à prendre diverses ordonnances pour renforcer la place de l'accord d'entreprise) (p. 3004).

- **Suite de la discussion** (26 juillet 2017) - **Article 3** (Aménagement des règles du licenciement et de certaines formes particulières de travail) (p. 3125).

- **Rappel au règlement** - (27 juillet 2017) (p. 3183).

- **Projet de loi pour la confiance dans la vie politique - Commission mixte paritaire [n° 700 (2016-2017)]** - (2 août 2017) - **Discussion générale** (p. 3520, 3522).

- **Projet de loi organique pour la confiance dans la vie politique - Nouvelle lecture [n° 709 (2016-2017)]** - (4 août 2017) - **Discussion générale** (p. 3576, 3578). - **Article 9** (Création d'une dotation de solidarité locale en substitution de la réserve parlementaire) (p. 3588).

- **Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Commission mixte paritaire [n° 17 (2017-2018)]** - (18 octobre 2017) - **Discussion générale** (p. 3903, 3904).

- **Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice [n° 34 (2017-2018)]** - (24 octobre 2017) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 35 (2017-2018)** (p. 3989, 3990). - **Article 17** (art. L. 124-1 [nouveau] du code de l'organisation judiciaire - Instauration d'un mécanisme

consultatif permanent d'évaluation périodique de la carte judiciaire (p. 4040).

- **Proposition de loi organique pour le redressement de la justice [n° 35 (2017-2018)]** - (24 octobre 2017) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 34 (2017-2018)** (p. 3989, 3990).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les citoyens français emprisonnés à l'étranger** - (26 octobre 2017) (p. 4199).

- **Débat sur le logement social : « sur quels territoires, comment et pour qui demain ? »** - (26 octobre 2017) (p. 4211).

- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement [n° 43 (2017-2018)]** - (7 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4356).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les « Paradise papers »** - (9 novembre 2017) (p. 4663). (p. 4664).

- **Question orale sans débat sur la fermeture de services publics de proximité en Seine-Saint-Denis** - (21 novembre 2017) (p. 5381). (p. 5382).

- **Débat sur les collectivités locales** - (22 novembre 2017) (p. 7673).

- **Proposition de loi relative aux modalités de dépôt de candidature aux élections [n° 88 (2017-2018)]** - (22 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 7684, 7685).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Discussion générale :

- (23 novembre 2017) (p. 6301). (p. 6308). - **Question préalable** (p. 6310, 6311).

Discussion générale :

(p. 6317).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des territoires ruraux** - (23 novembre 2017) (p. 6329).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] (suite)**

Seconde partie :

Enseignement scolaire

- (29 novembre 2017) - **État B** (p. 6881).

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (30 novembre 2017) (p. 6910, 6911).

Écologie, développement et mobilité durables

- (1er décembre 2017) (p. 7002, 7003).

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (5 décembre 2017) (p. 7196, 7197). - **État B** (p. 7208). (p. 7208).

Immigration, asile et intégration

- (5 décembre 2017) (p. 7224).

Justice

- (5 décembre 2017) (p. 7249, 7250). - **État B** (p. 7257).

Cohésion des territoires

- (6 décembre 2017) (p. 7309). - **Article 52 (priorité)** (art. L. 351-2, L. 351-3, L. 411-8-1, L. 441-3, L. 441-11, L. 442-2-1 [nouveau] et L. 481-2 du code de la construction, art. L. 542-2 et L. 831-1 du code de la sécurité sociale - Réforme des aides au logement et de la politique des loyers dans le parc social) (p. 7323).

- **Rappel au règlement** - (7 décembre 2017) (p. 7427, 7428).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] (suite)**

Seconde partie :

Outre-mer

- (7 décembre 2017) (p. 7460, 7461).

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7841).

- **Proposition de loi visant à réhabiliter la police de proximité [n° 133 (2017-2018)]** - (13 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 9543, 9545). (p. 9546). (p. 9547). (p. 9556). (p. 9557). (p. 9557). - **Article 1er (Définition des objectifs et grands principes d'une police de proximité)** (p. 9558). (p. 9559).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 600 (2016-2017)]** - (13 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 9562, 9564).

- **Proposition de résolution visant à pérenniser et adapter la procédure de législation en commission [n° 135 (2017-2018)]** - (14 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 9621, 9622). (p. 9623). (p. 9625). - **Article unique** (p. 9631). (p. 9632). (p. 9635). (p. 9635). (p. 9637). (p. 9638). (p. 9638). (p. 9639).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la succession de problèmes techniques à la gare Montparnasse** - (14 décembre 2017) (p. 9650).

ASSOULINE (David)
sénateur (Paris)
SOCR

Vice-président du Sénat à compter du 4 octobre 2017 ; a présidé les séances des 11 octobre, 7, 8, 15, 17, 22, 28 novembre, 5 et 8 décembre 2017.

Réélu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 4 octobre 2017 ; vice-président de la commission jusqu'au 3 octobre 2017.

Membre titulaire du Centre national du cinéma et de l'image animée ; nouvelle nomination le 20 décembre 2017.

Membre titulaire de la commission de modernisation de la diffusion audiovisuelle jusqu'au 30 septembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour une meilleure protection des mineur.e.s victimes de viol et des autres agressions sexuelles [n° 53 (2017-2018)] (26 octobre 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à interdire la pratique de la chasse à courre, à cor et à cri [n° 106 (2017-2018)] (22 novembre 2017) - **Environnement**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 janvier 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de résolution européenne sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Carole Bienaimé Besse, candidate désignée par le président du Sénat aux fonctions de membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel en application de l'article 4 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de résolution européenne sur la réforme européenne du droit d'auteur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens (COM) de l'Institut français pour la période 2017-2019 - Communication et examen de l'avis de la commission.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe d'études sur les arts de la scène, les arts de la rue et les festivals en régions - Situation des festivals - Communication.

Questions diverses.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rapport annuel 2016 du CSA - Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Françoise Nyssen, ministre de la culture.

Organismes extraparlimentaires - Désignations.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Désignation des rapporteurs pour avis.

Rentrée universitaire - Audition de M. Gilles Roussel, président de la Conférence des présidents d'université (CPU).

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » - Audition de Mme Françoise Nyssen, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » - Crédits « Audiovisuel » et compte de concours financier « Avances à l'audiovisuel public » - Crédits « Livre et industries culturelles » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Enseignement scolaire » - Crédits « Enseignement scolaire » et « Enseignement technique agricole » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale - Deuxième lecture [n° 348 (2016-2017)]** - (7 février 2017) - **Article 3** (art. 213-5, 215-4, 221-18 et 462-10 du code pénal [abrogés], art. 706-25-1 et 706-175 [abrogés] et 706-31 du code de procédure pénale, art. L. 211-12, L. 212-37, L. 212-38 et L. 212-39 du code de justice militaire, art. 351 du code des douanes et art. 65 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - Prescription de l'action publique et de l'action civile des abus de la liberté d'expression commis sur internet - Prescription de l'action de l'administration des douanes - Coordinations) (p. 1271, 1272). (p. 1272, 1273).

- **Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme [n° 630 (2016-2017)]** - (18 juillet 2017) - **Article 1er** (art. L. 226-1 [nouveau], L. 511-1, L. 613-1 et L. 613-2 du code de la sécurité intérieure - Périmètres de protection) (p. 2641, 2642). (p. 2643). (p. 2647). - **Article 3** (art. L. 228-1, L. 228-2, L. 228-3, L. 228-4, L. 228-5, L. 228-6 et L. 228-7 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Régime de contrôle administratif et de surveillance des personnes constituant une menace grave pour la sécurité et l'ordre publics) (p. 2655, 2656). (p. 2666, 2667).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (24 juillet 2017) - **Question préalable** (p. 2935).

- **Suite de la discussion** (25 juillet 2017) - **Article 9 (priorité)** (Report d'un an de l'entrée en vigueur du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu) (p. 2995). - **Article 1er** (Habilitation du Gouvernement à prendre diverses ordonnances pour renforcer la place de l'accord d'entreprise) (p. 3001, 3002). (p. 3014, 3015). (p. 3023). (p. 3027, 3028). (p. 3035). (p. 3039).

- **Suite de la discussion** (26 juillet 2017) - **Article 2** (Nouvelle organisation du dialogue social et rénovation de l'exercice des responsabilités syndicales en entreprise) (p. 3070). (p. 3077). (p. 3086). (p. 3086, 3087). (p. 3091). (p. 3101, 3102). (p. 3102, 3103). (p. 3104, 3105). - **Article 3** (Aménagement des règles du licenciement et de certaines formes particulières de travail) (p. 3117).

- **Suite de la discussion** (27 juillet 2017) (p. 3161). (p. 3168, 3169). (p. 3178). (p. 3182). (p. 3191, 3192). (p. 3193). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (Assouplissement des obligations des employeurs en matière de prévention de la pénibilité et d'emploi de travailleurs détachés transfrontaliers) (p. 3210). (p. 3210, 3211). (p. 3212). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (Harmonisation et mise en cohérence du code du travail) (p. 3221). - **Article 8 bis (Texte non modifié par la commission)** (Demande de rapport sur l'effet des ordonnances)

(p. 3225, 3226). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3230).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la circulation à Paris** - (26 octobre 2017) (p. 4204, 4205). (p. 4204, 4205).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sélection à l'université** - (31 octobre 2017) (p. 4270).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de l'Assemblée fédérale suisse** - (7 novembre 2017) (p. 4345, 4346).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]**

Quatrième partie :

- (17 novembre 2017) - **Article 39** (art. L. 162-30-4 du code de la sécurité sociale - Renforcer la pertinence et l'efficacité des prescriptions hospitalières) (p. 5292).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'audiovisuel public** - (23 novembre 2017) (p. 6320, 6321).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi relatif à l'enseignement supérieur** - (23 novembre 2017) (p. 6326).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Première partie :

- (27 novembre 2017) - **Article 19** (Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public) (p. 6704, 6705). (p. 6705, 6706). (p. 6714, 6715). - **Articles additionnels après l'article 24 bis** (p. 6728, 6729). (p. 6729). (p. 6731). - **Article 25** (art. 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 - Reconstitution et actualisation du dispositif de garantie des ressources de l'audiovisuel public, compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public ») (p. 6731, 6732). (p. 6732).

Seconde partie :

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (4 décembre 2017) (p. 7105). - **État D** (p. 7115, 7116).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la gestion des dotations budgétaires versées aux collectivités territoriales** - (14 décembre 2017) (p. 9644).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'audiovisuel public** - (14 décembre 2017) (p. 9645).

AZOULAY (Audrey)
ministre de la culture et de la communication
(jusqu'au 18 mai 2017)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la saisine du CSA après l'interview de Farid Benyettou** - (12 janvier 2017) (p. 213).

- **Question orale sans débat sur le droit à l'image des monuments historiques** - (21 février 2017) (p. 1640).

- **Question orale sans débat sur l'émission « La rue des allocs »** - (21 février 2017) (p. 1641).

AYRAULT (Jean-Marc)
ministre des affaires étrangères et du développement international
(jusqu'au 18 mai 2017)

Projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République portugaise relatif à l'assistance et à la coopération dans le domaine de la sécurité civile et l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du grand-duché de Luxembourg relatif à l'assistance et à la coopération dans le domaine de la protection et de la sécurité civiles [n° 467 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République fédérale du Nigeria relatif à la coopération en matière de défense et au statut des forces [n° 468 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Projet de loi autorisant la ratification de l'avenant modifiant la convention du 14 janvier 1971 entre la France et le Portugal tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu [n° 491 (2016-2017)] (30 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention sur le transfèrement des personnes condamnées entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Pérou [n° 382 (2016-2017)] (8 février 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire [n° 498 (2016-2017)] (5 avril 2017) - Affaires étrangères et coopération.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la principauté d'Andorre relatif à la coopération technique et à l'assistance mutuelle en matière de sécurité civile [n° 520 (2016-2017)] (27 avril 2017) - Affaires étrangères et coopération.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Maurice sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [n° 521 (2016-2017)] (27 avril 2017) - Affaires étrangères et coopération.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la principauté d'Andorre relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière [n° 522 (2016-2017)] (27 avril 2017) - Affaires étrangères et coopération.

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du royaume du Cambodge [n° 523 (2016-2017)] (27 avril 2017) - Affaires étrangères et coopération.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le conseil des ministres de Bosnie-Herzégovine relatif à la mobilité des jeunes [n° 525 (2016-2017)] (27 avril 2017) - Affaires étrangères et coopération.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du royaume hachémite de Jordanie relatif au statut de leurs forces [n° 526 (2016-2017)] (27 avril 2017) - Affaires étrangères et coopération.

Projet de loi autorisant l'approbation du protocole entre le gouvernement de la République française et le conseil des ministres de Bosnie-Herzégovine portant sur l'application de l'accord du 18 septembre 2007 entre la Communauté européenne et la Bosnie-Herzégovine concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier [n° 527 (2016-2017)] (27 avril 2017) - Affaires étrangères et coopération.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement fédéral autrichien relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière [n° 528 (2016-2017)] (27 avril 2017) - Affaires étrangères et coopération.

Projet de loi autorisant l'approbation du protocole annexe à la convention générale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire sur la sécurité sociale du 1er octobre 1980 relatif aux soins de santé programmés dispensés en France aux ressortissants algériens assurés sociaux et démunis non assurés sociaux résidant en Algérie [n° 529 (2016-2017)] (27 avril 2017) - Affaires étrangères et coopération.

Projet de loi autorisant la ratification du protocole relatif à la convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime et du protocole relatif au protocole pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental [n° 549 (2016-2017)] (10 mai 2017) - Affaires étrangères et coopération.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération dans le domaine de la sécurité intérieure entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la république de Turquie [n° 551 (2016-2017)] (10 mai 2017) - Affaires étrangères et coopération.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la stratégie internationale de la France en matière de sécurité et de défense** - (17 janvier 2017) (p. 271).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la conférence de Paris pour la paix au Proche-Orient** - (17 janvier 2017) (p. 272).

BABARY (Serge)
sénateur (Indre-et-Loire)
LR

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 18 octobre 2017.

Membre titulaire du Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire le 13 décembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale et aux réunions des commissions départementales d'aménagement commercial [n° 167 (2017-2018)] (13 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : *Projet de loi de finances pour 2018* - Mission « Cohésion des territoires » et article 52 sexies rattaché - Crédits « Politique de la ville » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Rémi de Verdilhac, directeur Michelin France, accompagné de M. Thierry Martin-Lassagne, directeur France des affaires publiques de Michelin.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la revue stratégique de défense et de sécurité nationale** - (24 octobre 2017) (p. 3979). (p. 3980).

- **Débat sur la politique de la ville : une réforme bien engagée mais fragilisée par un manque de moyens** - (21 novembre 2017) (p. 5433). (p. 5433).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (6 décembre 2017) (p. 7300).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 600 (2016-2017)]** - (13 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 9572, 9573).

BAILLY (Dominique)
sénateur (Nord)
SOCR

Non réélu le 24 septembre 2017.

Questeur du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre titulaire du comité de suivi de la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 297 (2016-2017)] visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs [n° 380 (2016-2017)] (8 février 2017) - **Culture**.

Proposition de loi relative à l'assujettissement à l'impôt sur le revenu des indemnités spéciales et des indemnités de fonction complémentaires versées à certains parlementaires exerçant des fonctions particulières [n° 573 (2016-2017)] (7 juin 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs (deuxième lecture) - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs - Examen des amendements éventuels au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur la gouvernance du football - Présentation du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur les difficultés financières des associations de services à la personne** - (24 janvier 2017) (p. 744). (p. 745).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation dans les banlieues (I)** - (14 février 2017) (p. 1440).

- **Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs - Deuxième lecture [n° 381 (2016-2017)]** - (15 février 2017) - rapporteur de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Discussion générale** (p. 1541, 1543). - **Article 1er quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 212-9 du code du sport - *Élargissement des incompatibilités pour l'accès à la profession d'éducateur sportif*) (p. 1551). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 122-10-1 [nouveau] du code du sport, art. L. 131-9 et L. 136-6 du code de la sécurité sociale - *Contrat relatif à l'exploitation commerciale de l'image, du nom ou de la voix d'un sportif ou d'un entraîneur professionnel*) (p. 1555). - **Article 7 bis B (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 113-1 du code du sport - *Extension de la garantie d'emprunt par les collectivités territoriales aux projets d'infrastructures sportives*) (p. 1557).

- **Question orale sans débat sur l'augmentation des frais bancaires au 1er janvier 2017** - (21 février 2017) (p. 1655).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les collectivités et la réforme de la taxe d'habitation** - (20 juillet 2017) (p. 2829, 2830).

BAILLY (Gérard)
sénateur (Jura)
LR

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 1er octobre 2017.

Vice-président de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité des mesures de compensation des atteintes à la biodiversité engagées sur des grands projets d'infrastructures, intégrant les mesures d'anticipation, les études préalables, les conditions de réalisation et leur suivi jusqu'au 12 juin 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à l'autoconsommation d'électricité et aux énergies renouvelables (26 janvier 2017).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer la légitimité démocratique des conseillers communautaires [n° 282 (2016-2017)] (10 janvier 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à maintenir l'eau et l'assainissement dans les compétences optionnelles des communautés de communes ou des communautés d'agglomération après 2020 [n° 320 (2016-2017)] (21 janvier 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à élargir les missions des comités locaux d'information et de suivi visés à l'article L. 542-13 du code de l'environnement [n° 561 (2016-2017)] (23 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture**.

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens d'action des maires à l'égard des atteintes faites au patrimoine bâti des communes [n° 603 (2016-2017)] (4 juillet 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi sur la majoration des pensions aux veuves des très grands invalides de guerre dont l'indice de pension était supérieur à 2 000 points à la date du décès [n° 626 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi organique tendant à garantir l'ancrage territorial des sénateurs [n° 634 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de M. André Flajolet, président de la commission environnement et développement durable de l'Association des maires de France, Mme Hermeline Malherbe, présidente de la commission environnement de l'Association des départements de France, MM. Philippe Schmit, secrétaire général de l'Assemblée des communautés de France et Hubert Dejean de la Batie, vice-président de la région Normandie en charge de l'environnement, membre de l'Association des régions de France.

Audition de représentants de l'Association des sociétés françaises d'autoroutes (ASFA) : MM. Marc Bouron, directeur général de Cofiroute, Nicolas Orset, directeur adjoint de la construction du groupe Autoroutes Paris-Rhin-Rhône (APRR), Arnaud Hary, directeur du développement des concessions de Sanef, et Christophe Boutin, adjoint au délégué général.

(*commission des affaires économiques*) : Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1019 du 27 juillet 2016 relative à l'autoconsommation d'électricité et n° 2016-1059 du 3 août 2016 relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de M. Jean-Paul Naud, co-président, Mme Geneviève Leboutoux, secrétaire du collectif d'élus doutant de la pertinence de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes (CédPA), MM. Christophe Dougé, conseiller régional des Pays de la Loire et adhérent du CédPA, Julien Durand, administrateur et porte-parole de l'association citoyenne intercommunale des populations concernées par le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes (ACIPA), Mme Agnès Belaud, administratrice de l'ACIPA et du CédPA, et M. Sylvain Fresneau, président de l'association de défense des exploitants concernés par l'aéroport (ADECA) et adhérent de l'ACIPA.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de M. François Poupard, directeur général de la direction générale des infrastructures, des transports et de la mer (DGITM) du ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer.

Audition de MM. Patrick Jeantet, président-directeur général, Bernard Torrin, directeur de l'environnement et du développement durable de SNCF Réseau et Mme Corinne Roecklin.

Réunion du mardi 24 janvier 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de MM. Bernard Godinot, directeur de projet, David Bécart, directeur environnement et développement durable, et Mme Amandine Szurpicki, responsable des mesures compensatoires de COSEA, concepteur-constructeur de la LGV SEA.

Audition de MM. Marc Bouchery, directeur général du syndicat mixte aéroportuaire du Grand Ouest et Jean-Claude Lemasson,

maire de Saint-Aignan-de-Grand-Lieu, vice-président de Nantes métropole et élu du syndicat mixte aéroportuaire du Grand Ouest.

Audition de MM. Pierre Dartout, préfet de la région Nouvelle-Aquitaine, et Patrice Guyot, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Nouvelle-Aquitaine.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des affaires économiques*) : Suivi quinquennal de l'application des lois - Communication.

Réunion du mardi 31 janvier 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de MM. Laurent Cavois, président de ligne à grande vitesse Sud Europe Atlantique (LISEA), et Thierry Charlemagne, directeur de l'environnement et du développement durable (LISEA), membre de l'Observatoire environnemental de la ligne à grande vitesse SEA Tours-Bordeaux.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de M. Philippe Barbedienne, directeur de la Fédération des sociétés pour l'étude, la protection et l'aménagement de la nature dans le Sud-Ouest (SEPANSO).

Audition de MM. Vincent Le Parc, directeur d'Aéroports du Grand Ouest, Nicolas Brousse, directeur général adjoint chargé de la maîtrise d'ouvrage du futur aéroport du Grand Ouest, et Mme Aurélie Riffart, responsable environnement d'Aéroports du Grand Ouest.

(*commission des affaires économiques*) : Propositions de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires et relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et au développement du biocontrôle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 7 février 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition commune de MM. Alain Bernier, président de la fédération départementale de Loire-Atlantique des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA 44), Christophe Sablé, secrétaire général de la chambre régionale d'agriculture des Pays de la Loire, Dominique Deniaud, président de la section locale de Loire-Atlantique de la Confédération paysanne, Cyril Bouligand et Daniel Durand, membres du collectif « Copain 44 ».

Audition de MM. Dominique Boschet, président de l'Association contre le survol de l'agglomération nantaise (ACSAN), Guillaume Dalmard et André Taméza, membres de l'association « Des ailes pour l'Ouest ».

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de MM. Henri-Michel Comet, préfet de région, et Philippe Viroulaud, directeur général adjoint de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire.

Audition de MM. Henry Frémont, président, et David Froger, chef du pôle environnement et Julien Martinez, chargé de projet environnement de la chambre d'agriculture d'Indre-et-Loire.

Réunion du jeudi 9 février 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de M. Benoît Faucheux, vice-président délégué à la transition énergétique et à l'environnement, au conseil régional Centre-Val de Loire.

Audition du Conseil national de l'expertise foncière agricole et forestière (CNEFAF) : MM. François Paliard, vice-président, Alban le Cour Grandmaison, spécialiste des systèmes géographiques, Gilles Barreau, expert forestier, Thierry Routier, expert foncier et agricole, et Philippe Gourmain, président d'Experts forestiers de France (EFF).

(*délégation sénatoriale à la prospective*) : Avenir et risques du système financier et bancaire : présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de M. François Pinte, premier vice-président, et Mme Estelle Sandré-Chardonnal, directrice générale en charge des transports et de l'environnement, du conseil régional des Pays de la Loire.

Audition de MM. Nacer Meddah, préfet de région, et Stéphane Lelièvre, chargé de mission à la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de la région Centre-Val de Loire.

(*commission des affaires économiques*) : Audition conjointe de représentants des industries des métiers d'art et du luxe : MM. Pascal Morand, président exécutif de la Fédération française de la couture, du prêt-à-porter des couturiers et des créateurs de mode, Pascal Rousseau, secrétaire général de Richemont Holding France, Francis Chauveau, directeur industriel de Puiforcat, Mme Bernadette Pinet-Cuoq, présidente déléguée de l'Union française de la bijouterie, joaillerie, orfèvrerie, des pierres et des perles, et M. Jean Cassegrain, directeur général de Longchamp.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Mobilisation du foncier public en faveur du logement - Présentation du troisième rapport de la CNAUF.

Réunion du jeudi 23 février 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de MM. Daniel Gilardot, président de la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) de la Vienne, Gustave Talbot, président de Poitou-Charentes nature, et Jean-Louis Jollivet, vice-président de Vienne nature.

(*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Jean-Pierre Henry, directeur de recherche au CNRS, université Paris-Diderot, sur le thème : « Progrès dans la connaissance des mécanismes du cerveau. Vers l'homme augmenté ? ».

Réunion du mercredi 5 avril 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Examen du projet de rapport.

Réunion du mardi 25 avril 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Suite de l'examen du projet de rapport.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Impact économique et juridique de la normalisation volontaire - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Avenir de la politique agricole commune (PAC) : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique du groupe de suivi conjoint avec la commission des affaires économiques.

(*commission des affaires économiques*) : Groupe de suivi sur la mise en œuvre de la réforme de la politique agricole commune - Examen du rapport.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique [n° 267 (2016-2017)]** - (11 janvier 2017) - **Article 9 A (nouveau)** (art. L. 121-10 du code de l'urbanisme - *Dérogations à la règle d'urbanisation en continuité dans les communes littorales*) (p. 125).

- **Question orale sans débat sur la demande de révision des dispositions de la convention de Berne sur les loups** - (21 février 2017) (p. 1652). (p. 1653).

BANSARD (Jean-Pierre)
sénateur (Français établis hors de France (Série 1))
LR-R

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 4 octobre 2017.

Proposition de loi tendant à créer un fonds pour la présence et le rayonnement français à l'étranger [n° 3 (2017-2018)] (2 octobre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à prendre en compte la situation des « Américains accidentels » concernés par le Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA) [n° 64 (2017-2018)] (6 novembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

DÉPÔTS

Proposition de loi élargissant les modalités d'intervention de l'action extérieure des collectivités territoriales en matière d'eau, d'assainissement, d'électricité, de gaz et de déchets ménagers [n° 714 (2016-2017)] (11 septembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

BARBIER (Gilbert)
sénateur (Jura)
RDSE

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

Président du groupe du Rassemblement démocratique et social européen à compter du 23 mai 2017.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Secrétaire de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de simplification des procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (12 janvier 2017).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création de l'Agence nationale de santé publique (12 janvier 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social (26 juillet 2017).

Membre titulaire du comité *ad hoc* chargé de donner un avis sur les autorisations de recherches sur l'embryon - Conseil d'orientation de l'Agence de la biomédecine.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

Membre titulaire du comité économique, éthique et social du Haut Conseil des biotechnologies.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-462 du 14 avril 2016 portant création de l'Agence nationale de santé publique et modifiant l'article 166 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé [n° 302 (2016-2017)] (17 janvier 2017) - **Famille**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-966 du 15 juillet 2016 portant simplification de procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé et comportant diverses dispositions relatives aux produits de santé [n° 304 (2016-2017)] (17 janvier 2017) - **Questions sociales et santé**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 233 (2016-2017)] visant à mettre en place une stratégie nationale d'utilisation du transport sanitaire hélicoptéré [n° 323 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à garantir le principe de l'indépendance de la justice [n° 443 (2016-2017)] (23 février 2017) - **Justice**.

Proposition de loi relative au rétablissement des critères de classement des communes situées en zone de revitalisation rurale tels qu'ils existaient avant l'adoption de la loi de finances rectificative du 29 décembre 2015 [n° 478 (2016-2017)] (27 mars 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à garantir la représentation des communes déléguées au sein des communes nouvelles [n° 620 (2016-2017)] (6 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à intégrer dans la loi un objectif national de désenclavement [n° 679 (2016-2017)] (21 juillet 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission des affaires sociales*) : Article 13 de la Constitution - Audition de Mme Agnès Buzyn, candidate proposée par le président de la République à la présidence de la Haute Autorité de santé.

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de ratification de l'ordonnance portant création de l'Agence nationale de santé publique et modifiant l'article 166 de la loi du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé.

Commission mixte paritaire sur le projet de loi ratifiant l'ordonnance portant simplification de procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé et comportant diverses dispositions relatives aux produits de santé.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à mettre en place une stratégie nationale d'utilisation du transport sanitaire hélicoptéré - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires sociales*) : Table ronde sur la problématique de la qualité de vie au travail des personnels hospitaliers avec des représentants des syndicats infirmiers.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission des affaires sociales*) : Table ronde sur la problématique de la qualité de vie

au travail des personnels hospitaliers avec des représentants des syndicats des praticiens hospitaliers.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des affaires sociales*) : Cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques - Audition du professeur Claude Huriet.

Perturbateurs endocriniens dans les produits phytopharmaceutiques et les biocides - Communication.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 1er août 2017 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Dominique Martin, candidat à la direction générale de l'Agence nationale de sécurité du médicament.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à abroger la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, dite « Loi Travail »** [n° 2016 (155-156)] - (11 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 70, 71).

- **Proposition de loi visant à mettre en place une stratégie nationale d'utilisation du transport sanitaire hélicoptéré** [n° 324 (2016-2017)] - (1er février 2017) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 1157, 1158).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-966 du 15 juillet 2016 portant simplification de procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé et comportant diverses dispositions relatives aux produits de santé** - *Commission mixte paritaire* [n° 305 (2016-2017)] - (14 février 2017) - rapporteur pour le Sénat des commissions mixtes paritaires - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 303 (2016-2017)** (p. 1447, 1448).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-462 du 14 avril 2016 portant création de l'Agence nationale de santé publique et modifiant l'article 166 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé** - *Commission mixte paritaire* [n° 303 (2016-2017)] - (14 février 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 305 (2016-2017)** (p. 1447, 1448).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à renforcer la lutte contre l'exposition aux perturbateurs endocriniens** [n° 236 (2016-2017)] - (22 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1724, 1725).

- **Projet de loi organique pour la confiance dans la vie politique** - *Nouvelle lecture* [n° 709 (2016-2017)] - (4 août 2017) - **Discussion générale** (p. 3578, 3579).

BAREIGTS (Ericka)
ministre des outre-mer
(jusqu'au 18 mai 2017)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie** - (12 janvier 2017) (p. 213, 214).

- **Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique** [n° 288 (2016-2017)] - (17 janvier 2017) -

Discussion générale (p. 252, 254). (p. 283, 285). - **Article 3 bis** (*Affirmation de la continuité territoriale comme priorité de l'action de l'État*) (p. 288). (p. 288). (p. 289). - **Article 3 ter** (*Affirmation d'un objectif de construction de logements*) (p. 290). - **Article 3 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (*Rapports du Gouvernement au Parlement sur la garantie aux populations d'outre-mer de l'effectivité des mêmes droits dans divers domaines*) (p. 290, 291). (p. 292). (p. 292, 293). - **Article additionnel après l'article 3 nonies** (p. 294). - **Article 4** (*Création de plans de convergence dans les collectivités régies par l'art. 73 de la Constitution*) (p. 295). (p. 295). - **Article 5** (*Faculté de conclusion de plans de convergence dans les collectivités régies par l'art. 74 de la Constitution et en Nouvelle-Calédonie*) (p. 297). (p. 297). - **Article 5 bis** (*Signature de contrats de convergence*) (p. 298). (p. 298). - **Article additionnel après l'article 7** (p. 300). - **Article additionnel après l'article 9 A** (p. 301). (p. 301). - **Article 9 B (supprimé)** (art. L. 114-2 et L. 114-4 du code de la sécurité sociale - *Prise en compte de l'impact du renforcement du système de retraites à Mayotte par le Conseil d'orientation des retraites*) (p. 301, 302). - **Article 9 D (supprimé)** (art. L. 2624-1 à L. 2624-4 [nouveaux] du code du travail - *Représentativité des syndicats locaux*) (p. 305). - **Article additionnel après l'article 9 D** (p. 305). (p. 305, 306). (p. 306). - **Article 9** (art. L. 542-4 du code de l'action sociale et des familles; art. 2, 7-1 à 7-3 [nouveaux], 10-1 et 10-2 [nouveaux] de l'ordonnance n° 2002-149 du 7 février 2002 relative à l'extension et la généralisation des prestations familiales et à la protection sociale dans la collectivité départementale de Mayotte - *Prestations familiales à Mayotte*) (p. 308). - **Article additionnel après l'article 9** (p. 309). - **Article 9 bis (supprimé)** (art. L. 755-2-1 du code de la sécurité sociale - *Suppression de l'exigence de production d'une attestation de compte à jour pour la perception des cotisations d'allocation familiale*) (p. 309). (p. 309, 310). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 312). - **Article 10 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 514-1 et L. 832-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Contentieux de l'éloignement des étrangers en situation irrégulière en Guadeloupe, en Guyane, à Mayotte, à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin*) (p. 313, 314).

- **Suite de la discussion** (18 janvier 2017) - **Article additionnel après l'article 10 bis** (p. 323). - **Articles additionnels après l'article 10 quater** (p. 324). (p. 325). (p. 326). - **Article 10 quinquies (supprimé)** (*Qualité du système de santé outre-mer*) (p. 326). - **Article 10 sexies (supprimé)** (*Protocoles de coopération entre professionnels de santé ultramarins*) (p. 327). - **Article 10 decies (supprimé)** (*Rapport du Gouvernement au Parlement sur le lien entre le prix des boissons alcooliques et la consommation d'alcool*) (p. 328). - **Article 10 undecies A (nouveau)** (art. L. 131-8 et L. 758-1 du code de la sécurité sociale - *Alignement progressif du tarif de la cotisation de sécurité sociale dans les départements d'outre-mer et l'hexagone*) (p. 330). - **Articles additionnels après l'article 10 undecies** (p. 331). (p. 332). (p. 332). (p. 333). (p. 334). - **Article 10 duodécies (nouveau)** (art. L. 3334-16-2 du code général des collectivités territoriales - *Extension à Mayotte du bénéfice du fonds de mobilisation départementale pour l'insertion*) (p. 335). - **Article additionnel après l'article 11 A** (p. 335). - **Article 11 B** (art. L. 1803-1, L. 1803-4, L. 1803-4-1 [nouveau] et L. 1803-7 du code des transports - *Création d'une aide au voyage pour obsèques et d'une aide au transport de corps*) (p. 337). (p. 337). - **Article 12 quinquies (supprimé)** (*Rapport du Gouvernement au Parlement sur les processus de formation des prix des billets d'avion entre les outre-mer et la France continentale*) (p. 339). - **Articles additionnels avant l'article 13 A** (p. 340). (p. 340, 341). - **Article 13 A (supprimé)** (art. L. 3232-7-1 [nouveau] du code de la santé publique - *Organisation d'une sensibilisation sur les questions nutritionnelles à l'intention des élèves du primaire*) (p. 341). - **Article 13 C** (art. 40 de la loi n° 2000-1207 du 13 décembre 2000 d'orientation pour l'outre-mer - *Financement d'échanges scolaires avec des pays de l'environnement régional des territoires ultramarins*) (p. 342). - **Article 13 E (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation du Gouvernement à prendre une ordonnance pour la mise à jour des dispositions du code de l'éducation*

applicables aux outre-mer) (p. 344). (p. 345). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 345). (p. 346). - **Article 13 bis (supprimé)** (*Possibilité d'expérimenter l'école obligatoire entre trois et dix-huit ans*) (p. 346, 347). - **Article 13 quater (supprimé)** (*Possibilité d'expérimenter la réduction de la durée minimale du contrat de professionnalisation*) (p. 348). - **Article 14** (art. L. 410-5 du code de commerce - *Intégration des transporteurs maritimes et des transitaires dans les négociations de modération des prix*) (p. 349). - **Article 14 bis (supprimé)** (art. L. 232-24 du code de commerce - *Information obligatoire du représentant de l'État dans le département en cas de non-respect de l'obligation de dépôt des comptes*) (p. 350). - **Article 14 quater A** (art. L. 420-5 du code de commerce - *Signature obligatoire d'un accord territorial sur la pratique des commercialisations à bas prix*) (p. 352). (p. 353). (p. 353, 354). (p. 354). - **Article 16** (art. L. 743-2-2 du code monétaire et financier - *Alignement progressif des tarifs pratiqués par les banques locales de Nouvelle-Calédonie sur les tarifs moyens pratiqués par les banques en métropole*) (p. 355). - **Article additionnel après l'article 16** (p. 356). (p. 356). - **Article 17 (supprimé)** (art. 1er de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses mesures d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations - *Discrimination en raison de la domiciliation bancaire*) (p. 356). (p. 357). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 359). (p. 360). - **Article 19 (supprimé)** (*Expérimentation d'un Small business act outre-mer*) (p. 362). (p. 363). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 363). - **Article 20 A (supprimé)** (loi n° 83-550 du 30 juin 1983 relative à la commémoration de l'abolition de l'esclavage - *Journée nationale de commémoration de la traite, de l'esclavage et de leurs abolitions et journée nationale en hommage aux victimes de l'esclavage colonial*) (p. 365). - **Article 21** (art. 43-11 et 44 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - *Valorisation des outre-mer par les chaînes de radio et de télévision du service public*) (p. 377). - **Article 21 bis** (art. L. 7121-1, L. 71-121-1 à L. 71-121-7, L. 7124-11 à L. 7124-18 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - *Grand conseil coutumier des populations amérindiennes et bushinenges*) (p. 379). (p. 380). (p. 381). - **Article additionnel après l'article 22** (p. 382). - **Articles additionnels après l'article 24 bis** (p. 383). (p. 383). (p. 385). - **Article 25** (art. 60 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État - *Priorité d'affectation accordée à un agent de l'État justifiant du centre de ses intérêts matériels et moraux outre-mer*) (p. 386). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 387). (p. 387). - **Article additionnel après l'article 28** (p. 389). - **Articles additionnels avant l'article 29 bis** (p. 390). (p. 391). (p. 392). (p. 393). (p. 393). - **Article 29 bis (supprimé)** (art. L. 511-1 du code minier - *Constataion des infractions au code minier et lutte contre l'orpaillage illégal*) (p. 394, 395). (p. 395). - **Article 29 ter** (art. L. 511-1 du code minier - *Extension des pouvoirs de constatation des infractions au code minier en Guyane*) (p. 396). - **Article 30 (supprimé)** (art. L. 621-12 du code minier - *Encadrement de la détention de matériel minier en Guyane*) (p. 398).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2017) - **Article 30 sexies (nouveau)** (art. L. 1544-8-1 et L. 1545-3 du code de la santé publique - *Prérogatives des agents compétents en matière de contrôles de santé publique en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française*) (p. 406). - **Article additionnel après l'article 30 sexies** (p. 407). - **Article 32** (art. 232 du code général des impôts - *Zones tendues en matière de logement dans les outre-mer*) (p. 408). - **Article 33 (supprimé)** (art. L. 174-3 du code de l'urbanisme - *Prorogation du délai de transformation des plans d'occupation des sols en plans locaux d'urbanisme dans les communes d'outre-mer*) (p. 408, 409). - **Article additionnel après l'article 33 quinquies** (p. 410). - **Article 34 bis A (nouveau)** (art. 20 de l'ordonnance n° 2000-372 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en Polynésie française - *Mise en œuvre du « passeport talent » en Polynésie française*) (p. 410). (p. 410, 411). (p. 411). - **Article 34 bis** (art. 16 et 108 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - *Obligation de diffusion des résultats des élections générales*) (p. 411). - **Article additionnel après**

l'article 34 quater (p. 412). - **Articles additionnels après l'article 34 sexies** (p. 413). (p. 414). (p. 416). (p. 416, 417). - **Articles additionnels après l'article 34 sexies** (p. 419). (p. 419). (p. 420). (p. 421). (p. 422). (p. 423). (p. 424). (p. 425). (p. 426). (p. 426). (p. 426). (p. 427). - **Article 36** (art. L. 272-1 du code forestier - Exonération des collectivités territoriales de Guyane des frais de garderie et d'administration des forêts) (p. 428). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 428, 429). (p. 430). (p. 431). (p. 432). (p. 432). - **Article 36 bis** (art. 44 quaterdecies, 1388 quinquies, 1395 H, 1466 F du code général des impôts - Arrêt de la dégressivité des taux d'abattement dans les zones franches d'activités et prolongation de deux ans du dispositif des zones franches) (p. 433). (p. 434). - **Article 38 (Texte non modifié par la commission)** (art. 199 undecies A du code général des impôts - Réduction d'impôt au titre des travaux de réhabilitation portant sur des logements achevés depuis plus de vingt ans dans les départements d'outre-mer) (p. 434). - **Article 39** (art. 199 undecies B, 217 undecies et 244 quater W du code général des impôts - Suppression de la distinction entre investissement initial et investissement de renouvellement pour bénéficiaire de diverses réductions d'impôts au titre d'investissements productifs outre-mer) (p. 435). - **Article additionnel après l'article 39** (p. 436). - **Article 39 bis** (art. 199 undecies C du code général des impôts - Facilitation de la réhabilitation de logements par les opérateurs sociaux présents outre-mer) (p. 436). (p. 436). - **Article 40** (art. 199 undecies C du code général des impôts - Suppression de l'agrément préalable pour bénéficier de la réduction d'impôt sur le revenu vers le logement social dans les collectivités d'outre-mer) (p. 437). - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 438). (p. 438). (p. 438). - **Article 41** (art. 199 terdecies-0 A du code général des impôts - Élargissement de la souscription du fonds d'investissement de proximité outre-mer à l'ensemble des contribuables français) (p. 439). - **Article additionnel après l'article 41** (p. 440). - **Article 42 (Texte non modifié par la commission)** (art. 244 quater W du code général des

impôts - Généralisation du crédit d'impôt pour financer des opérations dans le logement intermédiaire dans les départements d'outre-mer) (p. 440). - **Article 43 (Texte non modifié par la commission)** (art. 244 quater W du code général des impôts - Suppression de l'agrément fiscal préalable pour les programmes d'accession à la propriété sociale dans les départements d'outre-mer) (p. 440). - **Article additionnel après l'article 45** (p. 441). - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 442). (p. 442). (p. 443). (p. 443). - **Article 48 (supprimé)** (art. 1649 decies du code général des impôts - Établissement du cadastre en Guyane) (p. 443). - **Articles additionnels après l'article 48** (p. 445). (p. 445). (p. 446). - **Article additionnel après l'article 49** (p. 447). (p. 447). - **Articles additionnels après l'article 50** (p. 448). (p. 448, 449). (p. 450). (p. 450). - **Articles additionnels après l'article 51 bis** (p. 451). (p. 451). (p. 451). (p. 452). (p. 453). - **Article 52** (Extension des enquêtes statistiques réalisées par l'État et ses établissements publics aux collectivités d'outre-mer régies par l'art. 74 de la Constitution et à la Nouvelle-Calédonie) (p. 454). - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 455). (p. 455). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 459).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la filière de la canne à sucre en Guadeloupe** - (14 février 2017) (p. 1445, 1446).

- **Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Commission mixte paritaire [n° 372 (2016-2017)]** - (14 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1459, 1461). - **Article 34 nonies** (Indemnisation des victimes des essais nucléaires en Polynésie française) (p. 1496). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1496).

BARGETON (Julien)
sénateur (Paris)
LaREM

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 18 octobre 2017, puis vice-président le 26 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2017 (9 novembre 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance portant création de l'établissement public Paris La Défense (1er décembre 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2018 (7 décembre 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 (13 décembre 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2017 (14 décembre 2017).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Culture [n° 108 tome 3 annexe 8 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Participation de la France au budget de l'Union européenne (article 27) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Aide publique au développement » et compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 26 octobre 2017 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Constitution du bureau de la délégation.

Réunion du mardi 31 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes, en commun avec la commission des finances.

(*commission des finances*) : Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Audition de M. Benjamin Griveaux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des principaux éléments de l'équilibre sur le projet de loi de finances pour 2018 - Tome I du rapport général.

Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Examen du rapport.

Régime fiscal et rentabilité des biens immobiliers des particuliers - Communication.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des articles de la première partie - Examen du tome II du rapport général.

Réunion du mardi 28 novembre 2017 (*commission des finances*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Éric Lombard, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de directeur général de la Caisse des dépôts et consignations (CDC).

Réunion du lundi 4 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Missions « Culture », « Médias, livre et industries culturelles », comptes de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » et « Travail et emploi », et compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 7 décembre 2017 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition conjointe de MM. Hugues de Jouvenel, président de Futuribles international, Mathieu Bodin, directeur de l'Institut des futurs souhaitables, Mme Marina Rachline, directrice « Waves » de thecamp, et M. Benoît Bailliart, directeur du Lab de thecamp.

Réunion du jeudi 14 décembre 2017 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Programme de travail pour 2018.

Réunion du mardi 19 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Examen du rapport et du texte de la commission, en nouvelle lecture.

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Examen du rapport, en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le pacte financier avec les collectivités locales** - (10 octobre 2017) (p. 3670, 3671).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 67 (2017-2018)]** - (9 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4748). - **Article 1er** (*Instauration d'une contribution exceptionnelle sur l'impôt sur les sociétés pour les sociétés réalisant plus de 1 milliard d'euros de chiffre d'affaires et d'une contribution additionnelle à cette dernière pour les sociétés réalisant plus de 3 milliards d'euros de chiffre d'affaires*) (p. 4760).

- **Nouvelle lecture [n° 84 (2017-2018)]** - (14 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4896, 4897). - **Question préalable** (p. 4902).

- **Débat sur le thème « Quelles énergies pour demain ? »** - (22 novembre 2017) (p. 7656).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Discussion générale :

- (23 novembre 2017) (p. 6312, 6313).

Première partie :

- (24 novembre 2017) - **Article 2** (*art. 196 B et 197 du code général des impôts - Indexation du barème de l'impôt sur le revenu (IR) sur l'inflation*) (p. 6375). (p. 6379). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 6385). - **Article 2 quater (nouveau)** (*art. 200 du code général des impôts - Déduction de l'impôt sur le revenu des dons des mandataires sociaux, sociétaires, adhérents et actionnaires aux fondations d'entreprises*) (p. 6389, 6390). - **Article 3** (*Art. 1407 bis, 1413 bis, 1414, 1414 A, 1414 B, 1414 C (nouveau), 1417, 1605 bis et 1641 du code général des impôts, et L. 173 du livre des procédures fiscales - Dégrèvement de la taxe d'habitation sur la résidence principale*) (p. 6393, 6394). - **Articles additionnels après l'article 6 quater** (p. 6442). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 6451). - **Article 9** (*art. 265, 266 quinquièmes, 266 quinquièmes B et 266 quinquièmes C du code des douanes - Trajectoire de la composante carbone pour la période 2018-2022 et conséquences en matière de tarifs des taxes intérieures de consommation*) (p. 6471). (p. 6476).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2017) - **Article 10** (*art. 50-0, 102 ter, 151-0, 163 quaterquies, 1417, 1586 sexies du code général des impôts, et art. L. 252 B du livre des procédures fiscales - Augmentation des seuils des régimes d'imposition des micro-entreprises*) (p. 6511). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 6517). - **Article 11** (*Mise en œuvre du prélèvement forfaitaire unique*) (p. 6547). - **Article 12** (*Création de l'impôt sur la fortune immobilière et suppression de l'impôt sur la fortune*) (p. 6584).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2017) - **Article 16** (*art. L. 1613-1, art. L. 2335-3, art. L. 3334-17 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B, art. 1586 B et art. 1648 A du code général des impôts, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 49 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 6 de la loi n° 87-1317 de finances pour 1987 du 30 décembre 1986, art. 52 de la loi n° 95-115 du*

4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 2, art. 77 et art. 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 de finances pour 2011, art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Fixation pour 2018 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL (p. 6663). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 6674). - **Article 19** (Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public) (p. 6684, 6685).

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie du projet de loi** (p. 6769, 6770).

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) - **Article 60** (art. L. 1613-5-1, art. L. 2113-20, art. L. 2113-22, art. L. 2334-7-3, art. L. 2334-7-3, art. L. 2334-13, art. L. 2334-17, art. L. 2334-21, art. L. 3334-1, art. L. 3334-4, art. L. 3663-9 et art. L. 5214-23-1 du code général des collectivités territoriales - Répartition de la dotation globale de fonctionnement, DGF) (p. 6840).

Culture

- (4 décembre 2017) (p. 7082, 7083).

- Rapporteur spécial - **État B** (p. 7096). (p. 7098).

Administration générale et territoriale de l'État

- (5 décembre 2017) (p. 7241).

Articles non rattachés

- (8 décembre 2017) - **Article 39 sexies (nouveau)** (art. 199 terdecies-0 A du code général des impôts - Aménagement de la réduction d'impôt « Madelin ») (p. 7562). (p. 7565). - **Article 39 nonies (nouveau)** (art. 200 quater et 278-0 bis A du code général des impôts - Prorogation et aménagement du crédit d'impôt pour la transition énergétique, CITE) (p. 7575, 7576). - **Article 41 bis (nouveau)** (art. 1599 bis et 1656 du code général des impôts ; art. 89 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 - Transfert à la métropole de Lyon de la dynamique de CVAE perçue sur son

territoire par la région Auvergne-Rhône-Alpes) (p. 7607, 7608). - **Article 42** (art. 199 ter C, 220 C, 223 O et 244 quater C du code général des impôts : art L. 1233-57-3, L. 2313-7-1, L. 2323-12, L. 2323-13, L. 2323-56, L. 2323-57 du code du travail ; art. L. 172 G du livre des procédures fiscales et art. 66 de la loi n° 2012-1510 du 29 décembre 2012 de finances rectificative pour 2012 - Baisse du taux du CICE en 2018 et suppression du crédit d'impôt à compter du 1er janvier 2019) (p. 7612). - **Article 44** (art. 231 du code général des impôts - Suppression du taux supérieur de la taxe sur les salaires) (p. 7614). (p. 7615).

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7840, 7841).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 155 (2017-2018)]** - (14 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 9656, 9657). (p. 9660).

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2017) - **Article additionnel après l'article 16 quater** (Octroi de prêts à taux réduit et plafonné fixé par décret) (p. 9787). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 9796). - **Article additionnel après l'article 18** (Fixation des règles des arrondis : mesures de simplification négociées avec les buralistes) (p. 9809).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-717 du 3 mai 2017 portant création de l'établissement public Paris La Défense - Commission mixte paritaire [n° 145 (2017-2018)]** - (18 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10287, 10288).

- **Projet de loi de finances pour 2018 - Nouvelle lecture [n° 172 (2017-2018)]**

Discussion générale :

- (19 décembre 2017) (p. 10401, 10402).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Nouvelle lecture [n° 178 (2017-2018)]** - (19 décembre 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de finances n° 172 (2017-2018)** (p. 10401, 10402).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Nouvelle lecture [n° 191 (2017-2018)]** - (20 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10514, 10515). (p. 10517).

BAROIN (François)
sénateur (Aube)
LR

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 643 (2016-2017)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 645 tome 2 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Budget**.

Démissionnaire le 30 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances jusqu'au 30 septembre 2017.

BAS (Philippe)
sénateur (Manche)
LR

Réélu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Premier vice-président de la délégation parlementaire au renseignement, puis président le 2 mars 2017.

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la collectivité de Corse (8 février 2017).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale (8 février 2017).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité publique (8 février 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion des projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique (26 juillet 2017) ; nouvelle nomination : rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (1er août 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme (5 octobre 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance portant création de l'établissement public Paris La Défense (1er décembre 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations (19 décembre 2017).

Membre titulaire du Conseil supérieur des archives jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre ès qualités du Conseil national du numérique (formation élargie).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier 2017) - **Anciens combattants.**

Rapport de la délégation parlementaire au renseignement, fait au nom de la délégation parlementaire au renseignement : Activité de la délégation parlementaire au renseignement pour l'année 2016 [n° 448 (2016-2017)] (2 mars 2017) - **Défense.**

Proposition de loi tendant à faciliter le règlement des conséquences pécuniaires du divorce [n° 449 (2016-2017)] (2 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Cinq ans pour sauver la justice ! [n° 495 (2016-2017)] (4 avril 2017) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à garantir aux personnes en situation de handicap un accès effectif aux lieux ouverts au public [n° 554 (2016-2017)] (15 mai 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique [n° 580 (2016-2017)] pour la confiance dans la vie politique [n° 607 (2016-2017)] (4 juillet 2017) - **Justice.**

Proposition de loi organique pour le redressement de la justice [n° 640 (2016-2017)] (18 juillet 2017) - **Justice.**

Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice [n° 641 (2016-2017)] (18 juillet 2017) - **Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi pour la confiance dans la vie politique [n° 699 (2016-2017)] (1er août 2017) - **Justice.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique [n° 707 (2016-2017)] pour la confiance dans la vie politique [n° 708 (2016-2017)] (4 août 2017) - **Justice.**

Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 717 (2016-2017)] (13 septembre 2017) - **Agriculture et pêche.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme [n° 16 (2017-2018)] (9 octobre 2017) - **Défense.**

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 98 (2017-2018)] visant à pérenniser et adapter la procédure de législation en commission [n° 134 (2017-2018)] (6 décembre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 101 (2017-2018)] tendant à la création d'une commission d'enquête sur la prise en charge des djihadistes français et de leurs familles de retour d'Irak et de Syrie [n° 159 (2017-2018)] (13 décembre 2017) - **Défense.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 125 (2017-2018)] tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'état des forces de sécurité intérieure [n° 160 (2017-2018)] (13 décembre 2017) - **Défense.**

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 janvier 2017 (*commission des lois*) :
Projet de loi relatif à la sécurité publique - Audition de M. Bruno Le Roux, ministre de l'intérieur.

Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes et proposition de loi organique relative aux autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission des lois*) :
Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre (nouvelle lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Question diverse - Prorogation de l'état d'urgence - Examen d'une demande d'attribution des prérogatives d'une commission d'enquête.

Question diverse - Sécurité publique - Délégation au fond de l'examen d'articles.

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*commission des lois*) :
Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des lois*) :
Création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux passeports et aux cartes nationales d'identité (fichier TES) - Communication.

Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Projet de loi de ratification de trois ordonnances relatives à la collectivité de Corse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi relatif à la sécurité publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Suivi quinquennal de l'application des lois - Communication.

Réunion du mardi 24 janvier 2017 (*commission des lois*) :
Projet de loi relatif à la sécurité publique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des lois*) :
Projet de loi de ratification de trois ordonnances relatives à la collectivité de Corse - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi tendant à renforcer les obligations comptables des partis politiques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 31 janvier 2017 (*commission des lois*) :
Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale - Examen des amendements au texte de la commission.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des lois*) :
Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain (nouvelle lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale (deuxième lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi tendant à renforcer les obligations comptables des partis politiques - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi visant à favoriser l'assainissement cadastral et la résorption du désordre de propriété - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 7 février 2017 (*commission des lois*) :
Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain (nouvelle lecture) - Examen des amendements.

Proposition de loi visant à renforcer l'assainissement cadastral et la résorption du désordre de propriété - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 13 février 2017 (*commission mixte paritaire*) :
Commission mixte paritaire sur la proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale.

Commission mixte paritaire sur le projet de loi ratifiant trois ordonnances relatives à la collectivité de Corse.

Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la sécurité publique.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des lois*) :
Création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux passeports et aux cartes nationales d'identité (fichier TES) - Audition de M. Bruno Le Roux, ministre de l'intérieur.

Mission d'information relative à la Polynésie française.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à assurer la sincérité et la fiabilité des comptes des collectivités territoriales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des lois*) :
Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits, sur son rapport annuel d'activité pour 2016.

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mars 2017 (*commission des lois*) :
Mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 21 mars 2017 (*commission des lois*) :
Moyens d'améliorer les relations entre les forces de l'ordre et la population - Audition de M. Bruno Le Roux, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 4 avril 2017 (*commission des lois*) :
Mission sur le redressement de la justice - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 20 juin 2017 (*commission des lois*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Examen des pétitions adressées au président du Sénat.

Hommage à Patrick Masclet.

Réunion du mardi 27 juin 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi organique et projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 juillet 2017 (*commission des lois*) : Communications.

Projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 5 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Audition de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 11 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des lois*) : Communication.

Mission d'information « Désendoctrinement, désembrigadement et réinsertion des djihadistes en France et en Europe » - Examen du rapport.

Projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique - Examen du rapport en vue de la seconde délibération sur l'article 4.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Examen des amendements au texte de la commission.

Questions diverses - Examen d'une demande d'attribution des prérogatives d'une commission d'enquête.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-717 du 3 mai 2017 portant création de l'établissement public Paris La Défense - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 1er août 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi organique pour la confiance dans la vie politique.

Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour la confiance dans la vie politique.

Réunion du mercredi 2 août 2017 (*commission des lois*) : Articles 56 et 13 de la Constitution - Audition de M. Michel Mercier, candidat proposé par le président du Sénat pour siéger au Conseil constitutionnel.

Vote et dépouillement du scrutin sur la proposition de nomination par le président du Sénat aux fonctions de membre du Conseil constitutionnel.

Réunion du vendredi 4 août 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi organique pour la confiance dans la vie politique (nouvelle lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission des lois*) : Constitution du bureau.

Nomination de rapporteurs.

Nomination d'un rapporteur.

Réunion du lundi 9 octobre 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Nomination des rapporteurs pour avis.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 octobre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice - Proposition de loi organique pour le redressement de la justice - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice - Proposition de loi organique pour le redressement de la justice - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des lois*) : Audition de Mme Dominique Lottin, candidate proposée par le président du Sénat aux fonctions de membre du Conseil constitutionnel.

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage - Proposition de loi visant à renforcer et rendre plus effectives les sanctions en cas d'installations illégales en réunion sur un terrain public ou privé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Vote et dépouillement du scrutin sur la proposition de nomination de Mme Dominique Lottin aux fonctions de membre du Conseil constitutionnel.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des lois*) : Dématérialisation des documents utilisés pour les réunions de commission - Communication.

Missions d'information de la commission - Désignation de rapporteurs.

Proposition de loi tendant à garantir la représentation des communes déléguées au sein des communes nouvelles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur, et Mme Jacqueline Gourault, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des lois*) : Mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des lois de réforme territoriale - Nomination des membres.

Proposition de loi relative aux modalités de dépôt de candidature aux élections - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des lois*) :
Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des lois*) : Groupe de travail sur la revitalisation des centres-villes et des centres-bourgs - Désignation de membres.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Sécurités » - Programme « Sécurité civile » - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi relative aux modalités de dépôt de candidature aux élections - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de résolution portant avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de règlement concernant un cadre applicable à la libre circulation des données à caractère non personnel dans l'Union européenne - Communication.

Réunion du mardi 28 novembre 2017 (*commission des lois*) :
Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des lois*) :
Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Conseil et contrôle de l'Etat » - Programmes « Conseil d'Etat et autres juridictions administratives » et « Cour des comptes et autres juridictions financières » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Justice » - Programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Justice » - Programme « Protection judiciaire de la jeunesse » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Justice » - Programmes « Justice judiciaire », « Accès au droit et à la justice », « Conduite et pilotage de la politique de la justice » et « Conseil supérieur de la magistrature » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des lois*) :
Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Économie » - Programme « Développement des entreprises et régulations » - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi visant à réhabiliter la police de proximité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de résolution visant à pérenniser et adapter la procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi ratifiant l'ordonnance portant création de l'établissement public Paris La Défense.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des lois*) :
Etat des forces de sécurité intérieure - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport portant avis sur la recevabilité de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête.

Nomination de rapporteurs.

Nomination d'un rapporteur pour avis.

Polynésie française - Examen du rapport d'information.

Prise en charge des djihadistes français et de leurs familles de retour d'Irak et de Syrie - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport portant avis sur la recevabilité de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête.

Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de résolution visant à pérenniser et adapter la procédure de législation en commission - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 19 décembre 2017 (*commission des lois*) :
Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité - Examen des amendements au texte de la commission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à la composition de la cour d'assises de l'article 698-6 du code de procédure pénale [n° 86 (2016-2017)]** - (10 janvier 2017) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 8, 9).

- **Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique [n° 267 (2016-2017)]** - (11 janvier 2017) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 100, 101).

- Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale - **Article 8 bis (supprimé)** (*art. premier de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 - Information par les agents et intermédiaires immobiliers du preneur d'un bien sur le risque de recul du trait de côte*) (p. 115). - **Article 9 A (nouveau)** (*art. L. 121-10 du code de l'urbanisme - Dérogations à la règle d'urbanisation en continuité dans les communes littorales*) (p. 126, 127).

- **Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique [n° 288 (2016-2017)]** - (18 janvier 2017) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale - **Articles additionnels avant l'article 29 bis** (p. 391).

- **Projet de loi relatif à la sécurité publique [n° 310 (2016-2017)]** - (24 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 799).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1561 du 21 novembre 2016 complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la collectivité de Corse, n° 2016-1562 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures institutionnelles relatives à la collectivité de Corse et n° 2016-1563 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures électorales applicables en Corse [n° 312 (2016-2017)]** - (26 janvier 2017) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 1001, 1002).

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 332 (2016-2017)]** - (31 janvier 2017) -

président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale - **Question préalable** (p. 1023, 1024). - **Article 21** (titre 1er bis et section 1 bis [abrogés] du chapitre II du titre II du livre V, art. 74-2, 230-19, 474, 707, 712-11, 721-2, 730, 774 du code de procédure pénale et art. 131-3 [abrogé], 131-4-1 [abrogé] et 131-9 du code pénal - Suppression de la contrainte pénale et de la libération sous contrainte) (p. 1061, 1062). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1068).

- **Proposition de loi visant à favoriser l'assainissement cadastral et la résorption du désordre de propriété [n° 352 (2016-2017)]** - (8 février 2017) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 1354, 1355).

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale - Nouvelle lecture [n° 408 (2016-2017)]** - (15 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1562).

- Rapporteur - **Article 3** (Prescription de l'action publique et de l'action civile des abus de la liberté d'expression commis sur internet - Prescription de l'action de l'administration des douanes - Coordinations) (p. 1568).

- **Débat sur le bilan de l'application des lois** - (21 février 2017) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale (p. 1697).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la justice** - (23 février 2017) (p. 1818).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 592 (2016-2017)]** - (4 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 1887, 1888).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (10 juillet 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 608 (2016-2017)** (p. 1975, 1976).

- **Suite de la discussion** (11 juillet 2017) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale - **Rappel au règlement** (p. 2004).

- Président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, rapporteur - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2006, 2007). - **Article 1er** (art. 131-26-2 [nouveau], 432-17, 433-22 et 711-1 du code pénal - Élargissement du champ d'application de la peine complémentaire obligatoire d'inéligibilité) (p. 2009). (p. 2011). (p. 2011). - **Article 1er bis (nouveau)** (art. 432-12 du code pénal - Clarification de la définition du délit de prise illégale d'intérêts) (p. 2012). - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 2014, 2015). - **Article 2** (art. 4 quater de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Prévention et traitement des conflits d'intérêts des parlementaires et modalités de tenue, dans chaque assemblée, d'un registre public des déports) (p. 2017). (p. 2017). (p. 2019). (p. 2028). (p. 2028). (p. 2029). (p. 2029). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2030, 2031). (p. 2031). (p. 2032). (p. 2032, 2033). (p. 2033). (p. 2034). (p. 2035, 2036). - **Article 2 bis (nouveau)** (art. 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique - Modalités de tenue d'un registre des déports des membres du Gouvernement) (p. 2038). (p. 2038). (p. 2039). - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 2040). (p. 2040). (p. 2041). (p. 2046). (p. 2047). (p. 2048). (p. 2049). (p. 2050). (p. 2051). (p. 2051). - **Article 2 quater (nouveau)** (art. 6 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique - Exercice direct par la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique de son droit de communication) (p. 2053). (p. 2054). - **Article additionnel après l'article 2 quater** (p. 2054). - **Titre** (Intitulé du Titre III

(p. 2056). - **Article 3** (art. 10 bis [nouveau] de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique - Interdiction, pour un membre du Gouvernement, de recruter un membre de sa famille au sein de son cabinet - Déclaration des « emplois croisés ») (p. 2059, 2060). (p. 2060). (p. 2060). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2061, 2062). (p. 2064). (p. 2068). (p. 2072). (p. 2072). (p. 2073). (p. 2075). (p. 2076). - **Article 4** (art. 8 bis [nouveau] de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Interdiction, pour un parlementaire, de recruter un membre de sa famille comme collaborateur - Déclaration des « emplois croisés ») (p. 2078). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 2080). (p. 2081). (p. 2082).

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2017) - **Demande de réserve** (p. 2092). - **Article 5** (art. 110 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - Interdiction, pour une autorité territoriale, de recruter un membre de sa famille comme collaborateur) (p. 2093). (p. 2094). (p. 2094). (p. 2095). (p. 2095, 2096). - **Article 6** (Modalités d'entrée en vigueur des modalités du licenciement des collaborateurs « familiaux » de parlementaires ou d'autorités territoriales) (p. 2097, 2098). (p. 2099). (p. 2101). (p. 2102). (p. 2102). (p. 2103). (p. 2104). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 2105). - **Article 6 bis (nouveau)** (Accompagnement des collaborateurs parlementaires licenciés) (p. 2108). (p. 2108). - **Article additionnel après l'article 6 bis** (p. 2110). (p. 2111). - **Articles additionnels avant l'article 8** (p. 2111, 2112). (p. 2112). - **Article 8** (art. 11, 11-1, 11-2, 11-3, 11-3-1 (nouveau), 11-4, 11-5, 11-7, 11-8, 11-9, 11-10 [nouveau] et 19 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie publique, art. 10 de la loi n° 2017-286 du 6 mars 2017 tendant à renforcer les obligations comptables des partis politiques et des candidats - Encadrement des prêts consentis à des partis et groupements politiques, modalités de certification des comptes des partis et groupement politiques, information de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques et sanctions pénales en cas de violation des règles relatives au financement de la vie politique) (p. 2115). (p. 2115, 2116). (p. 2116). (p. 2117). (p. 2118). (p. 2119). (p. 2119). (p. 2120). (p. 2121). (p. 2121). (p. 2122). (p. 2123). (p. 2123). (p. 2123). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 2124). - **Article 9** (art. L. 52-7-1 [nouveau], L. 52-8, L. 52-10, L. 52-12, L. 113-1, L. 388, L. 392, L. 393, L. 558-37, L. 558-46 et L. 562 du code électoral et art. 15 de la loi n° 2016-1048 du 1er août 2016 rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales - Encadrement des prêts consentis à des candidats, information de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques et sanctions pénales en cas de violation des règles relatives aux campagnes électorales) (p. 2128). (p. 2129). (p. 2129). - **Article 9 bis (nouveau)** (art. L. 52-6 et L. 52-6-1 [nouveau] du code électoral - Facilitation de l'ouverture et du fonctionnement du compte bancaire ou postal pour une campagne électorale) (p. 2130, 2131). (p. 2132, 2133). (p. 2134). - **Article additionnel après l'article 9 bis** (p. 2135). - **Article 9 ter (nouveau)** (art. L. 52-14 du code électoral - Assistance de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques par des magistrats financiers) (p. 2135). - **Article 10** (art. 16-1 [nouveau] de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique - Création, missions et prérogatives du médiateur du financement des candidats et des partis politiques) (p. 2137, 2138). - **Article 11** (tableau annexé à la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Désignation de la commission permanente compétente pour examiner la candidature à la fonction de médiateur du financement des candidats et des partis politiques) (p. 2138). - **Article 12 (supprimé)** (Habilitation à légiférer par ordonnance en vue de la création d'une « banque de la démocratie ») (p. 2139, 2140). (p. 2142). - **Demande de priorité** (p. 2142). (p. 2143, 2144). (p. 2147). - **Articles additionnels après l'article 7 bis (précédemment réservés)** (p. 2151). (p. 2152). (p. 2152, 2153). - **Article additionnel avant l'article 7 ter (précédemment réservé)** (p. 2153). - **Article 13** (Transmission par l'administration fiscale au président de la HATVP d'une

attestation concernant la situation fiscale d'un représentant français au Parlement européen - Extension aux représentants français au Parlement européen des incompatibilités relatives à l'exercice de fonctions de conseil (p. 2155). (p. 2156). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 2158). (p. 2161). - **Intitulé du projet de loi** (p. 2162, 2163). - **Demande de seconde délibération** (p. 2165). - **Article 4 (supprimé)** (art. L.O. 146 du code électoral - Extension de l'incompatibilité parlementaire applicable aux fonctions de direction exercées au sein d'une société, d'une entreprise ou d'un organisme) (p. 2166).

- **Projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 608 (2016-2017)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 609 (2016-2017)** - (13 juillet 2017) - rapporteur - **Article 1er** (art. 3 et 4 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel, art. 3 de la loi organique n° 2016-1047 du 1er août 2016 rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des Français établis hors de France - Publicité et contrôle de la déclaration de situation patrimoniale du président de la République - Déclaration d'intérêts et d'activités des candidats à l'élection à la présidence de la République) (p. 2466). (p. 2466). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 2467). (p. 2468). - **Articles additionnels avant le chapitre Ier** (p. 2469). - **Article 2** (art. L.O. 136-4 (nouveau) du code électoral - Transmission par l'administration fiscale aux parlementaires et au bureau de chaque assemblée parlementaire d'une attestation concernant la situation fiscale des parlementaires et nouvelle possibilité de démission d'office du mandat parlementaire par le Conseil constitutionnel) (p. 2471). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2472). (p. 2473). - **Article additionnel après l'article 2 bis** (p. 2474). - **Article 3** (art. L.O. 135-1 du code électoral - Mention dans la déclaration d'intérêts et d'activités des parlementaires des participations leur conférant le contrôle d'une structure dont l'activité consiste « principalement » dans la fourniture de conseils) (p. 2474). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2475). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 2475). - **Article 5** (art. L.O. 146-1 du code électoral - Extension de l'incompatibilité parlementaire relative aux activités de conseil exercées à titre individuel) (p. 2476). (p. 2478). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 2481). (p. 2484). - **Article 7** (art. L.O. 151-1 du code électoral - Délai de mise en conformité accordé aux parlementaires pour la nouvelle incompatibilité patrimoniale et coordinations) (p. 2485). (p. 2486). (p. 2486). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 2487). (p. 2488). (p. 2489). (p. 2491). - **Article 9** (art. 54 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances - Suppression de la réserve parlementaire - Dotation de soutien à l'investissement des communes et de leurs groupements) (p. 2499). (p. 2502). (p. 2502, 2503). (p. 2503). (p. 2504). - **Article 9 bis (nouveau)** (Transparence de la réserve ministérielle) (p. 2504). (p. 2505). - **Article 9 ter (nouveau)** (art. L.O. 135-1 du code électoral ; art. 10-1-2 de la loi organique n° 94-100 du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature ; art. 7-3 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Délai de transmission d'une nouvelle déclaration de situation patrimoniale à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique) (p. 2507). - **Article 9 quater (nouveau)** (art. L.O. 135-3 du code électoral - Exercice direct par la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique de son droit de communication) (p. 2507). - **Article additionnel après l'article 9 quater** (p. 2508). - **Article 10** (tableau annexé à la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Soumission de la nomination du médiateur du financement des candidats et des partis politiques à l'avis des commissions parlementaires) (p. 2508). - **Intitulé du projet de loi organique** (p. 2509).

- **Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme [n° 630 (2016-2017)]** - (18 juillet 2017) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale - **Article 3** (art. L. 228-1, L. 228-2,

L. 228-3, L. 228-4, L. 228-5, L. 228-6 et L. 228-7 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Régime de contrôle administratif et de surveillance des personnes constituant une menace grave pour la sécurité et l'ordre publics) (p. 2656, 2657). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2668).

- **Projet de loi pour la confiance dans la vie politique - Commission mixte paritaire [n° 700 (2016-2017)]** - (2 août 2017) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 3515, 3516). - **Article 1er** (Élargissement du champ d'application de la peine complémentaire obligatoire d'inéligibilité) (p. 3540). - **Article 3 ter A** (Déclaration au bureau de l'assemblée concernée des fonctions des collaborateurs parlementaires au sein d'un parti ou groupement politique et de leurs activités au profit de représentants d'intérêts) (p. 3541).

- **Projet de loi organique pour la confiance dans la vie politique - Nouvelle lecture [n° 709 (2016-2017)]** - (4 août 2017) - **Discussion générale** (p. 3574, 3575).

- Président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, rapporteur - **Article 8 bis** (p. 3587). (p. 3587). - **Article 9** (Création d'une dotation de solidarité locale en substitution de la réserve parlementaire) (p. 3594, 3595). - **Article 9 bis** (Publication de critères d'éligibilité et de la liste des subventions accordées au titre de la « réserve ministérielle ») (p. 3596).

- **Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Commission mixte paritaire [n° 17 (2017-2018)]** - (18 octobre 2017) - **Discussion générale** (p. 3895, 3897).

- **Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice [n° 34 (2017-2018)]** - (24 octobre 2017) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 35 (2017-2018)** (p. 3980, 3982). - **Article 10** (art. L. 121-1, L. 121-4, L. 122-1, L. 122-2, L. 123-1, L. 123-4, L. 211-1, L. 211-2, L. 211-3, L. 211-4, L. 211-4-2 et L. 211-4-3 [nouveaux], L. 211-5, L. 211-6, L. 211-7, L. 211-8, L. 211-9-2, L. 211-10, L. 211-11, L. 211-11-1, L. 211-12, L. 211-13, L. 211-14, L. 212-1, L. 212-2, L. 212-3, L. 212-4, L. 212-6, L. 212-7 [nouveau], L. 213-1, L. 213-2, L. 213-3, L. 213-4, L. 213-4-1 [nouveau], L. 213-5, L. 213-7, L. 213-9, L. 214-1, L. 214-2, L. 215-1, L. 215-2, L. 215-3 à L. 215-6 [nouveaux], L. 216-1, L. 216-2, L. 217-1 et L. 217-2 du code de l'organisation judiciaire et art. L. 621-2, L. 722-4, L. 722-7, L. 722-10, L. 731-1, L. 731-2, L. 731-3, L. 732-3, L. 732-4, L. 743-4, L. 743-6, L. 743-7, L. 743-8, L. 743-9, L. 743-10 et L. 744-1 du code de commerce - Création du tribunal de première instance, en principe départemental, regroupant le tribunal de grande instance et le tribunal d'instance et doté de plusieurs sites sous forme de chambres détachées) (p. 4030, 4031). (p. 4033). - **Article 27** (art. 132-25, 132-26-1, 132-27 du code pénal et art. 474, 732-15, 723-15-1, 723-17, 723-17-1 et 747-2 du code de procédure pénale - Clarification du régime d'aménagement des peines d'emprisonnement) (p. 4048, 4049).

- **Proposition de loi organique pour le redressement de la justice [n° 35 (2017-2018)]** - (24 octobre 2017) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 34 (2017-2018)** (p. 3980, 3982).

- **Débat sur la représentation des communes déléguées dans les communes nouvelles** - (22 novembre 2017) (p. 7642). (p. 7643).

- **Proposition de loi relative aux modalités de dépôt de candidature aux élections [n° 88 (2017-2018)]** - (22 novembre 2017) - président - **Discussion générale** (p. 7684). (p. 7687).

- Président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et

d'administration générale - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7693, 7694).

- Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]

Seconde partie :

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (5 décembre 2017) - **État B** (p. 7206, 7207).

Justice

- (5 décembre 2017) (p. 7248).

- **Proposition de loi visant à réhabiliter la police de proximité [n° 133 (2017-2018)]** - (13 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 9550). - **Article 1er** (*Définition des objectifs et grands principes d'une police de proximité*) (p. 9559, 9560).

- **Proposition de résolution visant à pérenniser et adapter la procédure de législation en commission [n° 135 (2017-2018)]** - (14 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 9618, 9619). (p. 9621). (p. 9622). - **Articles additionnels avant l'article unique** (p. 9626). (p. 9626). (p. 9627). - **Article unique** (p. 9629). (p. 9630). (p. 9630, 9631). (p. 9631). (p. 9632). (p. 9633). (p. 9633, 9634). (p. 9634). (p. 9634). (p. 9635). (p. 9635). (p. 9636). (p. 9637). (p. 9637). (p. 9638).

(p. 9638). (p. 9639). - **Intitulé de la proposition de résolution** (p. 9639).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-717 du 3 mai 2017 portant création de l'établissement public Paris La Défense - Commission mixte paritaire [n° 145 (2017-2018)]** - (18 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10286, 10287).

- **Proposition de loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations [n° 164 (2017-2018)]** - (18 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10312). (p. 10312).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité [n° 162 (2017-2018)]** - (19 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10471).

- **Proposition de loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations - Commission mixte paritaire [n° 190 (2017-2018)]** - (20 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10533). (p. 10534).

BASCHER (Jérôme)
sénateur (Oise)
LR

Devenu sénateur le 25 novembre 2017 (en remplacement de Mme Nadège Lefebvre, démissionnaire de son mandat).

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 28 novembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit **[n° 83 (2017-2018)]** (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale **[n° 181 (2017-2018)]** (19 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur le canal Seine-Nord Europe.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement à Bruxelles sur le thème des transports et de l'environnement - Communication.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]

Seconde partie :

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (7 décembre 2017) - **État D** (p. 7455).

- **Proposition de loi visant à réhabiliter la police de proximité [n° 133 (2017-2018)]** - (13 décembre 2017) - **Article 3** (*Création d'une direction générale de la police de proximité au ministère de l'intérieur*) (p. 9562).

BATAILLE (Delphine)
sénatrice (Nord)
SOCR, puis LaREM

Non réélue le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires économiques jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-301 du 14 mars 2016 relative à la partie législative du code de la consommation et n° 2016-351 du 25 mars 2016 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation (12 janvier 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à l'autoconsommation d'électricité et aux énergies renouvelables (26 janvier 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et développement du biocontrôle (9 février 2017).

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Paquet « Énergie » de la commission européenne - Audition de M. Laurent Michel, directeur général de l'énergie et du climat.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à l'autoconsommation d'électricité et relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-François Carencu, candidat proposé aux fonctions de président du collège de la commission de régulation de l'énergie.

Situation de l'entreprise Alstom - Audition de M. Henri Poupard-Lafarge, président-directeur général d'Alstom.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition conjointe de représentants des industries des métiers d'art et du luxe : MM. Pascal Morand, président exécutif de la Fédération française de la couture, du prêt-à-porter des couturiers et des créateurs de mode, Pascal Rousseau, secrétaire général de Richemont Holding France, Francis Chauveau, directeur industriel de Puiforcat, Mme Bernadette Pinet-Cuoq, présidente déléguée de l'Union française de la bijouterie, joaillerie, orfèvrerie, des pierres et des perles, et M. Jean Cassegrain, directeur général de Longchamp.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de résolution sur les énergies renouvelables et les mécanismes de capacité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 mars 2017 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen du rapport présenté par MM. Christian Bataille, député, et Christian Namy, sénateur, sur « L'évaluation du plan national de gestion des matières et déchets radioactifs (PNGMDR) ».

Réunion du mardi 14 mars 2017 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Intelligence artificielle - Présentation du rapport.

Réunion du mardi 28 mars 2017 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen du projet de rapport présenté par M. Jean-Yves Le Déaut, député, et Mme Catherine Procaccia, sénateur, sur « Les enjeux économiques, environnementaux, sanitaires et éthiques des biotechnologies à la lumière des nouvelles pistes de recherche ».

Réunion du jeudi 13 juillet 2017 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Échange de vues.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-301 du 14 mars 2016 relative à la partie législative du code de la consommation et n° 2016-351 du 25 mars 2016 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation et simplifiant le dispositif de mise en œuvre des obligations en matière de conformité et de sécurité des produits et services - Commission mixte paritaire [n° 301 (2016-2017)] - (8 février 2017) - Discussion générale** (p. 1369, 1370).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1019 du 27 juillet 2016 relative à l'autoconsommation d'électricité et n° 2016-1059 du 3 août 2016 relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables - Commission mixte paritaire [n° 361 (2016-2017)] - (15 février 2017) - Discussion générale** (p. 1533, 1534).

- **Débat sur le thème « Quel rôle les professions paramédicales peuvent-elles jouer dans la lutte contre les déserts médicaux ? » - (22 février 2017) (p. 1768, 1770).**

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le plan climat et le mix énergétique - (11 juillet 2017) (p. 2022, 2023).**

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)] - (12 juillet 2017) - Demande de priorité** (p. 2149).

- **Projet de loi organique pour la confiance dans la vie politique - Nouvelle lecture [n° 709 (2016-2017)] - (4 août 2017) - Article 9 (Création d'une dotation de solidarité locale en substitution de la réserve parlementaire) (p. 3591).**

BAYLET (Jean-Michel)
*ministre de l'aménagement du territoire,
de la ruralité et des collectivités
territoriales
(jusqu'au 18 mai 2017)*

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur les difficultés liées à la réforme des zones de revitalisation rurale** - (24 janvier 2017) (p. 751, 752).
- **Question orale sans débat sur l'état des lieux de la dotation globale de fonctionnement** - (24 janvier 2017) (p. 753).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les communes nouvelles** - (26 janvier 2017) (p. 986).
- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1561 du 21 novembre 2016 complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la collectivité de Corse, n° 2016-1562 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures institutionnelles relatives à la collectivité de Corse et n° 2016-1563 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures électorales applicables en Corse [n° 312 (2016-2017)]** - (26 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 989, 991). (p. 1000, 1001). (p. 1002). - **Article 1er (Ratification de l'ordonnance budgétaire, financière, fiscale et comptable)** (p. 1004, 1005). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1006).
- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain - Nouvelle lecture [n° 315 (2016-2017)]** - (7 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1274, 1275). (p. 1285, 1287). - **Question préalable** (p. 1288).

- **Proposition de loi visant à favoriser l'assainissement cadastral et la résorption du désordre de propriété [n° 352 (2016-2017)]** - (8 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1353, 1354). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 793 du code général des impôts - Exonération de droits à hauteur de 50 % de la valeur de l'immeuble lors de la première mutation à titre gratuit d'un bien nouvellement titré) (p. 1362). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1135 bis du code général des impôts - Report au 1er janvier 2028 de la fin de l'exonération partielle de droits de succession applicable aux immeubles situés en Corse) (p. 1363). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. 750 bis B [nouveau] du code général des impôts - Exonération de droits pour les actes de partage de succession ou les licitations de certains biens héréditaires situés en Corse) (p. 1363). - **Article 7 (nouveau)** (p. 1363, 1364).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1561 du 21 novembre 2016 complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la collectivité de Corse, n° 2016-1562 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures institutionnelles relatives à la collectivité de Corse et n° 2016-1563 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures électorales applicables en Corse - Nouvelle lecture [n° 428 (2016-2017)]** - (16 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1612, 1613). (p. 1617, 1618). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1620). (p. 1621).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les terres agricoles et la viticulture** - (23 février 2017) (p. 1816).

- **Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 410 (2016-2017)]** - (23 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1823, 1825). - **Article unique (Texte non modifié par la commission)** (p. 1837, 1838). - **Articles additionnels après l'article unique** (p. 1839). (p. 1840). (p. 1840). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1842).

BAZIN (Arnaud)
sénateur (Val-d'Oise)
LR

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 18 octobre 2017.

Membre titulaire du Conseil national d'évaluation des normes le 13 décembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Solidarité, insertion et égalité des chances [n° 108 tome 3 annexe 29 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

Proposition de loi relative à l'amélioration du fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre [n° 151 (2017-2018)] (8 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale et aux réunions des commissions départementales d'aménagement commercial [n° 167 (2017-2018)] (13 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 181 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Participation de la France au budget de l'Union européenne (article 27) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des finances*) : Régime fiscal et rentabilité des biens immobiliers des particuliers - Communication.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et article 63) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Sécurités » (et article 62 bis) - Programmes « Gendarmerie nationale » et « Police nationale », programme « Sécurité et éducation routière », compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » (et article 66) et programme « Sécurité civile » (et article 62 ter) - Examens des rapports spéciaux.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » (et articles 57 octies et nonies) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » (et articles 52 à 52 sexies) - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Missions « Enseignement scolaire », « Sport, jeunesse et vie associative » (et l'article 65), « Pouvoirs publics », « Conseil et contrôle de l'État », « Direction de l'action du Gouvernement » et le budget annexe « Publications officielles et information administrative », « Santé », « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et les articles 63 et 64), « Défense » (et les articles 52 septies et octies) - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 5 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » (et articles 52 à 52 sexies) - Examen définitif.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Première partie :

- (27 novembre 2017) - **Article 16** (art. L. 1613-1, art. L. 2335-3, art. L. 3334-17 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B, art. 1586 B et art. 1648 A du code général des impôts, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 49 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 6 de la loi n° 87-1317 de finances pour 1987 du 30 décembre 1986, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des

territoires, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 2, art. 77 et art. 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 de finances pour 2011, art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Fixation pour 2018 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL) (p. 6661). (p. 6663). - **Article 19** (Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public) (p. 6688, 6689). (p. 6692). (p. 6696). (p. 6698). (p. 6707). (p. 6708). (p. 6711). (p. 6713). - **Article 25 bis (nouveau)** (art. 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 - Création d'une nouvelle section au sein du CCF « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés, CDG express ») (p. 6732, 6733). (p. 6734).

Seconde partie :

Santé

- (30 novembre 2017) - **État B** (p. 6929, 6930).

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (30 novembre 2017) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 6934, 6935). - **État B** (p. 6944, 6945). (p. 6945). (p. 6946). (p. 6947). (p. 6948). - **Article 63** (Évolution de la prime d'activité) (p. 6949). - **Articles additionnels après l'article 64** (Rapport du Gouvernement sur l'opportunité d'élargir aux agents de l'aide sociale à l'enfance l'accès à l'application de gestion des dossiers de ressortissants étrangers en France, AGDREF) (p. 6951).

- **Question orale sans débat sur la construction d'une caserne de gendarmerie à Beaumont-sur-Oise et la réhabilitation de la caserne de Persan** - (5 décembre 2017) (p. 7183). (p. 7184).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] (suite)**

Seconde partie :

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (5 décembre 2017) - **État B** (p. 7210). (p. 7211). - **Article additionnel après l'article 62 quater** (Rapport du Gouvernement sur l'attestation de contrôle d'identité) (p. 7213, 7214).

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (7 décembre 2017) - **État D** (p. 7454, 7455). (p. 7455, 7456).

Articles non rattachés

- (8 décembre 2017) - **Article 39 octies (nouveau)** (art. 199 sexvicies du code général des impôts - Prorogation de la réduction d'impôt sur le revenu au titre de l'investissement réalisé dans le secteur de la location meublée non professionnelle, dispositif « Censi-Bouvard ») (p. 7574). (p. 7574). - **Article 39 nonies (nouveau)** (art. 200 quater et 278-0 bis A du code général des impôts - Prorogation et aménagement du crédit d'impôt pour la transition énergétique, CITE) (p. 7580). (p. 7581). (p. 7585). - **Article 41 bis (nouveau)** (art. 1599 bis et 1656 du code général des impôts ; art. 89 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 - Transfert à la métropole de Lyon de la dynamique de CVAE perçue sur son territoire par la région Auvergne-Rhône-Alpes) (p. 7608).

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2017) - **Article 45 quater (nouveau)** (art. 1388 quinquies C [nouveau] et art. 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 - Abattement facultatif sur la valeur locative des magasins de commerce de détail de moins de 400 mètres carrés conditionnant une

autorisation d'augmenter la TASCOM) (p. 7782, 7783). - **Articles additionnels après l'article 46 ter** (p. 7809).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 155 (2017-2018)]** - (15 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 9818). (p. 9819). - **Article 28** (art. 1599 quinquies, 1628-0 bis et 1723 ter-0 B du code général des impôts - Aménagements relatifs au paiement dématérialisé pour la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules et à l'accès direct au système d'immatriculation des véhicules) (p. 9854). - **Article 30** (art. 1680 du code général des impôts - Moyens de paiement, plafond de recouvrement en numéraire) (p. 9866). - **Article 43 (nouveau)** (Création d'un fonds exceptionnel au bénéfice des départements connaissant une situation financière particulièrement dégradée) (p. 9885). (p. 9888).

BEAUFILS (Marie-France)
sénatrice (Indre-et-Loire)
CRC

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des finances jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre plus équitable au sein d'un EPCI le calcul des dotations de compensation dans le contexte d'un transfert de compétence [n° 406 (2016-2017)] (15 février 2017) - **Budget**.

Proposition de loi pour un droit au logement effectif et pour l'interdiction des expulsions sans relogement [n° 479 (2016-2017)] (27 mars 2017) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à préciser les limites du champ de protection d'un brevet concernant une information génétique [n° 515 (2016-2017)] (20 avril 2017) - **Culture**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire le droit à l'interruption volontaire de grossesse dans la Constitution [n° 545 (2016-2017)] (3 mai 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à abroger la loi autorisant la ligne Charles-de-Gaulle Express [n° 552 (2016-2017)] (11 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la protection des enfants et des adolescents face aux effets de la publicité télévisuelle [n° 558 (2016-2017)] (22 mai 2017) - **Éducation**.

Proposition de loi relative à la mise en place d'un moratoire sur la mise en culture des semences de colza et de tournesol tolérantes aux herbicides issues de mutagenèse [n° 564 (2016-2017)] (29 mai 2017) - **Agriculture et pêche**.

- **Projet de loi de finances pour 2018 - Nouvelle lecture [n° 172 (2017-2018)]**

Discussion générale :

- (19 décembre 2017) (p. 10405, 10406).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Nouvelle lecture [n° 178 (2017-2018)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de finances n° 172 (2017-2018)** (p. 10405, 10406). - (19 décembre 2017) - **Article 24** (Règle prudentielle applicable aux collectivités territoriales) (p. 10456). (p. 10459). (p. 10460).

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Remboursements et dégrèvements : la machine fiscale à la recherche d'un pilote [n° 625 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Budget**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 643 (2016-2017)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 645 tome 2 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Budget**.

Proposition de loi visant à renforcer le contrôle sur le commerce des armes et relative à la violation des embargos [n° 695 (2016-2017)] (31 juillet 2017) - **Défense**.

Proposition de loi visant à rétablir le délit d'entrave des directeurs d'établissements publics au fonctionnement du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) [n° 696 (2016-2017)] (31 juillet 2017) - **Fonction publique**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de ratification de trois ordonnances relatives à la collectivité de Corse - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 14 février 2017 (*commission des finances*) : Proposition de loi relative aux modalités de calcul du potentiel fiscal agrégé des communautés d'agglomération issues de la transformation de syndicats d'agglomération nouvelle (ex-SAN) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Réforme de l'administration sous-préfectorale et modalités de maintien de la présence de l'État dans les territoires - Communication.

Réunion du mardi 21 février 2017 (*commission des finances*) : Expérimentation de la révision des valeurs locatives des locaux d'habitation - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du jeudi 23 février 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Moyens de la politique de sécurité sanitaire des aliments - Communication.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Maquette budgétaire de la mission « Remboursements et dégrèvements » - Communication.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des finances*) : Politiques publiques en faveur de l'inclusion bancaire et de la prévention du surendettement - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen du rapport pour avis et des amendements déposés sur l'article 9, délégué au fond.

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Sociétés d'accélération du transfert de technologies (SATT) - Communication.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 410 (2016-**

2017)] - (23 février 2017) - **Article unique (Texte non modifié par la commission)** (p. 1835).

- **Projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 608 (2016-2017)]** - (13 juillet 2017) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 2467, 2468). (p. 2468). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2475).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (25 juillet 2017) - **Article 9 (priorité)** (*Report d'un an de l'entrée en vigueur du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu*) (p. 2989, 2990). (p. 2996). (p. 2998).

BÉCHU (Christophe)
sénateur (Maine-et-Loire)
LR

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre titulaire du comité des finances locales.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer la légitimité démocratique des conseillers communautaires [n° 282 (2016-2017)] (10 janvier 2017) - **Collectivités territoriales**.

de BELENET (Arnaud)
sénateur (Seine-et-Marne)
LaREM

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 5 octobre 2017.

Membre titulaire de la Cour de justice de la République le 18 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme (5 octobre 2017).

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à assurer la sincérité et la fiabilité des comptes des collectivités territoriales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes - Examen des amendements au texte de la commission.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 17 octobre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du**

régime général et de la preuve des obligations [n° 23 (2017-2018)] - (17 octobre 2017) - **Discussion générale** (p. 3806, 3807). - **Article additionnel après l'article 2 (Contrat à exécution successive)** (p. 3809). - **Articles additionnels après l'article 3 (Amélioration de l'attractivité du droit français des contrats)** (p. 3810). - **Article additionnel après l'article 7 (Nullités)** (p. 3828).

- **Débat sur l'intelligence artificielle, les enjeux économiques et les cadres légaux** - (25 octobre 2017) (p. 4149, 4150).

- **Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 45 (2017-2018)]** - (31 octobre 2017) - **Discussion générale** (p. 4256, 4257).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]**

Quatrième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 26 bis (nouveau)** (*Demande de rapport sur les modalités d'attribution des places au sein des établissements et services d'accueil du jeune enfant*) (p. 5197, 5198).

- **Débat sur la politique de la ville : une réforme bien engagée mais fragilisée par un manque de moyens** - (21 novembre 2017) (p. 5429).

- **Débat sur les collectivités locales** - (22 novembre 2017) (p. 7672).

- **Proposition de loi relative aux modalités de dépôt de candidature aux élections [n° 88 (2017-2018)]** - (22 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 7684).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Justice

- (5 décembre 2017) (p. 7248, 7249).

- **Proposition de loi visant à réhabiliter la police de proximité [n° 133 (2017-2018)]** - (13 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 9553, 9554).

- **Proposition de loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations [n° 164 (2017-2018)]** - (18 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10316, 10317). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Rapport du Gouvernement au Parlement sur les conséquences du transfert de la GEMAPI aux EPCI sur la gestion des fleuves*) (p. 10329). (p. 10329). - **Article additionnel après l'article 5 (Financement de la lutte contre le ruissellement fondé sur la taxe GEMAPI)** (p. 10333). (p. 10334).

BELLOUBET (Nicole)
garde des sceaux, ministre de la justice
(à partir du 21 juin 2017)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-748 du 4 mai 2017 relative à l'agent des sûretés [n° 691 (2016-2017)] (28 juillet 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-747 du 4 mai 2017 portant diverses mesures facilitant la prise de décision et la participation des actionnaires au sein des sociétés [n° 51 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (10 juillet 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 608 (2016-2017)** (p. 1972, 1975). (p. 1989, 1992).

- **Suite de la discussion** (11 juillet 2017) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2007). - **Article 1er** (art. 131-26-2 [nouveau], 432-17, 433-22 et 711-1 du code pénal - **Élargissement du champ d'application de la peine complémentaire obligatoire d'inéligibilité**) (p. 2009). (p. 2010). (p. 2011). (p. 2012). - **Article 1er bis (nouveau)** (art. 432-12 du code pénal - **Clarification de la définition du délit de prise illégale d'intérêts**) (p. 2012). - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 2015). - **Article 2** (art. 4 quater de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - **Prévention et**

traitement des conflits d'intérêts des parlementaires et modalités de tenue, dans chaque assemblée, d'un registre public des départs) (p. 2017). (p. 2017). (p. 2019). (p. 2028). (p. 2028). (p. 2029). (p. 2029). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2031). (p. 2031). (p. 2032). (p. 2033). (p. 2034). (p. 2034, 2035). (p. 2036). - **Article 2 bis (nouveau)** (art. 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique - **Modalités de tenue d'un registre des départs des membres du Gouvernement**) (p. 2037, 2038). (p. 2038). (p. 2039). - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 2040). (p. 2040, 2041). (p. 2041). (p. 2046). (p. 2047). (p. 2048). (p. 2049). (p. 2050). (p. 2051). (p. 2051). (p. 2052). - **Article 2 quater (nouveau)** (art. 6 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique - **Exercice direct par la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique de son droit de communication**) (p. 2053). (p. 2054). - **Article additionnel après l'article 2 quater** (p. 2054). - **Titre (Intitulé du Titre III)** (p. 2056). - **Article 3** (art. 10 bis [nouveau] de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique - **Interdiction, pour un membre du Gouvernement, de recruter un membre de sa famille au sein de son cabinet - Déclaration des « emplois croisés »**) (p. 2059). (p. 2060). (p. 2060). (p. 2060). (p. 2060). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2061). (p. 2068). (p. 2068). (p. 2072, 2073). (p. 2073). (p. 2075). (p. 2076). - **Article 4** (art. 8 bis [nouveau] de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - **Interdiction, pour un parlementaire, de recruter un membre de sa famille comme collaborateur - Déclaration des « emplois croisés »**) (p. 2078). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 2080). (p. 2080). (p. 2081).

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2017) - **Demande de réserve** (p. 2092). - **Article 5** (art. 110 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - **Interdiction, pour une autorité territoriale, de recruter un membre de sa famille comme collaborateur**) (p. 2093). (p. 2094). (p. 2095). (p. 2096). - **Article 6** (**Modalités d'entrée en vigueur des modalités de licenciement des collaborateurs « familiaux » de parlementaires ou d'autorités territoriales**) (p. 2098). (p. 2099). (p. 2101). (p. 2102). (p. 2102). (p. 2103). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 2105). - **Article 9** (art. L. 52-7-1 [nouveau],

L. 52-8, L. 52-10, L. 52-12, L. 113-1, L. 388, L. 392, L. 393, L. 558-37, L. 558-46 et L. 562 du code électoral et art. 15 de la loi n° 2016-1048 du 1er août 2016 rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales - Encadrement des prêts consentis à des candidats, information de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques et sanctions pénales en cas de violation des règles relatives aux campagnes électorales (p. 2126). (p. 2127, 2128). (p. 2129). (p. 2129). - **Article 9 bis (nouveau)** (art. L. 52-6 et L. 52-6-1 [nouveau] du code électoral - Facilitation de l'ouverture et du fonctionnement du compte bancaire ou postal pour une campagne électorale) (p. 2131). (p. 2134). (p. 2134). - **Article additionnel après l'article 9 bis** (p. 2135). - **Article 9 ter (nouveau)** (art. L. 52-14 du code électoral - Assistance de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques par des magistrats financiers) (p. 2135). - **Article 10** (art. 16-1 [nouveau] de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique - Création, missions et prérogatives du médiateur du financement des candidats et des partis politiques) (p. 2137). (p. 2138). - **Article 11** (tableau annexé à la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Désignation de la commission permanente compétente pour examiner la candidature à la fonction de médiateur du financement des candidats et des partis politiques) (p. 2138). (p. 2138). - **Article 12 (supprimé)** (Habilitation à légiférer par ordonnance en vue de la création d'une « banque de la démocratie ») (p. 2139). (p. 2142). (p. 2142). - **Demande de priorité** (p. 2142). (p. 2146, 2147). - **Articles additionnels après l'article 7 bis (précédemment réservés)** (p. 2151). (p. 2152). (p. 2153). - **Article additionnel avant l'article 7 ter (précédemment réservé)** (p. 2153). - **Article 13** (Transmission par l'administration fiscale au président de la HATVP d'une attestation concernant la situation fiscale d'un représentant français au Parlement européen - Extension aux représentants français au Parlement européen des incompatibilités relatives à l'exercice de fonctions de conseil) (p. 2155). (p. 2155, 2156). (p. 2156). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 2158). (p. 2160). - **Intitulé du projet de loi** (p. 2162). (p. 2163). - **Demande de seconde délibération** (p. 2165). - **Article 4 (supprimé)** (art. L.O. 146 du code électoral - Extension de l'incompatibilité parlementaire applicable aux fonctions de direction exercées au sein d'une société, d'une entreprise ou d'un organisme) (p. 2166).

- **Projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 608 (2016-2017)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 609 (2016-2017)** - (13 juillet 2017) - **Article 1er** (art. 3 et 4 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel, art. 3 de la loi organique n° 2016-1047 du 1er août 2016 rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des Français établis hors de France - Publicité et contrôle de la déclaration de situation patrimoniale du président de la République - Déclaration d'intérêts et d'activités des candidats à l'élection à la présidence de la République) (p. 2466). (p. 2466). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 2467). (p. 2468). - **Articles additionnels avant le chapitre 1er** (p. 2469). - **Article 2** (art. L.O. 136-4 (nouveau) du code électoral - Transmission par l'administration fiscale aux parlementaires et au bureau de chaque assemblée parlementaire d'une attestation concernant la situation fiscale des parlementaires et nouvelle possibilité de démission d'office du mandat parlementaire par le Conseil constitutionnel) (p. 2470). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2472). (p. 2473). - **Article additionnel après l'article 2 bis** (p. 2474). - **Article 3** (art. L.O. 135-1 du code électoral - Mention dans la déclaration d'intérêts et d'activités des parlementaires des participations leur conférant le contrôle d'une structure dont l'activité consiste « principalement » dans la fourniture de conseils) (p. 2474). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2475). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 2476). - **Article 5** (art. L.O. 146-1 du code électoral - Extension de l'incompatibilité parlementaire relative aux activités de conseil exercées à titre individuel) (p. 2476, 2477). (p. 2478). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 2481). (p. 2484). - **Article 7** (art. L.O. 151-1 du code

électoral - Délai de mise en conformité accordé aux parlementaires pour la nouvelle incompatibilité patrimoniale et coordinations) (p. 2485). (p. 2486). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 2487). (p. 2488). (p. 2489, 2490). - **Article 9** (art. 54 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances - Suppression de la réserve parlementaire - Dotation de soutien à l'investissement des communes et de leurs groupements) (p. 2498, 2499). (p. 2500). (p. 2501). (p. 2503). (p. 2503). (p. 2504). - **Article 9 bis (nouveau)** (Transparence de la réserve ministérielle) (p. 2504, 2505). (p. 2505). - **Article 9 ter (nouveau)** (art. L.O. 135-1 du code électoral ; art. 10-1-2 de la loi organique n° 94-100 du 5 février 1994 sur le Conseil supérieur de la magistrature ; art. 7-3 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Délai de transmission d'une nouvelle déclaration de situation patrimoniale à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique) (p. 2507). - **Article 9 quater (nouveau)** (art. L.O. 135-3 du code électoral - Exercice direct par la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique de son droit de communication) (p. 2507). - **Article additionnel après l'article 9 quater** (p. 2508). - **Article 10** (tableau annexé à la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Soumission de la nomination du médiateur du financement des candidats et des partis politiques à l'avis des commissions parlementaires) (p. 2508). - **Intitulé du projet de loi organique** (p. 2509). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2512).

- **Question orale sans débat sur la présence judiciaire dans l'Aisne** - (25 juillet 2017) (p. 2982).

- **Projet de loi pour la confiance dans la vie politique - Commission mixte paritaire [n° 700 (2016-2017)]** - (2 août 2017) - **Discussion générale** (p. 3516, 3518). - **Article 1er** (Élargissement du champ d'application de la peine complémentaire obligatoire d'inéligibilité) (p. 3540). (p. 3540). - **Article 2 quater** (Exercice d'un droit de communication directe par la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique) (p. 3541). - **Article 3 ter A** (Déclaration au bureau de l'assemblée concernée des fonctions des collaborateurs parlementaires au sein d'un parti ou groupement politique et de leurs activités au profit de représentants d'intérêts) (p. 3541).

- **Projet de loi organique pour la confiance dans la vie politique - Nouvelle lecture [n° 709 (2016-2017)]** - (4 août 2017) - **Discussion générale** (p. 3572, 3574). - **Article 8 bis** (p. 3586, 3587). (p. 3587). - **Article 9** (Création d'une dotation de solidarité locale en substitution de la réserve parlementaire) (p. 3592, 3594). (p. 3595). - **Article 9 bis** (Publication de critères d'éligibilité et de la liste des subventions accordées au titre de la « réserve ministérielle ») (p. 3596). - **Article 13** (Modalités d'application de l'article 9) (p. 3598).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations [n° 23 (2017-2018)]** - (17 octobre 2017) - **Discussion générale** (p. 3799, 3801). (p. 3808, 3809). - **Articles additionnels après l'article 3** (Amélioration de l'attractivité du droit français des contrats) (p. 3810). - **Article 4 (nouveau)** (art. 1117, 1119, 1123 et 1124 du code civil - L'offre de contrat, le pacte de préférence et la promesse unilatérale de contrat) (p. 3810). (p. 3811). - **Article 5 (nouveau)** (art. 1130, 1132, 1137, 1138, et 1143 du code civil - Les vices du consentement) (p. 3812). (p. 3813). (p. 3814). (p. 3814, 3815). (p. 3816).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la prise en charge des mineurs étrangers non accompagnés** - (17 octobre 2017) (p. 3817).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations [n° 23 (2017-2018)] (suite)** - (17 octobre 2017) - **Article 6 (nouveau)** (art. 1145, 1158 et 1161 du code civil - La capacité des personnes morales et les règles de représentation dans la formation du contrat) (p. 3825). - **Article 7 (nouveau)**

(art. 1162, 1165, 1166, 1167, 1170 et 1171 du code civil - Le contenu du contrat) (p. 3827). (p. 3827). (p. 3827). (p. 3828). - **Article additionnel après l'article 7** (Nullités) (p. 3829). - **Article 8 (nouveau)** (art. 1195 et 1213 à 1215 du code civil et art. L. 211-40-1 [nouveau] du code monétaire et financier - Le régime de l'imprévision et la durée du contrat) (p. 3830). (p. 3830, 3831). (p. 3832). (p. 3832). - **Article 9 (nouveau)** (art. 1217, 1221, 1223, 1225, 1226 et 1230 du code civil - Les sanctions de l'inexécution du contrat) (p. 3832). (p. 3833). (p. 3834). - **Article 10 (nouveau)** (art. 1304-4 et 1305-5 du code civil - Renonciation modalités à la condition suspensive) (p. 3834, 3835). - **Article 11 (nouveau)** (art. 1216-1, 1216-3 et 1327 du code civil - La cession de dette - Suppression de l'exigence d'écrit à peine de nullité pour la cession de dettes) (p. 3835). - **Article 13 (nouveau)** (art. 1343-3 du code civil - Paiement d'une obligation de somme d'argent en devises) (p. 3836). - **Article 15 (nouveau)** (art. 9 de l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations - Les conditions du maintien de la loi ancienne pour les contrats conclus avant le 1er octobre 2016) (p. 3837). (p. 3838).

- **Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice [n° 34 (2017-2018)]** - (24 octobre 2017) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 35 (2017-2018)** (p. 3984, 3987). - **Annexe** (p. 4018). (p. 4018). - **Article 2** (Programmation de la progression des crédits de la mission « Justice » et de ses programmes sur la période 2018-2022) (p. 4020). (p. 4020). - **Article 3** (Programmation de la progression des emplois de la mission « Justice » et de ses programmes sur la période 2018-2022) (p. 4021). - **Article 4** (Programmation de la progression du nombre des conciliateurs de justice sur la période 2018-2022) (p. 4022). - **Article 6** (art. L. 111-13 du code de l'organisation judiciaire et art. L. 10 du code de justice administrative - Renforcement du cadre juridique de la mise à disposition du public des décisions de justice) (p. 4023). - **Article 7** (art. 66-1-1 [nouveau] de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - Fixation d'un cadre juridique pour les sites internet de prestations juridiques et d'aide à la saisine de la justice) (p. 4024). (p. 4024). - **Article 8** (art. 4-2 et 4-3 [nouveaux] de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXIe siècle - Fixation d'un cadre juridique pour les dispositifs de règlement alternatif des litiges en ligne et création d'un service public gratuit en ligne d'aide à la résolution amiable des litiges) (p. 4025). (p. 4026). - **Article 9** (art. L. 421-7-1 [nouveau] du code de l'organisation judiciaire - Attribution à la Cour de cassation d'un rôle de surveillance des différentes utilisations des données judiciaires mises à la disposition du public) (p. 4027). - **Article 10** (art. L. 121-1, L. 121-4, L. 122-1, L. 122-2, L. 123-1, L. 123-4, L. 211-1, L. 211-2, L. 211-3, L. 211-4, L. 211-4-2 et L. 211-4-3 [nouveaux], L. 211-5, L. 211-6, L. 211-7, L. 211-8, L. 211-9-2, L. 211-10, L. 211-11, L. 211-11-1, L. 211-12, L. 211-13, L. 211-14, L. 212-1, L. 212-2, L. 212-3, L. 212-4, L. 212-6, L. 212-7 [nouveau], L. 213-1, L. 213-2, L. 213-3, L. 213-4, L. 213-4-1 [nouveau], L. 213-5, L. 213-7, L. 213-9, L. 214-1, L. 214-2, L. 215-1, L. 215-2, L. 215-3 à L. 215-6 [nouveaux], L. 216-1, L. 216-2, L. 217-1 et L. 217-2 du code de l'organisation judiciaire et art. L. 621-2, L. 722-4, L. 722-7, L. 722-10, L. 731-1, L. 731-2, L. 731-3, L. 732-3, L. 732-4, L. 743-4, L. 743-6, L. 743-7, L. 743-8, L. 743-9, L. 743-10 et L. 744-1 du code de commerce - Création du tribunal de première instance, en principe départemental, regroupant le tribunal de grande instance et le tribunal d'instance et doté de plusieurs sites sous forme de chambres détachées) (p. 4030). (p. 4031). (p. 4032). (p. 4033). (p. 4033). - **Article additionnel avant l'article 12** (Rapport sur l'impact du recours à la conciliation) (p. 4034). - **Article 12** (art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXIe siècle - Renforcement du rôle des conciliateurs de justice) (p. 4035). - **Article 13** (Intitulé du chapitre III bis du titre II du livre Ier, art. L. 123-4 et L. 123-5 [nouveau] du code de l'organisation judiciaire, art. 20 de la loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative -

Accomplissement de missions de conciliation par des « délégués du juge », recrutés sous le statut de juristes assistants) (p. 4036). - **Article 15** (art. L. 611-2, L. 611-2-1, L. 611-3, L. 611-4, L. 611-5, L. 621-2, L. 662-3, L. 662-6, L. 713-6, L. 713-7, L. 713-11, L. 713-12, L. 721-1, L. 721-2, L. 721-3, L. 721-3-1, L. 721-4, L. 721-5, L. 721-6, L. 721-7, L. 721-8, L. 722-1, L. 722-2, L. 722-3, L. 722-3-1, L. 722-4, L. 722-5, L. 722-6, L. 722-6-1, L. 722-6-2, L. 722-6-3, L. 722-7, L. 722-8, L. 722-9, L. 722-10, L. 722-11, L. 722-12, L. 722-13, L. 722-14, L. 722-15, L. 722-16, L. 722-17, L. 722-18, L. 722-19, L. 722-20, L. 722-21, L. 723-1, L. 723-3, L. 723-4, L. 723-7, L. 723-9, L. 723-10, L. 723-11, L. 723-12, L. 724-1, L. 724-1-1, L. 724-2, L. 724-3, L. 724-3-1, L. 724-3-3, L. 724-4, L. 724-7, L. 731-2, L. 731-4, L. 732-1, L. 732-2, L. 732-3, L. 732-4, L. 732-5, L. 732-6, L. 732-7, L. 741-1, L. 741-2, L. 742-1, L. 742-2, L. 743-1, L. 743-2, L. 743-3, L. 743-4, L. 743-5, L. 743-6, L. 743-7, L. 743-8, L. 743-12, L. 743-12-1, L. 743-13, L. 743-14, L. 743-15, L. 744-1 et L. 744-2 du code de commerce, art. L. 351-2 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 215-1 et L. 261-1 du code de l'organisation judiciaire - Extension de la compétence des tribunaux de commerce, renommés tribunaux des affaires économiques, aux agriculteurs, professionnels libéraux et personnes morales de droit privé non commerçantes) (p. 4039). - **Article 17** (art. L. 124-1 [nouveau] du code de l'organisation judiciaire - Instauration d'un mécanisme consultatif permanent d'évaluation périodique de la carte judiciaire) (p. 4040). - **Article 18** (art. 1635 bis *Q* [nouveau] du code général des impôts - Rétablissement de la contribution pour l'aide juridique, modulable de 20 à 50 euros) (p. 4042, 4043). - **Article 19** (art. 18-1 [nouveau] de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Consultation obligatoire d'un avocat avant toute demande d'aide juridictionnelle) (p. 4044). - **Articles additionnels avant l'article 23** (p. 4045). (p. 4045). (p. 4046). - **Article 27** (art. 132-25, 132-26-1, 132-27 du code pénal et art. 474, 732-15, 723-15-1, 723-17, 723-17-1 et 747-2 du code de procédure pénale - Clarification du régime d'aménagement des peines d'emprisonnement) (p. 4050). - **Article 27 bis (nouveau)** (art. 709-2 du code de procédure pénale - Rapport annuel sur l'exécution des peines) (p. 4050). - **Article 28** (art. 131-36-1, art. 131-36-2 et 132-36-3 [abrogés], 131-36-4, 131-36-12, art. 221-9-1 et 221-15 [abrogés], art. 222-48-1, art. 222-65, 224-10, 227-31 et 421-8 [abrogés] du code pénal et art. 763-3, 763-5 et 763-10 du code de procédure pénale - Elargissement du champ d'application du suivi socio-judiciaire) (p. 4051). - **Articles additionnels après l'article 28** (Prévention de la surpopulation carcérale - Identification des détenus en fin de peine) (p. 4052, 4053). (p. 4053, 4054).

- **Proposition de loi organique pour le redressement de la justice [n° 35 (2017-2018)]** - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 34 (2017-2018)** (p. 3984, 3987). - (24 octobre 2017) - **Article 1er** (art. 7 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances - Identification des crédits alloués à l'autorité judiciaire au sein de la mission « Justice » et exonération de ces crédits de la procédure de mise en réserve budgétaire) (p. 4055). - **Article 2** (art. 2 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Mise en place de durées minimale et maximale d'affectation dans une même juridiction pour tous les magistrats) (p. 4056, 4057). (p. 4057). - **Article 12** (art. 38-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Mise en place d'une durée minimale d'exercice des fonctions de procureur général près une même cour d'appel) (p. 4061).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir des jeunes à la sortie des centres éducatifs fermés** - (23 novembre 2017) (p. 6325).

- **Débat sur le retour des djihadistes en France** - (13 décembre 2017) (p. 9585, 9586). (p. 9586, 9587). (p. 9587). (p. 9587). (p. 9588). (p. 9588). (p. 9589). (p. 9589). (p. 9590). (p. 9590, 9591). (p. 9591). (p. 9592). (p. 9592, 9593). (p. 9593). (p. 9594). (p. 9594, 9595). (p. 9595). (p. 9595, 9596).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la prison de Valence** - (14 décembre 2017) (p. 9641, 9642).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'obligation d'accès aux cantines scolaires** - (14 décembre 2017) (p. 9642).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la circulaire relative au recensement des migrants en centre d'accueil d'urgence** - (14 décembre 2017) (p. 9649, 9650).

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la position de la France sur la protection des données personnelles numériques** - (19 décembre 2017) (p. 10414).

BENBASSA (Esther)
sénatrice (Val-de-Marne)
Écologiste, puis NI
(jusqu'au 1er octobre 2017)
sénatrice (Paris)
CRCE-R
(à partir du 2 octobre 2017)

Réélue le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 4 octobre 2017 ; vice-présidente de la commission jusqu'au 3 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer le 18 octobre 2017, puis vice-présidente le 9 novembre 2017.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Tâtonnements et impasses des politiques de « déradicalisation » - Bilan d'étape [n° 438 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Cinq ans pour sauver la justice ! [n° 495 (2016-2017)] (4 avril 2017) - **Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 600 (2016-2017)] (29 juin 2017) - **Aménagement du territoire**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Les politiques de « déradicalisation » en France : changer de paradigme [n° 633 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à réhabiliter la police de proximité [n° 715 (2016-2017)] (11 septembre 2017) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à renforcer la définition des agressions sexuelles et du viol commis sur des mineur.e.s de moins de 15 ans [n° 55 (2017-2018)] (30 octobre 2017) - **Famille**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la sécurité publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 24 janvier 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la sécurité publique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale (deuxième lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 21 février 2017 (*commission des lois*) : Mission d'information « Désendoctrinement, désembrigadement et réinsertion des djihadistes en France et en Europe » - Communication.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des lois*) : Mission d'information « Désendoctrinement, désembrigadement et réinsertion des djihadistes en France et en Europe » - Examen du rapport.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission des lois*) : Constitution du bureau.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Nomination des rapporteurs pour avis.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice - Proposition de loi organique pour le redressement de la justice - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice - Proposition de loi organique pour le redressement de la justice - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des lois*) : Dématérialisation des documents utilisés pour les réunions de commission - Communication.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Finalisation du programme de travail de la délégation.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Justice » - Programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à réhabiliter la police de proximité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des lois*) : Prise en charge des djihadistes français et de leurs familles de retour d'Irak et de Syrie - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport portant avis sur la recevabilité de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à la composition de la cour d'assises de l'article 698-6 du code de procédure pénale [n° 86 (2016-2017)]** - (10 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 11, 12).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la gestion des migrants par les policiers** - (12 janvier 2017) (p. 206).

- **Projet de loi relatif à la sécurité publique [n° 310 (2016-2017)]** - (24 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 799, 800). - **Article 1er** (art. L. 435-1 [nouveau], L. 214-2, L. 214-3 [abrogé] et L. 511-5-1 [nouveau] du code de la sécurité intérieure, art. 56 et 61 du code des douanes, art. L. 2338-3 du code de la défense, art. 122-4-1 [abrogé] du code pénal et art. 12 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire - Création d'un régime unifié d'usage des armes applicable aux membres des forces de sécurité intérieure) (p. 808, 809). (p. 809). (p. 809). (p. 811). - **Article 2** (art. 15-4 [nouveau] du code de procédure pénale et art. 55 bis [nouveau] du code des douanes - Protection de l'identité de certains agents intervenant dans les procédures judiciaires et douanières) (p. 815).

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 332 (2016-2017)]** - (31 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 1024). - **Article 5** (art. 148-1-1 et 187-3 du code de procédure pénale - Élargissement du champ d'application du référé-détention) (p. 1033). - **Article 6** (art. 495 et 495-17-1 [nouveau] du code de procédure pénale - Élargissement du champ de l'amende forfaitaire) (p. 1046). - **Article 8** (art. 132-18-1 [nouveau] du code pénal ; art. 362 du code de procédure pénale - Rétablissement des peines minimales d'emprisonnement) (p. 1051). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. 132-25, 132-26-1 et 132-27 du code pénal - Réduction des facultés d'aménagement ab initio des peines d'emprisonnement) (p. 1052). - **Article 10** (art. 132-29, 132-35, 132-36, 132-37, 132-38 et 132-39 du code pénal ; art. 735 [abrogé] et 735-1 du code de procédure pénale - Révocation automatique du sursis simple et de son caractère intégral) (p. 1053). - **Article 11** (art. 132-42, 132-47 à 132-50 du code pénal - Modification des règles de révocation du sursis avec mise à l'épreuve) (p. 1054). - **Article 14** (art. 179 du code de procédure pénale - Modification des critères de maintien en détention provisoire) (p. 1055). - **Article 17** (art. 132-4 du code pénal - Réduction du champ de la confusion des peines) (p. 1056). - **Article 18** (art. 132-16-5 du code pénal - Aggravation de la peine à raison de l'état de récidive légale) (p. 1057). - **Article 21** (titre Ier bis et section 1 bis [abrogés] du chapitre II du titre II du livre V, art. 74-2, 230-19, 474, 707, 712-11, 721-2, 730, 774 du code de procédure pénale et art. 131-3 [abrogé], 131-4-1 [abrogé] et 131-9 du code pénal - Suppression de la contrainte pénale et de la libération sous contrainte) (p. 1061). - **Article 23** (art. 717-1 du code de procédure pénale - Affectation des détenus dans des centres à sécurité adaptée) (p. 1063). - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (art. 474 et 723-15 du code de procédure pénale - Abaissement du seuil d'aménagement ab initio des peines d'emprisonnement pour les personnes condamnées non incarcérées) (p. 1065). - **Article 24 bis (nouveau)** (art. 149 du code de procédure pénale - Ajout d'une nouvelle exception au principe de réparation intégrale du préjudice causé par une détention provisoire en cas de non-lieu) (p. 1065). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1068).

- **Débat sur le thème « Violences sexuelles, aider les victimes à parler »** - (2 février 2017) - au nom du groupe écologiste (p. 1217, 1218).

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale - Deuxième lecture [n° 348 (2016-2017)]** - (7 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1266, 1267). - **Article 3** (art. 213-5, 215-4, 221-18 et 462-10 du code pénal [abrogés], art. 706-25-1 et 706-175 [abrogés] et 706-31 du code de procédure pénale, art. L. 211-12, L. 212-37, L. 212-38 et L. 212-39 du code de justice militaire, art. 351 du code des douanes et art. 65 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - Prescription de l'action publique et de l'action civile des abus de la liberté d'expression commis sur internet - Prescription de l'action de l'administration des douanes - Coordinations) (p. 1272).

- **Mise au point au sujet de votes** - (7 février 2017) (p. 1274).

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain - Nouvelle lecture [n° 315 (2016-2017)]** - (7 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1281).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à Aulnay-sous-Bois (I)** - (9 février 2017) (p. 1393). (p. 1393).

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale - Nouvelle lecture [n° 408 (2016-2017)]** - (15 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1565, 1566). - **Article 3** (Prescription de l'action publique et de l'action civile des abus de la liberté d'expression commis sur internet - Prescription de l'action de l'administration des douanes - Coordinations) (p. 1567).

- **Projet de loi relatif à la sécurité publique - Commission mixte paritaire [n° 400 (2016-2017)]** - (16 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1597, 1598).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à renforcer la lutte contre l'exposition aux perturbateurs endocriniens [n° 236 (2016-2017)]** - (22 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1725, 1726).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 592 (2016-2017)]** - (4 juillet 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1893).

- **Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme [n° 630 (2016-2017)]** - (18 juillet 2017) - **Article 1er** (art. L. 226-1 [nouveau], L. 511-1, L. 613-1 et L. 613-2 du code de la sécurité intérieure - Périmètres de protection) (p. 2641). - **Article 2** (art. L. 227-1 et L. 227-2 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Fermeture administrative des lieux de culte) (p. 2647, 2648). (p. 2648). (p. 2649). - **Article 3** (art. L. 228-1, L. 228-2, L. 228-3, L. 228-4, L. 228-5, L. 228-6 et L. 228-7 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Régime de contrôle administratif et de surveillance des personnes constituant une menace grave pour la sécurité et l'ordre publics) (p. 2653, 2654). - **Article 4** (art. L. 229-1, L. 229-2, L. 229-3, L. 229-4, L. 229-5 et L. 229-6 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Visites domiciliaires et saisies) (p. 2673). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 2678). - **Article 5** (art. 17 de la loi n° 2013-1168 du 18 décembre 2013 relative à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale - Pérennisation du traitement relatif aux données des transporteurs aériens dit « système API-PNR France ») (p. 2680). - **Article 10** (art. 78-2 du code de procédure pénale ; art. 67 quater du code des douanes - Contrôles d'identité dans les zones frontalières) (p. 2692, 2693). (p. 2693). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2697).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (25 juillet 2017) - **Article 1er** (Habilitation du Gouvernement à prendre diverses ordonnances pour renforcer la place de l'accord d'entreprise) (p. 3011).

- **Suite de la discussion** (26 juillet 2017) - **Article 2** (Nouvelle organisation du dialogue social et rénovation de l'exercice des responsabilités syndicales en entreprise) (p. 3085).

- **Projet de loi pour la confiance dans la vie politique - Commission mixte paritaire [n° 700 (2016-2017)]** - (2 août 2017) - **Discussion générale** (p. 3519, 3520).

- **Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice [n° 34 (2017-2018)]** - (24 octobre 2017) - **Article 8** (art. 4-2 et 4-3 [nouveaux] de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle - Fixation d'un cadre juridique pour les dispositifs de règlement alternatif des litiges en ligne et création d'un service public gratuit en ligne d'aide à la résolution amiable des litiges) (p. 4025). - **Article 11** (art. L. 121-3 et L. 123-1-1 [nouveau] du code de l'organisation judiciaire - Garanties statutaires pour les magistrats et les personnels de greffe dans le cadre du tribunal de première instance) (p. 4034). - **Article 18** (art. 1635 bis Q [nouveau] du code général des impôts - Rétablissement de la contribution pour l'aide juridique, modulable de 20 à 50 euros) (p. 4042). - **Article 27** (art. 132-25, 132-26-1, 132-27 du code pénal et art. 474, 732-15, 723-15-1, 723-17, 723-17-1 et 747-2 du code de procédure pénale - Clarification du régime d'aménagement des peines d'emprisonnement) (p. 4048). - **Articles additionnels après l'article 28** (Prévention de la surpopulation carcérale - Identification des détenus en fin de peine) (p. 4053). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4054).

- **Proposition de loi organique pour le redressement de la justice [n° 35 (2017-2018)]** - (24 octobre 2017) - **Article 4** (art. 3-2 et 21-2 [nouveaux] de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Nouvelles possibilités de collaboration entre magistrats du siège) (p. 4058).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sélection à l'université** - (31 octobre 2017) (p. 4270).

- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement [n° 43 (2017-2018)]** - (8 novembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4460).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les élus interdits d'entrée en Israël** - (14 novembre 2017) (p. 4914). (p. 4915).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]**

Quatrième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 35** (art. L. 162-31-1 et L. 221-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 1433-1 du code de la santé publique, art. 43 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Cadre d'expérimentations pour l'innovation dans le système de santé) (p. 5228).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi relatif à l'enseignement supérieur** - (23 novembre 2017) (p. 6326).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les crédits consacrés à la lutte contre les violences faites aux femmes** - (28 novembre 2017) (p. 6774).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (30 novembre 2017) - **État B** (p. 6948, 6949).

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (5 décembre 2017) - **Article additionnel après l'article 62 quater** (Rapport du Gouvernement sur l'attestation de contrôle d'identité) (p. 7214).

Immigration, asile et intégration

- (5 décembre 2017) (p. 7220). (p. 7223). (p. 7224).

- **Proposition de loi visant à réhabiliter la police de proximité [n° 133 (2017-2018)]** - (13 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 9554, 9555). (p. 9556). - **Article 1er** (Définition des objectifs et grands principes d'une police de proximité) (p. 9559). - **Article 3** (Création d'une direction générale de la police de proximité au ministère de l'intérieur) (p. 9561).

- **Débat sur le retour des djihadistes en France** - (13 décembre 2017) (p. 9587). (p. 9587). (p. 9594).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité [n° 162 (2017-2018)]** - (19 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10469).

BÉRIT-DÉBAT (Claude)
sénateur (Dordogne)
SOCR

Vice-président du Sénat jusqu'au 3 octobre 2017 ; a présidé les séances des 17, 26, 31 janvier, 16 février, 11, 18, 20, 26 et 27 juillet 2017.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 5 octobre 2017 ; membre de la commission jusqu'au 4 octobre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement (31 octobre 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement (15 novembre 2017).

Membre titulaire de la Commission nationale des services jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Rapport d'information : Bilan de l'application des lois significatives du quinquennat au 31 décembre 2016 [n° 396 (2016-2017)] (13 février 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique visant à améliorer la qualité des études d'impact des projets de loi [n° 610 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instituer le Conseil parlementaire d'évaluation des politiques publiques et du bien-être [n° 611 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information ; Bilan annuel de l'application des lois au 31 mars 2017 [n° 677 (2016-2017)] (21 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Patrick Jeantet, président de SNCF Réseau.

Suivi quinquennal de l'application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Couverture numérique du territoire - Table ronde.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Constitution du bureau.

Projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi tendant à simplifier certaines obligations applicables aux collectivités territoriales dans le domaine du service public d'eau potable - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et

portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Examen du rapport pour avis.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen du rapport pour avis sur la première partie.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Biodiversité - transition énergétique » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Prévention des risques » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Audition de M. Sébastien Lecornu, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports aériens » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau** [n° 247 (2016-2017)] - (21 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1663, 1665).

- **Débat sur le bilan de l'application des lois** - (21 février 2017) - président de la délégation du Bureau chargée du travail parlementaire, du contrôle et des études (p. 1690, 1691).

- **Projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique** [n° 608 (2016-2017)] - (13 juillet 2017) - **Article 9** (art. 54 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances - Suppression de la réserve parlementaire - Dotation de soutien à l'investissement des communes et de leurs groupements) (p. 2495, 2496).

- **Question orale sans débat sur la réhabilitation de la ligne Libourne-Bergerac-Sarlat** - (25 juillet 2017) (p. 2984, 2985).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions**

susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement [n° 9 (2017-2018)] - (10 octobre 2017) - **Article 2** (*Mise en cohérence du vocabulaire de plusieurs codes*) (p. 3679).

- **Débat sur l'aménagement du territoire : plus que jamais une nécessité** - (25 octobre 2017) (p. 4184). (p. 4184).

- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement [n° 43 (2017-2018)]** - (7 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4359, 4360). - **Article 1er** (art. L. 111-1, art. L. 111-4 à L. 111-9 [nouveaux] du code minier - Arrêt progressif de la recherche et de l'exploitation des hydrocarbures) (p. 4375). - **Article 2** (Application de l'article 1er aux demandes de titres nouvelles ou en cours d'instruction) (p. 4390). - **Article 2 ter** (art. L. 163-11 et art. L. 163-11-1 [nouveau] du code minier - Possibilité de conversion ou de cession des ouvrages pour d'autres usages du sous-sol) (p. 4398). - **Article 3** (Loi n° 2011-835 du 13 juillet 2011 - Interdiction de la recherche et de l'exploitation des hydrocarbures dits « non conventionnels ») (p. 4400).

(p. 4401). - **Article 3 bis** (*Rapport sur l'accompagnement des entreprises et des personnels et sur la reconversion des territoires*) (p. 4404). (p. 4405).

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2017) - **Article 5 bis** (art. L. 341-2, L. 342-3 et L. 342-7, Art. L. 342-7-1 et L. 345-1 à L. 345-7 [nouveaux] du code de l'énergie - Régulation du raccordement en mer d'énergies renouvelables et définition des réseaux intérieurs des bâtiments) (p. 4435). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4459).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la COP23** - (9 novembre 2017) (p. 4669).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (15 novembre 2017) - **Article 9** (art. L. 131-6-4 [nouveau] et L. 161-1-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 5141-1 du code du travail - Réforme de l'ACCRE et encouragement des petites activités) (p. 5026).

BERSON (Michel)
sénateur (Essonne)
SOCR, puis LaREM

Non réélu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 643 (2016-2017)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 645 tome 2 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Budget**.

BERTHET (Martine)
sénatrice (Savoie)
LR

Élue le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 4 octobre 2017.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : L'Agence nationale de la recherche : une ambition à retrouver pour le financement de la recherche sur projets [n° 684 (2016-2017)] (26 juillet 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des finances*) : « Adapter l'impôt sur les sociétés à une économie ouverte » - Audition de M. Didier Migaud, président du Conseil des prélèvements obligatoires (CPO).

Réunion du jeudi 13 juillet 2017 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Échange de vues.

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Agence nationale de la recherche (ANR) et financement de la recherche sur projets - Communication.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la Conférence nationale des territoires (II)** - (20 juillet 2017) (p. 2828).

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 18 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 30 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées sous tutelle ou sous curatelle [n° 95 (2017-2018)] (16 novembre 2017) - **Famille**.

Proposition de loi relative à l'amélioration du fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre [n° 151 (2017-2018)] (8 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Article 13 de la Constitution - Audition de Mme Dominique Le Guludec, candidate proposée par le président de la République à la présidence de la Haute Autorité de santé.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*délégation aux entreprises*) : Questions diverses.

Réunion du mardi 28 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Travail et emploi » - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du jeudi 14 décembre 2017 (*délégation aux entreprises*) : Communication de Mme Elisabeth Lamure sur les

principales dispositions du projet de loi de finances rectificative intéressant les entreprises.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2018** [n° 107 (2017-2018)]

Première partie :

- (27 novembre 2017) - **Article 16** (*art. L. 1613-1, art. L. 2335-3, art. L. 3334-17 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B, art. 1586 B et art. 1648 A du code général des impôts, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 49 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 6 de la loi n° 87-1317 de finances pour 1987 du 30 décembre 1986, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 2, art. 77 et art. 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 de finances pour 2011, art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Fixation pour 2018 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL*) (p. 6662, 6663). (p. 6663). (p. 6669).

BERTRAND (Alain)
sénateur (Lozère)
RDSE

Réélu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'énergie jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la forêt et du bois.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à garantir le principe de l'indépendance de la justice [n° 443 (2016-2017)] (23 février 2017) - **Justice**.

Proposition de loi relative au rétablissement des critères de classement des communes situées en zone de revitalisation rurale tels qu'ils existaient avant l'adoption de la loi de finances rectificative du 29 décembre 2015 [n° 478 (2016-2017)] (27 mars 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à garantir la représentation des communes déléguées au sein des communes nouvelles [n° 620 (2016-2017)] (6 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi sur le régime de l'exécution des peines des auteurs de violences conjugales [n° 621 (2016-2017)] (11 juillet 2017) - **Famille**.

Proposition de loi visant à intégrer dans la loi un objectif national de désenclavement [n° 679 (2016-2017)] (21 juillet 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1019 du 27 juillet 2016 relative à l'autoconsommation d'électricité et n° 2016-1059 du 3 août 2016 relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Propositions de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires et relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et au développement du biocontrôle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition conjointe de représentants des industries des métiers d'art et du luxe : MM. Pascal Morand, président exécutif de la Fédération française de la couture, du prêt-à-porter des couturiers et des créateurs de mode, Pascal Rousseau, secrétaire général de Richemont Holding France, Francis Chauveau, directeur industriel de Puiforcat, Mme Bernadette Pinet-Cuoq, présidente déléguée de

l'Union française de la bijouterie, joaillerie, orfèvrerie, des pierres et des perles, et M. Jean Cassegrain, directeur général de Longchamp.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - États généraux de l'alimentation - Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la téléphonie mobile** - (31 janvier 2017) (p. 1036). (p. 1036).

- **Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre - Nouvelle lecture [n° 159 (2016-2017)]** - (1er février 2017) - **Discussion générale** (p. 1147, 1148). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1154).

- **Proposition de loi visant à mettre en place une stratégie nationale d'utilisation du transport sanitaire hélicoptéré [n° 324 (2016-2017)]** - (1er février 2017) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 1155, 1157).

- **Proposition de loi relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et au développement du biocontrôle [n° 345 (2016-2017)]** - (7 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1244, 1245). - **Article 1er** (*art. L. 143-15-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Obligation pour les sociétés d'acquérir des terres agricoles à travers une société de portage*

foncier) (p. 1251). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1264).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la suppression de postes de fonctionnaires** - (14 février 2017) (p. 1437). (p. 1438).

- **Proposition de loi relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et au développement du biocontrôle - Commission mixte paritaire [n° 386 (2016-2017)]** - (15 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1520).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)]** - (21 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1667).

- **Débat sur le thème « Quel rôle les professions paramédicales peuvent-elles jouer dans la lutte contre les déserts médicaux ? »** - (22 février 2017) (p. 1767, 1768).

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (5 juillet 2017) (p. 1927, 1929).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (11 juillet 2017) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2034).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la Conférence nationale des territoires (I)** - (20 juillet 2017) (p. 2827).

BERTRAND (Anne-Marie)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
LR

Devenue sénateur le 23 septembre 2017 (en remplacement de M. Jean-Claude Gaudin, démissionnaire de son mandat).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 18 octobre 2017.

Membre titulaire de l'Observatoire des espaces naturels, agricoles et forestiers le 13 décembre 2017.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Constitution du bureau.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - États généraux de l'alimentation - Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (7 décembre 2017) (p. 7412, 7413).

BIGNON (Jérôme)
sénateur (Somme)
LR, puis RTLI, puis LIRT

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Secrétaire de la délégation sénatoriale aux outre-mer jusqu'au 17 octobre 2017.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques le 18 octobre 2017.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat le 9 novembre 2017.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité des mesures de compensation des atteintes à la biodiversité engagées sur des grands projets d'infrastructures, intégrant les mesures d'anticipation, les études préalables, les conditions de réalisation et leur suivi jusqu'au 12 juin 2017.

Membre titulaire du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre titulaire du Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR) jusqu'au 20 mars 2017.

Membre suppléant du Conseil consultatif des terres australes et antarctiques françaises.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence française de la biodiversité.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

Membre titulaire du conseil de surveillance de la société du canal Seine-Nord Europe le 22 février 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article premier de la Constitution pour y inscrire le principe d'égalité devant la loi sans distinction de sexe [n° 454 (2016-2017)] (8 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à réaffirmer le principe d'égalité entre femmes et hommes et à renforcer la laïcité [n° 460 (2016-2017)] (9 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi organique tendant à garantir l'ancrage territorial des sénateurs [n° 634 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable : La France face au défi de la mise en œuvre des objectifs de développement durable [n° 678 (2016-2017)] (21 juillet 2017) - **Environnement**.

Proposition de loi visant à créer un fonds national d'investissement en faveur des petites communes [n° 89 (2017-2018)] (15 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de représentants de l'Association des sociétés françaises d'autoroutes (ASFA) : MM. Marc Bouron, directeur général de Cofiroute, Nicolas Orset, directeur adjoint de la construction du groupe Autoroutes Paris-Rhin-Rhône (APRR), Arnaud Hary, directeur du développement des concessions de Sanef, et Christophe Boutin, adjoint au délégué général.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement de la commission en Californie - Communication.

Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 janvier 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de MM. Jean-Pierre Poly, directeur général de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS), Guillaume Rousset, directeur de la recherche et de l'expertise de l'ONCFS, Jean-Michel Zammite, directeur du contrôle des usages et de l'action territoriale, et Mme Véronique de Crespin de Billy, chef de projet appui technique, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA).

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de MM. Bruno Léchevin, président, et Fabrice Boissier, directeur général délégué, de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).

Audition de MM. Patrick Jeantet, président-directeur général, Bernard Torrin, directeur de l'environnement et du développement durable de SNCF Réseau et Mme Corinne Roecklin.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement de la commission à Marrakech dans le cadre de la COP22 - Communication.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de M. Philippe Barbedienne, directeur de la Fédération des sociétés pour l'étude, la protection et l'aménagement de la nature dans le Sud-Ouest (SEPANSO).

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Philippe Martin, candidat proposé aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité.

Réunion du mardi 7 février 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de M. Fabien Raynaud, président de la 6e chambre de la section du contentieux du Conseil d'État.

Réunion du jeudi 9 février 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de M. Rouchdy Kbaier, Mme Claude Brévan, membres de la commission du dialogue, M. Ghislain de Marsily, président, Mme Véronique de Crespin de Billy, et MM. Julien Tournebize et Serge Muller, rapporteurs, du collège des experts scientifiques

relatif à l'évaluation de la méthode de compensation des incidences sur les zones humides.

Audition du Conseil national de l'expertise foncière agricole et forestière (CNEFAF) : MM. François Paliard, vice-président, Alban le Cour Grandmaison, spécialiste des systèmes géographiques, Gilles Barreau, expert forestier, Thierry Routier, expert foncier et agricole, et Philippe Gourmain, président d'Experts forestiers de France (EFF).

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de Mme Anne Guerrero (SNCF Réseau), MM. Joachim Lémeri (Eiffage Concessions), Jean-François Lesigne (Réseau de transport d'électricité, RTE), Mme Laetitia Mahenc (Transports infrastructures gaz France, TIGF) et M. Bertrand Seurret (GRT Gaz), membres du Club infrastructures linéaires et diversité (CILB).

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à la mise en œuvre effective du droit à l'eau potable et à l'assainissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 23 février 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de MM. Benoît Biteau, président du conservatoire d'espaces naturels de Poitou-Charentes, Frédéric Breton, directeur du conservatoire d'espaces naturels Centre-Val de Loire, et Emmanuel Michau, administrateur de Réserves naturelles de France.

Réunion du mercredi 5 avril 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Examen du projet de rapport.

Réunion du mercredi 19 avril 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Contrat de performance État-SNCF Réseau - Audition de M. Bernard Roman, président de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières.

Contrat de performance État-SNCF Réseau - Audition de M. Patrick Jeantet, président-directeur général de SNCF Réseau.

Réunion du mardi 25 avril 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Suite de l'examen du projet de rapport.

Réunion du mercredi 31 mai 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail sur l'aménagement du territoire - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Objectifs de développement durable - Table ronde.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports

ferroviaires, collectifs et fluviaux » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen des suites à donner à la saisine sur le glyphosate.

Validation du programme de travail.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sébastien Lecornu, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports aériens » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports maritimes » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur le canal Seine-Nord Europe.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement à la COP23 - Communication.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique [n° 267 (2016-2017)]** - (11 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 108, 109). - **Article 9 A (nouveau)** (*art. L. 121-10 du code de l'urbanisme - Dérogations à la règle d'urbanisation en continuité dans les communes littorales*) (p. 125).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'épidémie de grippe** - (12 janvier 2017) (p. 216).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement [n° 9 (2017-2018)]** - (10 octobre 2017) - **Discussion générale** (p. 3658, 3659). - **Article 2** (*Mise en cohérence du vocabulaire de plusieurs codes*) (p. 3688, 3689).

- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement [n° 43 (2017-2018)]** - (7 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4353, 4354).

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4457, 4458).

- **Débat sur le thème « Quelles énergies pour demain ? »** - (22 novembre 2017) (p. 7650).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables

- (1er décembre 2017) (p. 7003, 7004).

Outre-mer

- (7 décembre 2017) (p. 7462, 7463). - **État B** (p. 7473) (p. 7474). - **Article additionnel après l'article 57 septies** (*Rapport du Gouvernement sur le soutien à l'enseignement des langues et acteurs d'outre-mer et la mise en valeur de la diversité des patrimoines culturels et linguistiques*) (p. 7477).

Recherche et enseignement supérieur

- (7 décembre 2017) (p. 7481, 7482).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 600 (2016-2017)]** - (13 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 9565).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-717 du 3 mai 2017 portant création de l'établissement public Paris La Défense - Commission mixte paritaire [n° 145 (2017-2018)]** - (18 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10290, 10291).

- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement -**

Nouvelle lecture [n° 124 (2017-2018)] - (18 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10300, 10301). - **Question préalable** (p. 10307).

- **Proposition de loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations [n° 164 (2017-2018)]** - (18 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10314, 10315). - **Article 1er** (*art. 59 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Compétences des départements et des régions. Responsabilité limitée des gestionnaires d'ouvrages de protection. Modalités de transfert ou de délégation de la compétence GEMAPI*) (p. 10325). (p. 10325). - **Article 1er bis (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 211-7 du code de l'environnement - Adhésion d'un syndicat mixte « ouvert » à un autre syndicat mixte « ouvert »*) (p. 10328). (p. 10328). - **Article 6** (*art. L. 3232-1-1 du code général des collectivités territoriales - Extension à la prévention du risque d'inondation du champ de l'assistance technique départementale*) (p. 10335). (p. 10335). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10338, 10339).

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la position de la France sur la protection des données personnelles numériques** - (19 décembre 2017) (p. 10413, 10414).

BIGOT (Jacques)
sénateur (Bas-Rhin)
SOCR

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 5 octobre 2017 ; membre de la commission jusqu'au 4 octobre 2017.

Membre de la commission des affaires européennes le 5 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises jusqu'au 17 octobre 2017.

Membre suppléant de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe jusqu'au 6 novembre 2017.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme (5 octobre 2017).

Membre titulaire du conseil d'orientation de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

Membre de la mission d'information sur la démocratie représentative, la démocratie participative, la démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 jusqu'au 12 juin 2017.

Vice-président de la mission d'information sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France jusqu'au 12 juin 2017.

Membre de la mission d'information sur Alstom et la stratégie industrielle du pays le 22 novembre 2017, puis vice-président le 29 novembre 2017.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Cinq ans pour sauver la justice ! [n° 495 (2016-2017)] (4 avril 2017) - **Justice**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi organique [n° 640 (2016-2017)] pour le redressement de la justice [n° 33 (2017-2018)] (18 octobre 2017) - **Justice**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 29 (2017-2018)] en application de l'article 73 quinquies du Règlement, tendant à la création d'un Tribunal pénal international chargé de juger les djihadistes européens ayant servi avec Daesh [n° 96 (2017-2018)] (17 novembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 janvier 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la sécurité publique - Audition de M. Bruno Le Roux, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à favoriser l'assainissement cadastral et la résorption du désordre de propriété - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 21 février 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition

de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances, chargée du numérique et de l'innovation.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des lois*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits, sur son rapport annuel d'activité pour 2016.

Réunion du mercredi 15 mars 2017 (*commission des lois*) : Mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 4 avril 2017 (*commission des lois*) : Mission sur le redressement de la justice - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 9 octobre 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 octobre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice - Proposition de loi organique pour le redressement de la justice - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice - Proposition de loi organique pour le redressement de la justice - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mardi 28 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Justice » - Programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Justice » - Programme « Protection judiciaire de la jeunesse » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Justice » - Programmes « Justice judiciaire », « Accès au droit et à la justice », « Conduite et pilotage de la politique de la justice » et « Conseil supérieur de la magistrature » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Énergie - Union de l'énergie : rapport d'information de MM. Claude Kern et Michel Raison.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*mission commune d'information sur Alstom*) : Audition commune avec les organisations syndicales représentées au comité central d'entreprise (CCE) du groupe Alstom.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la sécurité publique [n° 310 (2016-2017)]** - (24 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 804, 806). - **Article 1er** (art. L. 435-1 [nouveau], L. 214-2, L. 214-3 [abrogé] et L. 511-5-1 [nouveau] du code de la sécurité intérieure, art. 56 et 61 du code des douanes, art. L. 2338-3 du code de la défense, art. 122-4-1 [abrogé] du code pénal et art. 12 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire - Création d'un régime unifié d'usage des armes applicable aux membres des forces de sécurité intérieure) (p. 810). - **Article 2** (art. 15-4 [nouveau] du code de procédure pénale et art. 55 bis [nouveau] du code des douanes - Protection de l'identité de certains agents intervenant dans les procédures judiciaires et douanières) (p. 815). - **Articles additionnels après l'article 6 ter** (p. 826). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (*Expérimentation d'une double prise en charge des mineurs en danger par l'aide sociale à l'enfance et la protection judiciaire de la jeunesse*) (p. 833).

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 332 (2016-2017)]** - (31 janvier 2017) - **Question préalable** (p. 1022, 1023). - **Article 8** (art. 132-18-1 [nouveau] du code pénal ; art. 362 du code de procédure pénale - Rétablissement des peines minimales d'emprisonnement) (p. 1051, 1052). - **Article 19** (art. 712-6, 712-7, 712-8, 712-10 et 723-15-1 du code de procédure pénale - Répartition des compétences entre le juge de l'application des peines et le tribunal de l'application des peines) (p. 1058). - **Article 21** (*titre 1er bis et section 1 bis [abrogés] du chapitre II du titre II du livre V, art. 74-2, 230-19, 474, 707, 712-11, 721-2, 730, 774 du code de procédure pénale et art. 131-3 [abrogé], 131-4-1 [abrogé] et 131-9 du code pénal - Suppression de la contrainte pénale et de la libération sous contrainte*) (p. 1062).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 592 (2016-2017)]** - (4 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 1886, 1887).

- **Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme [n° 630 (2016-2017)]** - (18 juillet 2017) - **Question préalable** (p. 2632). - **Discussion générale** (p. 2638, 2639). - **Article 3** (art. L. 228-1, L. 228-2, L. 228-3, L. 228-4, L. 228-5, L. 228-6 et L. 228-7 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Régime de contrôle administratif et de surveillance des personnes constituant une menace grave pour la sécurité et l'ordre publics) (p. 2653). (p. 2659, 2660). - **Article 4** (art. L. 229-1, L. 229-2, L. 229-3, L. 229-4, L. 229-5 et L. 229-6 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Visites domiciliaires et saisies) (p. 2672, 2673). (p. 2673, 2674). (p. 2677). - **Article 9** (art. L. 822-2, L. 852-2 [nouveau], L. 853-2, L. 854-9-1 [nouveau], L. 854-9-2 [nouveau], L. 854-9-3 [nouveau] et L. 871-2 du code de la sécurité intérieure ; art. L. 2371-1 [nouveau] et L. 2371-2 [nouveau] du code de la défense - Surveillance hertzienne) (p. 2691). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2696, 2697).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations [n° 23 (2017-2018)]** - (17 octobre 2017) - **Discussion générale** (p. 3804, 3805). - **Article 4 (nouveau)** (art. 1117, 1119, 1123 et 1124 du code civil - L'offre de contrat, le pacte de préférence et la promesse unilatérale de contrat) (p. 3811). (p. 3812). - **Article 5 (nouveau)** (art. 1130, 1132, 1137, 1138, et 1143 du code civil - Les vices du consentement) (p. 3813). (p. 3815).

- **Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Commission mixte paritaire [n° 17 (2017-2018)]** - (18 octobre 2017) - **Discussion générale** (p. 3899, 3901).

- **Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice [n° 34 (2017-2018)]** - (24 octobre 2017) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 35 (2017-2018)** (p. 3983, 3984). - **Annexe** (p. 4017). - **Article 4** (Programmation de la progression du nombre des conciliateurs de justice sur la période 2018-2022) (p. 4022). - **Article 6** (art. L. 111-13 du code de l'organisation judiciaire et art. L. 10 du code de justice administrative - Renforcement du cadre juridique de la mise à disposition du public des décisions de justice) (p. 4023). - **Article 7** (art. 66-1-1 [nouveau] de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - Fixation d'un cadre juridique pour les sites internet de prestations juridiques et d'aide à la saisine de la justice) (p. 4024). (p. 4024). - **Article 8** (art. 4-2 et 4-3 [nouveaux] de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle - Fixation d'un cadre juridique pour les dispositifs de règlement alternatif des litiges en ligne et création d'un service public gratuit en ligne d'aide à la résolution amiable des litiges) (p. 4025). (p. 4026). - **Article 10** (art. L. 121-1, L. 121-4, L. 122-1, L. 122-2, L. 123-1, L. 123-4, L. 211-1, L. 211-2, L. 211-3, L. 211-4, L. 211-4-2 et L. 211-4-3 [nouveaux], L. 211-5, L. 211-6, L. 211-7, L. 211-8, L. 211-9-2, L. 211-10, L. 211-11, L. 211-11-1, L. 211-12, L. 211-13, L. 211-14, L. 212-1, L. 212-2, L. 212-3, L. 212-4, L. 212-6, L. 212-7 [nouveau], L. 213-1, L. 213-2, L. 213-3, L. 213-4, L. 213-4-1 [nouveau], L. 213-5, L. 213-7, L. 213-9, L. 214-1, L. 214-2, L. 215-1, L. 215-2, L. 215-3 à L. 215-6 [nouveaux], L. 216-1, L. 216-2, L. 217-1 et L. 217-2 du code de l'organisation judiciaire et art. L. 621-2, L. 722-4, L. 722-7, L. 722-10, L. 731-1, L. 731-2, L. 731-3, L. 732-3, L. 732-4, L. 743-4, L. 743-6, L. 743-7, L. 743-8, L. 743-9, L. 743-10 et L. 744-1 du code de commerce - Création du tribunal de première instance, en principe départemental, regroupant le tribunal de grande instance et le tribunal d'instance et doté de plusieurs sites sous forme de chambres détachées) (p. 4030). (p. 4031, 4032). (p. 4032). (p. 4033). - **Article additionnel avant l'article 12** (Rapport sur l'impact du recours à la conciliation) (p. 4034). - **Article 12** (art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle - Renforcement du rôle des conciliateurs de justice) (p. 4035). - **Article 13** (Intitulé du chapitre III bis du titre II du livre Ier, art. L. 123-4 et L. 123-5 [nouveau] du code de l'organisation judiciaire, art. 20 de la loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la

procédure civile, pénale et administrative - Accomplissement de missions de conciliation par des « délégués du juge », recrutés sous le statut de juristes assistants) (p. 4036). (p. 4036). - **Article 17** (art. L. 124-1 [nouveau] du code de l'organisation judiciaire - Instauration d'un mécanisme consultatif permanent d'évaluation périodique de la carte judiciaire) (p. 4040).

- Corapporteur (p. 4041). - **Article 27** (art. 132-25, 132-26-1, 132-27 du code pénal et art. 474, 732-15, 723-15-1, 723-17, 723-17-1 et 747-2 du code de procédure pénale - Clarification du régime d'aménagement des peines d'emprisonnement) (p. 4049). - **Article 27 bis (nouveau)** (art. 709-2 du code de procédure pénale - Rapport annuel sur l'exécution des peines) (p. 4050). - **Article 28** (art. 131-36-1, art. 131-36-2 et 132-36-3 [abrogés], 131-36-4, 131-36-12, art. 221-9-1 et 221-15 [abrogés], art. 222-48-1, art. 222-65, 224-10, 227-31 et 421-8 [abrogés] du code pénal et art. 763-3, 763-5 et 763-10 du code de procédure pénale - Élargissement du champ d'application du suivi socio-judiciaire) (p. 4051). - **Articles additionnels après l'article 28** (Prévention de la surpopulation carcérale - Identification des détenus en fin de peine) (p. 4052).

- **Proposition de loi organique pour le redressement de la justice [n° 35 (2017-2018)] - Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 34 (2017-2018)** (p. 3983, 3984). - (24 octobre 2017) - corapporteur - **Article 1er** (art. 7 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances - Identification des crédits alloués à l'autorité judiciaire au sein de la mission « Justice » et exonération de ces crédits de la procédure de mise en réserve budgétaire) (p. 4055). - **Article 2** (art. 2 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Mise en place de durées minimale et maximale d'affectation dans une même juridiction pour tous les magistrats) (p. 4056). (p. 4057). (p. 4057). - **Article 12** (art. 38-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Mise en place d'une durée minimale d'exercice des fonctions de procureur général près une même cour d'appel) (p. 4061).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Justice

- (5 décembre 2017) (p. 7247), (p. 7248).

BIGOT (Joël)

sénateur (Maine-et-Loire)
SOCR

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 4 octobre 2017.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) le 7 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour une meilleure protection des mineur.e.s victimes de viol et des autres agressions sexuelles [n° 53 (2017-2018)] (26 octobre 2017) - **Justice**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Audition de M. Mounir Mahjoubi, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé du numérique.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Biodiversité - transition énergétique » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :
Table ronde sur le canal Seine-Nord Europe.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :
Déplacement à Bruxelles sur le thème des transports et de l'environnement - Communication.

Déplacement à Bruxelles sur le thème du glyphosate - Communication.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la représentation des communes déléguées dans les communes nouvelles** - (22 novembre 2017) (p. 7638).

- **Débat sur le thème « Quelles énergies pour demain ? »** - (22 novembre 2017) (p. 7661, 7662).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

BILLON (Annick)
sénatrice (Vendée)
UDI-UC, puis UC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable jusqu'au 3 octobre 2017.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017, puis présidente le 26 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017.

Membre suppléant du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre suppléant du Conseil national de la mer et des littoraux.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article premier de la Constitution pour y inscrire le principe d'égalité devant la loi sans distinction de sexe [n° 454 (2016-2017)] (8 mars 2017) - **Famille**.

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables

- (1er décembre 2017) (p. 7006, 7007). - **État B** (p. 7018). (p. 7018, 7019). - **Article 54** (*art. L. 213-9-2 du code de l'environnement et art. 124 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 - Création d'une contribution des agences de l'eau au bénéfice d'opérateurs de l'environnement*) (p. 7019).

- **Proposition de loi visant à réhabiliter la police de proximité [n° 133 (2017-2018)]** - (13 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 9551).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 600 (2016-2017)]** - (13 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 9570, 9571).

- **Débat sur la COP23** - (13 décembre 2017) (p. 9605, 9606).

Proposition de loi tendant à réaffirmer le principe d'égalité entre femmes et hommes et à renforcer la laïcité [n° 460 (2016-2017)] (9 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : 50e anniversaire de la loi du 28 décembre 1967 - Hommage à Lucien Neuwirth [n° 487 (2016-2017)] (30 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Femmes et agriculture : pour l'égalité dans les territoires [n° 615 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à renforcer et rendre plus effectives les sanctions en cas d'installations illégales en réunion sur un terrain public ou privé [n° 680 (2016-2017)] (25 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à interdire la mention du nom et de la photo de personnes autres que les candidats et suppléants sur les documents de propagande électorale [n° 687 (2016-2017)] (26 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accueil des gens du voyage [n° 694 (2016-2017)] (31 juillet 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi portant création d'un fonds de dotation pour les territoires ruraux [n° 713 (2016-2017)] (7 septembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 717 (2016-2017)] (13 septembre 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à rendre imprescriptibles les crimes et délits sexuels sur mineurs [n° 719 (2016-2017)] (14 septembre 2017) - **Famille**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges pesant sur les entreprises [n° 721 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Entreprises**.

Proposition de loi organique relative aux études d'impact des projets de loi [n° 722 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Entreprises**.

Proposition de loi tendant à reconduire le Conseil de la simplification pour les entreprises et à renforcer leur sécurité juridique [n° 723 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Entreprises**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la simplification des normes entravant la vie économique [n° 724 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 30 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la politique vaccinale en France [n° 65 (2017-2018)] (7 novembre 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à réformer les fonds de garantie des dommages consécutifs à des actes de prévention, de diagnostic ou de soins dispensés au sein des établissements, services ou organismes de santé et de soins [n° 126 (2017-2018)] (4 décembre 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement de la commission à Marrakech dans le cadre de la COP22 - Communication.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Patrick Jeantet, président de SNCF Réseau.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur l'état des infrastructures routières et autoroutières, autour de Mme Christine Bouchet, MM. André Broto, Pierre Calvin, Pierre Chasseraud et Jean-Claude Luche.

Réunion du jeudi 9 février 2017 (*délégation aux entreprises*) : Examen du rapport d'information de Mme Élisabeth Lamure et M. Olivier Cadic relatif aux moyens d'alléger le fardeau administratif des entreprises pour améliorer leur compétitivité.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur les pollinisateurs, autour de M. Richard Thiéry, directeur du laboratoire pour la santé des abeilles, Mme Agnès Lefranc, directrice de l'évaluation des produits réglementés à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES), MM. Luc Belzunces, directeur de recherche et responsable du laboratoire de toxicologie environnementale, Jean-Luc Brunet, directeur d'unité adjoint à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), Gilles Lanio, président de l'Union nationale de l'apiculture française (UNAF), Michel Perret, chef du bureau de la faune et de la flore sauvages, et Mme Jeanne-Marie Roux-Fouillet, chef de projet du Plan national d'actions « France, terre

de pollinisateurs », ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

(*délégation aux entreprises*) : Compte rendu par MM. Michel Canevet et Michel Vaspard du déplacement de la délégation dans le Finistère et les Côtes-d'Armor, les 26 et 27 avril 2017.

Réunion du mercredi 5 juillet 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'information « Femmes et agriculture ».

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Objectifs de développement durable - Table ronde.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Couverture numérique du territoire - Table ronde.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Revitalisation des centres-villes et des centres-bourgs - Présentation du rapport d'étape de MM. Martial Bourquin et Rémy Pointereau.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

(*délégation aux entreprises*) : Compte rendu par M. Jean-Marc Gabouty du déplacement au port du Havre le 29 juin 2017.

Revitalisation des centres-villes et des centres-bourgs - Présentation du rapport d'étape de MM. Martial Bourquin et Rémy Pointereau.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution - Audition de Mme Catherine Guilloard, candidate proposée aux fonctions de président-directeur général de la Régie autonome des transports parisiens.

Déplacement de la commission en Australie - Communication.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Jean-Marc Huart, directeur général de l'enseignement scolaire, et Xavier Turion, adjoint au directeur général au ministère de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rentrée universitaire - Audition de M. Gilles Roussel, président de la Conférence des présidents d'université (CPU).

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » - Audition de Mme Françoise Nyssen, ministre de la culture.

Réunion du jeudi 26 octobre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Constitution du bureau de la délégation.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Recherche et Enseignement supérieur » - Crédits « Recherche » et « Enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur le programme de travail de la délégation.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Édouard Durand, magistrat, et Mme Ernestine Ronai, co-présidents de la commission Violences de genre du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Enseignement scolaire » - Crédits « Enseignement scolaire » et « Enseignement technique agricole » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Laurence Rossignol, ancienne ministre des familles, de l'enfance et des droits des femmes, membre de la délégation, sur les 4e et 5e plans de mobilisation et de lutte contre toutes les violences faites aux femmes.

Réunion du jeudi 30 novembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Marie-France Hirigoyen, psychiatre, sur le harcèlement.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants - Audition conjointe de MM. Gilles Roussel, président de la Conférence des présidents d'université (CPU) et Philippe Vincent, secrétaire général adjoint du Syndicat national des personnels de direction de l'éducation nationale (SNPDEN).

Réunion du jeudi 7 décembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Brigitte Grésy, secrétaire générale du Conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, sur le harcèlement sexuel et les agissements sexistes au travail.

Audition de Mme Marie Pezé, docteure en psychologie, spécialiste de psychopathologie du travail, sur les conséquences pour les victimes du harcèlement et des agressions sexuelles au travail.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Plan national

en faveur des nouveaux espaces protégés - Audition de M. Yves Dauge.

Réunion du jeudi 14 décembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Maître Carine Durrieu-Diebolt, avocate au barreau de Paris, spécialisée dans la défense des victimes de violences sexuelles.

Audition de Mme Ghada Hatem, fondatrice de la maison des femmes de Saint-Denis sur la maison des femmes de Saint-Denis et les soins aux femmes victimes de violences.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique [n° 267 (2016-2017)]** - (11 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 104, 105). - **Article 9 A (nouveau)** (*art. L. 121-10 du code de l'urbanisme - Dérogations à la règle d'urbanisation en continuité dans les communes littorales*) (p. 125).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Première partie :

- (24 novembre 2017) - **Article 9** (*art. 265, 266 quinquies, 266 quinquies B et 266 quinquies C du code des douanes - Trajectoire de la composante carbone pour la période 2018-2022 et conséquences en matière de tarifs des taxes intérieures de consommation*) (p. 6469).

Seconde partie :

Enseignement scolaire

- (29 novembre 2017) (p. 6870, 6871). - **État B** (p. 6881).

- **Question orale sans débat sur le coût social du gel des contrats aidés des structures médico-sociales et associations relevant du secteur marchand** - (5 décembre 2017) (p. 7167). (p. 7168).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] (suite)**

Seconde partie :

Articles non rattachés

- (11 décembre 2017) - **Article 48** (*Introduction d'un jour de carence pour la prise en charge des congés de maladie des personnels du secteur public*) (p. 7816).

BILLOUT (Michel)
sénateur (Seine-et-Marne)
CRC

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 1er octobre 2017.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Vice-président de la commission d'enquête sur les frontières européennes, le contrôle des flux des personnes et des marchandises en Europe et l'avenir de l'espace Schengen jusqu'au 12 juin 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre plus équitable au sein d'un EPCI le calcul des dotations de compensation dans le contexte d'un transfert de compétence [n° 406 (2016-2017)] (15 février 2017) - **Budget**.

Proposition de loi pour un droit au logement effectif et pour l'interdiction des expulsions sans relogement [n° 479 (2016-2017)] (27 mars 2017) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à préciser les limites du champ de protection d'un brevet concernant une information génétique [n° 515 (2016-2017)] (20 avril 2017) - **Culture**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire le droit à l'interruption volontaire de grossesse dans la Constitution [n° 545 (2016-2017)] (3 mai 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à abroger la loi autorisant la ligne Charles-de-Gaulle Express [n° 552 (2016-2017)] (11 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la protection des enfants et des adolescents face aux effets de la publicité télévisuelle [n° 558 (2016-2017)] (22 mai 2017) - **Éducation**.

Proposition de loi relative à la mise en place d'un moratoire sur la mise en culture des semences de colza et de tournesol tolérantes aux herbicides issues de mutagénèse [n° 564 (2016-2017)] (29 mai 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à renforcer le contrôle sur le commerce des armes et relative à la violation des embargos [n° 695 (2016-2017)] (31 juillet 2017) - **Défense**.

Proposition de loi visant à rétablir le délit d'entrave des directeurs d'établissements publics au fonctionnement du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) [n° 696 (2016-2017)] (31 juillet 2017) - **Fonction publique**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 3 janvier 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de M. Yves Bertoin, directeur de l'Institut Jacques Delors.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant la ratification du protocole au traité de l'Atlantique Nord sur l'accession du Monténégro - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Charles Fries, ambassadeur de France en Turquie.

Réunion du mercredi 29 mars 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Examen du projet de rapport.

Réunion du jeudi 6 juillet 2017 (*commission des affaires européennes*) : Élargissement - Relations entre l'Union européenne et la Turquie : rapport d'information de MM. Jean-Yves Leconte et André Reichardt.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi renforçant la lutte contre le terrorisme et la sécurité intérieure - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique** [n° 609 (2016-2017)] - (12 juillet 2017) - **Article 10** (art. 16-1 [nouveau] de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique - Création, missions et prérogatives du médiateur du financement des candidats et des partis politiques) (p. 2137). - **Articles additionnels après l'article 7 bis (précédemment réservés)** (p. 2150, 2151).

BIZET (Jean)
sénateur (Manche)
LR

Réélu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Président de la commission des affaires européennes ; nouvelle nomination le 5 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017.

Membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

Membre de la commission d'enquête sur les frontières européennes, le contrôle des flux des personnes et des marchandises en Europe et l'avenir de l'espace Schengen jusqu'au 12 juin 2017.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'aviation civile jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre titulaire du comité de bassin Seine-Normandie le 18 décembre 2017.

Président du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne jusqu'au 12 juin 2017.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne le 8 novembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : L'Italie et l'Union européenne [n° 292 (2016-2017)] (12 janvier 2017) - **Traités et conventions**.

Proposition de loi visant à maintenir l'eau et l'assainissement dans les compétences optionnelles des communautés de communes ou des communautés d'agglomération après 2020 [n° 320 (2016-2017)] (21 janvier 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier 2017) - **Anciens combattants**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Négociations européennes : le Sénat vigilant et écouté [n° 365 (2016-2017)] (2 février 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le programme de travail de la commission européenne pour 2017 [n° 367 (2016-2017)] - Programme de travail de la commission européenne pour 2017 [n° 366 (2016-2017)] (2 février 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le programme de travail de la commission européenne pour 2017 [n° 367 (2016-2017)] (2 février 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la simplification du droit européen [n° 388 (2016-2017)] - La simplification du droit : une exigence pour l'Union européenne [n° 387 (2016-2017)] (9 février 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la simplification du droit européen [n° 388 (2016-2017)] (9 février 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom du groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne : Brexit : pour une séparation ordonnée [n° 425 (2016-2017)] (15 février 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur les énergies renouvelables et les mécanismes de capacité [n° 429 (2016-2017)] (16 février 2017) - **Énergie.**

Rapport d'information, fait au nom du groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne ; Relancer l'Europe : Retrouver l'esprit de Rome - Rapport [n° 434 tome 1 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport d'information, fait au nom du groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne ; Relancer l'Europe : Retrouver l'esprit de Rome - Auditions [n° 434 tome 2 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport d'information, fait au nom du groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne ; Europa wieder in Schwung bringen : Den Geist aus Rom wiederfinden [n° 434 tome 3 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport d'information, fait au nom du groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne ; Reviving Europe : Rediscovering the spirit of Rome [n° 434 tome 4 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 octies du Règlement, portant avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil instituant une Agence de l'Union européenne pour la coopération des régulateurs de l'énergie (COM(2016) 863 final) [n° 476 (2016-2017)] (23 mars 2017) - **Énergie.**

Rapport d'information, fait au nom du groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne ; Actes de la « Conférence des Ambassadeurs de l'Union européenne 27 : Retrouver l'esprit de Rome » [n° 486 (2016-2017)] (29 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Les pouvoirs publics face aux perturbateurs endocriniens [n° 547 (2016-2017)] (5 mai 2017) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 octies du Règlement, portant avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de règlement sur le marché intérieur de l'électricité (refonte), référencée COM(2016) 861 final, qui s'inscrit dans le cadre du paquet « Énergie propre pour tous les Européens » [n° 548 (2016-2017)] (9 mai 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à élargir les missions des comités locaux d'information et de suivi visés à l'article L. 542-13 du code de l'environnement [n° 561 (2016-2017)] (23 mai 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le paquet « Énergie » [n° 619 (2016-2017)] (6 juillet 2017) - **Énergie.**

Proposition de loi organique tendant à garantir l'ancrage territorial des sénateurs [n° 634 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 717 (2016-2017)] (13 septembre 2017) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à prolonger le délai de validité des habilitations des clercs de notaire [n° 7 (2017-2018)] (5 octobre 2017) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la réforme du règlement « Comitologie » (COM (2017) 85 final) [n° 37 (2017-2018)] (19 octobre 2017) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le filtrage des investissements directs étrangers dans l'Union européenne [n° 116 (2017-2018)] - Les investissements directs étrangers dans l'Union européenne : quels contrôles ? [n° 115 (2017-2018)] (27 novembre 2017) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le filtrage des investissements directs étrangers dans l'Union européenne [n° 116 (2017-2018)] (27 novembre 2017) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Jean-Claude Trichet, ancien président de la Banque centrale européenne, et Mme Pervenche Berès, députée européenne.

Audition de M. Hubert Védrine, ancien ministre des affaires étrangères.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 janvier 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - L'Italie et l'Union européenne : rapport d'information et avis politique de MM. Jean Bizet, Pascal Allizard, René Danesi, André Gattolin, Mme Gisèle Jourda et M. Simon Sutour.

Nomination de rapporteurs.

Questions sociales et santé - Perturbateurs endocriniens : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Patricia Schillinger et M. Alain Vasselle.

Réunion du jeudi 19 janvier 2017 (*commission des affaires européennes*) : Culture - Paquet « Droit d'auteur » : proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Colette Mélot et M. Richard Yung.

Économie, finances et fiscalité - Activités de courtage d'assurances et de réassurance : communication et avis politique de MM. Jean-Paul Émorine et Richard Yung.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de Mme Nicole Fontaine, ancienne présidente du Parlement européen, MM. Jean-Luc Sauron, professeur associé, université Paris-Dauphine, et François Lafond, de l'Institut Jean Lecanuet.

Audition de S. E. Lord Edward Llewellyn, ambassadeur du Royaume-Uni en France.

Europe croissance : communication de MM. André Gattolin, Jean-Noël Guérini et Xavier Pintat.

La relation franco-allemande : communication de MM. Claude Kern et Jean-Pierre Masseret.

Réunion du jeudi 26 janvier 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Suivi des résolutions européennes : Audition de M. Harlem Désir, secrétaire d'État aux affaires européennes.

Nomination de rapporteurs.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de MM. Mario Monti, président du groupe de haut niveau sur les ressources propres, et Alain Lamassoure, membre du groupe de haut niveau, député européen, en commun avec la commission des finances.

(*commission des finances*) : Audition de MM. Mario Monti, président du groupe de haut niveau sur les ressources propres, et Alain Lamassoure, membre du groupe de haut niveau, député européen.

Réunion du jeudi 2 février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Programme de travail 2017 de la commission européenne - Rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

Institutions européennes - Suivi des résolutions européennes - Rapport d'information de M. Jean Bizet.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Dariusz Wisniewski, chargé d'affaires à l'ambassade de Pologne.

Gouvernance de la zone euro : communication de Mme Fabienne Keller et M. Richard Yung.

Sécurité et migrations : communication de MM. Jean-Marie Bockel et Didier Marie.

Réunion du jeudi 9 février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Paquet « Connectivité » : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Pascal Allizard et Daniel Raoul.

Institutions européennes - Simplification du droit européen : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet, Pascal Allizard, Philippe Bonnacarrère, Michel Delebarre, Jean-Paul Émorine, Claude Kern, Didier Marie, Daniel Raoul et Simon Sutour.

Questions diverses.

Questions sociales et santé - Coordination des régimes de sécurité sociale : avis motivé de M. Alain Vasselle.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, sur le Brexit et la refondation de l'Union européenne.

(*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, sur le Brexit et la refondation de l'Union européenne.

L'Europe de la subsidiarité : communication de MM. Yves Pozzo di Borgo et Simon Sutour.

Point d'étape sur le Brexit : communication de Mmes Joëlle Garriaud-Maylam, Fabienne Keller et M. Éric Bocquet.

Pour une Union européenne proche et lisible : communication de MM. Christian Cambon et Simon Sutour.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, sur le Brexit et la refondation de l'Union européenne.

Réunion du jeudi 16 février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Mise en œuvre de la directive « Services » : avis motivés de MM. Jean-Paul Émorine et Didier Marie.

Énergie - Paquet « Énergie » (énergie renouvelable et mécanismes de capacité) : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Michel Delebarre.

Institutions européennes - Audition de S.E. M. Patrick Mifsud, ambassadeur de Malte.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Pierre Sellal, ambassadeur, représentant permanent auprès de l'Union européenne, conjointe avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale et les membres français du Parlement européen.

(*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Examen du rapport d'information du groupe de suivi sur la refondation de l'Union européenne.

(*commission des finances*) : Audition de MM. William Coen, secrétaire général du Comité de Bâle, et Édouard Fernandez-Bollo, secrétaire général de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR).

Réunion du jeudi 23 février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Règlementation prudentielle en matière bancaire : avis politique de Mme Fabienne Keller et M. Richard Yung.

Éducation - Erasmus des apprentis : avis politique de Mmes Colette Mélot et Patricia Schillinger.

Nomination de rapporteurs.

Réunion du mardi 7 mars 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Débat préalable au Conseil européen des 9 et 10 mars 2017.

Réunion du mercredi 15 mars 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Conférence des ambassadeurs.

Réunion du mercredi 22 mars 2017 (*commission des affaires européennes*) : Énergie - Agence de l'Union européenne pour la coopération des régulateurs de l'énergie : projet d'avis motivé de MM. Jean Bizet et Michel Delebarre.

Institutions européennes - Échange avec une délégation de la commission des affaires étrangères et des affaires de l'Union européenne du Sénat polonais.

Réunion du mardi 4 avril 2017 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Audition de MM. Hubert Carré, directeur général du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins (CNPMEM), Thierry Missonnier, directeur du fonds régional d'organisation du marché du poisson « FROM Nord » et du pôle Aquimer, et Mme Émilie Gélard, juriste au CNPMEM, également en charge des relations publiques et de la communication.

Agriculture et pêche - Proposition de résolution européenne de M. Joël Labbé visant à limiter l'utilisation des produits phytosanitaires au sein de l'Union européenne : rapport de Mmes Pascale Gruny et Patricia Schillinger.

Politique commerciale - Négociations commerciales avec le Mercosur : communication de M. Simon Sutour.

Politique de coopération - Stratégie européenne pour l'Arctique : rapport d'information de M. André Gattolin.

Questions diverses.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de MM. Hubert Carré, directeur général du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins (CNPMEM), Thierry Missonnier, directeur du fonds régional d'organisation du marché du poisson « FROM Nord » et du pôle Aquimer, et Mme Émilie Gélard, juriste au CNPMEM, également en charge des relations publiques et de la communication.

Réunion du mardi 9 mai 2017 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Politique régionale - Conséquences du retrait du Royaume-Uni pour la politique commune de la pêche et les perspectives de la politique de cohésion : communication de M. Philippe Bonnacarrère.

Énergie - Fonctionnement du marché intérieur de l'électricité : avis motivé de MM. Jean Bizet et Michel Delebarre.

Institutions européennes - Orientations pour les négociations de sortie du Royaume-Uni : communication de M. Jean Bizet.

Politique commerciale - Union européenne et négociations commerciales multilatérales : communication de M. Jean Bizet.

Réunion du mardi 6 juin 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Situation au Royaume-Uni à la veille de l'ouverture des négociations sur le retrait de l'Union européenne : communication de Mme Fabienne Keller.

Politique étrangère et de défense - Relations entre l'Union européenne et la Russie : rapport d'information de MM. Yves Pozzo di Borgo et Simon Sutour.

Réunion du mercredi 7 juin 2017 (*commission des finances*) : Compétitivité des places financières - Communication.

Réunion du mardi 27 juin 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, sur les conclusions du Conseil européen des 22 et 23 juin 2017.

Réunion du jeudi 29 juin 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Observation des élections législatives en Bulgarie : communication de Mme Nicole Duranton.

Justice et affaires intérieures - Coopération européenne en matière de renseignement : communication de Mme Joëlle Garriaud-Maylam.

Questions diverses.

Réunion du jeudi 6 juillet 2017 (*commission des affaires européennes*) : Élargissement - Relations entre l'Union européenne et la Turquie : rapport d'information de MM. Jean-Yves Leconte et André Reichardt.

Énergie - Paquet « Énergie » : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Michel Delebarre.

Justice et affaires intérieures - Réunion interparlementaire sur l'institution d'un mécanisme européen sur la démocratie, l'État de droit et les droits fondamentaux : communication de MM. Philippe Bonnacarrère et Didier Marie.

Questions diverses.

Réunion du jeudi 13 juillet 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de S.E. M. Alar Streimann, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire d'Estonie en France.

Nomination d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des finances*) : Vote sur la proposition de nomination du président de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Avenir de la politique agricole commune (PAC) : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique du groupe de suivi conjoint avec la commission des affaires économiques.

Économie, finances et fiscalité - Gouvernance et approfondissement de la zone euro - Audition de MM. Alberto de Gregorio Merino, directeur « Affaires économiques et financières, budget et fonds structurels » du service juridique du Conseil de l'Union européenne, Jean-Paul Keppenne, conseiller juridique au sein du service juridique de la commission européenne, chargé de la zone euro et des questions économiques, chargé de cours à l'Institut d'études européennes

de l'université Saint-Louis de Bruxelles, et Francesco Martucci, professeur de droit européen à l'université Paris II Panthéon-Assas.

Politique commerciale - Proposition de résolution européenne de Mme Catherine Morin-Desailly sur la réforme des conditions d'utilisation des mesures conservatoires prévues par le règlement (CE) n° 1-2003 du Conseil relatif à la mise en œuvre des règles de concurrence : rapport d'information de M. Philippe Bonnecarrère.

(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

(commission des affaires économiques) : Groupe de suivi sur la mise en œuvre de la réforme de la politique agricole commune - Examen du rapport.

(commission des finances) : Gouvernance et approfondissement de la zone euro - Audition de MM. Alberto de Gregorio Merino, directeur « Affaires économiques et financières, budget et fonds structurels » du service juridique du Conseil de l'Union européenne, Jean-Paul Keppenne, conseiller juridique au sein du service juridique de la commission européenne chargé de la zone euro et des questions économiques, chargé de cours à l'Institut d'études européennes de l'université Saint-Louis de Bruxelles, et Francesco Martucci, professeur de droit européen à l'université Paris II Panthéon Assas.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* : Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du jeudi 27 juillet 2017 *(commission des affaires européennes)* : Justice et affaires intérieures - Paquet « Asile » : communication de MM. Jean-Yves Leconte et André Reichardt.

Politique de coopération - Politique méditerranéenne de l'Union européenne (le cas de l'Algérie) : examen du rapport d'information de M. Simon Sutour.

Politique régionale - Perspectives de la politique de cohésion : communication de M. Philippe Bonnecarrère.

Transports - Questions sociales et santé - Paquet « Europe en mouvement » (volet social) : avis politique de M. Jean Bizet.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 *(commission des affaires européennes)* : Constitution du bureau.

Réunion du jeudi 12 octobre 2017 *(commission des affaires européennes)* : Composition du bureau de la commission.

Désignation de rapporteurs.

Programmation des travaux.

Réunion du jeudi 19 octobre 2017 *(commission des affaires européennes)* : Composition de la commission.

Création et composition de groupes de travail internes à la commission.

Désignation de rapporteurs et des membres de groupes de travail de la commission.

Institutions européennes - Comitologie : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

Réunion du jeudi 26 octobre 2017 *(commission des affaires européennes)* : Composition de la commission.

Désignation de rapporteurs.

Institutions européennes - Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre auprès du ministre de l'Europe et des affaires

étrangères, chargée des affaires européennes, sur le Conseil européen des 19 et 20 octobre.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 *(commission des affaires européennes)* : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes, en commun avec la commission des finances.

(commission des finances) : Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* : Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 *(commission des affaires européennes)* : Économie, finances et fiscalité - Plan d'investissement pour l'Europe : communication de MM. Didier Marie et Cyril Pellevat.

Justice et affaires intérieures - Libre circulation des données non personnelles : avis motivé de M. Simon Sutour.

Nomination de rapporteurs et de groupes de travail.

Politique étrangère et de défense - Cybersécurité : avis motivé de M. René Danesi et Mme Laurence Harribey.

(groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne) : Rencontre avec une délégation de la commission parlementaire de la Chambre des Communes.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 *(commission des affaires européennes)* : Institutions européennes - Régime électoral du Parlement européen : communication de Mme Fabienne Keller et M. Jean-Yves Leconte.

Justice et affaires intérieures - Proposition de résolution européenne de Mme Nathalie Goulet tendant à la création d'un Tribunal pénal international chargé de juger les djihadistes européens ayant servi avec Daesh : examen du rapport de MM. Jacques Bigot et André Reichardt.

Nomination de rapporteurs et de groupes de travail.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports aériens » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 *(commission des affaires européennes)* : Économie, finances et fiscalité - Contrôle des investissements étrangers : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Franck Menonville.

Politique étrangère et de défense - État des négociations en vue de la réunification de Chypre : communication de M. Didier Marie.

Transports - Stratégie de l'Union européenne pour le véhicule autonome : rapport d'information de M. René Danesi, Mmes Pascale Gruny, Gisèle Jourda et M. Pierre Médevielle.

Réunion du jeudi 30 novembre 2017 *(commission des affaires européennes)* : Agriculture et pêche - Groupe de travail Usage du glyphosate : communication de M. Pierre Médevielle.

Économie, finances et fiscalité - Assiette commune et consolidée de l'impôt sur les sociétés (ACCIS) : communication de MM. Claude Kern et Claude Raynal.

Questions sociales et santé - Travailleurs détachés : communication de Mme Fabienne Keller et M. Didier Marie.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Ventes de biens en ligne : communication de M. André Gattolin et Mme Colette Mélot.

Énergie - Règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel : avis motivé de MM. Claude Kern et Michel Raison.

Énergie - Union de l'énergie : rapport d'information de MM. Claude Kern et Michel Raison.

Institutions européennes - Réunion interparlementaire sur la subsidiarité et la proportionnalité : communication de M. Jean Bizet.

Institutions européennes - Réunion plénière de la COSAC : communication de M. Jean Bizet.

Réunion du jeudi 21 décembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, sur les résultats du Conseil européen des 14 et 15 décembre.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique [n° 267 (2016-2017)]** - (11 janvier 2017) - **Article 9 A (nouveau)** (*art. L. 121-10 du code de l'urbanisme - Dérogations à la règle d'urbanisation en continuité dans les communes littorales*) (p. 124, 125). (p. 127).

- **Débat sur le thème « Faut-il réformer le fonctionnement de la zone euro ? »** - (12 janvier 2017) (p. 221, 222).

- **Débat sur le bilan de l'application des lois** - (21 février 2017) - président de la commission des affaires européennes (p. 1698).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à renforcer la lutte contre l'exposition aux perturbateurs endocriniens [n° 236 (2016-2017)]** - (22 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1730, 1731).

- **Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 410 (2016-2017)]** - (23 février 2017) - auteur de la proposition de loi -

Discussion générale (p. 1822, 1823). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1842).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'avenir de l'Union européenne** - (11 octobre 2017) - président de la commission des affaires européennes (p. 3767, 3768).

- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement [n° 43 (2017-2018)]** - (8 novembre 2017) - **Article 6 (texte non modifié par la commission)** (*art. L. 661-4, art. L. 661-10 à L. 661-20 [nouveaux] du code de l'énergie - Contrôle de la qualité environnementale des biocarburants*) (p. 4444). (p. 4445). (p. 4446).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'agriculture biologique** - (14 novembre 2017) (p. 4918).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Première partie :

- (23 novembre 2017) - président de la commission des affaires européennes - **Article 27** (*Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne*) (p. 6350, 6351). (p. 6354). (p. 6355). (p. 6359).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 6 quater** (p. 6442). - **Article 9** (*art. 265, 266 quinquies, 266 quinquies B et 266 quinquies C du code des douanes - Trajectoire de la composante carbone pour la période 2018-2022 et conséquences en matière de tarifs des taxes intérieures de consommation*) (p. 6464, 6465). (p. 6465). (p. 6466). (p. 6467). (p. 6469). (p. 6473).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2017) - **Article 9 quater (nouveau)** (*art. 266 quindecies du code des douanes - Élargissement de l'assiette de la TGAP aux biocarburants remplaçant le gazole*) (p. 6500). (p. 6500). (p. 6503). (p. 6504).

Seconde partie :

Immigration, asile et intégration

- (5 décembre 2017) - **Article 57 bis (nouveau)** (*art. L. 213-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Clarification de l'obligation, pour le transporteur, de prendre en charge l'étranger dont le refus d'entrée a été prononcé pendant le délai nécessaire à son réacheminement, ainsi que les frais de réacheminement*) (p. 7233).

BLANDIN (Marie-Christine)
sénatrice (Nord)
Écologiste, puis NI

Démissionnaire le 3 juillet 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 3 juillet 2017.

Membre titulaire du Conseil supérieur des programmes.

Membre titulaire de la Commission nationale de la déontologie et des alertes en matière de santé publique et d'environnement.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 janvier 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Carole Bienaimé Besse, candidate désignée par le président du Sénat aux fonctions de membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel en application de l'article 4 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Laurent Stefanini, ambassadeur, délégué permanent de la France auprès de l'UNESCO, accompagné de M. Daniel Janicot, président de la Commission nationale française pour l'UNESCO.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens (COM) pour la période 2017-2019 - Audition de M. Bruno Foucher, président de l'Institut français.

Proposition de résolution européenne sur la réforme européenne du droit d'auteur - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition conjointe de MM. Vincent Beaugrand, directeur général, Georges Papanicolaou, psychiatre, médecin-chef du centre de psychanalyse de la clinique Dupré, et Philippe Lesieur, psychiatre, de la Fondation santé des étudiants de France (FSEF).

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens (COM) de l'Institut français pour la période 2017-2019 - Communication et examen de l'avis de la commission.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur la francophonie - Présentation du rapport d'information.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Groupe d'études sur les arts de la scène, les arts de la rue et les festivals en régions - Situation des festivals - Communication.

Questions diverses.

BLANQUER (Jean-Michel)
ministre de l'éducation nationale
(à partir du 17 mai 2017)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la rentrée scolaire** - (6 juillet 2017) (p. 1962).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le détachement des enseignants à l'étranger** - (20 juillet 2017) (p. 2834).

- **Question orale sans débat sur les conventions pour une politique en faveur de l'école rurale et de montagne** - (25 juillet 2017) (p. 2962, 2963).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'aide financière aux collectivités concernant les rythmes scolaires** - (31 octobre 2017) (p. 4266, 4267).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir [n° 104 (2016-2017)]** - (11 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 88, 89).

- **Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique [n° 288 (2016-2017)]** - (18 janvier 2017) - **Article 13 A (supprimé)** (*art. L. 3232-7-1 [nouveau] du code de la santé publique - Organisation d'une sensibilisation sur les questions nutritionnelles à l'intention des élèves du primaire*) (p. 342). - **Article 13 E (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation du Gouvernement à prendre une ordonnance pour la mise à jour des dispositions du code de l'éducation applicables aux outre-mer*) (p. 344). - **Article 13 bis (supprimé)** (*Possibilité d'expérimenter l'école obligatoire entre trois et dix-huit ans*) (p. 347). - **Article 21 bis (art. L. 7121-1, L. 71-121-1 à L. 71-121-7, L. 7124-11 à L. 7124-18 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Grand conseil coutumier des populations amérindiennes et bushinenges)** (p. 378). (p. 379). (p. 379). (p. 381). - **Articles additionnels après l'article 24 bis** (p. 385). - **Article 29 bis (supprimé)** (*art. L. 511-1 du code minier - Constatation des infractions au code minier et lutte contre l'orpaillage illégal*) (p. 394). (p. 395). - **Article 30 (supprimé)** (*art. L. 621-12 du code minier - Encadrement de la détention de matériel minier en Guyane*) (p. 397). (p. 398).

- **Débat sur le thème « Économie circulaire : un gisement de matières premières et d'emploi »** - (21 février 2017) - au nom du groupe écologiste (p. 1675, 1677).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à renforcer la lutte contre l'exposition aux perturbateurs endocriniens [n° 236 (2016-2017)]** - (22 février 2017) - auteur de la proposition de résolution - **Discussion générale** (p. 1722, 1724).

- **Proposition de loi visant à la mise en œuvre effective du droit à l'eau potable et à l'assainissement [n° 416 (2016-2017)]** - (22 février 2017) - **Explications de vote** (p. 1759, 1760).

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la liberté des collectivités sur la question des rythmes scolaires** - (31 octobre 2017) (p. 4267, 4268).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi relatif à l'enseignement supérieur** - (23 novembre 2017) (p. 6325, 6326).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Enseignement scolaire

- (29 novembre 2017) (p. 6874, 6877). - **État B** (p. 6878). (p. 6880). (p. 6883). - **Articles additionnels après l'article 55 bis** (p. 6884). (p. 6885).

- **Question orale sans débat sur la situation du personnel enseignant** - (5 décembre 2017) (p. 7178).

- **Question orale sans débat sur les réseaux d'éducation prioritaire** - (5 décembre 2017) (p. 7178, 7179).

BLONDIN (Maryvonne)
sénatrice (Finistère)
SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017, puis secrétaire le 26 octobre 2017.

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » jusqu'au 12 juin 2017.

Membre titulaire du Conseil national des professions du spectacle.

Membre titulaire du comité de suivi de la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République le 20 décembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

Membre de la mission d'information sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France jusqu'au 12 juin 2017.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Variations du développement sexuel : lever un tabou, lutter contre la stigmatisation et les exclusions [n° 441 (2016-2017)] (23 février 2017) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi organique visant à améliorer la qualité des études d'impact des projets de loi [n° 610 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instituer le Conseil parlementaire d'évaluation des politiques publiques et du bien-être [n° 611 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi pour une meilleure protection des mineur.e.s victimes de viol et des autres agressions sexuelles [n° 53 (2017-2018)] (26 octobre 2017) - **Justice**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 janvier 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition de Mme Marie-Rose Moro, professeur de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent, chef de service à l'université Paris-Descartes, et M. Jean-Louis Brison, inspecteur d'académie - inspecteur pédagogique régional, auteurs du rapport « Plan d'action en faveur du bien-être et de la santé des jeunes » remis au président de la République en novembre 2016.

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition de M. Dominique Maigne, directeur de la Haute Autorité de santé, Mme Marie-Hélène Rodde-Dunet, chef du service Évaluation de la pertinence des soins et amélioration des pratiques et des parcours, et M. Michel Laurence, chef du service Bonnes

pratiques professionnelles, représentant la Haute Autorité de santé.

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Suivi quinquennal de l'application des lois - Communication.

(*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition conjointe de fédérations hospitalières : MM. David Gruson, délégué général, et Alexandre Mokédé, adjoint au délégué général, de la Fédération hospitalière de France (FHF), le docteur Olivier Drevon, président, M. David Castillo, délégué général, le docteur Vincent Masetti, coordinateur médical CLINEA de l'Union nationale des cliniques psychiatriques privées (UNCPSY), M. David Causse, coordonnateur du pôle santé social, Mme Anne-Charlotte de Vasselot, conseiller santé social, représentant la Fédération des établissements hospitaliers et d'aide à la personne privés non lucratifs (FEHAP), M. Gilles Moullec, vice-président, et Mme Luce Legendre, vice-présidente du bureau national de l'Association des établissements participant au service public de santé mentale (ADESM).

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Laurent Stefanini, ambassadeur, délégué permanent de la France auprès de l'UNESCO, accompagné de M. Daniel Janicot, président de la Commission nationale française pour l'UNESCO.

(*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition de Mmes Anne-Marie Armanteras-de Saxcé, directrice générale, et Céline Descamps, chargée de mission au bureau R4 (prises en charge post aigües, pathologies chroniques et santé mentale), de la Direction générale de l'offre de soins (DGOS).

Audition du professeur Christian Müller, psychiatre, président de la Conférence nationale des présidents de commissions médicales d'établissements (CME) de centres hospitaliers spécialisés (CHS) en psychiatrie.

Audition du professeur Marion Leboyer, directrice de la Fondation FondaMental et responsable de la recherche à l'hôpital Chenevier-Mondor de Créteil.

Réunion du lundi 6 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à l'organisation des Jeux olympiques et paralympiques 2024 - Examen des amendements de séance sur les articles délégués au fond.

Réunion du mardi 7 février 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition du Collège national des universitaires de psychiatrie (CNUP) représenté par le professeur Pierre Thomas, président, responsable médical du pôle psychiatrie, médecine légale et médecine en milieu pénitentiaire du centre hospitalier régional universitaire de Lille, Mme Marie-Rose Moro, professeur de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent, et le docteur Bénédicte Barbotin, présidente de l'Association française fédérative des étudiants en psychiatrie (AFFEP).

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition conjointe de M. Daniel Marcelli, professeur émérite de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent, et Mme Viviane Kovess-Masféty, présidente de la commission spécialisée Évaluation, stratégie et prospective du Haut Conseil de la santé publique.

Audition de Mme Isabelle Coutant, sociologue, chargée de recherche au CNRS et membre de l'Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux.

Réunion du mardi 21 février 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition conjointe sur les « Dys- » : le professeur Paul Vert, professeur émérite de pédiatrie, membre de l'Académie nationale de médecine, le professeur Mario Speranza, chef du service universitaire de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent du

centre hospitalier de Versailles, le professeur Franck Ramus, directeur de recherches au CNRS et professeur attaché à l'École normale supérieure, et le docteur Michel Habib, président de Résodys.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur la francophonie - Présentation du rapport d'information.

Réunion du jeudi 23 février 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Les enfants à identité sexuelle indéterminée - Examen du rapport d'information de Mmes Maryvonne Blondin et Corinne Bouchoux.

Réunion du mardi 4 avril 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 7 juin 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur la réforme des rythmes scolaires - Communication.

Réunion du mercredi 5 juillet 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'information « Femmes et agriculture ».

(*commission des lois*) : Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Audition de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 11 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rapport annuel 2016 du CSA - Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Françoise Nyssen, ministre de la culture.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Marlène Schiappa, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Mounir Mahjoubi, secrétaire d'État chargé du numérique.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rentrée universitaire - Audition de M. Gilles Roussel, président de la Conférence des présidents d'université (CPU).

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » - Audition de Mme Françoise Nyssen, ministre de la culture.

Réunion du jeudi 26 octobre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Constitution du bureau de la délégation.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens entre l'État et Campus France pour la période 2017-2020 - Audition de Mme Béatrice Khaiat, directrice générale de Campus France.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur le programme de travail de la délégation.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de

finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Culture » - Audition de Mme Françoise Nyssen, ministre de la culture.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Enseignement scolaire » - Crédits « Enseignement scolaire » et « Enseignement technique agricole » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines » et « Création et transmission des savoirs et démocratisation de la culture » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 30 novembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Marie-France Hirigoyen, psychiatre, sur le harcèlement.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants - Audition conjointe de MM. Gilles Roussel, président de la Conférence des présidents d'université (CPU) et Philippe Vincent, secrétaire général adjoint du Syndicat national des personnels de direction de l'éducation nationale (SNPDEN).

Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants - Audition conjointe des organisations d'étudiants.

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conclusions du groupe de travail sur les normes sportives applicables aux collectivités territoriales - Communication.

Projet de « maison commune de la musique » - Audition de M. Roch-Olivier Maistre.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse - Nouvelle lecture [n° 340 (2016-2017)]** - (14 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1430, 1431).

- **Question orale sans débat relative à l'évolution de la recherche sur la phagothérapie** - (21 février 2017) (p. 1644, 1645). (p. 1645).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (11 juillet 2017) - **Titre (Intitulé du Titre III)** (p. 2058).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (26 juillet 2017) - **Article 2 (Nouvelle organisation du dialogue social et rénovation de l'exercice des responsabilités syndicales en entreprise)** (p. 3092).

- **Question orale sans débat sur la prise en charge de l'AVC en France** - (24 octobre 2017) (p. 3947, 3948). (p. 3948).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Culture

- (4 décembre 2017) (p. 7088, 7089). - **État B** (p. 7096). (p. 7098).

BOCKEL (Jean-Marie)
sénateur (Haut-Rhin)
UDI-UC, puis UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation, puis membre le 18 octobre 2017, puis président le 26 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux du 18 décembre 2017 au 20 décembre 2017.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne jusqu'au 12 juin 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à faciliter le règlement des conséquences pécuniaires du divorce [n° 449 (2016-2017)] (2 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Les collectivités territoriales et la prévention de la radicalisation [n° 483 (2016-2017)] (29 mars 2017) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Table ronde « L'incidence de la nouvelle donne territoriale sur la politique de décentralisation culturelle » - 17 novembre 2016 [n° 543 (2016-2017)] (2 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Drones d'observation et drones armés : un enjeu de souveraineté [n° 559 (2016-2017)] (23 mai 2017) - **Défense**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Table ronde « Nouveaux territoires de projets : les pôles d'équilibre territoriaux et ruraux et les pôles métropolitains » - 1er décembre 2016 [n° 588 (2016-2017)] (23 juin 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à simplifier certaines obligations applicables aux collectivités territoriales dans le domaine du service public d'eau potable [n° 703 (2016-2017)] (1er août 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi portant création d'un fonds de dotation pour les territoires ruraux [n° 713 (2016-2017)] (7 septembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à faciliter la répression des rodéos motorisés [n° 102 (2017-2018)] (21 novembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - **Défense** : Préparation et emploi des forces [n° 110 tome 6 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Hubert Védrine, ancien ministre des affaires étrangères.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : 71e session de l'Assemblée générale des Nations unies - Forum transatlantique - Communications.

Réunion du jeudi 12 janvier 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jean-Michel Thornary, commissaire général à l'égalité des territoires.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. Mme Aliza Bin-Noun, ambassadeur d'Israël en France.

Projet de loi autorisant la ratification du protocole au traité de l'Atlantique Nord sur l'accession du Monténégro - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : La relation franco-allemande : communication de MM. Claude Kern et Jean-Pierre Masseret.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République italienne signé le 24 février 2015 pour l'engagement des travaux définitifs de la section transfrontalière de la nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 26 janvier 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jean-Vincent Placé, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de la réforme de l'État et de la simplification, sur l'action du Gouvernement en matière de simplification des normes applicables aux collectivités territoriales, en particulier dans le domaine du droit de l'urbanisme, de la construction et des sols.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Cyberinterférences dans les processus électoraux - Audition de M. Guillaume Poupard, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI).

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Dariusz Wisniewski, chargé d'affaires à l'ambassade de Pologne.

Sécurité et migrations : communication de MM. Jean-Marie Bockel et Didier Marie.

Réunion du jeudi 9 février 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Alain Lambert, président du Conseil national d'évaluation des normes (CNEN), sur le bilan et les perspectives de la simplification normative.

Réunion du mardi 14 février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-Pierre Bayle, candidat proposé par le président de la République pour occuper les

fonctions de président de la commission du secret de la défense nationale.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Point d'étape sur le Brexit : communication de Mmes Joëlle Garriaud-Maylam, Fabienne Keller et M. Éric Bocquet.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Examen du rapport d'information du groupe de suivi sur la refondation de l'Union européenne.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Proposition de résolution exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale - Présentation.

Réunion du jeudi 23 février 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jean-Bernard Auby, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, directeur de la chaire mutations de l'action publique et du droit public, et Mme Estelle Bomberger-Rivot, maître de conférences, chercheur à la chaire mutations de l'action publique et du droit public.

Questions diverses relatives à la simplification normative.

Réunion du mercredi 15 mars 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Conférence des ambassadeurs.

Réunion du mercredi 29 mars 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information de MM. Jean-Marie Bockel et Luc Carvounas : « Les collectivités territoriales et la prévention de la radicalisation ».

Réunion du mercredi 19 avril 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Les nouvelles technologies au service de la modernisation des territoires - Présentation du rapport d'information de MM. Jacques Mézard et Philippe Mouiller.

Réunion du mardi 23 mai 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « Les drones dans les forces armées » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 24 mai 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « Vers les 2 % du PIB pour la défense » - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 13 juillet 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et la République tchèque relatif à la coopération dans le domaine de l'exploration et de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur, sur le bilan et les perspectives de la Conférence nationale des territoires réunie le 17 juillet 2017.

Revitalisation des centres-villes et des centres-bourgs - Présentation du rapport d'étape de MM. Martial Bourquin et Rémy Pointereau.

Réunion du mardi 19 septembre 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Échange de vues sur les démarches innovantes qui pourraient être initiées dans le cadre de la lutte contre l'inflation normative et en vue de l'amélioration de la qualité des lois relatives aux collectivités territoriales, et sur les

conséquences de la réduction annoncée du nombre des élus locaux.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale.

Réunion du mardi 17 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Arnaud Danjean, président du comité de rédaction de la revue stratégique de défense et de sécurité nationale.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Joël Barre, délégué général pour l'armement.

Projet de loi de finances pour 2018 - Audition du général Jean-Pierre Bosser, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de l'amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la marine.

Projet de loi de finances pour 2018 - Audition du général André Lanata, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Réunion du jeudi 26 octobre 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Élection du président ; désignation des vice-présidents et des secrétaires ; questions diverses.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Programme 129 « Coordination du travail gouvernemental » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition du général François Lecointre, chef d'état-major des armées.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 105 « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Suite à la réunion du bureau de la délégation du 9 novembre 2017, programme de travail semestriel.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Défense » - Programme 178 « Préparation et emploi des forces » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Défense » - Programme 212 « Soutien de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Avances à l'audiovisuel public » - Programmes 844 « France Médias Monde » et 847 « TV5 Monde » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Défense » - Examen de la position de la commission.

Réunion du jeudi 30 novembre 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Groupe de travail sur la simplification des normes sportives - Réglementation applicable aux collectivités territoriales et simplification de normes

réglementaires relatives à la pratique et aux équipements sportifs
- Proposition de résolution de MM. Dominique de Legge, Christian Manable et Michel Savin.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Crise du Qatar - Audition de M. Bertrand Besancenot, ministre plénipotentiaire hors classe, conseiller diplomatique du Gouvernement.

Réunion du jeudi 7 décembre 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. André Laignel, premier vice-président de l'Association des maires de France, sur les attentes des collectivités territoriales à l'issue du congrès des maires 2017.

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition conjointe sur le continuum sécurité et développement au Sahel : MM. Yvan Guichaoua, enseignant-chercheur à la Brussels School of International Studies, et Sébastien Mosneron Dupin, directeur général d'Expertise France.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions du rapport d'information : « Où va l'État territorial ? Le point de vue des collectivités »** - (10 janvier 2017) - président de la délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation (p. 40).

- **Projet de loi autorisant la ratification du protocole au traité de l'Atlantique Nord sur l'accèsion du Monténégro [n° 314 (2016-2017)]** - (26 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 968, 969).

- **Débat sur la revue stratégique de défense et de sécurité nationale** - (24 octobre 2017) (p. 3974).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en Arabie Saoudite** - (9 novembre 2017) (p. 4670, 4671). (p. 4671).

- **Débat sur les collectivités locales** - (22 novembre 2017) (p. 7669).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Défense

- (30 novembre 2017) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, pour le programme « Préparation et emploi des forces » (p. 6954).

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (4 décembre 2017) (p. 7122, 7123).

BOCQUET (Éric)
sénateur (Nord)
CRC, puis CRCE

Réélu le 24 septembre 2017.

Secrétaire du Sénat à compter du 4 octobre 2017.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances à partir du 5 octobre 2017 ; membre de la commission jusqu'au 4 octobre 2017.

Membre de la commission des affaires européennes jusqu'au 4 octobre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2017 (14 décembre 2017).

Membre titulaire de l'Observatoire de la sécurité de cartes de paiement le 13 décembre 2017.

Membre suppléant de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne jusqu'au 12 juin 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre plus équitable au sein d'un EPCI le calcul des dotations de compensation dans le contexte d'un transfert de compétence [n° 406 (2016-2017)] (15 février 2017) - **Budget**.

Proposition de loi pour un droit au logement effectif et pour l'interdiction des expulsions sans relogement [n° 479 (2016-2017)] (27 mars 2017) - **Logement et urbanisme**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La fiscalité de l'économie collaborative : un besoin de simplicité, d'unité et d'équité [n° 481 (2016-2017)] (29 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'adaptation de la fiscalité à l'économie collaborative [n° 482 (2016-2017)] (29 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à préciser les limites du champ de protection d'un brevet concernant une information génétique [n° 515 (2016-2017)] (20 avril 2017) - **Culture**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire le droit à l'interruption volontaire de grossesse dans la Constitution [n° 545 (2016-2017)] (3 mai 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à abroger la loi autorisant la ligne Charles-de-Gaulle Express [n° 552 (2016-2017)] (11 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la protection des enfants et des adolescents face aux effets de la publicité télévisuelle [n° 558 (2016-2017)] (22 mai 2017) - **Éducation**.

Proposition de loi relative à la mise en place d'un moratoire sur la mise en culture des semences de colza et de tournesol tolérantes aux herbicides issues de mutagenèse [n° 564 (2016-2017)] (29 mai 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 600 (2016-2017)] (29 juin 2017) - **Aménagement du territoire**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 643 (2016-2017)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 645 tome 2 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Budget**.

Proposition de loi visant à renforcer le contrôle sur le commerce des armes et relative à la violation des embargos [n° 695 (2016-2017)] (31 juillet 2017) - **Défense**.

Proposition de loi visant à rétablir le délit d'entrave des directeurs d'établissements publics au fonctionnement du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) [n° 696 (2016-2017)] (31 juillet 2017) - **Fonction publique**.

Proposition de loi visant à réhabiliter la police de proximité [n° 715 (2016-2017)] (11 septembre 2017) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à renforcer la définition des agressions sexuelles et du viol commis sur des mineur.e.s de moins de 15 ans [n° 55 (2017-2018)] (30 octobre 2017) - **Famille**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Solidarité, insertion et égalité des chances [n° 108 tome 3 annexe 29 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 12 janvier 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - L'Italie et l'Union européenne : rapport d'information et avis politique de MM. Jean Bizet, Pascal Allizard, René Danesi, André Gattolin, Mme Gisèle Jourda et M. Simon Sutour.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des finances*) : « Adapter l'impôt sur les sociétés à une économie ouverte » - Audition de M. Didier Migaud, président du Conseil des prélèvements obligatoires (CPO).

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord multilatéral entre autorités compétentes portant sur l'échange des déclarations pays par pays - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Politique des dividendes de l'État actionnaire - Communication.

Suivi quinquennal de l'application des lois - Communication.

Réunion du jeudi 26 janvier 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord multilatéral entre autorités compétentes portant sur l'échange des déclarations pays par pays - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Dariusz Wisniewski, chargé d'affaires à l'ambassade de Pologne.

(*commission des finances*) : Compétitivité de la place de Paris - Audition de Mme Marie-Anne Barbat Layani, directrice générale de la Fédération bancaire française (FBF), MM. Stéphane Boujnah, président du directoire d'Euronext N.V., Jean-Louis Laurens, ambassadeur de la gestion d'actifs français à l'international, Jean-Frédéric de Leusse, président du directoire d'UBS France, René Proglorio, directeur général de Morgan Stanley France, et Mme Odile Renaud-Basso, directrice générale du Trésor.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Point

d'étape sur le Brexit : communication de Mmes Joëlle Garriaud-Maylam, Fabienne Keller et M. Éric Bocquet.

(*commission des finances*) : Compétitivité de la place de Paris - Audition de MM. Jean Beunardeau, président de HSBC France, Gilles Briatta, secrétaire général de la Société générale, Jean-François Cirelli, président de BlackRock France, Gérard Mestrallet, président de Paris Europlace, et Jean-Jacques Santini, directeur des affaires institutionnelles du groupe BNP Paribas.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Examen du rapport d'information du groupe de suivi sur la refondation de l'Union européenne.

(*commission des finances*) : Audition de MM. William Coen, secrétaire général du Comité de Bâle, et Édouard Fernandez-Bollo, secrétaire général de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR).

Réunion du mercredi 31 mai 2017 (*commission des finances*) : Évolutions, perspectives et gestion de la dette publique de la France - Communication.

Réunion du mercredi 7 juin 2017 (*commission des finances*) : Compétitivité des places financières - Communication.

Réunion du mercredi 21 juin 2017 (*commission des finances*) : Rapport annuel de l'Autorité des marchés financiers (AMF) - Audition de M. Gérard Rameix, président de l'AMF.

Réunion du mercredi 27 septembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Projet de loi de programmation des finances publiques - Audition de MM. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics, et Benjamin Griveaux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et articles 50 et 51) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen des rapports spéciaux.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Finances locales - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Aide publique au développement » et compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 31 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des principaux éléments de l'équilibre sur le projet de loi de finances pour 2018 - Tome I du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et article 63) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des articles de la première partie - Examen du tome II du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » (et article 49 B) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Sécurités » (et article 62 bis) - Programmes « Gendarmerie nationale » et « Police nationale », programme « Sécurité et éducation routière », compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » (et article 66) et programme « Sécurité civile » (et article 62 ter) - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Engagements financiers de l'État » - Compte d'affectation spéciale « Participations de la France au désendettement de la Grèce » - Comptes de concours financiers « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » et « Accords monétaires internationaux » (et articles 55 et 55 bis) - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du mardi 28 novembre 2017 (*commission des finances*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Éric Lombard, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de directeur général de la Caisse des dépôts et consignations (CDC).

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Missions « Enseignement scolaire », « Sport, jeunesse et vie associative » (et l'article 65), « Pouvoirs publics », « Conseil et contrôle de l'État », « Direction de l'action du Gouvernement » et le budget annexe « Publications officielles et information administrative », « Santé », « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et les articles 63 et 64), « Défense » (et les articles 52 septies et octies) - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à abroger la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, dite « Loi Travail » [n° 2016 (155-156)]** - (11 janvier 2017) - **Article unique** (p. 81).

- **Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir [n° 104 (2016-2017)]** - (11 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 85, 86).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord multilatéral entre autorités compétentes portant sur l'échange des déclarations pays par pays [n° 308 (2016-2017)]** - (26 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 977). - **Article additionnel après l'article unique** (p. 978).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le « décret Trump » et la position de la France** - (31 janvier 2017) (p. 1037, 1038).

- **Proposition de loi visant à favoriser l'assainissement cadastral et la résorption du désordre de propriété [n° 352 (2016-2017)]** - (8 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1356). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 793 du code général des impôts - Exonération de droits à hauteur de 50 % de la valeur de l'immeuble lors de la première mutation à titre gratuit d'un bien nouvellement titré) (p. 1362). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1135 bis du code général des impôts - Report au 1er janvier 2028 de la fin de l'exonération partielle de droits de succession applicable aux immeubles situés en Corse) (p. 1363). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. 750 bis B [nouveau] du code général des impôts - Exonération de droits pour les actes de partage de succession ou les licitations de certains biens héréditaires situés en Corse) (p. 1363).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (11 juillet 2017) - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 2013). (p. 2016).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Discussion générale :

- (23 novembre 2017) (p. 6314, 6316).

Première partie :

- (23 novembre 2017) - **Article 27** (*Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne*) (p. 6360, 6361).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2017) - **Article 2** (art. 196 B et 197 du code général des impôts - Indexation du barème de l'impôt sur le revenu (IR) sur l'inflation) (p. 6372). (p. 6372). (p. 6373). (p. 6377). (p. 6378). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 6416). - **Articles additionnels après l'article 6 quater** (p. 6430). (p. 6430). (p. 6436). (p. 6437). - **Article 8 (supprimé)** (art. 200 quater et 278-0 bis A du code général des impôts - Prorogation et aménagement du crédit d'impôt pour la transition énergétique, CITE) (p. 6450).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 6488, 6489). (p. 6490). (p. 6491). (p. 6492). (p. 6496). - **Article 10** (art. 50-0, 102 ter, 151-0, 163 quater, 1417, 1586 sexies du code général des impôts, et art. L. 252 B du livre des procédures fiscales - Augmentation des seuils des régimes d'imposition des micro-entreprises) (p. 6510). - **Article 11** (Mise en œuvre du prélèvement forfaitaire unique) (p. 6547). (p. 6548, 6549). (p. 6557, 6558). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 6563). - **Article 11 bis (nouveau)** (art. 39 quinquies du code général des impôts - Application du PFU à l'imposition des plus-values professionnelles) (p. 6563, 6564). - **Article 12** (Création de l'impôt sur la fortune immobilière et suppression de l'impôt sur la fortune) (p. 6585, 6586). (p. 6589). - **Article 13** (art. 213 et 235 ter ZCA du code général des impôts - Suppression de la contribution de 3 % sur les revenus distribués) (p. 6617). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 6617). (p. 6618). - **Article 14** (Conditions d'assimilation fiscale des sociétés ayant leur siège dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscale) (p. 6619).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2017) - **Article 15** (art. 62 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 - Modification de l'assiette de la taxe sur les transactions financières) (p. 6629, 6630). (p. 6632). (p. 6635). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 6638, 6639). - **Article 16** (art. L. 1613-1, art. L. 2335-3, art. L. 3334-17 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B, art. 1586 B et art. 1648 A du code général des impôts, art. 21 de

la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 49 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 6 de la loi n° 87-1317 de finances pour 1987 du 30 décembre 1986, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 2, art. 77 et art. 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 de finances pour 2011, art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Fixation pour 2018 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL) (p. 6653). (p. 6669). - **Article 19** (Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public) (p. 6685). (p. 6689). (p. 6690). (p. 6692).

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) (p. 6801).

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (30 novembre 2017) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 6935).

Articles non rattachés

- (8 décembre 2017) - **Article 39** (art. 199 novovicies et 279-0 bis A du code général des impôts - Prorogation et recentrage de la réduction d'IR en faveur de l'investissement locatif intermédiaire, dispositif « Pinel ») (p. 7535). (p. 7540). - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 7550). - **Article 39 sexies (nouveau)** (art. 199 terdecies-0 A du code général des impôts - Aménagement de la réduction d'impôt « Madelin ») (p. 7562, 7563). - **Article 39 nonies (nouveau)** (art. 200 quater et 278-0 bis A du code général des impôts - Prorogation et aménagement du crédit d'impôt pour la transition énergétique, CITE) (p. 7577). (p. 7579). - **Article 40** (art. L. 31-10-2, L. 31-10-3 et L. 371-4 du code de la construction et de l'habitation ; art. 90 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Prorogation et réforme du prêt à taux zéro, PTZ) (p. 7597). - **Article 41** (art. 39, 39 quinquies, 182B, 187, 212, 219 et 244 bis du code général des impôts ; art. 11 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 - Diminution du taux normal de l'impôt sur les sociétés) (p. 7602). - **Articles additionnels après l'article 41** (p. 7604). (p. 7605). - **Article 41 bis (nouveau)** (art. 1599 bis et 1656 du

code général des impôts ; art. 89 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 - Transfert à la métropole de Lyon de la dynamique de CVAE perçue sur son territoire par la région Auvergne-Rhône-Alpes) (p. 7607). - **Article 42** (art. 199 ter C, 220 C, 223 O et 244 quater C du code général des impôts : art L. 1233-57-3, L. 2313-7-1, L. 2323-12, L. 2323-13, L. 2323-56, L. 2323-57 du code du travail ; art. L. 172 G du livre des procédures fiscales et art. 66 de la loi n° 2012-1510 du 29 décembre 2012 de finances rectificative pour 2012 - Baisse du taux du CICE en 2018 et suppression du crédit d'impôt à compter du 1er janvier 2019) (p. 7611). - **Article 44** (art. 231 du code général des impôts - Suppression du taux supérieur de la taxe sur les salaires) (p. 7614).

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7841, 7842).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 155 (2017-2018)]** - (14 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 9657, 9658).

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2017) - **Article 13** (art. 44 sexies A, 44 octies A, 44 duodecies, 44 terdecies, 44 quaterdecies, 44 quindecies, 154 bis, 154 bis 0-A, 163 quaterdecies, 170, 204 G, 220 terdecies, 220 quinquies, 244 quater B, 244 quater C, 244 quater E, 244 quater G, 244 quater H, 244 quater M, 244 quater O, 244 quater Q, 244 quater W, 302 nonies, 1383 F, 1417, 1463 A, 1466 B, 1586 ter, 1639 A ter, 1640, 1647 C septies du code général des impôts ; art. L. 80 B du livre des procédures fiscales ; art. 60 de la loi n° 2016-1917 de finances pour 2017 - Création d'un dispositif d'exonération fiscale pour les entreprises qui se créent dans les bassins urbains à dynamiser) (p. 9763). - **Article 14 bis (nouveau)** (art. L. 112 bis du livre des procédures fiscales - Délivrer les administrations fiscales du secret fiscal pour ce qui concerne les aides d'État) (p. 9773). - **Article 16 ter (nouveau)** (art. 150 U du code général des impôts - Mesures fiscales en faveur de la libération du foncier) (p. 9782). (p. 9783). (p. 9785). - **Article 23 ter (nouveau)** (art. L. 2333-33 et L. 2333-34 du code général des collectivités territoriales - Généralisation de la collecte de la taxe de séjour « au réel » par les plateformes en ligne) (p. 9823). - **Article 25** (art. 1649 AC, 1729 C bis [nouveau], et 1740 ter [nouveau] du code général des impôts, art. L. 102 AG [nouveau] du livre des procédures fiscales, et art. L. 564-1 [nouveau], L. 612-1 et L. 621-1 du code monétaire et financier - Contrôle des informations sur les comptes financiers soumises à un échange automatique entre administrations fiscales) (p. 9843). (p. 9844). - **Article 28** (art. 1599 quindecies, 1628-0 bis et 1723 ter-0 B du code général des impôts - Aménagements relatifs au paiement dématérialisé pour la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules et à l'accès direct au système d'immatriculation des véhicules) (p. 9852, 9853). (p. 9853).

BOISTARD (Pascale)

secrétaire d'État auprès de la ministre
des affaires sociales et de la santé,
chargée des personnes âgées et de
l'autonomie
(jusqu'au 18 mai 2017)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à mettre en place une stratégie nationale d'utilisation du transport sanitaire hélicoptère [n° 324 (2016-2017)]** - (1er février 2017) - **Discussion générale** (p. 1158, 1160).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la disponibilité des vaccins obligatoires** - (9 février 2017) (p. 1392).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des aides à domicile** - (9 février 2017) (p. 1399).

BONFANTI-DOSSAT (Christine)
sénateur (Lot-et-Garonne)
LR

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 18 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instaurer un Pass permis citoyen [n° 38 (2017-2018)] (19 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées sous tutelle ou sous curatelle [n° 95 (2017-2018)] (16 novembre 2017) - **Famille**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 181 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

BONHOMME (François)
sénateur (Tarn-et-Garonne)
LR-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017, puis secrétaire le 26 octobre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion des projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique (26 juillet 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance portant création de l'établissement public Paris La Défense (1er décembre 2017).

Proposition de loi visant à assurer un égal accès de tous les citoyens aux services publics de l'État et de ses opérateurs [n° 182 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Audition de Mme Geneviève Darrieussecq, secrétaire d'État auprès de la ministre des armées.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Travail et emploi » et compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le retour des djihadistes en France** - (13 décembre 2017) (p. 9593).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations (19 décembre 2017).

Membre titulaire de la commission de suivi de la détention provisoire jusqu'au 4 octobre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à supprimer le bénéfice de l'âge en cas d'égalité des suffrages entre deux listes arrivées en tête aux élections municipales [n° 475 (2016-2017)] (22 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à élargir les missions des comités locaux d'information et de suivi visés à l'article L. 542-13 du code de l'environnement [n° 561 (2016-2017)] (23 mai 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens d'action des maires à l'égard des atteintes faites au patrimoine bâti des communes [n° 603 (2016-2017)] (4 juillet 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi organique tendant à garantir l'ancrage territorial des sénateurs [n° 634 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à la promotion de la cohabitation intergénérationnelle [n° 15 (2017-2018)] (6 octobre 2017) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à instaurer un Pass permis citoyen [n° 38 (2017-2018)] (19 octobre 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées sous tutelle ou sous curatelle [n° 95 (2017-2018)] (16 novembre 2017) - **Famille.**

Proposition de loi tendant à réformer les fonds de garantie des dommages consécutifs à des actes de prévention, de diagnostic ou de soins dispensés au sein des établissements, services ou organismes de santé et de soins [n° 126 (2017-2018)] (4 décembre 2017) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale et aux réunions des commissions départementales d'aménagement commercial [n° 167 (2017-2018)] (13 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 21 février 2017 (*commission des lois*) : Mission d'information « Désendoctrinement, désembrigadement

et réinsertion des djihadistes en France et en Europe » - Communication.

Réunion du mercredi 19 avril 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Les nouvelles technologies au service de la modernisation des territoires - Présentation du rapport d'information de MM. Jacques Mézard et Philippe Mouiller.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

(*commission des lois*) : Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 11 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur, sur le bilan et les perspectives de la Conférence nationale des territoires réunie le 17 juillet 2017.

Revitalisation des centres-villes et des centres-bourgs - Présentation du rapport d'étape de MM. Martial Bourquin et Rémy Pointereau.

Réunion du vendredi 4 août 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi organique pour la confiance dans la vie politique (nouvelle lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage - Proposition de loi visant à renforcer et rendre plus effectives les sanctions en cas d'installations illégales en réunion sur un terrain public ou privé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 26 octobre 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Élection du président ; désignation des vice-présidents et des secrétaires ; questions diverses.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des lois*) : Dématérialisation des documents utilisés pour les réunions de commission - Communication.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative aux modalités de dépôt de candidature aux élections - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à réhabiliter la police de proximité - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes - Troisième lecture [n° 256 (2016-2017)]** - (10 janvier 2017) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 206 (216-217)** (p. 24, 25).
- **Proposition de loi organique relative aux autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Troisième lecture [n° 206 (216-217)]** - (10 janvier 2017) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 256 (2016-2017)** (p. 24, 25).
- **Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir [n° 104 (2016-2017)]** - (11 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 93, 94). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 96).
- **Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 332 (2016-2017)]** - (31 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 1030, 1031).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le procès Bruckner** - (31 janvier 2017) (p. 1040, 1041).
- **Proposition de loi visant à la mise en œuvre effective du droit à l'eau potable et à l'assainissement [n° 416 (2016-2017)]** - (22 février 2017) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1314-2 [nouveau] du code de la santé publique - *Obligation pour les collectivités territoriales de mettre gratuitement à disposition des équipements sanitaires et de distribution d'eau potable*) (p. 1750, 1751).
- **Proposition de loi visant à assurer la sincérité et la fiabilité des comptes des collectivités territoriales [n° 131 (2016-2017)]** - (22 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1788, 1789).
- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (10 juillet 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 608 (2016-2017)** (p. 1985, 1986).
- **Suite de la discussion** (11 juillet 2017) - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 2040).
- **Suite de la discussion** (12 juillet 2017) - **Intitulé du projet de loi** (p. 2163).
- **Projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 608 (2016-2017)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 609 (2016-2017)** - (13 juillet 2017) - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 2481). (p. 2482, 2483). (p. 2483, 2484). (p. 2484). - **Article 7** (art. L.O. 151-1 du code électoral - *Délai de mise en conformité accordé aux parlementaires pour la nouvelle incompatibilité patrimoniale et coordinations*) (p. 2486). (p. 2486). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 2486). - **Article 9** (art. 54 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances - *Suppression de la réserve parlementaire - Dotation de soutien à l'investissement des communes et de leurs groupements*) (p. 2494, 2495). (p. 2502).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la baisse du nombre d'élus locaux** - (20 juillet 2017) (p. 2833). (p. 2833, 2834).
- **Projet de loi pour la confiance dans la vie politique - Commission mixte paritaire [n° 700 (2016-2017)]** - (2 août 2017) - **Discussion générale** (p. 3522, 3523).
- **Projet de loi organique pour la confiance dans la vie politique - Nouvelle lecture [n° 709 (2016-2017)]** - (4 août 2017) - **Discussion générale** (p. 3583, 3584).

- **Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice [n° 34 (2017-2018)]** - (24 octobre 2017) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 35 (2017-2018)** (p. 4002). (p. 4004).
- **Proposition de loi organique pour le redressement de la justice [n° 35 (2017-2018)]** - (24 octobre 2017) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 34 (2017-2018)** (p. 4002). (p. 4004).
- **Proposition de loi tendant à simplifier certaines obligations applicables aux collectivités territoriales dans le domaine du service public d'eau potable [n° 32 (2017-2018)]** - (26 octobre 2017) - **Discussion générale** (p. 4229, 4230).
- **Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 45 (2017-2018)]** - (31 octobre 2017) - **Article 1er** (art. 1er et 2 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, art. L. 3641-1, L. 5214-16, L. 5214-23-1, L. 5215-20, L. 5215-20-1, L. 5216-5, L. 5217-2 et L. 5219-1 du code général des collectivités territoriales - *Obligations et compétences des communes et des EPCI en matière d'accueil des gens du voyage*) (p. 4276). (p. 4278).
- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 [n° 57 (2017-2018)]** - (9 novembre 2017) - **Question préalable** (p. 4651).
- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Nouvelle lecture [n° 84 (2017-2018)]** - (14 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4900). - **Question préalable** (p. 4902).
- **Débat sur le thème « Quelles énergies pour demain ? »** - (22 novembre 2017) (p. 7662, 7663).
- **Proposition de loi relative aux modalités de dépôt de candidature aux élections [n° 88 (2017-2018)]** - (22 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7694).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des territoires ruraux** - (23 novembre 2017) (p. 6329). (p. 6330).
- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

- Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales**
- (29 novembre 2017) (p. 6798).

Relations avec les collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) - **Article 59** (art. L. 2334-42 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Dotation de soutien à l'investissement local*) (p. 6811). (p. 6816). - **Article 59 bis (nouveau)** (art. L. 2334-37 du code général des collectivités territoriales - *Modalités d'examen par la commission ad hoc des demandes de subvention au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux, DETR*) (p. 6822). (p. 6828).

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (7 décembre 2017) (p. 7406).
- **Proposition de loi visant à réhabiliter la police de proximité [n° 133 (2017-2018)]** - (13 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 9551). (p. 9556, 9557). (p. 9557).

Projet de loi de finances pour 2018 - Nouvelle lecture [n° 172 (2017-2018)]

Discussion générale :

- (19 décembre 2017) (p. 10398).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Nouvelle lecture [n° 178 (2017-2018)]** - (19 décembre 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de finances n° 172 (2017-2018)** (p. 10398).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Nouvelle lecture [n° 191 (2017-2018)]** - (20 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10512).

BONNE (Bernard)
sénateur (Loire)
LR

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes du 18 octobre 2017 au 23 octobre 2017.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale le 21 novembre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 (20 novembre 2017).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux **[n° 41 (2017-2018)]** (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à prendre en compte la situation des « Américains accidentés » concernés par le Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA) **[n° 64 (2017-2018)]** (6 novembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 **[n° 63 (2017-2018)]** - Exposé général **[n° 77 tome 1 (2017-2018)]** (8 novembre 2017) - **Budget**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 **[n° 63 (2017-2018)]** - Examen des articles **[n° 77 tome 2 (2017-2018)]** (8 novembre 2017) - **Budget**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 **[n° 63 (2017-2018)]** - Tableau comparatif **[n° 77 tome 3 (2017-2018)]** (8 novembre 2017) - **Budget**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit **[n° 83 (2017-2018)]** (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées sous tutelle ou sous curatelle **[n° 95 (2017-2018)]** (16 novembre 2017) - **Famille**.

Proposition de loi relative à l'amélioration du fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre **[n° 151 (2017-2018)]** (8 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale **[n° 181 (2017-2018)]** (19 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer un égal accès de tous les citoyens aux services publics de l'État et de ses opérateurs **[n° 182 (2017-2018)]** (19 décembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Audition de M. François-Xavier Selleret, directeur du GIE AGIRC-ARRCO.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (13 novembre 2017) - rapporteur de la commission des affaires sociales pour le secteur médico-social - **Discussion générale** (p. 4858).

Quatrième partie :

- (17 novembre 2017) - **Article 50** (*art. L. 313-1, L. 313-12, L. 313-12-2, L. 314-6 du code de l'action sociale et des familles - Régime de contractualisation dans le secteur médico-social*) (p. 5336). (p. 5336). (p. 5336). (p. 5337). (p. 5337). (p. 5338). (p. 5338). (p. 5338). (p. 5339). - **Articles additionnels après l'article 50** (p. 5340). (p. 5341). - **Article 50 bis (nouveau)** (*art. L. 233-2 du code de l'action sociale et des familles - Dépenses de fonctionnement des conférences des financeurs*) (p. 5343). (p. 5343). - **Articles additionnels après l'article 50 bis** (p. 5344). (p. 5345).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Première partie :

- (27 novembre 2017) - **Article 19** (*Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public*) (p. 6689). (p. 6692).

Seconde partie :

au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux, DETR) (p. 6826).

Relations avec les collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) - **Article 59 bis (nouveau)** (art. L. 2334-37 du code général des collectivités territoriales - Modalités d'examen par la commission ad hoc des demandes de subvention

BONNECARRÈRE (Philippe)
sénateur (Tarn)
UDI-UC, puis UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 1er août 2017.

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 31 juillet 2017.

Membre de la commission des affaires européennes, puis vice-président le 5 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective jusqu'au 17 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme (5 octobre 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement (31 octobre 2017).

Membre titulaire de la commission supérieure des sites, perspectives et paysages jusqu'au 18 décembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

Membre de la mission d'information sur la démocratie représentative, la démocratie participative, la démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 jusqu'au 12 juin 2017.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de résolution [n° 319 (2016-2017)] au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la réforme européenne du droit d'auteur [n° 384 (2016-2017)] (8 février 2017) - **Culture**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la simplification du droit européen [n° 388 (2016-2017)] - La simplification du droit : une exigence pour l'Union européenne [n° 387 (2016-2017)] (9 février 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la simplification du droit européen [n° 388 (2016-2017)] (9 février 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire : Décider en 2017 : le temps d'une démocratie « coopérative » [n° 556 tome 1 (2016-2017)] (17 mai 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire : Décider en 2017 : le temps d'une démocratie « coopérative » [n° 556 tome 2 (2016-2017)] (17 mai 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi sur la majoration des pensions aux veuves des très grands invalides de guerre dont l'indice de pension était supérieur à 2 000 points à la date du décès [n° 626 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Anciens combattants**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 613 (2016-2017)] en application de l'article 73 quinquies du Règlement, pour une réforme des conditions d'utilisation des mesures conservatoires prévues par le règlement (CE) n° 1/2003 du Conseil relatif à la mise en œuvre des règles de concurrence [n° 674 (2016-2017)] (20 juillet 2017) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à renforcer et rendre plus effectives les sanctions en cas d'installations illégales en réunion sur un terrain public ou privé [n° 680 (2016-2017)] (25 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accueil des gens du voyage [n° 694 (2016-2017)] (31 juillet 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi portant création d'un fonds de dotation pour les territoires ruraux [n° 713 (2016-2017)] (7 septembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi élargissant les modalités d'intervention de l'action extérieure des collectivités territoriales en matière d'eau, d'assainissement, d'électricité, de gaz et de déchets ménagers [n° 714 (2016-2017)] (11 septembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à prendre en compte la situation des « Américains accidentels » concernés par le Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA) [n° 64 (2017-2018)] (6 novembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à réformer les fonds de garantie des dommages consécutifs à des actes de prévention, de diagnostic ou de soins dispensés au sein des établissements, services ou organismes de santé et de soins [n° 126 (2017-2018)] (4 décembre 2017) - **Economie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'amélioration du fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre [n° 151 (2017-2018)] (8 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 105 (2017-2018)] portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité [n° 161 (2017-2018)] (13 décembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition de M. Jean-François Pilliard, professeur affilié et président de la chaire « dialogue social et compétitivité des entreprises » à l'ESCP Europe, membre de la section du travail et de l'emploi au Conseil économique, social et environnemental (CESE), ancien délégué général de l'Union des industries et métiers de la métallurgie (IUMM) et ancien vice-président et président du pôle social du Mouvement des entreprises de France (MEDEF).

Réunion du jeudi 19 janvier 2017 (*commission des affaires européennes*) : Culture - Paquet « Droit d'auteur » : proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Colette Mélot et M. Richard Yung.

(*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition de M. Marcel Gauchet, philosophe et historien, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Carole Bienaimé Besse, candidate désignée par le président du Sénat aux fonctions de membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel en application de l'article 4 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication.

(*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition de M. Jean-Denis Combexelle, président de la section sociale du Conseil d'État.

Réunion du jeudi 26 janvier 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Suivi des résolutions européennes : Audition de M. Harlem Désir, secrétaire d'État aux affaires européennes.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Laurent Stefanini, ambassadeur, délégué permanent de la France auprès de l'UNESCO, accompagné de M. Daniel Janicot, président de la Commission nationale française pour l'UNESCO.

(*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition conjointe de MM. Loïc Blondiaux, professeur de science politique à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne et Rémi Lefebvre, professeur de science politique à l'université Lille II.

Réunion du jeudi 2 février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Programme de travail 2017 de la commission européenne - Rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

Réunion du mardi 7 février 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition de M. Martial Foucault, directeur du centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF).

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de résolution européenne sur la réforme européenne du droit d'auteur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Simplification du droit européen : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet, Pascal Allizard,

Philippe Bonhecarrère, Michel Delebarre, Jean-Paul Émorine, Claude Kern, Didier Marie, Daniel Raoul et Simon Sutour.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition conjointe des représentants d'associations d'élus locaux, avec M. Charles Fournier, vice-président du conseil régional de Centre-Val de Loire, pour Régions de France, Mme Alexandrine Leclerc, vice-présidente du conseil départemental du Loiret représentant l'Assemblée des départements de France (ADF), MM. Loïc Cauret, président de la communauté de communes Lamballe Terre et Mer, président délégué de l'Assemblée des communautés de France (AdCF), Bertrand Pancher, député-maire de Bar-Le-Duc, et Alexandre Touzet, maire de Saint-Yon, représentant l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalités (AMF).

Audition de M. Christian Leyrit, président de la Commission nationale du débat public (CNDP).

Audition de Mme Brigitte Chalopin, présidente de la Compagnie nationale des commissaires enquêteurs (CNCE), et M. Jean-Pierre Chaulet, vice-président de la CNCE, président de la Compagnie des commissaires enquêteurs d'Île-de-France.

Communication relative à l'organisation des travaux de la mission d'information.

Réunion du jeudi 23 février 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition, sur la participation des citoyens à la prise de décision publique, de MM. Florent Guignard, vice-président de Démocratie ouverte, Stéphane Vincent, délégué général de la 27e région, Cyril Lage, fondateur de Parlement et citoyens, Benjamin Ooghe-Tabanou et François Massot, administrateurs de Regards citoyens.

Réunion du mercredi 1er mars 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition des représentants des organisations représentatives des employeurs, avec MM. Michel Guilbaud, directeur général du Mouvement des entreprises de France (MEDEF), Jean-Michel Pottier, vice-président en charge des affaires sociales et de la formation au sein de la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME), et Pierre Burban, secrétaire général de l'Union des entreprises de proximité (U2P).

Audition des représentants des organisations représentatives des salariés, avec M. Fabrice Angei, membre du bureau confédéral de la Confédération générale du travail (CGT), Mme Marylise Léon, secrétaire nationale en charge de l'évolution des règles du dialogue social au sein de la Confédération française démocratique du travail (CFDT), MM. Gilles Lecuelle, secrétaire national de la Confédération française de l'encadrement - Confédération générale des cadres (CFE-CGC), en charge du dialogue social, et Pierre Jardon, secrétaire confédéral de la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC), en charge du dialogue social.

Réunion du mardi 7 mars 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Débat préalable au Conseil européen des 9 et 10 mars 2017.

Réunion du mercredi 8 mars 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition conjointe de M. Max Roche, directeur général adjoint en charge des concessions d'Eiffage, Mme Estelle Salou, directrice adjointe au sein de la direction juridique de Réseau de transport d'électricité (RTE), M. François Tainturier, directeur du design du réseau, Mme Julie Taldir, chef du pôle « concertation et relations extérieures », de SNCF Réseau, Mme Nathalie Boivin, directeur juridique de Vinci Autoroutes, et M. Christophe Boutin, adjoint au délégué général de l'Association des sociétés françaises d'autoroutes (ASFA).

Audition conjointe de Mme Laurence Monnoyer-Smith, commissaire générale au développement durable (CGDD), MM. Philippe Rogier, sous-directeur de l'intégration des démarches de développement durable dans les politiques publiques au CGDD et Michel Hersemul, sous-directeur de

l'aménagement du réseau routier national au sein de la direction générale des infrastructures, des transports et de la mer (DGITM), du ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer.

Audition conjointe de Mme Maryvonne de Saint-Pulgent, présidente de la section du rapport et des études, et M. Philippe Martin, président de la section des travaux publics, du Conseil d'État.

Réunion du mardi 28 mars 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition de Mme Florence Denier-Pasquier, secrétaire nationale de France nature environnement (FNE).

Bilan d'étape - Échange de vues.

Réunion du mercredi 29 mars 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition de M. Jean-Éric Paquet, secrétaire général adjoint de la commission européenne.

Réunion du mardi 4 avril 2017 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Négociations commerciales avec le Mercosur : communication de M. Simon Sutour.

Réunion du mardi 9 mai 2017 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Politique régionale - Conséquences du retrait du Royaume-Uni pour la politique commune de la pêche et les perspectives de la politique de cohésion : communication de M. Philippe Bonnacarrère.

Réunion du mercredi 17 mai 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Examen du rapport.

Réunion du mardi 27 juin 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, sur les conclusions du Conseil européen des 22 et 23 juin 2017.

Réunion du jeudi 29 juin 2017 (*commission des affaires européennes*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Françoise Nyssen, ministre de la culture.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Proposition de résolution européenne de Mme Catherine Morin-Desailly sur la réforme des conditions d'utilisation des mesures conservatoires prévues par le règlement (CE) n° 1-2003 du Conseil relatif à la mise en œuvre des règles de concurrence : rapport d'information de M. Philippe Bonnacarrère.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Mounir Mahjoubi, secrétaire d'État chargé du numérique.

Réunion du jeudi 27 juillet 2017 (*commission des affaires européennes*) : Politique de coopération - Politique méditerranéenne de l'Union européenne (le cas de l'Algérie) : examen du rapport d'information de M. Simon Sutour.

Politique régionale - Perspectives de la politique de cohésion : communication de M. Philippe Bonnacarrère.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des lois*) : Audition de Mme Dominique Lottin, candidate proposée par le président du Sénat aux fonctions de membre du Conseil constitutionnel.

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage - Proposition de loi visant à renforcer et rendre plus effectives les sanctions en cas d'installations illégales en réunion

sur un terrain public ou privé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 26 octobre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, sur le Conseil européen des 19 et 20 octobre.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à garantir la représentation des communes déléguées au sein des communes nouvelles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Cybersécurité : avis motivé de M. René Danesi et Mme Laurence Harribey.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative aux modalités de dépôt de candidature aux élections - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Réunion plénière de la COSAC : communication de M. Jean Bizet.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 19 décembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes - Troisième lecture [n° 256 (2016-2017)]** - (10 janvier 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 38).

- **Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique [n° 288 (2016-2017)]** - (19 janvier 2017) - **Articles additionnels après l'article 34 sexies** (p. 417).

- **Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 410 (2016-2017)]** - (23 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1831).

- **Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme [n° 630 (2016-2017)]** - (18 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 2637, 2638). - **Article 2** (*art. L. 227-1 et L. 227-2 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Fermeture administrative des lieux de culte*) (p. 2650). - **Article 5** (*art. 17 de la loi n° 2013-1168 du 18 décembre 2013 relative à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale - Pérennisation du traitement relatif aux données des transporteurs aériens dit « système API-PNR France »*) (p. 2679, 2680).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement [n° 9 (2017-2018)]** - (10 octobre 2017) - **Discussion générale** (p. 3656, 3657). - **Article 2** (*Mise en cohérence de la terminologie utilisée par plusieurs codes*) (p. 3665, 3666).

(p. 3680). (p. 3682). (p. 3683). (p. 3683). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 3690). (p. 3691).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'avenir de l'Union européenne** - (11 octobre 2017) (p. 3760, 3761).

- **Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme** - *Commission mixte paritaire [n° 17 (2017-2018)]* - (18 octobre 2017) - **Discussion générale** (p. 3899).

- **Question orale sans débat sur les unités de traitement des ordures ménagères résiduelles** - (24 octobre 2017) (p. 3959). (p. 3960).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'harmonisation fiscale européenne** - (9 novembre 2017) (p. 4666, 4667). (p. 4667).

- **Proposition de loi relative aux modalités de dépôt de candidature aux élections [n° 88 (2017-2018)]** - (22 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 7685). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7693).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Sécurité - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (5 décembre 2017) (p. 7197).

Immigration, asile et intégration

- (5 décembre 2017) (p. 7220, 7221).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 14 et 15 décembre 2017** - (12 décembre 2017) (p. 7860).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité [n° 162 (2017-2018)]** - (19 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10464, 10465). - **Article 2** (*Champ d'application des dispositions*) (p. 10472). - **Article 5** (*Définition des opérateurs économiques essentiels*) (p. 10473). - **Article 7** (*Obligation de signalement des incidents*) (p. 10474). - **Article 8** (*Modalités de contrôle*) (p. 10475). - **Article 18** (*art. L. 313-2, L. 313-3, L. 313-5, L. 313-6 (nouveau) et L. 313-7 (nouveau) du code de la sécurité intérieure - Encadrement de la vente d'armes, d'éléments d'armes et de munitions*) (p. 10478).

BONNEFOY (Nicole)
sénatrice (Charente)
SOCR

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 5 octobre 2017 ; membre de la commission jusqu'au 4 octobre 2017.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes jusqu'au 17 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 18 octobre 2017, puis secrétaire le 26 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective jusqu'au 17 octobre 2017.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence française de la biodiversité.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Transports aériens [n° 113 tome 4 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement de la commission en Californie - Communication.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Patrick Jeantet, président de SNCF Réseau.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Philippe Martin, candidat proposé aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur les pollinisateurs, autour de M. Richard Thiéry, directeur du laboratoire pour la santé des abeilles, Mme Agnès Lefranc, directrice de l'évaluation des produits réglementés à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES), MM. Luc Belzunces, directeur de recherche et responsable du laboratoire de toxicologie environnementale, Jean-Luc Brunet, directeur d'unité adjoint à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), Gilles Lanio, président de l'Union nationale de l'apiculture française (UNAF), Michel Perret, chef du bureau de la faune et de la flore sauvages, et Mme Jeanne-Marie Roux-Fouillet, chef de projet du Plan national d'actions « France, terre de pollinisateurs », ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Constitution du bureau.

Réunion du mardi 10 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Nomination d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Mounir Mahjoubi, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé du numérique.

(*délégation aux entreprises*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen du rapport pour avis sur la première partie.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Biodiversité - transition énergétique » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Prévention des risques » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie,

développement et mobilité durables » - Crédits « Transports aériens » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement à Bruxelles sur le thème du glyphosate - Communication.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème « Économie circulaire : un gisement de matières premières et d'emploi »** - (21 février 2017) (p. 1684, 1685).

- **Question orale sans débat sur les emplois d'avenir** - (25 juillet 2017) (p. 2978, 2979). (p. 2979).

- **Question orale sans débat sur les nuisances occasionnées par la ligne à grande vitesse Sud-Europe-Atlantique** - (24 octobre 2017) (p. 3960). (p. 3961).

- **Question orale sans débat sur la récupération de la taxe sur la valeur ajoutée et le transport scolaire** - (21 novembre 2017) (p. 5380). (p. 5381).

BORIES (Pascale)
sénatrice (Gard)
LR

Devenue sénateur le 1er octobre 2017 (en remplacement de M. Max Roustan, démissionnaire de son mandat).

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 5 octobre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement (31 octobre 2017).

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT) le 7 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un fonds de dotation pour les territoires ruraux [n° 713 (2016-2017)] (7 septembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer le dispositif de lutte contre l'affichage électoral sauvage [n° 720 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution relative à la création d'une commission d'enquête sur les contrats cadres passés entre le ministère de la Défense et Microsoft [n° 27 (2017-2018)] (16 octobre 2017) - **Défense**.

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 30 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instaurer un Pass permis citoyen [n° 38 (2017-2018)] (19 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à prendre en compte la situation des « Américains accidentels » concernés par le Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA) [n° 64 (2017-2018)] (6 novembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées sous tutelle ou sous curatelle [n° 95 (2017-2018)] (16 novembre 2017) - **Famille**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 181 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports aériens » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Crédits « Recherche en matière de développement durable » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat relative aux conséquences de la sécheresse sur la viticulture gardoise** - (5 décembre 2017) (p. 7169, 7170). (p. 7170).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (6 décembre 2017) (p. 7303, 7304).

BORNE (Élisabeth)
*ministre auprès du ministre d'État,
ministre de la transition écologique et
solidaire, chargée des transports
(à partir du 17 mai 2017)*

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le canal Seine-Nord Europe** - (6 juillet 2017) (p. 1966).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la taxation des poids lourds sur le réseau routier** - (11 juillet 2017) (p. 2020, 2021).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la ligne à grande vitesse Bordeaux-Toulouse** - (11 juillet 2017) (p. 2026).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le canal Seine Nord** - (11 juillet 2017) (p. 2027).

- **Question orale sans débat sur la rénovation de la ligne POLT (Paris-Orléans-Limoges-Toulouse)** - (25 juillet 2017) (p. 2983).

- **Question orale sans débat sur le développement des ports de l'axe Seine** - (25 juillet 2017) (p. 2984).

- **Question orale sans débat sur la réhabilitation de la ligne Libourne-Bergerac-Sarlat** - (25 juillet 2017) (p. 2985).

- **Question orale sans débat sur le contournement est de Rouen** - (25 juillet 2017) (p. 2986).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur Notre-Dame-des-Landes** - (17 octobre 2017) (p. 3822).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables

- (1er décembre 2017) (p. 7011, 7014). - **État B** (p. 7016). (p. 7017). (p. 7018). - **Article 54** (art. L. 213-9-2 du code de l'environnement et art. 124 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 - Création d'une contribution des agences de l'eau au bénéfice d'opérateurs de l'environnement) (p. 7020). - **Articles additionnels après l'article 54** (p. 7022). (p. 7022). - **Article 54 bis (nouveau)** (art. 1519 C du code général des impôts - Affectation de 10 % des ressources du fonds national de compensation de l'énergie en mer, issues de la taxe sur les éoliennes maritimes, à l'Agence française pour la biodiversité) (p. 7023). - **Article 54 ter (nouveau)** (art. 136 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 et article L. 561-3 du code de l'environnement - Prorogation et extension des mesures financées par le Fonds de prévention des risques naturels majeurs) (p. 7024). - **Article 54 quater (nouveau)** (Création d'une contribution annuelle de l'Agence française pour la biodiversité au profit des établissements publics chargés des parcs nationaux) (p. 7024).

Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres

- (1er décembre 2017) - **État D** (p. 7026). (p. 7027).

Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (1er décembre 2017) - **État D** (p. 7028).

BOSINO (Jean-Pierre)
*sénateur (Oise)
CRC*

Reprise de l'exercice du mandat d'un ancien membre du Gouvernement le 17 juin 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 17 juin 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-301 du 14 mars 2016 relative à la partie législative du code de la consommation et n° 2016-351 du 25 mars 2016 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation (12 janvier 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à l'autoconsommation d'électricité et aux énergies renouvelables (26 janvier 2017).

Membre suppléant de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre plus équitable au sein d'un EPCI le calcul des dotations de compensation dans le contexte d'un transfert de compétence [n° 406 (2016-2017)] (15 février 2017) - **Budget**.

Proposition de loi pour un droit au logement effectif et pour l'interdiction des expulsions sans relogement [n° 479 (2016-2017)] (27 mars 2017) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à préciser les limites du champ de protection d'un brevet concernant une information génétique [n° 515 (2016-2017)] (20 avril 2017) - **Culture**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire le droit à l'interruption volontaire de grossesse dans la Constitution [n° 545 (2016-2017)] (3 mai 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à abroger la loi autorisant la ligne Charles-de-Gaulle Express [n° 552 (2016-2017)] (11 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la protection des enfants et des adolescents face aux effets de la publicité télévisuelle [n° 558 (2016-2017)] (22 mai 2017) - **Éducation**.

Proposition de loi relative à la mise en place d'un moratoire sur la mise en culture des semences de colza et de tournesol tolérantes aux herbicides issues de mutagenèse [n° 564 (2016-2017)] (29 mai 2017) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1019 du 27 juillet 2016 relative à l'autoconsommation d'électricité et n° 2016-1059 du 3 août 2016 relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de ratification de deux ordonnances relatives à la consommation.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Paquet « Énergie » de la commission européenne - Audition de M. Laurent Michel, directeur général de l'énergie et du climat.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à l'autoconsommation d'électricité et relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-François Carencu, candidat proposé aux fonctions de président du collège de la commission de régulation de l'énergie.

Situation de l'entreprise Alstom - Audition de M. Henri Poupard-Lafarge, président-directeur général d'Alstom.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique énergétique et le droit à l'énergie** - (17 janvier 2017) (p. 267). (p. 267).

- **Question orale sans débat sur la liaison ferroviaire Creil-Roissy-Picardie** - (24 janvier 2017) (p. 732). (p. 733).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1019 du 27 juillet 2016 relative à l'autoconsommation d'électricité et n° 2016-1059 du 3 août 2016 relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables [n° 286 (2016-2017)]** - (24 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 762, 763). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 789, 790).

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 332 (2016-2017)]** - (31 janvier 2017) - **Article 5** (*art. 148-1-1 et 187-3 du code de procédure pénale - Élargissement du champ d'application du référé-détention*) (p. 1033).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1019 du 27 juillet 2016 relative à l'autoconsommation d'électricité et n° 2016-1059 du 3 août 2016 relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables - Commission mixte paritaire [n° 361 (2016-2017)]** - (15 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1529, 1530).

- **Débat sur le thème « Économie circulaire : un gisement de matières premières et d'emploi »** - (21 février 2017) (p. 1678).

- **Débat sur le thème « Entre réforme territoriale et contraintes financières : quels outils et moyens pour les communes en zones rurales ? »** - (21 février 2017) (p. 1704, 1705).

- **Proposition de loi visant à la mise en œuvre effective du droit à l'eau potable et à l'assainissement [n° 416 (2016-2017)]** - (22 février 2017) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 1314-2 [nouveau] du code de la santé publique - Obligation pour les collectivités territoriales de mettre gratuitement à disposition des équipements sanitaires et de distribution d'eau potable*) (p. 1751, 1752). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 115-3-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Création d'une aide préventive pour l'accès à l'eau potable*) (p. 1755).

BOTREL (Yannick)
sénateur (Côtes-d'Armor)
SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la commission des affaires européennes le 5 octobre 2017.

Membre suppléant du comité consultatif du secteur financier.

Membre suppléant du Conseil national d'évaluation des normes ; nouvelle nomination le 13 décembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Pour une politique de sécurité sanitaire des aliments « zéro défaut » [n° 442 (2016-2017)] (23 février 2017) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi organique visant à améliorer la qualité des études d'impact des projets de loi [n° 610 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instituer le Conseil parlementaire d'évaluation des politiques publiques et du bien-être [n° 611 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 643 (2016-2017)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 645 tome 2 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Budget**.

Proposition de loi pour une meilleure protection des mineur.e.s victimes de viol et des autres agressions sexuelles [n° 53 (2017-2018)] (26 octobre 2017) - **Justice**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales [n° 108 tome 3 annexe 3 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des finances*) : Compte rendu de la réunion du bureau de la commission du 24 janvier 2017 - Programme de contrôle de la commission pour 2017 - Communications.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des finances*) : Archives nationales - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués (AGRASC) - Communication.

Réunion du jeudi 23 février 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Moyens de la politique de sécurité sanitaire des aliments - Communication.

Réunion du mardi 4 juillet 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi organique et projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique - Examen du rapport pour avis et communication sur la recevabilité financière des amendements.

Réunion du mercredi 5 juillet 2017 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, préalable au débat d'orientation des finances publiques (DOFP) et sur l'audit des comptes publics demandé par le Premier ministre.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Maquette budgétaire de la mission « Remboursements et dégrèvements » - Communication.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des finances*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Robert Ophèle, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de président de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes, en commun avec la commission des finances.

(*commission des finances*) : Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et le compte d'affectation spéciale (CAS) « Développement agricole et rural » (et articles 49, 49 bis et 49 ter) - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Plan d'investissement pour l'Europe : communication de MM. Didier Marie et Cyril Pellevat.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 bis) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des missions et de l'article rattaché précédemment examinés et réservés.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Contrôle des investissements étrangers : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Franck Menonville.

Réunion du mardi 28 novembre 2017 (*commission des finances*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Éric Lombard, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de directeur général de la Caisse des dépôts et consignations (CDC).

Réunion du jeudi 30 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Groupe de travail Usage du glyphosate : communication de M. Pierre Médevielle.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Énergie - Union de l'énergie : rapport d'information de MM. Claude Kern et Michel Raison.

Réunion du jeudi 7 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Missions

« Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » (et articles 49 à 49 ter), « Économie » (et articles 54 quinquies à octies), « Outre-mer » (et articles 57 quater à septies), « Recherche et enseignement supérieur » (et articles 57 octies et nonies) - Examen des amendements de séance.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique [n° 267 (2016-2017)]** - (11 janvier 2017) - **Article 9 A (nouveau)** (art. L. 121-10 du code de l'urbanisme - Dérogations à la règle d'urbanisation en continuité dans les communes littorales) (p. 121).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (12 juillet 2017) - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 2158). - **Demande de seconde délibération** (p. 2165).

- **Projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 608 (2016-2017)]** - (13 juillet 2017) - **Article 5** (art. L.O. 146-1 du code électoral - Extension de l'incompatibilité parlementaire relative aux activités de conseil exercées à titre individuel) (p. 2476). - **Article 9** (art. 54 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances - Suppression de la réserve parlementaire - Dotation de soutien à l'investissement des communes et de leurs groupements) (p. 2498).

- **Question orale sans débat sur l'éligibilité aux aides de la Fondation du patrimoine des villes à secteur sauvegardé** - (25 juillet 2017) (p. 2978). (p. 2978).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-48 du 19 janvier 2017 relative à la profession de physicien médical**

et l'ordonnance n° 2017-50 du 19 janvier 2017 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé [n° 11 (2017-2018)] - (11 octobre 2017) - **Article additionnel après l'article 2** (p. 3748).

- **Question orale sans débat sur le financement des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural** - (21 novembre 2017) (p. 5375). (p. 5375).

- **Débat sur les collectivités locales** - (22 novembre 2017) (p. 7669, 7670).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (7 décembre 2017) (p. 7402, 7403). - **État B** (p. 7419). (p. 7421). - **Article 49** (Suppression du fonds d'accompagnement de la réforme du micro-bénéfice agricole) (p. 7423). - **Article 49 bis (nouveau)** (art. 1604 du code général des impôts - Affectation des « centimes forestiers ») (p. 7424). - **Article 49 ter (nouveau)** (Rapport sur les conditions de financement de certaines aides européennes) (p. 7425). - **Article additionnel après l'article 49 ter** (Rapport sur les modalités d'un plan national stratégique pour la réalisation de retenues de soutiens d'étiage) (p. 7426).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 155 (2017-2018)]** - (15 décembre 2017) - **Article 13 ter (nouveau)** (art. 220 octies du code général des impôts - Prorogation du crédit d'impôt pour dépenses de production d'œuvres phonographiques) (p. 9767).

BOUCHET (Gilbert)
sénateur (Drôme)
LR

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 3 octobre 2017.

Secrétaire de la délégation sénatoriale aux entreprises, puis membre le 18 octobre 2017, puis vice-président le 26 octobre 2017.

Membre titulaire du Conseil national du tourisme.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer la légitimité démocratique des conseillers communautaires [n° 282 (2016-2017)] (10 janvier 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture**.

Proposition de loi organique tendant à garantir l'ancrage territorial des sénateurs [n° 634 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à interdire la mention du nom et de la photo de personnes autres que les candidats et suppléants sur les documents de propagande électorale [n° 687 (2016-2017)] (26 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant création d'un fonds de dotation pour les territoires ruraux [n° 713 (2016-2017)] (7 septembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 717 (2016-2017)] (13 septembre 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à rendre imprescriptibles les crimes et délits sexuels sur mineurs [n° 719 (2016-2017)] (14 septembre 2017) - **Famille**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges pesant sur les entreprises [n° 721 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Entreprises**.

Proposition de loi organique relative aux études d'impact des projets de loi [n° 722 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Entreprises**.

Proposition de loi tendant à reconduire le Conseil de la simplification pour les entreprises et à renforcer leur sécurité juridique [n° 723 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Entreprises**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la simplification des normes entravant la vie économique [n° 724 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à prolonger le délai de validité des habilitations des clercs de notaire [n° 7 (2017-2018)] (5 octobre 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 30 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 821 (2015-2016)] autorisant la ratification de l'accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le gouvernement de l'État d'Israël, d'autre part [n° 71 (2017-2018)] (8 novembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées sous tutelle ou sous curatelle [n° 95 (2017-2018)] (16 novembre 2017) - **Famille**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 181 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer un égal accès de tous les citoyens aux services publics de l'État et de ses opérateurs [n° 182 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur la francophonie - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu par MM. Michel Canevet et Michel Vaspard du déplacement de la délégation dans le Finistère et les Côtes-d'Armor, les 26 et 27 avril 2017.

Réunion du mercredi 27 septembre 2017 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu par M. Antoine Karam du déplacement en Guyane du 18 au 21 septembre.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant la ratification de l'accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le gouvernement de l'État d'Israël, d'autre part - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*délégation aux entreprises*) : Questions diverses.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le transport des greffons** - (25 juillet 2017) (p. 2974). (p. 2975).

- **Débat sur la revue stratégique de défense et de sécurité nationale** - (24 octobre 2017) (p. 3966).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le plan Loup** - (9 novembre 2017) (p. 4672).

- **Question orale sans débat sur les préenseignes** - (21 novembre 2017) (p. 5377). (p. 5378).

- **Proposition de résolution visant à pérenniser et adapter la procédure de législation en commission [n° 135 (2017-2018)]** - (14 décembre 2017) - **Articles additionnels avant l'article unique** (p. 9626).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la prison de Valence** - (14 décembre 2017) (p. 9641). (p. 9642).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la limitation de vitesse à 80 km/h sur les routes** - (14 décembre 2017) (p. 9645).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le possible abaissement de la limitation de vitesse sur les routes secondaires** - (14 décembre 2017) (p. 9648).

BOUCHOUX (Corinne)
sénatrice (Maine-et-Loire)
Écologiste, puis NI

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 1er octobre 2017.

Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Institut national de l'audiovisuel (INA).

Membre de la mission d'information sur la démocratie représentative, la démocratie participative, la démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 jusqu'au 12 juin 2017.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Variations du développement sexuel : lever un tabou, lutter contre la stigmatisation et les exclusions [n° 441 (2016-2017)] (23 février 2017) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article premier de la Constitution pour y inscrire le principe d'égalité devant la loi sans distinction de sexe [n° 454 (2016-2017)] (8 mars 2017) - **Famille**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : 50e anniversaire de la loi du 28 décembre 1967 - Hommage à Lucien Neuwirth [n° 487 (2016-2017)] (30 mars 2017) - **Famille**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Femmes et agriculture : pour l'égalité dans les territoires [n° 615 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi constitutionnelle tendant à interdire la réélection plus d'une fois à un même mandat parlementaire [n° 639 (2016-2017)] (18 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une réforme de l'École nationale d'administration (ENA) [n° 716 (2016-2017)] (12 septembre 2017) - **Éducation**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition conjointe de MM. Loïc Blondiaux, professeur de science politique à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne et Rémi Lefebvre, professeur de science politique à l'université Lille II.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs (deuxième lecture) - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 9 février 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition de M. Bernard Manin, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et professeur de science politique à l'université de New York.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs - Examen des amendements éventuels au texte de la commission.

Réunion du jeudi 16 février 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Les enfants à identité sexuelle indéterminée - Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Réunion du mardi 21 février 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances, chargée du numérique et de l'innovation.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur la francophonie - Présentation du rapport d'information.

Groupe de travail sur la gouvernance du football - Présentation du rapport d'information.

Réunion du jeudi 23 février 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Les enfants à identité sexuelle indéterminée - Examen du rapport d'information de Mmes Maryvonne Blondin et Corinne Bouchoux.

(*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition, sur la participation des citoyens à la prise de décision publique, de MM. Florent Guignard, vice-président de Démocratie ouverte, Stéphane Vincent, délégué général de la 27e région, Cyril Lage, fondateur de Parlement et citoyens, Benjamin Ooghe-Tabanou et François Massot, administrateurs de Regards citoyens.

Réunion du mercredi 8 mars 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition conjointe de Mme Maryvonne de Saint-Pulgent, présidente de la section du rapport et des études, et M. Philippe Martin, président de la section des travaux publics, du Conseil d'État.

Réunion du mardi 28 mars 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Bilan d'étape - Échange de vues.

Réunion du mercredi 17 mai 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 5 juillet 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'information « Femmes et agriculture ».

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Éric Léandri, président-fondateur de Qwant.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Laura Flessel, ministre des sports.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Françoise Nyssen, ministre de la culture.

Groupe de travail « culture et handicap » - Présentation du rapport d'information.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Marlène Schiappa, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Mounir Mahjoubi, secrétaire d'État chargé du numérique.

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Chronologie des médias - Communication.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au livre blanc sur la recherche** - (31 janvier 2017) (p. 1036, 1037). (p. 1037).

- **Proposition de loi tendant à renforcer les obligations comptables des partis politiques [n° 334 (2016-2017)]** - (1er février 2017) - **Discussion générale** (p. 1134).

- **Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre - Nouvelle lecture [n° 159 (2016-2017)]** - (1er février 2017) - **Discussion générale** (p. 1149). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1154, 1155).

- **Débat sur le thème « Faut-il supprimer l'École nationale d'administration ? »** - (1er février 2017) (p. 1173, 1174).

- **Débat sur le thème « Violences sexuelles, aider les victimes à parler »** - (2 février 2017) (p. 1220, 1221).

- **Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse - Nouvelle lecture [n° 340 (2016-2017)]** - (14 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1425, 1426). - **Article unique** (p. 1433). (p. 1435, 1436).

- **Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs - Deuxième lecture [n° 381 (2016-2017)]** - (15 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1545, 1546). - **Article 1er quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 212-9 du code du sport - *Élargissement des incompatibilités pour l'accès à la profession d'éducateur sportif*) (p. 1551).

- **Débat sur le bilan de l'application des lois** - (21 février 2017) (p. 1700, 1701).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (10 juillet 2017) - **Discussion**

générale commune avec celle du projet de loi organique n° 608 (2016-2017) (p. 1979).

- **Suite de la discussion** (11 juillet 2017) - **Titre (Intitulé du Titre III)** (p. 2055). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2064). (p. 2065). (p. 2066). (p. 2067). (p. 2068). (p. 2071). (p. 2072). (p. 2073).

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2017) - **Article 6 bis (nouveau)** (*Accompagnement des collaborateurs parlementaires licenciés*) (p. 2106, 2107). - **Intitulé du projet de loi** (p. 2164). - **Article 4 (supprimé)** (art. L.O. 146 du code électoral - *Extension de l'incompatibilité parlementaire applicable aux fonctions de direction exercées au sein d'une société, d'une entreprise ou d'un organisme*) (p. 2168).

- **Projet de loi organique pour la confiance dans la vie politique [n° 608 (2016-2017)]** - (10 juillet 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 609 (2016-2017)** (p. 1979).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (26 juillet 2017) - **Article 2** (*Nouvelle organisation du dialogue social et rénovation de l'exercice des responsabilités syndicales en entreprise*) (p. 3097). (p. 3102).

- **Suite de la discussion** (27 juillet 2017) - **Article 3** (*Aménagement des règles du licenciement et de certaines formes particulières de travail*) (p. 3160, 3161). (p. 3167).

BOULARD (Jean-Claude)
sénateur (Sarthe)
SOCR, puis LaREM

Démissionnaire le 30 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre suppléant du Haut Conseil du financement de la protection sociale.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 643 (2016-2017)] - **Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 645 tome 2 (2016-2017)]** (19 juillet 2017) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des finances*) : « Adapter l'impôt sur les sociétés à une économie ouverte » - Audition de M. Didier Migaud, président du Conseil des prélèvements obligatoires (CPO).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1019 du 27 juillet 2016 relative à l'autoconsommation d'électricité et n° 2016-1059 du 3 août 2016 relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables [n° 286 (2016-2017)]** - (24 janvier 2017) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 783).

BOULAY-ESPÉRONNIER (Céline)
sénatrice (Paris)
LR-R

Élue le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 18 octobre 2017.

Membre titulaire du conseil d'administration de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France le 20 décembre 2017.

Membre titulaire du conseil supérieur de l'Agence France-Presse le 20 décembre 2017.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur le programme de travail de la délégation.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Laurence Rossignol, ancienne ministre des familles, de l'enfance et des droits des femmes, membre de la délégation, sur les 4e et 5e plans de mobilisation et de lutte contre toutes les violences faites aux femmes.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » - Crédits « Presse » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 30 novembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Marie-France Hirigoyen, psychiatre, sur le harcèlement.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Première partie :

- (25 novembre 2017) - **Article 11** (*Mise en œuvre du prélèvement forfaitaire unique*) (p. 6559). (p. 6560).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2017) - **Article 15** (*art. 62 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 - Modification de l'assiette de la taxe sur les transactions financières*) (p. 6633). (p. 6633). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 6643).

Seconde partie :

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (4 décembre 2017) (p. 7106, 7107).

BOULOUX (Yves)
sénateur (Vienne)
LR-A

Élu le 17 décembre 2017.

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 21 décembre 2017.

BOURQUIN (Martial)
sénateur (Doubs)
SOCR

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux entreprises, puis membre le 18 octobre 2017.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-301 du 14 mars 2016 relative à la partie législative du code de la consommation et n° 2016-351 du 25 mars 2016 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation (12 janvier 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et développement du biocontrôle (9 février 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement (15 novembre 2017).

Membre titulaire de la Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

Membre de la mission d'information sur Alstom et la stratégie industrielle du pays le 22 novembre 2017, puis rapporteur le 29 novembre 2017.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-301 du 14 mars 2016 relative à la partie législative du code de la consommation et n° 2016-351 du 25 mars 2016 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation et simplifiant le dispositif de mise en œuvre des obligations en matière de conformité et de sécurité des produits et services [n° 300 (2016-2017)] (17 janvier 2017) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi organique visant à améliorer la qualité des études d'impact des projets de loi [n° 610 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instituer le Conseil parlementaire d'évaluation des politiques publiques et du bien-être [n° 611 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux entreprises et de la délégation aux collectivités territoriales : Revitalisation des centres-villes et des centres-bourgs : rapport d'étape [n° 676 (2016-2017)] (20 juillet 2017) - **Aménagement du territoire.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - **Économie [n° 109 tome 3 (2017-2018)]** (23 novembre 2017) - **Budget.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de ratification de deux ordonnances relatives à la consommation.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Situation de l'entreprise Alstom - Audition de M. Henri Poupard-Lafarge, président-directeur général d'Alstom.

Réunion du jeudi 9 février 2017 (*délégation aux entreprises*) : Examen du rapport d'information de Mme Élisabeth Lamure et M. Olivier Cadic relatif aux moyens d'alléger le fardeau administratif des entreprises pour améliorer leur compétitivité.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Mobilisation du foncier public en faveur du logement - Présentation du troisième rapport de la CNAUF.

Réunion du jeudi 23 février 2017 (*délégation aux entreprises*) : Examen du rapport d'information de MM. Claude Nougain et Michel Vaspard relatif à la transmission et à la reprise d'entreprises.

Nomination de rapporteur.

Réunion du mardi 4 avril 2017 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Audition de MM. Hubert Carré, directeur général du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins (CNPMEM), Thierry Missonnier, directeur du fonds régional d'organisation du marché du poisson « FROM Nord » et du pôle Aquimer, et

Mme Émilie Gélard, juriste au CNPME, également en charge des relations publiques et de la communication.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de MM. Hubert Carré, directeur général du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins (CNPMEM), Thierry Missonnier, directeur du fonds régional d'organisation du marché du poisson « FROM Nord » et du pôle Aquimer, et Mme Émilie Gélard, juriste au CNPME, également en charge des relations publiques et de la communication.

Réunion du mardi 6 juin 2017 (*commission des affaires économiques*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Évaluation de l'application de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine - Examen du rapport.

Rapport fait au nom de l'office parlementaire des choix scientifiques et technologiques intitulé : « Pour une intelligence artificielle maîtrisée, utile et démystifiée » - Présentation.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Avenir de la politique agricole commune (PAC) : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique du groupe de suivi conjoint avec la commission des affaires économiques.

(*délégation aux collectivités territoriales*) : Revitalisation des centres-villes et des centres-bourgs - Présentation du rapport d'étape de MM. Martial Bourquin et Rémy Pointereau.

(*commission des affaires économiques*) : Groupe de suivi sur la mise en œuvre de la réforme de la politique agricole commune - Examen du rapport.

(*délégation aux entreprises*) : Revitalisation des centres-villes et des centres-bourgs - Présentation du rapport d'étape de MM. Martial Bourquin et Rémy Pointereau.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Constitution du bureau.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Henri Poupard-Lafarge, président-directeur général d'Alstom.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

(*commission des affaires économiques*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 26 octobre 2017 (*délégation aux entreprises*) : Désignation des vice-présidents et des secrétaires de la délégation aux entreprises.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Grivel, directeur général de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU).

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 -

Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (*délégation aux entreprises*) : Communication de Mme Elisabeth Lamure sur les dispositions du projet de loi de finances pour 2018 intéressant les entreprises et examen d'amendements.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*mission commune d'information sur Alstom*) : Constitution.

(*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » et article 52 sexies rattaché - Crédits « Politique de la ville » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Énergie » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Rémi de Verdilhac, directeur Michelin France, accompagné de M. Thierry Martin-Lassagne, directeur France des affaires publiques de Michelin.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*mission commune d'information sur Alstom*) : Audition commune avec les organisations syndicales représentées au comité central d'entreprise (CCE) du groupe Alstom.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les relations entre la France et les États-Unis** - (26 janvier 2017) (p. 979).

- **Proposition de loi relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et au développement du biocontrôle [n° 345 (2016-2017)]** - (7 février 2017) - **Article 10** (art. L. 254-10 à L. 254-10-8 [nouveaux] du code rural et de la pêche maritime - Mise en place d'un système de certificats d'économie de produits phytopharmaceutiques, CEPP) (p. 1260).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-301 du 14 mars 2016 relative à la partie législative du code de la consommation et n° 2016-351 du 25 mars 2016 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation et simplifiant le dispositif de mise en œuvre des obligations en matière de conformité et de sécurité des produits et services** - *Commission mixte paritaire [n° 301 (2016-2017)]* - (8 février 2017) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 1365, 1366).

- **Débat sur le bilan du « choc de simplification » pour les entreprises** - (23 février 2017) (p. 1808, 1809).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (25 juillet 2017) - **Article 1er** (*Habilitation du Gouvernement à prendre diverses ordonnances pour renforcer la place de l'accord d'entreprise*) (p. 3005). (p. 3009). (p. 3013, 3014). (p. 3020). (p. 3042). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3046, 3047). - **Article 2** (*Nouvelle organisation du dialogue social et rénovation de l'exercice des responsabilités syndicales en entreprise*) (p. 3053).

- **Suite de la discussion** (26 juillet 2017) (p. 3069). (p. 3085, 3086). (p. 3089). (p. 3096). (p. 3105). - **Article 3** (*Aménagement des règles du licenciement et de certaines formes particulières de travail*) (p. 3117, 3118). (p. 3123).

- **Suite de la discussion** (27 juillet 2017) (p. 3156). (p. 3165). (p. 3175). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*Assouplissement des obligations des employeurs en matière de prévention de la pénibilité et d'emploi de travailleurs détachés transfrontaliers*) (p. 3210). (p. 3214).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur Alstom (II)** - (10 octobre 2017) (p. 3676). (p. 3676).

- **Question orale sans débat sur les conséquences inquiétantes de la diminution drastique du nombre de contrats aidés** - (24 octobre 2017) (p. 3951, 3952). (p. 3952).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la révision de la directive relative aux travailleurs détachés** - (26 octobre 2017) (p. 4197).

- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement [n° 43 (2017-2018)]** - (7 novembre 2017) - **Article 2** (*Application de l'article 1er aux demandes de titres nouvelles ou en cours d'instruction*) (p. 4391). - **Article 3 bis** (*Rapport sur l'accompagnement des entreprises et des personnels et sur la reconversion des territoires*) (p. 4405).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (6 décembre 2017) - **Article 52 (priorité)** (art. L. 351-2, L. 351-3, L. 411-8-1, L. 441-3, L. 441-11, L. 442-2-1 [nouveau] et L. 481-2 du code de la construction, art. L. 542-2 et L. 831-1 du code de la sécurité sociale - Réforme des aides au logement et de la politique des loyers dans le parc social) (p. 7317). (p. 7333).

Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : Participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Investissements d'avenir - Remboursements et dégrèvements

- (6 décembre 2017) (p. 7378, 7379).

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (7 décembre 2017) (p. 7414).

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (7 décembre 2017) (p. 7431). - **État B** (p. 7442).

BOUTANT (Michel)
sénateur (Charente)
SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-président de la délégation parlementaire au renseignement, puis membre le 2 mars 2017.

Membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) le 7 novembre 2017.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme (5 octobre 2017).

Membre titulaire du Conseil supérieur de la réserve militaire.

Membre titulaire de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 587 (2016-2017)] renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme [n° 636 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Défense**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - **Défense** : Environnement et prospective de la politique de défense [n° 110 tome 5 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique étrangère américaine de l'administration Trump - Audition conjointe de Mmes Célia Belin, chercheuse au centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère des affaires étrangères et au centre Thucydide (Paris II), et Maya Kandel, chercheuse associée à l'Institut du monde anglophone de l'université Sorbonne Nouvelle (Paris III), ancienne responsable du programme États-Unis de l'Institut de recherche stratégique de l'école militaire.

71e session de l'Assemblée générale des Nations unies - Forum transatlantique - Communications.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) :

Audition de S.E. M. Salman El-Herfi, ambassadeur, chef de la mission de Palestine en France.

Initiative française pour la paix au Proche-Orient - Audition de M. Ludovic Pouille, directeur adjoint d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient au ministère des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Charles Fries, ambassadeur de France en Turquie.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Cyberinterférences dans les processus électoraux - Audition de M. Guillaume Poupard, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI).

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. le docteur Ismail Hakki Musa, ambassadeur de Turquie en France.

Réunion du mercredi 24 mai 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « Vers les 2 % du PIB pour la défense » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition sur la crise diplomatique dans le Golfe.

Réunion du mercredi 5 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Audition de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi renforçant la lutte contre le terrorisme et la sécurité intérieure - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Questions diverses - projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale.

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de l'amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la marine.

Projet de loi de finances pour 2018 - Audition du général André Lanata, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition du général François Lecointre, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Défense » - Programme

144 « Environnement et prospective de la politique de défense »
- Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Défense » -
Programme 212 « Soutien de la politique de défense » - Examen
du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Crise du Qatar - Audition de M. Bertrand Besancenot, ministre plénipotentiaire hors classe, conseiller diplomatique du Gouvernement.

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition conjointe sur le continuum sécurité et développement au Sahel : MM. Yvan Guichaoua, enseignant-chercheur à la Brussels School of International Studies, et Sébastien Mosneron Dupin, directeur général d'Expertise France.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la situation financière du centre hospitalier de La Rochefoucauld** - (24 janvier 2017) (p. 741, 742).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la relation franco-allemande** - (14 février 2017) (p. 1442, 1443).

BOUVARD (Michel)
sénateur (Savoie)
LR

Démissionnaire le 1er juin 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances jusqu'au 1er juin 2017.

Membre titulaire du Conseil de l'immobilier de l'État.

Membre titulaire du Comité national d'orientation de la SA BPI groupe.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la mise en conformité avec la décision n° 2016-579 du Conseil constitutionnel de l'article 34 de la loi n° 96-452 du 28 mai 1996 portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire à la Caisse des dépôts et consignations [n° 278 (2016-2017)] (6 janvier 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à maintenir l'eau et l'assainissement dans les compétences optionnelles des communautés de communes ou des communautés d'agglomération après 2020 [n° 320 (2016-2017)] (21 janvier 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

- **Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme** [n° 630 (2016-2017)] - (18 juillet 2017) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 2628, 2629). - **Article 8** (*art. L. 822-2, L. 852-2 [nouveau], L. 853-2, L. 854-9-1 [nouveau], L. 854-9-2 [nouveau], L. 854-9-3 [nouveau] et L. 871-2 du code de la sécurité intérieure ; art. L. 2371-1 [nouveau] et L. 2371-2 [nouveau] du code de la défense - Surveillance hertzienne*) (p. 2688). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 2689). - **Article 9** (*art. L. 822-2, L. 852-2 [nouveau], L. 853-2, L. 854-9-1 [nouveau], L. 854-9-2 [nouveau], L. 854-9-3 [nouveau] et L. 871-2 du code de la sécurité intérieure ; art. L. 2371-1 [nouveau] et L. 2371-2 [nouveau] du code de la défense - Surveillance hertzienne*) (p. 2689, 2690). (p. 2690).

- **Projet de loi de finances pour 2018** [n° 107 (2017-2018)]

Seconde partie :

Défense

- (30 novembre 2017) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, pour le programme « Environnement et prospective de la politique de défense » (p. 6956, 6957).

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier 2017) - **Anciens combattants**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La fiscalité de l'économie collaborative : un besoin de simplicité, d'unité et d'équité [n° 481 (2016-2017)] (29 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'adaptation de la fiscalité à l'économie collaborative [n° 482 (2016-2017)] (29 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : De la rationalisation à la valorisation : 12 propositions pour une politique immobilière de l'État soutenable et efficace [n° 570 (2016-2017)] (31 mai 2017) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 janvier 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Politique des dividendes de l'État actionnaire - Communication.

Suivi quinquennal de l'application des lois - Communication.

Réunion du jeudi 26 janvier 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord multilatéral entre autorités compétentes portant sur l'échange des déclarations pays par pays - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des finances*) : Archives nationales - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission des finances*) : Compétitivité de la place de Paris - Audition de Mme Marie-Anne Barbat Layani, directrice générale de la Fédération bancaire française (FBF), MM. Stéphane Boujnah, président du directoire d'Euronext N.V., Jean-Louis Laurens, ambassadeur de la gestion d'actifs français à l'international, Jean-Frédéric de Leusse, président du directoire d'UBS France, René Proglia, directeur général de Morgan Stanley France, et Mme Odile Renaud-Basso, directrice générale du Trésor.

Réunion du mardi 14 février 2017 (*commission des finances*) : Proposition de loi relative aux modalités de calcul du potentiel fiscal agrégé des communautés d'agglomération issues de la transformation de syndicats d'agglomération nouvelle (ex-SAN) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués (AGRASC) - Communication.

Contrôle budgétaire - Réforme de l'administration sous-préfectorale et modalités de maintien de la présence de l'État dans les territoires - Communication.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des finances*) : Audition de MM. William Coen, secrétaire général du Comité de Bâle, et Édouard Fernandez-Bollo, secrétaire général de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR).

Réunion du mardi 7 mars 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Débat préalable au Conseil européen des 9 et 10 mars 2017.

Réunion du mercredi 29 mars 2017 (*commission des finances*) : Conclusions du groupe de travail sur le recouvrement de l'impôt à l'heure de l'économie numérique.

Réunion du mercredi 31 mai 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Avenir du compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Communication.

Évolutions, perspectives et gestion de la dette publique de la France - Communication.

Résultats de l'exécution de l'exercice 2016 et certification des comptes de l'État pour l'exercice 2016 - Audition de M. Didier Migaud.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1019 du 27 juillet 2016 relative à l'autoconsommation d'électricité et n° 2016-1059 du 3 août 2016 relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables [n° 286 (2016-2017)]** - (24 janvier 2017) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 779). (p. 780). (p. 780). (p. 780). (p. 781).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République italienne signé le 24 février 2015 pour l'engagement des travaux définitifs de la section transfrontalière de la nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin [n° 330 (2016-2017)]** - (26 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 963, 964).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rapport annuel de la Cour des comptes** - (9 février 2017) (p. 1391). (p. 1391, 1392).

BOYER (Jean-Marc)
sénateur (Puy-de-Dôme)
LR

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 4 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement (15 novembre 2017).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

Membre suppléant du comité de massif du Massif central le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instaurer un Pass permis citoyen [n° 38 (2017-2018)] (19 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi [n° 21 (2017-2018)] mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement [n° 46 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale et aux réunions des commissions départementales d'aménagement commercial [n° 167 (2017-2018)] (13 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 181 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer un égal accès de tous les citoyens aux services publics de l'État et de ses opérateurs [n° 182 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Audition de M. Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Examen du rapport pour avis.

(*commission des affaires économiques*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports ferroviaires, collectifs et fluviaux » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen du rapport pour avis sur la première partie.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des

hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Rémi de Verdilhac, directeur Michelin France, accompagné de M. Thierry Martin-Lassagne, directeur France des affaires publiques de Michelin.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement [n° 43 (2017-2018)]** - (7 novembre 2017) - rapporteur pour avis de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable - **Discussion générale** (p. 4351, 4352). - **Article 3 ter** (*Rapport sur l'origine et l'impact environnemental des pétroles bruts et des gaz naturels importés en France*) (p. 4406).

- **Nouvelle lecture [n° 124 (2017-2018)]** - (18 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10303). - **Question préalable** (p. 10306).

- **Proposition de loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations [n° 164 (2017-2018)]** - (18 décembre 2017) - **Article 1er** (*art. 59 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Compétences des départements et des régions. Responsabilité limitée des gestionnaires d'ouvrages de protection. Modalités de transfert ou de délégation de la compétence GEMAPI*) (p. 10321). (p. 10325).

Deuxième lecture [n° 381 (2016-2017)] - (15 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1541). (p. 1549, 1550). - **Article 1er quater** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 212-9 du code du sport - Élargissement des incompatibilités pour l'accès à la profession d'éducateur sportif*) (p. 1551). (p. 1551, 1552). - **Article 7** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 122-10-1 [nouveau] du code du sport, art. L. 131-9 et L. 136-6 du code de la sécurité sociale - Contrat relatif à l'exploitation commerciale de l'image, du nom ou de la voix d'un sportif ou d'un entraîneur professionnel*) (p. 1555, 1556). (p. 1556). - **Article 7 bis B** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 113-1 du code du sport - Extension de la garantie d'emprunt par les collectivités territoriales aux projets d'infrastructures sportives*) (p. 1557). (p. 1558). - **Article 14** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 331-6 du code de l'éducation - Promotion du sport de haut niveau par le réseau de l'Agence pour l'enseignement français*) (p. 1560).

BRAILLARD (Thierry)
secrétaire d'État auprès du ministre de la ville, de la jeunesse et des sports, chargé des sports
(jusqu'au 18 mai 2017)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'olympisme et la langue française** - (9 février 2017) (p. 1398, 1399).

- **Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs** -

BRICQ (Nicole)
sénatrice (Seine-et-Marne)
SOCR, puis LaREM

Décédée le 6 août 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 6 août 2017.

Secrétaire de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social (26 juillet 2017).

Membre titulaire du Conseil d'orientation de la participation, de l'intéressement, de l'épargne salariale et de l'actionnariat salarié.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 janvier 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à mettre en place une stratégie nationale d'utilisation du transport sanitaire hélicoptéré - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-1519 du 10 novembre 2016 portant création au sein du service public de l'emploi de l'établissement public chargé de la formation professionnelle des adultes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 février 2017 (*délégation aux entreprises*) : Examen du rapport d'information de Mme Élisabeth Lamure et M. Olivier Cadic relatif aux moyens d'alléger le fardeau administratif des entreprises pour améliorer leur compétitivité.

Présentation du programme de la deuxième Journée des entreprises au Sénat le jeudi 16 mars 2017.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des affaires sociales*) : Perturbateurs endocriniens dans les produits phytopharmaceutiques et les biocides - Communication.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Sébastien Leloup, candidat pressenti à la direction générale de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique).

Réunion du jeudi 23 février 2017 (*délégation aux entreprises*) : Examen du rapport d'information de MM. Claude Nougéin et Michel Vaspert relatif à la transmission et à la reprise d'entreprises.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 21 juin 2017 (*commission des affaires sociales*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Table ronde des organisations syndicales.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*délégation aux entreprises*) : Communication de Mme Élisabeth Lamure dans la perspective de l'examen au Sénat du projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social.

Compte rendu par M. Jean-Marc Gabouty du déplacement au port du Havre le 29 juin 2017.

Compte rendu par M. Jérôme Durain de la visite du salon international de l'aéronautique et de l'espace (SIAE), le 20 juin 2017, au parc des expositions du Bourget.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen des amendements au texte de la commission.

Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale - État des lieux et perspectives des mesures incitatives au développement de l'offre de soins primaires dans les zones sous-dotées - Examen du rapport d'information.

Réunion du lundi 31 juillet 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social.

Réunion du mardi 1er août 2017 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Dominique Martin, candidat à la direction générale de l'Agence nationale de sécurité du médicament.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à abroger la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, dite « Loi Travail » [n° 2016 (155-156)]** - (11 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 73, 75).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-1519 du 10 novembre 2016 portant création au sein du service public de l'emploi de l'établissement public chargé de la formation professionnelle des adultes [n° 357 (2016-2017)]** - (9 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1408, 1409).

- **Proposition de loi relative aux modalités de calcul du potentiel fiscal agrégé des communautés d'agglomération issues de la transformation de syndicats d'agglomération nouvelle (ex-SAN) [n° 404 (2016-2017)]** - (16 février 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1592).

- **Débat sur le bilan du « choc de simplification » pour les entreprises** - (23 février 2017) (p. 1805, 1806).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (12 juillet 2017) - **Article 12 (supprimé)** (*Habilitation à légiférer par ordonnance en vue de la création d'une « banque de la démocratie »*) (p. 2140).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (24 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 2943, 2944).

- **Suite de la discussion** (25 juillet 2017) - **Article 9 (priorité)** (*Report d'un an de l'entrée en vigueur du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu*) (p. 2993, 2994). - **Article 1er** (*Habilitation du Gouvernement à prendre diverses ordonnances pour renforcer la place de l'accord d'entreprise*) (p. 3014). - **Rappel au règlement** (p. 3015). - **Article 1er** (*Habilitation du Gouvernement à prendre diverses ordonnances pour renforcer la place de l'accord d'entreprise*) (p. 3025). (p. 3032). (p. 3037). (p. 3039, 3040).

- **Suite de la discussion** (26 juillet 2017) - **Article 2** (*Nouvelle organisation du dialogue social et rénovation de l'exercice des responsabilités syndicales en entreprise*) (p. 3069). (p. 3090). (p. 3094, 3095). (p. 3096). (p. 3105). - **Article 3** (*Aménagement des règles du licenciement et de certaines formes particulières de travail*) (p. 3122). (p. 3126).

- **Suite de la discussion** (27 juillet 2017) (p. 3156, 3157). (p. 3166). (p. 3171). (p. 3175). (p. 3181). (p. 3193). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*Développement de la négociation collective et sécurisation des accords de branche*) (p. 3203). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*Assouplissement des obligations des employeurs en matière de prévention de la pénibilité et d'emploi de travailleurs détachés transfrontaliers*) (p. 3212, 3213). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (*Harmonisation et mise en cohérence du code du travail*) (p. 3221). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3231).

- **Commission mixte paritaire [n° 698 (2016-2017)]** - (2 août 2017) - **Discussion générale** (p. 3547).

BRISSON (Max)
sénateur (Pyrénées-Atlantiques)
LR

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 24 octobre 2017, puis vice-président le 26 octobre 2017.

Membre titulaire du Conseil supérieur des programmes le 20 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 717 (2016-2017)] (13 septembre 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à instaurer un Pass permis citoyen [n° 38 (2017-2018)] (19 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées sous tutelle ou sous curatelle [n° 95 (2017-2018)] (16 novembre 2017) - **Famille**.

Proposition de loi relative à l'amélioration du fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre [n° 151 (2017-2018)] (8 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale et aux réunions des commissions départementales d'aménagement commercial [n° 167 (2017-2018)] (13 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 181 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer un égal accès de tous les citoyens aux services publics de l'État et de ses opérateurs [n° 182 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

BRUGUIÈRE (Marie-Thérèse)
sénatrice (Hérault)
LR-A

Devenue sénateur le 1er octobre 2017 (en remplacement de M. François Commeinhes, démissionnaire de son mandat).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 18 octobre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 717 (2016-2017)] (13 septembre 2017) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à prolonger le délai de validité des habilitations des clercs de notaire [n° 7 (2017-2018)] (5 octobre 2017) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à réformer les fonds de garantie des dommages consécutifs à des actes de prévention, de diagnostic ou de soins dispensés au sein des établissements, services ou organismes de santé et de soins [n° 126 (2017-2018)] (4 décembre 2017) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale et aux réunions des commissions départementales d'aménagement commercial [n° 167 (2017-2018)] (13 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 181 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à assurer un égal accès de tous les citoyens aux services publics de l'État et de ses opérateurs [n° 182 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Constitution du bureau.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » - Audition de Mme Françoise Nyssen, ministre de la culture.

Réunion du jeudi 26 octobre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Constitution du bureau de la délégation.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Laura Flessel, ministre des sports.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Culture » - Audition de Mme Françoise Nyssen, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Plan national en faveur des nouveaux espaces protégés - Audition de M. Yves Dauge.

Réunion du jeudi 14 décembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Ghada Hatem, fondatrice de la maison des femmes de Saint-Denis sur la maison des femmes de Saint-Denis et les soins aux femmes victimes de violences.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement [n° 43 (2017-2018)]** - (8 novembre 2017) - **Article 6 (texte non modifié par la commission)** (art. L. 661-4, art. L. 661-10 à L. 661-20 [nouveaux] du code de l'énergie - Contrôle de la qualité environnementale des biocarburants) (p. 4444, 4445).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (14 novembre 2017) - **Article 7** (art. L. 131-9, L. 136-7-1, L. 136-8, L. 162-14-1, art. L. 172-1, art. L. 241-2, art. L. 242-11, art. L. 313-1, art. L. 381-30-4, L. 382-22, art. L. 613-1 [nouveau] et art. L. 621-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. L. 731-25, art. L. 731-35 et art. L. 741-9 du code rural et de la pêche maritime - Hausse de la CSG et suppression de cotisations sociales) (p. 4955).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Première partie :

- (27 novembre 2017) - **Article 19** (*Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public*) (p. 6701, 6702). (p. 6713).

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) - **Article 59** (art. L. 2334-42 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Dotation de soutien à l'investissement local) (p. 6809). (p. 6810). - **Article 60** (art. L. 1613-5-1, art. L. 2113-20, art. L. 2113-22, art. L. 2334-7-3, art. L. 2334-7-3, art. L. 2334-13, art. L. 2334-17, art. L. 2334-21, art. L. 3334-1, art. L. 3334-4, art. L. 3663-9 et art. L. 5214-23-1 du code général des collectivités territoriales - Répartition de la dotation globale de fonctionnement, DGF) (p. 6843). (p. 6844). (p. 6845).

BUFFET (François-Noël)
sénateur (Rhône)
LR

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Cour de justice de la République ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017.

Président de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne le 5 octobre 2017.

Membre de la délégation parlementaire au renseignement.

Rapporteur de la commission d'enquête sur les frontières européennes, le contrôle des flux des personnes et des marchandises en Europe et l'avenir de l'espace Schengen jusqu'au 12 juin 2017.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale (8 février 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité publique (8 février 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion des projets de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique (26 juillet 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme (5 octobre 2017).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier 2017) - **Anciens combattants**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 295 (2016-2017)] portant réforme de la prescription en matière pénale [n° 347 (2016-2017)] (1er février 2017) - **Justice**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale [n° 397 (2016-2017)] (13 février 2017) - **Justice**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 405 (2016-2017)] portant réforme de la prescription en matière pénale [n° 407 (2016-2017)] (15 février 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête : Circuler en sécurité en Europe : renforcer Schengen [n° 484 (2016-2017)] (29 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Cinq ans pour sauver la justice ! [n° 495 (2016-2017)] (4 avril 2017) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens d'action des maires à l'égard des atteintes faites au patrimoine bâti des communes [n° 603 (2016-2017)] (4 juillet 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à la promotion de la cohabitation intergénérationnelle [n° 15 (2017-2018)] (6 octobre 2017) - **Logement et urbanisme**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi organique [n° 640 (2016-2017)] pour le redressement de la justice [n° 33 (2017-2018)] (18 octobre 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à instaurer un Pass permis citoyen [n° 38 (2017-2018)] (19 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Asile, immigration, intégration et nationalité [n° 114 tome 2 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 3 janvier 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de M. Jean Pisani-Ferry, commissaire général de France stratégie.

Audition de M. Jean-Christophe Dumont, chef de la division des migrations internationales à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Audition de M. Jean-Dominique Giuliani, président du conseil d'administration de la Fondation Robert Schuman.

Audition de M. Yves Bertoncini, directeur de l'Institut Jacques Delors.

Audition de Mme Sara Abbas, directrice du bureau de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) en France.

Réunion du mercredi 4 janvier 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de S.E. M. György Károlyi, ambassadeur de Hongrie en France.

Audition de M. Philippe Setton, directeur de l'Union européenne au ministère des affaires étrangères et du développement international, et Mme Laurence Auer, directrice adjointe.

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de M. Cyrille Baumgartner, secrétaire général adjoint des affaires européennes (secteur justice et affaires intérieures).

Audition de S.E. M. Ramon de Miguel, ambassadeur d'Espagne en France.

Réunion du jeudi 12 janvier 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de MM. David Skuli, directeur central de la police aux frontières, Fernand Gontier, directeur central adjoint, et Bernard Siffert, sous-directeur des affaires internationales, transfrontières et de la sûreté au ministère de l'intérieur.

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de S.E. M. Nikolaus Meyer-Landrut, ambassadeur d'Allemagne en France.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de MM. Pierre-Antoine Molina, directeur général, Benoît Brocart, directeur de l'immigration, Raphaël Sodini, directeur de l'asile, de la direction générale des étrangers en France au ministère de l'intérieur.

Réunion du mardi 24 janvier 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la sécurité publique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de M. Fabrice Leggeri, directeur exécutif de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex).

Réunion du jeudi 26 janvier 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition du contre-amiral Patrick Augier, secrétaire général adjoint de la mer.

Audition de Mme Hélène Crocquevieille, directrice générale des douanes et droits indirects, MM. Jean-Michel Thillier, chef de service, adjoint à la directrice générale, Jean-Paul Balzamo, sous-directeur des affaires juridiques, du contentieux, des contrôles et de la lutte contre la fraude, et Jean-François Rubler, chef du bureau de l'organisation, du suivi de l'activité et de l'animation de services au ministère de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale (deuxième lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de M. Jean-Jacques Colombi, chef de la division des relations internationales de la direction centrale de la police judiciaire au ministère de l'intérieur.

Réunion du mardi 7 février 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale (deuxième lecture) - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 13 février 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale.

Réunion du mardi 14 février 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) :

Audition de M. Wil van Gemert, directeur adjoint de l'Office européen de police (Europol).

Audition du contre-amiral Bernard-Antoine Morio de l'Isle, sous-chef d'état-major Opérations aéronavales, et du commissaire en chef Thierry de La Burgade, de l'état-major de la marine.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale (nouvelle lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de M. Jamil Addou, chef de l'unité soutien asile du bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO).

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de M. Édouard Geffray, secrétaire général de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

Audition de M. Patrick Calvar, directeur général de la sécurité intérieure (DGSI) au ministère de l'intérieur.

Réunion du mercredi 15 mars 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de M. Bruno Le Roux, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 29 mars 2017 (*commission des lois*) : Mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale - Suite de l'examen du rapport d'information.

(*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Examen du projet de rapport.

Réunion du mardi 4 avril 2017 (*commission des lois*) : Mission sur le redressement de la justice - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Mise en œuvre de la réforme de la formation linguistique et civique des étrangers primo-arrivants - Communication.

Réunion du vendredi 4 août 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi organique pour la confiance dans la vie politique (nouvelle lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 9 octobre 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice - Proposition de loi organique pour le redressement de la justice - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice - Proposition de loi organique pour le redressement de la justice - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission

« Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur, et Mme Jacqueline Gourault, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des lois*) : Lois de finances pour 2018 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 28 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la sécurité publique [n° 310 (2016-2017)]** - (24 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 803, 804). - **Article 1er** (art. L. 435-1 [nouveau], L. 214-2, L. 214-3 [abrogé] et L. 511-5-1 [nouveau] du code de la sécurité intérieure, art. 56 et 61 du code des douanes, art. L. 2338-3 du code de la défense, art. 122-4-1 [abrogé] du code pénal et art. 12 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire - Création d'un régime unifié d'usage des armes applicable aux membres des forces de sécurité intérieure) (p. 811).

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 332 (2016-2017)]** - (31 janvier 2017) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 1018, 1019).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les chiffres de la délinquance** - (31 janvier 2017) (p. 1035). (p. 1036).

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 332 (2016-2017)] (suite)** - (31 janvier 2017) - **Article 23** (art. 717-1 du code de procédure pénale - Affectation des détenus dans des centres à sécurité adaptée) (p. 1064). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1067).

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale - Deuxième lecture [n° 348 (2016-2017)]** - (7 février 2017) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 1265, 1266). - **Article 3** (art. 213-5, 215-4, 221-18 et 462-10 du code pénal [abrogés], art. 706-25-1 et 706-175 [abrogés] et 706-31 du code de procédure pénale, art. L. 211-12, L. 212-37, L. 212-38 et L. 212-39 du code de justice militaire, art. 351 du code des douanes et art. 65 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - Prescription de l'action publique et de l'action civile des abus de la liberté d'expression commis sur internet - Prescription de l'action de l'administration des douanes - Coordinations) (p. 1272).

- **Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme [n° 630 (2016-2017)]** - (18 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 2632, 2633). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2697).

- **Commission mixte paritaire [n° 17 (2017-2018)]** - (18 octobre 2017) - **Discussion générale** (p. 3904, 3905).

- **Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice [n° 34 (2017-2018)]** - (24 octobre 2017) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 35 (2017-2018)** (p. 3982, 3983). - **Article 2** (*Programmation de la progression des crédits de la mission « Justice » et de ses programmes sur la*

période 2018-2022) (p. 4019, 4020). - **Article 3** (*Programmation de la progression des emplois de la mission « Justice » et de ses programmes sur la période 2018-2022*) (p. 4021). - **Article 9** (art. L. 421-7-1 [nouveau] du code de l'organisation judiciaire - Attribution à la Cour de cassation d'un rôle de surveillance des différentes utilisations des données judiciaires mises à la disposition du public) (p. 4027). - **Article 15** (art. L. 611-2, L. 611-2-1, L. 611-3, L. 611-4, L. 611-5, L. 621-2, L. 662-3, L. 662-6, L. 713-6, L. 713-7, L. 713-11, L. 713-12, L. 721-1, L. 721-2, L. 721-3, L. 721-3-1, L. 721-4, L. 721-5, L. 721-6, L. 721-7, L. 721-8, L. 722-1, L. 722-2, L. 722-3, L. 722-3-1, L. 722-4, L. 722-5, L. 722-6, L. 722-6-1, L. 722-6-2, L. 722-6-3, L. 722-7, L. 722-8, L. 722-9, L. 722-10, L. 722-11, L. 722-12, L. 722-13, L. 722-14, L. 722-15, L. 722-16, L. 722-17, L. 722-18, L. 722-19, L. 722-20, L. 722-21, L. 723-1, L. 723-3, L. 723-4, L. 723-7, L. 723-9, L. 723-10, L. 723-11, L. 723-12, L. 724-1, L. 724-1-1, L. 724-2, L. 724-3, L. 724-3-1, L. 724-3-3, L. 724-4, L. 724-7, L. 731-2, L. 731-4, L. 732-1, L. 732-2, L. 732-3, L. 732-4, L. 732-5, L. 732-6, L. 732-7, L. 741-1, L. 741-2, L. 742-1, L. 742-2, L. 743-1, L. 743-2, L. 743-3, L. 743-4, L. 743-5, L. 743-6, L. 743-7, L. 743-8, L. 743-12, L. 743-12-1, L. 743-13, L. 743-14, L. 743-15, L. 744-1 et L. 744-2 du code de commerce, art. L. 351-2 du code rural et de la pêche maritime et art. L. 215-1 et L. 261-1 du code de l'organisation judiciaire - Extension de la compétence des tribunaux de commerce, renommés tribunaux des affaires économiques, aux agriculteurs, professionnels libéraux et personnes morales de droit privé non commerçantes) (p. 4039). - **Article 18** (art. 1635 bis *Q* [nouveau] du code général des impôts - Rétablissement de la contribution pour l'aide juridique, modulable de 20 à 50 euros) (p. 4042). (p. 4043). - **Article 19** (art. 18-1 [nouveau] de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Consultation obligatoire d'un avocat avant toute demande d'aide juridictionnelle) (p. 4044). - **Articles additionnels avant l'article 23** (p. 4045). (p. 4045). (p. 4046). - **Articles additionnels après l'article 28** (*Prévention de la surpopulation carcérale - Identification des détenus en fin de peine*) (p. 4053).

- **Proposition de loi organique pour le redressement de la justice [n° 35 (2017-2018)]** - (24 octobre 2017) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 34 (2017-2018)** (p. 3982, 3983).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'audiovisuel public** - (23 novembre 2017) (p. 6321).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Première partie :

- (24 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 6416, 6417).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'immigration** - (28 novembre 2017) (p. 6771). (p. 6771).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] (suite)**

Seconde partie :

Immigration, asile et intégration

- (5 décembre 2017) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale (p. 7218, 7219).

Justice

- (5 décembre 2017) (p. 7253, 7254).

BUZYN (Agnès)
ministre des solidarités et de la santé
 (à partir du 17 mai 2017)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les déserts médicaux** - (6 juillet 2017) (p. 1960, 1961).
- **Question orale sans débat sur la situation de l'aide à domicile** - (25 juillet 2017) (p. 2972).
- **Question orale sans débat sur l'application de la décision n° 397151 du Conseil d'État** - (25 juillet 2017) (p. 2973).
- **Question orale sans débat sur le transport des greffons** - (25 juillet 2017) (p. 2974, 2975).
- **Question orale sans débat sur la tarification des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes** - (25 juillet 2017) (p. 2975).
- **Question orale sans débat sur le financement des activités de l'hôpital Marie-Lannelongue du Plessis-Robinson** - (25 juillet 2017) (p. 2976).
- **Question orale sans débat sur le procès de l'amiante** - (25 juillet 2017) (p. 2977).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'universalité des allocations familiales** - (10 octobre 2017) (p. 3674, 3675).
- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la recherche sur les cancers pédiatriques** - (9 novembre 2017) (p. 4665).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les maisons de retraite** - (9 novembre 2017) (p. 4668).
- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (13 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4852, 4855). - **Question préalable** (p. 4865). - **Discussion générale** (p. 4883, 4886).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la prévention** - (14 novembre 2017) (p. 4917, 4918).
- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)] (suite)** - (14 novembre 2017) - **Article 6** (*Rectification de l'Ondam et des sous Ondam 2017*) (p. 4930).
- **Suite de la discussion** (15 novembre 2017) - **Article 8** (art. L. 241-2-1 [nouveau], art. L. 241-13, art. L. 243-6-1, art. L. 243-6-2, art. L. 243-6-3, art. L. 243-6-6 à L. 243-6-8 [nouveaux] et L. 243-7 du code de la sécurité sociale, art. L. 741-1 du code rural et de la pêche maritime - Réduction de cotisation maladie et renforcement des allègements généraux en contrepartie de la suppression du CICE et du CITS) (p. 4999). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 5016). (p. 5017). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 5031, 5032). (p. 5037). (p. 5038, 5039). - **Article additionnel après l'article 10** (*Extension de l'offre « service emploi association » de 10 à 20 salariés*) (p. 5043). - **Article 11** (art. L. 111-11, L. 114-16-3, L. 114-23, L. 114-24, L. 115-9, L. 123-1, L. 123-2-1, L. 131-6-3, L. 133-1-1 à L. 133-1-3 [abrogés], L. 133-1-4, L. 133-1-5 à L. 133-1-6 [abrogés], L. 133-5-2, L. 133-6-7, L. 133-6-7-1 à L. 133-6-7-3, L. 133-6-9 [abrogé], L. 133-6-10, L. 133-6-11 [abrogé], L. 134-1, L. 134-3, L. 134-4, L. 135-2, L. 135-6, L. 136-3, L. 161-8, L. 161-18, L. 171-2-1 [nouveau], L. 171-3, L. 171-6-1 [nouveau], L. 171-7, L. 172-2, L. 173-2, L. 173-3 [abrogé], L. 182-2-2, L. 182-2-4, L. 182-2-6, L. 200-1, L. 200-2, L. 200-3, L. 211-1, L. 213-1, L. 215-1, L. 221-1,

L. 221-3-1, L. 222-1, L. 223-1, L. 225-1-1, L. 227-1, L. 233-1 [nouveau], L. 241-2, L. 243-6-3, L. 311-3, L. 351-15, L. 611-1, L. 611-2 à L. 611-19 [abrogés], L. 612-1 à L. 612-6, L. 612-7 à L. 612-13, L. 613-1 [nouveau], L. 613-2 à L. 613-6, L. 613-8, L. 613-9, L. 613-12 à L. 613-14 [abrogés], L. 613-19 à L. 613-19-3, L. 613-20, L. 613-21, L. 613-22 et L. 613-23 [abrogés], L. 614-1 [abrogé], L. 615-1 à L. 615-5 [nouveau], L. 621-1 à L. 621-2 [nouveaux], L. 621-4 [abrogé], L. 622-1 à L. 622-3, L. 622-6 [abrogé], L. 622-8, L. 623-1 à L. 623-5, L. 631-1 [nouveau], L. 632-1 à L. 632-3, L. 633-1, L. 633-9 [abrogé], L. 633-11, L. 633-11-1 [abrogé], L. 634-1 [abrogé], L. 634-2 à L. 634-2-1, L. 634-2-2 [abrogé], L. 634-3-1, L. 634-3-2 à L. 634-5 [abrogés], L. 634-6, L. 635-1 à L. 635-6, L. 637-1 à L. 637-2, L. 640-1, L. 641-1, L. 641-8, L. 642-5 à L. 642-6 [nouveau], L. 643-1-A, L. 643-10 [nouveau], L. 651-12 et L. 651-13 [abrogés], L. 652-4, L. 652-6, L. 652-7, L. 661-1 [nouveau], L. 671-1 [nouveau], L. 722-1, L. 722-1-1, L. 722-2 et L. 722-3 [abrogés], L. 722-4, L. 722-5, L. 722-5-1 [abrogé], L. 722-6, L. 722-7 [abrogé], L. 722-9, L. 742-6, L. 742-7, L. 752-4, L. 752-6, L. 752-9, L. 756-5 et L. 766-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 5553-5 du code des transports - *Suppression du régime social des indépendants et modification des règles d'affiliation à la CIPAV*) (p. 5060). (p. 5063). (p. 5063). (p. 5063). (p. 5064). (p. 5064). (p. 5065). (p. 5065). (p. 5065). (p. 5066). (p. 5066). (p. 5066). (p. 5069). (p. 5070). (p. 5074). (p. 5074). (p. 5074). (p. 5075, 5076). (p. 5076). (p. 5076). (p. 5077). (p. 5077). - **Article 12** (*Augmentation du droit de consommation sur le tabac en France continentale et en Corse*) (p. 5088, 5089). (p. 5092).

Troisième partie :

- (16 novembre 2017) (p. 5123). (p. 5126). - **Article 13** (art. 1010 du code général des impôts - *Verdissement du barème de la taxe sur les véhicules de société*) (p. 5129). (p. 5129). (p. 5130). (p. 5131). - **Article additionnel après l'article 13** (*Incitation à l'utilisation de véhicules propres*) (p. 5132). - **Article 13 bis (nouveau)** (art. 1613 ter et 1613 quater du code général des impôts - *Modification des contributions sur les boissons sucrées et édulcorées*) (p. 5133, 5134). (p. 5136). (p. 5138). (p. 5140). (p. 5141). - **Article 14** (art. L. 138-10, L. 138-11 et L. 138-15 du code de la sécurité sociale - *Fixation des taux Lv et Lh pour 2018 Aménagements techniques de la clause de sauvegarde*) (p. 5143, 5144). (p. 5144). (p. 5145). - **Articles additionnels après l'article 14** (*Retrait des médicaments génériques de l'assiette de la taxe sur le chiffre d'affaires des distributeurs en gros*) (p. 5147). (p. 5148). (p. 5149). (p. 5150). (p. 5151, 5152). - **Article 15** (*Prorogation et augmentation de la participation des organismes complémentaires au financement des nouveaux modes de rémunération via une taxe*) (p. 5152, 5153). - **Article 15 bis (nouveau)** (art. L. 138-2 du code de la sécurité sociale - *Contribution à la charge des établissements de vente en gros de spécialités pharmaceutiques*) (p. 5153). - **Article 16** (art. L. 382-1, L. 382-2, L. 383-3-1 [nouveau], L. 382-4, L. 382-5, L. 382-6, L. 382-9, L. 382-14 du code de la sécurité sociale et art. 6331-67 et L. 6331-68 du code du travail - *Simplification de l'affiliation, du recouvrement et de la gouvernance du régime de sécurité sociale des artistes auteurs*) (p. 5154). (p. 5155, 5156). - **Articles additionnels après l'article 16** (*Délai pour le remboursement des frais de santé à une personne de nationalité étrangère ne travaillant pas*) (p. 5157). (p. 5157). - **Article 16 bis (nouveau)** (art. L. 160-17, L. 160-18 et L. 172-1 du code de la sécurité sociale, et art. L. 722-20 et L. 751-1 du code rural et de la pêche maritime - *Changement d'organisme assurant la prise en charge des frais de santé*) (p. 5158). (p. 5159). - **Article 16 ter (nouveau)** (art. L. 640-2 (nouveau), L. 722-1, L. 722-6 du code de la sécurité sociale - *Facilitations d'affiliation aux régimes d'assurance des internes en médecine*) (p. 5160). - **Article 16 quater (nouveau)** (*Affiliation des gens de mer à un régime d'assurance vieillesse*) (p. 5161). - **Articles additionnels après l'article 17** (*Amélioration du dialogue lors du recouvrement*) (p. 5161, 5162). (p. 5162, 5164). (p. 5164). (p. 5165). - **Article 18** (*Transferts entre l'État et la sécurité sociale et entre branches de la sécurité sociale*) (p. 5169). (p. 5172). (p. 5172). (p. 5173). (p. 5173). (p. 5174).

(p. 5174). - **Article 18 bis (nouveau)** (Reversement à la CNRACL des réserves financières du fonds de compensation des cessations progressives d'activité) (p. 5175). - **Explications de vote sur l'ensemble de la troisième partie** (p. 5184).

Quatrième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 25** (art. L. 531-5, L. 531-6 et L. 531-8 du code de la sécurité sociale, art. 11 de l'ordonnance n° 77-1102 du 26 septembre 1977 portant extension et adaptation au département de Saint-Pierre-et-Miquelon de diverses dispositions relatives aux affaires sociales et art. 42 de la loi n° 2016-1827 du 23 décembre 2016 de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Majoration du CMG pour les familles monoparentales) (p. 5187). - **Article 26** (art. L. 531-2 et L. 531-3 du code de la sécurité sociale et art. 74 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Harmonisation du barème et des plafonds de la PAJE et du complément familial) (p. 5191, 5192). - **Articles additionnels après l'article 26** (Limitation des allocations familiales aux familles dont un parent au moins est français) (p. 5194). (p. 5195). - **Article 26 bis (nouveau)** (Demande de rapport sur les modalités d'attribution des places au sein des établissements et services d'accueil du jeune enfant) (p. 5196). (p. 5198). - **Article additionnel après l'article 26 bis** (Pécule des enfants confiés à l'ASE) (p. 5199). (p. 5201). - **Demande de priorité** (p. 5201). - **Article 31 (priorité)** (art. L. 461-1 et L. 461-5 du code de la sécurité sociale - Indemnisation des victimes de maladies professionnelles à la date de la première constatation médicale) (p. 5202). - **Articles additionnels après l'article 31 (priorité)** (Évaluation du coût des pathologies liées au travail) (p. 5203). (p. 5204). - **Article 32 bis (nouveau) (priorité)** (art. L. 376-1 et L. 454-1 du code de la sécurité sociale - Cession de créances au titre des recours contre tiers et service des prestations jusqu'à alors versées par le FCAT) (p. 5205). - **Article additionnel après l'article 32 bis (priorité)** (Information du demandeur de l'inscription d'un établissement sur la liste de ceux exposés à l'amiante) (p. 5205). - **Article 28** (art. L. 861-2 du code de la sécurité sociale - Revalorisation de l'ASPA et des anciennes allocations du minimum vieillesse) (p. 5208). (p. 5209). - **Article additionnel après l'article 28** (Revalorisation du niveau minimum des pensions de retraite des exploitants agricoles) (p. 5211). - **Article 29** (art. L. 161-23-1 et L. 816-2 du code de la sécurité sociale et art. 29 de l'ordonnance n° 2002-411 du 27 mars 2002 relative à la protection sanitaire et sociale à Mayotte - Décalage de la date de revalorisation des pensions et de l'ASPA) (p. 5212). (p. 5213). - **Article additionnel après l'article 29 bis** (Réforme systémique des retraites) (p. 5214). - **Article 34** (art. L. 3111-1, L. 3111-2, L. 3111-3, L. 3111-4-1, L. 3111-9, L. 3116-1, L. 3116-2, L. 3116-4, L. 3821-1, L. 3821-2, L. 3821-3 et L. 3826-1 du code de la santé publique - Extension de l'obligation de couverture vaccinale des enfants) (p. 5217). (p. 5218, 5219). (p. 5220). (p. 5221). (p. 5221). (p. 5222). - **Article additionnel après l'article 34 bis** (Promotion du forfait de prise en charge des traitements nicotiques de substitution) (p. 5223). (p. 5224). - **Article 35** (art. L. 162-31-1 et L. 221-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 1433-1 du code de la santé publique, art. 43 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Cadre d'expérimentations pour l'innovation dans le système de santé) (p. 5228, 5229). (p. 5230). (p. 5230). (p. 5231). (p. 5231). (p. 5232). (p. 5232). (p. 5233). (p. 5233). (p. 5233). (p. 5234). (p. 5234, 5235). (p. 5236). (p. 5237). (p. 5237). (p. 5237). (p. 5238). (p. 5239). (p. 5240). (p. 5241). (p. 5241). (p. 5241). (p. 5241). (p. 5242). (p. 5243). (p. 5243). (p. 5243).

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 5258). (p. 5259). (p. 5263). (p. 5265, 5266). (p. 5267). (p. 5267). (p. 5268). (p. 5269). (p. 5270). - **Article 35 bis (nouveau)** (Rapport au Parlement sur les indemnités journalières maladie) (p. 5270). - **Article 36** (art. L. 162-14-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 6316-1 du code de la santé publique, art. 36 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Prise en charge de la télémédecine) (p. 5272). (p. 5272). (p. 5273). (p. 5273). (p. 5275). (p. 5275). (p. 5277). (p. 5278). -

Articles additionnels après l'article 36 (p. 5278). (p. 5279). (p. 5280). (p. 5281). (p. 5282). - **Article 37** (art. L. 162-1-7, L. 162-1-7-4 [nouveau] et L. 162-1-8 du code de la sécurité sociale ; art. L. 4011-2, L. 4011-2-1 et L. 4011-2-3 du code de la santé publique - Aménagements des procédures d'inscription des actes à la nomenclature et de la procédure de validation des protocoles de coopération) (p. 5283). (p. 5284). (p. 5285). (p. 5285). - **Article additionnel après l'article 37** (Établissement du certificat de décès par un(e) infirmière qui a dispensé les soins) (p. 5286). - **Article 38** (art. L. 162-16-5, L. 162-16-6, L. 162-17-2-1, L. 162-22-7-2 du code de la sécurité sociale ; art. 33 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 - Prise en charge des produits de santé hospitaliers) (p. 5287). (p. 5288). (p. 5288). (p. 5289). - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 5289). (p. 5290). (p. 5291). - **Article additionnel avant l'article 39** (Abrogation des dispositions relatives aux sanctions par l'ARS de certains établissements) (p. 5291). - **Article 39** (art. L. 162-30-4 du code de la sécurité sociale - Renforcer la pertinence et l'efficacité des prescriptions hospitalières) (p. 5292). (p. 5293). (p. 5293). (p. 5293). (p. 5294). - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 5294). (p. 5295). - **Article 40** (art. L. 161-37, L. 161-38, L. 162-17-9 [nouveau], L. 162-19-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale ; art. L. 5122-17 [nouveau], L. 5213-1 à L. 5213-4, L. 5223-1 à L. 5223-5, L. 6143-7 du code de la santé publique - Dispositions diverses relatives à la qualité, à la promotion et la pertinence de l'utilisation des produits de santé) (p. 5297). (p. 5298). (p. 5298). (p. 5299). (p. 5300). - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 5301). (p. 5302). - **Article 41** (art. L. 162-17-31 [nouveau], L. 162-17-5, L. 165-2-1 [nouveau], L. 165-3-3, L. 165-4 et L. 165-7 du code de la sécurité sociale - Régulation du secteur des dispositifs médicaux) (p. 5304). (p. 5305). (p. 5306). (p. 5307). - **Article 42** (art. L. 162-4, L. 315-2 et L. 315-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Uniformiser et renforcer le mécanisme de demande d'autorisation préalable) (p. 5309). (p. 5309). - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 5310). - **Article 43** (art. L. 162-1-15 et L. 162-1-17 du code de la sécurité sociale - Étendre la mise sous objectifs et la mise sous accord préalable à tous les prescripteurs) (p. 5311). - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 5311). (p. 5312, 5313). (p. 5314). (p. 5314). - **Article 44** (Report de l'application de certaines dispositions du règlement arbitral dentaire) (p. 5316). (p. 5316, 5317). - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 5317). - **Article 44 bis (nouveau)** (art. L. 162-1-21 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. 83 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé - Suppression de la généralisation obligatoire du tiers payant) (p. 5319, 5320). (p. 5320). (p. 5322). (p. 5322). - **Article additionnel après l'article 44 bis** (Révision de la liste des pathologies ouvrant droit au congé de longue durée pour les fonctionnaires) (p. 5324). - **Article 44 ter (nouveau)** (Demande de rapport sur le parcours de soins des personnes handicapées et en situation de précarité) (p. 5324). - **Article additionnel après l'article 44 ter** (Élargissement à l'accès au soin, en général, du champ du rapport sur l'accès financier aux soins des personnes en situation de handicap et des personnes en situation de précarité) (p. 5325). - **Article 47** (art. 80 de la loi n° 2016-1827 du 23 décembre 2016 - Report de l'entrée en vigueur de l'intégration des dépenses de transport inter-établissements dans le budget des établissements de santé) (p. 5326). - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 5327). (p. 5328). - **Article 48** (art. L. 162-23-15 du code de la sécurité sociale, art. 78 de la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Déploiement de la réforme du financement des activités des SSR) (p. 5329). (p. 5329). - **Articles additionnels après l'article 48** (p. 5330). (p. 5330, 5331). (p. 5331). (p. 5332). - **Article 49** (art. L. 1432-5, L. 1435-9, L. 1435-9-1 [nouveau] et L. 1435-10 du code de la santé publique - Assouplissement des règles de gestion du FIR) (p. 5333). - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 5334). - **Article 50** (art. L. 313-1, L. 313-12, L. 313-12-2, L. 314-6 du code de l'action sociale et des familles - Régime de contractualisation dans le secteur médico-social) (p. 5336). (p. 5336). (p. 5337). (p. 5337, 5338). (p. 5338). (p. 5339). (p. 5339). - **Articles additionnels après l'article 50** (p. 5340). (p. 5341, 5342). - **Article 50 bis (nouveau)** (art. L. 233-2 du code de l'action sociale et des familles - Dépenses de

fonctionnement des conférences des financeurs) (p. 5343). - **Articles additionnels après l'article 50 bis** (p. 5344). (p. 5345, 5346). - **Article 51** (art. L. 161-37 et L. 161-41 du code de la sécurité sociale ; art. L. 14-10-5 et L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles - Transfert des missions de l'ANESM à la HAS) (p. 5347). (p. 5348). - **Article additionnel après l'article 51** (Possibilité d'un concours du fonds national pour la démocratie sanitaire destiné au soutien des recommandations et actions de la Haute Autorité de santé en matière de démocratie sanitaire) (p. 5349). - **Article 54** (Ondam et sous-Ondam) (p. 5350). (p. 5352). - **Article additionnel après l'article 56** (Extension de la responsabilité des holdings aux entreprises qu'elles contrôlent) (p. 5353). - **Article 57** (art. L. 114-17, L. 114-17-1, L. 114-19, L. 145-2 et L. 256-4 du code de la sécurité sociale - Diverses mesures relatives à la lutte contre la fraude) (p. 5354). (p. 5355). (p. 5355). (p. 5356). (p. 5356). - **Articles additionnels après l'article 57** (p. 5356). (p. 5357).

(p. 5358). - **Explications de vote sur l'ensemble de la quatrième partie** (p. 5360).

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5406).

- **Question orale sans débat sur la complémentaire de santé pour les retraités** - (5 décembre 2017) (p. 7173).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-644 du 27 avril 2017 relative à l'adaptation des dispositions législatives relatives au fonctionnement des ordres des professions de santé - Commission mixte paritaire [n° 131 (2017-2018)]** - (20 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10523, 10524).

CABANEL (Henri)
sénateur (Hérault)
SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises jusqu'au 17 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et développement du biocontrôle (9 février 2017).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

Membre de la mission d'information sur la démocratie représentative, la démocratie participative, la démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 jusqu'au 12 juin 2017.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire : Décider en 2017 : le temps d'une démocratie « coopérative » [n° 556 tome 1 (2016-2017)] (17 mai 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire : Décider en 2017 : le temps d'une démocratie « coopérative » [n° 556 tome 2 (2016-2017)] (17 mai 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique visant à améliorer la qualité des études d'impact des projets de loi [n° 610 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instituer le Conseil parlementaire d'évaluation des politiques publiques et du bien-être [n° 611 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi pour une meilleure protection des mineur.e.s victimes de viol et des autres agressions sexuelles [n° 53 (2017-2018)] (26 octobre 2017) - **Justice**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales [n° 109 tome 1 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition de M. Jean-François Pilliard, professeur affilié et président de la chaire « dialogue social et compétitivité des entreprises » à l'ESCP Europe, membre de la section du travail et de l'emploi au Conseil économique, social et environnemental (CESE), ancien délégué général de l'Union des industries et métiers de la métallurgie (IUMM) et ancien vice-président et président du pôle social du Mouvement des entreprises de France (MEDEF).

Réunion du jeudi 19 janvier 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition de M. Marcel Gauchet, philosophe et historien, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition de M. Jean-Denis Combrexelle, président de la section sociale du Conseil d'État.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition conjointe de MM. Loïc Blondiaux, professeur de science politique à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne et Rémi Lefebvre, professeur de science politique à l'université Lille II.

(*commission des affaires économiques*) : Propositions de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires et relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et au développement du biocontrôle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 7 février 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition de M. Martial Foucault, directeur du centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF).

(*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et au développement du biocontrôle - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 février 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition

de M. Bernard Manin, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et professeur de science politique à l'université de New York.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition de Mme Laure de la Bretèche, secrétaire générale pour la modernisation de l'action publique.

Réunion du mardi 21 février 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances, chargée du numérique et de l'innovation.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition conjointe des représentants d'associations d'élus locaux, avec M. Charles Fournier, vice-président du conseil régional de Centre-Val de Loire, pour Régions de France, Mme Alexandrine Leclerc, vice-présidente du conseil départemental du Loiret représentant l'Assemblée des départements de France (ADF), MM. Loïc Cauret, président de la communauté de communes Lamballe Terre et Mer, président délégué de l'Assemblée des communautés de France (AdCF), Bertrand Pancher, député-maire de Bar-Le-Duc, et Alexandre Touzet, maire de Saint-Yon, représentant l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalités (AMF).

Audition de M. Christian Leyrit, président de la Commission nationale du débat public (CNDP).

Audition de Mme Brigitte Chalopin, présidente de la Compagnie nationale des commissaires enquêteurs (CNCE), et M. Jean-Pierre Chaulet, vice-président de la CNCE, président de la Compagnie des commissaires enquêteurs d'Île-de-France.

Communication relative à l'organisation des travaux de la mission d'information.

Réunion du jeudi 23 février 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition, sur la participation des citoyens à la prise de décision publique, de MM. Florent Guignard, vice-président de Démocratie ouverte, Stéphane Vincent, délégué général de la 27^e région, Cyril Lage, fondateur de Parlement et citoyens, Benjamin Ooghe-Tabanou et François Massot, administrateurs de Regards citoyens.

Réunion du mercredi 8 mars 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition conjointe de M. Max Roche, directeur général adjoint en charge des concessions d'Eiffage, Mme Estelle Salou, directrice adjointe au sein de la direction juridique de Réseau de transport d'électricité (RTE), M. François Tainturier, directeur du design du réseau, Mme Julie Taldir, chef du pôle « concertation et relations extérieures », de SNCF Réseau, Mme Nathalie Boivin, directeur juridique de Vinci Autoroutes, et M. Christophe Boutin, adjoint au délégué général de l'Association des sociétés françaises d'autoroutes (ASFA).

Audition conjointe de Mme Laurence Monnoyer-Smith, commissaire générale au développement durable (CGDD), MM. Philippe Rogier, sous-directeur de l'intégration des démarches de développement durable dans les politiques publiques au CGDD et Michel Hersemul, sous-directeur de l'aménagement du réseau routier national au sein de la direction générale des infrastructures, des transports et de la mer (DGITM), du ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer.

Audition conjointe de Mme Maryvonne de Saint-Pulgent, présidente de la section du rapport et des études, et de M. Philippe Martin, président de la section des travaux publics, du Conseil d'État.

Réunion du mardi 28 mars 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition de Mme Florence Denier-Pasquier, secrétaire nationale de France nature environnement (FNE).

Bilan d'étape - Échange de vues.

Réunion du mercredi 29 mars 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition de M. Jean-Éric Paquet, secrétaire général adjoint de la commission européenne.

Réunion du mercredi 17 mai 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu par MM. Michel Canevet et Michel Vaspard du déplacement de la délégation dans le Finistère et les Côtes-d'Armor, les 26 et 27 avril 2017.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Henri Poupard-Lafarge, président-directeur général d'Alstom.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - États généraux de l'alimentation - Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Rémi de Verdilhac, directeur Michelin France, accompagné de M. Thierry Martin-Lassagne, directeur France des affaires publiques de Michelin.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur l'expérimentation pour la gestion du foncier rural** - (24 janvier 2017) (p. 750). (p. 751).

- **Proposition de loi relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et au développement du biocontrôle [n° 345 (2016-2017)]** - (7 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1242, 1243). - **Article 1er** (*art. L. 143-15-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Obligation pour les sociétés d'acquérir des terres agricoles à travers une société de portage foncier*) (p. 1250). - **Article 10** (*art. L. 254-10 à L. 254-10-8 [nouveaux] du code rural et de la pêche maritime - Mise en place d'un système de certificats d'économie de produits phytopharmaceutiques, CEPP*) (p. 1260). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1264).

- **Commission mixte paritaire [n° 386 (2016-2017)]** - (15 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1517, 1519).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (11 juillet 2017) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2005). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2065, 2066). (p. 2071). (p. 2072).

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2017) - **Articles additionnels avant l'article 8** (p. 2113). - **Demande de priorité** (p. 2145). - **Intitulé du projet de loi** (p. 2162).

- **Projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 608 (2016-2017)]** - (13 juillet 2017) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2472). (p. 2472, 2473). - **Article 9** (art. 54 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances - Suppression de la réserve parlementaire - Dotation de soutien à l'investissement des communes et de leurs groupements) (p. 2500). - **Intitulé du projet de loi organique** (p. 2509).

- **Projet de loi pour la confiance dans la vie politique - Commission mixte paritaire [n° 700 (2016-2017)]** - (2 août 2017) - **Article 1er** (Élargissement du champ d'application de la peine complémentaire obligatoire d'inéligibilité) (p. 3540, 3541).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement [n° 9 (2017-2018)]** - (10 octobre 2017) - **Article 2** (Mise en cohérence de la terminologie utilisée par plusieurs codes) (p. 3666, 3667).

- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à**

l'énergie et à l'environnement [n° 43 (2017-2018)] - (8 novembre 2017) - **Article 6 (texte non modifié par la commission)** (art. L. 661-4, art. L. 661-10 à L. 661-20 [nouveaux] du code de l'énergie - Contrôle de la qualité environnementale des biocarburants) (p. 4444). (p. 4445). (p. 4446).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (15 novembre 2017) - **Article 9** (art. L. 131-6-4 [nouveau] et L. 161-1-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 5141-1 du code du travail - Réforme de l'ACCRE et encouragement des petites activités) (p. 5025, 5026). (p. 5027).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la position de la France sur le glyphosate** - (28 novembre 2017) (p. 6775).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (7 décembre 2017) (p. 7405).

CADIC (Olivier)
sénateur (Français établis hors de France (Série 2))
UDI-UC, puis UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 3 octobre 2017.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux entreprises, puis membre le 18 octobre 2017, puis vice-président le 26 octobre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social (26 juillet 2017).

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne le 8 novembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rénover l'offre de la Caisse des Français de l'étranger [n° 296 (2016-2017)] (12 janvier 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux entreprises : Simplifier efficacement pour libérer les entreprises [n° 433 (2016-2017)] (20 février 2017) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article premier de la Constitution pour y inscrire le principe d'égalité devant la loi sans distinction de sexe [n° 454 (2016-2017)] (8 mars 2017) - **Famille.**

Proposition de loi tendant à réaffirmer le principe d'égalité entre femmes et hommes et à renforcer la laïcité [n° 460 (2016-2017)] (9 mars 2017) - **Famille.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative aux certificats de décès [n° 584 (2016-2017)] (21 juin 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges pesant sur les entreprises [n° 721 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Entreprises.**

Proposition de loi organique relative aux études d'impact des projets de loi [n° 722 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Entreprises.**

Proposition de loi tendant à reconduire le Conseil de la simplification pour les entreprises et à renforcer leur sécurité juridique [n° 723 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Entreprises.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la simplification des normes entravant la vie économique [n° 724 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Direction de l'action du Gouvernement : Coordination du travail gouvernemental [n° 110 tome 9 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - Affaires étrangères et coopération.

de loi de finances pour 2018 - Audition du général Richard Lizurey, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du jeudi 26 octobre 2017 (*délégation aux entreprises*) : Désignation des vice-présidents et des secrétaires de la délégation aux entreprises.

Questions diverses.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à mettre en place une stratégie nationale d'utilisation du transport sanitaire hélicoptère - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-1519 du 10 novembre 2016 portant création au sein du service public de l'emploi de l'établissement public chargé de la formation professionnelle des adultes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 février 2017 (*délégation aux entreprises*) : Examen du rapport d'information de Mme Élisabeth Lamure et M. Olivier Cadic relatif aux moyens d'alléger le fardeau administratif des entreprises pour améliorer leur compétitivité.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale - Lutte contre la fraude aux prestations de sécurité sociale - Communication.

Prise en charge sociale des mineurs isolés étrangers - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*délégation aux entreprises*) : Communication de Mme Élisabeth Lamure dans la perspective de l'examen au Sénat du projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social.

Compte rendu par M. Jean-Marc Gabouty du déplacement au port du Havre le 29 juin 2017.

Compte rendu par M. Jérôme Durain de la visite du salon international de l'aéronautique et de l'espace (SIAE), le 20 juin 2017, au parc des expositions du Bourget.

Réunion du mercredi 27 septembre 2017 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu par M. Antoine Karam du déplacement en Guyane du 18 au 21 septembre.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale.

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 151 « Français à l'étranger et affaires consulaires » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Aide publique au développement » - Programmes 110 « Aide économique et financière au développement » et 209 « Solidarité à l'égard des pays en développement » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Programme 129 « Coordination du travail gouvernemental » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Rencontre avec une délégation de la commission parlementaire de la Chambre des Communes.

(*délégation aux entreprises*) : Communication de Mme Élisabeth Lamure sur les principales dispositions du projet de loi de financement de la Sécurité sociale intéressant les entreprises.

Échanges de vues sur le programme de travail de la délégation aux entreprises.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Contrat d'objectifs et de moyens 2017-2020 de Campus France - Communication et examen de l'avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 105 « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 185 « Diplomatie culturelle et d'influence » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « L'après Daesh en Syrie et en Irak » - Audition de M. Fabrice Balanche, maître de conférences à l'université Lyon II, chercheur invité à l'université de Stanford.

Réunion du jeudi 14 décembre 2017 (*délégation aux entreprises*) : Communication de Mme Élisabeth Lamure sur la ratification des ordonnances relatives au renforcement du dialogue social.

Communication de Mme Élisabeth Lamure sur les principales dispositions du projet de loi de finances rectificative intéressant les entreprises.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse - Nouvelle lecture [n° 340 (2016-2017)]** - (14 février 2017) - **Article unique** (p. 1436).

- **Débat sur le bilan du « choc de simplification » pour les entreprises** - (23 février 2017) (p. 1799, 1801).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le Brexit** - (23 février 2017) (p. 1817). (p. 1818).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (24 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 2937, 2940).

- **Suite de la discussion** (25 juillet 2017) - **Article 1er (Habilitation du Gouvernement à prendre diverses ordonnances pour renforcer la place de l'accord d'entreprise)** (p. 3002). (p. 3013). (p. 3019). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3045). - **Article 2 (Nouvelle organisation du dialogue social et rénovation de l'exercice des responsabilités syndicales en entreprise)** (p. 3050).

- **Suite de la discussion** (26 juillet 2017) (p. 3069, 3070). (p. 3075). (p. 3090, 3091). (p. 3097). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3106). - **Article 3 (Aménagement des règles du licenciement et de certaines formes particulières de travail)** (p. 3113). (p. 3121). (p. 3126). (p. 3137).

- **Suite de la discussion** (27 juillet 2017) (p. 3167, 3168). (p. 3177). (p. 3197). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission) (Développement de la négociation collective et sécurisation des accords de branche)** (p. 3203, 3204). (p. 3205). (p. 3205). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission) (Assouplissement des obligations des employeurs en matière de prévention de la pénibilité et d'emploi de travailleurs détachés transfrontaliers)** (p. 3213). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3230).

- **Débat sur la revue stratégique de défense et de sécurité nationale** - (24 octobre 2017) (p. 3977). (p. 3977).

- **Débat sur l'intelligence artificielle, les enjeux économiques et les cadres légaux** - (25 octobre 2017) (p. 4151). (p. 4151).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (14 novembre 2017) - **Articles**

additionnels après l'article 7 (p. 4968). (p. 4968). (p. 4970). (p. 4971).

Quatrième partie :

- (17 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 5312). (p. 5313).

- **Débat sur l'avenir de l'Institut français** - (21 novembre 2017) (p. 5416). (p. 5416).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Première partie :

- (27 novembre 2017) - **Article 19 ter (nouveau) (art. 71 de la loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 de finances rectificative pour 2003 - Modulation du taux de prélèvement de la taxe affectée au centre technique industriel de la plasturgie et des composites, CTIPC)** (p. 6722). (p. 6722).

Seconde partie :

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (30 novembre 2017) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, pour le programme « Coordination du travail gouvernemental » (p. 6906).

Action extérieure de l'État

- (4 décembre 2017) (p. 7139, 7140). - **État B** (p. 7149). (p. 7155). (p. 7156).

CAFFET (Jean-Pierre)
sénateur (Paris)
SOCR, puis LaREM

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

Vice-président du Sénat ; a présidé les séances des 10, 19, 26 janvier, 7, 22 février, 6, 10, 12, 13, 26, 27 juillet et 4 août 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre titulaire de la commission des comptes de la sécurité sociale.

Membre titulaire du comité stratégique de la Société du Grand Paris.

Membre titulaire du conseil des élus de la mission de réfiguration de la métropole du Grand Paris.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Souhaits de bienvenue à une délégation de l'Assemblée nationale de la République populaire de Chine** - (6 juillet 2017) (p. 1948).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires iraniens** - (12 juillet 2017) (p. 2104).

- **Clôture de la session extraordinaire de 2016-2017** - (4 août 2017) (p. 3603).

CALVET (François)
sénateur (Pyrénées-Orientales)
LR

Réélu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques à partir du 5 octobre 2017 ; membre de la commission jusqu'au 4 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017.

Membre suppléant de la Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier ; nouvelle nomination le 13 décembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

Membre titulaire du comité de massif du massif des Pyrénées le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice.**

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement.**

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à garantir aux personnes en situation de handicap un accès effectif aux lieux ouverts au public [n° 554 (2016-2017)] (15 mai 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 557 (2016-2017)] (18 mai 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens d'action des maires à l'égard des atteintes faites au patrimoine bâti des communes [n° 603 (2016-2017)] (4 juillet 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à simplifier certaines obligations applicables aux collectivités territoriales dans le domaine du service public d'eau potable [n° 703 (2016-2017)] (1er août 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées sous tutelle ou sous curatelle [n° 95 (2017-2018)] (16 novembre 2017) - **Famille.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 26 janvier 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jean-Vincent Placé, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de la réforme de l'État et de la simplification, sur l'action du Gouvernement en matière de simplification des normes applicables aux collectivités territoriales, en particulier dans le domaine du droit de l'urbanisme, de la construction et des sols.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Situation de l'entreprise Alstom - Audition de M. Henri Poupard-Lafarge, président-directeur général d'Alstom.

Réunion du jeudi 9 février 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Alain Lambert, président du Conseil national d'évaluation des normes (CNEN), sur le bilan et les perspectives de la simplification normative.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Grivel, directeur général de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU).

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » et article 52 sexies rattaché - Crédits « Politique de la ville » - Examen du rapport pour avis.

CAMANI (Pierre)
sénateur (Lot-et-Garonne)
SOCR

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre titulaire de la commission supérieure du numérique et des postes.

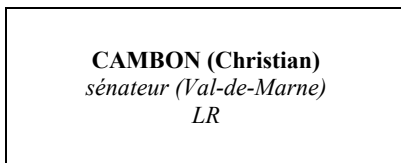
Membre titulaire de la Conférence de la ruralité.

Membre de la mission d'information sur la démocratie représentative, la démocratie participative, la démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 jusqu'au 12 juin 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux dérogations à la dématérialisation des bulletins de paie [n° 317 (2016-2017)] (19 janvier 2017) - **Société**.

Proposition de loi organique visant à améliorer la qualité des études d'impact des projets de loi [n° 610 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.



Réélu le 24 septembre 2017.

Secrétaire du Sénat jusqu'au 12 juillet 2017.

NOMINATIONS

Président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 12 juillet 2017 ; vice-président de la commission jusqu'au 11 juillet 2017.

Membre de la délégation parlementaire au renseignement le 12 juillet 2017.

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Agence française d'expertise technique internationale (AFETI) jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne jusqu'au 12 juin 2017.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne le 8 novembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à instituer le Conseil parlementaire d'évaluation des politiques publiques et du bien-être [n° 611 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Rapport de groupe interparlementaire d'amitié : Le Maroc, marché porteur et hub eurafricain [n° 143 (2016-2017)] (13 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à sécuriser l'établissement des procurations électorales [n° 480 (2016-2017)] (28 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi relative aux certificats de décès [n° 584 (2016-2017)] (21 juin 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 717 (2016-2017)] (13 septembre 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à instituer un volontariat international d'enseignement en français [n° 718 (2016-2017)] (14 septembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à créer un fonds pour la présence et le rayonnement français à l'étranger [n° 3 (2017-2018)] (2 octobre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à prolonger le délai de validité des habilitations des clercs de notaire [n° 7 (2017-2018)] (5 octobre 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. Mme Aliza Bin-Noun, ambassadeur d'Israël en France.

Initiative française pour la paix au Proche-Orient - Audition de M. Ludovic Pouille, directeur adjoint d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient au ministère des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Charles Fries, ambassadeur de France en Turquie.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. le docteur Ismail Hakki Musa, ambassadeur de Turquie en France.

Audition de S.E. M. Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne.

Réunion du mardi 14 février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-Pierre Bayle, candidat proposé par le président de la République pour occuper les fonctions de président de la commission du secret de la défense nationale.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, sur le Brexit et la refondation de l'Union européenne.

(*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, sur le Brexit et la refondation de l'Union européenne.

Pour une Union européenne proche et lisible : communication de MM. Christian Cambon et Simon Sutour.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition conjointe sur la Russie de M. Thomas Gomart, directeur de l'Institut français des relations internationales (IFRI) et Mme Tatiana Kastouéva-Jean, directrice du centre Russie-CEI de l'IFRI.

Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, sur le Brexit et la refondation de l'Union européenne.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Examen du rapport d'information du groupe de suivi sur la refondation de l'Union européenne.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Auditions sur la Russie : M. Arnaud Dubien, directeur de l'Observatoire franco-russe, Mme Isabelle Facon, maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique, pôle Russie-Eurasie et M. Igor Delanoë, directeur adjoint de l'Observatoire franco-russe.

Proposition de résolution exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale - Présentation.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 24 mai 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « Vers les 2 % du PIB pour la défense » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation internationale - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 5 juillet 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Michel Foucher, géographe, ancien ambassadeur et ancien directeur du centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère des affaires étrangères (CAPS), titulaire de la chaire de géopolitique appliquée au Collège d'études mondiales de Paris, sur « la route de la soie ».

Désignation d'un vice-président.

Élection du président de la commission.

Projet de loi renforçant la lutte contre le terrorisme et la sécurité intérieure - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et la République tchèque relatif à la coopération dans le domaine de l'exploration et de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du royaume hachémite de Jordanie relatif au statut de leurs forces - Examen du rapport et du texte de la commission.

Questions diverses - démission du chef d'état-major des armées.

Questions diverses - projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Constitution du bureau.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général pour l'administration du ministère des armées.

Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale.

Projet de loi de finances pour 2018 - Nomination des rapporteurs pour avis.

Questions diverses.

Réunion du mardi 17 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Arnaud Danjean, président du comité de rédaction de la revue stratégique de défense et de sécurité nationale.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Joël Barre, délégué général pour l'armement.

Projet de loi de finances pour 2018 - Audition du général Jean-Pierre Bossier, chef d'état-major de l'armée de terre.

Questions diverses.

Situation internationale - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de transport aérien entre les États-Unis d'Amérique, premièrement, l'Union européenne et ses États membres, deuxièmement, l'Islande, troisièmement, et le royaume de Norvège, quatrièmement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de l'amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la marine.

Projet de loi de finances pour 2018 - Audition du général André Lanata, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Projet de loi de finances pour 2018 - Audition du général Richard Lizurey, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne - Groupe de suivi sur les négociations commerciales - Désignation des membres.

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 151 « Français à l'étranger et affaires consulaires » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Aide publique au développement » - Programmes 110 « Aide économique et financière au développement » et 209 « Solidarité à l'égard des pays en développement » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Programme 129 « Coordination du travail gouvernemental » - Examen du rapport pour avis.

Questions diverses.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Rencontre avec une délégation de la commission parlementaire de la Chambre des Communes.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Contrat d'objectifs et de moyens 2017-2020 de Campus France - Communication et examen de l'avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Audition du général François Lecointre, chef d'état-major des armées.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 105 « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 185 « Diplomatie culturelle et d'influence » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Mission d'information sur la « Réforme de l'expertise internationale-Expertise France » - Nomination de deux co-rapporteurs.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Défense » - Programme 144 « Environnement et prospective de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Défense » - Programme 146 « Équipement des forces » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Défense » - Programme 178 « Préparation et emploi des forces » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Défense » - Programme 212 « Soutien de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet d'avenant au contrat d'objectifs et de moyens 2016-2020 entre l'État et France Médias Monde - Communication.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Avances à l'audiovisuel public » - Programmes 844 « France Médias Monde » et 847 « TV5 Monde » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Défense » - Examen de la position de la commission.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Sécurités » - Programme 152 « Gendarmerie nationale » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition conjointe sur le continuum sécurité et développement au Sahel : MM. Yvan Guichaoua, enseignant-chercheur à la Brussels School of International Studies, et Sébastien Mosneron Dupin, directeur général d'Expertise France.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le bilan de l'application des lois** - (21 février 2017) - vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 1694).

- **Proposition de loi visant à la mise en œuvre effective du droit à l'eau potable et à l'assainissement [n° 416 (2016-2017)]** - (22 février 2017) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1314-1 [nouveau] du code de la santé publique - Reconnaissance du droit de l'Homme à l'eau potable et à l'assainissement) (p. 1747, 1748). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 115-3-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Création d'une aide préventive pour l'accès à l'eau potable) (p. 1755). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 115-3-2 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Allocation forfaitaire d'eau) (p. 1757).

- **Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme [n° 630 (2016-2017)]** - (18 juillet 2017) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Article 9** (art. L. 822-2, L. 852-2 [nouveau], L. 853-2, L. 854-9-1 [nouveau], L. 854-9-2 [nouveau], L. 854-9-3 [nouveau] et L. 871-2 du code de la sécurité intérieure ; art. L. 2371-1 [nouveau] et L. 2371-2 [nouveau] du code de la défense - Surveillance hertzienne) (p. 2690).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'avenir de l'Union européenne** - (11 octobre 2017) - président

de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 3768, 3769).

- **Débat sur la revue stratégique de défense et de sécurité nationale** - (24 octobre 2017) (p. 3965, 3966). (p. 3967).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (21 novembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5398).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Défense

- (30 novembre 2017) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 6957, 6958).

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (4 décembre 2017) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 7120). (p. 7122). (p. 7124).

Action extérieure de l'État

- (4 décembre 2017) (p. 7134, 7135).

- Président de la commission des affaires étrangères (p. 7137).

CAMPION (Claire-Lise)
sénatrice (Essonne)
SOCR

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux dérogations à la dématérialisation des bulletins de paie [n° 317 (2016-2017)] (19 janvier 2017) - **Société**.

Non réélue le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 1er octobre 2017.

CANAYER (Agnès)
sénateur (Seine-Maritime)
LR

Membre titulaire de la Commission nationale consultative des droits de l'homme.

Membre titulaire du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale jusqu'au 29 novembre 2017.

Membre de la mission d'information sur la démocratie représentative, la démocratie participative, la démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 jusqu'au 12 juin 2017.

Secrétaire du Sénat à compter du 4 octobre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 4 octobre 2017.

Secrétaire de la commission des affaires sociales jusqu'au 3 octobre 2017.

Membre titulaire de la Cour de justice de la République le 18 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 18 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer jusqu'au 17 octobre 2017.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale jusqu'au 20 novembre 2017.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » jusqu'au 12 juin 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi tendant à sécuriser l'établissement des procurations électorales [n° 480 (2016-2017)] (28 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi relative aux certificats de décès [n° 584 (2016-2017)] (21 juin 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture.**

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales : Lutter contre la fraude sociale, un impératif pour le juste droit [n° 599 (2016-2017)] (28 juin 2017) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à interdire la mention du nom et de la photo de personnes autres que les candidats et suppléants sur les documents de propagande électorale [n° 687 (2016-2017)] (26 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi élargissant les modalités d'intervention de l'action extérieure des collectivités territoriales en matière d'eau, d'assainissement, d'électricité, de gaz et de déchets ménagers [n° 714 (2016-2017)] (11 septembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 717 (2016-2017)] (13 septembre 2017) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à la promotion de la cohabitation intergénérationnelle [n° 15 (2017-2018)] (6 octobre 2017) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 30 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un Pass permis citoyen [n° 38 (2017-2018)] (19 octobre 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition conjointe des représentants d'associations d'élus locaux, avec M. Charles Fournier, vice-président du conseil régional de Centre-Val de Loire, pour Régions de France, Mme Alexandrine Leclerc, vice-présidente du conseil départemental du Loiret représentant l'Assemblée des départements de France (ADF), M. Loïc Cauret, président de la communauté de communes Lamballe Terre et Mer, président délégué de l'Assemblée des communautés de France (AdCF), et MM. Bertrand Pancher, député-maire de Bar-Le-Duc, et Alexandre Touzet, maire de

Saint-Yon, représentant l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalités (AMF).

Réunion du mardi 28 mars 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Bilan d'étape - Échange de vues.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des affaires sociales*) : Certification des comptes du régime général de sécurité sociale (exercice 2016) - Audition de M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale - Lutte contre la fraude aux prestations de sécurité sociale - Communication.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à garantir la représentation des communes déléguées au sein des communes nouvelles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 28 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de résolution visant à pérenniser et adapter la procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir** [n° 104 (2016-2017)] - (11 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 92, 93).

- **Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique** [n° 267 (2016-2017)] - (11 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 109, 110).

- **Question orale sans débat sur le développement des ports de l'axe Seine** - (25 juillet 2017) (p. 2983, 2984). (p. 2984).

- **Question orale sans débat sur les conditions de prise en charge des victimes des cavités souterraines** - (24 octobre 2017) (p. 3956, 3957). (p. 3957).

- **Débat sur la participation dans l'entreprise, l'outil de croissance et les perspectives** - (25 octobre 2017) (p. 4171).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018** [n° 63 (2017-2018)] - (15 novembre 2017) - **Article 8 quater (nouveau)** (*art. 8 de la loi n° 2019-1827 de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Assujettissement au forfait social des avantages versés au titre des congés de fin d'activité du transport routier*) (p. 5020). (p. 5021).

- **Débat sur la représentation des communes déléguées dans les communes nouvelles** - (22 novembre 2017) (p. 7636).

- **Question orale sans débat sur le devenir des machines à voter** - (5 décembre 2017) (p. 7185, 7186). (p. 7186).

CANEVET (Michel)
sénateur (Finistère)
UDI-UC, puis UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer ; nouvelle nomination le 13 décembre 2017.

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 19 (2016-2017)] de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique [n° 281 (2016-2017)] (10 janvier 2017) - **Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La fiscalité de l'économie collaborative : un besoin de simplicité, d'unité et d'équité [n° 481 (2016-2017)] (29 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'adaptation de la fiscalité à l'économie collaborative [n° 482 (2016-2017)] (29 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 643 (2016-2017)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 645 tome 2 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Budget.**

Proposition de loi visant à renforcer et rendre plus effectives les sanctions en cas d'installations illégales en réunion sur un terrain public ou privé [n° 680 (2016-2017)] (25 juillet 2017) - **Collectivités territoriales.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux entreprises : Rencontres avec les entrepreneurs : an III de la délégation sénatoriale aux entreprises [n° 690 (2016-2017)] (27 juillet 2017) - **Entreprises.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accueil des gens du voyage [n° 694 (2016-2017)] (31 juillet 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi portant création d'un fonds de dotation pour les territoires ruraux [n° 713 (2016-2017)] (7 septembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi élargissant les modalités d'intervention de l'action extérieure des collectivités territoriales en matière d'eau, d'assainissement, d'électricité, de gaz et de déchets ménagers [n° 714 (2016-2017)] (11 septembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 717 (2016-2017)] (13 septembre 2017) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 30 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la politique vaccinale en France [n° 65 (2017-2018)] (7 novembre 2017) - **Famille.**

Proposition de loi tendant à faciliter la répression des rodéos motorisés [n° 102 (2017-2018)] (21 novembre 2017) - **Collectivités territoriales.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Direction de l'action du Gouvernement [n° 108 tome 3 annexe 10 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget.**

Proposition de loi relative à l'amélioration du fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre [n° 151 (2017-2018)] (8 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 janvier 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des finances*) : « Adapter l'impôt sur les sociétés à une économie ouverte » - Audition de M. Didier Migaud, président du Conseil des prélèvements obligatoires (CPO).

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des finances*) : Archives nationales - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 9 février 2017 (*délégation aux entreprises*) : Examen du rapport d'information de Mme Élisabeth Lamure et M. Olivier Cadic relatif aux moyens d'alléger le fardeau administratif des entreprises pour améliorer leur compétitivité.

Réunion du mardi 21 février 2017 (*commission des finances*) : Expérimentation de la révision des valeurs locatives des locaux d'habitation - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du jeudi 23 février 2017 (*délégation aux entreprises*) : Examen du rapport d'information de MM. Claude Nougéin et Michel Vaspert relatif à la transmission et à la reprise d'entreprises.

Questions diverses.

(*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Moyens de la politique de sécurité sanitaire des aliments - Communication.

Réunion du mercredi 31 mai 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Avenir du compte d'affection spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Communication.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu par MM. Michel Canevet et Michel

Vaspart du déplacement de la délégation dans le Finistère et les Côtes-d'Armor, les 26 et 27 avril 2017.

Échanges sur la Journée des entreprises organisée au Sénat le 16 mars 2017.

(*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Système d'alerte et d'information des populations (SAIP) - Communication.

Réunion du mardi 4 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Application du droit européen environnemental - Communication.

Contrôle budgétaire - Risques financiers liés à la remontée des taux d'intérêt - Communication.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Instituts français de recherche à l'étranger (IFRE) - Communication.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Implantation des radars - Communication.

Politiques publiques en faveur de l'inclusion bancaire et de la prévention du surendettement - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen du rapport pour avis et des amendements déposés sur l'article 9, délégué au fond.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Aide publique au développement en matière d'aménagement urbain - Communication.

Projet de décret d'avance, relatif au financement de dépenses urgentes - Communication et adoption de l'avis de la commission.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu par M. Jean-Marc Gabouty du déplacement au port du Havre le 29 juin 2017.

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Dépenses de santé des personnes détenues - Communication.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et articles 50 et 51) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Projet de loi de finances pour 2018 - Participation de la France au budget de l'Union européenne (article 27) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Finances locales - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Travail et emploi » et compte d'affectation spéciale (CAS) « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*délégation aux entreprises*) : Questions diverses.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des articles de la première partie - Examen du tome II du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » (et article 49 B) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Sécurités » (et article 62 bis) - Programmes « Gendarmerie nationale » et « Police nationale », programme « Sécurité et éducation routière », compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » (et article 66) et programme « Sécurité civile » (et article 62 ter) - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Économie » et compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des articles précédemment réservés (11 ter, 12, 12 ter, 12 quater) et position de la commission sur la première partie - Tome II du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » (et articles 57 octies et nonies) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » (et articles 52 à 52 sexies) - Examen des rapports spéciaux.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et articles 53, 54 à 54 quater) - Comptes d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », « Transition énergétique » et « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (FACÉ) » - Programmes « Infrastructures et services de transports » et « Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture » et compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » - Programme « Expertise, information géographique et météorologie » et budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mardi 28 novembre 2017 (*commission des finances*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Éric Lombard, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de directeur général de la Caisse des dépôts et consignations (CDC).

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique [n° 267 (2016-2017)]** - (11 janvier 2017) - **Article 9 A (nouveau)** (*art. L. 121-10 du code de l'urbanisme - Dérogations à la règle d'urbanisation en continuité dans les communes littorales*) (p. 125, 126).

- **Débat sur le thème « Faut-il réformer le fonctionnement de la zone euro ? »** - (12 janvier 2017) (p. 218, 219).

- **Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique [n° 288 (2016-2017)]** - (17 janvier 2017) - rapporteur pour avis de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 260). - **Article 3 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (*Rapports du Gouvernement au Parlement sur la garantie aux populations d'outre-mer de l'effectivité des mêmes droits dans divers domaines*) (p. 292).

- **Suite de la discussion** (18 janvier 2017) - **Articles additionnels avant l'article 13 A** (p. 340). - **Article additionnel après l'article 16** (p. 356). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 387).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2017) - **Article 32** (*art. 232 du code général des impôts - Zones tendues en matière de logement dans les outre-mer*) (p. 408). - **Articles additionnels après l'article 34 sexies** (p. 427). - **Article 36** (*art. L. 272-1 du code forestier - Exonération des collectivités territoriales de Guyane des frais de garderie et d'administration des forêts*) (p. 428). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 428). (p. 430). (p. 431). (p. 431). (p. 432). - **Article 36 bis** (*art. 44 quaterdecies, 1388 quinquies, 1395 H, 1466 F du code général des impôts - Arrêt de la dégressivité des taux d'abattement dans les zones franches d'activités et prolongation de deux ans du dispositif des zones franches*) (p. 433). (p. 434). - **Article 38 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 199 undecies A du code général des impôts - Réduction d'impôt au titre des travaux de réhabilitation portant sur des logements achevés depuis plus de vingt ans dans les départements d'outre-mer*) (p. 434). - **Article 39** (*art. 199 undecies B, 217 undecies et 244 quater W du code général des impôts - Suppression de la distinction entre investissement initial et investissement de renouvellement pour bénéficier de diverses réductions d'impôts au titre d'investissements productifs outre-mer*) (p. 435). - **Article additionnel après l'article 39** (p. 436). - **Article 39 bis** (*art. 199 undecies C du code général des impôts - Facilitation de la réhabilitation de logements par les opérateurs sociaux présents outre-mer*) (p. 436). (p. 436). - **Article 40** (*art. 199 undecies C du code général des impôts - Suppression de l'agrément préalable pour bénéficier de la réduction d'impôt sur le revenu vers le logement social dans les collectivités d'outre-mer*) (p. 437). - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 438). (p. 438). - **Article 41** (*art. 199 terdecies-0 A du code général des impôts - Élargissement de la souscription du fonds d'investissement de proximité outre-mer à l'ensemble des contribuables français*) (p. 439). - **Article additionnel après l'article 41** (p. 440). - **Article 42 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 244 quater W du code général des impôts - Généralisation du crédit d'impôt pour financer des opérations dans le logement intermédiaire dans les départements d'outre-mer*) (p. 440). - **Article 43 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 244 quater W du code général des impôts - Suppression de l'agrément fiscal préalable pour les programmes d'accession à la propriété sociale dans les départements d'outre-mer*) (p. 440). - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 442). (p. 443). - **Articles additionnels après l'article 48** (p. 444). (p. 445). - **Article additionnel après l'article 49** (p. 447). - **Articles additionnels après l'article 50** (p. 448). (p. 448). - **Articles additionnels après l'article 51 bis**

(p. 451). (p. 451). (p. 452). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 458).

- **Question orale sans débat sur la réglementation de l'activité des thoniers sennears français** - (24 janvier 2017) (p. 729, 730). (p. 730).

- **Débat sur le bilan de l'application des lois** - (21 février 2017) (p. 1700).

- **Débat sur le thème « Entre réforme territoriale et contraintes financières : quels outils et moyens pour les communes en zones rurales ? »** - (21 février 2017) (p. 1706, 1707).

- **Proposition de loi visant à assurer la sincérité et la fiabilité des comptes des collectivités territoriales [n° 131 (2016-2017)]** - (22 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1786, 1787).

- **Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 410 (2016-2017)]** - (23 février 2017) - **Articles additionnels après l'article unique** (p. 1840).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'avenant modifiant la convention du 14 janvier 1971 entre la France et le Portugal tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu [n° 623 (2016-2017)]** - (20 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 2894, 2895).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (25 juillet 2017) - **Article 2** (*Nouvelle organisation du dialogue social et rénovation de l'exercice des responsabilités syndicales en entreprise*) (p. 3054).

- **Débat sur la participation dans l'entreprise, l'outil de croissance et les perspectives** - (25 octobre 2017) (p. 4163).

- **Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 45 (2017-2018)]** - (31 octobre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4295, 4296).

- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement [n° 43 (2017-2018)]** - (8 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 8** (*Coordination pour l'application à Wallis et Futuna*) (p. 4454).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 [n° 57 (2017-2018)]** - (9 novembre 2017) - **Article 8 bis (nouveau)** (*Encadrement de l'évolution des effectifs de l'Etat et de ses opérateurs*) (p. 4715, 4716).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 67 (2017-2018)]** - (9 novembre 2017) - **Article 1er** (*Instauration d'une contribution exceptionnelle sur l'impôt sur les sociétés pour les sociétés réalisant plus de 1 milliard d'euros de chiffre d'affaires et d'une contribution additionnelle à cette dernière pour les sociétés réalisant plus de 3 milliards d'euros de chiffre d'affaires*) (p. 4763). (p. 4763).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]**

Quatrième partie :

- (16 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 26** (*Limitation des allocations familiales aux familles dont un parent au moins est français*) (p. 5194). - **Article 26 bis (nouveau)** (*Demande de rapport sur les modalités d'attribution des places au sein des établissements et services d'accueil du jeune enfant*) (p. 5197).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]** - (23 novembre 2017) - **Question préalable** (p. 6312).

Discussion générale :

(p. 6336, 6337).

Première partie :

- (23 novembre 2017) - **Article 27** (*Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne*) (p. 6361).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 6 quater** (p. 6435, 6436). (p. 6437). (p. 6438). (p. 6439). (p. 6442, 6443).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (25 novembre 2017) (p. 6487).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] (suite)**

Première partie :

- (25 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 6488). (p. 6489). (p. 6490). (p. 6491). (p. 6492). - **Article 9 quater (nouveau)** (*art. 266 quindecies du code des douanes - Élargissement de l'assiette de la TGAP aux biocarburants remplaçant le gazole*) (p. 6500). (p. 6501). (p. 6503). (p. 6505). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 6516).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2017) - **Article 19** (*Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public*) (p. 6685). (p. 6687, 6688). (p. 6691). (p. 6696). (p. 6697). (p. 6699). (p. 6701). (p. 6712, 6713).

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) - **Article 61** (*art. L. 2336-1, art. L. 2336-3, art. L. 2336-6, art. L. 3335-1, art. L. 3335-3, art. L. 4332-9 du code général des collectivités territoriales, art. 166 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 - Modification des règles de répartition des dispositifs de péréquation horizontale*) (p. 6855).

Enseignement scolaire

- (29 novembre 2017) - **État B** (p. 6880).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Nouvelle lecture [n° 121 (2017-2018)]** - (1er décembre 2017) - **Question préalable** (p. 6993).

- **Question orale sans débat sur les droits d'auteur et les musiques traditionnelles** - (5 décembre 2017) (p. 7188).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Crédits non répartis - Action et transformation publiques - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine

immobilier de l'État - Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions

- (6 décembre 2017) - **État B** (p. 7363).

Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : Participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Investissements d'avenir - Remboursements et dégrèvements

- (6 décembre 2017) (p. 7377, 7378). - **Article 55** (*art. 41 de la loi n° 83-1179 du 29 décembre 1983 de finances pour 1984, art. 6 de la loi n° 49-1098 du 2 août 1949 - Suppression du dispositif de prise en charge par l'État d'une part des majorations de rentes viagères*) (p. 7382). - **Article 55 bis (nouveau)** (*Rapport d'évaluation de l'impact de la suppression de la prime d'État pour les nouveaux plans d'épargne logement et comptes épargne logement*) (p. 7382). - **Articles additionnels après l'article 55 bis** (p. 7383). (p. 7384).

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (7 décembre 2017) - **Article 49 ter (nouveau)** (*Rapport sur les conditions de financement de certaines aides européennes*) (p. 7425).

Outre-mer

- (7 décembre 2017) - **État B** (p. 7475). (p. 7475).

Recherche et enseignement supérieur

- (7 décembre 2017) - **État B** (p. 7498).

Articles non rattachés

- (8 décembre 2017) - **Article 39** (*art. 199 novovicies et 279-0 bis A du code général des impôts - Prorogation et recentrage de la réduction d'IR en faveur de l'investissement locatif intermédiaire, dispositif « Pinel »*) (p. 7539). (p. 7543, 7544).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 155 (2017-2018)]** - (14 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 9660).

- **Projet de loi de finances pour 2018 - Nouvelle lecture [n° 172 (2017-2018)]**

Discussion générale :

- (19 décembre 2017) (p. 10406).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Nouvelle lecture [n° 178 (2017-2018)]** - (19 décembre 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de finances n° 172 (2017-2018)** (p. 10406).

CANTEGRIT (Jean-Pierre)
sénateur (Français établis hors de France (Série I))
LR

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre titulaire de la commission permanente pour la protection sociale des Français de l'étranger jusqu'au 6 février 2017.

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à rénover l'offre de la Caisse des Français de l'étranger [n° 296 (2016-2017)] (12 janvier 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

CAPO-CANELLAS (Vincent)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
UDI-UC, puis UC

Réélu le 24 septembre 2017.

Questeur du Sénat à compter du 4 octobre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne jusqu'au 3 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2017 (9 novembre 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2017 (14 décembre 2017).

Membre titulaire du comité consultatif de la législation et de la réglementation financières jusqu'au 30 septembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à faciliter le règlement des conséquences pécuniaires du divorce [n° 449 (2016-2017)] (2 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à garantir aux personnes en situation de handicap un accès effectif aux lieux ouverts au public [n° 554 (2016-2017)] (15 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi sur la majoration des pensions aux veuves des très grands invalides de guerre dont l'indice de pension était supérieur à 2 000 points à la date du décès [n° 626 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 643 (2016-2017)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 645 tome 2 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Budget**.

Proposition de loi visant à renforcer et rendre plus effectives les sanctions en cas d'installations illégales en réunion sur un terrain public ou privé [n° 680 (2016-2017)] (25 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 36 (2017-2018)] autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à la fiscalité applicable dans l'enceinte de l'aéroport de Bâle-Mulhouse [n° 59 (2017-2018)] (31 octobre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Écologie, développement et mobilité durables [n° 108 tome 3 vol. 3 annexe 11 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Politique des dividendes de l'État actionnaire - Communication.

Finalisation de l'accord international de « Bâle III » - Communication.

Réunion du mardi 14 février 2017 (*commission des finances*) : Proposition de loi relative aux modalités de calcul du potentiel fiscal agrégé des communautés d'agglomération issues de la transformation de syndicats d'agglomération nouvelle (ex-SAN) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 mars 2017 (*commission des finances*) : Conclusions du groupe de travail sur le recouvrement de l'impôt à l'heure de l'économie numérique.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Implantation des radars - Communication.

Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen du rapport pour avis et des amendements déposés sur l'article 9, délégué au fond.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Mise en œuvre de la réforme de la formation linguistique et civique des étrangers primo-arrivants - Communication.

Contrôle budgétaire - Parc immobilier du ministère des armées - Communication.

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Agence nationale de la recherche (ANR) et financement de la recherche sur projets - Communication.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 31 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à la fiscalité applicable dans l'enceinte de l'aéroport de Bâle-Mulhouse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des principaux éléments de l'équilibre sur le projet de loi de finances pour 2018 - Tome I du rapport général.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des articles de la première partie - Examen du tome II du rapport général.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et articles 53, 54 à 54 quater) - Comptes d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », « Transition énergétique » et « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (FACE) » - Programmes « Infrastructures et services de transports » et « Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture » et compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » - Programme « Expertise, information géographique et météorologie » et budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mardi 5 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions - Tome III du rapport général.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Examen du rapport, en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République italienne signé le 24 février 2015 pour l'engagement des travaux définitifs de la section transfrontalière de la nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin [n° 330 (2016-2017)]** - (26 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 963).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord multilatéral entre autorités compétentes portant sur**

l'échange des déclarations pays par pays [n° 308 (2016-2017)] - (26 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 975).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le taux de croissance pour 2016** - (31 janvier 2017) (p. 1034, 1035).

- **Question orale sans débat sur le détournement des règles relatives au détachement de salariés dans le secteur aérien** - (21 février 2017) (p. 1638, 1639). (p. 1639).

- **Question orale sans débat sur l'évolution de la profession des infirmiers anesthésistes** - (21 février 2017) - en remplacement de Mme Valérie Létard (p. 1641). (p. 1642).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (10 juillet 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 608 (2016-2017)** (p. 1983, 1985).

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2017) - **Article 9 bis (nouveau)** (art. L. 52-6 et L. 52-6-1 [nouveau] du code électoral - *Facilitation de l'ouverture et du fonctionnement du compte bancaire ou postal pour une campagne électorale*) (p. 2133). - **Article 12 (supprimé)** (*Habilitation à légiférer par ordonnance en vue de la création d'une « banque de la démocratie »*) (p. 2141, 2142).

- **Projet de loi organique pour la confiance dans la vie politique [n° 608 (2016-2017)]** - (10 juillet 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 609 (2016-2017)** (p. 1983, 1985).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les finances des collectivités territoriales** - (20 juillet 2017) (p. 2825, 2826).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Première partie :

- (25 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 6518). - **Article 12** (*Création de l'impôt sur la fortune immobilière et suppression de l'impôt sur la fortune*) (p. 6583).

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables

- (1er décembre 2017) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 6996, 6997). (p. 7002). (p. 7006). - **État B** (p. 7017). (p. 7018).

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7843).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 155 (2017-2018)]** - (14 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 9658, 9659).

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2017) - **Article 9** (art. 204 C, 204 D, 204 F, 204 G, 204 H, 302 *decies* (nouveau), 1729 G et 1759-0 A du code général des impôts, art. L. 136-6-1 du code de la sécurité sociale et art. 60 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 - *Aménagement du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu*) (p. 9748). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 9754, 9755). - **Article 13** (art. 44 *sexies* A, 44 *octies* A, 44 *duodécies*, 44 *terdecies*, 44 *quaterdecies*, 44 *quindecies*, 154 bis, 154 bis 0-A, 163 *quaterdecies*, 170, 204 G, 220 *terdecies*, 220 *quinquies*, 244 *quater* B, 244 *quater* C, 244 *quater* E, 244 *quater* G, 244 *quater* H, 244 *quater* M, 244 *quater* O, 244 *quater* Q, 244 *quater* W, 302 *nonies*, 1383 F, 1417, 1463 A, 1466 B, 1586 *ter*, 1639 A *ter*, 1640, 1647 C *septies* du code général des impôts ; art. L. 80 B du livre des procédures fiscales ; art. 60 de la loi n° 2016-1917 de finances pour 2017 - *Création d'un dispositif d'exonération fiscale pour les entreprises qui se créent dans les bassins urbains à dynamiser*) (p. 9762). (p. 9762). - **Article 16** (art. 199 *decies* H et 200 *quindecies* du code général des impôts - *Prorogation du dispositif « DEF1-Forêt » d'encouragement fiscal à l'investissement forestier*) (p. 9776, 9777). (p. 9777). - **Article 16 ter (nouveau)** (art. 150 U du code

général des impôts - Mesures fiscales en faveur de la libération du foncier) (p. 9785). - **Articles additionnels après l'article 17 bis** (p. 9798). (p. 9800). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 9818). (p. 9819). - **Articles additionnels après l'article 23 octies** (p. 9832). (p. 9832). - **Article 27 bis (nouveau)** (art. 266 quinquies C du code des douanes -

Exonération de contribution au service public de l'électricité pour l'autoconsommation d'électricité) (p. 9849). (p. 9849). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9890, 9891).

CAPUS (Emmanuel)
sénateur (Maine-et-Loire)
RTLL, puis LIRT

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances à partir du 5 octobre 2017.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne le 4 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 18 octobre 2017, puis vice-président le 26 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à créer un fonds national d'investissement en faveur des petites communes [**n° 89 (2017-2018)**] (15 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2018 [**n° 107 (2017-2018)**] - Travail et emploi [**n° 108 tome 3 annexe 31 (2017-2018)**] (23 novembre 2017) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 31 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes, en commun avec la commission des finances.

(*commission des finances*) : Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Travail et emploi » et compte d'affectation spéciale (CAS) « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Audition de M. Benjamin Griveaux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des principaux éléments de l'équilibre sur le projet de loi de finances pour 2018 - Tome I du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

Régime fiscal et rentabilité des biens immobiliers des particuliers - Communication.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*délégation aux entreprises*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des articles de la première partie - Examen du tome II du rapport général.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du vendredi 24 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des amendements sur la première partie.

Réunion du lundi 4 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Missions « Culture », « Médias, livre et industries culturelles », comptes de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » et « Travail et emploi », et compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Examen du rapport, en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'intelligence artificielle, les enjeux économiques et les cadres légaux** - (25 octobre 2017) (p. 4147).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022** [**n° 57 (2017-2018)**] - (9 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4652, 4653).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 67 (2017-2018)]** - (9 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4752). - **Article 1er** (*Instauration d'une contribution exceptionnelle sur l'impôt sur les sociétés pour les sociétés réalisant plus de 1 milliard d'euros de chiffre d'affaires et d'une contribution additionnelle à cette dernière pour les sociétés réalisant plus de 3 milliards d'euros de chiffre d'affaires*) (p. 4763). (p. 4763).

- **Nouvelle lecture [n° 84 (2017-2018)]** - (14 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4898, 4899). - **Question préalable** (p. 4902).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Discussion générale :

- (23 novembre 2017) (p. 6317, 6318). - **Article liminaire** (*Prévisions de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques de l'année 2018, prévisions d'exécution 2017 et exécution 2016*) (p. 6349).

Première partie :

- (24 novembre 2017) - **Article 1er** (*Autorisation de percevoir les impôts existants*) (p. 6371). (p. 6371). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 6383). - **Article additionnel après l'article 2 quater** (*Exploitation d'installations photovoltaïques*) (p. 6390). (p. 6391). - **Article 3** (*Art. 1407 bis, 1413 bis, 1414, 1414 A, 1414 B, 1414 C (nouveau), 1417, 1605 bis et 1641 du code général des impôts, et L. 173 du livre des procédures fiscales - Dégrèvement de la taxe d'habitation sur la résidence principale*) (p. 6395, 6396). (p. 6407). - **Articles additionnels après l'article 6 quater** (p. 6433). - **Article 9** (*art. 265, 266 quinquies, 266 quinquies B et 266 quinquies C du code des douanes - Trajectoire de la composante carbone pour la période 2018-2022 et conséquences en matière de tarifs des taxes intérieures de consommation*) (p. 6466). (p. 6467). (p. 6468). (p. 6474).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 6492). (p. 6494). (p. 6495). (p. 6497). - **Article 9 quater (nouveau)** (*art. 266 quindecies du code des douanes - Élargissement de l'assiette de la TGAP aux biocarburants remplaçant le gazole*) (p. 6500). (p. 6501). (p. 6502). (p. 6503). (p. 6507). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 6518). - **Article 10 sexies (nouveau)** (*Maintien jusqu'au 31 décembre 2019 du bénéfice du régime fiscal et social des ZRR pour les communes qui en sont sorties et ne sont pas couvertes par la loi Montagne*) (p. 6533). - **Article 11** (*Mise en œuvre du prélèvement forfaitaire unique*) (p. 6560). - **Article 12** (*Création de l'impôt sur la fortune immobilière et suppression de l'impôt sur la fortune*) (p. 6582, 6583). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 6606). (p. 6606). (p. 6611). (p. 6611).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 6644). (p. 6647).

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie du projet de loi** (p. 6766, 6767).

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) - **Article 59** (*art. L. 2334-42 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Dotation de soutien à l'investissement local*) (p. 6811).

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (4 décembre 2017) (p. 7050, 7051). - **État B** (p. 7064). (p. 7067). (p. 7073). (p. 7074). (p. 7078).

- **Rapporteur spécial - Articles additionnels avant l'article 66** (p. 7080). (p. 7080). - **Article additionnel après l'article 66** (*Limitation du nombre de contrats aidés*) (p. 7081).

Culture

- (4 décembre 2017) - **État B** (p. 7097).

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (5 décembre 2017) - **État B** (p. 7210). (p. 7211).

Cohésion des territoires

- (6 décembre 2017) - **Article additionnel après l'article 52 sexies** (*Rapport d'information sur l'opportunité de créer un indicateur d'évaluation de la présence des services publics et parapublics dans ces quartiers prioritaires de la politique de la ville ou dans les zones rurales*) (p. 7350).

Articles non rattachés

- (8 décembre 2017) - **Article 39 nonies (nouveau)** (*art. 200 quater et 278-0 bis A du code général des impôts - Prorogation et aménagement du crédit d'impôt pour la transition énergétique, CITE*) (p. 7579). (p. 7582, 7583). (p. 7585). - **Articles additionnels après l'article 39 nonies** (p. 7586). (p. 7586). (p. 7588). (p. 7590). (p. 7591). (p. 7592). (p. 7592). (p. 7593, 7594). - **Article 44** (*art. 231 du code général des impôts - Suppression du taux supérieur de la taxe sur les salaires*) (p. 7616). (p. 7616).

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 45 sexies** (p. 7794). (p. 7794). - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 7798). (p. 7798).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 155 (2017-2018)]** - (14 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 9660, 9661).

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2017) - **Article 9** (*art. 204 C, 204 D, 204 F, 204 G, 204 H, 302 decies (nouveau), 1729 G et 1759-0 A du code général des impôts, art. L. 136-6-1 du code de la sécurité sociale et art. 60 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 - Aménagement du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu*) (p. 9748). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 9764, 9765). - **Article 13 ter (nouveau)** (*art. 220 octies du code général des impôts - Prorogation du crédit d'impôt pour dépenses de production d'œuvres phonographiques*) (p. 9767). - **Article 16** (*art. 199 decies H et 200 quindecies du code général des impôts - Prorogation du dispositif « DEFI-Forêt » d'encouragement fiscal à l'investissement forestier*) (p. 9776). (p. 9776). (p. 9778). - **Article 21** (*art. 1590 du code général des impôts [nouveau] - Fiscalité relative à l'exploration des hydrocarbures*) (p. 9815). - **Article 23 septies (nouveau)** (*art. 1599 quater B du code général des impôts - Élargissement du champ d'application de l'IFER à l'ensemble des réseaux de communications électroniques à compter de 2019*) (p. 9827). - **Articles additionnels après l'article 23 octies** (p. 9838). (p. 9838). (p. 9838). - **Articles additionnels après l'article 28 septies** (p. 9858). - **Article 32** (*art L. 524-4, L. 524-6, L. 524-7 et L. 524-8 du code du patrimoine - Adaptation de la redevance d'archéologie préventive en milieu maritime*) (p. 9870). (p. 9873).

- **Projet de loi de finances pour 2018 - Nouvelle lecture [n° 172 (2017-2018)]**

Discussion générale :

- (19 décembre 2017) (p. 10398, 10399). - **Question préalable** (p. 10408, 10409).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Nouvelle lecture [n° 178 (2017-2018)]** - (19 décembre 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de finances n° 172 (2017-2018)** (p. 10398, 10399).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017** - *Nouvelle lecture* [n° 191 (2017-2018)] - (20 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10518, 10519).

CARCENAC (Thierry)
sénateur (Tarn)
SOCR

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances à partir du 5 octobre 2017 ; membre de la commission jusqu'au 4 octobre 2017.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne le 4 octobre 2017.

Vice-président du comité de déontologie parlementaire du Sénat le 9 novembre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2017 (9 novembre 2017).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La fiscalité de l'économie collaborative : un besoin de simplicité, d'unité et d'équité [n° 481 (2016-2017)] (29 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'adaptation de la fiscalité à l'économie collaborative [n° 482 (2016-2017)] (29 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : De la rationalisation à la valorisation : 12 propositions pour une politique immobilière de l'État soutenable et efficace [n° 570 (2016-2017)] (31 mai 2017) - **Budget**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 643 (2016-2017)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 645 tome 2 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Budget**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Crédits non répartis - Action et transformation publiques [n° 108 tome 3 vol. 1 annexe 15 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État [n° 108 tome 3 vol. 2 annexe 15 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 23 février 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Moyens de la politique de sécurité sanitaire des aliments - Communication.

Réunion du mercredi 31 mai 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Avenir du compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Communication.

Réunion du mercredi 7 juin 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Missions locales - Communication.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*délégation aux entreprises*) : Étude sur l'impact, pour les entreprises, du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Présentation par MM. Nicolas Meurant, avocat, et Julien Pellefigue, économiste, associés au cabinet Taj.

(*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Modalités de répartition de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) - Communication.

Étude sur l'impact, pour les entreprises, du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Présentation par MM. Nicolas Meurant, avocat, et Julien Pellefigue, économiste, associés au cabinet Taj.

Réunion du mardi 4 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Application du droit européen environnemental - Communication.

Réunion du mercredi 5 juillet 2017 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, préalable au débat d'orientation des finances publiques (DOFP) et sur l'audit des comptes publics demandé par le Premier ministre.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Instituts français de recherche à l'étranger (IFRE) - Communication.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Implantation des radars - Communication.

Politiques publiques en faveur de l'inclusion bancaire et de la prévention du surendettement - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen du rapport pour avis et des amendements déposés sur l'article 9, délégué au fond.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Mise en œuvre de la réforme de la formation linguistique et civique des étrangers primo-arrivants - Communication.

Contrôle budgétaire - Parc immobilier du ministère des armées - Communication.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen des rapports spéciaux.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Participation de la France au budget de l'Union européenne (article 27) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Finances locales - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des principaux éléments de l'équilibre sur le projet de loi de finances pour 2018 - Tome I du rapport général.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Examen d'une motion et d'un amendement.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Justice » (et article 57 ter) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et article 63) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des articles de la première partie - Examen du tome II du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » (et article 49 B) - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Économie » et compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Missions « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », « Crédits non répartis », « Action et transformation publiques » - Compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 5 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions - Tome III du rapport général.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Missions « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et article 51), « Cohésion des territoires » (et articles 52 à 52 sexies), « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » (et article 55 ter) et « Remboursements et dégrèvements », et articles rattachés à la mission « Engagements financiers de l'État », et compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 7 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Missions « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » (et articles 49 à 49 ter), « Économie » (et articles 54 quinquièmes à octies), « Outre-mer » (et articles 57 quater à septies), « Recherche et enseignement supérieur » (et articles 57 octies et nonies) - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (25 juillet 2017) - **Article 9 (priorité)** (*Report d'un an de l'entrée en vigueur du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu*) (p. 2990, 2991). (p. 2997).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 [n° 57 (2017-2018)]** - (9 novembre 2017) - **Question préalable** (p. 4652). - **Discussion générale** (p. 4656). - **Article 1er et rapport annexé** (p. 4701). (p. 4701). - **Article 2** (*Définition de l'objectif à moyen terme (OMT) de solde structurel et de la trajectoire de solde structurel pour les années 2018 à 2022*) (p. 4702).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le prélèvement à la source** - (14 novembre 2017) (p. 4913, 4914). (p. 4914).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Discussion générale :

- (23 novembre 2017) (p. 6337, 6338).

Première partie :

- (24 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 6 quater** (p. 6442).

Seconde partie :

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Crédits non répartis - Action et transformation publiques - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État - Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions

- (6 décembre 2017) (p. 7352, 7353). - **État B** (p. 7366). (p. 7366, 7367). - **Article additionnel après l'article 55 ter** (*Rapport au Parlement sur l'opportunité de créer un indicateur de performance de la mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » sur l'attractivité des métiers du numérique et des systèmes d'information*) (p. 7367).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 155 (2017-2018)]** - (14 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 9664, 9665).

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2017) - **Article 9** (art. 204 C, 204 D, 204 F, 204 G, 204 H, 302 *decies* (nouveau), 1729 G et 1759-0 A du code général des impôts, art. L. 136-6-1 du code de la sécurité sociale et art. 60 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 - *Aménagement du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu*) (p. 9742, 9743). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 9780). (p. 9780). - **Article 16 ter (nouveau)** (art. 150 U du code général des impôts - *Mesures fiscales en faveur de la libération du foncier*) (p. 9782, 9783). (p. 9783). - **Article 17 bis (nouveau)** (art. 1388 bis du code général des impôts - *Aménagement de l'obligation pour les bailleurs sociaux de conclure une convention annexée au contrat de ville pour bénéficier de l'abattement de TFPB dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville*) (p. 9797). (p. 9798). - **Articles additionnels après l'article 17 bis** (p. 9799). (p. 9799). - **Article 43 (nouveau)** (*Création d'un fonds*

exceptionnel au bénéfice des départements connaissant une situation financière particulièrement dégradée) (p. 9886, 9887).

CARDOUX (Jean-Noël)
sénateur (Loiret)
LR

Réélu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Président de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale, puis membre le 21 novembre 2017, puis président le 29 novembre 2017.

Membre titulaire de la commission des comptes de la sécurité sociale jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre titulaire du comité de surveillance de la Caisse d'amortissement de la dette sociale ; nouvelle nomination le 30 novembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à faciliter le règlement des conséquences pécuniaires du divorce [n° 449 (2016-2017)] (2 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 557 (2016-2017)] (18 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales : Accès aux soins : promouvoir l'innovation en santé dans les territoires [n° 686 (2016-2017)] (26 juillet 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 30 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission des affaires sociales*) : Article 13 de la Constitution - Audition de Mme Agnès Buzyn, candidate proposée par le président de la République à la présidence de la Haute Autorité de santé.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Nomination de rapporteurs.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des affaires sociales*) : Certification des comptes du régime général de sécurité sociale (exercice 2016) - Audition de M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Situation des finances sociales - Communication.

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale - État des lieux et perspectives des mesures incitatives au développement de l'offre de soins primaires dans les zones sous-dotées - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 10 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, sur le rapport sur l'application de la loi de financement de la sécurité sociale.

Réunion du mardi 17 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé et M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de M. Yann-Gaël Amghar, directeur de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale.

Réunion du mardi 31 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Désignation du bureau.

Échange de vues sur le programme de travail.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi ratifiant diverses ordonnances pour le renforcement du dialogue social - Table ronde des organisations patronales.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Audition de M. François-Xavier Selleret, directeur du GIE Agirc-Arrco.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

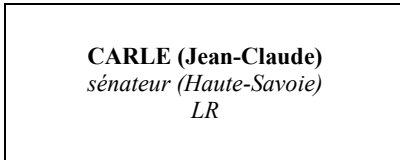
- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement [n° 43 (2017-2018)]** - (7 novembre 2017) - **Article 1er** (art. L. 111-1, art. L. 111-4 à L. 111-9 [nouveaux] du code minier - Arrêt progressif de la recherche et de l'exploitation des hydrocarbures) (p. 4369).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (13 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4873, 4874).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2017) - **Article 7** (art. L. 131-9, L. 136-7-1, L. 136-8, L. 162-14-1, art. L. 172-1, art. L. 241-2, art. L. 242-11, art. L. 313-1, art. L. 381-30-4, L. 382-22, art. L. 613-1 [nouveau] et art. L. 621-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. L. 731-25, art. L. 731-35 et art. L. 741-9 du code rural et de la pêche maritime - Hausse de la CSG et suppression de cotisations sociales) (p. 4951).

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 5030). - **Article 11**

(art. L. 111-11, L. 114-16-3, L. 114-23, L. 114-24, L. 115-9, L. 123-1, L. 123-2-1, L. 131-6-3, L. 133-1-1 à L. 133-1-3 [abrogés], L. 133-1-4, L. 133-1-5 à L. 133-1-6 [abrogés], L. 133-5-2, L. 133-6-7, L. 133-6-7-1 à L. 133-6-7-3, L. 133-6-9 [abrogé], L. 133-6-10, L. 133-6-11 [abrogé], L. 134-1, L. 134-3, L. 134-4, L. 135-2, L. 135-6, L. 136-3, L. 161-8, L. 161-18, L. 171-2-1 [nouveau], L. 171-3, L. 171-6-1 [nouveau], L. 171-7, L. 172-2, L. 173-2, L. 173-3 [abrogé], L. 182-2-2, L. 182-2-4, L. 182-2-6, L. 200-1, L. 200-2, L. 200-3, L. 211-1, L. 213-1, L. 215-1, L. 221-1, L. 221-3-1, L. 222-1, L. 223-1, L. 225-1-1, L. 227-1, L. 233-1 [nouveau], L. 241-2, L. 243-6-3, L. 311-3, L. 351-15, L. 611-1, L. 611-2 à L. 611-19 [abrogés], L. 612-1 à L. 612-6, L. 612-7 à L. 612-13, L. 613-1 [nouveau], L. 613-2 à L. 613-6, L. 613-8, L. 613-9, L. 613-12 à L. 613-14 [abrogés], L. 613-19 à L. 613-19-3, L. 613-20, L. 613-21, L. 613-22 et L. 613-23 [abrogés], L. 614-1 [abrogé], L. 615-1 à L. 615-5 [nouveau], L. 621-1 à L. 621-2 [nouveaux], L. 621-4 [abrogé], L. 622-1 à L. 622-3, L. 622-6 [abrogé], L. 622-8, L. 623-1 à L. 623-5, L. 631-1 [nouveau], L. 632-1 à L. 632-3, L. 633-1, L. 633-9 [abrogé], L. 633-11, L. 633-11-1 [abrogé], L. 634-1 [abrogé], L. 634-2 à L. 634-2-1, L. 634-2-2 [abrogé], L. 634-3-1, L. 634-3-2 à L. 634-5 [abrogés], L. 634-6, L. 635-1 à L. 635-6, L. 637-1 à L. 637-2, L. 640-1, L. 641-1, L. 641-8, L. 642-5 à L. 642-6 [nouveau], L. 643-1-A, L. 643-10 [nouveau], L. 651-12 et L. 651-13 [abrogés], L. 652-4, L. 652-6, L. 652-7, L. 661-1 [nouveau], L. 671-1 [nouveau], L. 722-1, L. 722-1-1, L. 722-2 et L. 722-3 [abrogés], L. 722-4, L. 722-5, L. 722-5-1 [abrogé], L. 722-6, L. 722-7 [abrogé], L. 722-9, L. 742-6, L. 742-7, L. 752-4, L. 752-6, L. 752-9, L. 756-5 et L. 766-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 5553-5 du code des transports - Suppression du régime social des indépendants et modification des règles d'affiliation à la CIPAV) (p. 5057, 5058).



NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » jusqu'au 12 juin 2017.

Membre titulaire du Conseil national de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles jusqu'au 12 décembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à supprimer le bénéfice de l'âge en cas d'égalité des suffrages entre deux listes arrivées en tête aux élections municipales [n° 475 (2016-2017)] (22 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 557 (2016-2017)] (18 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication et de la commission des finances : Rythmes scolaires : faire et défaire, en finir avec l'instabilité [n° 577 (2016-2017)] (7 juin 2017) - **Budget**.

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Enseignement scolaire [n° 112 tome 3 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 7 juin 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur la réforme des rythmes scolaires - Communication.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Jean-Marc Huart, directeur général de l'enseignement scolaire, et Xavier Turion, adjoint au directeur général au ministère de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Recherche et Enseignement supérieur » - Crédits « Recherche » et « Enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

(*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » - Crédits « Audiovisuel » et compte de concours financier « Avances à l'audiovisuel public » - Crédits « Livre et industries culturelles » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Enseignement scolaire » - Crédits « Enseignement scolaire » et « Enseignement technique agricole » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 45 (2017-2018)]** - (31 octobre

2017) - auteur de la proposition de loi n° 557 - **Discussion générale** (p. 4245, 4247).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sélection à l'université** - (31 octobre 2017) (p. 4270).

- **Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 45 (2017-2018)]** (suite) - (31 octobre 2017) - **Article 1er** (*art. 1er et 2 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, art. L. 3641-1, L. 5214-16, L. 5214-23-1, L. 5215-20, L. 5215-20-1, L. 5216-5, L. 5217-2 et L. 5219-1 du code général des collectivités territoriales - Obligations et compétences des communes et des EPCI en matière d'accueil des gens du voyage*) (p. 4278). - **Article 3** (*art. 9-2 [nouveau] de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage - Organisation des grands rassemblements et des grands passages de gens du voyage*) (p. 4281). (p. 4281). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4295).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (21 novembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5406).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) - **Article 60** (*art. L. 1613-5-1, art. L. 2113-20, art. L. 2113-22, art. L. 2334-7-3, art. L. 2334-7-3, art. L. 2334-13, art. L. 2334-17, art. L. 2334-21, art. L. 3334-1, art. L. 3334-4, art. L. 3663-9 et art. L. 5214-23-1 du code général des collectivités territoriales - Répartition de la dotation globale de fonctionnement, DGF*) (p. 6841). (p. 6841). (p. 6843). (p. 6845). - **Article 61** (*art. L. 2336-1, art. L. 2336-3, art. L. 2336-6, art. L.3335-1, art. L. 3335-3, art. L. 4332-9 du code général des collectivités territoriales, art. 166 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 - Modification des règles de répartition des dispositifs de péréquation horizontale*) (p. 6849). (p. 6850). (p. 6851). (p. 6852). (p. 6852, 6853). (p. 6855). (p. 6856). (p. 6856). (p. 6856). (p. 6857). (p. 6858).

Enseignement scolaire

- (29 novembre 2017) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication (p. 6865, 6866). - **État B** (p. 6882, 6883).

CARRÈRE (Jean-Louis)
sénateur (Landes)
SOCR

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 1er octobre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique visant à améliorer la qualité des études d'impact des projets de loi [n° 610 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instituer le Conseil parlementaire d'évaluation des politiques publiques et du bien-être [n° 611 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens (COM) pour la période 2017-2019 - Audition de M. Bruno Foucher, président de l'Institut français.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la grippe aviaire** - (23 février 2017) (p. 1816, 1817).

CARRÈRE (Maryse)
sénatrice (Hautes-Pyrénées)
RDSE

Élue le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 18 octobre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations (19 décembre 2017).

DÉPÔTS

Proposition de loi sur le régime de l'exécution des peines des auteurs de violences conjugales [n° 621 (2016-2017)] (11 juillet 2017) - **Famille**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations [n° 23 (2017-2018)]** - (17 octobre 2017) - **Discussion générale** (p. 3806).

- **Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice [n° 34 (2017-2018)]** - (24 octobre 2017) - **Article 10** (art. L. 121-1, L. 121-4, L. 122-1, L. 122-2, L. 123-1, L. 123-4, L. 211-1, L. 211-2, L. 211-3, L. 211-4, L. 211-4-2 et L. 211-4-3 [nouveaux], L. 211-5, L. 211-6, L. 211-7, L. 211-8, L. 211-9-2, L. 211-10, L. 211-11, L. 211-11-1, L. 211-12, L. 211-13, L. 211-14, L. 212-1, L. 212-2, L. 212-3, L. 212-4, L. 212-6, L. 212-7 [nouveau], L. 213-1, L. 213-2, L. 213-3, L. 213-4, L. 213-4-1 [nouveau], L. 213-5, L. 213-7, L. 213-9, L. 214-1, L. 214-2, L. 215-1, L. 215-2, L. 215-3 à L. 215-6 [nouveaux], L. 216-1, L. 216-2, L. 217-1 et L. 217-2 du code de l'organisation judiciaire et art. L. 621-2, L. 722-4, L. 722-7, L. 722-10, L. 731-1, L. 731-2, L. 731-3, L. 732-3, L. 732-4, L. 743-4, L. 743-6, L. 743-7, L. 743-8, L. 743-9, L. 743-10 et L. 744-1 du code de commerce - **Création du tribunal de première instance, en principe départemental, regroupant le tribunal de grande instance et le tribunal d'instance et doté de plusieurs sites sous forme de chambres**

détachées) (p. 4029, 4030). (p. 4031). - **Article additionnel avant l'article 12** (*Rapport sur l'impact du recours à la conciliation*) (p. 4034). - **Article 13** (*Intitulé du chapitre III bis du titre II du livre 1er, art. L. 123-4 et L. 123-5 [nouveau] du code de l'organisation judiciaire, art. 20 de la loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative - Accomplissement de missions de conciliation par des « délégués du juge », recrutés sous le statut de juristes assistants*) (p. 4035, 4036). (p. 4036). (p. 4036).

- **Débat sur le logement social : « sur quels territoires, comment et pour qui demain ? »** - (26 octobre 2017) (p. 4215).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le prélèvement des agences de l'eau** - (9 novembre 2017) (p. 4662).

- **Débat sur le thème « Quelles énergies pour demain ? »** - (22 novembre 2017) (p. 7655).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) - **Article 59** (art. L. 2334-42 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Dotation de soutien à l'investissement local*) (p. 6809). - **Article 60** (art. L. 1613-5-1, art. L. 2113-20, art. L. 2113-22, art. L. 2334-7-3, art. L. 2334-7-3, art. L. 2334-13, art. L. 2334-17, art. L. 2334-21, art. L. 3334-1, art. L. 3334-4, art. L. 3663-9 et art. L. 5214-23-1 du code général des collectivités territoriales - *Répartition de la dotation globale de fonctionnement, DGF*) (p. 6843). (p. 6845).

Administration générale et territoriale de l'État

- (5 décembre 2017) (p. 7238, 7239).

Articles non rattachés

- (11 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 7771, 7772).

- **Proposition de loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations [n° 164 (2017-2018)]** - (18 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10315, 10316).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité [n° 162 (2017-2018)]** - (19 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10466, 10467). - **Article 7** (*Obligation de signalement des incidents*) (p. 10473, 10474). (p. 10474). - **Article 13** (*Obligation de déclaration d'incidents*) (p. 10476).

- **Proposition de loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations - Commission mixte paritaire [n° 190 (2017-2018)]** - (20 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10535, 10536).

CARTRON (Françoise)
sénatrice (Gironde)
SOCR

Vice-présidente du Sénat jusqu'au 3 octobre 2017 ; a présidé les séances des 11, 17, 24 janvier, 1er, 15, 16, 21 février, 12 juillet et 2 août 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 3 octobre 2017.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 18 octobre 2017, puis vice-présidente le 26 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 18 octobre 2017.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » jusqu'au 12 juin 2017.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Établissement public du musée du quai Branly.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer le 7 décembre 2017.

Membre titulaire du Conseil national d'évaluation du système scolaire.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

Membre de la mission d'information sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France jusqu'au 12 juin 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour une meilleure protection des mineur.e.s victimes de viol et des autres agressions sexuelles [n° 53 (2017-2018)] (26 octobre 2017) - Justice.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition de M. Dominique Maigne, directeur de la Haute Autorité de santé, Mme Marie-Hélène Rodde-Dunet, chef du service Évaluation de la pertinence des soins et amélioration des pratiques et des parcours, et M. Michel Laurence, chef du service Bonnes pratiques professionnelles, représentant la Haute Autorité de santé.

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Suivi quinquennal de l'application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition du docteur Catherine Isserlis, référent médical psychiatrie-santé mentale-autisme, et de M. Philippe Guinard, responsable psychiatrie, de la direction de l'offre de soins de l'Agence régionale de santé Île-de-France.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition conjointe sur la détection précoce des troubles psychiatriques : le professeur Diane Purper-Ouakil, chef du pôle psychiatrie au centre hospitalier universitaire (CHU) de Montpellier et responsable de la médecine psychologique pour enfants et adolescents à l'hôpital Saint-Éloi, le professeur Jacques Dayan, vice-président de l'association WAIMH France (World Association for Infant Mental Health), et le professeur Manuel Bouvard, chef du service universitaire d'hospitalisation pour enfants et adolescents (SUHEA) au centre hospitalier universitaire (CHU) de Bordeaux.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs - Examen des amendements éventuels au texte de la commission.

Réunion du mardi 21 février 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition conjointe sur les « Dys- » : le professeur Paul Vert, professeur émérite de pédiatrie, membre de l'Académie nationale de médecine, le professeur Mario Speranza, chef du service universitaire de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent du centre hospitalier de Versailles, le professeur Franck Ramus, directeur de recherches au CNRS et professeur attaché à l'École normale supérieure, et le docteur Michel Habib, président de Résodys.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur la francophonie - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 4 avril 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 7 juin 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur la réforme des rythmes scolaires - Communication.

Réunion du mardi 27 juin 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi organique et projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Groupe d'études sur les arts de la scène, les arts de la rue et les festivals en régions - Situation des festivals - Communication.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Françoise Nyssen, ministre de la culture.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Constitution du bureau.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Examen du rapport pour avis.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du jeudi 26 octobre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Constitution du bureau de la délégation.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur le programme de travail de la délégation.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Mounir Mahjoubi, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé du numérique.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen du rapport pour avis sur la première partie.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Édouard Durand, magistrat, et Mme Ernestine Ronai, co-présidents de la commission Violences de genre du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports aériens » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Laurence Rossignol, ancienne ministre des familles, de l'enfance et des droits des femmes, membre de la délégation, sur les 4e et 5e plans de mobilisation et de lutte contre toutes les violences faites aux femmes.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports maritimes » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 7 décembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Marie Pezé, docteure en psychologie, spécialiste de psychopathologie du travail, sur les conséquences pour les victimes du harcèlement et des agressions sexuelles au travail.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement à Bruxelles sur le thème du glyphosate - Communication.

Réunion du jeudi 14 décembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Maître Carine Durrieu-Diebolt, avocate

au barreau de Paris, spécialisée dans la défense des victimes de violences sexuelles.

(*délégation sénatoriale à la prospective*) : Programme de travail pour 2018.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la mixité sociale au collège** - (9 février 2017) (p. 1396, 1397).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire turque** - (15 février 2017) (p. 1527, 1528).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (11 juillet 2017) - **Article 1er** (*art. 131-26-2 [nouveau], 432-17, 433-22 et 711-1 du code pénal - Élargissement du champ d'application de la peine complémentaire obligatoire d'inéligibilité*) (p. 2010). - **Titre** (*Intitulé du Titre III*) (p. 2056, 2057). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2069). (p. 2069). (p. 2075, 2076).

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2017) - **Article 6 bis (nouveau)** (*Accompagnement des collaborateurs parlementaires licenciés*) (p. 2107, 2108). (p. 2108). (p. 2109). (p. 2109). (p. 2109).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'aide financière aux collectivités concernant les rythmes scolaires** - (31 octobre 2017) (p. 4266). (p. 4267).

- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement [n° 43 (2017-2018)]** - (7 novembre 2017) - **Article 1er** (*art. L. 111-1, art. L. 111-4 à L. 111-9 [nouveaux] du code minier - Arrêt progressif de la recherche et de l'exploitation des hydrocarbures*) (p. 4373). - **Article 2** (*Application de l'article 1er aux demandes de titres nouvelles ou en cours d'instruction*) (p. 4391). - **Article 3 quater A (supprimé)** (*Rapport sur les concours de l'État en soutien aux activités de recherche et l'exploitation des hydrocarbures hors du territoire national*) (p. 4408).

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2017) - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 222-9 du code de l'environnement - Réduction des émissions de certains polluants atmosphériques*) (p. 4450).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (15 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 5035, 5036).

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Les collectivités territoriales et la prévention de la radicalisation [n° 483 (2016-2017)] (29 mars 2017) - **Collectivités territoriales**.

CARVOUNAS (Luc)
sénateur (Val-de-Marne)
SOCR

Élu député le 28 juillet 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 28 juillet 2017.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 29 mars 2017 (délégation aux collectivités territoriales) : Présentation du rapport d'information

de MM. Jean-Marie Bockel et Luc Carvounas : « Les collectivités territoriales et la prévention de la radicalisation ».

CASTANER (Christophe)
secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement
 (à partir du 21 juin 2017)
secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement, porte-parole du Gouvernement
 (du 17 mai 2017 au 19 juin 2017)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-1360 du 13 octobre 2016 modifiant la partie législative du code des juridictions financières [n° 594 (2016-2017)]** - (6 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 1949, 1950).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des migrants** - (6 juillet 2017) (p. 1958).
- **Question d'actualité au Gouvernement relative au rassemblement sur le site de Bure** - (6 juillet 2017) (p. 1963).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'accueil des gens du voyage** - (6 juillet 2017) (p. 1963, 1964).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'entreprise GM&S** - (11 juillet 2017) (p. 2024, 2025).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur Alstom (I)** - (10 octobre 2017) (p. 3673).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur Alstom (II)** - (10 octobre 2017) (p. 3676).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre la pauvreté** - (17 octobre 2017) (p. 3820).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la généralisation du tiers payant** - (26 octobre 2017) (p. 4200).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'aide à l'installation et au maintien des médecins** - (26 octobre 2017) (p. 4206, 4207).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le lévothyrox** - (31 octobre 2017) (p. 4269, 4270).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'harmonisation fiscale européenne** - (9 novembre 2017) (p. 4667).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en Arabie Saoudite** - (9 novembre 2017) (p. 4671).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Première partie :

- (25 novembre 2017) - **Article 12** (*Création de l'impôt sur la fortune immobilière et suppression de l'impôt sur la fortune*) (p. 6580). (p. 6585). (p. 6590, 6591). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 6603). (p. 6604). (p. 6605). (p. 6606). (p. 6606). (p. 6607). (p. 6609). (p. 6610). (p. 6611). - **Article 12 bis (nouveau)** (*Extension de la possibilité de rachat pour les contrats de retraite « article 83 » dont l'entreprise souscriptrice a disparu*) (p. 6612). (p. 6612). - **Article additionnel après l'article 12 bis** (*Inclusion des plans de retraite par capitalisation dans le régime de l'impatriation*) (p. 6613). (p. 6613). - **Article 12 ter (nouveau)** (*art. 223 A [nouveau], 224 et 238 du code des douanes - Augmentation du barème du droit annuel de francisation et de navigation et du droit de passeport pour les grands navires de plaisance ou de sport*) (p. 6614). - **Article 12 quater (nouveau)** (*art. 963 A du code général des impôts [nouveau] - Taxe additionnelle sur l'immatriculation des voitures de sport*) (p. 6615). - **Article 12 sexies (nouveau)** (*art. 1010 bis du code général des impôts - Durcissement du barème de la taxe additionnelle à la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules d'occasion*) (p. 6616). - **Article 13** (*art. 213 et 235 ter ZCA du code général des impôts - Suppression de la contribution de 3 % sur les revenus distribués*) (p. 6617). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 6617, 6618). (p. 6618). - **Article 14** (*Conditions d'assimilation fiscale des sociétés ayant leur siège dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscale*) (p. 6619). (p. 6619).

Seconde partie :

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (30 novembre 2017) (p. 6914, 6916).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'audiovisuel public** - (14 décembre 2017) (p. 9644, 9645).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la limitation de vitesse à 80 km/h sur les routes** - (14 décembre 2017) (p. 9647).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les agressions de pompiers** - (14 décembre 2017) (p. 9651).
- **Proposition de loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations - Commission mixte paritaire [n° 190 (2017-2018)]** - (20 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10531, 10532).

CASTELLI (Joseph)
sénateur (Haute-Corse)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer jusqu'au 17 octobre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à garantir le principe de l'indépendance de la justice [n° 443 (2016-2017)] (23 février 2017) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à garantir la représentation des communes déléguées au sein des communes nouvelles [n° 620 (2016-2017)] (6 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi sur le régime de l'exécution des peines des auteurs de violences conjugales [n° 621 (2016-2017)] (11 juillet 2017) - **Famille**.

Proposition de loi visant à intégrer dans la loi un objectif national de désenclavement [n° 679 (2016-2017)] (21 juillet 2017) - **Aménagement du territoire**.

CAYEUX (Caroline)
sénateur (Oise)
LR

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales jusqu'au 1er octobre 2017.

Secrétaire de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre titulaire du comité de suivi de l'Agence française de l'adoption.

Membre titulaire du Haut Conseil de la famille jusqu'au 9 juin 2017.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1561 du 21 novembre 2016 complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la collectivité de Corse, n° 2016-1562 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures institutionnelles relatives à la collectivité de Corse et n° 2016-1563 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures électorales applicables en Corse [n° 312 (2016-2017)]** - (26 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 997, 998).

- **Mise au point au sujet de votes** - (8 février 2017) (p. 1352).

- **Proposition de loi visant à favoriser l'assainissement cadastral et la résorption du désordre de propriété [n° 352 (2016-2017)]** - (8 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1357).

- **Proposition de loi relative aux modalités de calcul du potentiel fiscal agrégé des communautés d'agglomération issues de la transformation de syndicats d'agglomération nouvelle (ex-SAN) [n° 404 (2016-2017)]** - (16 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1583, 1584).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1561 du 21 novembre 2016 complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la collectivité de Corse, n° 2016-1562 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures institutionnelles relatives à la collectivité de Corse et n° 2016-1563 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures électorales applicables en Corse - Nouvelle lecture [n° 428 (2016-2017)]** - (16 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1615, 1616).

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à faciliter le règlement des conséquences pécuniaires du divorce [n° 449 (2016-2017)] (2 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à supprimer le bénéfice de l'âge en cas d'égalité des suffrages entre deux listes arrivées en tête aux élections municipales [n° 475 (2016-2017)] (22 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à garantir aux personnes en situation de handicap un accès effectif aux lieux ouverts au public [n° 554 (2016-2017)] (15 mai 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi sur la majoration des pensions aux veuves des très grands invalides de guerre dont l'indice de pension était supérieur à 2 000 points à la date du décès [n° 626 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi organique tendant à garantir l'ancrage territorial des sénateurs [n° 634 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions du rapport d'information : « Où va l'État territorial ? Le point de vue des collectivités »** - (10 janvier 2017) (p. 44).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sécurité** - (14 février 2017) (p. 1442). (p. 1442).

CAZABONNE (Alain)
sénateur (Gironde)
UC

Devenu sénateur le 1er octobre 2017 (en remplacement de Mme Marie-Hélène Des Esgaulx, démissionnaire de son mandat).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 4 octobre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture.**

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 30 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 185 « Diplomatie culturelle et d'influence » - Examen du rapport pour avis.

CAZEAU (Bernard)
sénateur (Dordogne)
SOCR, puis LaREM

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 5 octobre 2017 ; membre de la commission jusqu'au 4 octobre 2017.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République le 18 octobre 2017.

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 7 novembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 230 (2016-2017)] autorisant la ratification de l'accord de passation conjointe de marché en vue de l'acquisition de contre-mesures médicales [n° 325 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Action extérieure de l'État : Action de la France en Europe et dans le monde [n° 110 tome 1 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Charles Fries, ambassadeur de France en Turquie.

Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de passation conjointe de marché en vue de l'acquisition de contre-mesures médicales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République italienne signé le 24 février 2015 pour l'engagement des travaux définitifs de la section transfrontalière de la nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. le docteur Ismail Hakki Musa, ambassadeur de Turquie en France.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Constitution du bureau.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale.

Réunion du mardi 17 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Arnaud Danjean, président du comité de rédaction de la revue stratégique de défense et de sécurité nationale.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Joël Barre, délégué général pour l'armement.

CAZENEUVE (Bernard)
Premier ministre
(jusqu'au 18 mai 2017)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la gestion des migrants par les policiers** - (12 janvier 2017) (p. 206, 207).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en Syrie** - (12 janvier 2017) (p. 208, 209).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique générale** - (12 janvier 2017) (p. 210).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le déficit public** - (17 janvier 2017) (p. 268).

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition du général André Lanata, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 105 « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Avances à l'audiovisuel public » - Programmes 844 « France Médias Monde » et 847 « TV5 Monde » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la revue stratégique de défense et de sécurité nationale** - (24 octobre 2017) (p. 3970).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Action extérieure de l'État

- (4 décembre 2017) (p. 7131).

- **Débat sur le retour des djihadistes en France** - (13 décembre 2017) (p. 9587).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la surveillance des frontières** - (17 janvier 2017) (p. 275).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les relations entre la France et les États-Unis** - (26 janvier 2017) (p. 979, 980).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les relations diplomatiques avec les États-Unis** - (26 janvier 2017) (p. 981, 982). (p. 982).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le « décret Trump » et la position de la France** - (31 janvier 2017) (p. 1038).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la suppression de postes de fonctionnaires** - (14 février 2017) (p. 1437, 1438).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation dans les banlieues (I)** - (14 février 2017) (p. 1440, 1441).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la relation franco-allemande** - (14 février 2017) (p. 1443).

CÉSAR (Gérard)
sénateur (Gironde)
LR

Démissionnaire le 30 septembre 2017.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité des mesures de compensation des atteintes à la biodiversité engagées sur des grands projets d'infrastructures, intégrant les mesures d'anticipation, les études préalables, les conditions de réalisation et leur suivi jusqu'au 12 juin 2017.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'établissement public des produits de l'agriculture et de la mer, FranceAgriMer.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier 2017) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 557 (2016-2017)] (18 mai 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens d'action des maires à l'égard des atteintes faites au patrimoine bâti des communes [n° 603 (2016-2017)] (4 juillet 2017) - **Aménagement du territoire.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de M. André Flajolet, président de la commission environnement et développement durable de l'Association des maires de France, Mme Hermeline Malherbe, présidente de la commission environnement de l'Association des départements de France, MM. Philippe Schmit, secrétaire général de l'Assemblée des communautés de France et Hubert Dejean de la Batie, vice-président de la région Normandie en charge de l'environnement, membre de l'Association des régions de France.

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Élection du président de la commission d'enquête.

Réunion du mardi 24 janvier 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de MM. Pierre Dartout, préfet de la région Nouvelle-Aquitaine, et Patrice Guyot, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Nouvelle-Aquitaine.

(*commission des affaires économiques*) : Projet de loi ratifiant deux ordonnances relatives à l'autoconsommation d'électricité et aux énergies renouvelables - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Paquet « Énergie » de la commission européenne - Audition de M. Laurent Michel, directeur général de l'énergie et du climat.

Propositions de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires et relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et au développement du biocontrôle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Situation de l'entreprise Alstom - Audition de M. Henri Poupard-Lafarge, président-directeur général d'Alstom.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Mobilisation du foncier public en faveur du logement - Présentation du troisième rapport de la CNAUF.

Réunion du mercredi 5 avril 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Examen du projet de rapport.

Réunion du mardi 25 avril 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Suite de l'examen du projet de rapport.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Impact économique et juridique de la normalisation volontaire - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et au développement du biocontrôle** [n° 345 (2016-2017)] - (7 février 2017) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 143-1 du code rural et de la pêche maritime - Droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural en cas de cession partielle de parts ou actions de sociétés agricoles) (p. 1255).

- Vice-président de la commission des affaires économiques - **Article 10** (art. L. 254-10 à L. 254-10-8 [nouveaux] du code rural et de la pêche maritime - Mise en place d'un système de certificats d'économie de produits phytopharmaceutiques, CEPP) (p. 1263).

CHAIN-LARCHÉ (Anne)
sénatrice (Seine-et-Marne)
LR

Réélue le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 3 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 18 octobre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement (15 novembre 2017).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 717 (2016-2017)] (13 septembre 2017) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à rendre imprescriptibles les crimes et délits sexuels sur mineurs [n° 719 (2016-2017)] (14 septembre 2017) - **Famille.**

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale et aux réunions des commissions départementales d'aménagement commercial [n° 167 (2017-2018)] (13 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Audition de M. Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Examen des amendements déposés sur le texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*délégation aux entreprises*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission, en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique familiale** - (26 janvier 2017) (p. 988). (p. 989).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la dotation d'équipement des territoires ruraux** - (1er août 2017) (p. 3508). (p. 3509).

- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement [n° 43 (2017-2018)]** - (8 novembre 2017) - **Article 4** (art. L. 131-1, L. 134-10, L. 421-3, L. 421-3-1 [nouveau], L. 421-4, L. 421-5, L. 421-5-1 [nouveau], L. 421-6 à L. 421-8, L. 421-10, L. 421-15, L. 421-16, L. 431-6-3 [nouveau], L. 443-8-1 [nouveau], L. 443-9, L. 452-1, L. 452-1-1 et L. 452-1-2 [nouveaux], L. 452-2-1, L. 452-3 et L. 452-5 du code de l'énergie - Renforcement de la sécurité d'approvisionnement en gaz naturel) (p. 4425, 4426). (p. 4426). (p. 4428).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Première partie :

- (27 novembre 2017) - **Article 25 bis (nouveau)** (art. 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 - Création d'une nouvelle section au sein du CCF « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés, CDG express ») (p. 6735, 6736).

CHAIZE (Patrick)
sénateur (Ain)
LR

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 5 octobre 2017 ; membre de la commission jusqu'au 4 octobre 2017.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes jusqu'au 17 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer le 18 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission supérieure du numérique et des postes jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

Membre suppléant du comité de massif du massif du Jura le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer la légitimité démocratique des conseillers communautaires [n° 282 (2016-2017)] (10 janvier 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à faciliter le règlement des conséquences pécuniaires du divorce [n° 449 (2016-2017)] (2 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article premier de la Constitution pour y inscrire le principe d'égalité devant la loi sans distinction de sexe [n° 454 (2016-2017)] (8 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à réaffirmer le principe d'égalité entre femmes et hommes et à renforcer la laïcité [n° 460 (2016-2017)] (9 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à sécuriser l'établissement des procurations électorales [n° 480 (2016-2017)] (28 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à garantir aux personnes en situation de handicap un accès effectif aux lieux ouverts au public [n° 554 (2016-2017)] (15 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 557 (2016-2017)] (18 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à élargir les missions des comités locaux d'information et de suivi visés à l'article L. 542-13 du code de l'environnement [n° 561 (2016-2017)] (23 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture**.

Proposition de loi sur la majoration des pensions aux veuves des très grands invalides de guerre dont l'indice de pension était supérieur à 2 000 points à la date du décès [n° 626 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi organique tendant à garantir l'ancrage territorial des sénateurs [n° 634 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à interdire la mention du nom et de la photo de personnes autres que les candidats et suppléants sur les documents de propagande électorale [n° 687 (2016-2017)] (26 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable : Le très haut débit pour tous en 2022 : un cap à tenir [n° 712 (2016-2017)] (7 septembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi élargissant les modalités d'intervention de l'action extérieure des collectivités territoriales en matière d'eau, d'assainissement, d'électricité, de gaz et de déchets ménagers [n° 714 (2016-2017)] (11 septembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 717 (2016-2017)] (13 septembre 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à rendre imprescriptibles les crimes et délits sexuels sur mineurs [n° 719 (2016-2017)] (14 septembre 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à prolonger le délai de validité des habilitations des clercs de notaire [n° 7 (2017-2018)] (5 octobre 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à la promotion de la cohabitation intergénérationnelle [n° 15 (2017-2018)] (6 octobre 2017) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à instaurer un Pass permis citoyen [n° 38 (2017-2018)] (19 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées sous tutelle ou sous curatelle [n° 95 (2017-2018)] (16 novembre 2017) - **Famille**.

Proposition de loi relative à l'amélioration du fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre [n° 151 (2017-2018)] (8 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale et aux réunions des commissions départementales d'aménagement commercial [n° 167 (2017-2018)] (13 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 5 juillet 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'information « Femmes et agriculture ».

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Couverture numérique du territoire - Table ronde.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Examen du rapport pour avis.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre auprès du ministre

d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Mounir Mahjoubi, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé du numérique.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Audition de Mme Annick Girardin, ministre des outre-mer, dans le cadre de l'étude sur les risques naturels majeurs dans les outre-mer.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur le canal Seine-Nord Europe.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la couverture du territoire en fibre optique** - (1er août 2017) (p. 3506).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 155 (2017-2018)]** - (15 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 17 ter** (p. 9802). (p. 9803). (p. 9803). - **Article 23 septies (nouveau)** (*art. 1599 quater B du code général des impôts - Élargissement du champ d'application de l'IFER à l'ensemble des réseaux de communications électroniques à compter de 2019*) (p. 9826). (p. 9827). (p. 9827). - **Articles additionnels après l'article 23 octies** (p. 9834). (p. 9834).

CHARON (Pierre)
sénateur (Paris)
LR

Réélu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective jusqu'au 17 octobre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer la légitimité démocratique des conseillers communautaires [n° 282 (2016-2017)] (10 janvier 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à sécuriser l'établissement des procurations électorales [n° 480 (2016-2017)] (28 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 557 (2016-2017)] (18 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 717 (2016-2017)] (13 septembre 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à instituer un volontariat international d'enseignement en français [n° 718 (2016-2017)] (14 septembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à rendre imprescriptibles les crimes et délits sexuels sur mineurs [n° 719 (2016-2017)] (14 septembre 2017) - **Famille.**

Proposition de loi tendant à créer un fonds pour la présence et le rayonnement français à l'étranger [n° 3 (2017-2018)] (2 octobre 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à prendre en compte la situation des « Américains accidentels » concernés par le Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA) [n° 64 (2017-2018)] (6 novembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale et aux réunions des commissions départementales d'aménagement commercial [n° 167 (2017-2018)] (13 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : *Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Sécurités » - Programme 152 « Gendarmerie nationale » - Examen du rapport pour avis.*

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain - Nouvelle lecture** [n° 315 (2016-2017)] - (7 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1281, 1282).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la circulation à Paris** - (26 octobre 2017) (p. 4204, 4205).

- **Projet de loi de finances pour 2018** [n° 107 (2017-2018)]

Seconde partie :

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (5 décembre 2017) (p. 7198, 7200).

CHASSEING (Daniel)
sénateur (Corrèze)
LR-R, puis RTLI, puis LIRT

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales à partir du 5 octobre 2017 ; membre de la commission jusqu'au 4 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 18 octobre 2017, puis vice-président le 26 octobre 2017.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale le 21 novembre 2017, puis secrétaire le 29 novembre 2017.

Membre titulaire du comité *ad hoc* chargé de donner un avis sur les autorisations de recherches sur l'embryon - Conseil d'orientation de l'Agence de la biomédecine.

Membre de la mission d'information sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France jusqu'au 12 juin 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à maintenir l'eau et l'assainissement dans les compétences optionnelles des communautés de communes ou des communautés d'agglomération après 2020 [n° 320 (2016-2017)] (21 janvier 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier 2017) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement.**

Proposition de loi tendant à faciliter le règlement des conséquences pécuniaires du divorce [n° 449 (2016-2017)] (2 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à supprimer le bénéfice de l'âge en cas d'égalité des suffrages entre deux listes arrivées en tête aux élections municipales [n° 475 (2016-2017)] (22 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à sécuriser l'établissement des procurations électorales [n° 480 (2016-2017)] (28 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à garantir aux personnes en situation de handicap un accès effectif aux lieux ouverts au public [n° 554 (2016-2017)] (15 mai 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à élargir les missions des comités locaux d'information et de suivi visés à l'article L. 542-13 du code de l'environnement [n° 561 (2016-2017)] (23 mai 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi relative aux certificats de décès [n° 584 (2016-2017)] (21 juin 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture.**

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens d'action des maires à l'égard des atteintes faites au patrimoine bâti des communes [n° 603 (2016-2017)] (4 juillet 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi organique tendant à garantir l'ancrage territorial des sénateurs [n° 634 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à rendre imprescriptibles les crimes et délits sexuels sur mineurs [n° 719 (2016-2017)] (14 septembre 2017) - **Famille.**

Proposition de loi visant à créer un fonds national d'investissement en faveur des petites communes [n° 89 (2017-2018)] (15 novembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à réformer les fonds de garantie des dommages consécutifs à des actes de prévention, de diagnostic ou de soins dispensés au sein des établissements, services ou organismes de santé et de soins [n° 126 (2017-2018)] (4 décembre 2017) - **Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 janvier 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition de Mme Marie-Rose Moro, professeur de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent, chef de service à l'université Paris-Descartes, et M. Jean-Louis Brison, inspecteur d'académie - inspecteur pédagogique régional, auteurs du rapport « Plan d'action en faveur du bien-être et de la santé des jeunes » remis au président de la République en novembre 2016.

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission des affaires sociales*) : Article 13 de la Constitution - Audition de Mme Agnès Buzyn, candidate proposée par le président de la République à la présidence de la Haute Autorité de santé.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition du docteur Catherine Isserlis, référent médical psychiatrie-santé mentale-autisme, et de M. Philippe Guinard, responsable psychiatrie, de la direction de l'offre de soins de l'Agence régionale de santé Île-de-France.

(*commission des affaires sociales*) : Suivi quinquennal de l'application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à mettre en place une stratégie nationale d'utilisation du transport sanitaire hélicoptéré - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires sociales*) : Table ronde sur la problématique de la qualité de vie au travail des personnels hospitaliers avec des représentants des syndicats infirmiers.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission des affaires sociales*) : Table ronde sur la problématique de la qualité de vie au travail des personnels hospitaliers avec des représentants des syndicats des praticiens hospitaliers.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des affaires sociales*) : Perturbateurs endocriniens dans les produits phytopharmaceutiques et les biocides - Communication.

Réunion du mardi 4 avril 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 21 juin 2017 (*commission des affaires sociales*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du mardi 27 juin 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi organique et projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale - Lutte contre la fraude aux prestations de sécurité sociale - Communication.

Réunion du mercredi 5 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Unités hospitalières spécialement aménagées (UHSA) - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Table ronde des organisations syndicales.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Pertinence des soins - Communication.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale - État des lieux et perspectives des mesures incitatives au développement de l'offre de soins primaires dans les zones sous-dotées - Examen du rapport d'information.

Situation des urgences hospitalières, en liaison avec l'organisation de la permanence des soins - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 1er août 2017 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Dominique Martin, candidat à la direction générale de l'Agence nationale de sécurité du médicament.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projets de loi ratifiant quatre ordonnances relatives à la santé - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 10 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, sur le rapport sur l'application de la loi de financement de la sécurité sociale.

Réunion du mardi 17 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé et M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Article 13 de la Constitution - Audition de Mme Dominique Le Guludec, candidate proposée par le président de la République à la présidence de la Haute Autorité de santé.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement - Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA) » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 28 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Travail et emploi » - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Échange de vues sur le programme de travail.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Travail et emploi » et compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 30 novembre 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Groupe de travail sur la simplification des normes sportives - Réglementation applicable aux collectivités territoriales et simplification de normes réglementaires relatives à la pratique et aux équipements sportifs - Proposition de résolution de MM. Dominique de Legge, Christian Manable et Michel Savin.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

Réunion du mardi 5 décembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean Bassères, candidat proposé par le président de la République à la direction générale de Pôle emploi.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi ratifiant diverses ordonnances pour le renforcement du dialogue social - Table ronde des organisations patronales.

Réunion du jeudi 7 décembre 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. André Laignel, premier vice-président de l'Association des maires de France, sur les attentes des collectivités territoriales à l'issue du congrès des maires 2017.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi ratifiant diverses ordonnances sur la loi d'habilitation à prendre les mesures pour le renforcement du dialogue social - Table ronde des organisations syndicales.

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi ratifiant diverses ordonnances sur la loi d'habilitation à prendre les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la liaison ferroviaire de l'ancienne région Limousin** - (24 janvier 2017) (p. 730, 731). (p. 731, 732).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1019 du 27 juillet 2016 relative à l'autoconsommation d'électricité et n° 2016-1059 du 3 août 2016 relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables [n° 286 (2016-2017)]** - (24 janvier 2017) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 781, 782). (p. 785).

- **Proposition de loi visant à mettre en place une stratégie nationale d'utilisation du transport sanitaire hélicoptéré [n° 324 (2016-2017)]** - (1er février 2017) - **Discussion générale** (p. 1167, 1168).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1019 du 27 juillet 2016 relative à l'autoconsommation d'électricité et n° 2016-1059 du 3 août 2016 relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables - Commission mixte paritaire [n° 361 (2016-2017)]** - (15 février 2017) - **Article 4 quinquies** (p. 1540).

- **Débat sur le thème « Entre réforme territoriale et contraintes financières : quels outils et moyens pour les communes en zones rurales ? »** - (21 février 2017) (p. 1712, 1713).

- **Proposition de loi visant à la mise en œuvre effective du droit à l'eau potable et à l'assainissement [n° 416 (2016-2017)]** - (22 février 2017) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 115-3-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Création d'une aide préventive pour l'accès à l'eau potable*) (p. 1755, 1756).

- **Débat sur le thème « Quel rôle les professions paramédicales peuvent-elles jouer dans la lutte contre les déserts médicaux ? »** - (22 février 2017) (p. 1771, 1772).

- **Question orale sans débat sur la rénovation de la ligne POLT (Paris-Orléans-Limoges-Toulouse)** - (25 juillet 2017) (p. 2982, 2983). (p. 2983).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (25 juillet 2017) - **Article 1er** (*Habilitation du Gouvernement à prendre diverses ordonnances pour renforcer la place de l'accord d'entreprise*) (p. 3012, 3013). - **Article 2** (*Nouvelle organisation du dialogue social et rénovation de l'exercice des responsabilités syndicales en entreprise*) (p. 3053, 3054).

- **Suite de la discussion** (26 juillet 2017) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3110). (p. 3111). - **Article 3** (*Aménagement des règles du licenciement et de certaines formes particulières de travail*) (p. 3123).

- **Suite de la discussion** (27 juillet 2017) (p. 3157). (p. 3174). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)**

(Assouplissement des obligations des employeurs en matière de prévention de la pénibilité et d'emploi de travailleurs détachés transfrontaliers) (p. 3209).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-31 du 12 janvier 2017 de mise en cohérence des textes au regard des dispositions de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé [n° 12 (2017-2018)]** - (11 octobre 2017) - **Discussion générale commune avec celle des projets de loi n° 11 (2017-2018) et n° 13 (2017-2018)** (p. 3741, 3742).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-48 du 19 janvier 2017 relative à la profession de physicien médical et l'ordonnance n° 2017-50 du 19 janvier 2017 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé [n° 11 (2017-2018)]** - (11 octobre 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 12 (2017-2018)** (p. 3741, 3742).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-644 du 27 avril 2017 relative à l'adaptation des dispositions législatives relatives au fonctionnement des ordres des professions de santé [n° 13 (2017-2018)]** - (11 octobre 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 12 (2017-2018)** (p. 3741, 3742).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les déserts médicaux** - (17 octobre 2017) (p. 3821). (p. 3821).

- **Question orale sans débat sur la généralisation de l'autorisation de la procréation médicale assistée en France** - (24 octobre 2017) (p. 3950). (p. 3951).

- **Débat sur l'aménagement du territoire : plus que jamais une nécessité** - (25 octobre 2017) (p. 4179).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (13 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4871, 4873).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2017) - **Article 7** (art. L. 131-9, L. 136-7-1, L. 136-8, L. 162-14-1, art. L. 172-1, art. L. 241-2, art. L. 242-11, art. L. 313-1, art. L. 381-30-4, L. 382-22, art. L. 613-1 [nouveau] et art. L. 621-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. L. 731-25, art. L. 731-35 et art. L. 741-9 du code rural et de la pêche maritime - Hausse de la CSG et suppression de cotisations sociales) (p. 4934). (p. 4944). (p. 4947). (p. 4952).

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2017) - **Article 8** (art. L. 241-2-1 [nouveau], art. L. 241-13, art. L. 243-6-1, art. L. 243-6-2, art. L. 243-6-3, art. L. 243-6-6 à L. 243-6-8 [nouveaux] et L. 243-7 du code de la sécurité sociale, art. L. 741-1 du code rural et de la pêche maritime - Réduction de cotisation maladie et renforcement des allègements généraux en contrepartie de la suppression du CICE et du CITS) (p. 4997). (p. 5002). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 5012). - **Article 9** (art. L. 131-6-4 [nouveau] et L. 161-1-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 5141-1 du code du travail - Réforme de l'ACCRES et encouragement des petites activités) (p. 5022). (p. 5027). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 5035). (p. 5038). (p. 5039). - **Article 10** (art. L. 133-5-6 à L. 133-5-8, L. 133-5-10, L. 234-1-2 et L. 311-3 du code de la sécurité sociale, art. L. 1271-2 du code du travail, art. L. 741-1 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 232-15 et L. 442-1 du code de l'action sociale et des familles - Allègement des démarches des petits déclarants par la modernisation des titres simplifiés) (p. 5042). - **Article 11** (art. L. 111-11, L. 114-16-3, L. 114-23, L. 114-24, L. 115-9, L. 123-1, L. 123-2-1, L. 131-6-3, L. 133-1-1 à L. 133-1-3 [abrogés], L. 133-1-4, L. 133-1-5 à L. 133-1-6 [abrogés], L. 133-5-2, L. 133-6-7, L. 133-6-7-1 à L. 133-6-7-3, L. 133-6-9 [abrogé], L. 133-6-10, L. 133-6-11 [abrogé], L. 134-1, L. 134-3, L. 134-4, L. 135-2, L. 135-6, L. 136-3, L. 161-8, L. 161-18, L. 171-2-1 [nouveau], L. 171-3, L. 171-6-1 [nouveau], L. 171-7, L. 172-2, L. 173-2, L. 173-3 [abrogé], L. 182-2-2, L. 182-2-4, L. 182-2-6, L. 200-1, L. 200-2, L. 200-3, L. 211-1, L. 213-1, L. 215-1, L. 221.1, L. 221-3-1, L. 222-1, L. 223-1, L. 225-1-1, L. 227-1, L. 233-1 [nouveau],

L. 241-2, L. 243-6-3, L. 311-3, L. 351-15, L. 611-1, L. 611-2 à L. 611-19 [abrogés], L. 612-1 à L. 612-6, L. 612-7 à L. 612-13, L. 613-1 [nouveau], L. 613-2 à L. 613-6, L. 613-8, L. 613-9, L. 613-12 à L. 613-14 [abrogés], L. 613-19 à L. 613-19-3, L. 613-20, L. 613-21, L. 613-22 et L. 613-23 [abrogés], L. 614-1 [abrogé], L. 615-1 à L. 615-5 [nouveau], L. 621-1 à L. 621-2 [nouveaux], L. 621-4 [abrogé], L. 622-1 à L. 622-3, L. 622-6 [abrogé], L. 622-8, L. 623-1 à L. 623-5, L. 631-1 [nouveau], L. 632-1 à L. 632-3, L. 633-1, L. 633-9 [abrogé], L. 633-11, L. 633-11-1 [abrogé], L. 634-1 [abrogé], L. 634-2 à L. 634-2-1, L. 634-2-2 [abrogé], L. 634-3-1, L. 634-3-2 à L. 634-5 [abrogés], L. 634-6, L. 635-1 à L. 635-6, L. 637-1 à L. 637-2, L. 640-1, L. 641-1, L. 641-8, L. 642-5 à L. 642-6 [nouveau], L. 643-1-A, L. 643-10 [nouveau], L. 651-12 et L. 651-13 [abrogés], L. 652-4, L. 652-6, L. 652-7, L. 661-1 [nouveau], L. 671-1 [nouveau], L. 722-1, L. 722-1-1, L. 722-2 et L. 722-3 [abrogés], L. 722-4, L. 722-5, L. 722-5-1 [abrogé], L. 722-6, L. 722-7 [abrogé], L. 722-9, L. 742-6, L. 742-7, L. 752-4, L. 752-6, L. 752-9, L. 756-5 et L. 766-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 5553-5 du code des transports - Suppression du régime social des indépendants et modification des règles d'affiliation à la CIPAV) (p. 5058, 5059). (p. 5080).

Troisième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 12** (Augmentation du droit de consommation sur le tabac en France continentale et en Corse) (p. 5125). (p. 5126). - **Article 13** (art. 1010 du code général des impôts - Verdissement du barème de la taxe sur les véhicules de société) (p. 5130). (p. 5131). - **Articles additionnels après l'article 14** (Retrait des médicaments génériques de l'assiette de la taxe sur le chiffre d'affaires des distributeurs en gros) (p. 5148). (p. 5150). - **Article 16** (art. L. 382-1, L. 382-2, L. 383-3-1 [nouveau], L. 382-4, L. 382-5, L. 382-6, L. 382-9, L. 382-14 du code de la sécurité sociale et art. 6331-67 et L. 6331-68 du code du travail - Simplification de l'affiliation, du recouvrement et de la gouvernance du régime de sécurité sociale des artistes, auteurs) (p. 5155). (p. 5156). - **Article 18** (Transferts entre l'Etat et la sécurité sociale et entre branches de la sécurité sociale) (p. 5167).

Quatrième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 26** (art. L. 531-2 et L. 531-3 du code de la sécurité sociale et art. 74 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Harmonisation du barème et des plafonds de la PAJE et du complément familial) (p. 5193). - **Article additionnel après l'article 26 bis** (Pécule des enfants confiés à l'ASE) (p. 5200). - **Article 34** (art. L. 3111-1, L. 3111-2, L. 3111-3, L. 3111-4-1, L. 3111-9, L. 3116-1, L. 3116-2, L. 3116-4, L. 3821-1, L. 3821-2, L. 3821-3 et L. 3826-1 du code de la santé publique - Extension de l'obligation de couverture vaccinale des enfants) (p. 5216). - **Article 35** (art. L. 162-31-1 et L. 221-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 1433-1 du code de la santé publique, art. 43 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Cadre d'expérimentations pour l'innovation dans le système de santé) (p. 5227). (p. 5229). (p. 5230). (p. 5230). (p. 5231). (p. 5231). (p. 5231, 5232). (p. 5232). (p. 5232). (p. 5232). (p. 5238). (p. 5238). (p. 5240). (p. 5243). (p. 5243).

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 5260). (p. 5265). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 5280). - **Article 39** (art. L. 162-30-4 du code de la sécurité sociale - Renforcer la pertinence et l'efficacité des prescriptions hospitalières) (p. 5293). - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 5294). (p. 5294). (p. 5295). (p. 5295). - **Article 41** (art. L. 162-17-31 [nouveau], L. 162-17-5, L. 165-2-1 [nouveau], L. 165-3-3, L. 165-4 et L. 165-7 du code de la sécurité sociale - Régulation du secteur des dispositifs médicaux) (p. 5306). - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 5313). - **Article 44 bis** (nouveau) (art. L. 162-1-21 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. 83 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé - Suppression de la généralisation obligatoire du tiers payant) (p. 5320). - **Article 48** (art. L. 162-23-15 du code de la sécurité sociale, art. 78 de la loi n° 2015-1702 du

21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Déploiement de la réforme du financement des activités des SSR) (p. 5329). - **Article 50** (art. L. 313-1, L. 313-12, L. 313-12-2, L. 314-6 du code de l'action sociale et des familles - Régime de contractualisation dans le secteur médico-social (p. 5339). (p. 5339).

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5402, 5403).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) - **Article 59 bis (nouveau)** (art. L. 2334-37 du code général des collectivités territoriales - Modalités d'examen par la commission ad hoc des demandes de subvention au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux, DETR) (p. 6824, 6825). (p. 6826). (p. 6827). - **Article**

additionnel après l'article 59 bis (Participation minimale des collectivités territoriales maître d'ouvrage au financement d'un projet) (p. 6832). - **Article 60** (art. L. 1613-5-1, art. L. 2113-20, art. L. 2113-22, art. L. 2334-7-3, art. L. 2334-7-3, art. L. 2334-13, art. L. 2334-17, art. L. 2334-21, art. L. 3334-1, art. L. 3334-4, art. L. 3663-9 et art. L. 5214-23-1 du code général des collectivités territoriales - Répartition de la dotation globale de fonctionnement, DGF) (p. 6835). - **Article 62 bis (nouveau)** (art. 1609 nonies C du code général des impôts - Définition unilatérale de l'attribution de compensation des établissements publics de coopération intercommunale issus de fusion ou ayant changé de périmètre) (p. 6864).

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (6 décembre 2017) - **État B** (p. 7283). (p. 7286). (p. 7289).

CHATILLON (Alain)
sénateur (Haute-Garonne)
LR-R

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective jusqu'au 17 octobre 2017.

Membre titulaire du comité de surveillance des investissements d'avenir.

Membre titulaire du Conseil national de l'industrie jusqu'au 17 novembre 2017.

Membre titulaire du conseil d'administration de Business France.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

Membre de la mission d'information sur Alstom et la stratégie industrielle du pays le 22 novembre 2017, puis président le 29 novembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à faciliter le règlement des conséquences pécuniaires du divorce [n° 449 (2016-2017)] (2 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à garantir aux personnes en situation de handicap un accès effectif aux lieux ouverts au public [n° 554 (2016-2017)] (15 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 557 (2016-2017)] (18 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens d'action des maires à l'égard des atteintes faites au patrimoine bâti des communes [n° 603 (2016-2017)] (4 juillet 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi organique tendant à garantir l'ancrage territorial des sénateurs [n° 634 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant création d'un fonds de dotation pour les territoires ruraux [n° 713 (2016-2017)] (7 septembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à rendre imprescriptibles les crimes et délits sexuels sur mineurs [n° 719 (2016-2017)] (14 septembre 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Participations financières de l'État [n° 109 tome 8 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

Proposition de loi relative à l'amélioration du fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre [n° 151 (2017-2018)] (8 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale et aux réunions des commissions départementales d'aménagement commercial [n° 167 (2017-2018)] (13 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 181 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à assurer un égal accès de tous les citoyens aux services publics de l'État et de ses opérateurs [n° 182 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-François Carenco, candidat proposé aux fonctions de président du collège de la commission de régulation de l'énergie.

Situation de l'entreprise Alstom - Audition de M. Henri Poupart-Lafarge, président-directeur général d'Alstom.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition conjointe de représentants des industries des métiers d'art et du luxe : MM. Pascal Morand, président exécutif de la Fédération française de la couture, du prêt-à-porter des couturiers et des créateurs de mode, Pascal Rousseau, secrétaire général de Richemont Holding France, Francis Chauveau, directeur industriel de Puiforcat, Mme Bernadette Pinet-Cuoq, présidente déléguée de l'Union française de la bijouterie, joaillerie, orfèvrerie, des pierres et des perles, et M. Jean Cassegrain, directeur général de Longchamp.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Impact économique et juridique de la normalisation volontaire - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Henri Poupart-Lafarge, président-directeur général d'Alstom.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*mission commune d'information sur Alstom*) : Constitution.

(*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Rémi de Verdilhac, directeur Michelin France, accompagné de M. Thierry Martin-Lassagne, directeur France des affaires publiques de Michelin.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*mission commune d'information sur Alstom*) : Audition commune avec les organisations syndicales représentées au comité central d'entreprise (CCE) du groupe Alstom.

CHAUVIN (Marie-Christine)
sénateur (Jura)
LR

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 18 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

Membre titulaire du comité de massif du massif du Jura le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce** - (19 décembre 2017) (p. 10415, 10416).

CHEVROLLIER (Guillaume)
sénateur (Mayenne)
LR

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 18 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement (31 octobre 2017).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Biodiversité - transition énergétique [n° 113 tome 2 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Environnement.**

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Examen du rapport pour avis.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Biodiversité - transition énergétique » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Audition de M. Sébastien Lecornu, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Crédits « Recherche en matière de développement durable » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement à Bruxelles sur le thème du glyphosate - Communication.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement [n° 9 (2017-2018)]** - (10 octobre 2017) - **Discussion générale** (p. 3659, 3660).

- **Débat sur le logement social : « sur quels territoires, comment et pour qui demain ? »** - (26 octobre 2017) (p. 4221).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Première partie :

- (27 novembre 2017) - **Article 19** (*Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public*) (p. 6689). (p. 6691).

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables

- (1er décembre 2017) - rapporteur pour avis de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, pour la biodiversité et la transition énergétique (p. 7000, 7001).

- **Débat sur la COP23** - (13 décembre 2017) (p. 9609, 9610).

CHIRON (Jacques)
sénateur (Isère)
SOCR

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre titulaire du comité de surveillance des investissements d'avenir.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La fiscalité de l'économie collaborative : un besoin de simplicité, d'unité et d'équité [n° 481 (2016-2017)] (29 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'adaptation de la fiscalité à l'économie collaborative [n° 482 (2016-2017)] (29 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 643 (2016-2017)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 645 tome 2 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Budget.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 janvier 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité

de CIDRAC (Marta)
sénatrice (Yvelines)
LR

Élue le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 18 octobre 2017, puis secrétaire le 26 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission supérieure des sites, perspectives et paysages le 7 décembre 2017.

réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de MM. Mario Monti, président du groupe de haut niveau sur les ressources propres, et Alain Lamassoure, membre du groupe de haut niveau, député européen, en commun avec la commission des finances.

(*commission des finances*) : Audition de MM. Mario Monti, président du groupe de haut niveau sur les ressources propres, et Alain Lamassoure, membre du groupe de haut niveau, député européen.

Réunion du mercredi 29 mars 2017 (*commission des finances*) : Conclusions du groupe de travail sur le recouvrement de l'impôt à l'heure de l'économie numérique.

Réunion du mercredi 31 mai 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Avenir du compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Communication.

Réunion du mercredi 5 juillet 2017 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, préalable au débat d'orientation des finances publiques (DOFP) et sur l'audit des comptes publics demandé par le Premier ministre.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance, relatif au financement de dépenses urgentes - Communication et adoption de l'avis de la commission.

Réunion du mercredi 27 septembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Projet de loi de programmation des finances publiques - Audition de MM. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics, et Benjamin Griveaux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 181 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 26 octobre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Constitution du bureau de la délégation.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur le programme de travail de la délégation.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Mounir Mahjoubi, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé du numérique.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Édouard Durand, magistrat, et Mme Ernestine Ronai, co-présidents de la commission Violences de genre du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 7 décembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Brigitte Grézy, secrétaire générale du Conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, sur le harcèlement sexuel et les agissements sexistes au travail.

Audition de Mme Marie Pezè, docteure en psychologie, spécialiste de psychopathologie du travail, sur les conséquences pour les victimes du harcèlement et des agressions sexuelles au travail.

CIGOLOTTI (Olivier)
sénateur (Haute-Loire)
UDI-UC, puis UC

Réélu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 5 octobre 2017.

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 3 octobre 2017.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat le 9 novembre 2017.

Membre de la commission d'enquête sur les frontières européennes, le contrôle des flux des personnes et des marchandises en Europe et l'avenir de l'espace Schengen jusqu'au 12 juin 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article premier de la Constitution pour y inscrire le principe d'égalité devant la loi sans distinction de sexe [n° 454 (2016-2017)] (8 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à réaffirmer le principe d'égalité entre femmes et hommes et à renforcer la laïcité [n° 460 (2016-2017)] (9 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à élargir le bénéfice du don de jours de repos pour le soin de parents proches [n° 503 (2016-2017)] (6 avril 2017) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à renforcer et rendre plus effectives les sanctions en cas d'installations illégales en réunion sur un terrain public ou privé [n° 680 (2016-2017)] (25 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant création d'un fonds de dotation pour les territoires ruraux [n° 713 (2016-2017)] (7 septembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 3 janvier 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de M. Yves Bertoncini, directeur de l'Institut Jacques Delors.

Audition de Mme Sara Abbas, directrice du bureau de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) en France.

Réunion du mercredi 4 janvier 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de M. Philippe Setton, directeur de l'Union européenne au ministère des affaires étrangères et du développement international, et Mme Laurence Auer, directrice adjointe.

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de M. Cyrille Baumgartner, secrétaire général adjoint des affaires européennes (secteur justice et affaires intérieures).

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de MM. Pierre-Antoine Molina, directeur général, Benoît Brocart, directeur de l'immigration, Raphaël Sodini, directeur de l'asile, de la direction générale des étrangers en France au ministère de l'intérieur.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à mettre en place une stratégie nationale d'utilisation du transport sanitaire hélicoptère - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de M. Jean-Jacques Colombi, chef de la division des relations internationales de la direction centrale de la police judiciaire au ministère de l'intérieur.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission des affaires sociales*) : Table ronde sur la problématique de la qualité de vie au travail des personnels hospitaliers avec des représentants des syndicats des praticiens hospitaliers.

Réunion du mardi 14 février 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) :

Audition de M. Wil van Gemert, directeur adjoint de l'Office européen de police (Europol).

Audition du contre-amiral Bernard-Antoine Morio de l'Isle, sous-chef d'état-major Opérations aéronavales, et du commissaire en chef Thierry de La Burgade, de l'état-major de la marine.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des affaires sociales*) : Cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques - Audition du professeur Claude Huriet.

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Situation des urgences hospitalières, en liaison avec l'organisation de la permanence des soins - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général pour l'administration du ministère des armées.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Joël Barre, délégué général pour l'armement.

Projet de loi de finances pour 2018 - Audition du général Jean-Pierre Bossier, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de l'amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la marine.

Projet de loi de finances pour 2018 - Audition du général Richard Lizurey, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation de Jérusalem et processus de paix au Proche-Orient - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à mettre en place une stratégie nationale d'utilisation du transport sanitaire hélicoptère [n° 324 (2016-2017)]** - (1er février 2017) - **Discussion générale** (p. 1161, 1162).

- **Débat sur le thème « Quel rôle les professions paramédicales peuvent-elles jouer dans la lutte contre les déserts médicaux ? »** - (22 février 2017) - au nom du groupe UDI-UC (p. 1760, 1762).

- **Débat sur la revue stratégique de défense et de sécurité nationale** - (24 octobre 2017) (p. 3975).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Défense

- (30 novembre 2017) (p. 6961, 6962).

- **Débat sur le retour des djihadistes en France** - (13 décembre 2017) (p. 9589, 9590).

CLAIREAUX (Karine)

*sénateur (Saint-Pierre-et-Miquelon)
SOCR, puis LaREM*

Non réélue le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 1er octobre 2017.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et autres dispositions en matière sociale et économique (31 janvier 2017).

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

Membre de la mission d'information sur la démocratie représentative, la démocratie participative, la démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 jusqu'au 12 juin 2017.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale aux outre-mer : Le BTP outre-mer au pied du mur normatif : Faire d'un obstacle un atout [n° 601 (2016-2017)] (29 juin 2017) - **Entreprises**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 12 janvier 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Normes en matière de construction, d'équipement et d'urbanisme dans les outre-mer - Audition en visioconférence avec la Martinique.

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond.

Réunion du jeudi 2 février 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Foncier dans les outre-mer - Audition de M. Alain Rousseau, directeur général des outre-mer (DGOM).

Réunion du jeudi 9 février 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition de M. Bernard Manin, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et professeur de science politique à l'université de New York.

Réunion du jeudi 29 juin 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Normes en matière de construction, d'équipement et d'urbanisme dans les outre-mer - Présentation du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique [n° 288 (2016-2017)]** - (17 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 281). - **Article 9 B (supprimé)** (art. L. 114-2 et L. 114-4 du code de la sécurité sociale - *Prise en compte de l'impact du renforcement du système de retraites à Mayotte par le Conseil d'orientation des retraites*) (p. 301). (p. 302). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 312).
- **Suite de la discussion** (18 janvier 2017) - **Article 10 quinquies (supprimé)** (*Qualité du système de santé outre-mer*) (p. 326). - **Article 10 sexies (supprimé)** (*Protocoles de coopération entre professionnels de santé ultramarins*)

CLUZEL (Sophie)
secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée des personnes handicapées
(à partir du 17 mai 2017)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur les centres de ressources autisme** - (24 octobre 2017) (p. 3946).
- **Question orale sans débat sur l'implantation d'un centre de protonthérapie à Toulouse** - (24 octobre 2017) (p. 3947).
- **Question orale sans débat sur la prise en charge de l'AVC en France** - (24 octobre 2017) (p. 3948).
- **Question orale sans débat sur la désertification médicale** - (24 octobre 2017) (p. 3949).
- **Question orale sans débat sur la généralisation de l'autorisation de la procréation médicale assistée en France** - (24 octobre 2017) (p. 3950).
- **Question orale sans débat sur le travail dominical pour les laboratoires d'analyse de lait** - (24 octobre 2017) (p. 3951).
- **Question orale sans débat sur les conséquences inquiétantes de la diminution drastique du nombre de contrats aidés** - (24 octobre 2017) (p. 3952).

COHEN (Laurence)
sénatrice (Val-de-Marne)
CRC, puis CRCE

Réélue le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales.

- (p. 326). - **Article 10 decies (supprimé)** (*Rapport du Gouvernement au Parlement sur le lien entre le prix des boissons alcooliques et la consommation d'alcool*) (p. 328). - **Articles additionnels après l'article 10 undecies** (p. 332). (p. 333). (p. 333). - **Article 13 C** (art. 40 de la loi n° 2000-1207 du 13 décembre 2000 d'orientation pour l'outre-mer - *Financement d'échanges scolaires avec des pays de l'environnement régional des territoires ultramarins*) (p. 343). - **Article 13 quater (supprimé)** (*Possibilité d'expérimenter la réduction de la durée minimale du contrat de professionnalisation*) (p. 348).

- **Question orale sans débat sur le régime de la sécurité sociale étudiante** - (21 novembre 2017) (p. 5383, 5384).
- **Question orale sans débat sur la situation critique des hôpitaux du Léman** - (21 novembre 2017) (p. 5384, 5385).
- **Question orale sans débat sur le manque de spécialistes en milieu rural** - (21 novembre 2017) (p. 5385).
- **Question orale sans débat sur les déserts médicaux** - (21 novembre 2017) (p. 5386).
- **Question orale sans débat sur la promotion des métiers du grand âge** - (21 novembre 2017) (p. 5387, 5388).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Santé

- (30 novembre 2017) (p. 6925, 6926). - **État B** (p. 6928). - **Articles additionnels après l'article 62 bis** (p. 6932). (p. 6934).

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (30 novembre 2017) (p. 6942, 6944). - **État B** (p. 6945). (p. 6946). (p. 6948). - **Article 63** (*Évolution de la prime d'activité*) (p. 6950). - **Articles additionnels après l'article 64** (*Rapport du Gouvernement sur l'opportunité d'élargir aux agents de l'aide sociale à l'enfance l'accès à l'application de gestion des dossiers de ressortissants étrangers en France, AGDREF*) (p. 6951).

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017, puis vice-présidente le 26 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 18 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse (18 janvier 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social (26 juillet 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 (20 novembre 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance relative à l'adaptation des dispositions législatives relatives au fonctionnement des ordres des professions de santé (1er décembre 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance relative à la profession de physicien médical et l'ordonnance relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé (1er décembre 2017).

Membre titulaire de la commission consultative de suivi des conséquences des essais nucléaires le 30 novembre 2017.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre suppléant du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes jusqu'au 30 septembre 2017.

Vice-présidente de la mission d'information sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France jusqu'au 12 juin 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre plus équitable au sein d'un EPCI le calcul des dotations de compensation dans le contexte d'un transfert de compétence [n° 406 (2016-2017)] (15 février 2017) - **Budget**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article premier de la Constitution pour y inscrire le principe d'égalité devant la loi sans distinction de sexe [n° 454 (2016-2017)] (8 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de loi pour un droit au logement effectif et pour l'interdiction des expulsions sans logement [n° 479 (2016-2017)] (27 mars 2017) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à préciser les limites du champ de protection d'un brevet concernant une information génétique [n° 515 (2016-2017)] (20 avril 2017) - **Culture**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire le droit à l'interruption volontaire de grossesse dans la Constitution [n° 545 (2016-2017)] (3 mai 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à abroger la loi autorisant la ligne Charles-de-Gaulle Express [n° 552 (2016-2017)] (11 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la protection des enfants et des adolescents face aux effets de la publicité télévisuelle [n° 558 (2016-2017)] (22 mai 2017) - **Éducation**.

Proposition de loi relative à la mise en place d'un moratoire sur la mise en culture des semences de colza et de tournesol tolérantes aux herbicides issues de mutagenèse [n° 564 (2016-2017)] (29 mai 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 600 (2016-2017)] (29 juin 2017) - **Aménagement du territoire**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : UHSA : construire pour soigner [n° 612 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Questions sociales et santé**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Les urgences hospitalières, miroir des dysfonctionnements de notre système de santé [n° 685 (2016-2017)] (26 juillet 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer le contrôle sur le commerce des armes et relative à la violation des embargos [n° 695 (2016-2017)] (31 juillet 2017) - **Défense**.

Proposition de loi visant à rétablir le délit d'entrave des directeurs d'établissements publics au fonctionnement du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) [n° 696 (2016-2017)] (31 juillet 2017) - **Fonction publique**.

Proposition de loi visant à réhabiliter la police de proximité [n° 715 (2016-2017)] (11 septembre 2017) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à renforcer la définition des agressions sexuelles et du viol commis sur des mineur.e.s de moins de 15 ans [n° 55 (2017-2018)] (30 octobre 2017) - **Famille**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 janvier 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition de Mme Marie-Rose Moro, professeur de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent, chef de service à l'université Paris-Descartes, et M. Jean-Louis Brison, inspecteur d'académie - inspecteur pédagogique régional, auteurs du rapport « Plan d'action en faveur du bien-être et de la santé des jeunes » remis au président de la République en novembre 2016.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition de M. Dominique Maigne, directeur de la Haute Autorité de santé, Mme Marie-Hélène Rodde-Dunet, chef du service Évaluation de la pertinence des soins et amélioration des pratiques et des parcours, et M. Michel Laurence, chef du service Bonnes pratiques professionnelles, représentant la Haute Autorité de santé.

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition conjointe de fédérations hospitalières : MM. David Gruson, délégué général, et Alexandre Mokédé, adjoint au délégué général, de la Fédération hospitalière de France (FHF), le docteur Olivier Drevon, président, M. David Castillo, délégué général, le docteur Vincent Masetti, coordinateur médical CLINEA de l'Union nationale des cliniques psychiatriques privées (UNCPSY), M. David Causse, coordonnateur du pôle santé social, Mme Anne-Charlotte de Vasselot, conseiller santé social, représentant la Fédération des établissements hospitaliers et d'aide à la personne privés non lucratifs (FEHAP), M. Gilles Moulllec, vice-président, et Mme Luce Legendre, vice-présidente du bureau national de l'Association des établissements participant au service public de santé mentale (ADESM).

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition conjointe des organisations représentant les spécialistes de la prise en charge psychiatrique des mineurs : le professeur Michel Wawrzyniak, président, le docteur Catherine Lacour Gonay, membre du conseil d'administration de la Société française de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent et disciplines associées (SFPEADA), le docteur Patrick Belamich, président de la Fédération des centres médico-psycho-pédagogiques (FDCMPP), et le docteur Roger Teboul, pédopsychiatre, président de l'Association des psychiatres de secteur infanto-juvénile (API).

(*commission des affaires sociales*) : Suivi quinquennal de l'application des lois - Communication.

Réunion du mardi 24 janvier 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse.

(*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition du professeur Jean-Philippe Raynaud, chef de service de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent (SUPEA) au centre hospitalier universitaire (CHU) de Toulouse.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition conjointe sur la détection précoce des troubles psychiatriques : le professeur Diane Purper-Ouakil, chef du pôle psychiatrie au centre hospitalier universitaire (CHU) de Montpellier et responsable de la médecine psychologique pour enfants et adolescents à l'hôpital Saint-Éloi, le professeur Jacques Dayan, vice-président de l'association WAIMH France (World Association for Infant Mental Health), et le professeur Manuel Bouvard, chef du service universitaire d'hospitalisation pour enfants et adolescents (SUHEA) au centre hospitalier universitaire (CHU) de Bordeaux.

Audition de Mmes Véronique Gasté, cheffè du bureau de la santé, de l'action sociale et de la sécurité, Françoise Pétreault, sous-directrice de la vie des établissements, et Brigitte Moltrecht, médecin conseillère technique, de la direction générale de l'enseignement scolaire (DGESCO) du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Audition des docteurs Maryse Bonnefoy, médecin au centre de PMI de Lyon, Colette Bauby, médecin au centre de PMI de Gennevilliers, et Sylvaine Gissingier, pédiatre, représentant le Syndicat national des médecins de la protection maternelle et infantile (SNMPMI).

(*commission des affaires sociales*) : Table ronde sur la problématique de la qualité de vie au travail des personnels hospitaliers.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition de Mmes Anne-Marie Armanteras-de Saxcé, directrice générale, et Céline Descamps, chargée de mission au bureau R4 (prises en charge post aigües, pathologies chroniques et santé mentale), de la Direction générale de l'offre de soins (DGOS).

Audition du professeur Christian Müller, psychiatre, président de la Conférence nationale des présidents de commissions médicales d'établissements (CME) de centres hospitaliers spécialisés (CHS) en psychiatrie.

(*commission des affaires sociales*) : Table ronde sur la problématique de la qualité de vie au travail des personnels hospitaliers avec des représentants des syndicats infirmiers.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition conjointe de MM. Vincent Beaugrand, directeur général, Georges Papanicolaou, psychiatre, médecin-chef du centre de psychanalyse de la clinique Dupré, et Philippe Lesieur, psychiatre, de la Fondation santé des étudiants de France (FSEF).

Audition du professeur Alain Ehrenberg, président du Conseil national de la santé mentale.

(*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse (nouvelle lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Table ronde sur la problématique de la qualité de vie au travail des personnels hospitaliers avec des représentants des syndicats des praticiens hospitaliers.

Réunion du mardi 14 février 2017 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative à l'extension du délit

d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse (nouvelle lecture) - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des affaires sociales*) : Cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques - Audition du professeur Claude Huriet.

Perturbateurs endocriniens dans les produits phytopharmaceutiques et les biocides - Communication.

Réunion du mardi 21 février 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition conjointe de Mmes Béatrice Borrel, présidente de l'Union nationale de familles et amis de personnes malades et/ou handicapées psychiques (UNAFAM), et Claude Finkelstein, présidente de la Fédération nationale des associations d'usagers en psychiatrie (FNAPSY).

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Sébastien Leloup, candidat pressenti à la direction générale de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique).

Réunion du vendredi 24 février 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition conjointe sur la place de la pédopsychiatrie à l'université et la formation des pédopsychiatres : le professeur Jean-Luc Dubois-Randé, président de la Conférence des doyens des facultés de médecine et doyen de l'université Paris-Est-Créteil-Val-de-Marne, le professeur Benoît Schlemmer, chef de service de réanimation médicale à l'hôpital Saint-Louis à Paris, doyen honoraire, faculté de médecine et université Paris-Diderot, conseiller universitaire auprès du directeur général de l'ARS d'Île-de-France, chargé de mission « Réforme du 3e cycle des études médicales », et le professeur David Cohen, chef du département de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent de l'hôpital Pitié-Salpêtrière à Paris.

Audition des docteurs Charly Carayon, psychiatre, chef du pôle psychiatrie enfant et adolescent au centre hospitalier Alès - Cévennes, Thierry Fouque, psychiatre, chef du service enfant et adolescent au CHU de Nîmes, et Emmanuel Lafay, psychiatre, chef du pôle 3 au mas Careiron à Uzès.

Réunion du mardi 4 avril 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des affaires sociales*) : Prise en charge sociale des mineurs isolés étrangers - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 5 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Unités hospitalières spécialement aménagées (UHSA) - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Table ronde des organisations syndicales.

Situation des finances sociales - Communication.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Marlène Schiappa, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale - État des lieux et perspectives des mesures incitatives au développement de l'offre de soins primaires dans les zones sous-dotées - Examen du rapport d'information.

Situation des urgences hospitalières, en liaison avec l'organisation de la permanence des soins - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 1er août 2017 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Dominique Martin, candidat à la direction générale de l'Agence nationale de sécurité du médicament.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de MM. Gérard Rivière, président du conseil d'administration et Renaud Villard, directeur, de la Caisse nationale d'assurance vieillesse.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du jeudi 26 octobre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Constitution du bureau de la délégation.

(*délégation aux entreprises*) : Questions diverses.

Réunion du mardi 31 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de Mme Marine Jeantet, directrice des risques professionnels à la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur le programme de travail de la délégation.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Édouard Durand, magistrat, et Mme Ernestine Ronai, co-présidentes de la commission Violences de genre du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement - Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA) » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Laurence Rossignol, ancienne ministre des familles, de l'enfance et des droits des femmes, membre de la délégation, sur les 4e et 5e plans de mobilisation et de lutte contre toutes les violences faites aux femmes.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires - Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 30 novembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Marie-France Hirigoyen, psychiatre, sur le harcèlement.

Réunion du mardi 5 décembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean Bassères, candidat proposé par le président de la République à la direction générale de Pôle emploi.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi ratifiant diverses ordonnances pour le renforcement du dialogue social - Table ronde des organisations patronales.

Réunion du jeudi 7 décembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Brigitte Grézy, secrétaire générale du Conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, sur le harcèlement sexuel et les agissements sexistes au travail.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à abroger la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, dite « Loi Travail » [n° 2016 (155-156)] - (11 janvier 2017) - Article unique (p. 81).**

- **Débat sur la situation de l'hôpital - (12 janvier 2017) - au nom du groupe communiste républicain et citoyen (p. 229, 231).**

- **Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique [n° 288 (2016-2017)] - (18 janvier 2017) - Article 10 quater (Texte non modifié par la commission) (*Couverture maladie universelle complémentaire à Mayotte*) (p. 323, 324).**

- **Débat sur le thème « Violences sexuelles, aider les victimes à parler » - (2 février 2017) (p. 1225, 1226).**

- **Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse - Nouvelle lecture [n° 340 (2016-2017)] - (14 février 2017) - Discussion générale (p. 1428, 1429). - Article unique (p. 1435).**

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-966 du 15 juillet 2016 portant simplification de procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé et comportant diverses dispositions relatives aux produits de santé - Commission mixte paritaire [n° 305 (2016-2017)] - (14 février 2017) - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 303 (2016-2017) (p. 1452, 1453). - Article 4 (p. 1457).**

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-462 du 14 avril 2016 portant création de l'Agence nationale de santé publique et modifiant l'article 166 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé - Commission mixte paritaire [n° 303 (2016-2017)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 305 (2016-2017) (p. 1452, 1453). - (14 février 2017) - Article 2 (p. 1457).**

- **Débat sur le thème « Quel rôle les professions paramédicales peuvent-elles jouer dans la lutte contre les déserts médicaux ? »** - (22 février 2017) (p. 1765, 1767).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (11 juillet 2017) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2067). (p. 2068). (p. 2070).

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2017) - **Article 6 bis (nouveau)** (*Accompagnement des collaborateurs parlementaires licenciés*) (p. 2109, 2110). - **Article 8** (art. 11, 11-1, 11-2, 11-3, 11-3-1 (nouveau), 11-4, 11-5, 11-7, 11-8, 11-9, 11-10 [nouveau] et 19 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie publique, art. 10 de la loi n° 2017-286 du 6 mars 2017 tendant à renforcer les obligations comptables des partis politiques et des candidats - Encadrement des prêts consentis à des partis et groupements politiques, modalités de certification des comptes des partis et groupement politiques, information de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques et sanctions pénales en cas de violation des règles relatives au financement de la vie politique) (p. 2118). (p. 2118).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (24 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 2944, 2946).

- **Question orale sans débat sur l'application de la décision n° 397151 du Conseil d'État** - (25 juillet 2017) (p. 2973). (p. 2973, 2974).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)] (suite)** - (25 juillet 2017) - **Article 1er** (*Habilitation du Gouvernement à prendre diverses ordonnances pour renforcer la place de l'accord d'entreprise*) (p. 3003). (p. 3008). (p. 3022, 3023). (p. 3027). (p. 3034). (p. 3040). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3044). - **Article 2** (*Nouvelle organisation du dialogue social et rénovation de l'exercice des responsabilités syndicales en entreprise*) (p. 3051).

- **Suite de la discussion** (26 juillet 2017) (p. 3076). (p. 3080, 3081). (p. 3082). (p. 3089, 3090). - **Article 3** (*Aménagement des règles de licenciement et de certaines formes particulières de travail*) (p. 3114). (p. 3118). (p. 3123, 3124). (p. 3129). (p. 3132, 3133).

- **Suite de la discussion** (27 juillet 2017) (p. 3170). (p. 3172). (p. 3182). (p. 3183, 3184). (p. 3197). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*Développement de la négociation collective et sécurisation des accords de branche*) (p. 3200, 3201). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*Assouplissement des obligations des employeurs en matière de prévention de la pénibilité et d'emploi de travailleurs détachés transfrontaliers*) (p. 3208). (p. 3216). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 3219). (p. 3220). - **Article 7** (art. 257 de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Prolongation de la période transitoire relative à la mise en place du nouveau zonage dérogatoire au repos dominical) (p. 3221, 3222). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 3224). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3229).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique migratoire** - (1er août 2017) (p. 3503, 3504). (p. 3504).

- **Débat sur la participation dans l'entreprise, l'outil de croissance et les perspectives** - (25 octobre 2017) (p. 4167). (p. 4167).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (13 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4868, 4870).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2017) - **Article 7** (art. L. 131-9, L. 136-7-1, L. 136-8, L. 162-14-1, art. L. 172-1, art. L. 241-2, art. L. 242-11, art. L. 313-1, art. L. 381-30-4, L. 382-22, art. L. 613-1 [nouveau] et art. L. 621-3 [nouveau] du

code de la sécurité sociale, art. L. 731-25, art. L. 731-35 et art. L. 741-9 du code rural et de la pêche maritime - Hausse de la CSG et suppression de cotisations sociales) (p. 4933). (p. 4947, 4948). (p. 4967). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 4973). (p. 4974).

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2017) - **Article 8** (art. L. 241-2-1 [nouveau], art. L. 241-13, art. L. 243-6-1, art. L. 243-6-2, art. L. 243-6-3, art. L. 243-6-6 à L. 243-6-8 [nouveaux] et L. 243-7 du code de la sécurité sociale, art. L. 741-1 du code rural et de la pêche maritime - Réduction de cotisation maladie et renforcement des allègements généraux en contrepartie de la suppression du CICE et du CITS) (p. 4996, 4997). (p. 5002, 5003). (p. 5005). (p. 5007). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 5016). (p. 5016, 5017). - **Article 9** (art. L. 131-6-4 [nouveau] et L. 161-1-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 5141-1 du code du travail - Réforme de l'ACCRE et encouragement des petites activités) (p. 5022). - **Article 12** (*Augmentation du droit de consommation sur le tabac en France continentale et en Corse*) (p. 5088).

Troisième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 13 bis (nouveau)** (art. 1613 ter et 1613 quater du code général des impôts - Modification des contributions sur les boissons sucrées et édulcorées) (p. 5133). - **Article 14** (art. L. 138-10, L. 138-11 et L. 138-15 du code de la sécurité sociale - Fixation des taux Lv et Lh pour 2018 Aménagements techniques de la clause de sauvegarde) (p. 5144, 5145). (p. 5145). - **Articles additionnels après l'article 14** (*Retrait des médicaments génériques de l'assiette de la taxe sur le chiffre d'affaires des distributeurs en gros*) (p. 5149). - **Article 18** (*Transferts entre l'État et la sécurité sociale et entre branches de la sécurité sociale*) (p. 5167). (p. 5171, 5172). - **Explications de vote sur l'ensemble de la troisième partie** (p. 5183). (p. 5183).

Quatrième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 25** (art. L. 531-5, L. 531-6 et L. 531-8 du code de la sécurité sociale, art. 11 de l'ordonnance n° 77-1102 du 26 septembre 1977 portant extension et adaptation au département de Saint-Pierre-et-Miquelon de diverses dispositions relatives aux affaires sociales et art. 42 de la loi n° 2016-1827 du 23 décembre 2016 de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Majoration du CMG pour les familles monoparentales) (p. 5186, 5187). - **Article 26** (art. L. 531-2 et L. 531-3 du code de la sécurité sociale et art. 74 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Harmonisation du barème et des plafonds de la PAJE et du complément familial) (p. 5190). - **Articles additionnels après l'article 31 (priorité)** (*Évaluation du coût des pathologies liées au travail*) (p. 5202, 5203). (p. 5203). - **Article 34** (art. L. 3111-1, L. 3111-2, L. 3111-3, L. 3111-4-1, L. 3111-9, L. 3116-1, L. 3116-2, L. 3116-4, L. 3821-1, L. 3821-2, L. 3821-3 et L. 3826-1 du code de la santé publique - Extension de l'obligation de couverture vaccinale des enfants) (p. 5216). (p. 5218). (p. 5222). - **Article 35** (art. L. 162-31-1 et L. 221-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 1433-1 du code de la santé publique, art. 43 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Cadre d'expérimentations pour l'innovation dans le système de santé) (p. 5226, 5227). (p. 5234).

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 5259, 5260). (p. 5264). (p. 5266, 5267). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 5279). (p. 5279). - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 5289). (p. 5290). - **Article 39** (art. L. 162-30-4 du code de la sécurité sociale - Renforcer la pertinence et l'efficacité des prescriptions hospitalières) (p. 5292). - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 5301). (p. 5301). (p. 5302). (p. 5302). - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 5314, 5315). - **Article 44 bis (nouveau)** (art. L. 162-1-21 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. 83 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé - Suppression de la généralisation obligatoire du tiers payant) (p. 5321). - **Article additionnel après l'article 44 bis** (*Révision de la liste des pathologies ouvrant droit au congé de longue durée pour les*

fonctionnaires) (p. 5323, 5324). (p. 5324). - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 5333, 5334). (p. 5334, 5335). - **Article 51** (art. L. 161-37 et L. 161-41 du code de la sécurité sociale ; art. L. 14-10-5 et L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles - Transfert des missions de l'ANESM à la HAS) (p. 5346, 5347). (p. 5347). (p. 5348). - **Article 54** (Ondam et sous-Ondam) (p. 5351). - **Article 57** (art. L. 114-17, L. 114-17-1, L. 114-19, L. 145-2 et L. 256-4 du code de la sécurité sociale - Diverses mesures relatives à la lutte contre la fraude) (p. 5354). (p. 5354). - **Articles additionnels après l'article 57** (p. 5356). (p. 5357). (p. 5358).

- **Question orale sans débat sur les inquiétudes relatives au calendrier et au tracé du Grand Paris Express** - (21 novembre 2017) (p. 5394). (p. 5395).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)] (suite)** - (21 novembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5399, 5400).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les crédits consacrés à la lutte contre les violences faites aux femmes** - (28 novembre 2017) (p. 6774). (p. 6774).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Santé

- (30 novembre 2017) (p. 6920, 6921). - **État B** (p. 6929). - **Articles additionnels après l'article 62 bis** (p. 6933).

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (30 novembre 2017) (p. 6941, 6942). - **État B** (p. 6946). (p. 6949).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Nouvelle lecture [n° 121 (2017-2018)]** - (1er décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 6983, 6984). - **Question préalable** (p. 6992).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (6 décembre 2017) - **Article 52 (priorité)** (art. L. 351-2, L. 351-3, L. 411-8-1, L. 441-3, L. 441-11, L. 442-2-1 [nouveau] et L. 481-2 du code de la construction, art. L. 542-2 et L. 831-1 du code de la sécurité sociale - Réforme des aides au logement et de la politique des loyers dans le parc social) (p. 7321).

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Crédits non répartis - Action et transformation publiques - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État - Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions

- (6 décembre 2017) (p. 7356, 7357). - **État B** (p. 7363). (p. 7365).

Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : Participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Investissements d'avenir - Remboursements et dégrèvements

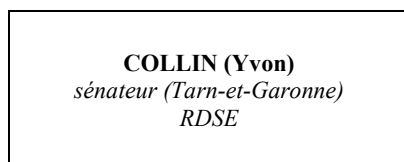
- (6 décembre 2017) (p. 7376). - **Article 55** (art. 41 de la loi n° 83-1179 du 29 décembre 1983 de finances pour 1984, art. 6 de la loi n° 49-1098 du 2 août 1949 - Suppression du dispositif de prise en charge par l'État d'une part des majorations de rentes viagères) (p. 7382). - **Article 68 (nouveau)** (Remise d'un rapport dressant le bilan de la privatisation des autoroutes) (p. 7385).

Articles non rattachés

- (11 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 7773). - **Article 45 bis (nouveau)** (art. L. 2531-4 du code général des collectivités territoriales - Relèvement des plafonds du versement transport des communes des départements de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne) (p. 7775). (p. 7776). - **Articles additionnels après l'article 45 ter** (p. 7778, 7779). - **Articles additionnels après l'article 45 quinquies** (p. 7786).

- **Proposition de loi visant à réhabiliter la police de proximité [n° 133 (2017-2018)]** - (13 décembre 2017) - **Article 2** (Création des agents de police de proximité, sous-catégorie des agents actifs de la police nationale) (p. 9560, 9561).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-644 du 27 avril 2017 relative à l'adaptation des dispositions législatives relatives au fonctionnement des ordres des professions de santé - Commission mixte paritaire [n° 131 (2017-2018)]** - (20 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10525, 10526).



COLLIN (Yvon)
sénateur (Tarn-et-Garonne)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Vice-président de la délégation sénatoriale à la prospective jusqu'au 17 octobre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2017 (9 novembre 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 (7 décembre 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2018 (7 décembre 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2017 (14 décembre 2017).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence française de développement jusqu'au 17 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à garantir le principe de l'indépendance de la justice [n° 443 (2016-2017)] (23 février 2017) - **Justice**.

Proposition de loi relative au rétablissement des critères de classement des communes situées en zone de revitalisation rurale tels qu'ils existaient avant l'adoption de la loi de finances rectificative du 29 décembre 2015 [n° 478 (2016-2017)] (27 mars 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à garantir la représentation des communes déléguées au sein des communes nouvelles [n° 620 (2016-2017)] (6 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi sur le régime de l'exécution des peines des auteurs de violences conjugales [n° 621 (2016-2017)] (11 juillet 2017) - **Famille**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 643 (2016-2017)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 645 tome 2 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Budget**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : L'aide publique au développement de la France en Amérique latine à travers l'exemple colombien [n° 665 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à intégrer dans la loi un objectif national de désenclavement [n° 679 (2016-2017)] (21 juillet 2017) - **Aménagement du territoire**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Aide publique au développement [n° 108 tome 3 annexe 4 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 31 janvier 2017 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à favoriser l'assainissement cadastral et la résorption du désordre de propriété - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des finances*) : Compétitivité de la place de Paris - Audition de MM. Jean Beunardeau, président de HSBC France, Gilles Briatta, secrétaire général de la Société générale, Jean-François Cirelli, président de BlackRock France, Gérard Mestrallet, président de Paris Europlace, et Jean-Jacques Santini, directeur des affaires institutionnelles du groupe BNP Paribas.

Réunion du mercredi 31 mai 2017 (*commission des finances*) : Évolutions, perspectives et gestion de la dette publique de la France - Communication.

Résultats de l'exécution de l'exercice 2016 et certification des comptes de l'État pour l'exercice 2016 - Audition de M. Didier Migaud.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Agence France-Muséums - Communication.

Contrôle budgétaire - Maquette budgétaire de la mission « Remboursements et dégrèvements » - Communication.

Rapport du Gouvernement préparatoire au débat d'orientation des finances publiques (DOFP) - Projet de loi de règlement et d'approbation des comptes de l'année 2016 - Projet de décaler d'un an l'entrée en vigueur du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances et Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Aide publique au développement en matière d'aménagement urbain - Communication.

Débat d'orientation des finances publiques (DOFP) - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission des finances*) : Constitution du bureau.

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Aide publique au développement » et compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Engagements financiers de l'État » - Compte d'affectation spéciale « Participations de la France au désendettement de la Grèce » - Comptes de concours financiers « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » et « Accords monétaires internationaux » (et articles 55 et 55 bis) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 bis) - Examen des amendements de séance.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord multilatéral entre autorités compétentes portant sur l'échange des déclarations pays par pays** [n° 308 (2016-2017)] - (26 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 974, 975).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'Agence des participations de l'État** - (26 janvier 2017) (p. 982).

- **Proposition de loi tendant à renforcer les obligations comptables des partis politiques** [n° 334 (2016-2017)] - (1er février 2017) - **Discussion générale** (p. 1132, 1133).

- **Débat sur le bilan de l'application des lois** - (21 février 2017) (p. 1699).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016** [n° 645 (2016-2017)] - (20 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 2846, 2847).

- **Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage** [n° 45 (2017-2018)] - (31 octobre 2017) - **Discussion générale** (p. 4255, 4256).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le lévothyrox** - (31 octobre 2017) (p. 4269).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Nouvelle lecture** [n° 84 (2017-2018)] - (14 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4899, 4900).

- **Débat sur la représentation des communes déléguées dans les communes nouvelles** - (22 novembre 2017) - pour le groupe du Rassemblement démocratique et social européen (p. 7631, 7632).

- **Débat sur le thème « Quelles énergies pour demain ? »** - (22 novembre 2017) (p. 7648).

- **Débat sur les collectivités locales** - (22 novembre 2017) (p. 7671). (p. 7671).

- Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]

Discussion générale :

- (23 novembre 2017) (p. 6319, 6320).

Seconde partie :

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (30 novembre 2017) (p. 6910).

Défense

- (30 novembre 2017) (p. 6959, 6960).

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (4 décembre 2017) (p. 7117, 7118).

- Rapporteur spécial (p. 7126).

Justice

- (5 décembre 2017) (p. 7252).

- Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 14 et 15 décembre 2017 - (12 décembre 2017) (p. 7847). (p. 7851). (p. 7858). (p. 7860).

- Proposition de résolution visant à pérenniser et adapter la procédure de législation en commission [n° 135 (2017-2018)] - (14 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 9619, 9620). (p. 9621). - **Articles additionnels avant l'article unique** (p. 9626). (p. 9626). - **Article unique** (p. 9630). (p. 9630). (p. 9631). (p. 9631). (p. 9631). (p. 9632). (p. 9633). (p. 9633). (p. 9633). (p. 9634). (p. 9634). (p. 9634). (p. 9635). (p. 9636). (p. 9637). (p. 9637). (p. 9639). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9640).

- Projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 155 (2017-2018)] - (14 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 9655). (p. 9661, 9662).

- Projet de loi de finances pour 2018 - Nouvelle lecture [n° 172 (2017-2018)]

Discussion générale :

- (19 décembre 2017) (p. 10400, 10401).

- Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Nouvelle lecture [n° 178 (2017-2018)] - (19 décembre 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de finances n° 172 (2017-2018)** (p. 10400, 10401).

COLLOMB (Gérard)
ministre d'État, ministre de l'intérieur
(à partir du 17 mai 2017)
sénateur (Rhône)
SOCR
(jusqu'au 17 juin 2017)

Devenu membre du Gouvernement le 17 juin 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 17 juin 2017.

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 585 (2016-2017)] (22 juin 2017) - **Police et sécurité**.

Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme [n° 587 (2016-2017)] (22 juin 2017) - **Défense**.

Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité [n° 105 (2017-2018)] (22 novembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Lecture de la déclaration de politique générale du Gouvernement - (4 juillet 2017) (p. 1865, 1876).

- Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 592 (2016-2017)] - (4 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 1880, 1882). (p. 1891). - **Article 1er** (*Prorogation de l'état d'urgence jusqu'au 1er novembre 2017*) (p. 1892). - **Article 2 (nouveau)** (*art. 5 de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence - Rétablissement des interdictions de séjour*) (p. 1892).

- Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme [n° 630 (2016-2017)] - (18 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 2623, 2627). - **Question préalable** (p. 2631). - **Discussion générale** (p. 2639, 2640). - **Article 1er** (*art. L. 226-1 [nouveau], L. 511-1, L. 613-1 et L. 613-2 du code de la sécurité intérieure - Périmètres de protection*) (p. 2641). (p. 2642). (p. 2643). (p. 2643). (p. 2644). (p. 2644). (p. 2645). (p. 2645). (p. 2646). (p. 2646, 2647). - **Article 2** (*art. L. 227-1 et L. 227-2 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Fermeture administrative des lieux de culte*) (p. 2648). (p. 2648). (p. 2649). (p. 2650). (p. 2651). (p. 2651). - **Article 3** (*art. L. 228-1, L. 228-2, L. 228-3, L. 228-4, L. 228-5, L. 228-6 et L. 228-7 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Régime de contrôle administratif et de surveillance des personnes constituant une menace grave pour la sécurité et l'ordre publics*) (p. 2654). (p. 2658). (p. 2659). (p. 2659). (p. 2659). (p. 2660). (p. 2661). (p. 2661). (p. 2662, 2663). (p. 2663). (p. 2663). (p. 2664). (p. 2664). (p. 2665, 2666). (p. 2666). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2668). (p. 2669). (p. 2670). - **Article 4** (*art. L. 229-1, L. 229-2, L. 229-3, L. 229-4, L. 229-5 et L. 229-6 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Visites domiciliaires et saisies*) (p. 2673). (p. 2674). (p. 2675). (p. 2675). (p. 2675, 2676). (p. 2676). (p. 2676). (p. 2676). (p. 2677). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 2678). - **Article 5** (*art. 17 de la loi n° 2013-1168 du 18 décembre 2013 relative à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale - Pérennisation du traitement relatif aux données des transporteurs aériens dit « système API-PNR*

France ») (p. 2679). - **Article 6** (art. L. 232-1 et L. 232-7 du code de la sécurité intérieure - Adaptation du « système API-PNR France » au droit de l'Union européenne) (p. 2681). - **Article 7** (art. L. 232-4, L. 232-7 et L. 232-7-1 (nouveau) du code de la sécurité intérieure - Création d'un « PNR maritime ») (p. 2683). - **Article additionnel après l'article 7** (p. 2683, 2684). (p. 2684). - **Article additionnel avant l'article 8** (p. 2685). - **Article 8** (art. L. 822-2, L. 852-2 [nouveau], L. 853-2, L. 854-9-1 [nouveau], L. 854-9-2 [nouveau], L. 854-9-3 [nouveau] et L. 871-2 du code de la sécurité intérieure ; art. L. 2371-1 [nouveau] et L. 2371-2 [nouveau] du code de la défense - Surveillance hertzienne) (p. 2686). (p. 2687). (p. 2687). (p. 2688). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 2689). - **Article 9** (art. L. 822-2, L. 852-2 [nouveau], L. 853-2, L. 854-9-1 [nouveau], L. 854-9-2 [nouveau], L. 854-9-3 [nouveau] et L. 871-2 du code de la sécurité intérieure ; art. L. 2371-1 [nouveau] et L. 2371-2 [nouveau] du code de la défense - Surveillance hertzienne) (p. 2689). (p. 2690). - **Article 10** (art. 78-2 du code de procédure pénale ; art. 67 quater du code des douanes - Contrôles d'identité dans les zones frontalières) (p. 2693). (p. 2694). (p. 2694). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 2695). (p. 2696). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2697).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la baisse du nombre d'élus locaux** - (20 juillet 2017) (p. 2833).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la prévention des feux de forêt** - (1er août 2017) (p. 3502).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique migratoire** - (1er août 2017) (p. 3504).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les jeunes filles poignardées à Marseille** - (10 octobre 2017) (p. 3669).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la gestion du retour des djihadistes** - (26 octobre 2017) (p. 4196, 4197).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le transfert de la gestion du PACS aux communes** - (26 octobre 2017) (p. 4201).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les collectivités et la sécurité** - (26 octobre 2017) (p. 4204).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la circulation à Paris** - (26 octobre 2017) (p. 4205).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la gestion du retour des djihadistes** - (31 octobre 2017) (p. 4271, 4272).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la formation universitaire de prévention de la radicalisation** - (28 novembre 2017) (p. 6771).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'immigration** - (28 novembre 2017) (p. 6771).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (5 décembre 2017) (p. 7203, 7205). - **État B** (p. 7206). (p. 7207). (p. 7208). (p. 7209). (p. 7210). - **Article additionnel après l'article 62 ter** (Rapport sur les dépenses liées au financement des activités de prévention et de lutte contre le terrorisme) (p. 7212). - **Article additionnel après l'article 62 quater** (Rapport du Gouvernement sur l'attestation de contrôle d'identité) (p. 7213). - **État D** (p. 7215). (p. 7216). - **Article additionnel après l'article 67** (Modalités de calcul d'une perte de recettes - Précisions) (p. 7217). - **Demande de priorité** (p. 7217).

Immigration, asile et intégration

- (5 décembre 2017) (p. 7226, 7227). - **État B** (p. 7228). (p. 7229). (p. 7229). (p. 7230). (p. 7230, 7231). - **Article 56** (Mise en œuvre progressive de l'application du contrat d'intégration républicaine à Mayotte) (p. 7231). - **Article 57** (art. L. 744-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Réduction de la durée de versement de l'allocation pour demandeur d'asile (ADA) des personnes n'étant plus demandeurs d'asile) (p. 7232). - **Article 57 bis (nouveau)** (art. L. 213-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Clarification de l'obligation, pour le transporteur, de prendre en charge l'étranger dont le refus d'entrée a été prononcé pendant le délai nécessaire à son réacheminement, ainsi que les frais de réacheminement) (p. 7233, 7234). (p. 7234).

Administration générale et territoriale de l'État

- (5 décembre 2017) (p. 7242, 7243). - **Article additionnel après l'article 49 B** (Reversement de la dotation d'un parlementaire au budget général de l'État) (p. 7244).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'accueil des réfugiés** - (19 décembre 2017) (p. 10412).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le droit d'asile** - (19 décembre 2017) (p. 10413).

COLLOMBAT (Pierre-Yves)
sénateur (Var)
RDSE, puis CRCE-R

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017, puis vice-président le 26 octobre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion des projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique (26 juillet 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations (19 décembre 2017).

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT) jusqu'au 19 décembre 2017.

Membre suppléant du Conseil national de sécurité civile jusqu'au 20 décembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

Membre de la mission d'information sur la démocratie représentative, la démocratie participative, la démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 jusqu'au 12 juin 2017.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à la prospective : Une crise en quête de fin - Quand l'Histoire bégaie [n° 393 (2016-2017)] (9 février 2017) - **Budget**.

Proposition de loi visant à garantir le principe de l'indépendance de la justice [n° 443 (2016-2017)] (23 février 2017) - **Justice**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Laisser respirer les territoires [n° 485 (2016-2017)] (29 mars 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 600 (2016-2017)] (29 juin 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à garantir la représentation des communes déléguées au sein des communes nouvelles [n° 620 (2016-2017)] (6 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à intégrer dans la loi un objectif national de désenclavement [n° 679 (2016-2017)] (21 juillet 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à réhabiliter la police de proximité [n° 715 (2016-2017)] (11 septembre 2017) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à renforcer la définition des agressions sexuelles et du viol commis sur des mineur.e.s de moins de 15 ans [n° 55 (2017-2018)] (30 octobre 2017) - **Famille**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Administration générale et territoriale de l'État [n° 114 tome 1 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition de M. Jean-François Pilliard, professeur affilié et président de la chaire « dialogue social et compétitivité des entreprises » à l'ESCP Europe, membre de la section du travail et de l'emploi au Conseil économique, social et environnemental (CESE), ancien délégué général de l'Union des industries et métiers de la métallurgie (IUMM) et ancien vice-président et président du pôle social du Mouvement des entreprises de France (MEDEF).

(*commission des lois*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain (nouvelle lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à favoriser l'assainissement cadastral et la résorption du désordre de propriété - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 7 février 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain (nouvelle lecture) - Examen des amendements.

Réunion du jeudi 9 février 2017 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Avenir et risques du système financier et bancaire : présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à assurer la sincérité et la fiabilité des comptes des collectivités territoriales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 21 février 2017 (*commission des lois*) : Mission d'information « Désendoctrinement, désembrigadement et réinsertion des djihadistes en France et en Europe » - Communication.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des lois*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits, sur son rapport annuel d'activité pour 2016.

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 23 février 2017 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Jean-Pierre Henry, directeur de recherche au CNRS, université Paris-Diderot, sur le thème : « Progrès dans la connaissance des mécanismes du cerveau. Vers l'homme augmenté ? ».

Réunion du mercredi 15 mars 2017 (*commission des lois*) : Mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 27 juin 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi organique et projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 5 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Audition de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 11 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des lois*) : Mission d'information « Désendoctrinement, désembrigadement et réinsertion des djihadistes en France et en Europe » - Examen du rapport.

Projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-717 du 3 mai 2017 portant création de l'établissement public Paris La Défense - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 août 2017 (*commission des lois*) : Articles 56 et 13 de la Constitution - Audition de M. Michel Mercier, candidat proposé par le président du Sénat pour siéger au Conseil constitutionnel.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission des lois*) : Nomination de rapporteurs.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Nomination des rapporteurs pour avis.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 octobre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice - Proposition de loi organique pour le redressement de la justice - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des lois*) : Audition de Mme Dominique Lottin, candidate proposée par le président du Sénat aux fonctions de membre du Conseil constitutionnel.

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage - Proposition de loi visant à renforcer et rendre plus effectives les sanctions en cas d'installations illégales en réunion sur un terrain public ou privé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 26 octobre 2017 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Constitution du bureau de la délégation.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des lois*) : Dématérialisation des documents utilisés pour les réunions de commission - Communication.

Proposition de loi tendant à garantir la représentation des communes déléguées au sein des communes nouvelles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur, et Mme Jacqueline Gourault, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi relative aux modalités de dépôt de candidature aux élections - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de résolution portant avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de règlement concernant un cadre applicable à la libre circulation des données

à caractère non personnel dans l'Union européenne - Communication.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Économie » - Programme « Développement des entreprises et régulations » - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi visant à réhabiliter la police de proximité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de résolution visant à pérenniser et adapter la procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 7 décembre 2017 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition conjointe de MM. Hugues de Jouvenel, président de Futuribles international, Mathieu Bodin, directeur de l'Institut des futurs souhaitables, Mme Marina Rachline, directrice « Waves » de thecamp, et M. Benoît Bailliart, directeur du Lab de thecamp.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des lois*) : Nomination d'un rapporteur pour avis.

Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de résolution visant à pérenniser et adapter la procédure de législation en commission - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 18 décembre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions du rapport d'information** : « Où va l'État territorial ? Le point de vue des collectivités » - (10 janvier 2017) (p. 45, 46).

- **Débat sur le thème « Faut-il réformer le fonctionnement de la zone euro ? »** - (12 janvier 2017) (p. 217, 218).

- **Proposition de loi visant à mettre en place une stratégie nationale d'utilisation du transport sanitaire hélicoptère [n° 324 (2016-2017)]** - (1er février 2017) - **Discussion générale** (p. 1165, 1166).

- **Proposition de loi visant à assurer la sincérité et la fiabilité des comptes des collectivités territoriales [n° 131 (2016-2017)]** - (22 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1785, 1786).

- **Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 410 (2016-2017)]** - (23 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1826, 1827). - **Article unique (Texte non modifié par la commission)** (p. 1834). (p. 1837). - **Articles additionnels après l'article unique** (p. 1840). (p. 1841).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 592 (2016-2017)]** -

(4 juillet 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1893).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-1360 du 13 octobre 2016 modifiant la partie législative du code des juridictions financières [n° 594 (2016-2017)]** - (6 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 1955).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (10 juillet 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 608 (2016-2017)** (p. 1982, 1983).

- **Suite de la discussion** (11 juillet 2017) - **Article 1er** (art. 131-26-2 [nouveau], 432-17, 433-22 et 711-1 du code pénal - *Élargissement du champ d'application de la peine complémentaire obligatoire d'inéligibilité*) (p. 2011). (p. 2011). - **Article 1er bis (nouveau)** (art. 432-12 du code pénal - *Clarification de la définition du délit de prise illégale d'intérêts*) (p. 2012, 2013). - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 2015). - **Article 2** (art. 4 quater de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - *Prévention et traitement des conflits d'intérêts des parlementaires et modalités de tenue, dans chaque assemblée, d'un registre public des déports*) (p. 2017, 2018). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2036). - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 2043). (p. 2043). (p. 2044). (p. 2044). (p. 2046, 2047). (p. 2051). - **Article 2 quater (nouveau)** (art. 6 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique - *Exercice direct par la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique de son droit de communication*) (p. 2054).

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2017) - **Article 5** (art. 110 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - *Interdiction, pour une autorité territoriale, de recruter un membre de sa famille comme collaborateur*) (p. 2095). (p. 2096). - **Article 6** (Modalités d'entrée en vigueur des modalités du licenciement des collaborateurs « familiaux » de parlementaires ou d'autorités territoriales) (p. 2103). - **Article 6 bis (nouveau)** (Accompagnement des collaborateurs parlementaires licenciés) (p. 2109). - **Article 9 bis (nouveau)** (art. L. 52-6 et L. 52-6-1 [nouveau] du code électoral - *Facilitation de l'ouverture et du fonctionnement du compte bancaire ou postal pour une campagne électorale*) (p. 2131). - **Article 12 (supprimé)** (Habilitation à légiférer par ordonnance en vue de la création d'une « banque de la démocratie ») (p. 2140, 2141).

- **Projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 608 (2016-2017)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 609 (2016-2017)** - (13 juillet 2017) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 2467). - **Article 2** (art. L.O. 136-4 (nouveau) du code électoral - *Transmission par l'administration fiscale aux parlementaires et au bureau de chaque assemblée parlementaire d'une attestation concernant la situation fiscale des parlementaires et nouvelle possibilité de démission d'office du mandat parlementaire par le Conseil constitutionnel*) (p. 2471). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 2481, 2482). (p. 2482).

- **Mise au point au sujet de votes** - (13 juillet 2017) (p. 2484).

- **Projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 608 (2016-2017)] (suite)** - (13 juillet 2017) - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 2488). (p. 2490). - **Article 9** (art. 54 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances - *Suppression de la réserve parlementaire - Dotation de soutien à l'investissement des communes et de leurs groupements*) (p. 2494). (p. 2500). (p. 2501). (p. 2502). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2510, 2511).

- **Projet de loi pour la confiance dans la vie politique - Commission mixte paritaire [n° 700 (2016-2017)]** - (2 août 2017) - **Discussion générale** (p. 3522).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations [n° 23 (2017-2018)]** - (17 octobre 2017) - **Discussion générale** (p. 3802, 3803). - **Article 4 (nouveau)** (art. 1117, 1119, 1123 et 1124 du code civil - *L'offre de contrat, le pacte de préférence et la promesse unilatérale de contrat*) (p. 3812). - **Article 5 (nouveau)** (art. 1130, 1132, 1137, 1138, et 1143 du code civil - *Les vices du consentement*) (p. 3814). (p. 3815, 3816). - **Article 8 (nouveau)** (art. 1195 et 1213 à 1215 du code civil et art. L. 211-40-1 [nouveau] du code monétaire et financier - *Le régime de l'imprévision et la durée du contrat*) (p. 3830). (p. 3831). - **Article 9 (nouveau)** (art. 1217, 1221, 1223, 1225, 1226 et 1230 du code civil - *Les sanctions de l'inexécution du contrat*) (p. 3833, 3834).

- **Débat sur l'aménagement du territoire : plus que jamais une nécessité** - (25 octobre 2017) (p. 4182, 4183). (p. 4183).

- **Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 45 (2017-2018)]** - (31 octobre 2017) - **Discussion générale** (p. 4257, 4258).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales** - (31 octobre 2017) (p. 4273).

- **Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 45 (2017-2018)] (suite)** - (31 octobre 2017) - **Article 1er** (art. 1er et 2 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, art. L. 3641-1, L. 5214-16, L. 5214-23-1, L. 5215-20, L. 5215-20-1, L. 5216-5, L. 5217-2 et L. 5219-1 du code général des collectivités territoriales - *Obligations et compétences des communes et des EPCI en matière d'accueil des gens du voyage*) (p. 4275). (p. 4276). - **Article 2** (art. 3 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage - *Suppression de la procédure de consignation de fonds à l'encontre des communes et EPCI défaillants*) (p. 4279). - **Article additionnel après l'article 3** (Efficacité de la taxe sur les résidences mobiles à usage d'habitat principal) (p. 4282). - **Article 6** (art. 322-4-1 du code pénal - *Renforcement des sanctions pénales en cas d'occupation en réunion sans titre d'un terrain*) (p. 4291). - **Article 7 (nouveau)** (art. 322-3 du code pénal - *Renforcement des sanctions pénales en cas de destruction, dégradation ou détérioration d'un bien d'autrui*) (p. 4292). - **Article 8 (nouveau)** (art. 322-4-2 [nouveau] du code pénal - *Création d'un délit d'occupation habituelle d'un terrain sans titre*) (p. 4293). - **Article 9 (nouveau)** (art. 322-15 et 322-15-1 [abrogé] du code pénal - *Peines complémentaires applicables au délit d'occupation en réunion sans titre d'un terrain*) (p. 4294). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4295).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique de la ville (I)** - (14 novembre 2017) (p. 4917).

- **Débat sur la représentation des communes déléguées dans les communes nouvelles** - (22 novembre 2017) (p. 7634). (p. 7637). (p. 7637). (p. 7641). (p. 7642).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) (p. 6794, 6795).

Relations avec les collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) - **Article 59** (art. L. 2334-42 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Dotation de soutien à l'investissement local*) (p. 6810). (p. 6813). - **Article 59 bis (nouveau)** (art. L. 2334-37 du code général des collectivités territoriales - *Modalités d'examen par la commission ad hoc des demandes de subvention au titre de la*

dotation d'équipement des territoires ruraux, DETR (p. 6825). (p. 6825). (p. 6829). - **Article additionnel après l'article 59 bis** (*Participation minimale des collectivités territoriales maître d'ouvrage au financement d'un projet*) (p. 6831). - **Article 60** (art. L. 1613-5-1, art. L. 2113-20, art. L. 2113-22, art. L. 2334-7-3, art. L. 2334-7-3, art. L. 2334-13, art. L. 2334-17, art. L. 2334-21, art. L. 3334-1, art. L. 3334-4, art. L. 3663-9 et art. L. 5214-23-1 du code général des collectivités territoriales - Répartition de la dotation globale de fonctionnement, DGF) (p. 6837, 6838). (p. 6839). (p. 6845). - **Articles additionnels après l'article 60** (*Imputation comptable de la compensation des départements aux métropoles en cas de transfert de compétences*) (p. 6846). (p. 6846).

Administration générale et territoriale de l'État

- (5 décembre 2017) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, pour le programme « Administration territoriale » (p. 7235, 7236). (p. 7239, 7240).

- **Proposition de loi visant à réhabiliter la police de proximité [n° 133 (2017-2018)]** - (13 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 9557). - **Article 1er** (*Définition des objectifs et grands principes d'une police de proximité*) (p. 9559).

- **Proposition de loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des**

milieux aquatiques et de la prévention des inondations [n° 164 (2017-2018)] - (18 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10317, 10318). - **Article 1er** (art. 59 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - *Compétences des départements et des régions. Responsabilité limitée des gestionnaires d'ouvrages de protection. Modalités de transfert ou de délégation de la compétence GEMAPI*) (p. 10319). (p. 10323). (p. 10324). - **Article 1er bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-7 du code de l'environnement - *Adhésion d'un syndicat mixte « ouvert » à un autre syndicat mixte « ouvert »*) (p. 10328). - **Article 3** (art. L. 5211-61 du code général des collectivités territoriales - *Transfert ou délégation à un syndicat mixte de tout ou partie des compétences relatives à la GEMAPI*) (p. 10331). - **Article 4** (art. L. 213-12 du code de l'environnement - *« Sécabilité interne » des missions relevant de la compétence GEMAPI en cas de transfert ou de délégation à un EPAGE ou un EPTB*) (p. 10333). - **Article additionnel après l'article 5** (*Financement de la lutte contre le ruissellement fondé sur la taxe GEMAPI*) (p. 10333, 10334). (p. 10334, 10335). (p. 10335). - **Article 9 (nouveau)** (art. 1530 bis du code général des impôts - *Affectation du produit de la « taxe GEMAPI »*) (p. 10338). (p. 10338). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10338).

COMMEINHES (François)
sénateur (Hérault)
LR

Démissionnaire le 30 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à faciliter le règlement des conséquences pécuniaires du divorce [n° 449 (2016-2017)] (2 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens d'action des maires à l'égard des atteintes faites au patrimoine bâti des communes [n° 603 (2016-2017)] (4 juillet 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi organique tendant à garantir l'ancrage territorial des sénateurs [n° 634 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant création d'un fonds de dotation pour les territoires ruraux [n° 713 (2016-2017)] (7 septembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Laura Flessel, ministre des sports.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Françoise Nyssen, ministre de la culture.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème « Économie circulaire : un gisement de matières premières et d'emploi »** - (21 février 2017) (p. 1677, 1678).

- **Projet de loi pour la confiance dans la vie politique - Commission mixte paritaire [n° 700 (2016-2017)]** - (2 août 2017) - **Discussion générale** (p. 3524, 3525).

CONCONNE (Catherine)
sénatrice (Martinique)
SOCR

Élue le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer le 18 octobre 2017, puis secrétaire le 9 novembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour une meilleure protection des mineur.e.s victimes de viol et des autres agressions sexuelles [n° 53 (2017-2018)] (26 octobre 2017) - **Justice**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Constitution du bureau de la délégation.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Audition de Mme Annick Girardin, ministre des outre-mer, dans le cadre de l'étude sur les risques naturels majeurs dans les outre-mer.

Finalisation du programme de travail de la délégation.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (15 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 5028, 5029). (p. 5032).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Outre-mer

- (7 décembre 2017) (p. 7461, 7462).

CONWAY-MOURET (Hélène)
sénatrice (Français établis hors de France (Série 1))
SOCR

Réélue le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 5 octobre 2017 ; secrétaire de la commission jusqu'au 4 octobre 2017.

Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes jusqu'au 17 octobre 2017.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » jusqu'au 12 juin 2017.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger jusqu'au 11 juin 2017.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Institut français : un contrat d'objectifs sans moyens suffisants [n° 419 (2016-2017)] (15 février 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article premier de la Constitution pour y inscrire le principe d'égalité devant la loi sans distinction de sexe [n° 454 (2016-2017)] (8 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à réaffirmer le principe d'égalité entre femmes et hommes et à renforcer la laïcité [n° 460 (2016-2017)] (9 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi relative à la réforme de la caisse des Français de l'étranger [n° 553 (2016-2017)] (12 mai 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 273 (2016-2017)] autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République des Philippines relatif aux services aériens [n° 655 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi pour une meilleure protection des mineurs victimes de viol et des autres agressions sexuelles [n° 53 (2017-2018)] (26 octobre 2017) - **Justice**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Défense : Equipement des forces [n° 110 tome 8 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi relatif à la sécurité publique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Salman El-Herfi, ambassadeur, chef de la mission de Palestine en France.

Audition de S.E. Mme Aliza Bin-Noun, ambassadeur d'Israël en France.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Charles Fries, ambassadeur de France en Turquie.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens (COM) pour la période 2017-2019 - Audition de M. Bruno Foucher, président de l'Institut français.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif aux échanges de jeunes actifs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 14 février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-Pierre Bayle, candidat proposé par le président de la République pour occuper les fonctions de président de la commission du secret de la défense nationale.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Contrat d'objectifs et de moyens 2017-2019 de l'Institut français - Communication et examen du projet d'avis de la commission.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition sur la crise diplomatique dans le Golfe.

Situation internationale - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Michel Foucher, géographe, ancien ambassadeur et ancien directeur du centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère des affaires étrangères (CAPS), titulaire de la chaire de

géopolitique appliquée au Collège d'études mondiales de Paris, sur « la route de la soie ».

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et la République tchèque relatif à la coopération dans le domaine de l'exploration et de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République des Philippines relatif aux services aériens et projet de loi autorisant l'approbation de l'accord relatif aux services de transport aérien entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de l'Union des Comores - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Marlène Schiappa, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général pour l'administration du ministère des armées.

Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Joël Barre, délégué général pour l'armement.

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de transport aérien entre les États-Unis d'Amérique, premièrement, l'Union européenne et ses États membres, deuxièmement, l'Islande, troisièmement, et le royaume de Norvège, quatrièmement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de l'amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la marine.

Projet de loi de finances pour 2018 - Audition du général André Lanata, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Réunion du mardi 31 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 151 « Français à l'étranger et affaires consulaires » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Aide publique au développement » - Programmes 110 « Aide économique et financière au développement » et 209 « Solidarité à l'égard des pays en développement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition du général François Lecointre, chef d'état-major des armées.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 105 « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 185 « Diplomatie culturelle et d'influence » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Défense » - Programme 146 « Équipement des forces » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Défense » - Programme 212 « Soutien de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

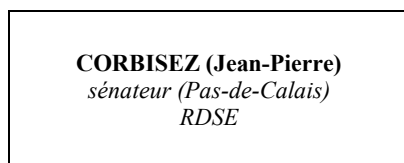
Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Avances à l'audiovisuel public » - Programmes 844 « France Médias Monde » et 847 « TV5 Monde » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Défense » - Examen de la position de la commission.

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition conjointe sur le continuum sécurité et développement au Sahel : MM. Yvan Guichaoua, enseignant-chercheur à la Brussels School of International Studies, et Sébastien Mosneron Dupin, directeur général d'Expertise France.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 608 (2016-2017)]** - (13 juillet 2017) - **Article 9** (*art. 54 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances - Suppression de la réserve*



CORBISEZ (Jean-Pierre)
sénateur (Pas-de-Calais)
RDSE

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 4 octobre 2017.

Membre titulaire du comité stratégique de la société du canal Seine-Nord Europe le 7 décembre 2017.

Membre de la mission d'information sur Alstom et la stratégie industrielle du pays le 22 novembre 2017.

parlementaire - Dotation de soutien à l'investissement des communes et de leurs groupements) (p. 2502).

- **Question orale sans débat sur la situation des personnels recrutés localement par le ministère de l'Europe et des affaires étrangères** - (24 octobre 2017) (p. 3956, 3957). (p. 3956).

- **Débat sur la revue stratégique de défense et de sécurité nationale** - (24 octobre 2017) (p. 3968).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 [n° 57 (2017-2018)]** - (9 novembre 2017) - **Article 14 (texte non modifié par la commission)** (*Plafonnement des restes à payer au niveau atteint en 2017*) (p. 4737).

- **Débat sur l'avenir de l'Institut français** - (21 novembre 2017) (p. 5419, 5420). (p. 5420).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Défense

- (30 novembre 2017) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, pour le programme « Équipement des forces » et pour l'excellence technologique des industries de dé (p. 6953, 6954). (p. 6962, 6963).

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (4 décembre 2017) - **État D** (p. 7116).

Action extérieure de l'État

- (4 décembre 2017) (p. 7142). - **État B** (p. 7147, 7148). (p. 7153). (p. 7155). (p. 7155). (p. 7156).

- **Question orale sans débat sur les modalités d'attribution de bourses et de logements universitaires aux étudiants français de l'étranger** - (5 décembre 2017) (p. 7179). (p. 7180).

DÉPÔTS

Proposition de loi sur le régime de l'exécution des peines des auteurs de violences conjugales [n° 621 (2016-2017)] (11 juillet 2017) - **Famille**.

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Transports routiers [n° 113 tome 7 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports routiers » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen du rapport pour avis sur la première partie.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Biodiversité - transition énergétique » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Prévention des risques » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sébastien Lecornu, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et articles 53, 54 à 54 quater) - Comptes d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », « Transition énergétique » et « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (FACÉ) » - Programmes « Infrastructures et services de transports » et « Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture » et compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » - Programme « Expertise, information géographique et météorologie » et budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports maritimes » - Examen du rapport pour avis.

CORNANO (Jacques)
sénateur (Guadeloupe)
SOCR, puis LaREM

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre titulaire du Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR) jusqu'au 20 mars 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux dérogations à la dématérialisation des bulletins de paie [n° 317 (2016-2017)] (19 janvier 2017) - Société.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 janvier 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur le canal Seine-Nord Europe.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*mission commune d'information sur Alstom*) : Audition commune avec les organisations syndicales représentées au comité central d'entreprise (CCE) du groupe Alstom.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement à Bruxelles sur le thème des transports et de l'environnement - Communication.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la politique de la ville : une réforme bien engagée mais fragilisée par un manque de moyens** - (21 novembre 2017) (p. 5427, 5428).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les énergies positives et la croissance verte** - (28 novembre 2017) (p. 6773).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables

- (1er décembre 2017) - rapporteur pour avis de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, pour les transports routiers (p. 6998).

Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 12 janvier 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Normes en matière de construction, d'équipement et d'urbanisme dans les outre-mer - Audition en visioconférence avec la Martinique.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement de la commission à Marrakech dans le cadre de la COP22 - Communication.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur les pollinisateurs, autour de M. Richard Thiéry, directeur du laboratoire pour la santé des abeilles, Mme Agnès Lefranc, directrice de l'évaluation des produits réglementés à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES), MM. Luc Belzunces, directeur de recherche et responsable du laboratoire de toxicologie environnementale, Jean-Luc Brunet, directeur d'unité adjoint à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), Gilles Lanio, président de l'Union nationale de l'apiculture française (UNAF), Michel Perret, chef du bureau de la faune et de la flore sauvages, et Mme Jeanne-Marie Roux-Fouillet, chef de projet du Plan national d'actions « France, terre de pollinisateurs », ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer.

Réunion du mercredi 31 mai 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail sur l'aménagement du territoire - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique [n° 267 (2016-2017)]** - (11 janvier 2017) - **Article 9 A (nouveau)** (art. L. 121-10 du code de l'urbanisme - *Dérogations à la règle d'urbanisation en continuité dans les communes littorales*) (p. 121). (p. 123). (p. 124).

- **Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique [n° 288 (2016-2017)]** - (17 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 282).

CORNU (Gérard)
sénateur (Eure-et-Loir)
LR-A

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement (31 octobre 2017).

Membre titulaire du Haut comité du système de transport ferroviaire.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi tendant à élargir les missions des comités locaux d'information et de suivi visés à l'article L. 542-13 du code de l'environnement [n° 561 (2016-2017)] (23 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative aux certificats de décès [n° 584 (2016-2017)] (21 juin 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 717 (2016-2017)] (13 septembre 2017) - **Agriculture et pêche**.

- **Suite de la discussion** (18 janvier 2017) - **Article 10 undecies A (nouveau)** (art. L. 131-8 et L. 758-1 du code de la sécurité sociale - *Alignement progressif du tarif de la cotisation de sécurité sociale dans les départements d'outre-mer et l'hexagone*) (p. 330).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la filière de la canne à sucre en Guadeloupe** - (14 février 2017) (p. 1445). (p. 1446).

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 30 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Transports ferroviaires, collectifs et fluviaux [n° 113 tome 5 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 janvier 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à la mise en œuvre effective du droit à l'eau potable et à l'assainissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à la mise en œuvre effective du droit à l'eau potable et à l'assainissement - Examen des amendements de séance sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une

incidence sur l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi tendant à simplifier certaines obligations applicables aux collectivités territoriales dans le domaine du service public d'eau potable - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports ferroviaires, collectifs et fluviaux » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen du rapport pour avis sur la première partie.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports aériens » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement à Bruxelles sur le thème du glyphosate - Communication.

Déplacement à la COP23 - Communication.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement [n° 9 (2017-2018)]** - (10 octobre 2017) - **Discussion générale** (p. 3653, 3654). - **Article 2** (*Mise en cohérence du vocabulaire de plusieurs codes*) (p. 3679). (p. 3689). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3693).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables

- (1er décembre 2017) - rapporteur pour avis de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, pour les transports ferroviaires, collectifs et fluviaux (p. 6998, 6999).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 600 (2016-2017)]** - (13 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 9566, 9567).

- **Débat sur la COP23** - (13 décembre 2017) (p. 9603).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la succession de problèmes techniques à la gare Montparnasse** - (14 décembre 2017) (p. 9650).

COSSE (Emmanuelle)
ministre du logement et de l'habitat durable
(jusqu'au 18 mai 2017)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-1408 du 20 octobre 2016 relative à la réorganisation de la collecte de la participation des employeurs à l'effort de construction [n° 277 (2016-2017)] (4 janvier 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-52 du 19 janvier 2017 modifiant l'objet de l'association pour l'accès aux garanties locatives et de l'association foncière logement et modifiant le code de la construction et de l'habitation et le code des juridictions financières [n° 497 (2016-2017)] (5 avril 2017) - **Logement et urbanisme**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-717 du 3 mai 2017 portant création de l'établissement public Paris La Défense [n° 550 (2016-2017)] (10 mai 2017) - **Culture**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique [n° 267 (2016-2017)]** - (11 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 97, 99). - **Article 1er** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 321-13 A [nouveau], L. 321-14, L. 321-15 et L. 321-16 [nouveaux] du code de l'environnement - Stratégie nationale et stratégies locales de gestion du trait de côte*) (p. 111). (p. 111). - **Article 2 bis** (*Indemnisation des interdictions définitives d'habitation résultant d'un risque de recul du trait de côte*) (p. 111). (p. 112). - **Article 3** (*art. L. 562-1 du code de l'environnement - Création de zones d'activité résiliente et temporaire en cas de risque de recul du trait de côte*) (p. 113). - **Article 7** (*art. L. 131-1 du code de l'urbanisme - Compatibilité des schémas de cohérence territoriale avec les objectifs de gestion du trait de côte*) (p. 114). - **Article 8 bis (supprimé)** (*art. premier de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 - Information par les agents et intermédiaires immobiliers du preneur d'un bien sur le risque de recul du trait de côte*) (p. 115). (p. 115). - **Article 9 A (nouveau)** (*art. L. 121-10 du code de l'urbanisme - Dérogations à la règle d'urbanisation en continuité dans les communes littorales*) (p. 117). (p. 118, 119). (p. 120). (p. 122). (p. 123). (p. 123). (p. 124). (p. 125). (p. 127). (p. 127). - **Article additionnel après l'article 9 A** (p. 128). - **Articles additionnels après l'article 9 B** (p. 129). (p. 130). (p. 130). - **Article 9 bis** (**Texte non modifié par la commission**) (*art. L. 215-8 du code de l'urbanisme - Droit de préemption*)

dans les espaces naturels sensibles) (p. 130). - **Article 12** (sections 3 et 4 du chapitre VII du titre VI du livre V et articles L. 567-4 à L. 567-29 [nouveaux] du code de l'environnement - Bail réel immobilier littoral) (p. 133). (p. 133). (p. 134). - **Article 12 bis (Texte non modifié par la commission)** (Exonérations fiscales pour les créations d'entreprises, lorsque ces entreprises sont signataires d'un bail réel immobilier littoral) (p. 134). (p. 134). - **Article 13** (art. L. 561-1 et L. 563-1

du code de l'environnement - Éligibilité de l'indemnisation du recul du trait de côte au titre du « fonds Barnier ») (p. 135, 136). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 137). - **Article additionnel après l'article 14** (p. 138).

COSTES (Josiane)
sénatrice (Cantal)
RDSE

Devenue sénateur le 18 juin 2017 (en remplacement de M. Jacques Mézard, nommé membre du Gouvernement).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 27 juin 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 10 juillet 2017 ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017, puis vice-présidente le 26 octobre 2017.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat du 30 juin 2017 au 8 novembre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme (5 octobre 2017).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir la représentation des communes déléguées au sein des communes nouvelles [n° 620 (2016-2017)] (6 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi sur le régime de l'exécution des peines des auteurs de violences conjugales [n° 621 (2016-2017)] (11 juillet 2017) - **Famille**.

Proposition de loi visant à intégrer dans la loi un objectif national de désenclavement [n° 679 (2016-2017)] (21 juillet 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à simplifier certaines obligations applicables aux collectivités territoriales dans le domaine du service public d'eau potable [n° 703 (2016-2017)] (1er août 2017) - **Aménagement du territoire**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Protection judiciaire de la jeunesse [n° 114 tome 9 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 4 juillet 2017 (*commission des lois*) : Communications.

Réunion du jeudi 13 juillet 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur, sur le bilan et les perspectives de la Conférence nationale des territoires réunie le 17 juillet 2017.

Réunion du vendredi 4 août 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi organique pour la confiance dans la vie politique (nouvelle lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice - Proposition de loi organique pour le redressement de la justice - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Suite à la réunion du bureau de la délégation du 9 novembre 2017, programme de travail semestriel.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative aux modalités de dépôt de candidature aux élections - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 28 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Justice » - Programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Justice » - Programme « Protection judiciaire de la jeunesse » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à réhabiliter la police de proximité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de résolution visant à pérenniser et adapter la procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme** - *Commission mixte paritaire* [n° 17 (2017-2018)] - (18 octobre 2017) - **Discussion générale** (p. 3902).

- **Question orale sans débat sur la politique éducative en milieu rural** - (24 octobre 2017) (p. 3945). (p. 3946).

- **Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice** [n° 34 (2017-2018)] - (24 octobre 2017) - **Article 2** (*Programmation de la progression des crédits*

de la mission « Justice » et de ses programmes sur la période 2018-2022) (p. 4019). - **Article 3** (Programmation de la progression des emplois de la mission « Justice » et de ses programmes sur la période 2018-2022) (p. 4021). - **Article 4** (Programmation de la progression du nombre des conciliateurs de justice sur la période 2018-2022) (p. 4021, 4022). - **Article 7** (art. 66-1-1 [nouveau] de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - Fixation d'un cadre juridique pour les sites internet de prestations juridiques et d'aide à la saisine de la justice) (p. 4024). (p. 4024). (p. 4024). (p. 4024). - **Article 8** (art. 4-2 et 4-3 [nouveaux] de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle - Fixation d'un cadre juridique pour les dispositifs de règlement alternatif des litiges en ligne et création d'un service public gratuit en ligne d'aide à la résolution amiable des litiges) (p. 4025, 4026). - **Article 9** (art. L. 421-7-1 [nouveau] du code de l'organisation judiciaire - Attribution à la Cour de cassation d'un rôle de surveillance des différentes utilisations des données judiciaires mises à la disposition du public) (p. 4026). - **Article 17** (art. L. 124-1 [nouveau] du code de l'organisation judiciaire - Instauration d'un mécanisme consultatif permanent d'évaluation périodique de la carte judiciaire) (p. 4040, 4041). (p. 4041). - **Article 18** (art. 1635 bis Q [nouveau] du code général des impôts - Rétablissement de la contribution pour l'aide juridique, modulable de 20 à 50 euros) (p. 4042). (p. 4043). (p. 4043). - **Article 19** (art. 18-1 [nouveau] de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Consultation obligatoire d'un avocat avant toute demande d'aide juridictionnelle) (p. 4043). - **Article 27** (art. 132-25, 132-26-1, 132-27 du code pénal et art. 474, 732-15, 723-15-1, 723-17, 723-17-1 et 747-2 du code de procédure pénale - Clarification du régime d'aménagement des peines d'emprisonnement) (p. 4048).

- **Proposition de loi organique pour le redressement de la justice [n° 35 (2017-2018)]** - (24 octobre 2017) - **Article 1er** (art. 7 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances - Identification des crédits alloués à l'autorité judiciaire au sein de la mission « Justice » et exonération de ces crédits de la procédure de mise en réserve budgétaire) (p. 4055). (p. 4055). - **Article 2** (art. 2 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Mise en place de durées minimale et maximale d'affectation dans une même juridiction pour tous les magistrats) (p. 4057). (p. 4057).

- **Question orale sans débat sur le manque de spécialistes en milieu rural** - (21 novembre 2017) (p. 5385). (p. 5385).

- **Débat sur la représentation des communes déléguées dans les communes nouvelles** - (22 novembre 2017) (p. 7645, 7646).

- **Proposition de loi relative aux modalités de dépôt de candidature aux élections [n° 88 (2017-2018)]** - (22 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 7682, 7683). - **Article additionnel avant l'article 1er A** (Contrôle de l'éligibilité des candidatures - Renforcement) (p. 7689). (p. 7689). - **Article 1er**

(art. L. 255-4 et L. 265 du code électoral - Déclaration de candidature aux élections municipales) (p. 7691). (p. 7692). - **Article 2 bis A (nouveau)** (art. L. 224-15 du code électoral - Modalités de dépôt des candidatures à l'élection des conseillers de la métropole de Lyon) (p. 7695). - **Article 3** (art. L. 347 et L. 372 du code électoral - Modalités de dépôt des candidatures aux élections régionales et à l'Assemblée de Corse) (p. 7696). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 9 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - Modalités de dépôt des candidatures aux élections européennes) (p. 7697). (p. 7697). - **Article 4 bis (nouveau)** (art. 19 de la loi n° 2013-659 du 22 juillet 2013 relative à la représentation des Français établis hors de France - Modalités de dépôt des candidatures aux élections des instances représentatives des Français établis hors de France) (p. 7697). - **Article 5** (art. L. 395, L. 398, L. 407, L. 418, L. 433, L. 438, L. 439, L. 487, L. 514, L. 542 et L. 558-20 du code électoral - Application outre-mer) (p. 7699).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir des jeunes à la sortie des centres éducatifs fermés** - (23 novembre 2017) (p. 6324, 6325). (p. 6325).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Justice

- (5 décembre 2017) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, pour le programme « Protection judiciaire de la jeunesse » (p. 7246, 7247).

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Crédits non répartis - Action et transformation publiques - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État - Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions

- (6 décembre 2017) (p. 7355, 7356).

Recherche et enseignement supérieur

- (7 décembre 2017) (p. 7482, 7483).

Articles non rattachés

- (8 décembre 2017) - **Article 39 nonies (nouveau)** (art. 200 quater et 278-0 bis A du code général des impôts - Prorogation et aménagement du crédit d'impôt pour la transition énergétique, CITE) (p. 7579).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les unités laïcité** - (14 décembre 2017) (p. 9648). (p. 9649).

COURTEAU (Roland)
sénateur (Aude)
SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-président de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes jusqu'au 17 octobre 2017.

Vice-président de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, puis membre le 18 octobre 2017, puis vice-président le 9 novembre 2017.

Vice-président de la commission d'enquête sur la réalité des mesures de compensation des atteintes à la biodiversité engagées sur des grands projets d'infrastructures, intégrant les mesures d'anticipation, les études préalables, les conditions de réalisation et leur suivi jusqu'au 12 juin 2017.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à l'autoconsommation d'électricité et aux énergies renouvelables (26 janvier 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement (15 novembre 2017).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'énergie.

Membre titulaire du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour rendre justice aux victimes de la répression de la Commune de Narbonne de 1871 [n° 275 (2016-2017)] (3 janvier 2017) - **Culture**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : 50e anniversaire de la loi du 28 décembre 1967 - Hommage à Lucien Neuwirth [n° 487 (2016-2017)] (30 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à porter à trente ans le délai de prescription applicable aux crimes sexuels sur mineurs [n° 516 (2016-2017)] (25 avril 2017) - **Justice**.

Proposition de loi organique visant à améliorer la qualité des études d'impact des projets de loi [n° 610 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instituer le Conseil parlementaire d'évaluation des politiques publiques et du bien-être [n° 611 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi pour une meilleure protection des mineur.e.s victimes de viol et des autres agressions sexuelles [n° 53 (2017-2018)] (26 octobre 2017) - **Justice**.

Proposition de loi constitutionnelle tendant à reconnaître le vote blanc comme suffrage exprimé lors de l'élection du président de la République [n° 91 (2017-2018)] (16 novembre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi renforçant le rôle du système éducatif dans la lutte contre les stéréotypes sexistes [n° 92 (2017-2018)] (16 novembre 2017) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à instaurer un service civique obligatoire [n° 93 (2017-2018)] (16 novembre 2017) - **Culture**.

Proposition de loi tendant à reconnaître le vote blanc comme suffrage exprimé [n° 94 (2017-2018)] (16 novembre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à revaloriser le régime de retraite des sapeurs-pompiers volontaires [n° 201 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à favoriser la conciliation de l'engagement de sapeur-pompier volontaire avec l'exercice d'une activité professionnelle [n° 202 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Entreprises**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1019 du 27 juillet 2016 relative à l'autoconsommation d'électricité et n° 2016-1059 du 3 août 2016 relative à la

production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 janvier 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de MM. Serge Muller, vice-président du comité permanent et président de la commission « Flore », Michel Métais, président de la commission « Faune », et Serge Urbano, secrétaire du comité permanent du Conseil national de la protection de la nature.

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de M. Jean-Paul Naud, co-président, Mme Geneviève Leboutoux, secrétaire du collectif d'élu.e.s doutant de la pertinence de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes (CéDPA), MM. Christophe Dougé, conseiller régional des Pays de la Loire et adhérent du CéDPA, Julien Durand, administrateur et porte-parole de l'association citoyenne intercommunale des populations concernées par le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes (ACIPA), Mme Agnès Belaud, administratrice de l'ACIPA et du CéDPA, et M. Sylvain Fresneau, président de l'association de défense des exploitants concernés par l'aéroport (ADECA) et adhérent de l'ACIPA.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de MM. Patrick Jeantet, président-directeur général, Bernard Torrin, directeur de l'environnement et du développement durable de SNCF Réseau et Mme Corinne Roecklin.

Réunion du jeudi 19 janvier 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de MM. Olivier de Guinaumont, président d'A'liénor, Philippe Thiévent, directeur de CDC biodiversité et Guillaume Benoit, gérant associé de la société RBC projet, assistant maîtrise d'ouvrage environnement d'A'liénor.

Réunion du mardi 24 janvier 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de MM. Bernard Godinot, directeur de projet, David Bécart, directeur environnement et développement durable, et Mme Amandine Szurpicki, responsable des mesures compensatoires de COSEA, concepteur-constructeur de la LGV SEA.

(*commission des affaires économiques*) : Projet de loi ratifiant deux ordonnances relatives à l'autoconsommation d'électricité et aux énergies renouvelables - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de M. Philippe Barbedienne, directeur de la Fédération des sociétés pour l'étude, la protection et l'aménagement de la nature dans le Sud-Ouest (SEPANSO).

(*commission des affaires économiques*) : Paquet « Énergie » de la commission européenne - Audition de M. Laurent Michel, directeur général de l'énergie et du climat.

Réunion du mardi 7 février 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de MM. Philippe Frin et Michel Mayol, membres du collectif « Naturalistes en lutte ».

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-François Carencu, candidat proposé aux fonctions de président du collège de la commission de régulation de l'énergie.

Réunion du jeudi 9 février 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition du Conseil national de l'expertise foncière agricole et forestière (CNEFAF) : MM. François Paliard, vice-président, Alban le Cour Grandmaison, spécialiste des systèmes géographiques, Gilles Barreau, expert forestier, Thierry Routier, expert foncier

et agricole, et Philippe Gourmain, président d'Experts forestiers de France (EFF).

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de résolution sur les énergies renouvelables et les mécanismes de capacité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de résolution européenne sur le paquet « Énergie » - Communication.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Marlène Schiappa, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Audition de M. Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

(*commission des affaires économiques*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Examen des amendements déposés sur le texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Constitution du bureau.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Laurence Rossignol, ancienne ministre des familles, de l'enfance et des droits des femmes, membre de la délégation, sur les 4e et 5e plans de mobilisation et de lutte contre toutes les violences faites aux femmes.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Énergie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 30 novembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Marie-France Hirigoyen, psychiatre, sur le harcèlement.

(*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition de M. Pierre-Franck Chevet,

président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) sur l'état de la sûreté nucléaire et de la radioprotection en France et sur l'activité de l'Autorité en 2016.

Réunion du jeudi 7 décembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Brigitte Grézy, secrétaire générale du Conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, sur le harcèlement sexuel et les agissements sexistes au travail.

Audition de Mme Marie Pezè, docteure en psychologie, spécialiste de psychopathologie du travail, sur les conséquences pour les victimes du harcèlement et des agressions sexuelles au travail.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission, en nouvelle lecture.

Réunion du jeudi 14 décembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Maître Carine Durrieu-Diebolt, avocate au barreau de Paris, spécialisée dans la défense des victimes de violences sexuelles.

Audition de Mme Ghada Hatem, fondatrice de la maison des femmes de Saint-Denis sur la maison des femmes de Saint-Denis et les soins aux femmes victimes de violences.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes - Troisième lecture [n° 256 (2016-2017)]** - (10 janvier 2017) - **Article 25 (texte non modifié par la commission)** (*Statut des entités non qualifiées d'autorités administratives indépendantes et obligation de déclaration d'intérêts et de patrimoine de leurs membres*) (p. 28).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1019 du 27 juillet 2016 relative à l'autoconsommation d'électricité et n° 2016-1059 du 3 août 2016 relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables [n° 286 (2016-2017)]** - (24 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 760, 762). - **Article 1er bis AC (nouveau)** (*art. L. 311-10-1 du code de l'énergie - Importance du prix dans les critères de notation des projets examinés dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence*) (p. 768). (p. 768). - **Article 1er bis AD (nouveau)** (*art. L. 314-19 du code de l'énergie - Rappel du caractère transitoire du bénéfice du complément de rémunération*) (p. 769). - **Article 2** (*art. L. 121-24, L. 314-14 et L. 314-20 du code de l'énergie - Interdiction de la valorisation des garanties d'origine de la production d'électricité renouvelable bénéficiant d'un soutien public*) (p. 772). - **Article 3** (*art. L. 341-2 et L. 342-12 du code de l'énergie - Prise en charge par la collectivité d'une partie des coûts de raccordement des installations de production d'électricité renouvelable*) (p. 777). (p. 778). - **Article 4** (*art. L. 421-9-1 [nouveau], L. 432-13 et L. 452-1 du code de l'énergie et articles L. 554-10 et L. 554-11 [nouveaux] du code de l'environnement - Coordination par les gestionnaires des réseaux de distribution de gaz des opérations liées à la modification de la nature du gaz acheminé*) (p. 786). (p. 787). - **Article 4 ter (supprimé)** (*art. L. 341-4 et L. 453-7 du code de l'énergie - Renvoi à un décret pour définir les données mises à disposition des consommateurs dans le cadre du déploiement des compteurs communicants*) (p. 787, 788). - **Article additionnel après l'article 4 quater** (p. 789). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 790).

- **Proposition de loi relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et au développement du biocontrôle [n° 345 (2016-2017)]** - (7 février 2017) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 143-1 du code rural et de*

la pêche maritime - Droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural en cas de cession partielle de parts ou actions de sociétés agricoles) (p. 1254).

- **Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse - Nouvelle lecture [n° 340 (2016-2017)]** - (14 février 2017) - **Article unique** (p. 1434).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1019 du 27 juillet 2016 relative à l'autoconsommation d'électricité et n° 2016-1059 du 3 août 2016 relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables - Commission mixte paritaire [n° 361 (2016-2017)]** - (15 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1532, 1533). - **Article 4 quinquies** (p. 1540).

- **Question orale sans débat sur l'émission « La rue des allocs »** - (21 février 2017) - en remplacement de M. Yannick Vaugrenard (p. 1640). (p. 1641).

- **Question orale sans débat sur le maintien des engagements pour la ligne ferroviaire Carcassonne-Quillan** - (21 février 2017) (p. 1651).

- **Proposition de loi visant à la mise en œuvre effective du droit à l'eau potable et à l'assainissement [n° 416 (2016-2017)]** - (22 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1744, 1745). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1314-2 [nouveau] du code de la santé publique - Obligation pour les collectivités territoriales de mettre gratuitement à disposition des équipements sanitaires et de distribution d'eau potable) (p. 1750). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 115-3-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Création d'une aide préventive pour l'accès à l'eau potable) (p. 1755). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 115-3-2 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Allocation forfaitaire d'eau) (p. 1757).

- **Question orale sans débat sur la situation des viticulteurs après les épisodes de gel de 2017 dans l'Aude** - (25 juillet 2017) (p. 2965). (p. 2966).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (25 juillet 2017) - **Article 2 (Nouvelle organisation du dialogue social et rénovation de l'exercice des responsabilités syndicales en entreprise)** (p. 3049, 3050).

- **Suite de la discussion** (27 juillet 2017) - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (Assouplissement des obligations des employeurs en matière de prévention de la pénibilité et d'emploi de travailleurs détachés transfrontaliers) (p. 3206).

- **Question orale sans débat sur les unités de traitement des ordures ménagères résiduelles** - (24 octobre 2017) (p. 3959).

- **Question orale sans débat sur la ligne à grande vitesse Montpellier-Perpignan** - (24 octobre 2017) (p. 3962). (p. 3963).

- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement [n° 43 (2017-2018)]** - (7 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4352, 4353). - **Article 1er A (supprimé)** (ordonnance n° 2011-91 du 20 janvier 2011 portant codification de la partie législative du code minier - Ratification de l'ordonnance portant codification de la partie législative du code minier) (p. 4366). (p. 4366). - **Article 1er** (art. L. 111-1, art. L. 111-4 à L. 111-9 [nouveaux] du code minier - Arrêt progressif de la recherche et de l'exploitation des hydrocarbures) (p. 4370, 4371). (p. 4373). (p. 4374). (p. 4374). (p. 4375, 4376). (p. 4383, 4384). (p. 4384). (p. 4386). - **Rappel au règlement** (p. 4387). - **Article 2**

(Application de l'article 1er aux demandes de titres nouvelles ou en cours d'instruction) (p. 4389). (p. 4390). - **Articles additionnels après l'article 2** (Suppression de l'obligation de délivrer un permis de recherche ou d'octroyer une concession du fait du droit de suite) (p. 4393). (p. 4395). - **Article 2 ter** (art. L. 163-11 et art. L. 163-11-1 [nouveau] du code minier - Possibilité de conversion ou de cession des ouvrages pour d'autres usages du sous-sol) (p. 4397). (p. 4398). - **Article 3 quater A (supprimé)** (Rapport sur les concours de l'État en soutien aux activités de recherche et l'exploitation des hydrocarbures hors du territoire national) (p. 4409). - **Article 3 quater** (Mise en ligne des demandes de titres d'exploration et d'exploitation d'hydrocarbures et des titres en cours de validité) (p. 4410). (p. 4411). (p. 4411).

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2017) - **Article 5 bis** (art. L. 341-2, L. 342-3 et L. 342-7, art. L. 342-7-1 et L. 345-1 à L. 345-7 [nouveaux] du code de l'énergie - Régulation du raccordement en mer d'énergies renouvelables et définition des réseaux intérieurs des bâtiments) (p. 4434). (p. 4435). - **Article 6 (texte non modifié par la commission)** (art. L. 661-4, art. L. 661-10 à L. 661-20 [nouveaux] du code de l'énergie - Contrôle de la qualité environnementale des biocarburants) (p. 4446). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 222-9 du code de l'environnement - Réduction des émissions de certains polluants atmosphériques) (p. 4449, 4450). - **Articles additionnels après l'article 8** (Coordination pour l'application à Wallis et Futuna) (p. 4455). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4456).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (14 novembre 2017) - **Article 7** (art. L. 131-9, L. 136-7-1, L. 136-8, L. 162-14-1, art. L. 172-1, art. L. 241-2, art. L. 242-11, art. L. 313-1, art. L. 381-30-4, L. 382-22, art. L. 613-1 [nouveau] et art. L. 621-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. L. 731-25, art. L. 731-35 et art. L. 741-9 du code rural et de la pêche maritime - Hausse de la CSG et suppression de cotisations sociales) (p. 4935).

- **Débat sur le thème « Quelles énergies pour demain ? »** - (22 novembre 2017) (p. 7654). (p. 7655).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) (p. 6794, 6795).

Relations avec les collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) - **Article additionnel après l'article 59 bis** (Participation minimale des collectivités territoriales maître d'ouvrage au financement d'un projet) (p. 6831).

Écologie, développement et mobilité durables

- (1er décembre 2017) (p. 7001). (p. 7006). (p. 7009, 7010). - **État B** (p. 7015). (p. 7016).

- **Question orale sans débat sur la ligne ferroviaire Carcassonne-Quillan** - (5 décembre 2017) (p. 7176).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] (suite)**

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (6 décembre 2017) (p. 7308).

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (7 décembre 2017) (p. 7411). (p. 7412).

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (7 décembre 2017) (p. 7429). (p. 7431).

- Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement -

Nouvelle lecture [n° 124 (2017-2018)] - (18 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10296). (p. 10298, 10300). - **Question préalable** (p. 10305, 10306).

COURTIAL (Édouard)
sénateur (Oise)
LR

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 18 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 30 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un Pass permis citoyen [n° 38 (2017-2018)] (19 octobre 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à prendre en compte la situation des « Américains accidentels » concernés par le Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA) [n° 64 (2017-2018)] (6 novembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale et aux réunions des commissions départementales d'aménagement commercial [n° 167 (2017-2018)] (13 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) (p. 6798, 6799).

CUKIERMAN (Cécile)
sénatrice (Loire)
CRC, puis CRCE

Réélue le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires économiques à partir du 5 octobre 2017.

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 3 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 18 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale (8 février 2017).

Membre titulaire du Conseil national de la montagne le 13 décembre 2017.

Membre suppléant de l'Observatoire de la récidive et de la désistance jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'éducation routière jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre plus équitable au sein d'un EPCI le calcul des dotations de compensation dans le contexte d'un transfert de compétence [n° 406 (2016-2017)] (15 février 2017) - **Budget**.

Proposition de loi pour un droit au logement effectif et pour l'interdiction des expulsions sans relogement [n° 479 (2016-2017)] (27 mars 2017) - **Logement et urbanisme**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Cinq ans pour sauver la justice ! [n° 495 (2016-2017)] (4 avril 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à préciser les limites du champ de protection d'un brevet concernant une information génétique [n° 515 (2016-2017)] (20 avril 2017) - **Culture**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire le droit à l'interruption volontaire de grossesse dans la Constitution [n° 545 (2016-2017)] (3 mai 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à abroger la loi autorisant la ligne Charles-de-Gaulle Express [n° 552 (2016-2017)] (11 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la protection des enfants et des adolescents face aux effets de la publicité télévisuelle [n° 558 (2016-2017)] (22 mai 2017) - **Éducation**.

Proposition de loi relative à la mise en place d'un moratoire sur la mise en culture des semences de colza et de tournesol tolérantes aux herbicides issues de mutagenèse [n° 564 (2016-2017)] (29 mai 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 600 (2016-2017)] (29 juin 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à renforcer le contrôle sur le commerce des armes et relative à la violation des embargos [n° 695 (2016-2017)] (31 juillet 2017) - **Défense**.

Proposition de loi visant à rétablir le délit d'entrave des directeurs d'établissements publics au fonctionnement du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) [n° 696 (2016-2017)] (31 juillet 2017) - **Fonction publique**.

Proposition de loi visant à réhabiliter la police de proximité [n° 715 (2016-2017)] (11 septembre 2017) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à renforcer la définition des agressions sexuelles et du viol commis sur des mineur.e.s de moins de 15 ans [n° 55 (2017-2018)] (30 octobre 2017) - **Famille**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des lois*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits, sur son rapport annuel d'activité pour 2016.

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 4 avril 2017 (*commission des lois*) : Mission sur le redressement de la justice - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Henri Poupart-Lafarge, président-directeur général d'Alstom.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Grivel, directeur général de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU).

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - États généraux de l'alimentation - Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à la composition de la cour d'assises de l'article 698-6 du code de procédure pénale** [n° 86 (2016-2017)] - (10 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 14, 15).

- **Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes - Troisième lecture** [n° 256 (2016-2017)] - (10 janvier 2017) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 206 (216-217)** (p. 22).

- **Proposition de loi organique relative aux autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Troisième lecture** [n° 206 (216-217)] - (10 janvier 2017) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 256 (2016-2017)** (p. 22).

- **Projet de loi relatif à la sécurité publique** [n° 310 (2016-2017)] - (24 janvier 2017) - **Article 2** (*art. 15-4 [nouveau] du code de procédure pénale et art. 55 bis [nouveau] du code des douanes - Protection de l'identité de certains agents intervenant dans les procédures judiciaires et douanières*) (p. 814). (p. 814, 815).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation du groupe Vivarte** - (26 janvier 2017) (p. 983, 984). (p. 984).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1561 du 21 novembre 2016 complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la collectivité de Corse, n° 2016-1562 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures institutionnelles relatives à la collectivité de Corse et n° 2016-1563 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures électorales applicables en Corse** [n° 312 (2016-2017)] - (26 janvier 2017) - **Article 1er** (*Ratification de l'ordonnance budgétaire, financière, fiscale et comptable*) (p. 1004). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1005, 1006).

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale** [n° 332 (2016-2017)] - (31 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 1026, 1027). - **Article 6** (*art. 495 et 495-17-1 [nouveau] du code de procédure pénale - Élargissement du champ de l'amende forfaitaire*) (p. 1045). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 132-25,*

132-26-1 et 132-27 du code pénal - Réduction des facultés d'aménagement ab initio des peines d'emprisonnement) (p. 1052). - **Article 21** (titre Ier bis et section 1 bis [abrogés] du chapitre II du titre II du livre V, art. 74-2, 230-19, 474, 707, 712-11, 721-2, 730, 774 du code de procédure pénale et art. 131-3 [abrogé], 131-4-1 [abrogé] et 131-9 du code pénal - Suppression de la contrainte pénale et de la libération sous contrainte) (p. 1060). - **Article 23** (art. 717-1 du code de procédure pénale - Affectation des détenus dans des centres à sécurité adaptée) (p. 1063). (p. 1064).

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale - Deuxième lecture [n° 348 (2016-2017)]** - (7 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1268).

- **Nouvelle lecture [n° 408 (2016-2017)]** - (15 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1562, 1563).

- **Débat sur le thème « Entre réforme territoriale et contraintes financières : quels outils et moyens pour les communes en zones rurales ? »** - (21 février 2017) - au nom du groupe communiste républicain et citoyen (p. 1702, 1704).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de la taxe d'habitation (III)** - (11 juillet 2017) (p. 2023). (p. 2024).

- **Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme [n° 630 (2016-2017)]** - (18 juillet 2017) - **Article 1er** (art. L. 226-1 [nouveau], L. 511-1, L. 613-1 et L. 613-2 du code de la sécurité intérieure - Périmètres de protection) (p. 2641).

- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement [n° 43 (2017-2018)]** - (7 novembre 2017) - **Article 1er** (art. L. 111-1, art. L. 111-4 à L. 111-9 [nouveaux] du code minier - Arrêt progressif de la recherche et de l'exploitation des hydrocarbures) (p. 4383). - **Articles additionnels après l'article 2** (Suppression de l'obligation de délivrer un permis de recherche ou d'octroyer une concession du fait du droit de suite) (p. 4394, 4395). - **Article 3** (Loi n° 2011-835 du 13 juillet 2011 - Interdiction de la recherche et de l'exploitation des hydrocarbures dits « non conventionnels ») (p. 4399, 4400). - **Article additionnel après l'article 3** (Interdiction des délocalisations résultant de l'exploitation d'hydrocarbures hors du territoire national) (p. 4404). - **Article 3 quater A (supprimé)** (Rapport sur les concours de l'État en soutien aux activités de recherche et l'exploitation des hydrocarbures hors du territoire national) (p. 4407, 4408).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les élus interdits d'entrée en Israël** - (14 novembre 2017) (p. 49014).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (14 novembre 2017) - **Article 7** (art. L. 131-9, L. 136-7-1, L. 136-8, L. 162-14-1, art. L. 172-1, art. L. 241-2, art. L. 242-11, art. L. 313-1, art. L. 381-30-4, L. 382-22, art. L. 613-1 [nouveau] et art. L. 621-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. L. 731-25, art. L. 731-35 et art. L. 741-9 du code rural et de la pêche maritime - Hausse de la CSG et suppression de cotisations sociales) (p. 4959, 4960).

- **Débat sur la représentation des communes déléguées dans les communes nouvelles** - (22 novembre 2017) (p. 7640). (p. 7642).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]** - (28 novembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie du projet de loi** (p. 6769).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les métropoles** - (28 novembre 2017) (p. 6776).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] (suite)**

Seconde partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (6 décembre 2017) (p. 7274, 7275). - **État B** (p. 7281). (p. 7282, 7283). (p. 7285, 7286). (p. 7286). - **Articles additionnels après l'article 51** (p. 7290). (p. 7290). (p. 7291, 7292). (p. 7292).

Cohésion des territoires

- (6 décembre 2017) (p. 7300). (p. 7306). - **Article 52 (priorité)** (art. L. 351-2, L. 351-3, L. 411-8-1, L. 441-3, L. 441-11, L. 442-2-1 [nouveau] et L. 481-2 du code de la construction, art. L. 542-2 et L. 831-1 du code de la sécurité sociale - Réforme des aides au logement et de la politique des loyers dans le parc social) (p. 7312, 7313). (p. 7325, 7326). (p. 7330). - **Article 52 quater (nouveau)** (art. L. 435-1, L. 443-14-1 [nouveau], L. 443-15-2-1, L. 443-15-2-2 et L. 452-3 du code de la construction et de l'habitation - Création d'une taxe sur le produit des cessions de logements des organismes de logement social) (p. 7348).

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (7 décembre 2017) (p. 7407, 7408). - **Article 49 ter (nouveau)** (Rapport sur les conditions de financement de certaines aides européennes) (p. 7425).

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (7 décembre 2017) - **État B** (p. 7443).

Outre-mer

- (7 décembre 2017) (p. 7461).

Recherche et enseignement supérieur

- (7 décembre 2017) (p. 7485). - **État B** (p. 7497).

Articles non rattachés

- (8 décembre 2017) - **Article 39** (art. 199 novovicies et 279-0 bis A du code général des impôts - Prorogation et recentrage de la réduction d'IR en faveur de l'investissement locatif intermédiaire, dispositif « Pinel ») (p. 7534, 7535). (p. 7537, 7538). (p. 7546). (p. 7547).

CUYPERS (Pierre)
sénateur (Seine-et-Marne)
LR

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la commission des affaires européennes le 17 octobre 2017.

Réélu le 24 septembre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement (15 novembre 2017).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer la légitimité démocratique des conseillers communautaires [n° 282 (2016-2017)] (10 janvier 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à élargir les missions des comités locaux d'information et de suivi visés à l'article L. 542-13 du code de l'environnement [n° 561 (2016-2017)] (23 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture**.

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens d'action des maires à l'égard des atteintes faites au patrimoine bâti des communes [n° 603 (2016-2017)] (4 juillet 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi sur la majoration des pensions aux veuves des très grands invalides de guerre dont l'indice de pension était supérieur à 2 000 points à la date du décès [n° 626 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi organique tendant à garantir l'ancrage territorial des sénateurs [n° 634 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à interdire la mention du nom et de la photo de personnes autres que les candidats et suppléants sur les documents de propagande électorale [n° 687 (2016-2017)] (26 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à renforcer le dispositif de lutte contre l'affichage électoral sauvage [n° 720 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative à l'amélioration du fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre [n° 151 (2017-2018)] (8 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale et aux réunions des commissions départementales d'aménagement commercial [n° 167 (2017-2018)] (13 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 181 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer un égal accès de tous les citoyens aux services publics de l'État et de ses opérateurs [n° 182 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 26 janvier 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jean-Vincent Placé, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de la réforme de l'État et de la simplification, sur l'action du Gouvernement en matière de simplification des normes applicables aux collectivités territoriales, en particulier dans le domaine du droit de l'urbanisme, de la construction et des sols.

Réunion du mardi 7 février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-François Carenco, candidat proposé aux fonctions de président du collège de la commission de régulation de l'énergie.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Mobilisation du foncier public en faveur du logement - Présentation du troisième rapport de la CNAUF.

Proposition de résolution sur les énergies renouvelables et les mécanismes de capacité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de résolution européenne sur le paquet « Énergie » - Communication.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Avenir de la politique agricole commune (PAC) : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique du groupe de suivi conjoint avec la commission des affaires économiques.

(*commission des affaires économiques*) : Groupe de suivi sur la mise en œuvre de la réforme de la politique agricole commune - Examen du rapport.

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Audition de M. Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement.

Réunion du jeudi 30 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Groupe de travail Usage du glyphosate : communication de M. Pierre Médevielle.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et au développement du biocontrôle [n° 345 (2016-2017)]** - (7 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1245, 1246).

- *Commission mixte paritaire [n° 386 (2016-2017)]* - (15 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1521, 1522).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de la taxe d'habitation (I)** - (11 juillet 2017) (p. 2021).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les états généraux de l'alimentation** - (17 octobre 2017) (p. 3823). (p. 3824).

- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement [n° 43 (2017-2018)]** - (7 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4360, 4361).

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2017) - **Article 5 ter A (nouveau)** (*art. L. 345-1 à L. 345 7 [nouveaux] du code de l'énergie - Réseaux intérieurs des bâtiments*) (p. 4437). (p. 4437). - **Article 6 (texte non modifié par la commission)** (*art. L. 661-4, art. L. 661-10 à L. 661-20 [nouveaux] du code de l'énergie - Contrôle de la qualité environnementale des biocarburants*) (p. 4443). (p. 4445). (p. 4446).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]**

Troisième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 13** (*art. 1010 du code général des impôts - Verdissement du barème de la taxe sur les véhicules de société*) (p. 5130). - **Article 13 bis (nouveau)** (*art. 1613 ter et 1613 quater du code général des impôts - Modification des contributions sur les boissons sucrées et édulcorées*) (p. 5134).

- **Débat sur le thème « Quelles énergies pour demain ? »** - (22 novembre 2017) (p. 7655, 7656). (p. 7656).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Première partie :

- (23 novembre 2017) - **Article 27** (*Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne*) (p. 6357, 6358).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2017) - **Article 9** (*art. 265, 266 quinquies, 266 quinquies B et 266 quinquies C du code des douanes - Trajectoire de la composante carbone pour la période 2018-2022 et conséquences en matière de tarifs des taxes intérieures de consommation*) (p. 6468). (p. 6469). (p. 6471).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2017) - **Article 9 quater (nouveau)** (*art. 266 quindecies du code des douanes - Elargissement de l'assiette de la TGAP aux biocarburants remplaçant le gazole*) (p. 6501). (p. 6502). (p. 6505, 6506). (p. 6507).

Seconde partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (7 décembre 2017) (p. 7417).

Articles non rattachés

- (11 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 45 bis** (p. 7777). - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 7797).

- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Nouvelle lecture [n° 124 (2017-2018)]** - (18 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10303, 10304).

DAGBERT (Michel)
sénateur (Pas-de-Calais)
SOCR

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 18 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

Membre titulaire du comité de bassin Artois-Picardie le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à interdire la pratique de la chasse à courre, à cor et à cri [n° 106 (2017-2018)] (22 novembre 2017) - **Environnement**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports ferroviaires, collectifs et fluviaux » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports maritimes » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 30 novembre 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Groupe de travail sur la simplification des normes sportives - Réglementation applicable aux collectivités territoriales et simplification de normes réglementaires relatives à la pratique et aux équipements sportifs - Proposition de résolution de MM. Dominique de Legge, Christian Manable et Michel Savin.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur le canal Seine-Nord Europe.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'aménagement du territoire : plus que jamais une nécessité** - (25 octobre 2017) (p. 4178).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) - **Article 59** (*art. L. 2334-42 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Dotation de soutien à l'investissement local*) (p. 6820).

- **Débat sur le retour des djihadistes en France** - (13 décembre 2017) (p. 9590).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Nouvelle lecture [n° 191 (2017-2018)]** - (20 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10517).

DALLIER (Philippe)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
LR

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à sécuriser l'établissement des procurations électorales [n° 480 (2016-2017)] (28 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La fiscalité de l'économie collaborative : un besoin de simplicité, d'unité et d'équité [n° 481 (2016-2017)] (29 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'adaptation de la fiscalité à l'économie collaborative [n° 482 (2016-2017)] (29 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à garantir aux personnes en situation de handicap un accès effectif aux lieux ouverts au public [n° 554 (2016-2017)] (15 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 643 (2016-2017)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 645 tome 2 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Budget**.

Proposition de loi visant à interdire la mention du nom et de la photo de personnes autres que les candidats et suppléants sur les documents de propagande électorale [n° 687 (2016-2017)] (26 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Réélu le 24 septembre 2017.

Vice-président du Sénat à compter du 4 octobre 2017 ; a présidé les séances des 10, 26 octobre, 9, 16, 17, 21 novembre, 4, 7, 11, 13 et 15 décembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 4 octobre 2017 ; secrétaire de la commission jusqu'au 3 octobre 2017.

Secrétaire de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation, puis membre le 18 octobre 2017.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » jusqu'au 12 juin 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2017 (9 novembre 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2017 (14 décembre 2017).

Membre titulaire du conseil d'administration du centre scientifique et technique du bâtiment du 11 janvier 2017 au 30 septembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

Proposition de loi élargissant les modalités d'intervention de l'action extérieure des collectivités territoriales en matière d'eau, d'assainissement, d'électricité, de gaz et de déchets ménagers [n° 714 (2016-2017)] (11 septembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à instituer un volontariat international d'enseignement en français [n° 718 (2016-2017)] (14 septembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à créer un fonds pour la présence et le rayonnement français à l'étranger [n° 3 (2017-2018)] (2 octobre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à prolonger le délai de validité des habilitations des clercs de notaire [n° 7 (2017-2018)] (5 octobre 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution relative à la création d'une commission d'enquête sur les contrats cadres passés entre le ministère de la défense et Microsoft [n° 27 (2017-2018)] (16 octobre 2017) - **Défense**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à prendre en compte la situation des « Américains accidentels » concernés par le Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA) [n° 64 (2017-2018)] (6 novembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées sous tutelle ou sous curatelle [n° 95 (2017-2018)] (16 novembre 2017) - **Famille**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Cohésion des territoires - Logement et ville [n° 108 tome 3 vol. 1 annexe 6 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale et aux réunions des commissions départementales d'aménagement commercial [n° 167 (2017-2018)] (13 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 janvier 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 12 janvier 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jean-Michel Thornary, commissaire général à l'égalité des territoires.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de ratification de trois ordonnances

relatives à la collectivité de Corse - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 31 janvier 2017 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à favoriser l'assainissement cadastral et la résorption du désordre de propriété - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Préfecture de police de Paris - Communication.

Réunion du mardi 14 février 2017 (*commission des finances*) : Proposition de loi relative aux modalités de calcul du potentiel fiscal agrégé des communautés d'agglomération issues de la transformation de syndicats d'agglomération nouvelle (ex-SAN) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués (AGRASC) - Communication.

Réunion du jeudi 16 février 2017 (*commission des finances*) : Proposition de loi relative aux modalités de calcul du potentiel fiscal agrégé des communautés d'agglomération issues de la transformation de syndicats d'agglomération nouvelle (ex-SAN) - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 mars 2017 (*commission des finances*) : Conclusions du groupe de travail sur le recouvrement de l'impôt à l'heure de l'économie numérique.

Réunion du mercredi 31 mai 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Avenir du compte d'affection spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Communication.

Évolutions, perspectives et gestion de la dette publique de la France - Communication.

Résultats de l'exécution de l'exercice 2016 et certification des comptes de l'État pour l'exercice 2016 - Audition de M. Didier Migaud.

Réunion du mercredi 7 juin 2017 (*commission des finances*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Compétitivité des places financières - Communication.

Contrôle budgétaire - Missions locales - Communication.

Réunion du mardi 27 juin 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi organique et projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Modalités de répartition de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) - Communication.

Contrôle budgétaire - Système d'alerte et d'information des populations (SAIP) - Communication.

Réunion du mardi 4 juillet 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi organique et projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique - Suite de l'examen du rapport pour avis et communication sur la recevabilité financière des amendements.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Maquette budgétaire de la mission « Remboursements et dégrèvements » - Communication.

Projet de loi autorisant la ratification de l'avenant modifiant la convention du 14 janvier 1971 entre la France et le Portugal tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu - Examen du rapport et du texte de la commission.

Rapport du Gouvernement préparatoire au débat d'orientation des finances publiques (DOFP) - Projet de loi de règlement et d'approbation des comptes de l'année 2016 - Projet de décaler d'un an l'entrée en vigueur du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances et Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du jeudi 13 juillet 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Implantation des radars - Communication.

Politiques publiques en faveur de l'inclusion bancaire et de la prévention du surendettement - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance, relatif au financement de dépenses urgentes - Communication et adoption de l'avis de la commission.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur, sur le bilan et les perspectives de la Conférence nationale des territoires réunie le 17 juillet 2017.

Revitalisation des centres-villes et des centres-bourgs - Présentation du rapport d'étape de MM. Martial Bourquin et Rémy Pointereau.

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Dépenses de santé des personnes détenues - Communication.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission des finances*) : Constitution du bureau.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des finances*) : Nomination des rapporteurs spéciaux.

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Finances locales - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Travail et emploi » et compte d'affectation spéciale (CAS) « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des principaux éléments de l'équilibre sur le projet de loi de finances pour 2018 - Tome I du rapport général.

Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Examen du rapport.

Régime fiscal et rentabilité des biens immobiliers des particuliers - Communication.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Examen d'un amendement de séance.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Justice » (et article 57 ter) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des articles de la première partie - Examen du tome II du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » (et article 49 B) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Sécurités » (et article 62 bis) - Programmes « Gendarmerie nationale » et « Police nationale », programme « Sécurité et éducation routière », compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » (et article 66) et programme « Sécurité civile » (et article 62 ter) - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Suite à la réunion du bureau de la délégation du 9 novembre 2017, programme de travail semestriel.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

(*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Économie » et compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des articles précédemment réservés (11 ter, 12, 12 ter, 12 quater) et position de la commission sur la première partie - Tome II du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 bis) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

(*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » (et articles 52 à 52 sexies) - Examen des rapports spéciaux.

Projet de loi de finances pour 2018 - Missions « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », « Crédits non répartis », « Action et transformation publiques » - Compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 28 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen de l'amendement I-645 rect. du Gouvernement à l'article 28.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 bis) - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 30 novembre 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Groupe de travail sur la simplification des normes sportives - Réglementation applicable aux collectivités territoriales et simplification de normes réglementaires relatives à la pratique et aux équipements sportifs - Proposition de résolution de MM. Dominique de Legge, Christian Manable et Michel Savin.

Réunion du lundi 4 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Missions « Culture », « Médias, livre et industries culturelles », comptes de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » et « Travail et emploi », et compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 5 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions - Tome III du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » (et articles 52 à 52 sexies) - Examen définitif.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Missions « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et article 51), « Cohésion des territoires » (et articles 52 à 52 sexies), « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » (et article 55 ter) et « Remboursements et dégrèvements », et articles rattachés à la mission « Engagements financiers de l'État », et compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des finances*) : Conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière de l'Union européenne - Compte rendu.

Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Examen du rapport.

Réunion du vendredi 15 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 19 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen du rapport, en nouvelle lecture.

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Examen du rapport, en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain** - *Nouvelle lecture* [n° 315 (2016-2017)] - (7 février 2017) - **Question préalable** (p. 1288, 1289).

- **Proposition de loi relative aux modalités de calcul du potentiel fiscal agrégé des communautés d'agglomération issues de la transformation de syndicats d'agglomération nouvelle (ex-SAN)** [n° 404 (2016-2017)] - (16 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1588, 1589).

- **Débat sur le bilan de l'application des lois** - (21 février 2017) (p. 1702).

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (5 juillet 2017) (p. 1932, 1934).

- **Projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique** [n° 608 (2016-2017)] - (13 juillet 2017) - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 2490).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016** [n° 645 (2016-2017)] - (20 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 2852, 2854).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mesures en matière de logement** - (26 octobre 2017) (p. 4201).

- **Débat sur le logement social : « sur quels territoires, comment et pour qui demain ? »** - (26 octobre 2017) (p. 4221).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022** [n° 57 (2017-2018)] - (9 novembre 2017) - **Article 8 bis (nouveau)** (*Encadrement de l'évolution des effectifs de l'État et de ses opérateurs*) (p. 4712). - **Article 10** (*Fixation d'objectifs en matière de finances des collectivités territoriales et mise en place d'une procédure de contractualisation*) (p. 4723).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017** - *Nouvelle lecture* [n° 84 (2017-2018)] - (14 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4896).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique de la ville (III)** - (14 novembre 2017) (p. 4921).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018** [n° 63 (2017-2018)] - (21 novembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5397).

- **Projet de loi de finances pour 2018** [n° 107 (2017-2018)]

Discussion générale :

- (23 novembre 2017) (p. 6305). - **Question préalable** (p. 6311).

Discussion générale :

(p. 6319).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des territoires ruraux** - (23 novembre 2017) (p. 6330).

- **Projet de loi de finances pour 2018** [n° 107 (2017-2018)] (suite)

Discussion générale :

- (23 novembre 2017) (p. 6334, 6335).

Première partie :

- (24 novembre 2017) - **Article 3** (*Art. 1407 bis, 1413 bis, 1414, 1414 A, 1414 B, 1414 C (nouveau), 1417, 1605 bis et 1641 du code général des impôts, et L. 173 du livre des procédures fiscales - Dégrèvement de la taxe d'habitation sur la résidence principale*) (p. 6396, 6397). (p. 6403). - **Articles additionnels après l'article 6 bis** (p. 6417, 6418). (p. 6419). (p. 6419, 6420). (p. 6422). (p. 6425). - **Articles additionnels après l'article 6 ter** (p. 6427). (p. 6428). - **Articles additionnels après l'article 6 quater** (p. 6441, 6442). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 6450). (p. 6450).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2017) - **Article 12** (*Création de l'impôt sur la fortune immobilière et suppression de l'impôt sur la fortune*) (p. 6580, 6581).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2017) - **Article 15** (*art. 62 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 - Modification de l'assiette de la taxe sur les transactions financières*) (p. 6635). - **Article 16** (*art. L. 1613-1, art. L. 2335-3, art. L. 3334-17 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B, art. 1586 B et art. 1648 A du code général des impôts, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 49 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative*

pour 2014, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 6 de la loi n° 87-1317 de finances pour 1987 du 30 décembre 1986, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 2, art. 77 et art. 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 de finances pour 2011, art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Fixation pour 2018 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL) (p. 6659). (p. 6666). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 6671). (p. 6674). (p. 6674). - **Article 19** (Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public) (p. 6701). (p. 6703). - **Article 25 bis (nouveau)** (art. 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 - Création d'une nouvelle section au sein du CCF « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés, CDG express ») (p. 6735).

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2017) - **Article 28 et état A** (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 6763).

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) (p. 6797, 6798).

Relations avec les collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) - **Article 61** (art. L. 2336-1, art. L. 2336-3, art. L. 2336-6, art. L. 3335-1, art. L. 3335-3, art. L. 4332-9 du code général des collectivités territoriales, art. 166 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 - Modification des règles de répartition des dispositifs de péréquation horizontale) (p. 6850, 6851). (p. 6854). (p. 6855).

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (5 décembre 2017) (p. 7195).

Cohésion des territoires

- (6 décembre 2017) (p. 7292, 7294). - **Rappel au règlement** (p. 7310). - **Article 52 (priorité)** (art. L. 351-2, L. 351-3, L. 411-8-1, L. 441-3, L. 441-11, L. 442-2-1 [nouveau] et L. 481-2 du code de la construction, art. L. 542-2 et L. 831-1 du code de la sécurité sociale - Réforme des aides au logement et de la politique des loyers dans le parc social) (p. 7317, 7318). (p. 7320). (p. 7323). (p. 7325). (p. 7328, 7329). (p. 7333). (p. 7334). (p. 7334). - **État B** (p. 7335). (p. 7336). (p. 7337). (p. 7338, 7339). (p. 7340). (p. 7341). - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 7344, 7345). (p. 7345). (p. 7345). - **Article 52 bis (nouveau)** (art. L. 345-1 du code de la construction et de l'habitation) - Obligation pour les CHRS de remplir annuellement l'enquête nationale de coûts) (p. 7346). - **Article 52 ter (nouveau)** (art. L. 351-2-1 du code de la construction et de la sécurité sociale - Coordination compte tenu de la création de l'impôt sur la fortune immobilière (IFI) en remplacement de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) et codification du principe de non-éligibilité aux aides personnelles au logement des particuliers rattachés au foyer fiscal de leurs parents assujettis à cet impôt) (p. 7347). (p. 7347). - **Article 52 quater (nouveau)** (art. L. 435-1, L. 443-14-1 [nouveau], L. 443-15-2-1, L. 443-15-2-2 et L. 452-3 du code de la construction et de

l'habitation - Création d'une taxe sur le produit des cessions de logements des organismes de logement social) (p. 7348). (p. 7349). (p. 7349).

Articles non rattachés

- (8 décembre 2017) - **Article 39** (art. 199 novovicies et 279-0 bis A du code général des impôts - Prorogation et recentrage de la réduction d'IR en faveur de l'investissement locatif intermédiaire, dispositif « Pinel ») (p. 7542). (p. 7543). (p. 7544). - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 7550). (p. 7551). (p. 7552).

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2017) - **Article 45 ter (nouveau)** (art. 1384 A, 1384 C et 1384 D du code général des impôts et art. L. 2335-3, L. 5214-23-2, L. 5215-35 et L. 5216-8-1 du code général des collectivités territoriales - Prorogation de l'allongement d'exonérations de longue durée de taxe foncière sur les propriétés bâties pour le logement social) (p. 7778). - **Articles additionnels après l'article 45 ter** (p. 7780). - **Article 45 sexies (nouveau)** (art. L. 133-17 du code du tourisme - Aménagement des délais applicables à la procédure de classement en commune touristique ou en station de tourisme) (p. 7791, 7792). - **Article additionnel après l'article 46 septies** (Rapport sur les conventions fiscales bilatérales) (p. 7810). - **Article 47 bis (nouveau)** (Création d'une indemnité compensatrice de la hausse de la CSG pour les agents publics) (p. 7812). - **Articles additionnels après l'article 48 bis** (p. 7820).

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7838, 7839).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 155 (2017-2018)]** - (14 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 9656).

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2017) - **Article 17** (art. 1406, art. 1409, art. 1495, art. 1497, art. 1498, art. 1502, art. 1504, art. 1505, art. 1506, art. 1506 bis [nouveau], art. 1507, art. 1508, art. 1516, art. 1517, art. 1518, art. 1518 bis, art. 1518 ter [nouveau], art. 1518 A ter, art. 1518 A quinquies [nouveau], art. 1518 E [nouveau], art. 1518 F [nouveau], art. 1650 B [nouveau], art. 1650 C [nouveau], art. 1651 E, art. 1729 C du code général des impôts, art. L. 175 et art. L. 201 D [nouveau] du livre des procédures fiscales et art. 34 de la loi n° 2010-1658 de finances rectificative pour 2010 - Codification de l'article 34 de la loi de finances rectificative pour 2010 et aménagement de certaines dispositions relatives à la révision des valeurs locatives des locaux professionnels) (p. 9795). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 9880). (p. 9881).

- **Projet de loi de finances pour 2018 - Nouvelle lecture [n° 172 (2017-2018)]**

Discussion générale :

- (19 décembre 2017) (p. 10394). (p. 10395). (p. 10403, 10405).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Nouvelle lecture [n° 178 (2017-2018)]** - (19 décembre 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de finances n° 172 (2017-2018)** (p. 10394). (p. 10395). (p. 10403, 10405).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les bailleurs sociaux** - (19 décembre 2017) (p. 10414). (p. 10415).

DANESI (René)
sénateur (Haut-Rhin)
LR

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 3 octobre 2017.

Membre de la commission des affaires européennes ; nouvelle nomination le 5 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017.

Membre suppléant de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 7 novembre 2017.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » jusqu'au 12 juin 2017.

Membre de la commission d'enquête sur les frontières européennes, le contrôle des flux des personnes et des marchandises en Europe et l'avenir de l'espace Schengen jusqu'au 12 juin 2017.

Membre de la mission d'information sur la démocratie représentative, la démocratie participative, la démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 jusqu'au 12 juin 2017.

Membre de la mission d'information sur Alstom et la stratégie industrielle du pays le 22 novembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : L'Italie et l'Union européenne [n° 292 (2016-2017)] (12 janvier 2017) - **Traités et conventions.**

Proposition de loi visant à maintenir l'eau et l'assainissement dans les compétences optionnelles des communautés de communes ou des communautés d'agglomération après 2020 [n° 320 (2016-2017)] (21 janvier 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier 2017) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement.**

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 557 (2016-2017)] (18 mai 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi sur la majoration des pensions aux veuves des très grands invalides de guerre dont l'indice de pension était supérieur à 2 000 points à la date du décès [n° 626 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi portant création d'un fonds de dotation pour les territoires ruraux [n° 713 (2016-2017)] (7 septembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges pesant sur les entreprises [n° 721 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Entreprises.**

Proposition de loi organique relative aux études d'impact des projets de loi [n° 722 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Entreprises.**

Proposition de loi tendant à reconduire le Conseil de la simplification pour les entreprises et à renforcer leur sécurité juridique [n° 723 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Entreprises.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la simplification des normes entravant la vie économique [n° 724 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prolonger le délai de validité des habilitations des clercs de notaire [n° 7 (2017-2018)] (5 octobre 2017) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 30 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à prendre en compte la situation des « Américains accidentés » concernés par le Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA) [n° 64 (2017-2018)] (6 novembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 octies du Règlement, portant avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de règlement relatif à l'ENISA, Agence de l'Union européenne pour la cybersécurité, et abrogeant le règlement (UE) n° 526/2013, et relatif à la certification des technologies de l'information et des communications en matière de cybersécurité (règlement sur la cybersécurité) - COM(2017) 477 final [n° 79 (2017-2018)] (9 novembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Véhicule sans chauffeur : le futur imminent [n° 117 (2017-2018)] (27 novembre 2017) - **Traités et conventions.**

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 12 janvier 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - L'Italie et l'Union européenne : rapport d'information et avis politique de MM. Jean Bizet, Pascal Allizard, René Danesi, André Gattolin, Mme Gisèle Jourda et M. Simon Sutour.

Questions sociales et santé - Perturbateurs endocriniens : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Patricia Schillinger et M. Alain Vasselle.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de M. Fabrice Leggeri, directeur exécutif de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex).

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Laurent Stefanini, ambassadeur, délégué permanent de la France auprès de l'UNESCO, accompagné de M. Daniel Janicot, président de la Commission nationale française pour l'UNESCO.

(*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition conjointe de MM. Loïc Blondiaux, professeur de science politique à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne et Rémi Lefebvre, professeur de science politique à l'université Lille II.

Réunion du jeudi 9 février 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition de M. Bernard Manin, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et professeur de science politique à l'université de New York.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur la francophonie - Présentation du rapport d'information.

(*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition conjointe des représentants d'associations d'élus locaux, avec M. Charles Fournier, vice-président du conseil régional de Centre-Val de Loire, pour Régions de France, Mme Alexandrine Leclerc, vice-présidente du conseil départemental du Loiret représentant l'Assemblée des départements de France (ADF), M. Loïc Cauret, président de la communauté de communes Lamballe Terre et Mer, président délégué de l'Assemblée des communautés de France (AdCF), et MM. Bertrand Pancher, député-maire de Bar-Le-Duc, et Alexandre Touzet, maire de Saint-Yon, représentant l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalités (AMF).

Réunion du mercredi 29 mars 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Examen du projet de rapport.

Réunion du mardi 27 juin 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, sur les conclusions du Conseil européen des 22 et 23 juin 2017.

Réunion du jeudi 6 juillet 2017 (*commission des affaires européennes*) : Élargissement - Relations entre l'Union européenne et la Turquie : rapport d'information de MM. Jean-Yves Leconte et André Reichardt.

Énergie - Paquet « Énergie » : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Michel Delebarre.

Réunion du mercredi 27 septembre 2017 (*délégation aux entreprises*) : Communication de Mme Anne-Catherine Loisier relative au projet de loi n° 578 ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations.

Réunion du jeudi 19 octobre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Création et composition de groupes de travail internes à la commission.

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Cybersécurité : avis motivé de M. René Danesi et Mme Laurence Harribey.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Contrôle des investissements étrangers : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Franck Menonville.

Transports - Stratégie de l'Union européenne pour le véhicule autonome : rapport d'information de M. René Danesi, Mmes Pascale Gruny, Gisèle Jourda et M. Pierre Médevielle.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Énergie - Règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel : avis motivé de MM. Claude Kern et Michel Raison.

Énergie - Union de l'énergie : rapport d'information de MM. Claude Kern et Michel Raison.

Institutions européennes - Réunion plénière de la COSAC : communication de M. Jean Bizet.

Réunion du jeudi 14 décembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Politique de coopération - Partenariat oriental : communication de MM. René Danesi, Pierre Médevielle et André Reichardt.

Réunion du jeudi 21 décembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, sur les résultats du Conseil européen des 14 et 15 décembre.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)] - (21 février 2017) - Discussion générale (p. 1670).

- Proposition de loi visant à la mise en œuvre effective du droit à l'eau potable et à l'assainissement [n° 416 (2016-2017)] - (22 février 2017) - Article 2 (Texte non modifié par la commission) (art. L. 1314-2 [nouveau] du code de la santé publique - Obligation pour les collectivités territoriales de mettre gratuitement à disposition des équipements sanitaires et de distribution d'eau potable) (p. 1749, 1750).

- Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 410 (2016-2017)] - (23 février 2017) - Article unique (Texte non modifié par la commission) (p. 1836).

- Proposition de loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations [n° 164 (2017-2018)] - (18 décembre 2017) - Article 1er (art. 59 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Compétences des départements et des régions. Responsabilité limitée des gestionnaires d'ouvrages de protection. Modalités de transfert ou de délégation de la compétence GEMAPI) (p. 10320). (p. 10320). (p. 10324). (p. 10326). (p. 10326). - Articles additionnels après l'article 1er (p. 10327). (p. 10327). (p. 10327). (p. 10328).

DANTEC (Ronan)
sénateur (Loire-Atlantique)
RDSE-R

Réélu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 18 octobre 2017, puis vice-président le 26 octobre 2017.

Rapporteur de la commission d'enquête sur la réalité des mesures de compensation des atteintes à la biodiversité engagées sur des grands projets d'infrastructures, intégrant les mesures d'anticipation, les études préalables, les conditions de réalisation et leur suivi jusqu'au 12 juin 2017.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement (31 octobre 2017).

Membre titulaire du conseil d'orientation de l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer jusqu'au 20 février 2017.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur la proposition de loi [n° 685 (2015-2016)] visant à la mise en œuvre effective du droit à l'eau potable et à l'assainissement [n° 415 (2016-2017)] (15 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article premier de la Constitution pour y inscrire le principe d'égalité devant la loi sans distinction de sexe [n° 454 (2016-2017)] (8 mars 2017) - **Famille**.

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête : Compensation des atteintes à la biodiversité : construire le consensus - Rapport [n° 517 tome 1 (2016-2017)] (25 avril 2017) - **Aménagement du territoire**.

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête : Compensation des atteintes à la biodiversité : construire le consensus - Auditions [n° 517 tome 2 (2016-2017)] (25 avril 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi élargissant les modalités d'intervention de l'action extérieure des collectivités territoriales en matière d'eau, d'assainissement, d'électricité, de gaz et de déchets ménagers [n° 714 (2016-2017)] (11 septembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de M. André Flajolet, président de la commission environnement et développement durable de l'Association des maires de

France, Mme Hermeline Malherbe, présidente de la commission environnement de l'Association des départements de France, MM. Philippe Schmit, secrétaire général de l'Assemblée des communautés de France et Hubert Dejean de la Batie, vice-président de la région Normandie en charge de l'environnement, membre de l'Association des régions de France.

Audition de représentants de l'Association des sociétés françaises d'autoroutes (ASFA) : MM. Marc Bouron, directeur général de Cofiroute, Nicolas Orset, directeur adjoint de la construction du groupe Autoroutes Paris-Rhin-Rhône (APRR), Arnaud Hary, directeur du développement des concessions de Sanef, et Christophe Boutin, adjoint au délégué général.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement de la commission en Californie - Communication.

Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 janvier 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de MM. Jean-Pierre Poly, directeur général de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS), Guillaume Rousset, directeur de la recherche et de l'expertise de l'ONCFS, Jean-Michel Zammite, directeur du contrôle des usages et de l'action territoriale, et Mme Véronique de Crespin de Billy, chef de projet appui technique, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA).

Audition de MM. Serge Muller, vice-président du comité permanent et président de la commission « Flore », Michel Métails, président de la commission « Faune », et Serge Urbano, secrétaire du comité permanent du Conseil national de la protection de la nature.

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de M. Jean-Paul Naud, co-président, Mme Geneviève Lebouteux, secrétaire du collectif d'élus doutant de la pertinence de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes (CéDPA), MM. Christophe Dougé, conseiller régional des Pays de la Loire et adhérent du CéDPA, Julien Durand, administrateur et porte-parole de l'association citoyenne intercommunale des populations concernées par le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes (ACIPA), Mme Agnès Belaud, administratrice de l'ACIPA et du CéDPA, et M. Sylvain Fresneau, président de l'association de défense des exploitants concernés par l'aéroport (ADECA) et adhérent de l'ACIPA.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de M. Bruno Léchevin, président, et M. Fabrice Boissier, directeur général délégué, de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).

Audition de M. François Poupard, directeur général de la direction générale des infrastructures, des transports et de la mer (DGITM) du ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer.

Audition de MM. Patrick Jeantet, président-directeur général, Bernard Torrin, directeur de l'environnement et du développement durable de SNCF Réseau et Mme Corinne Roecklin.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement de la commission à Marrakech dans le cadre de la COP22 - Communication.

Réunion du jeudi 19 janvier 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de MM. Olivier de Guinaumont, président d'A'liénor, Philippe Thiévent, directeur de CDC biodiversité et Guillaume Benoit, gérant associé de la société RBC projet, assistant maîtrise d'ouvrage environnement d'A'liénor.

Audition de M. Patrick Lantrès, président du comité « TGV réaction citoyenne ».

Audition de M. Romain Dubois, auteur du rapport « Améliorer la séquence Éviter-réduire-compenser », directeur général adjoint de SNCF Réseau.

Réunion du mardi 24 janvier 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de MM. Bernard Godinot, directeur de projet, David Bécart, directeur environnement et développement durable, et Mme Amandine Szurpicki, responsable des mesures compensatoires de COSEA, concepteur-constructeur de la LGV SEA.

Audition de MM. Marc Bouchery, directeur général du syndicat mixte aéroportuaire du Grand Ouest et Jean-Claude Lemasson, maire de Saint-Aignan-de-Grand-Lieu, vice-président de Nantes métropole et élu du syndicat mixte aéroportuaire du Grand Ouest.

Audition de MM. Pierre Dartout, préfet de la région Nouvelle-Aquitaine, et Patrice Guyot, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Nouvelle-Aquitaine.

Réunion du mardi 31 janvier 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de MM. Laurent Cavois, président de ligne à grande vitesse Sud Europe Atlantique (LISEA), et Thierry Charlemagne, directeur de l'environnement et du développement durable (LISEA), membre de l'Observatoire environnemental de la ligne à grande vitesse SEA Tours-Bordeaux.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de M. Bruno Gazeau, président, et Mme Anne-Marie Ghémar, vice-présidente de la Fédération nationale des usagers des transports (FNAUT).

Audition de M. Philippe Barbedienne, directeur de la Fédération des sociétés pour l'étude, la protection et l'aménagement de la nature dans le Sud-Ouest (SEPANSO).

Audition de MM. Vincent Le Parc, directeur d'Aéroports du Grand Ouest, Nicolas Brousse, directeur général adjoint chargé de la maîtrise d'ouvrage du futur aéroport du Grand Ouest, et Mme Aurélie Riffart, responsable environnement d'Aéroports du Grand Ouest.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Philippe Martin, candidat proposé aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité.

Réunion du mardi 7 février 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition commune de MM. Alain Bernier, président de la fédération départementale de Loire-Atlantique des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA 44), Christophe Sablé, secrétaire général de la chambre régionale d'agriculture des Pays de la Loire, Dominique Deniaud, président de la section locale de Loire-Atlantique de la Confédération paysanne, Cyril Bouligand et Daniel Durand, membres du collectif « Copain 44 ».

Audition de M. Fabien Raynaud, président de la 6e chambre de la section du contentieux du Conseil d'État.

Audition de MM. Dominique Boschet, président de l'Association contre le survol de l'agglomération nantaise (ACSAN), Guillaume Dalmard et André Taméza, membres de l'association « Des ailes pour l'Ouest ».

Audition de MM. Philippe Frin et Michel Mayol, membres du collectif « Naturalistes en lutte ».

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de MM. Henri-Michel Comet, préfet de région, et Philippe

Viroulaud, directeur général adjoint de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire.

Audition de MM. Henry Frémont, président, David Froger, chef du pôle environnement et Julien Martinez, chargé de projet environnement de la chambre d'agriculture d'Indre-et-Loire.

Audition de M. Renaud Lagrave, vice-président chargé des infrastructures, des transports et de la mobilité du conseil régional de Nouvelle-Aquitaine.

Réunion du jeudi 9 février 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de M. Benoît Fauchoux, vice-président délégué à la transition énergétique et à l'environnement, au conseil régional Centre-Val de Loire.

Audition de M. Rouchdy Kbaier, Mme Claude Brévan, membres de la commission du dialogue, M. Ghislain de Marsily, président, Mme Véronique de Crespigny de Billy, et MM. Julien Tournebize et Serge Muller, rapporteurs, du collège des experts scientifiques relatif à l'évaluation de la méthode de compensation des incidences sur les zones humides.

Audition du Conseil national de l'expertise foncière agricole et forestière (CNEFAF) : MM. François Paliard, vice-président, Alban le Cour Grandmaison, spécialiste des systèmes géographiques, Gilles Barreau, expert forestier, Thierry Routier, expert foncier et agricole, et Philippe Gourmain, président d'Experts forestiers de France (EFF).

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de M. François Pinte, premier vice-président, et Mme Estelle Sandré-Chardonnal, directrice générale en charge des transports et de l'environnement, du conseil régional des Pays de la Loire.

Audition de MM. Nacer Meddah, préfet de région, et Stéphane Lelièvre, chargé de mission à la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de la région Centre-Val de Loire.

Audition de Mme Anne Guerrero (SNCF Réseau), MM. Joachim Lémeri (Eiffage Concessions), Jean-François Lesigne (Réseau de transport d'électricité, RTE), Mme Laetitia Mahenc (Transports infrastructures gaz France, TIGF) et M. Bertrand Seurret (GRT Gaz), membres du Club infrastructures linéaires et diversité (CILB).

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à la mise en œuvre effective du droit à l'eau potable et à l'assainissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à la mise en œuvre effective du droit à l'eau potable et à l'assainissement - Examen des amendements de séance sur le texte de la commission.

Réunion du jeudi 23 février 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de MM. Daniel Gilardot, président de la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) de la Vienne, Gustave Talbot, président de Poitou-Charentes nature, et Jean-Louis Jollivet, vice-président de Vienne nature.

Audition de MM. Benoît Biteau, président du conservatoire d'espaces naturels de Poitou-Charentes, Frédéric Breton, directeur du conservatoire d'espaces naturels Centre-Val de Loire, et Emmanuel Michau, administrateur de Réserves naturelles de France.

Réunion du mercredi 1er mars 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de MM. Fabrice Roussel, vice-président de Nantes métropole, et Stéphane Bois, directeur du pôle métropolitain Nantes-Saint-Nazaire.

Audition de MM. Nicolas Forray, président de la section « Milieu, ressources et risques », Philippe Ledenvic, président de l'Autorité environnementale et Christian Barthod, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts du Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD).

Audition de MM. Philippe Martin, président, et Christophe Aubel, directeur général, de l'Agence française pour la biodiversité (AFB).

Audition de MM. Fabien Quétier, directeur d'études, et Mathias Prat, directeur de production, du bureau d'études Biotope.

Audition de MM. Jean-François Asmodé (OGE), Pascal Fournier (GREGE), Stéphane Pradon (Egis environnement), Mme Rebecca Briot et M. Vincent Guillemot (Dervenn).

Audition de Mme Françoise Lavarde, secrétaire générale de la Commission nationale du débat public (CNDP).

Réunion du mercredi 5 avril 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Examen du projet de rapport.

Réunion du mardi 25 avril 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Suite de l'examen du projet de rapport.

Réunion du mercredi 31 mai 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail sur l'aménagement du territoire - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 26 octobre 2017 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Constitution du bureau de la délégation.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports routiers » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports maritimes » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique [n° 267 (2016-2017)]** - (11 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 105). - **Article 3** (*art. L. 562-1 du code de l'environnement - Création de zones d'activité résiliente et temporaire en cas de risque de recul du trait de côte*) (p. 113). - **Article 8 bis (supprimé)** (*art. premier de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 - Information par les agents et intermédiaires immobiliers du preneur d'un bien sur le risque de recul du trait de côte*) (p. 114, 115). (p. 115). - **Article 9 A (nouveau)** (*art. L. 121-10 du code de l'urbanisme - Dérogations à la règle d'urbanisation en continuité dans les communes littorales*) (p. 117). (p. 117). (p. 120). (p. 122). (p. 122). (p. 124). - **Articles additionnels après l'article 9 B** (p. 130). - **Article 13** (*art. L. 561-1 et L. 563-1 du code de l'environnement - Éligibilité de l'indemnisation du recul du trait de côte au titre du « fonds Barnier »*) (p. 136).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le nucléaire en France** - (14 février 2017) (p. 1438).

- **Proposition de loi visant à la mise en œuvre effective du droit à l'eau potable et à l'assainissement [n° 416 (2016-2017)]** - (22 février 2017) - rapporteur de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable - **Discussion générale** (p. 1736, 1738). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 1314-1 [nouveau] du code de la santé publique - Reconnaissance du droit de l'Homme à l'eau potable et à l'assainissement*) (p. 1747). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 1314-2 [nouveau] du code de la santé publique - Obligation pour les collectivités territoriales de mettre gratuitement à disposition des équipements sanitaires et de distribution d'eau potable*) (p. 1749). (p. 1751). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 115-3-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Création d'une aide préventive pour l'accès à l'eau potable*) (p. 1754). (p. 1756). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 115-3-2 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Allocation forfaitaire d'eau*) (p. 1757). (p. 1757). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 351-6 et L. 351-7 du code de la construction et de l'habitation, art. 6 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement, art. L. 2224-2 du code général des collectivités territoriales - Modalités de financement de l'allocation forfaitaire d'eau*) (p. 1759).

- **Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme [n° 630 (2016-2017)]** - (18 juillet 2017) - **Article 1er** (*art. L. 226-1 [nouveau], L. 511-1, L. 613-1 et L. 613-2 du code de la sécurité intérieure - Périmètres de protection*) (p. 2642).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664**

(2016-2017)] - (26 juillet 2017) - **Article 2** (*Nouvelle organisation du dialogue social et rénovation de l'exercice des responsabilités syndicales en entreprise*) (p. 3071).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement [n° 9 (2017-2018)]** - (10 octobre 2017) - **Discussion générale** (p. 3653). - **Article 2** (*Mise en cohérence du vocabulaire de plusieurs codes*) (p. 3679). (p. 3685). (p. 3686). (p. 3686, 3687). (p. 3687). (p. 3687). (p. 3688). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 3691). (p. 3692). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3694).

- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement [n° 43 (2017-2018)]** - (7 novembre 2017) - **Article 1er** (*art. L. 111-1, art. L. 111-4 à L. 111-9 [nouveaux] du code minier - Arrêt progressif de la recherche et de l'exploitation des hydrocarbures*) (p. 4369, 4370). (p. 4378). (p. 4381, 4382). (p. 4385). - **Rappel au règlement** (p. 4387). (p. 4387). - **Article 2** (*Application de l'article 1er aux demandes de titres nouvelles ou en cours d'instruction*) (p. 4391). - **Article additionnel après l'article 3 ter** (*Publicité de l'intensité des hydrocarbures importés en termes d'émissions de gaz à effet de serre*) (p. 4406). (p. 4407). - **Article 3 quater** (*Mise en ligne des demandes de titres d'exploration et d'exploitation d'hydrocarbures et des titres en cours de validité*) (p. 4411).

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2017) - **Article 5 bis** (*art. L. 341-2, L. 342-3 et L. 342-7, Art. L. 342-7-1 et L. 345-1 à L. 345-7 [nouveaux] du code de l'énergie - Régulation du raccordement en mer d'énergies renouvelables et définition des réseaux intérieurs des bâtiments*) (p. 4435). (p. 4435). (p. 4435). (p. 4435, 4436). - **Article 5 ter A (nouveau)** (*art. L. 345-1 à L. 345-7 [nouveaux] du code de l'énergie - Réseaux intérieurs des bâtiments*) (p. 4438). (p. 4438). (p. 4439). (p. 4439). (p. 4440). - **Article additionnel après l'article 5 ter A** (*Simplification du transport des contrats d'obligations d'achat*) (p. 4440). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4456, 4457).

- **Débat sur le thème « Quelles énergies pour demain ? »** - (22 novembre 2017) (p. 7646, 7648).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Première partie :

- (24 novembre 2017) - **Article additionnel après l'article 2 quater** (*Exploitation d'installations photovoltaïques*) (p. 6391). - **Articles additionnels après l'article 6 quater** (p. 6432). (p. 6435). (p. 6436). (p. 6437, 6438). (p. 6438). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 6451). - **Article 9** (*art. 265, 266 quinquies, 266 quinquies B et 266 quinquies C du code des douanes - Trajectoire de la composante carbone pour la période 2018-2022 et conséquences en matière de tarifs des taxes intérieures de consommation*) (p. 6470, 6471). (p. 6475).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les énergies positives et la croissance verte** - (28 novembre 2017) (p. 6774).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] (suite)**

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables

- (1er décembre 2017) (p. 7007, 7008). (p. 7011). - **État B** (p. 7016). - **Article 54** (*art. L. 213-9-2 du code de l'environnement et art. 124 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 - Création d'une contribution des agences de l'eau au bénéfice d'opérateurs de l'environnement*) (p. 7020).

Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres

- (1er décembre 2017) - **État D** (p. 7026).

- **Débat sur la COP23** - (13 décembre 2017) (p. 9599).

- **Proposition de résolution visant à pérenniser et adapter la procédure de législation en commission [n° 135 (2017-2018)]** - (14 décembre 2017) - **Articles additionnels avant l'article unique** (p. 9627, 9628). - **Article unique** (p. 9634).

- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Nouvelle lecture [n° 124 (2017-2018)]** - (18 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10295). (p. 10299). - **Question préalable** (p. 10307).

DARCOS (Laure)
sénatrice (Essonne)
LR

Élue le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 18 octobre 2017, puis vice-présidente le 26 octobre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 557 (2016-2017)] (18 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 112 tome 5 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 181 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer un égal accès de tous les citoyens aux services publics de l'État et de ses opérateurs [n° 182 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rentrée universitaire - Audition de M. Gilles Roussel, président de la Conférence des présidents d'université (CPU).

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Laura Flessel, ministre des sports.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Recherche et Enseignement supérieur » - Crédits « Recherche » et « Enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » - Crédits « Audiovisuel » et compte de concours financier « Avances à l'audiovisuel public » - Crédits « Livre et industries culturelles » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » (et articles 57 octies et nonies) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Culture » - Audition de Mme Françoise Nyssen, ministre de la culture.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Enseignement scolaire » - Crédits « Enseignement scolaire » et « Enseignement technique agricole » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 30 novembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Marie-France Hirigoyen, psychiatre, sur le harcèlement.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants - Audition conjointe de MM. Gilles Roussel, président de la Conférence des présidents d'université (CPU) et Philippe Vincent, secrétaire général adjoint du Syndicat national des personnels de direction de l'éducation nationale (SNPDEN).

Réunion du jeudi 7 décembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Brigitte Grézy, secrétaire générale du Conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, sur le harcèlement sexuel et les agissements sexistes au travail.

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de « maison commune de la musique » - Audition de M. Roch-Olivier Maistre.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la gestion du retour des djihadistes** - (31 octobre 2017) (p. 4271). (p. 4272).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Enseignement scolaire

- (29 novembre 2017) - **État B** (p. 6883, 6884).

Santé

- (30 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 62 bis** (p. 6931). (p. 6932).

- **Question orale sans débat sur la situation du personnel enseignant** - (5 décembre 2017) (p. 7177, 7178). (p. 7178).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] (suite)**

Seconde partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (7 décembre 2017) (p. 7480). - **État B** (p. 7495).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique budgétaire et le rapport de la Cour des comptes** - (6 juillet 2017) (p. 1959, 1960).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de la taxe d'habitation (I)** - (11 juillet 2017) (p. 2021).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de la taxe d'habitation (II)** - (11 juillet 2017) (p. 2022).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de la taxe d'habitation (III)** - (11 juillet 2017) (p. 2023, 2024).

- **Éloge funèbre de Patrick Masclat, sénateur du Nord** - (18 juillet 2017) (p. 2622, 2623).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les finances des collectivités territoriales** - (20 juillet 2017) (p. 2826).

DARMANIN (Gérald)
ministre de l'action et des comptes publics
(à partir du 17 mai 2017)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de la taxe d'habitation** - (6 juillet 2017) (p. 1959).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les collectivités et la réforme de la taxe d'habitation** - (20 juillet 2017) (p. 2830).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 645 (2016-2017)]** - (20 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 2839, 2840). (p. 2861, 2863).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'avenant modifiant la convention du 14 janvier 1971 entre la France et le Portugal tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu [n° 623 (2016-2017)]** - (20 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 2891, 2892). (p. 2895, 2896).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (25 juillet 2017) - **Article 9 (priorité)** (*Report d'un an de l'entrée en vigueur du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu*) (p. 2991, 2992). (p. 2994). (p. 2995). (p. 2996). (p. 2997). (p. 2998). - **Article additionnel après l'article 9 (priorité)** (p. 2999).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les dotations à destination des collectivités territoriales** - (1er août 2017) (p. 3507, 3508).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 [n° 57 (2017-2018)]** - (9 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4641, 4647). - **Question préalable** (p. 4652). - **Discussion générale** (p. 4661, 4662). - **Article 1er et rapport annexé** (p. 4701). - **Article 2** (*Définition de l'objectif à moyen terme (OMT) de solde structurel et de la trajectoire de solde structurel pour les années 2018 à 2022*) (p. 4702). - **Article 3** (*Décomposition de la trajectoire de solde effectif entre composante structurelle, composante conjoncturelle et mesures ponctuelles et temporaires*) (p. 4704). (p. 4705). (p. 4705, 4706). - **Article 3 bis (nouveau)** (*Évolution des dépenses « pilotables » nettes et du ratio d'endettement corrigé des effets de la conjoncture*) (p. 4708). - **Article 4 (texte non modifié par la commission)** (*Objectif d'effort structurel des administrations publiques sous-jacent à la trajectoire de solde structurel*) (p. 4709). - **Article 5** (*Trajectoire de la dépense publique hors crédits d'impôts et du taux de prélèvements obligatoires*) (p. 4710). - **Article 6 bis** (*Règle d'affectation d'un surplus budgétaire*) (p. 4710, 4711). - **Article 8 bis (nouveau)** (*Encadrement de l'évolution des effectifs de l'État et de ses opérateurs*) (p. 4712, 4713). (p. 4713, 4714). - **Article 8 ter (nouveau)** (*Ajustement des plafonds d'emplois à l'exécution*) (p. 4716). (p. 4716, 4717). - **Article 9** (*Objectif de dépenses des régimes obligatoires de base de sécurité sociale et objectif national de dépenses d'assurance maladie*) (p. 4718). (p. 4718). - **Article 10** (*Fixation d'objectifs en matière de finances des collectivités territoriales et mise en place d'une procédure de contractualisation*) (p. 4722, 4723). (p. 4724). (p. 4724). (p. 4726, 4727). (p. 4727). (p. 4729). (p. 4731). - **Article additionnel après l'article 10** (*Calcul de l'objectif d'évolution des dépenses de fonctionnement des collectivités territoriales et de leurs groupements*) (p. 4732). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (*Objectif de diminution des dépenses de gestion administrative des régimes obligatoires de sécurité sociale*) (p. 4732). (p. 4732). - **Article 13** (*Concours financiers de l'État aux collectivités territoriales pour la période quinquennale*) (p. 4734). (p. 4734). - **Article 14 (texte non modifié par la commission)** (*Plafonnement des restes à payer au niveau atteint en 2017*) (p. 4735). (p. 4736). (p. 4736, 4737). - **Article 15** (*Règles encadrant le recours à l'affectation de recettes fiscales à certains organismes concourant à une mission de service public*) (p. 4738). (p. 4738). - **Article 18 (texte non modifié par la commission)** (*Plafonnement et pilotage des « niches sociales »*) (p. 4739). - **Article additionnel après l'article 23** (*Décomposition des contributions au solde des différentes administrations de sécurité sociale*) (p. 4741). - **Article 25** (*Rapport sur l'exécution de l'objectif d'évolution de la dépense locale*) (p. 4741). - **Article 27 (texte non modifié par la commission)** (*Bilan annuel de la mise en œuvre*) (p. 4742). - **Article 29** (*Abrogation de dispositions de la*

loi de programmation des finances publiques en vigueur) (p. 4744).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le prélèvement à la source** - (14 novembre 2017) (p. 4914).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (14 novembre 2017) - **Article 3** (*art. 57 et 100 de la loi n° 2016-1827 du 23 décembre 2016 de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Ajustement des dotations de l'assurance maladie et du FEH au FMESPP : rectification des contributions de la branche AT-MP à la branche vieillesse et au FIVA : prélèvement sur les recettes du fonds CMU-C au profit de la branche maladie*) (p. 4927). - **Article 4** (*art. L. 241-3, section 4 du chapitre V du titre IV du livre II, art. L. 651-2-1, L. 651-3, L. 651-5 et L. 651-5-3 du code de la sécurité sociale, art. 39 du code général des impôts, art. 112 de la loi n° 2016-1918 du 29 décembre 2016 de finances rectificative pour 2016 - Suppression de la C4S*) (p. 4928). - **Article 7** (*art. L. 131-9, L. 136-7-1, L. 136-8, L. 162-14-1, art. L. 172-1, art. L. 241-2, art. L. 242-11, art. L. 313-1, art. L. 381-30-4, L. 382-22, art. L. 613-1 [nouveau] et art. L. 621-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. L. 731-25, art. L. 731-35 et art. L. 741-9 du code rural et de la pêche maritime - Hausse de la CSG et suppression de cotisations sociales*) (p. 4935, 4938). (p. 4939, 4940). (p. 4941). (p. 4943). (p. 4944). (p. 4950). (p. 4950, 4951). (p. 4951, 4952). (p. 4953). (p. 4954). (p. 4954). (p. 4957, 4959). (p. 4960, 4961). (p. 4962). (p. 4962). (p. 4963). (p. 4963). (p. 4964). (p. 4964). (p. 4966). (p. 4967). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 4968). (p. 4968). (p. 4971). (p. 4971). (p. 4972). (p. 4973). (p. 4974). (p. 4974).

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2017) - **Article 8** (*art. L. 241-2-1 [nouveau], art. L. 241-13, art. L. 243-6-1, art. L. 243-6-2, art. L. 243-6-3, art. L. 243-6-6 à L. 243-6-8 [nouveaux] et L. 243-7 du code de la sécurité sociale, art. L. 741-1 du code rural et de la pêche maritime - Réduction de cotisation maladie et renforcement des allègements généraux en contrepartie de la suppression du CICE et du CITS*) (p. 5001). (p. 5001). (p. 5006). (p. 5007). (p. 5008). (p. 5008). (p. 5008). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 5009). (p. 5010). (p. 5011, 5012). (p. 5012). (p. 5012, 5013). (p. 5014). (p. 5014). (p. 5015). - **Article 8 bis (nouveau)** (*art. 39 du code général des impôts, art. L. 241-3, art. L. 651-2-1, art. L. 651-3, art. L. 651-5 et L. 651-5-3 du code de la sécurité sociale - Fusion de la C3S et de la C3S additionnelle*) (p. 5017). - **Article additionnel après l'article 8 bis** (*Prise en compte, pour les entreprises de négoce, des achats consommés dans l'assiette de la C3S*) (p. 5018). - **Article 8 ter (nouveau)** (*art. L. 137-13 du code de la sécurité sociale - Contribution patronale sur les attributions d'actions gratuites*) (p. 5019). (p. 5019). - **Article 8 quater (nouveau)** (*art. 8 de la loi n° 2019-1827 de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Assujettissement au forfait social des avantages versés au titre des congés de fin d'activité du transport routier*) (p. 5020). (p. 5021). (p. 5021). - **Article 9** (*art. L. 131-6-4 [nouveau] et L. 161-1-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 5141-1 du code du travail - Réforme de l'ACCRES et encouragement des petites activités*) (p. 5022, 5023). (p. 5023). (p. 5024). (p. 5024, 5025). (p. 5025). (p. 5025). (p. 5026). (p. 5027, 5028). (p. 5028). (p. 5028). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 5033, 5034). (p. 5040). - **Article 10** (*art. L. 133-5-6 à L. 133-5-8, L. 133-5-10, L. 234-1-2 et L. 311-3 du code de la sécurité sociale, art. L. 1271-2 du code du travail, art. L. 741-1-1 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 232-15 et L. 442-1 du code de l'action sociale et des familles - Allègement des démarches des petits déclarants par la modernisation des titres simplifiés*) (p. 5042). (p. 5042). - **Article 11** (*art. L. 111-11, L. 114-16-3, L. 114-23, L. 114-24, L. 115-9, L. 123-1, L. 123-2-1, L. 131-6-3, L. 133-1-1 à L. 133-1-3 [abrogés], L. 133-1-4, L. 133-1-5 à L. 133-1-6 [abrogés], L. 133-5-2, L. 133-6-7, L. 133-6-7-1 à L. 133-6-7-3, L. 133-6-9 [abrogé], L. 133-6-10, L. 133-6-11 [abrogé], L. 134-1, L. 134-3, L. 134-4, L. 135-2, L. 135-6, L. 136-3, L. 161-8, L. 161-18, L. 171-2-1 [nouveau], L. 171-3, L. 171-6-1 [nouveau], L. 171-7, L. 172-2, L. 173-2, L. 173-3 [abrogé], L. 182-2-2, L. 182-2-4, L. 182-2-6, L. 200-1, L. 200-2, L. 200-3, L. 211-1, L. 213-1, L. 215-1, L. 221-1, L. 221-3-1, L. 222-1,*

L. 223-1, L. 225-1-1, L. 227-1, L. 233-1 [nouveau], L. 241-2, L. 243-6-3, L. 311-3, L. 351-15, L. 611-1, L. 611-2 à L. 611-19 [abrogés], L. 612-1 à L. 612-6, L. 612-7 à L. 612-13, L. 613-1 [nouveau], L. 613-2 à L. 613-6, L. 613-8, L. 613-9, L. 613-12 à L. 613-14 [abrogés], L. 613-19 à L. 613-19-3, L. 613-20, L. 613-21, L. 613-22 et L. 613-23 [abrogés], L. 614-1 [abrogé], L. 615-1 à L. 615-5 [nouveau], L. 621-1 à L. 621-2 [nouveau], L. 621-4 [abrogé], L. 622-1 à L. 622-3, L. 622-6 [abrogé], L. 622-8, L. 623-1 à L. 623-5, L. 631-1 [nouveau], L. 632-1 à L. 632-3, L. 633-1, L. 633-9 [abrogé], L. 633-11, L. 633-11-1 [abrogé], L. 634-1 [abrogé], L. 634-2 à L. 634-2-1, L. 634-2-2 [abrogé], L. 634-3-1, L. 634-3-2 à L. 634-5 [abrogés], L. 634-6, L. 635-1 à L. 635-6, L. 637-1 à L. 637-2, L. 640-1, L. 641-1, L. 641-8, L. 642-5 à L. 642-6 [nouveau], L. 643-1-A, L. 643-10 [nouveau], L. 651-12 et L. 651-13 [abrogés], L. 652-4, L. 652-6, L. 652-7, L. 661-1 [nouveau], L. 671-1 [nouveau], L. 722-1, L. 722-1-1, L. 722-2 et L. 722-3 [abrogés], L. 722-4, L. 722-5, L. 722-5-1 [abrogé], L. 722-6, L. 722-7 [abrogé], L. 722-9, L. 742-6, L. 742-7, L. 752-4, L. 752-6, L. 752-9, L. 756-5 et L. 766-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 5553-5 du code des transports - Suppression du régime social des indépendants et modification des règles d'affiliation à la CIPAV) (p. 5062). (p. 5062). (p. 5062, 5063). (p. 5064). (p. 5065, 5066). (p. 5067). (p. 5067). (p. 5067). (p. 5067). (p. 5068). (p. 5068). (p. 5068). (p. 5070). (p. 5070, 5071). (p. 5071). (p. 5071). (p. 5071). (p. 5071). (p. 5071). (p. 5072). (p. 5072). (p. 5072). (p. 5072). (p. 5072). (p. 5072). (p. 5072). (p. 5073). (p. 5073). (p. 5073). (p. 5077). (p. 5078). (p. 5078). (p. 5078). (p. 5079). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 5081). (p. 5083). - **Article 12** (Augmentation du droit de consommation sur le tabac en France continentale et en Corse) (p. 5089, 5091). (p. 5092, 5093).

Troisième partie :

- (16 novembre 2017) (p. 5121). (p. 5124). - **Articles additionnels après l'article 12** (Droits d'accises sur le tabac - Sanction du trafic de tabac) (p. 5126, 5127). (p. 5127). (p. 5127).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Discussion générale :

- (23 novembre 2017) (p. 6303, 6305).

Première partie :

- (24 novembre 2017) - **Article 3** (Art. 1407 bis, 1413 bis, 1414, 1414 A, 1414 B, 1414 C (nouveau), 1417, 1605 bis et 1641 du code général des impôts, et L. 173 du livre des procédures fiscales - Dégrevement de la taxe d'habitation sur la résidence principale) (p. 6400, 6402). (p. 6403, 6404). (p. 6405). (p. 6405, 6406). (p. 6407). - **Article 3 bis (nouveau)** (art. 1414 D [nouveau] du code général des impôts - Modalités d'application du dégrèvement de taxe d'habitation aux pensionnaires des établissements d'hébergement de personnes âgées dépendantes sans but lucratif) (p. 6410, 6411). (p. 6411). (p. 6411). - **Article 3 ter (nouveau)** (Aménagements des dispositifs de sortie de l'exonération de taxe d'habitation et du dégrèvement de la contribution à l'audiovisuel public) (p. 6412). - **Article additionnel après l'article 3 ter** (Encadrement des redevances auxquelles les stations de ski sont assujetties en contrepartie de l'occupation du domaine public) (p. 6412, 6413). - **Article 4** (art. 298 septies du code général des impôts - Aménagement de l'assiette de taux réduit de TVA applicable aux services de presse en ligne) (p. 6413, 6414).

(p. 6414). (p. 6415). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 6416). (p. 6417). - **Articles additionnels après l'article 6 bis** (p. 6418). (p. 6419). (p. 6420). (p. 6422, 6423). (p. 6424). (p. 6425). (p. 6426). - **Article 6 ter (nouveau)** (art. 279-0 bis A du code général des impôts - Allègement des conditions pour bénéficiaire du régime d'incitation fiscale à l'investissement institutionnel dans le logement intermédiaire) (p. 6426). - **Articles additionnels après l'article 6 ter** (p. 6427). (p. 6429). - **Article 6 quater (nouveau)** (art. 61 de la loi n° 2016-1918 du 29 décembre 2016 de finances rectificative pour 2016 ; art. 278-0 bis du code général des impôts - Prolongation du taux réduit de TVA pour les autotests de dépistage du VIH) (p. 6429). - **Articles additionnels après l'article 6 quater** (p. 6430). (p. 6430). (p. 6430, 6431). (p. 6431). (p. 6433). (p. 6433, 6434). (p. 6435). (p. 6436). (p. 6437). (p. 6438). (p. 6439). (p. 6440). (p. 6441). (p. 6443). (p. 6444). - **Article 7** (art. 1586 quater et 1586 octies du code général des impôts et art. 51 de la loi n° 2016-1918 du 29 décembre 2016 de finances rectificative pour 2016 - Aménagement des modalités de calcul et de répartition de la CVAE) (p. 6445). (p. 6445). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 6445, 6446). (p. 6446). (p. 6449). (p. 6449). (p. 6450). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 6451). (p. 6451). (p. 6452). (p. 6452, 6453). - **Article 9** (art. 265, 266 quinquies, 266 quinquies B et 266 quinquies C du code des douanes - Trajectoire de la composante carbone pour la période 2018-2022 et conséquences en matière de tarifs des taxes intérieures de consommation) (p. 6470). (p. 6470). (p. 6472, 6473). (p. 6473, 6474). (p. 6474). (p. 6474). (p. 6475). (p. 6476).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 6489). (p. 6490). (p. 6491, 6492). (p. 6495). (p. 6497). (p. 6498). - **Article 9 ter (nouveau)** (art. 266 sexies, 266 septies, 266 nonies, 266 terdecies du code des douanes - Suppression de deux composantes de la TGAP) (p. 6499). (p. 6499). - **Article 9 quater (nouveau)** (art. 266 quinquies du code des douanes - Elargissement de l'assiette de la TGAP aux biocarburants remplaçant le gazole) (p. 6500). (p. 6501). (p. 6501). (p. 6502). (p. 6502). (p. 6503). (p. 6503). (p. 6505). (p. 6506, 6507). (p. 6507). - **Article additionnel après l'article 9 quater** (Champ d'application de la TGAP) (p. 6507, 6508). - **Article 9 quinquies (nouveau)** (art. 39 decies A du code général des impôts - Prolongation du dispositif de suramortissement pour l'achat de véhicules de 3,5 tonnes et plus roulant au gaz naturel pour véhicules (GNV) et biométhane carburant (BioGNV)) (p. 6508). (p. 6508, 6509). - **Article 10** (art. 50-0, 102 ter, 151-0, 163 quaterdecies, 1417, 1586 sexies du code général des impôts, et art. L. 252 B du livre des procédures fiscales - Augmentation des seuils des régimes d'imposition des micro-entreprises) (p. 6511). (p. 6511). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 6513). (p. 6515). (p. 6515). (p. 6516). - **Article additionnel après l'article 10 bis** (Périmètre des zones de revitalisation rurales) (p. 6519).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la gestion des dotations budgétaires versées aux collectivités territoriales** - (14 décembre 2017) (p. 9644).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 155 (2017-2018)]** - (14 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 9652, 9653).

DARNAUD (Mathieu)
sénateur (Ardèche)
LR

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 18 octobre 2017, puis premier vice-président, chargé de la simplification des normes le 26 octobre 2017.

Secrétaire de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes jusqu'au 17 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et autres dispositions en matière sociale et économique (31 janvier 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la collectivité de Corse (8 février 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance portant création de l'établissement public Paris La Défense (1er décembre 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations (19 décembre 2017).

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 19 (2016-2017)] de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique [n° 287 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 315 (2016-2017)] relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain [n° 349 (2016-2017)] (1er février 2017) - **Aménagement du territoire**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique [n° 371 (2016-2017)] (7 février 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 291 (2016-2017)] pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 409 (2016-2017)] (15 février 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à sécuriser l'établissement des procurations électorales [n° 480 (2016-2017)] (28 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Laisser respirer les territoires [n° 485 (2016-2017)] (29 mars 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à élargir les missions des comités locaux d'information et de suivi visés à l'article L. 542-13 du code de l'environnement [n° 561 (2016-2017)] (23 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 550 (2016-2017)] ratifiant l'ordonnance n° 2017-717 du 3 mai 2017 portant création de l'établissement public Paris La Défense [n° 631 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Culture**.

Proposition de loi tendant à la promotion de la cohabitation intergénérationnelle [n° 15 (2017-2018)] (6 octobre 2017) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-717 du 3 mai 2017 portant création de l'établissement public Paris La Défense [n° 144 (2017-2018)] (6 décembre 2017) - **Culture**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 123 (2017-2018)] relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations [n° 163 (2017-2018)] (13 décembre 2017) - **Agriculture et pêche**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : La Polynésie française : allier autonomie dans la République et subsidiarité dans la collectivité [n° 165 (2017-2018)] (13 décembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 181 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer un égal accès de tous les citoyens aux services publics de l'État et de ses opérateurs [n° 182 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations [n° 189 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain (nouvelle lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 6 février 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique.

Réunion du mardi 7 février 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain (nouvelle lecture) - Examen des amendements.

Réunion du mardi 14 février 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen des amendements au texte de la commission mixte paritaire.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mars 2017 (*commission des lois*) : Mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 29 mars 2017 (*commission des lois*) : Mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale - Suite de l'examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-717 du 3 mai 2017 portant création de l'établissement public Paris La Défense - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-717 du 3 mai 2017 portant création de l'établissement public Paris La Défense - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 26 octobre 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Élection du président ; désignation des vice-présidents et des secrétaires ; questions diverses.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à garantir la représentation des communes déléguées au sein des communes nouvelles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Suite à la réunion du bureau de la délégation du 9 novembre 2017, programme de travail semestriel.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Audition de Mme Annick Girardin, ministre des outre-mer, dans le cadre de l'étude sur les risques naturels majeurs dans les outre-mer.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Justice » - Programmes « Justice judiciaire », « Accès au droit et à la justice », « Conduite et pilotage de la politique de la justice » et « Conseil supérieur de la magistrature » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi ratifiant l'ordonnance portant création de l'établissement public Paris La Défense.

Réunion du jeudi 7 décembre 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. André Laignel, premier vice-président de l'Association des maires de France, sur les attentes des collectivités territoriales à l'issue du congrès des maires 2017.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des lois*) : Polynésie française - Examen du rapport d'information.

Proposition de loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 18 décembre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 19 décembre 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique** [n° 288 (2016-2017)] - (17 janvier 2017) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 255, 257). - **Article 3 bis** (*Affirmation de la continuité territoriale comme priorité de l'action de l'État*) (p. 288). (p. 288). (p. 289). - **Article 3 quinquies** (**Texte non modifié par la commission**) (*Rapports du Gouvernement au Parlement sur la garantie aux populations d'outre-mer de l'effectivité des mêmes droits dans divers domaines*) (p. 290). (p. 292). (p. 292). (p. 292). - **Article additionnel après l'article 3 nonies** (p. 294). - **Article 4** (*Création de plans de convergence dans les collectivités régies par l'art. 73 de la Constitution*) (p. 295). (p. 295). - **Article 5** (*Faculté de conclusion de plans de convergence dans les collectivités régies par l'art. 74 de la Constitution et en Nouvelle-Calédonie*) (p. 297). (p. 297). - **Article 5 bis** (*Signature de contrats de convergence*) (p. 298). - **Article**

additionnel après l'article 7 (p. 300). - **Article additionnel après l'article 9 D** (p. 306). - **Article 10 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 514-1 et L. 832-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Contentieux de l'éloignement des étrangers en situation irrégulière en Guadeloupe, en Guyane, à Mayotte, à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin) (p. 313).

- **Suite de la discussion** (18 janvier 2017) - **Articles additionnels après l'article 10 quater** (p. 324). - **Article 10 decies (supprimé)** (Rapport du Gouvernement au Parlement sur le lien entre le prix des boissons alcooliques et la consommation d'alcool) (p. 328). - **Article 10 duodecies (nouveau)** (art. L. 3334-16-2 du code général des collectivités territoriales - Extension à Mayotte du bénéfice du fonds de mobilisation départementale pour l'insertion) (p. 335). - **Article 11 B** (art. L. 1803-1, L. 1803-4, L. 1803-4-1 [nouveau] et L. 1803-7 du code des transports - Création d'une aide au voyage pour obsèques et d'une aide au transport de corps) (p. 337). (p. 337). - **Article 12 quinquies (supprimé)** (Rapport du Gouvernement au Parlement sur les processus de formation des prix des billets d'avion entre les outre-mer et la France continentale) (p. 339). - **Articles additionnels avant l'article 13 A** (p. 340). - **Article 14 bis (supprimé)** (art. L. 232-24 du code de commerce - Information obligatoire du représentant de l'État dans le département en cas de non-respect de l'obligation de dépôt des comptes) (p. 350). - **Article 17 (supprimé)** (art. 1er de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses mesures d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations - Discrimination en raison de la domiciliation bancaire) (p. 357). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 360). - **Article 19 (supprimé)** (Expérimentation d'un Small business act outre-mer) (p. 362). (p. 363). (p. 363). - **Article additionnel après l'article 19** (p. 363). - **Article 20 A (supprimé)** (loi n° 83-550 du 30 juin 1983 relative à la commémoration de l'abolition de l'esclavage - Journée nationale de commémoration de la traite, de l'esclavage et de leurs abolitions et journée nationale en hommage aux victimes de l'esclavage colonial) (p. 365). - **Article 21 bis** (art. L. 7121-1, L. 71-121-1 à L. 71-121-7, L. 7124-11 à L. 7124-18 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Grand conseil coutumier des populations amérindiennes et bushinenges) (p. 379). (p. 379). (p. 380). (p. 381). - **Articles additionnels après l'article 24 bis** (p. 382, 383). (p. 383). - **Article 25** (art. 60 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État - Priorité d'affectation accordée à un agent de l'État justifiant du centre de ses intérêts matériels et moraux outre-mer) (p. 386). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 387). - **Article additionnel après l'article 28** (p. 389). - **Articles additionnels avant l'article 29 bis** (p. 390). (p. 391). (p. 393). (p. 393). - **Article 29 bis (supprimé)** (art. L. 511-1 du code minier - Constatation des infractions au code minier et lutte contre l'orpaillage illégal) (p. 395). (p. 395). - **Article 29 ter** (art. L. 511-1 du code minier - Extension des pouvoirs de constatation des infractions au code minier en Guyane) (p. 396). - **Article 30 (supprimé)** (art. L. 621-12 du code minier - Encadrement de la détention de matériel minier en Guyane) (p. 397, 398). (p. 398).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2017) - **Article additionnel après l'article 30 sexies** (p. 407). - **Article 33 (supprimé)** (art. L. 174-3 du code de l'urbanisme - Prorogation du délai de transformation des plans d'occupation des sols en plans locaux d'urbanisme dans les communes d'outre-mer) (p. 408). - **Article additionnel après l'article 33 quinquies** (p. 409). - **Article 34 bis A (nouveau)** (art. 20 de l'ordonnance n° 2000-372 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en Polynésie française - Mise en œuvre du « passeport talent » en Polynésie française) (p. 410). (p. 411). - **Article 34 bis** (art. 16 et 108 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Obligation de diffusion des résultats des élections générales) (p. 411). - **Article additionnel après l'article 34 quater** (p. 412). - **Articles additionnels après l'article 34 sexies** (p. 413). (p. 414). (p. 416). (p. 416). (p. 417, 418). - **Articles additionnels après l'article 34 sexies** (p. 419). (p. 421).

(p. 422). (p. 424). (p. 426). - **Article 48 (supprimé)** (art. 1649 decies du code général des impôts - Établissement du cadastre en Guyane) (p. 443). - **Articles additionnels après l'article 50** (p. 450). - **Article 52** (Extension des enquêtes statistiques réalisées par l'État et ses établissements publics aux collectivités d'outre-mer régies par l'art. 74 de la Constitution et à la Nouvelle-Calédonie) (p. 454). - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 455). (p. 455). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 458, 459).

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain - Nouvelle lecture [n° 315 (2016-2017)]** - (7 février 2017) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 1275, 1276). - **Question préalable** (p. 1287).

- **Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Commission mixte paritaire [n° 372 (2016-2017)]** - (14 février 2017) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 1458, 1459). - **Article 34 nonies** (Indemnisation des victimes des essais nucléaires en Polynésie française) (p. 1496).

- **Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 410 (2016-2017)]** - (23 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1823). - **Article unique (Texte non modifié par la commission)** (p. 1833, 1834).

- Rapporteur (p. 1837). - **Articles additionnels après l'article unique** (p. 1839). (p. 1840). (p. 1840).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-717 du 3 mai 2017 portant création de l'établissement public Paris La Défense [n° 632 (2016-2017)]** - (20 juillet 2017) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 2809, 2810). - **Article 2 (nouveau)** (Définition des périmètres d'intervention de Paris La Défense) (p. 2815). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 2818, 2819). - **Article 5 (nouveau)** (Suppression du pouvoir du préfet de région de suspendre le caractère exécutoire des décisions du conseil d'administration de Paris La Défense pour atteinte au bon fonctionnement des services publics) (p. 2821, 2822). - **Article 7 (nouveau)** (Transfert de propriété des parcs de stationnement de La Défense) (p. 2823, 2824).

- **Question orale sans débat sur la couverture en téléphonie mobile dans les zones rurales** - (25 juillet 2017) (p. 2971). (p. 2971).

- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement [n° 43 (2017-2018)]** - (7 novembre 2017) - **Article 3** (Loi n° 2011-835 du 13 juillet 2011 - Interdiction de la recherche et de l'exploitation des hydrocarbures dits « non conventionnels ») (p. 4399).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 67 (2017-2018)]** - (9 novembre 2017) - **Article 1er** (Instauration d'une contribution exceptionnelle sur l'impôt sur les sociétés pour les sociétés réalisant plus de 1 milliard d'euros de chiffre d'affaires et d'une contribution additionnelle à cette dernière pour les sociétés réalisant plus de 3 milliards d'euros de chiffre d'affaires) (p. 4762).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]**

Troisième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 13 bis (nouveau)** (art. 1613 ter et 1613 quater du code général des impôts - Modification des contributions sur les boissons sucrées et édulcorées) (p. 5138).

- **Débat sur la représentation des communes déléguées dans les communes nouvelles** - (22 novembre 2017) (p. 7636). (p. 7639).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) - **Article 59** (art. L. 2334-42 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Dotation de soutien à l'investissement local) (p. 6811).

- **Proposition de loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations [n° 164 (2017-2018)]** - (18 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10311, 10312). - **Article 1er** (art. 59 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Compétences des départements et des régions. Responsabilité limitée des gestionnaires d'ouvrages de protection. Modalités de transfert ou de délégation de la compétence GEMAPI) (p. 10318). (p. 10322, 10323). (p. 10325). (p. 10326). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 10327). (p. 10327, 10328). - **Article 1er bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-7 du code de l'environnement - Adhésion d'un syndicat mixte « ouvert » à un autre syndicat mixte « ouvert »

(p. 10328). (p. 10328). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (Rapport du Gouvernement au Parlement sur les conséquences du transfert de la GEMAPI aux EPCI sur la gestion des fleuves) (p. 10329). (p. 10330). - **Article 3** (art. L. 5211-61 du code général des collectivités territoriales - Transfert ou délégation à un syndicat mixte de tout ou partie des compétences relatives à la GEMAPI) (p. 10331). (p. 10332). (p. 10332, 10333). - **Article 4** (art. L. 213-12 du code de l'environnement - « Sécabilité interne » des missions relevant de la compétence GEMAPI en cas de transfert ou de délégation à un EPAGE ou un EPTB) (p. 10333). - **Article additionnel après l'article 5** (Financement de la lutte contre le ruissellement fondé sur la taxe GEMAPI) (p. 10334). - **Article 6** (art. L. 3232-1-1 du code général des collectivités territoriales - Extension à la prévention du risque d'inondation du champ de l'assistance technique départementale) (p. 10335). - **Article additionnel après l'article 6** (Suppression de la double taxation GEMAPI et ASA par création d'un crédit d'impôt) (p. 10336). - **Article 9 (nouveau)** (art. 1530 bis du code général des impôts - Affectation du produit de la « taxe GEMAPI ») (p. 10337, 10338). (p. 10338).

- **Commission mixte paritaire [n° 190 (2017-2018)]** - (20 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10530, 10531).

DARRIEUSSECQ (Geneviève)
secrétaire d'État auprès de la ministre
des armées
(à partir du 21 juin 2017)

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (6 décembre 2017) (p. 7277, 7278). - **État B** (p. 7281). (p. 7284). (p. 7285). (p. 7286). (p. 7287). (p. 7289). - **Articles additionnels après l'article 51** (p. 7291). (p. 7292).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le budget du ministère de la défense** - (20 juillet 2017) (p. 2826, 2827).

DASSAULT (Serge)
sénateur (Essonne)
LR

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances jusqu'au 1er octobre 2017.

Secrétaire de la délégation sénatoriale aux entreprises.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Les risques budgétaires liés à la remontée des taux d'intérêt [n° 606 (2016-2017)] (4 juillet 2017) - **Budget**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 643 (2016-2017)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 645 tome 2 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des finances*) : « Adapter l'impôt sur les sociétés à une économie ouverte » - Audition de M. Didier Migaud, président du Conseil des prélèvements obligatoires (CPO).

Réunion du mercredi 7 juin 2017 (*commission des finances*) : Compétitivité des places financières - Communication.

Contrôle budgétaire - Missions locales - Communication.

Réunion du mardi 4 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Risques financiers liés à la remontée des taux d'intérêt - Communication.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des finances*) : Rapport du Gouvernement préparatoire au débat d'orientation des finances publiques (DOFP) - Projet de loi de règlement et d'approbation des comptes de l'année 2016 - Projet de décaler d'un an l'entrée en vigueur du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances et Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des finances*) : Débat d'orientation des finances publiques (DOFP) - Examen du rapport d'information.

DAUBRESSE (Marc-Philippe)
sénateur (Nord)
LR

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 4 octobre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer le dispositif de lutte contre l'affichage électoral sauvage [n° 720 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à prolonger le délai de validité des habilitations des clercs de notaire [n° 7 (2017-2018)] (5 octobre 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 30 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instaurer un Pass permis citoyen [n° 38 (2017-2018)] (19 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à abroger la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, dite « Loi Travail »** [n° 2016 (155-156)] - (11 janvier 2017) - **Article unique** (p. 80).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016** [n° 645 (2016-2017)] - (20 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 2855, 2857).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social** [n° 664 (2016-2017)] - (24 juillet 2017) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2932). - **Discussion générale** (p. 2951, 2952).

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées sous tutelle ou sous curatelle [n° 95 (2017-2018)] (16 novembre 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à réformer les fonds de garantie des dommages consécutifs à des actes de prévention, de diagnostic ou de soins dispensés au sein des établissements, services ou organismes de santé et de soins [n° 126 (2017-2018)] (4 décembre 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 181 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer un égal accès de tous les citoyens aux services publics de l'État et de ses opérateurs [n° 182 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage - Proposition de loi visant à renforcer et rendre plus effectives les sanctions en cas d'installations illégales en réunion sur un terrain public ou privé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les transferts obligatoires de compétence en matière d'eau et d'assainissement** - (10 octobre 2017) (p. 3670).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'aéroport Toulouse-Blagnac** - (31 octobre 2017) (p. 4265).
- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux mesures du Gouvernement sur le logement** - (31 octobre 2017) (p. 4268).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en outre-mer** - (31 octobre 2017) (p. 4269).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les prières de rue** - (14 novembre 2017) (p. 4916).
- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (21 novembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5398).
- **Débat sur la politique de la ville : une réforme bien engagée mais fragilisée par un manque de moyens** - (21 novembre 2017) (p. 5438).

DAUDIGNY (Yves)
sénateur (Aisne)
SOCR

Secrétaire du Sénat à compter du 4 octobre 2017.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale ; nouvelle nomination le 21 novembre 2017.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de simplification des procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (12 janvier 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création de l'Agence nationale de santé publique (12 janvier 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social (26 juillet 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 (20 novembre 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance relative à l'adaptation des dispositions législatives relatives au fonctionnement des ordres des professions de santé (1er décembre 2017).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'impact de la réforme du logement sur les collectivités** - (23 novembre 2017) (p. 6322).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme du dispositif « Pinel »** - (23 novembre 2017) (p. 6328).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (6 décembre 2017) (p. 7305, 7306).

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7841).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'audiovisuel public** - (14 décembre 2017) (p. 9644).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance relative à la profession de physicien médical et l'ordonnance relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé (1er décembre 2017).

Membre titulaire du conseil de surveillance du Fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie le 30 novembre 2017.

Membre titulaire du Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre suppléant du Haut Conseil du financement de la protection sociale jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

Vice-président de la mission d'information sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France jusqu'au 12 juin 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article premier de la Constitution pour y inscrire le principe d'égalité devant la loi sans distinction de sexe [n° 454 (2016-2017)] (8 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à réaffirmer le principe d'égalité entre femmes et hommes et à renforcer la laïcité [n° 460 (2016-2017)] (9 mars 2017) - **Famille**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales : Accès aux soins : promouvoir l'innovation en santé dans les territoires [n° 686 (2016-2017)] (26 juillet 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi pour une meilleure protection des mineurs victimes de viol et des autres agressions sexuelles [n° 53 (2017-2018)] (26 octobre 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à interdire la pratique de la chasse à courre, à cor et à cri [n° 106 (2017-2018)] (22 novembre 2017) - Environnement.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition de M. Dominique Maigne, directeur de la Haute Autorité de santé, Mme Marie-Hélène Rodde-Dunet, chef du service Évaluation de la pertinence des soins et amélioration des pratiques et des parcours, et M. Michel Laurence, chef du service Bonnes pratiques professionnelles, représentant la Haute Autorité de santé.

(*commission des affaires sociales*) : Article 13 de la Constitution - Audition de Mme Agnès Buzyn, candidate proposée par le président de la République à la présidence de la Haute Autorité de santé.

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de ratification de l'ordonnance portant création de l'Agence nationale de santé publique et modifiant l'article 166 de la loi du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé.

Commission mixte paritaire sur le projet de loi ratifiant l'ordonnance portant simplification de procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé et comportant diverses dispositions relatives aux produits de santé.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition du docteur Catherine Isserlis, référent médical psychiatrie-santé mentale-autisme, et de M. Philippe Guinard, responsable psychiatrie, de la direction de l'offre de soins de l'Agence régionale de santé Île-de-France.

(*commission des affaires sociales*) : Suivi quinquennal de l'application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à mettre en place une stratégie nationale d'utilisation du transport sanitaire hélicoptère - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition du professeur Alain Ehrenberg, président du Conseil national de la santé mentale.

(*commission des affaires sociales*) : Table ronde sur la problématique de la qualité de vie au travail des personnels hospitaliers avec des représentants des syndicats des praticiens hospitaliers.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition conjointe de M. Daniel Marcelli, professeur émérite de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent, et Mme Viviane Kovess-Masfety, présidente de la commission spécialisée Évaluation, stratégie et prospective du Haut Conseil de la santé publique.

Réunion du vendredi 24 février 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition conjointe sur la place de la pédopsychiatrie à l'université et la formation des pédopsychiatres : le professeur Jean-Luc Dubois-Randé, président de la Conférence des doyens des facultés de médecine et doyen de l'université Paris-Est-Créteil-Val-de-

Marne, le professeur Benoît Schlemmer, chef de service de réanimation médicale à l'hôpital Saint-Louis à Paris, doyen honoraire, faculté de médecine et université Paris-Diderot, conseiller universitaire auprès du directeur général de l'ARS d'Île-de-France, chargé de mission « Réforme du 3e cycle des études médicales », et le professeur David Cohen, chef du département de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent de l'hôpital Pitié-Salpêtrière à Paris.

Audition des docteurs Charly Carayon, psychiatre, chef du pôle psychiatrie enfant et adolescent au centre hospitalier Alès - Cévennes, Thierry Fouque, psychiatre, chef du service enfant et adolescent au CHU de Nîmes, et Emmanuel Lafay, psychiatre, chef du pôle 3 au mas Careiron à Uzès.

Réunion du mardi 4 avril 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des affaires sociales*) : Certification des comptes du régime général de sécurité sociale (exercice 2016) - Audition de M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Prise en charge sociale des mineurs isolés étrangers - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 5 juillet 2017 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, préalable au débat d'orientation des finances publiques (DOFP) et sur l'audit des comptes publics demandé par le Premier ministre.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Table ronde des organisations patronales.

Situation des finances sociales - Communication.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale - Interrégimes en matière de retraite au service des assurés - Communication.

Pertinence des soins - Communication.

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale - État des lieux et perspectives des mesures incitatives au développement de l'offre de soins primaires dans les zones sous-dotées - Examen du rapport d'information.

Situation des urgences hospitalières, en liaison avec l'organisation de la permanence des soins - Examen du rapport d'information.

Réunion du lundi 31 juillet 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social.

Réunion du mardi 1er août 2017 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Dominique Martin, candidat à la direction générale de l'Agence nationale de sécurité du médicament.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Constitution du bureau.

Projets de loi ratifiant quatre ordonnances relatives à la santé - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 10 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, sur le rapport sur l'application de la loi de financement de la sécurité sociale.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. François Toujas, candidat à la présidence du conseil d'administration de l'Établissement français du sang.

Réunion du mardi 17 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé et M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de M. Yann-Gaël Amghar, directeur de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale.

Réunion du mardi 31 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen du rapport.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Audition de Mme Geneviève Darrieussecq, secrétaire d'État auprès de la ministre des armées.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen des amendements.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement - Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA) » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 28 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Travail et emploi » - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Échange de vues sur le programme de travail.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Travail et emploi » et compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 30 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi ratifiant diverses ordonnances pour le renforcement du dialogue social - Table ronde des organisations patronales.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi ratifiant diverses ordonnances sur la loi d'habilitation à prendre les mesures pour le renforcement du dialogue social - Table ronde des organisations syndicales.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'entrée en vigueur du compte personnel d'activité (CPA)** - (12 janvier 2017) (p. 211, 212).

- **Question orale sans débat sur la prise en charge psychiatrique des 16-25 ans** - (21 février 2017) (p. 1646). (p. 1647).

- **Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 410 (2016-2017)]** - (23 février 2017) - **Article unique (Texte non modifié par la commission)** (p. 1833).

- **Projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 608 (2016-2017)]** - (13 juillet 2017) - **Article 5** (*art. L.O. 146-1 du code électoral - Extension de l'incompatibilité parlementaire relative aux activités de conseil exercées à titre individuel*) (p. 2476). - **Article 9** (*art. 54 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances - Suppression de la réserve parlementaire - Dotation de soutien à l'investissement des communes et de leurs groupements*) (p. 2492, 2493).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (24 juillet 2017) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2931). - **Question préalable** (p. 2934).

- **Suite de la discussion** (25 juillet 2017) - **Article 1er** (*Habilitation du Gouvernement à prendre diverses ordonnances pour renforcer la place de l'accord d'entreprise*) (p. 3004). (p. 3033). - **Article 2** (*Nouvelle organisation du dialogue social et rénovation de l'exercice des responsabilités syndicales en entreprise*) (p. 3052).

- **Suite de la discussion** (26 juillet 2017) (p. 3090). - **Article 3** (*Aménagement des règles du licenciement et de certaines formes particulières de travail*) (p. 3116).

- **Suite de la discussion** (27 juillet 2017) (p. 3168). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*Assouplissement des obligations des employeurs en matière de prévention de la pénibilité et d'emploi de travailleurs détachés transfrontaliers*) (p. 3208). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3228, 3229).

- *Commission mixte paritaire [n° 698 (2016-2017)]* - (2 août 2017) - **Discussion générale** (p. 3551, 3552).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-31 du 12 janvier 2017 de mise en cohérence des textes au regard des dispositions de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé [n° 12 (2017-2018)]** - (11 octobre 2017) - **Discussion générale commune avec celle des projets de loi n° 11 (2017-2018) et n° 13 (2017-2018)** (p. 3740).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-48 du 19 janvier 2017 relative à la profession de physicien médical et l'ordonnance n° 2017-50 du 19 janvier 2017 relative à la**

reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé [n° 11 (2017-2018)] - (11 octobre 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 12 (2017-2018)** (p. 3740).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-644 du 27 avril 2017 relative à l'adaptation des dispositions législatives relatives au fonctionnement des ordres des professions de santé [n° 13 (2017-2018)]** - (11 octobre 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 12 (2017-2018)** (p. 3740).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 [n° 57 (2017-2018)]** - (9 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4660, 4661).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (13 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4870, 4871).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2017) - **Article 7** (art. L. 131-9, L. 136-7-1, L. 136-8, L. 162-14-1, art. L. 172-1, art. L. 241-2, art. L. 242-11, art. L. 313-1, art. L. 381-30-4, L. 382-22, art. L. 613-1 [nouveau] et art. L. 621-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. L. 731-25, art. L. 731-35 et art. L. 741-9 du code rural et de la pêche maritime - Hausse de la CSG et suppression de cotisations sociales) (p. 4934). (p. 4946). (p. 4947). (p. 4956, 4957). (p. 4963).

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2017) - **Article 8** (art. L. 241-2-1 [nouveau], art. L. 241-13, art. L. 243-6-1, art. L. 243-6-2, art. L. 243-6-3, art. L. 243-6-6 à L. 243-6-8 [nouveaux] et L. 243-7 du code de la sécurité sociale, art. L. 741-1 du code rural et de la pêche maritime - Réduction de cotisation maladie et renforcement des allègements généraux en contrepartie de la suppression du CICE et du CITS) (p. 4999, 5000). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 5013). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 5035). - **Article 11** (art. L. 111-11, L. 114-16-3, L. 114-23, L. 114-24, L. 115-9, L. 123-1, L. 123-2-1, L. 131-6-3, L. 133-1-1 à L. 133-1-3 [abrogés], L. 133-1-4, L. 133-1-5 à L. 133-1-6 [abrogés], L. 133-5-2, L. 133-6-7, L. 133-6-7-1 à L. 133-6-7-3, L. 133-6-9 [abrogé], L. 133-6-10, L. 133-6-11 [abrogé], L. 134-1, L. 134-3, L. 134-4, L. 135-2, L. 135-6, L. 136-3, L. 161-8, L. 161-18, L. 171-2-1 [nouveau], L. 171-3, L. 171-6-1 [nouveau], L. 171-7, L. 172-2, L. 173-2, L. 173-3 [abrogé], L. 182-2-2, L. 182-2-4, L. 182-2-6, L. 200-1, L. 200-2, L. 200-3, L. 211-1, L. 213-1, L. 215-1, L. 221.1, L. 221-3-1, L. 222-1, L. 223-1, L. 225-1-1, L. 227-1, L. 233-1 [nouveau], L. 241-2, L. 243-6-3, L. 311-3, L. 351-15, L. 611-1, L. 611-2 à L. 611-19 [abrogés], L. 612-1 à L. 612-6, L. 612-7 à L. 612-13, L. 613-1 [nouveau], L. 613-2 à L. 613-6, L. 613-8, L. 613-9, L. 613-12 à L. 613-14 [abrogés], L. 613-19 à L. 613-19-3, L. 613-20, L. 613-21, L. 613-22 et L. 613-23 [abrogés], L. 614-1 [abrogé], L. 615-1 à L. 615-5 [nouveau], L. 621-1 à L. 621-2 [nouveau], L. 621-4 [abrogé], L. 622-1 à L. 622-3, L. 622-6 [abrogé], L. 622-8, L. 623-1 à L. 623-5, L. 631-1 [nouveau], L. 632-1 à L. 632-3, L. 633-1, L. 633-9 [abrogé], L. 633-11, L. 633-11-1 [abrogé], L. 634-1 [abrogé], L. 634-2 à L. 634-2-1, L. 634-2-2 [abrogé], L. 634-3-1, L. 634-3-2 à L. 634-5 [abrogés], L. 634-6, L. 635-1 à L. 635-6, L. 637-1 à L. 637-2, L. 640-1, L. 641-1, L. 641-8, L. 642-5 à L. 642-6 [nouveau], L. 643-1-A, L. 643-10 [nouveau], L. 651-12 et L. 651-13 [abrogés], L. 652-4, L. 652-6, L. 652-7, L. 661-1 [nouveau], L. 671-1 [nouveau], L. 722-1, L. 722-1-1, L. 722-2 et L. 722-3 [abrogés], L. 722-4, L. 722-5, L. 722-5-1 [abrogé], L. 722-6, L. 722-7 [abrogé], L. 722-9, L. 742-6, L. 742-7, L. 752-4, L. 752-6, L. 752-9, L. 756-5 et L. 766-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 5553-5 du code des transports - Suppression du régime social des indépendants et modification des règles d'affiliation à la CIPAV) (p. 5058). - **Article 12** (Augmentation du droit de consommation sur le tabac en France continentale et en Corse) (p. 5087, 5088).

Troisième partie :

- (16 novembre 2017) (p. 5120). (p. 5123, 5124). - **Articles additionnels après l'article 12** (Droits d'accises sur le tabac - Sanction du trafic de tabac) (p. 5126). (p. 5127). (p. 5127). - **Article 13** (art. 1010 du code général des impôts - Verdissement

du barème de la taxe sur les véhicules de société) (p. 5129). - **Article 13 bis (nouveau)** (art. 1613 ter et 1613 quater du code général des impôts - Modification des contributions sur les boissons sucrées et édulcorées) (p. 5138). (p. 5141). - **Article 14** (art. L. 138-10, L. 138-11 et L. 138-15 du code de la sécurité sociale - Fixation des taux Lv et Lh pour 2018 Aménagements techniques de la clause de sauvegarde) (p. 5142, 5143). - **Article 16 bis (nouveau)** (art. L. 160-17, L. 160-18 et L. 172-1 du code de la sécurité sociale, et art. L. 722-20 et L. 751-1 du code rural et de la pêche maritime - Changement d'organisme assurant la prise en charge des frais de santé) (p. 5158). (p. 5158). - **Article 24 et annexe B** (p. 5183). - **Explications de vote sur l'ensemble de la troisième partie** (p. 5183).

Quatrième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 33 bis (nouveau) (priorité)** (Rapport du Gouvernement sur l'exposition des salariés aux risques chimiques) (p. 5206). - **Article 34** (art. L. 3111-1, L. 3111-2, L. 3111-3, L. 3111-4-1, L. 3111-9, L. 3116-1, L. 3116-2, L. 3116-4, L. 3821-1, L. 3821-2, L. 3821-3 et L. 3826-1 du code de la santé publique - Extension de l'obligation de couverture vaccinale des enfants) (p. 5221). (p. 5221). - **Article 35** (art. L. 162-31-1 et L. 221-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 1433-1 du code de la santé publique, art. 43 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Cadre d'expérimentations pour l'innovation dans le système de santé) (p. 5228). (p. 5234). (p. 5240). (p. 5240). (p. 5242). (p. 5242). (p. 5243).

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2017) - **Article 36** (art. L. 162-14-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 6316-1 du code de la santé publique, art. 36 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Prise en charge de la télémédecine) (p. 5274). (p. 5275). (p. 5276). (p. 5277). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 5280). - **Article 38** (art. L. 162-16-5, L. 162-16-6, L. 162-17-2-1, L. 162-22-7-2 du code de la sécurité sociale ; art. 33 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 - Prise en charge des produits de santé hospitaliers) (p. 5287). - **Article 39** (art. L. 162-30-4 du code de la sécurité sociale - Renforcer la pertinence et l'efficacité des prescriptions hospitalières) (p. 5292). - **Article 41** (art. L. 162-17-31 [nouveau], L. 162-17-5, L. 165-2-1 [nouveau], L. 165-3-3, L. 165-4 et L. 165-7 du code de la sécurité sociale - Régulation du secteur des dispositifs médicaux) (p. 5306). (p. 5306). - **Article 44 bis (nouveau)** (art. L. 162-1-21 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. 83 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé - Suppression de la généralisation obligatoire du tiers payant) (p. 5318, 5319). (p. 5321). - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 5327). (p. 5327). - **Articles additionnels après l'article 50** (p. 5341). - **Article additionnel après l'article 51** (Possibilité d'un concours du fonds national pour la démocratie sanitaire destinée au soutien des recommandations et actions de la Haute Autorité de santé en matière de démocratie sanitaire) (p. 5348, 5349). (p. 5349). - **Article 54** (Ondam et sous-Ondam) (p. 5351). - **Explications de vote sur l'ensemble de la quatrième partie** (p. 5358).

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5401, 5402).

- **Nouvelle lecture [n° 121 (2017-2018)]** - (1er décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 6984, 6985). - **Question préalable** (p. 6993).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (4 décembre 2017) (p. 7056, 7057). - **État B** (p. 7073). (p. 7075). (p. 7078). - **Articles additionnels avant l'article 66** (p. 7079, 7080). (p. 7080).

Articles non rattachés

- (11 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 47 quater** (p. 7813). (p. 7813).

- **Débat sur le retour des djihadistes en France** - (13 décembre 2017) (p. 9592).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-644 du 27 avril 2017 relative à l'adaptation des dispositions législatives relatives au fonctionnement des ordres des professions de santé** - *Commission mixte paritaire [n° 131 (2017-2018)]* - (20 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10526).

DAUNIS (Marc)
sénateur (Alpes-Maritimes)
SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 4 octobre 2017 ; secrétaire de la commission jusqu'au 3 octobre 2017.

Secrétaire de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation, puis membre le 18 octobre 2017, puis vice-président le 26 octobre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à l'autoconsommation d'électricité et aux énergies renouvelables (26 janvier 2017).

Membre titulaire du conseil d'administration des « Parcs nationaux de France » jusqu'au 22 juin 2017.

Membre suppléant du Conseil supérieur de la coopération.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique visant à améliorer la qualité des études d'impact des projets de loi [n° 610 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instituer le Conseil parlementaire d'évaluation des politiques publiques et du bien-être [n° 611 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi pour une meilleure protection des mineur.e.s victimes de viol et des autres agressions sexuelles [n° 53 (2017-2018)] (26 octobre 2017) - **Justice**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1019 du 27 juillet 2016 relative à l'autoconsommation d'électricité et n° 2016-1059 du 3 août 2016 relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 26 janvier 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jean-Vincent Placé, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de la réforme de l'État et de la simplification, sur l'action du Gouvernement en matière de simplification des normes applicables aux collectivités territoriales, en particulier dans le domaine du droit de l'urbanisme, de la construction et des sols.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Situation de l'entreprise Alstom - Audition de M. Henri Poupard-Lafarge, président-directeur général d'Alstom.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Mobilisation du foncier public en faveur du logement - Présentation du troisième rapport de la CNAUF.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Impact économique et juridique de la normalisation volontaire - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Évaluation de l'application de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine - Examen du rapport.

Rapport fait au nom de l'office parlementaire des choix scientifiques et technologiques intitulé : « Pour une intelligence artificielle maîtrisée, utile et démystifiée » - Présentation.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

(*commission des affaires économiques*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 26 octobre 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Élection du président ; désignation des vice-présidents et des secrétaires ; questions diverses.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Examen des amendements déposés sur le texte de la commission.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » (articles 52, 52 bis, 52 ter, 52 quater et 52 quinquies

rattachés) - Crédits « Logement » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'intelligence artificielle, les enjeux économiques et les cadres légaux** - (25 octobre 2017) (p. 4152).

DAVID (Annie)
sénatrice (Isère)
CRC

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 1er octobre 2017.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale à la prospective.

Secrétaire de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de simplification des procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (12 janvier 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création de l'Agence nationale de santé publique (12 janvier 2017).

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre plus équitable au sein d'un EPCI le calcul des dotations de compensation dans le contexte d'un transfert de compétence [n° 406 (2016-2017)] (15 février 2017) - **Budget**.

Proposition de loi pour un droit au logement effectif et pour l'interdiction des expulsions sans relogement [n° 479 (2016-2017)] (27 mars 2017) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à préciser les limites du champ de protection d'un brevet concernant une information génétique [n° 515 (2016-2017)] (20 avril 2017) - **Culture**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire le droit à l'interruption volontaire de grossesse dans la Constitution [n° 545 (2016-2017)] (3 mai 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à abroger la loi autorisant la ligne Charles-de-Gaulle Express [n° 552 (2016-2017)] (11 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la protection des enfants et des adolescents face aux effets de la publicité télévisuelle [n° 558 (2016-2017)] (22 mai 2017) - **Éducation**.

Proposition de loi relative à la mise en place d'un moratoire sur la mise en culture des semences de colza et de tournesol tolérantes aux herbicides issues de mutagenèse [n° 564 (2016-2017)] (29 mai 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à renforcer le contrôle sur le commerce des armes et relative à la violation des embargos [n° 695 (2016-2017)] (31 juillet 2017) - **Défense**.

Proposition de loi visant à rétablir le délit d'entrave des directeurs d'établissements publics au fonctionnement du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) [n° 696 (2016-2017)] (31 juillet 2017) - **Fonction publique**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 janvier 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de ratification de l'ordonnance portant création de l'Agence nationale de santé publique et modifiant l'article 166 de la loi du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé.

Commission mixte paritaire sur le projet de loi ratifiant l'ordonnance portant simplification de procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé et comportant diverses dispositions relatives aux produits de santé.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à mettre en place une stratégie nationale d'utilisation du transport sanitaire hélicoptéré - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires sociales*) : Table ronde sur la problématique de la qualité de vie au travail des personnels hospitaliers avec des représentants des syndicats infirmiers.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission des affaires sociales*) : Table ronde sur la problématique de la qualité de vie au travail des personnels hospitaliers avec des représentants des syndicats des praticiens hospitaliers.

Réunion du jeudi 9 février 2017 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Avenir et risques du système financier et bancaire : présentation du rapport d'information.

Réunion du jeudi 23 février 2017 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Jean-Pierre Henry, directeur de recherche au CNRS, université Paris-Diderot, sur le thème : « Progrès dans la connaissance des mécanismes du cerveau. Vers l'homme augmenté ? ».

Réunion du mercredi 5 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Unités hospitalières spécialement aménagées (UHSA) - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Situation des finances sociales - Communication.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Situation des urgences hospitalières, en liaison avec l'organisation de la permanence des soins - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à abroger la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, dite « Loi Travail »** [n° 2016 (155-156)] - (11 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 75, 76).

- **Débat sur la situation de l'hôpital** - (12 janvier 2017) (p. 235, 236).

- **Proposition de loi visant à mettre en place une stratégie nationale d'utilisation du transport sanitaire hélicoptère**

[n° 324 (2016-2017)] - (1er février 2017) - **Discussion générale** (p. 1160).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la suppression de postes à EDF** - (14 février 2017) (p. 1439). (p. 1440).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à renforcer la lutte contre l'exposition aux perturbateurs endocriniens** [n° 236 (2016-2017)] - (22 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1729, 1730).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social** [n° 664 (2016-2017)] - (25 juillet 2017) - **Article 1er** (*Habilitation du Gouvernement à prendre diverses ordonnances pour renforcer la place de l'accord d'entreprise*) (p. 3003). (p. 3016, 3017). (p. 3020). (p. 3026). (p. 3030). (p. 3038). (p. 3040). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3043). (p. 3045). - **Article 2** (*Nouvelle organisation du dialogue social et rénovation de l'exercice des responsabilités syndicales en entreprise*) (p. 3050, 3051).

- **Suite de la discussion** (26 juillet 2017) (p. 3066, 3067). (p. 3068). (p. 3087, 3088). (p. 3093). (p. 3100). (p. 3103). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3108). (p. 3109). - **Article 3** (*Aménagement des règles du licenciement et de certaines formes particulières de travail*) (p. 3113, 3114). (p. 3126). (p. 3130).

- **Suite de la discussion** (27 juillet 2017) (p. 3163).

DEBRÉ (Isabelle)
sénateur (Hauts-de-Seine)
LR

Non réélue le 24 septembre 2017.

Vice-présidente du Sénat ; a présidé les séances des 11, 19 janvier, 8, 9, 14, 23 février, 13, 20, 24 et 25 juillet 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre titulaire du Conseil d'orientation de la participation, de l'intéressement, de l'épargne salariale et de l'actionnariat salarié.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à faciliter le règlement des conséquences pécuniaires du divorce [n° 449 (2016-2017)] (2 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 557 (2016-2017)] (18 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux certificats de décès [n° 584 (2016-2017)] (21 juin 2017) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des affaires sociales*) : Suivi quinquennal de l'application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à mettre en place une stratégie nationale d'utilisation du transport sanitaire hélicoptère - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Sébastien Leloup, candidat pressenti à la direction générale de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique).

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des affaires sociales*) : Prise en charge sociale des mineurs isolés étrangers - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances

les mesures pour le renforcement du dialogue social - Table ronde des organisations syndicales.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

- **Souhaits de bienvenue au président de l'Assemblée de la Polynésie française** - (14 février 2017) (p. 1458).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-717 du 3 mai 2017 portant création de l'établissement public Paris La Défense [n° 632 (2016-2017)]** - (20 juillet 2017) - **Article 2 (nouveau)** (*Définition des périmètres d'intervention de Paris La Défense*) (p. 2815). - **Article 5 (nouveau)** (*Suppression du pouvoir du préfet de région de suspendre le caractère exécutoire des décisions du conseil d'administration de Paris La Défense pour atteinte au bon fonctionnement des services publics*) (p. 2822).

- **Question orale sans débat sur le financement des activités de l'hôpital Marie-Lannelongue du Plessis-Robinson** - (25 juillet 2017) (p. 2976). (p. 2976).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur l'accès aux soins bucco-dentaires** - (24 janvier 2017) (p. 742). (p. 743).

DECOOL (Jean-Pierre)
sénateur (Nord)
RTL1-A, puis LIRT-A

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques à partir du 5 octobre 2017.

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'énergie le 13 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à créer un fonds national d'investissement en faveur des petites communes [n° 89 (2017-2018)] (15 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées sous tutelle ou sous curatelle [n° 95 (2017-2018)] (16 novembre 2017) - **Famille**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 -

États généraux de l'alimentation - Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la participation dans l'entreprise, l'outil de croissance et les perspectives** - (25 octobre 2017) (p. 4158, 4159). (p. 4160). (p. 4164, 4165).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (14 novembre 2017) - **Article 7** (*art. L. 131-9, L. 136-7-1, L. 136-8, L. 162-14-1, art. L. 172-1, art. L. 241-2, art. L. 242-11, art. L. 313-1, art. L. 381-30-4, L. 382-22, art. L. 613-1 [nouveau] et art. L. 621-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. L. 731-25, art. L. 731-35 et art. L. 741-9 du code rural et de la pêche maritime - Hausse de la CSG et suppression de cotisations sociales*) (p. 4956).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique européenne de la pêche** - (23 novembre 2017) (p. 6321).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (6 décembre 2017) (p. 7297). - **État B** (p. 7342). (p. 7344).

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (7 décembre 2017) (p. 7408, 7409).

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (7 décembre 2017) (p. 7434).

del PICCHIA (Robert)
*sénateur (Français établis hors de
 France (Série 2))*
 LR-R

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 5 octobre 2017 ; membre de la commission jusqu'au 4 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective jusqu'au 17 octobre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer la légitimité démocratique des conseillers communautaires [n° 282 (2016-2017)] (10 janvier 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à rénover l'offre de la Caisse des Français de l'étranger [n° 296 (2016-2017)] (12 janvier 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à faciliter le règlement des conséquences pécuniaires du divorce [n° 449 (2016-2017)] (2 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à adapter le calendrier de l'élection des députés par les Français établis hors de France [n° 461 (2016-2017)] (9 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi sur la majoration des pensions aux veuves des très grands invalides de guerre dont l'indice de pension était supérieur à 2 000 points à la date du décès [n° 626 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Anciens combattants**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 338 (2016-2017)] autorisant la ratification du traité entre la République française et la République tchèque relatif à la coopération dans le domaine de l'exploration et de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques [n° 658 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à renforcer le dispositif de lutte contre l'affichage électoral sauvage [n° 720 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 30 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Campus France : pour une relance de la stratégie d'attractivité [n° 90 (2017-2018)] (15 novembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Action extérieure de l'État : Diplomatie culturelle et d'influence [n° 110 tome 2 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique étrangère américaine de l'administration Trump - Audition conjointe de Mmes Célia Belin, chercheuse au centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère des affaires étrangères et au centre Thucydide (Paris II), et Maya Kandel, chercheuse associée à l'Institut du monde anglophone de l'université Sorbonne Nouvelle (Paris III), ancienne responsable du programme États-Unis de l'Institut de recherche stratégique de l'école militaire.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant la ratification du protocole au traité de l'Atlantique Nord sur l'accession du Monténégro - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Cyberinterférences dans les processus électoraux - Audition de M. Guillaume Poupard, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI).

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. le docteur Ismail Hakki Musa, ambassadeur de Turquie en France.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif aux échanges de jeunes actifs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition conjointe sur la Russie de M. Thomas Gomart, directeur de l'Institut français des relations internationales (IFRI) et Mme Tatiana Kastouéva-Jean, directrice du centre Russie-CEI de l'IFRI.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Auditions sur la Russie : M. Arnaud Dubien, directeur de l'Observatoire franco-russe, Mme Isabelle Facon, maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique, pôle Russie-Eurasie et M. Igor Delanoë, directeur adjoint de l'Observatoire franco-russe.

Réunion du mercredi 24 mai 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « Vers les 2 % du PIB pour la défense » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition sur la crise diplomatique dans le Golfe.

Réunion du mercredi 5 juillet 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Michel Foucher, géographe, ancien ambassadeur et ancien directeur du centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère des affaires étrangères (CAPS), titulaire de la chaire de géopolitique appliquée au Collège d'études mondiales de Paris, sur « la route de la soie ».

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et la République tchèque relatif à la coopération dans le domaine de l'exploration et de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 151 « Français à l'étranger et affaires consulaires » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Aide publique au développement » - Programmes 110 « Aide économique et financière au développement » et 209 « Solidarité à l'égard des pays en développement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Contrat d'objectifs et de moyens 2017-2020 de Campus France - Communication et examen de l'avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Audition du général François Lecointre, chef d'état-major des armées.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 105 « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 185 « Diplomatie culturelle et d'influence » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Défense » - Programme

212 « Soutien de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « L'après Daesh en Syrie et en Irak » - Audition de M. Fabrice Balanche, maître de conférences à l'université Lyon II, chercheur invité à l'université de Stanford.

Crise du Qatar - Audition de M. Bertrand Besancenot, ministre plénipotentiaire hors classe, conseiller diplomatique du Gouvernement.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition conjointe sur le continuum sécurité et développement au Sahel : MM. Yvan Guichaoua, enseignant-chercheur à la Brussels School of International Studies, et Sébastien Mosneron Dupin, directeur général d'Expertise France.

Situation de Jérusalem et processus de paix au Proche-Orient - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'avenir de l'Institut français** - (21 novembre 2017) (p. 5408, 5409). (p. 5413). (p. 5423, 5424).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Culture

- (4 décembre 2017) (p. 7092).

Action extérieure de l'État

- (4 décembre 2017) (p. 7132, 7133). (p. 7143). - **État B** (p. 7156).

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7839).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 14 et 15 décembre 2017** - (12 décembre 2017) (p. 7854, 7855). (p. 7859). (p. 7860).

DELAHAYE (Vincent)
sénateur (Essonne)
UDI-UC, puis UC

Réélu le 24 septembre 2017.

Vice-président du Sénat à compter du 4 octobre 2017 ; a présidé les séances des 26 octobre, 16, 24, 25, 27 novembre, 1er, 4, 6, 11 et 15 décembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 4 octobre 2017 ; vice-président de la commission jusqu'au 3 octobre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 (7 décembre 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2018 (7 décembre 2017).

Membre titulaire de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations jusqu'au 23 juillet 2017.

Membre titulaire du comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics jusqu'au 12 juin 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La fiscalité de l'économie collaborative : un besoin de simplicité, d'unité et d'équité [n° 481 (2016-2017)] (29 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'adaptation de la fiscalité à l'économie collaborative [n° 482 (2016-2017)] (29 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : sur la politique d'implantation des radars [n° 644 (2016-2017)] (18 juillet 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 643 (2016-2017)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 645 tome 2 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Budget**.

Proposition de loi visant à renforcer et rendre plus effectives les sanctions en cas d'installations illégales en réunion sur un terrain public ou privé [n° 680 (2016-2017)] (25 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 30 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la politique vaccinale en France [n° 65 (2017-2018)] (7 novembre 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à faciliter la répression des rodéos motorisés [n° 102 (2017-2018)] (21 novembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Action extérieure de l'État [n° 108 tome 3 annexe 1 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des finances*) : « Adapter l'impôt sur les sociétés à une économie ouverte » - Audition de M. Didier Migaud, président du Conseil des prélèvements obligatoires (CPO).

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Politique des dividendes de l'État actionnaire - Communication.

Réunion du mardi 21 février 2017 (*commission des finances*) : Expérimentation de la révision des valeurs locatives des locaux d'habitation - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 31 mai 2017 (*commission des finances*) : Évolutions, perspectives et gestion de la dette publique de la France - Communication.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Modalités de répartition de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) - Communication.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Instituts français de recherche à l'étranger (IFRE) - Communication.

Rapport du Gouvernement préparatoire au débat d'orientation des finances publiques (DOFP) - Projet de loi de règlement et d'approbation des comptes de l'année 2016 - Projet de décaler d'un an l'entrée en vigueur du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances et Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Implantation des radars - Communication.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance, relatif au financement de dépenses urgentes - Communication et adoption de l'avis de la commission.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 27 septembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Projet de loi de programmation des finances publiques - Audition de M. Didier Migaud, président du Haut Conseil des finances publiques.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission des finances*) : Constitution du bureau.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et articles 50 et 51) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen des rapports spéciaux.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Finances locales - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 31 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Compte de

concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 bis) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des missions et de l'article rattaché précédemment examinés et réservés.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Engagements financiers de l'État » - Compte d'affectation spéciale « Participations de la France au désendettement de la Grèce » - Comptes de concours financiers « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » et « Accords monétaires internationaux » (et articles 55 et 55 bis) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 bis) - Examen des amendements de séance.

Réunion du lundi 4 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Action extérieure de l'État » (et article 49 A) - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2018 - Missions « Culture », « Médias, livre et industries culturelles », comptes de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » et « Travail et emploi », et compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen des amendements de séance.

Réunion du vendredi 15 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 19 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Examen du rapport et du texte de la commission, en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à favoriser l'assainissement cadastral et la résorption du désordre de propriété [n° 352 (2016-2017)]** - (8 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1357, 1358).

- **Proposition de loi visant à assurer la sincérité et la fiabilité des comptes des collectivités territoriales [n° 131 (2016-2017)]** - (22 février 2017) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 1778, 1779).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-1360 du 13 octobre 2016 modifiant la partie législative du code des juridictions financières [n° 594 (2016-2017)]** - (6 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 1951, 1952).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (12 juillet 2017) - **Article 6** (*Modalités d'entrée en vigueur des modalités du licenciement des collaborateurs « familiaux » de parlementaires ou d'autorités territoriales*) (p. 2102).

- **Projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 608 (2016-2017)]** - (13 juillet 2017) - **Article additionnel après l'article 2 bis** (p. 2474). (p. 2474).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 645 (2016-2017)]** - (20 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 2850, 2851).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 [n° 57 (2017-2018)]** - (9 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4658, 4659). - **Article 3** (*Décomposition de la trajectoire de solde effectif entre composante structurelle, composante conjoncturelle et mesures*

ponctuelles et temporaires) (p. 4705). - **Article 3 bis (nouveau)** (*Évolution des dépenses « pilotables » nettes et du ratio d'endettement corrigé des effets de la conjoncture*) (p. 4708). - **Article 8 bis (nouveau)** (*Encadrement de l'évolution des effectifs de l'État et de ses opérateurs*) (p. 4713). - **Article 10** (*Fixation d'objectifs en matière de finances des collectivités territoriales et mise en place d'une procédure de contractualisation*) (p. 4727). - **Article 14 (texte non modifié par la commission)** (*Plafonnement des restes à payer au niveau atteint en 2017*) (p. 4735). (p. 4735, 4736).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Première partie :

- (25 novembre 2017) - **Article 11** (*Mise en œuvre du prélèvement forfaitaire unique*) (p. 6561). - **Articles additionnels après l'article 11 ter** (p. 6566). (p. 6566). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 6607). (p. 6607). (p. 6610). (p. 6610).

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2017) - **Article 28 et état A** (*Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) (p. 6764).

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) - **Article 59** (*art. L. 2334-42 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Dotation de soutien à l'investissement local*) (p. 6817). - **Article 61** (*art. L. 2336-1, art. L. 2336-3, art. L. 2336-6, art. L. 3335-1, art. L. 3335-3, art. L. 4332-9 du code général des collectivités territoriales, art. 166 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 - Modification des règles de répartition des dispositifs de péréquation horizontale*) (p. 6850). (p. 6852). (p. 6852).

Action extérieure de l'État

- (4 décembre 2017) (p. 7128, 7129).

- Rapporteur spécial - **État B** (p. 7145). (p. 7145). (p. 7147). (p. 7148). (p. 7150). (p. 7154).

Articles non rattachés

- (8 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 7549). (p. 7551).

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 7763). (p. 7763). (p. 7766). (p. 7767).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 155 (2017-2018)]** - (15 décembre 2017) - **Article 9** (*art. 204 C, 204 D, 204 F, 204 G, 204 H, 302 decies (nouveau), 1729 G et 1759-0 A du code général des impôts, art. L. 136-6-1 du code de la sécurité sociale et art. 60 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 - Aménagement du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu*) (p. 9747). - **Article 16 ter (nouveau)** (*art. 150 U du code général des impôts - Mesures fiscales en faveur de la libération du foncier*) (p. 9782). (p. 9784). - **Articles additionnels après l'article 17 ter** (p. 9801).

- **Projet de loi de finances pour 2018 - Nouvelle lecture [n° 172 (2017-2018)]**

Discussion générale :

- (19 décembre 2017) (p. 10394). (p. 10406).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Nouvelle lecture [n° 178 (2017-2018)]** - (19 décembre 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de finances n° 172 (2017-2018)** (p. 10394). (p. 10406).

DELATTRE (Francis)
sénateur (Val-d'Oise)
LR

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » jusqu'au 12 juin 2017.

Membre titulaire du comité de surveillance de la Caisse d'amortissement de la dette sociale.

Membre titulaire du conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites.

Membre titulaire du Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie.

Membre titulaire du Haut Conseil du financement de la protection sociale.

Membre suppléant du Comité national d'orientation et de suivi du fonds de soutien aux collectivités territoriales et à certains établissements publics ayant souscrit des contrats de prêt ou des contrats financiers structurés à risque.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement.**

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article premier de la Constitution pour y inscrire le principe d'égalité devant la loi sans distinction de sexe [n° 454 (2016-2017)] (8 mars 2017) - **Famille.**

Proposition de loi organique tendant à garantir l'ancrage territorial des sénateurs [n° 634 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 643 (2016-2017)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 645 tome 2 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Budget.**

Proposition de loi portant création d'un fonds de dotation pour les territoires ruraux [n° 713 (2016-2017)] (7 septembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des finances*) : « Adapter l'impôt sur les sociétés à une économie

ouverte » - Audition de M. Didier Migaud, président du Conseil des prélèvements obligatoires (CPO).

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Préfecture de police de Paris - Communication.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission des finances*) : Compétitivité de la place de Paris - Audition de Mme Marie-Anne Barbat Layani, directrice générale de la Fédération bancaire française (FBF), MM. Stéphane Boujnah, président du directoire d'Euronext N.V., Jean-Louis Laurens, ambassadeur de la gestion d'actifs français à l'international, Jean-Frédéric de Leusse, président du directoire d'UBS France, René Proglia, directeur général de Morgan Stanley France, et Mme Odile Renaud-Basso, directrice générale du Trésor.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Réforme de l'administration sous-préfectorale et modalités de maintien de la présence de l'État dans les territoires - Communication.

Réunion du mercredi 31 mai 2017 (*commission des finances*) : Évolutions, perspectives et gestion de la dette publique de la France - Communication.

Résultats de l'exécution de l'exercice 2016 et certification des comptes de l'État pour l'exercice 2016 - Audition de M. Didier Migaud.

Réunion du mercredi 21 juin 2017 (*commission des finances*) : Rapport annuel de l'Autorité des marchés financiers (AMF) - Audition de M. Gérard Rameix, président de l'AMF.

Réunion du mercredi 5 juillet 2017 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, préalable au débat d'orientation des finances publiques (DOFP) et sur l'audit des comptes publics demandé par le Premier ministre.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Agence France-Muséums - Communication.

Contrôle budgétaire - Maquette budgétaire de la mission « Remboursements et dégrèvements » - Communication.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Implantation des radars - Communication.

Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen du rapport pour avis et des amendements déposés sur l'article 9, délégué au fond.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des finances*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Robert Ophèle, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de président de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Contrôle budgétaire - Mise en œuvre de la réforme de la formation linguistique et civique des étrangers primo-arrivants - Communication.

Débat d'orientation des finances publiques (DOFP) - Examen du rapport d'information.

Projet de décret d'avance, relatif au financement de dépenses urgentes - Communication et adoption de l'avis de la commission.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 - Examen du rapport.

Vote sur la proposition de nomination du président de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Gouvernance et approfondissement de la zone euro - Audition de MM. Alberto

de Gregorio Merino, directeur « Affaires économiques et financières, budget et fonds structurels » du service juridique du Conseil de l'Union européenne, Jean-Paul Keppenne, conseiller juridique au sein du service juridique de la commission européenne, chargé de la zone euro et des questions économiques, chargé de cours à l'Institut d'études européennes de l'université Saint-Louis de Bruxelles, et Francesco Martucci, professeur de droit européen à l'université Paris II Panthéon-Assas.

(*commission des finances*) : Gouvernance et approfondissement de la zone euro - Audition de MM. Alberto de Gregorio Merino, directeur « Affaires économiques et financières, budget et fonds structurels » du service juridique du Conseil de l'Union européenne, Jean-Paul Keppenne, conseiller juridique au sein du service juridique de la commission européenne chargé de la zone euro et des questions économiques, chargé de cours à l'Institut d'études européennes de l'université Saint-Louis de

Bruxelles, et Francesco Martucci, professeur de droit européen à l'université Paris II Panthéon-Assas.

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Sociétés d'accélération du transfert de technologies (SATT) - Communication.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le taux de croissance pour 2016** - (31 janvier 2017) (p. 1039).

DELATTRE (Nathalie)
sénatrice (Gironde)
RDSE

Devenue sénateur le 1er octobre 2017 (en remplacement de M. Xavier Pintat, démissionnaire de son mandat).

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 5 octobre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance portant création de l'établissement public Paris La Défense (1er décembre 2017).

DÉPÔTS

Proposition de loi sur le régime de l'exécution des peines des auteurs de violences conjugales [n° 621 (2016-2017)] (11 juillet 2017) - **Famille**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Nomination des rapporteurs pour avis.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice - Proposition de loi organique pour le redressement de la justice - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à garantir la représentation des communes déléguées au sein des communes nouvelles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 28 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Justice » - Programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les maisons de l'emploi** - (10 octobre 2017) (p. 3675). (p. 3676).

- **Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice [n° 34 (2017-2018)]** - (24 octobre 2017) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 35 (2017-2018)** (p. 3987, 3988).

- **Proposition de loi organique pour le redressement de la justice [n° 35 (2017-2018)]** - (24 octobre 2017) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 34 (2017-2018)** (p. 3987, 3988).

- **Débat sur la participation dans l'entreprise, l'outil de croissance et les perspectives** - (25 octobre 2017) (p. 4160, 4161).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (4 décembre 2017) (p. 7054, 7055). - **État B** (p. 7077, 7078).

Justice

- (5 décembre 2017) (p. 7252, 7253).

Articles non rattachés

- (8 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 7529). (p. 7533). (p. 7534). - **Article 39** (*art. 199 novovicies et 279-0 bis A du code général des impôts - Prorogation et recentrage de la réduction d'IR en faveur de l'investissement locatif intermédiaire, dispositif « Pinel »*) (p. 7539). - **Article 39 nonies (nouveau)** (*art. 200 quater et 278-0 bis A du code général des impôts - Prorogation et aménagement du crédit d'impôt pour la transition énergétique, CITE*) (p. 7583).

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2017) - **Article 44 septies (nouveau)** (*art. 244 quater L du code général des impôts - Prorogation et relèvement de crédit d'impôt pour l'agriculture biologique*) (p. 7741, 7742). (p. 7742). (p. 7743). - **Articles additionnels après l'article 44 septies** (p. 7748, 7749).

(p. 7749). (p. 7753). (p. 7754). - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 7768). (p. 7773). (p. 7773). - **Articles additionnels après l'article 45 quiniques** (p. 7786). (p. 7787). (p. 7788). (p. 7788). (p. 7789). (p. 7789). (p. 7790). (p. 7790). - **Articles additionnels après l'article 45 sexes** (p. 7794).

- **Proposition de loi visant à réhabiliter la police de proximité [n° 133 (2017-2018)]** - (13 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 9552, 9553).

DELCROS (Bernard)
sénateur (Cantal)
UDI-UC, puis UC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances à partir du 5 octobre 2017 ; membre de la commission jusqu'au 4 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017, puis secrétaire le 26 octobre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2017 (9 novembre 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 (7 décembre 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2018 (7 décembre 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2017 (14 décembre 2017).

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT).

Membre suppléant du comité de massif du Massif central le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article premier de la Constitution pour y inscrire le principe d'égalité devant la loi sans distinction de sexe [n° 454 (2016-2017)] (8 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à réaffirmer le principe d'égalité entre femmes et hommes et à renforcer la laïcité [n° 460 (2016-2017)] (9 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Un nouvel élan pour le programme des interventions territoriales de l'État (PITE) [n° 604 (2016-2017)] (4 juillet 2017) - **Aménagement du territoire**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 643 (2016-2017)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 645 tome 2 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Budget**.

Proposition de loi visant à renforcer et rendre plus effectives les sanctions en cas d'installations illégales en réunion sur un terrain public ou privé [n° 680 (2016-2017)] (25 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à simplifier certaines obligations applicables aux collectivités territoriales dans le domaine du service public d'eau potable [n° 703 (2016-2017)] (1er août 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi portant création d'un fonds de dotation pour les territoires ruraux [n° 713 (2016-2017)] (7 septembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Cohésion des territoires - Aménagement des territoires [n° 108 tome 3 vol. 2 annexe 6 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 26 janvier 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jean-Vincent Placé, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de la réforme de l'État et de la simplification, sur l'action du Gouvernement en matière de simplification des normes applicables aux collectivités territoriales, en particulier dans le domaine du droit de l'urbanisme, de la construction et des sols.

Réunion du mardi 14 février 2017 (*commission des finances*) : Proposition de loi relative aux modalités de calcul du potentiel fiscal agrégé des communautés d'agglomération issues de la transformation de syndicats d'agglomération nouvelle (ex-SAN) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Réforme de l'administration sous-préfectorale et modalités de maintien de la présence de l'État dans les territoires - Communication.

Réunion du mardi 4 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Programme des interventions territoriales de l'État (PITE) et exemple du Marais poitevin - Communication.

Projet de loi organique et projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique - Suite de l'examen du rapport pour avis et communication sur la recevabilité financière des amendements.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des finances*) : Rapport du Gouvernement préparatoire au débat d'orientation des finances publiques (DOFP) - Projet de loi de règlement et d'approbation des comptes de l'année 2016 - Projet de décaler d'un an l'entrée en vigueur du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances et Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du jeudi 13 juillet 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur, sur le bilan et les perspectives de la Conférence nationale des territoires réunie le 17 juillet 2017.

Réunion du mercredi 27 septembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Projet de loi de programmation des finances publiques - Audition de MM. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics, et Benjamin Griveaux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Projet de loi de finances pour 2018 - Participation de la France au budget de l'Union européenne (article 27) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Finances locales - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 26 octobre 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Election du président ; désignation des vice-présidents et des secrétaires ; questions diverses.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Travail et emploi » et compte d'affectation spéciale (CAS) « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Audition de M. Benjamin Griveaux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Examen du rapport.

Régime fiscal et rentabilité des biens immobiliers des particuliers - Communication.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Justice » (et article 57 ter) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des articles de la première partie - Examen du tome II du rapport général.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Économie » et compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des articles précédemment réservés (11 ter, 12, 12 ter, 12 quater) et position de la commission sur la première partie - Tome II du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 bis) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » (et articles 52 à 52 sexies) - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 30 novembre 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Groupe de travail sur la simplification des normes sportives - Réglementation applicable aux collectivités territoriales et simplification de normes réglementaires relatives à la pratique et aux équipements sportifs - Proposition de résolution de MM. Dominique de Legge, Christian Manable et Michel Savin.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Missions « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et article 51), « Cohésion des territoires » (et articles 52 à 52 sexies), « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » (et article 55 ter) et « Remboursements et dégrèvements », et articles rattachés à la mission « Engagements financiers de l'État », et compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Mise au point au sujet de votes** - (16 février 2017) (p. 1580).
- **Proposition de loi relative aux modalités de calcul du potentiel fiscal agrégé des communautés d'agglomération issues de la transformation de syndicats d'agglomération nouvelle (ex-SAN) [n° 404 (2016-2017)]** - (16 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1584, 1585).
- **Débat sur le thème « Entre réforme territoriale et contraintes financières : quels outils et moyens pour les communes en zones rurales ? »** - (21 février 2017) (p. 1710).
- **Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 410 (2016-2017)]** - (23 février 2017) - **Article unique (Texte non modifié par la commission)** (p. 1836).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de la taxe d'habitation** - (6 juillet 2017) (p. 1958, 1959).
- **Mise au point au sujet de votes** - (13 juillet 2017) (p. 2496).
- **Projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 608 (2016-2017)]** - (13 juillet 2017) - **Article 9** (art. 54 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances - *Suppression de la réserve parlementaire - Dotation de soutien à l'investissement des*

communes et de leurs groupements) (p. 2503). - **Article 9 bis (nouveau)** (*Transparence de la réserve ministérielle*) (p. 2504). (p. 2505). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2511, 2512).

- **Question orale sans débat sur la délivrance des cartes nationales d'identité dans les communes nouvelles et les zones de montagne** - (24 octobre 2017) (p. 3939). (p. 3940).

- **Proposition de loi tendant à simplifier certaines obligations applicables aux collectivités territoriales dans le domaine du service public d'eau potable [n° 32 (2017-2018)]** - (26 octobre 2017) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 4224, 4226).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (9 novembre 2017) (p. 4673).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 67 (2017-2018)]** - (9 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4750, 4751). - **Article 1er** (*Instauration d'une contribution exceptionnelle sur l'impôt sur les sociétés pour les sociétés réalisant plus de 1 milliard d'euros de chiffre d'affaires et d'une contribution additionnelle à cette dernière pour les sociétés réalisant plus de 3 milliards d'euros de chiffre d'affaires*) (p. 4758). (p. 4761).

- **Nouvelle lecture [n° 84 (2017-2018)]** - (14 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4897, 4898).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Discussion générale :

- (23 novembre 2017) (p. 6316, 6317).

Première partie :

- (24 novembre 2017) - **Article 3** (*Art. 1407 bis, 1413 bis, 1414, 1414 A, 1414 B, 1414 C (nouveau), 1417, 1605 bis et 1641 du code général des impôts, et L. 173 du livre des procédures fiscales - Dégrèvement de la taxe d'habitation sur la résidence principale*) (p. 6396).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 6514). (p. 6515). - **Article additionnel après l'article 10 ter** (*Réforme de la déduction pour aléas*) (p. 6522).

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie du projet de loi** (p. 6765).

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) - **Article 59** (*art. L. 2334-42 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Dotation de soutien à l'investissement local*) (p. 6819). - **Article 59 bis (nouveau)** (*art. L. 2334-37 du code général des collectivités*

territoriales - Modalités d'examen par la commission ad hoc des demandes de subvention au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux, DETR) (p. 6825). - **Article 61** (*art. L. 2336-1, art. L. 2336-3, art. L. 2336-6, art. L. 3335-1, art. L. 3335-3, art. L. 4332-9 du code général des collectivités territoriales, art. 166 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 - Modification des règles de répartition des dispositifs de péréquation horizontale*) (p. 6849).

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (30 novembre 2017) - en remplacement de M. Michel Canevet, rapporteur spécial de la commission des finances, pour la mission « Direction de l'action du Gouvernement » (p. 6905, 6906).

Cohésion des territoires

- (6 décembre 2017) (p. 7294, 7295). (p. 7309). - **État B** (p. 7343). - **Article additionnel après l'article 52 sexies** (*Rapport d'information sur l'opportunité de créer un indicateur d'évaluation de la présence des services publics et parapublics dans ces quartiers prioritaires de la politique de la ville ou dans les zones rurales*) (p. 7350).

Articles non rattachés

- (8 décembre 2017) - **Article 39** (*art. 199 novovicies et 279-0 bis A du code général des impôts - Prorogation et recentrage de la réduction d'IR en faveur de l'investissement locatif intermédiaire, dispositif « Pinel »*) (p. 7542, 7543). - **Article 39 nonies (nouveau)** (*art. 200 quater et 278-0 bis A du code général des impôts - Prorogation et aménagement du crédit d'impôt pour la transition énergétique, CITE*) (p. 7581). (p. 7583). - **Articles additionnels après l'article 39 nonies** (p. 7589). - **Article 40** (*art. L. 31-10-2, L. 31-10-3 et L. 371-4 du code de la construction et de l'habitation ; art. 90 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Prorogation et réforme du prêt à taux zéro, PTZ*) (p. 7599). (p. 7600).

- **Nouvelle lecture [n° 172 (2017-2018)]**

Discussion générale :

- (19 décembre 2017) (p. 10403).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Nouvelle lecture [n° 178 (2017-2018)]** - (19 décembre 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de finances n° 172 (2017-2018)** (p. 10403).

DELEBARRE (Michel)
sénateur (Nord)
SOCR

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 1er octobre 2017.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

Vice-président de la commission d'enquête sur la réalité des mesures de compensation des atteintes à la biodiversité engagées sur des grands projets d'infrastructures, intégrant les mesures d'anticipation, les études préalables, les conditions de réalisation et leur suivi jusqu'au 12 juin 2017.

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Agence française d'expertise technique internationale (AFETI).

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la simplification du droit européen [n° 388 (2016-2017)] - La simplification du droit : une exigence pour l'Union européenne [n° 387 (2016-2017)] (9 février 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la simplification du droit européen [n° 388 (2016-2017)] (9 février 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur les énergies renouvelables et les mécanismes de capacité [n° 429 (2016-2017)] (16 février 2017) - **Énergie**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 octies du Règlement, portant avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil instituant une Agence de l'Union européenne pour la coopération des régulateurs de l'énergie (COM(2016) 863 final) [n° 476 (2016-2017)] (23 mars 2017) - **Énergie**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 octies du Règlement, portant avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de règlement sur le marché intérieur de l'électricité (refonte), référencée COM(2016) 861 final, qui s'inscrit dans le cadre du paquet « Énergie propre pour tous les Européens » [n° 548 (2016-2017)] (9 mai 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le paquet « Énergie » [n° 619 (2016-2017)] (6 juillet 2017) - **Énergie**.

Proposition de loi tendant à simplifier certaines obligations applicables aux collectivités territoriales dans le domaine du service public d'eau potable [n° 703 (2016-2017)] (1er août 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 16 février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Énergie - Paquet « Énergie » (énergie renouvelable et mécanismes de capacité) : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Michel Delebarre.

Réunion du mardi 9 mai 2017 (*commission des affaires européennes*) : Énergie - Fonctionnement du marché intérieur de l'électricité : avis motivé de MM. Jean Bizet et Michel Delebarre.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-717 du 3 mai 2017 portant création de l'établissement public Paris La Défense [n° 632 (2016-2017)]** - (20 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 2813). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2824, 2825).

DELMONT-KOROPOULIS (Annie)
sénatrice (Seine-Saint-Denis)
LR

Élue le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 4 octobre 2017.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques le 18 octobre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à prendre en compte la situation des « Américains accidentels » concernés par le Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA) [n° 64 (2017-2018)] (6 novembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées sous tutelle ou sous curatelle [n° 95 (2017-2018)] (16 novembre 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à réformer les fonds de garantie des dommages consécutifs à des actes de prévention, de diagnostic ou de soins dispensés au sein des établissements, services ou organismes de santé et de soins [n° 126 (2017-2018)] (4 décembre 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 181 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer un égal accès de tous les citoyens aux services publics de l'État et de ses opérateurs [n° 182 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Suite de l'examen des amendements.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'aide à l'installation et au maintien des médecins** - (26 octobre 2017) (p. 4206). (p. 4207).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]**

Quatrième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 35** (art. L. 162-31-1 et L. 221-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 1433-1 du code de la santé publique, art. 43 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de

financement de la sécurité sociale pour 2014 - Cadre d'expérimentations pour l'innovation dans le système de santé) (p. 5242). (p. 5242).

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2017) - **Article 36** (art. L. 162-14-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 6316-1 du code de la santé publique, art. 36 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - *Prise en charge de la télémedecine*) (p. 5274). (p. 5275). - **Article 39** (art. L. 162-30-4 du code de la sécurité sociale - *Renforcer la pertinence et l'efficience des prescriptions hospitalières*) (p. 5292). (p. 5293). - **Article 40** (art. L. 161-37, L. 161-38, L. 162-17-9 [nouveau], L. 162-19-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale ; art. L. 5122-17 [nouveau], L. 5213-1 à L. 5213-4, L. 5223-1 à L. 5223-5, L. 6143-7 du code de la santé publique - *Dispositions diverses relatives à la qualité, à la promotion et à la pertinence de l'utilisation des produits de santé*) (p. 5299). (p. 5300). - **Article 42** (art. L. 162-4, L. 315-2 et L. 315-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale - *Uniformiser et renforcer le mécanisme de demande d'autorisation préalable*) (p. 5308). - **Article 50** (art. L. 313-1, L. 313-12, L. 313-12-2, L. 314-6 du code de l'action sociale et des familles - *Régime de contractualisation dans le secteur médico-social*) (p. 5339).

DEMESSINE (Michelle)
sénatrice (Nord)
CRC

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel.

Membre titulaire de la commission consultative de suivi des conséquences des essais nucléaires.

Membre suppléant du Conseil national du développement et de la solidarité internationale.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre plus équitable au sein d'un EPCI le calcul des dotations de compensation dans le contexte d'un transfert de compétence [n° 406 (2016-2017)] (15 février 2017) - **Budget**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 373 (2016-2017)] autorisant l'adhésion de la France au deuxième protocole relatif à la convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé [n° 417 (2016-2017)] (15 février 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi pour un droit au logement effectif et pour l'interdiction des expulsions sans relogement [n° 479 (2016-2017)] (27 mars 2017) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à préciser les limites du champ de protection d'un brevet concernant une information génétique [n° 515 (2016-2017)] (20 avril 2017) - **Culture**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire le droit à l'interruption volontaire de grossesse dans la Constitution [n° 545 (2016-2017)] (3 mai 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à abroger la loi autorisant la ligne Charles-de-Gaulle Express [n° 552 (2016-2017)] (11 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la protection des enfants et des adolescents face aux effets de la publicité télévisuelle [n° 558 (2016-2017)] (22 mai 2017) - **Éducation**.

Proposition de loi relative à la mise en place d'un moratoire sur la mise en culture des semences de colza et de tournesol tolérantes aux herbicides issues de mutagenèse [n° 564 (2016-2017)] (29 mai 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à renforcer le contrôle sur le commerce des armes et relative à la violation des embargos [n° 695 (2016-2017)] (31 juillet 2017) - **Défense**.

Proposition de loi visant à rétablir le délit d'entrave des directeurs d'établissements publics au fonctionnement du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) [n° 696 (2016-2017)] (31 juillet 2017) - **Fonction publique**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique étrangère américaine de l'administration Trump - Audition conjointe de Mmes Célia Belin, chercheuse au centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère des affaires étrangères et au centre Thucydide (Paris II), et Maya Kandel, chercheuse associée à l'Institut du monde anglophone de l'université Sorbonne Nouvelle (Paris III), ancienne responsable du programme États-Unis de l'Institut de recherche stratégique de l'école militaire.

71e session de l'Assemblée générale des Nations unies - Forum transatlantique - Communications.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'adhésion de la France au deuxième protocole relatif à la convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Michel Foucher, géographe, ancien ambassadeur et ancien directeur du centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère des affaires étrangères (CAPS), titulaire de la chaire de

géopolitique appliquée au Collège d'études mondiales de Paris, sur « la route de la soie ».

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique** - *Commission mixte paritaire [n° 372 (2016-2017)]* - (14 février 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1496).

DENNEMONT (Michel)
sénateur (La Réunion)
LaREM

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer le 18 octobre 2017.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer le 7 décembre 2017.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème « Quelles énergies pour demain ? »** - (22 novembre 2017) (p. 7652).

DENORMANDIE (Julien)
secrétaire d'État auprès du ministre de la cohésion des territoires (à partir du 21 juin 2017)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Éloge funèbre de Nicole Bricq, sénatrice de Seine-et-Marne** - (11 octobre 2017) (p. 3731, 3732).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mesures en matière de logement** - (26 octobre 2017) (p. 4201, 4202).

- **Débat sur le logement social : « sur quels territoires, comment et pour qui demain ? »** - (26 octobre 2017) (p. 4209, 4210). (p. 4211). (p. 4211, 4212). (p. 4212). (p. 4213). (p. 4213, 4214). (p. 4214). (p. 4215). (p. 4216). (p. 4216, 4217). (p. 4217). (p. 4218). (p. 4218). (p. 4219). (p. 4219, 4220). (p. 4220). (p. 4221). (p. 4221). (p. 4222). (p. 4223). (p. 4224).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la proposition de loi relative à la stabilité du droit de l'urbanisme** - (23 novembre 2017) (p. 6327).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme du dispositif « Pinel »** - (23 novembre 2017) (p. 6328).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des territoires ruraux** - (23 novembre 2017) (p. 6329, 6330).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (6 décembre 2017) - **Article 52 (priorité)** (*art. L. 351-2, L. 351-3, L. 411-8-1, L. 441-3, L. 441-11, L. 442-2-1 [nouveau] et L. 481-2 du code de la construction, art. L. 542-2 et L. 831-1 du code de la sécurité sociale - Réforme des aides au logement et de la politique des loyers dans le parc social*) (p. 7328).

DÉRIOT (Gérard)
sénateur (Allier)
LR-R

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale ; nouvelle nomination le 21 novembre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 (20 novembre 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance relative à l'adaptation des dispositions législatives relatives au fonctionnement des ordres des professions de santé (1er décembre 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance relative à la profession de physicien médical et l'ordonnance relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé (1er décembre 2017).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)] - Exposé général [n° 77 tome 1 (2017-2018)] (8 novembre 2017) - **Budget**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)] - Examen des articles [n° 77 tome 2 (2017-2018)] (8 novembre 2017) - **Budget**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)] - Tableau comparatif [n° 77 tome 3 (2017-2018)] (8 novembre 2017) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 juin 2017 (*commission des affaires sociales*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen des amendements au texte de la commission.

Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Situation des urgences hospitalières, en liaison avec l'organisation de la permanence des soins - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 1er août 2017 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Dominique Martin, candidat à la direction générale de l'Agence nationale de sécurité du médicament.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projets de loi ratifiant quatre ordonnances relatives à la santé - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projets de loi ratifiant quatre ordonnances relatives à la santé - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mardi 31 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de Mme Marine Jeantet, directrice des risques professionnels à la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Échange de vues sur le programme de travail.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi ratifiant diverses ordonnances sur la loi d'habilitation à prendre les mesures pour le renforcement du dialogue social - Table ronde des organisations syndicales.

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Nomination des membres d'un groupe de travail.

Projet de loi ratifiant diverses ordonnances sur la loi d'habilitation à prendre les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (25 juillet 2017) - vice-président de la commission des affaires sociales - **Article 1er** (*Habilitation du Gouvernement à prendre diverses ordonnances pour renforcer la place de l'accord d'entreprise*) (p. 3022).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (13 novembre 2017) - rapporteur de la commission des affaires sociales pour les accidents du travail et les maladies professionnelles - **Discussion générale** (p. 4858, 4859).

Troisième partie :

- (16 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 14** (*Retrait des médicaments génériques de l'assiette de la taxe sur le chiffre d'affaires des distributeurs en gros*)

(p. 5146). (p. 5147). - **Article 15 bis (nouveau)** (*art. L. 138-2 du code de la sécurité sociale - Contribution à la charge des établissements de vente en gros de spécialités pharmaceutiques*) (p. 5153).

Quatrième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 31 (priorité)** (*art. L. 461-1 et L. 461-5 du code de la sécurité sociale - Indemnisation des victimes de maladies professionnelles à la date de la première constatation médicale*) (p. 5202). (p. 5202). - **Articles additionnels après l'article 31 (priorité)** (*Évaluation du coût des pathologies liées au travail*) (p. 5203). (p. 5204). - **Article 32 bis (nouveau) (priorité)** (*art. L. 376-1 et L. 454-1 du code de la sécurité sociale - Cession de créances au titre des recours contre tiers et service des prestations jusqu'à alors versées par le FCAT*) (p. 5205). - **Article additionnel après l'article 32 bis (priorité)** (*Information du demandeur de l'inscription d'un établissement sur la liste de ceux exposés à l'amiante*) (p. 5205). (p. 5205).

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 5257, 5258). - **Article 36** (*art. L. 162-14-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 6316-1 du code de la santé publique, art. 36 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Prise en charge de la télémédecine*) (p. 5273). (p. 5273). (p. 5274). (p. 5275).

DEROCHE (Catherine)
sénatrice (Maine-et-Loire)
LR

Réélue le 24 septembre 2017.

Secrétaire du Sénat à compter du 4 octobre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale ; nouvelle nomination le 21 novembre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de simplification des procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (12 janvier 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création de l'Agence nationale de santé publique (12 janvier 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse (18 janvier 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social (26 juillet 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 (20 novembre 2017).

Membre titulaire du comité *ad hoc* chargé de donner un avis sur les autorisations de recherches sur l'embryon - Conseil d'orientation de l'Agence de la biomédecine ; nouvelle nomination le 30 novembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer la légitimité démocratique des conseillers communautaires [n° 282 (2016-2017)] (10 janvier 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à faciliter le règlement des conséquences pécuniaires du divorce [n° 449 (2016-2017)] (2 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à supprimer le bénéfice de l'âge en cas d'égalité des suffrages entre deux listes arrivées en tête aux élections municipales [n° 475 (2016-2017)] (22 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à sécuriser l'établissement des procurations électorales [n° 480 (2016-2017)] (28 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à garantir aux personnes en situation de handicap un accès effectif aux lieux ouverts au public [n° 554 (2016-2017)] (15 mai 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 557 (2016-2017)] (18 mai 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à élargir les missions des comités locaux d'information et de suivi visés à l'article L. 542-13 du code de l'environnement [n° 561 (2016-2017)] (23 mai 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi relative aux certificats de décès [n° 584 (2016-2017)] (21 juin 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi sur la majoration des pensions aux veuves des très grands invalides de guerre dont l'indice de pension était supérieur à 2 000 points à la date du décès [n° 626 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à interdire la mention du nom et de la photo de personnes autres que les candidats et suppléants sur les documents de propagande électorale [n° 687 (2016-2017)] (26 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 717 (2016-2017)] (13 septembre 2017) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à rendre imprescriptibles les crimes et délits sexuels sur mineurs [n° 719 (2016-2017)] (14 septembre 2017) - **Famille.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dispositif de lutte contre l'affichage électoral sauvage [n° 720 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à prolonger le délai de validité des habilitations des clercs de notaire [n° 7 (2017-2018)] (5 octobre 2017) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à la promotion de la cohabitation intergénérationnelle [n° 15 (2017-2018)] (6 octobre 2017) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 30 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)] - Exposé général [n° 77 tome 1 (2017-2018)] (8 novembre 2017) - **Budget.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)] - Examen des articles [n° 77 tome 2 (2017-2018)] (8 novembre 2017) - **Budget.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)] - Tableau comparatif [n° 77 tome 3 (2017-2018)] (8 novembre 2017) - **Budget.**

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées sous tutelle ou sous curatelle [n° 95 (2017-2018)] (16 novembre 2017) - **Famille.**

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale et aux réunions des commissions départementales d'aménagement commercial [n° 167 (2017-2018)] (13 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 24 janvier 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse (nouvelle lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Table ronde des organisations syndicales.

Situation des finances sociales - Communication.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale - État des lieux et perspectives des mesures incitatives au développement de l'offre de soins primaires dans les zones sous-dotées - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 10 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, sur le rapport sur l'application de la loi de financement de la sécurité sociale.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projets de loi ratifiant quatre ordonnances relatives à la santé - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 17 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé et M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité

sociale pour 2018 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement - Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA) » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Échange de vues sur le programme de travail.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème « Quel rôle les professions paramédicales peuvent-elles jouer dans la lutte contre les déserts médicaux ? »** - (22 février 2017) (p. 1773, 1774).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (24 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 2946, 2947).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-31 du 12 janvier 2017 de mise en cohérence des textes au regard des dispositions de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé [n° 12 (2017-2018)]** - (11 octobre 2017) - **Discussion générale commune avec celle des projets de loi n° 11 (2017-2018) et n° 13 (2017-2018)** (p. 3742, 3744).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-48 du 19 janvier 2017 relative à la profession de médecin et l'ordonnance n° 2017-50 du 19 janvier 2017 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé [n° 11 (2017-2018)]** - (11 octobre 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 12 (2017-2018)** (p. 3742, 3744).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-644 du 27 avril 2017 relative à l'adaptation des dispositions législatives relatives au fonctionnement des ordres des professions de santé [n° 13 (2017-2018)]** - (11 octobre 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 12 (2017-2018)** (p. 3742, 3744).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (13 novembre 2017) - rapporteur de la commission des affaires sociales pour l'assurance maladie - **Discussion générale** (p. 4857, 4858).

Troisième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 13 bis (nouveau)** (*art. 1613 ter et 1613 quater du code général des impôts - Modification des contributions sur les boissons sucrées et édulcorées*) (p. 5141, 5142).

Quatrième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 34** (*art. L. 3111-1, L. 3111-2, L. 3111-3, L. 3111-4-1, L. 3111-9, L. 3116-1, L. 3116-2, L. 3116-4, L. 3821-1, L. 3821-2, L. 3821-3 et L. 3826-1 du code de la santé publique - Extension de l'obligation de couverture vaccinale des enfants*) (p. 5216, 5217). (p. 5220). (p. 5220). (p. 5221). (p. 5221). (p. 5222). - **Article additionnel après l'article 34 bis** (*Promotion du forfait de prise en charge des traitements nicotiniques de substitution*) (p. 5223). (p. 5224). - **Article 35** (*art. L. 162-31-1 et L. 221-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 1433-1 du code de la santé publique, art. 43 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Cadre d'expérimentations pour l'innovation dans le système de santé*) (p. 5230). (p. 5230). (p. 5231). (p. 5231). (p. 5231). (p. 5232). (p. 5232). (p. 5232). (p. 5233). (p. 5233). (p. 5234). (p. 5234). (p. 5234). (p. 5237). (p. 5237). (p. 5237). (p. 5238). (p. 5239). (p. 5240). (p. 5240). (p. 5241). (p. 5241). (p. 5241). (p. 5241). (p. 5242). (p. 5243). (p. 5243).

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 5258). (p. 5258). (p. 5260). (p. 5262, 5263). (p. 5267). (p. 5267). (p. 5268). (p. 5269). (p. 5270). - **Article 35 bis (nouveau)** (*Rapport au Parlement sur les indemnités journalières maladie*) (p. 5270). - **Article 36** (*art. L. 162-14-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 6316-1 du code de la santé publique, art. 36 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Prise en charge de la télémédecine*) (p. 5272). (p. 5272). (p. 5272). (p. 5273). (p. 5273). (p. 5274). (p. 5275). (p. 5276). (p. 5276, 5277). (p. 5277, 5278). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 5278). (p. 5279). (p. 5280). (p. 5281). (p. 5282). - **Article 37** (*art. L. 162-1-7, L. 162-1-7-4 [nouveau] et L. 162-1-8 du code de la sécurité sociale ; art. L. 4011-2, L. 4011-2-1 et L. 4011-2-3 du code de la santé publique - Aménagements des procédures d'inscription des actes à la nomenclature et de la procédure de validation des protocoles de coopération*) (p. 5283). (p. 5284). (p. 5285). (p. 5285). - **Article additionnel après l'article 37** (*Établissement du certificat de décès par un(e) infirmière qui a dispensé les soins*) (p. 5286). - **Article 38** (*art. L. 162-16-5, L. 162-16-6, L. 162-17-2-1, L. 162-22-7-2 du code de la sécurité sociale ; art. 33 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 - Prise en charge des produits de santé hospitaliers*) (p. 5287). (p. 5288). (p. 5288). (p. 5289). - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 5289). (p. 5290). - **Article additionnel avant l'article 39** (*Abrogation des dispositions relatives aux sanctions par l'ARS de certains établissements*) (p. 5291). - **Article 39** (*art. L. 162-30-4 du code de la sécurité sociale - Renforcer la pertinence et l'efficacité des prescriptions hospitalières*) (p. 5292). (p. 5293). (p. 5293). (p. 5293). - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 5294). (p. 5295). - **Article 40** (*art. L. 161-37, L. 161-38, L. 162-17-9 [nouveau], L. 162-19-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale ; art. L. 5122-17 [nouveau], L. 5213-1 à L. 5213-4, L. 5223-1 à L. 5223-5, L. 6143-7 du code de la santé publique - Dispositions diverses relatives à la qualité, à la promotion et la pertinence de l'utilisation des produits de santé*) (p. 5297). (p. 5298). (p. 5299). (p. 5299, 5300). (p. 5300). (p. 5300). - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 5301). (p. 5302). - **Article 41** (*art. L. 162-17-31 [nouveau], L. 162-17-5, L. 165-2-1 [nouveau], L. 165-3-3, L. 165-4 et L. 165-7 du code de la sécurité sociale - Régulation du secteur des dispositifs médicaux*) (p. 5304). (p. 5305). (p. 5306). (p. 5307). - **Article 42** (*art. L. 162-4, L. 315-2 et L. 315-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Uniformiser et renforcer le mécanisme de demande d'autorisation préalable*) (p. 5308). (p. 5309). (p. 5309). (p. 5309). - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 5310). - **Article 43** (*art. L. 162-1-15 et L. 162-1-17 du code de la sécurité sociale - Étendre la mise sous objectifs et la mise sous accord préalable à tous les prescripteurs*) (p. 5311). - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 5311). (p. 5312). (p. 5314). (p. 5314). - **Article 44** (*Report de l'application de certaines dispositions du règlement arbitral dentaire*) (p. 5316). (p. 5316). - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 5317). - **Article 44 bis (nouveau)** (*art. L. 162-1-21 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. 83 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de*

modernisation de notre système de santé - Suppression de la généralisation obligatoire du tiers payant (p. 5319). (p. 5322). (p. 5322). (p. 5323). - **Article additionnel après l'article 44 bis** (Révision de la liste des pathologies ouvrant droit au congé de longue durée pour les fonctionnaires) (p. 5324). - **Article 44 ter (nouveau)** (Demande de rapport sur le parcours de soins des personnes handicapées et en situation de précarité) (p. 5324). - **Article additionnel après l'article 44 ter** (Élargissement à l'accès au soin, en général, du champ du rapport sur l'accès financier aux soins des personnes en situation de handicap et des personnes en situation de précarité) (p. 5325). - **Article 47** (art. 80 de la loi n° 2016-1827 du 23 décembre 2016 - Report de l'entrée en vigueur de l'intégration des dépenses de transport inter-établissements dans le budget des établissements de santé) (p. 5326). - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 5327). (p. 5327, 5328). - **Article 48** (art. L. 162-23-15 du code de la sécurité sociale, art. 78 de la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Déploiement de la réforme du financement des activités des SSR) (p. 5329). (p. 5329). - **Articles additionnels après l'article 48** (p. 5330). (p. 5330). (p. 5332). - **Article 49** (art. L. 1432-5, L. 1435-9,

L. 1435-9-1 [nouveau] et L. 1435-10 du code de la santé publique - Assouplissement des règles de gestion du FIR) (p. 5333). - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 5334). - **Article 51** (art. L. 161-37 et L. 161-41 du code de la sécurité sociale ; art. L. 14-10-5 et L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles - Transfert des missions de l'ANESM à la HAS) (p. 5347, 5348). - **Article additionnel après l'article 51** (Possibilité d'un concours du fonds national pour la démocratie sanitaire destiné au soutien des recommandations et actions de la Haute Autorité de santé en matière de démocratie sanitaire) (p. 5349). - **Article 54** (Ondam et sous-Ondam) (p. 5350).

- **Question orale sans débat sur la certification des armatures du béton** - (21 novembre 2017) (p. 5376, 5377). (p. 5377).

- **Débat sur la représentation des communes déléguées dans les communes nouvelles** - (22 novembre 2017) (p. 7643, 7644). (p. 7644).

DEROMEDI (Jacky)

sénateur (Français établis hors de France (Série 2))
LR

Secrétaire du Sénat à compter du 4 octobre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Secrétaire de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes jusqu'au 17 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale (8 février 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité publique (8 février 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme (5 octobre 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance portant création de l'établissement public Paris La Défense (1er décembre 2017).

Membre de la mission d'information sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France jusqu'au 12 juin 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer la légitimité démocratique des conseillers communautaires [n° 282 (2016-2017)] (10 janvier 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à rénover l'offre de la Caisse des Français de l'étranger [n° 296 (2016-2017)] (12 janvier 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à faciliter le règlement des conséquences pécuniaires du divorce [n° 449 (2016-2017)] (2 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à sécuriser l'établissement des procurations électorales [n° 480 (2016-2017)] (28 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à garantir aux personnes en situation de handicap un accès effectif aux lieux ouverts au public [n° 554 (2016-2017)] (15 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 557 (2016-2017)] (18 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à élargir les missions des comités locaux d'information et de suivi visés à l'article L. 542-13 du code de l'environnement [n° 561 (2016-2017)] (23 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative aux certificats de décès [n° 584 (2016-2017)] (21 juin 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture**.

Proposition de loi sur la majoration des pensions aux veuves des très grands invalides de guerre dont l'indice de pension était supérieur à 2 000 points à la date du décès [n° 626 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à interdire la mention du nom et de la photo de personnes autres que les candidats et suppléants sur les documents de propagande électorale [n° 687 (2016-2017)] (26 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 717 (2016-2017)] (13 septembre 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à instituer un volontariat international d'enseignement en français [n° 718 (2016-2017)] (14 septembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à rendre imprescriptibles les crimes et délits sexuels sur mineurs [n° 719 (2016-2017)] (14 septembre 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à créer un fonds pour la présence et le rayonnement français à l'étranger [n° 3 (2017-2018)] (2 octobre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à prolonger le délai de validité des habilitations des clercs de notaire [n° 7 (2017-2018)] (5 octobre 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à la promotion de la cohabitation intergénérationnelle [n° 15 (2017-2018)] (6 octobre 2017) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution relative à la création d'une commission d'enquête sur les contrats cadres passés entre le ministère de la défense et Microsoft [n° 27 (2017-2018)] (16 octobre 2017) - **Défense**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à instaurer un Pass permis citoyen [n° 38 (2017-2018)] (19 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à prendre en compte la situation des « Américains accidentels » concernés par le Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA) [n° 64 (2017-2018)] (6 novembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées sous tutelle ou sous curatelle [n° 95 (2017-2018)] (16 novembre 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à réformer les fonds de garantie des dommages consécutifs à des actes de prévention, de diagnostic ou de soins dispensés au sein des établissements, services ou organismes de santé et de soins [n° 126 (2017-2018)] (4 décembre 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale et aux réunions des commissions départementales d'aménagement commercial [n° 167 (2017-2018)] (13 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 181 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer un égal accès de tous les citoyens aux services publics de l'État et de ses opérateurs [n° 182 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*commission des lois*) :
Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des lois*) :
Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du vendredi 4 août 2017 (*commission des lois*) :
Projet de loi organique pour la confiance dans la vie politique (nouvelle lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission des lois*) :
Constitution du bureau.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique** [n° 288 (2016-2017)] - (19 janvier 2017) - **Article 34 bis** (*art. 16 et 108 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Obligation de diffusion des résultats des élections générales*) (p. 411). - **Articles additionnels après l'article 34 sexies** (p. 417).

- **Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre - Nouvelle lecture** [n° 159 (2016-2017)] - (1er février 2017) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1153, 1154).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social** [n° 664 (2016-2017)] - (25 juillet 2017) - **Article 1er** (*Habilitation du Gouvernement à prendre diverses ordonnances pour renforcer la place de l'accord d'entreprise*) (p. 3004, 3005).

- **Projet de loi organique pour la confiance dans la vie politique - Nouvelle lecture** [n° 709 (2016-2017)] - (4 août

2017) - **Article 9** (*Création d'une dotation de solidarité locale en substitution de la réserve parlementaire*) (p. 3588, 3589).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (13 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4881, 4883).

- **Débat sur l'avenir de l'Institut français** - (21 novembre 2017) (p. 5422). (p. 5422).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Discussion générale :

- (23 novembre 2017) (p. 6341).

Première partie :

- (24 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 6381). (p. 6382). - **Articles additionnels après l'article 6 quater** (p. 6436). (p. 6439). (p. 6439). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 6448).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 6512). (p. 6513). - **Article additionnel après l'article 12 bis** (*Inclusion des plans de retraite par capitalisation dans le régime de l'impatriation*) (p. 6612). (p. 6613). (p. 6613).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2017) - **Article 19** (*Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public*) (p. 6701). (p. 6712). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 6720).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les grèves dans les lycées français à l'étranger** - (28 novembre 2017) (p. 6777). (p. 6777).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] (suite)**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 60** (*Imputation comptable de la compensation des départements aux métropoles en cas de transfert de compétences*) (p. 6846).

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (30 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 64** (*Rapport du Gouvernement sur l'opportunité d'élargir aux agents de l'aide sociale à l'enfance l'accès à l'application de gestion des dossiers de ressortissants étrangers en France, AGDREF*) (p. 6950, 6951). (p. 6951).

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (4 décembre 2017) - **État B** (p. 7075). (p. 7077). (p. 7077).

Action extérieure de l'État

- (4 décembre 2017) - **État B** (p. 7147). (p. 7148). (p. 7153). - **Articles additionnels après l'article 49 A** (p. 7157).

Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : Participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Investissements d'avenir - Remboursements et dégrèvements

- (6 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 55 bis** (p. 7383). (p. 7383).

Articles non rattachés

- (8 décembre 2017) - **Article 39 sexies (nouveau)** (*art. 199 terdecies-0 A du code général des impôts - Aménagement de la réduction d'impôt « Madelin »*) (p. 7566). (p. 7568). - **Articles additionnels après l'article 39 sexies** (p. 7569, 7570). (p. 7570, 7571). - **Article 39 nonies (nouveau)** (*art. 200 quater et 278-0 bis A du code général des impôts - Prorogation et aménagement du crédit d'impôt pour la transition énergétique, CITE*) (p. 7576). (p. 7579). - **Articles additionnels après l'article 39 nonies** (p. 7589). (p. 7590). - **Article 40** (*art. L. 31-10-2, L. 31-10-3 et L. 371-4 du code de la construction et de l'habitation ; art. 90 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Prorogation et réforme du prêt à taux zéro, PTZ*) (p. 7599). - **Article 42** (*art. 199 ter C, 220 C, 223 O et 244 quater C du code général des impôts ; art. L. 1233-57-3, L. 2313-7-1, L. 2323-12, L. 2323-13, L. 2323-56, L. 2323-57 du code du travail ; art. L. 172 G du livre des procédures fiscales et art. 66 de la loi n° 2012-1510 du 29 décembre 2012 de finances rectificative pour 2012 - Baisse du taux du CICE en 2018 et suppression du crédit d'impôt à compter du 1er janvier 2019*) (p. 7611).

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 44 sexies** (p. 7737). - **Article 44 septies (nouveau)** (*art. 244 quater L du code général des impôts - Prorogation et relèvement de crédit d'impôt pour l'agriculture biologique*) (p. 7741). (p. 7742). - **Articles additionnels après l'article 44 septies** (p. 7746). - **Article 45** (*Exonération de la cotisation minimum de CFE des redevables réalisant un très faible chiffre d'affaires*) (p. 7758). (p. 7758). - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 7768). (p. 7772). - **Article 45 quinquies (nouveau)** (*art. 1499-00 A du code général des impôts [nouveau] - Modalités de détermination de la valeur locative des biens des entreprises artisanales*) (p. 7784). (p. 7785). - **Articles additionnels après l'article 45 sexies** (p. 7794). - **Article 46** (*art. 286 et 1770 du code général des impôts, et art. L. 80 O du livre des procédures fiscales - Modification du champ de l'obligation de certification des logiciels de comptabilité et de gestion et des systèmes de caisse*) (p. 7795). - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 7797). - **Articles additionnels après l'article 46 ter** (p. 7807, 7808).

DESCAMPS (Béatrice)
sénatrice (Nord)
NI

Démissionnaire le 14 juin 2017.

Devenue sénateur le 5 juin 2017 (en remplacement de M. Patrick Masclet, décédé).

DES ESGAULX (Marie-Hélène)
sénateur (Gironde)
LR

Démissionnaire le 30 septembre 2017.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des finances jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer la légitimité démocratique des conseillers communautaires [n° 282 (2016-2017)] (10 janvier 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à garantir aux personnes en situation de handicap un accès effectif aux lieux ouverts au public [n° 554 (2016-2017)] (15 mai 2017) - **Aménagement du territoire.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 643 (2016-2017)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 645 tome 2 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Budget.**

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes - Troisième lecture** [n° 256 (2016-2017)] - (10 janvier 2017) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 206 (216-217)** (p. 21, 22).

- **Proposition de loi organique relative aux autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Troisième lecture** [n° 206 (216-217)] - (10 janvier 2017) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 256 (2016-2017)** (p. 21, 22).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur Eco'mouv** - (9 février 2017) (p. 1399, 1400). (p. 1400).

DESESSARD (Jean)
sénateur (Paris)
Écologiste, puis NI

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

Président du groupe écologiste jusqu'au 29 juin 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 1er octobre 2017.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-1519 du 10 novembre 2016 portant création au sein du service public de l'emploi de l'établissement public chargé de la formation professionnelle des adultes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des affaires sociales*) : Perturbateurs endocriniens dans les produits phytopharmaceutiques et les biocides - Communication.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à abroger la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du**

dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, dite « Loi Travail » [n° 2016 (155-156)] - (11 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 72, 73).

- **Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique** [n° 288 (2016-2017)] - (18 janvier 2017) - **Articles additionnels avant l'article 29 bis** (p. 392). - **Article 29 ter** (*art. L. 511-1 du code minier - Extension des pouvoirs de constatation des infractions au code minier en Guyane*) (p. 396). - **Article 30 (supprimé)** (*art. L. 621-12 du code minier - Encadrement de la détention de matériel minier en Guyane*) (p. 398).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fermeture de la centrale de Fessenheim** - (26 janvier 2017) (p. 983).

- **Proposition de loi relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et au développement du biocontrôle** [n° 345 (2016-2017)] - (7 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1241, 1242). - **Article 8 A (nouveau)** (*art. L. 253-7 du code rural et de la pêche maritime - Possibilité d'utilisation de produits phytopharmaceutiques conventionnels faute d'efficacité des produits de substitution*) (p. 1256). (p. 1258). - **Article 10** (*art. L. 254-10 à L. 254-10-8 [nouveaux] du code rural et de la pêche maritime - Mise en place d'un système de certificats d'économie de produits phytopharmaceutiques, CEPP*) (p. 1262). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1264).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-301 du 14 mars 2016 relative à la partie législative du code de la consommation et n° 2016-351 du 25 mars 2016 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation et simplifiant le dispositif de mise en œuvre des obligations en matière de conformité et de sécurité des produits et services - Commission mixte paritaire** [n° 301 (2016-2017)] - (8 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1369).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-1519 du 10 novembre 2016 portant création au sein du service public de l'emploi de l'établissement public chargé de la formation**

professionnelle des adultes [n° 357 (2016-2017)] - (9 février 2017) - Discussion générale (p. 1407, 1408).

- **Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique** - *Commission mixte paritaire* [n° 372 (2016-2017)] - (14 février 2017) - Discussion générale (p. 1461, 1462). - Explications de vote sur l'ensemble (p. 1496).

- **Proposition de loi relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et au développement du biocontrôle** - *Commission mixte paritaire* [n° 386 (2016-2017)] - (15 février 2017) - Discussion générale (p. 1521).

- **Proposition de loi relative aux modalités de calcul du potentiel fiscal agrégé des communautés d'agglomération issues de la transformation de syndicats d'agglomération nouvelle (ex-SAN)** [n° 404 (2016-2017)] - (16 février 2017) - Discussion générale (p. 1585, 1586).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1561 du 21 novembre 2016 complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la collectivité de Corse, n° 2016-1562 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures institutionnelles relatives à la collectivité de Corse et n° 2016-1563 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures électorales applicables en Corse** - *Nouvelle lecture* [n° 428 (2016-2017)] - (16 février 2017) - Discussion générale (p. 1613). - Explications de vote sur l'ensemble (p. 1619, 1620).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau** [n° 247 (2016-2017)] - (21 février 2017) - Discussion générale (p. 1669).

- **Débat sur le thème « Économie circulaire : un gisement de matières premières et d'emploi »** - (21 février 2017) (p. 1681, 1682).

- **Proposition de loi visant à la mise en œuvre effective du droit à l'eau potable et à l'assainissement** [n° 416 (2016-2017)] - (22 février 2017) - Discussion générale (p. 1743, 1744). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1314-1 [nouveau] du code de la santé publique - Reconnaissance du droit de l'Homme à l'eau potable et à l'assainissement) (p. 1747). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1314-2 [nouveau] du code de la santé publique - Obligation pour les collectivités territoriales de mettre gratuitement à disposition des équipements sanitaires et de distribution d'eau potable) (p. 1750).

- **Débat sur le thème « Quel rôle les professions paramédicales peuvent-elles jouer dans la lutte contre les déserts médicaux ? »** - (22 février 2017) (p. 1762, 1763).

- **Proposition de loi visant à assurer la sincérité et la fiabilité des comptes des collectivités territoriales** [n° 131 (2016-2017)] - (22 février 2017) - Discussion générale (p. 1787, 1788).

- **Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes** [n° 410 (2016-2017)] - (23 février 2017) - Discussion générale (p. 1828, 1829). - **Article unique (Texte non modifié par la commission)** (p. 1833).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique** [n° 609 (2016-2017)] - (11 juillet 2017) - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 2052).

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2017) - **Article 6 (Modalités d'entrée en vigueur des modalités du licenciement des collaborateurs « familiaux » de parlementaires ou d'autorités territoriales)** (p. 2103, 2104). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 2105).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social** [n° 664 (2016-2017)] - (25 juillet 2017) - **Article 9 (priorité)** (*Report d'un an de l'entrée en vigueur du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu*) (p. 2994, 2995). (p. 2997). - **Article 1er (Habilitation du Gouvernement à prendre diverses ordonnances pour renforcer la place de l'accord d'entreprise)** (p. 3006, 3007). (p. 3009). (p. 3012). (p. 3015, 3016). (p. 3020). (p. 3039). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3044, 3045). (p. 3048). - **Article 2 (Nouvelle organisation du dialogue social et rénovation de l'exercice des responsabilités syndicales en entreprise)** (p. 3053).

- **Suite de la discussion** (26 juillet 2017) (p. 3070). (p. 3075, 3076). (p. 3098). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3106). - **Article 3 (Aménagement des règles du licenciement et de certaines formes particulières de travail)** (p. 3124). (p. 3130, 3131). (p. 3137).

- **Suite de la discussion** (27 juillet 2017) (p. 3172, 3173). (p. 3174). (p. 3178). (p. 3184). (p. 3186). (p. 3189). (p. 3192, 3193). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*Développement de la négociation collective et sécurisation des accords de branche*) (p. 3205). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*Assouplissement des obligations des employeurs en matière de prévention de la pénibilité et d'emploi de travailleurs détachés transfrontaliers*) (p. 3207, 3208). (p. 3214). (p. 3216). - **Article 7 (art. 257 de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Prolongation de la période transitoire relative à la mise en place du nouveau zonage dérogatoire au repos dominical)** (p. 3222). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (*Délai de dépôt des projets de loi de ratification des ordonnances*) (p. 3224, 3225). - **Articles additionnels après l'article 8 bis** (p. 3228). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3230, 3231).

- *Commission mixte paritaire* [n° 698 (2016-2017)] - (2 août 2017) - **Discussion générale** (p. 3546, 3547).

DESEYNE (Chantal)
sénateur (Eure-et-Loir)
LR

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse (18 janvier 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et autres dispositions en matière sociale et économique (31 janvier 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance relative à l'adaptation des dispositions législatives relatives au fonctionnement des ordres des professions de santé (1er décembre 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance relative à la profession de physicien médical et l'ordonnance relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé (1er décembre 2017).

Membre de la mission d'information sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France jusqu'au 12 juin 2017.

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 19 (2016-2017)] de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique [n° 280 (2016-2017)] (10 janvier 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi tendant à supprimer le bénéfice de l'âge en cas d'égalité des suffrages entre deux listes arrivées en tête aux élections municipales [n° 475 (2016-2017)] (22 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à sécuriser l'établissement des procurations électorales [n° 480 (2016-2017)] (28 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à garantir aux personnes en situation de handicap un accès effectif aux lieux ouverts au public [n° 554 (2016-2017)] (15 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 557 (2016-2017)] (18 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux certificats de décès [n° 584 (2016-2017)] (21 juin 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique tendant à garantir l'ancrage territorial des sénateurs [n° 634 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à interdire la mention du nom et de la photo de personnes autres que les candidats et suppléants sur les documents de propagande électorale [n° 687 (2016-2017)] (26 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à rendre imprescriptibles les crimes et délits sexuels sur mineurs [n° 719 (2016-2017)] (14 septembre 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à la promotion de la cohabitation intergénérationnelle [n° 15 (2017-2018)] (6 octobre 2017) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Direction de l'action du Gouvernement - Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA) [n° 111 tome 3 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale et aux réunions des commissions départementales d'aménagement commercial [n° 167 (2017-2018)] (13 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 janvier 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 5 juillet 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'information « Femmes et agriculture ».

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Situation des urgences hospitalières, en liaison avec l'organisation de la permanence des soins - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projets de loi ratifiant quatre ordonnances relatives à la santé - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur le programme de travail de la délégation.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement - Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA) » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Laurence Rossignol, ancienne ministre des familles, de l'enfance et des droits des femmes, membre de la délégation, sur les 4e et 5e plans de mobilisation et de lutte contre toutes les violences faites aux femmes.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique [n° 288 (2016-2017)]** - (17 janvier 2017) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 258). - **Article 9 B (supprimé)** (art. L. 114-2 et L. 114-4 du code de la sécurité sociale - *Prise en compte de l'impact du renforcement du système de retraites à Mayotte par le Conseil d'orientation des retraites*) (p. 301). - **Article 9 D (supprimé)** (art. L. 2624-1 à L. 2624-4 [nouveaux] du code du travail - *Représentativité des syndicats locaux*) (p. 304, 305). - **Article additionnel après l'article 9 D** (p. 305). - **Article 9** (art. L. 542-4 du code de l'action sociale et des familles ; art. 2, 7-1 à 7-3 [nouveaux], 10-1 et 10-2 [nouveaux] de l'ordonnance n° 2002-149 du 7 février 2002 relative à l'extension et la généralisation des prestations familiales et à la protection sociale dans la collectivité départementale de Mayotte - *Prestations familiales à Mayotte*) (p. 308). - **Article additionnel après l'article 9** (p. 308). - **Article 9 bis (supprimé)** (art. L. 755-2-1 du code de la sécurité sociale - *Suppression de l'exigence de production d'une attestation de compte à jour pour la perception des cotisations d'allocation familiale*) (p. 309). (p. 310). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 312).

- **Suite de la discussion** (18 janvier 2017) - **Article additionnel après l'article 10 bis** (p. 322, 323). - **Articles additionnels après l'article 10 quater** (p. 326). - **Article 10 quinquies (supprimé)** (*Qualité du système de santé outre-mer*) (p. 326). - **Article 10 sexies (supprimé)** (*Protocoles de coopération entre professionnels de santé ultramarins*) (p. 326). - **Article 10 undecies A (nouveau)** (art. L. 131-8 et L. 758-1 du code de la sécurité sociale - *Alignement progressif du tarif de la cotisation de sécurité sociale dans les départements d'outre-mer et l'hexagone*) (p. 329, 330). - **Articles additionnels après l'article 10 undecies** (p. 332). (p. 332). (p. 333). - **Article 13 A (supprimé)** (art. L. 3232-7-1 [nouveau] du code de la santé publique - *Organisation d'une sensibilisation sur les questions nutritionnelles à l'intention des élèves du primaire*) (p. 341). - **Article 13 quater (supprimé)** (*Possibilité d'expérimenter la réduction de la durée minimale du contrat de professionnalisation*) (p. 348).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2017) - **Article 30 sexies (nouveau)** (art. L. 1544-8-1 et L. 1545-3 du code de la santé publique - *Prérogatives des agents compétents en matière de contrôles de santé publique en Nouvelle-Calédonie et en*

Polynésie française) (p. 406). - **Article additionnel après l'article 45** (p. 441).

- **Question orale sans débat sur l'ouverture d'une classe préparatoire à Dreux** - (24 janvier 2017) (p. 739, 740). (p. 740).

- **Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme [n° 630 (2016-2017)]** - (18 juillet 2017) - **Article additionnel après l'article 7** (p. 2683).

- **Question orale sans débat sur le système d'admission post-bac** - (24 octobre 2017) (p. 3941, 3942). (p. 3942).

- **Débat sur la participation dans l'entreprise, l'outil de croissance et les perspectives** - (25 octobre 2017) (p. 4161).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (15 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 5011). (p. 5012).

Troisième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article additionnel après l'article 13** (*Incitation à l'utilisation de véhicules propres*) (p. 5131, 5132). (p. 5132). - **Article 13 bis (nouveau)** (art. 1613 ter et 1613 quater du code général des impôts - *Modification des contributions sur les boissons sucrées et édulcorées*) (p. 5137).

Quatrième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 34** (art. L. 3111-1, L. 3111-2, L. 3111-3, L. 3111-4-1, L. 3111-9, L. 3116-1, L. 3116-2, L. 3116-4, L. 3821-1, L. 3821-2, L. 3821-3 et L. 3826-1 du code de la santé publique - *Extension de l'obligation de couverture vaccinale des enfants*) (p. 5219). (p. 5220).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'égalité femmes-hommes** - (28 novembre 2017) (p. 6775, 6776).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (30 novembre 2017) - rapporteur pour avis de la commission (p. 6907).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-644 du 27 avril 2017 relative à l'adaptation des dispositions législatives relatives au fonctionnement des ordres des professions de santé - Commission mixte paritaire [n° 131 (2017-2018)]** - (20 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10527).

DÉSIR (Harlem)

*secrétaire d'État auprès du ministre des affaires étrangères et du développement international, chargé des affaires européennes
(jusqu'au 18 mai 2017)*

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème « Faut-il réformer le fonctionnement de la zone euro ? »** - (12 janvier 2017) (p. 226, 229).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République italienne signé le 24 février 2015 pour l'engagement des travaux définitifs de la section transfrontalière de la nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin [n° 330 (2016-2017)]** - (26 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 956, 958).

- **Projet de loi autorisant la ratification du protocole au traité de l'Atlantique Nord sur l'accession du Monténégro**

[n° 314 (2016-2017)] - (26 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 965, 966).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir de l'Union européenne** - (9 février 2017) (p. 1395).

- **Question orale sans débat sur les colonies de vacances et la sécurité des enfants** - (21 février 2017) (p. 1636, 1637).

- **Question orale sans débat sur la création d'une régie auprès du greffe du tribunal de Mata Utu** - (21 février 2017) (p. 1637).

- **Question orale sans débat sur la situation des Chagos** - (21 février 2017) (p. 1638).

- **Question orale sans débat sur le détournement des règles relatives au détachement de salariés dans le secteur aérien** - (21 février 2017) (p. 1639).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique extérieure de la France** - (23 février 2017) (p. 1815).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le Brexit** - (23 février 2017) (p. 1817, 1818).

DESPLAN (Félix)
sénateur (Guadeloupe)
SOCR, puis LaREM-A

Non réélu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

Membre titulaire du Conseil du service militaire adapté.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux dérogations à la dématérialisation des bulletins de paie [n° 317 (2016-2017)] (19 janvier 2017) - **Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission des lois*) :
Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer

DÉTRAIGNE (Yves)
sénateur (Marne)
UDI-UC, puis UC

Réélu le 24 septembre 2017.

et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 janvier 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Normes en matière de construction, d'équipement et d'urbanisme dans les outre-mer - Audition en visioconférence avec la Guyane.

Réunion du jeudi 6 juillet 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Foncier dans les outre-mer - Présentation du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique [n° 288 (2016-2017)]** - (17 janvier 2017) - **Article 1er** (*Affirmation de l'objectif d'égalité réelle entre les outre-mer et l'hexagone*) (p. 285).

- **Suite de la discussion** (18 janvier 2017) - **Article 20 A (supprimé)** (*loi n° 83-550 du 30 juin 1983 relative à la commémoration de l'abolition de l'esclavage - Journée nationale de commémoration de la traite, de l'esclavage et de leurs abolitions et journée nationale en hommage aux victimes de l'esclavage colonial*) (p. 366).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2017) - **Articles additionnels après l'article 34 sexies** (p. 417). - **Articles additionnels après l'article 48** (p. 445). (p. 446).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 4 octobre 2017 ; vice-président de la commission jusqu'au 3 octobre 2017.

Membre titulaire de la Cour de justice de la République ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion des projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique (26 juillet 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance portant création de l'établissement public Paris La Défense (1er décembre 2017).

Membre titulaire du Conseil national de l'aide aux victimes jusqu'au 30 août 2017.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'éducation routière jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à faciliter le règlement des conséquences pécuniaires du divorce [n° 449 (2016-2017)] (2 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article premier de la Constitution pour y inscrire le principe d'égalité devant la loi sans distinction de sexe [n° 454 (2016-2017)] (8 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à réaffirmer le principe d'égalité entre femmes et hommes et à renforcer la laïcité [n° 460 (2016-2017)] (9 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture**.

Proposition de loi sur la majoration des pensions aux veuves des très grands invalides de guerre dont l'indice de pension était supérieur à 2 000 points à la date du décès [n° 626 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à renforcer et rendre plus effectives les sanctions en cas d'installations illégales en réunion sur un terrain public ou privé [n° 680 (2016-2017)] (25 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 30 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la politique vaccinale en France [n° 65 (2017-2018)] (7 novembre 2017) - **Famille**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Justice judiciaire et accès au droit [n° 114 tome 8 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

Proposition de loi relative à l'amélioration du fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre [n° 151 (2017-2018)] (8 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer

et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la sécurité publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 24 janvier 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la sécurité publique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à assurer la sincérité et la fiabilité des comptes des collectivités territoriales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mars 2017 (*commission des lois*) : Mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 21 mars 2017 (*commission des lois*) : Moyens d'améliorer les relations entre les forces de l'ordre et la population - Audition de M. Bruno Le Roux, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 4 avril 2017 (*commission des lois*) : Mission sur le redressement de la justice - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 4 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 11 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice - Proposition de loi organique pour le redressement de la justice - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 28 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Justice » - Programmes « Justice judiciaire », « Accès au droit et à la justice », « Conduite et pilotage de la politique de la justice » et « Conseil supérieur de la magistrature » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à la composition de la cour d'assises de l'article 698-6 du code de procédure pénale** [n° 86 (2016-2017)] - (10 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 16).

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale** [n° 332 (2016-2017)] - (31 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 1028, 1029).

- **Débat sur le thème « Faut-il supprimer l'École nationale d'administration ? »** - (1er février 2017) (p. 1172, 1173).

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale - Deuxième lecture [n° 348 (2016-2017)]** - (7 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1269, 1270).

- **Nouvelle lecture [n° 408 (2016-2017)]** - (15 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1564, 1565).

- **Projet de loi relatif à la sécurité publique - Commission mixte paritaire [n° 400 (2016-2017)]** - (16 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1596, 1597).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (12 juillet 2017) - **Article 6 (Modalités d'entrée en vigueur des modalités du licenciement des collaborateurs « familiaux » de parlementaires ou d'autorités territoriales)** (p. 2102). (p. 2102). - **Article additionnel après l'article 9 bis** (p. 2134, 2135).

- **Commission mixte paritaire [n° 700 (2016-2017)]** - (2 août 2017) - **Discussion générale** (p. 3518).

- **Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice [n° 34 (2017-2018)]** - (24 octobre 2017) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 35 (2017-2018)** (p. 4000, 4001). - **Article 6 (art. L. 111-13 du code de l'organisation judiciaire et art. L. 10 du code de justice administrative - Renforcement du cadre juridique de la mise à disposition du public des décisions de justice)** (p. 4023). - **Article 27 (art. 132-25, 132-26-1, 132-27 du code pénal et art. 474, 732-15, 723-15-1, 723-17, 723-17-1 et 747-2 du code de procédure pénale -**

Clarification du régime d'aménagement des peines d'emprisonnement) (p. 4049).

- **Proposition de loi organique pour le redressement de la justice [n° 35 (2017-2018)]** - (24 octobre 2017) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 34 (2017-2018)** (p. 4000, 4001).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en outre-mer** - (31 octobre 2017) (p. 4268, 4269).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Justice

- (5 décembre 2017) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, pour les programmes « Justice judiciaire » et « A (p. 7246).

Cohésion des territoires

- (6 décembre 2017) - **Article 52 (priorité)** (art. L. 351-2, L. 351-3, L. 411-8-1, L. 441-3, L. 441-11, L. 442-2-1 [nouveau] et L. 481-2 du code de la construction, art. L. 542-2 et L. 831-1 du code de la sécurité sociale - Réforme des aides au logement et de la politique des loyers dans le parc social) (p. 7319). (p. 7321).

- **Débat sur le retour des djihadistes en France** - (13 décembre 2017) (p. 9587, 9588).

DEVINAZ (Gilbert-Luc)
sénateur (Rhône)
SOCR

Devenu sénateur le 18 juin 2017 (en remplacement de M. Gérard Collomb, nommé membre du Gouvernement).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale du 28 juin 2017 au 3 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne le 8 novembre 2017.

Membre de la mission d'information sur Alstom et la stratégie industrielle du pays le 22 novembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour une meilleure protection des mineur.e.s victimes de viol et des autres agressions sexuelles [n° 53 (2017-2018)] (26 octobre 2017) - **Justice**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 706 (2016-2017)] autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire [n° 73 (2017-2018)] (8 novembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Action extérieure de l'État

- (4 décembre 2017) (p. 7140, 7141).

DIDIER (Évelyne)
sénatrice (Meurthe-et-Moselle)
 CRC

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Vice-présidente de la commission d'enquête sur la réalité des mesures de compensation des atteintes à la biodiversité engagées sur des grands projets d'infrastructures, intégrant les mesures d'anticipation, les études préalables, les conditions de réalisation et leur suivi jusqu'au 12 juin 2017.

Membre suppléant du Conseil national de la transition écologique.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre plus équitable au sein d'un EPCI le calcul des dotations de compensation dans le contexte d'un transfert de compétence [n° 406 (2016-2017)] (15 février 2017) - **Budget**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article premier de la Constitution pour y inscrire le principe d'égalité devant la loi sans distinction de sexe [n° 454 (2016-2017)] (8 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de loi pour un droit au logement effectif et pour l'interdiction des expulsions sans relogement [n° 479 (2016-2017)] (27 mars 2017) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à préciser les limites du champ de protection d'un brevet concernant une information génétique [n° 515 (2016-2017)] (20 avril 2017) - **Culture**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire le droit à l'interruption volontaire de grossesse dans la Constitution [n° 545 (2016-2017)] (3 mai 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à abroger la loi autorisant la ligne Charles-de-Gaulle Express [n° 552 (2016-2017)] (11 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la protection des enfants et des adolescents face aux effets de la publicité télévisuelle [n° 558 (2016-2017)] (22 mai 2017) - **Éducation**.

Proposition de loi relative à la mise en place d'un moratoire sur la mise en culture des semences de colza et de tournesol tolérantes aux herbicides issues de mutagenèse [n° 564 (2016-2017)] (29 mai 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à renforcer le contrôle sur le commerce des armes et relative à la violation des embargos [n° 695 (2016-2017)] (31 juillet 2017) - **Défense**.

Proposition de loi visant à rétablir le délit d'entrave des directeurs d'établissements publics au fonctionnement du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) [n° 696 (2016-2017)] (31 juillet 2017) - **Fonction publique**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de représentants de l'Association des sociétés françaises d'autoroutes (ASFA) : MM. Marc Bouron, directeur général de Cofiroute, Nicolas Orset, directeur adjoint de la construction du groupe Autoroutes Paris-Rhin-Rhône (APRR), Arnaud Hary, directeur du développement des concessions de Sanef, et Christophe Boutin, adjoint au délégué général.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement de la commission en Californie - Communication.

Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 janvier 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de MM. Serge Muller, vice-président du comité permanent et président de la commission « Flore », Michel Métais, président de la commission « Faune », et Serge Urbano, secrétaire du comité permanent du Conseil national de la protection de la nature.

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de M. Jean-Paul Naud, co-président, Mme Geneviève Leboutoux, secrétaire du collectif d'élu-e-s doutant de la pertinence de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes (CéDPA), MM. Christophe Dougé, conseiller régional des Pays de la Loire et adhérent du CéDPA, Julien Durand, administrateur et porteparole de l'association citoyenne intercommunale des populations concernées par le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes (ACIPA), Mme Agnès Belaud, administratrice de l'ACIPA et du CéDPA, et M. Sylvain Fresneau, président de l'association de défense des exploitants concernés par l'aéroport (ADECA) et adhérent de l'ACIPA.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de M. Bruno Léchevin, président, et M. Fabrice Boissier, directeur général délégué, de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).

Audition de M. François Poupard, directeur général de la direction générale des infrastructures, des transports et de la mer (DGITM) du ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer.

Audition de MM. Patrick Jeantet, président-directeur général, Bernard Torrin, directeur de l'environnement et du développement durable de SNCF Réseau et Mme Corinne Roecklin.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement de la commission à Marrakech dans le cadre de la COP22 - Communication.

Réunion du jeudi 19 janvier 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de MM. Olivier de Guinaumont, président d'A'liénor, Philippe Thiévent, directeur de CDC biodiversité et Guillaume Benoit, gérant associé de la société RBC projet, assistant maîtrise d'ouvrage environnement d'A'liénor.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Patrick Jeantet, président de SNCF Réseau.

Réunion du mardi 31 janvier 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de MM. Laurent Cavois, président de ligne à grande vitesse Sud Europe Atlantique (LISEA), et Thierry Charlemagne, directeur de l'environnement et du développement durable (LISEA), membre de l'Observatoire environnemental de la ligne à grande vitesse SEA Tours-Bordeaux.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de M. Philippe Barbedienne, directeur de la Fédération des sociétés pour l'étude, la protection et l'aménagement de la nature dans le Sud-Ouest (SEPANSO).

Audition de MM. Vincent Le Parc, directeur d'Aéroports du Grand Ouest, Nicolas Brousse, directeur général adjoint chargé de la maîtrise d'ouvrage du futur aéroport du Grand Ouest, et Mme Aurélie Riffart, responsable environnement d'Aéroports du Grand Ouest.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Philippe Martin, candidat proposé aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de MM. Henry Frémont, président, David Froger, chef du pôle environnement et Julien Martinez, chargé de projet environnement de la chambre d'agriculture d'Indre-et-Loire.

Audition de M. Renaud Lagrave, vice-président chargé des infrastructures, des transports et de la mobilité du conseil régional de Nouvelle-Aquitaine.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur l'état des infrastructures routières et autoroutières, autour de Mme Christine Bouchet, MM. André Broto, Pierre Calvin, Pierre Chasseray et Jean-Claude Luche.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à la mise en œuvre effective du droit à l'eau potable et à l'assainissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 avril 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Examen du projet de rapport.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Objectifs de développement durable - Table ronde.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Couverture numérique du territoire - Table ronde.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution - Audition de Mme Catherine Guillouard, candidate proposée aux fonctions de président-directeur général de la Régie autonome des transports parisiens.

Déplacement de la commission en Australie - Communication.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique [n° 267 (2016-2017)]** - (11 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 101, 102). - **Article 9 A (nouveau)** (art. L. 121-10 du code de l'urbanisme - *Dérogations à la règle d'urbanisation en continuité dans les communes littorales*) (p. 117, 118). (p. 121). (p. 126). - **Article 13** (art. L. 561-1 et L. 563-1 du code de l'environnement - *Éligibilité de l'indemnisation du recul du trait de côte au titre du « fonds Barnier »*) (p. 137).

- **Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique [n° 288 (2016-2017)]** - (19 janvier 2017) - **Articles additionnels après l'article 34 sexies** (p. 417).

DI FOLCO (Catherine)
sénateur (Rhône)
LR-A

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 5 octobre 2017 ; membre de la commission jusqu'au 4 octobre 2017.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat le 9 novembre 2017.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » jusqu'au 12 juin 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion des projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique (26 juillet 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance portant création de l'établissement public Paris La Défense (1er décembre 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations (19 décembre 2017).

Membre de la mission d'information sur la démocratie représentative, la démocratie participative, la démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 jusqu'au 12 juin 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 131 (2016-2017)] visant à assurer la sincérité et la fiabilité des comptes des collectivités territoriales [n° 411 (2016-2017)] (15 février 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à faciliter le règlement des conséquences pécuniaires du divorce [n° 449 (2016-2017)] (2 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à garantir aux personnes en situation de handicap un accès effectif aux lieux ouverts au public [n° 554 (2016-2017)] (15 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 557 (2016-2017)] (18 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux certificats de décès [n° 584 (2016-2017)] (21 juin 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 432 (2016-2017)] ratifiant l'ordonnance n° 2016-1360 du 13 octobre 2016 modifiant la partie législative du code des juridictions financières [n° 593 (2016-2017)] (28 juin 2017) - **Budget**.

Proposition de loi tendant à renforcer le dispositif de lutte contre l'affichage électoral sauvage [n° 720 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à la promotion de la cohabitation intergénérationnelle [n° 15 (2017-2018)] (6 octobre 2017) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 557 (2016-2017)] tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 44 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées sous tutelle ou sous curatelle [n° 95 (2017-2018)] (16 novembre 2017) - **Famille**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Fonction publique [n° 114 tome 6 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à assurer la sincérité et la fiabilité des comptes des collectivités territoriales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-1360 du 13 octobre 2016 modifiant la partie législative du code des juridictions financières - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage - Proposition de loi visant à renforcer et rendre plus effectives les sanctions en cas d'installations illégales en réunion sur un terrain public ou privé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 31 octobre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage - Proposition de loi visant à renforcer et rendre plus effectives les sanctions en cas d'installations illégales en réunion sur un terrain public ou privé - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de lois de finances pour 2018 - Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » - Programme « Fonction publique » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à renforcer les obligations comptables des partis politiques [n° 334 (2016-2017)]** - (1er février 2017) - **Article 2** (*Transmission et publicité des informations relatives aux prêts consentis et souscrits par les partis et groupements politiques*) (p. 1141).

- **Proposition de loi visant à assurer la sincérité et la fiabilité des comptes des collectivités territoriales [n° 131 (2016-2017)]** - (22 février 2017) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 1779, 1781). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 1791).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-1360 du 13 octobre 2016 modifiant la partie législative du code des juridictions financières [n° 594 (2016-2017)]** - (6 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 1950, 1951).

- **Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 45 (2017-2018)]** - (31 octobre 2017) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 4248, 4250). - **Article 1er** (*art. 1er et 2 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du*

voyage, art. L. 3641-1, L. 5214-16, L. 5214-23-1, L. 5215-20, L. 5215-20-1, L. 5216-5, L. 5217-2 et L. 5219-1 du code général des collectivités territoriales - Obligations et compétences des communes et des EPCI en matière d'accueil des gens du voyage) (p. 4276). (p. 4276, 4277). (p. 4277). - **Article 2** (art. 3 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage - Suppression de la procédure de consignation de fonds à l'encontre des communes et EPCI défaillants) (p. 4279). (p. 4279). - **Article 3** (art. 9-2 [nouveau] de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage - Organisation des grands rassemblements et des grands passages de gens du voyage) (p. 4280). (p. 4280). (p. 4281). - **Article additionnel après l'article 3** (Efficacité de la taxe sur les résidences mobiles à usage d'habitat principal) (p. 4282). - **Article 4** (art. 9 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage - Police spéciale du stationnement des résidences mobiles) (p. 4284). - **Article 5** (art. 9 et 9-1, art. 9-1-1 et 9-1-2 [nouveaux] de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage - Évacuation des campements illicites) (p. 4285, 4286). (p. 4287, 4288). - **Article 6** (art. 322-4-1 du code pénal - Renforcement des sanctions pénales en cas d'occupation en réunion sans titre d'un terrain) (p. 4289). (p. 4289). (p. 4291). - **Article 7 (nouveau)** (art. 322-3 du code pénal - Renforcement des sanctions pénales en cas de destruction, dégradation ou détérioration d'un bien d'autrui) (p. 4292). - **Article 8 (nouveau)** (art. 322-4-2 [nouveau] du code pénal - Création d'un délit d'occupation habituelle d'un terrain sans titre) (p. 4293). (p. 4293). - **Article 9 (nouveau)** (art. 322-15 et 322-15-1 [abrogé] du code pénal - Peines complémentaires applicables au délit d'occupation en réunion sans titre d'un terrain) (p. 4294).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (15 novembre 2017) - **Article additionnel après l'article 8 bis** (Prise en compte, pour les entreprises de négoce, des achats consommés dans l'assiette de la C3S) (p. 5018).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Première partie :

- (27 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 6636, 6637). (p. 6637).

Seconde partie :

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Crédits non répartis - Action et transformation publiques - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État - Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions

- (6 décembre 2017) (p. 7354, 7355).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 155 (2017-2018)]** - (15 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 9819, 9820). - **Articles additionnels après l'article 23 octies** (p. 9832). (p. 9833). (p. 9833). (p. 9833). (p. 9833). (p. 9835). (p. 9835). - **Article 27 bis (nouveau)** (art. 266 quinquies C du code des douanes - Exonération de contribution au service public de l'électricité pour l'autoconsommation d'électricité) (p. 9849). (p. 9849).

DINDAR (Nassimah)
sénatrice (La Réunion)
UC

Élue le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 18 octobre 2017, puis secrétaire le 26 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer le 18 octobre 2017.

Membre titulaire du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale le 29 novembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Outre-mer [n° 111 tome 4 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (commission des affaires sociales) : Projets de loi ratifiant quatre ordonnances relatives à la santé - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (commission des affaires sociales) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (commission des affaires sociales) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (commission des affaires sociales) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (délégation aux droits des femmes) : Audition de Mme Laurence Rossignol, ancienne ministre des familles, de l'enfance et des droits des femmes, membre de la délégation, sur les 4e et 5e plans de mobilisation et de lutte contre toutes les violences faites aux femmes.

Réunion du mardi 28 novembre 2017 (commission des affaires sociales) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Travail et emploi » - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (13 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4877, 4879).

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2017) - **Article 9** (*art. L. 131-6-4 [nouveau] et L. 161-1-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 5141-1 du code du travail - Réforme de l'ACCRE et encouragement des petites activités*) (p. 5024).

Troisième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 18** (*Transferts entre l'État et la sécurité sociale et entre branches de la sécurité sociale*) (p. 5170).

Quatrième partie :

- (16 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 26** (*Limitation des allocations familiales aux familles dont un parent au moins est français*) (p. 5195, 5196).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Santé

- (30 novembre 2017) - **État B** (p. 6930, 6931).

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (30 novembre 2017) (p. 6937, 6938). - **Article 63** (*Évolution de la prime d'activité*) (p. 6950).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Nouvelle lecture [n° 121 (2017-2018)]** - (1er décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 6988, 6989).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (6 décembre 2017) - **Article 52 (priorité)** (*art. L. 351-2, L. 351-3, L. 411-8-1, L. 441-3, L. 441-11, L. 442-2-1 [nouveau] et L. 481-2 du code de la construction, art. L. 542-2 et L. 831-1 du code de la sécurité sociale - Réforme des aides au logement et de la politique des loyers dans le parc social*) (p. 7313).

Outre-mer

- (7 décembre 2017) (p. 7459, 7460).

DOINEAU (Élisabeth)
sénatrice (Mayenne)
UDI-UC, puis UC

Réélue le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales à partir du 5 octobre 2017 ; secrétaire de la commission jusqu'au 4 octobre 2017.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 18 octobre 2017.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale le 21 novembre 2017.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de simplification des procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (12 janvier 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création de l'Agence nationale de santé publique (12 janvier 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 (20 novembre 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance relative à l'adaptation des dispositions législatives relatives au fonctionnement des ordres des professions de santé (1er décembre 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance relative à la profession de médecin et l'ordonnance relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé (1er décembre 2017).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à faciliter le règlement des conséquences pécuniaires du divorce [n° 449 (2016-2017)] (2 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article premier de la Constitution pour y inscrire le principe d'égalité devant la loi sans distinction de sexe [n° 454 (2016-2017)] (8 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à réaffirmer le principe d'égalité entre femmes et hommes et à renforcer la laïcité [n° 460 (2016-2017)] (9 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de loi relative aux certificats de décès [n° 584 (2016-2017)] (21 juin 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Mineurs non-accompagnés : répondre à l'urgence qui s'installe [n° 598 (2016-2017)] (28 juin 2017) - **Famille**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)] - Exposé général [n° 77 tome 1 (2017-2018)] (8 novembre 2017) - **Budget**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)] - Examen des articles [n° 77 tome 2 (2017-2018)] (8 novembre 2017) - **Budget**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)] - Tableau comparatif [n° 77 tome 3 (2017-2018)] (8 novembre 2017) - **Budget**.

Proposition de loi tendant à faciliter la répression des rodéos motorisés [n° 102 (2017-2018)] (21 novembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission des affaires sociales*) : Article 13 de la Constitution - Audition de Mme Agnès Buzyn, candidate proposée par le président de la République à la présidence de la Haute Autorité de santé.

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi ratifiant l'ordonnance portant simplification de procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé et comportant diverses dispositions relatives aux produits de santé.

Réunion du mercredi 21 juin 2017 (*commission des affaires sociales*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale - Lutte contre la fraude aux prestations de sécurité sociale - Communication.

Prise en charge sociale des mineurs isolés étrangers - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 10 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, sur le rapport sur l'application de la loi de financement de la sécurité sociale.

Réunion du mardi 17 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé et M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de M. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration de la Caisse nationale d'allocations familiales.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen des amendements.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Marie-Caroline Bonnet-Galzy, candidate pressentie à la présidence du conseil d'administration de l'Agence nationale de santé publique.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 28 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Travail et emploi » - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Audition de M. François-Xavier Selleret, directeur du GIE Agirc-Arrco.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les substances toxiques dans les produits pour bébés** - (26 janvier 2017) (p. 980).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-966 du 15 juillet 2016 portant simplification de procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé et comportant diverses dispositions relatives aux produits de santé** - *Commission mixte paritaire* [n° 305 (2016-2017)] - (14 février 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 303 (2016-2017)** (p. 1449, 1450).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-462 du 14 avril 2016 portant création de l'Agence nationale de santé publique et modifiant l'article 166 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé** - *Commission mixte paritaire* [n° 303 (2016-2017)] - (14 février 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 305 (2016-2017)** (p. 1449, 1450).

- **Débat sur le thème « Quel rôle les professions paramédicales peuvent-elles jouer dans la lutte contre les déserts médicaux ? »** - (22 février 2017) (p. 1772, 1773).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la prise en charge des mineurs étrangers non accompagnés** - (17 octobre 2017) (p. 3817).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (13 novembre 2017) - rapporteur de la commission des affaires sociales pour la famille - **Discussion générale** (p. 4860, 4861).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2017) - **Article 7** (*art. L. 131-9, L. 136-7-1, L. 136-8, L. 162-14-1, art. L. 172-1, art. L. 241-2, art. L. 242-11, art. L. 313-1, art. L. 381-30-4, L. 382-22, art. L. 613-1 [nouveau] et art. L. 621-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. L. 731-25, art. L. 731-35 et art. L. 741-9 du code rural et de la pêche maritime - Hausse de la CSG et suppression de cotisations sociales*) (p. 4945). (p. 4948, 4949). (p. 4952, 4953). (p. 4956).

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2017) - **Article 11** (*art. L. 111-11, L. 114-16-3, L. 114-23, L. 114-24, L. 115-9, L. 123-1, L. 123-2-1, L. 131-6-3, L. 133-1-1 à L. 133-1-3*)

[abrogés], L. 133-1-4, L. 133-1-5 à L. 133-1-6 [abrogés], L. 133-5-2, L. 133-6-7, L. 133-6-7-1 à L. 133-6-7-3, L. 133-6-9 [abrogé], L. 133-6-10, L. 133-6-11 [abrogé], L. 134-1, L. 134-3, L. 134-4, L. 135-2, L. 135-6, L. 136-3, L. 161-8, L. 161-18, L. 171-2-1 [nouveau], L. 171-3, L. 171-6-1 [nouveau], L. 171-7, L. 172-2, L. 173-2, L. 173-3 [abrogé], L. 182-2-2, L. 182-2-4, L. 182-2-6, L. 200-1, L. 200-2, L. 200-3, L. 211-1, L. 213-1, L. 215-1, L. 221-1, L. 221-3-1, L. 222-1, L. 223-1, L. 225-1-1, L. 227-1, L. 233-1 [nouveau], L. 241-2, L. 243-6-3, L. 311-3, L. 351-15, L. 611-1, L. 611-2 à L. 611-19 [abrogés], L. 612-1 à L. 612-6, L. 612-7 à L. 612-13, L. 613-1 [nouveau], L. 613-2 à L. 613-6, L. 613-8, L. 613-9, L. 613-12 à L. 613-14 [abrogés], L. 613-19 à L. 613-19-3, L. 613-20, L. 613-21, L. 613-22 et L. 613-23 [abrogés], L. 614-1 [abrogé], L. 615-1 à L. 615-5 [nouveau], L. 621-1 à L. 621-2 [nouveaux], L. 621-4 [abrogé], L. 622-1 à L. 622-3, L. 622-6 [abrogé], L. 622-8, L. 623-1 à L. 623-5, L. 631-1 [nouveau], L. 632-1 à L. 632-3, L. 633-1, L. 633-9 [abrogé], L. 633-11-1, L. 633-11-1 [abrogé], L. 634-1 [abrogé], L. 634-2 à L. 634-2-1, L. 634-2-2 [abrogé], L. 634-3-1, L. 634-3-2 à L. 634-5 [abrogés], L. 634-6, L. 635-1 à L. 635-6, L. 637-1 à L. 637-2, L. 640-1, L. 641-1, L. 641-8, L. 642-5 à L. 642-6 [nouveau], L. 643-1-A, L. 643-10 [nouveau], L. 651-12 et L. 651-13 [abrogés], L. 652-4, L. 652-6, L. 652-7, L. 661-1 [nouveau], L. 671-1 [nouveau], L. 722-1, L. 722-1-1, L. 722-2 et L. 722-3 [abrogés], L. 722-4, L. 722-5, L. 722-5-1 [abrogé], L. 722-6, L. 722-7 [abrogé], L. 722-9, L. 742-6, L. 742-7, L. 752-4, L. 752-6, L. 752-9, L. 756-5 et L. 766-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 5553-5 du code des transports - Suppression du régime social des indépendants et modification des règles d'affiliation à la CIPAV) (p. 5080).

Troisième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 18** (Transferts entre l'État et la sécurité sociale et entre branches de la sécurité sociale) (p. 5168).

Quatrième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 25** (art. L. 531-5, L. 531-6 et L. 531-8 du code de la sécurité sociale, art. 11 de l'ordonnance n° 77-1102 du 26 septembre 1977 portant extension et adaptation au département de Saint-Pierre-et-Miquelon de diverses dispositions relatives aux affaires sociales et art. 42 de

la loi n° 2016-1827 du 23 décembre 2016 de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Majoration du CMG pour les familles monoparentales) (p. 5187). (p. 5187). - **Article 26** (art. L. 531-2 et L. 531-3 du code de la sécurité sociale et art. 74 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Harmonisation du barème et des plafonds de la PAJE et du complément familial) (p. 5189). - **Articles additionnels après l'article 26** (Limitation des allocations familiales aux familles dont un parent au moins est français) (p. 5194). (p. 5195). - **Article 26 bis (nouveau)** (Demande de rapport sur les modalités d'attribution des places au sein des établissements et services d'accueil du jeune enfant) (p. 5196). - **Article additionnel après l'article 26 bis** (Pécule des enfants confiés à l'ASE) (p. 5198, 5199). (p. 5200, 5201). (p. 5201). - **Article additionnel après l'article 34 bis** (Promotion du forfait de prise en charge des traitements nicotiques de substitution) (p. 5223). (p. 5223).

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2017) - **Article 42** (art. L. 162-4, L. 315-2 et L. 315-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Uniformiser et renforcer le mécanisme de demande d'autorisation préalable) (p. 5309). - **Article 48** (art. L. 162-23-15 du code de la sécurité sociale, art. 78 de la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 - Déploiement de la réforme du financement des activités des SSR) (p. 5329). - **Article 49** (art. L. 1432-5, L. 1435-9, L. 1435-9-1 [nouveau] et L. 1435-10 du code de la santé publique - Assouplissement des règles de gestion du FIR) (p. 5333). (p. 5333).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Santé

- (30 novembre 2017) (p. 6921, 6922). - **État B** (p. 6929).

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (6 décembre 2017) - **État B** (p. 7289).

DOLIGÉ (Éric)
sénateur (Loiret)
LR

Non réélu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances jusqu'au 1er octobre 2017.

Président de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre titulaire du Conseil national de sécurité civile.

Membre titulaire du Conseil de l'immobilier de l'État.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

Membre titulaire du Conseil national d'évaluation des normes jusqu'au 2 juillet 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer la légitimité démocratique des conseillers communautaires [n° 282 (2016-2017)] (10 janvier 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 272 (2016-2017)] autorisant l'approbation de l'accord multilatéral entre autorités compétentes portant sur l'échange des déclarations pays par pays [n° 307 (2016-2017)] (18 janvier 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à maintenir l'eau et l'assainissement dans les compétences optionnelles des communautés de communes ou des communautés d'agglomération après 2020 [n° 320 (2016-2017)] (21 janvier 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à faciliter le règlement des conséquences pécuniaires du divorce [n° 449 (2016-2017)] (2 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à sécuriser l'établissement des procurations électorales [n° 480 (2016-2017)] (28 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 557 (2016-2017)] (18 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne : Les comptes du Sénat de l'exercice 2016 [n° 563 (2016-2017)] (24 mai 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux certificats de décès [n° 584 (2016-2017)] (21 juin 2017) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale aux outre-mer : Le BTP outre-mer au pied du mur normatif : Faire d'un obstacle un atout [n° 601 (2016-2017)] (29 juin 2017) - **Entreprises**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 491 (2016-2017)] autorisant la ratification de l'avenant modifiant la convention du 14 janvier 1971 entre la France et le Portugal tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu [n° 622 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi sur la majoration des pensions aux veuves des très grands invalides de guerre dont l'indice de pension était supérieur à 2 000 points à la date du décès [n° 626 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi organique tendant à garantir l'ancrage territorial des sénateurs [n° 634 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 643 (2016-2017)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 645 tome 2 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Budget**.

Proposition de loi visant à interdire la mention du nom et de la photo de personnes autres que les candidats et suppléants sur les documents de propagande électorale [n° 687 (2016-2017)] (26 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

d'urbanisme dans les outre-mer - Audition en visioconférence avec la Guyane.

Normes en matière de construction, d'équipement et d'urbanisme dans les outre-mer - Audition en visioconférence avec la Martinique.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord multilatéral entre autorités compétentes portant sur l'échange des déclarations pays par pays - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 26 janvier 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jean-Vincent Placé, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de la réforme de l'État et de la simplification, sur l'action du Gouvernement en matière de simplification des normes applicables aux collectivités territoriales, en particulier dans le domaine du droit de l'urbanisme, de la construction et des sols.

(*commission des finances*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord multilatéral entre autorités compétentes portant sur l'échange des déclarations pays par pays - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 février 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Normes en matière de construction, d'équipement et d'urbanisme dans les outre-mer - table ronde.

Réunion du mercredi 19 avril 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Les nouvelles technologies au service de la modernisation des territoires - Présentation du rapport d'information de MM. Jacques Mézard et Philippe Mouiller.

Réunion du mercredi 31 mai 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Avenir du compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Communication.

Résultats de l'exécution de l'exercice 2016 et certification des comptes de l'État pour l'exercice 2016 - Audition de M. Didier Migaud.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Modalités de répartition de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) - Communication.

Convention multilatérale du 7 juin 2017 pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices - Audition de M. Pascal Saint-Amans, directeur du centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE.

Réunion du jeudi 29 juin 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Normes en matière de construction, d'équipement et d'urbanisme dans les outre-mer - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 4 juillet 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi organique et projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique - Suite de l'examen du rapport pour avis et communication sur la recevabilité financière des amendements.

Réunion du mercredi 5 juillet 2017 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, préalable au débat d'orientation des finances publiques (DOFP) et sur l'audit des comptes publics demandé par le Premier ministre.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Instituts français de recherche à l'étranger (IFRE) - Communication.

Projet de loi autorisant la ratification de l'avenant modifiant la convention du 14 janvier 1971 entre la France et le Portugal tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 12 janvier 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Normes en matière de construction, d'équipement et

Rapport du Gouvernement préparatoire au débat d'orientation des finances publiques (DOFP) - Projet de loi de règlement et d'approbation des comptes de l'année 2016 - Projet de décaler d'un an l'entrée en vigueur du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances et Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des finances*) : Projet de décret d'avance, relatif au financement de dépenses urgentes - Communication et adoption de l'avis de la commission.

Réunion du mercredi 27 septembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Projet de loi de programmation des finances publiques - Audition de MM. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics, et Benjamin Griveaux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions du rapport d'information : « Où va l'État territorial ? Le point de vue des collectivités »** - (10 janvier 2017) - rapporteur de la délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation (p. 40, 41).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique générale** - (12 janvier 2017) (p. 210).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord multilatéral entre autorités compétentes portant sur l'échange des déclarations pays par pays [n° 308 (2016-2017)]** - (26 janvier 2017) - rapporteur de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 973, 974). - **Article additionnel après l'article unique** (p. 978).

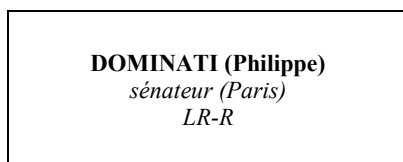
- **Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 332 (2016-2017)]** - (31 janvier 2017) - **Article additionnel après l'article 7** (p. 1049). (p. 1050).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (11 juillet 2017) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2036, 2037). - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 2048). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2071).

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2017) - **Article 6** (*Modalités d'entrée en vigueur des modalités du licenciement des collaborateurs « familiaux » de parlementaires ou d'autorités territoriales*) (p. 2103). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 2157, 2158). (p. 2159). - **Intitulé du projet de loi** (p. 2162). (p. 2164).

- **Projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 608 (2016-2017)]** - (13 juillet 2017) - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 2480). (p. 2483). - **Article 7** (*art. L.O. 151-1 du code électoral - Délai de mise en conformité accordé aux parlementaires pour la nouvelle incompatibilité patrimoniale et coordinations*) (p. 2484, 2485). (p. 2485). (p. 2486). - **Article 9** (*art. 54 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances - Suppression de la réserve parlementaire - Dotation de soutien à l'investissement des communes et de leurs groupements*) (p. 2500).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'avenant modifiant la convention du 14 janvier 1971 entre la France et le Portugal tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu [n° 623 (2016-2017)]** - (20 juillet 2017) - rapporteur de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 2892, 2894).



DOMINATI (Philippe)
sénateur (Paris)
LR-R

Réélu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances à partir du 5 octobre 2017 ; membre de la commission jusqu'au 4 octobre 2017.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux entreprises jusqu'au 17 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2017 (9 novembre 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 (7 décembre 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2018 (7 décembre 2017).

Membre titulaire du comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics jusqu'au 12 juin 2017.

Membre titulaire du comité consultatif du secteur financier jusqu'au 30 septembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La préfecture de police de Paris : qui trop embrasse mal étirent ? [n° 353 (2016-2017)] (1er février 2017) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 643 (2016-2017)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 645 tome 2 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Budget**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges pesant sur les entreprises [n° 721 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Entreprises**.

Proposition de loi organique relative aux études d'impact des projets de loi [n° 722 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Entreprises**.

Proposition de loi tendant à reconduire le Conseil de la simplification pour les entreprises et à renforcer leur sécurité juridique [n° 723 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Entreprises**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la simplification des normes entravant la vie économique [n° 724 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Sécurités (gendarmerie nationale ; police nationale) [n° 108 tome 3 vol. 1 annexe 28 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de ratification de trois ordonnances relatives à la collectivité de Corse - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Politique des dividendes de l'État actionnaire - Communication.

Réunion du mardi 31 janvier 2017 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à favoriser l'assainissement cadastral et la résorption du désordre de propriété - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Préfecture de police de Paris - Communication.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission des finances*) : Compétitivité de la place de Paris - Audition de Mme Marie-Anne Barbat Layani, directrice générale de la Fédération bancaire française (FBF), MM. Stéphane Boujnah, président du directoire d'Euronext N.V., Jean-Louis Laurens, ambassadeur de la gestion d'actifs français à l'international, Jean-Frédéric de Leusse, président du directoire d'UBS France, René Proglia, directeur général de Morgan Stanley France, et Mme Odile Renaud-Basso, directrice générale du Trésor.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des finances*) : Compétitivité de la place de Paris - Audition de MM. Jean Beunardeau, président de HSBC France, Gilles Briatta, secrétaire général de la Société générale, Jean-François Cirelli, président de BlackRock France, Gérard Mestrallet, président de Paris Europlace, et Jean-Jacques Santini, directeur des affaires institutionnelles du groupe BNP Paribas.

Réunion du mercredi 31 mai 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Avenir du compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Communication.

Évolutions, perspectives et gestion de la dette publique de la France - Communication.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des finances*) : Politiques publiques en faveur de l'inclusion bancaire et de la prévention du surendettement - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 31 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2017 -

Audition de M. Benjamin Griveaux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des principaux éléments de l'équilibre sur le projet de loi de finances pour 2018 - Tome I du rapport général.

Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur, et Mme Jacqueline Gourault, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des articles de la première partie - Examen du tome II du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » (et article 49 B) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Sécurités » (et article 62 bis) - Programmes « Gendarmerie nationale » et « Police nationale », programme « Sécurité et éducation routière », compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » (et article 66) et programme « Sécurité civile » (et article 62 ter) - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mardi 5 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Missions « Sécurités » (et articles 62 ter et quater), « Immigration, asile et intégration » (et article 56 à 57 bis), « Justice » (et article 57 ter) et article 49 B de la mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Examen du rapport, en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord multilatéral entre autorités compétentes portant sur l'échange des déclarations pays par pays** [n° 308 (2016-2017)] - (26 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 977, 978).

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain - Nouvelle lecture** [n° 315 (2016-2017)] - (7 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1283, 1284).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique** [n° 609 (2016-2017)] - (11 juillet 2017) - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 2016). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2070).

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2017) - **Article additionnel après l'article 8** (p. 2124). (p. 2124). - **Article 9 bis (nouveau)** (art. L. 52-6 et L. 52-6-1 [nouveau] du code électoral - Facilitation de l'ouverture et du fonctionnement du compte bancaire ou postal pour une campagne électorale) (p. 2130). (p. 2133). (p. 2133).

- **Projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique** [n° 608 (2016-2017)] - (13 juillet 2017) - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 2489). (p. 2491). -

Article 9 (art. 54 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances - Suppression de la réserve parlementaire - Dotation de soutien à l'investissement des communes et de leurs groupements) (p. 2496).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la circulation à Paris** - (26 octobre 2017) (p. 4205).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 67 (2017-2018)]** - (9 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4752, 4753). - **Article 1er** (Instauration d'une contribution exceptionnelle sur l'impôt sur les sociétés pour les sociétés réalisant plus de 1 milliard d'euros de chiffre d'affaires et d'une contribution additionnelle à cette dernière pour les sociétés réalisant plus de 3 milliards d'euros de chiffre d'affaires) (p. 4760).

- **Nouvelle lecture [n° 84 (2017-2018)]** - (14 novembre 2017) - **Article 1er** (Les modalités d'assujettissement des sociétés aux contributions exceptionnelle et additionnelle) (p. 4905).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Discussion générale :

- (23 novembre 2017) (p. 6336).

Première partie :

- (24 novembre 2017) - **Article 2** (art. 196 B et 197 du code général des impôts - Indexation du barème de l'impôt sur le revenu (IR) sur l'inflation) (p. 6372, 6373). (p. 6377). - **Article 3** (Art. 1407 bis, 1413 bis, 1414, 1414 A, 1414 B, 1414 C (nouveau), 1417, 1605 bis et 1641 du code général des impôts, et L. 173 du livre des procédures fiscales - Dégrèvement de la taxe d'habitation sur la résidence principale) (p. 6398).

Seconde partie :

Sécurité - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (5 décembre 2017) - rapporteur spécial de la commission des finances, pour les programmes « Police nationale » et « Gendarmerie nationale » (p. 7190, 7191). (p. 7197). - **État B** (p. 7206). (p. 7207). (p. 7208). - **Article 62 ter (nouveau)** (p. 7211). - **Article additionnel après l'article 62 ter** (Rapport sur les dépenses liées au financement des activités de prévention et de lutte contre le terrorisme) (p. 7212). - **Article 62 quater (nouveau)** (p. 7212). - **Article additionnel après l'article 62 quater** (Rapport du Gouvernement sur l'attestation de contrôle d'identité) (p. 7213).

Administration générale et territoriale de l'État

- (5 décembre 2017) - **Article additionnel après l'article 49 B** (Reversement de la dotation d'un parlementaire au budget général de l'État) (p. 7243).

Articles non rattachés

- (8 décembre 2017) - **Article 44** (art. 231 du code général des impôts - Suppression du taux supérieur de la taxe sur les salaires) (p. 7615).

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 7771).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 155 (2017-2018)]** - (14 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 9655).

DUBOIS (Daniel)
sénateur (Somme)
UDI-UC, puis UC

Secrétaire du Sénat à compter du 4 octobre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 4 octobre 2017 ; vice-président de la commission jusqu'au 3 octobre 2017.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » jusqu'au 12 juin 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à l'autoconsommation d'électricité et aux énergies renouvelables (26 janvier 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et développement du biocontrôle (9 février 2017).

Membre titulaire du Conseil national de l'habitat jusqu'au 17 décembre 2017.

Membre titulaire du conseil d'administration du fonds national des aides à la pierre.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture**.

Proposition de loi portant création d'un fonds de dotation pour les territoires ruraux [n° 713 (2016-2017)] (7 septembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à créer un fonds national d'investissement en faveur des petites communes [n° 89 (2017-2018)] (15 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 109 tome 5 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1019 du 27 juillet 2016 relative à l'autoconsommation d'électricité et n° 2016-1059 du 3 août 2016 relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Propositions de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires et relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et au développement du biocontrôle - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à l'autoconsommation d'électricité et relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition conjointe de représentants des industries des métiers d'art et du luxe : MM. Pascal Morand, président exécutif de la Fédération française de la couture, du prêt-à-porter des couturiers et des créateurs de mode, Pascal Rousseau, secrétaire général de Richemont Holding France, Francis Chauveau, directeur industriel de Puiforcat, Mme Bernadette Pinet-Cuoq, présidente déléguée de l'Union française de la bijouterie, joaillerie, orfèvrerie, des pierres et des perles, et M. Jean Cassegrain, directeur général de Longchamp.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Évaluation de l'application de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine - Examen du rapport.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Constitution du bureau.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Grivel, directeur

général de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU).

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » (articles 52, 52 bis, 52 ter, 52 quater et 52 quinquies rattachés) - Crédits « Logement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » et article 52 sexies rattaché - Crédits « Politique de la ville » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et au développement du biocontrôle [n° 345 (2016-2017)]** - (7 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1240, 1241).

- *Commission mixte paritaire [n° 386 (2016-2017)]* - (15 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1520, 1521).

- **Débat sur le logement social : « sur quels territoires, comment et pour qui demain ? »** - (26 octobre 2017) - pour le groupe Union Centriste (p. 4207, 4209).

- **Débat sur la politique de la ville : une réforme bien engagée mais fragilisée par un manque de moyens** - (21 novembre 2017) (p. 5430).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le glyphosate** - (28 novembre 2017) (p. 6772). (p. 6772).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (6 décembre 2017) - **Article 52 (priorité)** (art. L. 351-2, L. 351-3, L. 411-8-1, L. 441-3, L. 441-11, L. 442-2-1 [nouveau] et L. 481-2 du code de la construction, art. L. 542-2 et L. 831-1 du code de la sécurité sociale - Réforme des aides au logement et de la politique des loyers dans le parc social) (p. 7317).

Recherche et enseignement supérieur

- (7 décembre 2017) (p. 7479, 7480).

DUCHÊNE (Marie-Annick)
sénateur (Yvelines)
LR-R

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre titulaire du comité de suivi de la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République.

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier 2017) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement.**

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à garantir aux personnes en situation de handicap un accès effectif aux lieux ouverts au public [n° 554 (2016-2017)] (15 mai 2017) - **Aménagement du territoire.**

DUFAUT (Alain)
sénateur (Vaucluse)
LR

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 5 octobre 2017 ; membre de la commission jusqu'au 3 octobre 2017.

Membre de la mission d'information sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France jusqu'au 12 juin 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer la légitimité démocratique des conseillers communautaires [n° 282 (2016-2017)] (10 janvier 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier 2017) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 557 (2016-2017)] (18 mai 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux certificats de décès [n° 584 (2016-2017)] (21 juin 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens d'action des maires à l'égard des atteintes faites au patrimoine bâti des communes [n° 603 (2016-2017)] (4 juillet 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi sur la majoration des pensions aux veuves des très grands invalides de guerre dont l'indice de pension était supérieur à 2 000 points à la date du décès [n° 626 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi organique tendant à garantir l'ancrage territorial des sénateurs [n° 634 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail « culture et handicap » - Présentation du rapport d'information.

Proposition de loi relative aux certificats de décès [n° 584 (2016-2017)] (21 juin 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture.**

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens d'action des maires à l'égard des atteintes faites au patrimoine bâti des communes [n° 603 (2016-2017)] (4 juillet 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi organique tendant à garantir l'ancrage territorial des sénateurs [n° 634 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à rendre imprescriptibles les crimes et délits sexuels sur mineurs [n° 719 (2016-2017)] (14 septembre 2017) - **Famille.**

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 30 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'amélioration du fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre [n° 151 (2017-2018)] (8 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale et aux réunions des commissions départementales d'aménagement commercial [n° 167 (2017-2018)] (13 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur la gouvernance du football - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Laura Flessel, ministre des sports.

Seconde partie :

Immigration, asile et intégration

- (5 décembre 2017) (p. 7225).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

DUFOUR-TONINI (Anne-Lise)
sénatrice (Nord)
SOCR

Devenue sénateur le 4 juillet 2017 (en remplacement de Mme Marie-Christine BLANDIN, démissionnaire de son mandat).

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication du 10 juillet 2017 au 1er octobre 2017.

DUMAS (Catherine)
sénatrice (Paris)
LR

Réélue le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 5 octobre 2017.

Membre suppléant du Haut Conseil des musées de France le 20 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 30 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à prendre en compte la situation des « Américains accidentels » concernés par le Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA) [n° 64 (2017-2018)] (6 novembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 11 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Laura Flessel, ministre des sports.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées sous tutelle ou sous curatelle [n° 95 (2017-2018)] (16 novembre 2017) - **Famille**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Culture

- (4 décembre 2017) - **État B** (p. 7097).

- **Question orale sans débat sur les dégradations constatées à l'Opéra de Paris** - (5 décembre 2017) (p. 7188, 7189). (p. 7189).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] (suite)**

Articles non rattachés

- (8 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 39 septies** (p. 7571). (p. 7572).

DUPLOMB (Laurent)
sénateur (Haute-Loire)
LR

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 4 octobre 2017.

Membre titulaire du comité de massif du Massif central le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales [n° 109 tome 1 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 181 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer un égal accès de tous les citoyens aux services publics de l'État et de ses opérateurs [n° 182 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Henri Poupart-Lafarge, président-directeur général d'Alstom.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et le compte d'affectation spéciale (CAS) « Développement agricole

et rural » (et articles 49, 49 bis et 49 ter) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - États généraux de l'alimentation - Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Rémi de Verdilhac, directeur Michelin France, accompagné de M. Thierry Martin-Lassagne, directeur France des affaires publiques de Michelin.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (14 novembre 2017) - **Article 7** (art. L. 131-9, L. 136-7-1, L. 136-8, L. 162-14-1, art. L. 172-1, art. L. 241-2, art. L. 242-11, art. L. 313-1, art. L. 381-30-4, L. 382-22, art. L. 613-1 [nouveau] et art. L. 621-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. L. 731-25, art. L. 731-35 et art. L. 741-9 du code rural et de la pêche maritime - Hausse de la CSG et suppression de cotisations sociales) (p. 4955). (p. 4960).

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 5013).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (7 décembre 2017) (p. 7403, 7404). - **Article 49** (*Suppression du fonds d'accompagnement de la réforme du micro-bénéfice agricole*) (p. 7423). - **Article 49 bis (nouveau)** (art. 1604 du code général des impôts - *Affectation des « centimes forestiers »*) (p. 7423, 7424). (p. 7424).

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (7 décembre 2017) - **État B** (p. 7442).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Nouvelle lecture [n° 191 (2017-2018)]** - (20 décembre 2017) - **Question préalable** (p. 10521).

DUPONT (Jean-Léonce)
sénateur (Calvados)
UDI-UC, puis UC

Démissionnaire le 30 septembre 2017.

Questeur du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire du comité de surveillance des investissements d'avenir.

Membre titulaire du Conseil national d'évaluation du système scolaire.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'assujettissement à l'impôt sur le revenu des indemnités spéciales et des indemnités de fonction complémentaires versées à certains parlementaires exerçant des fonctions particulières [n° 573 (2016-2017)] (7 juin 2017) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer et rendre plus effectives les sanctions en cas d'installations illégales en réunion sur un terrain public ou privé [n° 680 (2016-2017)] (25 juillet 2017) - **Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mardi 11 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Mounir Mahjoubi, secrétaire d'État chargé du numérique.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique** [n° 609 (2016-2017)] - (12 juillet 2017) - **Demande de priorité** (p. 2144). (p. 2146). (p. 2147, 2148). (p. 2149, 2150).



Proposition de loi pour une meilleure protection des mineurs victimes de viol et des autres agressions sexuelles [n° 53 (2017-2018)] (26 octobre 2017) - **Justice.**

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 3 octobre 2017.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux entreprises, puis membre le 18 octobre 2017.

Vice-président de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale jusqu'au 20 novembre 2017.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations (19 décembre 2017).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique visant à améliorer la qualité des études d'impact des projets de loi [n° 610 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instituer le Conseil parlementaire d'évaluation des politiques publiques et du bien-être [n° 611 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux entreprises : Rencontres avec les entrepreneurs : an III de la délégation sénatoriale aux entreprises [n° 690 (2016-2017)] (27 juillet 2017) - **Entreprises.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu par M. Jérôme Durain de la visite du salon international de l'aéronautique et de l'espace (SIAE), le 20 juin 2017, au parc des expositions du Bourget.

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale - État des lieux et perspectives des mesures incitatives au développement de l'offre de soins primaires dans les zones sous-dotées - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*délégation aux entreprises*) : Questions diverses.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de lois de finances pour 2018 - Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » - Programme « Fonction publique » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à abroger la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, dite « Loi Travail »** [n° 2016 (155-156)] - (11 janvier 2017) - **Article unique** (p. 80, 81).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social** [n° 664 (2016-2017)] - (25 juillet 2017) - **Article 1er** (*Habilitation du Gouvernement à prendre diverses ordonnances pour renforcer la place de l'accord d'entreprise*) (p. 3006).

- **Suite de la discussion** (26 juillet 2017) - **Article 2** (*Nouvelle organisation du dialogue social et rénovation de l'exercice des responsabilités syndicales en entreprise*) (p. 3071). (p. 3101). (p. 3103). - **Article 3** (*Aménagement des règles du licenciement et de certaines formes particulières de travail*) (p. 3133).

- **Suite de la discussion** (27 juillet 2017) (p. 3166).

- **Débat sur l'intelligence artificielle, les enjeux économiques et les cadres légaux** - (25 octobre 2017) (p. 4155, 4156).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (15 novembre 2017) - **Article 11** (art. L. 111-11, L. 114-16-3, L. 114-23, L. 114-24, L. 115-9, L. 123-1, L. 123-2-1, L. 131-6-3, L. 133-1-1 à L. 133-1-3 [abrogés], L. 133-1-4, L. 133-1-5 à L. 133-1-6 [abrogés], L. 133-5-2, L. 133-6-7, L. 133-6-7-1 à L. 133-6-7-3, L. 133-6-9 [abrogé], L. 133-6-10, L. 133-6-11 [abrogé], L. 134-1, L. 134-3, L. 134-4, L. 135-2, L. 135-6, L. 136-3, L. 161-8, L. 161-18, L. 171-2-1 [nouveau], L. 171-3, L. 171-6-1 [nouveau], L. 171-7, L. 172-2, L. 173-2, L. 173-3 [abrogé], L. 182-2-2, L. 182-2-4, L. 182-2-6, L. 200-1, L. 200-2, L. 200-3, L. 211-1, L. 213-1, L. 215-1, L. 221-1, L. 221-3-1, L. 222-1, L. 223-1, L. 225-1-1, L. 227-1, L. 233-1 [nouveau], L. 241-2, L. 243-6-3, L. 311-3, L. 351-15, L. 611-1, L. 611-2 à L. 611-19 [abrogés], L. 612-1 à L. 612-6, L. 612-7 à L. 612-13, L. 613-1 [nouveau], L. 613-2 à L. 613-6, L. 613-8, L. 613-9, L. 613-12 à L. 613-14 [abrogés], L. 613-19 à L. 613-19-3, L. 613-20, L. 613-21, L. 613-22 et L. 613-23 [abrogés], L. 614-1 [abrogé], L. 615-1 à L. 615-5 [nouveau], L. 621-1 à L. 621-2 [nouveaux], L. 621-4 [abrogé], L. 622-1 à L. 622-3, L. 622-6 [abrogé], L. 622-8, L. 623-1 à L. 623-5, L. 631-1 [nouveau], L. 632-1 à L. 632-3, L. 633-1, L. 633-9 [abrogé], L. 633-11, L. 633-11-1 [abrogé], L. 634-1 [abrogé], L. 634-2 à L. 634-2-1, L. 634-2-2 [abrogé], L. 634-3-1, L. 634-3-2 à L. 634-5 [abrogés], L. 634-6, L. 635-1 à L. 635-

6, L. 637-1 à L. 637-2, L. 640-1, L. 641-1, L. 641-8, L. 642-5 à L. 642-6 [nouveau], L. 643-1-A, L. 643-10 [nouveau], L. 651-12 et L. 651-13 [abrogés], L. 652-4, L. 652-6, L. 652-7, L. 661-1 [nouveau], L. 671-1 [nouveau], L. 722-1, L. 722-1-1, L. 722-2 et L. 722-3 [abrogés], L. 722-4, L. 722-5, L. 722-5-1 [abrogé], L. 722-6, L. 722-7 [abrogé], L. 722-9, L. 742-6, L. 742-7, L. 752-4, L. 752-6, L. 752-9, L. 756-5 et L. 766-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 5553-5 du code des transports - Suppression du régime social des indépendants et modification des règles d'affiliation à la CIPAV) (p. 5059). (p. 5068, 5069). (p. 5076). (p. 5077).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre le sexisme** - (28 novembre 2017) (p. 6777, 6778). (p. 6778).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (30 novembre 2017) (p. 6913, 6914).

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Crédits non répartis - Action et transformation publiques - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État - Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions

- (6 décembre 2017) (p. 7358, 7359).

DURAN (Alain)
sénateur (Ariège)
SOCR

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Grivel, directeur général de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU).

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - États généraux de l'alimentation - Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire du Conseil national de la montagne jusqu'au 17 décembre 2017.

Membre titulaire de la commission de modernisation de la diffusion audiovisuelle le 13 décembre 2017.

Membre titulaire du comité de massif du massif des Pyrénées le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique visant à améliorer la qualité des études d'impact des projets de loi [n° 610 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instituer le Conseil parlementaire d'évaluation des politiques publiques et du bien-être [n° 611 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi pour une meilleure protection des mineur.e.s victimes de viol et des autres agressions sexuelles [n° 53 (2017-2018)] (26 octobre 2017) - **Justice**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur l'intolérance aux radiations électromagnétiques artificielles** - (21 février 2017) (p. 1647). (p. 1648).

- **Question orale sans débat sur les conventions pour une politique en faveur de l'école rurale et de montagne** - (25 juillet 2017) (p. 2962). (p. 2963).

- **Débat sur le thème « Quelles énergies pour demain ? »** - (22 novembre 2017) (p. 7660).

DURANTON (Nicole)
sénateur (Eure)
LR

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission des affaires européennes ; nouvelle nomination le 5 octobre 2017.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 18 octobre 2017.

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) le 20 décembre 2017.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer ; nouvelle nomination le 15 novembre 2017.

Membre suppléant du comité consultatif du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire du conseil supérieur de l'Agence France-Presse jusqu'au 14 novembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

Membre de la mission d'information sur la démocratie représentative, la démocratie participative, la démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 jusqu'au 12 juin 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliciculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à garantir aux personnes en situation de handicap un accès effectif aux lieux ouverts au public [n° 554 (2016-2017)] (15 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative aux certificats de décès [n° 584 (2016-2017)] (21 juin 2017) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : Culture et handicap : une exigence démocratique [n° 648 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Culture**.

Proposition de loi portant création d'un fonds de dotation pour les territoires ruraux [n° 713 (2016-2017)] (7 septembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à rendre imprescriptibles les crimes et délits sexuels sur mineurs [n° 719 (2016-2017)] (14 septembre 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à instaurer un Pass permis citoyen [n° 38 (2017-2018)] (19 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative à l'amélioration du fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre [n° 151 (2017-2018)] (8 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 181 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 29 juin 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Observation des élections législatives en Bulgarie : communication de Mme Nicole Duranton.

Réunion du jeudi 6 juillet 2017 (*commission des affaires européennes*) : Élargissement - Relations entre l'Union européenne et la Turquie : rapport d'information de MM. Jean-Yves Leconte et André Reichardt.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail « culture et handicap » - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Laura Flessel, ministre des sports.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Édouard Durand, magistrat, et Mme Ernestine Ronai, co-présidents de la commission Violences de genre du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants - Audition conjointe de MM. Gilles Roussel, président de la Conférence des présidents d'université (CPU) et Philippe Vincent, secrétaire général adjoint du Syndicat national des personnels de direction de l'éducation nationale (SNPDEN).

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Plan national en faveur des nouveaux espaces protégés - Audition de M. Yves Dauge.

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de « maison commune de la musique » - Audition de M. Roch-Olivier Maistre.

Réunion du jeudi 21 décembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, sur les résultats du Conseil européen des 14 et 15 décembre.

- **Débat sur le thème « Violences sexuelles, aider les victimes à parler »** - (2 février 2017) (p. 1223, 1224).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à renforcer la lutte contre l'exposition aux perturbateurs endocriniens [n° 236 (2016-2017)]** - (22 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1731, 1732).

- **Proposition de loi visant à assurer la sincérité et la fiabilité des comptes des collectivités territoriales [n° 131 (2016-2017)]** - (22 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1789, 1790).

- **Débat sur la participation dans l'entreprise, l'outil de croissance et les perspectives** - (25 octobre 2017) (p. 4170).

- **Débat sur l'avenir de l'Institut français** - (21 novembre 2017) (p. 5418). (p. 5418).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (4 décembre 2017) (p. 7060, 7061).

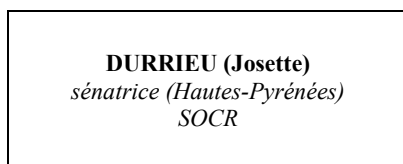
Cohésion des territoires

- (6 décembre 2017) - **Article 52 (priorité)** (*art. L. 351-2, L. 351-3, L. 411-8-1, L. 441-3, L. 441-11, L. 442-2-1 [nouveau] et L. 481-2 du code de la construction, art. L. 542-2 et L. 831-1 du code de la sécurité sociale - Réforme des aides au logement et de la politique des loyers dans le parc social*) (p. 7319). (p. 7321).

- **Débat sur le retour des djihadistes en France** - (13 décembre 2017) (p. 9594).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème « Faut-il supprimer l'École nationale d'administration ? »** - (1er février 2017) (p. 1176, 1177).



Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre titulaire de la Cour de justice de la République.

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation à l'Assemblée du Conseil de l'Europe : Les travaux de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe - Première partie de la session ordinaire 2017 [n° 501 (2016-2017)] (6 avril 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation à l'Assemblée du Conseil de l'Europe : Les travaux de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe - Troisième partie de la session ordinaire 2017 [n° 675 (2016-2017)] (20 juillet 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Initiative française pour la paix au Proche-Orient - Audition de M. Ludovic Pouille, directeur adjoint d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient au ministère des affaires étrangères et du développement international.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. le docteur Ismail Hakki Musa, ambassadeur de Turquie en France.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition conjointe sur la Russie de M. Thomas Gomart, directeur de l'Institut français des relations internationales (IFRI) et Mme Tatiana Kastouéva-Jean, directrice du centre Russie-CEI de l'IFRI.

DUSSOPT (Olivier)

secrétaire d'État auprès du ministre de
l'action et des comptes publics
(à partir du 24 novembre 2017)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]

Première partie :

- (27 novembre 2017) - **Article 16** (art. L. 1613-1, art. L. 2335-3, art. L. 3334-17 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B, art. 1586 B et art. 1648 A du code général des impôts, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 49 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 6 de la loi n° 87-1317 de finances pour 1987 du 30 décembre 1986, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 2, art. 77 et art. 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 de finances pour 2011, art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Fixation pour 2018 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL) (p. 6664, 6665). (p. 6668). (p. 6669). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 6670). (p. 6671, 6672). (p. 6673). (p. 6674). (p. 6674). (p. 6675). (p. 6676). (p. 6677). - **Article 17** (art. 39 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, art. 29 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015, art. 38 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 - Compensation des transferts de compétences aux régions et aux départements par attribution d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, TICPE) (p. 6679, 6680). - **Article 18** (Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales) (p. 6681). - **Article 19** (Mesures relatives à l'ajustement des

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Auditions sur la Russie : M. Arnaud Dubien, directeur de l'Observatoire franco-russe, Mme Isabelle Facon, maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique, pôle Russie-Eurasie et M. Igor Delanoë, directeur adjoint de l'Observatoire franco-russe.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Michel Foucher, géographe, ancien ambassadeur et ancien directeur du centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère des affaires étrangères (CAPS), titulaire de la chaire de géopolitique appliquée au Collège d'études mondiales de Paris, sur « la route de la soie ».

ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public) (p. 6685, 6686). (p. 6687). (p. 6690). (p. 6691). (p. 6693, 6694). (p. 6694, 6695). (p. 6699). (p. 6703). (p. 6704). (p. 6705). (p. 6707). (p. 6707, 6708). (p. 6708). (p. 6709). (p. 6709, 6010). (p. 6710). (p. 6710, 6711). (p. 6713). (p. 6714). (p. 6715). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 6717). (p. 6718). (p. 6719, 6720). (p. 6721). - **Article 19 ter (nouveau)** (art. 71 de la loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 de finances rectificative pour 2003 - Modulation du taux de prélèvement de la taxe affectée au centre technique industriel de la plasturgie et des composites, CTIPC) (p. 6722). - **Article 24** (art. 1011 bis du code général des impôts - Modification du barème du malus automobile, compte d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres ») (p. 6728). - **Articles additionnels après l'article 24 bis** (p. 6729). (p. 6730). - **Article 25** (art. 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 - Reconstitution et actualisation du dispositif de garantie des ressources de l'audiovisuel public, compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public ») (p. 6732). - **Article 25 bis (nouveau)** (art. 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 - Création d'une nouvelle section au sein du CCF « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés, CDG express ») (p. 6733). (p. 6736). - **Article 26** (art. L. 1418-7 du code de la santé publique, art. L. 161-13-1, L. 162-5-13, L. 225-1-1, L. 241-2, L. 381-30, L. 381-30-1, L. 381-30-2, L. 381-30-3, L. 381-30-5 du code de la sécurité sociale et article 4 de la loi n° 94-43 du 18 janvier 1994 relative à la santé publique et à la protection sociale - Relations financières entre l'État et la sécurité sociale) (p. 6737, 6738). (p. 6738).

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2017) - **Article 28 et état A** (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 6758). (p. 6761).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Nouvelle lecture [n° 121 (2017-2018)]** - (1er décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 6980, 6981). - **Question préalable** (p. 6991, 6992).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Justice

- (5 décembre 2017) (p. 7254, 7256). - **État B** (p. 7258, 7259).

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Crédits non répartis - Action et transformation publiques - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État - Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions

- (6 décembre 2017) (p. 7359, 7361). - **État B** (p. 7362). (p. 7363). (p. 7364, 7365). (p. 7366). - **Article additionnel après l'article 55 ter** (*Rapport au Parlement sur l'opportunité de créer un indicateur de performance de la mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » sur l'attractivité des métiers du numérique et des systèmes d'information*) (p. 7367). - **État D** (p. 7369).

Autorisations budgétaires

- (8 décembre 2017) - **Article 35** (*Plafonds des emplois des établissements à autonomie financière*) (p. 7525). (p. 7526). - **Article 36** (*Plafonds des emplois de diverses autorités publiques*) (p. 7527).

Articles non rattachés

- (8 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 7529). (p. 7531). (p. 7532). (p. 7533, 7534). - **Article 39** (*art. 199 novovicies et 279-0 bis A du code général des impôts - Prorogation et recentrage de la réduction d'IR en faveur de l'investissement locatif intermédiaire, dispositif « Pinel »*) (p. 7535, 7536). (p. 7537). (p. 7538). (p. 7542). (p. 7542). (p. 7544, 7545). (p. 7546, 7547). (p. 7547). (p. 7548). - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 7551). (p. 7552). - **Article 39 quater (nouveau)** (*art. 199 undecies B du code général des impôts - Augmentation des seuils de chiffre d'affaires des entreprises éligibles à la réduction d'impôt prévue à l'article 199 undecies B du code général des impôts à raison de l'investissement productif dans les départements, régions et collectivités d'outre-mer*) (p. 7554). - **Articles additionnels après l'article 39 quinquies** (p. 7555). (p. 7556). (p. 7557). (p. 7558). (p. 7560). (p. 7561). (p. 7561, 7562). - **Article 39 sexies (nouveau)** (*art. 199 terdecies-0 A du code général des impôts - Aménagement de la réduction d'impôt « Madelin »*) (p. 7563). (p. 7564). (p. 7564).

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2017) - **Article 45 bis (nouveau)** (*art. L. 2531-4 du code général des collectivités territoriales - Relèvement des plafonds du versement transport des communes des départements de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne*) (p. 7776). - **Articles additionnels après l'article 45 bis** (p. 7777). - **Article 45 ter (nouveau)** (*art. 1384 A, 1384 C et 1384 D du code général des impôts et art. L. 2335-3, L. 5214-23-2, L. 5215-35 et L. 5216-8-1 du code général des collectivités territoriales - Prorogation de l'allongement d'exonérations de longue durée de taxe foncière sur les propriétés bâties pour le logement social*) (p. 7778). - **Articles additionnels après l'article 45 ter** (p. 7779). (p. 7780). - **Article 45 quater (nouveau)** (*art. 1388 quinquies C [nouveau] et art. 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 - Abattement facultatif sur la valeur locative des magasins de commerce de détail de moins de 400 mètres carrés conditionnant une autorisation d'augmenter la TASCOM*) (p. 7782). - **Article 45 quinquies (nouveau)** (*art. 1499-00 A du code général des impôts [nouveau] - Modalités de détermination de la valeur locative des biens des entreprises artisanales*) (p. 7784). (p. 7784). - **Articles additionnels après l'article 45 quinquies** (p. 7787). (p. 7788). (p. 7789, 7790). (p. 7791). - **Article 45 sexies (nouveau)** (*art. L. 133-17 du code du tourisme - Aménagement des délais applicables à la procédure de classement en commune touristique ou en station de tourisme*) (p. 7792). - **Articles additionnels après l'article 45 sexies** (p. 7793). (p. 7794). - **Article 46** (*art. 286 et 1770 du code général des impôts, et art. L. 80 O du livre des procédures fiscales - Modification du champ de l'obligation de certification des logiciels de comptabilité et de gestion et des systèmes de caisse*) (p. 7796). (p. 7796, 7797). (p. 7797). - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 7797). (p. 7798). - **Article 46 ter (nouveau)** (*art. L. 13 AA du livre des procédures fiscales - Actualisation du contenu de la documentation relative aux prix de transfert des entreprises multinationales*) (p. 7801). - **Articles additionnels après l'article 46 ter** (p. 7803). (p. 7808). - **Article additionnel après l'article 46 septies** (*Rapport sur les conventions fiscales bilatérales*) (p. 7810). - **Article 47 bis (nouveau)** (*Création d'une indemnité compensatrice de la hausse de la CSG pour les agents publics*) (p. 7811, 7812). - **Article 47 quater (nouveau)** (*Bénéfice du régime complémentaire de la caisse d'assurance maladie des*

industries électriques et gazières) (p. 7813). - **Articles additionnels après l'article 47 quater** (p. 7813). - **Article 48** (*Introduction d'un jour de carence pour la prise en charge des congés de maladie des personnels du secteur public*) (p. 7815). (p. 7815). (p. 7816). - **Article 48 bis (nouveau)** (*Affectation d'une fraction du produit de la taxe sur la valeur ajoutée à l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale*) (p. 7816). - **Articles additionnels après l'article 48 bis** (p. 7817). (p. 7818). (p. 7820). (p. 7822). (p. 7823). (p. 7823). (p. 7824). (p. 7824, 7825). (p. 7825). - **Demande de coordination** (p. 7825, 7826).

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7844).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 155 (2017-2018)]** - (15 décembre 2017) - **Article liminaire** (*Prévision de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques pour l'année 2017*) (p. 9716). (p. 9716). - **Article 1er** (*art. 51 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009 - Compensation des transferts de compétences aux régions et aux départements par attribution d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, TICPE*) (p. 9723). - **Article 3 bis (nouveau)** (*Modification de plafonds de recettes affectées et prélèvement sur fonds de roulement*) (p. 9724). - **Article 4 et état A** (*Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) (p. 9730). - **Article 5 et état B** (*Budget général : ouvertures et annulations de crédits*) (p. 9733, 9737). - **Article 9** (*art. 204 C, 204 D, 204 F, 204 G, 204 H, 302 decies (nouveau), 1729 G et 1759-0 A du code général des impôts, art. L. 136-6-1 du code de la sécurité sociale et art. 60 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 - Aménagement du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu*) (p. 9742). (p. 9747). (p. 9747). (p. 9748, 9749). (p. 9749). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 9753). (p. 9753). (p. 9754). (p. 9755). - **Article 13** (*art. 44 sexies A, 44 octies A, 44 duodecies, 44 terdecies, 44 quaterdecies, 44 quindecies, 154 bis, 154 bis 0-A, 163 quaterdecies, 170, 204 G, 220 terdecies, 220 quinquies, 244 quater B, 244 quater C, 244 quater E, 244 quater G, 244 quater H, 244 quater M, 244 quater O, 244 quater Q, 244 quater W, 302 nonies, 1383 F, 1417, 1463 A, 1466 B, 1586 ter, 1639 A ter, 1640, 1647 C septies du code général des impôts ; art. L. 80 B du livre des procédures fiscales ; art. 60 de la loi n° 2016-1917 de finances pour 2017 - Création d'un dispositif d'exonération fiscale pour les entreprises qui se créent dans les bassins urbains à dynamiser*) (p. 9762). (p. 9764). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 9765). (p. 9766). (p. 9766). - **Article 13 ter (nouveau)** (*art. 220 octies du code général des impôts - Prorogation du crédit d'impôt pour dépenses de production d'œuvres phonographiques*) (p. 9767). (p. 9768). - **Article additionnel après l'article 13 ter** (*Mécénat d'entreprise*) (p. 9768). (p. 9768). - **Article 13 sexies (nouveau)** (*art. 1040 du code général des impôts - Extension de l'exonération de droits d'enregistrement et de taxe de publicité foncière aux établissements publics fonciers de l'État*) (p. 9769). (p. 9769). - **Article additionnel après l'article 13 sexies** (p. 9770). - **Article 14 bis (nouveau)** (*art. L. 112 bis du livre des procédures fiscales - Déliver les administrations fiscales du secret fiscal pour ce qui concerne les aides d'État*) (p. 9772). (p. 9773). - **Article 15** (*art. 123 bis du code général des impôts - Renforcement de la clause de sauvegarde applicable hors de l'Union européenne prévue à l'article 123 bis du code général des impôts*) (p. 9773, 9774). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 9774). (p. 9775). - **Article 16** (*art. 199 decies H et 200 quindecies du code général des impôts - Prorogation du dispositif « DEFI-Forêt » d'encouragement fiscal à l'investissement forestier*) (p. 9776). (p. 9777). (p. 9778). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 9779). (p. 9779). (p. 9780). - **Article additionnel après l'article 16 bis** (*Prise en charge du prix d'acquisition majoré des frais de viabilisation par le cédant*) (p. 9781). - **Article 16 ter (nouveau)** (*art. 150 U du code général des impôts - Mesures fiscales en faveur de la libération du foncier*) (p. 9782). (p. 9783). (p. 9783, 9784). (p. 9784). (p. 9785). (p. 9785). (p. 9785). - **Article 16 quater (nouveau)** (*art. L. 107, L. 112 A [nouveau] et L. 135 B du livre des procédures fiscales - Accessibilité des*

données de l'administration fiscale relatives aux valeurs foncières déclarées à l'occasion de mutations) (p. 9786). (p. 9786, 9787). - **Article additionnel après l'article 16 quater** (Octroi de prêts à taux réduit et plafonné fixé par décret) (p. 9787). - **Article 17** (art. 1406, art. 1409, art. 1495, art. 1497, art. 1498, art. 1502, art. 1504, art. 1505, art. 1506, art. 1506 bis [nouveau], art. 1507, art. 1508, art. 1516, art. 1517, art. 1518, art. 1518 bis, art. 1518 ter [nouveau], art. 1518 A ter, art. 1518 A quinquies [nouveau], art. 1518 E [nouveau], art. 1518 F [nouveau], art. 1650 B [nouveau], art. 1650 C [nouveau], art. 1651 E, art. 1729 C du code général des impôts, art. L. 175 et art. L. 201 D [nouveau] du livre des procédures fiscales et art. 34 de la loi n° 2010-1658 de finances rectificative pour 2010 - Codification de l'article 34 de la loi de finances rectificative pour 2010 et aménagement de certaines dispositions relatives à la révision des valeurs locatives des locaux professionnels) (p. 9794). (p. 9795). (p. 9795). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 9796). (p. 9797). - **Article 17 bis (nouveau)** (art. 1388 bis du code général des impôts - Aménagement de l'obligation pour les bailleurs sociaux de conclure une convention annexée au contrat de ville pour bénéficier de l'abattement de TFPB dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville) (p. 9797, 9798). - **Articles additionnels après l'article 17 bis** (p. 9798). (p. 9798). (p. 9799). (p. 9800). - **Article 17 ter (nouveau)** (art. 1647-0 B septies du code général des impôts - Suppression de la participation au plafonnement en fonction de la valeur ajoutée concernant la contribution économique territoriale à compter du 1er janvier 2017) (p. 9801). - **Articles additionnels après l'article 17 ter** (p. 9801). (p. 9802). (p. 9804). (p. 9805). (p. 9806). - **Article 18** (art. 261 E, 1559, 1560, 1563, 1565, 1565 septies, 1566, 1649 quater B quater, 1797, 1822 du code général des impôts ; art. 34 de la loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain - Institution d'un régime fiscal applicable aux clubs de jeux) (p. 9808). (p. 9808). - **Article additionnel après l'article 18** (Fixation des règles des arrondis : mesures de simplification négociées avec les ruralistes) (p. 9809). - **Article 20** (art. L. 115-6, L. 115-7, L. 115-9 et L. 115-13 du code du cinéma et de l'image animée - Sécurisation de l'assiette de la taxe sur les services de télévision due par les éditeurs) (p. 9811). (p. 9811). - **Article 20 bis (nouveau)** (art. L. 115-6 et L. 115-7 du code du cinéma et de l'image animée - Mise en cohérence du code du cinéma et de l'image animée avec la ventilation du taux de TVA dans les offres composites) (p. 9812). - **Articles additionnels après l'article 20 ter** (p. 9813, 9814). - **Article 21** (art. 1590 du code général des impôts [nouveau] - Fiscalité relative à l'exploration des hydrocarbures) (p. 9815). - **Article 21 bis (nouveau)** (art. L. 132-16 du code minier - Mise à jour du barème de la redevance à taux progressif appliquée à la production d'hydrocarbures) (p. 9816). (p. 9816). - **Article 22** (art. 1590 du code général des impôts [nouveau] - Fiscalité relative à l'exploration des gîtes géothermiques) (p. 9817, 9818). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 9819). (p. 9820). - **Article 23 ter (nouveau)** (art. L. 2333-33 et L. 2333-34 du code général des collectivités territoriales - Généralisation de la collecte de la taxe de séjour « au réel » par les plateformes en ligne) (p. 9822). (p. 9822). (p. 9823). - **Article additionnel après l'article 23 ter** (Simplification des dispositions de l'article 242 bis du code général des impôts sur l'information des utilisations des plateformes en ligne) (p. 9824). - **Article 23 quinquies (nouveau)** (art. 1398 A du code général des impôts - Prorogation du dégrèvement temporaire de la cotisation de TFPNB en faveur des parcelles dans le périmètre d'une association foncière pastorale) (p. 9825). - **Article 23 septies (nouveau)** (art. 1599 quater B du code général des impôts - Élargissement du champ d'application de l'IFER à l'ensemble des réseaux de communications électroniques à compter de 2019) (p. 9826, 9827). (p. 9828). (p. 9828). - **Articles additionnels après l'article 23 septies** (p. 9828). (p. 9829). (p. 9830). - **Articles additionnels après l'article 23 octies** (p. 9832). (p. 9832). (p. 9833). (p. 9834). (p. 9834). (p. 9835). (p. 9836). (p. 9836). (p. 9837, 9838). (p. 9838). (p. 9838). - **Article 23 nonies (nouveau)** (art. 5 et 6 de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992 - Modalités de calcul

des compensations reversées aux collectivités mahoraises pour la TFPB et la CFE) (p. 9839). - **Article 23 duodecies (nouveau)** (Rapport sur l'extension de l'exonération de cotisation foncière des entreprises aux activités accessoires des exploitants agricoles) (p. 9840). - **Article 24** (art. 440 bis du code des douanes et III de l'art. 1727 du code général des impôts - Réduction du taux de l'intérêt de retard et de l'intérêt moratoire) (p. 9841). (p. 9842). - **Article 25** (art. 1649 AC, 1729 C bis [nouveau], et 1740 ter [nouveau] du code général des impôts, art. L. 102 AG [nouveau] du livre des procédures fiscales, et art. L. 564-1 [nouveau], L. 612-1 et L. 621-1 du code monétaire et financier - Contrôle des informations sur les comptes financiers soumises à un échange automatique entre administrations fiscales) (p. 9844). (p. 9845). (p. 9845). (p. 9845). - **Article 25 bis (nouveau)** (art. L. 113 et art. L. 135 ZH [nouveau] du livre des procédures fiscales - Échange de données fiscales entre le ministère chargé du logement et la direction générale des finances publiques) (p. 9846). - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 9848). - **Article 27 bis (nouveau)** (art. 266 quinquies C du code des douanes - Exonération de contribution au service public de l'électricité pour l'autoconsommation d'électricité) (p. 9849). - **Article 27 quinquies (nouveau)** (art. 284 bis, 411 et 427 du code des douanes ; art. 302 C, 302 D, 302 E, 302 F bis, 302 F ter, 302 G, 302 H ter, 302 K, 302 L, 302 M, 302 M bis, 302 M ter, 302 P, 302 Q, 302 R, 302 U bis, 302 V bis, 403 et 519 du code général des impôts ; art. L. 758-1 du code de la sécurité sociale - Adaptation aux DROM des dispositions juridiques relatives aux produits soumis à accises) (p. 9851). - **Article 28** (art. 1599 quinquies, 1628-0 bis et 1723 ter-0 B du code général des impôts - Aménagements relatifs au paiement dématérialisé pour la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules et à l'accès direct au système d'immatriculation des véhicules) (p. 9853). (p. 9854). - **Article additionnel après l'article 28** (Octroi du bénéfice de l'exonération de TVS, la taxe sur les véhicules de société aux véhicules fonctionnant au superéthanol E85) (p. 9855). - **Article 28 bis (nouveau)** (art. 278 sexies du code général des impôts - Application du taux réduit de TVA aux opérations d'accession sociale à la propriété dans les quartiers NPNRU) (p. 9856). - **Articles additionnels après l'article 28 bis** (p. 9856). (p. 9857). - **Article 28 quater (nouveau)** (art. 568 bis du code général des impôts - Report de la mise en place d'un dispositif d'encadrement de la vente au détail du tabac manufacturé dans les départements d'outre-mer) (p. 9857). - **Articles additionnels après l'article 28 septies** (p. 9859). - **Article 29** (art. L. 262, 263 : 263-0 A, 262 A, 263 B, 273 A, 281, 283 du livre de procédures fiscales, art. L. 632-2 du code de commerce, art. 349 bis, 387 bis du code des douanes, art. L. 171-8 : L. 521-19, L. 541-3, L. 556-3, L. 213-11-13 du code de l'environnement, art. L. 1617-5, L. 1874-3 du code général des collectivités territoriales, art. L. 753-2-1 du code monétaire et financier, art. L. 132-14 du code des assurances, art. L. 223-15 du code de la mutualité, art. L. 212-2 du code des relations entre le public et l'administration, art. L. 253-12 du code rural et de la pêche, art. L. 3252-9 du code du travail, art. 128 de la loi n° 2004-1485 du 30 décembre 2004 de finances rectificative pour 2004, art. 123 de la loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015, art. 17 de la loi n° 2013-1279 du 29 décembre 2013 de finances rectificative pour 2013 - Harmonisation et simplification des procédures de recouvrement forcé mises en œuvre par les comptables publics) (p. 9863). P. 9863 p. 9863 p. 9863 (p. 9864). (p. 9864). (p. 9864). (p. 9864). (p. 9865). - **Article 30** (art. 1680 du code général des impôts - Moyens de paiement, plafond de recouvrement en numéraire) (p. 9865). - **Article additionnel après l'article 30 ter** (Utilisation du portail de facturation électronique Chorus pro pour l'envoi de titres de perception aux collectivités locales) (p. 9867). - **Article 32** (art. L. 524-4, L. 524-6, L. 524-7 et L. 524-8 du code du patrimoine - Adaptation de la redevance d'archéologie préventive en milieu maritime) (p. 9869). (p. 9870). (p. 9870). (p. 9871). (p. 9871). (p. 9871). (p. 9871). (p. 9872). (p. 9873). (p. 9873). (p. 9874). (p. 9874). (p. 9875). (p. 9875). - **Articles additionnels après l'article 32 bis** (p. 9877). (p. 9878). (p. 9878). (p. 9878). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 9881). (p. 9881). (p. 9882). (p. 9882). - **Article 39 (nouveau)** (art. L. 732-58 du code rural et de la pêche maritime - Complément apporté aux

modalités de financement du régime de retraite complémentaire des exploitants agricoles (RCO) par la mention de subventions et contributions du budget général de l'État (p. 9883). - **Article 43 (nouveau)** (*Création d'un fonds exceptionnel au bénéfice des départements connaissant une situation financière particulièrement dégradée*) (p. 9885, 9886). (p. 9887). - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 9889, 9890). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9891).

- **Projet de loi de finances pour 2018 - Nouvelle lecture [n° 172 (2017-2018)]**

Discussion générale :

- (19 décembre 2017) (p. 10393, 10395). - **Question préalable** (p. 10408).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Nouvelle lecture [n° 178 (2017-2018)]** - (19 décembre 2017) - **Discussion générale commune**

avec celle du projet de loi de finances n° 172 (2017-2018) (p. 10393, 10395).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réorganisation des finances publiques** - (19 décembre 2017) (p. 10416, 10417).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Nouvelle lecture [n° 178 (2017-2018)]** - (19 décembre 2017) - **Article 1er et rapport annexé (Pour coordination) (Texte non modifié par la commission) (Approbation du rapport annexé)** (p. 10445). - **Article 24 (Règle prudentielle applicable aux collectivités territoriales)** (p. 10456, 10457). (p. 10459, 10460). (p. 10460, 10461).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Nouvelle lecture [n° 191 (2017-2018)]** - (20 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10511, 10512). - **Question préalable** (p. 10521). (p. 10521, 10522).

DUTHEIL (Laurent)
sénateur (Val-de-Marne)
SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale du 1er août 2017 au 1er octobre 2017.

Devenu sénateur le 29 juillet 2017 (en remplacement de M. Luc Carvounas, élu député).

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

DUVERNOIS (Louis)
sénateur (Français établis hors de France (Série 1))
LR

Proposition de loi sur la majoration des pensions aux veuves des très grands invalides de guerre dont l'indice de pension était supérieur à 2 000 points à la date du décès [n° 626 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Anciens combattants.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Non réélu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire de la Commission nationale des bourses de l'agence pour l'enseignement français à l'étranger.

Membre titulaire du conseil d'administration de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : Francophonie : un projet pour le 21e siècle [n° 436 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Carole Bienaimé Besse, candidate désignée par le président du Sénat aux fonctions de membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel en application de l'article 4 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens (COM) pour la période 2017-2019 - Audition de M. Bruno Foucher, président de l'Institut français.

Réunion du jeudi 9 février 2017 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Avenir et risques du système financier et bancaire : présentation du rapport d'information.

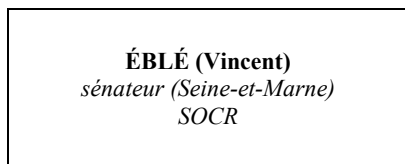
Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens (COM) de l'Institut français pour la période 2017-2019 - Communication et examen de l'avis de la commission.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur la francophonie - Présentation du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 608 (2016-2017)]** - (13 juillet 2017) - **Article 9** (art. 54 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances - Suppression de la réserve

parlementaire - Dotation de soutien à l'investissement des communes et de leurs groupements) (p. 2500).



Réélu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Président de la commission des finances à partir du 5 octobre 2017 ; membre de la commission jusqu'au 4 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation jusqu'au 17 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2017 (9 novembre 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 (7 décembre 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2018 (7 décembre 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2017 (14 décembre 2017).

Membre suppléant du comité des finances locales jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre titulaire du conseil d'administration du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre ès qualités du comité de préfiguration des modalités d'instauration du profil biologique des sportifs le 5 octobre 2017.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Les Archives nationales [n° 358 (2016-2017)] (1er février 2017) - **Budget**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : France-Muséums : une expérience unique ? [n° 628 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Culture**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 643 (2016-2017)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 645 tome 2 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Budget**.

Proposition de loi pour une meilleure protection des mineur.e.s victimes de viol et des autres agressions sexuelles [n° 53 (2017-2018)] (26 octobre 2017) - **Justice**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Culture [n° 108 tome 3 annexe 8 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des finances*) : Archives nationales - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 14 février 2017 (*commission des finances*) : Proposition de loi relative aux modalités de calcul du potentiel fiscal agrégé des communautés d'agglomération issues de la transformation de syndicats d'agglomération nouvelle (ex-SAN) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Agence France-Muséums - Communication.

Contrôle budgétaire - Instituts français de recherche à l'étranger (IFRE) - Communication.

Réunion du mercredi 27 septembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Projet de loi de programmation des finances publiques - Audition de MM. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics, et Benjamin Griveaux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission des finances*) : Constitution du bureau.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des finances*) : Nomination des rapporteurs spéciaux.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et articles 50 et 51) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen des rapports spéciaux.

Questions diverses.

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Finances locales - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 31 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à la fiscalité applicable dans l'enceinte de l'aéroport de Bâle-Mulhouse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes, en commun avec la commission des finances.

(*commission des finances*) : Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Audition de M. Benjamin Griveaux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et le compte d'affectation spéciale (CAS) « Développement agricole et rural » (et articles 49, 49 bis et 49 ter) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Investissements d'avenir » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport spécial.

Régime fiscal et rentabilité des biens immobiliers des particuliers - Communication.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Examen d'une motion et d'un amendement.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et article 63) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des articles de la première partie - Examen du tome II du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Sécurités » (et article 62 bis) - Programmes « Gendarmerie nationale » et « Police nationale », programme « Sécurité et éducation routière », compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » (et article 66) et programme « Sécurité civile » (et article 62 ter) - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » (et articles 57 octies et nonies) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » - Compte d'affectation spéciale « Pensions » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des missions et de l'article rattaché précédemment examinés et réservés.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » (et articles 52 à 52 sexies) - Examen des rapports spéciaux.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et articles 53, 54 à 54 quater) - Comptes d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », « Transition énergétique » et « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (FACÉ) » - Programmes « Infrastructures et services de transports » et « Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture » et compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » - Programme « Expertise, information géographique et météorologie » et budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen des rapports spéciaux.

Projet de loi de finances pour 2018 - Missions « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », « Crédits non répartis », « Action et transformation publiques » - Compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du vendredi 24 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des amendements sur la première partie.

Réunion du mardi 28 novembre 2017 (*commission des finances*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Éric Lombard, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de directeur général de la Caisse des dépôts et consignations (CDC).

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 bis) - Examen des amendements de séance.

Réunion du lundi 4 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Missions « Culture », « Médias, livre et industries culturelles », comptes de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » et « Travail et emploi », et compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Missions « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et

article 51), « Cohésion des territoires » (et articles 52 à 52 sexies), « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » (et article 55 ter) et « Remboursements et dégrèvements », et articles rattachés à la mission « Engagements financiers de l'État », et compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 7 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des amendements de séance sur les articles non rattachés aux crédits des missions.

Projet de loi de finances pour 2018 - Missions « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » (et articles 49 à 49 ter), « Économie » (et articles 54 quinquies à octies), « Outre-mer » (et articles 57 quater à septies), « Recherche et enseignement supérieur » (et articles 57 octies et nonies) - Examen des amendements de séance.

Réunion du lundi 11 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen d'un amendement du Gouvernement.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des finances*) : Conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière de l'Union européenne - Compte rendu.

Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Examen du rapport.

Réunion du vendredi 15 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 19 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen du rapport, en nouvelle lecture.

Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Examen du rapport et du texte de la commission, en nouvelle lecture.

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Examen du rapport, en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative aux modalités de calcul du potentiel fiscal agrégé des communautés d'agglomération issues de la transformation de syndicats d'agglomération nouvelle (ex-SAN) [n° 404 (2016-2017)]** - (16 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1586, 1587).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le budget** - (10 octobre 2017) (p. 3673).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'avenir de l'Union européenne** - (11 octobre 2017) - président de la commission des finances (p. 3769, 3770).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les collectivités et la sécurité** - (26 octobre 2017) (p. 4204).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 [n° 57 (2017-2018)]** - (9 novembre 2017) - président de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 4650).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Discussion générale :

- (23 novembre 2017) - président de la commission des finances (p. 6303). (p. 6306). (p. 6308, 6309). (p. 6318).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation politique au Cambodge** - (23 novembre 2017) (p. 6328).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] (suite)**

Première partie :

- (25 novembre 2017) - président de la commission des finances - **Article 9 quater (nouveau)** (art. 266 quindecies du code des douanes - *Élargissement de l'assiette de la TGAP aux biocarburants remplaçant le gazole*) (p. 6504, 6505). - **Article 11** (*Mise en œuvre du prélèvement forfaitaire unique*) (p. 6562, 6563).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2017) - président de la commission des finances - **Article 25 bis (nouveau)** (art. 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 - *Création d'une nouvelle section au sein du CCF « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés, CDG express »*) (p. 6735).

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2017) - président de la commission des finances - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie du projet de loi** (p. 6770).

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) - président de la commission des finances - **Article 59** (art. L. 2334-42 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Dotations de soutien à l'investissement local*) (p. 6807). - **Article additionnel après l'article 59 bis** (*Participation minimale des collectivités territoriales maître d'ouvrage au financement d'un projet*) (p. 6832). - **Article 61** (art. L. 2336-1, art. L. 2336-3, art. L. 2336-6, art. L. 3335-1, art. L. 3335-3, art. L. 4332-9 du code général des collectivités territoriales, art. 166 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 - *Modification des règles de répartition des dispositifs de péréquation horizontale*) (p. 6855).

Culture

- (4 décembre 2017) (p. 7082).

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (4 décembre 2017) - président de la commission des finances - **État D** (p. 7128).

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (5 décembre 2017) - président de la commission des finances - **Demande de priorité** (p. 7217).

Cohésion des territoires

- (6 décembre 2017) - **Article 52 (priorité)** (art. L. 351-2, L. 351-3, L. 411-8-1, L. 441-3, L. 441-11, L. 442-2-1 [nouveau] et L. 481-2 du code de la construction, art. L. 542-2 et L. 831-1 du code de la sécurité sociale - *Réforme des aides au logement et de la politique des loyers dans le parc social*) (p. 7334).

Outre-mer

- (7 décembre 2017) - **Article additionnel après l'article 57 septies** (*Rapport du Gouvernement sur le soutien à l'enseignement des langues et acteurs d'outre-mer et la mise en valeur de la diversité des patrimoines culturels et linguistiques*) (p. 7477).

Articles non rattachés

- (8 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 7618, 7619). (p. 7619).

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 7763). (p. 7765). - **Demande de coordination** (p. 7826).

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7835). (p. 7843).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 155 (2017-2018)]** - (14 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 9655, 9656).

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2017) - **Article 9** (art. 204 C, 204 D, 204 F, 204 G, 204 H, 302 *decies* (nouveau), 1729 G et 1759-0 A du code général des impôts, art. L. 136-6-1 du code de la sécurité sociale et art. 60 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 - Aménagement du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu) (p. 9746). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 9754). - **Article 20**

(art. L. 115-6, L. 115-7, L. 115-9 et L. 115-13 du code du cinéma et de l'image animée - Sécurisation de l'assiette de la taxe sur les services de télévision due par les éditeurs) (p. 9811). - **Articles additionnels après l'article 20 ter** (p. 9812, 9813). (p. 9814). - **Article 30** (art. 1680 du code général des impôts - Moyens de paiement, plafond de recouvrement en numéraire) (p. 9865).

- **Projet de loi de finances pour 2018 - Nouvelle lecture [n° 172 (2017-2018)]** - (19 décembre 2017) - **Question préalable** (p. 10409).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le droit d'asile** - (19 décembre 2017) (p. 10413).

ECKERT (Christian)
secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget et des comptes publics
(jusqu'au 18 mai 2017)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord multilatéral entre autorités compétentes portant sur l'échange des déclarations pays par pays [n° 308 (2016-2017)]** - (26 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 972, 973). - **Article additionnel après l'article unique** (p. 978).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le taux de croissance pour 2016** - (31 janvier 2017) (p. 1035). (p. 1039, 1040).

- **Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre - Nouvelle lecture [n° 159 (2016-2017)]** - (1er février 2017) -

Discussion générale (p. 1143, 1145). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1153).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rapport annuel de la Cour des comptes** - (9 février 2017) (p. 1391).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir du site Alstom de Belfort** - (9 février 2017) (p. 1396).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la consultation des domaines en matière d'opérations immobilières** - (9 février 2017) (p. 1397, 1398).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur Eco'mouv** - (9 février 2017) (p. 1400).

- **Proposition de loi visant à assurer la sincérité et la fiabilité des comptes des collectivités territoriales [n° 131 (2016-2017)]** - (22 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1781, 1782). (p. 1791).

- **Débat sur le bilan du « choc de simplification » pour les entreprises** - (23 février 2017) (p. 1809, 1811).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique économique** - (23 février 2017) (p. 1821).

EL KHOMRI (Myriam)
ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social
(jusqu'au 18 mai 2017)

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-380 du 2 avril 2015 relative au portage salarial et portant diverses dispositions pénales [n° 524 (2016-2017)] (27 avril 2017) - **Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à abroger la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, dite « Loi Travail » [n° 2016 (155-156)]** - (11 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 67, 68). (p. 77, 79).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'entrée en vigueur du compte personnel d'activité (CPA)** - (12 janvier 2017) (p. 212).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation du groupe Vivarte** - (26 janvier 2017) (p. 984).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-1579 du 24 novembre 2016 relative à l'application à Mayotte de l'aide à l'activité partielle et du contrat de génération [n° 444 (2016-2017)] (24 février 2017) - **Outre-mer**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-1580 du 24 novembre 2016 relative à la protection du salaire à Mayotte, au titre des privilèges et de l'assurance [n° 445 (2016-2017)] (24 février 2017) - **Outre-mer**.

ÉMERY-DUMAS (Anne)
sénatrice (Nièvre)
SOCR, puis LaREM

Non réélue le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour l'emploi.

Membre suppléant du Conseil supérieur de la coopération.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales : Lutter contre la fraude sociale, un impératif pour le juste droit [n° 599 (2016-2017)] (28 juin 2017) - **Économie et finances, fiscalité.**

ÉMORINE (Jean-Paul)
sénateur (Saône-et-Loire)
LR

Secrétaire du Sénat à compter du 13 juillet 2017 jusqu'au 3 octobre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-président de la commission des affaires européennes jusqu'au 4 octobre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la simplification du droit européen [n° 388 (2016-2017)] - La simplification du droit : une exigence pour l'Union européenne [n° 387 (2016-2017)] (9 février 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales : L'interrégimes en matière de retraite : le succès du droit à l'information ne suffit pas [n° 667 (2016-2017)] (20 juillet 2017) - **Famille.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à mettre en place une stratégie nationale d'utilisation du transport sanitaire hélicoptéré - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des affaires sociales*) : Certification des comptes du régime général de sécurité sociale (exercice 2016) - Audition de M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale - Lutte contre la fraude aux prestations de sécurité sociale - Communication.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale - Interrégimes en matière de retraite au service des assurés - Communication.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la simplification du droit européen [n° 388 (2016-2017)] (9 février 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, portant avis motivé en application de l'article 73 octies du Règlement, sur la mise en œuvre de la directive « services » - procédure de notification des régimes d'autorisation et des exigences en matière de services [n° 430 (2016-2017)] (16 février 2017) - **PME, commerce et artisanat.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, portant avis motivé en application de l'article 73 octies du Règlement, sur la mise en œuvre de la directive « services » - professions réglementées [n° 431 (2016-2017)] (16 février 2017) - **PME, commerce et artisanat.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République italienne signé le 24 février 2015 pour l'engagement des travaux définitifs de la section transfrontalière de la nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition conjointe sur la Russie de M. Thomas Gomart, directeur de l'Institut français des relations internationales (IFRI) et Mme Tatiana Kastouéva-Jean, directrice du centre Russie-CEI de l'IFRI.

Réunion du mercredi 24 mai 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de

travail « Vers les 2 % du PIB pour la défense » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Crise du Qatar - Audition de M. Bertrand Besancenot, ministre plénipotentiaire hors classe, conseiller diplomatique du Gouvernement.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'audiovisuel public** - (14 décembre 2017) (p. 9644).

ESNOL (Philippe)
sénateur (Yvelines)
RDSE

Non réélu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 1er octobre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à garantir le principe de l'indépendance de la justice [n° 443 (2016-2017)] (23 février 2017) - **Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi relative au rétablissement des critères de classement des communes situées en zone de revitalisation rurale tels qu'ils existaient avant l'adoption de la loi de finances rectificative du 29 décembre 2015 [n° 478 (2016-2017)] (27 mars 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à garantir la représentation des communes déléguées au sein des communes nouvelles [n° 620 (2016-2017)] (6 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à intégrer dans la loi un objectif national de désenclavement [n° 679 (2016-2017)] (21 juillet 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de la taxe d'habitation (II)** - (11 juillet 2017) (p. 2021, 2022).

- **Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme** [n° 630 (2016-2017)] - (18 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 2636, 2637). - **Article 2** (*art. L. 227-1 et L. 227-2 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Fermeture administrative des lieux de culte*) (p. 2649).

ESPAGNAC (Frédérique)
sénatrice (Pyrénées-Atlantiques)
SOCR

Réélue le 24 septembre 2017.

Secrétaire du Sénat jusqu'au 3 octobre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 3 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 18 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises jusqu'au 17 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique visant à améliorer la qualité des études d'impact des projets de loi [n° 610 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instituer le Conseil parlementaire d'évaluation des politiques publiques et du bien-être [n° 611 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Économie [n° 108 tome 3 annexe 12 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des principaux éléments de l'équilibre sur le projet de loi de finances pour 2018 - Tome I du rapport général.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Économie » et compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des missions et de l'article rattaché précédemment examinés et réservés.

Réunion du jeudi 7 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Missions « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » (et articles 49 à 49 ter), « Économie » (et articles 54 quinquies à octies), « Outre-mer » (et articles 57 quater à septies), « Recherche et enseignement supérieur » (et articles 57 octies et nonies) - Examen des amendements de séance.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les dotations à destination des collectivités territoriales** - (1er août 2017) (p. 3507).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018** [n° 63 (2017-2018)] - (15 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 5009). (p. 5009).

- **Question orale sans débat sur la suppression progressive du prêt à taux zéro pour 97 % du territoire** - (21 novembre 2017) (p. 5380).

- **Projet de loi de finances pour 2018** [n° 107 (2017-2018)]

Seconde partie :

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (7 décembre 2017) (p. 7428, 7429). - **État B** (p. 7441, 7442). (p. 7442). (p. 7444). (p. 7444, 7445). (p. 7445). (p. 7448). - **État D** (p. 7455).

ESTROSI SASSONE (Dominique)
sénateur (Alpes-Maritimes)
LR

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes jusqu'au 17 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 18 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective jusqu'au 17 octobre 2017.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » jusqu'au 12 juin 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et développement du biocontrôle (9 février 2017).

Membre titulaire de la Commission nationale du débat public.

Membre titulaire de la Commission nationale chargée de l'examen du respect des obligations de logements sociaux.

Membre titulaire du Conseil national des villes.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la construction et de l'efficacité énergétique.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

Membre titulaire du comité de massif du massif des Alpes le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice.**

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement.**

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - Agriculture et pêche.

Proposition de loi tendant à garantir aux personnes en situation de handicap un accès effectif aux lieux ouverts au public [n° 554 (2016-2017)] (15 mai 2017) - Aménagement du territoire.

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 557 (2016-2017)] (18 mai 2017) - Collectivités territoriales.

Proposition de loi tendant à élargir les missions des comités locaux d'information et de suivi visés à l'article L. 542-13 du code de l'environnement [n° 561 (2016-2017)] (23 mai 2017) - Aménagement du territoire.

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - Culture.

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens d'action des maires à l'égard des atteintes faites au patrimoine bâti des communes [n° 603 (2016-2017)] (4 juillet 2017) - Aménagement du territoire.

Proposition de loi élargissant les modalités d'intervention de l'action extérieure des collectivités territoriales en matière d'eau, d'assainissement, d'électricité, de gaz et de déchets ménagers [n° 714 (2016-2017)] (11 septembre 2017) - Aménagement du territoire.

Proposition de loi tendant à prolonger le délai de validité des habilitations des clercs de notaire [n° 7 (2017-2018)] (5 octobre 2017) - Économie et finances, fiscalité.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - Justice.

Proposition de loi visant à instaurer un Pass permis citoyen [n° 38 (2017-2018)] (19 octobre 2017) - Collectivités territoriales.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - Aménagement du territoire.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Cohésion des territoires : Logement [n° 109 tome 6 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - Budget.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale et aux réunions des commissions départementales d'aménagement commercial [n° 167 (2017-2018)] (13 décembre 2017) - Aménagement du territoire.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Faire revenir les investisseurs institutionnels sur le marché locatif résidentiel : quelles perspectives ? [n° 180 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - Aménagement du territoire.

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - Aménagement du territoire.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition conjointe de représentants des industries des métiers d'art et du luxe : MM. Pascal Morand, président exécutif de la Fédération française de la couture, du

prêt-à-porter des couturiers et des créateurs de mode, Pascal Rousseau, secrétaire général de Richemont Holding France, Francis Chauveau, directeur industriel de Puiforcat, Mme Bernadette Pinet-Cuoq, présidente déléguée de l'Union française de la bijouterie, joaillerie, orfèvrerie, des pierres et des perles, et M. Jean Cassegrain, directeur général de Longchamp.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Mobilisation du foncier public en faveur du logement - Présentation du troisième rapport de la CNAUF.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

(*commission des finances*) : Politiques publiques en faveur de l'inclusion bancaire et de la prévention du surendettement - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Évaluation de l'application de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Marlène Schiappa, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Henri Poupard-Lafarge, président-directeur général d'Alstom.

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Grivel, directeur général de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU).

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*délégation aux entreprises*) : Questions diverses.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » (articles 52, 52 bis, 52 ter, 52 quater et 52 quinquies rattachés) - Crédits « Logement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » (articles 52, 52 bis, 52 ter, 52 quater et 52 quinquies rattachés) - Crédits « Logement » - Examen des amendements du rapporteur.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la justice** - (17 janvier 2017) (p. 273). (p. 273, 274).

- **Question orale sans débat sur la fermeture de la plateforme industrielle du courrier de Nice en 2018** - (24 janvier 2017) (p. 737, 738). (p. 738).

- **Question orale sans débat sur le redécoupage des zones de revitalisation rurale** - (25 juillet 2017) (p. 2970). (p. 2970, 2971).

- **Question orale sans débat sur la stratégie nationale relative à la présence du loup** - (24 octobre 2017) (p. 3957, 3958). (p. 3959).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mesures en matière de logement** - (26 octobre 2017) (p. 4201). (p. 4202).

- **Débat sur le logement social : « sur quels territoires, comment et pour qui demain ? »** - (26 octobre 2017) (p. 4215, 4216).

- **Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 45 (2017-2018)]** - (31 octobre 2017) - **Discussion générale** (p. 4260, 4261). - **Article 1er** (art. 1er et 2 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, art. L. 3641-1, L. 5214-16, L. 5214-23-1, L. 5215-20, L. 5215-20-1, L. 5216-5, L. 5217-2 et L. 5219-1 du code général des collectivités territoriales - Obligations et compétences des communes et des EPCI en matière d'accueil des gens du voyage) (p. 4277). - **Article additionnel après l'article 3** (Efficience de la taxe sur les résidences mobiles à usage d'habitat principal) (p. 4282). (p. 4282).

- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non**

conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement [n° 43 (2017-2018)] - (8 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 8** (Coordination pour l'application à Wallis et Futuna) (p. 4455).

- **Question orale sans débat sur la lutte contre la propagation de la bactérie xylella fastidiosa** - (21 novembre 2017) (p. 5373). (p. 5373, 5374).

- **Débat sur les collectivités locales** - (22 novembre 2017) (p. 7677).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (6 décembre 2017) (p. 7295). - **Article 52 (priorité)** (art. L. 351-2, L. 351-3, L. 411-8-1, L. 441-3, L. 441-11, L. 442-2-1 [nouveau] et L. 481-2 du code de la construction, art. L. 542-2 et L. 831-1 du code de la sécurité sociale - Réforme des aides au logement et de la politique des loyers dans le parc social) (p. 7323, 7324). - **Article 52 quater (nouveau)** (art. L. 435-1, L. 443-14-1 [nouveau], L. 443-15-2-1, L. 443-15-2-2 et L. 452-3 du code de la construction et de l'habitation - Création d'une taxe sur le produit des cessions de logements des organismes de logement social) (p. 7349).

EUSTACHE-BRINIO (Jacqueline)
sénatrice (Val-d'Oise)
LR

Élue le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 18 octobre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 181 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur le programme de travail de la délégation.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des lois*) : Lois de finances pour 2018 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à réhabiliter la police de proximité - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique de la ville (II)** - (14 novembre 2017) (p. 4919, 4920). (p. 4920).

FALCO (Hubert)
sénateur (Var)
 LR

Démissionnaire le 21 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 21 septembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche.**

FAVIER (Christian)
sénateur (Val-de-Marne)
 CRC

Non réélu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 1er octobre 2017.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » jusqu'au 12 juin 2017.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la collectivité de Corse (8 février 2017).

Membre de la mission d'information sur la démocratie représentative, la démocratie participative, la démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 jusqu'au 12 juin 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre plus équitable au sein d'un EPCI le calcul des dotations de compensation dans le contexte d'un transfert de compétence [n° 406 (2016-2017)] (15 février 2017) - **Budget.**

Proposition de loi pour un droit au logement effectif et pour l'interdiction des expulsions sans relogement [n° 479 (2016-2017)] (27 mars 2017) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à préciser les limites du champ de protection d'un brevet concernant une information génétique [n° 515 (2016-2017)] (20 avril 2017) - **Culture.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire le droit à l'interruption volontaire de grossesse dans la Constitution [n° 545 (2016-2017)] (3 mai 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à abroger la loi autorisant la ligne Charles-de-Gaulle Express [n° 552 (2016-2017)] (11 mai 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la protection des enfants et des adolescents face aux effets de la publicité télévisuelle [n° 558 (2016-2017)] (22 mai 2017) - **Éducation.**

Proposition de loi relative à la mise en place d'un moratoire sur la mise en culture des semences de colza et de tournesol tolérantes aux herbicides issues de mutagénèse [n° 564 (2016-2017)] (29 mai 2017) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi visant à renforcer le contrôle sur le commerce des armes et relative à la violation des embargos [n° 695 (2016-2017)] (31 juillet 2017) - **Défense.**

Proposition de loi visant à rétablir le délit d'entrave des directeurs d'établissements publics au fonctionnement du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) [n° 696 (2016-2017)] (31 juillet 2017) - **Fonction publique.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des lois*) :
 Projet de loi de ratification de trois ordonnances relatives à la collectivité de Corse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des lois*) :
 Projet de loi de ratification de trois ordonnances relatives à la collectivité de Corse - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des lois*) :
 Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain (nouvelle lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des lois*) :
 Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des lois*) :
 Mission d'information « Désendoctrinement, désembrigadement et réinsertion des djihadistes en France et en Europe » - Examen du rapport.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-717 du 3 mai 2017 portant création de l'établissement public Paris La Défense - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-717 du 3 mai 2017 portant création de l'établissement public Paris La Défense - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur, sur le bilan et les perspectives de la Conférence nationale des territoires réunie le 17 juillet 2017.

Réunion du mercredi 2 août 2017 (*commission des lois*) : Articles 56 et 13 de la Constitution - Audition de M. Michel Mercier, candidat proposé par le président du Sénat pour siéger au Conseil constitutionnel.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à abroger la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, dite « Loi Travail »** [n° 2016 (155-156)] - (11 janvier 2017) - **Article unique** (p. 80).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1561 du 21 novembre 2016 complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la collectivité de Corse, n° 2016-1562 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures institutionnelles relatives à la collectivité de Corse et n° 2016-1563 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures électorales applicables en Corse** [n° 312 (2016-2017)] - (26 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 996, 997).

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale** [n° 332 (2016-2017)] - (31 janvier 2017) - **Article 8** (*art. 132-18-1 [nouveau] du code pénal ; art. 362 du code de procédure pénale - Rétablissement des peines minimales d'emprisonnement*) (p. 1051). - **Article 10** (*art. 132-29, 132-35, 132-36, 132-37, 132-38 et 132-39 du code pénal ; art. 735 [abrogé] et 735-1 du code de procédure pénale - Révocation automatique du sursis simple et de son caractère intégral*) (p. 1053).

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain - Nouvelle lecture** [n° 315 (2016-2017)] - (7 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1277, 1278). - **Question préalable** (p. 1289).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1561 du 21 novembre 2016 complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la collectivité de Corse, n° 2016-1562 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures institutionnelles relatives à la collectivité de Corse et n° 2016-1563 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures électorales applicables en Corse - Nouvelle lecture** [n° 428 (2016-2017)] - (16 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1615).

- **Question orale sans débat sur les déséquilibres est-ouest dans l'agrément de bureaux en Île-de-France** - (21 février 2017) (p. 1660). (p. 1660, 1661).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau** [n° 247 (2016-2017)] - (21 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1665, 1666).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique** [n° 609 (2016-2017)] - (11 juillet 2017) - **Article 1er** (*art. 131-26-2 [nouveau], 432-17, 433-22 et 711-1 du code pénal - Élargissement du champ d'application de la peine complémentaire obligatoire d'inéligibilité*) (p. 2011).

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2017) - **Article 10** (*art. 16-1 [nouveau] de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique - Création, missions et prérogatives du médiateur du financement des candidats et des partis politiques*) (p. 2136).

- **Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme** [n° 630 (2016-2017)] - (18 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 2635, 2636). - **Article 3** (*art. L. 228-1, L. 228-2, L. 228-3, L. 228-4, L. 228-5, L. 228-6 et L. 228-7 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Régime de contrôle administratif et de surveillance des personnes constituant une menace grave pour la sécurité et l'ordre publics*) (p. 2653).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-717 du 3 mai 2017 portant création de l'établissement public Paris La Défense** [n° 632 (2016-2017)] - (20 juillet 2017) - **Article additionnel après l'article 3** (p. 2818). (p. 2820).

- **Question orale sans débat sur l'avenir des départements de la petite couronne** - (25 juillet 2017) (p. 2968). (p. 2968, 2969).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social** [n° 664 (2016-2017)] - (25 juillet 2017) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 2999).

- **Suite de la discussion** (26 juillet 2017) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3107). (p. 3109, 3110).

- **Suite de la discussion** (27 juillet 2017) - **Article 3** (*Aménagement des règles du licenciement et de certaines formes particulières de travail*) (p. 3160). (p. 3187). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 3199, 3200). - **Article 5** (**Texte non modifié par la commission**) (*Assouplissement des obligations des employeurs en matière de prévention de la pénibilité et d'emploi de travailleurs détachés transfrontaliers*) (p. 3215). - **Article 7** (*art. 257 de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Prolongation de la période transitoire relative à la mise en place du nouveau zonage dérogatoire au repos dominical*) (p. 3222). - **Articles additionnels après l'article 8 bis** (p. 3227).

DÉPÔTS

FEKL (Matthias)
ministre de l'intérieur
 (du 22 mars 2017 au 18 mai 2017)
secrétaire d'État auprès du ministre des
affaires étrangères et du développement
international, chargé du commerce
extérieur, de la promotion du tourisme et
des Français de l'étranger
 (jusqu'au 18 mai 2017)

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant diverses ordonnances relatives à la partie législative du code de la sécurité intérieure [n° 530 (2016-2017)] (27 avril 2017) - **Défense**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-1241 du 7 octobre 2015 relative à la communication dématérialisée des décisions de minoration du solde de points affecté au permis de conduire [n° 538 (2016-2017)] (27 avril 2017) - **Justice**.

FÉRAT (Françoise)
sénateur (Marne)
UDI-UC, puis UC

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture**.

Proposition de loi visant à renforcer et rendre plus effectives les sanctions en cas d'installations illégales en réunion sur un terrain public ou privé [n° 680 (2016-2017)] (25 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à rendre imprescriptibles les crimes et délits sexuels sur mineurs [n° 719 (2016-2017)] (14 septembre 2017) - **Famille**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'état de la sécurité alimentaire en France et en Europe [n° 25 (2017-2018)] (12 octobre 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice**.

Proposition de loi relative à l'inscription automatique des citoyens français sur les listes électorales [n° 52 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la politique vaccinale en France [n° 65 (2017-2018)] (7 novembre 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à faciliter la répression des rodéos motorisés [n° 102 (2017-2018)] (21 novembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales [n° 109 tome 1 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi relative à l'amélioration du fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre [n° 151 (2017-2018)] (8 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Réélue le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 4 octobre 2017.

Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 3 octobre 2017.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République le 18 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement (15 novembre 2017).

Membre titulaire du Haut Conseil des musées de France jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre titulaire de la Conférence de la ruralité jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre titulaire du comité consultatif du conseil d'administration de l'établissement public de Paris-Saclay le 13 décembre 2017.

Membre suppléant de la Commission nationale du patrimoine et de l'architecture du 20 juillet 2017 au 21 novembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article premier de la Constitution pour y inscrire le principe d'égalité devant la loi sans distinction de sexe [n° 454 (2016-2017)] (8 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à réaffirmer le principe d'égalité entre femmes et hommes et à renforcer la laïcité [n° 460 (2016-2017)] (9 mars 2017) - **Famille**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Laurent Stefanini, ambassadeur, délégué permanent de la France auprès de l'UNESCO, accompagné de M. Daniel Janicot, président de la Commission nationale française pour l'UNESCO.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Audition de M. Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - États généraux de l'alimentation - Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission, en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la réfection des locaux du commissariat d'Épernay** - (21 février 2017) (p. 1654). (p. 1655).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (11 juillet 2017) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2032). - **Titre (Intitulé du Titre III)** (p. 2055). (p. 2058). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2063, 2064). (p. 2066). (p. 2066). (p. 2071). (p. 2072). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 2080).

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2017) - **Article 6** (*Modalités d'entrée en vigueur des modalités du licenciement des*

collaborateurs « familiaux » de parlementaires ou d'autorités territoriales) (p. 2097). (p. 2098). (p. 2099). (p. 2101). (p. 2102).

- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement [n° 43 (2017-2018)]** - (7 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4357, 4358). - **Article 1er** (*art. L. 111-1, art. L. 111-4 à L. 111-9 [nouveaux] du code minier - Arrêt progressif de la recherche et de l'exploitation des hydrocarbures*) (p. 4376). (p. 4377). (p. 4379). (p. 4380).

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2017) - **Article 4** (*art. L. 131-1, L. 134-10, L. 421-3, L. 421-3-1 [nouveau], L. 421-4, L. 421-5, L. 421-5-1 [nouveau], L. 421-6 à L. 421-8, L. 421-10, L. 421-15, L. 421-16, L. 431-6-3 [nouveau], L. 443-8-1 [nouveau], L. 443-9, L. 452-1, L. 452-1-1 et L. 452-1-2 [nouveaux], L. 452-2-1, L. 452-3 et L. 452-5 du code de l'énergie - Renforcement de la sécurité d'approvisionnement en gaz naturel*) (p. 4426). (p. 4426). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 222-9 du code de l'environnement - Réduction des émissions de certains polluants atmosphériques*) (p. 4450). (p. 4450). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4458).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (14 novembre 2017) - **Article 7** (*art. L. 131-9, L. 136-7-1, L. 136-8, L. 162-14-1, art. L. 172-1, art. L. 241-2, art. L. 242-11, art. L. 313-1, art. L. 381-30-4, L. 382-22, art. L. 613-1 [nouveau] et art. L. 621-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. L. 731-25, art. L. 731-35 et art. L. 741-9 du code rural et de la pêche maritime - Hausse de la CSG et suppression de cotisations sociales*) (p. 4955). (p. 4964).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (7 décembre 2017) (p. 7404, 7405).

- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Nouvelle lecture [n° 124 (2017-2018)]** - (18 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10297, 10298).

FÉRAUD (Rémi)
sénateur (Paris)
SOCR

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 18 octobre 2017.

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - **Action extérieure de l'État [n° 108 tome 3 annexe 1 (2017-2018)]** (23 novembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 bis) - Examen des amendements de séance.

Réunion du lundi 4 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Action extérieure de l'État » (et article 49 A) - Examen des amendements de séance.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 67 (2017-2018)]** - (9 novembre 2017) - **Article 1er** (*Instauration d'une contribution exceptionnelle sur l'impôt sur les sociétés pour les sociétés réalisant plus de 1 milliard d'euros de chiffre d'affaires et d'une contribution additionnelle à cette dernière pour les sociétés réalisant plus de 3 milliards d'euros de chiffre d'affaires*) (p. 4762).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Première partie :

- (25 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 6493).

FÉRET (Corinne)
sénatrice (Calvados)
SOCR

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales à partir du 5 octobre 2017 ; membre de la commission jusqu'au 4 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 18 octobre 2017.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes jusqu'au 17 octobre 2017.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale le 21 novembre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse (18 janvier 2017).

Membre de la mission d'information sur la démocratie représentative, la démocratie participative, la démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 jusqu'au 12 juin 2017.

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) - **Article 61** (*art. L. 2336-1, art. L. 2336-3, art. L. 2336-6, art. L.3335-1, art. L. 3335-3, art. L. 4332-9 du code général des collectivités territoriales, art. 166 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 - Modification des règles de répartition des dispositifs de péréquation horizontale*) (p. 6855). (p. 6859).

Action extérieure de l'État

- (4 décembre 2017) (p. 7129, 7130).

- Rapporteur spécial - **État B** (p. 7146). (p. 7151). (p. 7155, 7156). (p. 7156). - **Articles additionnels après l'article 49 A** (p. 7157). (p. 7157). (p. 7157). (p. 7158). (p. 7159).

Articles non rattachés

- (11 décembre 2017) - **Article 45** (*Exonération de la cotisation minimum de CFE des redevables réalisant un très faible chiffre d'affaires*) (p. 7759). (p. 7760). - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 7768). - **Articles additionnels après l'article 45 quinquies** (p. 7786, 7787).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 155 (2017-2018)]** - (15 décembre 2017) - **Article 18** (*art. 261 E, 1559, 1560, 1563, 1565, 1565 septies, 1566, 1649 quater B quater, 1797, 1822 du code général des impôts ; art. 34 de la loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain - Institution d'un régime fiscal applicable aux clubs de jeux*) (p. 9807). (p. 9808).

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article premier de la Constitution pour y inscrire le principe d'égalité devant la loi sans distinction de sexe [n° 454 (2016-2017)] (8 mars 2017) - **Famille**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 28 mars 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Bilan d'étape - Échange de vues.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du jeudi 26 octobre 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Élection du président ; désignation des vice-présidents et des secrétaires ; questions diverses.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen du rapport.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Audition de Mme Geneviève Darrieussecq, secrétaire d'État auprès de la ministre des armées.

Réunion du mardi 28 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Travail et emploi » - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le Fonds d'innovation sociale** - (17 janvier 2017) (p. 274).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (24 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 2947, 2948).

- **Suite de la discussion** (26 juillet 2017) - **Article 2** (*Nouvelle organisation du dialogue social et rénovation de l'exercice des responsabilités syndicales en entreprise*) (p. 3080).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (14 novembre 2017) - **Article 7** (*art. L. 131-9, L. 136-7-1, L. 136-8, L. 162-14-1, art. L. 172-1, art. L. 241-2, art. L. 242-11, art. L. 313-1, art. L. 381-30-4, L. 382-22, art. L. 613-1 [nouveau] et art. L. 621-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. L. 731-25, art. L. 731-35 et art. L. 741-9 du code rural et de la pêche maritime - Hausse de la CSG et suppression de cotisations sociales*) (p. 4953).

Quatrième partie :

- (16 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 26** (*Limitation des allocations familiales aux familles dont un parent au moins est français*) (p. 5194).

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2017) - **Article 44 bis (nouveau)** (*art. L. 162-1-21 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. 83 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé - Suppression de la généralisation obligatoire du tiers payant*) (p. 5318).

- **Question orale sans débat sur l'avenir de la ligne nouvelle Paris-Normandie** - (21 novembre 2017) (p. 5395). (p. 5396).

- **Débat sur les collectivités locales** - (22 novembre 2017) (p. 7673, 7674).

- **Proposition de loi relative aux modalités de dépôt de candidature aux élections [n° 88 (2017-2018)]** - (22 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 7686, 7687).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (4 décembre 2017) - **État B** (p. 7068). (p. 7073, 7074). (p. 7076). (p. 7079). - **Articles additionnels avant l'article 66** (p. 7080).

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (6 décembre 2017) (p. 7270, 7271). - **État B** (p. 7280). (p. 7285). (p. 7286). (p. 7287). (p. 7287). (p. 7289).

FERRAND (Richard)
ministre de la cohésion des territoires
(du 17 mai 2017 au 19 juin 2017)

FICHET (Jean-Luc)
sénateur (Finistère)
SOCR

Devenu sénateur le 25 septembre 2017 (en remplacement de M. François Marc, démissionnaire de son mandat).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 4 octobre 2017.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République le 18 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 18 octobre 2017.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage - Proposition de loi visant à renforcer et rendre plus effectives les sanctions en cas d'installations illégales en réunion sur un terrain public ou privé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Sécurités » - Programme « Sécurité civile » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 14 décembre 2017 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Programme de travail pour 2018.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 45 (2017-2018)]** - (31 octobre 2017) - **Discussion générale** (p. 4253, 4254). - **Article 1er** (art. 1er et 2 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, art. L. 3641-1, L. 5214-16, L. 5214-23-1, L. 5215-20, L. 5215-20-1, L. 5216-5, L. 5217-2 et L. 5219-1 du code général des collectivités territoriales - Obligations et compétences des communes et des EPCI en matière d'accueil des gens du voyage) (p. 4275). - **Article 2** (art. 3 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage - Suppression de la procédure de consignation de fonds à l'encontre des communes et EPCI défaillants) (p. 4278). - **Article 5** (art. 9 et 9-1, art. 9-1-1 et 9-1-2 [nouveaux] de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage -

Évacuation des campements illicites) (p. 4286). - **Article 7 (nouveau)** (art. 322-3 du code pénal - Renforcement des sanctions pénales en cas de destruction, dégradation ou détérioration d'un bien d'autrui) (p. 4292). - **Article 9 (nouveau)** (art. 322-15 et 322-15-1 [abrogé] du code pénal - Peines complémentaires applicables au délit d'occupation en réunion sans titre d'un terrain) (p. 4294).

- Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]

Seconde partie :

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (5 décembre 2017) (p. 7202, 7203).

FILLEUL (Jean-Jacques)
sénateur (Indre-et-Loire)
SOCR, puis LaREM

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre titulaire du Comité national des « trames verte et bleue » jusqu'au 20 juin 2017.

Membre titulaire du Haut comité de la qualité du service dans les transports.

Membre titulaire du Haut comité du système de transport ferroviaire.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Audition de M. Patrick Jeantet, président de SNCF Réseau.

Suivi quinquennal de l'application des lois - Communication.

Réunion du jeudi 26 janvier 2017 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Audition de M. Bernard Roman, président de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Proposition de loi visant à la mise en œuvre effective du droit à l'eau potable et à l'assainissement - Examen des amendements de séance sur le texte de la commission.

Table ronde sur les pollinisateurs, autour de M. Richard Thiéry, directeur du laboratoire pour la santé des abeilles, Mme Agnès

Lefranc, directrice de l'évaluation des produits réglementés à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES), MM. Luc Belzunces, directeur de recherche et responsable du laboratoire de toxicologie environnementale, Jean-Luc Brunet, directeur d'unité adjoint à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), Gilles Lanio, président de l'Union nationale de l'apiculture française (UNAF), Michel Perret, chef du bureau de la faune et de la flore sauvages, et Mme Jeanne-Marie Roux-Fouillet, chef de projet du Plan national d'actions « France, terre de pollinisateurs », ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer.

Réunion du mercredi 19 avril 2017 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Contrat de performance État-SNCF Réseau - Audition de M. Patrick Jeantet, président-directeur général de SNCF Réseau.

Réunion du mercredi 31 mai 2017 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Groupe de travail sur l'aménagement du territoire - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Audition de M. Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les trains d'équilibre du territoire** - (26 janvier 2017) (p. 986, 987).

- **Projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 608 (2016-2017)]** - (13 juillet 2017) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 2511).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation ferroviaire à la SNCF** - (1er août 2017) (p. 3502).

FILLEUL (Martine)
sénatrice (Nord)
SOCR

Élue le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 18 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à interdire la pratique de la chasse à courre, à cor et à cri [n° 106 (2017-2018)] (22 novembre 2017) - **Environnement**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :

Audition de M. Mounir Mahjoubi, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé du numérique.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Audition de M. Sébastien Lecornu, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports maritimes » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur le canal Seine-Nord Europe.

Réunion du jeudi 14 décembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Ghada Hatem, fondatrice de la maison des femmes de Saint-Denis sur la maison des femmes de Saint-Denis et les soins aux femmes victimes de violences.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les négociations relatives au climat** - (14 décembre 2017) (p. 9645).

FLESSEL (Laura)
ministre des sports
(à partir du 17 mai 2017)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'organisation des Jeux olympiques** - (1er août 2017) (p. 3509, 3510).

- **Question orale sans débat sur le statut de la sélection de football de la Guyane** - (21 novembre 2017) (p. 5372, 5373).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Sport, jeunesse et vie associative

- (29 novembre 2017) (p. 6893, 6895).

FONTAINE (Michel)
sénateur (La Réunion)
LR

Non réélu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable jusqu'au 1er octobre 2017.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique [n° 288 (2016-2017)]** - (18 janvier 2017) - **Article additionnel après l'article 11 A** (p. 335). - **Article 14** (art. L. 410-5 du code de commerce - *Intégration des transporteurs maritimes et des transitaires dans les négociations de modération des prix*) (p. 349). - **Article 14 quater A**

(art. L. 420-5 du code de commerce - *Signature obligatoire d'un accord territorial sur la pratique des commercialisations à bas prix*) (p. 351). (p. 352). - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 358, 359).

FORISSIER (Michel)
sénateur (Rhône)
LR

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales à partir du 5 octobre 2017 ; membre de la commission jusqu'au 4 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017.

Membre titulaire du comité de bassin Rhône-Méditerranée le 18 décembre 2017.

Membre de la mission d'information sur la démocratie représentative, la démocratie participative, la démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 jusqu'au 12 juin 2017.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 318 (2016-2017)] ratifiant l'ordonnance n° 2016-1519 du 10 novembre 2016 portant création au sein du service public de l'emploi de l'établissement public chargé de la formation professionnelle des adultes [n° 356 (2016-2017)] (1er février 2017) - **Travail**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges pesant sur les entreprises [n° 721 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Entreprises**.

Proposition de loi organique relative aux études d'impact des projets de loi [n° 722 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Entreprises**.

Proposition de loi tendant à reconduire le Conseil de la simplification pour les entreprises et à renforcer leur sécurité juridique [n° 723 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Entreprises**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la simplification des normes entravant la vie économique [n° 724 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Travail et emploi - Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage [n° 111 tome 8 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des affaires sociales*) : Suivi quinquennal de l'application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des affaires sociales*) : Table ronde sur la problématique de la qualité de vie au travail des personnels hospitaliers.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-1519 du 10 novembre 2016 portant création au sein du service public de l'emploi de l'établissement public chargé de la formation professionnelle des adultes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 7 février 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition de M. Martial Foucault, directeur du centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF).

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission des affaires sociales*) : Table ronde sur la problématique de la qualité de vie au travail des personnels hospitaliers avec des représentants des syndicats des praticiens hospitaliers.

Réunion du jeudi 9 février 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition de M. Bernard Manin, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et professeur de science politique à l'université de New York.

(*délégation aux entreprises*) : Examen du rapport d'information de Mme Elisabeth Lamure et M. Olivier Cadic relatif aux moyens d'alléger le fardeau administratif des entreprises pour améliorer leur compétitivité.

Réunion du jeudi 23 février 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition, sur la participation des citoyens à la prise de décision publique, de M. Florent Guignard, vice-président de Démocratie ouverte, M. Stéphane Vincent, délégué général de la 27^e région, M. Cyril Lage, fondateur de Parlement et citoyens, et MM. Benjamin Ooghe-Tabanou et François Massot, administrateurs de Regards citoyens.

Réunion du mardi 28 mars 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition de Mme Florence Denier-Pasquier, secrétaire nationale de France nature environnement (FNE).

Bilan d'étape - Échange de vues.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Table ronde des organisations patronales.

Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Table ronde des organisations syndicales.

Réunion du mercredi 27 septembre 2017 (*délégation aux entreprises*) : Communication de Mme Anne-Catherine Loisier

relative au projet de loi n° 578 ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projets de loi ratifiant quatre ordonnances relatives à la santé - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de M. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration de la Caisse nationale d'allocations familiales.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du jeudi 26 octobre 2017 (*délégation aux entreprises*) : Élection du président de la délégation aux entreprises.

Questions diverses.

Réunion du mardi 31 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*délégation aux entreprises*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Marie-Caroline Bonnet-Galzy, candidate pressentie à la présidence du conseil d'administration de l'Agence nationale de santé publique.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement - Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA) » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (*délégation aux entreprises*) : Communication de Mme Élisabeth Lamure sur les dispositions du projet de loi de finances pour 2018 intéressant les entreprises et examen d'amendements.

Réunion du mardi 28 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Travail et emploi » - Audition de Mme Muriel Pénicaut, ministre du travail.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires - Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Travail et emploi » et compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 30 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

Réunion du mardi 5 décembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean Bassères, candidat proposé par le président de la République à la direction générale de Pôle emploi.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi ratifiant diverses ordonnances pour le renforcement du dialogue social - Table ronde des organisations patronales.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi ratifiant diverses ordonnances sur la loi d'habilitation à prendre les mesures pour le renforcement du dialogue social - Table ronde des organisations syndicales.

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi ratifiant diverses ordonnances sur la loi d'habilitation à prendre les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-1519 du 10 novembre 2016 portant création au sein du service public de l'emploi de l'établissement public chargé de la formation professionnelle des adultes [n° 357 (2016-2017)]** - (9 février 2017) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 1403, 1404). (p. 1410, 1411).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le budget des agences de l'eau** - (26 octobre 2017) (p. 4205). (p. 4206).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]**

Troisième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 13 bis (nouveau)** (*art. 1613 ter et 1613 quater du code général des impôts - Modification des contributions sur les boissons sucrées et édulcorées*) (p. 5140). - **Articles additionnels après l'article 14** (*Retrait des médicaments génériques de l'assiette de la taxe sur le chiffre d'affaires des distributeurs en gros*) (p. 5146). (p. 5148).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Première partie :

- (27 novembre 2017) - **Article 19** (*Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public*) (p. 6689).

Seconde partie :

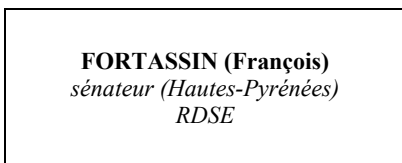
Solidarité, insertion et égalité des chances

- (30 novembre 2017) (p. 6940, 6941).

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (4 décembre 2017) (p. 7052, 7053). - **État B** (p. 7070, 7071). (p. 7071).

- **Proposition de loi visant à réhabiliter la police de proximité [n° 133 (2017-2018)]** - (13 décembre 2017) - **Article 3** (*Création d'une direction générale de la police de proximité au ministère de l'intérieur*) (p. 9561).



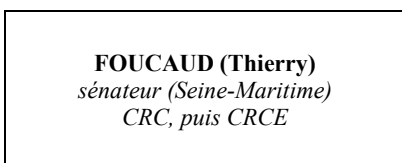
FORTASSIN (Français)
sénateur (Hautes-Pyrénées)
RDSE

Décédé le 15 mai 2017.

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 15 mai 2017.



FOUCAUD (Thierry)
sénateur (Seine-Maritime)
CRC, puis CRCE

Vice-président du Sénat jusqu'au 3 octobre 2017 ; a présidé les séances des 18 janvier, 1er, 2, 23 février et 18 juillet 2017.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 5 octobre 2017.

Membre de la commission des finances jusqu'au 3 octobre 2017.

Membre de la commission des affaires européennes le 5 octobre 2017.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne le 8 novembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre plus équitable au sein d'un EPCI le calcul des dotations de compensation dans le contexte d'un transfert de compétence [n° 406 (2016-2017)] (15 février 2017) - **Budget**.

Proposition de loi pour un droit au logement effectif et pour l'interdiction des expulsions sans relogement [n° 479 (2016-2017)] (27 mars 2017) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à préciser les limites du champ de protection d'un brevet concernant une information génétique [n° 515 (2016-2017)] (20 avril 2017) - **Culture**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire le droit à l'interruption volontaire de grossesse dans la Constitution [n° 545 (2016-2017)] (3 mai 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à abroger la loi autorisant la ligne Charles-de-Gaulle Express [n° 552 (2016-2017)] (11 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la protection des enfants et des adolescents face aux effets de la publicité télévisuelle [n° 558 (2016-2017)] (22 mai 2017) - **Éducation**.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à garantir le principe de l'indépendance de la justice [n° 443 (2016-2017)] (23 février 2017) - **Justice**.

Proposition de loi relative au rétablissement des critères de classement des communes situées en zone de revitalisation rurale tels qu'ils existaient avant l'adoption de la loi de finances rectificative du 29 décembre 2015 [n° 478 (2016-2017)] (27 mars 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative à la mise en place d'un moratoire sur la mise en culture des semences de colza et de tournesol tolérantes aux herbicides issues de mutagenèse [n° 564 (2016-2017)] (29 mai 2017) - **Agriculture et pêche**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication et de la commission des finances : Rythmes scolaires : faire et défaire, en finir avec l'instabilité [n° 577 (2016-2017)] (7 juin 2017) - **Budget**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 600 (2016-2017)] (29 juin 2017) - **Aménagement du territoire**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 643 (2016-2017)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 645 tome 2 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Budget**.

Proposition de loi visant à renforcer le contrôle sur le commerce des armes et relative à la violation des embargos [n° 695 (2016-2017)] (31 juillet 2017) - **Défense**.

Proposition de loi visant à rétablir le délit d'entrave des directeurs d'établissements publics au fonctionnement du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) [n° 696 (2016-2017)] (31 juillet 2017) - **Fonction publique**.

Proposition de loi visant à réhabiliter la police de proximité [n° 715 (2016-2017)] (11 septembre 2017) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à renforcer la définition des agressions sexuelles et du viol commis sur des mineur.e.s de moins de 15 ans [n° 55 (2017-2018)] (30 octobre 2017) - **Famille**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 7 juin 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur la réforme des rythmes scolaires - Communication.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le bilan de l'application des lois** - (21 février 2017) (p. 1698, 1699).

- **Proposition de loi visant à assurer la sincérité et la fiabilité des comptes des collectivités territoriales** [n° 131 (2016-

2017)] - (22 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1784, 1785).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-1360 du 13 octobre 2016 modifiant la partie législative du code des juridictions financières [n° 594 (2016-2017)]** - (6 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 1954, 1955).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 645 (2016-2017)]** - (20 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 2844, 2845).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'avenant modifiant la convention du 14 janvier 1971 entre la France et le Portugal tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu [n° 623 (2016-2017)]** - (20 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 2894).

- **Question orale sans débat sur le contournement est de Rouen** - (25 juillet 2017) (p. 2985, 2986). (p. 2986, 2987).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (26 juillet 2017) - **Article 2** (*Nouvelle organisation du dialogue social et rénovation de l'exercice des responsabilités syndicales en entreprise*) (p. 3095, 3096). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3106). (p. 3106).

- **Suite de la discussion** (27 juillet 2017) - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*Assouplissement des obligations des employeurs en matière de prévention de la pénibilité et d'emploi de travailleurs détachés transfrontaliers*) (p. 3210). (p. 3213). (p. 3218). (p. 3219). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (*Harmonisation et mise en cohérence du code du travail*) (p. 3221). - **Articles additionnels après l'article 8 bis** (p. 3226).

FOUCHÉ (Alain)
sénateur (Vienne)
LR, puis RTLI, puis LIRT

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 5 octobre 2017 ; secrétaire de la commission jusqu'au 4 octobre 2017.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes jusqu'au 17 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises jusqu'au 17 octobre 2017.

Vice-président de la délégation sénatoriale à la prospective, puis membre le 18 octobre 2017, puis vice-président le 26 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement (31 octobre 2017).

Membre titulaire du Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article premier de la Constitution pour y inscrire le principe d'égalité devant la loi sans distinction de sexe [n° 454 (2016-2017)] (8 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à sécuriser l'établissement des procurations électorales [n° 480 (2016-2017)] (28 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant création d'un fonds de dotation pour les territoires ruraux [n° 713 (2016-2017)] (7 septembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Rapport, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi [n° 666 (2016-2017)] ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement [n° 8 (2017-2018)] (5 octobre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à créer un fonds national d'investissement en faveur des petites communes [n° 89 (2017-2018)] (15 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement [n° 198 (2017-2018)] (20 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement de la commission à Marrakech dans le cadre de la COP22 - Communication.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Patrick Jeantet, président de SNCF Réseau.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :

Table ronde sur l'état des infrastructures routières et autoroutières, autour de Mme Christine Bouchet, MM. André Broto, Pierre Calvin, Pierre Chasseray et Jean-Claude Luche.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à la mise en œuvre effective du droit à l'eau potable et à l'assainissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur les pollinisateurs, autour de M. Richard Thiéry, directeur du laboratoire pour la santé des abeilles, Mme Agnès Lefranc, directrice de l'évaluation des produits réglementés à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES), MM. Luc Belzunces, directeur de recherche et responsable du laboratoire de toxicologie environnementale, Jean-Luc Brunet, directeur d'unité adjoint à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), Gilles Lanio, président de l'Union nationale de l'apiculture française (UNAF), Michel Perret, chef du bureau de la faune et de la flore sauvages, et Mme Jeanne-Marie Roux-Fouillet, chef de projet du Plan national d'actions « France, terre de pollinisateurs », ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer.

Réunion du jeudi 23 février 2017 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Jean-Pierre Henry, directeur de recherche au CNRS, université Paris-Diderot, sur le thème : « Progrès dans la connaissance des mécanismes du cerveau. Vers l'homme augmenté ? ».

Réunion du mercredi 31 mai 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail sur l'aménagement du territoire - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Objectifs de développement durable - Table ronde.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Couverture numérique du territoire - Table ronde.

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution - Audition de Mme Catherine Guillouard, candidate proposée aux fonctions de président-directeur général de la Régie autonome des transports parisiens.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 26 octobre 2017 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Constitution du bureau de la délégation.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports routiers » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 14 décembre 2017 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Programme de travail pour 2018.

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la sécurisation dans les transports** - (24 janvier 2017) (p. 749). (p. 750).

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 332 (2016-2017)]** - (31 janvier 2017) - **Article 23** (*art. 717-1 du code de procédure pénale - Affectation des détenus dans des centres à sécurité adaptée*) (p. 1064).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (10 juillet 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 608 (2016-2017)** (p. 1988).

- **Suite de la discussion** (11 juillet 2017) - **Article 2** (*art. 4 quater de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Prévention des conflits d'intérêts des parlementaires et modalités de tenue, dans chaque assemblée, d'un registre public des dépôts*) (p. 2029, 2030). - **Titre** (*Intitulé du Titre III*) (p. 2058).

- **Projet de loi organique pour la confiance dans la vie politique [n° 608 (2016-2017)]** - (10 juillet 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 609 (2016-2017)** (p. 1988).

- **Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme [n° 630 (2016-2017)]** - (18 juillet 2017) - **Article 1er** (*art. L. 226-1 [nouveau], L. 511-1, L. 613-1 et L. 613-2 du code de la sécurité intérieure - Périmètres de protection*) (p. 2645). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 2695). (p. 2695, 2696). (p. 2696). (p. 2696).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement [n° 9 (2017-2018)]** - (10 octobre 2017) - rapporteur de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable - **Discussion générale** (p. 3652). - **Article 2** (*Mise en cohérence de la terminologie utilisée par plusieurs codes*) (p. 3665). (p. 3666). (p. 3667). (p. 3667, 3668). (p. 3678). (p. 3681). (p. 3682). (p. 3684). (p. 3684, 3685). (p. 3685, 3686). (p. 3687). (p. 3687, 3688). (p. 3689). (p. 3689). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 3690). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 3691). (p. 3692). - **Article 4** (**Texte non modifié**

par la commission) (*Mise en cohérence du code minier sur le sujet de l'autorité environnementale*) (p. 3693). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3693).

- **Proposition de loi tendant à simplifier certaines obligations applicables aux collectivités territoriales dans le domaine du service public d'eau potable [n° 32 (2017-2018)]** - (26 octobre 2017) - **Discussion générale** (p. 4228).

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la recherche sur les cancers pédiatriques** - (9 novembre 2017) (p. 4665). (p. 4666).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Première partie :

- (24 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 6 quater** (p. 6434).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2017) - **Article 19** (*Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des*

organismes chargés de missions de service public) (p. 6705). (p. 6715). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 6719). - **Articles additionnels après l'article 24 bis** (p. 6731).

Seconde partie :

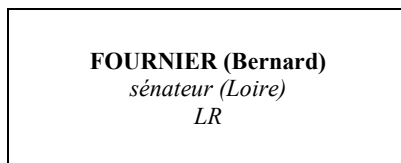
Culture

- (4 décembre 2017) - **État B** (p. 7098).

Administration générale et territoriale de l'État

- (5 décembre 2017) (p. 7238).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la limitation de vitesse à 80 km/h sur les routes** - (14 décembre 2017) (p. 9645).



Réélu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer la légitimité démocratique des conseillers communautaires [n° 282 (2016-2017)] (10 janvier 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliciculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 557 (2016-2017)] (18 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux certificats de décès [n° 584 (2016-2017)] (21 juin 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens d'action des maires à l'égard des atteintes faites au patrimoine bâti des communes [n° 603 (2016-2017)] (4 juillet 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi sur la majoration des pensions aux veuves des très grands invalides de guerre dont l'indice de pension était supérieur à 2 000 points à la date du décès [n° 626 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi organique tendant à garantir l'ancrage territorial des sénateurs [n° 634 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant création d'un fonds de dotation pour les territoires ruraux [n° 713 (2016-2017)] (7 septembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi élargissant les modalités d'intervention de l'action extérieure des collectivités territoriales en matière d'eau, d'assainissement, d'électricité, de gaz et de déchets ménagers [n° 714 (2016-2017)] (11 septembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 717 (2016-2017)] (13 septembre 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à instituer un volontariat international d'enseignement en français [n° 718 (2016-2017)] (14 septembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à créer un fonds pour la présence et le rayonnement français à l'étranger [n° 3 (2017-2018)] (2 octobre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à la promotion de la cohabitation intergénérationnelle [n° 15 (2017-2018)] (6 octobre 2017) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 30 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instaurer un Pass permis citoyen [n° 38 (2017-2018)] (19 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à prendre en compte la situation des « Américains accidentés » concernés par le Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA) [n° 64 (2017-2018)] (6 novembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à réformer les fonds de garantie des dommages consécutifs à des actes de prévention, de diagnostic ou de soins dispensés au sein des établissements, services ou organismes de santé et de soins [n° 126 (2017-2018)] (4 décembre 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'amélioration du fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre [n° 151 (2017-2018)] (8 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale et aux réunions des commissions départementales d'aménagement commercial [n° 167 (2017-2018)] (13 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 181 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions du rapport d'information : « Où va l'État territorial ? Le point de vue des collectivités »** - (10 janvier 2017) (p. 47, 48).

- **Débat sur le thème « Entre réforme territoriale et contraintes financières : quels outils et moyens pour les communes en zones rurales ? »** - (21 février 2017) (p. 1711, 1712).

- **Débat sur les collectivités locales** - (22 novembre 2017) (p. 7678).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Immigration, asile et intégration

- (5 décembre 2017) (p. 7225, 7226).

FOURNIER (Jean-Paul)
sénateur (Gard)
LR

Démissionnaire le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 24 septembre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer la légitimité démocratique des conseillers communautaires [n° 282 (2016-2017)] (10 janvier 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à faciliter le règlement des conséquences pécuniaires du divorce [n° 449 (2016-2017)] (2 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à garantir aux personnes en situation de handicap un accès effectif aux lieux ouverts au public [n° 554 (2016-2017)] (15 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 557 (2016-2017)] (18 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens d'action des maires à l'égard des atteintes faites au patrimoine bâti des communes [n° 603 (2016-2017)] (4 juillet 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi sur la majoration des pensions aux veuves des très grands invalides de guerre dont l'indice de pension était supérieur à 2 000 points à la date du décès [n° 626 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi organique tendant à garantir l'ancrage territorial des sénateurs [n° 634 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 467 (2016-2017)] autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République portugaise relatif à l'assistance et à la coopération dans le domaine de la sécurité civile et l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du grand-duché de Luxembourg relatif à l'assistance et à la coopération dans le domaine de la protection et de la sécurité civiles [n° 653 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à interdire la mention du nom et de la photo de personnes autres que les candidats et suppléants sur les documents de propagande électorale [n° 687 (2016-2017)] (26 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant création d'un fonds de dotation pour les territoires ruraux [n° 713 (2016-2017)] (7 septembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République portugaise relatif à l'assistance et à la coopération dans le domaine de la sécurité civile et l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du grand-duché de Luxembourg relatif à l'assistance et à la coopération dans le domaine de la protection et de la sécurité civiles - Examen du rapport et du texte de la commission.

FOURNIER (Catherine)
sénatrice (Pas-de-Calais)
UC

Élue le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la commission des affaires européennes du 5 octobre 2017 au 23 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 18 octobre 2017, puis secrétaire le 26 octobre 2017.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 19 octobre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Création et composition de groupes de travail internes à la commission.

Réunion du jeudi 26 octobre 2017 (*délégation aux entreprises*) : Questions diverses.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*délégation aux entreprises*) : Communication de Mme Elisabeth Lamure sur les principales dispositions du projet de loi de financement de la Sécurité sociale intéressant les entreprises.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Travail et emploi » et compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 5 décembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean Bassères, candidat proposé par le président de la République à la direction générale de Pôle emploi.

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi ratifiant diverses ordonnances sur la loi d'habilitation à prendre les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la participation dans l'entreprise, l'outil de croissance et les perspectives** - (25 octobre 2017) (p. 4169).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme du dispositif « Pinel »** - (23 novembre 2017) (p. 6328).

FRASSA (Christophe-André)
*sénateur (Français établis hors de
 France (Série 2))*
 LR

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 5 octobre 2017 ; secrétaire de la commission jusqu'au 3 octobre 2017.

Membre de la commission des affaires européennes ; nouvelle nomination le 5 octobre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme (5 octobre 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations (19 décembre 2017).

Membre titulaire du Conseil consultatif des terres australes et antarctiques françaises.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence française d'expertise technique internationale (AFETI).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 159 (2016-2017)] relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre [n° 289 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Entreprises**.

Proposition de loi tendant à rénover l'offre de la Caisse des Français de l'étranger [n° 296 (2016-2017)] (12 janvier 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi sur la majoration des pensions aux veuves des très grands invalides de guerre dont l'indice de pension était supérieur à 2 000 points à la date du décès [n° 626 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi tendant à instituer un volontariat international d'enseignement en français [n° 718 (2016-2017)] (14 septembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à créer un fonds pour la présence et le rayonnement français à l'étranger [n° 3 (2017-2018)] (2 octobre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution relative à la création d'une commission d'enquête sur les contrats cadres passés entre le ministère de la défense et Microsoft [n° 27 (2017-2018)] (16 octobre 2017) - **Défense**.

Proposition de loi visant à instaurer un Pass permis citoyen [n° 38 (2017-2018)] (19 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à prendre en compte la situation des « Américains accidentels » concernés par le Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA) [n° 64 (2017-2018)] (6 novembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées sous tutelle ou sous curatelle [n° 95 (2017-2018)] (16 novembre 2017) - **Famille**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre (nouvelle lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du vendredi 4 août 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi organique pour la confiance dans la vie politique (nouvelle lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de résolution visant à pérenniser et adapter la procédure de législation en commission - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre - Nouvelle lecture** [n° 159 (2016-2017)] - (1er février 2017) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 1145, 1146). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1153).

- **Projet de loi organique pour la confiance dans la vie politique - Nouvelle lecture** [n° 709 (2016-2017)] - (4 août 2017) - **Article 9** (*Création d'une dotation de solidarité locale en substitution de la réserve parlementaire*) (p. 3592).

- **Projet de loi de finances pour 2018** [n° 107 (2017-2018)]

Seconde partie :

Action extérieure de l'État

- (4 décembre 2017) (p. 7137, 7138). - **État B** (p. 7148).

FROGIER (Pierre)
sénateur (Nouvelle-Calédonie)
LR

Réélu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux outre-mer, puis membre le 18 octobre 2017, puis vice-président le 9 novembre 2017.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat outre-mer jusqu'au 30 septembre 2017.

GABOUTY (Jean-Marc)
sénateur (Haute-Vienne)
UDI-UC, puis UC, puis RDSE

Vice-président du Sénat à compter du 4 octobre 2017 ; a présidé les séances des 24, 25 octobre, 7, 14, 22, 29, 30 novembre, 5, 7, 8 et 19 décembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 3 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation jusqu'au 17 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer jusqu'au 17 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social (26 juillet 2017).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence française de développement le 13 décembre 2017.

Membre titulaire du conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites jusqu'au 29 novembre 2017.

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour l'emploi jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

Membre titulaire du Conseil national de la mer et des littoraux jusqu'au 30 septembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie** - (12 janvier 2017) (p. 213). (p. 214).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la Nouvelle-Calédonie** - (1er août 2017) (p. 3500, 3501).

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à faciliter le règlement des conséquences pécuniaires du divorce [n° 449 (2016-2017)] (2 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi sur le régime de l'exécution des peines des auteurs de violences conjugales [n° 621 (2016-2017)] (11 juillet 2017) - **Famille**.

Proposition de loi visant à renforcer et rendre plus effectives les sanctions en cas d'installations illégales en réunion sur un terrain public ou privé [n° 680 (2016-2017)] (25 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux entreprises : Rencontres avec les entrepreneurs : an III de la délégation sénatoriale aux entreprises [n° 690 (2016-2017)] (27 juillet 2017) - **Entreprises**.

Proposition de loi tendant à simplifier certaines obligations applicables aux collectivités territoriales dans le domaine du service public d'eau potable [n° 703 (2016-2017)] (1er août 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi organique relative aux études d'impact des projets de loi [n° 722 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Entreprises**.

Proposition de loi tendant à reconduire le Conseil de la simplification pour les entreprises et à renforcer leur sécurité juridique [n° 723 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Entreprises**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la simplification des normes entravant la vie économique [n° 724 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Sécurités (sécurité et éducation routières) [n° 108 tome 3 vol. 2 annexe 28 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond.

Réunion du jeudi 26 janvier 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jean-Vincent Placé, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de la réforme de l'État et de la simplification, sur l'action du Gouvernement en matière de simplification des normes applicables aux collectivités territoriales, en particulier dans le domaine du droit de l'urbanisme, de la construction et des sols.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-1519 du 10 novembre 2016 portant création au sein du service public de l'emploi de l'établissement public chargé de la formation professionnelle des adultes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 février 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Alain Lambert, président du Conseil national d'évaluation des normes (CNEN), sur le bilan et les perspectives de la simplification normative.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Table ronde des organisations patronales.

Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Table ronde des organisations syndicales.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur, sur le bilan et les perspectives de la Conférence nationale des territoires réunie le 17 juillet 2017.

Revitalisation des centres-villes et des centres-bourgs - Présentation du rapport d'étape de MM. Martial Bourquin et Rémy Pointereau.

(*délégation aux entreprises*) : Communication de Mme Elisabeth Lamure dans la perspective de l'examen au Sénat du projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social.

Compte rendu par M. Jean-Marc Gabouty du déplacement au port du Havre le 29 juin 2017.

Revitalisation des centres-villes et des centres-bourgs - Présentation du rapport d'étape de MM. Martial Bourquin et Rémy Pointereau.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen des amendements au texte de la commission.

Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 31 juillet 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social.

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 31 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Travail et emploi » et compte d'affectation spéciale (CAS) « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Audition de M. Benjamin Griveaux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Examen d'un amendement de séance.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Justice » (et article 57 ter) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » (et article 49 B) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Sécurités » (et article 62 bis) - Programmes « Gendarmerie nationale » et « Police nationale », programme « Sécurité et éducation routière », compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » (et article 66) et programme « Sécurité civile » (et article 62 ter) - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 bis) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 bis) - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 5 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Missions « Sécurités » (et articles 62 ter et quater), « Immigration, asile et intégration » (et article 56 à 57 bis), « Justice » (et article 57 ter) et article 49 B, de la mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 14 décembre 2017 (*délégation aux entreprises*) : Communication de Mme Élisabeth Lamure sur la ratification des ordonnances relatives au renforcement du dialogue social.

Communication de Mme Élisabeth Lamure sur les principales dispositions du projet de loi de finances rectificative intéressant les entreprises.

Réunion du mardi 19 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Examen du rapport et du texte de la commission, en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à abroger la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, dite « Loi Travail » [n° 2016 (155-156)]** - (11 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 71, 72).

- **Projet de loi relatif à la sécurité publique [n° 310 (2016-2017)]** - (24 janvier 2017) - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 838).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-1519 du 10 novembre 2016 portant création au sein du service public de l'emploi de l'établissement public chargé de la formation professionnelle des adultes [n° 357 (2016-2017)]** - (9 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1406, 1407).

- **Question orale sans débat sur la révision du zonage des zones défavorisées** - (21 février 2017) (p. 1658). (p. 1659).

- **Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 410 (2016-2017)]** - (23 février 2017) - **Article unique (Texte non modifié par la commission)** (p. 1837).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (24 juillet 2017) - **Question préalable** (p. 2935).

- **Suite de la discussion** (25 juillet 2017) - **Article 1er (Habilitation du Gouvernement à prendre diverses ordonnances pour renforcer la place de l'accord d'entreprise)** (p. 3005). (p. 3032, 3033). (p. 3040, 3041). (p. 3041).

- **Suite de la discussion** (27 juillet 2017) - **Article 3 (Aménagement des règles du licenciement et de certaines formes particulières de travail)** (p. 3162). (p. 3163). (p. 3163). (p. 3167). (p. 3169). (p. 3169). (p. 3174). (p. 3181, 3182). (p. 3185). (p. 3186).

- **Commission mixte paritaire [n° 698 (2016-2017)]** - (2 août 2017) - **Discussion générale** (p. 3549, 3550).

- **Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 45 (2017-2018)]** - (31 octobre 2017) - **Article 1er (art. 1er et 2 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, art. L. 3641-1, L. 5214-16, L. 5214-23-1, L. 5215-20, L. 5215-20-1, L. 5216-5, L. 5217-2 et L. 5219-1 du code général des collectivités territoriales - Obligations et compétences des communes et des EPCI en matière d'accueil des gens du voyage)** (p. 4278).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 [n° 57 (2017-2018)]** - (9 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4654, 4655). - **Article 8 bis (nouveau) (Encadrement de l'évolution des**

effectifs de l'État et de ses opérateurs) (p. 4714). - **Article 10 (Fixation d'objectifs en matière de finances des collectivités territoriales et mise en place d'une procédure de contractualisation)** (p. 4721, 4722). (p. 4722). (p. 4723). (p. 4727). (p. 4727). (p. 4729). (p. 4730). (p. 4731).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 67 (2017-2018)]** - (9 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4747, 4748). - **Article 1er (Instauration d'une contribution exceptionnelle sur l'impôt sur les sociétés pour les sociétés réalisant plus de 1 milliard d'euros de chiffre d'affaires et d'une contribution additionnelle à cette dernière pour les sociétés réalisant plus de 3 milliards d'euros de chiffre d'affaires)** (p. 4761).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Burkina Faso** - (14 novembre 2017) (p. 4922).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]**

Quatrième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 26 bis (nouveau) (Demande de rapport sur les modalités d'attribution des places au sein des établissements et services d'accueil du jeune enfant)** (p. 5197).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Discussion générale :

- (23 novembre 2017) (p. 6339, 6340).

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) - **Article 60 (art. L. 1613-5-1, art. L. 2113-20, art. L. 2113-22, art. L. 2334-7-3, art. L. 2334-7-3, art. L. 2334-13, art. L. 2334-17, art. L. 2334-21, art. L. 3334-1, art. L. 3334-4, art. L. 3663-9 et art. L. 5214-23-1 du code général des collectivités territoriales - Répartition de la dotation globale de fonctionnement, DGF)** (p. 6835). (p. 6836). (p. 6838). - **Article 61 (art. L. 2336-1, art. L. 2336-3, art. L. 2336-6, art. L.3335-1, art. L. 3335-3, art. L. 4332-9 du code général des collectivités territoriales, art. 166 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 - Modification des règles de répartition des dispositifs de péréquation horizontale)** (p. 6851). (p. 6857). (p. 6858). (p. 6858). - **Article 62 bis (nouveau) (art. 1609 nonies C du code général des impôts - Définition unilatérale de l'attribution de compensation des établissements publics de coopération intercommunale issus de fusion ou ayant changé de périmètre)** (p. 6863).

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (30 novembre 2017) (p. 6939, 6940). - **État B** (p. 6947).

Sécurité - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (5 décembre 2017) - rapporteur spécial de la commission des finances, pour le programme « Sécurité et éducation routières » (p. 7191, 7192). - **État B** (p. 7209). (p. 7210). - **État D** (p. 7215). (p. 7216). - **Article additionnel après l'article 67 (Modalités de calcul d'une perte de recettes - Précisions)** (p. 7217).

Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : Participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Investissements d'avenir - Remboursements et dégrèvements

- (6 décembre 2017) (p. 7374, 7375).

Articles non rattachés

- (8 décembre 2017) - **Article 39** (art. 199 novovicies et 279-0 bis A du code général des impôts - Prorogation et recentrage

de la réduction d'IR en faveur de l'investissement locatif intermédiaire, dispositif « Pinel ») (p. 7541). (p. 7544).

GARRIAUD-MAYLAM (Joëlle)
sénateur (Français établis hors de
France (Série I))
LR

Réélue le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission des affaires européennes ; nouvelle nomination le 5 octobre 2017.

Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, puis membre le 18 octobre 2017, puis vice-présidente le 26 octobre 2017.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » jusqu'au 12 juin 2017.

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la réserve militaire jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne jusqu'au 12 juin 2017.

Membre de la mission d'information sur la démocratie représentative, la démocratie participative, la démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 jusqu'au 12 juin 2017.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne le 8 novembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer la légitimité démocratique des conseillers communautaires [n° 282 (2016-2017)] (10 janvier 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à rénover l'offre de la Caisse des Français de l'étranger [n° 296 (2016-2017)] (12 janvier 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier 2017) - **Anciens combattants**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 848 (2015-2016)] autorisant la ratification du protocole additionnel à la convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme [n° 378 (2016-2017)] (8 février 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article premier de la Constitution pour y inscrire le principe d'égalité devant la loi sans distinction de sexe [n° 454 (2016-2017)] (8 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à supprimer le bénéfice de l'âge en cas d'égalité des suffrages entre deux listes arrivées en tête aux élections municipales [n° 475 (2016-2017)] (22 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à sécuriser l'établissement des procurations électorales [n° 480 (2016-2017)] (28 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à garantir aux personnes en situation de handicap un accès effectif aux lieux ouverts au public [n° 554 (2016-2017)] (15 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 557 (2016-2017)] (18 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux certificats de décès [n° 584 (2016-2017)] (21 juin 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture**.

Proposition de loi sur la majoration des pensions aux veuves des très grands invalides de guerre dont l'indice de pension était supérieur à 2 000 points à la date du décès [n° 626 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à interdire la mention du nom et de la photo de personnes autres que les candidats et suppléants sur les documents de propagande électorale [n° 687 (2016-2017)] (26 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi élargissant les modalités d'intervention de l'action extérieure des collectivités territoriales en matière d'eau, d'assainissement, d'électricité, de gaz et de déchets ménagers [n° 714 (2016-2017)] (11 septembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 717 (2016-2017)] (13 septembre 2017) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à instituer un volontariat international d'enseignement en français [n° 718 (2016-2017)] (14 septembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à rendre imprescriptibles les crimes et délits sexuels sur mineurs [n° 719 (2016-2017)] (14 septembre 2017) - **Famille.**

Proposition de loi tendant à créer un fonds pour la présence et le rayonnement français à l'étranger [n° 3 (2017-2018)] (2 octobre 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à la promotion de la cohabitation intergénérationnelle [n° 15 (2017-2018)] (6 octobre 2017) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution relative à la création d'une commission d'enquête sur les contrats cadres passés entre le ministère de la défense et Microsoft [n° 27 (2017-2018)] (16 octobre 2017) - **Défense.**

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 30 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un Pass permis citoyen [n° 38 (2017-2018)] (19 octobre 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à prendre en compte la situation des « Américains accidentels » concernés par le Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA) [n° 64 (2017-2018)] (6 novembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées sous tutelle ou sous curatelle [n° 95 (2017-2018)] (16 novembre 2017) - **Famille.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Avances à l'audiovisuel public : France Médias Monde (P844) et TV5 Monde (P847) [n° 110 tome 10 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Canal France International devient une filiale de France Médias Monde [n° 120 (2017-2018)] (29 novembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à réformer les fonds de garantie des dommages consécutifs à des actes de prévention, de diagnostic ou de soins dispensés au sein des établissements, services ou organismes de santé et de soins [n° 126 (2017-2018)] (4 décembre 2017) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration du fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre [n° 151 (2017-2018)] (8 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 181 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à assurer un égal accès de tous les citoyens aux services publics de l'État et de ses opérateurs [n° 182 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Jean-Claude Trichet, ancien président de la Banque centrale européenne, et de Mme Pervenche Berès, députée européenne.

Audition de M. Hubert Védrine, ancien ministre des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant la ratification du protocole au traité de l'Atlantique Nord sur l'accession du Monténégro - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de S.E. Lord Edward Llewellyn, ambassadeur du Royaume-Uni en France.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Cyberinterférences dans les processus électoraux - Audition de M. Guillaume Poupard, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI).

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant la ratification du protocole additionnel à la convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Point d'étape sur le Brexit : communication de Mmes Joëlle Garriaud-Maylam, Fabienne Keller et M. Éric Bocquet.

Pour une Union européenne proche et lisible : communication de MM. Christian Cambon et Simon Sutour.

Réunion du jeudi 16 février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Examen du rapport d'information du groupe de suivi sur la refondation de l'Union européenne.

Réunion du mercredi 15 mars 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Conférence des ambassadeurs.

Réunion du mardi 4 avril 2017 (*commission des affaires européennes*) : Politique de coopération - Stratégie européenne pour l'Arctique : rapport d'information de M. André Gattolin.

Réunion du mercredi 24 mai 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « Vers les 2 % du PIB pour la défense » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation internationale - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du jeudi 29 juin 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Observation des élections législatives en Bulgarie : communication de Mme Nicole Duranton.

Justice et affaires intérieures - Coopération européenne en matière de renseignement : communication de Mme Joëlle Garriaud-Maylam.

Questions diverses.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Marlène Schiappa, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général pour l'administration du ministère des armées.

Réunion du mardi 17 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Arnaud Danjean, président du comité de rédaction de la revue stratégique de défense et de sécurité nationale.

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du jeudi 26 octobre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Constitution du bureau de la délégation.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Défense » - Programme 146 « Équipement des forces » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet d'avenant au contrat d'objectifs et de moyens 2016-2020 entre l'État et France Médias Monde - Communication.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Avances à l'audiovisuel public » - Programmes 844 « France Médias Monde » et 847 « TV5 Monde » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « L'après Daesh en Syrie et en Irak » - Audition de M. Fabrice Balanche, maître de conférences à l'université Lyon II, chercheur invité à l'université de Stanford.

Crise du Qatar - Audition de M. Bertrand Besancenot, ministre plénipotentiaire hors classe, conseiller diplomatique du Gouvernement.

Réunion du jeudi 14 décembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Maître Carine Durrieu-Diebolt, avocate au barreau de Paris, spécialisée dans la défense des victimes de violences sexuelles.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi autorisant la ratification du protocole au traité de l'Atlantique Nord sur l'accèsion du Monténégro [n° 314 (2016-2017)]** - (26 janvier 2017) - **Article unique** (p. 971).

- **Projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 608 (2016-2017)]** - (13 juillet 2017) - **Article 9** (*art. 54 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances - Suppression de la réserve parlementaire - Dotation de soutien à l'investissement des communes et de leurs groupements*) (p. 2498). (p. 2503).

- **Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme [n° 630 (2016-2017)]** - (18 juillet 2017) - **Article 6** (*art. L. 232-1 et L. 232-7 du code de la sécurité intérieure - Adaptation du « système API-PNR France » au droit de l'Union européenne*) (p. 2681).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (25 juillet 2017) - **Article 9 (priorité)** (*Report d'un an de l'entrée en vigueur du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu*) (p. 2996). (p. 2997). (p. 2998).

- **Projet de loi organique pour la confiance dans la vie politique - Nouvelle lecture [n° 709 (2016-2017)]** - (4 août 2017) - **Article 9** (*Création d'une dotation de solidarité locale en substitution de la réserve parlementaire*) (p. 3591, 3592).

- **Débat sur l'avenir de l'Institut français** - (21 novembre 2017) (p. 5414, 5415).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (4 décembre 2017) (p. 7099, 7100).

- Rapporteur pour avis - **État D** (p. 7115).

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (4 décembre 2017) (p. 7124, 7125).

Action extérieure de l'État

- (4 décembre 2017) (p. 7141, 7142).

GATEL (Françoise)
sénateur (Ille-et-Vilaine)
UDI-UC, puis UC

Secrétaire du Sénat à compter du 4 octobre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 3 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » jusqu'au 12 juin 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse (18 janvier 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations (19 décembre 2017).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

Membre de la mission d'information sur la démocratie représentative, la démocratie participative, la démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 jusqu'au 12 juin 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à faciliter le règlement des conséquences pécuniaires du divorce [n° 449 (2016-2017)] (2 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à élargir les missions des comités locaux d'information et de suivi visés à l'article L. 542-13 du code de l'environnement [n° 561 (2016-2017)] (23 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative aux certificats de décès [n° 584 (2016-2017)] (21 juin 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture**.

Proposition de loi visant à renforcer et rendre plus effectives les sanctions en cas d'installations illégales en réunion sur un terrain public ou privé [n° 680 (2016-2017)] (25 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à simplifier certaines obligations applicables aux collectivités territoriales dans le domaine du service public d'eau potable [n° 703 (2016-2017)] (1er août 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 717 (2016-2017)] (13 septembre 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à rendre imprescriptibles les crimes et délits sexuels sur mineurs [n° 719 (2016-2017)] (14 septembre 2017) - **Famille**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 620 (2016-2017)] tendant à garantir la représentation des communes déléguées au sein des communes nouvelles [n° 69 (2017-2018)] (8 novembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition de M. Jean-Denis Combrexelle, président de la section sociale du Conseil d'État.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition conjointe de MM. Loïc Blondiaux, professeur de science politique à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne et Rémi Lefebvre, professeur de science politique à l'université Lille II.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse (nouvelle lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 février 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Alain Lambert, président du Conseil national d'évaluation des normes (CNEN), sur le bilan et les perspectives de la simplification normative.

Réunion du mardi 14 février 2017 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse (nouvelle lecture) - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition conjointe des représentants d'associations d'élus locaux, avec M. Charles Fournier, vice-président du conseil régional de Centre-Val de Loire, pour Régions de France, Mme Alexandrine Leclerc, vice-présidente du conseil départemental du Loiret représentant l'Assemblée des départements de France (ADF), M. Loïc Cauret, président de la communauté de communes Lamballe Terre et Mer, président délégué de l'Assemblée des communautés de France (AdCF), et MM. Bertrand Pancher, député-maire de Bar-Le-Duc, et Alexandre Touzet, maire de Saint-Yon, représentant l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalités (AMF).

Réunion du jeudi 23 février 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jean-Bernard Auby, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, directeur de la chaire mutations de l'action publique et du droit public, et de Mme Estelle Bomberger-Rivot, maître de conférences, chercheur à la chaire mutations de l'action publique et du droit public.

(*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition, sur la participation des citoyens à la prise de décision publique, de M. Florent Guignard, vice-président de Démocratie ouverte, M. Stéphane Vincent, délégué général de la 27e région, M. Cyril Lage, fondateur de Parlement et citoyens, et MM. Benjamin Ooghe-Tabanou et François Massot, administrateurs de Regards citoyens.

Réunion du mercredi 17 mai 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Table ronde des organisations syndicales.

Réunion du jeudi 13 juillet 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur, sur le bilan et les perspectives de la Conférence nationale des territoires réunie le 17 juillet 2017.

Revitalisation des centres-villes et des centres-bourgs - Présentation du rapport d'étape de MM. Martial Bourquin et Rémy Pointereau.

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale - État des lieux et perspectives des mesures incitatives au développement de l'offre de soins primaires dans les zones sous-dotées - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 19 septembre 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Echange de vues sur les démarches innovantes qui pourraient être initiées dans le cadre de la lutte contre l'inflation normative et en vue de l'amélioration de la qualité des lois relatives aux collectivités territoriales, et sur les conséquences de la réduction annoncée du nombre des élus locaux.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage - Proposition de loi visant à renforcer et rendre plus effectives les sanctions en cas d'installations illégales en réunion sur un terrain public ou privé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à garantir la représentation des communes déléguées au sein des communes nouvelles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative aux modalités de dépôt de candidature aux élections - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Suite à la réunion du bureau de la délégation du 9 novembre 2017, programme de travail semestriel.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de lois de finances pour 2018 - Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » - Programme « Fonction publique » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de résolution visant à pérenniser et adapter la procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 18 décembre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la délivrance des cartes d'identité par les communes** - (12 janvier 2017) (p. 209). (p. 209).

- **Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse - Nouvelle lecture [n° 340 (2016-2017)]** - (14 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1425). - **Article unique** (p. 1432). (p. 1434).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (12 juillet 2017) - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 2159).

- **Projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 608 (2016-2017)]** - (13 juillet 2017) - **Article 9** (*art. 54 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances - Suppression de la réserve parlementaire - Dotation de soutien à l'investissement des communes et de leurs groupements*) (p. 2497). - **Article 9 bis (nouveau)** (*Transparence de la réserve ministérielle*) (p. 2505). - **Article additionnel après l'article 9 quater** (p. 2508).

- **Question orale sans débat sur le travail dominical pour les laboratoires d'analyse de lait** - (24 octobre 2017) (p. 3951).

- **Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 45 (2017-2018)]** - (31 octobre 2017) - **Discussion générale** (p. 4252, 4253).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (13 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4878).

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2017) - **Article 8** (*art. L. 241-2-1 [nouveau], art. L. 241-13, art. L. 243-6-1, art. L. 243-6-2, art. L. 243-6-3, art. L. 243-6-6 à L. 243-6-8 [nouveaux] et L. 243-7 du code de la sécurité sociale, art. L. 741-1 du code rural et de la pêche maritime - Réduction de cotisation maladie et renforcement des allègements généraux en contrepartie de la suppression du CICE et du CITS*) (p. 5003, 5004). (p. 5006, 5007).

Troisième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 13 bis (nouveau)** (*art. 1613 ter et 1613 quater du code général des impôts - Modification des contributions sur les boissons sucrées et édulcorées*) (p. 5137). (p. 5139). (p. 5142). - **Article 18** (*Transferts entre l'État et la sécurité sociale et entre branches de la sécurité sociale*) (p. 5170, 5171).

- **Débat sur la représentation des communes déléguées dans les communes nouvelles** - (22 novembre 2017) (p. 7633). (p. 7637). (p. 7640, 7641). (p. 7641).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Première partie :

- (24 novembre 2017) - **Article 3** (*Art. 1407 bis, 1413 bis, 1414, 1414 A, 1414 B, 1414 C (nouveau), 1417, 1605 bis et 1641 du code général des impôts, et L. 173 du livre des procédures fiscales - Dégrèvement de la taxe d'habitation sur la résidence principale*) (p. 6398). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 6451). (p. 6451).

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) (p. 6795, 6796). (p. 6801).

Relations avec les collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) - **État B** (p. 6803). (p. 6804). - **Article 59** (*art. L. 2334-42 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Dotation de soutien à l'investissement local*) (p. 6807). - **Article 59 bis (nouveau)** (*art. L. 2334-37 du code général des collectivités territoriales - Modalités d'examen par la commission ad hoc des demandes de subvention au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux, DETR*) (p. 6821, 6822). (p. 6828). - **Article 60** (*art. L. 1613-5-1, art. L. 2113-20, art. L. 2113-22, art. L. 2334-7-3, art. L. 2334-7-3, art. L. 2334-13, art. L. 2334-17, art. L. 2334-21, art. L. 3334-1, art. L. 3334-4, art. L. 3663-9 et art. L. 5214-23-1 du code général des collectivités territoriales - Répartition de la dotation*

globale de fonctionnement, DGF) (p. 6836). (p. 6837). (p. 6839). (p. 6840). (p. 6841). - **Article 61** (art. L. 2336-1, art. L. 2336-3, art. L. 2336-6, art. L.3335-1, art. L. 3335-3, art. L. 4332-9 du code général des collectivités territoriales, art. 166 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 - Modification des règles de répartition des dispositifs de péréquation horizontale) (p. 6849, 6850). - **Articles additionnels après l'article 61** (Création d'un fonds régional de solidarité interterritoriale) (p. 6861). - **Article 62 bis (nouveau)** (art. 1609 nonies C du code général des impôts - Définition unilatérale de l'attribution de compensation des établissements publics de coopération intercommunale issus de fusion ou ayant changé de périmètre) (p. 6863). (p. 6864).

Enseignement scolaire

- (29 novembre 2017) - **État B** (p. 6880, 6881).

Cohésion des territoires

- (6 décembre 2017) (p. 7306).

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Crédits non répartis - Action et transformation publiques - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État - Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions

- (6 décembre 2017) - **État B** (p. 7363). - **Rappel au règlement** (p. 7369).

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (7 décembre 2017) - **État B** (p. 7444).

Recherche et enseignement supérieur

- (7 décembre 2017) (p. 7489). - **État B** (p. 7498, 7499).

Articles non rattachés

- (8 décembre 2017) - **Article 39** (art. 199 novovicies et 279-0 bis A du code général des impôts - Prorogation et recentrage de la réduction d'IR en faveur de l'investissement locatif intermédiaire, dispositif « Pinel ») (p. 7539, 7540). (p. 7544). (p. 7545). (p. 7547). - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 7551). (p. 7551).

- **Proposition de loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations [n° 164 (2017-2018)]** - (18 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10312, 10313). - **Article 1er** (art. 59 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Compétences des départements et des régions. Responsabilité limitée des gestionnaires d'ouvrages de protection. Modalités de transfert ou de délégation de la compétence GEMAPI) (p. 10321). (p. 10325). - **Article 3** (art. L. 5211-61 du code général des collectivités territoriales - Transfert ou délégation à un syndicat mixte de tout ou partie des compétences relatives à la GEMAPI) (p. 10332). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10339).

- **Commission mixte paritaire [n° 190 (2017-2018)]** - (20 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10530). (p. 10531). (p. 10533, 10534). (p. 10536).

GATTOLIN (André)
sénateur (Hauts-de-Seine)
LaREM

Réélu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 4 octobre 2017.

Vice-président de la commission des finances jusqu'au 3 octobre 2017.

Vice-président de la commission des affaires européennes ; nouvelle nomination le 5 octobre 2017.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat jusqu'au 8 novembre 2017.

Membre suppléant de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 7 novembre 2017.

Vice-président de la commission d'enquête sur les frontières européennes, le contrôle des flux des personnes et des marchandises en Europe et l'avenir de l'espace Schengen jusqu'au 12 juin 2017.

Membre titulaire de la commission de modernisation de la diffusion audiovisuelle le 20 décembre 2017.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne jusqu'au 12 juin 2017.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : L'Italie et l'Union européenne [n° 292 (2016-2017)] (12 janvier 2017) - **Traités et conventions**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Les Archives nationales [n° 358 (2016-2017)] (1er février 2017) - **Budget**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La fiscalité de l'économie collaborative : un besoin de simplicité, d'unité et d'équité [n° 481 (2016-2017)] (29 mars 2017) - **Economie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'adaptation de la fiscalité à l'économie collaborative [n° 482 (2016-2017)] (29 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Union européenne et Arctique : pour une politique ambitieuse et étoffée [n° 499 (2016-2017)] (5 avril 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : France-Muséums : une expérience unique ? [n° 628 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Culture**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 643 (2016-2017)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 645 tome 2 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Budget**.

Proposition de loi instituant deux circonscriptions pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 39 (2017-2018)] (23 octobre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi réformant la procédure de nomination des présidents des sociétés de l'audiovisuel public [n° 153 (2017-2018)] (10 décembre 2017) - **Culture**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 3 janvier 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de M. Jean-Christophe Dumont, chef de la division des migrations internationales à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Audition de M. Jean-Dominique Giuliani, président du conseil d'administration de la Fondation Robert Schuman.

Audition de M. Yves Bertoncini, directeur de l'Institut Jacques Delors.

Audition de Mme Sara Abbas, directrice du bureau de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) en France.

Réunion du mercredi 4 janvier 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de S.E. M. György Károlyi, ambassadeur de Hongrie en France.

Réunion du jeudi 12 janvier 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - L'Italie et l'Union européenne : rapport d'information et avis politique de MM. Jean Bizet, Pascal Allizard, René Danesi, André Gattolin, Mme Gisèle Jourda et M. Simon Sutour.

Questions sociales et santé - Perturbateurs endocriniens : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Patricia Schillinger et M. Alain Vasselle.

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de S.E. M. Nikolaus Meyer-Landrut, ambassadeur d'Allemagne en France.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des finances*) : « Adapter l'impôt sur les sociétés à une économie ouverte » - Audition de M. Didier Migaud, président du Conseil des prélèvements obligatoires (CPO).

Réunion du jeudi 19 janvier 2017 (*commission des affaires européennes*) : Culture - Paquet « Droit d'auteur » : proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Colette Mélot et M. Richard Yung.

Économie, finances et fiscalité - Activités de courtage d'assurances et de réassurance : communication et avis politique de MM. Jean-Paul Émorine et Richard Yung.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Europe croissance : communication de MM. André Gattolin, Jean-Noël Guérini et Xavier Pintat.

(*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Politique des dividendes de l'État actionnaire - Communication.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de MM. Mario Monti, président du groupe de haut niveau sur les ressources propres, et Alain Lamassoure, membre du groupe de haut niveau, député européen, en commun avec la commission des finances.

(*commission des finances*) : Archives nationales - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Audition de MM. Mario Monti, président du groupe de haut niveau sur les ressources propres, et Alain Lamassoure, membre du groupe de haut niveau, député européen.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Examen du rapport d'information du groupe de suivi sur la refondation de l'Union européenne.

(*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de M. Patrick Calvar, directeur général de la sécurité intérieure (DGSI) au ministère de l'Intérieur.

Réunion du jeudi 23 février 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Moyens de la politique de sécurité sanitaire des aliments - Communication.

Réunion du mardi 7 mars 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Débat préalable au Conseil européen des 9 et 10 mars 2017.

Réunion du mercredi 22 mars 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Échange avec une délégation de la commission des affaires étrangères et des affaires de l'Union européenne du Sénat polonais.

Réunion du mercredi 29 mars 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Examen du projet de rapport.

Réunion du mardi 4 avril 2017 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Audition de MM. Hubert Carré, directeur général du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins (CNPMEM), Thierry Missonnier, directeur du fonds régional d'organisation du marché du poisson « FROM Nord » et du pôle Aquimer, et Mme Émilie Gélard, juriste au CNPMEM, également en charge des relations publiques et de la communication.

Agriculture et pêche - Proposition de résolution européenne de M. Joël Labbé visant à limiter l'utilisation des produits phytosanitaires au sein de l'Union européenne : rapport de Mmes Pascale Gruny et Patricia Schillinger.

Politique commerciale - Négociations commerciales avec le Mercosur : communication de M. Simon Sutour.

Politique de coopération - Stratégie européenne pour l'Arctique : rapport d'information de M. André Gattolin.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de MM. Hubert Carré, directeur général du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins (CNPMEM), de Thierry Missonnier, directeur du fonds régional d'organisation du marché du poisson « FROM Nord » et du pôle Aquimer, et Mme Émilie Gélard, juriste au CNPMEM, également en charge des relations publiques et de la communication.

Réunion du mardi 9 mai 2017 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Politique régionale - Conséquences du retrait du Royaume-Uni pour la politique commune de la pêche et les perspectives de la politique de cohésion : communication de M. Philippe Bonnacarrère.

Institutions européennes - Orientations pour les négociations de sortie du Royaume-Uni : communication de M. Jean Bizet.

Réunion du mercredi 31 mai 2017 (*commission des finances*) : Évolutions, perspectives et gestion de la dette publique de la France - Communication.

Réunion du mardi 6 juin 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Situation au Royaume-Uni à la veille de l'ouverture des négociations sur le retrait de l'Union européenne : communication de Mme Fabienne Keller.

Politique étrangère et de défense - Relations entre l'Union européenne et la Russie : rapport d'information de MM. Yves Pozzo di Borgo et Simon Sutour.

Réunion du mercredi 7 juin 2017 (*commission des finances*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 21 juin 2017 (*commission des finances*) : Rapport annuel de l'Autorité des marchés financiers (AMF) - Audition de M. Gérard Rameix, président de l'AMF.

Réunion du mardi 27 juin 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, sur les conclusions du Conseil européen des 22 et 23 juin 2017.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*délégation aux entreprises*) : Étude sur l'impact, pour les entreprises, du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Présentation par MM. Nicolas Meurant, avocat, et Julien Pellefigue, économiste, associés au cabinet Taj.

Réunion du jeudi 29 juin 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Observation des élections législatives en Bulgarie : communication de Mme Nicole Duranton.

Justice et affaires intérieures - Coopération européenne en matière de renseignement : communication de Mme Joëlle Garriaud-Maylam.

Réunion du mardi 4 juillet 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi organique et projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique - Suite de l'examen du rapport pour avis et communication sur la recevabilité financière des amendements.

Réunion du jeudi 6 juillet 2017 (*commission des affaires européennes*) : Élargissement - Relations entre l'Union européenne et la Turquie : rapport d'information de MM. Jean-Yves Leconte et André Reichardt.

Énergie - Paquet « Énergie » : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Michel Delebarre.

Justice et affaires intérieures - Réunion interparlementaire sur l'institution d'un mécanisme européen sur la démocratie, l'État de droit et les droits fondamentaux : communication de MM. Philippe Bonnecarrère et Didier Marie.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Agence France-Muséums - Communication.

Contrôle budgétaire - Maquette budgétaire de la mission « Remboursements et dégrèvements » - Communication.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 27 juillet 2017 (*commission des affaires européennes*) : Politique de coopération - Politique méditerranéenne de l'Union européenne (le cas de l'Algérie) : examen du rapport d'information de M. Simon Sutour.

Réunion du mercredi 27 septembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Projet de loi de programmation des finances publiques - Audition de MM. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics, et Benjamin Griveaux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Jean-Marc Huart, directeur général de l'enseignement

scolaire, et Xavier Turion, adjoint au directeur général au ministère de l'éducation nationale.

Réunion du jeudi 12 octobre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Désignation de rapporteurs.

Programmation des travaux.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rentrée universitaire - Audition de M. Gilles Roussel, président de la Conférence des présidents d'université (CPU).

Réunion du jeudi 19 octobre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Création et composition de groupes de travail internes à la commission.

Institutions européennes - Comitologie : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » - Audition de Mme Françoise Nyssen, ministre de la culture.

Réunion du jeudi 26 octobre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, sur le Conseil européen des 19 et 20 octobre.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes, en commun avec la commission des finances.

(*commission des finances*) : Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Laura Flessel, ministre des sports.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Recherche et Enseignement supérieur » - Crédits « Recherche » et « Enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Plan d'investissement pour l'Europe : communication de MM. Didier Marie et Cyril Pellevat.

Justice et affaires intérieures - Libre circulation des données non personnelles : avis motivé de M. Simon Sutour.

Nomination de rapporteurs et de groupes de travail.

Politique étrangère et de défense – Cybersécurité : avis motivé de M. René Danesi et Mme Laurence Harribey.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » - Crédits « Audiovisuel » et compte de concours financier « Avances à l'audiovisuel public » - Crédits « Livre et industries culturelles » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Régime électoral du Parlement européen : communication de Mme Fabienne Keller et M. Jean-Yves Leconte.

Justice et affaires intérieures - Proposition de résolution européenne de Mme Nathalie Goulet tendant à la création d'un Tribunal pénal international chargé de juger les djihadistes européens ayant servi avec Daesh : examen du rapport de MM. Jacques Bigot et André Reichardt.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis - Contrat d'objectifs et de moyens entre l'État et Campus France pour la période 2017-2020 - Communication - Examen de l'avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Culture » - Audition de Mme Françoise Nyssen, ministre de la culture.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Enseignement scolaire » - Crédits « Enseignement scolaire » et « Enseignement technique agricole » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Contrôle des investissements étrangers : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Franck Menonville.

Transports - Stratégie de l'Union européenne pour le véhicule autonome : rapport d'information de M. René Danesi, Mmes Pascale Gruny, Gisèle Jourda et M. Pierre Médevielle.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines » et « Création et transmission des savoirs et démocratisation de la culture » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » - Crédits « Presse » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 30 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Groupe de travail Usage du glyphosate : communication de M. Pierre Médevielle.

Questions sociales et santé - Travailleurs détachés : communication de Mme Fabienne Keller et M. Didier Marie.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Ventes de biens en ligne : communication de M. André Gattolin et Mme Colette Mélot.

Énergie - Règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel : avis motivé de MM. Claude Kern et Michel Raison.

Énergie - Union de l'énergie : rapport d'information de MM. Claude Kern et Michel Raison.

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de « maison commune de la musique » - Audition de M. Roch-Olivier Maistre.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes - Troisième lecture [n° 256 (2016-2017)]** - (10 janvier 2017) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 206 (216-217)** (p. 19, 20).

- **Proposition de loi organique relative aux autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Troisième lecture [n° 206 (216-217)]** - (10 janvier 2017) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 256 (2016-2017)** (p. 19, 20).

- **Débat sur le thème « Faut-il réformer le fonctionnement de la zone euro ? »** - (12 janvier 2017) (p. 219, 220).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la stratégie internationale de la France en matière de sécurité et de défense** - (17 janvier 2017) (p. 270, 271).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord multilatéral entre autorités compétentes portant sur l'échange des déclarations pays par pays [n° 308 (2016-2017)]** - (26 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 976).

- **Proposition de loi visant à mettre en place une stratégie nationale d'utilisation du transport sanitaire hélicoptéré [n° 324 (2016-2017)]** - (1er février 2017) - **Discussion générale** (p. 1162, 1163).

- **Proposition de loi visant à favoriser l'assainissement cadastral et la résorption du désordre de propriété [n° 352 (2016-2017)]** - (8 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1358, 1359).

- **Projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 608 (2016-2017)]** - (13 juillet 2017) - **Article 9** (*art. 54 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances - Suppression de la réserve parlementaire - Dotation de soutien à l'investissement des communes et de leurs groupements*) (p. 2495).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-717 du 3 mai 2017 portant création de l'établissement public Paris La Défense [n° 632 (2016-2017)]** - (20 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 2810, 2811). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 2817). (p. 2818). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 2821).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'avenir de l'Union européenne** - (11 octobre 2017) (p. 3757, 3759).

- **Débat sur l'intelligence artificielle, les enjeux économiques et les cadres légaux** - (25 octobre 2017) (p. 4143, 4144).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la révision de la directive relative aux travailleurs détachés** - (26 octobre 2017) (p. 4197).

- **Débat sur le logement social : « sur quels territoires, comment et pour qui demain ? »** - (26 octobre 2017) (p. 4216).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (21 novembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5398).

- **Débat sur l'avenir de l'Institut français** - (21 novembre 2017) (p. 5418).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation politique au Cambodge** - (23 novembre 2017) (p. 6328, 6329).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Première partie :

- (23 novembre 2017) - **Article 27** (*Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne*) (p. 6351, 6352).

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie du projet de loi** (p. 6769).

Seconde partie :

Culture

- (4 décembre 2017) (p. 7090, 7091).

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (4 décembre 2017) (p. 7103, 7104).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 14 et 15 décembre 2017** - (12 décembre 2017) (p. 7853, 7854).

- **Débat sur la COP23** - (13 décembre 2017) (p. 9596, 9597).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les négociations relatives au climat** - (14 décembre 2017) (p. 9646).

GAUDIN (Jean-Claude)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
LR

Démissionnaire le 22 septembre 2017.

Vice-président du Sénat ; a présidé les séances des 10, 24, 31 janvier, 14, 21 février, 11 et 25 juillet 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 22 septembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens d'action des maires à l'égard des atteintes faites au patrimoine bâti des communes [n° 603 (2016-2017)] (4 juillet 2017) - **Aménagement du territoire.**

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire japonaise** - (10 janvier 2017) (p. 15).

- **Hommage à M. Jean-Claude Gaudin, sénateur des Bouches-du-Rhône, vice-président du Sénat** - (25 juillet 2017) (p. 2988).

GAY (Fabien)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
CRCE

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 18 octobre 2017, puis vice-président le 26 octobre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement (15 novembre 2017).

Membre titulaire du Conseil national de l'information statistique le 13 décembre 2017.

Membre de la mission d'information sur Alstom et la stratégie industrielle du pays le 22 novembre 2017, puis vice-président le 29 novembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 600 (2016-2017)] (29 juin 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à réhabiliter la police de proximité [n° 715 (2016-2017)] (11 septembre 2017) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à renforcer la définition des agressions sexuelles et du viol commis sur des mineur.e.s de moins de 15 ans [n° 55 (2017-2018)] (30 octobre 2017) - **Famille.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Henri Poupard-Lafarge, président-directeur général d'Alstom.

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Audition de M. Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Examen des amendements déposés sur le texte de la commission.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - États généraux de l'alimentation - Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission, en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'intelligence artificielle, les enjeux économiques et les cadres légaux** - (25 octobre 2017) (p. 4144).

- **Débat sur le logement social : « sur quels territoires, comment et pour qui demain ? »** - (26 octobre 2017) (p. 4217).

- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement [n° 43 (2017-2018)]** - (7 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4356, 4357). - **Article 1er** (*art. L. 111-1, art. L. 111-4 à L. 111-9 [nouveaux] du code minier - Arrêt progressif de la recherche et de l'exploitation des hydrocarbures*) (p. 4368). (p. 4373). (p. 4375). (p. 4385). - **Article 2** (*Application de l'article 1er aux demandes de titres nouvelles ou en cours d'instruction*) (p. 4389). (p. 4391). - **Articles additionnels après l'article 2** (*Suppression de l'obligation de délivrer un permis de recherche ou d'octroyer une concession du fait du droit de suite*) (p. 4392). - **Article 3** (*Loi n° 2011-835 du 13 juillet 2011 - Interdiction de la recherche et de l'exploitation des hydrocarbures dits « non conventionnels »*) (p. 4400, 4401). - **Article additionnel après l'article 3** (*Interdiction des délocalisations résultant de l'exploitation d'hydrocarbures hors du territoire national*) (p. 4403).

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2017) - **Article 4** (*art. L. 131-1, L. 134-10, L. 421-3, L. 421-3-1 [nouveau], L. 421-4, L. 421-5, L. 421-5-1 [nouveau], L. 421-6 à L. 421-8, L. 421-10, L. 421-15, L. 421-16, L. 431-6-3 [nouveau], L. 443-8-1 [nouveau], L. 443-9, L. 452-1, L. 452-1-1 et L. 452-1-2 [nouveaux], L. 452-2-1, L. 452-3 et L. 452-5 du code de l'énergie - Renforcement de la sécurité d'approvisionnement en gaz naturel*) (p. 4424). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 222-9 du code de l'environnement - Réduction des émissions de certains polluants atmosphériques*) (p. 4451). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4457).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 [n° 57 (2017-2018)]** - (9 novembre 2017) - **Article 9** (*Objectif de dépenses des*

régimes obligatoires de base de sécurité sociale et objectif national de dépenses d'assurance maladie) (p. 4717).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (15 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 5009, 5010). (p. 5010). - **Article 9** (*art. L. 131-6-4 [nouveau] et L. 161-1-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 5141-1 du code du travail - Réforme de l'ACCRES et encouragement des petites activités*) (p. 5021, 5022). (p. 5023).

Quatrième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 29** (*art. L. 161-23-1 et L. 816-2 du code de la sécurité sociale et art. 29 de l'ordonnance n° 2002-411 du 27 mars 2002 relative à la protection sanitaire et sociale à Mayotte - Décalage de la date de revalorisation des pensions et de l'ASPA*) (p. 5212). - **Article 35** (*art. L. 162-31-1 et L. 221-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 1433-1 du code de la santé publique, art. 43 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Cadre d'expérimentations pour l'innovation dans le système de santé*) (p. 5238). (p. 5238).

- **Question orale sans débat sur l'impact du projet Europacity** - (21 novembre 2017) (p. 5390, 5391). (p. 5391).

- **Débat sur la politique de la ville : une réforme bien engagée mais fragilisée par un manque de moyens** - (21 novembre 2017) (p. 5429, 5430).

- **Débat sur le thème « Quelles énergies pour demain ? »** - (22 novembre 2017) (p. 7652, 7653).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (6 décembre 2017) - **Rappel au règlement** (p. 7310). - **Article 52 (priorité)** (*art. L. 351-2, L. 351-3, L. 411-8-1, L. 441-3, L. 441-11, L. 442-2-1 [nouveau] et L. 481-2 du code de la construction, art. L. 542-2 et L. 831-1 du code de la sécurité sociale - Réforme des aides au logement et de la politique des loyers dans le parc social*) (p. 7319).

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (7 décembre 2017) (p. 7433, 7434).

- **Débat sur la COP23** - (13 décembre 2017) (p. 9604, 9605).

- **Proposition de résolution visant à pérenniser et adapter la procédure de législation en commission [n° 135 (2017-2018)]** - (14 décembre 2017) - **Article unique** (p. 9632). (p. 9634). (p. 9634). (p. 9636). (p. 9638, 9639).

- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Nouvelle lecture [n° 124 (2017-2018)]** - (18 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10296, 10297). (p. 10302). - **Question préalable** (p. 10308).

GENEST (Jacques)
sénateur (Ardèche)
LR

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer le 18 octobre 2017, puis secrétaire le 9 novembre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2017 (14 décembre 2017).

Membre titulaire de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations le 5 décembre 2017.

Membre suppléant du comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics jusqu'au 12 juin 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le FACÉ : un outil indispensable mais perfectible au service de la qualité de l'électricité dans le monde rural [n° 422 (2016-2017)] (15 février 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement.**

Proposition de loi tendant à sécuriser l'établissement des procurations électorales [n° 480 (2016-2017)] (28 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 557 (2016-2017)] (18 mai 2017) - **Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 643 (2016-2017)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 645 tome 2 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Budget.**

Proposition de loi tendant à la promotion de la cohabitation intergénérationnelle [n° 15 (2017-2018)] (6 octobre 2017) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à créer un fonds national d'investissement en faveur des petites communes [n° 89 (2017-2018)] (15 novembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Administration générale et territoriale de l'État [n° 108 tome 3 annexe 2 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget.**

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 181 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à assurer un égal accès de tous les citoyens aux services publics de l'État et de ses opérateurs [n° 182 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Gestion et utilisation des aides aux collectivités pour l'électrification rurale - Communication.

Contrôle budgétaire - Réforme de l'administration sous-préfectorale et modalités de maintien de la présence de l'État dans les territoires - Communication.

Réunion du mardi 4 juillet 2017 (*commission des finances*) : Accueil d'un nouveau commissaire.

Projet de loi organique et projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique - Suite de l'examen du rapport pour avis et communication sur la recevabilité financière des amendements.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des finances*) : Nomination des rapporteurs spéciaux.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des principaux éléments de l'équilibre sur le projet de loi de finances pour 2018 - Tome I du rapport général.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur, et Mme Jacqueline Gourault, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des articles de la première partie - Examen du tome II du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » (et article 49 B) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 bis) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des missions et de l'article rattaché précédemment examinés et réservés.

Réunion du mardi 28 novembre 2017 (*commission des finances*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Eric Lombard, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de directeur général de la Caisse des dépôts et consignations (CDC).

Réunion du mardi 5 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Missions « Sécurités » (et articles 62 ter et quater), « Immigration, asile et intégration » (et article 56 à 57 bis), « Justice » (et article 57 ter) et article 49 B de la mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Mise au point au sujet de votes** - (15 février 2017) (p. 1514).

GÉNISSON (Catherine)
sénatrice (Pas-de-Calais)
SOCR

Non réélue le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de simplification des procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (12 janvier 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création de l'Agence nationale de santé publique (12 janvier 2017).

- **Proposition de loi visant à la mise en œuvre effective du droit à l'eau potable et à l'assainissement** [n° 416 (2016-2017)] - (22 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1745).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique** [n° 609 (2016-2017)] - (11 juillet 2017) - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 2047). (p. 2048). (p. 2049).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022** [n° 57 (2017-2018)] - (9 novembre 2017) - **Article 8 bis (nouveau)** (*Encadrement de l'évolution des effectifs de l'État et de ses opérateurs*) (p. 4715).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018** [n° 63 (2017-2018)] - (15 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 5033). (p. 5033, 5034).

- **Projet de loi de finances pour 2018** [n° 107 (2017-2018)]

Seconde partie :

Administration générale et territoriale de l'État

- (5 décembre 2017) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 7234, 7235). - **Article additionnel après l'article 49 B** (*Reversement de la dotation d'un parlementaire au budget général de l'État*) (p. 7243).

Seconde partie :

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (7 décembre 2017) - **État B** (p. 7442).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse (18 janvier 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social (26 juillet 2017).

Membre titulaire du comité *ad hoc* chargé de donner un avis sur les autorisations de recherches sur l'embryon - Conseil d'orientation de l'Agence de la biomédecine.

Membre de la mission d'information sur la démocratie représentative, la démocratie participative, la démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 jusqu'au 12 juin 2017.

Membre de la mission d'information sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France jusqu'au 12 juin 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article premier de la Constitution pour y inscrire le principe d'égalité devant la loi sans distinction de sexe [n° 454 (2016-2017)] (8 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à réaffirmer le principe d'égalité entre femmes et hommes et à renforcer la laïcité [n° 460 (2016-2017)] (9 mars 2017) - **Famille**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Les urgences hospitalières, miroir des dysfonctionnements de notre système de santé [n° 685 (2016-2017)] (26 juillet 2017) - **Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 janvier 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition de Mme Marie-Rose Moro, professeur de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent, chef de service à l'université Paris-Descartes, et M. Jean-Louis Brison, inspecteur d'académie - inspecteur pédagogique régional, auteurs du rapport « Plan d'action en faveur du bien-être et de la santé des jeunes » remis au président de la République en novembre 2016.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition de M. Dominique Maigne, directeur de la Haute Autorité de santé, Mme Marie-Hélène Rodde-Dunet, chef du service Évaluation de la pertinence des soins et amélioration des pratiques et des parcours, et M. Michel Laurence, chef du service Bonnes pratiques professionnelles, représentant la Haute Autorité de santé.

(*commission des affaires sociales*) : Article 13 de la Constitution - Audition de Mme Agnès Buzyn, candidate proposée par le président de la République à la présidence de la Haute Autorité de santé.

Réunion du jeudi 12 janvier 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition des docteurs Zinna Bessa, sous-directrice « Santé des populations et prévention des maladies chroniques », et Philippe Leborgne, adjoint à la cheffe du bureau de la santé mentale, de la Direction générale de la santé (DGS).

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition conjointe de fédérations hospitalières : MM. David Gruson, délégué général, et Alexandre Mokédé, adjoint au délégué général, de la Fédération hospitalière de France (FHF), le docteur Olivier Drevon, président, M. David Castillo, délégué général, le docteur Vincent Masetti, coordinateur médical CLINEA de l'Union nationale des cliniques psychiatriques privées (UNCPSY), M. David Causse, coordonnateur du pôle santé social, Mme Anne-Charlotte de Vasselot, conseiller santé social, représentant la Fédération des établissements hospitaliers et d'aide à la personne privés non lucratifs (FEHAP), M. Gilles Moullec, vice-président, et Mme Luce Legendre, vice-présidente du bureau national de l'Association des établissements participant au service public de santé mentale (ADESM).

Audition de Mmes Viviane Kovess-Masféty, présidente de la commission spécialisée Évaluation, stratégie et perspective (CSESP), et Claudine Berr, présidente de la commission spécialisée Maladies chroniques (CSMC), représentant le Haut Conseil de la santé publique (HCSP).

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des affaires sociales*) : Suivi quinquennal de l'application des lois - Communication.

Réunion du jeudi 19 janvier 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition de M. Marcel Gauchet, philosophe et historien, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à mettre en place une stratégie nationale d'utilisation du transport sanitaire hélicoptéré - Examen du rapport et du texte de la commission.

Table ronde sur la problématique de la qualité de vie au travail des personnels hospitaliers.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires sociales*) : Table ronde sur la problématique de la qualité de vie au travail des personnels hospitaliers avec des représentants des syndicats infirmiers.

Réunion du mardi 7 février 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition de Mme Marie-Odile Krebs, professeur de psychiatrie, chef du service hospitalo-universitaire du centre hospitalier Sainte-Anne, fondatrice du Centre d'évaluation du jeune adulte et de l'adolescent, et Mme Aude Ollé-Laprune, directrice générale de la Fondation Pierre Deniker.

Audition du Collège national des universitaires de psychiatrie (CNU) représenté par le professeur Pierre Thomas, président, responsable médical du pôle psychiatrie, médecine légale et médecine en milieu pénitentiaire du centre hospitalier régional universitaire de Lille, et Mme Marie-Rose Moro, professeur de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent, et du docteur Bénédicte Barbotin, présidente de l'Association française fédérative des étudiants en psychiatrie (AFFEP).

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse (nouvelle lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Table ronde sur la problématique de la qualité de vie au travail des personnels hospitaliers avec des représentants des syndicats des praticiens hospitaliers.

Réunion du jeudi 9 février 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition de M. Bernard Manin, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et professeur de science politique à l'université de New York.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des affaires sociales*) : Cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques - Audition du professeur Claude Huriot.

Perturbateurs endocriniens dans les produits phytopharmaceutiques et les biocides - Communication.

Réunion du jeudi 16 février 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Les enfants à identité sexuelle indéterminée - Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Sébastien Leloup, candidat pressenti à la direction générale de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique).

Réunion du mardi 28 mars 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Bilan d'étape - Échange de vues.

Réunion du mardi 4 avril 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 17 mai 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 21 juin 2017 (*commission des affaires sociales*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des affaires sociales*) : Prise en charge sociale des mineurs isolés étrangers - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances

les mesures pour le renforcement du dialogue social - Table ronde des organisations patronales.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Audition de Mme Muriel Pénicaut, ministre du travail.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale - Intérêts en matière de retraite au service des assurés - Communication.

Pertinence des soins - Communication.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen des amendements au texte de la commission.

Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale - Etat des lieux et perspectives des mesures incitatives au développement de l'offre de soins primaires dans les zones sous-dotées - Examen du rapport d'information.

Situation des urgences hospitalières, en liaison avec l'organisation de la permanence des soins - Examen du rapport d'information.

Réunion du lundi 31 juillet 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social.

Réunion du mardi 1er août 2017 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Dominique Martin, candidat à la direction générale de l'Agence nationale de sécurité du médicament.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la situation de l'hôpital** - (12 janvier 2017) (p. 233, 234).

- **Proposition de loi visant à mettre en place une stratégie nationale d'utilisation du transport sanitaire hélicoptère** [n° 324 (2016-2017)] - (1er février 2017) - **Discussion générale** (p. 1163, 1164).

- **Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse - Nouvelle lecture** [n° 340 (2016-2017)] - (14 février 2017) - **Article unique** (p. 1434). (p. 1435).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-966 du 15 juillet 2016 portant simplification de procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé et comportant diverses dispositions relatives aux produits de santé - Commission mixte paritaire** [n° 305 (2016-2017)] - (14 février 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 303 (2016-2017)** (p. 1450, 1451).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-462 du 14 avril 2016 portant création de l'Agence nationale de santé publique et modifiant l'article 166 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé - Commission mixte paritaire** [n° 303 (2016-2017)] - (14 février 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 305 (2016-2017)** (p. 1450, 1451).

- **Débat sur le thème « Quel rôle les professions paramédicales peuvent-elles jouer dans la lutte contre les déserts médicaux ? »** - (22 février 2017) (p. 1763, 1764).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le canal Seine Nord** - (11 juillet 2017) (p. 2026, 2027).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique** [n° 609 (2016-2017)] - (11 juillet 2017) - **Article 3** (art. 10 bis [nouveau] de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique - Interdiction, pour un membre du Gouvernement, de recruter un membre de sa famille au sein de son cabinet - Déclaration des « emplois croisés ») (p. 2059). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2071).

- **Projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique** [n° 608 (2016-2017)] - (13 juillet 2017) - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 2488). - **Article 9** (art. 54 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances - Suppression de la réserve parlementaire - Dotation de soutien à l'investissement des communes et de leurs groupements) (p. 2497).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social** [n° 664 (2016-2017)] - (25 juillet 2017) - **Article 1er** (Habilitation du Gouvernement à prendre diverses ordonnances pour renforcer la place de l'accord d'entreprise) (p. 3029). - **Article 2** (Nouvelle organisation du dialogue social et rénovation de l'exercice des responsabilités syndicales en entreprise) (p. 3052).

- **Suite de la discussion** (26 juillet 2017) (p. 3086). (p. 3088). (p. 3093). - **Article 3** (Aménagement des règles du licenciement et de certaines formes particulières de travail) (p. 3116, 3117).

- **Suite de la discussion** (27 juillet 2017) (p. 3157). (p. 3170). - **Article 5** (Texte non modifié par la commission) (Assouplissement des obligations des employeurs en matière de prévention de la pénibilité et d'emploi de travailleurs détachés transfrontaliers) (p. 3209). (p. 3216). (p. 3216). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 3219).

- **Projet de loi organique pour la confiance dans la vie politique - Nouvelle lecture** [n° 709 (2016-2017)] - (4 août 2017) - **Article 9** (Création d'une dotation de solidarité locale en substitution de la réserve parlementaire) (p. 3590).

GÉNY-STEPHANN (Delphine)
secrétaire d'État auprès du ministre de
l'économie et des finances
(à partir du 24 novembre 2017)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur les vols et attaques aux distributeurs de billets** - (5 décembre 2017) (p. 7174).

- **Question orale sans débat sur la liberté syndicale et la fermeture de plusieurs bourses du travail** - (5 décembre 2017) (p. 7174, 7175).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : Participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Investissements d'avenir - Remboursements et dégrèvements

- (6 décembre 2017) (p. 7379, 7380). - **Article 55** (art. 41 de la loi n° 83-1179 du 29 décembre 1983 de finances pour 1984, art. 6 de la loi n° 49-1098 du 2 août 1949 - Suppression du dispositif de prise en charge par l'État d'une part des majorations de rentes viagères) (p. 7382). - **Article 55 bis (nouveau)** (Rapport d'évaluation de l'impact de la suppression de la prime d'État pour les nouveaux plans d'épargne logement et comptes épargne logement) (p. 7382). - **Articles additionnels après l'article 55 bis** (p. 7383). (p. 7383, 7384). - **Article additionnel après l'article 68** (Rapport au Parlement concernant les participations financières de l'État qui aurait pour effet de faire perdre à l'État ses établissements publics ou d'autres entreprises ou organismes appartenant au secteur public, la majorité des titres ou des droits de vote d'une société) (p. 7385, 7386). - **État B** (p. 7388).

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (7 décembre 2017) (p. 7438, 7440). - **État B** (p. 7442). (p. 7446, 7447). (p. 7448). - **Article 54 quinquièmes (nouveau)** (art. 621-5-3 et 621-5-5 [nouveau] du code monétaire et financier - Contribution volontaire à l'Autorité des marchés financiers dans le cadre de projets d'intérêt commun) (p. 7449). (p. 7449). - **Article additionnel après l'article 54 quinquièmes** (Habilitation des organisations professionnelles à conclure un accord pour mener des actions de communication et promotion en faveur de l'artisanat et des entreprises artisanales) (p. 7450, 7451). (p. 7451). - **Article 54 octies (nouveau)** (Rapport sur le financement public de Business France) (p. 7453). - **État D** (p. 7455). (p. 7457).

Articles non rattachés

- (8 décembre 2017) - **Article 39 sexies (nouveau)** (art. 199 terdecies-0 A du code général des impôts - Aménagement de la réduction d'impôt « Madelin ») (p. 7567). (p. 7568). - **Articles additionnels après l'article 39 sexies** (p. 7568). (p. 7569). (p. 7570). (p. 7571). - **Articles additionnels après l'article 39 septies** (p. 7572). (p. 7573). (p. 7573). - **Article 39 octies (nouveau)** (art. 199 sexvicies du code général des impôts - Prorogation de la réduction d'impôt sur le revenu au titre de l'investissement réalisé dans le secteur de la location meublée non professionnelle, dispositif « Censi-Bouvard ») (p. 7574). -

Article 39 nonies (nouveau) (art. 200 quater et 278-0 bis A du code général des impôts - Prorogation et aménagement du crédit d'impôt pour la transition énergétique, CITE) (p. 7577). (p. 7580). (p. 7582). (p. 7583). (p. 7583, 7584). (p. 7585). (p. 7585). - **Articles additionnels après l'article 39 nonies** (p. 7586). (p. 7587). (p. 7587). (p. 7588). (p. 7590). (p. 7591). (p. 7591, 7592). (p. 7592). (p. 7592). (p. 7594). (p. 7595). - **Article 40** (art. L. 31-10-2, L. 31-10-3 et L. 371-4 du code de la construction et de l'habitation ; art. 90 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Prorogation et réforme du prêt à taux zéro, PTZ) (p. 7599). - **Article additionnel après l'article 40** (Exonération des droits d'enregistrement des ventes de logements réalisées dans le cadre d'une opération d'accession sociale à la propriété en centre-ville) (p. 7601). - **Article 41** (art. 39, 39 quinquies, 182B, 187, 212, 219 et 244 bis du code général des impôts ; art. 11 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 - Diminution du taux normal de l'impôt sur les sociétés) (p. 7602). - **Articles additionnels après l'article 41** (p. 7604). (p. 7606). - **Article 41 bis (nouveau)** (art. 1599 bis et 1656 du code général des impôts ; art. 89 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 - Transfert à la métropole de Lyon de la dynamique de CVAE perçue sur son territoire par la région Auvergne-Rhône-Alpes) (p. 7607). - **Article additionnel après l'article 41 bis** (Continuité des ressources des EPCI) (p. 7608). - **Article 42** (art. 199 ter C, 220 C, 223 O et 244 quater C du code général des impôts ; art. L. 1233-57-3, L. 2313-7-1, L. 2323-12, L. 2323-13, L. 2323-56, L. 2323-57 du code du travail ; art. L. 172 G du livre des procédures fiscales et art. 66 de la loi n° 2012-1510 du 29 décembre 2012 de finances rectificative pour 2012 - Baisse du taux du CICE en 2018 et suppression du crédit d'impôt à compter du 1er janvier 2019) (p. 7610). (p. 7612). - **Article additionnel après l'article 42** (art. 199 ter B, 199 ter C et 220 quinquies du code général des impôts - Actualisation du régime de cession des créances fiscales) (p. 7613). - **Article 43 bis (nouveau)** (art. 231 du code général des impôts - Exonération de taxe sur les salaires pour les rémunérations versées par les établissements publics de coopération culturelle, EPCC) (p. 7613). - **Article 43 ter (nouveau)** (art. 88 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 - Extension du bénéfice de l'abattement de taxe sur les salaires et du crédit d'impôt de taxe sur les salaires aux groupements de coopération sanitaire et aux groupements de coopération sociale et médico-sociale) (p. 7613). (p. 7613). - **Article 44** (art. 231 du code général des impôts - Suppression du taux supérieur de la taxe sur les salaires) (p. 7615). (p. 7616). - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 7618). (p. 7619). - **Article 44 quinquièmes (nouveau)** (Suppression de trois dépenses fiscales de faible ampleur) (p. 7621). - **Article 44 sexies (nouveau)** (art. 244 quater B du code général des impôts - Liste des informations transmises par les entreprises qui bénéficient du crédit d'impôt recherche (CIR) et dont les dépenses de recherche dépassent 100 millions d'euros) (p. 7621).

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 44 sexies** (p. 7738, 7739). - **Article 44 septies (nouveau)** (art. 244 quater L du code général des impôts - Prorogation et relèvement de crédit d'impôt pour l'agriculture biologique) (p. 7740). (p. 7741). (p. 7742). (p. 7742, 7743). - **Articles additionnels après l'article 44 septies** (p. 7747). (p. 7749). (p. 7749). (p. 7750). (p. 7752). (p. 7753, 7754). (p. 7754). (p. 7755). (p. 7756). (p. 7757). - **Article 45** (Exonération de la cotisation minimum de CFE des redevables réalisant un très faible chiffre d'affaires) (p. 7758). (p. 7760). - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 7761). (p. 7762). (p. 7762). (p. 7763). (p. 7765). (p. 7766). (p. 7768). (p. 7769). (p. 7769). (p. 7770). (p. 7771). (p. 7772). (p. 7773). (p. 7773). (p. 7773). (p. 7774).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce** - (19 décembre 2017) (p. 10416).

GEOFFROY (Hélène)
*secrétaire d'État auprès du ministre de la
ville, de la jeunesse et des sports,
chargée de la ville
(jusqu'au 18 mai 2017)*

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la mixité sociale au collège** - (9 février 2017) (p. 1397).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)]** - (21 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1671, 1673).

GERBAUD (Frédérique)
*sénatrice (Indre)
LR*

Proposition de loi tendant à rendre imprescriptibles les crimes et délits sexuels sur mineurs **[n° 719 (2016-2017)]** (14 septembre 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à la promotion de la cohabitation intergénérationnelle **[n° 15 (2017-2018)]** (6 octobre 2017) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles **[n° 28 (2017-2018)]** (17 octobre 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à instaurer un Pass permis citoyen **[n° 38 (2017-2018)]** (19 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux **[n° 41 (2017-2018)]** (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit **[n° 83 (2017-2018)]** (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées sous tutelle ou sous curatelle **[n° 95 (2017-2018)]** (16 novembre 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à réformer les fonds de garantie des dommages consécutifs à des actes de prévention, de diagnostic ou de soins dispensés au sein des établissements, services ou organismes de santé et de soins **[n° 126 (2017-2018)]** (4 décembre 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » jusqu'au 12 juin 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer la légitimité démocratique des conseillers communautaires **[n° 282 (2016-2017)]** (10 janvier 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans **[n° 336 (2016-2017)]** (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article premier de la Constitution pour y inscrire le principe d'égalité devant la loi sans distinction de sexe **[n° 454 (2016-2017)]** (8 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à réaffirmer le principe d'égalité entre femmes et hommes et à renforcer la laïcité **[n° 460 (2016-2017)]** (9 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à sécuriser l'établissement des procurations électorales **[n° 480 (2016-2017)]** (28 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à élargir les missions des comités locaux d'information et de suivi visés à l'article L. 542-13 du code de l'environnement **[n° 561 (2016-2017)]** (23 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants - Audition conjointe des organisations d'étudiants.

GHALI (Samia)
sénatrice (Bouches-du-Rhône)
SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs (deuxième lecture) - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs - Examen des amendements éventuels au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rentrée universitaire - Audition de M. Gilles Roussel, président de la Conférence des présidents d'université (CPU).

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Laura Flessel, ministre des sports.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » - Crédits « Audiovisuel » et compte de concours financier « Avances à l'audiovisuel public » - Crédits « Livre et industries culturelles » - Examen du rapport pour avis.

GILLES (Bruno)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
LR

Secrétaire du Sénat jusqu'au 3 octobre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 18 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective jusqu'au 17 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Enseignement scolaire » - Crédits « Enseignement scolaire » et « Enseignement technique agricole » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Crédits « Sport » et « Jeunesse et vie associative » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 45 (2017-2018)]** - (31 octobre 2017) - **Article 6** (*art. 322-4-1 du code pénal - Renforcement des sanctions pénales en cas d'occupation en réunion sans titre d'un terrain*) (p. 4290).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (15 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 5029). (p. 5036).

Quatrième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 26** (*art. L. 531-2 et L. 531-3 du code de la sécurité sociale et art. 74 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Harmonisation du barème et des plafonds de la PAJE et du complément familial*) (p. 5192). - **Articles additionnels après l'article 26** (*Limitation des allocations familiales aux familles dont un parent au moins est français*) (p. 5194). - **Article 26 bis (nouveau)** (*Demande de rapport sur les modalités d'attribution des places au sein des établissements et services d'accueil du jeune enfant*) (p. 5197). - **Article 34** (*art. L. 3111-1, L. 3111-2, L. 3111-3, L. 3111-4-1, L. 3111-9, L. 3116-1, L. 3116-2, L. 3116-4, L. 3821-1, L. 3821-2, L. 3821-3 et L. 3826-1 du code de la santé publique - Extension de l'obligation de couverture vaccinale des enfants*) (p. 5222). - **Article 35** (*art. L. 162-31-1 et L. 221-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 1433-1 du code de la santé publique, art. 43 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Cadre d'expérimentations pour l'innovation dans le système de santé*) (p. 5233). (p. 5234).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à sécuriser l'établissement des procurations électorales [n° 480 (2016-2017)] (28 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à garantir aux personnes en situation de handicap un accès effectif aux lieux ouverts au public [n° 554 (2016-2017)] (15 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à élargir les missions des comités locaux d'information et de suivi visés à l'article L. 542-13 du code de l'environnement [n° 561 (2016-2017)] (23 mai 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi portant création d'un fonds de dotation pour les territoires ruraux [n° 713 (2016-2017)] (7 septembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à la promotion de la cohabitation intergénérationnelle [n° 15 (2017-2018)] (6 octobre 2017) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice.**

Proposition de loi visant à instaurer un Pass permis citoyen [n° 38 (2017-2018)] (19 octobre 2017) - **Collectivités territoriales.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation [n° 111 tome 1 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen du rapport.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Audition de Mme Geneviève Darrieussecq, secrétaire d'État auprès de la ministre des armées.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les jeunes filles poignardées à Marseille** - (10 octobre 2017) (p. 3669). (p. 3670).

GILLOT (Dominique)
sénatrice (Val-d'Oise)
SOCR

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Membre titulaire du comité de suivi de la mise en œuvre des dispositions du titre IV de la loi du 5 mars 2009 relatives au cinéma et autres arts et industries de l'image animée.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Pour une intelligence artificielle maîtrisée, utile et démystifiée - Rapport [n° 464 tome 1 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Recherche, sciences et techniques.**

Rapport d'information, fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Pour une intelligence artificielle maîtrisée, utile et démystifiée - Annexes [n° 464 tome 2 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Recherche, sciences et techniques.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de résolution européenne sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen du projet de rapport présenté par MM. Jean-Yves Le Déaut, député, et Bruno Sido, sénateur, sur « L'évaluation de la stratégie nationale de recherche 2015-2020 ».

Examen d'une communication de Mme Anne-Yvonne Le Dain, députée, sur « L'évaluation de la stratégie de recherche en énergie ».

Réunion du jeudi 23 février 2017 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Jean-Pierre Henry, directeur de recherche au CNRS, université Paris-Diderot, sur le thème : « Progrès dans la connaissance des mécanismes du cerveau. Vers l'homme augmenté ? ».

Réunion du mardi 14 mars 2017 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Intelligence artificielle - Présentation du rapport.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mardi 11 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du jeudi 13 juillet 2017 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Échange de vues.

Nomination des trois vice-présidents députés et des trois vice-présidents sénateurs.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Laura Flessel, ministre des sports.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Françoise Nyssen, ministre de la culture.

Groupe de travail « culture et handicap » - Présentation du rapport d'information.

(*commission des affaires économiques*) : Rapport fait au nom de l'office parlementaire des choix scientifiques et technologiques intitulé : « Pour une intelligence artificielle maîtrisée, utile et démystifiée » - Présentation.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Mounir Mahjoubi, secrétaire d'État chargé du numérique.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement**

GILLOT (Jacques)
sénateur (Guadeloupe)
SOCR, puis LaREM

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

GINESTA (Jordi)
sénateur (Var)
LR

Devenu sénateur le 22 septembre 2017 (en remplacement de M. Hubert Falco, démissionnaire).

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 4 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

nécessaire à l'avenir [n° 104 (2016-2017)] - (11 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 89, 90). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 96).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (25 juillet 2017) - **Article 1er** (*Habilitation du Gouvernement à prendre diverses ordonnances pour renforcer la place de l'accord d'entreprise*) (p. 3006). - **Article 2** (*Nouvelle organisation du dialogue social et rénovation de l'exercice des responsabilités syndicales en entreprise*) (p. 3051, 3052).

- **Suite de la discussion** (26 juillet 2017) (p. 3081). (p. 3082). (p. 3093). (p. 3093). (p. 3094). - **Article 3** (*Aménagement des règles du licenciement et de certaines formes particulières de travail*) (p. 3115). (p. 3127). (p. 3128). (p. 3128). (p. 3129).

- **Suite de la discussion** (27 juillet 2017) (p. 3155). (p. 3156). (p. 3158). (p. 3170, 3171). (p. 3171). (p. 3194, 3195). (p. 3195).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique [n° 288 (2016-2017)]** - (17 janvier 2017) - **Article 1er** (*Affirmation de l'objectif d'égalité réelle entre les outre-mer et l'hexagone*) (p. 286). - **Article 3 quinquièmes (Texte non modifié par la commission)** (*Rapports du Gouvernement au Parlement sur la garantie aux populations d'outre-mer de l'effectivité des mêmes droits dans divers domaines*) (p. 292).

- **Suite de la discussion** (18 janvier 2017) - **Article 20 A (supprimé)** (*loi n° 83-550 du 30 juin 1983 relative à la commémoration de l'abolition de l'esclavage - Journée nationale de commémoration de la traite, de l'esclavage et de leurs abolitions et journée nationale en hommage aux victimes de l'esclavage colonial*) (p. 366). - **Articles additionnels avant l'article 29 bis** (p. 393). (p. 393). (p. 393, 394).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux **[n° 41 (2017-2018)]** (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit **[n° 83 (2017-2018)]** (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : **Projet de loi** mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :

Projet de loi de finances pour 2018 - Examen du rapport pour avis sur la première partie.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :
Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie,

développement et mobilité durables » - Crédits « Transports aériens » - Examen du rapport pour avis.

GIRARDIN (Annick)
ministre de la fonction publique
(jusqu'au 18 mai 2017)
ministre des outre-mer
(à partir du 17 mai 2017)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-53 du 19 janvier 2017 portant diverses dispositions relatives au compte personnel d'activité, à la formation et à la santé et la sécurité au travail dans la fonction publique [n° 506 (2016-2017)] (12 avril 2017) - **Fonction publique**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-496 du 6 avril 2017 portant extension des dispositions de l'article 45 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé dans les îles Wallis et Futuna, en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française [n° 5 (2017-2018)] (4 octobre 2017) - **Outre-mer**.

Projet de loi organique relatif à l'organisation de la consultation sur l'accession à la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie [n° 152 (2017-2018)] (8 décembre 2017) - **Outre-mer**.

GIRAUD (Éliane)
sénatrice (Isère)
SOCR

Reprise de l'exercice du mandat d'un ancien membre du Gouvernement le 17 juin 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 17 juin 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne jusqu'au 12 juin 2017.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème « Faut-il supprimer l'École nationale d'administration ? »** - (1er février 2017) (p. 1179, 1181).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le calendrier des accords de Guyane** - (6 juillet 2017) (p. 1961).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les assises de l'outre-mer** - (17 octobre 2017) (p. 3819).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les finances locales ultramarines** - (17 octobre 2017) (p. 3823).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en outre-mer** - (31 octobre 2017) (p. 4269).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Outre-mer

- (7 décembre 2017) (p. 7469, 7472). - **État B** (p. 7472). (p. 7474). (p. 7475). (p. 7475).

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) :
Audition de M. Jean-Claude Trichet, ancien président de la Banque centrale européenne, et de Mme Pervenche Berès, députée européenne.

Réunion du jeudi 12 janvier 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) :
Audition de M. Jean-Michel Thornary, commissaire général à l'égalité des territoires.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) :
Audition de S.E. Lord Edward Llewellyn, ambassadeur du Royaume-Uni en France.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) :
Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République italienne signé le 24 février 2015 pour

l'engagement des travaux définitifs de la section transfrontalière de la nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Sécurité et migrations : communication de MM. Jean-Marie Bockel et Didier Marie.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Pour une Union européenne proche et lisible : communication de MM. Christian Cambon et Simon Sutour.

Réunion du jeudi 16 février 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Les enfants à identité sexuelle indéterminée - Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Examen du rapport d'information du groupe de suivi sur la refondation de l'Union européenne.

GIUDICELLI (Colette)
sénateur (Alpes-Maritimes)
LR

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 18 octobre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de simplification des procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (12 janvier 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création de l'Agence nationale de santé publique (12 janvier 2017).

Membre titulaire du Conseil national consultatif des personnes handicapées.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à maintenir l'eau et l'assainissement dans les compétences optionnelles des communautés de communes ou des communautés d'agglomération après 2020 [n° 320 (2016-2017)] (21 janvier 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Réunion du jeudi 23 février 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Les enfants à identité sexuelle indéterminée - Examen du rapport d'information de Mmes Maryvonne Blondin et Corinne Bouchoux.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République italienne signé le 24 février 2015 pour l'engagement des travaux définitifs de la section transfrontalière de la nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin [n° 330 (2016-2017)]** - (26 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 961, 962).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la pollution atmosphérique** - (26 janvier 2017) (p. 984, 985).

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi relative aux certificats de décès [n° 584 (2016-2017)] (21 juin 2017) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : UHSA : construire pour soigner [n° 612 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi sur la majoration des pensions aux veuves des très grands invalides de guerre dont l'indice de pension était supérieur à 2 000 points à la date du décès [n° 626 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à modifier les conditions d'attribution des logements sociaux afin de promouvoir la mobilité au sein du parc locatif social [n° 18 (2017-2018)] (10 octobre 2017) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à prendre en compte la situation des « Américains accidentés » concernés par le Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA) [n° 64 (2017-2018)] (6 novembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 5 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Unités hospitalières spécialement aménagées (UHSA) - Présentation du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur les émanations dangereuses dans les cabines d'avions** - (24 janvier 2017) (p. 743). (p. 743).

GODEFROY (Jean-Pierre)
sénateur (Manche)
SOCR

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT).

Membre titulaire du Conseil supérieur de la coopération.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Mineurs non-accompagnés : répondre à l'urgence qui s'installe [n° 598 (2016-2017)] (28 juin 2017) - **Famille**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse (nouvelle lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des affaires sociales*) : Cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques - Audition du professeur Claude Huriet.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des affaires sociales*) : Prise en charge sociale des mineurs isolés étrangers - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen du rapport et du texte de la commission.

GOLD (Éric)
sénateur (Puy-de-Dôme)
RDSE

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 4 octobre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi sur le régime de l'exécution des peines des auteurs de violences conjugales [n° 621 (2016-2017)] (11 juillet 2017) - **Famille**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement à la COP23 - Communication.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les métropoles** - (28 novembre 2017) (p. 6776).

- **Projet de loi de finances pour 2018** [n° 107 (2017-2018)]

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) (p. 6792, 6793).

GONTARD (Guillaume)
sénateur (Isère)
CRCE-R

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 5 octobre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à

l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement. (31 octobre 2017).

Membre suppléant de la commission supérieure des sites, perspectives et paysages le 7 décembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 600 (2016-2017)] (29 juin 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à réhabiliter la police de proximité [n° 715 (2016-2017)] (11 septembre 2017) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à renforcer la définition des agressions sexuelles et du viol commis sur des mineurs de moins de 15 ans [n° 55 (2017-2018)] (30 octobre 2017) - **Famille.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Henri Poupard-Lafarge, président-directeur général d'Alstom.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Mounir Mahjoubi, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé du numérique.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen du rapport pour avis sur la première partie.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Biodiversité - transition énergétique » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Prévention des risques » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sébastien Lecornu, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Crédits « Recherche en matière de développement durable » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement [n° 9 (2017-2018)]** - (10 octobre 2017) - **Discussion générale** (p. 3655, 3656). - **Article 2** (*Mise en cohérence de la terminologie utilisée par plusieurs codes*) (p. 3665). (p. 3681). (p. 3684). (p. 3689). - **Article 4** (**Texte non modifié par la commission**) (*Mise en cohérence du code minier sur le sujet de l'autorité environnementale*) (p. 3692, 3693). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3694).

- **Débat sur l'aménagement du territoire : plus que jamais une nécessité** - (25 octobre 2017) (p. 4178).

- **Proposition de loi tendant à simplifier certaines obligations applicables aux collectivités territoriales dans le domaine du service public d'eau potable [n° 32 (2017-2018)]** - (26 octobre 2017) - **Discussion générale** (p. 4227).

- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement [n° 43 (2017-2018)]** - (7 novembre 2017) - **Article 1er** (*art. L. 111-1, art. L. 111-4 à L. 111-9 [nouveaux] du code minier - Arrêt progressif de la recherche et de l'exploitation des hydrocarbures*) (p. 4368). (p. 4376). - **Articles additionnels après l'article 2** (*Suppression de l'obligation de délivrer un permis de recherche ou d'octroyer une concession du fait du droit de suite*) (p. 4393). (p. 4394). - **Article 3** (*Loi n° 2011-835 du 13 juillet 2011 - Interdiction de la recherche et de l'exploitation des hydrocarbures dits « non conventionnels »*) (p. 4399). - **Article 3 quater** (*Mise en ligne des demandes de titres d'exploration et d'exploitation d'hydrocarbures et des titres en cours de validité*) (p. 4409).

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2017) - **Article 6** (**texte non modifié par la commission**) (*art. L. 661-4, art. L. 661-10 à L. 661-20 [nouveaux] du code de l'énergie - Contrôle de la qualité environnementale des biocarburants*) (p. 4447). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4459, 4460).

- **Débat sur le thème « Quelles énergies pour demain ? »** - (22 novembre 2017) (p. 7656, 7657).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables

- (1er décembre 2017) - **État B** (p. 7016). - **Article 54** (*art. L. 213-9-2 du code de l'environnement et art. 124 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 - Création d'une contribution des agences de l'eau au bénéfice d'opérateurs de l'environnement*) (p. 7019, 7020). - **Articles additionnels après l'article 54** (p. 7021, 7022). (p. 7022).

- **Question orale sans débat sur l'aide au maintien de l'agriculture biologique** - (5 décembre 2017) (p. 7168). (p. 7169).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] (suite)**

Seconde partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (7 décembre 2017) - **État B** (p. 7419).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret**

ferroviaire [n° 600 (2016-2017)] - (13 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 9568, 9569).

- **Débat sur la COP23** - (13 décembre 2017) (p. 9600).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'accueil des réfugiés** - (19 décembre 2017) (p. 10412).

GONTHIER-MAURIN (Brigitte)
sénatrice (Hauts-de-Seine)
CRC

Non réélue le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 1er octobre 2017.

Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire du conseil d'administration du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou.

Membre titulaire du comité de suivi de la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre plus équitable au sein d'un EPCI le calcul des dotations de compensation dans le contexte d'un transfert de compétence [n° 406 (2016-2017)] (15 février 2017) - **Budget**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article premier de la Constitution pour y inscrire le principe d'égalité devant la loi sans distinction de sexe [n° 454 (2016-2017)] (8 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de loi pour un droit au logement effectif et pour l'interdiction des expulsions sans relogement [n° 479 (2016-2017)] (27 mars 2017) - **Logement et urbanisme**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : 50e anniversaire de la loi du 28 décembre 1967 - Hommage à Lucien Neuwirth [n° 487 (2016-2017)] (30 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de loi visant à préciser les limites du champ de protection d'un brevet concernant une information génétique [n° 515 (2016-2017)] (20 avril 2017) - **Culture**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire le droit à l'interruption volontaire de grossesse dans la Constitution [n° 545 (2016-2017)] (3 mai 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à abroger la loi autorisant la ligne Charles-de-Gaulle Express [n° 552 (2016-2017)] (11 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la protection des enfants et des adolescents face aux effets de la publicité télévisuelle [n° 558 (2016-2017)] (22 mai 2017) - **Éducation**.

Proposition de loi relative à la mise en place d'un moratoire sur la mise en culture des semences de colza et de tournesol tolérantes aux herbicides issues de mutagénèse [n° 564 (2016-2017)] (29 mai 2017) - **Agriculture et pêche**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Femmes et agriculture : pour l'égalité dans les territoires [n° 615 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Agriculture et pêche**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : Culture et handicap : une exigence démocratique [n° 648 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Culture**.

Proposition de loi visant à renforcer le contrôle sur le commerce des armes et relative à la violation des embargos [n° 695 (2016-2017)] (31 juillet 2017) - **Défense**.

Proposition de loi visant à rétablir le délit d'entrave des directeurs d'établissements publics au fonctionnement du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) [n° 696 (2016-2017)] (31 juillet 2017) - **Fonction publique**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 janvier 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de résolution européenne sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens (COM) de l'Institut français pour la période 2017-2019 - Communication et examen de l'avis de la commission.

Réunion du jeudi 16 février 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Les enfants à identité sexuelle indéterminée - Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur la francophonie - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Mission en Inde - Présentation du rapport d'information.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 5 juillet 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'information « Femmes et agriculture ».

Réunion du mardi 11 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail « culture et handicap » - Présentation du rapport d'information.

Organismes extraparlimentaires - Désignations.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Mounir Mahjoubi, secrétaire d'État chargé du numérique.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir [n° 104 (2016-2017)]** - (11 janvier 2017) - auteur de la proposition de résolution européenne - **Discussion générale** (p. 82, 83).

- **Question orale sans débat sur la réforme de l'éducation prioritaire** - (24 janvier 2017) (p. 740, 741). (p. 741).

- **Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse - Nouvelle lecture [n° 340 (2016-2017)]** - (14 février 2017) - **Article unique** (p. 1434).

- **Question orale sans débat sur le crédit d'impôt recherche et la fermeture des centres de recherche et le développement d'Intel en France** - (21 février 2017) (p. 1657). (p. 1658).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (11 juillet 2017) - **Article 1er** (*art. 131-26-2 [nouveau], 432-17, 433-22 et 711-1 du code pénal - Élargissement du champ d'application de la peine complémentaire obligatoire d'inéligibilité*) (p. 2010). - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 2045, 2046). - **Titre** (*Intitulé du Titre III*) (p. 2055). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2073).

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2017) - **Article 6** (*Modalités d'entrée en vigueur des modalités du licenciement des collaborateurs « familiaux » de parlementaires ou d'autorités territoriales*) (p. 2102). (p. 2102). - **Article 6 bis** (*nouveau*) (*Accompagnement des collaborateurs parlementaires licenciés*) (p. 2106).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-717 du 3 mai 2017 portant création de l'établissement public Paris La Défense [n° 632 (2016-2017)]** - (20 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 2811, 2812). - **Article 2** (*nouveau*) (*Définition des périmètres d'intervention de Paris La Défense*) (p. 2815). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 2820). - **Article 5** (*nouveau*) (*Suppression du pouvoir du préfet de région de suspendre le caractère exécutoire des décisions du conseil d'administration de Paris La Défense pour atteinte au bon fonctionnement des services publics*) (p. 2821). - **Article 7** (*nouveau*) (*Transfert de propriété des parcs de stationnement de La Défense*) (p. 2823). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2824).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'enseignement supérieur** - (20 juillet 2017) (p. 2828, 2829). (p. 2829).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (25 juillet 2017) - **Article 9** (*priorité*) (*Report d'un an de l'entrée en vigueur du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu*) (p. 2993).

de la GONTRIE (Marie-Pierre)
sénatrice (Paris)
SOCR

Élue le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 4 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance portant création de l'établissement public Paris La Défense (1er décembre 2017).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à interdire la pratique de la chasse à courre, à cor et à cri [n° 106 (2017-2018)] (22 novembre 2017) - **Environnement**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des lois*) : **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations** - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des lois*) : **Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice** - **Proposition de loi organique pour le redressement de la justice** - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des lois*) : **Projet de loi de finances pour 2018** - Audition de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur, et Mme Jacqueline Gourault, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des lois*) : **Proposition de loi relative aux modalités de dépôt de candidature aux élections** - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des lois*) : **Projet de loi de finances pour 2018** - Mission « Sécurité » - Programmes « Police nationale », « Gendarmerie nationale » et « Sécurité et éducation routières » - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi relative aux modalités de dépôt de candidature aux élections - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 28 novembre 2017 (*commission des lois*) :
Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à réhabiliter la police de proximité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de résolution visant à pérenniser et adapter la procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi ratifiant l'ordonnance portant création de l'établissement public Paris La Défense.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des lois*) : Prise en charge des djihadistes français et de leurs familles de retour d'Irak et de Syrie - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport portant avis sur la recevabilité de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice** [n° 34 (2017-2018)] - (24 octobre 2017) - **Annexe** (p. 4019). - **Articles additionnels après l'article 28** (*Prévention de la surpopulation carcérale - Identification des détenus en fin de peine*) (p. 4052).

GORCE (Gaëtan)
sénateur (Nièvre)
SOCR

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut français.

GOULET (Nathalie)
sénateur (Orne)
UC

Réélue le 24 septembre 2017.

- **Projet de loi de finances pour 2018** [n° 107 (2017-2018)]

Seconde partie :

Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres

- (1er décembre 2017) - **État D** (p. 7026).

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (5 décembre 2017) - **Article additionnel après l'article 62 quater** (*Rapport du Gouvernement sur l'attestation de contrôle d'identité*) (p. 7212, 7213).

Immigration, asile et intégration

- (5 décembre 2017) - **État B** (p. 7230).

Justice

- (5 décembre 2017) - **État B** (p. 7258). (p. 7259).

- **Débat sur le retour des djihadistes en France** - (13 décembre 2017) (p. 9593, 9594).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le droit d'asile** - (19 décembre 2017) (p. 10412, 10413).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux dérogations à la dématérialisation des bulletins de paie [n° 317 (2016-2017)] (19 janvier 2017) - **Société**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique** [n° 609 (2016-2017)] - (12 juillet 2017) - **Article 5** (*art. 110 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - Interdiction, pour une autorité territoriale, de recruter un membre de sa famille comme collaborateur*) (p. 2094, 2095).

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances à partir du 5 octobre 2017.

Vice-présidente de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 3 octobre 2017.

Membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) le 7 novembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article premier de la Constitution pour y inscrire le principe d'égalité devant la loi sans distinction de sexe [n° 454 (2016-2017)] (8 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à réaffirmer le principe d'égalité entre femmes et hommes et à renforcer la laïcité [n° 460 (2016-2017)] (9 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à définir et sanctionner les fausses nouvelles ou « fake news » [n° 470 (2016-2017)] (22 mars 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture**.

Proposition de loi portant création d'un fonds de dotation pour les territoires ruraux [n° 713 (2016-2017)] (7 septembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'état de la sécurité alimentaire en France et en Europe [n° 25 (2017-2018)] (12 octobre 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, tendant à la création d'un Tribunal pénal international chargé de juger les djihadistes européens ayant servi avec Daesh [n° 29 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 30 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête visant à évaluer les outils de lutte contre la fraude fiscale et la fraude sociale [n° 61 (2017-2018)] (1er novembre 2017) - **Budget**.

Proposition de loi visant à interdire l'installation et l'utilisation de bornes d'échange et de distributeurs de crypto-monnaies [n° 97 (2017-2018)] (17 novembre 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Engagements financiers de l'État [n° 108 tome 3 annexe 13 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant la ratification du protocole au traité de l'Atlantique Nord sur l'accession du Monténégro - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à l'assistance alimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'adhésion de la France au deuxième protocole relatif à la convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et articles 50 et 51) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen des rapports spéciaux.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Participation de la France au budget de l'Union européenne (article 27) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Finances locales - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Aide publique au développement » et compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 31 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à la fiscalité applicable dans l'enceinte de l'aéroport de Bâle-Mulhouse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des articles de la première partie - Examen du tome II du rapport général.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des missions et de l'article rattaché précédemment examinés et réservés.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » (et articles 52 à 52 sexies) - Examen des rapports spéciaux.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Engagements financiers de l'État » - Compte d'affectation spéciale « Participations de la France au désendettement de la Grèce » - Comptes de concours financiers « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » et « Accords monétaires internationaux » (et articles 55 et 55 bis) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 bis) - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Missions « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et article 51), « Cohésion des territoires » (et articles 52 à 52 sexies), « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » (et article 55 ter) et « Remboursements et dégrèvements », et articles rattachés à la mission « Engagements financiers de l'État », et compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen des amendements de séance.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes - Troisième lecture [n° 256 (2016-2017)]** - (10 janvier 2017) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 206 (216-217)** (p. 22, 23).

- **Proposition de loi organique relative aux autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Troisième lecture [n° 206 (216-217)]** - (10 janvier 2017) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 256 (2016-2017)** (p. 22, 23).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la saisine du CSA après l'interview de Farid Benyettou** - (12 janvier 2017) (p. 212). (p. 213).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (11 juillet 2017) - **Article 1er** (art. 131-26-2 [nouveau], 432-17, 433-22 et 711-1 du code pénal - Élargissement du champ d'application de la peine complémentaire obligatoire d'inéligibilité) (p. 2010). - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 2014). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2031). (p. 2033). (p. 2035).

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2017) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 2096). - **Article 6** (*Modalités d'entrée en vigueur des modalités du licenciement des collaborateurs « familiaux » de parlementaires ou d'autorités territoriales*) (p. 2099, 2100). - **Article 8** (art. 11, 11-1, 11-2, 11-3, 11-3-1 (nouveau), 11-4, 11-5, 11-7, 11-8, 11-9, 11-10 [nouveau] et 19 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie publique, art. 10 de la loi n° 2017-286 du 6 mars 2017 tendant à renforcer les obligations comptables des partis politiques et des candidats - Encadrement des prêts consentis à des partis et groupements politiques, modalités de certification des comptes des partis et groupement politiques, information de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques et sanctions pénales en cas de violation des règles relatives au financement de la vie politique) (p. 2117). - **Article 9 bis (nouveau)** (art. L. 52-6 et L. 52-6-1 [nouveau] du code électoral - Facilitation de l'ouverture et du fonctionnement du compte bancaire ou postal pour une campagne électorale) (p. 2131).

- **Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme [n° 630 (2016-2017)]** - (18 juillet 2017) -

Article 2 (art. L. 227-1 et L. 227-2 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Fermeture administrative des lieux de culte) (p. 2648). (p. 2650, 2651). - **Article 3** (art. L. 228-1, L. 228-2, L. 228-3, L. 228-4, L. 228-5, L. 228-6 et L. 228-7 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Régime de contrôle administratif et de surveillance des personnes constituant une menace grave pour la sécurité et l'ordre publics) (p. 2656). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2669). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 2677, 2678).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations [n° 23 (2017-2018)]** - (17 octobre 2017) - **Article 8 (nouveau)** (art. 1195 et 1213 à 1215 du code civil et art. L. 211-40-1 [nouveau] du code monétaire et financier - Le régime de l'imprévision et la durée du contrat) (p. 3832). - **Article 13 (nouveau)** (art. 1343-3 du code civil - Paiement d'une obligation de somme d'argent en devises) (p. 3836, 3837).

- **Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Commission mixte paritaire [n° 17 (2017-2018)]** - (18 octobre 2017) - **Discussion générale** (p. 3905, 3906).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la gestion du retour des djihadistes** - (26 octobre 2017) (p. 4196). (p. 4197).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (15 novembre 2017) - **Article 8** (art. L. 241-2-1 [nouveau], art. L. 241-13, art. L. 243-6-1, art. L. 243-6-2, art. L. 243-6-3, art. L. 243-6-6 à L. 243-6-8 [nouveaux] et L. 243-7 du code de la sécurité sociale, art. L. 741-1 du code rural et de la pêche maritime - Réduction de cotisation maladie et renforcement des allègements généraux en contrepartie de la suppression du CICE et du CITS) (p. 4999). (p. 5007).

Troisième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 16 ter (nouveau)** (art. L. 640-2 (nouveau), L. 722-1, L. 722-6 du code de la sécurité sociale - Facilitations d'affiliation aux régimes d'assurance des internes en médecine) (p. 5160).

Quatrième partie :

- (17 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 5259). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 5281).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Discussion générale :

- (23 novembre 2017) (p. 6342). (p. 6343). - **Article liminaire** (*Prévisions de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques de l'année 2018, prévisions d'exécution 2017 et exécution 2016*) (p. 6347). (p. 6349).

Première partie :

- (24 novembre 2017) - **Article 1er** (*Autorisation de percevoir les impôts existants*) (p. 6370). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 6380). (p. 6381). (p. 6387).

- **Rappel au règlement** - (25 novembre 2017) (p. 6487).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] (suite)**

Première partie :

- (25 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 6495). (p. 6497). (p. 6498). - **Article 9 quater (nouveau)** (art. 266 quindecies du code des douanes - Élargissement de l'assiette de la TGAP aux biocarburants remplaçant le gazole) (p. 6502). (p. 6506). (p. 6507). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 6517). - **Article 10 sexies (nouveau)** (*Maintien jusqu'au 31 décembre 2019 du bénéfice du régime fiscal et*

social des ZRR pour les communes qui en sont sorties et ne sont pas couvertes par la loi Montagne) (p. 6530).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2017) - **Article additionnel après l'article 14** (art. 238 bis du code général des impôts - Extension de la réduction d'impôt aux dons effectués aux sociétés d'économie mixte ou aux sociétés d'économie locale agissant dans le domaine du tourisme et de la culture) (p. 6628). (p. 6629). - **Article 15** (art. 62 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 - Modification de l'assiette de la taxe sur les transactions financières) (p. 6631). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 6637). (p. 6638). (p. 6641). (p. 6642). (p. 6643). - **Article 16** (art. L. 1613-1, art. L. 2335-3, art. L. 3334-17 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B, art. 1586 B et art. 1648 A du code général des impôts, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 49 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 6 de la loi n° 87-1317 de finances pour 1987 du 30 décembre 1986, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 2, art. 77 et art. 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 de finances pour 2011, art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Fixation pour 2018 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL) (p. 6667). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 6670). (p. 6677). - **Article 19** (Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public) (p. 6695).

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) - **Article 59 bis (nouveau)** (art. L. 2334-37 du code général des collectivités territoriales - Modalités d'examen par la commission ad hoc des demandes de subvention au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux, DETR) (p. 6822). - **Article 60** (art. L. 1613-5-1, art. L. 2113-20, art. L. 2113-22, art. L. 2334-7-3, art. L. 2334-7-3, art. L. 2334-13, art. L. 2334-17, art. L. 2334-21, art. L. 3334-1, art. L. 3334-4, art. L. 3663-9 et art. L. 5214-23-1 du code général des collectivités territoriales - Répartition de la dotation globale de fonctionnement, DGF) (p. 6840).

Sécurité - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (5 décembre 2017) - **Article additionnel après l'article 62 ter** (Rapport sur les dépenses liées au financement des activités de prévention et de lutte contre le terrorisme) (p. 7211). (p. 7212).

Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : Participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Investissements d'avenir - Remboursements et dégrèvements

- (6 décembre 2017) (p. 7370, 7371).

- **Rappel au règlement** - (7 décembre 2017) (p. 7401).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] (suite)**

Seconde partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (7 décembre 2017) (p. 7405). (p. 7406).

- **Rappel au règlement** - (7 décembre 2017) (p. 7428).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] (suite)**

Seconde partie :

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (7 décembre 2017) (p. 7432). (p. 7434). (p. 7435, 7436). (p. 7440). - **État B** (p. 7443). (p. 7446). (p. 7447). - **Article 54 quinques (nouveau)** (art. 621-5-3 et 621-5-5 [nouveau] du code monétaire et financier - Contribution volontaire à l'Autorité des marchés financiers dans le cadre de projets d'intérêt commun) (p. 7449). - **Article 54 octies (nouveau)** (Rapport sur le financement public de Business France) (p. 7453). - **État D** (p. 7456). (p. 7457).

Articles non rattachés

- (8 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 39 septies** (p. 7573). - **Articles additionnels après l'article 39 nonies** (p. 7587). (p. 7588). (p. 7589). (p. 7590). - **Articles additionnels après l'article 41** (p. 7603). (p. 7605). (p. 7606). - **Article 43 ter (nouveau)** (art. 88 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 - Extension du bénéfice de l'abattement de taxe sur les salaires et du crédit d'impôt de taxe sur les salaires aux groupements de coopération sanitaire et aux groupements de coopération sociale et médico-sociale) (p. 7613). - **Article 44** (art. 231 du code général des impôts - Suppression du taux supérieur de la taxe sur les salaires) (p. 7615). - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 7619).

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2017) - **Article 44 septies (nouveau)** (art. 244 quater L du code général des impôts - Prorogation et relèvement de crédit d'impôt pour l'agriculture biologique) (p. 7743). - **Articles additionnels après l'article 44 septies** (p. 7745). (p. 7747). (p. 7749). (p. 7752). (p. 7753). (p. 7754). - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 7770). (p. 7773). (p. 7774). - **Articles additionnels après l'article 45 quinques** (p. 7788). (p. 7789). - **Articles additionnels après l'article 46 ter** (p. 7804, 7805). (p. 7808, 7809). - **Article 48** (Introduction d'un jour de carence pour la prise en charge des congés de maladie des personnels du secteur public) (p. 7816). - **Articles additionnels après l'article 48 bis** (p. 7817). (p. 7817). (p. 7817). (p. 7818). (p. 7819). (p. 7819). (p. 7821). (p. 7822). (p. 7822, 7823). (p. 7823). (p. 7824). (p. 7824). (p. 7824). (p. 7825).

- **Nouvelle lecture [n° 172 (2017-2018)]**

Discussion générale :

- (19 décembre 2017) (p. 10397). (p. 10399).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Nouvelle lecture [n° 178 (2017-2018)]** - (19 décembre 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de finances n° 172 (2017-2018)** (p. 10397). (p. 10399).

GOURAULT (Jacqueline)
*ministre auprès du ministre d'État,
ministre de l'intérieur
(à partir du 21 juin 2017)
sénatrice (Loir-et-Cher)
UDI-UC, puis UC
(jusqu'au 21 juillet 2017)
sénatrice (Loir-et-Cher)
UC
(du 2 octobre 2017 au 2 novembre 2017)*

Devenue membre du Gouvernement le 21 juillet 2017.

Réélue le 24 septembre 2017.

Devenue membre du Gouvernement le 2 novembre 2017.

Vice-présidente du Sénat jusqu'au 21 juillet 2017 ; a présidé les séances des 12, 18, 24 janvier, 1er, 7, 8, 21 et 22 février 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable du 4 octobre 2017 au 2 novembre 2017.

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 21 juillet 2017.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République jusqu'au 21 juillet 2017.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 18 octobre 2017.

Membre suppléant du Conseil national d'évaluation des normes jusqu'au 2 juillet 2017.

Membre titulaire du comité placé auprès de la personnalité qualifiée chargée de contrôler la plate-forme nationale des interceptions judiciaires jusqu'au 21 juillet 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 758 (2015-2016)] permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins [n° 413 (2016-2017)] (15 février 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à faciliter le règlement des conséquences pécuniaires du divorce [n° 449 (2016-2017)] (2 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 janvier 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la sécurité publique - Audition de M. Bruno Le Roux, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 24 janvier 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la sécurité publique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des lois*) : Création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux passeports et aux cartes nationales d'identité (fichier TES) - Audition de M. Bruno Le Roux, ministre de l'intérieur.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 21 février 2017 (*commission des lois*) : Mission d'information « Désendoctrinement, désembrigadement et réinsertion des djihadistes en France et en Europe » - Communication.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation politique à Montpellier** - (11 juillet 2017) (p. 2025, 2026).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (12 juillet 2017) - **Article 6 bis (nouveau)** (*Accompagnement des collaborateurs parlementaires licenciés*) (p. 2108). - **Article additionnel après l'article 6 bis** (p. 2110). - **Articles additionnels avant l'article 8** (p. 2112). (p. 2113). - **Article 8** (*art. 11, 11-1, 11-2, 11-3, 11-3-1 (nouveau), 11-4, 11-5, 11-7, 11-8, 11-9, 11-10 [nouveau] et 19 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie publique, art. 10 de la loi n° 2017-286 du 6 mars 2017 tendant à renforcer les obligations comptables des partis politiques et des candidats - Encadrement des prêts consentis à des partis et groupements politiques, modalités de certification des comptes des partis et groupement politiques, information de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques et sanctions pénales en cas de violation des règles relatives au financement de la vie politique*) (p. 2115). (p. 2116). (p. 2116). (p. 2117). (p. 2118). (p. 2119). (p. 2120). (p. 2120, 2121). (p. 2121). (p. 2122). (p. 2123). (p. 2123). (p. 2123). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 2124).

- **Question orale sans débat sur l'augmentation sensible de la taxe d'habitation dans les communes nouvelles** - (25 juillet 2017) (p. 2980).

- **Question orale sans débat sur les difficultés rencontrées dans l'accueil des gens du voyage en Haute-Savoie** - (25 juillet 2017) (p. 2980, 2981).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la dotation d'équipement des territoires ruraux** - (1er août 2017) (p. 3508, 3509).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les transferts obligatoires de compétence en matière d'eau et d'assainissement** - (10 octobre 2017) (p. 3670).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le pacte financier avec les collectivités locales** - (10 octobre 2017) (p. 3671).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les ressources des collectivités** - (10 octobre 2017) (p. 3677).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'expulsion des clandestins** - (17 octobre 2017) (p. 3816, 3817).

- **Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Commission mixte paritaire [n° 17 (2017-2018)]** - (18 octobre 2017) - **Discussion générale** (p. 3897, 3899).

- **Question orale sans débat sur la délivrance des cartes nationales d'identité dans les communes nouvelles et les zones de montagne** - (24 octobre 2017) (p. 3939, 3940).

- **Question orale sans débat sur le logement des pasteurs et des rabbins et travaux sur les lieux de culte en Alsace-Moselle** - (24 octobre 2017) (p. 3940).

- **Question orale sans débat sur la difficulté d'harmonisation de la compétence scolaire dans le cadre de la fusion d'EPCI** - (24 octobre 2017) (p. 3941).

- **Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 45 (2017-2018)]** - (31 octobre 2017) - **Discussion générale** (p. 4250, 4252).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales** - (31 octobre 2017) (p. 4273).

- **Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 45 (2017-2018)] (suite)** - (31 octobre 2017) - **Article 1er** (art. 1er et 2 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, art. L. 3641-1, L. 5214-16, L. 5214-23-1, L. 5215-20, L. 5215-20-1, L. 5216-5, L. 5217-2 et L. 5219-1 du code général des collectivités territoriales - Obligations et compétences des communes et des EPCI en matière d'accueil des gens du voyage) (p. 4275, 4276). (p. 4276). (p. 4277, 4278). - **Article 2** (art. 3 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage - Suppression de la procédure de consignation de fonds à l'encontre des communes et EPCI défaillants) (p. 4278, 4279). (p. 4279). - **Article 3** (art. 9-2 [nouveau] de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage - Organisation des grands rassemblements et des grands passages de gens du voyage) (p. 4280). (p. 4281). - **Article additionnel après l'article 3** (Efficacité de la taxe sur les résidences mobiles à usage d'habitat principal) (p. 4282). - **Article 4** (art. 9 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage - Police spéciale du stationnement des résidences mobiles) (p. 4284). - **Article 5** (art. 9 et 9-1, art. 9-1-1 et 9-1-2 [nouveaux] de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage - Évacuation des campements illicites) (p. 4285). (p. 4288). - **Article 6** (art. 322-4-1 du code pénal - Renforcement des sanctions pénales en cas d'occupation en réunion sans titre d'un terrain) (p. 4289). (p. 4289, 4290). (p. 4290). (p. 4291). - **Article 7 (nouveau)** (art. 322-3 du code pénal - Renforcement des sanctions pénales en cas de destruction, dégradation ou détérioration d'un bien d'autrui) (p. 4292). - **Article 8 (nouveau)** (art. 322-4-2 [nouveau] du code pénal - Création d'un délit d'occupation habituelle d'un terrain sans titre) (p. 4293). (p. 4293). - **Article 9 (nouveau)** (art. 322-15 et 322-15-1 [abrogé] du code pénal - Peines complémentaires applicables au délit d'occupation en réunion sans titre d'un terrain) (p. 4294). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4295).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les migrants à Calais** - (9 novembre 2017) (p. 4666).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le statut particulier de la Corse** - (9 novembre 2017) (p. 4670).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le fonds d'urgence aux départements** - (9 novembre 2017) (p. 4671, 4672).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les prières de rue** - (14 novembre 2017) (p. 4916).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'état des forces de sécurité** - (14 novembre 2017) (p. 4919).

- **Débat sur la représentation des communes déléguées dans les communes nouvelles** - (22 novembre 2017) (p. 7632, 7634). (p. 7634). (p. 7635). (p. 7635). (p. 7636). (p. 7637). (p. 7637). (p. 7638, 7639). (p. 7639). (p. 7639, 7640). (p. 7640). (p. 7641). (p. 7641, 7642). (p. 7642). (p. 7643). (p. 7643). (p. 7644). (p. 7644). (p. 7645). (p. 7645). (p. 7646).

- **Débat sur les collectivités locales** - (22 novembre 2017) (p. 7665, 7666). (p. 7667). (p. 7667). (p. 7668). (p. 7668, 7669). (p. 7669). (p. 7670). (p. 7670, 7671). (p. 7671). (p. 7672). (p. 7672). (p. 7673). (p. 7673). (p. 7674). (p. 7674, 7675). (p. 7675). (p. 7675, 7676). (p. 7676). (p. 7677). (p. 7677, 7678). (p. 7678). (p. 7678, 7679).

- **Proposition de loi relative aux modalités de dépôt de candidature aux élections [n° 88 (2017-2018)]** - (22 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 7679, 7681). (p. 7688, 7689). - **Article additionnel avant l'article 1er A** (Contrôle de l'éligibilité des candidatures - Renforcement) (p. 7689). - **Article 1er A** (art. L. 154 et L. 155 du code électoral - Déclaration de candidature aux élections législatives) (p. 7690). - **Article 1er** (art. L. 255-4 et L. 265 du code électoral - Déclaration de candidature aux élections municipales) (p. 7692). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7692). (p. 7695). - **Article 5** (art. L. 395, L. 398, L. 407, L. 418, L. 433, L. 438, L. 439, L. 487, L. 514, L. 542 et L. 558-20 du code électoral - Application outre-mer) (p. 7700).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le malaise des policiers** - (23 novembre 2017) (p. 6323, 6324).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les métropoles** - (28 novembre 2017) (p. 6776, 6777).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le référendum Alsace et Lorraine** - (28 novembre 2017) (p. 6779).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) (p. 6800, 6802).

Relations avec les collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) - **État B** (p. 6803). (p. 6804). - **Article 59** (art. L. 2334-42 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Dotation de soutien à l'investissement local) (p. 6808, 6809). (p. 6810). (p. 6811). (p. 6812). (p. 6812, 6813). (p. 6816). - **Article 59 bis (nouveau)** (art. L. 2334-37 du code général des collectivités territoriales - Modalités d'examen par la commission ad hoc des demandes de subvention au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux, DETR) (p. 6821). (p. 6823, 6824). (p. 6825). (p. 6827, 6828). (p. 6828). (p. 6829). - **Article additionnel après l'article 59 bis** (Participation minimale des collectivités territoriales maître d'ouvrage au financement d'un projet) (p. 6830). (p. 6831). - **Article 60** (art. L. 1613-5-1, art. L. 2113-20, art. L. 2113-22, art. L. 2334-7-3, art. L. 2334-7-3, art. L. 2334-13, art. L. 2334-17, art. L. 2334-21, art. L. 3334-1, art. L. 3334-4, art. L. 3663-9 et art. L. 5214-23-1 du code général des collectivités territoriales - Répartition de la dotation globale de fonctionnement, DGF) (p. 6834, 6835). (p. 6837). (p. 6837). (p. 6839). (p. 6840). (p. 6840). (p. 6840, 6841). (p. 6841). (p. 6842). (p. 6842). (p. 6842, 6843). (p. 6843). (p. 6843). (p. 6844). (p. 6845). - **Articles additionnels après l'article 60** (Imputation comptable de la compensation des départements aux métropoles en cas de transfert de compétences) (p. 6846). (p. 6847). - **Article 60 ter (nouveau)** (Demande de rapport sur la prise en compte dans la répartition des dotations et des fonds

de péréquation des charges liées à l'accueil d'une population touristique non permanente) (p. 6847, 6848). (p. 6848). - **Article 60 quater (nouveau)** (Demande de rapport sur la prise en compte dans la répartition des dotations et des fonds de péréquation des surfaces comprises dans les sites Natura 2000) (p. 6848). - **Article 61** (art. L. 2336-1, art. L. 2336-3, art. L. 2336-6, art. L.3335-1, art. L. 3335-3, art. L. 4332-9 du code général des collectivités territoriales, art. 166 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 - Modification des règles de répartition des dispositifs de péréquation horizontale) (p. 6849). (p. 6851). (p. 6852). (p. 6852). (p. 6852). (p. 6854). (p. 6855). (p. 6857). (p. 6858). (p. 6858). (p. 6859). (p. 6859). - **Articles additionnels après l'article 61** (Création d'un fonds régional de solidarité interterritoriale) (p. 6861). - **Article 61 bis (nouveau)** (art. L. 2334-40 du code général des collectivités territoriales - Élargissement du bénéfice de la dotation politique de la ville) (p. 6862). - **Article 62 bis (nouveau)** (art. 1609 nonies C du code général des impôts - Définition unilatérale de l'attribution de compensation des établissements publics de coopération intercommunale issus de fusion ou ayant changé de périmètre) (p. 6863). (p. 6864). (p. 6864).

- **Question orale sans débat sur les modifications du code électoral** - (5 décembre 2017) (p. 7182, 7183).

- **Question orale sans débat sur la construction d'une caserne de gendarmerie à Beaumont-sur-Oise et la réhabilitation de la caserne de Persan** - (5 décembre 2017) (p. 7183, 7184).

- **Question orale sans débat sur le projet de fusion des Yvelines et des Hauts-de-Seine** - (5 décembre 2017) (p. 7184).

- **Question orale sans débat sur la réglementation concernant les zones bleues de stationnement** - (5 décembre 2017) (p. 7185).

- **Question orale sans débat sur le devenir des machines à voter** - (5 décembre 2017) (p. 7186).

- **Question orale sans débat sur l'organisation des élections sénatoriales** - (5 décembre 2017) (p. 7186, 7187).

- **Question orale sans débat sur la délivrance de passeport à des parents séparés** - (5 décembre 2017) (p. 7187, 7188).

- **Proposition de loi visant à réhabiliter la police de proximité [n° 133 (2017-2018)]** - (13 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 9547, 9549). (p. 9558). - **Article 3** (Création d'une direction générale de la police de proximité au ministère de l'intérieur) (p. 9562).

- **Proposition de loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des**

milieux aquatiques et de la prévention des inondations [n° 164 (2017-2018)] - (18 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10309, 10311). - **Article 1er** (art. 59 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Compétences des départements et des régions. Responsabilité limitée des gestionnaires d'ouvrages de protection. Modalités de transfert ou de délégation de la compétence GEMAPI) (p. 10319). (p. 10321). (p. 10323, 10324). (p. 10325). (p. 10326). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 10327). (p. 10328). - **Article 1er bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 211-7 du code de l'environnement - Adhésion d'un syndicat mixte « ouvert » à un autre syndicat mixte « ouvert ») (p. 10328). (p. 10328). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (Rapport du Gouvernement au Parlement sur les conséquences du transfert de la GEMAPI aux EPCI sur la gestion des fleuves) (p. 10329). (p. 10330). - **Article 3** (art. L. 5211-61 du code général des collectivités territoriales - Transfert ou délégation à un syndicat mixte de tout ou partie des compétences relatives à la GEMAPI) (p. 10331). (p. 10331, 10332). (p. 10333). - **Article 4** (art. L. 213-12 du code de l'environnement - « Sécabilité interne » des missions relevant de la compétence GEMAPI en cas de transfert ou de délégation à un EPAGE ou un EPTB) (p. 10333). (p. 10333). - **Article additionnel après l'article 5** (Financement de la lutte contre le ruissellement fondé sur la taxe GEMAPI) (p. 10334). (p. 10335). - **Article 6** (art. L. 3232-1-1 du code général des collectivités territoriales - Extension à la prévention du risque d'inondation du champ de l'assistance technique départementale) (p. 10335). - **Article additionnel après l'article 6** (Suppression de la double taxation GEMAPI et ASA par création d'un crédit d'impôt) (p. 10336, 10337). - **Article 9 (nouveau)** (art. 1530 bis du code général des impôts - Affectation du produit de la « taxe GEMAPI ») (p. 10337). (p. 10338). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10339).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité [n° 162 (2017-2018)]** - (19 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10462, 10463). - **Article 16** (art. L. 311-2, L. 311-4, L. 312-2, L. 312-3, L. 312-3-1, L. 312-4, L. 312-4-2, L. 312-4-3, L. 312-5, L. 312-11, L. 312-13, L. 312-16, L. 314-2, L. 314-2-1, L. 315-1, L. 317-3-1, L. 317-3-2, et L. 317-4-1 du code de la sécurité intérieure ; art. L. 2331-1, L. 2339-4 et L. 2339-4-1 du code de la défense ; art. 9 de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence - Durcissement des régimes d'acquisition et de détention de plusieurs catégories d'armes à feu) (p. 10477). - **Article 18** (art. L. 313-2, L. 313-3, L. 313-5, L. 313-6 (nouveau) et L. 313-7 (nouveau) du code de la sécurité intérieure - Encadrement de la vente d'armes, d'éléments d'armes et de munitions) (p. 10479).

Membre de la mission d'information sur la démocratie représentative, la démocratie participative, la démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 jusqu'au 12 juin 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer la légitimité démocratique des conseillers communautaires [n° 282 (2016-2017)] (10 janvier 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

GOURNAC (Alain)
sénateur (Yvelines)
LR

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du 19 janvier 2017 au 1er octobre 2017 ; membre de la commission jusqu'au 18 janvier 2017.

Vice-président de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à faciliter le règlement des conséquences pécuniaires du divorce [n° 449 (2016-2017)] (2 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : 50e anniversaire de la loi du 28 décembre 1967 - Hommage à Lucien Neuwirth [n° 487 (2016-2017)] (30 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 557 (2016-2017)] (18 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.

de loi autorisant la ratification de la convention relative à l'assistance alimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Cyberinterférences dans les processus électoraux - Audition de M. Guillaume Poupard, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI).

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. le docteur Ismail Hakki Musa, ambassadeur de Turquie en France.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Auditions sur la Russie : M. Arnaud Dubien, directeur de l'Observatoire franco-russe, Mme Isabelle Facon, maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique, pôle Russie-Eurasie et M. Igor Delanoë, directeur adjoint de l'Observatoire franco-russe.

Réunion du mardi 28 mars 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Bilan d'étape - Échange de vues.

Réunion du mercredi 17 mai 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition sur la crise diplomatique dans le Golfe.

Situation internationale - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 5 juillet 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'information « Femmes et agriculture ».

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Marlène Schiappa, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : 71e session de l'Assemblée générale des Nations unies - Forum transatlantique - Communications.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet

GOY-CHAVENT (Sylvie)
sénateur (Ain)
UDI-UC, puis UC

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 5 octobre 2017 ; membre de la commission jusqu'au 4 octobre 2017.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes jusqu'au 17 octobre 2017.

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Agence française de développement jusqu'au 11 décembre 2017.

Membre suppléant du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à élargir les missions des comités locaux d'information et de suivi visés à l'article L. 542-13 du code de l'environnement [n° 561 (2016-2017)] (23 mai 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture.**

Proposition de loi élargissant les modalités d'intervention de l'action extérieure des collectivités territoriales en matière d'eau, d'assainissement, d'électricité, de gaz et de déchets ménagers [n° 714 (2016-2017)] (11 septembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 30 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la politique vaccinale en France [n° 65 (2017-2018)] (7 novembre 2017) - **Famille.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la prise en charge des djihadistes français et de leurs familles de retour d'Irak et de Syrie [n° 101 (2017-2018)] (21 novembre 2017) - **Défense.**

Proposition de loi relative à l'amélioration du fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre [n° 151 (2017-2018)] (8 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

GRAND (Jean-Pierre)
sénateur (Hérault)
LR

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer la légitimité démocratique des conseillers communautaires [n° 282 (2016-2017)] (10 janvier 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 17 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Arnaud Danjean, président du comité de rédaction de la revue stratégique de défense et de sécurité nationale.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition du général Richard Lizurey, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 185 « Diplomatie culturelle et d'influence » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Défense » - Programme 146 « Équipement des forces » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la revue stratégique de défense et de sécurité nationale** - (24 octobre 2017) (p. 3971). (p. 3971).

- **Question orale sans débat sur l'élevage industriel et le développement durable** - (21 novembre 2017) (p. 5389, 5390). (p. 5390).

- **Débat sur le retour des djihadistes en France** - (13 décembre 2017) (p. 9591). (p. 9592).

Proposition de loi organique tendant à garantir l'ancrage territorial des sénateurs [n° 634 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi portant création d'un fonds de dotation pour les territoires ruraux [n° 713 (2016-2017)] (7 septembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dispositif de lutte contre l'affichage électoral sauvage [n° 720 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 30 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à prendre en compte la situation des « Américains accidentels » concernés par le Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA) [n° 64 (2017-2018)] (6 novembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Action extérieure de l'État : Français à l'étranger et affaires consulaires [n° 110 tome 3 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 27 juin 2017 (commission des lois) : Projet de loi organique et projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 151 « Français à l'étranger et affaires consulaires » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la sécurité publique [n° 310 (2016-2017)]** - (24 janvier 2017) - **Article 2** (art. 15-4 [nouveau] du code de procédure pénale et art. 55 bis [nouveau] du code des douanes - Protection de l'identité de certains agents intervenant dans les procédures judiciaires et douanières) (p. 816). (p. 817). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 817). (p. 817). (p. 817, 818). (p. 818). - **Articles additionnels après l'article 6 ter** (p. 824). (p. 825). (p. 825, 826). (p. 826). (p. 826, 827). (p. 827). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 831). (p. 832). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 838). (p. 839). (p. 839). (p. 840). (p. 840). (p. 840). (p. 840).

- **Proposition de loi tendant à renforcer les obligations comptables des partis politiques [n° 334 (2016-2017)]** - (1er février 2017) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1135). (p. 1135). (p. 1135, 1136). (p. 1136). (p. 1136). (p. 1137). (p. 1137). (p. 1137). (p. 1137). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 1138). (p. 1138). (p. 1138). (p. 1139). (p. 1139). (p. 1139). (p. 1140). (p. 1140). (p. 1140). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 1141). (p. 1142). (p. 1142). (p. 1142).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation politique à Montpellier** - (11 juillet 2017) (p. 2025).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (11 juillet 2017) - **Article additionnel après l'article 2 quater** (p. 2054). (p. 2054). - **Titre (Intitulé du Titre III)** (p. 2057).

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2017) - **Article 8** (art. 11, 11-1, 11-2, 11-3, 11-3-1 (nouveau), 11-4, 11-5, 11-7, 11-8, 11-9, 11-10 [nouveau] et 19 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie publique, art. 10 de la loi n° 2017-286 du 6 mars 2017 tendant à renforcer les obligations comptables des partis politiques et des candidats - Encadrement des prêts consentis à des partis et groupements politiques, modalités de certification des comptes des partis et groupement politiques, information de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques et sanctions pénales en cas de violation des règles relatives au financement de la vie politique) (p. 2119). (p. 2119). (p. 2119, 2120). (p. 2120). (p. 2122). (p. 2122). - **Article 9** (art. L. 52-7-1 [nouveau], L. 52-8, L. 52-10, L. 52-12, L. 113-1, L. 388, L. 392, L. 393, L. 558-37, L. 558-46 et L. 562 du code électoral et art. 15 de la loi n° 2016-1048 du 1er août 2016 rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales - Encadrement des prêts consentis à des candidats, information de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques et sanctions pénales en cas de violation des règles relatives aux campagnes électorales) (p. 2127). (p. 2128). (p. 2128). (p. 2129). - **Article 9 bis (nouveau)**

(art. L. 52-6 et L. 52-6-1 [nouveau] du code électoral - Facilitation de l'ouverture et du fonctionnement du compte bancaire ou postal pour une campagne électorale) (p. 2132).

- **Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme [n° 630 (2016-2017)]** - (18 juillet 2017) - **Article 1er** (art. L. 226-1 [nouveau], L. 511-1, L. 613-1 et L. 613-2 du code de la sécurité intérieure - Périmètres de protection) (p. 2645, 2646). (p. 2646). - **Article 3** (art. L. 228-1, L. 228-2, L. 228-3, L. 228-4, L. 228-5, L. 228-6 et L. 228-7 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Régime de contrôle administratif et de surveillance des personnes constituant une menace grave pour la sécurité et l'ordre publics) (p. 2666). (p. 2666). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2667). (p. 2669). (p. 2669).

- **Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice [n° 34 (2017-2018)]** - (24 octobre 2017) - **Article 4** (Programmation de la progression du nombre des conciliateurs de justice sur la période 2018-2022) (p. 4022). - **Articles additionnels avant l'article 23** (p. 4044, 4045). (p. 4045). (p. 4045). (p. 4045). (p. 4046). (p. 4046).

- **Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 45 (2017-2018)]** - (31 octobre 2017) - **Article 4** (art. 9 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage - Police spéciale du stationnement des résidences mobiles) (p. 4283, 4284).

- **Proposition de loi relative aux modalités de dépôt de candidature aux élections [n° 88 (2017-2018)]** - (22 novembre 2017) - **Article 1er A** (art. L. 154 et L. 155 du code électoral - Déclaration de candidature aux élections législatives) (p. 7690). (p. 7690). - **Article 1er** (art. L. 255-4 et L. 265 du code électoral - Déclaration de candidature aux élections municipales) (p. 7691). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7692). (p. 7692). (p. 7694). (p. 7695). - **Article 2** (art. L. 210-1 du code électoral - Modalités de dépôt des candidatures aux élections départementales) (p. 7695). - **Article 2 bis A (nouveau)** (art. L. 224-15 du code électoral - Modalités de dépôt des candidatures à l'élection des conseillers de la métropole de Lyon) (p. 7695). - **Article 2 bis** (art. L. 298, L. 299 et L. 300 du code électoral - Modalités de dépôt des candidatures aux élections sénatoriales) (p. 7696). - **Article 3** (art. L. 347 et L. 372 du code électoral - Modalités de dépôt des candidatures aux élections régionales et à l'Assemblée de Corse) (p. 7696). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 9 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen - Modalités de dépôt des candidatures aux élections européennes) (p. 7697). - **Article 4 bis (nouveau)** (art. 19 de la loi n° 2013-659 du 22 juillet 2013 relative à la représentation des Français établis hors de France - Modalités de dépôt des candidatures aux élections des instances représentatives des Français établis hors de France) (p. 7697). - **Article 5** (art. L. 395, L. 398, L. 407, L. 418, L. 433, L. 438, L. 439, L. 487, L. 514, L. 542 et L. 558-20 du code électoral - Application outre-mer) (p. 7700).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

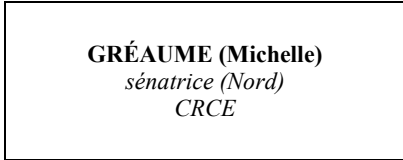
- (29 novembre 2017) - **Article 59** (art. L. 2334-42 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Dotation de soutien à l'investissement local) (p. 6808). (p. 6809). - **Article additionnel après l'article 59 bis** (Participation minimale des collectivités territoriales maître d'ouvrage au financement d'un projet) (p. 6829, 6830). (p. 6830). (p. 6832).

Action extérieure de l'État

- (4 décembre 2017) (p. 7131, 7132).

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (6 décembre 2017) (p. 7278). - **État B** (p. 7283).



Élue le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 18 octobre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 600 (2016-2017)] (29 juin 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à réhabiliter la police de proximité [n° 715 (2016-2017)] (11 septembre 2017) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à renforcer la définition des agressions sexuelles et du viol commis sur des mineur.e.s de moins de 15 ans [n° 55 (2017-2018)] (30 octobre 2017) - **Famille.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Henri Poupart-Lafarge, président-directeur général d'Alstom.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Suite à la réunion du bureau de la délégation du 9 novembre 2017, programme de travail semestriel.

Réunion du jeudi 30 novembre 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Groupe de travail sur la simplification des normes sportives - Réglementation applicable



Devenue sénateur le 1er octobre 2017 (en remplacement de M. Jean-Claude Boulard, démissionnaire de son mandat).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 4 octobre 2017.

Membre titulaire du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale le 30 novembre 2017.

aux collectivités territoriales et simplification de normes réglementaires relatives à la pratique et aux équipements sportifs - Proposition de résolution de MM. Dominique de Legge, Christian Manable et Michel Savin.

Réunion du jeudi 7 décembre 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. André Laignel, premier vice-président de l'Association des maires de France, sur les attentes des collectivités territoriales à l'issue du congrès des maires 2017.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement [n° 43 (2017-2018)]** - (7 novembre 2017) - **Article 1er** (art. L. 111-1, art. L. 111-4 à L. 111-9 [nouveaux] du code minier - Arrêt progressif de la recherche et de l'exploitation des hydrocarbures) (p. 4379). - **Articles additionnels après l'article 2** (Suppression de l'obligation de délivrer un permis de recherche ou d'octroyer une concession du fait du droit de suite) (p. 4393). - **Article 3** (Loi n° 2011-835 du 13 juillet 2011 - Interdiction de la recherche et de l'exploitation des hydrocarbures dits « non conventionnels ») (p. 4402).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (14 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 4973).

- **Débat sur les collectivités locales** - (22 novembre 2017) (p. 7672, 7673).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi relatif à l'enseignement supérieur** - (23 novembre 2017) (p. 6325).

- **Proposition de loi visant à réhabiliter la police de proximité [n° 133 (2017-2018)]** - (13 décembre 2017) - **Article 1er** (Définition des objectifs et grands principes d'une police de proximité) (p. 9558, 9559).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Nouvelle lecture [n° 191 (2017-2018)]** - (20 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10515, 10516).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de M. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration de la Caisse nationale d'allocations familiales.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de MM. Gérard Rivière, président du conseil d'administration et Renaud Villard, directeur, de la Caisse nationale d'assurance vieillesse.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Article 13 de la Constitution - Audition de Mme Dominique Le Guludec, candidate proposée par le

président de la République à la présidence de la Haute Autorité de santé.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Audition de Mme Geneviève Darrieussecq, secrétaire d'État auprès de la ministre des armées.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Marie-Caroline Bonnet-Galzy, candidate pressentie à la présidence du conseil d'administration de l'Agence nationale de santé publique.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement - Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA) » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires - Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Travail et emploi » et compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 5 décembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean Bassères, candidat proposé par le président de la République à la direction générale de Pôle emploi.

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi ratifiant diverses ordonnances sur la loi d'habilitation à prendre les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (15 novembre 2017) - **Article 12** (*Augmentation du droit de consommation sur le tabac en France continentale et en Corse*) (p. 5087).

Troisième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 13 bis (nouveau)** (*art. 1613 ter et 1613 quater du code général des impôts - Modification des contributions sur les boissons sucrées et édulcorées*) (p. 5135).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Crédits non répartis - Action et transformation publiques - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État - Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions

- (6 décembre 2017) (p. 7359).

GRELIER (Estelle)
*secrétaire d'État auprès du ministre de
l'aménagement du territoire, de la
ruralité et des collectivités territoriales,
chargée des collectivités territoriales
(jusqu'au 18 mai 2017)*

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des gîtes ruraux** - (17 janvier 2017) (p. 270).

- **Proposition de loi tendant à renforcer les obligations comptables des partis politiques [n° 334 (2016-2017)]** - (1er février 2017) - **Discussion générale** (p. 1130). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1135). (p. 1135). (p. 1136). (p. 1136, 1137). (p. 1137). (p. 1137). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 1138). (p. 1139). (p. 1139). (p. 1139, 1140). (p. 1140). (p. 1140). - **Article 2** (*Transmission et*

publicité des informations relatives aux prêts consentis et souscrits par les partis et groupements politiques) (p. 1141). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 1141). (p. 1142). (p. 1142). - **Article 3 (nouveau)** (*Dates d'entrée en vigueur de la loi*) (p. 1143).

- **Proposition de loi relative aux modalités de calcul du potentiel fiscal agrégé des communautés d'agglomération issues de la transformation de syndicats d'agglomération nouvelle (ex-SAN) [n° 404 (2016-2017)]** - (16 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1581, 1582). (p. 1590). - **Article 3 (nouveau)** (*Rapport sur l'opportunité de conserver, d'adapter ou de supprimer progressivement les mécanismes dérogatoires de pondération du potentiel fiscal et du potentiel fiscal agrégé des communautés d'agglomération comportant un ancien syndicat d'agglomération nouvelle*) (p. 1592).

- **Débat sur le thème « Entre réforme territoriale et contraintes financières : quels outils et moyens pour les communes en zones rurales ? »** - (21 février 2017) (p. 1713, 1717).

GREMILLET (Daniel)
sénateur (Vosges)
LR

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques à partir du 5 octobre 2017 ; membre de la commission jusqu'au 4 octobre 2017.

Membre de la commission des affaires européennes le 5 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité des mesures de compensation des atteintes à la biodiversité engagées sur des grands projets d'infrastructures, intégrant les mesures d'anticipation, les études préalables, les conditions de réalisation et leur suivi jusqu'au 12 juin 2017.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-301 du 14 mars 2016 relative à la partie législative du code de la consommation et n° 2016-351 du 25 mars 2016 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation (12 janvier 2017).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et développement du biocontrôle (9 février 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement (15 novembre 2017).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'énergie.

Membre titulaire de la commission d'examen des pratiques commerciales.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

Membre titulaire du comité de massif du massif des Vosges le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 316 (2016-2017)] relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et au développement du biocontrôle [n° 344 (2016-2017)] (1er février 2017) - **Agriculture et pêche**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et au développement du biocontrôle [n° 385 (2016-2017)] (9 février 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à faciliter le règlement des conséquences pécuniaires du divorce [n° 449 (2016-2017)] (2 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à supprimer le bénéfice de l'âge en cas d'égalité des suffrages entre deux listes arrivées en tête aux élections municipales [n° 475 (2016-2017)] (22 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale aux outre-mer : Conflits d'usage en outre-mer - un foncier disponible rare et sous tension [n° 616 (2016-2017)] (6 juillet 2017) - **Aménagement du territoire**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes et de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur l'avenir de la politique agricole commune à l'horizon 2020 [n° 673 (2016-2017)] - PAC : traverser le cap dangereux de 2020 [n° 672 (2016-2017)] (20 juillet 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur l'avenir de la politique agricole commune à l'horizon 2020 [n° 673 (2016-2017)] (20 juillet 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à interdire la mention du nom et de la photo de personnes autres que les candidats et suppléants sur les documents de propagande électorale [n° 687 (2016-2017)] (26 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à la promotion de la cohabitation intergénérationnelle [n° 15 (2017-2018)] (6 octobre 2017) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 30 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Écologie, développement et mobilité durables : Énergie [n° 109 tome 2 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 12 janvier 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de MM. Serge Muller, vice-président du comité permanent et président de la commission « Flore », Michel Métais, président de la commission « Faune », et Serge Urbano, secrétaire du comité permanent du Conseil national de la protection de la nature.

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de ratification de deux ordonnances relatives à la consommation.

Réunion du mardi 24 janvier 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de MM. Bernard Godinot, directeur de projet, David Bécart, directeur environnement et développement durable, et Mme Amandine Szurpicky, responsable des mesures compensatoires de COSEA, concepteur-constructeur de la LGV SEA.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Propositions de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires et relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et au développement du biocontrôle - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Foncier dans les outre-mer - Audition en visioconférence des acteurs économiques de la Guadeloupe.

Foncier dans les outre-mer - Audition en visioconférence des acteurs économiques de la Polynésie française.

Foncier dans les outre-mer - Audition en visioconférence des acteurs publics de la Guadeloupe.

Réunion du jeudi 2 février 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Foncier dans les outre-mer - Audition de M. Alain Rousseau, directeur général des outre-mer (DGOM).

Foncier dans les outre-mer - Audition en visioconférence des acteurs économiques de Mayotte.

Foncier dans les outre-mer - Audition en visioconférence des acteurs publics de Mayotte.

Réunion du mardi 7 février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et au développement du biocontrôle - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 février 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et au développement du biocontrôle.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Mobilisation du foncier public en faveur du logement - Présentation du troisième rapport de la CNAUF.

Proposition de résolution sur les énergies renouvelables et les mécanismes de capacité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 23 février 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de MM. Daniel Gilardot, président de la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) de la Vienne, Gustave Talbot, président de Poitou-Charentes nature, et Jean-Louis Jollivet, vice-président de Vienne nature.

Audition de MM. Benoît Biteau, président du conservatoire d'espaces naturels de Poitou-Charentes, Frédéric Breton, directeur du conservatoire d'espaces naturels Centre-Val de Loire, et Emmanuel Michau, administrateur de Réserves naturelles de France.

Réunion du mercredi 5 avril 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Examen du projet de rapport.

Réunion du mardi 25 avril 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Suite de l'examen du projet de rapport.

Réunion du mardi 6 juin 2017 (*commission des affaires économiques*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du jeudi 6 juillet 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Foncier dans les outre-mer - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Impact économique et juridique de la normalisation volontaire - Présentation du rapport d'information.

Proposition de résolution européenne sur le paquet « Énergie » - Communication.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Hulot, ministre d'Etat, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Rapport fait au nom de l'office parlementaire des choix scientifiques et technologiques intitulé : « Pour une intelligence artificielle maîtrisée, utile et démystifiée » - Présentation.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Avenir de la politique agricole commune (PAC) : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique du groupe de suivi conjoint avec la commission des affaires économiques.

(*commission des affaires économiques*) : Groupe de suivi sur la mise en œuvre de la réforme de la politique agricole commune - Examen du rapport.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Constitution du bureau.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Henri Poupert-Lafarge, président-directeur général d'Alstom.

Réunion du jeudi 19 octobre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Comitologie : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Audition de M. Nicolas Hulot, ministre d'Etat, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

(*commission des affaires économiques*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Grivel, directeur général de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU).

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Constitution du bureau de la délégation.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - États généraux de l'alimentation - Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Contrôle des investissements étrangers : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Franck Menonville.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Énergie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 30 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Groupe de travail Usage du glyphosate : communication de M. Pierre Médevielle.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Énergie - Union de l'énergie : rapport d'information de MM. Claude Kern et Michel Raison.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Rémi de Verdilhac, directeur Michelin France, accompagné de M. Thierry Martin-Lassagne, directeur France des affaires publiques de Michelin.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème « Faut-il réformer le fonctionnement de la zone euro ? »** - (12 janvier 2017) (p. 224, 225).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les communes nouvelles** - (26 janvier 2017) (p. 986). (p. 986).

- **Proposition de loi relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et au développement du biocontrôle [n° 345 (2016-2017)]** - (7 février 2017) - rapporteur de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 1238, 1240). - **Article 1er** (*art. L. 143-15-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Obligation pour les sociétés d'acquérir des terres agricoles à travers une société de portage foncier*) (p. 1249). (p. 1251). (p. 1252). (p. 1253). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 143-1 du code rural et de la pêche maritime - Droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural en cas de cession partielle de parts ou actions de sociétés agricoles*) (p. 1254). - **Article additionnel après l'article 7 bis** (p. 1256). - **Article 8 A (nouveau)** (*art. L. 253-7 du code rural et de la pêche maritime - Possibilité d'utilisation de produits*

phytopharmaceutiques conventionnels faute d'efficacité des produits de substitution) (p. 1256, 1257). (p. 1257). (p. 1258). - **Article 10** (*art. L. 254-10 à L. 254-10-8 [nouveaux] du code rural et de la pêche maritime - Mise en place d'un système de certificats d'économie de produits phytopharmaceutiques, CEPP*) (p. 1260, 1261). (p. 1263). (p. 1264). - **Article additionnel avant l'article 11** (p. 1264).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-301 du 14 mars 2016 relative à la partie législative du code de la consommation et n° 2016-351 du 25 mars 2016 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation et simplifiant le dispositif de mise en œuvre des obligations en matière de conformité et de sécurité des produits et services - Commission mixte paritaire [n° 301 (2016-2017)]** - (8 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1370, 1372).

- **Proposition de loi relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et au développement du biocontrôle - Commission mixte paritaire [n° 386 (2016-2017)]** - (15 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1514, 1516).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)]** - (21 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1665).

- **Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 410 (2016-2017)]** - (23 février 2017) - **Article unique (Texte non modifié par la commission)** (p. 1834). (p. 1839).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (11 juillet 2017) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2071).

- **Projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 608 (2016-2017)]** - (13 juillet 2017) - **Article 9** (*art. 54 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances - Suppression de la réserve parlementaire - Dotation de soutien à l'investissement des communes et de leurs groupements*) (p. 2492). (p. 2504). (p. 2504). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2511).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (27 juillet 2017) - **Article 3** (*Aménagement des règles du licenciement et de certaines formes particulières de travail*) (p. 3175).

- **Projet de loi organique pour la confiance dans la vie politique - Nouvelle lecture [n° 709 (2016-2017)]** - (4 août 2017) - **Article 9** (*Création d'une dotation de solidarité locale en substitution de la réserve parlementaire*) (p. 3590).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement [n° 9 (2017-2018)]** - (10 octobre 2017) - **Article 2** (*Mise en cohérence du vocabulaire de plusieurs codes*) (p. 3687). (p. 3688).

- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement [n° 43 (2017-2018)]** - (7 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4358, 4359). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 4365). - **Article 1er** (*art. L. 111-1, art. L. 111-4 à L. 111-9 [nouveaux] du code minier - Arrêt progressif de la recherche et de l'exploitation des hydrocarbures*) (p. 4377). - **Article additionnel après l'article 3 ter** (*Publicité de l'intensité des hydrocarbures*

importés en termes d'émissions de gaz à effet de serre) (p. 4407).

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2017) - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 222-9 du code de l'environnement - Réduction des émissions de certains polluants atmosphériques) (p. 4450, 4451). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4458).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (14 novembre 2017) - **Article 7** (art. L. 131-9, L. 136-7-1, L. 136-8, L. 162-14-1, art. L. 172-1, art. L. 241-2, art. L. 242-11, art. L. 313-1, art. L. 381-30-4, L. 382-22, art. L. 613-1 [nouveau] et art. L. 621-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. L. 731-25, art. L. 731-35 et art. L. 741-9 du code rural et de la pêche maritime - Hausse de la CSG et suppression de cotisations sociales) (p. 4956) (p. 4960).

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2017) - **Article 9** (art. L. 131-6-4 [nouveau] et L. 161-1-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 5141-1 du code du travail - Réforme de l'ACCRE et encouragement des petites activités) (p. 5026). (p. 5027). - **Article 11** (art. L. 111-11, L. 114-16-3, L. 114-23, L. 114-24, L. 115-9, L. 123-1, L. 123-2-1, L. 131-6-3, L. 133-1-1 à L. 133-1-3 [abrogés], L. 133-1-4, L. 133-1-5 à L. 133-1-6 [abrogés], L. 133-5-2, L. 133-6-7, L. 133-6-7-1 à L. 133-6-7-3, L. 133-6-9 [abrogé], L. 133-6-10, L. 133-6-11 [abrogé], L. 134-1, L. 134-2, L. 134-4, L. 135-2, L. 135-6, L. 136-3, L. 161-8, L. 161-18, L. 171-2-1 [nouveau], L. 171-3, L. 171-6-1 [nouveau], L. 171-7, L. 172-2, L. 173-2, L. 173-3 [abrogé], L. 182-2-2, L. 182-2-4, L. 182-2-6, L. 200-1, L. 200-2, L. 200-3, L. 211-1, L. 213-1, L. 215-1, L. 221.1, L. 221-3-1, L. 222-1, L. 223-1, L. 225-1-1, L. 227-1, L. 233-1 [nouveau], L. 241-2, L. 243-6-3, L. 311-3, L. 351-15, L. 611-1, L. 611-2 à L. 611-19 [abrogés], L. 612-1 à L. 612-6, L. 612-7 à L. 612-13, L. 613-1 [nouveau], L. 613-2 à L. 613-6, L. 613-8, L. 613-9, L. 613-12 à L. 613-14 [abrogés], L. 613-19 à L. 613-19-3, L. 613-20, L. 613-21, L. 613-22 et L. 613-23 [abrogés], L. 614-1 [abrogé], L. 615-1 à L. 615-5 [nouveau], L. 621-1 à L. 621-2 [nouveau], L. 621-4 [abrogé], L. 622-1 à L. 622-3, L. 622-6 [abrogé], L. 622-8, L. 623-1 à L. 623-5, L. 631-1 [nouveau], L. 632-1 à L. 632-3, L. 633-1, L. 633-9 [abrogé], L. 633-11, L. 633-11-1 [abrogé], L. 634-1 [abrogé], L. 634-2 à L. 634-2-1, L. 634-2-2 [abrogé], L. 634-3-1, L. 634-3-2 à L. 634-5 [abrogés], L. 634-6, L. 635-1 à L. 635-6, L. 637-1 à L. 637-2, L. 640-1, L. 641-1, L. 641-8, L. 642-5 à L. 642-6 [nouveau], L. 643-1-A, L. 643-10 [nouveau], L. 651-12 et L. 651-13 [abrogés], L. 652-4, L. 652-6, L. 652-7, L. 661-1 [nouveau], L. 671-1 [nouveau], L. 722-1, L. 722-1-1, L. 722-2 et L. 722-3 [abrogés], L. 722-4, L. 722-5, L. 722-5-1 [abrogé], L. 722-6, L. 722-7 [abrogé], L. 722-9, L. 742-6, L. 742-7, L. 752-4, L. 752-6, L. 752-9, L. 756-5 et L. 766-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 5553-5 du code des transports -

Suppression du régime social des indépendants et modification des règles d'affiliation à la CIPAV) (p. 5070). (p. 5071).

- **Débat sur le thème « Quelles énergies pour demain ? »** - (22 novembre 2017) (p. 7651). (p. 7652).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables

- (1er décembre 2017) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, pour le programme « Énergie, climat et après-mines » (p. 6997, 6998). - **État B** (p. 7015). (p. 7016, 7017). - **Article 54** (art. L. 213-9-2 du code de l'environnement et art. 124 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 - Création d'une contribution des agences de l'eau au bénéfice d'opérateurs de l'environnement) (p. 7021).

Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres

- (1er décembre 2017) - **État D** (p. 7027).

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (7 décembre 2017) (p. 7410, 7411). - **État B** (p. 7421). - **Article 49 bis (nouveau)** (art. 1604 du code général des impôts - Affectation des « centimes forestiers ») (p. 7424).

Articles non rattachés

- (8 décembre 2017) - **Article 39 nonies (nouveau)** (art. 200 quater et 278-0 bis A du code général des impôts - Prorogation et aménagement du crédit d'impôt pour la transition énergétique, CITE) (p. 7577, 7578). (p. 7579, 7580). (p. 7580). (p. 7580). (p. 7581). - **Articles additionnels après l'article 39 nonies** (p. 7590). - **Article 41 bis (nouveau)** (art. 1599 bis et 1656 du code général des impôts ; art. 89 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 - Transfert à la métropole de Lyon de la dynamique de CVAE perçue sur son territoire par la région Auvergne-Rhône-Alpes) (p. 7607).

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 44 septies** (p. 7745, 7746). (p. 7747). (p. 7749). (p. 7750). (p. 7750). (p. 7750, 7751). (p. 7751). (p. 7752). (p. 7755). (p. 7755). (p. 7756). (p. 7757).

- **Débat sur la COP23** - (13 décembre 2017) (p. 9610). (p. 9611).

GRIVEAUX (Benjamin)
secrétaire d'État auprès du Premier ministre, porte-parole du Gouvernement
(à partir du 21 juin 2017)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la politique en matière de tourisme** - (24 octobre 2017) (p. 3953, 3954).

- **Question orale sans débat sur le référencement des professionnels du tourisme par les grands opérateurs d'internet** - (24 octobre 2017) (p. 3954, 3955).

- **Question orale sans débat sur la situation des personnels recrutés localement par le ministère de l'Europe et des affaires étrangères** - (24 octobre 2017) (p. 3956).

- **Débat sur la participation dans l'entreprise, l'outil de croissance et les perspectives** - (25 octobre 2017) (p. 4160). (p. 4161). (p. 4161, 4162). (p. 4162). (p. 4163). (p. 4163, 4164). (p. 4164). (p. 4165). (p. 4165, 4166). (p. 4166). (p. 4166, 4167). (p. 4167). (p. 4168). (p. 4169). (p. 4169, 4170). (p. 4170). (p. 4171). (p. 4172).

- **Question orale sans débat sur la récupération de la taxe sur la valeur ajoutée et le transport scolaire** - (21 novembre 2017) (p. 5380, 5381).

- **Question orale sans débat sur la fermeture de services publics de proximité en Seine-Saint-Denis** - (21 novembre 2017) (p. 5381, 5382).

- **Question orale sans débat sur les seuils d'exportation des biens culturels** - (21 novembre 2017) (p. 5382, 5383).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'entreprise Ascométal** - (23 novembre 2017) (p. 6324).

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la taxe sur les dividendes et la taxe foncière** - (23 novembre 2017) (p. 6330, 6331).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Discussion générale :

- (23 novembre 2017) (p. 6342, 6345). - **Article liminaire** (*Prévisions de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques de l'année 2018, prévisions d'exécution 2017 et exécution 2016*) (p. 6347). (p. 6348, 6349).

Première partie :

- (24 novembre 2017) - **Article 1er** (*Autorisation de percevoir les impôts existants*) (p. 6371). - **Article 2** (*art. 196 B et 197 du code général des impôts - Indexation du barème de l'impôt sur le revenu (IR) sur l'inflation*) (p. 6372). (p. 6375). (p. 6379). -

Articles additionnels après l'article 2 (p. 6381). (p. 6381, 6382). (p. 6382). (p. 6383). (p. 6384). (p. 6386, 6387). - **Article additionnel après l'article 2 ter** (*Déductibilité des charges supportées par les non-résidents*) (p. 6389). - **Article 2 quater (nouveau)** (*art. 200 du code général des impôts - Déduction de l'impôt sur le revenu des dons des mandataires sociaux, sociétaires, adhérents et actionnaires aux fondations d'entreprises*) (p. 6390). - **Article additionnel après l'article 2 quater** (*Exploitation d'installations photovoltaïques*) (p. 6391). (p. 6391, 6392).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le possible abaissement de la limitation de vitesse sur les routes secondaires** - (14 décembre 2017) (p. 9648).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les unités laïcité** - (14 décembre 2017) (p. 9648, 9649).

GROSDIDIER (François)
sénateur (Moselle)
LR

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 263 (2016-2017)] relatif à la sécurité publique [n° 309 (2016-2017)] (18 janvier 2017) - **Justice**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à la sécurité publique [n° 399 (2016-2017)] (13 février 2017) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à prolonger le délai de validité des habilitations des clercs de notaire [n° 7 (2017-2018)] (5 octobre 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à instaurer un Pass permis citoyen [n° 38 (2017-2018)] (19 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées sous tutelle ou sous curatelle [n° 95 (2017-2018)] (16 novembre 2017) - **Famille**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 715 (2016-2017)] visant à réhabiliter la police de proximité [n° 132 (2017-2018)] (6 décembre 2017) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi relative à l'amélioration du fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre [n° 151 (2017-2018)] (8 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 janvier 2017 (*commission des lois*) :
Projet de loi relatif à la sécurité publique - Audition de M. Bruno Le Roux, ministre de l'intérieur.

Réélu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation, puis membre le 18 octobre 2017, puis vice-président le 26 octobre 2017.

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale (8 février 2017).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité publique (8 février 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme (5 octobre 2017).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (ancien Institut national des hautes études de sécurité - INHES) jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre titulaire de la Commission nationale de la vidéoprotection jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la sécurité publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 24 janvier 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la sécurité publique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain (nouvelle lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 février 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Alain Lambert, président du Conseil national d'évaluation des normes (CNEN), sur le bilan et les perspectives de la simplification normative.

Réunion du lundi 13 février 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la sécurité publique.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des lois*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits, sur son rapport annuel d'activité pour 2016.

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice - Proposition de loi organique pour le redressement de la justice - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des lois*) : Audition de Mme Dominique Lottin, candidate proposée par le Président du Sénat aux fonctions de membre du Conseil constitutionnel.

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage - Proposition de loi visant à renforcer et rendre plus effectives les sanctions en cas d'installations illégales en réunion sur un terrain public ou privé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 26 octobre 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Élection du président ; désignation des vice-présidents et des secrétaires ; questions diverses.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des lois*) : Dématérialisation des documents utilisés pour les réunions de commission - Communication.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative aux modalités de dépôt de candidature aux élections - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Justice » - Programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Justice » - Programmes « Justice judiciaire », « Accès au droit et à la justice », « Conduite et pilotage de la politique de la justice » et « Conseil supérieur de la magistrature » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 30 novembre 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Groupe de travail sur la simplification des normes sportives - Réglementation applicable aux collectivités territoriales et simplification de normes réglementaires relatives à la pratique et aux équipements sportifs - Proposition de résolution de MM. Dominique de Legge, Christian Manable et Michel Savin.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à réhabiliter la police de proximité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de résolution visant à pérenniser et adapter la procédure de législation en commission - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la sécurité publique [n° 310 (2016-2017)]** - (24 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 796, 798).

- Rapporteur - **Article 1er** (*art. L. 435-1 [nouveau], L. 214-2, L. 214-3 [abrogé] et L. 511-5-1 [nouveau] du code de la sécurité intérieure, art. 56 et 61 du code des douanes, art. L. 2338-3 du code de la défense, art. 122-4-1 [abrogé] du code pénal et art. 12 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire - Création d'un régime unifié d'usage des armes applicable aux membres des forces de sécurité intérieure*) (p. 808). (p. 809). (p. 809). (p. 810). (p. 811, 812). - **Article 2** (*art. 15-4 [nouveau] du code de procédure pénale et art. 55 bis [nouveau] du code des douanes - Protection de l'identité de certains agents intervenant dans les procédures judiciaires et douanières*) (p. 814). (p. 815). (p. 815). (p. 816). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 817). (p. 818). - **Article 6** (*art. L. 613-12 du code de la sécurité intérieure - Armement des agents de sécurité privée chargés d'une mission de protection de l'intégrité physique des personnes*) (p. 820). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 821). - **Article additionnel après l'article 6 bis** (p. 823). - **Articles additionnels après l'article 6 ter** (p. 823). (p. 824). (p. 824, 825). (p. 825). (p. 826). (p. 826). (p. 827). - **Article 7** (*art. 433-5 et 433-7 du code pénal - Aggravation des peines encourues pour le délit d'outrage commis à l'encontre des personnes dépositaires de l'autorité publique*) (p. 828). (p. 830). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 830). (p. 831). (p. 832). (p. 833). - **Article additionnel après l'article 9** (p. 835). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 837). (p. 838, 839). (p. 839). (p. 840). (p. 840).

- **Commission mixte paritaire [n° 400 (2016-2017)]** - (16 février 2017) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 1593, 1594).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'accueil des gens du voyage** - (6 juillet 2017) (p. 1963).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le transfert de la gestion du PACS aux communes** - (26 octobre 2017) (p. 4200).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mesures en matière de logement** - (26 octobre 2017) (p. 4201).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'harmonisation fiscale européenne** - (9 novembre 2017) (p. 4667).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'agriculture biologique** - (14 novembre 2017) (p. 4918).

- **Proposition de loi relative aux modalités de dépôt de candidature aux élections [n° 88 (2017-2018)]** - (22 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 7684).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les métropoles** - (28 novembre 2017) (p. 6776).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (5 décembre 2017) - **État B** (p. 7207). - **Article additionnel après l'article 62 quater** (*Rapport du Gouvernement sur l'attestation de contrôle d'identité*) (p. 7213).

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7841).

- **Proposition de loi visant à réhabiliter la police de proximité [n° 133 (2017-2018)]** - (13 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 9544). (p. 9545, 9547). (p. 9556). - **Article 1er** (*Définition des objectifs et grands principes d'une police de proximité*) (p. 9560).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Nouvelle lecture [n° 178 (2017-2018)]** - (19 décembre 2017) - **Article 24** (*Règle prudentielle applicable aux collectivités territoriales*) (p. 10413).

GROSPERRIN (Jacques)
sénateur (Doubs)
LR

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 5 octobre 2017 ; secrétaire de la commission jusqu'au 4 octobre 2017.

Membre titulaire du Haut Conseil d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à maintenir l'eau et l'assainissement dans les compétences optionnelles des communautés de communes ou des communautés d'agglomération après 2020 [n° 320 (2016-2017)] (21 janvier 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 557 (2016-2017)] (18 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 112 tome 5 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale et aux réunions des commissions départementales d'aménagement commercial [n° 167 (2017-2018)] (13 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de résolution européenne sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de résolution européenne sur la réforme européenne du droit d'auteur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur la gouvernance du football - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 7 juin 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur la réforme des rythmes scolaires - Communication.

Réunion du mardi 11 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Laura Flessel, ministre des sports.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail « culture et handicap » - Présentation du rapport d'information.

Organismes extraparlimentaires - Désignations.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Jean-Marc Huart, directeur général de l'enseignement scolaire, et Xavier Turion, adjoint au directeur général au ministère de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rentrée universitaire - Audition de M. Gilles Roussel, président de la Conférence des présidents d'université (CPU).

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens entre l'État et Campus France pour la période 2017-2020 - Audition de Mme Béatrice Khaiat, directrice générale de Campus France.

Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Laura Flessel, ministre des sports.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Recherche et Enseignement supérieur » - Crédits « Recherche » et « Enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » (et articles 57 octies et nonies) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Culture » - Audition de Mme Françoise Nyssen, ministre de la culture.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Enseignement scolaire » - Crédits « Enseignement scolaire » et « Enseignement technique agricole » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Crédits « Sport » et « Jeunesse et vie associative » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants - Audition conjointe de MM. Gilles Roussel, président de la Conférence des présidents d'université (CPU) et Philippe Vincent, secrétaire général adjoint du Syndicat national des personnels de direction de l'éducation nationale (SNPDEN).

Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants - Audition conjointe des organisations d'étudiants.

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conclusions du

groupe de travail sur les normes sportives applicables aux collectivités territoriales - Communication.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir [n° 104 (2016-2017)]** - (11 janvier 2017) - rapporteur de la commission - **Discussion générale** (p. 83, 84). (p. 95).

- **Débat sur le thème « Faut-il supprimer l'École nationale d'administration ? »** - (1er février 2017) (p. 1177, 1178).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'admission post-bac (II)** - (20 juillet 2017) (p. 2834, 2835).

- **Débat sur l'intelligence artificielle, les enjeux économiques et les cadres légaux** - (25 octobre 2017) (p. 4156, 4157).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la révision de la directive relative aux travailleurs détachés** - (26 octobre 2017) (p. 4197).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le transfert de la gestion du PACS aux communes** - (26 octobre 2017) (p. 4201).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sélection à l'université** - (31 octobre 2017) (p. 4270). (p. 4271).

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux menaces sur « Charlie Hebdo » et l'antisémitisme** - (9 novembre 2017) (p. 4665).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'audiovisuel public** - (23 novembre 2017) (p. 6320).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la proposition de loi relative à la stabilité du droit de l'urbanisme** - (23 novembre 2017) (p. 6327).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Enseignement scolaire

- (29 novembre 2017) (p. 6871, 6873).

Recherche et enseignement supérieur

- (7 décembre 2017) (p. 7479). (p. 7480, 7481). (p. 7485). (p. 7492). - **État B** (p. 7498).

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7840).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le droit d'asile** - (19 décembre 2017) (p. 10413).

GRUNY (Pascale)
sénateur (Aisne)
LR

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales à partir du 5 octobre 2017 ; membre de la commission jusqu'au 4 octobre 2017.

Membre de la commission des affaires européennes ; nouvelle nomination le 5 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 18 octobre 2017, puis secrétaire le 26 octobre 2017.

Secrétaire de la délégation sénatoriale à la prospective jusqu'au 17 octobre 2017.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale le 21 novembre 2017.

Membre de la commission d'enquête sur les frontières européennes, le contrôle des flux des personnes et des marchandises en Europe et l'avenir de l'espace Schengen jusqu'au 12 juin 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse (18 janvier 2017).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT) le 30 novembre 2017.

Membre titulaire du Conseil d'orientation de la participation, de l'intéressement, de l'épargne salariale et de l'actionnariat salarié le 20 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer la légitimité démocratique des conseillers communautaires [n° 282 (2016-2017)] (10 janvier 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à maintenir l'eau et l'assainissement dans les compétences optionnelles des communautés de communes ou des communautés d'agglomération après 2020 [n° 320 (2016-2017)] (21 janvier 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à faciliter le règlement des conséquences pécuniaires du divorce [n° 449 (2016-2017)] (2 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à supprimer le bénéfice de l'âge en cas d'égalité des suffrages entre deux listes arrivées en tête aux élections municipales [n° 475 (2016-2017)] (22 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à sécuriser l'établissement des procurations électorales [n° 480 (2016-2017)] (28 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 477 (2016-2017)] en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à limiter l'utilisation des produits phytosanitaires au sein de l'Union européenne [n° 500 (2016-2017)] (5 avril 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à garantir aux personnes en situation de handicap un accès effectif aux lieux ouverts au public [n° 554 (2016-2017)] (15 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 557 (2016-2017)] (18 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à élargir les missions des comités locaux d'information et de suivi visés à l'article L. 542-13 du code de l'environnement [n° 561 (2016-2017)] (23 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative aux certificats de décès [n° 584 (2016-2017)] (21 juin 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture**.

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens d'action des maires à l'égard des atteintes faites au patrimoine bâti des communes [n° 603 (2016-2017)] (4 juillet 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi sur la majoration des pensions aux veuves des très grands invalides de guerre dont l'indice de pension était supérieur à 2 000 points à la date du décès [n° 626 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Anciens combattants**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes et de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur l'avenir de la politique agricole commune à l'horizon 2020 [n° 673 (2016-2017)] - PAC : traverser le cap dangereux de 2020 [n° 672 (2016-2017)] (20 juillet 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur l'avenir de la politique agricole commune à l'horizon 2020 [n° 673 (2016-2017)] (20 juillet 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à interdire la mention du nom et de la photo de personnes autres que les candidats et suppléants sur les documents de propagande électorale [n° 687 (2016-2017)] (26 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant création d'un fonds de dotation pour les territoires ruraux [n° 713 (2016-2017)] (7 septembre 2017) - Aménagement du territoire.

Proposition de loi élargissant les modalités d'intervention de l'action extérieure des collectivités territoriales en matière d'eau, d'assainissement, d'électricité, de gaz et de déchets ménagers [n° 714 (2016-2017)] (11 septembre 2017) - Aménagement du territoire.

Proposition de loi tendant à rendre imprescriptibles les crimes et délits sexuels sur mineurs [n° 719 (2016-2017)] (14 septembre 2017) - Famille.

Proposition de loi tendant à renforcer le dispositif de lutte contre l'affichage électoral sauvage [n° 720 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - Collectivités territoriales.

Proposition de loi tendant à prolonger le délai de validité des habilitations des clercs de notaire [n° 7 (2017-2018)] (5 octobre 2017) - Économie et finances, fiscalité.

Proposition de loi tendant à la promotion de la cohabitation intergénérationnelle [n° 15 (2017-2018)] (6 octobre 2017) - Logement et urbanisme.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - Justice.

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 30 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - Pouvoirs publics et Constitution.

Proposition de loi visant à instaurer un Pass permis citoyen [n° 38 (2017-2018)] (19 octobre 2017) - Collectivités territoriales.

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - Collectivités territoriales.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à prendre en compte la situation des « Américains accidentels » concernés par le Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA) [n° 64 (2017-2018)] (6 novembre 2017) - Affaires étrangères et coopération.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - Aménagement du territoire.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées sous tutelle ou sous curatelle [n° 95 (2017-2018)] (16 novembre 2017) - Famille.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Véhicule sans chauffeur : le futur imminent [n° 117 (2017-2018)] (27 novembre 2017) - Traités et conventions.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale et aux réunions des commissions départementales d'aménagement commercial [n° 167 (2017-2018)] (13 décembre 2017) - Aménagement du territoire.

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - Aménagement du territoire.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 3 janvier 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de M. Yves Bertoncini, directeur de l'Institut Jacques Delors.

Réunion du jeudi 23 février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Éducation - Erasmus des apprentis : avis politique de Mmes Colette Mélot et Patricia Schillinger.

Réunion du mardi 4 avril 2017 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Proposition de résolution européenne de M. Joël Labbé visant à limiter l'utilisation des produits phytosanitaires au sein de l'Union européenne : rapport de Mmes Pascale Gruny et Patricia Schillinger.

Réunion du mardi 27 juin 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, sur les conclusions du Conseil européen des 22 et 23 juin 2017.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Avenir de la politique agricole commune (PAC) : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique du groupe de suivi conjoint avec la commission des affaires économiques.

(*commission des affaires économiques*) : Groupe de suivi sur la mise en œuvre de la réforme de la politique agricole commune - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Situation des urgences hospitalières, en liaison avec l'organisation de la permanence des soins - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projets de loi ratifiant quatre ordonnances relatives à la santé - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 17 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé et M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de M. Yann-Gaël Amghar, directeur de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale.

Réunion du mardi 31 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de Mme Marine Jeantet, directrice des risques professionnels à la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Audition de Mme Geneviève Darrieussecq, secrétaire d'État auprès de la ministre des armées.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement - Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA) » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Transports - Stratégie de l'Union européenne pour le véhicule autonome : rapport d'information de M. René Danesi, Mmes Pascale Gruny, Gisèle Jourda et M. Pierre Médevielle.

Réunion du mardi 28 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Travail et emploi » - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du mardi 5 décembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean Bassères, candidat proposé par le président de la République à la direction générale de Pôle emploi.

Réunion du jeudi 14 décembre 2017 (*délégation aux entreprises*) : Communication de Mme Elisabeth Lamure sur la ratification des ordonnances relatives au renforcement du dialogue social.

Communication de Mme Elisabeth Lamure sur les principales dispositions du projet de loi de finances rectificative intéressant les entreprises.

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi ratifiant diverses ordonnances sur la loi d'habilitation à prendre les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (26 juillet 2017) - **Article 2** (*Nouvelle organisation du dialogue social et rénovation de l'exercice des responsabilités syndicales en entreprise*) (p. 3089).

- **Débat sur la participation dans l'entreprise, l'outil de croissance et les perspectives** - (25 octobre 2017) (p. 4166). (p. 4166).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]**

Troisième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 13** (*art. 1010 du code général des impôts - Verdissement du barème de la taxe sur les véhicules de société*) (p. 5130). - **Article 13 bis (nouveau)** (*art. 1613 ter et 1613 quater du code général des impôts - Modification des contributions sur les boissons sucrées et édulcorées*) (p. 5133). (p. 5134). - **Articles additionnels après l'article 17** (*Amélioration du dialogue lors du recouvrement*) (p. 5161). (p. 5162). (p. 5162, 5163). (p. 5163). (p. 5163). (p. 5164). (p. 5164). (p. 5164, 5165). (p. 5165).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Première partie :

- (24 novembre 2017) - **Article 7** (*art. 1586 quater et 1586 octies du code général des impôts et art. 51 de la loi n° 2016-1918 du 29 décembre 2016 de finances rectificative pour 2016 - Aménagement des modalités de calcul et de répartition de la CVAE*) (p. 6444). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 6452). (p. 6452).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 6516). - **Article additionnel après l'article 10 ter** (*Réforme de la déduction pour aléas*) (p. 6523). (p. 6525).

Seconde partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (6 décembre 2017) (p. 7278).

GUENÉ (Charles)
sénateur (Haute-Marne)
LR

Réélu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Vice-président de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne ; nouvelle nomination le 5 octobre 2017.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation, puis membre le 18 octobre 2017, puis vice-président le 26 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la collectivité de Corse (8 février 2017).

Membre titulaire du comité des finances locales ; nouvelle nomination le 13 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 264 (2016-2017)] ratifiant les ordonnances n° 2016-1561 du 21 novembre 2016 complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la collectivité de Corse, n° 2016-1562 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures institutionnelles relatives à la collectivité de Corse et n° 2016-1563 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures électorales applicables en Corse [n° 306 (2016-2017)] (18 janvier 2017) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 394 (2016-2017)] relative aux modalités de calcul du potentiel fiscal agrégé des communautés d'agglomération issues de la transformation de syndicats d'agglomération nouvelle (ex-SAN) [n° 403 (2016-2017)] (14 février 2017) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La fiscalité de l'économie collaborative : un besoin de simplicité, d'unité et d'équité [n° 481 (2016-2017)] (29 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'adaptation de la fiscalité à l'économie collaborative [n° 482 (2016-2017)] (29 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Table ronde « Nouveaux territoires de projets : les pôles d'équilibre territoriaux et ruraux et les pôles métropolitains » - 1er décembre 2016 [n° 588 (2016-2017)] (23 juin 2017) - **Aménagement du territoire**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Six propositions pour corriger la CVAE [n° 596 (2016-2017)] (28 juin 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 643 (2016-2017)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 645 tome 2 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Budget**.

Proposition de loi tendant à simplifier certaines obligations applicables aux collectivités territoriales dans le domaine du service public d'eau potable [n° 703 (2016-2017)] (1er août 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Relations avec les collectivités territoriales [n° 108 tome 3 annexe 25 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 12 janvier 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jean-Michel Thornary, commissaire général à l'égalité des territoires.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de ratification de trois ordonnances

relatives à la collectivité de Corse - Examen du rapport pour avis.

(*commission des lois*) : Projet de loi de ratification de trois ordonnances relatives à la collectivité de Corse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 14 février 2017 (*commission des finances*) : Proposition de loi relative aux modalités de calcul du potentiel fiscal agrégé des communautés d'agglomération issues de la transformation de syndicats d'agglomération nouvelle (ex-SAN) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 16 février 2017 (*commission des finances*) : Proposition de loi relative aux modalités de calcul du potentiel fiscal agrégé des communautés d'agglomération issues de la transformation de syndicats d'agglomération nouvelle (ex-SAN) - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mardi 21 février 2017 (*commission des finances*) : Expérimentation de la révision des valeurs locatives des locaux d'habitation - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du jeudi 23 février 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jean-Bernard Auby, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, directeur de la chaire mutations de l'action publique et du droit public, et de Mme Estelle Bomberger-Rivot, maître de conférences, chercheur à la chaire mutations de l'action publique et du droit public.

Réunion du mercredi 29 mars 2017 (*commission des finances*) : Conclusions du groupe de travail sur le recouvrement de l'impôt à l'heure de l'économie numérique.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Modalités de répartition de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) - Communication.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen du rapport pour avis et des amendements déposés sur l'article 9, délégué au fond.

Réunion du mercredi 27 septembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Projet de loi de programmation des finances publiques - Audition de MM. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics, et Benjamin Griveaux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Finances locales - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Réunion du jeudi 26 octobre 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Élection du président ; désignation des vice-présidents et des secrétaires ; questions diverses.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des principaux éléments de l'équilibre sur le projet de loi de finances pour 2018 - Tome I du rapport général.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Examen d'un amendement de séance.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur, et

Mme Jacqueline Gourault, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Suite à la réunion du bureau de la délégation du 9 novembre 2017, programme de travail semestriel.

(*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Économie » et compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 bis) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Engagements financiers de l'État » - Compte d'affectation spéciale « Participations de la France au désendettement de la Grèce » - Comptes de concours financiers « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » et « Accords monétaires internationaux » (et articles 55 et 55 bis) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 bis) - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1561 du 21 novembre 2016 complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la collectivité de Corse, n° 2016-1562 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures institutionnelles relatives à la collectivité de Corse et n° 2016-1563 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures électorales applicables en Corse [n° 312 (2016-2017)]** - (26 janvier 2017) - rapporteur pour avis de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 992, 993).

- **Proposition de loi relative aux modalités de calcul du potentiel fiscal agrégé des communautés d'agglomération issues de la transformation de syndicats d'agglomération nouvelle (ex-SAN) [n° 404 (2016-2017)]** - (16 février 2017) - rapporteur de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 1582, 1583). - **Article 3 (nouveau)** (*Rapport sur l'opportunité de conserver, d'adapter ou de supprimer progressivement les mécanismes dérogatoires de pondération du potentiel fiscal et du potentiel fiscal agrégé des communautés d'agglomération comportant un ancien syndicat d'agglomération nouvelle*) (p. 1591, 1592).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Première partie :

- (25 novembre 2017) - **Article 10 sexies (nouveau)** (*Maintien jusqu'au 31 décembre 2019 du bénéfice du régime fiscal et social des ZRR pour les communes qui en sont sorties et ne sont pas couvertes par la loi Montagne*) (p. 6530). (p. 6536).

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 6788, 6789).

Relations avec les collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) - rapporteur spécial - **État B** (p. 6802, 6803). (p. 6804). - **Article 59** (*art. L. 2334-42 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Dotation de soutien à l'investissement local*) (p. 6805, 6806). (p. 6808). (p. 6810). (p. 6810). (p. 6811). (p. 6815, 6816). - **Article 59 bis (nouveau)** (*art. L. 2334-37 du code général des collectivités territoriales - Modalités d'examen par la commission ad hoc des demandes de subvention au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux, DETR*) (p. 6821). (p. 6825). (p. 6827). (p. 6829). - **Article additionnel après l'article 59 bis** (*Participation minimale des collectivités territoriales maître d'ouvrage au financement d'un projet*) (p. 6830). (p. 6831). (p. 6832). - **Article 60** (*art. L. 1613-5-1, art. L. 2113-20, art. L. 2113-22, art. L. 2334-7-3, art. L. 2334-7-3, art. L. 2334-13, art. L. 2334-17, art. L. 2334-21, art. L. 3334-1, art. L. 3334-4, art. L. 3663-9 et art. L. 5214-23-1 du code général des collectivités territoriales - Répartition de la dotation globale de fonctionnement, DGF*) (p. 6834). (p. 6835). (p. 6836). (p. 6837). (p. 6838, 6839). - **Articles additionnels après l'article 60** (*Imputation comptable de la compensation des départements aux métropoles en cas de transfert de compétences*) (p. 6846, 6847). - **Article 60 ter (nouveau)** (*Demande de rapport sur la prise en compte dans la répartition des dotations et des fonds de péréquation des charges liées à l'accueil d'une population touristique non permanente*) (p. 6847). - **Article 61** (*art. L. 2336-1, art. L. 2336-3, art. L. 2336-6, art. L. 3335-1, art. L. 3335-3, art. L. 4332-9 du code général des collectivités territoriales, art. 166 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 - Modification des règles de répartition des dispositifs de péréquation horizontale*) (p. 6849). (p. 6852). (p. 6853, 6854).

Articles non rattachés

- (8 décembre 2017) - **Article 39 sexies (nouveau)** (*art. 199 terdecies-0 A du code général des impôts - Aménagement de la réduction d'impôt « Madelin »*) (p. 7563).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 155 (2017-2018)]** - (15 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 17 ter** (p. 9802). (p. 9803). (p. 9804). (p. 9804). (p. 9804, 9805). (p. 9805). (p. 9806). - **Articles additionnels après l'article 23 septies** (p. 9828). (p. 9828). (p. 9829). (p. 9829). (p. 9830). - **Articles additionnels après l'article 23 octies** (p. 9832). (p. 9832, 9833). (p. 9833). (p. 9833). (p. 9833). (p. 9835). (p. 9835). (p. 9835). (p. 9836). (p. 9836). (p. 9836). - **Article additionnel après l'article 23 decies** (*Possibilité de lever la taxe relative à la gestion des milieux aquatiques et à la prévention des inondations dès 2018*) (p. 9840). (p. 9840). - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 9889). (p. 9890).

GUÉRINI (Jean-Noël)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 5 octobre 2017 ; membre de la commission jusqu'au 4 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne jusqu'au 12 juin 2017.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne le 8 novembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à garantir le principe de l'indépendance de la justice [n° 443 (2016-2017)] (23 février 2017) - **Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi relative au rétablissement des critères de classement des communes situées en zone de revitalisation rurale tels qu'ils existaient avant l'adoption de la loi de finances rectificative du 29 décembre 2015 [n° 478 (2016-2017)] (27 mars 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à élargir les missions des comités locaux d'information et de suivi visés à l'article L. 542-13 du code de l'environnement [n° 561 (2016-2017)] (23 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture**.

Proposition de loi tendant à garantir la représentation des communes déléguées au sein des communes nouvelles [n° 620 (2016-2017)] (6 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi sur le régime de l'exécution des peines des auteurs de violences conjugales [n° 621 (2016-2017)] (11 juillet 2017) - **Famille**.

Proposition de loi visant à intégrer dans la loi un objectif national de désenclavement [n° 679 (2016-2017)] (21 juillet 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (groupe de suivi *Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Europe croissance : communication de MM. André Gattolin, Jean-Noël Guérini et Xavier Pintat.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Défense » - Examen de la position de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la sécurité publique [n° 310 (2016-2017)]** - (24 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 800, 801). - **Article 6** (art. L. 613-12 du code de la sécurité intérieure - Armement des agents de sécurité privée chargés d'une mission de protection de l'intégrité physique des personnes) (p. 819, 820). - **Article 7** (art. 433-5 et 433-7 du code pénal - Aggravation des peines encourues pour le délit d'outrage commis à l'encontre des personnes dépositaires de l'autorité publique) (p. 829). (p. 830).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République italienne signé le 24 février 2015 pour l'engagement des travaux définitifs de la section transfrontalière de la nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin [n° 330 (2016-2017)]** - (26 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 960).

- **Projet de loi autorisant la ratification du protocole au traité de l'Atlantique Nord sur l'accession du Monténégro [n° 314 (2016-2017)]** - (26 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 968).

- **Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme [n° 630 (2016-2017)]** - (18 juillet 2017) - **Article 1er** (art. L. 226-1 [nouveau], L. 511-1, L. 613-1 et L. 613-2 du code de la sécurité intérieure - Périmètres de protection) (p. 2644). (p. 2644). (p. 2644). (p. 2645). (p. 2645). (p. 2646). - **Article 2** (art. L. 227-1 et L. 227-2 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Fermeture administrative des lieux de culte) (p. 2651). (p. 2651). - **Article 3** (art. L. 228-1, L. 228-2, L. 228-3, L. 228-4, L. 228-5, L. 228-6 et L. 228-7 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Régime de contrôle administratif et de surveillance des personnes constituant une menace grave pour la sécurité et l'ordre publics) (p. 2658). (p. 2658). (p. 2659). (p. 2659). (p. 2660). (p. 2661). (p. 2663). (p. 2663).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (25 juillet 2017) - **Article 9 (priorité)** (*Report d'un an de l'entrée en vigueur du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu*) (p. 2992, 2993).

- **Débat sur la revue stratégique de défense et de sécurité nationale** - (24 octobre 2017) (p. 3969).

- **Débat sur l'intelligence artificielle, les enjeux économiques et les cadres légaux** - (25 octobre 2017) (p. 4148).

- **Débat sur l'avenir de l'Institut français** - (21 novembre 2017) (p. 5417). (p. 5421).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

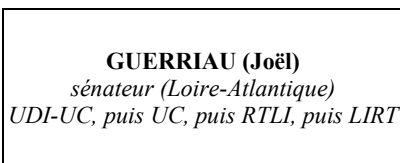
Seconde partie :

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (4 décembre 2017) (p. 7123, 7124).

Action extérieure de l'État

- (4 décembre 2017) (p. 7135).



Réélu le 24 septembre 2017.

Secrétaire du Sénat à compter du 4 octobre 2017.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 5 octobre 2017 ; secrétaire de la commission jusqu'au 4 octobre 2017.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux outre-mer jusqu'au 17 octobre 2017.

Membre titulaire du Conseil national du développement et de la solidarité internationale jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture**.

Proposition de loi visant à renforcer et rendre plus effectives les sanctions en cas d'installations illégales en réunion sur un terrain public ou privé [n° 680 (2016-2017)] (25 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à créer un fonds national d'investissement en faveur des petites communes [n° 89 (2017-2018)] (15 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Défense : Soutien de la politique de la défense [n° 110 tome 7 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

Proposition de loi relative à l'amélioration du fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre [n° 151 (2017-2018)] (8 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique étrangère américaine de l'administration Trump - Audition conjointe de Mmes Célia Belin, chercheuse au centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère des affaires étrangères et au centre Thucydide (Paris II), et Maya Kandel, chercheuse associée à l'Institut du monde anglophone de l'université Sorbonne Nouvelle (Paris III), ancienne responsable du programme États-Unis de l'Institut de recherche stratégique de l'école militaire.

71e session de l'Assemblée générale des Nations unies - Forum transatlantique - Communications.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Cyberinterférences dans les processus électoraux - Audition de M. Guillaume Poupard, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI).

Réunion du jeudi 2 février 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Foncier dans les outre-mer - Audition en visioconférence des acteurs économiques de Mayotte.

Foncier dans les outre-mer - Audition en visioconférence des acteurs publics de Mayotte.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S. E. M. Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Proposition de résolution exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale - Présentation.

Réunion du mardi 23 mai 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « La modernisation de la dissuasion nucléaire » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général pour l'administration du ministère des armées.

Réunion du mardi 17 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Arnaud Danjean, président du comité de rédaction de la revue stratégique de défense et de sécurité nationale.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Joël Barre, délégué général pour l'armement.

Projet de loi de finances pour 2018 - Audition du général Jean-Pierre Bossier, chef d'état-major de l'armée de terre.

Situation internationale - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de l'amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la marine.

Projet de loi de finances pour 2018 - Audition du général André Lanata, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 105 « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Défense » - Programme 212 « Soutien de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Sécurités » - Programme 152 « Gendarmerie nationale » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique [n° 288 (2016-2017)]** - (17 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 280, 281).

- **Débat sur la revue stratégique de défense et de sécurité nationale** - (24 octobre 2017) (p. 3968). (p. 3969).

- **Débat sur le logement social : « sur quels territoires, comment et pour qui demain ? »** - (26 octobre 2017) (p. 4213).

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la liberté des collectivités sur la question des rythmes scolaires** - (31 octobre 2017) (p. 4267).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) - **Article 59** (*art. L. 2334-42 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Dotation de soutien à l'investissement local*) (p. 6815). (p. 6815). (p. 6817). (p. 6820).

Santé

- (30 novembre 2017) (p. 6923, 6924).

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (30 novembre 2017) (p. 6939). - **Articles additionnels après l'article 64** (*Rapport du Gouvernement sur l'opportunité d'élargir aux agents de l'aide sociale à l'enfance l'accès à l'application de gestion des dossiers de ressortissants étrangers en France, AGDREF*) (p. 6951).

Défense

- (30 novembre 2017) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, pour le programme « Soutien de la politique de défense » (p. 6955). (p. 6963, 6964). - **Article additionnel après l'article 52 septies** (*Rapport au parlement sur le coût du Service national universel*) (p. 6970). (p. 6970).

Action extérieure de l'État

- (4 décembre 2017) (p. 7136, 7137).

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (6 décembre 2017) (p. 7271, 7272).

- **Débat sur le retour des djihadistes en France** - (13 décembre 2017) (p. 9595).

- **Débat sur la COP23** - (13 décembre 2017) (p. 9602).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-644 du 27 avril 2017 relative à l'adaptation des dispositions législatives relatives au fonctionnement des ordres des professions de santé - Commission mixte paritaire [n° 131 (2017-2018)]** - (20 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10526, 10527).

- **Proposition de loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations - Commission mixte paritaire [n° 190 (2017-2018)]** - (20 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10535).

GUIDEZ (Jocelyne)
sénatrice (Essonne)
UC

Élue le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer le 18 octobre 2017.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer le 13 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture**.

Proposition de loi portant création d'un fonds de dotation pour les territoires ruraux [n° 713 (2016-2017)] (7 septembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi élargissant les modalités d'intervention de l'action extérieure des collectivités territoriales en matière d'eau, d'assainissement, d'électricité, de gaz et de déchets ménagers [n° 714 (2016-2017)] (11 septembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 30 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la politique vaccinale en France [n° 65 (2017-2018)] (7 novembre 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à faciliter la répression des rodéos motorisés [n° 102 (2017-2018)] (21 novembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen du rapport.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Audition de Mme Geneviève Darrieussecq, secrétaire d'État auprès de la ministre des armées.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Audition de Mme Annick Girardin, ministre des outre-mer, dans le cadre de l'étude sur les risques naturels majeurs dans les outre-mer.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission**



Président du groupe socialiste et républicain.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la commission des finances jusqu'au 3 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer le 18 octobre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique visant à améliorer la qualité des études d'impact des projets de loi [n° 610 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instituer le Conseil parlementaire d'évaluation des politiques publiques et du bien-être [n° 611 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 643 (2016-2017)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 645 tome 2 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Budget**.

d'accueil des gens du voyage [n° 45 (2017-2018)] - (31 octobre 2017) - **Article 5** (art. 9 et 9-1, art. 9-1-1 et 9-1-2 [nouveaux] de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage - Évacuation des campements illicites) (p. 4287). (p. 4288).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (15 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 5011).

Troisième partie :

- (16 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 12** (*Droits d'accises sur le tabac - Sanction du trafic de tabac*) (p. 5127). (p. 5127). - **Articles additionnels après l'article 14** (*Retrait des médicaments génériques de l'assiette de la taxe sur le chiffre d'affaires des distributeurs en gros*) (p. 5146, 5147).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (6 décembre 2017) (p. 7276, 7277).

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 14 février 2017 (*commission des finances*) : Proposition de loi relative aux modalités de calcul du potentiel fiscal agrégé des communautés d'agglomération issues de la transformation de syndicats d'agglomération nouvelle (ex-SAN) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Laura Flessel, ministre des sports.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Constitution du bureau de la délégation.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Enseignement scolaire » - Crédits « Enseignement scolaire » et « Enseignement technique agricole » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Crédits « Sport » et « Jeunesse et vie associative » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre - Nouvelle lecture [n° 159 (2016-2017)]** - (1er février 2017) - **Rappel au règlement** (p. 1152).

- **Proposition de loi relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et au développement du biocontrôle [n° 345 (2016-2017)]** - (7 février 2017) - **Article 8 A (nouveau)** (art. L. 253-7 du code rural et de la pêche maritime -

Possibilité d'utilisation de produits phytopharmaceutiques conventionnels faute d'efficacité des produits de substitution (p. 1258).

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (5 juillet 2017) (p. 1930, 1932).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (12 juillet 2017) - **Demande de priorité** (p. 2148, 2149). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 2160). - **Intitulé du projet de loi** (p. 2163, 2164).

- **Projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 608 (2016-2017)]** - (13 juillet 2017) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2473).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (25 juillet 2017) - **Article 1er** (*Habilitation du Gouvernement à prendre diverses ordonnances pour renforcer la place de l'accord d'entreprise*) (p. 3007). (p. 3015).

- **Suite de la discussion** (27 juillet 2017) - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*Assouplissement des obligations des employeurs en matière de prévention de la pénibilité et d'emploi de travailleurs détachés transfrontaliers*) (p. 3209, 3210). (p. 3213, 3214).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'avenir de l'Union européenne** - (11 octobre 2017) (p. 3761, 3762).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique de la ville (II)** - (14 novembre 2017) (p. 4920).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]**

Quatrième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article additionnel après l'article 28** (*Revalorisation du niveau minimum des pensions de retraite des exploitants agricoles*) (p. 5211).

- **Débat sur l'avenir de l'Institut français** - (21 novembre 2017) (p. 5412). (p. 5420, 5421).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Discussion générale :

- (23 novembre 2017) (p. 6301).

Première partie :

- (24 novembre 2017) - **Article 3** (*Art. 1407 bis, 1413 bis, 1414, 1414 A, 1414 B, 1414 C (nouveau), 1417, 1605 bis et 1641 du code général des impôts, et L. 173 du livre des procédures fiscales - Dégrèvement de la taxe d'habitation sur la résidence principale*) (p. 6398, 6399). (p. 6406).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2017) - **Article 9 quater (nouveau)** (*art. 266 quindecies du code des douanes - Elargissement de l'assiette de la TGAP aux biocarburants remplaçant le gazole*) (p. 6503).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 6719).

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) - **Article 59** (*art. L. 2334-42 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Dotation de soutien à l'investissement local*) (p. 6812).

Enseignement scolaire

- (29 novembre 2017) - **État B** (p. 6879). (p. 6881).

Sport, jeunesse et vie associative

- (29 novembre 2017) (p. 6892, 6893).

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (4 décembre 2017) - **État B** (p. 7068, 7069).

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7836).

- **Proposition de résolution visant à pérenniser et adapter la procédure de législation en commission [n° 135 (2017-2018)]** - (14 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 9620). - **Article unique** (p. 9631).

GUILLEMOT (Annie)
sénatrice (Rhône)
SOCR

Secrétaire du Sénat à compter du 4 octobre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Politique de la ville : une réforme bien engagée mais fragilisée par un manque de moyens [n° 662 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Aménagement du territoire**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Cohésion des territoires : Politique de la ville [n° 109 tome 7 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Situation de l'entreprise Alstom - Audition de M. Henri Poupert-Lafarge, président-directeur général d'Alstom.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Évaluation de l'application de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Constitution du bureau.

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » (articles 52, 52 bis, 52 ter, 52 quater et 52 quinquies rattachés) - Crédits « Logement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » et article 52 sexies rattaché - Crédits « Politique de la ville » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (26 juillet 2017) - **Article 3** (*Aménagement des*

règles du licenciement et de certaines formes particulières de travail) (p. 3137).

- **Débat sur le logement social : « sur quels territoires, comment et pour qui demain ? »** - (26 octobre 2017) (p. 4208). (p. 4212, 4213).

- **Débat sur la politique de la ville : une réforme bien engagée mais fragilisée par un manque de moyens** - (21 novembre 2017) - au nom de la commission des affaires économiques (p. 5425, 5426).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Discussion générale :

- (23 novembre 2017) (p. 6301).

Première partie :

- (27 novembre 2017) - **Article 19** (*Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public*) (p. 6686). (p. 6698). (p. 6699). (p. 6710). (p. 6711). (p. 6713).

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (6 décembre 2017) (p. 7295, 7296). - **Article 52 (priorité)** (*art. L. 351-2, L. 351-3, L. 411-8-1, L. 441-3, L. 441-11, L. 442-2-1 [nouveau] et L. 481-2 du code de la construction, art. L. 542-2 et L. 831-1 du code de la sécurité sociale - Réforme des aides au logement et de la politique des loyers dans le parc social*) (p. 7319, 7320). (p. 7331). - **État B** (p. 7336). (p. 7336). (p. 7339, 7340). - **Article 52 quater (nouveau)** (*art. L. 435-1, L. 443-14-1 [nouveau], L. 443-15-2-1, L. 443-15-2-2 et L. 452-3 du code de la construction et de l'habitation - Création d'une taxe sur le produit des cessions de logements des organismes de logement social*) (p. 7348).

GUILLOTIN (Véronique)
sénatrice (Meurthe-et-Moselle)
RDSE

Élue le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 4 octobre 2017.

Vice-présidente de la commission des affaires européennes le 5 octobre 2017.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques le 16 novembre 2017.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale le 21 novembre 2017, puis secrétaire le 29 novembre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 (20 novembre 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance relative à l'adaptation des dispositions législatives relatives au fonctionnement des ordres des professions de santé (1er décembre 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance relative à la profession de médecin et l'ordonnance relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé (1er décembre 2017).

DÉPÔTS

Proposition de loi sur le régime de l'exécution des peines des auteurs de violences conjugales [n° 621 (2016-2017)] (11 juillet 2017) - **Famille**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projets de loi ratifiant quatre ordonnances relatives à la santé - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 10 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Didier Migaud, premier président de

la Cour des comptes, sur le rapport sur l'application de la loi de financement de la sécurité sociale.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de M. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration de la Caisse nationale d'allocations familiales.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Travail et emploi » et compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (13 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4865, 4866).

Troisième partie :

HARRIBEY (Laurence)
sénatrice (Gironde)
SOCR

Devenue sénateur le 1er octobre 2017 (en remplacement de M. Alain Anziani, démissionnaire de son mandat).

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 5 octobre 2017.

Membre de la commission des affaires européennes le 5 octobre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations (19 décembre 2017).

Membre titulaire du comité de bassin Adour-Garonne le 18 décembre 2017.

- (16 novembre 2017) - **Article 13 bis (nouveau)** (*art. 1613 ter et 1613 quater du code général des impôts - Modification des contributions sur les boissons sucrées et édulcorées*) (p. 5135). (p. 5140).

Quatrième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 34** (*art. L. 3111-1, L. 3111-2, L. 3111-3, L. 3111-4-1, L. 3111-9, L. 3116-1, L. 3116-2, L. 3116-4, L. 3821-1, L. 3821-2, L. 3821-3 et L. 3826-1 du code de la santé publique - Extension de l'obligation de couverture vaccinale des enfants*) (p. 5219). (p. 5219, 5220). (p. 5220).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (30 novembre 2017) (p. 6909, 6910).

Santé

- (30 novembre 2017) (p. 6919, 6920).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Nouvelle lecture [n° 121 (2017-2018)]** - (1er décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 6986).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-644 du 27 avril 2017 relative à l'adaptation des dispositions législatives relatives au fonctionnement des ordres des professions de santé - Commission mixte paritaire [n° 131 (2017-2018)]** - (20 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10524).

DÉPÔTS

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 octies du Règlement, portant avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de règlement relatif à l'ENISA, Agence de l'Union européenne pour la cybersécurité, et abrogeant le règlement (UE) n° 526/2013, et relatif à la certification des technologies de l'information et des communications en matière de cybersécurité (règlement sur la cybersécurité) - COM(2017) 477 final [n° 79 (2017-2018)] (9 novembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 26 octobre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, sur le Conseil européen des 19 et 20 octobre.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Plan d'investissement pour l'Europe : communication de MM. Didier Marie et Cyril Pellevat.

Politique étrangère et de défense – Cybersécurité : avis motivé de M. René Danesi et Mme Laurence Harribey.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Régime électoral du

Parlement européen : communication de Mme Fabienne Keller et M. Jean-Yves Leconte.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Contrôle des investissements étrangers : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Franck Menonville.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 14 et 15 décembre 2017** - (12 décembre 2017) (p. 7862).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité [n° 162 (2017-2018)]** - (19 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10469, 10470).

HASSANI (Abdallah)
sénateur (Mayotte)
LaREM

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer le 18 octobre 2017.

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 4 octobre 2017.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le logement social : « sur quels territoires, comment et pour qui demain ? »** - (26 octobre 2017) (p. 4211).

HAUT (Claude)
sénateur (Vaucluse)
SOCR, puis LaREM

Secrétaire du Sénat jusqu'au 3 octobre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission des affaires européennes ; nouvelle nomination le 5 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes et de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur l'avenir de la politique agricole commune à l'horizon 2020 [n° 673 (2016-2017)] - PAC : traverser le cap dangereux de 2020 [n° 672 (2016-2017)] (20 juillet 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur l'avenir de la politique agricole commune à l'horizon 2020 [n° 673 (2016-2017)] (20 juillet 2017) - **Agriculture et pêche**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 382 (2016-2017)] autorisant l'approbation de la convention sur le transfèrement des personnes condamnées entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Pérou [n° 136 (2017-2018)] (6 décembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 23 mai 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « La modernisation de la dissuasion nucléaire » - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Avenir de la politique agricole commune (PAC) : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique du groupe de suivi conjoint avec la commission des affaires économiques.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : La nécessaire modernisation de la dissuasion nucléaire [n° 560 (2016-2017)] (23 mai 2017) - **Défense**.

(*commission des affaires économiques*) : Groupe de suivi sur la mise en œuvre de la réforme de la politique agricole commune - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Constitution du bureau.

Réunion du jeudi 30 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Groupe de travail Usage du glyphosate : communication de M. Pierre Médevielle.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de la convention sur le transfèrement des personnes condamnées entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Pérou - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la revue stratégique de défense et de sécurité nationale** - (24 octobre 2017) (p. 3974).

HENNO (Olivier)
sénateur (Nord)
UC

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales à partir du 5 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 18 octobre 2017, puis secrétaire le 26 octobre 2017.

Membre suppléant du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale le 30 novembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture**.

Proposition de loi visant à renforcer et rendre plus effectives les sanctions en cas d'installations illégales en réunion sur un terrain public ou privé [n° 680 (2016-2017)] (25 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accueil des gens du voyage [n° 694 (2016-2017)] (31 juillet 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi portant création d'un fonds de dotation pour les territoires ruraux [n° 713 (2016-2017)] (7 septembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 30 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

- **Débat sur l'avenir de l'Institut français** - (21 novembre 2017) (p. 5418).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Défense

- (30 novembre 2017) (p. 6958, 6959). (p. 6966).

Action extérieure de l'État

- (4 décembre 2017) (p. 7138, 7139).

Articles non rattachés

- (11 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 44 sexies** (p. 7740). (p. 7740).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la Syrie** - (19 décembre 2017) (p. 10410, 10411).

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la politique vaccinale en France [n° 65 (2017-2018)] (7 novembre 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à réformer les fonds de garantie des dommages consécutifs à des actes de prévention, de diagnostic ou de soins dispensés au sein des établissements, services ou organismes de santé et de soins [n° 126 (2017-2018)] (4 décembre 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, sur le rapport sur l'application de la loi de financement de la sécurité sociale.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de M. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration de la Caisse nationale d'allocations familiales.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement - Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA) » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » - Compte d'affectation spéciale « pensions » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Travail et emploi » et compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

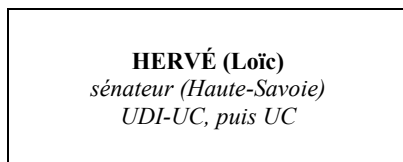
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique de la ville (I)** - (14 novembre 2017) (p. 4916, 4917).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

- (6 décembre 2017) (p. 7358).

**Gestion des finances publiques et des ressources humaines -
Crédits non répartis - Action et transformation publiques -
Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine
immobilier de l'État - Régimes sociaux et de retraite -
Compte d'affectation spéciale : Pensions**



NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 5 octobre 2017.

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 3 octobre 2017.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 18 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective jusqu'au 17 octobre 2017.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » jusqu'au 12 juin 2017.

Membre titulaire de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

Membre suppléant du comité de massif du massif des Alpes le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article premier de la Constitution pour y inscrire le principe d'égalité devant la loi sans distinction de sexe [n° 454 (2016-2017)] (8 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à réaffirmer le principe d'égalité entre femmes et hommes et à renforcer la laïcité [n° 460 (2016-2017)] (9 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture**.

Proposition de loi visant à renforcer et rendre plus effectives les sanctions en cas d'installations illégales en réunion sur un terrain public ou privé [n° 680 (2016-2017)] (25 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accueil des gens du voyage [n° 694 (2016-2017)] (31 juillet 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 717 (2016-2017)] (13 septembre 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la politique vaccinale en France [n° 65 (2017-2018)] (7 novembre 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à faciliter la répression des rodéos motorisés [n° 102 (2017-2018)] (21 novembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Relations avec les collectivités territoriales [n° 114 tome 12 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

Proposition de loi relative à l'amélioration du fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre [n° 151 (2017-2018)] (8 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Laurent Stefanini, ambassadeur, délégué permanent de la France auprès de l'UNESCO, accompagné de M. Daniel Janicot, président de la Commission nationale française pour l'UNESCO.

Réunion du mercredi 19 avril 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Contrat de performance État-SNCF Réseau - Audition de M. Bernard Roman, président de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rapport annuel 2016 du CSA - Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Mounir Mahjoubi, secrétaire d'État chargé du numérique.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur, et Mme Jacqueline Gourault, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique [n° 267 (2016-2017)]** - (11 janvier 2017) - **Article additionnel après l'article 9 A** (p. 128).
- **Question orale sans débat sur les difficultés rencontrées dans l'accueil des gens du voyage en Haute-Savoie** - (25 juillet 2017) (p. 2980). (p. 2981).
- **Mise au point au sujet de votes** - (4 août 2017) (p. 3571).
- **Projet de loi organique pour la confiance dans la vie politique - Nouvelle lecture [n° 709 (2016-2017)]** - (4 août 2017) - **Discussion générale** (p. 3579, 3580). - **Article 9** (*Création d'une dotation de solidarité locale en substitution de la réserve parlementaire*) (p. 3589, 3590).
- **Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 45 (2017-2018)]** - (31 octobre 2017) - auteur de la proposition de loi n° 680 - **Discussion générale** (p. 4247, 4248). - **Article 5** (art. 9 et 9-1, art. 9-1-1 et 9-1-2 [nouveaux] de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage - Évacuation des campements illicites) (p. 4286). - **Article 6** (art. 322-4-1 du code pénal - Renforcement des sanctions pénales en cas d'occupation en réunion sans titre d'un terrain) (p. 4290). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4294, 4295).
- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]**

Quatrième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 26 bis (nouveau)** (*Demande de rapport sur les modalités d'attribution des places au sein des établissements et services d'accueil du jeune enfant*) (p. 5196). (p. 5197). - **Article 35** (art. L. 162-31-1 et L. 221-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 1433-1 du code de la santé publique, art. 43 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Cadre d'expérimentations pour l'innovation dans le système de santé) (p. 5238). (p. 5239).
- **Suite de la discussion** (17 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 5262).
- **Question orale sans débat sur la situation critique des hôpitaux du Léman** - (21 novembre 2017) (p. 5384). (p. 5385).
- **Mise au point au sujet d'un vote** - (29 novembre 2017) (p. 6788).
- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

HERVIAUX (Odette)
sénatrice (Morbihan)
SOCR

Non réélue le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable jusqu'au 1er octobre 2017.

Secrétaire de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale (p. 6790, 6791).

Relations avec les collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) - rapporteur pour avis - **Article 59** (art. L. 2334-42 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Dotations de soutien à l'investissement local*) (p. 6806). (p. 6809). (p. 6810). (p. 6813, 6814). (p. 6819). (p. 6820). - **Article 59 bis (nouveau)** (art. L. 2334-37 du code général des collectivités territoriales - *Modalités d'examen par la commission ad hoc des demandes de subvention au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux, DETR*) (p. 6821). (p. 6823). - **Article 60** (art. L. 1613-5-1, art. L. 2113-20, art. L. 2113-22, art. L. 2334-7-3, art. L. 2334-7-3, art. L. 2334-13, art. L. 2334-17, art. L. 2334-21, art. L. 3334-1, art. L. 3334-4, art. L. 3663-9 et art. L. 5214-23-1 du code général des collectivités territoriales - *Répartition de la dotation globale de fonctionnement, DGF*) (p. 6836). (p. 6836). (p. 6843). (p. 6843). (p. 6844). - **Article 61** (art. L. 2336-1, art. L. 2336-3, art. L. 2336-6, art. L. 3335-1, art. L. 3335-3, art. L. 4332-9 du code général des collectivités territoriales, art. 166 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 - *Modification des règles de répartition des dispositifs de péréquation horizontale*) (p. 6849). (p. 6850). (p. 6852). (p. 6856). (p. 6856). (p. 6856). (p. 6857). - **Articles additionnels après l'article 61** (*Création d'un fonds régional de solidarité interterritoriale*) (p. 6860).

Sport, jeunesse et vie associative

- (29 novembre 2017) (p. 6888).

Justice

- (5 décembre 2017) (p. 7248).

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (6 décembre 2017) - **État B** (p. 7282).

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7836). (p. 7838).

- **Proposition de loi visant à réhabiliter la police de proximité [n° 133 (2017-2018)]** - (13 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 9545).

Membre titulaire de la commission supérieure du Crédit maritime mutuel jusqu'au 7 mars 2017.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence des aires marines protégées jusqu'au 22 juin 2017.

Membre titulaire du Conseil national de la mer et des littoraux.

Membre titulaire du Conseil supérieur des gens de mer.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 janvier 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement de la commission en Californie - Communication.

Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement de la commission à Marrakech dans le cadre de la COP22 - Communication.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Philippe Martin, candidat proposé aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur les pollinisateurs, autour de M. Richard Thiéry, directeur du laboratoire pour la santé des abeilles, Mme Agnès Lefranc, directrice de l'évaluation des produits réglementés à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES), MM. Luc Belzunces, directeur de recherche et responsable du laboratoire de toxicologie environnementale, Jean-Luc Brunet, directeur d'unité adjoint à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), Gilles Lanio, président de l'Union nationale de l'apiculture française (UNAF), Michel Perret, chef du bureau de

la faune et de la flore sauvages, et Mme Jeanne-Marie Roux-Fouillet, chef de projet du Plan national d'actions « France, terre de pollinisateurs », ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique [n° 267 (2016-2017)]** - (11 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 108).

HERZOG (Christine)
sénatrice (Moselle)
NI

Élue le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la commission des affaires européennes le 5 octobre 2017.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 18 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à ce que les électeurs d'une région supprimée en 2015 puissent en obtenir le rétablissement par référendum [n° 14 (2017-2018)] (6 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à rétablir une circonscription nationale unique pour les élections européennes et à abaisser à 3 % le seuil pour la répartition des sièges [n° 127 (2017-2018)] (5 décembre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le logement des pasteurs et des rabbins et travaux sur les lieux de culte en Alsace-Moselle** - (24 octobre 2017) (p. 3940). (p. 3940).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le référendum Alsace et Lorraine** - (28 novembre 2017) (p. 6778, 6779).

HOARAU (Gélita)
sénatrice (La Réunion)
CRC

Non réélue le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et autres dispositions en matière sociale et économique (31 janvier 2017).

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer le 24 janvier 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre plus équitable au sein d'un EPCI le calcul des dotations de compensation dans le contexte d'un transfert de compétence [n° 406 (2016-2017)] (15 février 2017) - **Budget**.

Proposition de loi pour un droit au logement effectif et pour l'interdiction des expulsions sans relogement [n° 479 (2016-2017)] (27 mars 2017) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à préciser les limites du champ de protection d'un brevet concernant une information génétique [n° 515 (2016-2017)] (20 avril 2017) - **Culture**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire le droit à l'interruption volontaire de grossesse dans la Constitution [n° 545 (2016-2017)] (3 mai 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à abroger la loi autorisant la ligne Charles-de-Gaulle Express [n° 552 (2016-2017)] (11 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la protection des enfants et des adolescents face aux effets de la publicité télévisuelle [n° 558 (2016-2017)] (22 mai 2017) - **Éducation**.

Proposition de loi relative à la mise en place d'un moratoire sur la mise en culture des semences de colza et de tournesol tolérantes aux herbicides issues de mutagenèse [n° 564 (2016-2017)] (29 mai 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à renforcer le contrôle sur le commerce des armes et relative à la violation des embargos [n° 695 (2016-2017)] (31 juillet 2017) - **Défense**.

Proposition de loi visant à rétablir le délit d'entrave des directeurs d'établissements publics au fonctionnement du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) [n° 696 (2016-2017)] (31 juillet 2017) - **Fonction publique**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 janvier 2017 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :
Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer

HULLEGATTE (Jean-Michel)
sénateur (Manche)
SOCR

Élu le 24 septembre 2017.

et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique [n° 288 (2016-2017)]** - (17 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 262, 264). - **Article 1er** (*Affirmation de l'objectif d'égalité réelle entre les outre-mer et l'hexagone*) (p. 285, 286). (p. 287). - **Article 3 bis** (*Affirmation de la continuité territoriale comme priorité de l'action de l'État*) (p. 287, 288). (p. 289). - **Article 3 ter** (*Affirmation d'un objectif de construction de logements*) (p. 289, 290). - **Article 5 bis** (*Signature de contrats de convergence*) (p. 298). - **Article 9 D (supprimé)** (art. L. 2624-1 à L. 2624-4 [nouveaux] du code du travail - *Représentativité des syndicats locaux*) (p. 303). - **Article additionnel après l'article 9 D** (p. 305).

- **Suite de la discussion** (18 janvier 2017) - **Article additionnel après l'article 10 bis** (p. 322). - **Article 10 quater (Texte non modifié par la commission)** (*Couverture maladie universelle complémentaire à Mayotte*) (p. 323). - **Article 10 septies (Texte non modifié par la commission)** (*Pluriactivité professionnelle dans les régions et départements d'outre-mer*) (p. 327). - **Article 14 quater A** (art. L. 420-5 du code de commerce - *Signature obligatoire d'un accord territorial sur la pratique des commercialisations à bas prix*) (p. 353). - **Article 16** (art. L. 743-2-2 du code monétaire et financier - *Alignement progressif des tarifs pratiqués par les banques locales de Nouvelle-Calédonie sur les tarifs moyens pratiqués par les banques en métropole*) (p. 354, 355). - **Article 17 (supprimé)** (art. 1er de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses mesures d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations - *Discrimination en raison de la domiciliation bancaire*) (p. 357). (p. 357). - **Article 19 (supprimé)** (*Expérimentation d'un Small business act outre-mer*) (p. 361). - **Article 25** (art. 60 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État - *Priorité d'affectation accordée à un agent de l'État justifiant du centre de ses intérêts matériels et moraux outre-mer*) (p. 386). - **Articles additionnels avant l'article 29 bis** (p. 393).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2017) - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 438). - **Articles additionnels après l'article 51 bis** (p. 452). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 456).

- **Commission mixte paritaire [n° 372 (2016-2017)]** - (14 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1463, 1464).

- **Question orale sans débat sur la situation des Chagos** - (21 février 2017) (p. 1638). (p. 1638).

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 4 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi tendant à simplifier certaines obligations applicables aux collectivités territoriales dans le domaine du service public d'eau potable - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports maritimes » - Examen du rapport pour avis.

HOUPERT (Alain)
sénateur (Côte-d'Or)
LR

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 18 octobre 2017.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques jusqu'au 17 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer la légitimité démocratique des conseillers communautaires [n° 282 (2016-2017)] (10 janvier 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à maintenir l'eau et l'assainissement dans les compétences optionnelles des communautés de communes ou des communautés d'agglomération après 2020 [n° 320 (2016-2017)] (21 janvier 2017) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Pour une politique de sécurité sanitaire des aliments « zéro défaut » [n° 442 (2016-2017)] (23 février 2017) - **Questions sociales et santé**.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur le canal Seine-Nord Europe.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement à Bruxelles sur le thème du glyphosate - Communication.

Déplacement à la COP23 - Communication.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'intelligence artificielle, les enjeux économiques et les cadres légaux** - (25 octobre 2017) (p. 4155).

- **Débat sur la COP23** - (13 décembre 2017) (p. 9609).

Proposition de loi sur la majoration des pensions aux veuves des très grands invalides de guerre dont l'indice de pension était supérieur à 2 000 points à la date du décès [n° 626 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Anciens combattants**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 643 (2016-2017)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 645 tome 2 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Budget**.

Proposition de loi élargissant les modalités d'intervention de l'action extérieure des collectivités territoriales en matière d'eau, d'assainissement, d'électricité, de gaz et de déchets ménagers [n° 714 (2016-2017)] (11 septembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à rendre imprescriptibles les crimes et délits sexuels sur mineurs [n° 719 (2016-2017)] (14 septembre 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à prolonger le délai de validité des habilitations des clercs de notaire [n° 7 (2017-2018)] (5 octobre 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales [n° 108 tome 3 annexe 3 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 23 février 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Moyens de la politique de sécurité sanitaire des aliments - Communication.

Réunion du mercredi 29 mars 2017 (*commission des finances*) : Conclusions du groupe de travail sur le recouvrement de l'impôt à l'heure de l'économie numérique.

Réunion du mercredi 31 mai 2017 (*commission des finances*) : Résultats de l'exécution de l'exercice 2016 et certification des comptes de l'État pour l'exercice 2016 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 4 juillet 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi organique et projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique - Examen du rapport pour avis et communication sur la recevabilité financière des amendements.

Projet de loi organique et projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique - Suite de l'examen du rapport pour avis et communication sur la recevabilité financière des amendements.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et le compte d'affectation spéciale (CAS) « Développement agricole et rural » (et articles 49, 49 bis et 49 ter) - Examen du rapport spécial.

Régime fiscal et rentabilité des biens immobiliers des particuliers - Communication.

Réunion du jeudi 7 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Missions « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » (et articles 49 à 49 ter), « Économie » (et articles 54 quinquies à octies), « Outre-mer » (et articles 57 quater à septies), « Recherche et enseignement supérieur » (et articles 57 octies et nonies) - Examen des amendements de séance.

(*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition conjointe de MM. Hugues de Jouvenel, président de Futuribles international, Mathieu Bodin, directeur de l'Institut des futurs souhaitables, Mme Marina Rachline, directrice « Waves » de thecamp, et M. Benoît Bailliart, directeur du Lab de thecamp.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences**

HUE (Robert)
sénateur (Val-d'Oise)
RDSE

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre titulaire du conseil d'orientation stratégique du fonds de solidarité prioritaire (anciennement : comité directeur du fonds d'aide et de coopération).

optionnelles des communautés de communes [n° 410 (2016-2017)] - (23 février 2017) - **Article unique (Texte non modifié par la commission)** (p. 1835).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (12 juillet 2017) - **Article 4 (supprimé)** (art. L.O. 146 du code électoral - Extension de l'incompatibilité parlementaire applicable aux fonctions de direction exercées au sein d'une société, d'une entreprise ou d'un organisme) (p. 2167).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]**

Quatrième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 34** (art. L. 3111-1, L. 3111-2, L. 3111-3, L. 3111-4-1, L. 3111-9, L. 3116-1, L. 3116-2, L. 3116-4, L. 3821-1, L. 3821-2, L. 3821-3 et L. 3826-1 du code de la santé publique - Extension de l'obligation de couverture vaccinale des enfants) (p. 5218). - **Article 35** (art. L. 162-31-1 et L. 221-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 1433-1 du code de la santé publique, art. 43 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Cadre d'expérimentations pour l'innovation dans le système de santé) (p. 5242). (p. 5242).

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 5270). - **Article 36** (art. L. 162-14-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 6316-1 du code de la santé publique, art. 36 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Prise en charge de la télémédecine) (p. 5272, 5273). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 5279, 5280). (p. 5280, 5281). - **Article 40** (art. L. 161-37, L. 161-38, L. 162-17-9 [nouveau], L. 162-19-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale ; art. L. 5122-17 [nouveau], L. 5213-1 à L. 5213-4, L. 5223-1 à L. 5223-5, L. 6143-7 du code de la santé publique - Dispositions diverses relatives à la qualité, à la promotion et la pertinence de l'utilisation des produits de santé) (p. 5297). (p. 5298). - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 5311). (p. 5311).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (7 décembre 2017), (p. 7401, 7402). - **État B** (p. 7419). (p. 7420). (p. 7421). - **État D** (p. 7427).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à garantir le principe de l'indépendance de la justice [n° 443 (2016-2017)] (23 février 2017) - **Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi relative au rétablissement des critères de classement des communes situées en zone de revitalisation rurale tels qu'ils existaient avant l'adoption de la loi de finances rectificative du 29 décembre 2015 [n° 478 (2016-2017)] (27 mars 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à garantir la représentation des communes déléguées au sein des communes nouvelles [n° 620 (2016-2017)] (6 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à intégrer dans la loi un objectif national de désenclavement [n° 679 (2016-2017)] (21 juillet 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant la ratification du protocole au traité de l'Atlantique Nord sur l'accession du Monténégro - Examen du rapport et du texte de la commission.

HUGONET (Jean-Raymond)
sénateur (Essonne)
LR

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 18 octobre 2017.

Membre titulaire du conseil d'administration de la société Radio-France le 20 décembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 181 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer un égal accès de tous les citoyens aux services publics de l'État et de ses opérateurs [n° 182 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S. E. M. Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-717 du 3 mai 2017 portant création de l'établissement public Paris La Défense [n° 632 (2016-2017)]** - (20 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 2812, 2813).

finances pour 2018 - Audition de Mme Laura Flessel, ministre des sports.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Culture » - Audition de Mme Françoise Nyssen, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Plan national en faveur des nouveaux espaces protégés - Audition de M. Yves Dauge.

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conclusions du groupe de travail sur les normes sportives applicables aux collectivités territoriales - Communication.

Projet de « maison commune de la musique » - Audition de M. Roch-Olivier Maistre.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le logement social : « sur quels territoires, comment et pour qui demain ? »** - (26 octobre 2017) (p. 4223).

- **Question orale sans débat sur la stratégie de bioéconomie pour la France** - (21 novembre 2017) (p. 5374). (p. 5374).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Première partie :

- (27 novembre 2017) - **Article 19** (*Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public*) (p. 6697). (p. 6699).

Seconde partie :

Culture

- (4 décembre 2017) (p. 7089, 7090).

Articles non rattachés

- (11 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 7769). (p. 7769).

HULOT (Nicolas)
*ministre d'État, ministre de la transition
 écologique et solidaire
 (à partir du 17 mai 2017)*

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-378 du 23 mars 2017 portant extension et adaptation à Mayotte du code de la voirie routière [n° 586 (2016-2017)] (22 juin 2017) - Aménagement du territoire.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le plan climat et le mix énergétique** - (11 juillet 2017) (p. 2023).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les territoires à énergie positive pour la croissance verte** - (26 octobre 2017) (p. 4198).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le budget des agences de l'eau** - (26 octobre 2017) (p. 4205, 4206).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les coupures d'eau en Guadeloupe** - (31 octobre 2017) (p. 4264, 4265).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le glyphosate** - (31 octobre 2017) (p. 4266).
- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement [n° 43 (2017-2018)]** - (7 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4346, 4350). (p. 4361, 4364). - **Demande de renvoi à la commission** (p. 4365). - **Article 1er A (supprimé)** (ordonnance n° 2011-91 du 20 janvier 2011 portant codification de la partie législative du code minier - Ratification de l'ordonnance portant codification de la partie législative du code minier) (p. 4366). - **Article 1er** (art. L. 111-1, art. L. 111-4 à L. 111-9 [nouveaux] du code minier - Arrêt progressif de la recherche et de l'exploitation des hydrocarbures) (p. 4371). (p. 4373). (p. 4374, 4375). (p. 4375). (p. 4377). (p. 4378, 4379). (p. 4380). (p. 4381). (p. 4384). (p. 4385). (p. 4385). (p. 4387). (p. 4387). - **Article 1er bis (supprimé)** (art. L. 111-10 [nouveau] du code minier - Encadrement du droit de suite) (p. 4388). - **Article 2** (Application de l'article 1er aux demandes de titres nouvelles ou en cours d'instruction) (p. 4389). (p. 4390). (p. 4391, 4392). - **Articles additionnels après l'article 2** (Suppression de l'obligation de délivrer un permis de recherche ou d'octroyer une concession du fait du droit de suite) (p. 4394). (p. 4395). - **Article 2 ter A (nouveau)** (art. L. 142-6 du code minier - Prise d'effet de la prolongation d'un permis exclusif de recherches) (p. 4396). - **Article 2 ter** (art. L. 163-11 et art. L. 163-11-1 [nouveau] du code minier - Possibilité de conversion ou de cession des ouvrages pour d'autres usages du sous-sol) (p. 4397). (p. 4398). - **Article 3** (Loi n° 2011-835 du 13 juillet 2011 - Interdiction de la recherche et de l'exploitation des hydrocarbures dits « non conventionnels ») (p. 4401). (p. 4402). (p. 4403). - **Article additionnel après l'article 3** (Interdiction des délocalisations résultant de l'exploitation d'hydrocarbures hors du territoire national) (p. 4403). - **Article 3 bis** (Rapport sur l'accompagnement des entreprises et des personnels et sur la reconversion des territoires) (p. 4405). (p. 4405). - **Article additionnel après l'article 3 ter** (Publicité de l'intensité des hydrocarbures importés en termes d'émissions de gaz à effet de serre) (p. 4407). - **Article 3 quater A (supprimé)** (Rapport sur les concours de l'État en soutien aux activités de recherche et l'exploitation des hydrocarbures hors du territoire national) (p. 4409). - **Article 3 quater** (Mise en ligne des demandes de titres d'exploration et d'exploitation d'hydrocarbures et des titres en cours de validité) (p. 4410). (p. 4411). (p. 4411).
- **Suite de la discussion** (8 novembre 2017) - **Article 4** (art. L. 131-1, L. 134-10, L. 421-3, L. 421-3-1 [nouveau], L. 421-4, L. 421-5, L. 421-5-1 [nouveau], L. 421-6 à L. 421-8, L. 421-10, L. 421-15, L. 421-16, L. 431-6-3 [nouveau], L. 443-8-1 [nouveau], L. 443-9, L. 452-1, L. 452-1-1 et L. 452-1-2 [nouveaux], L. 452-2-1, L. 452-3 et L. 452-5 du code de l'énergie - Renforcement de la sécurité d'approvisionnement en gaz naturel) (p. 4425). (p. 4425). (p. 4425). (p. 4426). (p. 4426). (p. 4426). (p. 4427). (p. 4427). (p. 4427). (p. 4428). (p. 4428). (p. 4429). (p. 4429). (p. 4429). (p. 4429). (p. 4429). (p. 4430). (p. 4430). (p. 4430). (p. 4430). - **Article additionnel après l'article 4** (Relations entre GRT gaz et l'opérateur de terminaux méthaniers Elengy) (p. 4431). - **Article 5 bis A** (art. L. 111-82, L. 111-92-1 [nouveau] et L. 134-3 du code de l'énergie - Approbation par la commission de régulation de l'énergie des modèles de contrats d'accès aux réseaux conclus entre les fournisseurs d'énergie et les gestionnaires de réseaux) (p. 4433). - **Article 5 bis** (art. L. 341-2, L. 342-3 et L. 342-7, Art. L. 342-7-1 et L. 345-1 à L. 345-7 [nouveaux] du code de l'énergie - Régulation du raccordement en mer d'énergies renouvelables et définition des réseaux intérieurs des bâtiments) (p. 4434, 4435). (p. 4435). (p. 4436). - **Article 5 ter A (nouveau)** (art. L. 345-1 à L. 345-7 [nouveaux] du code de l'énergie - Réseaux intérieurs des bâtiments) (p. 4437). (p. 4438). (p. 4439). - **Article additionnel après l'article 5 ter A** (Simplification du transport des contrats d'obligations d'achat) (p. 4441). - **Article 5 ter** (Art. L. 224-3 du code de la consommation - Information du consommateur sur le type de gaz fourni) (p. 4441). - **Article 6 (texte non modifié par la commission)** (art. L. 661-4, art. L. 661-10 à L. 661-20 [nouveaux] du code de l'énergie - Contrôle de la qualité environnementale des biocarburants) (p. 4446). (p. 4447). - **Article 6 bis** (art. L. 651-2 et L. 651-3 [nouveaux] du code de l'énergie - Distribution suffisante de carburants compatibles avec tous les véhicules et engins roulants) (p. 4448). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 222-9 du code de l'environnement - Réduction des émissions de certains polluants atmosphériques) (p. 4450). (p. 4451). - **Article 7 bis** (Plan d'action favorisant le recours aux énergies les moins émettrices de particules et facilitant le raccordement aux infrastructures gazières publique ou réseaux de chaleur existants) (p. 4451). - **Articles additionnels après l'article 8** (Coordination pour l'application à Wallis et Futuna) (p. 4453). (p. 4453). (p. 4454). (p. 4455). - **Intitulé du projet de loi** (p. 4456). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4461, 4462).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le stockage des déchets radioactifs à Bure** - (9 novembre 2017) (p. 4668, 4669).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la COP23** - (9 novembre 2017) (p. 4669, 4670).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les négociations relatives au climat** - (14 décembre 2017) (p. 9645, 9646).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les concessions hydroélectriques des vallées du Lot et de la Truyère** - (14 décembre 2017) (p. 9646, 9647).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la succession de problèmes techniques à la gare Montparnasse** - (14 décembre 2017) (p. 9650).
- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Nouvelle lecture [n° 124 (2017-2018)]** - (18 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10293, 10295). (p. 10297). (p. 10304, 10305). - **Question préalable** (p. 10306, 10307).

HUMMEL (Christiane)
sénateur (Var)
LR

Démissionnaire le 22 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 22 septembre 2017.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléant de l'Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens d'action des maires à l'égard des atteintes faites au patrimoine bâti des communes [n° 603 (2016-2017)] (4 juillet 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi sur la majoration des pensions aux veuves des très grands invalides de guerre dont l'indice de pension était supérieur à 2 000 points à la date du décès [n° 626 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi organique tendant à garantir l'ancrage territorial des sénateurs [n° 634 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

HURÉ (Benôit)
sénateur (Ardennes)
LR

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Secrétaire de la commission des affaires européennes le 5 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne le 8 novembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à sécuriser l'établissement des procurations électorales [n° 480 (2016-2017)] (28 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à garantir aux personnes en situation de handicap un accès effectif aux lieux ouverts au public [n° 554 (2016-2017)] (15 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 557 (2016-2017)] (18 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux certificats de décès [n° 584 (2016-2017)] (21 juin 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture**.

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens d'action des maires à l'égard des atteintes faites au patrimoine bâti des communes [n° 603 (2016-2017)] (4 juillet 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à rendre imprescriptibles les crimes et délits sexuels sur mineurs [n° 719 (2016-2017)] (14 septembre 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 181 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports ferroviaires, collectifs et fluviaux » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Régime électoral du

Parlement européen : communication de Mme Fabienne Keller et M. Jean-Yves Leconte.

Justice et affaires intérieures - Proposition de résolution européenne de Mme Nathalie Goulet tendant à la création d'un Tribunal pénal international chargé de juger les djihadistes européens ayant servi avec Daesh : examen du rapport de MM. Jacques Bigot et André Reichardt.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sébastien Lecornu, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du jeudi 14 décembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Politique de coopération - Partenariat oriental : communication de MM. René Danesi, Pierre Médevielle et André Reichardt.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le fonds d'urgence aux départements** - (9 novembre 2017) (p. 4671). (p. 4672).

- **Débat sur la COP23** - (13 décembre 2017) (p. 9608).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022** - *Nouvelle lecture* [n° 178 (2017-2018)] - (19 décembre 2017) - **Article 24** (*Règle prudentielle applicable aux collectivités territoriales*) (p. 10458, 10459).

HUSSON (Jean-François)
sénateur (Meurthe-et-Moselle)
LR

Réélu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances à partir du 5 octobre 2017 ; membre de la commission jusqu'au 4 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité des mesures de compensation des atteintes à la biodiversité engagées sur des grands projets d'infrastructures, intégrant les mesures d'anticipation, les études préalables, les conditions de réalisation et leur suivi jusqu'au 12 juin 2017.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2017 (9 novembre 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 (7 décembre 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2018 (7 décembre 2017).

Membre titulaire de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

Membre titulaire du comité de bassin Rhin-Meuse le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi relative aux certificats de décès [n° 584 (2016-2017)] (21 juin 2017) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Des paroles aux actes : continuer à agir pour relever les défis du droit européen environnemental [n° 605 (2016-2017)] (4 juillet 2017) - **Environnement**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 643 (2016-2017)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 645 tome 2 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Budget**.

Proposition de loi tendant à simplifier certaines obligations applicables aux collectivités territoriales dans le domaine du service public d'eau potable [n° 703 (2016-2017)] (1er août 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à prendre en compte la situation des « Américains accidentels » concernés par le Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA) [n° 64 (2017-2018)] (6 novembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées sous tutelle ou sous curatelle [n° 95 (2017-2018)] (16 novembre 2017) - **Famille**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Écologie, développement et mobilité durables [n° 108 tome 3 vol. 1 annexe 11 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale et aux réunions des commissions départementales d'aménagement commercial [n° 167 (2017-2018)] (13 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 181 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer un égal accès de tous les citoyens aux services publics de l'État et de ses opérateurs [n° 182 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 4 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Application du droit européen environnemental - Communication.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Dépenses de santé des personnes détenues - Communication.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Finances locales - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 31 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Audition de M. Benjamin Griveaux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Examen d'un amendement de séance.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des articles de la première partie - Examen du tome II du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Sécurités » (et article 62 bis) - Programmes « Gendarmerie nationale » et « Police nationale », programme « Sécurité et éducation routière », compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » (et article 66) et programme « Sécurité civile » (et article 62 ter) - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et articles 53, 54 à 54 quater) - Comptes d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », « Transition énergétique » et « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (FACÉ) » - Programmes « Infrastructures et services de transports » et « Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture » et compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » - Programme « Expertise, information géographique et météorologie » et budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du mardi 28 novembre 2017 (*commission des finances*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Éric Lombard, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de directeur général de la Caisse des dépôts et consignations (CDC).

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Énergie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 30 novembre 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Groupe de travail sur la simplification des normes sportives - Réglementation applicable aux collectivités territoriales et simplification de normes réglementaires relatives à la pratique et aux équipements sportifs - Proposition de résolution de MM. Dominique de Legge, Christian Manable et Michel Savin.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Missions « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et article 51), « Cohésion des territoires » (et articles 52 à 52 sexes), « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » (et article 55 ter) et « Remboursements et dégrèvements », et articles rattachés à la mission « Engagements financiers de l'État », et compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen des amendements de séance.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions du rapport d'information** : « OÙ va l'État territorial ? Le point de vue des collectivités » - (10 janvier 2017) (p. 48, 49).

- **Débat sur le thème « Économie circulaire : un gisement de matières premières et d'emploi »** - (21 février 2017) (p. 1685, 1686).

- **Proposition de loi visant à assurer la sincérité et la fiabilité des comptes des collectivités territoriales [n° 131 (2016-2017)]** - (22 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1790, 1791).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 645 (2016-2017)]** - (20 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 2857, 2858).

- **Débat sur l'aménagement du territoire : plus que jamais une nécessité** - (25 octobre 2017) (p. 4180). (p. 4180, 4181).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le glyphosate** - (31 octobre 2017) (p. 4266).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 [n° 57 (2017-2018)]** - (9 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4659, 4660). - **Article additionnel après l'article 10 (Calcul de l'objectif d'évolution des dépenses de fonctionnement des collectivités territoriales et de leurs groupements)** (p. 4732). (p. 4732).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 67 (2017-2018)]** - (9 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4754).

- **Nouvelle lecture [n° 84 (2017-2018)]** - (14 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4900, 4901).

- **Débat sur la politique de la ville : une réforme bien engagée mais fragilisée par un manque de moyens** - (21 novembre 2017) (p. 5437). (p. 5437).

- **Débat sur le thème « Quelles énergies pour demain ? »** - (22 novembre 2017) (p. 7661). (p. 7662). (p. 7662).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Discussion générale :

- (23 novembre 2017) (p. 6301). (p. 6340, 6341). (p. 6342).

Première partie :

- (24 novembre 2017) - **Article 3 (Art. 1407 bis, 1413 bis, 1414, 1414 A, 1414 B, 1414 C (nouveau), 1417, 1605 bis et 1641 du code général des impôts, et L. 173 du livre des procédures fiscales - Dégrèvement de la taxe d'habitation sur la résidence principale)** (p. 6407). - **Article 9 (art. 265, 266 quinquies, 266 quinquies B et 266 quinquies C du code des douanes - Trajectoire de la composante carbone pour la période 2018-2022 et conséquences en matière de tarifs des taxes intérieures de consommation)** (p. 6465). (p. 6471, 6472). (p. 6475, 6476).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 6496). - **Article 11 (Mise en œuvre du prélèvement forfaitaire unique)** (p. 6558). (p. 6559).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 6672). - **Article 19 (Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public)** (p. 6687). (p. 6689, 6690). (p. 6691, 6692).

Seconde partie :

Sport, jeunesse et vie associative

- (29 novembre 2017) (p. 6889).

Écologie, développement et mobilité durables

- (1er décembre 2017) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 6994, 6995). - **État B** (p. 7015, 7016). - **Article 54 (art. L. 213-9-2 du code de l'environnement et art. 124 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 - Création d'une contribution des agences de l'eau au bénéfice d'opérateurs de l'environnement)** (p. 7020). - **Articles additionnels après l'article 54** (p. 7022). (p. 7022). - **Article 54 bis (nouveau) (art. 1519 C du code général des impôts - Affectation de 10 % des ressources du fonds national de compensation de l'énergie en mer, issues de la taxe sur les éoliennes maritimes, à l'Agence française pour la biodiversité)** (p. 7023). - **Article 54 ter (nouveau) (art. 136 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 et article L. 561-3 du code de l'environnement - Prorogation et extension des mesures financées par le Fonds de prévention des risques naturels majeurs)** (p. 7024). - **Article 54 quater (nouveau) (Création d'une contribution annuelle de l'Agence française pour la biodiversité au profit des établissements publics chargés des parcs nationaux)** (p. 7024).

Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres

- (1er décembre 2017) - rapporteur spécial - **État D** (p. 7026). (p. 7027).

Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (1er décembre 2017) - rapporteur spécial - **État D** (p. 7028). (p. 7028).

Cohésion des territoires

- (6 décembre 2017) (p. 7306).

Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : Participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Investissements d'avenir - Remboursements et dégrèvements

- (6 décembre 2017) - **Article 55 (art. 41 de la loi n° 83-1179 du 29 décembre 1983 de finances pour 1984, art. 6 de la loi n° 49-1098 du 2 août 1949 - Suppression du dispositif de prise en charge par l'État d'une part des majorations de rentes viagères)** (p. 7381, 7382). (p. 7382).

Outre-mer

- (7 décembre 2017) (p. 7470).

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7840).

IACOVELLI (Xavier)
sénateur (Hauts-de-Seine)
SOCR

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 18 octobre 2017, puis vice-président le 26 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance portant création de l'établissement public Paris La Défense (1er décembre 2017).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Établissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux (EPARECA) le 13 décembre 2017.

Membre titulaire de la Commission nationale chargée de l'examen du respect des obligations de logements sociaux le 13 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour une meilleure protection des mineur.e.s victimes de viol et des autres agressions sexuelles [n° 53 (2017-2018)] (26 octobre 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à interdire la pratique de la chasse à courre, à cor et à cri [n° 106 (2017-2018)] (22 novembre 2017) - **Environnement**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » et article 52 sexies rattaché - Crédits « Politique de la ville » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi ratifiant l'ordonnance portant création de l'établissement public Paris La Défense.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la participation dans l'entreprise, l'outil de croissance et les perspectives** - (25 octobre 2017) (p. 4164).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]**

Quatrième partie :

- (17 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 57** (p. 5357). (p. 5357).

- **Débat sur la politique de la ville : une réforme bien engagée mais fragilisée par un manque de moyens** - (21 novembre 2017) (p. 5430, 5431).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'esclavage en Libye** - (23 novembre 2017) (p. 6326).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Première partie :

- (24 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 6 bis** (p. 6420, 6421).

Seconde partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (4 décembre 2017) - **État B** (p. 7065, 7066). (p. 7067).

Cohésion des territoires

- (6 décembre 2017) (p. 7302, 7303). - **État B** (p. 7338). (p. 7339).

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (7 décembre 2017) - **État B** (p. 7444).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-717 du 3 mai 2017 portant création de l'établissement public Paris La Défense - Commission mixte paritaire [n° 145 (2017-2018)]** - (18 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10289, 10290).

- **Projet de loi de finances pour 2018 - Nouvelle lecture [n° 172 (2017-2018)]**

Discussion générale :

- (19 décembre 2017) (p. 10394).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Nouvelle lecture [n° 178 (2017-2018)]** - (19 décembre 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de finances n° 172 (2017-2018)** (p. 10394).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le droit d'asile** - (19 décembre 2017) (p. 10413).

IMBERT (Corinne)
sénatrice (Charente-Maritime)
LR-R

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales à partir du 5 octobre 2017 ; membre de la commission jusqu'au 4 octobre 2017.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » jusqu'au 12 juin 2017.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de simplification des procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (12 janvier 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création de l'Agence nationale de santé publique (12 janvier 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse (18 janvier 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance relative à l'adaptation des dispositions législatives relatives au fonctionnement des ordres des professions de santé (1er décembre 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance relative à la profession de physicien médical et l'ordonnance relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé (1er décembre 2017).

Membre titulaire du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé le 13 novembre 2017.

Vice-présidente de la mission d'information sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France jusqu'au 12 juin 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer la légitimité démocratique des conseillers communautaires [n° 282 (2016-2017)] (10 janvier 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi tendant à supprimer le bénéfice de l'âge en cas d'égalité des suffrages entre deux listes arrivées en tête aux élections municipales [n° 475 (2016-2017)] (22 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à sécuriser l'établissement des procurations électorales [n° 480 (2016-2017)] (28 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à garantir aux personnes en situation de handicap un accès effectif aux lieux ouverts au public [n° 554 (2016-2017)] (15 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 557 (2016-2017)] (18 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à élargir les missions des comités locaux d'information et de suivi visés à l'article L. 542-13 du code de l'environnement [n° 561 (2016-2017)] (23 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative aux certificats de décès [n° 584 (2016-2017)] (21 juin 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture**.

Proposition de loi organique tendant à garantir l'ancrage territorial des sénateurs [n° 634 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à interdire la mention du nom et de la photo de personnes autres que les candidats et suppléants sur les documents de propagande électorale [n° 687 (2016-2017)] (26 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant création d'un fonds de dotation pour les territoires ruraux [n° 713 (2016-2017)] (7 septembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 717 (2016-2017)] (13 septembre 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à instituer un volontariat international d'enseignement en français [n° 718 (2016-2017)] (14 septembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à rendre imprescriptibles les crimes et délits sexuels sur mineurs [n° 719 (2016-2017)] (14 septembre 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à prolonger le délai de validité des habilitations des clercs de notaire [n° 7 (2017-2018)] (5 octobre 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 669 (2016-2017)] ratifiant l'ordonnance n° 2017-48 du 19 janvier 2017 relative à la profession de physicien médical et l'ordonnance n° 2017-50 du 19 janvier 2017 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé [n° 10 (2017-2018)] (5 octobre 2017) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 30 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instaurer un Pass permis citoyen [n° 38 (2017-2018)] (19 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à prendre en compte la situation des « Américains accidentels » concernés par le Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA) [n° 64 (2017-2018)] (6 novembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Santé [n° 111 tome 6 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-48 du 19 janvier 2017 relative à la profession de physicien médical et l'ordonnance n° 2017-50 du 19 janvier 2017 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé [n° 128 (2017-2018)] (5 décembre 2017) - **Questions sociales et santé**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-644 du 27 avril 2017 relative à l'adaptation des dispositions législatives relatives au fonctionnement des ordres des professions de santé [n° 130 (2017-2018)] (5 décembre 2017) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition de M. Dominique Maigne, directeur de la Haute Autorité de santé, Mme Marie-Hélène Rodde-Dunet, chef du service Évaluation de la pertinence des soins et amélioration des pratiques et des parcours, et M. Michel Laurence, chef du service Bonnes pratiques professionnelles, représentant la Haute Autorité de santé.

(*commission des affaires sociales*) : Article 13 de la Constitution - Audition de Mme Agnès Buzyn, candidate proposée par le président de la République à la présidence de la Haute Autorité de santé.

Réunion du jeudi 12 janvier 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition des docteurs Zinna Bessa, sous-directrice « Santé des populations et prévention des maladies chroniques », et Philippe Leborgne, adjoint à la cheffe du bureau de la santé mentale, de la Direction générale de la santé (DGS).

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition conjointe de fédérations hospitalières : MM. David Gruson, délégué général, et Alexandre Mokédé, adjoint au délégué général, de la Fédération hospitalière de France (FHF), le docteur Olivier Drevon, président, M. David Castillo, délégué général, le docteur Vincent Masetti, coordinateur médical CLINEA de l'Union nationale des cliniques psychiatriques privées (UNCPSY), M. David Causse, coordonnateur du pôle santé social, Mme Anne-Charlotte de Vasselot, conseiller santé social, représentant la Fédération des établissements hospitaliers et d'aide à la personne privés non lucratifs (FEHAP), M. Gilles Moullec, vice-président, et Mme Luce Legendre, vice-présidente du bureau national de l'Association des établissements participant au service public de santé mentale (ADESM).

Audition de Mmes Viviane Kovess-Masfêty, présidente de la commission spécialisée Évaluation, stratégie et perspective (CSESP), et Claudine Berr, présidente de la commission spécialisée Maladies chroniques (CSMC), représentant le Haut Conseil de la santé publique (HCSP).

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition conjointe des organisations représentant les spécialistes de la prise en charge psychiatrique des mineurs : le professeur Michel Wawrzyniak, président, le docteur Catherine Lacour Gonay,

membre du conseil d'administration de la Société française de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent et disciplines associées (SFPEADA), le docteur Patrick Belamich, président de la Fédération des centres médico-psycho-pédagogiques (FDCMPP), et le docteur Roger Teboul, pédopsychiatre, président de l'Association des psychiatres de secteur infanto-juvénile (API).

Audition du docteur Catherine Isserlis, référent médical psychiatrie-santé mentale-autisme, et de M. Philippe Guinard, responsable psychiatrie, de la direction de l'offre de soins de l'Agence régionale de santé Île-de-France.

(*commission des affaires sociales*) : Suivi quinquennal de l'application des lois - Communication.

Réunion du mardi 24 janvier 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition du professeur Jean-Philippe Raynaud, chef de service de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent (SUPEA) au centre hospitalier universitaire (CHU) de Toulouse.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition conjointe sur la détection précoce des troubles psychiatriques : le professeur Diane Purper-Ouakil, chef du pôle psychiatrie au centre hospitalier universitaire (CHU) de Montpellier et responsable de la médecine psychologique pour enfants et adolescents à l'hôpital Saint-Éloi, le professeur Jacques Dayan, vice-président de l'association WAIMH France (World Association for Infant Mental Health), et le professeur Manuel Bouvard, chef du service universitaire d'hospitalisation pour enfants et adolescents (SUHEA) au centre hospitalier universitaire (CHU) de Bordeaux.

Audition des docteurs Maryse Bonnefoy, médecin au centre de PMI de Lyon, Colette Bauby, médecin au centre de PMI de Gennevilliers, et Sylvaine Gissingier, pédiatre, représentant le Syndicat national des médecins de la protection maternelle et infantile (SNMPMI).

Audition du docteur Anne-Laure Sutter-Dallay, responsable de l'unité fonctionnelle, réseau de psychiatrie périnatale du pôle universitaire de psychiatrie adulte du centre hospitalier Charles Perrens, du professeur Bruno Falissard, pédopsychiatre et biostatisticien, de M. Franck von Lenep, directeur, et Mmes Nathalie Fourcade, sous-directrice de l'Observatoire de la santé et de l'assurance maladie, et Valérie Ulrich, cheffe de la mission recherche, de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES).

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition de Mmes Anne-Marie Armanteras-de Saxcé, directrice générale, et Céline Descamps, chargée de mission au bureau R4 (prises en charge post aigües, pathologies chroniques et santé mentale), de la Direction générale de l'offre de soins (DGOS).

Réunion du mardi 4 avril 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 5 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Unités hospitalières spécialement aménagées (UHSA) - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale - État des lieux et perspectives des mesures incitatives au développement de l'offre de soins primaires dans les zones sous-dotées - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projets de loi ratifiant quatre ordonnances relatives à la santé - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projets de loi ratifiant quatre ordonnances relatives à la santé - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de M. Yann-Gaël Amghar, directeur de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale.

Réunion du mardi 31 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de Mme Marine Jeantet, directrice des risques professionnels à la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement - Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA) » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 28 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Travail et emploi » - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du mardi 5 décembre 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi ratifiant l'ordonnance relative à la profession de médecin médical et l'ordonnance relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé.

Commission mixte paritaire sur le projet de loi ratifiant l'ordonnance relative à l'adaptation des dispositions législatives relatives au fonctionnement des ordres des professions de santé.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-966 du 15 juillet 2016 portant simplification de procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé et comportant diverses dispositions relatives aux produits de santé - Commission mixte paritaire [n° 305 (2016-2017)]** - (14 février 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 303 (2016-2017)** (p. 1451, 1452).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-462 du 14 avril 2016 portant création de l'Agence nationale de santé publique et modifiant l'article 166 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé - Commission mixte paritaire [n° 303 (2016-2017)]** - (14 février 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 305 (2016-2017)** (p. 1451, 1452).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'universalité des allocations familiales** - (10 octobre 2017) (p. 3674). (p. 3675).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-31 du 12 janvier 2017 de mise en cohérence des textes au regard des dispositions de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé [n° 12 (2017-**

2018)] - (11 octobre 2017) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale commune avec celle des projets de loi n° 11 (2017-2018) et n° 13 (2017-2018)** (p. 3736, 3737). - **Article unique** (p. 3746).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-48 du 19 janvier 2017 relative à la profession de médecin et l'ordonnance n° 2017-50 du 19 janvier 2017 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé [n° 11 (2017-2018)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 12 (2017-2018)** (p. 3736, 3737). - (11 octobre 2017) - rapporteur - **Article 2 (Ratification de l'ordonnance relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé)** (p. 3747). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 3748, 3749).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-644 du 27 avril 2017 relative à l'adaptation des dispositions législatives relatives au fonctionnement des ordres des professions de santé [n° 13 (2017-2018)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 12 (2017-2018)** (p. 3736, 3737). - (11 octobre 2017) - rapporteur - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Consultation des ordres sur le montant des indemnités versées aux présidents des juridictions ordinaires*) (p. 3749). - **Article 3 (Précisions relatives à l'ordre des pharmaciens)** (p. 3750). - **Article 3 bis C (nouveau)** (*Maintien de la possibilité, pour les membres en cours du mandat du conseil national, d'être élus assesseurs à la chambre disciplinaire nationale des ordres des masseurs-kinésithérapeutes et des pédicures-podologues*) (p. 3751). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*Entrée en vigueur du régime des incompatibilités*) (p. 3752). - **Article additionnel après l'article 5 ((Rédactionnel))** (p. 3752).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (13 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4876, 4877).

Troisième partie :

- (16 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 14 (Retrait des médicaments génériques de l'assiette de la taxe sur le chiffre d'affaires des distributeurs en gros)** (p. 5148).

Quatrième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 35 (art. L. 162-31-1 et L. 221-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 1433-1 du code de la santé publique, art. 43 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Cadre d'expérimentations pour l'innovation dans le système de santé)** (p. 5239). (p. 5239, 5240).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Santé

- (30 novembre 2017) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (p. 6918, 6919).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-644 du 27 avril 2017 relative à l'adaptation des dispositions législatives relatives au fonctionnement des ordres des professions de santé - Commission mixte paritaire [n° 131 (2017-2018)]** - (20 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10522, 10523).

JACQUIN (Olivier)
sénateur (Meurthe-et-Moselle)
SOCR

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 18 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement (31 octobre 2017).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

Membre suppléant du comité de massif du massif des Vosges le 18 décembre 2017.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen du rapport pour avis sur la première partie.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Biodiversité - transition énergétique » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur le canal Seine-Nord Europe.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement à Bruxelles sur le thème des transports et de l'environnement - Communication.

Déplacement à Bruxelles sur le thème du glyphosate - Communication.

Réunion du jeudi 14 décembre 2017 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Programme de travail pour 2018.

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement [n° 9 (2017-2018)]** - (10 octobre 2017) - **Discussion générale** (p. 3660).

- **Débat sur l'aménagement du territoire : plus que jamais une nécessité** - (25 octobre 2017) (p. 4186, 4187). (p. 4187).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 155 (2017-2018)]** - (15 décembre 2017) - **Article 13** (*art. 44 sexies A, 44 octies A, 44 duodecies, 44 terdecies, 44 quaterdecies, 44 quindecies, 154 bis, 154 bis 0-A, 163 quaterdecies, 170, 204 G, 220 terdecies, 220 quinquies, 244 quater B, 244 quater C, 244 quater E, 244 quater G, 244 quater H, 244 quater M, 244 quater O, 244 quater Q, 244 quater W, 302 nonies, 1383 F, 1417, 1463 A, 1466 B, 1586 ter, 1639 A ter, 1640, 1647 C septies du code général des impôts ; art. L. 80 B du livre des procédures fiscales ; art. 60 de la loi n° 2016-1917 de finances pour 2017 - Création d'un dispositif d'exonération fiscale pour les entreprises qui se créent dans les bassins urbains à dynamiser*) (p. 9763). (p. 9764). - **Articles additionnels après l'article 17 ter** (p. 9804). (p. 9804). (p. 9805). (p. 9805). (p. 9806). (p. 9806).

JANSSENS (Jean-Marie)
sénateur (Loir-et-Cher)
UC

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 4 octobre 2017.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques le 18 octobre 2017.

Membre suppléant de la Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier le 13 décembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture**.

JASMIN (Victoire)
sénatrice (Guadeloupe)
SOCR

Élue le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 18 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer le 18 octobre 2017.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projets de loi ratifiant quatre ordonnances relatives à la santé - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 17 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé et M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de M. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration de la Caisse nationale d'allocations familiales.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du jeudi 26 octobre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Constitution du bureau de la délégation.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Article 13 de la Constitution - Audition de Mme Dominique Le Guludec, candidate proposée par le président de la République à la présidence de la Haute Autorité de santé.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la représentation des communes déléguées dans les communes nouvelles** - (22 novembre 2017) (p. 7642, 7643).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 155 (2017-2018)]** - (15 décembre 2017) - **Article additionnel après l'article 16 bis** (*Prise en charge du prix d'acquisition majoré des frais de viabilisation par le cédant*) (p. 9781). - **Articles additionnels après l'article 28 septies** (p. 9859).

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Audition de Mme Geneviève Darrieussecq, secrétaire d'Etat auprès de la ministre des armées.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur le programme de travail de la délégation.

(*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Constitution du bureau de la délégation.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Marie-Caroline Bonnet-Galzy, candidate pressentie à la présidence du conseil d'administration de l'Agence nationale de santé publique.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement - Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA) » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Laurence Rossignol, ancienne ministre des familles, de l'enfance et des droits des femmes, membre de la délégation, sur les 4e et 5e plans de mobilisation et de lutte contre toutes les violences faites aux femmes.

(*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Audition de Mme Annick Girardin, ministre des outre-mer, dans le cadre de l'étude sur les risques naturels majeurs dans les outre-mer.

Réunion du mardi 28 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Travail et emploi » - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 14 décembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Ghada Hatem, fondatrice de la maison des femmes de Saint-Denis sur la maison des femmes de Saint-Denis et les soins aux femmes victimes de violences.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (15 novembre 2017) - **Articles**

additionnels après l'article 8 (p. 5012). - **Article 9** (art. L. 131-6-4 [nouveau] et L. 161-1-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 5141-1 du code du travail - Réforme de l'ACCRE et encouragement des petites activités) (p. 5026, 5027).

JEANSANNETAS (Éric)
sénateur (Creuse)
SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 3 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective jusqu'au 17 octobre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2017 (14 décembre 2017).

Membre suppléant du Conseil national de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique visant à améliorer la qualité des études d'impact des projets de loi [n° 610 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instituer le Conseil parlementaire d'évaluation des politiques publiques et du bien-être [n° 611 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Sport, jeunesse et vie associative [n° 108 tome 3 annexe 30 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission

« Travail et emploi » et compte d'affectation spéciale (CAS) « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Laura Flessel, ministre des sports.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Sécurités » (et article 62 bis) - Programmes « Gendarmerie nationale » et « Police nationale », programme « Sécurité et éducation routière », compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » (et article 66) et programme « Sécurité civile » (et article 62 ter) - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des missions et de l'article rattaché précédemment examinés et réservés.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (24 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 2949, 2950).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Première partie :

- (25 novembre 2017) - **Article 10 sexies (nouveau)** (*Maintien jusqu'au 31 décembre 2019 du bénéfice du régime fiscal et social des ZRR pour les communes qui en sont sorties et ne sont pas couvertes par la loi Montagne*) (p. 6534). (p. 6536).

Seconde partie :

Sport, jeunesse et vie associative

- (29 novembre 2017) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 6885, 6886).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Nouvelle lecture [n° 191 (2017-2018)]** - (20 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10517).

JOISSAINS (Sophie)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
UDI-UC, puis UC

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 5 octobre 2017 ; membre de la commission jusqu'au 4 octobre 2017.

Membre de la commission des affaires européennes ; nouvelle nomination le 5 octobre 2017.

Membre titulaire de l'Observatoire de la récidive et de la désistance.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à conditionner le transfert total de la compétence relative à la voirie vers la métropole Aix-Marseille-Provence à l'accord des communes membres [n° 370 (2016-2017)] (6 février 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à faciliter le règlement des conséquences pécuniaires du divorce [n° 449 (2016-2017)] (2 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à introduire l'apprentissage de la langue des signes dès l'école maternelle [n° 544 (2016-2017)] (2 mai 2017) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à instaurer un service civique obligatoire et universel [n° 26 (2017-2018)] (13 octobre 2017) - **Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la politique vaccinale en France [n° 65 (2017-2018)] (7 novembre 2017) - **Famille**.

Proposition de loi organique visant à encadrer la première affectation en juridiction des magistrats [n° 78 (2017-2018)] (9 novembre 2017) - **Justice**.

Proposition de loi relative à l'amélioration du fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre [n° 151 (2017-2018)] (8 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 4 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans

l'action publique - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 5 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Audition de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 octobre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Désignation de rapporteurs.

Programmation des travaux.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice - Proposition de loi organique pour le redressement de la justice - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice - Proposition de loi organique pour le redressement de la justice - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des lois*) : Dématérialisation des documents utilisés pour les réunions de commission - Communication.

Missions d'information de la commission - Désignation de rapporteurs.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 410 (2016-2017)]** - (23 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1827, 1828). - **Articles additionnels après l'article unique** (p. 1840).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 592 (2016-2017)]** - (4 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 1890, 1891).

- **Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice [n° 34 (2017-2018)]** - (24 octobre 2017) - **Article 10** (*art. L. 121-1, L. 121-4, L. 122-1, L. 122-2, L. 123-1, L. 123-4, L. 211-1, L. 211-2, L. 211-3, L. 211-4, L. 211-4-2 et L. 211-4-3 [nouveaux], L. 211-5, L. 211-6, L. 211-7, L. 211-8, L. 211-9-2, L. 211-10, L. 211-11, L. 211-11-1, L. 211-12, L. 211-13, L. 211-14, L. 212-1, L. 212-2, L. 212-3, L. 212-4, L. 212-6, L. 212-7 [nouveau], L. 213-1, L. 213-2, L. 213-3, L. 213-4, L. 213-4-1 [nouveau], L. 213-5, L. 213-7, L. 213-9, L. 214-1, L. 214-2, L. 215-1, L. 215-2, L. 215-3 à L. 215-6 [nouveaux], L. 216-1, L. 216-2, L. 217-1 et L. 217-2 du code de l'organisation judiciaire et art. L. 621-2, L. 722-4, L. 722-7, L. 722-10, L. 731-1, L. 731-2, L. 731-3, L. 732-3, L. 732-4, L. 743-4, L. 743-6, L. 743-7, L. 743-8, L. 743-9, L. 743-10 et L. 744-1 du code de commerce - Création du tribunal de première instance, en principe départemental, regroupant le tribunal de grande instance et le tribunal d'instance et doté de plusieurs sites sous forme de chambres détachées*) (p. 4032). (p. 4033).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le malaise des policiers** - (23 novembre 2017) (p. 6323). (p. 6324).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Justice

- (5 décembre 2017) (p. 7248). (p. 7250, 7251).

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (6 décembre 2017) - **État B** (p. 7283, 7284).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité [n° 162 (2017-2018)]** - (19 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10470, 10471).

JOLY (Patrice)
sénateur (Nièvre)
SOCR

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 4 octobre 2017.

DÉPÔTS

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Affaires européennes [n° 108 tome 2 fasc. 2 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Participation de la France au budget de l'Union européenne (article 27) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » (et article 49 B) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » (et articles 57 octies et nonies) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » (et articles 52 à 52 sexies) - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 bis) - Examen des amendements de séance.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]

Première partie :

- (23 novembre 2017) - rapporteur spécial de la commission des finances - **Article 27** (*Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne*) (p. 6349, 6350). (p. 6361).

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (6 décembre 2017) - **Article 52 (priorité)** (*art. L. 351-2, L. 351-3, L. 411-8-1, L. 441-3, L. 441-11, L. 442-2-1 [nouveau] et L. 481-2 du code de la construction, art. L. 542-2 et L. 831-1 du code de la sécurité sociale - Réforme des aides au logement et de la politique des loyers dans le parc social*) (p. 7314).

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (7 décembre 2017) - **État B** (p. 7447, 7448).

JOMIER (Bernard)
sénateur (Paris)
SOCR-A

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 4 octobre 2017.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques le 18 octobre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 (20 novembre 2017).

Membre titulaire du comité *ad hoc* chargé de donner un avis sur les autorisations de recherches sur l'embryon - Conseil d'orientation de l'Agence de la biomédecine le 30 novembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à interdire la pratique de la chasse à courre, à cor et à cri [n° 106 (2017-2018)] (22 novembre 2017) - **Environnement**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 17 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé et M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen des suites à donner à la saisine sur le glyphosate.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 5 décembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean Bassères, candidat proposé par le président de la République à la direction générale de Pôle emploi.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la généralisation du tiers payant** - (26 octobre 2017) (p. 4199, 4200). (p. 4200).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (13 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4879, 4880).

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 5034).

Troisième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 12** (*Augmentation du droit de consommation sur le tabac en France continentale et en Corse*) (p. 5122). (p. 5124). - **Article 13** (*art. 1010 du code général des impôts - Verdissement du barème de la taxe sur les véhicules de société*) (p. 5127, 5128). (p. 5129). (p. 5131). - **Article 13 bis (nouveau)** (*art. 1613 ter et 1613 quater du code général des impôts - Modification des contributions sur les boissons sucrées et édulcorées*) (p. 5134).

Quatrième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 34** (*art. L. 3111-1, L. 3111-2, L. 3111-3, L. 3111-4-1, L. 3111-9, L. 3116-1, L. 3116-2, L. 3116-4, L. 3821-1, L. 3821-2, L. 3821-3 et L. 3826-1 du code de la santé publique - Extension de l'obligation de couverture vaccinale des enfants*) (p. 5217, 5218). (p. 5221). (p. 5221). (p. 5221, 5222). - **Article 35** (*art. L. 162-31-1 et L. 221-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 1433-1 du code de la santé publique, art. 43 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Cadre d'expérimentations pour l'innovation dans le système de santé*) (p. 5230). (p. 5230). (p. 5232). (p. 5233). (p. 5233). (p. 5241). (p. 5241). (p. 5241).

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2017) - **Article 37** (*art. L. 162-1-7, L. 162-1-7-4 [nouveau] et L. 162-1-8 du code de la sécurité sociale ; art. L. 4011-2, L. 4011-2-1 et L. 4011-2-3 du code de la santé publique - Aménagements des procédures d'inscription des actes à la nomenclature et de la procédure de validation des protocoles de coopération*) (p. 5285). (p. 5285). - **Article 44 bis (nouveau)** (*art. L. 162-1-21 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. 83 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé - Suppression de la généralisation obligatoire du tiers payant*) (p. 5322). (p. 5323). - **Article additionnel après l'article 44 ter** (*Élargissement à l'accès au soin, en général, du champ du rapport sur l'accès financier aux soins des personnes en situation de handicap et des personnes en situation de précarité*) (p. 5325). (p. 5326). - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 5328). - **Articles additionnels après l'article 48** (p. 5331). - **Articles additionnels après l'article 50 bis** (p. 5344).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Première partie :

- (27 novembre 2017) - **Article 24** (*art. 1011 bis du code général des impôts - Modification du barème du malus automobile, compte d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres »*) (p. 6725). (p. 6727).

Seconde partie :

Santé

- (30 novembre 2017) (p. 6922, 6923). - **État B** (p. 6928, 6929). - **Articles additionnels après l'article 62 bis** (p. 6932). (p. 6933).

JOUANNO (Chantal)
sénatrice (Paris)
UDI-UC, puis UC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable jusqu'au 1er octobre 2017.

Présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

Présidente de la commission d'enquête sur la réalité des mesures de compensation des atteintes à la biodiversité engagées sur des grands projets d'infrastructures, intégrant les mesures d'anticipation, les études préalables, les conditions de réalisation et leur suivi jusqu'au 12 juin 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article premier de la Constitution pour y inscrire le principe d'égalité devant la loi sans distinction de sexe [n° 454 (2016-2017)] (8 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à réaffirmer le principe d'égalité entre femmes et hommes et à renforcer la laïcité [n° 460 (2016-2017)] (9 mars 2017) - **Famille**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Être agricultrice en 2017 [n° 579 (2016-2017)] (13 juin 2017) - **Agriculture et pêche**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Rapport d'activité 2014-2017 [n° 681 (2016-2017)] (25 juillet 2017) - **Famille**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de M. André Flajolet, président de la commission environnement et développement durable de l'Association des maires de France, Mme Hermeline Malherbe, présidente de la commission environnement de l'Association des départements de France, MM. Philippe Schmit, secrétaire général de l'Assemblée des communautés de France et Hubert Dejean de la Batie, vice-président de la région Normandie en charge de l'environnement, membre de l'Association des régions de France.

Audition de représentants de l'Association des sociétés françaises d'autoroutes (ASFA) : MM. Marc Bouron, directeur général de Cofiroute, Nicolas Orset, directeur adjoint de la construction du groupe Autoroutes Paris-Rhin-Rhône (APRR), Arnaud Hary, directeur du développement des concessions de Sanef, et Christophe Boutin, adjoint au délégué général.

Réunion du jeudi 12 janvier 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de MM. Serge Muller, vice-président du comité permanent et

président de la commission « Flore », Michel Métais, président de la commission « Faune », et Serge Urbano, secrétaire du comité permanent du Conseil national de la protection de la nature.

Réunion du jeudi 19 janvier 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de MM. Olivier de Guinaumont, président d'A'liénor, Philippe Thiévent, directeur de CDC biodiversité et Guillaume Benoît, gérant associé de la société RBC projet, assistant maîtrise d'ouvrage environnement d'A'liénor.

Réunion du mardi 31 janvier 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de MM. Laurent Cavois, président de ligne à grande vitesse Sud Europe Atlantique (LISEA), et Thierry Charlemagne, directeur de l'environnement et du développement durable (LISEA), membre de l'Observatoire environnemental de la ligne à grande vitesse SEA Tours-Bordeaux.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à la mise en œuvre effective du droit à l'eau potable et à l'assainissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 16 février 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Les enfants à identité sexuelle indéterminée - Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Réunion du jeudi 23 février 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Les enfants à identité sexuelle indéterminée - Examen du rapport d'information de Mmes Maryvonne Blondin et Corinne Bouchoux.

Réunion du mercredi 5 avril 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Examen du projet de rapport.

Réunion du mercredi 5 juillet 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'information « Femmes et agriculture ».

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Marlène Schiappa, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème « Violences sexuelles, aider les victimes à parler »** - (2 février 2017) (p. 1219, 1220).

JOURDA (Gisèle)
sénatrice (Aude)
SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission des affaires européennes, puis secrétaire le 5 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017.

Membre de la commission d'enquête sur les frontières européennes, le contrôle des flux des personnes et des marchandises en Europe et l'avenir de l'espace Schengen jusqu'au 12 juin 2017.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer ; nouvelle nomination le 15 novembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne jusqu'au 12 juin 2017.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne le 8 novembre 2017.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : L'Italie et l'Union européenne [n° 292 (2016-2017)] (12 janvier 2017) - **Traités et conventions**.

Proposition de loi relative aux dérogations à la dématérialisation des bulletins de paie [n° 317 (2016-2017)] (19 janvier 2017) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi organique visant à améliorer la qualité des études d'impact des projets de loi [n° 610 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instituer le Conseil parlementaire d'évaluation des politiques publiques et du bien-être [n° 611 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi sur la majoration des pensions aux veuves des très grands invalides de guerre dont l'indice de pension était supérieur à 2 000 points à la date du décès [n° 626 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Anciens combattants**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 339 (2016-2017)] autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le secrétariat de l'accord relatif aux pêches dans le sud de l'océan Indien portant sur le siège du secrétariat et ses privilèges et immunités sur le territoire français [n° 651 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi pour une meilleure protection des mineurs.e.s victimes de viol et des autres agressions sexuelles [n° 53 (2017-2018)] (26 octobre 2017) - **Justice**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Véhicule sans chauffeur : le futur imminent [n° 117 (2017-2018)] (27 novembre 2017) - **Traités et conventions**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Hubert Védrine, ancien ministre des affaires étrangères.

Réunion du jeudi 12 janvier 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de MM. David Skuli, directeur central de la police aux frontières, Fernand Gontier, directeur central adjoint, et Bernard Siffert, sous-directeur des affaires internationales, transfrontières et de la sûreté au ministère de l'intérieur.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Salman El-Herfi, ambassadeur, chef de la mission de Palestine en France.

Audition de S.E. Mme Aliza Bin-Noun, ambassadeur d'Israël en France.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de Mme Nicole Fontaine, ancienne présidente du Parlement européen, MM. Jean-Luc Sauron, professeur associé, université Paris-Dauphine, et François Lafond, de l'Institut Jean Lecanuet.

(*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de M. Fabrice Leggeri, directeur exécutif de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex).

Réunion du jeudi 26 janvier 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Suivi des résolutions européennes : Audition de M. Harlem Désir, secrétaire d'État aux affaires européennes.

(*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition du contre-amiral Patrick Augier, secrétaire général adjoint de la mer.

Audition de Mme Hélène Crocquevieille, directrice générale des douanes et droits indirects, MM. Jean-Michel Thillier, chef de service, adjoint à la directrice générale, Jean-Paul Balzamo, sous-directeur des affaires juridiques, du contentieux, des contrôles et de la lutte contre la fraude, et Jean-François Rubler, chef du bureau de l'organisation, du suivi de l'activité et de l'animation de services au ministère de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Cyberinterférences dans les processus électoraux - Audition de M. Guillaume Poupard, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI).

(*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Foncier dans les outre-mer - Audition en visioconférence des acteurs économiques de la Polynésie française.

Foncier dans les outre-mer - Audition en visioconférence des acteurs publics de la Polynésie française.

Réunion du jeudi 2 février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Programme de travail 2017 de la commission européenne - Rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Dariusz Wisniewski, chargé d'affaires à l'ambassade de Pologne.

Sécurité et migrations : communication de MM. Jean-Marie Bockel et Didier Marie.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. le docteur Ismail Hakki Musa, ambassadeur de Turquie en France.

Réunion du jeudi 9 février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Paquet « Connectivité » : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Pascal Allizard et Daniel Raoul.

Institutions européennes - Simplification du droit européen : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet, Pascal Allizard, Philippe Bonnacarrère, Michel Delebarre, Jean-Paul Émorine, Claude Kern, Didier Marie, Daniel Raoul et Simon Sutour.

Réunion du mardi 14 février 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition du contre-amiral Bernard-Antoine Morio de l'Isle, sous-chef d'état-major Opérations aéronavales, et du

commissaire en chef Thierry de La Burgade, de l'état-major de la marine.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Point d'étape sur le Brexit : communication de Mmes Joëlle Garriaud-Maylam, Fabienne Keller et M. Éric Bocquet.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition conjointe sur la Russie de M. Thomas Gomart, directeur de l'Institut français des relations internationales (IFRI) et Mme Tatiana Kastouéva-Jean, directrice du centre Russie-CEI de l'IFRI.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Examen du rapport d'information du groupe de suivi sur la refondation de l'Union européenne.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Auditions sur la Russie : M. Arnaud Dubien, directeur de l'Observatoire franco-russe, Mme Isabelle Facon, maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique, pôle Russie-Eurasie et M. Igor Delanoë, directeur adjoint de l'Observatoire franco-russe.

Réunion du mercredi 15 mars 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de M. Bruno Le Roux, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 27 juin 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, sur les conclusions du Conseil européen des 22 et 23 juin 2017.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation internationale - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du jeudi 6 juillet 2017 (*commission des affaires européennes*) : Élargissement - Relations entre l'Union européenne et la Turquie : rapport d'information de MM. Jean-Yves Leconte et André Reichardt.

(*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Bilan d'activité de la délégation.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Michel Foucher, géographe, ancien ambassadeur et ancien directeur du centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère des affaires étrangères (CAPS), titulaire de la chaire de géopolitique appliquée au Collège d'études mondiales de Paris, sur « la route de la soie ».

Réunion du jeudi 13 juillet 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de S.E. M. Alar Streimann, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire d'Estonie en France.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le secrétariat de l'accord relatif aux pêches dans le sud de l'océan Indien portant sur le siège du secrétariat et ses privilèges et immunités sur le territoire français - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 27 juillet 2017 (*commission des affaires européennes*) : Politique de coopération - Politique méditerranéenne de l'Union européenne (le cas de l'Algérie) : examen du rapport d'information de M. Simon Sutour.

Politique régionale - Perspectives de la politique de cohésion : communication de M. Philippe Bonnecarrère.

Réunion du jeudi 12 octobre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Désignation de rapporteurs.

Réunion du jeudi 26 octobre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, sur le Conseil européen des 19 et 20 octobre.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition du général François Lecointre, chef d'état-major des armées.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Transports - Stratégie de l'Union européenne pour le véhicule autonome : rapport d'information de M. René Danesi, Mmes Pascale Gruny, Gisèle Jourda et M. Pierre Médevielle.

(*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Finalisation du programme de travail de la délégation.

Réunion du jeudi 30 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Groupe de travail Usage du glyphosate : communication de M. Pierre Médevielle.

Questions sociales et santé - Travailleurs détachés : communication de Mme Fabienne Keller et M. Didier Marie.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme [n° 630 (2016-2017)]** - (18 juillet 2017) - **Article 4** (*art. L. 229-1, L. 229-2, L. 229-3, L. 229-4, L. 229-5 et L. 229-6 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Visites domiciliaires et saisies*) (p. 2674).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (26 juillet 2017) - **Article 2** (*Nouvelle organisation du dialogue social et rénovation de l'exercice des responsabilités syndicales en entreprise*) (p. 3069). - **Article 3** (*Aménagement des règles du licenciement et de certaines formes particulières de travail*) (p. 3115, 3116).

- **Question orale sans débat sur le référencement des professionnels du tourisme par les grands opérateurs d'internet** - (24 octobre 2017) (p. 3954). (p. 3955).

JOURDA (Muriel)
sénateur (Morbihan)
LR

Élue le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 4 octobre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance portant création de l'établissement public Paris La Défense (1er décembre 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations (19 décembre 2017).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 717 (2016-2017)] (13 septembre 2017) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

JOUVE (Mireille)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
RDSE

Secrétaire du Sénat à compter du 4 octobre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes jusqu'au 17 octobre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à garantir le principe de l'indépendance de la justice [n° 443 (2016-2017)] (23 février 2017) - **Justice.**

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 181 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice - Proposition de loi organique pour le redressement de la justice - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage - Proposition de loi visant à renforcer et rendre plus effectives les sanctions en cas d'installations illégales en réunion sur un terrain public ou privé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Sécurités » - Programmes « Police nationale », « Gendarmerie nationale » et « Sécurité et éducation routières » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Programmes « Conseil d'État et autres juridictions administratives » et « Cour des comptes et autres juridictions financières » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations [n° 23 (2017-2018)]** - (17 octobre 2017) - **Discussion générale** (p. 3807, 3808).

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article premier de la Constitution pour y inscrire le principe d'égalité devant la loi sans distinction de sexe [n° 454 (2016-2017)] (8 mars 2017) - **Famille.**

Proposition de loi tendant à réaffirmer le principe d'égalité entre femmes et hommes et à renforcer la laïcité [n° 460 (2016-2017)] (9 mars 2017) - **Famille.**

Proposition de loi relative au rétablissement des critères de classement des communes situées en zone de revitalisation rurale tels qu'ils existaient avant l'adoption de la loi de finances rectificative du 29 décembre 2015 [n° 478 (2016-2017)] (27 mars 2017) - **Aménagement du territoire.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication et de la commission des finances : Rythmes scolaires : faire et défaire, en finir avec l'instabilité [n° 577 (2016-2017)] (7 juin 2017) - **Budget.**

Proposition de loi tendant à garantir la représentation des communes déléguées au sein des communes nouvelles [n° 620 (2016-2017)] (6 juillet 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi sur le régime de l'exécution des peines des auteurs de violences conjugales [n° 621 (2016-2017)] (11 juillet 2017) - **Famille.**

Proposition de loi visant à intégrer dans la loi un objectif national de désenclavement [n° 679 (2016-2017)] (21 juillet 2017) - **Aménagement du territoire.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Laurent Stefanini, ambassadeur, délégué permanent de la France auprès de l'UNESCO, accompagné de M. Daniel Janicot, président de la Commission nationale française pour l'UNESCO.

Réunion du lundi 6 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à l'organisation des Jeux olympiques et paralympiques 2024 - Examen des amendements de séance sur les articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs (deuxième lecture) - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs - Examen des amendements éventuels au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur la gouvernance du football - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 7 juin 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur la réforme des rythmes scolaires - Communication.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Laura Flessel, ministre des sports.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Jean-Marc Huart, directeur général de l'enseignement scolaire, et Xavier Turion, adjoint au directeur général au ministère de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rentrée universitaire - Audition de M. Gilles Roussel, président de la Conférence des présidents d'université (CPU).

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » - Audition de Mme Françoise Nyssen, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » - Crédits « Audiovisuel » et compte de concours financier « Avances à l'audiovisuel public » - Crédits « Livre et industries culturelles » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Crédits « Sport » et « Jeunesse et vie associative » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants - Audition conjointe de MM. Gilles Roussel, président de la Conférence des présidents d'université (CPU) et Philippe Vincent, secrétaire général adjoint du Syndicat national des personnels de direction de l'éducation nationale (SNPDEN).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir** [n° 104 (2016-2017)] - (11 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 86, 87).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les lycées en zone d'éducation prioritaire** - (12 janvier 2017) (p. 210, 211).

- **Question orale sans débat sur la défense de l'appellation « calisson d'Aix-en-Provence »** - (24 janvier 2017) (p. 728). (p. 729).

- **Question orale sans débat sur l'obstacle à la mise en place d'un accueil échelonné en petites sections de maternelle** - (24 janvier 2017) - en remplacement de M. Robert Navarro (p. 739).

- **Débat sur le thème « Violences sexuelles, aider les victimes à parler »** - (2 février 2017) (p. 1218, 1219).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-966 du 15 juillet 2016 portant simplification de procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé et comportant diverses dispositions relatives aux produits de santé** - *Commission mixte paritaire* [n° 305 (2016-2017)] - (14 février 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 303 (2016-2017)** (p. 1453, 1454).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-462 du 14 avril 2016 portant création de l'Agence nationale de santé publique et modifiant l'article 166 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé** - *Commission mixte paritaire* [n° 303 (2016-2017)] - (14 février 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 305 (2016-2017)** (p. 1453, 1454).

- **Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs** - *Deuxième lecture* [n° 381 (2016-2017)] - (15 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1544).

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale** - *Nouvelle lecture* [n° 408 (2016-2017)] - (15 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1563, 1564).

- **Projet de loi relatif à la sécurité publique** - *Commission mixte paritaire* [n° 400 (2016-2017)] - (16 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1600, 1601).

- **Débat sur le thème « Économie circulaire : un gisement de matières premières et d'emploi »** - (21 février 2017) (p. 1679).

- **Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme** [n° 630 (2016-2017)] - (18 juillet 2017) - **Article 3** (*art. L. 228-1, L. 228-2, L. 228-3, L. 228-4, L. 228-5, L. 228-6 et L. 228-7 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Régime de contrôle administratif et de surveillance des personnes constituant une menace grave pour la sécurité et l'ordre publics*) (p. 2660). (p. 2660). (p. 2664). (p. 2666). - **Article 8** (*art. L. 822-2, L. 852-2 [nouveau], L. 853-2, L. 854-9-1 [nouveau], L. 854-9-2 [nouveau], L. 854-9-3 [nouveau] et L. 871-2 du code de la sécurité intérieure; art. L. 2371-1 [nouveau] et L. 2371-2 [nouveau] du code de la défense - Surveillance hertzienne*) (p. 2686). (p. 2687).

- **Débat sur les collectivités locales** - (22 novembre 2017) (p. 7666, 7667).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Enseignement scolaire

- (29 novembre 2017) (p. 6869).

Sport, jeunesse et vie associative

- (29 novembre 2017) (p. 6888).

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (4 décembre 2017) (p. 7105, 7106).

- **Question orale sans débat sur le traitement du « nœud » ferroviaire de la gare de Marseille Saint-Charles** - (5 décembre 2017) (p. 7175). (p. 7175, 7176).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la gestion des dotations budgétaires versées aux collectivités territoriales** - (14 décembre 2017) (p. 9643, 9644).

JOYANDET (Alain)
sénateur (Haute-Saône)
LR

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances à partir du 5 octobre 2017.

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 3 octobre 2017.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux entreprises jusqu'au 17 octobre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 (20 novembre 2017).

Membre de la mission d'information sur Alstom et la stratégie industrielle du pays le 22 novembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer la légitimité démocratique des conseillers communautaires [n° 282 (2016-2017)] (10 janvier 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à maintenir l'eau et l'assainissement dans les compétences optionnelles des communautés de communes ou des communautés d'agglomération après 2020 [n° 320 (2016-2017)] (21 janvier 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à supprimer le bénéfice de l'âge en cas d'égalité des suffrages entre deux listes arrivées en tête aux élections municipales [n° 475 (2016-2017)] (22 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à élargir les missions des comités locaux d'information et de suivi visés à l'article L. 542-13 du code de l'environnement [n° 561 (2016-2017)] (23 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens d'action des maires à l'égard des atteintes faites au patrimoine bâti des communes [n° 603 (2016-2017)] (4 juillet 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi organique tendant à garantir l'ancrage territorial des sénateurs [n° 634 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant création d'un fonds de dotation pour les territoires ruraux [n° 713 (2016-2017)] (7 septembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à instituer un volontariat international d'enseignement en français [n° 718 (2016-2017)] (14 septembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à rendre imprescriptibles les crimes et délits sexuels sur mineurs [n° 719 (2016-2017)] (14 septembre 2017) - **Famille**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges pesant sur les entreprises [n° 721 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Entreprises**.

Proposition de loi organique relative aux études d'impact des projets de loi [n° 722 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Entreprises**.

Proposition de loi tendant à reconduire le Conseil de la simplification pour les entreprises et à renforcer leur sécurité juridique [n° 723 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Entreprises**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la simplification des normes entravant la vie économique [n° 724 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à créer un fonds pour la présence et le rayonnement français à l'étranger [n° 3 (2017-2018)] (2 octobre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution relative à la création d'une commission d'enquête sur les contrats cadres passés entre le ministère de la défense et Microsoft [n° 27 (2017-2018)] (16 octobre 2017) - **Défense**.

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 30 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instaurer un Pass permis citoyen [n° 38 (2017-2018)] (19 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale [n° 63 (2017-2018)] pour 2018 [n° 68 (2017-2018)] (7 novembre 2017) - **Budget**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Santé [n° 108 tome 3 annexe 27 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale et aux réunions des commissions départementales d'aménagement commercial [n° 167 (2017-2018)] (13 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 181 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant la ratification du protocole au traité de l'Atlantique Nord sur l'accession du Monténégro - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République italienne signé le 24 février 2015 pour l'engagement des travaux définitifs de la section transfrontalière de la nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 31 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Travail et emploi » et compte d'affectation spéciale (CAS) « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Examen d'une motion et d'un amendement.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Justice » (et article 57 ter) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des articles précédemment réservés (11 ter, 12, 12 ter, 12 quater) et position de la commission sur la première partie - Tome II du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et articles 53, 54 à 54 quater) - Comptes d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », « Transition énergétique » et « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (FACÉ) » - Programmes « Infrastructures et services de transports » et « Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture » et compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » - Programme « Expertise, information géographique et météorologie » et budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen des rapports spéciaux.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Engagements financiers de l'État » - Compte d'affectation spéciale « Participations de la France au désendettement de la Grèce » - Comptes de concours financiers « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » et « Accords monétaires internationaux » (et articles 55 et 55 bis) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*mission commune d'information sur Alstom*) : Constitution.

Réunion du mardi 5 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions - Tome III du rapport général.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*mission commune d'information sur Alstom*) : Audition commune avec les organisations syndicales représentées au comité central d'entreprise (CCE) du groupe Alstom.

(*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Examen du rapport, en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes** [n° 410 (2016-2017)] - (23 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1830, 1831). - **Article unique** (Texte non modifié par la commission) (p. 1836, 1837).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018** [n° 63 (2017-2018)] - (13 novembre 2017) - rapporteur pour avis de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 4861, 4862).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les prières de rue** - (14 novembre 2017) (p. 4916).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018** [n° 63 (2017-2018)] (suite) - (14 novembre 2017) - **Article 7** (art. L. 131-9, L. 136-7-1, L. 136-8, L. 162-14-1,

art. L. 172-1, art. L. 241-2, art. L. 242-11, art. L. 313-1, art. L. 381-30-4, L. 382-22, art. L. 613-1 [nouveau] et art. L. 621-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. L. 731-25, art. L. 731-35 et art. L. 741-9 du code rural et de la pêche maritime - Hausse de la CSG et suppression de cotisations sociales) (p. 4934).

- Rapporteur pour avis de la commission des finances (p. 4945, 4946). (p. 4952).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Première partie :

- (27 novembre 2017) - **Article 25 bis (nouveau)** (art. 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 - Création d'une nouvelle section au sein du CCF « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés, CDG express ») (p. 6736).

Seconde partie :

KALTENBACH (Philippe)
sénateur (Hauts-de-Seine)
SOCR

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 1er octobre 2017.

Vice-président de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission d'enquête sur les frontières européennes, le contrôle des flux des personnes et des marchandises en Europe et l'avenir de l'espace Schengen jusqu'au 12 juin 2017.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la collectivité de Corse (8 février 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale (8 février 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité publique (8 février 2017).

Membre titulaire de la Commission nationale de la vidéoprotection.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au délit d'aide au séjour irrégulier pour en exclure les services de transport humanitaires et désintéressés [n° 354 (2016-2017)] (1er février 2017) - **Questions sociales et santé.**

Santé

- (30 novembre 2017) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 6918). - **État B** (p. 6927). (p. 6930). - **Articles additionnels après l'article 62 bis** (p. 6932). (p. 6933).

- **Question orale sans débat sur la politique fiscale du Gouvernement en matière de logement** - (5 décembre 2017) (p. 7180, 7181). (p. 7181).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] (suite)**

Articles non rattachés

- (11 décembre 2017) - **Article 44 septies (nouveau)** (art. 244 quater L du code général des impôts - Prorogation et relèvement de crédit d'impôt pour l'agriculture biologique) (p. 7742). - **Articles additionnels après l'article 44 septies** (p. 7747).

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 3 janvier 2017 (commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen) : Audition de M. Jean Pisani-Ferry, commissaire général de France stratégie.

Audition de Mme Sara Abbas, directrice du bureau de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) en France.

Réunion du jeudi 12 janvier 2017 (commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen) : Audition de MM. David Skuli, directeur central de la police aux frontières, Fernand Gontier, directeur central adjoint, et Bernard Siffert, sous-directeur des affaires internationales, transfrontières et de la sûreté au ministère de l'intérieur.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (commission des lois) : Projet de loi de ratification de trois ordonnances relatives à la collectivité de Corse - Examen du rapport et du texte de la commission.

(commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen) : Audition de MM. Pierre-Antoine Molina, directeur général, Benoît Brocart, directeur de l'immigration, Raphaël Sodini, directeur de l'asile, de la direction générale des étrangers en France au ministère de l'intérieur.

Réunion du jeudi 26 janvier 2017 (commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen) : Audition de Mme Hélène Crocquevieille, directrice générale des douanes et droits indirects, MM. Jean-Michel Thillier, chef de service, adjoint à la directrice générale, Jean-Paul Balzamo, sous-directeur des affaires juridiques, du contentieux, des contrôles et de la lutte contre la fraude, et Jean-François Rubler, chef du bureau de l'organisation, du suivi de l'activité et de l'animation de services au ministère de l'économie et des finances.

Réunion du mardi 7 février 2017 (commission des lois) : Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain (nouvelle lecture) - Examen des amendements.

Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale (deuxième lecture) - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (commission des lois) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits, sur son rapport annuel d'activité pour 2016.

(commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen) : Audition de M. Patrick Calvar, directeur général de la sécurité intérieure (DGSI) au ministère de l'intérieur.

Réunion du mercredi 15 mars 2017 *(commission des lois)* : Mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 21 mars 2017 *(commission des lois)* : Moyens d'améliorer les relations entre les forces de l'ordre et la population - Audition de M. Bruno Le Roux, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 29 mars 2017 *(commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen)* : Examen du projet de rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1561 du 21 novembre 2016 complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la collectivité de Corse, n° 2016-1562 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures institutionnelles relatives à la collectivité de Corse et n° 2016-1563 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures électorales applicables en Corse [n° 312 (2016-2017)]** - (26 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 994, 995).

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 332 (2016-2017)]** - (31 janvier 2017) - **Article additionnel après l'article 6** (p. 1046).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1561 du 21 novembre 2016 complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la collectivité de Corse, n° 2016-1562 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures institutionnelles relatives à la collectivité de Corse et n° 2016-1563 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures électorales applicables en Corse - Nouvelle lecture [n° 428 (2016-2017)]** - (16 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1614, 1615). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1619).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (12 juillet 2017) - **Article 8** (art. 11, 11-1, 11-2, 11-3, 11-3-1 (nouveau), 11-4, 11-5, 11-7, 11-8, 11-9, 11-10 [nouveau] et 19 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie publique, art. 10 de la loi n° 2017-286 du 6 mars 2017 tendant à renforcer les obligations comptables des partis politiques et des candidats - Encadrement des prêts consentis à des partis et groupements politiques, modalités de certification des comptes des partis et groupement politiques, information de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques et sanctions pénales en cas de violation des règles relatives au financement de la vie politique) (p. 2116). (p. 2117). (p. 2121, 2122).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-717 du 3 mai 2017 portant création de l'établissement public Paris La Défense [n° 632 (2016-2017)]** - (20 juillet 2017) - **Article 2 (nouveau)** (*Définition des périmètres d'intervention de Paris La Défense*) (p. 2815, 2816). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 2819).

KAMMERMANN (Christiane)
sénateur (Français établis hors de France (Série 1))
LR

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 1er octobre 2017.

Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre.

Membre titulaire de la commission permanente pour l'emploi et la formation professionnelle des Français de l'étranger.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rénover l'offre de la Caisse des Français de l'étranger [n° 296 (2016-2017)] (12 janvier 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale **[n° 465 (2016-2017)]** (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi sur la majoration des pensions aux veuves des très grands invalides de guerre dont l'indice de pension était supérieur à 2 000 points à la date du décès **[n° 626 (2016-2017)]** (12 juillet 2017) - **Anciens combattants.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Audition de S.E. M. Salman El-Herfi, ambassadeur, chef de la mission de Palestine en France.

Audition de S.E. Mme Aliza Bin-Noun, ambassadeur d'Israël en France.

Réunion du mercredi 1er février 2017 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Cyberinterférences dans les processus électoraux - Audition de M. Guillaume Poupard, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI).

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées)* : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du royaume hachémite de Jordanie relatif au statut de leurs forces - Examen du rapport et du texte de la commission.

KANNER (Patrick)
ministre de la ville, de la jeunesse et des sports
(jusqu'au 18 mai 2017)
sénateur (Nord)
SOCR
(à partir du 2 octobre 2017)

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 4 octobre 2017.

Rapporteur de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne le 5 octobre 2017.

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-1207 du 30 septembre 2015 relative aux mesures relevant du domaine de la loi nécessaires pour assurer le respect des principes du code mondial antidopage [n° 519 (2016-2017)] (27 avril 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Juridictions administratives et juridictions financières [n° 114 tome 4 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice - Proposition de loi organique pour le redressement de la justice - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice - Proposition de loi organique pour le redressement de la justice - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Examen du rapport spécial.

(*commission des lois*) : Audition de Mme Dominique Lottin, candidate proposée par le président du Sénat aux fonctions de membre du Conseil constitutionnel.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Programmes « Conseil d'État et autres juridictions administratives » et « Cour des comptes et autres juridictions financières » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à réhabiliter la police de proximité - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mesures en faveur de la jeunesse** - (31 janvier 2017) (p. 1038, 1039).

- **Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice [n° 34 (2017-2018)]** - (24 octobre 2017) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 35 (2017-2018)** (p. 4002, 4004). - **Article 18** (art. 1635 bis Q [nouveau] du code général des impôts - Rétablissement de la contribution pour l'aide juridique, modulable de 20 à 50 euros) (p. 4041, 4042). - **Article 19** (art. 18-1 [nouveau] de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Consultation obligatoire d'un avocat avant toute demande d'aide juridictionnelle) (p. 4043). - **Article 27** (art. 132-25, 132-26-1, 132-27 du code pénal et art. 474, 732-15, 723-15-1, 723-17, 723-17-1 et 747-2 du code de procédure pénale - Clarification du régime d'aménagement des peines d'emprisonnement) (p. 4048). - **Article 28** (art. 131-36-1, art. 131-36-2 et 132-36-3 [abrogés], 131-36-4, 131-36-12, art. 221-9-1 et 221-15 [abrogés], art. 222-48-1, art. 222-65, 224-10, 227-31 et 421-8 [abrogés] du code pénal et art. 763-3, 763-5 et 763-10 du code de procédure pénale - Élargissement du champ d'application du suivi socio-judiciaire) (p. 4051). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4054).

- **Proposition de loi organique pour le redressement de la justice [n° 35 (2017-2018)]** - (24 octobre 2017) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 34 (2017-2018)** (p. 4002, 4004).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique de la ville (III)** - (14 novembre 2017) (p. 4921).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (15 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 5012).

- **Débat sur la politique de la ville : une réforme bien engagée mais fragilisée par un manque de moyens** - (21 novembre 2017) (p. 5436). (p. 5437).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Discussion générale :

- (23 novembre 2017) (p. 6301).

Seconde partie :

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (30 novembre 2017) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, pour la mission « Conseil et contrôle de l'État » (p. 6908, 6909).

- **Proposition de loi visant à réhabiliter la police de proximité [n° 133 (2017-2018)]** - (13 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 9550, 9551). - **Article 3** (*Création d'une direction générale de la police de proximité au ministère de l'intérieur*) (p. 9561).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'obligation d'accès aux cantines scolaires** - (14 décembre 2017) (p. 9642).

KARAM (Antoine)
sénateur (Guyane)
SOCR, puis LaREM-A

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 5 octobre 2017.

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 3 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux outre-mer, puis membre le 18 octobre 2017.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer le 20 décembre 2017.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale aux outre-mer : Conflits d'usage en outre-mer - un foncier disponible rare et sous tension [n° 616 (2016-2017)] (6 juillet 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges pesant sur les entreprises [n° 721 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Entreprises**.

Proposition de loi organique relative aux études d'impact des projets de loi [n° 722 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Entreprises**.

Proposition de loi tendant à reconduire le Conseil de la simplification pour les entreprises et à renforcer leur sécurité juridique [n° 723 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Entreprises**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la simplification des normes entravant la vie économique [n° 724 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux entreprises : La Guyane, terre d'opportunités pour les entreprises [n° 54 (2017-2018)] (26 octobre 2017) - **Entreprises**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Enseignement scolaire [n° 112 tome 3 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Foncier dans les outre-mer - Audition en visioconférence des acteurs publics de la Guadeloupe.

Réunion du jeudi 2 février 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Foncier dans les outre-mer - Audition de M. Alain Rousseau, directeur général des outre-mer (DGOM).

Foncier dans les outre-mer - Audition en visioconférence des acteurs économiques de Mayotte.

Foncier dans les outre-mer - Audition en visioconférence des acteurs publics de Mayotte.

Réunion du jeudi 6 juillet 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Foncier dans les outre-mer - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 27 septembre 2017 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu par M. Antoine Karam du déplacement en Guyane du 18 au 21 septembre.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rentrée universitaire - Audition de M. Gilles Roussel, président de la Conférence des présidents d'université (CPU).

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Constitution du bureau de la délégation.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » - Crédits « Audiovisuel » et compte de concours financier « Avances à l'audiovisuel public » - Crédits « Livre et industries culturelles » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - États généraux de l'alimentation - Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Enseignement scolaire » - Crédits « Enseignement scolaire » et « Enseignement technique agricole » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Crédits « Sport » et « Jeunesse et vie associative » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique** [n° 288 (2016-2017)] - (17 janvier 2017) - **Article 1er** (*Affirmation de l'objectif d'égalité réelle entre les outre-mer et l'hexagone*) (p. 286). - **Article 3 quinquiés** (*Texte non modifié par la commission*) (*Rapports du Gouvernement au Parlement sur la garantie aux populations d'outre-mer de l'effectivité des mêmes droits dans divers domaines*) (p. 290). (p. 291). (p. 292). (p. 293). - **Article additionnel après l'article 3 noniés** (p. 294). - **Article 4** (*Création de plans de convergence dans les collectivités régies par l'art. 73 de la Constitution*) (p. 295).

- **Suite de la discussion** (18 janvier 2017) - **Articles additionnels après l'article 10 quater** (p. 324, 325). (p. 325, 326). - **Article 21 bis** (*art. L. 7121-1, L. 71-121-1 à L. 71-121-7, L. 7124-11 à L. 7124-18 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales - Grand conseil coutumier des populations amérindiennes et bushinenges*) (p. 380). (p. 380). - **Articles additionnels après l'article 24 bis** (p. 382). (p. 383). (p. 384, 385). (p. 385). - **Article 29 ter** (*art. L. 511-1 du code minier - Extension des pouvoirs de constatation des infractions au code minier en Guyane*) (p. 395, 396). - **Article 30 (supprimé)** (*art. L. 621-12 du code minier - Encadrement de la détention de matériel minier en Guyane*) (p. 397). (p. 398).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2017) - **Articles additionnels après l'article 34 sexiés** (p. 416). (p. 417). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 430). - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 456).

- *Commission mixte paritaire [n° 372 (2016-2017)]* - (14 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1467, 1468).

- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement [n° 43 (2017-2018)]** - (7 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4355, 4356). - **Article 1er** (art. L. 111-1, art. L. 111-4 à L. 111-9 [nouveaux] du code minier - Arrêt progressif de la recherche et de l'exploitation des hydrocarbures) (p. 4382).

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4460).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (15 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 5039). (p. 5040). (p. 5041).

- **Question orale sans débat sur le statut de la sélection de football de la Guyane** - (21 novembre 2017) (p. 5372). (p. 5373).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Enseignement scolaire

- (29 novembre 2017) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication (p. 6866, 6867).

Sport, jeunesse et vie associative

- (29 novembre 2017) (p. 6889, 6890).

Immigration, asile et intégration

- (5 décembre 2017) (p. 7219, 7220).

Outre-mer

- (7 décembre 2017) - **État B** (p. 7472, 7473).

KAROUTCHI (Roger)
sénateur (Hauts-de-Seine)
LR

Réélu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Président de la délégation sénatoriale à la prospective, puis membre le 18 octobre 2017, puis président le 26 octobre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2017 (9 novembre 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 (7 décembre 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2018 (7 décembre 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2017 (14 décembre 2017).

Membre titulaire du conseil des élus de la mission de préfiguration de la métropole du Grand Paris jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Office français de l'immigration et de l'intégration jusqu'au 30 septembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à garantir aux personnes en situation de handicap un accès effectif aux lieux ouverts au public [n° 554 (2016-2017)] (15 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 643 (2016-2017)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 645 tome 2 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Budget**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Migrants : les échecs de l'apprentissage du français et des valeurs civiques [n° 660 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à instaurer un Pass permis citoyen [n° 38 (2017-2018)] (19 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Médias, livre et industries culturelles [n° 108 tome 3 annexe 19 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Préfecture de police de Paris - Communication.

Réunion du jeudi 9 février 2017 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Avenir et risques du système financier et bancaire : présentation du rapport d'information.

Réunion du jeudi 16 février 2017 (*commission des finances*) : Proposition de loi relative aux modalités de calcul du potentiel fiscal agrégé des communautés d'agglomération issues de la transformation de syndicats d'agglomération nouvelle (ex-SAN) - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du jeudi 23 février 2017 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Jean-Pierre Henry, directeur de recherche au CNRS, université Paris-Diderot, sur le thème : « Progrès dans la connaissance des mécanismes du cerveau. Vers l'homme augmenté ? ».

Réunion du mercredi 7 juin 2017 (*commission des finances*) : Compétitivité des places financières - Communication.

Réunion du mardi 27 juin 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi organique et projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mardi 4 juillet 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi organique et projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique - Suite de l'examen du rapport pour avis et communication sur la recevabilité financière des amendements.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des finances*) : Rapport du Gouvernement préparatoire au débat d'orientation des finances publiques (DOFP) - Projet de loi de règlement et d'approbation des comptes de l'année 2016 - Projet de décaler d'un an l'entrée en vigueur du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances et Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Mise en œuvre de la réforme de la formation linguistique et civique des étrangers primo-arrivants - Communication.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission des finances*) : Constitution du bureau.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 26 octobre 2017 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Constitution du bureau de la délégation.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Justice » (et article 57 ter) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et article 63) - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des articles précédemment réservés (11 ter, 12, 12 ter, 12 quater) et position de la commission sur la première partie - Tome II du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » (et articles 57 octies et nonies) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et articles 53, 54 à 54 quater) - Comptes d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », « Transition énergétique » et « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (FACÉ) » - Programmes « Infrastructures et services de transports » et « Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture » et compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » - Programme « Expertise, information géographique et météorologie » et budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 bis) - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2018 - Missions « Enseignement scolaire », « Sport, jeunesse et vie associative » (et l'article 65), « Pouvoirs publics », « Conseil et contrôle de l'État », « Direction de l'action du Gouvernement » et le budget annexe « Publications officielles et information administrative », « Santé », « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et les articles 63 et 64), « Défense » (et les articles 52 septies et octies) - Examen des amendements de séance.

Réunion du lundi 4 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Missions « Culture », « Médias, livre et industries culturelles », comptes de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » et « Travail et emploi », et compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 7 décembre 2017 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition conjointe de MM. Hugues de Jovenel, président de Futuribles international, Mathieu Bodin, directeur de l'Institut des futurs souhaitables, Mme Marina Rachline, directrice « Waves » de thecamp, et M. Benoît Bailliart, directeur du Lab de thecamp.

Programme de travail pour 2018.

Réunion du jeudi 14 décembre 2017 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Programme de travail pour 2018.

Réunion du mardi 19 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen du rapport, en nouvelle lecture.

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Examen du rapport, en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain - Nouvelle lecture [n° 315 (2016-2017)] - (7 février 2017) - Discussion générale** (p. 1284).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 592 (2016-2017)]** - (4 juillet 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1893).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (12 juillet 2017) - **Article 5** (art. 110 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - Interdiction, pour une autorité territoriale, de recruter un membre de sa famille comme collaborateur) (p. 2095).

- **Projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 608 (2016-2017)]** - (13 juillet 2017) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 2468). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 2482). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 2487, 2488). (p. 2490).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-717 du 3 mai 2017 portant création de l'établissement public Paris La Défense [n° 632 (2016-2017)]** - (20 juillet 2017) - **Article additionnel après l'article 3** (p. 2819, 2820). - **Article 5 (nouveau)** (Suppression du pouvoir du préfet de région de suspendre le caractère exécutoire des décisions du conseil d'administration de Paris La Défense pour atteinte au bon fonctionnement des services publics) (p. 2822). - **Article 7 (nouveau)** (Transfert de propriété des parcs de stationnement de La Défense) (p. 2824).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le financement du surcoût du Grand Paris Express** - (26 octobre 2017) (p. 4202).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la circulation à Paris** - (26 octobre 2017) (p. 4204, 4205).

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la liberté des collectivités sur la question des rythmes scolaires** - (31 octobre 2017) (p. 4267).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Nouvelle lecture [n° 84 (2017-2018)]** - (14 novembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4912).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]**

Quatrième partie :

- (17 novembre 2017) - **Article 38** (art. L. 162-16-5, L. 162-16-6, L. 162-17-2-1, L. 162-22-7-2 du code de la sécurité sociale ; art. 33 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 - Prise en charge des produits de santé hospitaliers) (p. 5288). (p. 5288).

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5398).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi relatif à l'enseignement supérieur** - (23 novembre 2017) (p. 6326).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Première partie :

- (24 novembre 2017) - **Article 2** (art. 196 B et 197 du code général des impôts - Indexation du barème de l'impôt sur le revenu (IR) sur l'inflation) (p. 6376). - **Article 3** (Art. 1407 bis, 1413 bis, 1414, 1414 A, 1414 B, 1414 C (nouveau), 1417, 1605 bis et 1641 du code général des impôts, et L. 173 du livre des procédures fiscales - Dégrèvement de la taxe d'habitation sur la résidence principale) (p. 6397, 6398). - **Article 4** (art. 298 septies du code général des impôts - Aménagement de l'assiette de taux réduit de TVA applicable aux services de presse en ligne) (p. 6414).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2017) - **Article 9 quater (nouveau)** (art. 266 quindecies du code des douanes - Élargissement de l'assiette de la TGAP aux biocarburants

remplaçant le gazole) (p. 6504). - **Article 11** (Mise en œuvre du prélèvement forfaitaire unique) (p. 6551). - **Article 12** (Création de l'impôt sur la fortune immobilière et suppression de l'impôt sur la fortune) (p. 6581).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2017) - **Article 15** (art. 62 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 - Modification de l'assiette de la taxe sur les transactions financières) (p. 6631). (p. 6634, 6635). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 6643, 6644). - **Article 16** (art. L. 1613-1, art. L. 2335-3, art. L. 3334-17 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B, art. 1586 B et art. 1648 A du code général des impôts, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 49 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 6 de la loi n° 87-1317 de finances pour 1987 du 30 décembre 1986, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 2, art. 77 et art. 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 de finances pour 2011, art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Fixation pour 2018 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL) (p. 6658). (p. 6665, 6666). - **Article 19** (Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public) (p. 6694). (p. 6706). - **Articles additionnels après l'article 24 bis** (p. 6729, 6730). - **Article 25 bis (nouveau)** (art. 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 - Création d'une nouvelle section au sein du CCF « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés, CDG express ») (p. 6734).

Seconde partie :

Santé

- (30 novembre 2017) - **État B** (p. 6927, 6928). (p. 6930).

Culture

- (4 décembre 2017) (p. 7092).

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (4 décembre 2017) (p. 7099).

- Rapporteur spécial - **État B** (p. 7113). - **État D** (p. 7114, 7115). (p. 7115). (p. 7117).

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (5 décembre 2017) - **Article additionnel après l'article 62 quater** (Rapport du Gouvernement sur l'attestation de contrôle d'identité) (p. 7213).

Cohésion des territoires

- (6 décembre 2017) - **Article 52 (priorité)** (art. L. 351-2, L. 351-3, L. 411-8-1, L. 441-3, L. 441-11, L. 442-2-1 [nouveau] et L. 481-2 du code de la construction, art. L. 542-2 et L. 831-1 du code de la sécurité sociale - Réforme des aides au logement et de la politique des loyers dans le parc social) (p. 7326).

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (7 décembre 2017) - **État B** (p. 7441). (p. 7444). (p. 7445). (p. 7445). - **Article 54 quinquies (nouveau)** (art. 621-5-3 et

621-5-5 [nouveau] du code monétaire et financier - Contribution volontaire à l'Autorité des marchés financiers dans le cadre de projets d'intérêt commun) (p. 7449). - **État D** (p. 7455).

Articles non rattachés

- (11 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 7771). - **Article 45 bis (nouveau)** (art. L. 2531-4 du code général des collectivités territoriales - Relèvement des plafonds du versement transport des communes des départements de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne) (p. 7776). - **Articles additionnels après l'article 46 ter** (p. 7804).

- **Débat sur le retour des djihadistes en France** - (13 décembre 2017) (p. 9586). (p. 9587).

- **Projet de loi de finances pour 2018 - Nouvelle lecture** [n° 172 (2017-2018)]

Discussion générale :

- (19 décembre 2017) (p. 10404).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Nouvelle lecture** [n° 178 (2017-2018)] - (19 décembre 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de finances n° 172 (2017-2018)** (p. 10404).

KAUFFMANN (Claudine)
sénatrice (Var)
NI

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 4 octobre 2017.

Devenue sénateur le 1er octobre 2017 (en remplacement de M. David Rachline, démissionnaire de son mandat).

KELLER (Fabienne)
sénateur (Bas-Rhin)
LR

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi relative aux certificats de décès [n° 584 (2016-2017)] (21 juin 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 643 (2016-2017)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 645 tome 2 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Budget**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : L'aide publique au développement de la France en Amérique latine à travers l'exemple colombien [n° 665 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à prolonger le délai de validité des habilitations des clercs de notaire [n° 7 (2017-2018)] (5 octobre 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 30 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des finances.

Vice-présidente de la commission des affaires européennes ; nouvelle nomination le 5 octobre 2017.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale à la prospective, puis membre le 18 octobre 2017, puis vice-présidente le 26 octobre 2017.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017.

Membre titulaire du conseil d'orientation stratégique du fonds de solidarité prioritaire (anciennement : comité directeur du fonds d'aide et de coopération).

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Agence française de développement ; nouvelle nomination le 13 décembre 2017.

Membre titulaire du comité de surveillance des investissements d'avenir.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne jusqu'au 12 juin 2017.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne le 8 novembre 2017.

Membre de la mission d'information sur Alstom et la stratégie industrielle du pays le 22 novembre 2017.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Écologie, développement et mobilité durables [n° 108 tome 3 vol. 2 annexe 11 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 181 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer un égal accès de tous les citoyens aux services publics de l'État et de ses opérateurs [n° 182 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Jean-Claude Trichet, ancien président de la Banque centrale européenne, et de Mme Pervenche Berès, députée européenne.

Audition de M. Hubert Védrine, ancien ministre des affaires étrangères.

Réunion du jeudi 12 janvier 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - L'Italie et l'Union européenne : rapport d'information et avis politique de MM. Jean Bizet, Pascal Allizard, René Danesi, André Gattolin, Mme Gisèle Jourda et M. Simon Sutour.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de S.E. Lord Edward Llewellyn, ambassadeur du Royaume-Uni en France.

(*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Politique des dividendes de l'État actionnaire - Communication.

Réunion du jeudi 2 février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Programme de travail 2017 de la commission européenne - Rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Gouvernance de la zone euro : communication de Mme Fabienne Keller et M. Richard Yung.

(*commission des affaires économiques*) : Situation de l'entreprise Alstom - Audition de M. Henri Poupard-Lafarge, président-directeur général d'Alstom.

Réunion du mardi 14 février 2017 (*commission des finances*) : Proposition de loi relative aux modalités de calcul du potentiel fiscal agrégé des communautés d'agglomération issues de la transformation de syndicats d'agglomération nouvelle (ex-SAN) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, sur le Brexit et la refondation de l'Union européenne.

(*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Jean-Marc Ayrault,

ministre des affaires étrangères et du développement international, sur le Brexit et la refondation de l'Union européenne.

Point d'étape sur le Brexit : communication de Mmes Joëlle Garriaud-Maylam, Fabienne Keller et M. Éric Bocquet.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, sur le Brexit et la refondation de l'Union européenne.

(*commission des finances*) : Compétitivité de la place de Paris - Audition de MM. Jean Beunardeau, président de HSBC France, Gilles Briatta, secrétaire général de la Société générale, Jean-François Cirelli, président de BlackRock France, Gérard Mestrallet, président de Paris Europlace, et Jean-Jacques Santini, directeur des affaires institutionnelles du groupe BNP Paribas.

Contrôle budgétaire - Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués (AGRASC) - Communication.

Contrôle budgétaire - Gestion et utilisation des aides aux collectivités pour l'électrification rurale - Communication.

Contrôle budgétaire - Réforme de l'administration sous-préfectorale et modalités de maintien de la présence de l'État dans les territoires - Communication.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Pierre Sellal, ambassadeur, représentant permanent auprès de l'Union européenne, conjointe avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale et les membres français du Parlement européen.

(*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Examen du rapport d'information du groupe de suivi sur la refondation de l'Union européenne.

(*commission des finances*) : Compte rendu de la semaine parlementaire du semestre européen et de la Conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière de l'Union européenne.

Réunion du jeudi 23 février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Réglementation prudentielle en matière bancaire : avis politique de Mme Fabienne Keller et M. Richard Yung.

Réunion du mardi 14 mars 2017 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Intelligence artificielle - Présentation du rapport.

Réunion du mercredi 15 mars 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Conférence des ambassadeurs.

Réunion du mardi 9 mai 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Orientations pour les négociations de sortie du Royaume-Uni : communication de M. Jean Bizet.

Réunion du mercredi 31 mai 2017 (*commission des finances*) : Résultats de l'exécution de l'exercice 2016 et certification des comptes de l'État pour l'exercice 2016 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 6 juin 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Situation au Royaume-Uni à la veille de l'ouverture des négociations sur le retrait de l'Union européenne : communication de Mme Fabienne Keller.

Réunion du mercredi 7 juin 2017 (*commission des finances*) : Compétitivité des places financières - Communication.

Réunion du mardi 27 juin 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires

européennes, sur les conclusions du Conseil européen des 22 et 23 juin 2017.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 5 juillet 2017 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, préalable au débat d'orientation des finances publiques (DOFP) et sur l'audit des comptes publics demandé par le Premier ministre.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des finances*) : Rapport du Gouvernement préparatoire au débat d'orientation des finances publiques (DOFP) - Projet de loi de règlement et d'approbation des comptes de l'année 2016 - Projet de décaler d'un an l'entrée en vigueur du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances et Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du jeudi 13 juillet 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de S.E. M. Alar Streimann, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire d'Estonie en France.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des finances*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Robert Ophèle, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de président de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Contrôle budgétaire - Aide publique au développement en matière d'aménagement urbain - Communication.

Contrôle budgétaire - Mise en œuvre de la réforme de la formation linguistique et civique des étrangers primo-arrivants - Communication.

Débat d'orientation des finances publiques (DOFP) - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Gouvernance et approfondissement de la zone euro - Audition de MM. Alberto de Gregorio Merino, directeur « Affaires économiques et financières, budget et fonds structurels » du service juridique du Conseil de l'Union européenne, Jean-Paul Keppenne, conseiller juridique au sein du service juridique de la commission européenne, chargé de la zone euro et des questions économiques, chargé de cours à l'Institut d'études européennes de l'université Saint-Louis de Bruxelles, et Francesco Martucci, professeur de droit européen à l'université Paris II Panthéon-Assas.

(*commission des finances*) : Gouvernance et approfondissement de la zone euro - Audition de MM. Alberto de Gregorio Merino, directeur « Affaires économiques et financières, budget et fonds structurels » du service juridique du Conseil de l'Union européenne, Jean-Paul Keppenne, conseiller juridique au sein du service juridique de la commission européenne chargé de la zone euro et des questions économiques, chargé de cours à l'Institut d'études européennes de l'université Saint-Louis de Bruxelles, et Francesco Martucci, professeur de droit européen à l'université Paris II Panthéon Assas.

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Agence nationale de la recherche (ANR) et financement de la recherche sur projets - Communication.

Réunion du jeudi 27 juillet 2017 (*commission des affaires européennes*) : Politique de coopération - Politique méditerranéenne de l'Union européenne (le cas de l'Algérie) : examen du rapport d'information de M. Simon Sutour.

Réunion du mercredi 27 septembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Projet de loi de

programmation des finances publiques - Audition de M. Didier Migaud, président du Haut Conseil des finances publiques.

Projet de loi de finances pour 2018 - Projet de loi de programmation des finances publiques - Audition de MM. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics, et Benjamin Griveaux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Henri Poupard-Lafarge, président-directeur général d'Alstom.

Réunion du jeudi 12 octobre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Désignation de rapporteurs.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et articles 50 et 51) - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 19 octobre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Création et composition de groupes de travail internes à la commission.

Institutions européennes - Comitologie : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Finances locales - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Régime électoral du Parlement européen : communication de Mme Fabienne Keller et M. Jean-Yves Leconte.

Justice et affaires intérieures - Proposition de résolution européenne de Mme Nathalie Goulet tendant à la création d'un Tribunal pénal international chargé de juger les djihadistes européens ayant servi avec Daesh : examen du rapport de MM. Jacques Bigot et André Reichardt.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 bis) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » (et articles 52 à 52 sexies) - Examen des rapports spéciaux.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et articles 53, 54 à 54 quater) - Comptes d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », « Transition énergétique » et « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (FACÉ) » - Programmes « Infrastructures et services de transports » et « Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture » et compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » - Programme « Expertise, information géographique et météorologie » et budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen

définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*mission commune d'information sur Alstom*) : Constitution.

Réunion du jeudi 30 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Groupe de travail Usage du glyphosate : communication de M. Pierre Médevielle.

Économie, finances et fiscalité - Assiette commune et consolidée de l'impôt sur les sociétés (ACCIS) : communication de MM. Claude Kern et Claude Raynal.

Questions sociales et santé - Travailleurs détachés : communication de Mme Fabienne Keller et M. Didier Marie.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des finances*) : Conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière de l'Union européenne - Compte rendu.

Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 14 décembre 2017 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Programme de travail pour 2018.

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Examen du rapport, en nouvelle lecture.

Réunion du jeudi 21 décembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, sur les résultats du Conseil européen des 14 et 15 décembre.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'économie et l'emploi** - (6 juillet 2017) (p. 1965).

- **Débat sur la politique de la ville : une réforme bien engagée mais fragilisée par un manque de moyens** - (21 novembre 2017) (p. 5435, 5436). (p. 5436).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Première partie :

- (27 novembre 2017) - **Article 15** (*art. 62 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 - Modification de l'assiette de la taxe sur les transactions financières*) (p. 6636). - **Article 19** (*Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public*) (p. 6713).

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables

- (1er décembre 2017) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 6995, 6996).

Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres

- (1er décembre 2017) - **État D** (p. 7027).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 14 et 15 décembre 2017** - (12 décembre 2017) (p. 7852, 7853).

- **Débat sur la COP23** - (13 décembre 2017) (p. 9599).

KENNEL (Guy-Dominique)
sénateur (Bas-Rhin)
LR

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer la légitimité démocratique des conseillers communautaires [n° 282 (2016-2017)] (10 janvier 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à faciliter le règlement des conséquences pécuniaires du divorce [n° 449 (2016-2017)] (2 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à sécuriser l'établissement des procurations électorales [n° 480 (2016-2017)] (28 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Secrétaire du Sénat à compter du 4 octobre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission des affaires européennes le 5 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017.

Membre suppléant de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre titulaire du conseil d'administration de Campus France.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

Membre de la mission d'information sur Alstom et la stratégie industrielle du pays le 22 novembre 2017.

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 557 (2016-2017)] (18 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux certificats de décès [n° 584 (2016-2017)] (21 juin 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture**.

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens d'action des maires à l'égard des atteintes faites au patrimoine bâti des communes [n° 603 (2016-2017)] (4 juillet 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi organique tendant à garantir l'ancrage territorial des sénateurs [n° 634 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à interdire la mention du nom et de la photo de personnes autres que les candidats et suppléants sur les documents de propagande électorale [n° 687 (2016-2017)] (26 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux entreprises : Rencontres avec les entrepreneurs : an III de la délégation sénatoriale aux entreprises [n° 690 (2016-2017)] (27 juillet 2017) - **Entreprises**.

Proposition de loi portant création d'un fonds de dotation pour les territoires ruraux [n° 713 (2016-2017)] (7 septembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges pesant sur les entreprises [n° 721 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Entreprises**.

Proposition de loi organique relative aux études d'impact des projets de loi [n° 722 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Entreprises**.

Proposition de loi tendant à reconduire le Conseil de la simplification pour les entreprises et à renforcer leur sécurité juridique [n° 723 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Entreprises**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la simplification des normes entravant la vie économique [n° 724 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à prolonger le délai de validité des habilitations des clercs de notaire [n° 7 (2017-2018)] (5 octobre 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 30 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale et aux réunions des commissions départementales d'aménagement commercial [n° 167 (2017-2018)] (13 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 181 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 janvier 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 9 février 2017 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu par M. Philippe Adnot du déplacement de la délégation dans l'Aube, le jeudi 19 janvier 2017.

Examen du rapport d'information de Mme Élisabeth Lamure et M. Olivier Cadic relatif aux moyens d'alléger le fardeau administratif des entreprises pour améliorer leur compétitivité.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Groupe d'études sur les arts de la scène, les arts de la rue et les festivals en régions - Situation des festivals - Communication.

(*délégation aux entreprises*) : Compte rendu par MM. Michel Canevet et Michel Vaspard du déplacement de la délégation dans le Finistère et les Côtes-d'Armor, les 26 et 27 avril 2017.

Réunion du mardi 11 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Mounir Mahjoubi, secrétaire d'État chargé du numérique.

Réunion du mercredi 27 septembre 2017 (*délégation aux entreprises*) : Communication de Mme Anne-Catherine Loisier relative au projet de loi n° 578 ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rentrée universitaire - Audition de M. Gilles Roussel, président de la Conférence des présidents d'université (CPU).

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*mission commune d'information sur Alstom*) : Constitution.

Réunion du jeudi 14 décembre 2017 (*délégation aux entreprises*) : Communication de Mme Élisabeth Lamure sur la ratification des ordonnances relatives au renforcement du dialogue social.

Communication de Mme Élisabeth Lamure sur les principales dispositions du projet de loi de finances rectificative intéressant les entreprises.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 332 (2016-2017)]** - (31 janvier 2017) - **Article additionnel après l'article 4** (p. 1032). (p. 1032). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 1034). (p. 1034).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (12 juillet 2017) - **Intitulé du projet de loi** (p. 2163).

- **Projet de loi organique pour la confiance dans la vie politique - Nouvelle lecture [n° 709 (2016-2017)]** - (4 août 2017) - **Article 9** (*Création d'une dotation de solidarité locale en substitution de la réserve parlementaire*) (p. 3590, 3591).

- **Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission**

d'accueil des gens du voyage [n° 45 (2017-2018)] - (31 octobre 2017) - **Article 1er** (*art. 1er et 2 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, art. L. 3641-1, L. 5214-16, L. 5214-23-1, L. 5215-20, L. 5215-20-1, L. 5216-5, L. 5217-2 et L. 5219-1 du code général des collectivités territoriales - Obligations et compétences des communes et des EPCI en matière d'accueil des gens du voyage*) (p. 4277).

- **Proposition de loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations [n° 164 (2017-2018)]** - (18 décembre 2017) - **Article 3** (*art. L. 5211-61 du code général des collectivités territoriales - Transfert ou délégation à un syndicat mixte de tout ou partie des compétences relatives à la GEMAPI*) (p. 10332). (p. 10333).

KERN (Claude)
sénateur (Bas-Rhin)
UDI-UC, puis UC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 5 octobre 2017 ; membre de la commission jusqu'au 4 octobre 2017.

Membre de la commission des affaires européennes, puis secrétaire le 5 octobre 2017, puis membre le 12 octobre 2017.

Membre suppléant de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 7 novembre 2017.

Vice-président de la commission d'enquête sur les frontières européennes, le contrôle des flux des personnes et des marchandises en Europe et l'avenir de l'espace Schengen jusqu'au 12 juin 2017.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut des hautes études pour la science et la technologie jusqu'au 18 décembre 2017.

Membre titulaire du Conseil supérieur des programmes jusqu'au 14 novembre 2017.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne jusqu'au 12 juin 2017.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne le 8 novembre 2017.

Membre de la mission d'information sur Alstom et la stratégie industrielle du pays le 22 novembre 2017, puis vice-président le 29 novembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la simplification du droit européen [n° 388 (2016-2017)] - La simplification du droit : une exigence pour l'Union européenne [n° 387 (2016-2017)] (9 février 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la simplification du droit européen [n° 388 (2016-2017)] (9 février 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : « Muscler le jeu » du football professionnel [n° 437 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Culture**.

Proposition de loi tendant à faciliter le règlement des conséquences pécuniaires du divorce [n° 449 (2016-2017)] (2 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article premier de la Constitution pour y inscrire le principe d'égalité devant la loi sans distinction de sexe [n° 454 (2016-2017)] (8 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à réaffirmer le principe d'égalité entre femmes et hommes et à renforcer la laïcité [n° 460 (2016-2017)] (9 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à élargir les missions des comités locaux d'information et de suivi visés à l'article L. 542-13 du code de l'environnement [n° 561 (2016-2017)] (23 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture**.

Proposition de loi visant à renforcer et rendre plus effectives les sanctions en cas d'installations illégales en réunion sur un terrain public ou privé [n° 680 (2016-2017)] (25 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accueil des gens du voyage [n° 694 (2016-2017)] (31 juillet 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi portant création d'un fonds de dotation pour les territoires ruraux [n° 713 (2016-2017)] (7 septembre 2017) - Aménagement du territoire.

Proposition de loi élargissant les modalités d'intervention de l'action extérieure des collectivités territoriales en matière d'eau, d'assainissement, d'électricité, de gaz et de déchets ménagers [n° 714 (2016-2017)] (11 septembre 2017) - Aménagement du territoire.

Proposition de loi tendant à rendre imprescriptibles les crimes et délits sexuels sur mineurs [n° 719 (2016-2017)] (14 septembre 2017) - Famille.

Proposition de loi tendant à prolonger le délai de validité des habilitations des clercs de notaire [n° 7 (2017-2018)] (5 octobre 2017) - Économie et finances, fiscalité.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - Justice.

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 30 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - Pouvoirs publics et Constitution.

Proposition de loi tendant à faciliter la répression des rodéos motorisés [n° 102 (2017-2018)] (21 novembre 2017) - Collectivités territoriales.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Action extérieure de l'État [n° 112 tome 1 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - Affaires étrangères et coopération.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : L'électricité dans l'Union de l'énergie : éclairer l'avenir [n° 147 (2017-2018)] (7 décembre 2017) - Affaires étrangères et coopération.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 octies du Règlement, portant avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2009/73/CE concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel - COM (2017) 660 final [n° 148 (2017-2018)] (7 décembre 2017) - Affaires étrangères et coopération.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de résolution européenne sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : La relation franco-allemande : communication de MM. Claude Kern et Jean-Pierre Masseret.

Réunion du lundi 6 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à l'organisation des Jeux olympiques et paralympiques 2024 - Examen des amendements de séance sur les articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs (deuxième lecture) - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 9 février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Paquet

« Connectivité » : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Pascal Allizard et Daniel Raoul.

Institutions européennes - Simplification du droit européen : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet, Pascal Allizard, Philippe Bonnacarrère, Michel Delebarre, Jean-Paul Émorine, Claude Kern, Didier Marie, Daniel Raoul et Simon Sutour.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs - Examen des amendements éventuels au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur la gouvernance du football - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 29 mars 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Examen du projet de rapport.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du jeudi 29 juin 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Observation des élections législatives en Bulgarie : communication de Mme Nicole Duranton.

Réunion du jeudi 6 juillet 2017 (*commission des affaires européennes*) : Élargissement - Relations entre l'Union européenne et la Turquie : rapport d'information de MM. Jean-Yves Leconte et André Reichardt.

Réunion du jeudi 13 juillet 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de S.E. M. Alar Streimann, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire d'Estonie en France.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Laura Flessel, ministre des sports.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Françoise Nyssen, ministre de la culture.

Groupe de travail « culture et handicap » - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Chronologie des médias - Communication.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » - Audition de Mme Françoise Nyssen, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens entre l'État et Campus France pour la période 2017-2020 - Audition de Mme Béatrice Khaiat, directrice générale de Campus France.

Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Laura Flessel, ministre des sports.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de

finances pour 2018 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis - Contrat d'objectifs et de moyens entre l'État et Campus France pour la période 2017-2020 - Communication - Examen de l'avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Crédits « Sport » et « Jeunesse et vie associative » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 30 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Assiette commune et consolidée de l'impôt sur les sociétés (ACCIS) : communication de MM. Claude Kern et Claude Raynal.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Énergie - Règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel : avis motivé de MM. Claude Kern et Michel Raison.

Énergie - Union de l'énergie : rapport d'information de MM. Claude Kern et Michel Raison.

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conclusions du groupe de travail sur les normes sportives applicables aux collectivités territoriales - Communication.

Réunion du jeudi 21 décembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, sur les résultats du Conseil européen des 14 et 15 décembre.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir** [n° 104 (2016-2017)] - (11 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 87, 88).

- **Projet de loi relatif à la sécurité publique** [n° 310 (2016-2017)] - (24 janvier 2017) - **Article 7** (art. 433-5 et 433-7 du code pénal - *Aggravation des peines encourues pour le délit d'outrage commis à l'encontre des personnes dépositaires de l'autorité publique*) (p. 827, 828). (p. 829). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 836, 837).

- **Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport**

KERROUCHE (Éric)
sénateur (Landes)
SOCR

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 18 octobre 2017.

professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs - Deuxième lecture [n° 381 (2016-2017)] - (15 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1544, 1545). - **Article 7 bis B (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 113-1 du code du sport - *Extension de la garantie d'emprunt par les collectivités territoriales aux projets d'infrastructures sportives*) (p. 1558).

- **Débat sur le logement social : « sur quels territoires, comment et pour qui demain ? »** - (26 octobre 2017) (p. 4217, 4218).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018** [n° 63 (2017-2018)]

Troisième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 12** (*Augmentation du droit de consommation sur le tabac en France continentale et en Corse*) (p. 5118). (p. 5124). - **Article 13** (art. 1010 du code général des impôts - *Verdissement du barème de la taxe sur les véhicules de société*) (p. 5129).

- **Débat sur l'avenir de l'Institut français** - (21 novembre 2017) (p. 5407, 5408).

- **Projet de loi de finances pour 2018** [n° 107 (2017-2018)]

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) (p. 6795).

Sport, jeunesse et vie associative

- (29 novembre 2017) (p. 6891, 6892).

Action extérieure de l'État

- (4 décembre 2017) (p. 7133, 7134).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 14 et 15 décembre 2017** - (12 décembre 2017) (p. 7847, 7848).

- **Proposition de loi visant à réhabiliter la police de proximité** [n° 133 (2017-2018)] - (13 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 9549, 9550).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'obligation d'accès aux cantines scolaires** - (14 décembre 2017) (p. 9642).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations (19 décembre 2017).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 26 octobre 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Élection du président ; désignation des vice-présidents et des secrétaires ; questions diverses.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des lois*) : Dématérialisation des documents utilisés pour les réunions de commission - Communication.

Proposition de loi tendant à garantir la représentation des communes déléguées au sein des communes nouvelles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative aux modalités de dépôt de candidature aux élections - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 18 décembre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la représentation des communes déléguées dans les communes nouvelles** - (22 novembre 2017) (p. 7634).

- **Débat sur les collectivités locales** - (22 novembre 2017) (p. 7675).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Administration générale et territoriale de l'État

- (5 décembre 2017) (p. 7237, 7238).

- **Proposition de loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations [n° 164 (2017-2018)]** - (18 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10313, 10314).

- *Commission mixte paritaire [n° 190 (2017-2018)]* - (20 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10534, 10535).

KHIARI (Bariza)
sénatrice (Paris)
SOCR, puis LaREM

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre titulaire de la Cour de justice de la République.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

LABAZÉE (Georges)
sénateur (Pyrénées-Atlantiques)
SOCR

Fin d'une mission temporaire auprès de la ministre des affaires sociales et de la santé et de la secrétaire d'État auprès de la ministre des affaires sociales et de la santé, chargée des personnes âgées et de l'autonomie le 24 avril 2017.

Non réélu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 1er octobre 2017.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'adoption jusqu'au 19 septembre 2017.

Membre suppléant du Comité national des retraités et des personnes âgées jusqu'au 9 juin 2017.

Membre titulaire du comité de surveillance du Fonds de solidarité vieillesse.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites.

Membre suppléant du conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux dérogations à la dématérialisation des bulletins de paie [n° 317 (2016-2017)] (19 janvier 2017) - **Société.**

Proposition de loi organique visant à améliorer la qualité des études d'impact des projets de loi [n° 610 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instituer le Conseil parlementaire d'évaluation des politiques publiques et du bien-être [n° 611 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à simplifier certaines obligations applicables aux collectivités territoriales dans le domaine du service public d'eau potable [n° 703 (2016-2017)] (1er août 2017) - **Aménagement du territoire.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 janvier 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des affaires sociales*) : Suivi quinquennal de l'application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à mettre en place une stratégie nationale d'utilisation du transport sanitaire hélicoptère - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-1519 du 10 novembre 2016 portant création au sein du service public de l'emploi de l'établissement public chargé de la formation professionnelle des adultes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 avril 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Les nouvelles technologies au service de la modernisation des territoires - Présentation du rapport d'information de MM. Jacques Mézard et Philippe Mouiller.

Réunion du mercredi 21 juin 2017 (*commission des affaires sociales*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des affaires sociales*) : Certification des comptes du régime général de sécurité sociale (exercice 2016) - Audition de M. Antoine Durrelman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Prise en charge sociale des mineurs isolés étrangers - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Table ronde des organisations patronales.

Situation des finances sociales - Communication.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur, sur le bilan et les perspectives de la Conférence nationale des territoires réunie le 17 juillet 2017.

Revitalisation des centres-villes et des centres-bourgs - Présentation du rapport d'étape de MM. Martial Bourquin et Rémy Pointereau.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 1er août 2017 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Dominique Martin, candidat à la direction générale de l'Agence nationale de sécurité du médicament.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique** [n° 288 (2016-2017)] - (19 janvier 2017) - **Articles additionnels après l'article 34 sexies** (p. 417).

- **Question orale sans débat sur le prix de revente des caveaux par les communes** - (24 janvier 2017) (p. 748). (p. 749).

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 18 octobre 2017, puis vice-président le 26 octobre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-301 du 14 mars 2016 relative à la partie législative du code de la consommation et n° 2016-351 du 25 mars 2016 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation (12 janvier 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à l'autoconsommation d'électricité et aux énergies renouvelables (26 janvier 2017).

LABBÉ (Joël)
sénateur (Morbihan)
RDSE-R

Réélu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 4 octobre 2017 ; vice-président de la commission jusqu'au 3 octobre 2017.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation jusqu'au 17 octobre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et développement du biocontrôle (9 février 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement (15 novembre 2017).

Membre titulaire de l'Observatoire des espaces naturels, agricoles et forestiers jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, visant à limiter l'utilisation des produits phytosanitaires au sein de l'Union européenne [n° 477 (2016-2017)] (23 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi portant création d'un fonds de dotation pour les territoires ruraux [n° 713 (2016-2017)] (7 septembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi élargissant les modalités d'intervention de l'action extérieure des collectivités territoriales en matière d'eau, d'assainissement, d'électricité, de gaz et de déchets ménagers [n° 714 (2016-2017)] (11 septembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 janvier 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1019 du 27 juillet 2016 relative à l'autoconsommation d'électricité et n° 2016-1059 du 3 août 2016 relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Mobilisation du foncier public en faveur du logement - Présentation du troisième rapport de la CNAUF.

Proposition de résolution sur les énergies renouvelables et les mécanismes de capacité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 27 juin 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi organique et projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Constitution du bureau.

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Audition de M. Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Examen des amendements déposés sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - États généraux de l'alimentation - Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » (articles 52, 52 bis, 52 ter, 52 quater et 52 quinquièmes rattachés) - Crédits « Logement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Énergie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission, en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique [n° 267 (2016-2017)]** - (11 janvier 2017) - **Article 9 A (nouveau)** (art. L. 121-10 du code de l'urbanisme - Dérogations à la règle d'urbanisation en continuité dans les communes littorales) (p. 121).

- **Débat sur le thème « Entre réforme territoriale et contraintes financières : quels outils et moyens pour les communes en zones rurales ? »** - (21 février 2017) (p. 1707).

- **Débat sur le bilan du « choc de simplification » pour les entreprises** - (23 février 2017) (p. 1804, 1805).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (11 juillet 2017) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2005, 2006). (p. 2007). - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 2013, 2014). - **Article 2** (art. 4 quater de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Prévention et traitement des conflits d'intérêts des parlementaires et modalités de tenue, dans chaque assemblée, d'un registre public des déports) (p. 2017). (p. 2028). (p. 2029). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2030). (p. 2031). (p. 2031). (p. 2031). (p. 2031, 2032). (p. 2032). (p. 2033). (p. 2034). - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 2041). (p. 2041). (p. 2043). (p. 2047).

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2017) - **Article 6** (Modalités d'entrée en vigueur des modalités du licenciement des collaborateurs « familiaux » de parlementaires ou d'autorités territoriales) (p. 2103). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 2105). - **Article 8** (art. 11, 11-1, 11-2, 11-3, 11-3-1 (nouveau), 11-4, 11-5, 11-7, 11-8, 11-9, 11-10 [nouveau] et 19 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie publique, art. 10 de la loi n° 2017-286 du 6 mars 2017 tendant à renforcer les obligations comptables des partis politiques et des candidats - Encadrement des prêts consentis à des partis et groupements politiques, modalités de certification des comptes des partis et groupement politiques, information de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques et sanctions pénales en cas de violation des règles relatives au financement de la vie politique) (p. 2116). (p. 2119). (p. 2120). (p. 2123). - **Articles additionnels après l'article 7 bis (précédemment réservés)** (p. 2152). (p. 2152). - **Article 13** (Transmission par l'administration fiscale au président de la HATVP d'une attestation concernant la situation fiscale d'un représentant français au Parlement européen - Extension aux représentants français au Parlement européen des incompatibilités relatives à l'exercice de fonctions de conseil) (p. 2155). (p. 2155). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 2159). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2168).

- **Projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 608 (2016-2017)]** - (13 juillet 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2510).

- **Débat sur l'intelligence artificielle, les enjeux économiques et les cadres légaux** - (25 octobre 2017) (p. 4142).

- **Débat sur le logement social : « sur quels territoires, comment et pour qui demain ? »** - (26 octobre 2017) (p. 4218).

- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement [n° 43 (2017-2018)]** - (7 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4354, 4355). - **Article 1er** (art. L. 111-1, art. L. 111-4 à L. 111-9 [nouveaux]

du code minier - Arrêt progressif de la recherche et de l'exploitation des hydrocarbures) (p. 4371, 4372). (p. 4372). (p. 4383). (p. 4386). - **Article 2** (Application de l'article 1er aux demandes de titres nouvelles ou en cours d'instruction) (p. 4389). (p. 4390). - **Article 2 ter A (nouveau)** (art. L. 142-6 du code minier - Prise d'effet de la prolongation d'un permis exclusif de recherches) (p. 4395). - **Article 3** (Loi n° 2011-835 du 13 juillet 2011 - Interdiction de la recherche et de l'exploitation des hydrocarbures dits « non conventionnels ») (p. 4401). (p. 4402). (p. 4403). - **Article 3 quater A (supprimé)** (Rapport sur les concours de l'État en soutien aux activités de recherche et l'exploitation des hydrocarbures hors du territoire national) (p. 4408). - **Article 3 quater** (Mise en ligne des demandes de titres d'exploration et d'exploitation d'hydrocarbures et des titres en cours de validité) (p. 4410). (p. 4411). (p. 4411).

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2017) - **Article 6 (texte non modifié par la commission)** (art. L. 661-4, art. L. 661-10 à L. 661-20 [nouveaux] du code de l'énergie - Contrôle de la qualité environnementale des biocarburants) (p. 4443). (p. 4446). (p. 4447). - **Article 7 bis** (Plan d'action favorisant le recours aux énergies les moins émettrices de particules et facilitant le raccordement aux infrastructures gazières publique ou réseaux de chaleur existants) (p. 4451). (p. 4452). - **Intitulé du projet de loi** (p. 4455). (p. 4456).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'agriculture biologique** - (14 novembre 2017) (p. 4918).

- **Débat sur la politique de la ville : une réforme bien engagée mais fragilisée par un manque de moyens** - (21 novembre 2017) (p. 5432). (p. 5432, 5433).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (7 décembre 2017) (p. 7409, 7410).

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (7 décembre 2017) (p. 7434, 7435).

- **Débat sur la COP23** - (13 décembre 2017) (p. 9602, 9603). (p. 9603).

- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Nouvelle lecture [n° 124 (2017-2018)]** - (18 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10301).

LABORDE (Françoise)
sénatrice (Haute-Garonne)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, puis membre le 18 octobre 2017, puis vice-présidente le 26 octobre 2017.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat le 9 novembre 2017.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Egalité et citoyenneté » jusqu'au 12 juin 2017.

Membre titulaire du conseil d'administration du Centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS) jusqu'au 20 décembre 2017.

Membre titulaire du comité de suivi de la mise en œuvre des dispositions du titre IV de la loi du 5 mars 2009 relatives au cinéma et autres arts et industries de l'image animée le 20 décembre 2017.

Membre titulaire de l'Observatoire de la laïcité jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre suppléant du comité de massif du massif des Pyrénées le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à garantir le principe de l'indépendance de la justice [n° 443 (2016-2017)] (23 février 2017) - **Justice**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article premier de la Constitution pour y inscrire le principe d'égalité devant la loi sans distinction de sexe [n° 454 (2016-2017)] (8 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à réaffirmer le principe d'égalité entre femmes et hommes et à renforcer la laïcité [n° 460 (2016-2017)] (9 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de loi relative au rétablissement des critères de classement des communes situées en zone de revitalisation rurale tels qu'ils existaient avant l'adoption de la loi de finances rectificative du 29 décembre 2015 [n° 478 (2016-2017)] (27 mars 2017) - **Aménagement du territoire**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : 50e anniversaire de la loi du 28 décembre 1967 - Hommage à Lucien Neuwirth [n° 487 (2016-2017)] (30 mars 2017) - **Famille**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Femmes et agriculture : pour l'égalité dans les territoires [n° 615 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à garantir la représentation des communes déléguées au sein des communes nouvelles [n° 620 (2016-2017)] (6 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi sur le régime de l'exécution des peines des auteurs de violences conjugales [n° 621 (2016-2017)] (11 juillet 2017) - **Famille**.

Proposition de loi visant à intégrer dans la loi un objectif national de désenclavement [n° 679 (2016-2017)] (21 juillet 2017) - **Aménagement du territoire**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Médias, livre et industries culturelles : Livre et industries culturelles [n° 112 tome 4 fasc. 3 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 janvier 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Carole Bienaimé Besse, candidate désignée par le président du Sénat aux fonctions de membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel en application de l'article 4 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication.

Réunion du lundi 6 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à l'organisation des Jeux olympiques et paralympiques 2024 - Examen des amendements de séance sur les articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de résolution européenne sur la réforme européenne du droit d'auteur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens (COM) de l'Institut français pour la période 2017-2019 - Communication et examen de l'avis de la commission.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur la francophonie - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Groupe d'études sur les arts de la scène, les arts de la rue et les festivals en régions - Situation des festivals - Communication.

Mission en Inde - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 5 juillet 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'information « Femmes et agriculture ».

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Françoise Nyssen, ministre de la culture.

Groupe de travail « culture et handicap » - Présentation du rapport d'information.

Organismes extraparlamentaires - Désignations.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Marlène Schiappa, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Mounir Mahjoubi, secrétaire d'État chargé du numérique.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Jean-Marc Huart, directeur général de l'enseignement scolaire, et Xavier Turion, adjoint au directeur général au ministère de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rentrée universitaire - Audition de M. Gilles Roussel, président de la Conférence des présidents d'université (CPU).

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » - Audition de Mme Françoise Nyssen, ministre de la culture.

Réunion du jeudi 26 octobre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Constitution du bureau de la délégation.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » - Crédits « Audiovisuel » et compte de concours financier « Avances à l'audiovisuel public » - Crédits « Livre et industries culturelles » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Édouard Durand, magistrat, et Mme Ernestine Ronai, co-présidents de la commission Violences de genre du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes.

(*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis - Contrat d'objectifs et de moyens entre l'État et Campus France pour la période 2017-2020 - Communication - Examen de l'avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Culture » - Audition de Mme Françoise Nyssen, ministre de la culture.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Enseignement scolaire » - Crédits « Enseignement scolaire » et « Enseignement technique agricole » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Laurence Rossignol, ancienne ministre des familles, de l'enfance et des droits des femmes, membre de la délégation, sur les 4e et 5e plans de mobilisation et de lutte contre toutes les violences faites aux femmes.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines » et « Création et transmission des savoirs et démocratisation de la culture » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants - Audition conjointe de MM. Gilles Roussel, président de la Conférence des présidents d'université (CPU) et Philippe Vincent, secrétaire général adjoint du Syndicat national des personnels de direction de l'éducation nationale (SNPDEN).

Réunion du jeudi 7 décembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Brigitte Grésy, secrétaire générale du Conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, sur le harcèlement sexuel et les agissements sexistes au travail.

Réunion du jeudi 14 décembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Maître Carine Durrieu-Diebolt, avocate au barreau de Paris, spécialisée dans la défense des victimes de violences sexuelles.

Audition de Mme Ghada Hatem, fondatrice de la maison des femmes de Saint-Denis sur la maison des femmes de Saint-Denis et les soins aux femmes victimes de violences.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 332 (2016-2017)]** - (31 janvier 2017) - **Article 3** (*art. 48-1 du code de procédure pénale - Inscription temporaire au bulletin n°1 du casier judiciaire des mesures alternatives aux poursuites et des mesures de transaction pénale*) (p. 1031).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (11 juillet 2017) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2006). (p. 2007). - **Article 1er** (*art. 131-26-2 [nouveau], 432-17, 433-22 et 711-1 du code pénal - Élargissement du champ d'application de la peine complémentaire obligatoire d'inéligibilité*) (p. 2009). (p. 2010). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2062). (p. 2066). (p. 2066). (p. 2067). (p. 2068). (p. 2071). (p. 2072).

(p. 2072). (p. 2072). - **Article 4** (*art. 8 bis [nouveau] de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Interdiction, pour un parlementaire, de recruter un membre de sa famille comme collaborateur - Déclaration des « emplois croisés »*) (p. 2078).

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2017) - **Article 4 (supprimé)** (*art. L.O. 146 du code électoral - Extension de l'incompatibilité parlementaire applicable aux fonctions de direction exercées au sein d'une société, d'une entreprise ou d'un organisme*) (p. 2167, 2168).

- **Projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 608 (2016-2017)]** - (13 juillet 2017) - **Article additionnel après l'article 4** (p. 2475). (p. 2476).

- **Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme [n° 630 (2016-2017)]** - (18 juillet 2017) - **Article 8** (*art. L. 822-2, L. 852-2 [nouveau], L. 853-2, L. 854-9-1 [nouveau], L. 854-9-2 [nouveau], L. 854-9-3 [nouveau] et L. 871-2 du code de la sécurité intérieure ; art. L. 2371-1 [nouveau] et L. 2371-2 [nouveau] du code de la défense - Surveillance hertzienne*) (p. 2688). (p. 2688). - **Article 10** (*art. 78-2 du code de procédure pénale ; art. 67 quater du code des douanes - Contrôles d'identité dans les zones frontalières*) (p. 2693).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (26 juillet 2017) - **Article 3** (*Aménagement des règles du licenciement et de certaines formes particulières de travail*) (p. 3134). (p. 3138).

- **Commission mixte paritaire [n° 698 (2016-2017)]** - (2 août 2017) - **Discussion générale** (p. 3549).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'aéroport Toulouse-Blagnac** - (31 octobre 2017) (p. 4265).

- **Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 45 (2017-2018)]** - (31 octobre 2017) - **Article 7 (nouveau)** (*art. 322-3 du code pénal - Renforcement des sanctions pénales en cas de destruction, dégradation ou détérioration d'un bien d'autrui*) (p. 4291, 4292). - **Article 8 (nouveau)** (*art. 322-4-2 [nouveau] du code pénal - Création d'un délit d'occupation habituelle d'un terrain sans titre*) (p. 4292).

- **Débat sur l'avenir de l'Institut français** - (21 novembre 2017) (p. 5412). (p. 5412).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (4 décembre 2017) - **État B** (p. 7069).

Culture

- (4 décembre 2017) (p. 7085, 7086).

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (4 décembre 2017) (p. 7101, 7102).

Cohésion des territoires

- (6 décembre 2017) - **Article 52 (priorité)** (*art. L. 351-2, L. 351-3, L. 411-8-1, L. 441-3, L. 441-11, L. 442-2-1 [nouveau] et L. 481-2 du code de la construction, art. L. 542-2 et L. 831-1 du code de la sécurité sociale - Réforme des aides au logement et de la politique des loyers dans le parc social*) (p. 7328).

Articles non rattachés

- (11 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 46 ter** (p. 7804). (p. 7805).

- **Proposition de loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations** -

Commission mixte paritaire [n° 190 (2017-2018)] - (20 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10535). (p. 10536).

LAFON (Laurent)
sénateur (Val-de-Marne)
UC

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne le 4 octobre 2017.

Membre titulaire du Conseil national d'évaluation du système scolaire le 20 décembre 2017.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rentrée universitaire - Audition de M. Gilles Roussel, président de la Conférence des présidents d'université (CPU).

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » - Audition de Mme Françoise Nyssen, ministre de la culture.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Culture » - Audition de Mme Françoise Nyssen, ministre de la culture.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Enseignement scolaire » - Crédits « Enseignement scolaire » et « Enseignement technique agricole » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » - Crédits « Presse » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants - Audition conjointe de MM. Gilles Roussel, président de la Conférence des présidents d'université (CPU) et Philippe Vincent, secrétaire général adjoint du Syndicat national des personnels de direction de l'éducation nationale (SNPDEN).

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conclusions du groupe de travail sur les normes sportives applicables aux collectivités territoriales - Communication.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le financement du surcoût du Grand Paris Express** - (26 octobre 2017) (p. 4202). (p. 4203).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (4 décembre 2017) (p. 7107, 7108).

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (7 décembre 2017) - **État D** (p. 7455).

Recherche et enseignement supérieur

- (7 décembre 2017) (p. 7485, 7486). - **État B** (p. 7498).

LAGOURGUE (Jean-Louis)
sénateur (La Réunion)
RTLL, puis LIRT

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer le 18 octobre 2017, puis vice-président le 9 novembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à créer un fonds national d'investissement en faveur des petites communes [n° 89 (2017-2018)] (15 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

LALANDE (Bernard)
sénateur (Charente-Maritime)
SOCR

Questeur du Sénat à compter du 4 octobre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Rapporteur de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne jusqu'au 3 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission supérieure du numérique et des postes jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article premier de la Constitution pour y inscrire le principe d'égalité devant la loi sans distinction de sexe [n° 454 (2016-2017)] (8 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à réaffirmer le principe d'égalité entre femmes et hommes et à renforcer la laïcité [n° 460 (2016-2017)] (9 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La fiscalité de l'économie collaborative : un besoin de simplicité, d'unité et d'équité [n° 481 (2016-2017)] (29 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'adaptation de la fiscalité à l'économie collaborative [n° 482 (2016-2017)] (29 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne : Les comptes du Sénat de l'exercice 2016 [n° 563 (2016-2017)] (24 mai 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi organique visant à améliorer la qualité des études d'impact des projets de loi [n° 610 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la COP23** - (14 novembre 2017) (p. 4915).

- **Débat sur les collectivités locales** - (22 novembre 2017) (p. 7670).

Proposition de loi visant à instituer le Conseil parlementaire d'évaluation des politiques publiques et du bien-être [n° 611 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 643 (2016-2017)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 645 tome 2 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Budget**.

Proposition de loi pour une meilleure protection des mineur.e.s victimes de viol et des autres agressions sexuelles [n° 53 (2017-2018)] (26 octobre 2017) - **Justice**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Économie [n° 108 tome 3 annexe 12 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 janvier 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des finances*) : « Adapter l'impôt sur les sociétés à une économie ouverte » - Audition de M. Didier Migaud, président du Conseil des prélèvements obligatoires (CPO).

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Politique des dividendes de l'État actionnaire - Communication.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des finances*) : Compétitivité de la place de Paris - Audition de MM. Jean Beunardeau, président de HSBC France, Gilles Briatta, secrétaire général de la Société générale, Jean-François Cirelli, président de BlackRock France, Gérard Mestrallet, président de Paris Europlace, et Jean-Jacques Santini, directeur des affaires institutionnelles du groupe BNP Paribas.

Réunion du mercredi 29 mars 2017 (*commission des finances*) : Conclusions du groupe de travail sur le recouvrement de l'impôt à l'heure de l'économie numérique.

Réunion du mercredi 31 mai 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Avenir du compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Communication.

Réunion du mercredi 7 juin 2017 (*commission des finances*) : Compétitivité des places financières - Communication.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des finances*) : Convention multilatérale du 7 juin 2017 pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéficiaires - Audition de M. Pascal Saint-Amans, directeur du centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE.

Réunion du mardi 4 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Risques financiers liés à la remontée des taux d'intérêt - Communication.

Projet de loi organique et projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique - Suite de l'examen du rapport pour avis et communication sur la recevabilité financière des amendements.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Agence France-Muséums - Communication.

Projet de loi autorisant la ratification de l'avenant modifiant la convention du 14 janvier 1971 entre la France et le Portugal tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu - Examen du rapport et du texte de la commission.

Rapport du Gouvernement préparatoire au débat d'orientation des finances publiques (DOFP) - Projet de loi de règlement et d'approbation des comptes de l'année 2016 - Projet de décaler d'un an l'entrée en vigueur du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances et Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Implantation des radars - Communication.

Politiques publiques en faveur de l'inclusion bancaire et de la prévention du surendettement - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Aide publique au développement en matière d'aménagement urbain - Communication.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Gouvernance et approfondissement de la zone euro - Audition de MM. Alberto de Gregorio Merino, directeur « Affaires économiques et financières, budget et fonds structurels » du service juridique du Conseil de l'Union européenne, Jean-Paul Keppenne, conseiller juridique au sein du service juridique de la commission européenne, chargé de la zone euro et des questions économiques, chargé de cours à l'Institut d'études européennes de l'université Saint-Louis de Bruxelles, et Francesco Martucci, professeur de droit européen à l'université Paris II Panthéon-Assas.

(*commission des finances*) : Gouvernance et approfondissement de la zone euro - Audition de MM. Alberto de Gregorio Merino, directeur « Affaires économiques et financières, budget et fonds structurels » du service juridique du Conseil de l'Union européenne, Jean-Paul Keppenne, conseiller juridique au sein du service juridique de la commission européenne chargé de la zone euro et des questions économiques, chargé de cours à l'Institut d'études européennes de l'université Saint-Louis de Bruxelles, et Francesco Martucci, professeur de droit européen à l'université Paris II Panthéon-Assas.

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Dépenses de santé des personnes détenues - Communication.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 31 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Justice » (et article 57 ter) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des articles de la première partie - Examen du tome II du rapport général.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Économie » et compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des missions et de l'article rattaché précédemment examinés et réservés.

Projet de loi de finances pour 2018 - Missions « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », « Crédits non répartis », « Action et transformation publiques » - Compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 5 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions - Tome III du rapport général.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des finances*) : Conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière de l'Union européenne - Compte rendu.

Réunion du mardi 19 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen du rapport, en nouvelle lecture.

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Examen du rapport, en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Première partie :

- (24 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 6385, 6386). - **Articles additionnels après l'article 6 quater** (p. 6435). (p. 6442). - **Article 9** (art. 265, 266 *quinquies*, 266 *quinquies B* et 266 *quinquies C* du code des douanes - Trajectoire de la composante carbone pour la période 2018-2022 et conséquences en matière de tarifs des taxes intérieures de consommation) (p. 6465). (p. 6468).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2017) - **Article 9 quater (nouveau)** (art. 266 *quindecies* du code des douanes - Elargissement de l'assiette de la TGAP aux biocarburants remplaçant le gazole) (p. 6502). (p. 6506). (p. 6507).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2017) - **Article 19** (*Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des*

organismes chargés de missions de service public) (p. 6709).
(p. 6710). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 6718).

Seconde partie :

**Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances
à des particuliers ou à des organismes privés**

- (7 décembre 2017) (p. 7429). - **État B** (p. 7446). - **Article 54
octies (nouveau)** (*Rapport sur le financement public de
Business France*) (p. 7453). - **État D** (p. 7457).

LAMÉNIE (Marc)
sénateur (Ardennes)
LR

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances à partir du 5 octobre
2017 ; membre de la commission jusqu'au 4 octobre 2017.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des
chances entre les hommes et les femmes ; nouvelle nomination
le 18 octobre 2017, puis vice-président le 26 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition
des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le
18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et
« assainissement » dans les compétences optionnelles des
communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier
2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à maintenir l'eau et l'assainissement
dans les compétences optionnelles des communautés de
communes ou des communautés d'agglomération après 2020
[n° 320 (2016-2017)] (21 janvier 2017) - **Collectivités
territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales
encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la
saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze
ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux
soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet
1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier
2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité
des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts
au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) -
Environnement.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article premier
de la Constitution pour y inscrire le principe d'égalité devant la
loi sans distinction de sexe [n° 454 (2016-2017)] (8 mars
2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à réaffirmer le principe d'égalité entre
femmes et hommes et à renforcer la laïcité [n° 460 (2016-2017)]
(9 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à supprimer le bénéfice de l'âge en
cas d'égalité des suffrages entre deux listes arrivées en tête aux
élections municipales [n° 475 (2016-2017)] (22 mars 2017) -
Pouvoirs publics et Constitution.

Proposition de loi tendant à garantir aux personnes en situation
de handicap un accès effectif aux lieux ouverts au public [n° 554
(2016-2017)] (15 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales
et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du
voyage [n° 557 (2016-2017)] (18 mai 2017) - **Collectivités
territoriales**.

Proposition de loi tendant à élargir les missions des comités
locaux d'information et de suivi visés à l'article L. 542-13 du
code de l'environnement [n° 561 (2016-2017)] (23 mai 2017) -
Aménagement du territoire.

Proposition de loi relative aux certificats de décès [n° 584
(2016-2017)] (21 juin 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi sur la majoration des pensions aux veuves des
très grands invalides de guerre dont l'indice de pension était
supérieur à 2 000 points à la date du décès [n° 626 (2016-2017)]
(12 juillet 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi organique tendant à garantir l'ancrage
territorial des sénateurs [n° 634 (2016-2017)] (12 juillet 2017) -
Collectivités territoriales.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le
projet de loi de règlement du budget et d'approbation des
comptes de l'année 2016 [n° 643 (2016-2017)] - Contributions
des rapporteurs spéciaux [n° 645 tome 2 (2016-2017)]
(19 juillet 2017) - **Budget**.

Proposition de loi portant création d'un fonds de dotation pour
les territoires ruraux [n° 713 (2016-2017)] (7 septembre 2017) -
Aménagement du territoire.

Proposition de loi élargissant les modalités d'intervention de
l'action extérieure des collectivités territoriales en matière d'eau,
d'assainissement, d'électricité, de gaz et de déchets ménagers
[n° 714 (2016-2017)] (11 septembre 2017) - **Aménagement du
territoire**.

Proposition de loi tendant à rendre imprescriptibles les crimes et
délits sexuels sur mineurs [n° 719 (2016-2017)] (14 septembre
2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à renforcer le dispositif de lutte contre
l'affichage électoral sauvage [n° 720 (2016-2017)]
(28 septembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à prolonger le délai de validité des
habilitations des clercs de notaire [n° 7 (2017-2018)] (5 octobre
2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs
contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre
2017) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de
justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte
[n° 30 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Pouvoirs publics et
Constitution**.

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils
municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) -
Collectivités territoriales.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées sous tutelle ou sous curatelle [n° 95 (2017-2018)] (16 novembre 2017) - **Famille**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation [n° 108 tome 3 annexe 5 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 181 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer un égal accès de tous les citoyens aux services publics de l'État et de ses opérateurs [n° 182 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des finances*) : « Adapter l'impôt sur les sociétés à une économie ouverte » - Audition de M. Didier Migaud, président du Conseil des prélèvements obligatoires (CPO).

Projet de loi de ratification de trois ordonnances relatives à la collectivité de Corse - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Politique des dividendes de l'État actionnaire - Communication.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Préfecture de police de Paris - Communication.

Réunion du mardi 14 février 2017 (*commission des finances*) : Proposition de loi relative aux modalités de calcul du potentiel fiscal agrégé des communautés d'agglomération issues de la transformation de syndicats d'agglomération nouvelle (ex-SAN) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués (AGRASC) - Communication.

Contrôle budgétaire - Gestion et utilisation des aides aux collectivités pour l'électrification rurale - Communication.

Contrôle budgétaire - Réforme de l'administration sous-préfectorale et modalités de maintien de la présence de l'État dans les territoires - Communication.

Réunion du jeudi 23 février 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Moyens de la politique de sécurité sanitaire des aliments - Communication.

Réunion du mercredi 31 mai 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Avenir du compte d'affection spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Communication.

Résultats de l'exécution de l'exercice 2016 et certification des comptes de l'État pour l'exercice 2016 - Audition de M. Didier Migaud.

Réunion du mardi 4 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Application du droit européen environnemental - Communication.

Contrôle budgétaire - Risques financiers liés à la remontée des taux d'intérêt - Communication.

Réunion du mercredi 5 juillet 2017 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, préalable au débat d'orientation des finances publiques (DOFP) et sur l'audit des comptes publics demandé par le Premier ministre.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen du rapport pour avis et des amendements déposés sur l'article 9, délégué au fond.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des finances*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Robert Ophèle, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de président de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Contrôle budgétaire - Aide publique au développement en matière d'aménagement urbain - Communication.

Contrôle budgétaire - Parc immobilier du ministère des armées - Communication.

Débat d'orientation des finances publiques (DOFP) - Examen du rapport d'information.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Agence nationale de la recherche (ANR) et financement de la recherche sur projets - Communication.

Contrôle budgétaire - Sociétés d'accélération du transfert de technologies (SATT) - Communication.

Réunion du mercredi 27 septembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Projet de loi de programmation des finances publiques - Audition de M. Didier Migaud, président du Haut Conseil des finances publiques.

Projet de loi de finances pour 2018 - Projet de loi de programmation des finances publiques - Audition de MM. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics, et Benjamin Griveaux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et articles 50 et 51) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen des rapports spéciaux.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 31 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Travail et emploi » et compte d'affectation spéciale (CAS) « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Audition de M. Benjamin Griveaux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des principaux éléments de l'équilibre sur le projet de loi de finances pour 2018 - Tome I du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et le compte d'affectation spéciale (CAS) « Développement agricole et rural » (et articles 49, 49 bis et 49 ter) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport spécial.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Audition de Mme Geneviève Darrieussecq, secrétaire d'État auprès de la ministre des armées.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur le programme de travail de la délégation.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Justice » (et article 57 ter) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et article 63) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des articles de la première partie - Examen du tome II du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » (et article 49 B) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Sécurités » (et article 62 bis) - Programmes « Gendarmerie nationale » et « Police nationale », programme « Sécurité et éducation routière », compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » (et article 66) et programme « Sécurité civile » (et article 62 ter) - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Économie » et compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » (et articles 57 octies et nonies) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 bis) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des missions et de l'article rattaché précédemment examinés et réservés.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » (et articles 52 à 52 sexies) - Examen des rapports spéciaux.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et articles 53, 54 à 54 quater) - Comptes d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », « Transition énergétique » et « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (FACÉ) » - Programmes « Infrastructures et services de transports » et « Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture » et compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » - Programme « Expertise, information géographique et météorologie » et budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen des rapports spéciaux.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Engagements financiers de l'État » - Compte d'affectation spéciale « Participations de la France au désendettement de la Grèce » - Comptes de concours financiers « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » et « Accords monétaires internationaux » (et articles 55 et 55 bis) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Missions « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », « Crédits non répartis », « Action et transformation publiques » - Compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du vendredi 24 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des amendements sur la première partie.

Réunion du mardi 28 novembre 2017 (*commission des finances*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Éric Lombard, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de directeur général de la Caisse des dépôts et consignations (CDC).

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 bis) - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 30 novembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Marie-France Hirigoyen, psychiatre, sur le harcèlement.

Réunion du mardi 5 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions - Tome III du rapport général.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Missions « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et article 51), « Cohésion des territoires » (et articles 52 à 52 sexies), « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » (et article 55 ter) et « Remboursements et

dégrèvements », et articles rattachés à la mission « Engagements financiers de l'État », et compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes - Troisième lecture [n° 256 (2016-2017)]** - (10 janvier 2017) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 206 (216-217)** (p. 25).

- **Proposition de loi organique relative aux autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Troisième lecture [n° 206 (216-217)]** - (10 janvier 2017) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 256 (2016-2017)** (p. 25).

- **Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique [n° 288 (2016-2017)]** - (18 janvier 2017) - **Articles additionnels après l'article 10 quater** (p. 325).

- **Projet de loi relatif à la sécurité publique [n° 310 (2016-2017)]** - (24 janvier 2017) - **Article 7** (art. 433-5 et 433-7 du code pénal - *Aggravation des peines encourues pour le délit d'outrage commis à l'encontre des personnes dépositaires de l'autorité publique*) (p. 829).

- **Proposition de loi relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et au développement du biocontrôle [n° 345 (2016-2017)]** - (7 février 2017) - **Article 1er** (art. L. 143-15-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - *Obligation pour les sociétés d'acquérir des terres agricoles à travers une société de portage foncier*) (p. 1252).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)]** - (21 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1671).

- **Débat sur le thème « Entre réforme territoriale et contraintes financières : quels outils et moyens pour les communes en zones rurales ? »** - (21 février 2017) (p. 1709).

- **Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 410 (2016-2017)]** - (23 février 2017) - **Article unique** (Texte non modifié par la commission) (p. 1835, 1836). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1841, 1842).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (10 juillet 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 608 (2016-2017)** (p. 1988, 1989).

- **Suite de la discussion** (11 juillet 2017) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2034). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2070).

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2017) - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 2159).

- **Projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 608 (2016-2017)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 609 (2016-2017)** - (13 juillet 2017) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 2468, 2469). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2473). (p. 2473). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 2488). - **Article 9** (art. 54 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances - *Suppression de*

la réserve parlementaire - Dotation de soutien à l'investissement des communes et de leurs groupements) (p. 2497, 2498). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2511).

- **Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme [n° 630 (2016-2017)]** - (18 juillet 2017) - **Article 10** (art. 78-2 du code de procédure pénale ; art. 67 quater du code des douanes - *Contrôles d'identité dans les zones frontalières*) (p. 2692).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 645 (2016-2017)]** - (20 juillet 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2890, 2891).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (25 juillet 2017) - **Article 1er** (*Habilitation du Gouvernement à prendre diverses ordonnances pour renforcer la place de l'accord d'entreprise*) (p. 3011, 3012). (p. 3040).

- **Suite de la discussion** (26 juillet 2017) - **Article 2** (*Nouvelle organisation du dialogue social et rénovation de l'exercice des responsabilités syndicales en entreprise*) (p. 3089). - **Article 3** (*Aménagement des règles du licenciement et de certaines formes particulières de travail*) (p. 3122).

- **Suite de la discussion** (27 juillet 2017) (p. 3157, 3158). (p. 3168). - **Article 4** (Texte non modifié par la commission) (*Développement de la négociation collective et sécurisation des accords de branche*) (p. 3204). - **Article 5** (Texte non modifié par la commission) (*Assouplissement des obligations des employeurs en matière de prévention de la pénibilité et d'emploi de travailleurs détachés transfrontaliers*) (p. 3213).

- **Projet de loi pour la confiance dans la vie politique - Commission mixte paritaire [n° 700 (2016-2017)]** - (2 août 2017) - **Discussion générale** (p. 3523, 3524).

- **Projet de loi organique pour la confiance dans la vie politique - Nouvelle lecture [n° 709 (2016-2017)]** - (4 août 2017) - **Article 9** (*Création d'une dotation de solidarité locale en substitution de la réserve parlementaire*) (p. 3589).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement [n° 9 (2017-2018)]** - (10 octobre 2017) - **Article 2** (*Mise en cohérence du vocabulaire de plusieurs codes*) (p. 3680).

- **Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice [n° 34 (2017-2018)]** - (24 octobre 2017) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 35 (2017-2018)** (p. 4005).

- **Proposition de loi organique pour le redressement de la justice [n° 35 (2017-2018)]** - (24 octobre 2017) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 34 (2017-2018)** (p. 4005).

- **Débat sur la participation dans l'entreprise, l'outil de croissance et les perspectives** - (25 octobre 2017) (p. 4171, 4172).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 [n° 57 (2017-2018)]** - (9 novembre 2017) - **Article 8 bis (nouveau)** (*Encadrement de l'évolution des effectifs de l'État et de ses opérateurs*) (p. 4713). - **Article 10** (*Fixation d'objectifs en matière de finances des collectivités territoriales et mise en place d'une procédure de contractualisation*) (p. 4731). - **Article 13** (*Concours financiers de l'État aux collectivités territoriales pour la période quinquennale*) (p. 4734, 4735).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 67 (2017-2018)]** - (9 novembre 2017) - **Article 1er** (*Instauration d'une contribution exceptionnelle sur l'impôt sur les sociétés*

pour les sociétés réalisant plus de 1 milliard d'euros de chiffre d'affaires et d'une contribution additionnelle à cette dernière pour les sociétés réalisant plus de 3 milliards d'euros de chiffre d'affaires) (p. 4758).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (15 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 5034). - **Article 11** (art. L. 111-11, L. 114-16-3, L. 114-23, L. 114-24, L. 115-9, L. 123-1, L. 123-2-1, L. 131-6-3, L. 133-1-1 à L. 133-1-3 [abrogés], L. 133-1-4, L. 133-1-5 à L. 133-1-6 [abrogés], L. 133-5-2, L. 133-6-7, L. 133-6-7-1 à L. 133-6-7-3, L. 133-6-9 [abrogé], L. 133-6-10, L. 133-6-11 [abrogé], L. 134-1, L. 134-3, L. 134-4, L. 135-2, L. 135-6, L. 136-3, L. 161-8, L. 161-18, L. 171-2-1 [nouveau], L. 171-3, L. 171-6-1 [nouveau], L. 171-7, L. 172-2, L. 173-2, L. 173-3 [abrogé], L. 182-2-2, L. 182-2-4, L. 182-2-6, L. 200-1, L. 200-2, L. 200-3, L. 211-1, L. 213-1, L. 215-1, L. 221.1, L. 221-3-1, L. 222-1, L. 223-1, L. 225-1-1, L. 227-1, L. 233-1 [nouveau], L. 241-2, L. 243-6-3, L. 311-3, L. 351-15, L. 611-1, L. 611-2 à L. 611-19 [abrogés], L. 612-1 à L. 612-6, L. 612-7 à L. 612-13, L. 613-1 [nouveau], L. 613-2 à L. 613-6, L. 613-8, L. 613-9, L. 613-12 à L. 613-14 [abrogés], L. 613-19 à L. 613-19-3, L. 613-20, L. 613-21, L. 613-22 et L. 613-23 [abrogés], L. 614-1 [abrogé], L. 615-1 à L. 615-5 [nouveau], L. 621-1 à L. 621-2 [nouveau], L. 621-4 [abrogé], L. 622-1 à L. 622-3, L. 622-6 [abrogé], L. 622-8, L. 623-1 à L. 623-5, L. 631-1 [nouveau], L. 632-1 à L. 632-3, L. 633-1, L. 633-9 [abrogé], L. 633-11, L. 633-11-1 [abrogé], L. 634-1 [abrogé], L. 634-2 à L. 634-2-1, L. 634-2-2 [abrogé], L. 634-3-1, L. 634-3-2 à L. 634-5 [abrogés], L. 634-6, L. 635-1 à L. 635-6, L. 637-1 à L. 637-2, L. 640-1, L. 641-1, L. 641-8, L. 642-5 à L. 642-6 [nouveau], L. 643-1-A, L. 643-10 [nouveau], L. 651-12 et L. 651-13 [abrogés], L. 652-4, L. 652-6, L. 652-7, L. 661-1 [nouveau], L. 671-1 [nouveau], L. 722-1, L. 722-1-1, L. 722-2 et L. 722-3 [abrogés], L. 722-4, L. 722-5, L. 722-5-1 [abrogé], L. 722-6, L. 722-7 [abrogé], L. 722-9, L. 742-6, L. 742-7, L. 752-4, L. 752-6, L. 752-9, L. 756-5 et L. 766-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 5553-5 du code des transports - Suppression du régime social des indépendants et modification des règles d'affiliation à la CIPAV) (p. 5080).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Discussion générale :

- (23 novembre 2017) (p. 6341, 6342).

Première partie :

- (23 novembre 2017) - **Article 27** (Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne) (p. 6361).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2017) - **Article 2** (art. 196 B et 197 du code général des impôts - Indexation du barème de l'impôt sur le revenu (IR) sur l'inflation) (p. 6377). - **Article 3** (Art. 1407 bis, 1413 bis, 1414, 1414 A, 1414 B, 1414 C (nouveau), 1417, 1605 bis et 1641 du code général des impôts, et L. 173 du livre des procédures fiscales - Dégrèvement de la taxe d'habitation sur la résidence principale) (p. 6396). - **Articles additionnels après l'article 6 quater** (p. 6437). (p. 6442). - **Article 9** (art. 265, 266 quinquies, 266 quinquies B et 266 quinquies C du code des douanes - Trajectoire de la composante carbone pour la période 2018-2022 et conséquences en matière de tarifs des taxes intérieures de consommation) (p. 6465). (p. 6476).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 6496). - **Article 10 sexies (nouveau)** (Maintien jusqu'au 31 décembre 2019 du bénéfice du régime fiscal et social des ZRR pour les communes qui en sont sorties et ne sont pas couvertes par la loi Montagne) (p. 6530). - **Article 11** (Mise en œuvre du prélèvement forfaitaire unique) (p. 6551, 6552). - **Article 12** (Création de l'impôt sur la fortune immobilière et suppression de l'impôt sur la fortune) (p. 6577, 6578).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2017) - **Article additionnel après l'article 14** (art. 238 bis du code général des

impôts - Extension de la réduction d'impôt aux dons effectués aux sociétés d'économie mixte ou aux sociétés d'économie locale agissant dans le domaine du tourisme et de la culture) (p. 6628). (p. 6629). (p. 6629). - **Article 16** (art. L. 1613-1, art. L. 2335-3, art. L. 3334-17 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B, art. 1586 B et art. 1648 A du code général des impôts, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 49 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 6 de la loi n° 87-1317 de finances pour 1987 du 30 décembre 1986, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 2, art. 77 et art. 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 de finances pour 2011, art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Fixation pour 2018 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL) (p. 6658). (p. 6666, 6667). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 6672). - **Article 19** (Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public) (p. 6701). (p. 6712).

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) - **Article 59** (art. L. 2334-42 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Dotation de soutien à l'investissement local) (p. 6807). - **Article 59 bis (nouveau)** (art. L. 2334-37 du code général des collectivités territoriales - Modalités d'examen par la commission ad hoc des demandes de subvention au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux, DETR) (p. 6823). (p. 6829). (p. 6829). - **Article 61** (art. L. 2336-1, art. L. 2336-3, art. L. 2336-6, art. L. 3335-1, art. L. 3335-3, art. L. 4332-9 du code général des collectivités territoriales, art. 166 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 - Modification des règles de répartition des dispositifs de péréquation horizontale) (p. 6851).

Enseignement scolaire

- (29 novembre 2017) - **État B** (p. 6881).

Sécurité - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (5 décembre 2017) (p. 7201, 7202).

Administration générale et territoriale de l'État

- (5 décembre 2017) (p. 7240, 7241).

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (6 décembre 2017) (p. 7269, 7270). - **État B** (p. 7281). (p. 7285). (p. 7286). (p. 7286, 7287). (p. 7287). (p. 7289). - **Articles additionnels après l'article 51** (p. 7291). (p. 7292).

Articles non rattachés

- (8 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 39 nonies** (p. 7589). - **Article 44** (art. 231 du code général des impôts - Suppression du taux supérieur de la taxe sur les salaires) (p. 7616). (p. 7616). (p. 7616).

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2017) - **Article 44 septies (nouveau)** (art. 244 quater L du code général des impôts - Prorogation et relèvement de crédit d'impôt pour l'agriculture biologique) (p. 7743). - **Article 45** (Exonération de la cotisation minimum de CFE des redevables réalisant un très faible chiffre

d'affaires) (p. 7758, 7759). (p. 7760). - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 7762). (p. 7763). (p. 7767). (p. 7774). - **Articles additionnels après l'article 45 sexies** (p. 7793). (p. 7793). - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 7798, 7799).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 155 (2017-2018)]** - (14 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 9665, 9666).

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2017) - **Article 9** (art. 204 C, 204 D, 204 F, 204 G, 204 H, 302 decies (nouveau), 1729 G et 1759-0 A du code général des impôts, art. L. 136-6-1 du code de la sécurité sociale et art. 60 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 - Aménagement du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu) (p. 9747, 9748). - **Articles additionnels après l'article 17 ter** (p. 9803). - **Article 25** (art. 1649 AC, 1729 C bis [nouveau], et 1740 ter [nouveau] du code général des impôts, art. L. 102 AG

[nouveau] du livre des procédures fiscales, et art. L. 564-1 [nouveau], L. 612-1 et L. 621-1 du code monétaire et financier - Contrôle des informations sur les comptes financiers soumises à un échange automatique entre administrations fiscales) (p. 9843). (p. 9844). - **Article 28** (art. 1599 quindecies, 1628-0 bis et 1723 ter-0 B du code général des impôts - Aménagements relatifs au paiement dématérialisé pour la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules et à l'accès direct au système d'immatriculation des véhicules) (p. 9854). - **Article 30** (art. 1680 du code général des impôts - Moyens de paiement, plafond de recouvrement en numéraire) (p. 9866). - **Article 43 (nouveau)** (Création d'un fonds exceptionnel au bénéfice des départements connaissant une situation financière particulièrement dégradée) (p. 9888). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9891).

LAMURE (Élisabeth)
sénateur (Rhône)
LR

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires économiques.

Présidente de la délégation sénatoriale aux entreprises, puis membre le 18 octobre 2017, puis présidente le 26 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-301 du 14 mars 2016 relative à la partie législative du code de la consommation et n° 2016-351 du 25 mars 2016 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation (12 janvier 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à l'autoconsommation d'électricité et aux énergies renouvelables (26 janvier 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et développement du biocontrôle (9 février 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement (15 novembre 2017).

Membre titulaire du conseil d'administration du centre scientifique et technique du bâtiment le 13 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer la légitimité démocratique des conseillers communautaires [n° 282 (2016-2017)] (10 janvier 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier 2017) - **Anciens combattants**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux entreprises : Simplifier efficacement pour libérer les entreprises [n° 433 (2016-2017)] (20 février 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à faciliter le règlement des conséquences pécuniaires du divorce [n° 449 (2016-2017)] (2 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à supprimer le bénéfice de l'âge en cas d'égalité des suffrages entre deux listes arrivées en tête aux élections municipales [n° 475 (2016-2017)] (22 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à sécuriser l'établissement des procurations électorales [n° 480 (2016-2017)] (28 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux entreprises : Journée des entreprises au Sénat - 16 mars 2017 [n° 555 (2016-2017)] (17 mai 2017) - **Entreprises**.

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 557 (2016-2017)] (18 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Où va la normalisation ? - En quête d'une stratégie de compétitivité respectueuse de l'intérêt général [n° 627 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Entreprises**.

Proposition de loi organique tendant à garantir l'ancrage territorial des sénateurs [n° 634 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à interdire la mention du nom et de la photo de personnes autres que les candidats et suppléants sur les documents de propagande électorale [n° 687 (2016-2017)] (26 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux entreprises : Rencontres avec les entrepreneurs : an III de la délégation sénatoriale aux entreprises [n° 690 (2016-2017)] (27 juillet 2017) - **Entreprises**.

Proposition de loi élargissant les modalités d'intervention de l'action extérieure des collectivités territoriales en matière d'eau, d'assainissement, d'électricité, de gaz et de déchets ménagers [n° 714 (2016-2017)] (11 septembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 717 (2016-2017)] (13 septembre 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à instituer un volontariat international d'enseignement en français [n° 718 (2016-2017)] (14 septembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à rendre imprescriptibles les crimes et délits sexuels sur mineurs [n° 719 (2016-2017)] (14 septembre 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à renforcer le dispositif de lutte contre l'affichage électoral sauvage [n° 720 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges pesant sur les entreprises [n° 721 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Entreprises**.

Proposition de loi organique relative aux études d'impact des projets de loi [n° 722 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Entreprises**.

Proposition de loi tendant à reconduire le Conseil de la simplification pour les entreprises et à renforcer leur sécurité juridique [n° 723 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Entreprises**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la simplification des normes entravant la vie économique [n° 724 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à créer un fonds pour la présence et le rayonnement français à l'étranger [n° 3 (2017-2018)] (2 octobre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à prolonger le délai de validité des habilitations des clercs de notaire [n° 7 (2017-2018)] (5 octobre 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution relative à la création d'une commission d'enquête sur les contrats cadres passés entre le ministère de la défense et Microsoft [n° 27 (2017-2018)] (16 octobre 2017) - **Défense**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 30 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 21 (2017-2018)] mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement [n° 42 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux entreprises : La Guyane, terre d'opportunités pour les entreprises [n° 54 (2017-2018)] (26 octobre 2017) - **Entreprises**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement [n° 99 (2017-2018)] (21 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Économie [n° 109 tome 3 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 124 (2017-2018)] mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement [n° 156 (2017-2018)] (13 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 181 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 janvier 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Propositions de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires et relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et au développement du biocontrôle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 février 2017 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu par M. Philippe Adnot du déplacement de la délégation dans l'Aube, le jeudi 19 janvier 2017.

Examen du rapport d'information de Mme Élisabeth Lamure et M. Olivier Cadic relatif aux moyens d'alléger le fardeau administratif des entreprises pour améliorer leur compétitivité.

Présentation du programme de la deuxième Journée des entreprises au Sénat le jeudi 16 mars 2017.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition conjointe de représentants des industries des métiers d'art et du luxe : MM. Pascal Morand, président exécutif de la Fédération française de la couture, du

prêt-à-porter des couturiers et des créateurs de mode, Pascal Rousseau, secrétaire général de Richemont Holding France, Francis Chauveau, directeur industriel de Puiforcat, Mme Bernadette Pinet-Cuoq, présidente déléguée de l'Union française de la bijouterie, joaillerie, orfèvrerie, des pierres et des perles, et M. Jean Cassegrain, directeur général de Longchamp.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Mobilisation du foncier public en faveur du logement - Présentation du troisième rapport de la CNAUF.

Proposition de résolution sur les énergies renouvelables et les mécanismes de capacité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 23 février 2017 (*délégation aux entreprises*) : Examen du rapport d'information de MM. Claude Nougéin et Michel Vaspert relatif à la transmission et à la reprise d'entreprises.

Nomination de rapporteur.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu par MM. Michel Canevet et Michel Vaspert du déplacement de la délégation dans le Finistère et les Côtes-d'Armor, les 26 et 27 avril 2017.

Échanges sur la Journée des entreprises organisée au Sénat le 16 mars 2017.

Étude sur l'impact, pour les entreprises, du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Présentation par MM. Nicolas Meurant, avocat, et Julien Pellefigue, économiste, associés au cabinet Taj.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Impact économique et juridique de la normalisation volontaire - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Avenir de la politique agricole commune (PAC) : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique du groupe de suivi conjoint avec la commission des affaires économiques.

(*délégation aux collectivités territoriales*) : Revitalisation des centres-villes et des centres-bourgs - Présentation du rapport d'étape de MM. Martial Bourquin et Rémy Pointereau.

(*commission des affaires économiques*) : Groupe de suivi sur la mise en œuvre de la réforme de la politique agricole commune - Examen du rapport.

(*délégation aux entreprises*) : Communication de Mme Élisabeth Lamure dans la perspective de l'examen au Sénat du projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social.

Compte rendu par M. Jean-Marc Gabouty du déplacement au port du Havre le 29 juin 2017.

Compte rendu par M. Jérôme Durain de la visite du salon international de l'aéronautique et de l'espace (SIAE), le 20 juin 2017, au parc des expositions du Bourget.

Questions diverses.

Revitalisation des centres-villes et des centres-bourgs - Présentation du rapport d'étape de MM. Martial Bourquin et Rémy Pointereau.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 27 septembre 2017 (*délégation aux entreprises*) : Communication de Mme Anne-Catherine Loisiert relative au projet de loi n° 578 ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations.

Compte rendu par M. Antoine Karam du déplacement en Guyane du 18 au 21 septembre.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Constitution du bureau.

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Audition de M. Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 26 octobre 2017 (*délégation aux entreprises*) : Désignation des vice-présidents et des secrétaires de la délégation aux entreprises.

Élection du président de la délégation aux entreprises.

Questions diverses.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Examen des amendements déposés sur le texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*délégation aux entreprises*) : Communication de Mme Élisabeth Lamure sur les principales dispositions du projet de loi de financement de la Sécurité sociale intéressant les entreprises.

Échanges de vues sur le programme de travail de la délégation aux entreprises.

Nomination de rapporteurs.

Questions diverses.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (*délégation aux entreprises*) : Communication de Mme Élisabeth Lamure sur les dispositions du projet de loi de finances pour 2018 intéressant les entreprises et examen d'amendements.

Nomination de trois membres du groupe de travail sur la revitalisation des centres-villes et centres-bourgs.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission, en nouvelle lecture.

Réunion du jeudi 14 décembre 2017 (*délégation aux entreprises*) : Communication de Mme Élisabeth Lamure sur la ratification des ordonnances relatives au renforcement du dialogue social.

Communication de Mme Élisabeth Lamure sur les principales dispositions du projet de loi de finances rectificative intéressant les entreprises.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre** - Nouvelle lecture [n° 159 (2016-2017)] - (1er février 2017) - **Discussion générale** (p. 1151, 1152).

- **Débat sur le bilan de l'application des lois** - (21 février 2017) - vice-présidente de la commission des affaires économiques (p. 1693).

- **Débat sur le bilan du « choc de simplification » pour les entreprises** - (23 février 2017) (p. 1798, 1799).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (25 juillet 2017) - **Article 9 (priorité)** (*Report d'un an de l'entrée en vigueur du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu*) (p. 2990). - **Article 1er** (*Habilitation du Gouvernement à prendre diverses ordonnances pour renforcer la place de l'accord d'entreprise*) (p. 3020, 3021). (p. 3027). (p. 3028). (p. 3030). (p. 3037).

- **Suite de la discussion** (26 juillet 2017) - **Article 2** (*Nouvelle organisation du dialogue social et rénovation de l'exercice des responsabilités syndicales en entreprise*) (p. 3078). (p. 3087). - **Article 3** (*Aménagement des règles du licenciement et de certaines formes particulières de travail*) (p. 3114, 3115).

- **Suite de la discussion** (27 juillet 2017) (p. 3159). (p. 3179). (p. 3179). (p. 3182). (p. 3190). (p. 3190).

- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement [n° 43 (2017-2018)]** - (7 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4350, 4351).

- Rapporteur - **Demande de renvoi à la commission** (p. 4365). - **Article 1er A (supprimé)** (*ordonnance n° 2011-91 du 20 janvier 2011 portant codification de la partie législative du code minier - Ratification de l'ordonnance portant codification de la partie législative du code minier*) (p. 4366). - **Article 1er** (art. L. 111-1, art. L. 111-4 à L. 111-9 [nouveaux] du code minier - *Arrêt progressif de la recherche et de l'exploitation des hydrocarbures*) (p. 4372, 4373). (p. 4375). (p. 4376, 4377). (p. 4378). (p. 4379, 4380). (p. 4381). (p. 4382). (p. 4384). (p. 4384, 4385). (p. 4386, 4387). (p. 4387). - **Article 2** (*Application de l'article 1er aux demandes de titres nouvelles ou en cours d'instruction*) (p. 4388). (p. 4389, 4390). (p. 4390). - **Articles additionnels après l'article 2** (*Suppression de l'obligation de délivrer un permis de recherche ou d'octroyer une concession du fait du droit de suite*) (p. 4394). - **Article 2 ter A (nouveau)** (art. L. 142-6 du code minier - *Prise d'effet de la prolongation d'un permis exclusif de recherches*) (p. 4396). - **Article 2 ter** (art. L. 163-11 et art. L. 163-11-1 [nouveau] du code minier - *Possibilité de conversion ou de cession des ouvrages pour d'autres usages du sous-sol*) (p. 4397). (p. 4398). - **Article 3** (*Loi n° 2011-835 du 13 juillet 2011 - Interdiction de la recherche et de l'exploitation des hydrocarbures dits « non conventionnels »*) (p. 4401). (p. 4402). (p. 4402). (p. 4403). -

Article additionnel après l'article 3 (*Interdiction des délocalisations résultant de l'exploitation d'hydrocarbures hors du territoire national*) (p. 4403). - **Article 3 bis** (*Rapport sur l'accompagnement des entreprises et des personnels et sur la reconversion des territoires*) (p. 4404, 4405). - **Article additionnel après l'article 3 ter** (*Publicité de l'intensité des hydrocarbures importés en termes d'émissions de gaz à effet de serre*) (p. 4406, 4407). - **Article 3 quater A (supprimé)** (*Rapport sur les concours de l'État en soutien aux activités de recherche et l'exploitation des hydrocarbures hors du territoire national*) (p. 4408, 4409). - **Article 3 quater** (*Mise en ligne des demandes de titres d'exploration et d'exploitation d'hydrocarbures et des titres en cours de validité*) (p. 4410, 4411). (p. 4411). (p. 4411).

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2017) - **Article 4** (art. L. 131-1, L. 134-10, L. 421-3, L. 421-3-1 [nouveau], L. 421-4, L. 421-5, L. 421-5-1 [nouveau], L. 421-6 à L. 421-8, L. 421-10, L. 421-15, L. 421-16, L. 431-6-3 [nouveau], L. 443-8-1 [nouveau], L. 443-9, L. 452-1, L. 452-1-1 et L. 452-1-2 [nouveaux], L. 452-2-1, L. 452-3 et L. 452-5 du code de l'énergie - *Renforcement de la sécurité d'approvisionnement en gaz naturel*) (p. 4424). (p. 4425). (p. 4425). (p. 4426). (p. 4426). (p. 4426). (p. 4427). (p. 4427). (p. 4427). (p. 4427, 4428). (p. 4428). (p. 4429). (p. 4429). (p. 4429). (p. 4429). (p. 4430). (p. 4430). (p. 4430). (p. 4430). (p. 4430, 4431). - **Article additionnel après l'article 4** (*Relations entre GRT gaz et l'opérateur de terminaux méthaniens Elengy*) (p. 4431). - **Article 5 bis A** (art. L. 111-82, L. 111-92-1 [nouveau] et L. 134-3 du code de l'énergie - *Approbation par la commission de régulation de l'énergie des modèles de contrats d'accès aux réseaux conclus entre les fournisseurs d'énergie et les gestionnaires de réseaux*) (p. 4433). - **Article 5 bis** (art. L. 341-2, L. 342-3 et L. 342-7, Art. L. 342-7-1 et L. 345-1 à L. 345-7 [nouveaux] du code de l'énergie - *Régulation du raccordement en mer d'énergies renouvelables et définition des réseaux intérieurs des bâtiments*) (p. 4434). (p. 4435). (p. 4436). - **Article 5 ter A (nouveau)** (art. L. 345-1 à L. 345-7 [nouveaux] du code de l'énergie - *Réseaux intérieurs des bâtiments*) (p. 4437). (p. 4438). (p. 4439). - **Article additionnel après l'article 5 ter A** (*Simplification du transport des contrats d'obligations d'achat*) (p. 4440, 4441). - **Article 5 ter** (Art. L. 224-3 du code de la consommation - *Information du consommateur sur le type de gaz fourni*) (p. 4441). - **Article 6 (texte non modifié par la commission)** (art. L. 661-4, art. L. 661-10 à L. 661-20 [nouveaux] du code de l'énergie - *Contrôle de la qualité environnementale des biocarburants*) (p. 4445). (p. 4447). - **Article 6 bis** (art. L. 651-2 et L. 651-3 [nouveaux] du code de l'énergie - *Distribution suffisante de carburants compatibles avec tous les véhicules et engins roulants*) (p. 4448). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 222-9 du code de l'environnement - *Réduction des émissions de certains polluants atmosphériques*) (p. 4450). (p. 4450). - **Article 7 bis** (*Plan d'action favorisant le recours aux énergies les moins émettrices de particules et facilitant le raccordement aux infrastructures gazières publique ou réseaux de chaleur existants*) (p. 4451). - **Articles additionnels après l'article 8** (*Coordination pour l'application à Wallis et Futuna*) (p. 4453). (p. 4453). (p. 4454). (p. 4455). - **Intitulé du projet de loi** (p. 4456).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Première partie :

- (27 novembre 2017) - **Article 19** (*Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public*) (p. 6698). (p. 6702). (p. 6707). (p. 6708).

Seconde partie :

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (7 décembre 2017) (p. 7430).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 155 (2017-2018)]** - (14 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 9663, 9664).

- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement** -

Nouvelle lecture [n° 124 (2017-2018)] - (18 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10295, 10296). (p. 10302). - **Question préalable** (p. 10305).

LANFRANCHI DORGAL (Christine)
sénatrice (Var)
LR-A

Devenue sénateur le 23 septembre 2017 (en remplacement de Mme Christiane Hummel, démissionnaire de son mandat).

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 4 octobre 2017.

Membre titulaire du Conseil national de la mer et des littoraux le 7 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale et aux réunions des commissions départementales d'aménagement commercial [n° 167 (2017-2018)] (13 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 181 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer un égal accès de tous les citoyens aux services publics de l'État et de ses opérateurs [n° 182 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : **Projet de loi de finances pour 2018** - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports maritimes » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement à la COP23 - Communication.

LARCHER (Gérard)
sénateur (Yvelines)
LR

Réélu le 24 septembre 2017.

Président du Sénat ; a présidé les séances des 10, 12, 17, 24, 26, 31 janvier, 9, 14, 21, 23 février, 4, 5, 6, 10, 11, 18, 20 juillet, 1er août, 2, 4, 5, 10, 11, 17, 24, 26, 31 octobre, 9, 13, 14, 21, 28 novembre et 12 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de résolution visant à pérenniser et adapter la procédure de législation en commission [n° 98 (2017-2018)] (20 novembre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 mars 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Conférence des ambassadeurs.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Éloge funèbre de Michel Houel, sénateur de Seine-et-Marne** - (10 janvier 2017) (p. 4, 5).

- **Éloge funèbre de Jean-Claude Frécon, sénateur de la Loire** - (24 janvier 2017) (p. 754, 755).

- **Débat sur le bilan de l'application des lois** - (21 février 2017) (p. 1690).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire moldave** - (23 février 2017) (p. 1812).

- **Ouverture de la session extraordinaire 2016-2017** - (4 juillet 2017) (p. 1859, 1860).

- **Souhaits de bienvenue à des sénateurs** - (4 juillet 2017) (p. 1860).

- **Hommage à Robert-Paul Vigouroux, ancien sénateur des Bouches-du-Rhône** - (10 juillet 2017) (p. 1971).

- **Éloge funèbre de François Fortassin, sénateur des Hautes-Pyrénées** - (11 juillet 2017) (p. 2000, 2001).

- **Éloge funèbre de Patrick Masclet, sénateur du Nord** - (18 juillet 2017) (p. 2621, 2622).

- **Hommage à M. Jean-Claude Gaudin, sénateur des Bouches-du-Rhône, vice-président du Sénat** - (25 juillet 2017) (p. 2988).

- **Hommage au secrétaire général du Sénat** - (1er août 2017) (p. 3510).

- **Allocution de M. le président du Sénat** - (2 octobre 2017) (p. 3616, 3618).

- **Éloge funèbre de Nicole Bricq, sénatrice de Seine-et-Marne** - (11 octobre 2017) (p. 3730, 3731). (p. 3733).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation du Sénat du Cambodge** - (24 octobre 2017) (p. 3973).

- **Hommage à Jack Ralite, ancien sénateur de Seine-Saint-Denis** - (13 novembre 2017) (p. 4851).

- **Hommage à Georges Clemenceau** - (14 novembre 2017) (p. 4912, 4913).

LARCHER (Serge)
sénateur (Martinique)
SOCR

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et autres dispositions en matière sociale et économique (31 janvier 2017).

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 janvier 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1019 du 27 juillet 2016 relative à l'autoconsommation d'électricité et n° 2016-1059 du 3 août 2016 relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 janvier 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Normes en matière de construction, d'équipement et d'urbanisme dans les outre-mer - Audition en visioconférence avec la Martinique.

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale

et économique - Examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique [n° 288 (2016-2017)]** - (17 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 278, 279). - **Article 3 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (*Rapports du Gouvernement au Parlement sur la garantie aux populations d'outre-mer de l'effectivité des mêmes droits dans divers domaines*) (p. 291, 292). - **Article additionnel après l'article 9 A** (p. 300, 301). (p. 301).

- **Suite de la discussion** (18 janvier 2017) - **Article 10 undecies A (nouveau)** (*art. L. 131-8 et L. 758-1 du code de la sécurité sociale - Alignement progressif du tarif de la cotisation de sécurité sociale dans les départements d'outre-mer et l'hexagone*) (p. 331). - **Article additionnel après l'article 11 A** (p. 335). - **Article 12 quinquies (supprimé)** (*Rapport du Gouvernement au Parlement sur les processus de formation des prix des billets d'avion entre les outre-mer et la France continentale*) (p. 338, 339). (p. 339). - **Article 14** (*art. L. 410-5 du code de commerce - Intégration des transporteurs maritimes et des transitaires dans les négociations de modération des prix*) (p. 348, 349). - **Article 14 bis (supprimé)** (*art. L. 232-24 du code de commerce - Information obligatoire du représentant de l'État dans le département en cas de non-respect de l'obligation de dépôt des comptes*) (p. 350). - **Article 14 quater A** (*art. L. 420-5 du code de commerce - Signature obligatoire d'un accord territorial sur la pratique des commercialisations à bas prix*) (p. 352). - **Article 17 (supprimé)** (*art. 1er de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses mesures d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations - Discrimination en raison de la domiciliation bancaire*) (p. 357). (p. 357). - **Article 19 (supprimé)** (*Expérimentation d'un Small business act outre-mer*) (p. 361). - **Article 20 A (supprimé)** (*loi n° 83-550 du 30 juin 1983 relative à la commémoration de l'abolition de l'esclavage - Journée nationale de commémoration de la traite, de l'esclavage et de leurs abolitions et journée nationale en hommage aux victimes de l'esclavage colonial*) (p. 364).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2017) - **Articles additionnels après l'article 34 sexies** (p. 423). (p. 425). - **Article 52** (*Extension des enquêtes statistiques réalisées par l'État et ses établissements publics aux collectivités d'outre-mer régies par l'art. 74 de la Constitution et à la Nouvelle-Calédonie*) (p. 454). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 458).

LASSARADE (Florence)
sénatrice (Gironde)
LR

Devenue sénateur le 1er octobre 2017 (en remplacement de M. Gérard César, démissionnaire de son mandat).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 4 octobre 2017.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques le 18 octobre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance relative à l'adaptation des dispositions législatives relatives au fonctionnement des ordres des professions de santé (1er décembre 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance relative à la profession de physicien médical et l'ordonnance relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé (1er décembre 2017).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 717 (2016-2017)] (13 septembre 2017) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 30 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un Pass permis citoyen [n° 38 (2017-2018)] (19 octobre 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées sous tutelle ou sous curatelle [n° 95 (2017-2018)] (16 novembre 2017) - **Famille.**

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 181 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à assurer un égal accès de tous les citoyens aux services publics de l'État et de ses opérateurs [n° 182 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projets de loi ratifiant quatre ordonnances relatives à la santé - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. François Toujas, candidat à la présidence du conseil d'administration de l'Établissement français du sang.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Marie-Caroline Bonnet-Galzy, candidate pressentie à la présidence du conseil d'administration de l'Agence nationale de santé publique.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement - Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA) » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 30 novembre 2017 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition de M. Pierre-Franck Chevet, président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) sur l'état de la sûreté nucléaire et de la radioprotection en France et sur l'activité de l'Autorité en 2016.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la participation dans l'entreprise, l'outil de croissance et les perspectives** - (25 octobre 2017) (p. 4168, 4169).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (14 novembre 2017) - **Article 7** (art. L. 131-9, L. 136-7-1, L. 136-8, L. 162-14-1, art. L. 172-1, art. L. 241-2, art. L. 242-11, art. L. 313-1, art. L. 381-30-4, L. 382-22, art. L. 613-1 [nouveau] et art. L. 621-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. L. 731-25, art. L. 731-35 et art. L. 741-9 du code rural et de la pêche maritime - Hausse de la CSG et suppression de cotisations sociales) (p. 4953). (p. 4953).

LASSERRE (Jean-Jacques)
sénateur (Pyrénées-Atlantiques)
UDI-UC, puis UC

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et développement du biocontrôle (9 février 2017).

Membre titulaire du Conseil supérieur de la coopération.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi ratifiant les ordonnances

LAUFOAULU (Robert)
sénateur (Iles Wallis et Futuna)
LR-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Secrétaire de la délégation sénatoriale aux outre-mer, puis membre le 18 octobre 2017, puis vice-président le 9 novembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer la légitimité démocratique des conseillers communautaires [n° 282 (2016-2017)] (10 janvier 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

n° 2016-1019 du 27 juillet 2016 relative à l'autoconsommation d'électricité et n° 2016-1059 du 3 août 2016 relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Propositions de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires et relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et au développement du biocontrôle - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le processus de paix au Pays basque** - (17 janvier 2017) (p. 268, 269). (p. 269).

- **Question orale sans débat sur l'anonymat des travailleurs sociaux** - (24 janvier 2017) (p. 747). (p. 748).

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à garantir aux personnes en situation de handicap un accès effectif aux lieux ouverts au public [n° 554 (2016-2017)] (15 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 557 (2016-2017)] (18 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à prolonger le délai de validité des habilitations des clercs de notaire [n° 7 (2017-2018)] (5 octobre 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique** [n° 288 (2016-2017)] - (17 janvier 2017) - **Article 3 sexies (Texte non modifié par la commission)** (*Rapports du Gouvernement au Parlement sur la garantie aux populations d'outre-mer de l'effectivité des mêmes droits dans divers domaines*) (p. 293).

- **Suite de la discussion** (18 janvier 2017) - **Article 13 A (supprimé)** (art. L. 3232-7-1 [nouveau] du code de la santé publique - Organisation d'une sensibilisation sur les questions nutritionnelles à l'intention des élèves du primaire) (p. 342). - **Article 18 (Texte non modifié par la commission)** (art. 24 de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer - Élargissement du dispositif de l'aide au fret) (p. 358).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Outre-mer

- (7 décembre 2017) (p. 7468, 7469).

LAUGIER (Michel)
sénateur (Yvelines)
UC-A

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 4 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la politique vaccinale en France [n° 65 (2017-2018)] (7 novembre 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à faciliter la répression des rodéos motorisés [n° 102 (2017-2018)] (21 novembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Médias, livre et industries culturelles : Presse [n° 112 tome 4 fasc. 2 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

Proposition de loi relative à l'amélioration du fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre [n° 151 (2017-2018)] (8 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

LAURENT (Daniel)
sénateur (Charente-Maritime)
LR

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques à partir du 5 octobre 2017 ; membre de la commission jusqu'au 4 octobre 2017.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » - Audition de Mme Françoise Nyssen, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » - Crédits « Audiovisuel » et compte de concours financier « Avances à l'audiovisuel public » - Crédits « Livre et industries culturelles » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Culture » - Audition de Mme Françoise Nyssen, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » - Crédits « Presse » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (4 décembre 2017) (p. 7101).

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 18 octobre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-301 du 14 mars 2016 relative à la partie législative du code de la consommation et n° 2016-351 du 25 mars 2016 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation (12 janvier 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à l'autoconsommation d'électricité et aux énergies renouvelables (26 janvier 2017).

Membre titulaire de la commission supérieure du Crédit maritime mutuel jusqu'au 7 mars 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

Membre de la mission d'information sur Alstom et la stratégie industrielle du pays le 22 novembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à maintenir l'eau et l'assainissement dans les compétences optionnelles des communautés de communes ou des communautés d'agglomération après 2020 [n° 320 (2016-2017)] (21 janvier 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à faciliter le règlement des conséquences pécuniaires du divorce [n° 449 (2016-2017)] (2 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à supprimer le bénéfice de l'âge en cas d'égalité des suffrages entre deux listes arrivées en tête aux élections municipales [n° 475 (2016-2017)] (22 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 557 (2016-2017)] (18 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux certificats de décès [n° 584 (2016-2017)] (21 juin 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique tendant à garantir l'ancrage territorial des sénateurs [n° 634 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à interdire la mention du nom et de la photo de personnes autres que les candidats et suppléants sur les documents de propagande électorale [n° 687 (2016-2017)] (26 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi élargissant les modalités d'intervention de l'action extérieure des collectivités territoriales en matière d'eau, d'assainissement, d'électricité, de gaz et de déchets ménagers [n° 714 (2016-2017)] (11 septembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 717 (2016-2017)] (13 septembre 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à instituer un volontariat international d'enseignement en français [n° 718 (2016-2017)] (14 septembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à renforcer le dispositif de lutte contre l'affichage électoral sauvage [n° 720 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à créer un fonds pour la présence et le rayonnement français à l'étranger [n° 3 (2017-2018)] (2 octobre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à prolonger le délai de validité des habilitations des clercs de notaire [n° 7 (2017-2018)] (5 octobre 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution relative à la création d'une commission d'enquête sur les contrats cadres passés entre le ministère de la défense et Microsoft [n° 27 (2017-2018)] (16 octobre 2017) - **Défense**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à instaurer un Pass permis citoyen [n° 38 (2017-2018)] (19 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à prendre en compte la situation des « Américains accidentés » concernés par le Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA) [n° 64 (2017-2018)] (6 novembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées sous tutelle ou sous curatelle [n° 95 (2017-2018)] (16 novembre 2017) - **Famille**.

Proposition de loi relative à l'amélioration du fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre [n° 151 (2017-2018)] (8 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 181 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer un égal accès de tous les citoyens aux services publics de l'État et de ses opérateurs [n° 182 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 24 janvier 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi ratifiant deux ordonnances relatives à l'autoconsommation d'électricité et aux énergies renouvelables - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à l'autoconsommation d'électricité et relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Henri Poupard-Lafarge, président-directeur général d'Alstom.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - États généraux de l'alimentation - Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*mission commune d'information sur Alstom*) : Constitution.

(*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*mission commune d'information sur Alstom*) : Audition commune avec les organisations syndicales représentées au comité central d'entreprise (CCE) du groupe Alstom.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 410 (2016-2017)]** - (23 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1831, 1832).

- **Débat sur le logement social : « sur quels territoires, comment et pour qui demain ? »** - (26 octobre 2017) (p. 4219).

- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement [n° 43 (2017-2018)]** - (8 novembre 2017) - **Article 6 bis** (*art. L. 651-2 et L. 651-3 [nouveaux] du code de l'énergie - Distribution suffisante de carburants compatibles avec tous les véhicules et engins roulants*) (p. 4448, 4449).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (15 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 5014). (p. 5014, 5015).

- **Proposition de loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations [n° 164 (2017-2018)]** - (18 décembre 2017) - **Article 1er** (*art. 59 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles - Compétences des départements et des régions. Responsabilité limitée des gestionnaires d'ouvrages de protection. Modalités de transfert ou de délégation de la compétence GEMAPI*) (p. 10319). (p. 10320). (p. 10321, 10322). (p. 10322). (p. 10324). (p. 10325). (p. 10325). - **Article additionnel après l'article 6** (*Suppression de la double taxation GEMAPI et ASA par création d'un crédit d'impôt*) (p. 10336). (p. 10337).

LAURENT (Pierre)
sénateur (Paris)
CRC, puis CRCE

Réélu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre plus équitable au sein d'un EPCI le calcul des dotations de compensation dans le contexte d'un transfert de compétence [n° 406 (2016-2017)] (15 février 2017) - **Budget**.

Proposition de loi pour un droit au logement effectif et pour l'interdiction des expulsions sans relogement [n° 479 (2016-2017)] (27 mars 2017) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à préciser les limites du champ de protection d'un brevet concernant une information génétique [n° 515 (2016-2017)] (20 avril 2017) - **Culture**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire le droit à l'interruption volontaire de grossesse dans la Constitution [n° 545 (2016-2017)] (3 mai 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à abroger la loi autorisant la ligne Charles-de-Gaulle Express [n° 552 (2016-2017)] (11 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la protection des enfants et des adolescents face aux effets de la publicité télévisuelle [n° 558 (2016-2017)] (22 mai 2017) - **Éducation**.

Proposition de loi relative à la mise en place d'un moratoire sur la mise en culture des semences de colza et de tournesol tolérantes aux herbicides issues de mutagenèse [n° 564 (2016-2017)] (29 mai 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 600 (2016-2017)] (29 juin 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à renforcer le contrôle sur le commerce des armes et relative à la violation des embargos [n° 695 (2016-2017)] (31 juillet 2017) - **Défense**.

Proposition de loi visant à rétablir le délit d'entrave des directeurs d'établissements publics au fonctionnement du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) [n° 696 (2016-2017)] (31 juillet 2017) - **Fonction publique**.

Proposition de loi visant à réhabiliter la police de proximité [n° 715 (2016-2017)] (11 septembre 2017) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à renforcer la définition des agressions sexuelles et du viol commis sur des mineur.e.s de moins de 15 ans [n° 55 (2017-2018)] (30 octobre 2017) - **Famille**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du lundi 6 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à l'organisation des Jeux olympiques et paralympiques 2024 - Examen des amendements de séance sur les articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de résolution européenne sur la réforme européenne du droit d'auteur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens (COM) de l'Institut français pour la période 2017-2019 - Communication et examen de l'avis de la commission.

Réunion du mercredi 7 juin 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur la réforme des rythmes scolaires - Communication.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Chronologie des médias - Audition conjointe de représentants des producteurs, créateurs, exploitants et distributeurs.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Françoise Nyssen, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Chronologie des médias - Communication.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Désignation des rapporteurs pour avis.

Rentrée universitaire - Audition de M. Gilles Roussel, président de la Conférence des présidents d'université (CPU).

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » - Audition de Mme Françoise Nyssen, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens entre l'État et Campus France pour la période 2017-2020 - Audition de Mme Béatrice Khaiat, directrice générale de Campus France.

Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Laura Flessel, ministre des sports.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » - Crédits « Audiovisuel » et compte de concours financier « Avances à l'audiovisuel public » - Crédits « Livre et industries culturelles » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Culture » - Audition de Mme Françoise Nyssen, ministre de la culture.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Crédits « Sport » et « Jeunesse et vie associative » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines » et « Création et transmission des savoirs et démocratisation de la culture » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conclusions du groupe de travail sur les normes sportives applicables aux collectivités territoriales - Communication.

Projet de « maison commune de la musique » - Audition de M. Roch-Olivier Maistre.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à abroger la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, dite « Loi Travail »** [n° 2016 (155-156)] - (11 janvier 2017) - **Article unique** (p. 81).

- **Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir** [n° 104 (2016-2017)] - (11 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 95).

- **Débat sur le thème « Faut-il réformer le fonctionnement de la zone euro ? »** - (12 janvier 2017) (p. 223, 224).

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (5 juillet 2017) (p. 1936, 1938).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social** [n° 664 (2016-2017)] - (25 juillet 2017) - **Article 1er** (*Habilitation du Gouvernement à prendre diverses ordonnances pour renforcer la place de l'accord d'entreprise*) (p. 3017, 3018). (p. 3021).

- **Suite de la discussion** (26 juillet 2017) - **Article 3** (*Aménagement des règles du licenciement et de certaines formes particulières de travail*) (p. 3117).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur Alstom (I)** - (10 octobre 2017) (p. 3672).

- **Question orale sans débat sur la liaison privée « Charles-de-Gaulle Express »** - (24 octobre 2017) (p. 3963). (p. 3964).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des territoires ruraux** - (23 novembre 2017) (p. 6330).

- **Projet de loi de finances pour 2018** [n° 107 (2017-2018)]

Seconde partie :

Sport, jeunesse et vie associative

- (29 novembre 2017) (p. 6890, 6891).

- **Proposition de loi visant à réhabiliter la police de proximité** [n° 133 (2017-2018)] - (13 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 9556). - **Article 3** (*Création d'une direction générale de la police de proximité au ministère de l'intérieur*) (p. 9561, 9562).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'audiovisuel public** - (14 décembre 2017) (p. 9644). (p. 9645).

LAUREY (Nuihau)
sénateur (Polynésie française)
UDI-UC-A, puis UC-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer jusqu'au 30 septembre 2017.

LAVARDE (Christine)
sénateur (Hauts-de-Seine)
LR

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 18 octobre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2017 (9 novembre 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 (7 décembre 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2018 (7 décembre 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2017 (14 décembre 2017).

Membre titulaire du conseil d'administration du Fonds pour le développement de l'intermodalité dans les transports le 13 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Investissements d'avenir [n° 108 tome 3 annexe 17 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 643 (2016-2017)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 645 tome 2 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Budget**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Outre-mer [n° 108 tome 3 annexe 20 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 26 octobre 2017 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Constitution du bureau de la délégation.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des principaux éléments de l'équilibre sur le projet de loi de finances pour 2018 - Tome I du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Investissements d'avenir » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Justice » (et article 57 ter) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » (et article 49 B) - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Économie » et compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 bis) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et articles 53, 54 à 54 quater) - Comptes d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », « Transition énergétique » et « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (FACÉ) » - Programmes « Infrastructures et services de

transports » et « Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture » et compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » - Programme « Expertise, information géographique et météorologie » et budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen des rapports spéciaux.

Projet de loi de finances pour 2018 - Missions « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », « Crédits non répartis », « Action et transformation publiques » - Compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 28 novembre 2017 (*commission des finances*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Eric Lombard, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de directeur général de la Caisse des dépôts et consignations (CDC).

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 bis) - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 14 décembre 2017 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Programme de travail pour 2018.

Réunion du vendredi 15 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 19 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen du rapport, en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les ressources des collectivités** - (10 octobre 2017) (p. 3676, 3677). (p. 3677).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]**

Quatrième partie :

- (17 novembre 2017) - **Article 40** (*art. L. 161-37, L. 161-38, L. 162-17-9 [nouveau], L. 162-19-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale ; art. L. 5122-17 [nouveau], L. 5213-1 à L. 5213-4, L. 5223-1 à L. 5223-5, L. 6143-7 du code de la santé publique - Dispositions diverses relatives à la qualité, à la promotion et la pertinence de l'utilisation des produits de santé*) (p. 5298, 5299). - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 5310). (p. 5310).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Première partie :

- (24 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 6 quater** (p. 6436).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 6493). (p. 6496).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 6672). (p. 6675). - **Article 19** (*Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public*) (p. 6689). (p. 6692). (p. 6692, 6693). (p. 6693). (p. 6693). (p. 6693). (p. 6694).

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie du projet de loi** (p. 6768, 6769).

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 60** (*Imputation comptable de la compensation des départements aux métropoles en cas de transfert de compétences*) (p. 6847). - **Article 61** (*art. L. 2336-1, art. L. 2336-3, art. L. 2336-6, art. L.3335-1, art. L. 3335-3, art. L. 4332-9 du code général des collectivités territoriales, art. 166 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 - Modification des règles de répartition des dispositifs de péréquation horizontale*) (p. 6857). (p. 6859). (p. 6859, 6860).

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (30 novembre 2017) - en remplacement de M. Albéric de Montgolfier, rapporteur (p. 6903, 6904).

Écologie, développement et mobilité durables

- (1er décembre 2017) (p. 7010, 7011).

Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres

- (1er décembre 2017) - **État D** (p. 7027, 7028).

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (4 décembre 2017) - **État B** (p. 7072). (p. 7072).

Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : Participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Investissements d'avenir - Remboursements et dégrèvements

- (6 décembre 2017) (p. 7371, 7372).

Articles non rattachés

- (8 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 7530). (p. 7531).

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 7771). - **Article 47 bis (nouveau)** (*Création d'une indemnité compensatrice de la hausse de la CSG pour les agents publics*) (p. 7811). (p. 7812).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 155 (2017-2018)]** - (14 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 9662, 9663).

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2017) - **Article liminaire** (*Prévision de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques pour l'année 2017*) (p. 9716). (p. 9716). - **Article 9** (*art. 204 C, 204 D, 204 F, 204 G, 204 H, 302 decies (nouveau), 1729 G et 1759-0 A du code général des impôts, art. L. 136-6-1 du code de la sécurité sociale et art. 60 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 - Aménagement du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu*) (p. 9749). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 9752, 9753). (p. 9753). - **Article additionnel après l'article 13 sexes** (p. 9770). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 9774). (p. 9774). (p. 9775). (p. 9775). - **Article 16 ter (nouveau)** (*art. 150 U du code général des impôts - Mesures fiscales en faveur de la libération du foncier*) (p. 9784). - **Article additionnel après l'article 16 quater** (*Octroi de prêts à taux réduit et plafonné fixé par décret*) (p. 9787). - **Article 17** (*art. 1406, art. 1409, art. 1495, art. 1497, art. 1498, art. 1502, art. 1504, art. 1505, art. 1506, art. 1506 bis [nouveau], art. 1507, art. 1508,*

art. 1516, art. 1517, art. 1518, art. 1518 bis, art. 1518 ter [nouveau], art. 1518 A ter, art. 1518 A quinquies [nouveau], art. 1518 E [nouveau], art. 1518 F [nouveau], art. 1650 B [nouveau], art. 1650 C [nouveau], art. 1651 E, art. 1729 C du code général des impôts, art. L. 175 et art. L. 201 D [nouveau] du livre des procédures fiscales et art. 34 de la loi n° 2010-1658 de finances rectificative pour 2010 - Codification de l'article 34 de la loi de finances rectificative pour 2010 et aménagement de certaines dispositions relatives à la révision des valeurs locatives des locaux professionnels) (p. 9794). (p. 9795). - **Articles additionnels après l'article 17 bis** (p. 9798). (p. 9800). - **Article 17 ter (nouveau)** (art. 1647-0 B septies du code général des impôts - Suppression de la participation au plafonnement en fonction de la valeur ajoutée concernant la contribution économique territoriale à compter du 1er janvier

2017) (p. 9801). (p. 9801). - **Article 20** (art. L. 115-6, L. 115-7, L. 115-9 et L. 115-13 du code du cinéma et de l'image animée - Sécurisation de l'assiette de la taxe sur les services de télévision due par les éditeurs) (p. 9810, 9811). - **Article 22** (art. 1590 du code général des impôts [nouveau] - Fiscalité relative à l'exploration des gîtes géothermiques) (p. 9817). - **Article 24** (art. 440 bis du code des douanes et III de l'art. 1727 du code général des impôts - Réduction du taux de l'intérêt de retard et de l'intérêt moratoire) (p. 9842). - **Articles additionnels après l'article 28 bis** (p. 9856). (p. 9857). (p. 9857). - **Articles additionnels après l'article 28 septies** (p. 9859).

LE DRIAN (Jean-Yves)
ministre de la défense
(jusqu'au 18 mai 2017)
ministre de l'Europe et des affaires
étrangères
(à partir du 17 mai 2017)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de Sainte-Lucie et de la convention d'extradition entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de Sainte-Lucie [n° 576 (2016-2017)] (7 juin 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Projet de loi autorisant la ratification de la convention internationale sur les normes de formation du personnel des navires de pêche, de délivrance des brevets et de veille (STCW-F) [n° 582 (2016-2017)] (14 juin 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Projet de loi autorisant la ratification de la convention n° 184 de l'Organisation internationale du travail relative à la sécurité et la santé dans l'agriculture [n° 597 (2016-2017)] (28 juin 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Projet de loi autorisant la ratification du traité d'extradition entre la République française et la République socialiste du Viet Nam et du traité d'entraide judiciaire en matière pénale entre la République française et la République socialiste du Viet Nam [n° 614 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à la fiscalité applicable dans l'enceinte de l'aéroport de Bâle-Mulhouse [n° 36 (2017-2018)] (18 octobre 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Projet de loi autorisant l'approbation du protocole additionnel à l'accord du 9 octobre 1997 entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à la coopération dans leurs zones frontalières entre les autorités de police et les autorités douanières concernant l'emploi transfrontalier d'aéronefs [n° 62 (2017-2018)] (2 novembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Congo relatif à l'activité professionnelle salariée des personnes à charge des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre, de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République d'Équateur sur l'emploi salarié des personnes à charge des membres des missions officielles, et de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Pérou relatif à l'activité rémunérée des membres des familles des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre [n° 66 (2017-2018)] (7 novembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'avenir de l'Union européenne** - (11 octobre 2017) (p. 3753, 3757).

- **Projet de loi de finances pour 2018** [n° 107 (2017-2018)]

Seconde partie :

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (4 décembre 2017) (p. 7126, 7127).

Action extérieure de l'État

- (4 décembre 2017) (p. 7142, 7144). - **État B** (p. 7145). (p. 7146). (p. 7148). (p. 7154). (p. 7156).

LE FOLL (Stéphane)
ministre de l'agriculture, de
l'agroalimentaire et de la forêt, porte-
parole du Gouvernement
(jusqu'au 18 mai 2017)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la politique nationale en faveur de la préservation des abeilles** - (24 janvier 2017) (p. 727, 728).
- **Question orale sans débat sur la défense de l'appellation « calisson d'Aix-en-Provence »** - (24 janvier 2017) (p. 728, 729).
- **Question orale sans débat sur l'allocation de rentrée scolaire des mineurs placés volontairement** - (24 janvier 2017) (p. 729).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le financement des groupements de défense sanitaire** - (26 janvier 2017) (p. 985, 986).

LE MAIRE (Bruno)
ministre de l'économie
(du 17 mai 2017 au 19 juin 2017)
ministre de l'économie et des finances
(à partir du 21 juin 2017)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'économie et l'emploi** - (6 juillet 2017) (p. 1965).
- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 645 (2016-2017)]** - (20 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 2836, 2839). (p. 2860, 2861).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'aéroport Toulouse-Blagnac** - (31 octobre 2017) (p. 4265).
- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 67 (2017-2018)]** - (9 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4744, 4746). (p. 4754, 4755). - **Article 1er** (Instauration d'une contribution exceptionnelle sur l'impôt sur les sociétés pour les sociétés réalisant plus de 1 milliard d'euros de chiffre d'affaires et d'une contribution additionnelle à cette dernière pour les sociétés réalisant plus de 3 milliards d'euros de chiffre d'affaires) (p. 4758). (p. 4759). (p. 4760). (p. 4760). (p. 4762). (p. 4763). (p. 4763). - **Article 3 et état A annexé** (Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 4771). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 4772). (p. 4773).
- **Nouvelle lecture [n° 84 (2017-2018)]** - (14 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4893, 4895).

- **Proposition de loi relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et au développement du biocontrôle [n° 345 (2016-2017)]** - (7 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1236, 1238). - **Article 1er** (art. L. 143-15-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Obligation pour les sociétés d'acquérir des terres agricoles à travers une société de portage foncier) (p. 1249, 1250). (p. 1251). (p. 1253). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 143-1 du code rural et de la pêche maritime - Droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural en cas de cession partielle de parts ou actions de sociétés agricoles) (p. 1254). - **Article additionnel après l'article 7 bis** (p. 1256). - **Article 8 A (nouveau)** (art. L. 253-7 du code rural et de la pêche maritime - Possibilité d'utilisation de produits phytopharmaceutiques conventionnels faute d'efficacité des produits de substitution) (p. 1257). (p. 1257, 1258). - **Article 10** (art. L. 254-10 à L. 254-10-8 [nouveaux] du code rural et de la pêche maritime - Mise en place d'un système de certificats d'économie de produits phytopharmaceutiques, CEPP) (p. 1261, 1262). (p. 1263). (p. 1264). - **Article additionnel avant l'article 11** (p. 1264).

- **Commission mixte paritaire [n° 386 (2016-2017)]** - (15 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1516, 1517).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Discussion générale :

- (23 novembre 2017) (p. 6298, 6303). - **Question préalable** (p. 6311).

Première partie :

- (25 novembre 2017) - **Article 10 ter (nouveau)** (art 75, 75 A et 298 bis du code général des impôts - Aménagement de dispositifs fiscaux propres à l'activité agricole) (p. 6519). - **Article additionnel après l'article 10 ter** (Réforme de la déduction pour aléas) (p. 6520, 6521). - **Article 10 quater (nouveau)** (art. 210 F et 1764 du code général des impôts, 10 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 - Prorogation et modification des conditions d'application du taux réduit d'impôt sur les sociétés pour les plus-values de cessions de locaux professionnels transformés en logements) (p. 6527). (p. 6527). (p. 6527). (p. 6528). - **Article 10 sexies (nouveau)** (Maintien jusqu'au 31 décembre 2019 du bénéfice du régime fiscal et social des ZRR pour les communes qui en sont sorties et ne sont pas couvertes par la loi Montagne) (p. 6530). (p. 6533). (p. 6535, 6536). (p. 6536). (p. 6536). - **Article 11** (Mise en œuvre du prélèvement forfaitaire unique) (p. 6548). (p. 6550). (p. 6551). (p. 6551). (p. 6554). (p. 6554). (p. 6556). (p. 6556). (p. 6557). (p. 6557). (p. 6558, 6559). (p. 6560). (p. 6561). (p. 6561). (p. 6561). (p. 6562). (p. 6562). (p. 6562). (p. 6562). (p. 6563). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 6563). - **Article 11 bis (nouveau)** (art. 39 quinquies du code général des impôts - Application du PFU à l'imposition des plus-values professionnelles) (p. 6564). - **Article additionnel après l'article 11 bis** (Rotation des patrimoines dans le cadre familial) (p. 6564). - **Article 11 ter (nouveau)** (art. 150 VK du code général des impôts - Augmentation du taux de la taxe forfaitaire sur la cession des métaux précieux) (p. 6565). - **Articles additionnels après l'article 11 ter** (p. 6566). (p. 6566).

LECONTE (Jean-Yves)
sénateur (Français établis hors de
France (Série 1))
SOCR

Réélu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes ; nouvelle nomination le 5 octobre 2017.

Vice-président de la commission d'enquête sur les frontières européennes, le contrôle des flux des personnes et des marchandises en Europe et l'avenir de l'espace Schengen jusqu'au 12 juin 2017.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion des projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique (26 juillet 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme (5 octobre 2017).

Membre suppléant du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres jusqu'au 30 septembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la réforme de la caisse des Français de l'étranger [n° 553 (2016-2017)] (12 mai 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Les relations entre l'Union européenne et la Turquie : état des lieux [n° 618 (2016-2017)] (6 juillet 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Direction de l'action du Gouvernement, publications officielles et information administrative [n° 114 tome 10 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 3 janvier 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de M. Jean Pisani-Ferry, commissaire général de France stratégie.

Audition de M. Jean-Christophe Dumont, chef de la division des migrations internationales à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Audition de Mme Sara Abbas, directrice du bureau de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) en France.

Réunion du mercredi 4 janvier 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) :

Audition de M. György Károlyi, ambassadeur de Hongrie en France.

Audition de M. Philippe Setton, directeur de l'Union européenne au ministère des affaires étrangères et du développement international, et Mme Laurence Auer, directrice adjointe.

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de S.E. M. Nikolaus Meyer-Landrut, ambassadeur d'Allemagne en France.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de MM. Pierre-Antoine Molina, directeur général, Benoît Brocart, directeur de l'immigration, Raphaël Sodini, directeur de l'asile, de la direction générale des étrangers en France au ministère de l'intérieur.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de M. Fabrice Leggeri, directeur exécutif de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex).

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, sur le Brexit et la refondation de l'Union européenne.

(*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, sur le Brexit et la refondation de l'Union européenne.

(*commission des lois*) : Création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux passeports et aux cartes nationales d'identité (fichier TES) - Audition de M. Bruno Le Roux, ministre de l'intérieur.

(*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de M. Jamil Addou, chef de l'unité soutien asile du bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO).

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Pierre Sellal, ambassadeur, représentant permanent auprès de l'Union européenne, conjointe avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale et les membres français du Parlement européen.

(*commission des lois*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits, sur son rapport annuel d'activité pour 2016.

(*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de M. Patrick Calvar, directeur général de la sécurité intérieure (DGSI) au ministère de l'intérieur.

Réunion du mercredi 15 mars 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Conférence des ambassadeurs.

Réunion du mercredi 29 mars 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Examen du projet de rapport.

Réunion du mardi 4 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique - Examen du rapport et des textes de la commission.

Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le

terrorisme - Audition de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Réunion du jeudi 6 juillet 2017 (*commission des affaires européennes*) : Élargissement - Relations entre l'Union européenne et la Turquie ; rapport d'information de MM. Jean-Yves Leconte et André Reichardt.

Réunion du mardi 11 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 13 juillet 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de S.E. M. Alar Streimann, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire d'Estonie en France.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Gouvernance et approfondissement de la zone euro - Audition de MM. Alberto de Gregorio Merino, directeur « Affaires économiques et financières, budget et fonds structurels » du service juridique du Conseil de l'Union européenne, Jean-Paul Keppenne, conseiller juridique au sein du service juridique de la commission européenne, chargé de la zone euro et des questions économiques, chargé de cours à l'Institut d'études européennes de l'université Saint-Louis de Bruxelles, et Francesco Martucci, professeur de droit européen à l'université Paris II Panthéon-Assas.

(*commission des finances*) : Gouvernance et approfondissement de la zone euro - Audition de MM. Alberto de Gregorio Merino, directeur « Affaires économiques et financières, budget et fonds structurels » du service juridique du Conseil de l'Union européenne, Jean-Paul Keppenne, conseiller juridique au sein du service juridique de la commission européenne chargé de la zone euro et des questions économiques, chargé de cours à l'Institut d'études européennes de l'université Saint-Louis de Bruxelles, et Francesco Martucci, professeur de droit européen à l'université Paris II Panthéon Assas.

Réunion du jeudi 27 juillet 2017 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Paquet « Asile » : communication de MM. Jean-Yves Leconte et André Reichardt.

Politique de coopération - Politique méditerranéenne de l'Union européenne (le cas de l'Algérie) : examen du rapport d'information de M. Simon Sutour.

Politique régionale - Perspectives de la politique de cohésion : communication de M. Philippe Bonnecarrère.

Réunion du mardi 1er août 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi organique pour la confiance dans la vie politique.

Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour la confiance dans la vie politique.

Réunion du mercredi 2 août 2017 (*commission des lois*) : Articles 56 et 13 de la Constitution - Audition de M. Michel Mercier, candidat proposé par le président du Sénat pour siéger au Conseil constitutionnel.

Réunion du vendredi 4 août 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi organique pour la confiance dans la vie politique (nouvelle lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 9 octobre 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme.

Réunion du jeudi 12 octobre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Désignation de rapporteurs.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 19 octobre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Création et composition de groupes de travail internes à la commission.

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice - Proposition de loi organique pour le redressement de la justice - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des lois*) : Audition de Mme Dominique Lottin, candidate proposée par le président du Sénat aux fonctions de membre du Conseil constitutionnel.

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage - Proposition de loi visant à renforcer et rendre plus effectives les sanctions en cas d'installations illégales en réunion sur un terrain public ou privé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 26 octobre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, sur le Conseil européen des 19 et 20 octobre.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes, en commun avec la commission des finances.

(*commission des finances*) : Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative aux modalités de dépôt de candidature aux élections - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Régime électoral du Parlement européen : communication de Mme Fabienne Keller et M. Jean-Yves Leconte.

Justice et affaires intérieures - Proposition de résolution européenne de Mme Nathalie Goulet tendant à la création d'un Tribunal pénal international chargé de juger les djihadistes européens ayant servi avec Daesh : examen du rapport de MM. Jacques Bigot et André Reichardt.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des lois*) : Lois de finances pour 2018 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Contrôle des

investissements étrangers : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Franck Menonville.

Politique étrangère et de défense - État des négociations en vue de la réunification de Chypre : communication de M. Didier Marie.

Transports - Stratégie de l'Union européenne pour le véhicule autonome : rapport d'information de M. René Danesi, Mmes Pascale Gruny, Gisèle Jourda et M. Pierre Médevielle.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (commission des lois) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Programmes « Conseil d'État et autres juridictions administratives » et « Cour des comptes et autres juridictions financières » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (commission des lois) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Économie » - Programme « Développement des entreprises et réglementations » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 14 décembre 2017 (commission des affaires européennes) : Politique de coopération - Partenariat oriental : communication de MM. René Danesi, Pierre Médevielle et André Reichardt.

Réunion du jeudi 21 décembre 2017 (commission des affaires européennes) : Institutions européennes - Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, sur les résultats du Conseil européen des 14 et 15 décembre.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à renforcer les obligations comptables des partis politiques [n° 334 (2016-2017)]** - (1er février 2017) - **Discussion générale** (p. 1130, 1131). - **Article 2 (Transmission et publicité des informations relatives aux prêts consentis et souscrits par les partis et groupements politiques)** (p. 1141).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 592 (2016-2017)]** - (4 juillet 2017) - **Article 1er (Prorogation de l'état d'urgence jusqu'au 1er novembre 2017)** (p. 1891, 1892). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1893).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (10 juillet 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 608 (2016-2017)** (p. 1986, 1988).

- **Suite de la discussion** (11 juillet 2017) - **Article 2 (art. 4 quater de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Prévention et traitement des conflits d'intérêts des parlementaires et modalités de tenue, dans chaque assemblée, d'un registre public des déports)** (p. 2030). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2069). (p. 2074). (p. 2076).

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2017) - **Article 6 bis (nouveau) (Accompagnement des collaborateurs parlementaires licenciés)** (p. 2107). - **Articles additionnels avant l'article 8** (p. 2111). (p. 2111). (p. 2112). - **Article 8 (art. 11, 11-1, 11-2, 11-3, 11-3-1 (nouveau), 11-4, 11-5, 11-7, 11-8, 11-9, 11-10 [nouveau] et 19 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie publique, art. 10 de la loi n° 2017-286 du 6 mars 2017 tendant à renforcer les obligations comptables des partis politiques et des candidats - Encadrement des prêts consentis à des partis et groupements politiques, modalités de certification des comptes des partis et groupement politiques, information de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques et sanctions pénales en cas de violation des règles relatives au financement de la vie**

politique) (p. 2115). (p. 2117). (p. 2117). (p. 2118). (p. 2118). (p. 2121). (p. 2121). - **Article 9 (art. L. 52-7-1 [nouveau], L. 52-8, L. 52-10, L. 52-12, L. 113-1, L. 388, L. 392, L. 393, L. 558-37, L. 558-46 et L. 562 du code électoral et art. 15 de la loi n° 2016-1048 du 1er août 2016 rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales - Encadrement des prêts consentis à des candidats, information de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques et sanctions pénales en cas de violation des règles relatives aux campagnes électorales)** (p. 2126). (p. 2126). (p. 2128). (p. 2128). - **Article 9 bis (nouveau) (art. L. 52-6 et L. 52-6-1 [nouveau] du code électoral - Facilitation de l'ouverture et du fonctionnement du compte bancaire ou postal pour une campagne électorale)** (p. 2132). - **Article 12 (supprimé) (Habilitation à légiférer par ordonnance en vue de la création d'une « banque de la démocratie »)** (p. 2141). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 2159).

- **Projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 608 (2016-2017)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 609 (2016-2017)** - (13 juillet 2017) - **Article 9 (art. 54 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances - Suppression de la réserve parlementaire - Dotation de soutien à l'investissement des communes et de leurs groupements)** (p. 2493, 2494). - **Article 9 bis (nouveau) (Transparence de la réserve ministérielle)** (p. 2505).

- **Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme [n° 630 (2016-2017)]** - (18 juillet 2017) - **Article 2 (art. L. 227-1 et L. 227-2 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Fermeture administrative des lieux de culte)** (p. 2649, 2650). - **Article 3 (art. L. 228-1, L. 228-2, L. 228-3, L. 228-4, L. 228-5, L. 228-6 et L. 228-7 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Régime de contrôle administratif et de surveillance des personnes constituant une menace grave pour la sécurité et l'ordre publics)** (p. 2656). (p. 2663). (p. 2663). (p. 2663). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2668). - **Article 5 (art. 17 de la loi n° 2013-1168 du 18 décembre 2013 relative à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale - Pérennisation du traitement relatif aux données des transporteurs aériens dit « système API-PNR France »)** (p. 2680). - **Article 7 (art. L. 232-4, L. 232-7 et L. 232-7-1 (nouveau) du code de la sécurité intérieure - Création d'un « PNR maritime »)** (p. 2682, 2683). - **Article 8 (art. L. 822-2, L. 852-2 [nouveau], L. 853-2, L. 854-9-1 [nouveau], L. 854-9-2 [nouveau], L. 854-9-3 [nouveau] et L. 871-2 du code de la sécurité intérieure ; art. L. 2371-1 [nouveau] et L. 2371-2 [nouveau] du code de la défense - Surveillance hertzienne)** (p. 2688). - **Article 10 (art. 78-2 du code de procédure pénale ; art. 67 quater du code des douanes - Contrôles d'identité dans les zones frontalières)** (p. 2691, 2692).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le détachement des enseignants à l'étranger** - (20 juillet 2017) (p. 2834).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (27 juillet 2017) - **Articles additionnels après l'article 8 bis** (p. 3227, 3228). (p. 3228).

- **Mise au point au sujet de votes** - (4 août 2017) (p. 3571).

- **Projet de loi organique pour la confiance dans la vie politique - Nouvelle lecture [n° 709 (2016-2017)]** - (4 août 2017) - **Discussion générale** (p. 3580, 3581).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (4 août 2017) (p. 3584).

- **Projet de loi organique pour la confiance dans la vie politique - Nouvelle lecture [n° 709 (2016-2017)] (suite)** - (4 août 2017) - **Article 8 bis** (p. 3587).

- **Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice [n° 34 (2017-2018)]** - (24 octobre 2017) - **Article 9 (art. L. 421-7-1 [nouveau] du code de l'organisation judiciaire - Attribution à la Cour de cassation**

d'un rôle de surveillance des différentes utilisations des données judiciaires mises à la disposition du public (p. 4026, 4027).

- **Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 45 (2017-2018)]** - (31 octobre 2017) - **Discussion générale** (p. 4259, 4260). - **Article 2** (art. 3 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage - *Suppression de la procédure de consignation de fonds à l'encontre des communes et EPCI défallants*) (p. 4279). - **Article 4** (art. 9 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage - *Police spéciale du stationnement des résidences mobiles*) (p. 4284). (p. 4284). - **Article 6** (art. 322-4-1 du code pénal - *Renforcement des sanctions pénales en cas d'occupation en réunion sans titre d'un terrain*) (p. 4288). - **Article 8 (nouveau)** (art. 322-4-2 [nouveau] du code pénal - *Création d'un délit d'occupation habituelle d'un terrain sans titre*) (p. 4292, 4293). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4295).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (14 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 4970). (p. 4971).

- **Débat sur l'avenir de l'Institut français** - (21 novembre 2017) (p. 5416, 5417). (p. 5417).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Première partie :

- (25 novembre 2017) - **Article 12** (*Création de l'impôt sur la fortune immobilière et suppression de l'impôt sur la fortune*) (p. 6577). (p. 6591). - **Article additionnel après l'article 12 bis** (*Inclusion des plans de retraite par capitalisation dans le régime de l'impatriation*) (p. 6613).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2017) - **Article 15** (art. 62 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 - *Modification de l'assiette de la taxe sur les transactions financières*) (p. 6630). (p. 6631). (p. 6634). (p. 6635, 6636). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 6642). (p. 6644, 6645). (p. 6645, 6646). (p. 6647). (p. 6648). (p. 6649). (p. 6649).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les grèves dans les lycées français à l'étranger** - (28 novembre 2017) (p. 6777).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] (suite)**

Seconde partie :

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (30 novembre 2017) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, pour les programmes « Coordination du travail gouvernemental » et (p. 6909).

Action extérieure de l'État

- (4 décembre 2017) - **État B** (p. 7150). (p. 7151). (p. 7154). (p. 7155). - **Articles additionnels après l'article 49 A** (p. 7157). (p. 7158). (p. 7158, 7159). (p. 7159). (p. 7159).

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (5 décembre 2017) - **Article additionnel après l'article 62 quater** (*Rapport du Gouvernement sur l'attestation de contrôle d'identité*) (p. 7214).

Immigration, asile et intégration

- (5 décembre 2017) (p. 7221, 7222). - **Article 57 bis (nouveau)** (art. L. 213-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Clarification de l'obligation, pour le transporteur, de prendre en charge l'étranger dont le refus d'entrée a été prononcé pendant le délai nécessaire à son réacheminement, ainsi que les frais de réacheminement*) (p. 7233). (p. 7234).

Articles non rattachés

- (11 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 46 ter** (p. 7804). - **Article additionnel après l'article 46 septies** (*Rapport sur les conventions fiscales bilatérales*) (p. 7809, 7810). (p. 7810).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 14 et 15 décembre 2017** - (12 décembre 2017) (p. 7859).

- **Proposition de résolution visant à pérenniser et adapter la procédure de législation en commission [n° 135 (2017-2018)]** - (14 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 9622, 9623). - **Article unique** (p. 9630). (p. 9635). (p. 9635, 9636). (p. 9636, 9637). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9640).

LECORNU (Sébastien)
secrétaire d'État auprès du ministre
d'État, ministre de la transition
écologique et solidaire
(à partir du 21 juin 2017)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions**

susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement [n° 9 (2017-2018)] - (10 octobre 2017) - **Discussion générale** (p. 3649, 3652). (p. 3661, 3663). - **Article 2** (*Mise en cohérence de la terminologie utilisée par plusieurs codes*) (p. 3665). (p. 3666). (p. 3668). (p. 3678). (p. 3679, 3680). (p. 3681). (p. 3682, 3683). (p. 3683). (p. 3683). (p. 3685). (p. 3686). (p. 3687). (p. 3688). (p. 3688). (p. 3689). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 3690, 3691). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 3691). (p. 3692). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*Mise en cohérence du code minier sur le sujet de l'autorité environnementale*) (p. 3693). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3694).

- **Question orale sans débat sur les conditions de prise en charge des victimes des cavités souterraines** - (24 octobre 2017) (p. 3957).

- **Question orale sans débat sur la stratégie nationale relative à la présence du loup** - (24 octobre 2017) (p. 3958).

- **Question orale sans débat sur les unités de traitement des ordures ménagères résiduelles** - (24 octobre 2017) (p. 3959, 3960).

- **Question orale sans débat sur les nuisances occasionnées par la ligne à grande vitesse Sud-Europe-Atlantique** - (24 octobre 2017) (p. 3960, 3961).

- **Question orale sans débat sur la ligne à grande vitesse Montpellier-Perpignan** - (24 octobre 2017) (p. 3962, 3963).

- **Question orale sans débat sur la liaison privée « Charles-de-Gaulle Express »** - (24 octobre 2017) (p. 3963, 3964).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la COP23** - (14 novembre 2017) (p. 4915).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'agriculture biologique** - (14 novembre 2017) (p. 4918, 4919).

- **Débat sur le thème « Quelles énergies pour demain ? »** - (22 novembre 2017) (p. 7648, 7650). (p. 7650). (p. 7651). (p. 7651, 7652). (p. 7652). (p. 7653). (p. 7654). (p. 7654). (p. 7655). (p. 7656). (p. 7656). (p. 7657). (p. 7657, 7658). (p. 7658). (p. 7659). (p. 7660). (p. 7660, 7661). (p. 7661). (p. 7662). (p. 7662). (p. 7663).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les énergies positives et la croissance verte** - (28 novembre 2017) (p. 6773, 6774).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 600 (2016-2017)]** - (13 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 9573, 9575).

LEFEBVRE (Nadège)
sénatrice (Oise)
LR

Élue le 24 septembre 2017.

Démissionnaire le 24 novembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable du 4 octobre 2017 au 24 novembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instaurer un Pass permis citoyen [n° 38 (2017-2018)] (19 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

LEFÈVRE (Antoine)
sénateur (Aisne)
LR

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation, puis membre le 18 octobre 2017, puis vice-président le 26 octobre 2017.

Membre titulaire du comité de surveillance de la Caisse d'amortissement de la dette sociale le 13 décembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer la légitimité démocratique des conseillers communautaires [n° 282 (2016-2017)] (10 janvier 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier 2017) - **Anciens combattants**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Pour que le « crime ne paie pas » : consolider l'action de l'AGRASC (Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués) [n° 421 (2016-2017)] (15 février 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à faciliter le règlement des conséquences pécuniaires du divorce [n° 449 (2016-2017)] (2 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à supprimer le bénéfice de l'âge en cas d'égalité des suffrages entre deux listes arrivées en tête aux élections municipales [n° 475 (2016-2017)] (22 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à sécuriser l'établissement des procurations électorales [n° 480 (2016-2017)] (28 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à garantir aux personnes en situation de handicap un accès effectif aux lieux ouverts au public [n° 554 (2016-2017)] (15 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 557 (2016-2017)] (18 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à élargir les missions des comités locaux d'information et de suivi visés à l'article L. 542-13 du code de l'environnement [n° 561 (2016-2017)] (23 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative aux certificats de décès [n° 584 (2016-2017)] (21 juin 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens d'action des maires à l'égard des atteintes faites au patrimoine bâti des communes [n° 603 (2016-2017)] (4 juillet 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi sur la majoration des pensions aux veuves des très grands invalides de guerre dont l'indice de pension était supérieur à 2 000 points à la date du décès [n° 626 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi organique tendant à garantir l'ancrage territorial des sénateurs [n° 634 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 643 (2016-2017)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 645 tome 2 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Budget**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Soigner les détenus : des dépenses sous observation [n° 682 (2016-2017)] (26 juillet 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à simplifier certaines obligations applicables aux collectivités territoriales dans le domaine du service public d'eau potable [n° 703 (2016-2017)] (1er août 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi portant création d'un fonds de dotation pour les territoires ruraux [n° 713 (2016-2017)] (7 septembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à rendre imprescriptibles les crimes et délits sexuels sur mineurs [n° 719 (2016-2017)] (14 septembre 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à renforcer le dispositif de lutte contre l'affichage électoral sauvage [n° 720 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à prolonger le délai de validité des habilitations des clercs de notaire [n° 7 (2017-2018)] (5 octobre 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à la promotion de la cohabitation intergénérationnelle [n° 15 (2017-2018)] (6 octobre 2017) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 30 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instaurer un Pass permis citoyen [n° 38 (2017-2018)] (19 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à prendre en compte la situation des « Américains accidentels » concernés par le Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA) [n° 64 (2017-2018)] (6 novembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées sous tutelle ou sous curatelle [n° 95 (2017-2018)] (16 novembre 2017) - **Famille**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Justice [n° 108 tome 3 annexe 18 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

Proposition de loi tendant à réformer les fonds de garantie des dommages consécutifs à des actes de prévention, de diagnostic ou de soins dispensés au sein des établissements, services ou organismes de santé et de soins [n° 126 (2017-2018)] (4 décembre 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale et aux réunions des commissions départementales d'aménagement commercial [n° 167 (2017-2018)] (13 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission des finances*) : Compétitivité de la place de Paris - Audition de Mme Marie-Anne Barbat Layani, directrice générale de la Fédération bancaire française (FBF), MM. Stéphane Boujnah, président du directoire d'Euronext N.V., Jean-Louis Laurens, ambassadeur de la gestion d'actifs français à l'international, Jean-Frédéric de Leusse, président du directoire d'UBS France, René Proglia, directeur général de Morgan Stanley France, et Mme Odile Renaud-Basso, directrice générale du Trésor.

Réunion du jeudi 9 février 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Alain Lambert, président du Conseil national d'évaluation des normes (CNET), sur le bilan et les perspectives de la simplification normative.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Agence de gestion et de

recouvrement des avoirs saisis et confisqués (AGRASC) - Communication.

Contrôle budgétaire - Gestion et utilisation des aides aux collectivités pour l'électrification rurale - Communication.

Contrôle budgétaire - Réforme de l'administration sous-préfectorale et modalités de maintien de la présence de l'État dans les territoires - Communication.

Réunion du mercredi 29 mars 2017 (délégation aux collectivités territoriales) : Présentation du rapport d'information de MM. Jean-Marie Bockel et Luc Carvounas : « Les collectivités territoriales et la prévention de la radicalisation ».

Réunion du mardi 4 avril 2017 (commission des lois) : Mission sur le redressement de la justice - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 5 juillet 2017 (commission des affaires sociales) : Unités hospitalières spécialement aménagées (UHSA) - Présentation du rapport d'information.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (délégation aux collectivités territoriales) : Revitalisation des centres-villes et des centres-bourgs - Présentation du rapport d'étape de MM. Martial Bourquin et Rémy Pointereau.

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 (commission des finances) : Contrôle budgétaire - Dépenses de santé des personnes détenues - Communication.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (commission des finances) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et articles 50 et 51) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 31 octobre 2017 (commission des finances) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (commission des finances) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et le compte d'affectation spéciale (CAS) « Développement agricole et rural » (et articles 49, 49 bis et 49 ter) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (commission des finances) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Justice » (et article 57 ter) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et article 63) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (commission des finances) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Sécurités » (et article 62 bis) - Programmes « Gendarmerie nationale » et « Police nationale », programme « Sécurité et éducation routière », compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » (et article 66) et programme « Sécurité civile » (et article 62 ter) - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (commission des finances) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Économie » et compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (commission des finances) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » (et articles 57 octies et nonies) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (commission des finances) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » (et articles 52 à 52 sexies) - Examen des rapports spéciaux.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et articles 53, 54 à 54 quater) - Comptes d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », « Transition énergétique » et « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (FACE) » - Programmes « Infrastructures et services de transports » et « Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture » et compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » - Programme « Expertise, information géographique et météorologie » et budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mardi 28 novembre 2017 (commission des lois) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du jeudi 30 novembre 2017 (délégation aux collectivités territoriales) : Groupe de travail sur la simplification des normes sportives - Réglementation applicable aux collectivités territoriales et simplification de normes réglementaires relatives à la pratique et aux équipements sportifs - Proposition de résolution de MM. Dominique de Legge, Christian Manable et Michel Savin.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la présence judiciaire dans l'Aisne** - (25 juillet 2017) (p. 2981, 2982). (p. 2982).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (27 juillet 2017) - **Article 3 (Aménagement des règles du licenciement et de certaines formes particulières de travail)** (p. 3192).

- **Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice [n° 34 (2017-2018)]** - (24 octobre 2017) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 35 (2017-2018)** (p. 4001, 4002). - **Article 27 (art. 132-25, 132-26-1, 132-27 du code pénal et art. 474, 732-15, 723-15-1, 723-17, 723-17-1 et 747-2 du code de procédure pénale - Clarification du régime d'aménagement des peines d'emprisonnement)** (p. 4049).

- **Proposition de loi organique pour le redressement de la justice [n° 35 (2017-2018)]** - (24 octobre 2017) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 34 (2017-2018)** (p. 4001, 4002).

- **Débat sur le logement social : « sur quels territoires, comment et pour qui demain ? »** - (26 octobre 2017) (p. 4222, 4223).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]**

Troisième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 18 (Transferts entre l'État et la sécurité sociale et entre branches de la sécurité sociale)** (p. 5173).

- **Question orale sans débat sur la qualité des infrastructures de transport dans l'Aisne** - (21 novembre 2017) (p. 5391, 5392). (p. 5393).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Discussion générale :

- (23 novembre 2017) (p. 6334).

Première partie :

- (24 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 6385). - **Articles additionnels après l'article 6 quater** (p. 6433). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 6451). - **Article 9** (art. 265, 266 quinquies, 266 quinquies B et 266 quinquies C du code des douanes - Trajectoire de la composante carbone pour la période 2018-2022 et conséquences en matière de tarifs des taxes intérieures de consommation) (p. 6474).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 6514). (p. 6515). - **Article 10 sexies (nouveau)** (Maintien jusqu'au 31 décembre 2019 du bénéfice du régime fiscal et social des ZRR pour les communes qui en sont sorties et ne sont pas couvertes par la loi Montagne) (p. 6529). (p. 6530). (p. 6535). (p. 6536).

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 60** (Imputation comptable de la compensation des départements aux métropoles en cas de transfert de compétences) (p. 6845). (p. 6846).

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (30 novembre 2017) (p. 6907).

Santé

- (30 novembre 2017) (p. 6924, 6925).

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (4 décembre 2017) (p. 7058, 7059). - **État B** (p. 7069). (p. 7078).

Action extérieure de l'État

- (4 décembre 2017) (p. 7138).

Justice

- (5 décembre 2017) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 7244, 7245). - **État B** (p. 7258).

Cohésion des territoires

- (6 décembre 2017) (p. 7308). - **Article 52 (priorité)** (art. L. 351-2, L. 351-3, L. 411-8-1, L. 441-3, L. 441-11, L. 442-2-1 [nouveau] et L. 481-2 du code de la construction, art. L. 542-2 et L. 831-1 du code de la sécurité sociale - Réforme des aides au logement et de la politique des loyers dans le parc social) (p. 7313). - **État B** (p. 7342).

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (7 décembre 2017) (p. 7411). - **Article 49** (Suppression du fonds d'accompagnement de la réforme du micro-bénéfice agricole) (p. 7422).

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7840).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 155 (2017-2018)]** - (15 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 9754). (p. 9754). - **Article 13 ter (nouveau)** (art. 220 octies du code général des impôts - Prorogation du crédit d'impôt pour dépenses de production d'œuvres phonographiques) (p. 9767). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 9778, 9779). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 9796). (p. 9797). - **Article additionnel après l'article 28** (Octroi du bénéfice de l'exonération de TVS, la taxe sur les véhicules de société aux véhicules fonctionnant au superéthanol E85) (p. 9855). (p. 9855).

LEGENDRE (Jacques)
sénateur (Nord)
LR

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre suppléant de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre de la commission d'enquête sur les frontières européennes, le contrôle des flux des personnes et des marchandises en Europe et l'avenir de l'espace Schengen jusqu'au 12 juin 2017.

Membre titulaire du conseil d'administration de Campus France.

Membre titulaire du comité stratégique de la société du canal Seine-Nord Europe le 22 février 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier 2017) - **Anciens combattants**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Institut français : un contrat d'objectifs sans moyens suffisants [n° 419 (2016-2017)] (15 février 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à garantir aux personnes en situation de handicap un accès effectif aux lieux ouverts au public [n° 554 (2016-2017)] (15 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens d'action des maires à l'égard des atteintes faites au patrimoine bâti des communes [n° 603 (2016-2017)] (4 juillet 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à interdire la mention du nom et de la photo de personnes autres que les candidats et suppléants sur les documents de propagande électorale [n° 687 (2016-2017)] (26 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 3 janvier 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de M. Jean-Christophe Dumont, chef de la division des migrations internationales à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Audition de M. Jean-Dominique Giuliani, président du conseil d'administration de la Fondation Robert Schuman.

Audition de M. Yves Bertoin, directeur de l'Institut Jacques Delors.

Audition de Mme Sara Abbas, directrice du bureau de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) en France.

Réunion du mercredi 4 janvier 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de S.E. M. György Károlyi, ambassadeur de Hongrie en France.

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique étrangère américaine de l'administration Trump - Audition conjointe de Mmes Célia Belin, chercheuse au centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère des affaires étrangères et au centre Thucydide (Paris II), et Maya Kandel, chercheuse associée à l'Institut du monde anglophone de l'université Sorbonne Nouvelle (Paris III), ancienne responsable du programme États-Unis de l'Institut de recherche stratégique de l'école militaire.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Initiative française pour la paix au Proche-Orient - Audition de

M. Ludovic Pouille, directeur adjoint d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient au ministère des affaires étrangères et du développement international.

Projet de loi autorisant la ratification du protocole au traité de l'Atlantique Nord sur l'accession du Monténégro - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens (COM) pour la période 2017-2019 - Audition de M. Bruno Foucher, président de l'Institut français.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant la ratification du protocole additionnel à la convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif aux échanges de jeunes actifs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition conjointe sur la Russie de M. Thomas Gomart, directeur de l'Institut français des relations internationales (IFRI) et Mme Tatiana Kástouéva-Jean, directrice du centre Russie-CEI de l'IFRI.

Contrat d'objectifs et de moyens 2017-2019 de l'Institut français - Communication et examen du projet d'avis de la commission.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Proposition de résolution exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale - Présentation.

Réunion du mercredi 15 mars 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de M. Bruno Le Roux, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 29 mars 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Examen du projet de rapport.

Réunion du mercredi 24 mai 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « Vers les 2 % du PIB pour la défense » - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi autorisant la ratification du protocole au traité de l'Atlantique Nord sur l'accession du Monténégro** [n° 314 (2016-2017)] - (26 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 970, 971).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'olympisme et la langue française** - (9 février 2017) (p. 1398).

de LEGGE (Dominique)
sénateur (Ille-et-Vilaine)
LR

Secrétaire du Sénat à compter du 4 octobre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 4 octobre 2017 ; secrétaire de la commission jusqu'au 3 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission consultative du secret de la défense nationale ; nouvelle nomination le 14 novembre 2017.

Membre suppléant du conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'École nationale d'administration (ENA).

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier 2017) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement.**

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 557 (2016-2017)] (18 mai 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à élargir les missions des comités locaux d'information et de suivi visés à l'article L. 542-13 du code de l'environnement [n° 561 (2016-2017)] (23 mai 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi relative aux certificats de décès [n° 584 (2016-2017)] (21 juin 2017) - **Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 643 (2016-2017)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 645 tome 2 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Budget.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le parc immobilier des armées : quand l'intendance ne peut plus suivre [n° 661 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Défense.**

Proposition de loi visant à interdire la mention du nom et de la photo de personnes autres que les candidats et suppléants sur les documents de propagande électorale [n° 687 (2016-2017)] (26 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à simplifier certaines obligations applicables aux collectivités territoriales dans le domaine du service public d'eau potable [n° 703 (2016-2017)] (1er août 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 717 (2016-2017)] (13 septembre 2017) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dispositif de lutte contre l'affichage électoral sauvage [n° 720 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à la promotion de la cohabitation intergénérationnelle [n° 15 (2017-2018)] (6 octobre 2017) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Défense [n° 108 tome 3 annexe 9 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Réforme de l'administration sous-préfectorale et modalités de maintien de la présence de l'État dans les territoires - Communication.

Réunion du mercredi 31 mai 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Avenir du compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Communication.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des finances*) : Rapport du Gouvernement préparatoire au débat d'orientation des finances publiques (DOFP) - Projet de loi de règlement et d'approbation des comptes de l'année 2016 - Projet de décaler d'un an l'entrée en vigueur du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances et Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Parc immobilier du ministère des armées - Communication.

Projet de décret d'avance, relatif au financement de dépenses urgentes - Communication et adoption de l'avis de la commission.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur, sur le bilan et

les perspectives de la Conférence nationale des territoires réunie le 17 juillet 2017.

Réunion du mercredi 27 septembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Projet de loi de programmation des finances publiques - Audition de MM. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics, et Benjamin Griveaux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du mardi 31 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des missions et de l'article rattaché précédemment examinés et réservés.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » (et articles 52 à 52 sexies) - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du jeudi 30 novembre 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Groupe de travail sur la simplification des normes sportives - Réglementation applicable aux collectivités territoriales et simplification de normes réglementaires relatives à la pratique et aux équipements sportifs - Proposition de résolution de MM. Dominique de Legge, Christian Manable et Michel Savin.

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conclusions du groupe de travail sur les normes sportives applicables aux collectivités territoriales - Communication.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions du rapport d'information** : « Où va l'État territorial ? Le point de vue des collectivités » - (10 janvier 2017) (p. 49).

- **Proposition de loi relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et au développement du biocontrôle [n° 345 (2016-2017)]** - (7 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1248).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (12 juillet 2017) - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 2157). (p. 2159, 2160).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le budget du ministère de la défense** - (20 juillet 2017) (p. 2826). (p. 2827).

- **Débat sur la revue stratégique de défense et de sécurité nationale** - (24 octobre 2017) (p. 3966). (p. 3978). (p. 3978, 3979).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 [n° 57 (2017-2018)]** - (9 novembre 2017) - **Article 10** (*Fixation d'objectifs en matière*

de finances des collectivités territoriales et mise en place d'une procédure de contractualisation) (p. 4723). (p. 4727, 4728). (p. 4728). (p. 4730). (p. 4731). - **Article 14 (texte non modifié par la commission)** (*Plafonnement des restes à payer au niveau atteint en 2017*) (p. 4736). - **Article 25** (*Rapport sur l'exécution de l'objectif d'évolution de la dépense locale*) (p. 4741).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]**

Quatrième partie :

- (16 novembre 2017) - au nom de la commission des finances - **Article 26** (*art. L. 531-2 et L. 531-3 du code de la sécurité sociale et art. 74 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Harmonisation du barème et des plafonds de la PAJE et du complément familial*) (p. 5189). - **Article 35** (*art. L. 162-31-1 et L. 221-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 1433-1 du code de la santé publique, art. 43 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Cadre d'expérimentations pour l'innovation dans le système de santé*) (p. 5231).

- **Débat sur les collectivités locales** - (22 novembre 2017) (p. 7678). (p. 7678).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Discussion générale :

- (23 novembre 2017) (p. 63302).

Première partie :

- (24 novembre 2017) - **Article 3** (*Art. 1407 bis, 1413 bis, 1414, 1414 A, 1414 B, 1414 C (nouveau), 1417, 1605 bis et 1641 du code général des impôts, et L. 173 du livre des procédures fiscales - Dégrèvement de la taxe d'habitation sur la résidence principale*) (p. 6397).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2017) - **Article 10 sexies (nouveau)** (*Maintien jusqu'au 31 décembre 2019 du bénéfice du régime fiscal et social des ZRR pour les communes qui en sont sorties et ne sont pas couvertes par la loi Montagne*) (p. 6535). (p. 6536). - **Article 12** (*Création de l'impôt sur la fortune immobilière et suppression de l'impôt sur la fortune*) (p. 6583, 6584).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 6641). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 6669, 6670). (p. 6670).

Seconde partie :

Défense

- (30 novembre 2017) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 6951, 6953). - **État B** (p. 6969). - **Article additionnel après l'article 52 septies** (*Rapport au parlement sur le coût du Service national universel*) (p. 6970).

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (7 décembre 2017) (p. 7438).

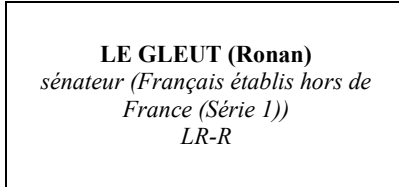
Articles non rattachés

- (8 décembre 2017) - **Article 39 nonies (nouveau)** (*art. 200 quater et 278-0 bis A du code général des impôts - Prorogation et aménagement du crédit d'impôt pour la transition énergétique, CITE*) (p. 7578). - **Article 41 bis (nouveau)** (*art. 1599 bis et 1656 du code général des impôts ; art. 89 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 - Transfert à la métropole de Lyon de la dynamique de CVAE perçue sur son territoire par la région Auvergne-Rhône-Alpes*) (p. 7608). - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 7619).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 155 (2017-2018)]** - (15 décembre 2017) - **Article 9** (*art. 204 C, 204*

D, 204 F, 204 G, 204 H, 302 decies (nouveau), 1729 G et 1759-0 A du code général des impôts, art. L. 136-6-1 du code de la sécurité sociale et art. 60 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 - Aménagement du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu (p. 9748).

Articles additionnels après l'article 16 (p. 9779). (p. 9779, 9780). (p. 9780).



Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 4 octobre 2017.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques le 18 octobre 2017.

Membre titulaire du conseil d'administration de Campus France le 20 décembre 2017.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne le 8 novembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à créer un fonds pour la présence et le rayonnement français à l'étranger [n° 3 (2017-2018)] (2 octobre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à prolonger le délai de validité des habilitations des clercs de notaire [n° 7 (2017-2018)] (5 octobre 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 6 (2017-2018)] autorisant la ratification du protocole sur les privilèges et immunités de la juridiction unifiée du brevet [n° 142 (2017-2018)] (6 décembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi relative à l'amélioration du fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre [n° 151 (2017-2018)] (8 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Joël Barre, délégué général pour l'armement.

Situation internationale - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 151 « Français à l'étranger et affaires consulaires » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition du général François Lecointre, chef d'état-major des armées.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 105 « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 185 « Diplomatie culturelle et d'influence » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition, ouverte à la presse, sur « Les algorithmes au service de l'action publique : le cas du portail admission post-bac (APB) ».

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant la ratification du protocole sur les privilèges et immunités de la juridiction unifiée du brevet - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la revue stratégique de défense et de sécurité nationale** - (24 octobre 2017) (p. 3980).

- **Débat sur l'intelligence artificielle, les enjeux économiques et les cadres légaux** - (25 octobre 2017) (p. 4154). (p. 4155).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018** [n° 63 (2017-2018)] - (14 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 4969). (p. 4971).

- **Débat sur l'avenir de l'Institut français** - (21 novembre 2017) (p. 5420). (p. 5420).

- **Projet de loi de finances pour 2018** [n° 107 (2017-2018)]

Seconde partie :

Action extérieure de l'État

- (4 décembre 2017) - **État B** (p. 7149). (p. 7151). (p. 7152). (p. 7154). (p. 7154).

LELEUX (Jean-Pierre)
sénateur (Alpes-Maritimes)
LR

Secrétaire du Sénat jusqu'au 3 octobre 2017.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 5 octobre 2017 ; membre de la commission jusqu'au 4 octobre 2017.

Membre de la commission des affaires européennes le 5 octobre 2017.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques jusqu'au 17 octobre 2017.

Membre suppléant du comité de suivi de la mise en œuvre des dispositions du titre IV de la loi du 5 mars 2009 relatives au cinéma et autres arts et industries de l'image animée.

Membre suppléant du Conseil national du numérique (formation élargie) jusqu'au 8 décembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

Membre titulaire de la Commission nationale du patrimoine et de l'architecture le 20 juillet 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à prendre en compte la situation des « Américains accidentels » concernés par le Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA) [n° 64 (2017-2018)] (6 novembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Médias, livre et industries culturelles : Audiovisuel et avancées à l'audiovisuel public [n° 112 tome 4 fasc. 1 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

Proposition de loi relative à l'amélioration du fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre [n° 151 (2017-2018)] (8 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 181 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Carole Bienaimé Besse, candidate désignée par le président du Sénat aux fonctions de membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel en application de l'article 4 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication.

Réunion du lundi 6 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à l'organisation des Jeux olympiques et paralympiques 2024 - Examen des amendements de séance sur les articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de résolution européenne sur la réforme européenne du droit d'auteur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens (COM) de l'Institut français pour la période 2017-2019 - Communication et examen de l'avis de la commission.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur la francophonie - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe d'études sur les arts de la scène, les arts de la rue et les festivals en régions - Situation des festivals - Communication.

Réunion du mardi 11 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Éric Léandri, président-fondateur de Qwant.

Chronologie des médias - Audition conjointe de représentants des producteurs, créateurs, exploitants et distributeurs.

Chronologie des médias - Audition conjointe de représentants des télévisions gratuites.

Chronologie des médias - Audition conjointe de représentants des télévisions payantes.

Chronologie des médias - Ouverture par M. Christophe Tardieu, secrétaire général du Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC).

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rapport annuel 2016 du CSA - Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Françoise Nyssen, ministre de la culture.

Organismes extraparlimentaires - Désignations.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Mounir Mahjoubi, secrétaire d'État chargé du numérique.

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Chronologie des médias - Communication.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » - Audition de Mme Françoise Nyssen, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » - Crédits « Audiovisuel » et compte de concours financier « Avances à l'audiovisuel public » - Crédits « Livre et industries culturelles » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Culture » - Audition de Mme Françoise Nyssen, ministre de la culture.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Enseignement scolaire » - Crédits « Enseignement scolaire » et « Enseignement technique agricole » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Transports - Stratégie de l'Union européenne pour le véhicule autonome : rapport d'information de M. René Danesi, Mmes Pascale Gruny, Gisèle Jourda et M. Pierre Médevielle.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Énergie - Union de l'énergie : rapport d'information de MM. Claude Kern et Michel Raison.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Plan national en faveur des nouveaux espaces protégés - Audition de M. Yves Dauge.

Réunion du jeudi 14 décembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Politique de coopération - Partenariat oriental : communication de MM. René Danesi, Pierre Médevielle et André Reichardt.

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de « maison commune de la musique » - Audition de M. Roch-Olivier Maistre.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 608 (2016-2017)]** - (13 juillet 2017) - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 2482).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (4 décembre 2017) (p. 7100, 7101).

- **Question orale sans débat sur la dégradation du climat social au sein de l'Office européen des brevets** - (21 février 2017) (p. 1656, 1657).

- **Question orale sans débat sur le crédit d'impôt recherche et la fermeture des centres de recherche et le développement d'Intel en France** - (21 février 2017) (p. 1657, 1658).

- **Question orale sans débat sur la révision du zonage des zones défavorisées** - (21 février 2017) (p. 1658, 1659).

- **Question orale sans débat sur l'école en milieu rural** - (21 février 2017) (p. 1659, 1660).

- **Question orale sans débat sur les déséquilibres est-ouest dans l'agrément de bureaux en Île-de-France** - (21 février 2017) (p. 1660).

LEMAIRE (Axelle)
secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances, chargée du numérique et de l'innovation (jusqu'au 18 mai 2017)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la téléphonie mobile** - (31 janvier 2017) (p. 1036).

- **Question orale sans débat sur l'augmentation des frais bancaires au 1er janvier 2017** - (21 février 2017) (p. 1655, 1656).

LEMOYNE (Jean-Baptiste)
*secrétaire d'État auprès du ministre de
l'Europe et des affaires étrangères
(à partir du 21 juin 2017)
sénateur (Yonne)
LR-A, puis LaREM
(jusqu'au 22 juillet 2017)*

Devenu membre du Gouvernement le 22 juillet 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 22 juillet 2017.

Membre titulaire du Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire.**

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à abroger la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, dite « Loi Travail » [n° 2016 (155-156)]** - (11 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 69, 70).

- **Projet de loi relatif à la sécurité publique [n° 310 (2016-2017)]** - (24 janvier 2017) - **Article 10** (art. 23-1 [nouveau] et 22 de la loi n° 2015-917 du 28 juillet 2015 actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 - *Expérimentation tendant à la création d'un volontariat militaire d'insertion*) (p. 836).

- **Débat sur le thème « Quel rôle les professions paramédicales peuvent-elles jouer dans la lutte contre les déserts médicaux ? »** - (22 février 2017) (p. 1774, 1775).

- **Débat sur le bilan du « choc de simplification » pour les entreprises** - (23 février 2017) (p. 1806, 1808).

- **Question orale sans débat sur la situation du personnel du lycée Louis-Massignon à Abu Dhabi** - (25 juillet 2017) (p. 2966).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (27 juillet 2017) - **Article 3** (*Aménagement des règles du licenciement et de certaines formes particulières de travail*) (p. 3155). (p. 3156). (p. 3157). (p. 3159). (p. 3162). (p. 3164, 3165). (p. 3170). (p. 3171). (p. 3172). (p. 3173, 3174). (p. 3176). (p. 3180, 3181).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les élus interdits d'entrée en Israël** - (14 novembre 2017) (p. 4914, 4915).

- **Débat sur l'avenir de l'Institut français** - (21 novembre 2017) (p. 5409, 5410). (p. 5410, 5411). (p. 5411). (p. 5412).

(p. 5413). (p. 5413, 5414). (p. 5414). (p. 5415). (p. 5415, 5416). (p. 5416). (p. 5417). (p. 5417, 5418). (p. 5418). (p. 5418, 5419). (p. 5419). (p. 5420). (p. 5420). (p. 5421). (p. 5422). (p. 5422). (p. 5423).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation politique au Cambodge** - (23 novembre 2017) (p. 6329).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Première partie :

- (27 novembre 2017) - **Article additionnel après l'article 14** (art. 238 bis du code général des impôts - *Extension de la réduction d'impôt aux dons effectués aux sociétés d'économie mixte ou aux sociétés d'économie locale agissant dans le domaine du tourisme et de la culture*) (p. 6629). - **Article 15** (art. 62 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 - *Modification de l'assiette de la taxe sur les transactions financières*) (p. 6630, 6631). (p. 6632). (p. 6633). (p. 6634). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 6637). (p. 6637). (p. 6638). (p. 6639). (p. 6639). (p. 6641). (p. 6642). (p. 6643). (p. 6646, 6647). (p. 6647). (p. 6649). (p. 6649). - **Article 16** (art. L. 1613-1, art. L. 2335-3, art. L. 3334-17 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B, art. 1586 B et art. 1648 A du code général des impôts, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 49 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 6 de la loi n° 87-1317 de finances pour 1987 du 30 décembre 1986, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 2, art. 77 et art. 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 de finances pour 2011, art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - *Fixation pour 2018 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL*) (p. 6656, 6657). (p. 6659, 6660).

Seconde partie :

Action extérieure de l'État

- (4 décembre 2017) - **État B** (p. 7149, 7150). (p. 7151). - **Articles additionnels après l'article 49 A** (p. 7157). (p. 7158). (p. 7158). (p. 7159).

- **Question orale sans débat sur la vigilance des entreprises et les droits humains** - (5 décembre 2017) (p. 7166, 7167).

- **Question orale sans débat sur le coût social du gel des contrats aidés des structures médico-sociales et associations relevant du secteur marchand** - (5 décembre 2017) (p. 7167, 7168).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir de la zone euro** - (14 décembre 2017) (p. 9643).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la Syrie** - (19 décembre 2017) (p. 10411).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de Jérusalem** - (19 décembre 2017) (p. 10415).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en Autriche** - (19 décembre 2017) (p. 10417, 10418).

LE NAY (Jacques)
sénateur (Morbihan)
UC

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 18 octobre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 717 (2016-2017)] (13 septembre 2017) - **Agriculture et pêche.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 822 (2015-2016)] autorisant la ratification de l'accord de transport aérien entre les États-Unis d'Amérique, premièrement, l'Union européenne et ses États membres, deuxièmement, l'Islande, troisièmement, et le royaume de Norvège, quatrièmement [n° 47 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de transport aérien entre les États-Unis d'Amérique, premièrement, l'Union européenne et ses États membres, deuxièmement, l'Islande, troisièmement, et le royaume de Norvège, quatrièmement - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le logement social : « sur quels territoires, comment et pour qui demain ? »** - (26 octobre 2017) (p. 4220).

- **Débat sur l'avenir de l'Institut français** - (21 novembre 2017) (p. 5419). (p. 5419).

LENOIR (Jean-Claude)
sénateur (Orne)
LR

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Président de la commission des affaires économiques jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » jusqu'au 12 juin 2017.

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-301 du 14 mars 2016 relative à la partie législative du code de la consommation et n° 2016-351 du 25 mars 2016 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation (12 janvier 2017).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à l'autoconsommation d'électricité et aux énergies renouvelables (26 janvier 2017).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et développement du biocontrôle (9 février 2017).

Membre titulaire de la Commission nationale d'orientation, de suivi et d'évaluation des techniques d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures liquides et gazeux.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à faciliter le règlement des conséquences pécuniaires du divorce [n° 449 (2016-2017)] (2 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 557 (2016-2017)] (18 mai 2017) - **Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 janvier 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1019 du 27 juillet 2016 relative à l'autoconsommation d'électricité et n° 2016-1059 du 3 août 2016 relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de ratification de deux ordonnances relatives à la consommation.

Réunion du mardi 24 janvier 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi ratifiant deux ordonnances relatives à l'autoconsommation d'électricité et aux énergies renouvelables - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des affaires économiques*) : Suivi quinquennal de l'application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Paquet « Énergie » de la commission européenne - Audition de M. Laurent Michel, directeur général de l'énergie et du climat.

Propositions de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires et relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et au développement du biocontrôle - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à l'autoconsommation d'électricité et relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables.

Réunion du mardi 7 février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et au développement du biocontrôle - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-François Carencu, candidat proposé aux fonctions de président du collège de la commission de régulation de l'énergie.

Situation de l'entreprise Alstom - Audition de M. Henri Poupard-Lafarge, président-directeur général d'Alstom.

Vote sur la proposition de nomination aux fonctions de président du collège de la commission de régulation de l'énergie.

Réunion du jeudi 9 février 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et au développement du biocontrôle.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition conjointe de représentants des industries des métiers d'art et du luxe : MM. Pascal Morand, président exécutif de la Fédération française de la couture, du prêt-à-porter des couturiers et des créateurs de mode, Pascal Rousseau, secrétaire général de Richemont Holding France, Francis Chauveau, directeur industriel de Puiforcat, Mme Bernadette Pinet-Cuoq, présidente déléguée de l'Union française de la bijouterie, joaillerie, orfèvrerie, des

pierres et des perles, et M. Jean Cassegrain, directeur général de Longchamp.

Réunion du mercredi 15 mars 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Conférence des ambassadeurs.

Réunion du mardi 4 avril 2017 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Audition de MM. Hubert Carré, directeur général du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins (CNPMM), Thierry Missonnier, directeur du fonds régional d'organisation du marché du poisson « FROM Nord » et du pôle Aquimer, et Mme Émilie Gélard, juriste au CNPMM, également en charge des relations publiques et de la communication.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de MM. Hubert Carré, directeur général du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins (CNPMM), Thierry Missonnier, directeur du fonds régional d'organisation du marché du poisson « FROM Nord » et du pôle Aquimer, et Mme Émilie Gélard, juriste au CNPMM, également en charge des relations publiques et de la communication.

Réunion du mardi 6 juin 2017 (*commission des affaires économiques*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Impact économique et juridique de la normalisation volontaire - Présentation du rapport d'information.

Proposition de résolution européenne sur le paquet « Énergie » - Communication.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Évaluation de l'application de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine - Examen du rapport.

Rapport fait au nom de l'office parlementaire des choix scientifiques et technologiques intitulé : « Pour une intelligence artificielle maîtrisée, utile et démystifiée » - Présentation.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conséquences du froid sur la production d'électricité** - (17 janvier 2017) (p. 269). (p. 270).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1019 du 27 juillet 2016 relative à l'autoconsommation d'électricité et n° 2016-1059 du 3 août 2016 relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables [n° 286 (2016-2017)]** - (24 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 766, 767). - **Article 3 (art. L. 341-2 et L. 342-12 du code de l'énergie - Prise en charge par la collectivité d'une partie des coûts de raccordement des installations de production d'électricité renouvelable)** (p. 775).

- **Président de la commission des affaires économiques - Articles additionnels après l'article 3** (p. 783).

- **Commission mixte paritaire [n° 361 (2016-2017)]** - (15 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1534, 1535).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique économique** - (23 février 2017) (p. 1820). (p. 1821).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664**

(2016-2017)] - (24 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 2921, 2922).

LÉONHARDT (Olivier)
sénateur (Essonne)
RDSE

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 4 octobre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi sur le régime de l'exécution des peines des auteurs de violences conjugales [n° 621 (2016-2017)] (11 juillet 2017) - **Famille**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre auprès du ministre

d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports ferroviaires, collectifs et fluviaux » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à simplifier certaines obligations applicables aux collectivités territoriales dans le domaine du service public d'eau potable [n° 32 (2017-2018)]** - (26 octobre 2017) - **Discussion générale** (p. 4228, 4229).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 155 (2017-2018)]** - (15 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 23 octies** (p. 9837).

LEPAGE (Claudine)
sénatrice (Français établis hors de France (Série 2))
SOCR

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 5 octobre 2017 ; vice-présidente de la commission jusqu'au 4 octobre 2017.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017, puis vice-présidente le 26 octobre 2017.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger ; nouvelle nomination le 20 décembre 2017.

Membre titulaire de la Commission nationale des bourses de l'agence pour l'enseignement français à l'étranger.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut français.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : Francophonie : un projet pour le 21^e siècle [n° 436 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article premier de la Constitution pour y inscrire le principe d'égalité devant la loi sans distinction de sexe [n° 454 (2016-2017)] (8 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de loi relative à la réforme de la caisse des Français de l'étranger [n° 553 (2016-2017)] (12 mai 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi organique visant à améliorer la qualité des études d'impact des projets de loi [n° 610 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instituer le Conseil parlementaire d'évaluation des politiques publiques et du bien-être [n° 611 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi pour une meilleure protection des mineur.e.s victimes de viol et des autres agressions sexuelles [n° 53 (2017-2018)] (26 octobre 2017) - **Justice**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Carole Bienaimé Besse, candidate désignée par le président du Sénat aux fonctions de membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel en application de l'article 4 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens (COM) pour la période 2017-2019 - Audition de M. Bruno Foucher, président de l'Institut français.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens (COM) de l'Institut français pour la période 2017-2019 - Communication et examen de l'avis de la commission.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur la francophonie - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rapport annuel 2016 du CSA - Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Françoise Nyssen, ministre de la culture.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Marlène Schiappa, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Mounir Mahjoubi, secrétaire d'État chargé du numérique.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens entre l'État et Campus France pour la période 2017-2020 - Audition de Mme Béatrice Khaiat, directrice générale de Campus France.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur le programme de travail de la délégation.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Action extérieure de l'État » -

LE ROUX (Bruno)
ministre de l'intérieur
(jusqu'au 18 mai 2017)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions du rapport d'information : « Où va l'État territorial ? Le point de vue des collectivités »** - (10 janvier 2017) (p. 49, 51).

Examen du rapport pour avis - Contrat d'objectifs et de moyens entre l'État et Campus France pour la période 2017-2020 - Communication - Examen de l'avis.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Laurence Rossignol, ancienne ministre des familles, de l'enfance et des droits des femmes, membre de la délégation, sur les 4e et 5e plans de mobilisation et de lutte contre toutes les violences faites aux femmes.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs - Deuxième lecture [n° 381 (2016-2017)] - (15 février 2017) - Article 14 (Texte non modifié par la commission) (art. L. 331-6 du code de l'éducation - Promotion du sport de haut niveau par le réseau de l'Agence pour l'enseignement français) (p. 1559, 1560).**

- **Question orale sans débat sur la situation du personnel du lycée Louis-Massignon à Abu Dhabi - (25 juillet 2017) (p. 2966). (p. 2966, 2967).**

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)] - (14 novembre 2017) - Articles additionnels après l'article 7 (p. 4969, 4970). (p. 4971, 4972).**

- **Débat sur l'avenir de l'Institut français - (21 novembre 2017) (p. 5414).**

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Action extérieure de l'État

- (4 décembre 2017) - **État B** (p. 7148).

Autorisations budgétaires

- (8 décembre 2017) - **Article 35** (*Plafonds des emplois des établissements à autonomie financière*) (p. 7525). (p. 7526).

Articles non rattachés

- (8 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 7531, 7532). (p. 7532). (p. 7532). - **Article 39** (*art. 199 novovicies et 279-0 bis A du code général des impôts - Prorogation et recentrage de la réduction d'IR en faveur de l'investissement locatif intermédiaire, dispositif « Pinel »*) (p. 7537). (p. 7546).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la délivrance des cartes d'identité par les communes - (12 janvier 2017) (p. 209).**

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le processus de paix au Pays basque - (17 janvier 2017) (p. 269).**

- **Projet de loi relatif à la sécurité publique [n° 310 (2016-2017)] - (24 janvier 2017) - Discussion générale** (p. 791, 794). (p. 799). (p. 806). - **Article 1er** (*art. L. 435-1 [nouveau], L. 214-2, L. 214-3 [abrogé] et L. 511-5-1 [nouveau] du code de la sécurité intérieure, art. 56 et 61 du code des douanes, art. L. 2338-3 du code de la défense, art. 122-4-1 [abrogé] du code pénal et art. 12 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire - Création d'un régime unifié d'usage des*

armes applicable aux membres des forces de sécurité intérieure) (p. 808). (p. 809). (p. 809). (p. 810). (p. 812). - **Article 2** (art. 15-4 [nouveau] du code de procédure pénale et art. 55 bis [nouveau] du code des douanes - Protection de l'identité de certains agents intervenant dans les procédures judiciaires et douanières) (p. 814). (p. 815). (p. 816). (p. 816, 817). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 817). (p. 818). - **Article 6** (art. L. 613-12 du code de la sécurité intérieure - Armement des agents de sécurité privée chargés d'une mission de protection de l'intégrité physique des personnes) (p. 820, 821). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 822). - **Article additionnel après l'article 6 bis** (p. 823). - **Articles additionnels après l'article 6 ter** (p. 823, 824). (p. 824). (p. 825). (p. 826). (p. 826). (p. 827). - **Article 7** (art. 433-5 et 433-7 du code pénal - Aggravation des peines encourues pour le délit d'outrage commis à l'encontre des personnes dépositaires de l'autorité publique) (p. 828). (p. 830). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 830, 831). (p. 832). (p. 832). (p. 832, 833). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 837, 838). (p. 839). (p. 840). (p. 840). (p. 840).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à Aulnay-sous-Bois (I)** - (9 février 2017) (p. 1393).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à Aulnay-sous-Bois (II)** - (9 février 2017) (p. 1394).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le bilan de l'évacuation de la jungle de Calais** - (9 février 2017) (p. 1395, 1396).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation dans les banlieues (II)** - (14 février 2017) (p. 1441).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sécurité** - (14 février 2017) (p. 1442).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la déradicalisation** - (14 février 2017) (p. 1445).

- **Projet de loi relatif à la sécurité publique - Commission mixte paritaire [n° 400 (2016-2017)]** - (16 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1594, 1596). - **Article 11** (p. 1611).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la cybersécurité** - (23 février 2017) (p. 1814).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rassemblement sur le site de Bure** - (23 février 2017) (p. 1814, 1815).

LEROUX (Sébastien)
sénateur (Orne)
LR

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'aménagement du territoire : plus que jamais une nécessité** - (25 octobre 2017) (p. 4189).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (15 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 5030).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]** - (23 novembre 2017) - **Article liminaire** (*Prévisions de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques de l'année 2018, prévisions d'exécution 2017 et exécution 2016*) (p. 6348).

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) - **Article 59** (art. L. 2334-42 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Dotation de soutien à l'investissement local) (p. 6815). (p. 6820). - **Article 60** (art. L. 1613-5-1, art. L. 2113-20, art. L. 2113-22, art. L. 2334-7-3, art. L. 2334-7-3, art. L. 2334-13, art. L. 2334-17, art. L. 2334-21, art. L. 3334-1, art. L. 3334-4, art. L. 3663-9 et art. L. 5214-23-1 du code général des collectivités territoriales - Répartition de la dotation globale de fonctionnement, DGF) (p. 6835). (p. 6835). (p. 6838). (p. 6839). (p. 6840). (p. 6841). - **Article 61** (art. L. 2336-1, art. L. 2336-3, art. L. 2336-6, art. L. 3335-1, art. L. 3335-3, art. L. 4332-9 du code général des collectivités territoriales, art. 166 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 - Modification des règles de répartition des dispositifs de péréquation horizontale) (p. 6858). - **Article 62 bis (nouveau)** (art. 1609 nonies C du code général des impôts - Définition unilatérale de l'attribution de compensation des établissements publics de coopération intercommunale issus de fusion ou ayant changé de périmètre) (p. 6863).

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 4 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 181 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer un égal accès de tous les citoyens aux services publics de l'État et de ses opérateurs [n° 182 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

LEROY (Jean-Claude)
sénateur (Pas-de-Calais)
SOCR

Non réélu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT).

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :

LEROY (Philippe)
sénateur (Moselle)
LR

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire de la commission supérieure du numérique et des postes.

Membre titulaire de la commission de modernisation de la diffusion audiovisuelle.

LEROY (Henri)
sénateur (Alpes-Maritimes)
LR

Devenu sénateur le 1er octobre 2017 (en remplacement de M. Louis Nègre, démissionnaire de son mandat).

Article 13 de la Constitution - Audition de M. Philippe Martin, candidat proposé aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :
Table ronde sur l'état des infrastructures routières et autoroutières, autour de Mme Christine Bouchet, MM. André Broto, Pierre Calvin, Pierre Chasseray et Jean-Claude Luche.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :
Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :
Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer la légitimité démocratique des conseillers communautaires [n° 282 (2016-2017)] (10 janvier 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à faciliter le règlement des conséquences pécuniaires du divorce [n° 449 (2016-2017)] (2 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi organique tendant à garantir l'ancrage territorial des sénateurs [n° 634 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer le 18 octobre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer le dispositif de lutte contre l'affichage électoral sauvage [n° 720 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à la promotion de la cohabitation intergénérationnelle [n° 15 (2017-2018)] (6 octobre 2017) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées sous tutelle ou sous curatelle [n° 95 (2017-2018)] (16 novembre 2017) - **Famille**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - **Sécurités** [n° 114 tome 13 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 181 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Constitution du bureau de la délégation.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur, et Mme Jacqueline Gourault, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Sécurités » - Programmes « Police nationale », « Gendarmerie

nationale » et « Sécurité et éducation routières » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la revue stratégique de défense et de sécurité nationale** - (24 octobre 2017) (p. 3979).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'état des forces de sécurité** - (14 novembre 2017) (p. 4919). (p. 4919).

- **Projet de loi de finances pour 2018** [n° 107 (2017-2018)]

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) (p. 6799, 6800).

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (5 décembre 2017) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, pour les programmes « Police nationale », « Gendarmerie nationale » (p. 7194).

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (6 décembre 2017) - **État B** (p. 7289). (p. 7289).

- **Proposition de loi visant à réhabiliter la police de proximité** [n° 133 (2017-2018)] - (13 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 9555).

- **Débat sur le retour des djihadistes en France** - (13 décembre 2017) (p. 9591). (p. 9591).

LE SCOUARNEC (Michel)
sénateur (Morbihan)
CRC

Non réélu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et développement du biocontrôle (9 février 2017).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre plus équitable au sein d'un EPCI le calcul des dotations de compensation dans le contexte d'un transfert de compétence [n° 406 (2016-2017)] (15 février 2017) - **Budget**.

Proposition de loi pour un droit au logement effectif et pour l'interdiction des expulsions sans logement [n° 479 (2016-2017)] (27 mars 2017) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à préciser les limites du champ de protection d'un brevet concernant une information génétique [n° 515 (2016-2017)] (20 avril 2017) - **Culture**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire le droit à l'interruption volontaire de grossesse dans la Constitution [n° 545 (2016-2017)] (3 mai 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à abroger la loi autorisant la ligne Charles-de-Gaulle Express [n° 552 (2016-2017)] (11 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la protection des enfants et des adolescents face aux effets de la publicité télévisuelle [n° 558 (2016-2017)] (22 mai 2017) - **Éducation**.

Proposition de loi relative à la mise en place d'un moratoire sur la mise en culture des semences de colza et de tournesol tolérantes aux herbicides issues de mutagénèse [n° 564 (2016-2017)] (29 mai 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à renforcer le contrôle sur le commerce des armes et relative à la violation des embargos [n° 695 (2016-2017)] (31 juillet 2017) - **Défense**.

Proposition de loi visant à rétablir le délit d'entrave des directeurs d'établissements publics au fonctionnement du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) [n° 696 (2016-2017)] (31 juillet 2017) - **Fonction publique**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 24 janvier 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi ratifiant deux ordonnances relatives à l'autoconsommation d'électricité et aux énergies renouvelables - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Mobilisation du foncier public en faveur du logement - Présentation du troisième rapport de la CNAUF.

Réunion du mardi 4 avril 2017 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Audition de MM. Hubert Carré, directeur général du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins (CNPMEM), M. Thierry Missonnier, directeur du fonds régional d'organisation du marché du poisson « FROM Nord » et du pôle Aquimer, et Mme Émilie Gélard, juriste au CNPMEM, également en charge des relations publiques et de la communication.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de MM. Hubert Carré, directeur général du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins (CNPMEM), Thierry Missonnier, directeur du fonds régional d'organisation du marché du poisson « FROM Nord » et du pôle Aquimer, et de Mme Émilie Gélard, juriste au CNPMEM, également en charge des relations publiques et de la communication.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Évaluation de l'application de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur, sur le bilan et

les perspectives de la Conférence nationale des territoires réunie le 17 juillet 2017.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique** [n° 267 (2016-2017)] - (11 janvier 2017) - **Article 9 A (nouveau)** (*art. L. 121-10 du code de l'urbanisme - Dérogations à la règle d'urbanisation en continuité dans les communes littorales*) (p. 116). (p. 119).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1019 du 27 juillet 2016 relative à l'autoconsommation d'électricité et n° 2016-1059 du 3 août 2016 relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables** [n° 286 (2016-2017)] - (24 janvier 2017) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 783, 784).

- **Proposition de loi relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et au développement du biocontrôle** [n° 345 (2016-2017)] - (7 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1243, 1244). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 322-2, L. 322-22 et L. 322-24 du code rural et de la pêche maritime et article 793 du code général des impôts - Possibilité d'acquisition, pour les sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural, de plus de 30 % des parts de groupements fonciers agricoles ou ruraux*) (p. 1253).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-301 du 14 mars 2016 relative à la partie législative du code de la consommation et n° 2016-351 du 25 mars 2016 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation et simplifiant le dispositif de mise en œuvre des obligations en matière de conformité et de sécurité des produits et services** - *Commission mixte paritaire* [n° 301 (2016-2017)] - (8 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1366, 1367).

- **Proposition de loi relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et au développement du biocontrôle** - *Commission mixte paritaire* [n° 386 (2016-2017)] - (15 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1519, 1520).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique** [n° 609 (2016-2017)] - (11 juillet 2017) - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 2051). (p. 2052).

LÉTARD (Valérie)
sénatrice (Nord)
UDI-UC, puis UC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 18 octobre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-301 du 14 mars 2016 relative à la partie législative du code de la consommation et n° 2016-351 du 25 mars 2016 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation (12 janvier 2017).

Réélue le 24 septembre 2017.

Secrétaire du Sénat, puis vice-présidente du Sénat à compter du 4 octobre 2017.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale de l'habitat ; nouvelle nomination le 13 décembre 2017.

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article premier de la Constitution pour y inscrire le principe d'égalité devant la loi sans distinction de sexe [n° 454 (2016-2017)] (8 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à réaffirmer le principe d'égalité entre femmes et hommes et à renforcer la laïcité [n° 460 (2016-2017)] (9 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Politique de la ville : une réforme bien engagée mais fragilisée par un manque de moyens [n° 662 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la politique vaccinale en France [n° 65 (2017-2018)] (7 novembre 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à faciliter la répression des rodéos motorisés [n° 102 (2017-2018)] (21 novembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à l'amélioration du fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre [n° 151 (2017-2018)] (8 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Situation de l'entreprise Alstom - Audition de M. Henri Poupert-Lafarge, président-directeur général d'Alstom.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Mobilisation du foncier public en faveur du logement - Présentation du troisième rapport de la CNAUF.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Évaluation de l'application de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Henri Poupert-Lafarge, président-directeur général d'Alstom.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Grivel, directeur

général de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU).

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » (articles 52, 52 bis, 52 ter, 52 quater et 52 quinquies rattachés) - Crédits « Logement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » (articles 52, 52 bis, 52 ter, 52 quater et 52 quinquies rattachés) - Crédits « Logement » - Examen des amendements du rapporteur.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » et article 52 sexies rattaché - Crédits « Politique de la ville » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur le canal Seine-Nord Europe.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation dans les banlieues (II)** - (14 février 2017) (p. 1441). (p. 1442).

- **Débat sur le logement social : « sur quels territoires, comment et pour qui demain ? »** - (26 octobre 2017) (p. 4212).

- **Débat sur la politique de la ville : une réforme bien engagée mais fragilisée par un manque de moyens** - (21 novembre 2017) (p. 5424, 5425). (p. 5434, 5435). (p. 5438).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Première partie :

- (24 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 6 bis** (p. 6420). (p. 6422). - **Articles additionnels après l'article 6 quater** (p. 6429). (p. 6430).

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2017) - **Article 28 et état A** (*Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) (p. 6763).

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (6 décembre 2017) (p. 7300, 7301). - **Article 52 (priorité)** (*art. L. 351-2, L. 351-3, L. 411-8-1, L. 441-3, L. 441-11, L. 442-2-1 [nouveau] et L. 481-2 du code de la construction, art. L. 542-2 et L. 831-1 du code de la sécurité sociale - Réforme des aides au logement et de la politique des loyers dans le parc social*) (p. 7318). (p. 7324). (p. 7331). - **État B** (p. 7342). (p. 7344).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (14 décembre 2017) (p. 9618).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la conférence de consensus sur le logement** - (19 décembre 2017) (p. 10410). (p. 10410).

LÉVRIER (Martin)
sénateur (Yvelines)
LaREM

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 18 octobre 2017.

Membre de la mission d'information sur Alstom et la stratégie industrielle du pays du 22 novembre 2017 au 19 décembre 2017.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 17 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé et M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur le programme de travail de la délégation.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen des amendements.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Laurence Rossignol, ancienne ministre des familles, de l'enfance et des droits des femmes, membre de la délégation, sur les 4e et 5e plans de mobilisation et de lutte contre toutes les violences faites aux femmes.

Réunion du mardi 28 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Travail et emploi » - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Travail et emploi » et compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 30 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

Réunion du mardi 5 décembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean Bassères, candidat proposé par le président de la République à la direction générale de Pôle emploi.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi ratifiant diverses ordonnances pour le renforcement du dialogue social - Table ronde des organisations patronales.

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi ratifiant diverses ordonnances sur la loi d'habilitation à prendre les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'apprentissage** - (14 novembre 2017) (p. 4920, 4921).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (15 novembre 2017) - **Article 8** (art. L. 241-2-1 [nouveau], art. L. 241-13, art. L. 243-6-1, art. L. 243-6-2, art. L. 243-6-3, art. L. 243-6-6 à L. 243-6-8 [nouveaux] et L. 243-7 du code de la sécurité sociale, art. L. 741-1 du code rural et de la pêche maritime - Réduction de cotisation maladie et renforcement des allègements généraux en contrepartie de la suppression du CICE et du CITS) (p. 4997).

Troisième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 13 bis (nouveau)** (art. 1613 ter et 1613 quater du code général des impôts - Modification des contributions sur les boissons sucrées et édulcorées) (p. 5132, 5133). (p. 5140). - **Explications de vote sur l'ensemble de la troisième partie** (p. 5183).

Quatrième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article additionnel après l'article 26 bis** (*Pécule des enfants confiés à l'ASE*) (p. 5199).

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2017) - **Article 44 bis (nouveau)** (art. L. 162-1-21 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. 83 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé - Suppression de la généralisation obligatoire du tiers payant) (p. 5318).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Enseignement scolaire

- (29 novembre 2017) (p. 6873, 6874). - **État B** (p. 6881).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Nouvelle lecture [n° 121 (2017-2018)]** - (1er décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 6982, 6983). - **Question préalable** (p. 6990, 6991).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (7 décembre 2017) (p. 7483, 7484).

- **Débat sur le retour des djihadistes en France** - (13 décembre 2017) (p. 9589).

LHERBIER (Brigitte)
sénateur (Nord)
LR

Élue le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 4 octobre 2017.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République le 18 octobre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 717 (2016-2017)] (13 septembre 2017) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées sous tutelle ou sous curatelle [n° 95 (2017-2018)] (16 novembre 2017) - **Famille.**

Proposition de loi tendant à réformer les fonds de garantie des dommages consécutifs à des actes de prévention, de diagnostic ou de soins dispensés au sein des établissements, services ou organismes de santé et de soins [n° 126 (2017-2018)] (4 décembre 2017) - **Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice - Proposition de loi organique pour le redressement de la justice - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des lois*) : Audition de Mme Dominique Lottin, candidate proposée par le président du Sénat aux fonctions de membre du Conseil constitutionnel.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des lois*) : Missions d'information de la commission - Désignation de rapporteurs.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative aux modalités de dépôt de candidature aux élections - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative aux modalités de dépôt de candidature aux élections - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 28 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Programmes « Conseil d'État et autres juridictions administratives » et « Cour des comptes et autres juridictions financières » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Justice » - Programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Justice » - Programme « Protection judiciaire de la jeunesse » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Justice » - Programmes « Justice judiciaire », « Accès au droit et à la justice », « Conduite et pilotage de la politique de la justice » et « Conseil supérieur de la magistrature » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur le canal Seine-Nord Europe.

(*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Économie » - Programme « Développement des entreprises et régulations » - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi visant à réhabiliter la police de proximité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des lois*) : Prise en charge des djihadistes français et de leurs familles de retour d'Irak et de Syrie - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport portant avis sur la recevabilité de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'expulsion des clandestins** - (17 octobre 2017) (p. 3816).

- **Question orale sans débat sur la réglementation concernant les zones bleues de stationnement** - (5 décembre 2017) (p. 7185). (p. 7185).

- **Projet de loi de finances pour 2018** [n° 107 (2017-2018)]

Seconde partie :

Articles non rattachés

- (11 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 7761, 7762). (p. 7762).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité** [n° 162 (2017-2018)] - (19 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10467, 10468).

LIENEMANN (Marie-Noëlle)
sénatrice (Paris)
SOCR

Réélue le 24 septembre 2017.

Vice-présidente du Sénat à compter du 4 octobre 2017 ; a présidé les séances des 17, 31 octobre, 15, 23 novembre, 1er, 4, 14 et 18 décembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 3 octobre 2017.

Secrétaire de la délégation sénatoriale aux entreprises jusqu'au 17 octobre 2017.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » jusqu'au 12 juin 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-301 du 14 mars 2016 relative à la partie législative du code de la consommation et n° 2016-351 du 25 mars 2016 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation (12 janvier 2017).

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites le 30 novembre 2017.

Membre titulaire de la Commission nationale chargée de l'examen du respect des obligations de logements sociaux jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre suppléant de la Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier jusqu'au 30 septembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique visant à améliorer la qualité des études d'impact des projets de loi [n° 610 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instituer le Conseil parlementaire d'évaluation des politiques publiques et du bien-être [n° 611 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi pour une meilleure protection des mineur.e.s victimes de viol et des autres agressions sexuelles [n° 53 (2017-2018)] (26 octobre 2017) - **Justice.**

Proposition de loi visant à interdire la pratique de la chasse à courre, à cor et à cri [n° 106 (2017-2018)] (22 novembre 2017) - **Environnement.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1019 du 27 juillet 2016 relative à l'autoconsommation d'électricité et n° 2016-1059 du 3 août 2016 relative à la

production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des finances*) : Politiques publiques en faveur de l'inclusion bancaire et de la prévention du surendettement - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projets de loi ratifiant quatre ordonnances relatives à la santé - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 31 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de Mme Marine Jeantet, directrice des risques professionnels à la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires - Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1019 du 27 juillet 2016 relative à l'autoconsommation d'électricité et n° 2016-1059 du 3 août 2016 relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables [n° 286 (2016-2017)]** - (24 janvier 2017) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 784). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 790).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (11 juillet 2017) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2007). - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 2014). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2035). (p. 2036). - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 2048, 2049). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2068, 2069). (p. 2073).

- **Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme [n° 630 (2016-2017)]** - (18 juillet 2017) - **Article 3** (*art. L. 228-1, L. 228-2, L. 228-3, L. 228-4, L. 228-5, L. 228-6 et L. 228-7 [nouveaux]*) du code de la sécurité intérieure - *Régime de contrôle administratif et de surveillance des personnes constituant une menace grave pour la sécurité et l'ordre publics* (p. 2654, 2655). - **Article 4** (*art. L. 229-1, L. 229-2, L. 229-3, L. 229-4, L. 229-5 et L. 229-6 [nouveaux]*) du code de la sécurité intérieure - *Visites domiciliaires et saisies* (p. 2674). - **Article 5** (*art. 17 de la loi n° 2013-1168 du 18 décembre 2013 relative à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale - Pérennisation du traitement relatif aux données des transporteurs aériens dit « système API-PNR France »*) (p. 2680).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (25 juillet 2017) - **Article 1er** (*Habilitation du Gouvernement à prendre diverses ordonnances pour renforcer la place de l'accord d'entreprise*) (p. 3000, 3001). (p. 3008).

(p. 3011). (p. 3017). (p. 3018, 3019). (p. 3024). (p. 3026). (p. 3026). (p. 3026, 3027). (p. 3042). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3047). - **Article 2** (Nouvelle organisation du dialogue social et rénovation de l'exercice des responsabilités syndicales en entreprise) (p. 3048, 3049).

- **Suite de la discussion** (26 juillet 2017) (p. 3066). (p. 3072). (p. 3075). (p. 3091). (p. 3097). (p. 3100, 3101). (p. 3104). - **Article 3** (Aménagement des règles du licenciement et de certaines formes particulières de travail) (p. 3121).

- **Suite de la discussion** (27 juillet 2017) (p. 3160). (p. 3165, 3166). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (Développement de la négociation collective et sécurisation des accords de branche) (p. 3204).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la circulation à Paris** - (26 octobre 2017) (p. 4205).

- **Débat sur le logement social : « sur quels territoires, comment et pour qui demain ? »** - (26 octobre 2017) (p. 4208).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 67 (2017-2018)]** - (9 novembre 2017) - **Article 1er** (Instauration d'une contribution exceptionnelle sur l'impôt sur les sociétés pour les sociétés réalisant plus de 1 milliard d'euros de chiffre d'affaires et d'une contribution additionnelle à cette dernière pour les sociétés réalisant plus de 3 milliards d'euros de chiffre d'affaires) (p. 4763).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (14 novembre 2017) - **Article 7** (art. L. 131-9, L. 136-7-1, L. 136-8, L. 162-14-1, art. L. 172-1, art. L. 241-2, art. L. 242-11, art. L. 313-1, art. L. 381-30-4, L. 382-22, art. L. 613-1 [nouveau] et art. L. 621-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. L. 731-25, art. L. 731-35 et art. L. 741-9 du code rural et de la pêche maritime - Hausse de la CSG et suppression de cotisations sociales) (p. 4935). (p. 4940).

Quatrième partie :

- (17 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 48** (p. 5330). (p. 5331). - **Article 54** (Ondam et sous-Ondam) (p. 5350). (p. 5351). - **Explications de vote sur l'ensemble de la quatrième partie** (p. 5358).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Première partie :

- (24 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 6387). - **Article additionnel après l'article 2 quater** (Exploitation d'installations photovoltaïques) (p. 6390). (p. 6391). - **Article 3** (Art. 1407 bis, 1413 bis, 1414, 1414 A, 1414 B, 1414 C (nouveau), 1417, 1605 bis et 1641 du code général des impôts, et L. 173 du livre des procédures fiscales - Dégrevement de la taxe d'habitation sur la résidence principale) (p. 6395). - **Articles additionnels après l'article 6 bis** (p. 6418). (p. 6418, 6419). (p. 6419). (p. 6421). (p. 6424). (p. 6424). (p. 6426). - **Articles additionnels après l'article 6 ter** (p. 6427, 6428). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 6446). (p. 6449).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2017) - **Article 12** (Création de l'impôt sur la fortune immobilière et suppression de l'impôt sur la fortune) (p. 6581, 6582). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 6605). (p. 6605, 6606). - **Article 14** (Conditions d'assimilation fiscale des sociétés ayant leur siège dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscale) (p. 6618, 6619).

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2017) - **Article 28 et état A** (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 6763).

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (6 décembre 2017) (p. 7306). (p. 7307). - **Article 52 (priorité)** (art. L. 351-2, L. 351-3, L. 411-8-1, L. 441-3, L. 441-11, L. 442-2-1 [nouveau] et L. 481-2 du code de la construction, art. L. 542-2 et L. 831-1 du code de la sécurité sociale - Réforme des aides au logement et de la politique des loyers dans le parc social) (p. 7315). (p. 7330). - **État B** (p. 7340, 7341). (p. 7341).

Articles non rattachés

- (8 décembre 2017) - **Article 39** (art. 199 novovicies et 279-0 bis A du code général des impôts - Prorogation et recentrage de la réduction d'IR en faveur de l'investissement locatif intermédiaire, dispositif « Pinel ») (p. 7543). - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 7552). - **Article 39 nonies (nouveau)** (art. 200 quater et 278-0 bis A du code général des impôts - Prorogation et aménagement du crédit d'impôt pour la transition énergétique, CITE) (p. 7582). (p. 7583). (p. 7584). - **Article 40** (art. L. 31-10-2, L. 31-10-3 et L. 371-4 du code de la construction et de l'habitation ; art. 90 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Prorogation et réforme du prêt à taux zéro, PTZ) (p. 7598). (p. 7598). (p. 7600). - **Article additionnel après l'article 40** (Exonération des droits d'enregistrement des ventes de logements réalisées dans le cadre d'une opération d'accession sociale à la propriété en centre-bourg) (p. 7600, 7601). (p. 7601). - **Articles additionnels après l'article 41** (p. 7604). (p. 7606). - **Article 42** (art. 199 ter C, 220 C, 223 O et 244 quater C du code général des impôts : art. L. 1233-57-3, L. 2313-7-1, L. 2323-12, L. 2323-13, L. 2323-56, L. 2323-57 du code du travail ; art. L. 172 G du livre des procédures fiscales et art. 66 de la loi n° 2012-1510 du 29 décembre 2012 de finances rectificative pour 2012 - Baisse du taux du CICE en 2018 et suppression du crédit d'impôt à compter du 1er janvier 2019) (p. 7610, 7611).

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 45 ter** (p. 7779, 7780). (p. 7780). (p. 7780). - **Articles additionnels après l'article 46 ter** (p. 7802, 7803). (p. 7803, 7804). (p. 7806). (p. 7808).

LIPPIETZ (Hélène)
sénatrice (Seine-et-Marne)
NI

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

Devenue sénateur le 7 août 2017 (en remplacement de Nicole Bricq, décédée le 6 août 2017).

LOISEAU (Nathalie)
*ministre auprès du ministre de l'Europe
et des affaires étrangères, chargée des
affaires européennes
(à partir du 21 juin 2017)*

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'impact des nouvelles sanctions américaines contre la Russie** - (1er août 2017) (p. 3506).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'avenir de l'Union européenne** - (11 octobre 2017) (p. 3770, 3772).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les citoyens français emprisonnés à l'étranger** - (26 octobre 2017) (p. 4199).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique européenne de la pêche** - (23 novembre 2017) (p. 6321, 6322).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'esclavage en Libye** - (23 novembre 2017) (p. 6326, 6327).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Première partie :

- (23 novembre 2017) - **Article 27 (Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne)** (p. 6358, 6360). (p. 6361).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la position de la France en Europe sur le glyphosate** - (28 novembre 2017) (p. 6773).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les grèves dans les lycées français à l'étranger** - (28 novembre 2017) (p. 6777).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 14 et 15 décembre 2017** - (12 décembre 2017) (p. 7844, 7846). (p. 7853). (p. 7857, 7859). (p. 7859, 7860). (p. 7860, 7861). (p. 7861). (p. 7862). (p. 7862).

LOISIER (Anne-Catherine)
*sénatrice (Côte-d'Or)
UDI-UC-R, puis UC-R*

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires économiques à partir du 5 octobre 2017 ; membre de la commission jusqu'au 4 octobre 2017.

Membre de la commission des affaires européennes le 24 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à l'autoconsommation d'électricité et aux énergies renouvelables (26 janvier 2017).

Membre titulaire du Conseil supérieur de la forêt et du bois.

Membre titulaire de l'Observatoire national du suicide jusqu'au 19 septembre 2017.

Membre de la mission d'information sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France jusqu'au 12 juin 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accueil des gens du voyage [n° 694 (2016-2017)] (31 juillet 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi portant création d'un fonds de dotation pour les territoires ruraux [n° 713 (2016-2017)] (7 septembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à rendre imprescriptibles les crimes et délits sexuels sur mineurs [n° 719 (2016-2017)] (14 septembre 2017) - **Famille**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges pesant sur les entreprises [n° 721 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Entreprises**.

Proposition de loi organique relative aux études d'impact des projets de loi [n° 722 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Entreprises**.

Proposition de loi tendant à reconduire le Conseil de la simplification pour les entreprises et à renforcer leur sécurité juridique [n° 723 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Entreprises**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la simplification des normes entravant la vie économique [n° 724 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à faciliter la répression des rodéos motorisés [n° 102 (2017-2018)] (21 novembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - **Économie [n° 109 tome 3 (2017-2018)]** (23 novembre 2017) - **Budget**.

Proposition de loi relative à l'amélioration du fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre [n° 151 (2017-2018)] (8 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 12 janvier 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition des docteurs Zinna Bessa, sous-directrice « Santé des populations et prévention des maladies chroniques », et Philippe Leborgne, adjoint à la cheffe du bureau de la santé mentale, de la Direction générale de la santé (DGS).

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Paquet « Énergie » de la commission européenne - Audition de M. Laurent Michel, directeur général de l'énergie et du climat.

Réunion du jeudi 23 février 2017 (*délégation aux entreprises*) : Examen du rapport d'information de MM. Claude Nougéin et Michel Vaspert relatif à la transmission et à la reprise d'entreprises.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Évaluation de l'application de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Avenir de la politique agricole commune (PAC) : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique du groupe de suivi conjoint avec la commission des affaires économiques.

(*délégation aux collectivités territoriales*) : Revitalisation des centres-villes et des centres-bourgs - Présentation du rapport d'étape de MM. Martial Bourquin et Rémy Pointereau.

(*commission des affaires économiques*) : Groupe de suivi sur la mise en œuvre de la réforme de la politique agricole commune - Examen du rapport.

(*délégation aux entreprises*) : Revitalisation des centres-villes et des centres-bourgs - Présentation du rapport d'étape de MM. Martial Bourquin et Rémy Pointereau.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 27 septembre 2017 (*délégation aux entreprises*) : Communication de Mme Anne-Catherine Loïsier relative au projet de loi n° 578 ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations.

Compte rendu par M. Antoine Karam du déplacement en Guyane du 18 au 21 septembre.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Henri Poupert-Lafarge, président-directeur général d'Alstom.

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Audition de M. Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

(*commission des affaires économiques*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 26 octobre 2017 (*délégation aux entreprises*) : Questions diverses.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes, en commun avec la commission des finances.

(*commission des finances*) : Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - États généraux de l'alimentation - Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (*délégation aux entreprises*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Énergie » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Organismes extraparlimentaires - Désignations.

Questions diverses.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1019 du 27 juillet 2016 relative à l'autoconsommation d'électricité et n° 2016-1059 du 3 août 2016 relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables [n° 286 (2016-2017)]** - (24 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 764, 765).

- **Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre**

Nouvelle lecture [n° 159 (2016-2017)] - (1er février 2017) - **Discussion générale** (p. 1148).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1019 du 27 juillet 2016 relative à l'autoconsommation d'électricité et n° 2016-1059 du 3 août 2016 relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables** - *Commission mixte paritaire* [n° 361 (2016-2017)] - (15 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1531, 1532).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la taxation des poids lourds sur le réseau routier** - (11 juillet 2017) (p. 2020).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations** [n° 23 (2017-2018)] - (17 octobre 2017) - **Discussion générale** (p. 3803, 3804) - **Article 13 (nouveau)** (art. 1343-3 du code civil - *Païement d'une obligation de somme d'argent en devises*) (p. 3836).

- **Question orale sans débat sur la difficulté d'harmonisation de la compétence scolaire dans le cadre de la fusion d'EPCI** - (24 octobre 2017) (p. 3941). (p. 3941).

- **Question orale sans débat sur le régime de la sécurité sociale étudiante** - (21 novembre 2017) (p. 5383). (p. 5384).

- **Projet de loi de finances pour 2018** [n° 107 (2017-2018)]

Première partie :

- (23 novembre 2017) - **Article 27** (*Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne*) (p. 6353, 6354).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 6640, 6641). (p. 6641).

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) - **Article 61** (art. L. 2336-1, art. L. 2336-3, art. L. 2336-6, art. L.3335-1, art. L. 3335-3, art. L. 4332-9 du code général des collectivités territoriales, art. 166 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 - *Modification des règles de répartition des dispositifs de péréquation horizontale*) (p. 6857). (p. 6857). (p. 6858).

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (7 décembre 2017) (p. 7411). - **État B** (p. 7420). - **Article 49 bis (nouveau)** (art. 1604 du code général des impôts - *Affectation des « centimes forestiers »*) (p. 7424).

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (7 décembre 2017) (p. 7430).

LONGEOT (Jean-François)
sénateur (Doubs)
UDI-UC, puis UC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017, puis vice-président le 9 novembre 2017.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité des mesures de compensation des atteintes à la biodiversité engagées sur des grands projets d'infrastructures, intégrant les mesures d'anticipation, les études préalables, les conditions de réalisation et leur suivi jusqu'au 12 juin 2017.

Membre titulaire du conseil d'administration du Fonds pour le développement de l'intermodalité dans les transports jusqu'au 6 décembre 2017.

Membre titulaire du Conseil national de la transition écologique.

Membre de la mission d'information sur Alstom et la stratégie industrielle du pays le 22 novembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à faciliter le règlement des conséquences pécuniaires du divorce [n° 449 (2016-2017)] (2 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article premier de la Constitution pour y inscrire le principe d'égalité devant la loi sans distinction de sexe [n° 454 (2016-2017)] (8 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à réaffirmer le principe d'égalité entre femmes et hommes et à renforcer la laïcité [n° 460 (2016-2017)] (9 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à simplifier la formation de la liste préparatoire des jurés d'assises pour les communes de petite taille [n° 502 (2016-2017)] (6 avril 2017) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête : Compensation des atteintes à la biodiversité : construire le consensus - **Rapport** [n° 517 tome 1 (2016-2017)] (25 avril 2017) - **Aménagement du territoire**.

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête : Compensation des atteintes à la biodiversité : construire le consensus - **Auditions** [n° 517 tome 2 (2016-2017)] (25 avril 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à élargir les missions des comités locaux d'information et de suivi visés à l'article L. 542-13 du code de l'environnement [n° 561 (2016-2017)] (23 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture**.

Proposition de loi sur la majoration des pensions aux veuves des très grands invalides de guerre dont l'indice de pension était supérieur à 2 000 points à la date du décès [n° 626 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à renforcer et rendre plus effectives les sanctions en cas d'installations illégales en réunion sur un terrain public ou privé [n° 680 (2016-2017)] (25 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à interdire la mention du nom et de la photo de personnes autres que les candidats et suppléants sur les documents de propagande électorale [n° 687 (2016-2017)] (26 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accueil des gens du voyage [n° 694 (2016-2017)] (31 juillet 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi portant création d'un fonds de dotation pour les territoires ruraux [n° 713 (2016-2017)] (7 septembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à rendre imprescriptibles les crimes et délits sexuels sur mineurs [n° 719 (2016-2017)] (14 septembre 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à faciliter la répression des rodéos motorisés [n° 102 (2017-2018)] (21 novembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer une taxe sur les transferts de sportifs professionnels [n° 150 (2017-2018)] (8 décembre 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'amélioration du fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre [n° 151 (2017-2018)] (8 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de M. Jean-Paul Naud, co-président, Mme Geneviève Leboutoux, secrétaire du collectif d'élus doutant de la pertinence de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes (CédPA), MM. Christophe Dougé, conseiller régional des Pays de la Loire et adhérent du CédPA, Julien Durand, administrateur et porte-parole de l'association citoyenne intercommunale des populations concernées par le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes (ACIPA), Mme Agnès Belaud, administratrice de l'ACIPA et du CédPA, et M. Sylvain Fresneau, président de l'association de défense des exploitants concernés par l'aéroport (ADECA) et adhérent de l'ACIPA.

Élection du président de la commission d'enquête.

Réunion du jeudi 19 janvier 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de MM. Olivier de Guinaumont, président d'Aliénor, Philippe Thiévent, directeur de CDC biodiversité et Guillaume Benoit, gérant associé de la société RBC projet, assistant maîtrise d'ouvrage environnement d'Aliénor.

Audition de M. Patrick Lantrès, président du comité « TGV réaction citoyenne ».

Audition de M. Romain Dubois, auteur du rapport « Améliorer la séquence Éviter-réduire-compenser », directeur général adjoint de SNCF Réseau.

Réunion du mardi 24 janvier 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de MM. Bernard Godinot, directeur de projet, David Bécart, directeur environnement et développement durable, et Mme Amandine Szurpicky, responsable des mesures

compensatoires de COSEA, concepteur-constructeur de la LGV SEA.

Audition de MM. Marc Bouchery, directeur général du syndicat mixte aéroportuaire du Grand Ouest et Jean-Claude Lemasson, maire de Saint-Aignan-de-Grand-Lieu, vice-président de Nantes métropole et élu du syndicat mixte aéroportuaire du Grand Ouest.

Audition de MM. Pierre Dartout, préfet de la région Nouvelle-Aquitaine, et Patrice Guyot, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Nouvelle-Aquitaine.

Réunion du jeudi 26 janvier 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Bernard Roman, président de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières.

Réunion du mardi 31 janvier 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de MM. Laurent Cavois, président de ligne à grande vitesse Sud Europe Atlantique (LISEA), et Thierry Charlemagne, directeur de l'environnement et du développement durable (LISEA), membre de l'Observatoire environnemental de la ligne à grande vitesse SEA Tours-Bordeaux.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de M. Bruno Gazeau, président, et Mme Anne-Marie Ghémar, vice-présidente de la Fédération nationale des usagers des transports (FNAUT).

Audition de M. Philippe Barbedienne, directeur de la Fédération des sociétés pour l'étude, la protection et l'aménagement de la nature dans le Sud-Ouest (SEPANSO).

Audition de MM. Vincent Le Parc, directeur d'Aéroports du Grand Ouest, Nicolas Brousse, directeur général adjoint chargé de la maîtrise d'ouvrage du futur aéroport du Grand Ouest, et Mme Aurélie Riffart, responsable environnement d'Aéroports du Grand Ouest.

Réunion du mardi 7 février 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition commune de MM. Alain Bernier, président de la fédération départementale de Loire-Atlantique des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA 44), Christophe Sablé, secrétaire général de la chambre régionale d'agriculture des Pays de la Loire, Dominique Deniaud, président de la section locale de Loire-Atlantique de la Confédération paysanne, Cyril Bouligand et Daniel Durand, membres du collectif « Copain 44 ».

Audition de M. Fabien Raynaud, président de la 6e chambre de la section du contentieux du Conseil d'État.

Audition de MM. Dominique Boschet, président de l'Association contre le survol de l'agglomération nantaise (ACSAN), Guillaume Dalmard et André Taméza, membres de l'association « Des ailes pour l'Ouest ».

Audition de MM. Philippe Frin et Michel Mayol, membres du collectif « Naturalistes en lutte ».

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de MM. Henri-Michel Comet, préfet de région, et Philippe Viroulaud, directeur général adjoint de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire.

Audition de MM. Henry Frémont, président, David Froger, chef du pôle environnement et Julien Martinez, chargé de projet environnement de la chambre d'agriculture d'Indre-et-Loire.

Audition de M. Renaud Lagrave, vice-président chargé des infrastructures, des transports et de la mobilité du conseil régional de Nouvelle-Aquitaine.

(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable): Table ronde sur l'état des infrastructures routières et autoroutières, autour de Mme Christine Bouchet, MM. André Broto, Pierre Calvin, Pierre Chasseray et Jean-Claude Luche.

Réunion du jeudi 9 février 2017 *(commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité)*: Audition de M. Benoît Faucheux, vice-président délégué à la transition énergétique et à l'environnement, au conseil régional Centre-Val de Loire.

Audition de M. Rouchdy Kbaier, Mme Claude Brévan, membres de la commission du dialogue, M. Ghislain de Marsily, président, Mme Véronique de Crespin de Billy, et MM. Julien Tournebize et Serge Muller, rapporteurs, du collège des experts scientifiques relatif à l'évaluation de la méthode de compensation des incidences sur les zones humides.

Audition du Conseil national de l'expertise foncière agricole et forestière (CNEFAF): MM. François Paliard, vice-président, Alban le Cour Grandmaison, spécialiste des systèmes géographiques, Gilles Barreau, expert forestier, Thierry Routier, expert foncier et agricole, et Philippe Gourmain, président d'Experts forestiers de France (EFF).

Réunion du mercredi 15 février 2017 *(commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité)*: Audition de M. François Pinte, premier vice-président, et Mme Estelle Sandré-Chardonnel, directrice générale en charge des transports et de l'environnement, du conseil régional des Pays de la Loire.

Audition de MM. Nacer Meddah, préfet de région, et Stéphane Lelièvre, chargé de mission à la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de la région Centre-Val de Loire.

Audition de Mme Anne Guerrero (SNCF Réseau), MM. Joachim Lémeri (Eiffage Concessions), Jean-François Lesigne (Réseau de transport d'électricité, RTE), Mme Laetitia Mahenc (Transports infrastructures gaz France, TIGF) et M. Bertrand Seurret (GRT Gaz), membres du Club infrastructures linéaires et diversité (CILB).

(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable): Proposition de loi visant à la mise en œuvre effective du droit à l'eau potable et à l'assainissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 23 février 2017 *(commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité)*: Audition de MM. Daniel Gilardot, président de la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) de la Vienne, Gustave Talbot, président de Poitou-Charentes nature, et Jean-Louis Jollivet, vice-président de Vienne nature.

Audition de MM. Benoît Biteau, président du conservatoire d'espaces naturels de Poitou-Charentes, Frédéric Breton, directeur du conservatoire d'espaces naturels Centre-Val de Loire, et Emmanuel Michau, administrateur de Réserves naturelles de France.

Réunion du mercredi 1er mars 2017 *(commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité)*: Audition de MM. Fabrice Roussel, vice-président de Nantes métropole, et Stéphane Bois, directeur du pôle métropolitain Nantes-Saint-Nazaire.

Audition de MM. Nicolas Forray, président de la section « Milieu, ressources et risques », Philippe Ledenvic, président de l'Autorité environnementale et Christian Barthod, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts du Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD).

Audition de MM. Philippe Martin, président, et Christophe Aubel, directeur général, de l'Agence française pour la biodiversité (AFB).

Audition de MM. Fabien Quétier, directeur d'études, et Mathias Prat, directeur de production, du bureau d'études Biotope.

Audition de MM. Jean-François Asmodé (OGE), Pascal Fournier (GREGE), Stéphane Pradon (Egis environnement), Mme Rebecca Briot et M. Vincent Guillemot (Dervenn). Audition de Mme Françoise Lavarde, secrétaire générale de la Commission nationale du débat public (CNDP).

Réunion du mercredi 5 avril 2017 *(commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité)*: Examen du projet de rapport.

Réunion du mardi 25 avril 2017 *(commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité)*: Suite de l'examen du projet de rapport.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 *(commission de la culture, de l'éducation et de la communication)*: Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)*: Audition de M. Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)*: Couverture numérique du territoire - Table ronde.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)*: Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)*: Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)*: Projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)*: Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)*: Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)*: Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Biodiversité - transition énergétique » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)*: Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)*: Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 *(mission commune d'information sur Alstom)*: Audition commune avec les organisations syndicales représentées au comité central d'entreprise (CCE) du groupe Alstom.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la sécurité publique [n° 310 (2016-2017)]** - (24 janvier 2017) - **Article 7** (art. 433-5 et 433-7 du code pénal - Aggravation des peines encourues pour le délit d'outrage commis à l'encontre des personnes dépositaires de l'autorité publique) (p. 829).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (1er février 2017) (p. 1128).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la consultation des domaines en matière d'opérations immobilières** - (9 février 2017) (p. 1397). (p. 1398).

- **Proposition de loi visant à la mise en œuvre effective du droit à l'eau potable et à l'assainissement [n° 416 (2016-2017)]** - (22 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1738, 1739).

- **Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 410 (2016-2017)]** - (23 février 2017) - **Articles additionnels après l'article unique** (p. 1839).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (11 juillet 2017) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2074, 2075). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 2080).

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2017) - **Article 5** (art. 110 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - Interdiction, pour une autorité territoriale, de recruter un membre de sa famille comme collaborateur) (p. 2093). (p. 2093). (p. 2093). - **Article 6** (Modalités d'entrée en vigueur des modalités du licenciement des collaborateurs « familiaux » de parlementaires ou d'autorités territoriales) (p. 2099). (p. 2100). - **Articles additionnels avant l'article 8** (p. 2111). (p. 2113). - **Article 4 (supprimé)** (art. L.O. 146 du code électoral - Extension de l'incompatibilité parlementaire applicable aux fonctions de direction exercées au sein d'une société, d'une entreprise ou d'un organisme) (p. 2167).

- **Projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 608 (2016-2017)]** - (13 juillet 2017) - **Articles additionnels avant le chapitre 1er** (p. 2469). (p. 2470).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les transferts obligatoires de compétence en matière d'eau et d'assainissement** - (10 octobre 2017) (p. 3670).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement [n° 9 (2017-2018)]** - (10 octobre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3694).

- **Proposition de loi tendant à simplifier certaines obligations applicables aux collectivités territoriales dans le domaine du service public d'eau potable [n° 32 (2017-2018)]** - (26 octobre 2017) - **Discussion générale** (p. 4230, 4231).

- **Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 45 (2017-2018)]** - (31 octobre

2017) - **Article 3** (art. 9-2 [nouveau] de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage - Organisation des grands rassemblements et des grands passages de gens du voyage) (p. 4280).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]**

Troisième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 13 bis (nouveau)** (art. 1613 ter et 1613 quater du code général des impôts - Modification des contributions sur les boissons sucrées et édulcorées) (p. 5137, 5138). - **Article 18** (Transferts entre l'État et la sécurité sociale et entre branches de la sécurité sociale) (p. 5173).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Discussion générale :

- (23 novembre 2017) (p. 6317).

Première partie :

- (24 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 6 quater** (p. 6434). (p. 6435). (p. 6437).

Seconde partie :

Santé

- (30 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 62 bis** (p. 6932, 6933).

- **Question orale sans débat sur la diminution des budgets des agences de l'eau** - (5 décembre 2017) (p. 7176, 7177). (p. 7177).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] (suite)**

Seconde partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (6 décembre 2017) - **État B** (p. 7286).

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (7 décembre 2017) - **État B** (p. 7442, 7443).

Outre-mer

- (7 décembre 2017) (p. 7464, 7465).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 600 (2016-2017)]** - (13 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 9569, 9570).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'obligation d'accès aux cantines scolaires** - (14 décembre 2017) (p. 9642). (p. 9642).

- **Proposition de loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations - Commission mixte paritaire [n° 190 (2017-2018)]** - (20 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10534).

LONGUET (Gérard)
sénateur (Meuse)
LR

Réélu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017, puis président le 9 novembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer la légitimité démocratique des conseillers communautaires [n° 282 (2016-2017)] (10 janvier 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à maintenir l'eau et l'assainissement dans les compétences optionnelles des communautés de communes ou des communautés d'agglomération après 2020 [n° 320 (2016-2017)] (21 janvier 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier 2017) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 557 (2016-2017)] (18 mai 2017) - **Collectivités territoriales.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication et de la commission des finances : Rythmes scolaires : faire et défaire, en finir avec l'instabilité [n° 577 (2016-2017)] (7 juin 2017) - **Budget.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 643 (2016-2017)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 645 tome 2 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Budget.**

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 30 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un Pass permis citoyen [n° 38 (2017-2018)] (19 octobre 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à prendre en compte la situation des « Américains accidentels » concernés par le Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA) [n° 64 (2017-2018)] (6 novembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Enseignement scolaire [n° 108 tome 3 annexe 14 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget.**

Proposition de loi tendant à réformer les fonds de garantie des dommages consécutifs à des actes de prévention, de diagnostic ou de soins dispensés au sein des établissements, services ou organismes de santé et de soins [n° 126 (2017-2018)] (4 décembre 2017) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale et aux réunions des commissions départementales d'aménagement commercial [n° 167 (2017-2018)] (13 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 181 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à assurer un égal accès de tous les citoyens aux services publics de l'État et de ses opérateurs [n° 182 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 29 mars 2017 (*commission des finances*) : Conclusions du groupe de travail sur le recouvrement de l'impôt à l'heure de l'économie numérique.

Réunion du mercredi 7 juin 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur la réforme des rythmes scolaires - Communication.

(*commission des finances*) : Compétitivité des places financières - Communication.

Réunion du mercredi 27 septembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Projet de loi de programmation des finances publiques - Audition de MM. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics, et Benjamin Griveaux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 31 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des principaux éléments de l'équilibre sur le projet de loi de finances pour 2018 - Tome I du rapport général.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Constitution du bureau.

Examen des suites à donner à la saisine sur le glyphosate.

Validation du programme de travail.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Justice » (et article 57 ter) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

(*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des articles de la première partie - Examen du tome II du rapport général.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition, ouverte à la presse, sur « Les algorithmes au service de l'action publique : le cas du portail admission post-bac (APB) ».

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » (et articles 52 à 52 sexes) - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Présentation du rapport annuel de la Commission nationale d'évaluation des recherches et études relatives à la gestion des matières et déchets radioactifs (CNE).

Réunion du mardi 28 novembre 2017 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Rencontre avec des parlementaires russes sur la politique énergétique.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Missions « Enseignement scolaire », « Sport, jeunesse et vie associative » (et l'article 65), « Pouvoirs publics », « Conseil et contrôle de l'État », « Direction de l'action du Gouvernement » et le budget annexe « Publications officielles et information administrative », « Santé », « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et les articles 63 et 64), « Défense » (et les articles 52 septies et octies) - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 30 novembre 2017 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition de M. Pierre-Franck Chevet, président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) sur l'état de la sûreté nucléaire et de la radioprotection en France et sur l'activité de l'Autorité en 2016.

Communication de M. Bruno Sido, sénateur, sur sa mission en Russie du 2 au 8 avril 2017 sur le thème du changement climatique.

Communication de M. Gérard Longuet, sénateur, président, sur la saisine de la commission des affaires européennes et de la commission des affaires économiques à l'Assemblée nationale sur la question du renouvellement de l'autorisation du glyphosate par les instances européennes.

Réunion du mardi 5 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions - Tome III du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » (et articles 52 à 52 sexes) - Examen définitif.

Réunion du jeudi 7 décembre 2017 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Échange de vues avec M. Rémi Quirion, scientifique en chef du Québec.

Présentation du rapport d'étape de la mission sur l'intelligence artificielle confiée par le Gouvernement à M. Cédric Villani, député, premier vice-président.

Réunion du vendredi 15 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Examen des amendements de séance.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'intelligence artificielle, les enjeux économiques et les cadres légaux** - (25 octobre 2017) (p. 4143). (p. 4143).

- **Proposition de loi tendant à simplifier certaines obligations applicables aux collectivités territoriales dans le domaine du service public d'eau potable [n° 32 (2017-2018)]** - (26 octobre 2017) - **Discussion générale** (p. 4231). - **Article 1er** (*Décalage d'un an de la déclaration des indicateurs de performance*) (p. 4232).

- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement [n° 43 (2017-2018)]** - (7 novembre 2017) - **Article 1er** (*art. L. 111-1, art. L. 111-4 à L. 111-9 [nouveaux] du code minier - Arrêt progressif de la recherche et de l'exploitation des hydrocarbures*) (p. 4381).

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2017) - **Article additionnel après l'article 4** (*Relations entre GRT gaz et l'opérateur de terminaux méthaniers Elengy*) (p. 4431). (p. 4431).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 67 (2017-2018)]** - (9 novembre 2017) - **Article 1er** (*Instauration d'une contribution exceptionnelle sur l'impôt sur les sociétés pour les sociétés réalisant plus de 1 milliard d'euros de chiffre d'affaires et d'une contribution additionnelle à cette dernière pour les sociétés réalisant plus de 3 milliards d'euros de chiffre d'affaires*) (p. 4758, 4759). (p. 4759). (p. 4761). (p. 4762).

- **Nouvelle lecture [n° 84 (2017-2018)]** - (14 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4896).

- **Débat sur le thème « Quelles énergies pour demain ? »** - (22 novembre 2017) (p. 7661). (p. 7661).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Discussion générale :

- (23 novembre 2017) (p. 6306, 6308).

- Au nom de la commission des finances - **Question préalable** (p. 6311).

Discussion générale :

(p. 6316).

Première partie :

- (24 novembre 2017) - **Article 2** (*art. 196 B et 197 du code général des impôts - Indexation du barème de l'impôt sur le revenu (IR) sur l'inflation*) (p. 6376, 6377). (p. 6379, 6380). - **Article 3** (*Art. 1407 bis, 1413 bis, 1414, 1414 A, 1414 B, 1414 C (nouveau), 1417, 1605 bis et 1641 du code général des impôts, et L. 173 du livre des procédures fiscales - Dégrèvement de la taxe d'habitation sur la résidence principale*) (p. 6401). - **Articles additionnels après l'article 6 ter** (p. 6427). (p. 6428, 6429). (p. 6429).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2017) - **Article 9 quater (nouveau)** (*art. 266 quindecies du code des douanes - Elargissement de l'assiette de la TGAP aux biocarburants remplaçant le gazole*) (p. 6504). - **Article 12** (*Création de l'impôt sur la fortune immobilière et suppression de l'impôt sur la fortune*) (p. 6585). (p. 6589). (p. 6591). - **Article 12 quater**

(nouveau) (art. 963 A du code général des impôts [nouveau] - *Taxe additionnelle sur l'immatriculation des voitures de sport*) (p. 6615). - **Article 12 sexies (nouveau)** (art. 1010 bis du code général des impôts - *Durcissement du barème de la taxe additionnelle à la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules d'occasion*) (p. 6616).

Seconde partie :

Enseignement scolaire

- (29 novembre 2017) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 6864, 6865). - **État B** (p. 6878). (p. 6880). (p. 6883). - **Articles additionnels après l'article 55 bis** (p. 6884). (p. 6885).

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (6 décembre 2017) - **État B** (p. 7286).

LOPEZ (Vivette)
sénateur (Gard)
LR

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017, puis vice-présidente le 9 novembre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et autres dispositions en matière sociale et économique (31 janvier 2017).

Membre suppléant du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre titulaire du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi [n° 19 (2016-2017)] de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique [n° 279 (2016-2017)] (10 janvier 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à renforcer la légitimité démocratique des conseillers communautaires [n° 282 (2016-2017)] (10 janvier 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 155 (2017-2018)]** - (15 décembre 2017) - **Article 13** (art. 44 sexies A, 44 octies A, 44 duodécies, 44 terdecies, 44 quaterdecies, 44 quindecies, 154 bis, 154 bis 0-A, 163 quaterdecies, 170, 204 G, 220 terdecies, 220 quinquies, 244 quater B, 244 quater C, 244 quater E, 244 quater G, 244 quater H, 244 quater M, 244 quater O, 244 quater Q, 244 quater W, 302 nonies, 1383 F, 1417, 1463 A, 1466 B, 1586 ter, 1639 A ter, 1640, 1647 C septies du code général des impôts ; art. L. 80 B du livre des procédures fiscales ; art. 60 de la loi n° 2016-1917 de finances pour 2017 - *Création d'un dispositif d'exonération fiscale pour les entreprises qui se créent dans les bassins urbains à dynamiser*) (p. 9762). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 9766).

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article premier de la Constitution pour y inscrire le principe d'égalité devant la loi sans distinction de sexe [n° 454 (2016-2017)] (8 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à réaffirmer le principe d'égalité entre femmes et hommes et à renforcer la laïcité [n° 460 (2016-2017)] (9 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à sécuriser l'établissement des procurations électorales [n° 480 (2016-2017)] (28 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à garantir aux personnes en situation de handicap un accès effectif aux lieux ouverts au public [n° 554 (2016-2017)] (15 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 557 (2016-2017)] (18 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux certificats de décès [n° 584 (2016-2017)] (21 juin 2017) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale aux outre-mer : Le BTP outre-mer au pied du mur normatif : Faire d'un obstacle un atout [n° 601 (2016-2017)] (29 juin 2017) - **Entreprises**.

Proposition de loi organique tendant à garantir l'ancrage territorial des sénateurs [n° 634 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à interdire la mention du nom et de la photo de personnes autres que les candidats et suppléants sur les documents de propagande électorale [n° 687 (2016-2017)] (26 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant création d'un fonds de dotation pour les territoires ruraux [n° 713 (2016-2017)] (7 septembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 717 (2016-2017)] (13 septembre 2017) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à instituer un volontariat international d'enseignement en français [n° 718 (2016-2017)] (14 septembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à rendre imprescriptibles les crimes et délits sexuels sur mineurs [n° 719 (2016-2017)] (14 septembre 2017) - **Famille.**

Proposition de loi tendant à créer un fonds pour la présence et le rayonnement français à l'étranger [n° 3 (2017-2018)] (2 octobre 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 30 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées sous tutelle ou sous curatelle [n° 95 (2017-2018)] (16 novembre 2017) - **Famille.**

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale et aux réunions des commissions départementales d'aménagement commercial [n° 167 (2017-2018)] (13 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 janvier 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 janvier 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Normes en matière de construction, d'équipement et d'urbanisme dans les outre-mer - Audition en visioconférence avec la Guyane.

Normes en matière de construction, d'équipement et d'urbanisme dans les outre-mer - Audition en visioconférence avec la Martinique.

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen

des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens (COM) pour la période 2017-2019 - Audition de M. Bruno Foucher, président de l'Institut français.

Réunion du jeudi 9 février 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Normes en matière de construction, d'équipement et d'urbanisme dans les outre-mer - table ronde.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur la francophonie - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mission en Inde - Présentation du rapport d'information.

Réunion du jeudi 29 juin 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Normes en matière de construction, d'équipement et d'urbanisme dans les outre-mer - Présentation du rapport d'information.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Finalisation du programme de travail de la délégation.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants - Audition conjointe de MM. Gilles Roussel, président de la Conférence des présidents d'université (CPU) et Philippe Vincent, secrétaire général adjoint du Syndicat national des personnels de direction de l'éducation nationale (SNPDEN).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique** [n° 288 (2016-2017)] - (17 janvier 2017) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Discussion générale** (p. 258, 259).

- **Suite de la discussion** (18 janvier 2017) - **Article 13 C** (*art. 40 de la loi n° 2000-1207 du 13 décembre 2000 d'orientation pour l'outre-mer - Financement d'échanges scolaires avec des pays de l'environnement régional des territoires ultramarins*) (p. 342). - **Article 13 E (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation du Gouvernement à prendre une ordonnance pour la mise à jour des dispositions du code de l'éducation applicables aux outre-mer*) (p. 343). (p. 344). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 345). (p. 346). - **Article 13 bis (supprimé)** (*Possibilité d'expérimenter l'école obligatoire entre trois et dix-huit ans*) (p. 346). - **Article 21** (*art. 43-11 et 44 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Valorisation des outre-mer par les chaînes de radio et de télévision du service public*) (p. 377).

- **Question orale sans débat sur la promotion des métiers du grand âge** - (21 novembre 2017) (p. 5387). (p. 5388).

- **Débat sur l'avenir de l'Institut français** - (21 novembre 2017) (p. 5421).



Non réélu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN).

DÉPÔTS

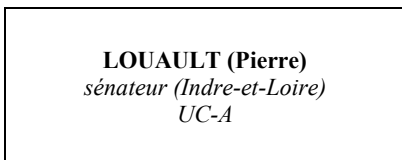
Proposition de loi relative aux dérogations à la dématérialisation des bulletins de paie [n° 317 (2016-2017)] (19 janvier 2017) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : La nécessaire modernisation de la dissuasion nucléaire [n° 560 (2016-2017)] (23 mai 2017) - **Défense.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique étrangère américaine de l'administration Trump - Audition conjointe de Mmes Célia Belin, chercheuse au centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère des affaires étrangères et au centre Thucydide (Paris II), et Maya Kandel, chercheuse associée à l'Institut du monde anglophone de l'université Sorbonne Nouvelle (Paris III), ancienne responsable



Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 4 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

du programme États-Unis de l'Institut de recherche stratégique de l'école militaire.

71e session de l'Assemblée générale des Nations unies - Forum transatlantique - Communications.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Salman El-Herfi, ambassadeur, chef de la mission de Palestine en France.

Audition de S.E. Mme Aliza Bin-Noun, ambassadeur d'Israël en France.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Charles Fries, ambassadeur de France en Turquie.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Cyberinterférences dans les processus électoraux - Audition de M. Guillaume Poupard, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI).

Réunion du mardi 23 mai 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « La modernisation de la dissuasion nucléaire » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 24 mai 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « Vers les 2 % du PIB pour la défense » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition sur la crise diplomatique dans le Golfe.

Situation internationale - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la libération de Mossoul** - (11 juillet 2017) (p. 2019).

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un fonds de dotation pour les territoires ruraux [n° 713 (2016-2017)] (7 septembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi relative à l'amélioration du fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre [n° 151 (2017-2018)] (8 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à

l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Audition de M. Nicolas Hulot, ministre d'Etat, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 -

Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Énergie » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'aménagement du territoire : plus que jamais une nécessité** - (25 octobre 2017) (p. 4186).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (7 décembre 2017) - **État B** (p. 7419).

LOZACH (Jean-Jacques)
sénateur (Creuse)
SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Secrétaire de la délégation sénatoriale à la prospective, puis membre le 18 octobre 2017, puis vice-président le 26 octobre 2017.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » jusqu'au 12 juin 2017.

Membre suppléant du Conseil national du sport.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : « Muscler le jeu » du football professionnel [n° 437 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Culture**.

Proposition de loi organique visant à améliorer la qualité des études d'impact des projets de loi [n° 610 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instituer le Conseil parlementaire d'évaluation des politiques publiques et du bien-être [n° 611 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Sport, jeunesse et vie associative [n° 112 tome 6 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du lundi 6 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à

l'organisation des Jeux olympiques et paralympiques 2024 - Examen des amendements de séance sur les articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs (deuxième lecture) - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs - Examen des amendements éventuels au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur la gouvernance du football - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Laura Flessel, ministre des sports.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Laura Flessel, ministre des sports.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Crédits « Sport » et « Jeunesse et vie associative » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs - Deuxième lecture** [n° 381 (2016-2017)] - (15 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1547, 1549). - **Article 1er quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 212-9 du code du sport - *Élargissement des incompatibilités pour l'accès à la profession d'éducateur sportif*) (p. 1551). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 122-10-1 [nouveau] du code du sport, art. L. 131-9 et L. 136-6 du code de la sécurité sociale - *Contrat relatif à l'exploitation commerciale de l'image, du nom ou de la voix d'un sportif ou d'un entraîneur*

professionnel) (p. 1556). - **Article 7 bis B (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 113-1 du code du sport - *Extension de la garantie d'emprunt par les collectivités territoriales aux projets d'infrastructures sportives*) (p. 1557, 1558). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1560).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'entreprise GM&S** - (11 juillet 2017) (p. 2024).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

LUBIN (Monique)
sénatrice (Landes)
SOCR

Élue le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 4 octobre 2017.

Membre titulaire du comité de surveillance du Fonds de solidarité vieillesse le 30 novembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour une meilleure protection des mineur.e.s victimes de viol et des autres agressions sexuelles **[n° 53 (2017-2018)]** (26 octobre 2017) - **Justice**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 28 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : *Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Travail et emploi »* - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

LUCHE (Jean-Claude)
sénateur (Aveyron)
UDI-UC, puis UC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 3 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 18 octobre 2017.

Seconde partie :

Sport, jeunesse et vie associative

- (29 novembre 2017) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, pour le sport (p. 6886).

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : *Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires - Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables »* - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 5 décembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean Bassères, candidat proposé par le président de la République à la direction générale de Pôle emploi.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la grippe aviaire** - (31 octobre 2017) (p. 4272).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]**

Quatrième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article additionnel après l'article 26 bis** (*Pécule des enfants confiés à l'ASE*) (p. 5200).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (6 décembre 2017) - **Article 52 (priorité)** (art. L. 351-2, L. 351-3, L. 411-8-1, L. 441-3, L. 441-11, L. 442-2-1 [nouveau] et L. 481-2 du code de la construction, art. L. 542-2 et L. 831-1 du code de la sécurité sociale - *Réforme des aides au logement et de la politique des loyers dans le parc social*) (p. 7315).

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective jusqu'au 17 octobre 2017.

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT) le 7 décembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes **[n° 291 (2016-2017)]** (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture**.

Proposition de loi visant à créer un fonds national d'investissement en faveur des petites communes [n° 89 (2017-2018)] (15 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Fiscalité de la transition écologique [n° 113 tome 1 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

Proposition de loi relative à l'amélioration du fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre [n° 151 (2017-2018)] (8 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Suivi quinquennal de l'application des lois - Communication.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Mounir Mahjoubi, secrétaire d'État chargé du numérique.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports ferroviaires, collectifs et fluviaux » - Examen du rapport pour avis.

LUREL (Victorin)
sénateur (Guadeloupe)
SOCR

Élu le 24 septembre 2017.

Secrétaire du Sénat à compter du 4 octobre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 4 octobre 2017.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen du rapport pour avis sur la première partie.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement à la COP23 - Communication.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le financement des groupements de défense sanitaire** - (26 janvier 2017) (p. 985).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1561 du 21 novembre 2016 complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la collectivité de Corse, n° 2016-1562 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures institutionnelles relatives à la collectivité de Corse et n° 2016-1563 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures électorales applicables en Corse [n° 312 (2016-2017)]** - (26 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 993, 994).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-301 du 14 mars 2016 relative à la partie législative du code de la consommation et n° 2016-351 du 25 mars 2016 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation et simplifiant le dispositif de mise en œuvre des obligations en matière de conformité et de sécurité des produits et services** - *Commission mixte paritaire [n° 301 (2016-2017)]* - (8 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1368, 1369).

- **Débat sur la participation dans l'entreprise, l'outil de croissance et les perspectives** - (25 octobre 2017) (p. 4168).

- **Débat sur l'aménagement du territoire : plus que jamais une nécessité** - (25 octobre 2017) (p. 4181).

- **Débat sur les collectivités locales** - (22 novembre 2017) (p. 7675).

- **Débat sur la COP23** - (13 décembre 2017) (p. 9607).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le possible abaissement de la limitation de vitesse sur les routes secondaires** - (14 décembre 2017) (p. 9647, 9648).

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer le 18 octobre 2017, puis vice-président le 9 novembre 2017.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer le 13 décembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - **Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État [n° 108 tome 3 annexe 21 (2017-2018)]** (23 novembre 2017) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen des rapports spéciaux.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Aide publique au développement » et compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 31 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes, en commun avec la commission des finances.

(*commission des finances*) : Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et le compte d'affectation spéciale (CAS) « Développement agricole et rural » (et articles 49, 49 bis et 49 ter) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Investissements d'avenir » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Constitution du bureau de la délégation.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport pour avis.

(*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » (et articles 52 à 52 sexies) - Examen des rapports spéciaux.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Engagements financiers de l'État » - Compte d'affectation spéciale « Participations de la France au désendettement de la Grèce » - Comptes de concours financiers « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » et « Accords monétaires internationaux » (et articles 55 et 55 bis) - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Audition de Mme Annick Girardin, ministre des outre-mer, dans le cadre de l'étude sur les risques naturels majeurs dans les outre-mer.

Réunion du mardi 5 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions - Tome III du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » (et articles 52 à 52 sexies) - Examen définitif.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Missions « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et article 51), « Cohésion des territoires » (et articles 52 à 52 sexies), « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » (et article 55 ter) et « Remboursements et dégrèvements », et articles rattachés à la mission « Engagements financiers de l'État », et compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen des amendements de séance.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à simplifier certaines obligations applicables aux collectivités territoriales dans le domaine du service public d'eau potable [n° 32 (2017-2018)]** - (26 octobre 2017) - **Article 1er** (*Décalage d'un an de la déclaration des indicateurs de performance*) (p. 4232).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Première partie :

- (24 novembre 2017) - **Article 3** (*Art. 1407 bis, 1413 bis, 1414, 1414 A, 1414 B, 1414 C (nouveau), 1417, 1605 bis et 1641 du code général des impôts, et L. 173 du livre des procédures fiscales - Dégrèvement de la taxe d'habitation sur la résidence principale*) (p. 6405). - **Article 4** (*art. 298 septies du code général des impôts - Aménagement de l'assiette de taux réduit de TVA applicable aux services de presse en ligne*) (p. 6415). - **Articles additionnels après l'article 6 bis** (p. 6422).

Seconde partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (6 décembre 2017) - **État B** (p. 7284).

Cohésion des territoires

- (6 décembre 2017) - **Article 52 (priorité)** (*art. L. 351-2, L. 351-3, L. 411-8-1, L. 441-3, L. 441-11, L. 442-2-1 [nouveau] et L. 481-2 du code de la construction, art. L. 542-2 et L. 831-1 du code de la sécurité sociale - Réforme des aides au logement et de la politique des loyers dans le parc social*) (p. 7316, 7317). (p. 7321). (p. 7327). (p. 7328). (p. 7332). (p. 7333). (p. 7334). (p. 7334). - **Article 52 quater (nouveau)** (*art. L. 435-1, L. 443-14-1 [nouveau], L. 443-15-2-1, L. 443-15-2-2 et L. 452-3 du code de la construction et de l'habitation - Création d'une taxe sur le produit des cessions de logements des organismes de logement social*) (p. 7349).

Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : Participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Investissements d'avenir - Remboursements et dégrèvements

- (6 décembre 2017) (p. 7371). - **Article 68 (nouveau)** (*Remise d'un rapport dressant le bilan de la privatisation des autoroutes*) (p. 7385). - **Article additionnel après l'article 68** (*Rapport au*

Parlement concernant les participations financières de l'État qui aurait pour effet de faire perdre à l'État ses établissements publics ou d'autres entreprises ou organismes appartenant au secteur public, la majorité des titres ou des droits de vote d'une société (p. 7385). (p. 7386).

Outre-mer

- (7 décembre 2017) (p. 7467, 7468). - **État B** (p. 7473). (p. 7473).

MADEC (Roger)
sénateur (Paris)
SOCR

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux dérogations à la dématérialisation des bulletins de paie [n° 317 (2016-2017)] (19 janvier 2017) - **Société**.

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la collectivité de Corse (8 février 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale (8 février 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité publique (8 février 2017).

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain (nouvelle lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain - Nouvelle lecture [n° 315 (2016-2017)]** - (7 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1276, 1277).

MADRELLE (Philippe)
sénateur (Gironde)
SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à la mise en œuvre effective du droit à l'eau potable et à l'assainissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à la mise en œuvre effective du droit à l'eau potable et à l'assainissement - Examen des amendements de séance sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement de la commission en Australie - Communication.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Constitution du bureau.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le grand contournement autoroutier de Bordeaux** - (24 janvier 2017) (p. 733, 734). (p. 734).

- **Proposition de loi visant à la mise en œuvre effective du droit à l'eau potable et à l'assainissement [n° 416 (2016-2017)]** - (22 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1739, 1740). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 1314-1 [nouveau] du code de la santé publique - Reconnaissance du droit de l'Homme à l'eau potable et à l'assainissement*) (p. 1747).

- **Question orale sans débat sur le secteur viticole et les suites de l'épisode de gel du mois d'avril 2017** - (25 juillet 2017) (p. 2963). (p. 2964).

- **Ouverture de la session ordinaire de 2017-2018** - (2 octobre 2017) (p. 3613).

- **Allocution de M. le président d'âge** - (2 octobre 2017) (p. 3614, 3615).

- **Question orale sans débat sur le grand contournement autoroutier de Bordeaux** - (21 novembre 2017) (p. 5393). (p. 5393, 5394).

MAGNER (Jacques-Bernard)
sénateur (Puy-de-Dôme)
SOCR

Réélu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » jusqu'au 12 juin 2017.

Membre suppléant de l'Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre titulaire du Haut Conseil à la vie associative jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre titulaire du comité consultatif du fonds pour le développement de la vie associative jusqu'au 31 janvier 2017.

Membre titulaire du Conseil supérieur des programmes.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Sport, jeunesse et vie associative [n° 112 tome 6 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Laurent Stefanini, ambassadeur, délégué permanent de la France auprès de l'UNESCO, accompagné de M. Daniel Janicot, président de la Commission nationale française pour l'UNESCO.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Jean-Marc Huart, directeur général de l'enseignement scolaire, et Xavier Turion, adjoint au directeur général au ministère de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Enseignement scolaire » - Crédits « Enseignement scolaire » et « Enseignement technique agricole » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Crédits « Sport » et « Jeunesse et vie associative » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mesures en faveur de la jeunesse** - (31 janvier 2017) (p. 1038).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la rentrée scolaire** - (6 juillet 2017) (p. 1961, 1962).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) - **Article 59 bis (nouveau)** (*art. L. 2334-37 du code général des collectivités territoriales - Modalités d'examen par la commission ad hoc des demandes de subvention au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux, DETR*) (p. 6826).

Enseignement scolaire

- (29 novembre 2017) (p. 6867, 6868). - **État B** (p. 6878). (p. 6884).

Sport, jeunesse et vie associative

- (29 novembre 2017) - rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, pour la jeunesse et la vie associative (p. 6886, 6887).

MAGRAS (Michel)
sénateur (Saint-Barthélemy)
LR

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Président de la délégation sénatoriale aux outre-mer, puis membre le 18 octobre 2017, puis président le 9 novembre 2017.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et autres dispositions en matière sociale et économique (31 janvier 2017).

Membre titulaire de la commission supérieure du Crédit maritime mutuel jusqu'au 7 mars 2017.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer jusqu'au 30 septembre 2017.

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 19 (2016-2017)] de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique [n° 283 (2016-2017)] (10 janvier 2017) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à sécuriser l'établissement des procurations électorales [n° 480 (2016-2017)] (28 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale aux outre-mer : Mutations et perspectives pour les économies des territoires français de l'océan Indien [n° 571 (2016-2017)] (2 juin 2017) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux certificats de décès [n° 584 (2016-2017)] (21 juin 2017) - **Collectivités territoriales.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale aux outre-mer : Rétrospective triennale sur une activité dense au service des outre mer [n° 617 (2016-2017)] (6 juillet 2017) - **Outre-mer.**

Proposition de loi visant à instaurer un Pass permis citoyen [n° 38 (2017-2018)] (19 octobre 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Outre-mer [n° 109 tome 4 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 janvier 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 janvier 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Normes en matière de construction, d'équipement et d'urbanisme dans les outre-mer - Audition en visioconférence avec la Guyane.

Normes en matière de construction, d'équipement et d'urbanisme dans les outre-mer - Audition en visioconférence avec la Martinique.

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Foncier dans les outre-mer - Audition en visioconférence des acteurs économiques de la Guadeloupe.

Foncier dans les outre-mer - Audition en visioconférence des acteurs économiques de la Polynésie française.

Foncier dans les outre-mer - Audition en visioconférence des acteurs publics de la Guadeloupe.

Foncier dans les outre-mer - Audition en visioconférence des acteurs publics de la Polynésie française.

Réunion du lundi 6 février 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-François Carencu, candidat proposé aux fonctions de président du collège de la commission de régulation de l'énergie.

Réunion du jeudi 9 février 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Normes en matière de construction, d'équipement et d'urbanisme dans les outre-mer - table ronde.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Mobilisation du foncier public en faveur du logement - Présentation du troisième rapport de la CNAUF.

Réunion du jeudi 29 juin 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Normes en matière de construction, d'équipement et d'urbanisme dans les outre-mer - Présentation du rapport d'information.

Réunion du jeudi 6 juillet 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Bilan d'activité de la délégation.

Foncier dans les outre-mer - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Impact économique et juridique de la normalisation volontaire - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Audition de M. Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

(*commission des affaires économiques*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Constitution du bureau de la délégation.

Poursuite de la programmation des travaux.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Audition de Mme Annick Girardin, ministre des outre-mer, dans le cadre de l'étude sur les risques naturels majeurs dans les outre-mer.

Finalisation du programme de travail de la délégation.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique** [n° 288 (2016-2017)] - (17 janvier 2017) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 257, 258). - **Article 3 ter** (*Affirmation d'un objectif de construction de logements*) (p. 290). - **Article additionnel après l'article 9 A** (p. 301).

- **Suite de la discussion** (18 janvier 2017) - **Article 10 undecies A (nouveau)** (*art. L. 131-8 et L. 758-1 du code de la sécurité sociale - Alignement progressif du tarif de la cotisation de sécurité sociale dans les départements d'outre-mer et l'hexagone*) (p. 330). - **Article additionnel après l'article 11 A** (p. 335). - **Articles additionnels avant l'article 13 A** (p. 339, 340). - **Article 13 E (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation du Gouvernement à prendre une ordonnance pour la mise à jour des dispositions du code de l'éducation applicables aux outre-mer*) (p. 344). - **Article 14** (*art. L. 410-5 du code de commerce - Intégration des transporteurs maritimes et des transitaires dans les négociations de modération des prix*) (p. 349). - **Article 14 quater A** (*art. L. 420-5 du code de commerce - Signature obligatoire d'un accord territorial sur la pratique des commercialisations à bas prix*) (p. 351, 352). (p. 352, 353). (p. 353). (p. 353). (p. 354). - **Article 16** (*art. L. 743-2-2 du code monétaire et financier - Alignement progressif des tarifs pratiqués par les banques locales de Nouvelle-Calédonie sur les tarifs moyens pratiqués par les banques en métropole*) (p. 355). - **Articles additionnels après**

l'article 18 (p. 359). (p. 359). - **Article 19 (supprimé)** (*Expérimentation d'un Small business act outre-mer*) (p. 360). (p. 362, 363). - **Article additionnel après l'article 22** (p. 382). - **Articles additionnels après l'article 24 bis** (p. 385). - **Article 25** (*art. 60 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État - Priorité d'affectation accordée à un agent de l'État justifiant du centre de ses intérêts matériels et moraux outre-mer*) (p. 386). (p. 386).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2017) - **Articles additionnels après l'article 34 sexies** (p. 415, 416). - **Articles additionnels après l'article 34 sexies** (p. 423). - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 442). - **Articles additionnels après l'article 51 bis** (p. 453). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 457).

- **Commission mixte paritaire** [n° 372 (2016-2017)] - (14 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1465, 1466).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018** [n° 63 (2017-2018)]

Troisième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 13 bis (nouveau)** (*art. 1613 ter et 1613 quater du code général des impôts - Modification des contributions sur les boissons sucrées et édulcorées*) (p. 5139, 5140).

- **Projet de loi de finances pour 2018** [n° 107 (2017-2018)]

Première partie :

- (25 novembre 2017) - **Article 9 ter (nouveau)** (*art. 266 sexies, 266 septies, 266 nonies, 266 terdecies du code des douanes - Suppression de deux composantes de la TGAP*) (p. 6499).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 6717, 6718).

Seconde partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (30 novembre 2017) - **État B** (p. 6947).

Cohésion des territoires

- (6 décembre 2017) - **Article 52 quater (nouveau)** (*art. L. 435-1, L. 443-14-1 [nouveau], L. 443-15-2-1, L. 443-15-2-2 et L. 452-3 du code de la construction et de l'habitation - Création d'une taxe sur le produit des cessions de logements des organismes de logement social*) (p. 7349).

Outre-mer

- (7 décembre 2017) (p. 7458, 7459).

Articles non rattachés

- (8 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 39 quinquies** (p. 7555). (p. 7557). (p. 7558). (p. 7558). (p. 7559). (p. 7559). (p. 7560).

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 44 sexies** (p. 7739).

MAHJOUBI (Mounir)
*secrétaire d'État auprès du Premier
ministre, chargé du numérique
(à partir du 17 mai 2017)*

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-1426 du 4 octobre 2017 relative à l'identification électronique et aux services de confiance pour les transactions électroniques [n° 166 (2017-2018)] (13 décembre 2017) - **PME, commerce et artisanat**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la couverture du territoire en fibre optique** - (1er août 2017) (p. 3506, 3507).

MALET (Viviane)
*sénatrice (La Réunion)
LR*

Élue le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 18 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer le 18 octobre 2017, puis secrétaire le 9 novembre 2017.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer le 13 décembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées sous tutelle ou sous curatelle [n° 95 (2017-2018)] (16 novembre 2017) - **Famille**.

- **Débat sur l'intelligence artificielle, les enjeux économiques et les cadres légaux** - (25 octobre 2017) (p. 4140, 4142). (p. 4142, 4143). (p. 4143). (p. 4144). (p. 4145). (p. 4145, 4146). (p. 4146, 4147). (p. 4147, 4148). (p. 4148, 4149). (p. 4149). (p. 4150). (p. 4150, 4151). (p. 4151). (p. 4152). (p. 4153). (p. 4153, 4154). (p. 4154, 4155). (p. 4155). (p. 4156). (p. 4157). (p. 4157, 4158).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la taxation des géants de l'internet** - (26 octobre 2017) (p. 4203, 4204).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité [n° 162 (2017-2018)]** - (19 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10463, 10464). - **Article 2** (*Champ d'application des dispositions*) (p. 10472). - **Article 5** (*Définition des opérateurs économiques essentiels*) (p. 10473). - **Article 7** (*Obligation de signalement des incidents*) (p. 10474). - **Article 8** (*Modalités de contrôle*) (p. 10475). - **Article 11** (*Champ d'application des dispositions du chapitre III*) (p. 10476).

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale et aux réunions des commissions départementales d'aménagement commercial [n° 167 (2017-2018)] (13 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur le programme de travail de la délégation.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Finalisation du programme de travail de la délégation.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : *Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Outre-mer »* - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]**

Troisième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 18** (*Transferts entre l'État et la sécurité sociale et entre branches de la sécurité sociale*) (p. 5172).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Première partie :

- (25 novembre 2017) - **Article 9 ter (nouveau)** (*art. 266 sexies, 266 septies, 266 nonies, 266 terdecies du code des*

douanes - Suppression de deux composantes de la TGAP (p. 6498). (p. 6499).

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (6 décembre 2017) - **Article 52 (priorité)** (art. L. 351-2, L. 351-3, L. 411-8-1, L. 441-3, L. 441-11, L. 442-2-1 [nouveau] et L. 481-2 du code de la construction, art. L. 542-2 et L. 831-1 du code de la sécurité sociale - Réforme des aides au logement

et de la politique des loyers dans le parc social) (p. 7321). (p. 7328).

Outre-mer

- (7 décembre 2017) (p. 7465, 7466).

MALHERBE (Hermeline)
sénatrice (Pyrénées-Orientales)
RDSE

Non réélue le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 1er octobre 2017.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale aux entreprises.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à garantir le principe de l'indépendance de la justice [n° 443 (2016-2017)] (23 février 2017) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à garantir la représentation des communes déléguées au sein des communes nouvelles [n° 620 (2016-2017)] (6 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à intégrer dans la loi un objectif national de désenclavement [n° 679 (2016-2017)] (21 juillet 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à mettre en place une stratégie nationale d'utilisation du transport sanitaire hélicoptéré - Examen du rapport et du texte de la commission.

MALHURET (Claude)
sénateur (Allier)
LR, puis RTLI, puis LIRT

Président du groupe République et territoires - Les indépendants à compter du 3 octobre 2017, puis président du groupe Les indépendants - République et territoires à compter du 25 octobre 2017.

Table ronde sur la problématique de la qualité de vie au travail des personnels hospitaliers.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-1519 du 10 novembre 2016 portant création au sein du service public de l'emploi de l'établissement public chargé de la formation professionnelle des adultes - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique [n° 267 (2016-2017)]** - (11 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 102, 103). - **Article 9 A (nouveau)** (art. L. 121-10 du code de l'urbanisme - *Dérogations à la règle d'urbanisation en continuité dans les communes littorales*) (p. 126).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des gîtes ruraux** - (17 janvier 2017) (p. 270). (p. 270).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-1519 du 10 novembre 2016 portant création au sein du service public de l'emploi de l'établissement public chargé de la formation professionnelle des adultes [n° 357 (2016-2017)]** - (9 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1405, 1406).

- **Débat sur le bilan du « choc de simplification » pour les entreprises** - (23 février 2017) (p. 1803, 1804).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les terres agricoles et la viticulture** - (23 février 2017) (p. 1816). (p. 1816).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la prévention des feux de forêt** - (1er août 2017) (p. 3501, 3502).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 3 octobre 2017.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 18 octobre 2017, puis vice-président le 26 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à garantir aux personnes en situation de handicap un accès effectif aux lieux ouverts au public [n° 554 (2016-2017)] (15 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative aux certificats de décès [n° 584 (2016-2017)] (21 juin 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à créer un fonds national d'investissement en faveur des petites communes [n° 89 (2017-2018)] (15 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique étrangère américaine de l'administration Trump - Audition conjointe de Mmes Célia Belin, chercheuse au centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère des affaires étrangères et au centre Thucydide (Paris II), et Maya Kandel, chercheuse associée à l'Institut du monde anglophone de l'université Sorbonne Nouvelle (Paris III), ancienne responsable du programme États-Unis de l'Institut de recherche stratégique de l'école militaire.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Charles Fries, ambassadeur de France en Turquie.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République italienne signé le 24 février 2015 pour l'engagement des travaux définitifs de la section transfrontalière de la nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Cyberinterférences dans les processus électoraux - Audition de M. Guillaume Poupard, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI).

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. le docteur Ismail Hakki Musa, ambassadeur de Turquie en France.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition conjointe sur la Russie de M. Thomas Gomart, directeur de l'Institut français des relations internationales (IFRI) et Mme Tatiana Kastouéva-Jean, directrice du centre Russie-CEI de l'IFRI.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Auditions sur la Russie : M. Arnaud Dubien, directeur de l'Observatoire franco-russe, Mme Isabelle Facon, maître de recherche à la Fondation

pour la recherche stratégique, pôle Russie-Eurasie et M. Igor Delanoë, directeur adjoint de l'Observatoire franco-russe.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition sur la crise diplomatique dans le Golfe.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir de l'Union européenne et le couple franco-allemand** - (10 octobre 2017) (p. 3668). (p. 3669).

- **Débat sur l'intelligence artificielle, les enjeux économiques et les cadres légaux** - (25 octobre 2017) (p. 4138, 4140).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Discussion générale :

- (23 novembre 2017) (p. 6338, 6339).

Seconde partie :

Enseignement scolaire

- (29 novembre 2017) (p. 6868, 6869).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Nouvelle lecture [n° 121 (2017-2018)]** - (1er décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 6985, 6986). - **Question préalable** (p. 6992).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (1er décembre 2017) (p. 6993).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (4 décembre 2017) (p. 7057, 7058).

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (4 décembre 2017) (p. 7123).

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Crédits non répartis - Action et transformation publiques - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État - Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions

- (6 décembre 2017) (p. 7357, 7358).

Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : Participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Investissements d'avenir - Remboursements et dégrèvements

- (6 décembre 2017) (p. 7376, 7377).

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7836, 7837).

MANABLE (Christian)
sénateur (Somme)
SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017, puis secrétaire le 26 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission supérieure du numérique et des postes du 20 juillet 2017 au 30 septembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux dérogations à la dématérialisation des bulletins de paie [n° 317 (2016-2017)] (19 janvier 2017) - **Société**.

Proposition de loi organique visant à améliorer la qualité des études d'impact des projets de loi [n° 610 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instituer le Conseil parlementaire d'évaluation des politiques publiques et du bien-être [n° 611 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à simplifier certaines obligations applicables aux collectivités territoriales dans le domaine du service public d'eau potable [n° 703 (2016-2017)] (1er août 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi pour une meilleure protection des mineur.e.s victimes de viol et des autres agressions sexuelles [n° 53 (2017-2018)] (26 octobre 2017) - **Justice**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Laurent Stefanini, ambassadeur, délégué permanent de la France auprès de l'UNESCO, accompagné de M. Daniel Janicot, président de la Commission nationale française pour l'UNESCO.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur la francophonie - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 11 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Chronologie des médias - Audition conjointe de représentants des télévisions payantes.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Laura Flessel, ministre des sports.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Laura Flessel, ministre des sports.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Suite à la réunion du bureau de la délégation du 9 novembre 2017, programme de travail semestriel.

Réunion du jeudi 30 novembre 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Groupe de travail sur la simplification des normes sportives - Réglementation applicable aux collectivités territoriales et simplification de normes réglementaires relatives à la pratique et aux équipements sportifs - Proposition de résolution de MM. Dominique de Legge, Christian Manable et Michel Savin.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur le canal Seine-Nord Europe.

Réunion du jeudi 7 décembre 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. André Laignel, premier vice-président de l'Association des maires de France, sur les attentes des collectivités territoriales à l'issue du congrès des maires 2017.

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conclusions du groupe de travail sur les normes sportives applicables aux collectivités territoriales - Communication.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des aides à domicile** - (9 février 2017) (p. 1399).

- **Débat sur la représentation des communes déléguées dans les communes nouvelles** - (22 novembre 2017) (p. 7641).

- **Débat sur les collectivités locales** - (22 novembre 2017) - pour le groupe socialiste et républicain (p. 7663, 7665).

MANDELLI (Didier)
sénateur (Vendée)
 LR

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 5 octobre 2017 ; membre de la commission jusqu'au 4 octobre 2017.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes jusqu'au 17 octobre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement (31 octobre 2017).

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs.

Membre titulaire de la Conférence de la ruralité.

Membre de la mission d'information sur la démocratie représentative, la démocratie participative, la démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 jusqu'au 12 juin 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article premier de la Constitution pour y inscrire le principe d'égalité devant la loi sans distinction de sexe [n° 454 (2016-2017)] (8 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à réaffirmer le principe d'égalité entre femmes et hommes et à renforcer la laïcité [n° 460 (2016-2017)] (9 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à garantir aux personnes en situation de handicap un accès effectif aux lieux ouverts au public [n° 554 (2016-2017)] (15 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Femmes et agriculture : pour l'égalité dans les territoires [n° 615 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi élargissant les modalités d'intervention de l'action extérieure des collectivités territoriales en matière d'eau, d'assainissement, d'électricité, de gaz et de déchets ménagers [n° 714 (2016-2017)] (11 septembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 717 (2016-2017)] (13 septembre 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à rendre imprescriptibles les crimes et délits sexuels sur mineurs [n° 719 (2016-2017)] (14 septembre 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à renforcer le dispositif de lutte contre l'affichage électoral sauvage [n° 720 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à prolonger le délai de validité des habilitations des clercs de notaire [n° 7 (2017-2018)] (5 octobre 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à la promotion de la cohabitation intergénérationnelle [n° 15 (2017-2018)] (6 octobre 2017) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 30 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instaurer un Pass permis citoyen [n° 38 (2017-2018)] (19 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale et aux réunions des commissions départementales d'aménagement commercial [n° 167 (2017-2018)] (13 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement de la commission en Californie - Communication.

Réunion du jeudi 9 février 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition de M. Bernard Manin, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et professeur de science politique à l'université de New York.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à la mise en œuvre effective du droit à l'eau potable et à l'assainissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 23 février 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Les enfants à identité sexuelle indéterminée - Examen du rapport d'information de Mmes Maryvonne Blondin et Corinne Bouchoux.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 5 juillet 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'information « Femmes et agriculture ».

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Objectifs de développement durable - Table ronde.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution - Audition de Mme Catherine Guillouard, candidate proposée aux fonctions de président-directeur général de la Régie autonome des transports parisiens.

Déplacement de la commission en Australie - Communication.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Mounir Mahjoubi, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé du numérique.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Prévention des risques » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :

Audition de M. Sébastien Lecornu, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports aériens » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports maritimes » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement à Bruxelles sur le thème du glyphosate - Communication.

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème « Économie circulaire : un gisement de matières premières et d'emploi »** - (21 février 2017) (p. 1683, 1684).

- **Question orale sans débat sur la suppression des aides au maintien pour les agriculteurs bio** - (21 novembre 2017) (p. 5375, 5376). (p. 5376).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables

- (1er décembre 2017) (p. 7008, 7009).

MANDON (Thierry)
secrétaire d'État auprès de la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche
(jusqu'au 18 mai 2017)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir [n° 104 (2016-2017)]** - (11 janvier 2017) - Discussion générale (p. 84, 85). (p. 94). (p. 95).

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au livre blanc sur la recherche** - (31 janvier 2017) (p. 1037).

MARC (Alain)
sénateur (Aveyron)
LR-R, puis RTLI, puis LIRT

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 5 octobre 2017 ; membre de la commission jusqu'au 4 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer la légitimité démocratique des conseillers communautaires [n° 282 (2016-2017)] (10 janvier 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à maintenir l'eau et l'assainissement dans les compétences optionnelles des communautés de communes ou des communautés d'agglomération après 2020 [n° 320 (2016-2017)] (21 janvier 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à faciliter le règlement des conséquences pécuniaires du divorce [n° 449 (2016-2017)] (2 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à garantir aux personnes en situation de handicap un accès effectif aux lieux ouverts au public [n° 554 (2016-2017)] (15 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative aux certificats de décès [n° 584 (2016-2017)] (21 juin 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture**.

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens d'action des maires à l'égard des atteintes faites au patrimoine bâti des communes [n° 603 (2016-2017)] (4 juillet 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi sur la majoration des pensions aux veuves des très grands invalides de guerre dont l'indice de pension était supérieur à 2 000 points à la date du décès [n° 626 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête relative à l'inflation législative [n° 19 (2017-2018)] (10 octobre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête relative aux conséquences pour les communes rurales de la suppression de la réserve parlementaire et de la diminution des concours financiers de l'État [n° 20 (2017-2018)] (10 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à créer un fonds national d'investissement en faveur des petites communes [n° 89 (2017-2018)] (15 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées sous tutelle ou sous curatelle [n° 95 (2017-2018)] (16 novembre 2017) - **Famille**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Administration pénitentiaire [n° 114 tome 7 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

Proposition de loi relative à l'amélioration du fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre [n° 151 (2017-2018)] (8 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la sécurité publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 21 février 2017 (*commission des lois*) : Mission d'information « Désendoctrinement, désembrigadement et réinsertion des djihadistes en France et en Europe » - Communication.

Réunion du mercredi 29 mars 2017 (*commission des lois*) : Mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale - Suite de l'examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 27 juin 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi organique et projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des lois*) :
Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des lois*) :
Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 octobre 2017 (*commission des lois*) :
Projet de loi ratifiant l'ordonnance portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des lois*) :
Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice - Proposition de loi organique pour le redressement de la justice - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 31 octobre 2017 (*commission des lois*) :
Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage - Proposition de loi visant à renforcer et rendre plus effectives les sanctions en cas d'installations illégales en réunion sur un terrain public ou privé - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des lois*) :
Proposition de loi tendant à garantir la représentation des communes déléguées au sein des communes nouvelles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des lois*) :
Proposition de loi relative aux modalités de dépôt de candidature aux élections - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des lois*) :
Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des lois*) :
Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi relative aux modalités de dépôt de candidature aux élections - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 28 novembre 2017 (*commission des lois*) :
Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des lois*) :
Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Justice » - Programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des lois*) :
Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de résolution visant à pérenniser et adapter la procédure de législation en commission - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la situation de l'hôpital** - (12 janvier 2017) (p. 234, 235).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le prédicat** - (17 janvier 2017) (p. 272). (p. 273).

- **Question orale sans débat sur les concessions hydroélectriques des vallées du Lot et de la Truyère** - (21 février 2017) (p. 1653). (p. 1654).

- **Débat sur le thème « Entre réforme territoriale et contraintes financières : quels outils et moyens pour les communes en zones rurales ? »** - (21 février 2017) (p. 1710, 1711).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (11 juillet 2017) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2033).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations [n° 23 (2017-2018)]** - (17 octobre 2017) - **Discussion générale** (p. 3805).

- **Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Commission mixte paritaire [n° 17 (2017-2018)]** - (18 octobre 2017) - **Discussion générale** (p. 3901, 3902).

- **Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice [n° 34 (2017-2018)]** - (24 octobre 2017) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 35 (2017-2018)** (p. 3987).

- **Proposition de loi organique pour le redressement de la justice [n° 35 (2017-2018)]** - (24 octobre 2017) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 34 (2017-2018)** (p. 3987).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (15 novembre 2017) - **Article 8** (art. L. 241-2-1 [nouveau], art. L. 241-13, art. L. 243-6-1, art. L. 243-6-2, art. L. 243-6-3, art. L. 243-6-6 à L. 243-6-8 [nouveaux] et L. 243-7 du code de la sécurité sociale, art. L. 741-1 du code rural et de la pêche maritime - *Réduction de cotisation maladie et renforcement des allègements généraux en contrepartie de la suppression du CICE et du CITS*) (p. 5006).

- **Débat sur la représentation des communes déléguées dans les communes nouvelles** - (22 novembre 2017) (p. 7634, 7635). (p. 7635).

- **Proposition de loi relative aux modalités de dépôt de candidature aux élections [n° 88 (2017-2018)]** - (22 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 7685, 7686).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Première partie :

- (27 novembre 2017) - **Article 19** (*Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public*) (p. 6691).

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) (p. 6791, 6792).

Relations avec les collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) - **Article 59** (art. L. 2334-42 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Dotations de soutien à l'investissement local*) (p. 6807). (p. 6812). (p. 6814).

Justice

- (5 décembre 2017) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, pour le programme

« Administration pénitentiaire » (p. 7245, 7246). (p. 7251, 7252).

- **Proposition de loi visant à réhabiliter la police de proximité [n° 133 (2017-2018)]** - (13 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 9552).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les concessions hydroélectriques des vallées du Lot et de la Truyère** - (14 décembre 2017) (p. 9646).

- **Projet de loi de finances pour 2018 - Nouvelle lecture [n° 172 (2017-2018)]**

Discussion générale :

- (19 décembre 2017) (p. 10394).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Nouvelle lecture [n° 178 (2017-2018)]** - (19 décembre 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de finances n° 172 (2017-2018)** (p. 10394).

MARC (François)
sénateur (Finistère)
SOCR

Démissionnaire le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances jusqu'au 24 septembre 2017.

Membre de la commission des affaires européennes.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : L'essor de l'assistance macrofinancière aux pays tiers au service de la politique d'influence de l'Union européenne [n° 590 (2016-2017)] (28 juin 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 643 (2016-2017)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 645 tome 2 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de MM. Mario Monti, président du groupe de haut niveau sur les ressources propres, et Alain Lamassoure, membre du groupe de haut niveau, député européen, en commun avec la commission des finances.

(*commission des finances*) : Audition de MM. Mario Monti, président du groupe de haut niveau sur les ressources propres, et Alain Lamassoure, membre du groupe de haut niveau, député européen.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Réforme de l'administration sous-préfectorale et modalités de maintien de la présence de l'État dans les territoires - Communication.

Réunion du mardi 21 février 2017 (*commission des finances*) : Expérimentation de la révision des valeurs locatives des locaux d'habitation - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des finances*) : Compte rendu de la semaine parlementaire du semestre européen et de la Conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière de l'Union européenne.

Réunion du jeudi 23 février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Règlementation prudentielle en matière bancaire : avis politique de Mme Fabienne Keller et M. Richard Yung.

Éducation - Erasmus des apprentis : avis politique de Mmes Colette Mélot et Patricia Schillinger.

Réunion du mardi 4 avril 2017 (*commission des affaires européennes*) : Politique de coopération - Stratégie européenne pour l'Arctique : rapport d'information de M. André Gattolin.

Réunion du mardi 9 mai 2017 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Politique régionale - Conséquences du retrait du Royaume-Uni pour la politique commune de la pêche et les perspectives de la politique de cohésion : communication de M. Philippe Bonnacarrère.

Réunion du mercredi 31 mai 2017 (*commission des finances*) : Résultats de l'exécution de l'exercice 2016 et certification des comptes de l'État pour l'exercice 2016 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 6 juin 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Situation au Royaume-Uni à la veille de l'ouverture des négociations sur le retrait de l'Union européenne : communication de Mme Fabienne Keller.

Réunion du mercredi 7 juin 2017 (*commission des finances*) : Compétitivité des places financières - Communication.

Réunion du mercredi 21 juin 2017 (*commission des finances*) : Rapport annuel de l'Autorité des marchés financiers (AMF) - Audition de M. Gérard Rameix, président de l'AMF.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Assistance macrofinancière de l'Union européenne aux pays tiers - Communication.

Réunion du mardi 4 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Application du droit européen environnemental - Communication.

Contrôle budgétaire - Risques financiers liés à la remontée des taux d'intérêt - Communication.

Réunion du mercredi 5 juillet 2017 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, préalable au débat d'orientation des finances publiques (DOFP) et sur l'audit des comptes publics demandé par le Premier ministre.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des finances*) : Rapport du Gouvernement préparatoire au débat d'orientation des finances publiques (DOFP) - Projet de loi de règlement et d'approbation des comptes de l'année 2016 - Projet

de décaler d'un an l'entrée en vigueur du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances et Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des finances*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Robert Ophèle, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de président de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Débat d'orientation des finances publiques (DOFP) - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Gouvernance et approfondissement de la zone euro - Audition de MM. Alberto de Gregorio Merino, directeur « Affaires économiques et financières, budget et fonds structurels » du service juridique du Conseil de l'Union européenne, Jean-Paul Keppenne, conseiller juridique au sein du service juridique de la commission européenne, chargé de la zone euro et des questions économiques, chargé de cours à l'Institut d'études européennes de l'université Saint-Louis de Bruxelles, et Francesco Martucci, professeur de droit européen à l'université Paris II Panthéon-Assas.

(*commission des finances*) : Gouvernance et approfondissement de la zone euro - Audition de MM. Alberto de Gregorio Merino, directeur « Affaires économiques et financières, budget et fonds structurels » du service juridique du Conseil de l'Union européenne, Jean-Paul Keppenne, conseiller juridique au sein du service juridique de la commission européenne chargé de la zone euro et des questions économiques, chargé de cours à l'Institut d'études européennes de l'université Saint-Louis de Bruxelles, et Francesco Martucci, professeur de droit européen à l'université Paris II Panthéon-Assas.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique [n° 267 (2016-2017)]** - (11 janvier 2017) - **Article 3** (*art. L. 562-1 du code de l'environnement - Création de zones d'activité résiliente et temporaire en cas de risque de recul du trait de côte*) (p. 113). - **Article 9 A (nouveau)** (*art. L. 121-10 du code de l'urbanisme - Dérogations à la règle d'urbanisation en continuité dans les communes littorales*) (p. 116). (p. 119). (p. 121). (p. 122). (p. 122). (p. 123). (p. 123). - **Articles additionnels après l'article 9 B** (p. 130).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le déficit public** - (17 janvier 2017) (p. 267, 268).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord multilatéral entre autorités compétentes portant sur l'échange des déclarations pays par pays [n° 308 (2016-2017)]** - (26 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 976, 977).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 645 (2016-2017)]** - (20 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 2854, 2855).

- En remplacement de Mme Michèle André, présidente de la commission des finances (p. 2858, 2859).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (25 juillet 2017) - **Article 9 (priorité)** (*Report d'un an de l'entrée en vigueur du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu*) (p. 2993).

MARCHAND (Frédéric)
sénateur (Nord)
LaREM

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 5 octobre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement (31 octobre 2017).

Membre de la mission d'information sur Alstom et la stratégie industrielle du pays le 19 décembre 2017.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation

des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Mounir Mahjoubi, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé du numérique.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports maritimes » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur le canal Seine-Nord Europe.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement à Bruxelles sur le thème des transports et de l'environnement - Communication.

Déplacement à Bruxelles sur le thème du glyphosate - Communication.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les états généraux de la politique de la ville** - (17 octobre 2017) (p. 3817, 3818).

- **Débat sur l'aménagement du territoire : plus que jamais une nécessité** - (25 octobre 2017) (p. 4177).

- **Proposition de loi tendant à simplifier certaines obligations applicables aux collectivités territoriales dans le domaine du service public d'eau potable [n° 32 (2017-2018)]** - (26 octobre 2017) - **Discussion générale** (p. 4230).

- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement [n° 43 (2017-2018)]** - (7 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4361). - **Article 1er** (art. L. 111-1, art. L. 111-4 à L. 111-9 [nouveaux] du code minier - Arrêt progressif de la recherche et de l'exploitation des hydrocarbures) (p. 4384).

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2017) - **Article 5 ter** (Art. L. 224-3 du code de la consommation - Information du consommateur sur le type de gaz fourni) (p. 4441).

- **Débat sur la politique de la ville : une réforme bien engagée mais fragilisée par un manque de moyens** - (21 novembre 2017) (p. 5433).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables

- (1er décembre 2017) (p. 7004, 7005). - **État B** (p. 7017).

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (5 décembre 2017) (p. 7195, 7196). - **État B** (p. 7207).

- **Débat sur le retour des djihadistes en France** - (13 décembre 2017) (p. 9583, 9585).

- **Débat sur la COP23** - (13 décembre 2017) (p. 9604).

- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Nouvelle lecture [n° 124 (2017-2018)]** - (18 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10301, 10302). - **Question préalable** (p. 10308).

MARIE (Didier)
sénateur (Seine-Maritime)
SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes, puis vice-président le 5 octobre 2017.

Vice-président de la commission d'enquête sur les frontières européennes, le contrôle des flux des personnes et des marchandises en Europe et l'avenir de l'espace Schengen jusqu'au 12 juin 2017.

Membre suppléant de la Conférence nationale des services d'incendie et de secours.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne jusqu'au 12 juin 2017.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne le 8 novembre 2017.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la simplification du droit européen [n° 388 (2016-2017)] - La simplification du droit : une exigence pour l'Union européenne [n° 387 (2016-2017)] (9 février 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la simplification du droit européen [n° 388 (2016-2017)] (9 février 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, portant avis motivé en application de l'article 73 octies du Règlement, sur la mise en œuvre de la directive « services » - procédure de notification des régimes d'autorisation et des exigences en matière de services [n° 430 (2016-2017)] (16 février 2017) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, portant avis motivé en application de l'article 73 octies du Règlement, sur la mise en œuvre de la directive « services » - professions réglementées [n° 431 (2016-2017)] (16 février 2017) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi organique visant à améliorer la qualité des études d'impact des projets de loi [n° 610 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instituer le Conseil parlementaire d'évaluation des politiques publiques et du bien-être [n° 611 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi pour une meilleure protection des mineurs et des victimes de viol et des autres agressions sexuelles [n° 53 (2017-2018)] (26 octobre 2017) - **Justice**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 362 (2016-2017)] relative aux modalités de dépôt de candidature aux élections [n° 87 (2017-2018)] (15 novembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Hubert Védrine, ancien ministre des affaires étrangères.

(*commission des lois*) : Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre (nouvelle lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de M. Cyrille Baumgartner, secrétaire général adjoint des affaires européennes (secteur justice et affaires intérieures).

Audition de S.E. M. Ramon de Miguel, ambassadeur d'Espagne en France.

Réunion du jeudi 12 janvier 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de MM. David Skuli, directeur central de la police aux frontières, Fernand Gontier, directeur central adjoint, et Bernard Siffert, sous-directeur des affaires internationales, transfrontières et de la sûreté au ministère de l'intérieur.

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de S.E. M. Nikolaus Meyer-Landrut, ambassadeur d'Allemagne en France.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de MM. Pierre-Antoine Molina, directeur général, Benoît Brocart, directeur de l'immigration, Raphaël Sodini, directeur de l'asile, de la direction générale des étrangers en France au ministère de l'intérieur.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de M. Fabrice Leggeri, directeur exécutif de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex).

Réunion du jeudi 26 janvier 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Suivi des résolutions européennes : Audition de M. Harlem Désir, secrétaire d'État aux affaires européennes.

(*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition du contre-amiral Patrick Augier, secrétaire général adjoint de la mer.

Audition de Mme Hélène Crocquevieille, directrice générale des douanes et droits indirects, MM. Jean-Michel Thillier, chef de service, adjoint à la directrice générale, Jean-Paul Balzamo, sous-directeur des affaires juridiques, du contentieux, des contrôles et de la lutte contre la fraude, et Jean-François Rubler, chef du bureau de l'organisation, du suivi de l'activité et de l'animation de services au ministère de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Dariusz Wisniewski, chargé d'affaires à l'ambassade de Pologne.

Gouvernance de la zone euro : communication de Mme Fabienne Keller et M. Richard Yung.

Sécurité et migrations : communication de MM. Jean-Marie Bockel et Didier Marie.

Réunion du jeudi 9 février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Paquet « Connectivité » : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Pascal Allizard et Daniel Raoul.

Institutions européennes - Simplification du droit européen : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet, Pascal Allizard, Philippe Bonnacarrère, Michel Delebarre, Jean-Paul Émorine, Claude Kern, Didier Marie, Daniel Raoul et Simon Sutour.

Réunion du mardi 14 février 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de M. Wil van Gemert, directeur adjoint de l'Office européen de police (Europol).

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 16 février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Mise en œuvre de la directive « Services » : avis motivés de MM. Jean-Paul Émorine et Didier Marie.

Énergie - Paquet « Énergie » (énergie renouvelable et mécanismes de capacité) : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Michel Delebarre.

Institutions européennes - Audition de S.E. M. Patrick Mifsud, ambassadeur de Malte.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Examen du rapport d'information du groupe de suivi sur la refondation de l'Union européenne.

(*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de M. Patrick Calvar, directeur général de la sécurité intérieure (DGSI) au ministère de l'intérieur.

Réunion du mercredi 15 mars 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de M. Bruno Le Roux, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 29 mars 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Examen du projet de rapport.

Réunion du mardi 4 avril 2017 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Audition de MM. Hubert Carré, directeur général du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins (CNPMEM), Thierry Missonnier, directeur du fonds régional d'organisation du marché du poisson « FROM Nord » et du pôle Aquimer, et Mme Émilie Gélard, juriste au CNPMEM, également en charge des relations publiques et de la communication.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de MM. Hubert Carré, directeur général du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins (CNPMEM), Thierry Missonnier, directeur du fonds régional d'organisation du marché du poisson « FROM Nord » et du pôle Aquimer, et Mme Émilie Gélard, juriste au CNPMEM, également en charge des relations publiques et de la communication.

Réunion du mardi 6 juin 2017 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Relations entre l'Union européenne et la Russie : rapport d'information de MM. Yves Pozzo di Borgo et Simon Sutour.

Réunion du mardi 4 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du jeudi 6 juillet 2017 (*commission des affaires européennes*) : Élargissement - Relations entre l'Union européenne et la Turquie : rapport d'information de MM. Jean-Yves Leconte et André Reichardt.

Justice et affaires intérieures - Réunion interparlementaire sur l'institution d'un mécanisme européen sur la démocratie, l'État de droit et les droits fondamentaux : communication de MM. Philippe Bonnecarrère et Didier Marie.

Réunion du mardi 11 juillet 2017 (commission des lois) : Projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (commission des lois) : Projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du jeudi 12 octobre 2017 (commission des affaires européennes) : Désignation de rapporteurs.

Réunion du jeudi 26 octobre 2017 (commission des affaires européennes) : Institutions européennes - Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, sur le Conseil européen des 19 et 20 octobre.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (commission des affaires européennes) : Économie, finances et fiscalité - Plan d'investissement pour l'Europe : communication de MM. Didier Marie et Cyril Pellevat.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (commission des lois) : Proposition de loi relative aux modalités de dépôt de candidature aux élections - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (commission des lois) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi relative aux modalités de dépôt de candidature aux élections - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (commission des affaires européennes) : Économie, finances et fiscalité - Contrôle des investissements étrangers : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Franck Menonville.

Politique étrangère et de défense - État des négociations en vue de la réunification de Chypre : communication de M. Didier Marie.

Transports - Stratégie de l'Union européenne pour le véhicule autonome : rapport d'information de M. René Danesi, Mmes Pascale Gruny, Gisèle Jourda et M. Pierre Médevielle.

Réunion du jeudi 30 novembre 2017 (commission des affaires européennes) : Questions sociales et santé - Travailleurs détachés : communication de Mme Fabienne Keller et M. Didier Marie.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes - Troisième lecture [n° 256 (2016-2017)] - (10 janvier 2017) - Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 206 (216-217) (p. 20, 21).**

- **Proposition de loi organique relative aux autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Troisième lecture [n° 206 (216-217)] - (10 janvier 2017) - Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 256 (2016-2017) (p. 20, 21).**

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en Syrie - (12 janvier 2017) (p. 208).**

- **Question orale sans débat sur la sécurité dans les centrales nucléaires - (24 janvier 2017) (p. 736). (p. 737).**

- **Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre - Nouvelle lecture [n° 159 (2016-2017)] - (1er février 2017) - Discussion générale (p. 1149, 1151). - Exception d'irrecevabilité (p. 1153).**

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)] - (11 juillet 2017) - Articles additionnels après l'article 3 (p. 2069).**

- **Suite de la discussion (12 juillet 2017) - Article 6 (Modalités d'entrée en vigueur des modalités du licenciement des collaborateurs « familiaux » de parlementaires ou d'autorités territoriales) (p. 2100). (p. 2101).**

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)] - (14 novembre 2017) - Article 7 (art. L. 131-9, L. 136-7-1, L. 136-8, L. 162-14-1, art. L. 172-1, art. L. 241-2, art. L. 242-11, art. L. 313-1, art. L. 381-30-4, L. 382-22, art. L. 613-1 [nouveau] et art. L. 621-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. L. 731-25, art. L. 731-35 et art. L. 741-9 du code rural et de la pêche maritime - Hausse de la CSG et suppression de cotisations sociales) (p. 4955).**

- **Question orale sans débat sur la suppression de l'accès au prêt à taux zéro pour les constructions nouvelles - (21 novembre 2017) (p. 5379). (p. 5379, 5380).**

- **Proposition de loi relative aux modalités de dépôt de candidature aux élections [n° 88 (2017-2018)] - (22 novembre 2017) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale - Discussion générale (p. 7681, 7682). - Article additionnel avant l'article 1er A (Contrôle de l'éligibilité des candidatures - Renforcement) (p. 7689). - Article 1er A (art. L. 154 et L. 155 du code électoral - Déclaration de candidature aux élections législatives) (p. 7690). - Article 1er (art. L. 255-4 et L. 265 du code électoral - Déclaration de candidature aux élections municipales) (p. 7691, 7692). - Articles additionnels après l'article 1er (p. 7692, 7693). (p. 7695). - Article 5 (art. L. 395, L. 398, L. 407, L. 418, L. 433, L. 438, L. 439, L. 487, L. 514, L. 542 et L. 558-20 du code électoral - Application outre-mer) (p. 7700).**

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) (p. 6796, 6797).

Relations avec les collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) - **Article 59 (art. L. 2334-42 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Dotation de soutien à l'investissement local) (p. 6807). (p. 6810, 6811). (p. 6814). (p. 6816, 6817). (p. 6820). - Article 59 bis (nouveau) (art. L. 2334-37 du code général des collectivités territoriales - Modalités d'examen par la commission ad hoc des demandes de subvention au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux, DETR) (p. 6822). (p. 6826). (p. 6827). - Article additionnel après l'article 59 bis (Participation minimale des collectivités territoriales maître d'ouvrage au financement d'un projet) (p. 6831). - Article 60 (art. L. 1613-5-1, art. L. 2113-20, art. L. 2113-22, art. L. 2334-7-3, art. L. 2334-7-3, art. L. 2334-13, art. L. 2334-17, art. L. 2334-21, art. L. 3334-1, art. L. 3334-4, art. L. 3663-9 et art. L. 5214-23-1 du code général des collectivités territoriales - Répartition de la dotation globale de fonctionnement, DGF) (p. 6837). - Article 61 bis (nouveau) (art. L. 2334-40 du code général des**

collectivités territoriales - Élargissement du bénéfice de la dotation politique de la ville (p. 6862). (p. 6862).

- **Question orale sans débat sur la vigilance des entreprises et les droits humains** - (5 décembre 2017) (p. 7166). (p. 7167).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 14 et 15 décembre 2017** - (12 décembre 2017) (p. 7848, 7849).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en Autriche** - (19 décembre 2017) (p. 10417).

MARSEILLE (Hervé)
sénateur (Hauts-de-Seine)
UDI-UC, puis UC

Réélu le 24 septembre 2017.

Vice-président du Sénat jusqu'au 3 octobre 2017.

Président du groupe Union des démocrates et indépendants – Union centriste à compter du 3 octobre 2017, puis président du groupe Union centriste à compter du 3 octobre 2017 ; a présidé les séances des 18 janvier, 4 et 25 juillet 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la commission des finances jusqu'au 3 octobre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme (5 octobre 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance portant création de l'établissement public Paris La Défense (1er décembre 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations (19 décembre 2017).

Membre titulaire de la commission supérieure du numérique et des postes jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Sous-préfectures : l'État à proximité [n° 420 (2016-2017)] (15 février 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 643 (2016-2017)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 645 tome 2 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Budget**.

Proposition de loi visant à renforcer et rendre plus effectives les sanctions en cas d'installations illégales en réunion sur un terrain public ou privé [n° 680 (2016-2017)] (25 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à faciliter la répression des rodéos motorisés [n° 102 (2017-2018)] (21 novembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Réforme de l'administration sous-préfecturale et modalités de maintien de la présence de l'État dans les territoires - Communication.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi ratifiant l'ordonnance portant création de l'établissement public Paris La Défense.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social** [n° 664 (2016-2017)] - (25 juillet 2017) - **Article additionnel après l'article 9 (priorité)** (p. 2998). (p. 2999).

- **Projet de loi de finances pour 2018** [n° 107 (2017-2018)]

Seconde partie :

Administration générale et territoriale de l'État

- (5 décembre 2017) (p. 7236, 7237).

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7842, 7843).

- **Proposition de résolution visant à pérenniser et adapter la procédure de législation en commission** [n° 135 (2017-2018)] - (14 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 9622).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-717 du 3 mai 2017 portant création de l'établissement public Paris La Défense** - *Commission mixte paritaire* [n° 145 (2017-2018)] - (18 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10289).

MASCLET (Patrick)
sénateur (Nord)
LR

Décédé le 4 juin 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 4 juin 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer la légitimité démocratique des conseillers communautaires [n° 282 (2016-2017)] (10 janvier 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communes ou des communautés d'agglomération après 2020 [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à maintenir l'eau et l'assainissement dans les compétences optionnelles des communes ou des communautés d'agglomération après 2020 [n° 320 (2016-2017)] (21 janvier 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à faciliter le règlement des conséquences pécuniaires du divorce [n° 449 (2016-2017)] (2 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à sécuriser l'établissement des procurations électorales [n° 480 (2016-2017)] (28 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à garantir aux personnes en situation de handicap un accès effectif aux lieux ouverts au public [n° 554 (2016-2017)] (15 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 557 (2016-2017)] (18 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 mars 2017 (*commission des lois*) : Mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 21 mars 2017 (*commission des lois*) : Moyens d'améliorer les relations entre les forces de l'ordre et la population - Audition de M. Bruno Le Roux, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 29 mars 2017 (*commission des lois*) : Mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale - Suite de l'examen du rapport d'information.

MASSERET (Jean-Pierre)
sénateur (Moselle)
SOCR, puis LaREM

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne jusqu'au 12 juin 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux dérogations à la dématérialisation des bulletins de paie [n° 317 (2016-2017)] (19 janvier 2017) - **Société**.

Proposition de loi tendant à réaffirmer le principe d'égalité entre femmes et hommes et à renforcer la laïcité [n° 460 (2016-2017)] (9 mars 2017) - **Famille**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Hubert Védrine, ancien ministre des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de Mme Nicole Fontaine, ancienne présidente du Parlement européen, MM. Jean-Luc Sauron, professeur associé, université Paris-Dauphine, et François Lafond, de l'Institut Jean Lecanuet.

La relation franco-allemande : communication de MM. Claude Kern et Jean-Pierre Masseret.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : L'Europe de la subsidiarité : communication de MM. Yves Pozzo di Borgo et Simon Sutour.

Point d'étape sur le Brexit : communication de Mmes Joëlle Garriaud-Maylam, Fabienne Keller et M. Éric Bocquet.

Pour une Union européenne proche et lisible : communication de MM. Christian Cambon et Simon Sutour.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Examen du rapport d'information du groupe de suivi sur la refondation de l'Union européenne.

MASSON (Jean Louis)
sénateur (Moselle)
NI

Réélu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à dispenser les personnes nées avant 1950 de l'obligation d'effectuer leurs démarches administratives par voie dématérialisée ou par internet [n° 459 (2016-2017)] (9 mars 2017) - **Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi tendant à ce que les communes de plus de 5 000 habitants ne puissent pas profiter de la loi NOTRE pour se décharger sur les zones rurales ou périurbaines de leurs obligations en matière d'accueil des nomades [n° 510 (2016-2017)] (19 avril 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le bilan du recours à des routeurs privés lors de l'acheminement des professions de foi lors des élections législatives en 2017 [n° 583 (2016-2017)] (21 juin 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à ce que les électeurs d'une région supprimée en 2015 puissent en obtenir le rétablissement par référendum [n° 14 (2017-2018)] (6 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à adapter le régime de l'indemnité de résidence des agents des trois fonctions publiques au développement des métropoles [n° 86 (2017-2018)] (14 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à rétablir une circonscription nationale unique pour les élections européennes et à abaisser à 3 % le seuil pour la répartition des sièges [n° 127 (2017-2018)] (5 décembre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la sécurité publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à renforcer les obligations comptables

des partis politiques - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Nomination des rapporteurs pour avis.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des lois*) : Dématérialisation des documents utilisés pour les réunions de commission - Communication.

Missions d'information de la commission - Désignation de rapporteurs.

Proposition de loi tendant à garantir la représentation des communes déléguées au sein des communes nouvelles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative aux modalités de dépôt de candidature aux élections - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Rappel au règlement** - (17 janvier 2017) (p. 276).

- **Rappel au règlement** - (31 janvier 2017) (p. 1017, 1018).

- **Proposition de loi visant à favoriser l'assainissement cadastral et la résorption du désordre de propriété** [n° 352 (2016-2017)] - (8 février 2017) - **Article 1er** (*art. 2261-1 et 2261-2 [nouveaux] du code civil - Consécration législative des actes de notoriété acquisitive notariés*) (p. 1361).

- **Rappel au règlement** - (22 février 2017) (p. 1722).

- **Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes** [n° 410 (2016-2017)] - (23 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1825).

- **Projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique** [n° 608 (2016-2017)] - (13 juillet 2017) - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 2488). - **Article 9** (*art. 54 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances - Suppression de la réserve parlementaire - Dotation de soutien à l'investissement des communes et de leurs groupements*) (p. 2493).

- **Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage** [n° 45 (2017-2018)] - (31 octobre 2017) - **Article 1er** (*art. 1er et 2 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du*

voyage, art. L. 3641-1, L. 5214-16, L. 5214-23-1, L. 5215-20, L. 5215-20-1, L. 5216-5, L. 5217-2 et L. 5219-1 du code général des collectivités territoriales - Obligations et compétences des communes et des EPCI en matière d'accueil des gens du voyage) (p. 4263).

- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement [n° 43 (2017-2018)]** - (7 novembre 2017) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 4364, 4365). - **Article 1er A (supprimé)** (ordonnance n° 2011-91 du 20 janvier 2011 portant codification de la partie législative du code minier - Ratification de l'ordonnance portant codification de la partie législative du code minier) (p. 4366). - **Article 1er** (art. L. 111-1, art. L. 111-4 à L. 111-9 [nouveaux] du code minier - Arrêt progressif de la recherche et de l'exploitation des hydrocarbures) (p. 4368, 4369). (p. 4374). (p. 4377). (p. 4378).

- **Question orale sans débat sur les modifications du code électoral** - (5 décembre 2017) (p. 7182). (p. 7183).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]** - (12 décembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7837, 7838).

- **Nouvelle lecture [n° 172 (2017-2018)]**

Discussion générale :

- (19 décembre 2017) (p. 10399, 10400).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Nouvelle lecture [n° 178 (2017-2018)]** - (19 décembre 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de finances n° 172 (2017-2018)** (p. 10399, 10400).

MAUREY (Hervé)
sénateur (Eure)
UDI-UC, puis UC

NOMINATIONS

Président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement (31 octobre 2017).

Membre titulaire du conseil de surveillance de la SNCF.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à faciliter le règlement des conséquences pécuniaires du divorce [n° 449 (2016-2017)] (2 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable : Infrastructures routières et autoroutières: un réseau en danger [n° 458 (2016-2017)] (8 mars 2017) - **Aménagement du territoire**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable : Comment lutter efficacement contre le déclin des pollinisateurs ? [n° 474 (2016-2017)] (22 mars 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à élargir les missions des comités locaux d'information et de suivi visés à l'article L. 542-13 du code de l'environnement [n° 561 (2016-2017)] (23 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable : Aménagement du territoire : plus que jamais une nécessité [n° 565 (2016-2017)] (31 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable : La France face au défi de la mise en œuvre des objectifs de développement durable [n° 678 (2016-2017)] (21 juillet 2017) - **Environnement**.

Proposition de loi visant à renforcer et rendre plus effectives les sanctions en cas d'installations illégales en réunion sur un terrain public ou privé [n° 680 (2016-2017)] (25 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à interdire la mention du nom et de la photo de personnes autres que les candidats et suppléants sur les documents de propagande électorale [n° 687 (2016-2017)] (26 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'accueil des gens du voyage [n° 694 (2016-2017)] (31 juillet 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi relative à l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs [n° 711 (2016-2017)] (6 septembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable : Le très haut débit pour tous en 2022 : un cap à tenir [n° 712 (2016-2017)] (7 septembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi portant création d'un fonds de dotation pour les territoires ruraux [n° 713 (2016-2017)] (7 septembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 717 (2016-2017)] (13 septembre 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 30 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à créer un fonds national d'investissement en faveur des petites communes [n° 89 (2017-2018)] (15 novembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi relative à l'amélioration du fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre [n° 151 (2017-2018)] (8 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 janvier 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement de la commission en Californie - Communication.

Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement de la commission à Marrakech dans le cadre de la COP22 - Communication.

Organisme extraparlémentaire - Désignation.

Questions diverses - Programme de travail de la commission.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Patrick Jeantet, président de SNCF Réseau.

Suivi quinquennal de l'application des lois - Communication.

Réunion du jeudi 26 janvier 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Bernard Roman, président de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Philippe Martin, candidat proposé aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité.

Vote sur la proposition de nomination du président du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur l'état des infrastructures routières et autoroutières, autour de Mme Christine Bouchet, MM. André Broto, Pierre Calvin, Pierre Chassery et Jean-Claude Luche.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à la mise en œuvre effective du droit à l'eau potable et à l'assainissement - Examen des amendements de séance sur le texte de la commission.

Table ronde sur les pollinisateurs, autour de M. Richard Thiéry, directeur du laboratoire pour la santé des abeilles, Mme Agnès Lefranc, directrice de l'évaluation des produits réglementés à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES), MM. Luc Belzunces, directeur de recherche et responsable du laboratoire de toxicologie environnementale, Jean-Luc Brunet, directeur

d'unité adjoint à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), Gilles Lanio, président de l'Union nationale de l'apiculture française (UNAF), Michel Perret, chef du bureau de la faune et de la flore sauvages, et Mme Jeanne-Marie Roux-Fouillet, chef de projet du Plan national d'actions « France, terre de pollinisateurs », ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer.

Réunion du mercredi 19 avril 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Contrat de performance État-SNCF Réseau - Audition de M. Bernard Roman, président de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières.

Contrat de performance État-SNCF Réseau - Audition de M. Patrick Jeantet, président-directeur général de SNCF Réseau.

Réunion du mercredi 31 mai 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail sur l'aménagement du territoire - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 27 juin 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi organique et projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Objectifs de développement durable - Table ronde.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Couverture numérique du territoire - Table ronde.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution - Audition de Mme Catherine Guillouard, candidate proposée aux fonctions de président-directeur général de la Régie autonome des transports parisiens.

Déplacement de la commission en Australie - Communication.

Vote sur la proposition de nomination aux fonctions de président-directeur général de la Régie autonome des transports parisiens.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Constitution du bureau.

Projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Nominatation d'un rapporteur.

Projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Henri Poupart-Lafarge, président-directeur général d'Alstom.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Désignation des rapporteurs pour avis.

Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Demande de saisine pour avis et désignation d'un rapporteur pour avis.

Proposition de loi tendant à simplifier certaines obligations applicables aux collectivités territoriales dans le domaine du service public d'eau potable - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi tendant à simplifier certaines obligations applicables aux collectivités territoriales dans le domaine du service public d'eau potable - Examen des amendements au texte de la commission.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports ferroviaires, collectifs et fluviaux » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports routiers » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Mounir Mahjoubi, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé du numérique.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen du rapport pour avis sur la première partie.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Biodiversité - transition énergétique » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Prévention des risques » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Audition de M. Sébastien Lecornu, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports aériens » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Crédits « Recherche en matière de développement durable » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur le canal Seine-Nord Europe.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement à Bruxelles sur le thème des transports et de l'environnement - Communication.

Déplacement à Bruxelles sur le thème du glyphosate - Communication.

Déplacement à la COP23 - Communication.

Désignation de rapporteurs.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur les déserts médicaux** - (24 janvier 2017) (p. 745). (p. 746).

- **Débat sur le thème « Économie circulaire : un gisement de matières premières et d'emploi »** - (21 février 2017) (p. 1679, 1681).

- **Débat sur le bilan de l'application des lois** - (21 février 2017) - président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable (p. 1696, 1697).

- **Proposition de loi visant à la mise en œuvre effective du droit à l'eau potable et à l'assainissement [n° 416 (2016-2017)]** - (22 février 2017) - président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable - **Article 2 (Texte non modifié par la commission) (art. L. 1314-2 [nouveau] du code de la santé publique - Obligation pour les collectivités territoriales de mettre gratuitement à disposition des équipements sanitaires et de distribution d'eau potable)** (p. 1752).

- **Débat sur le thème « Quel rôle les professions paramédicales peuvent-elles jouer dans la lutte contre les déserts médicaux ? »** - (22 février 2017) (p. 1768).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (11 juillet 2017) - **Titre (Intitulé du Titre III)** (p. 2057). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 2080, 2081). (p. 2081).

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2017) - **Article 5** (art. 110 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - Interdiction, pour une autorité territoriale, de recruter un membre de sa famille comme collaborateur) (p. 2094). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 2096). - **Demande de priorité** (p. 2144, 2145).

- **Question orale sans débat sur l'état du déploiement des réseaux numériques fixe et mobile** - (25 juillet 2017) (p. 2967). (p. 2967, 2968).

- **Débat sur l'aménagement du territoire : plus que jamais une nécessité** - (25 octobre 2017) - président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable (p. 4172, 4173). (p. 4176, 4177).

- **Proposition de loi tendant à simplifier certaines obligations applicables aux collectivités territoriales dans le domaine du service public d'eau potable [n° 32 (2017-2018)]** - (26 octobre 2017) - président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4233).

- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement [n° 43 (2017-2018)]** - (7 novembre 2017) - **Article 1er** (art. L. 111-1, art. L. 111-4 à L. 111-9 [nouveaux] du code minier - Arrêt progressif de la recherche et de l'exploitation des hydrocarbures) (p. 4369).

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4459).

- **Question orale sans débat sur les déserts médicaux** - (21 novembre 2017) (p. 5386). (p. 5387).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables

- (1er décembre 2017) - président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable (p. 7001, 7002). - **État B** (p. 7015).

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (6 décembre 2017) (p. 7304).

MAYET (Jean-François)
sénateur (Indre)
LR

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable jusqu'au 3 octobre 2017.

Secrétaire de la délégation sénatoriale à la prospective, puis membre le 18 octobre 2017, puis secrétaire le 26 octobre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et autres dispositions en matière sociale et économique (31 janvier 2017).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer la légitimité démocratique des conseillers communautaires [n° 282 (2016-2017)] (10 janvier 2017) - **Collectivités territoriales**.

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi [n° 19 (2016-2017)] de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique [n° 284 (2016-2017)] (10 janvier 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de loi organique tendant à garantir l'ancrage territorial des sénateurs [n° 634 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant création d'un fonds de dotation pour les territoires ruraux [n° 713 (2016-2017)] (7 septembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à la promotion de la cohabitation intergénérationnelle [n° 15 (2017-2018)] (6 octobre 2017) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 30 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 janvier 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 9 février 2017 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Avenir et risques du système financier et bancaire : présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Couverture numérique du territoire - Table ronde.

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Audition de M. Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du jeudi 26 octobre 2017 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Constitution du bureau de la délégation.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 -

Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique [n° 288 (2016-2017)]** - (17 janvier 2017) - rapporteur pour avis de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable - **Discussion générale** (p. 259, 260).

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Direction de l'action du Gouvernement : Coordination du travail gouvernemental [n° 110 tome 9 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - Affaires étrangères et coopération.

MAZUIR (Rachel)
sénateur (Ain)
SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques le 28 novembre 2017.

Membre de la commission d'enquête sur les frontières européennes, le contrôle des flux des personnes et des marchandises en Europe et l'avenir de l'espace Schengen jusqu'au 12 juin 2017.

Membre suppléant du comité de massif du massif du Jura le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux dérogations à la dématérialisation des bulletins de paie [n° 317 (2016-2017)] (19 janvier 2017) - Société.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - Affaires étrangères et coopération.

Proposition de loi pour une meilleure protection des mineur.e.s victimes de viol et des autres agressions sexuelles [n° 53 (2017-2018)] (26 octobre 2017) - Justice.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Programme 129 « Coordination du travail gouvernemental » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la cybersécurité** - (23 février 2017) (p. 1813, 1814).

- **Débat sur la revue stratégique de défense et de sécurité nationale** - (24 octobre 2017) (p. 3976).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (30 novembre 2017) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, pour le programme « Coordination du travail gouvernemental » (p. 6906, 6907).

MÉDEVIELLE (Pierre)
sénateur (Haute-Garonne)
UDI-UC, puis UC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la commission des affaires européennes le 5 octobre 2017, puis secrétaire le 12 octobre 2017.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017, puis vice-président le 9 novembre 2017.

Membre titulaire du comité économique, éthique et social du Haut Conseil des biotechnologies.

Membre de la mission d'information sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France jusqu'au 12 juin 2017.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne le 8 novembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article premier de la Constitution pour y inscrire le principe d'égalité devant la loi sans distinction de sexe [n° 454 (2016-2017)] (8 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à réaffirmer le principe d'égalité entre femmes et hommes et à renforcer la laïcité [n° 460 (2016-2017)] (9 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture**.

Proposition de loi organique tendant à garantir l'ancrage territorial des sénateurs [n° 634 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à renforcer et rendre plus effectives les sanctions en cas d'installations illégales en réunion sur un terrain public ou privé [n° 680 (2016-2017)] (25 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant création d'un fonds de dotation pour les territoires ruraux [n° 713 (2016-2017)] (7 septembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 30 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur la proposition de loi [n° 703 (2016-2017)] tendant à simplifier certaines obligations applicables aux collectivités territoriales dans le domaine du service public d'eau potable [n° 31 (2017-2018)] (18 octobre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Prévention des risques [n° 113 tome 3 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Véhicule sans chauffeur : le futur imminent [n° 117 (2017-2018)] (27 novembre 2017) - **Traités et conventions**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Philippe Martin, candidat proposé aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur l'état des infrastructures routières et autoroutières, autour de Mme Christine Bouchet, MM. André Broto, Pierre Calvin, Pierre Chasseray et Jean-Claude Luche.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur les pollinisateurs, autour de M. Richard Thiéry, directeur du laboratoire pour la santé des abeilles, Mme Agnès Lefranc, directrice de l'évaluation des produits réglementés à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES), MM. Luc Belzunces, directeur de recherche et responsable du laboratoire de toxicologie environnementale, Jean-Luc Brunet, directeur d'unité adjoint à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), Gilles Lanio, président de l'Union nationale de l'apiculture française (UNAF), Michel Perret, chef du bureau de la faune et de la flore sauvages, et Mme Jeanne-Marie Roux-Fouillet, chef de projet du Plan national d'actions « France, terre de pollinisateurs », ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Couverture numérique du territoire - Table ronde.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement de la commission en Australie - Communication.

Réunion du mercredi 27 septembre 2017 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Réunion avec les membres du conseil scientifique de l'OPECST.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi tendant à simplifier certaines obligations applicables aux collectivités territoriales dans le domaine du service public d'eau potable - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi tendant à simplifier certaines obligations

applicables aux collectivités territoriales dans le domaine du service public d'eau potable - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Constitution du bureau.

Examen des suites à donner à la saisine sur le glyphosate.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Prévention des risques » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sébastien Lecornu, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Transports - Stratégie de l'Union européenne pour le véhicule autonome : rapport d'information de M. René Danesi, Mmes Pascale Gruny, Gisèle Jourda et M. Pierre Médevielle.

Réunion du mardi 28 novembre 2017 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Rencontre avec des parlementaires russes sur la politique énergétique.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports maritimes » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 30 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Groupe de travail Usage du glyphosate : communication de M. Pierre Médevielle.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement à Bruxelles sur le thème du glyphosate - Communication.

Déplacement à la COP23 - Communication.

Réunion du jeudi 14 décembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Politique de coopération - Partenariat oriental : communication de MM. René Danesi, Pierre Médevielle et André Reichardt.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème « Quel rôle les professions paramédicales peuvent-elles jouer dans la lutte contre les déserts médicaux ? »** - (22 février 2017) (p. 1770, 1771).

- **Débat sur l'aménagement du territoire : plus que jamais une nécessité** - (25 octobre 2017) (p. 4183).

- **Proposition de loi tendant à simplifier certaines obligations applicables aux collectivités territoriales dans le domaine du service public d'eau potable [n° 32 (2017-2018)]** - (26 octobre 2017) - rapporteur de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable - **Discussion générale** (p. 4226). - **Article 1er** (*Décalage d'un an de la déclaration des indicateurs de performance*) (p. 4232). (p. 4232). - **Article 2** (*Pré-remplissage de la déclaration auprès de l'agence de l'eau*) (p. 4232). - **Article 5** (*Gage financier*) (p. 4233).

- **Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 45 (2017-2018)]** - (31 octobre 2017) - **Article 3** (*art. 9-2 [nouveau] de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage - Organisation des grands rassemblements et des grands passages de gens du voyage*) (p. 4280). (p. 4280).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]**

Troisième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 12** (*Augmentation du droit de consommation sur le tabac en France continentale et en Corse*) (p. 5115). (p. 5124).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables

- (1er décembre 2017) - rapporteur pour avis de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, pour la prévention des risques (p. 7000).

- **Débat sur la COP23** - (13 décembre 2017) (p. 9605). (p. 9605).

MÉLOT (Colette)
sénatrice (Seine-et-Marne)
LR, puis RTLI, puis LIRT

Réélue le 24 septembre 2017.

Secrétaire du Sénat jusqu'au 3 octobre 2017.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Secrétaire de la commission des affaires européennes, puis vice-présidente le 5 octobre 2017.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) ; nouvelle nomination : membre suppléant le 20 décembre 2017.

Membre titulaire du comité de suivi de la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République le 20 décembre 2017.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne jusqu'au 12 juin 2017.

Membre de la mission d'information sur la démocratie représentative, la démocratie participative, la démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 jusqu'au 12 juin 2017.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne le 8 novembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la réforme européenne du droit d'auteur [n° 319 (2016-2017)] (20 janvier 2017) - **Culture**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture**.

Proposition de loi sur la majoration des pensions aux veuves des très grands invalides de guerre dont l'indice de pension était supérieur à 2 000 points à la date du décès [n° 626 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi organique tendant à garantir l'ancrage territorial des sénateurs [n° 634 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à créer un fonds national d'investissement en faveur des petites communes [n° 89 (2017-2018)] (15 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de résolution européenne sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir - Examen des amendements.

Réunion du jeudi 19 janvier 2017 (*commission des affaires européennes*) : Culture - Paquet « Droit d'auteur » : proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Colette Mélot et M. Richard Yung.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Carole Bienaimé Besse, candidate désignée par le président du Sénat aux fonctions de membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel en application de l'article 4 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication.

(*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de S.E. Lord Edward Llewellyn, ambassadeur du Royaume-Uni en France.

Réunion du jeudi 2 février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Programme de travail 2017 de la commission européenne - Rapport d'information,

proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens (COM) de l'Institut français pour la période 2017-2019 - Communication et examen de l'avis de la commission.

Réunion du jeudi 16 février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de S.E. M. Patrick Mifsud, ambassadeur de Malte.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur la francophonie - Présentation du rapport d'information.

Réunion du jeudi 23 février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Éducation - Erasmus des apprentis : avis politique de Mmes Colette Mélot et Patricia Schillinger.

Réunion du mercredi 22 mars 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Échange avec une délégation de la commission des affaires étrangères et des affaires de l'Union européenne du Sénat polonais.

Réunion du mercredi 7 juin 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur la réforme des rythmes scolaires - Communication.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Éric Léandri, président-fondateur de Qwant.

Réunion du jeudi 13 juillet 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de S.E. M. Alar Streimann, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire d'Estonie en France.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Françoise Nyssen, ministre de la culture.

Groupe de travail « culture et handicap » - Présentation du rapport d'information.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Proposition de résolution européenne de Mme Catherine Morin-Desailly sur la réforme des conditions d'utilisation des mesures conservatoires prévues par le règlement (CE) n° 1-2003 du Conseil relatif à la mise en œuvre des règles de concurrence : rapport d'information de M. Philippe Bonnecarrère.

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Chronologie des médias - Communication.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Jean-Marc Huart, directeur général de l'enseignement scolaire, et Xavier Turion, adjoint au directeur général au ministère de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rentrée universitaire - Audition de M. Gilles Roussel, président de la Conférence des présidents d'université (CPU).

Réunion du jeudi 19 octobre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Comitologie : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de

finances pour 2018 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » - Audition de Mme Françoise Nyssen, ministre de la culture.

Réunion du jeudi 26 octobre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, sur le Conseil européen des 19 et 20 octobre.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Laura Flessel, ministre des sports.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Recherche et Enseignement supérieur » - Crédits « Recherche » et « Enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » - Crédits « Audiovisuel » et compte de concours financier « Avancés à l'audiovisuel public » - Crédits « Livre et industries culturelles » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Proposition de résolution européenne de Mme Nathalie Goulet tendant à la création d'un Tribunal pénal international chargé de juger les djihadistes européens ayant servi avec Daesh : examen du rapport de MM. Jacques Bigot et André Reichardt.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Enseignement scolaire » - Crédits « Enseignement scolaire » et « Enseignement technique agricole » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Contrôle des investissements étrangers : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Franck Menonville.

Politique étrangère et de défense - État des négociations en vue de la réunification de Chypre : communication de M. Didier Marie.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines » et « Création et transmission des savoirs et démocratisation de la culture » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 30 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Assiette commune et consolidée de l'impôt sur les sociétés (ACCIS) : communication de MM. Claude Kern et Claude Raynal.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants - Audition conjointe de MM. Gilles Roussel, président de la Conférence des présidents d'université (CPU) et Philippe Vincent, secrétaire général adjoint du Syndicat national des personnels de direction de l'éducation nationale (SNPDEN).

(*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Ventes de biens en ligne : communication de M. André Gattolin et Mme Colette Mélot.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la reconnaissance de**

l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir [n° 104 (2016-2017)] - (11 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 90, 91).

- **Projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 608 (2016-2017)]** - (13 juillet 2017) - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 2482).

- **Question orale sans débat sur la santé publique et la lutte contre les nuisibles** - (25 juillet 2017) (p. 2987). (p. 2987, 2988).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'avenir de l'Union européenne** - (11 octobre 2017) (p. 3762, 3763).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations [n° 23 (2017-2018)]** - (17 octobre 2017) - **Articles additionnels après l'article 3** (*Amélioration de l'attractivité du droit français des contrats*) (p. 3809). (p. 3810). - **Article 5 (nouveau)** (*art. 1130, 1132, 1137, 1138, et 1143 du code civil - Les vices du consentement*) (p. 3812). (p. 3812). (p. 3814). (p. 3814). - **Article 7 (nouveau)** (*art. 1162, 1165, 1166, 1167, 1170 et 1171 du code civil - Le contenu du contrat*) (p. 3826). (p. 3826). (p. 3827). (p. 3827). (p. 3827). (p. 3827). (p. 3828). - **Article 8 (nouveau)** (*art. 1195 et 1213 à 1215 du code civil et art. L. 211-40-1 [nouveau] du code monétaire et financier - Le régime de l'imprévision et la durée du contrat*) (p. 3829, 3830). (p. 3830). - **Article 9 (nouveau)** (*art. 1217, 1221, 1223, 1225, 1226 et 1230 du code civil - Les sanctions de l'inexécution du contrat*) (p. 3832). (p. 3832, 3833).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le transfert de la gestion du PACS aux communes** - (26 octobre 2017) (p. 4200). (p. 4201).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]**

Quatrième partie :

- (17 novembre 2017) - **Article 49** (*art. L. 1432-5, L. 1435-9, L. 1435-9-1 [nouveau] et L. 1435-10 du code de la santé publique - Assouplissement des règles de gestion du FIR*) (p. 5333). (p. 5333).

- **Débat sur l'avenir de l'Institut français** - (21 novembre 2017) (p. 5411). (p. 5411).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Première partie :

- (23 novembre 2017) - **Article 27** (*Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne*) (p. 6354).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2017) - **Article 19** (*Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public*) (p. 6686). (p. 6686). (p. 6689). (p. 6691). (p. 6701). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 6716). (p. 6716). (p. 6717). (p. 6718). (p. 6721).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la formation universitaire de prévention de la radicalisation** - (28 novembre 2017) (p. 6770, 6771).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] (suite)**

Seconde partie :

Enseignement scolaire

- (29 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 55 bis** (p. 6884). (p. 6884). (p. 6884). (p. 6885).

Sport, jeunesse et vie associative

- (29 novembre 2017) (p. 6887, 6888).

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (30 novembre 2017) (p. 6911, 6912).

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (4 décembre 2017) - État B (p. 7074, 7075). (p. 7076). - Article additionnel après l'article 66 (Limitation du nombre de contrats aidés) (p. 7081).

Culture

- (4 décembre 2017) (p. 7084, 7085).

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (4 décembre 2017) (p. 7102, 7103). - État B (p. 7112). (p. 7113).

- Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 14 et 15 décembre 2017 - (12 décembre 2017) (p. 7849, 7851).

MENONVILLE (Franck)

sénateur (Meuse)
RDSE

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la commission des affaires européennes le 5 octobre 2017.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 18 octobre 2017.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques du 18 octobre 2017 au 15 novembre 2017.

Membre titulaire du comité local d'information et de suivi du laboratoire souterrain de Bure le 13 décembre 2017.

Membre de la mission d'information sur Alstom et la stratégie industrielle du pays le 22 novembre 2017, puis vice-président le 29 novembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi sur le régime de l'exécution des peines des auteurs de violences conjugales [n° 621 (2016-2017)] (11 juillet 2017) - **Famille**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le filtrage des investissements directs étrangers dans l'Union européenne [n° 116 (2017-2018)] - Les investissements directs étrangers dans l'Union européenne : quels contrôles ? [n° 115 (2017-2018)] (27 novembre 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le filtrage des investissements directs étrangers dans l'Union européenne [n° 116 (2017-2018)] (27 novembre 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - États généraux de l'alimentation - Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Contrôle des investissements étrangers : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Franck Menonville.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*mission commune d'information sur Alstom*) : Constitution.

Réunion du jeudi 30 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Groupe de travail Usage du glyphosate : communication de M. Pierre Médevielle.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le stockage des déchets radioactifs à Bure** - (9 novembre 2017) (p. 4668).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Première partie :

- (23 novembre 2017) - **Article 27** (*Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne*) (p. 6355, 6356).

Seconde partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (6 décembre 2017) (p. 7272, 7273).

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (7 décembre 2017) - **Article 49** (*Suppression du fonds d'accompagnement de la réforme du micro-bénéfice agricole*) (p. 7423). - **Article 49 bis (nouveau)** (*art. 1604 du code général des impôts - Affectation des « centimes forestiers »*) (p. 7424). - **Article additionnel après l'article 49 ter** (*Rapport sur les modalités d'un plan national stratégique pour la réalisation de retenues de soutiens d'étiage*) (p. 7426). (p. 7426).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 14 et 15 décembre 2017** - (12 décembre 2017) (p. 7851, 7852).

MERCIER (Marie)
sénateur (Saône-et-Loire)
LR

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 18 octobre 2017, puis vice-présidente le 26 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

Membre de la mission d'information sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France jusqu'au 12 juin 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 717 (2016-2017)] (13 septembre 2017) - **Agriculture et pêche**.

MERCIER (Michel)
sénateur (Rhône)
UDI-UC, puis UC

Démissionnaire le 30 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse (18 janvier 2017).

Proposition de loi tendant à la promotion de la cohabitation intergénérationnelle [n° 15 (2017-2018)] (6 octobre 2017) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer un Pass permis citoyen [n° 38 (2017-2018)] (19 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale et aux réunions des commissions départementales d'aménagement commercial [n° 167 (2017-2018)] (13 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 4 avril 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des lois*) : Missions d'information de la commission - Désignation de rapporteurs.

Réunion du mardi 28 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du jeudi 7 décembre 2017 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition conjointe de MM. Hugues Bodin, président de Futuribles international, Mathieu Bodin, directeur de l'Institut des futurs souhaitables, Mme Marina Rachline, directrice « Waves » de thecamp, et M. Benoît Bailliart, directeur du Lab de thecamp.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'aménagement du territoire : plus que jamais une nécessité** - (25 octobre 2017) (p. 4189). (p. 4190).

- **Question orale sans débat sur les seuils d'exportation des biens culturels** - (21 novembre 2017) (p. 5382). (p. 5383).

- **Débat sur les collectivités locales** - (22 novembre 2017) (p. 7676).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion des projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique (26 juillet 2017).

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Laisser respirer les territoires [n° 485 (2016-2017)] (29 mars 2017) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 585 (2016-2017)] prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 591 (2016-2017)] (28 juin 2017) - **Police et sécurité**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 587 (2016-2017)] renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme [n° 629 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Défense**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre (nouvelle lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la sécurité publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 24 janvier 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à renforcer les obligations comptables des partis politiques - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi visant à favoriser l'assainissement cadastral et la résorption du désordre de propriété - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des lois*) : Création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux passeports et aux cartes nationales d'identité (fichier TES) - Audition de M. Bruno Le Roux, ministre de l'intérieur.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mars 2017 (*commission des lois*) : Mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 20 juin 2017 (*commission des lois*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Audition de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 11 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 1er août 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi organique pour la confiance dans la vie politique.

Réunion du mercredi 2 août 2017 (*commission des lois*) : Articles 56 et 13 de la Constitution - Audition de M. Michel Mercier, candidat proposé par le président du Sénat pour siéger au Conseil constitutionnel.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à la composition de la cour d'assises de l'article 698-6 du code de procédure pénale [n° 86 (2016-2017)]** - (10 janvier 2017) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 9).

- **Projet de loi relatif à la sécurité publique [n° 310 (2016-2017)]** - (24 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 801, 802).

- **Proposition de loi tendant à renforcer les obligations comptables des partis politiques [n° 334 (2016-2017)]** - (1er février 2017) - **Discussion générale** (p. 1133, 1134).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 592 (2016-2017)]** - (4 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 1882, 1884). - **Article 1er** (*Prorogation de l'état d'urgence jusqu'au 1er novembre 2017*) (p. 1892). - **Article 2 (nouveau)** (*art. 5 de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence - Rétablissement des interdictions de séjour*) (p. 1892).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (12 juillet 2017) - **Demande de priorité** (p. 2149).

- **Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme [n° 630 (2016-2017)]** - (18 juillet 2017) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 2627, 2628). - **Question préalable** (p. 2631). - **Article 1er** (*art. L. 226-1 [nouveau], L. 511-1, L. 613-1 et L. 613-2 du code de la sécurité intérieure - Périmètres de protection*) (p. 2641). (p. 2643). (p. 2644). (p. 2644). (p. 2645). (p. 2645). (p. 2646). (p. 2646). - **Article 2** (*art. L. 227-1 et L. 227-2 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Fermeture administrative des lieux de culte*) (p. 2648). (p. 2649). (p. 2650). (p. 2651). (p. 2651). - **Article 3** (*art. L. 228-1, L. 228-2, L. 228-3, L. 228-4, L. 228-5, L. 228-6 et L. 228-7 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Régime de contrôle administratif et de surveillance des personnes constituant une menace grave pour la sécurité et l'ordre publics*) (p. 2654). (p. 2658). (p. 2659). (p. 2659). (p. 2660). (p. 2661). (p. 2662). (p. 2663). (p. 2665). (p. 2666). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2668). (p. 2670). - **Article 4** (*art. L. 229-1, L. 229-2, L. 229-3, L. 229-4, L. 229-5 et L. 229-6 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Visites domiciliaires et saisies*) (p. 2673). (p. 2675). (p. 2675). (p. 2676). (p. 2676). (p. 2676, 2677). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 2678). - **Article 4 bis (nouveau)** (p. 2678). - **Article 5** (*art. 17 de la loi n° 2013-1168 du 18 décembre 2013 relative à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale - Pérennisation du traitement relatif aux données des transporteurs aériens dit « système API-PNR France »*) (p. 2679). - **Article 6** (*art. L. 232-1 et L. 232-7 du code de la sécurité intérieure - Adaptation du « système API-PNR France » au droit de l'Union*

européenne) (p. 2681). - **Article 7** (art. L. 232-4, L. 232-7 et L. 232-7-1 [nouveau] du code de la sécurité intérieure - Création d'un « PNR maritime ») (p. 2683). - **Article additionnel après l'article 7** (p. 2683). (p. 2684). - **Article additionnel avant l'article 8** (p. 2685). - **Article 8** (art. L. 822-2, L. 852-2 [nouveau], L. 853-2, L. 854-9-1 [nouveau], L. 854-9-2 [nouveau], L. 854-9-3 [nouveau] et L. 871-2 du code de la sécurité intérieure ; art. L. 2371-1 [nouveau] et L. 2371-2 [nouveau] du code de la défense - Surveillance hertzienne) (p. 2686). (p. 2686). (p. 2687, 2688). (p. 2688). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 2689). - **Article 9** (art. L. 822-2, L. 852-2 [nouveau], L. 853-2, L. 854-9-1 [nouveau], L. 854-

9-2 [nouveau], L. 854-9-3 [nouveau] et L. 871-2 du code de la sécurité intérieure ; art. L. 2371-1 [nouveau] et L. 2371-2 [nouveau] du code de la défense - Surveillance hertzienne) (p. 2689). (p. 2690). - **Article 10** (art. 78-2 du code de procédure pénale ; art. 67 quater du code des douanes - Contrôles d'identité dans les zones frontalières) (p. 2693). (p. 2694). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 2695). (p. 2696).

MEUNIER (Michelle)
sénatrice (Loire-Atlantique)
SOCR

Réélue le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales à partir du 5 octobre 2017 ; secrétaire de la commission jusqu'au 4 octobre 2017.

Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes jusqu'au 17 octobre 2017.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat jusqu'au 8 novembre 2017.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale le 21 novembre 2017, puis vice-présidente le 29 novembre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de simplification des procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (12 janvier 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création de l'Agence nationale de santé publique (12 janvier 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 (20 novembre 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance relative à l'adaptation des dispositions législatives relatives au fonctionnement des ordres des professions de santé (1er décembre 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance relative à la profession de physicien médical et l'ordonnance relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé (1er décembre 2017).

Membre titulaire du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé jusqu'au 26 juin 2017.

Membre titulaire du comité de suivi de l'Agence française de l'adoption jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre titulaire du Haut Conseil de la famille jusqu'au 9 juin 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour une meilleure protection des mineur.e.s victimes de viol et des autres agressions sexuelles [n° 53 (2017-2018)] (26 octobre 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à interdire la pratique de la chasse à courre, à cor et à cri [n° 106 (2017-2018)] (22 novembre 2017) - **Environnement**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission des affaires sociales*) : Article 13 de la Constitution - Audition de Mme Agnès Buzyn, candidate proposée par le président de la République à la présidence de la Haute Autorité de santé.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des affaires sociales*) : Table ronde sur la problématique de la qualité de vie au travail des personnels hospitaliers.

Réunion du jeudi 16 février 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Les enfants à identité sexuelle indéterminée - Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits.

Réunion du jeudi 23 février 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Les enfants à identité sexuelle indéterminée - Examen du rapport d'information de Mmes Maryvonne Blondin et Corinne Bouchoux.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale - Lutte contre la fraude aux prestations de sécurité sociale - Communication.

Prise en charge sociale des mineurs isolés étrangers - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 5 juillet 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'information « Femmes et agriculture ».

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Marlène Schiappa, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale - État des lieux et perspectives des mesures incitatives au

développement de l'offre de soins primaires dans les zones sous-dotées - Examen du rapport d'information.

Situation des urgences hospitalières, en liaison avec l'organisation de la permanence des soins - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 17 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé et M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de M. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration de la Caisse nationale d'allocations familiales.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Article 13 de la Constitution - Audition de Mme Dominique Le Guludec, candidate proposée par le président de la République à la présidence de la Haute Autorité de santé.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement - Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA) » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Échange de vues sur le programme de travail.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires - Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 5 décembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean Bassères, candidat proposé par le président de la République à la direction générale de Pôle emploi.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Audition de M. François-Xavier Selleret, directeur du GIE Agirc-Arrco.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème « Violences sexuelles, aider les victimes à parler »** - (2 février 2017) (p. 1221, 1222).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le plan de lutte contre les violences faites aux enfants** - (23 février 2017) (p. 1819).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avis du Comité consultatif national d'éthique sur la PMA** - (20 juillet 2017) (p. 2832). (p. 2832).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (25 juillet 2017) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3043).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (15 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 5011). - **Article additionnel après l'article 10** (*Extension de l'offre « service emploi association » de 10 à 20 salariés*) (p. 5043).

Troisième partie :

- (16 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 14** (*Retrait des médicaments génériques de l'assiette de la taxe sur le chiffre d'affaires des distributeurs en gros*) (p. 5146). (p. 5148).

Quatrième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 26** (*art. L. 531-2 et L. 531-3 du code de la sécurité sociale et art. 74 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Harmonisation du barème et des plafonds de la PAJE et du complément familial*) (p. 5192). - **Article 26 bis (nouveau)** (*Demande de rapport sur les modalités d'attribution des places au sein des établissements et services d'accueil du jeune enfant*) (p. 5197). - **Article additionnel après l'article 26 bis** (*Pécule des enfants confiés à l'ASE*) (p. 5199, 5200). - **Article additionnel après l'article 34 bis** (*Promotion du forfait de prise en charge des traitements nicotiniques de substitution*) (p. 5224). (p. 5224). - **Article 35** (*art. L. 162-31-1 et L. 221-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 1433-1 du code de la santé publique, art. 43 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Cadre d'expérimentations pour l'innovation dans le système de santé*) (p. 5236).

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 5261). (p. 5262). - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 5313). - **Article 44 bis (nouveau)** (*art. L. 162-1-21 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. 83 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé - Suppression de la généralisation obligatoire du tiers payant*) (p. 5320).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (30 novembre 2017) (p. 6935). - **État B** (p. 6948). (p. 6949).

MEURANT (Sébastien)
sénateur (Val-d'Oise)
LR

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 18 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 (7 décembre 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2018 (7 décembre 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2017 (14 décembre 2017).

Membre suppléant du Comité national d'orientation et de suivi du fonds de soutien aux collectivités territoriales et à certains établissements publics ayant souscrit des contrats de prêt ou des contrats financiers structurés à risque le 13 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 717 (2016-2017)] (13 septembre 2017) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice.**

Proposition de loi visant à instaurer un Pass permis citoyen [n° 38 (2017-2018)] (19 octobre 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à prendre en compte la situation des « Américains accidentels » concernés par le Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA) [n° 64 (2017-2018)] (6 novembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées sous tutelle ou sous curatelle [n° 95 (2017-2018)] (16 novembre 2017) - **Famille.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Immigration, asile et intégration [n° 108 tome 3 annexe 16 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'amélioration du fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre [n° 151 (2017-2018)] (8 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale et aux réunions des commissions départementales d'aménagement commercial [n° 167 (2017-2018)] (13 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Participation de la France au budget de l'Union européenne (article 27) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des principaux éléments de l'équilibre sur le projet de loi de finances pour 2018 - Tome I du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*délégation aux entreprises*) : Questions diverses.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur, et Mme Jacqueline Gourault, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » (et articles 57 octies et nonies) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et articles 53, 54 à 54 quater) - Comptes d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », « Transition énergétique » et « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (FACÉ) » - Programmes « Infrastructures et services de transports » et « Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture » et compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » - Programme « Expertise, information géographique et météorologie » et budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen des rapports spéciaux.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Engagements financiers de l'État » - Compte d'affectation spéciale « Participations de la France au désendettement de la Grèce » - Comptes de concours financiers « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » et « Accords monétaires internationaux » (et articles 55 et 55 bis) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 5 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » (et articles 52 à 52 sexies) - Examen définitif.

Projet de loi de finances pour 2018 - Missions « Sécurités » (et articles 62 ter et quater), « Immigration, asile et intégration » (et article 56 à 57 bis), « Justice » (et article 57 ter) et article 49 B de la mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen des amendements de séance.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la taxe sur les dividendes et la taxe foncière** - (23 novembre 2017) (p. 6330).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Première partie :

- (24 novembre 2017) - **Article 3** (Art. 1407 bis, 1413 bis, 1414, 1414 A, 1414 B, 1414 C (nouveau), 1417, 1605 bis et 1641 du code général des impôts, et L. 173 du livre des procédures fiscales - Dégrèvement de la taxe d'habitation sur la résidence principale) (p. 6399, 6400).

Seconde partie :

Immigration, asile et intégration

- (5 décembre 2017) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 7217, 7218). - **État B** (p. 7228). (p. 7229). (p. 7229). (p. 7230). (p. 7230). - **Article 56** (Mise en œuvre progressive de l'application du contrat d'intégration républicaine à Mayotte) (p. 7231). - **Article 57** (art. L. 744-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Réduction de la durée de versement de l'allocation pour demandeur d'asile (ADA) des personnes n'étant plus demandeurs d'asile) (p. 7232). - **Article 57 bis (nouveau)** (art. L. 213-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Clarification de l'obligation, pour le transporteur, de prendre en charge l'étranger dont le refus d'entrée a été prononcé pendant le délai nécessaire à son réacheminement, ainsi que les frais de réacheminement) (p. 7233).

- **Débat sur le retour des djihadistes en France** - (13 décembre 2017) (p. 9595).

MÉZARD (Jacques)

*ministre de la cohésion des territoires
(à partir du 21 juin 2017)
ministre de l'agriculture et de
l'alimentation
(du 17 mai 2017 au 19 juin 2017)
sénateur (Cantal)
RDSE
(jusqu'au 17 juin 2017)*

Devenu membre du Gouvernement le 17 juin 2017.

Président du groupe du Rassemblement démocratique et social européen jusqu'au 22 mai 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 17 juin 2017.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » jusqu'au 12 juin 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la collectivité de Corse (8 février 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale (8 février 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité publique (8 février 2017).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à garantir le principe de l'indépendance de la justice [n° 443 (2016-2017)] (23 février 2017) - **Justice**.

Proposition de loi relative au rétablissement des critères de classement des communes situées en zone de revitalisation rurale tels qu'ils existaient avant l'adoption de la loi de finances rectificative du 29 décembre 2015 [n° 478 (2016-2017)] (27 mars 2017) - **Aménagement du territoire**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Cinq ans pour sauver la justice ! [n° 495 (2016-2017)] (4 avril 2017) - **Justice**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Les nouvelles technologies au service de la modernisation des territoires [n° 509 (2016-2017)] (19 avril 2017) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de ratification de trois ordonnances relatives à la collectivité de Corse - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à assurer la sincérité et la fiabilité des comptes des collectivités territoriales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 4 avril 2017 (*commission des lois*) : Mission sur le redressement de la justice - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 19 avril 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Les nouvelles technologies au service de la modernisation des territoires - Présentation du rapport d'information de MM. Jacques Mézard et Philippe Mouiller.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Proposition de loi relative à la composition de la cour d'assises de l'article 698-6 du code de procédure pénale [n° 86 (2016-2017)] - (10 janvier 2017) - Discussion générale (p. 15, 16).
- Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes - Troisième lecture [n° 256 (2016-2017)] - (10 janvier 2017) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale - Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 206 (216-217) (p. 18, 19). - Article 25 (texte non modifié par la commission) (Statut des entités non qualifiées d'autorités administratives indépendantes et obligation de déclaration d'intérêts et de patrimoine de leurs membres) (p. 28, 29).
- Proposition de loi organique relative aux autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Troisième lecture [n° 206 (216-217)] - (10 janvier 2017) - Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 256 (2016-2017) (p. 18, 19).
- Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1561 du 21 novembre 2016 complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la collectivité de Corse, n° 2016-1562 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures institutionnelles relatives à la collectivité de Corse et n° 2016-1563 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures électorales applicables en Corse [n° 312 (2016-2017)] - (26 janvier 2017) - Article 1er (Ratification de l'ordonnance budgétaire, financière, fiscale et comptable) (p. 1003, 1004). - Article 2 (Ratification de l'ordonnance institutionnelle) (p. 1005).
- Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 332 (2016-2017)] - (31 janvier 2017) - Discussion générale (p. 1027, 1028).
- Débat sur le thème « Faut-il supprimer l'École nationale d'administration ? » - (1er février 2017) - au nom du groupe du RDSE (p. 1168, 1170).
- Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse - Nouvelle lecture [n° 340 (2016-2017)] - (14 février 2017) - Discussion générale (p. 1424, 1425). - Article unique (p. 1435).
- Débat sur le thème « Entre réforme territoriale et contraintes financières : quels outils et moyens pour les communes en zones rurales ? » - (21 février 2017) (p. 1705, 1706).
- Éloge funèbre de François Fortassin, sénateur des Hautes-Pyrénées - (11 juillet 2017) (p. 2001, 2003).
- Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-717 du 3 mai 2017 portant création de l'établissement public Paris La Défense [n° 632 (2016-2017)] - (20 juillet 2017) - Discussion générale (p. 2807, 2809). (p. 2813, 2814). - Article 2 (nouveau) (Définition des périmètres d'intervention de Paris La Défense) (p. 2814, 2815). (p. 2816, 2817). - Article additionnel après l'article 3 (p. 2819). - Article 5 (nouveau) (Suppression du pouvoir du préfet de région de suspendre le caractère exécutoire des décisions du conseil d'administration de Paris La Défense pour atteinte au bon fonctionnement des services publics) (p. 2821). (p. 2822). - Article 6 (nouveau) (Date d'entrée en vigueur de l'ordonnance) (p. 2822, 2823). - Article 7 (nouveau) (Transfert de propriété des parcs de stationnement de La Défense) (p. 2823).
- Question d'actualité au Gouvernement sur la Conférence nationale des territoires (I) - (20 juillet 2017) (p. 2827, 2828).
- Question d'actualité au Gouvernement sur la Conférence nationale des territoires (II) - (20 juillet 2017) (p. 2828).
- Question orale sans débat sur l'état du déploiement des réseaux numériques fixe et mobile - (25 juillet 2017) (p. 2967).
- Question orale sans débat sur l'avenir des départements de la petite couronne - (25 juillet 2017) (p. 2968).
- Question orale sans débat sur les autorisations de construire déposées par les coopératives d'utilisation des matériels agricoles - (25 juillet 2017) (p. 2969, 2970).
- Question orale sans débat sur le redécoupage des zones de revitalisation rurale - (25 juillet 2017) (p. 2970).
- Question orale sans débat sur la couverture en téléphonie mobile dans les zones rurales - (25 juillet 2017) (p. 2971).
- Question d'actualité au Gouvernement sur les aides personnalisées au logement - (1er août 2017) (p. 3505).
- Question d'actualité au Gouvernement sur les états généraux de la politique de la ville - (17 octobre 2017) (p. 3818).
- Question d'actualité au Gouvernement sur le logement social - (17 octobre 2017) (p. 3819).
- Question d'actualité au Gouvernement sur les déserts médicaux - (17 octobre 2017) (p. 3821).
- Question orale sans débat sur les friches privées et les biens « sans maître » dans les centres-bourgs - (24 octobre 2017) (p. 3943).
- Question orale sans débat sur la technologie satellitaire et la fracture numérique - (24 octobre 2017) (p. 3943, 3944).
- Question orale sans débat sur l'élargissement du dispositif fiscal dit « Pinel » aux communes situées en zone C - (24 octobre 2017) (p. 3944, 3945).
- Question orale sans débat sur la politique éducative en milieu rural - (24 octobre 2017) (p. 3945).
- Débat sur l'aménagement du territoire : plus que jamais une nécessité - (25 octobre 2017) (p. 4173, 4176). (p. 4177, 4178). (p. 4178). (p. 4178). (p. 4179). (p. 4180). (p. 4180). (p. 4181). (p. 4182). (p. 4182). (p. 4183). (p. 4183, 4184). (p. 4184). (p. 4185). (p. 4185, 4186). (p. 4186). (p. 4187). (p. 4187). (p. 4188). (p. 4188). (p. 4189). (p. 4189, 4190).
- Question d'actualité au Gouvernement relative aux mesures du Gouvernement sur le logement - (31 octobre 2017) (p. 4268).
- Question d'actualité au Gouvernement sur la politique de la ville (I) - (14 novembre 2017) (p. 4917).
- Question d'actualité au Gouvernement sur la politique de la ville (II) - (14 novembre 2017) (p. 4920).
- Question d'actualité au Gouvernement sur la politique de la ville (III) - (14 novembre 2017) (p. 4921, 4922).
- Question orale sans débat sur la certification des armatures du béton - (21 novembre 2017) (p. 5377).
- Question orale sans débat sur les préenseignes - (21 novembre 2017) (p. 5377, 5378).
- Question orale sans débat sur l'état d'avancement du plan France très haut débit - (21 novembre 2017) (p. 5378, 5379).
- Question orale sans débat sur la suppression de l'accès au prêt à taux zéro pour les constructions nouvelles - (21 novembre 2017) (p. 5379).
- Question orale sans débat sur la suppression progressive du prêt à taux zéro pour 97 % du territoire - (21 novembre 2017) (p. 5380).

- **Débat sur la politique de la ville : une réforme bien engagée mais fragilisée par un manque de moyens** - (21 novembre 2017) (p. 5426, 5427). (p. 5427). (p. 5428). (p. 5428, 5429). (p. 5429). (p. 5430). (p. 5430). (p. 5431). (p. 5431). (p. 5432). (p. 5432). (p. 5433). (p. 5433, 5434). (p. 5434). (p. 5435). (p. 5435). (p. 5436). (p. 5436, 5437). (p. 5437). (p. 5437, 5438). (p. 5438).

- **Question orale sans débat sur la politique fiscale du Gouvernement en matière de logement** - (5 décembre 2017) (p. 7181).

- **Question orale sans débat sur la réforme territoriale de l'agglomération parisienne** - (5 décembre 2017) (p. 7182).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (6 décembre 2017) (p. 7306, 7310). - **Article 52 (priorité)** (art. L. 351-2, L. 351-3, L. 411-8-1, L. 441-3, L. 441-11, L. 442-2-1 [nouveau] et L. 481-2 du code de la construction, art. L. 542-2 et L. 831-1 du code de la sécurité sociale - Réforme des aides au logement et de la politique des loyers dans le parc social) (p. 7318). (p. 7320, 7321). (p. 7323). (p. 7329). (p. 7332, 7333). (p. 7334). - **État B** (p. 7335). (p. 7336). (p. 7337, 7338). (p. 7339). (p. 7340). (p. 7341). (p. 7343). - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 7345). - **Article 52 bis (nouveau)** (art. L. 345-1 du code de la construction et de l'habitation) - *Obligation pour les CHRS de remplir*

annuellement l'enquête nationale de coûts) (p. 7346). - **Article 52 ter (nouveau)** (art. L. 351-2-1 du code de la construction et de l'habitation et L. 542-1 et L. 831-2 du code de la sécurité sociale - *Coordination compte tenu de la création de l'impôt sur la fortune immobilière (IFI) en remplacement de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) et codification du principe de non-éligibilité aux aides personnelles au logement des particuliers rattachés au foyer fiscal de leurs parents assujettis à cet impôt*) (p. 7347). - **Article 52 quater (nouveau)** (art. L. 435-1, L. 443-14-1 [nouveau], L. 443-15-2-1, L. 443-15-2-2 et L. 452-3 du code de la construction et de l'habitation - *Création d'une taxe sur le produit des cessions de logements des organismes de logement social*) (p. 7348). (p. 7349). - **Article additionnel après l'article 52 sexies** (*Rapport d'information sur l'opportunité de créer un indicateur d'évaluation de la présence des services publics et parapublics dans ces quartiers prioritaires de la politique de la ville ou dans les zones rurales*) (p. 7350).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-717 du 3 mai 2017 portant création de l'établissement public Paris La Défense** - *Commission mixte paritaire [n° 145 (2017-2018)]* - (18 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10287). (p. 10291).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les bailleurs sociaux** - (19 décembre 2017) (p. 10414, 10415).

MICHEL (Danielle)
sénateur (Landes)
SOCR

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 1er octobre 2017.

Secrétaire de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

MICOULEAU (Brigitte)
sénatrice (Haute-Garonne)
LR

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de simplification des procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (12 janvier 2017).

Membre de la mission d'information sur la démocratie représentative, la démocratie participative, la démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 jusqu'au 12 juin 2017.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mission en Inde - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Laura Flessel, ministre des sports.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création de l'Agence nationale de santé publique (12 janvier 2017).

Membre de la mission d'information sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France jusqu'au 12 juin 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer la légitimité démocratique des conseillers communautaires [n° 282 (2016-2017)] (10 janvier 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à faciliter le règlement des conséquences pécuniaires du divorce [n° 449 (2016-2017)] (2 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article premier de la Constitution pour y inscrire le principe d'égalité devant la loi sans distinction de sexe [n° 454 (2016-2017)] (8 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à réaffirmer le principe d'égalité entre femmes et hommes et à renforcer la laïcité [n° 460 (2016-2017)] (9 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à garantir aux personnes en situation de handicap un accès effectif aux lieux ouverts au public [n° 554 (2016-2017)] (15 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 557 (2016-2017)] (18 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à élargir les missions des comités locaux d'information et de suivi visés à l'article L. 542-13 du code de l'environnement [n° 561 (2016-2017)] (23 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative aux certificats de décès [n° 584 (2016-2017)] (21 juin 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens d'action des maires à l'égard des atteintes faites au patrimoine bâti des communes [n° 603 (2016-2017)] (4 juillet 2017) - **Aménagement du territoire**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : UHSA : construire pour soigner [n° 612 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi sur la majoration des pensions aux veuves des très grands invalides de guerre dont l'indice de pension était supérieur à 2 000 points à la date du décès [n° 626 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi portant création d'un fonds de dotation pour les territoires ruraux [n° 713 (2016-2017)] (7 septembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi élargissant les modalités d'intervention de l'action extérieure des collectivités territoriales en matière d'eau, d'assainissement, d'électricité, de gaz et de déchets ménagers [n° 714 (2016-2017)] (11 septembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à instituer un volontariat international d'enseignement en français [n° 718 (2016-2017)] (14 septembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à rendre imprescriptibles les crimes et délits sexuels sur mineurs [n° 719 (2016-2017)] (14 septembre 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à créer un fonds pour la présence et le rayonnement français à l'étranger [n° 3 (2017-2018)] (2 octobre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à la promotion de la cohabitation intergénérationnelle [n° 15 (2017-2018)] (6 octobre 2017) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution relative à la création d'une commission d'enquête sur les contrats cadres passés entre le ministère de la défense et Microsoft [n° 27 (2017-2018)] (16 octobre 2017) - **Défense**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 30 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instaurer un Pass permis citoyen [n° 38 (2017-2018)] (19 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées sous tutelle ou sous curatelle [n° 95 (2017-2018)] (16 novembre 2017) - **Famille**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 181 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer un égal accès de tous les citoyens aux services publics de l'État et de ses opérateurs [n° 182 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition conjointe de M. Daniel Marcelli, professeur émérite de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent, et Mme Viviane Kovess-Masféty, présidente de la commission spécialisée Évaluation, stratégie et prospective du Haut Conseil de la santé publique.

Réunion du mercredi 5 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Unités hospitalières spécialement aménagées (UHSA) - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. François Toujas, candidat à la présidence du conseil d'administration de l'Établissement français du sang.

Réunion du mardi 17 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé et M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mardi 31 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de Mme Marine Jeantet, directrice des risques professionnels à la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission

« Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » -
Audition de Mme Geneviève Darrieussecq, secrétaire d'État
auprès de la ministre des armées.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la ligne à grande vitesse Bordeaux-Toulouse** - (11 juillet 2017) (p. 2026).

- **Question orale sans débat sur l'implantation d'un centre de protonthérapie à Toulouse** - (24 octobre 2017) (p. 3947). (p. 3947).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]**

Troisième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 12 (Augmentation du droit de consommation sur le tabac en France continentale et en Corse)** (p. 5116).

- **Débat sur la politique de la ville : une réforme bien engagée mais fragilisée par un manque de moyens** - (21 novembre 2017) (p. 5437).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (4 décembre 2017) - **État B** (p. 7065). (p. 7066). (p. 7069).

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (6 décembre 2017) - **État B** (p. 7288). (p. 7289).

MIGAUD (Didier)

Premier président de la Cour des comptes

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes** - (9 février 2017) (p. 1384, 1388).

MILON (Alain)

*sénateur (Vaucluse)
LR*

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social (26 juillet 2017) ; nouvelle nomination : rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (31 juillet 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 (20 novembre 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance relative à l'adaptation des dispositions législatives relatives au fonctionnement des ordres des professions de santé (1er décembre 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance relative à la profession de physicien médical et l'ordonnance relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé (1er décembre 2017).

Membre titulaire de la commission des comptes de la sécurité sociale jusqu'au 1er décembre 2017.

Membre titulaire du conseil de surveillance du Fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie.

Membre ès qualités de l'Observatoire de la laïcité ; nouvelle nomination le 5 octobre 2017.

NOMINATIONS

Président de la commission des affaires sociales.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale ; nouvelle nomination le 21 novembre 2017.

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de simplification des procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (12 janvier 2017).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création de l'Agence nationale de santé publique (12 janvier 2017).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse (18 janvier 2017).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

Président de la mission d'information sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France jusqu'au 12 juin 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer la légitimité démocratique des conseillers communautaires [n° 282 (2016-2017)] (10 janvier 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à faciliter le règlement des conséquences pécuniaires du divorce [n° 449 (2016-2017)] (2 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à supprimer le bénéfice de l'âge en cas d'égalité des suffrages entre deux listes arrivées en tête aux élections municipales [n° 475 (2016-2017)] (22 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France : Situation de la psychiatrie des mineurs en France [n° 494 (2016-2017)] (4 avril 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à garantir aux personnes en situation de handicap un accès effectif aux lieux ouverts au public [n° 554 (2016-2017)] (15 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative aux certificats de décès [n° 584 (2016-2017)] (21 juin 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture**.

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens d'action des maires à l'égard des atteintes faites au patrimoine bâti des communes [n° 603 (2016-2017)] (4 juillet 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi sur la majoration des pensions aux veuves des très grands invalides de guerre dont l'indice de pension était supérieur à 2 000 points à la date du décès [n° 626 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Anciens combattants**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 637 (2016-2017)] d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 663 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à interdire la mention du nom et de la photo de personnes autres que les candidats et suppléants sur les documents de propagande électorale [n° 687 (2016-2017)] (26 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 697 (2016-2017)] (31 juillet 2017) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à renforcer le dispositif de lutte contre l'affichage électoral sauvage [n° 720 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées sous tutelle ou sous curatelle [n° 95 (2017-2018)] (16 novembre 2017) - **Famille**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 119 (2017-2018)] ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de la loi n° 2017-1340 du 15 septembre 2017 d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 194 (2017-2018)] (20 décembre 2017) - **Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 janvier 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition de Mme Marie-Rose Moro, professeur de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent, chef de service à l'université Paris-Descartes, et M. Jean-Louis Brison, inspecteur d'académie - inspecteur pédagogique régional, auteurs du rapport « Plan d'action en faveur du bien-être et de la santé des jeunes » remis au président de la République en novembre 2016.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition de M. Dominique Maigne, directeur de la Haute Autorité de santé, Mme Marie-Hélène Rodde-Dunet, chef du service Évaluation de la pertinence des soins et amélioration des pratiques et des parcours, et M. Michel Laurence, chef du service Bonnes pratiques professionnelles, représentant la Haute Autorité de santé.

(*commission des affaires sociales*) : Article 13 de la Constitution - Audition de Mme Agnès Buzyn, candidate proposée par le président de la République à la présidence de la Haute Autorité de santé.

Vote sur la proposition de nomination de Mme Agnès Buzyn à la présidence de la Haute Autorité de santé.

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de ratification de l'ordonnance portant création de l'Agence nationale de santé publique et modifiant l'article 166 de la loi du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé.

Commission mixte paritaire sur le projet de loi ratifiant l'ordonnance portant simplification de procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé et comportant diverses dispositions relatives aux produits de santé.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des affaires sociales*) : Question diverse.

Suivi quinquennal de l'application des lois - Communication.

Réunion du mardi 24 janvier 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à mettre en place

une stratégie nationale d'utilisation du transport sanitaire hélicoptéré - Examen du rapport et du texte de la commission.

Table ronde sur la problématique de la qualité de vie au travail des personnels hospitaliers.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition de Mmes Anne-Marie Armanteras-de Saxcé, directrice générale, et Céline Descamps, chargée de mission au bureau R4 (prises en charge post aigües, pathologies chroniques et santé mentale), de la Direction générale de l'offre de soins (DGOS).

Audition du professeur Christian Müller, psychiatre, président de la Conférence nationale des présidents de commissions médicales d'établissements (CME) de centres hospitaliers spécialisés (CHS) en psychiatrie.

Audition du professeur Marion Leboyer, directrice de la Fondation FondaMental et responsable de la recherche à l'hôpital Chenevier-Mondor de Créteil.

(*commission des affaires sociales*) : Table ronde sur la problématique de la qualité de vie au travail des personnels hospitaliers avec des représentants des syndicats infirmiers.

Réunion du mardi 7 février 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition de Mme Marie-Odile Krebs, professeur de psychiatrie, chef du service hospitalo-universitaire du centre hospitalier Sainte-Anne, fondatrice du Centre d'évaluation du jeune adulte et de l'adolescent, et Mme Aude Ollé-Laprune, directrice générale de la Fondation Pierre Deniker.

Audition du Collège national des universitaires de psychiatrie (CNU) représenté par le professeur Pierre Thomas, président, responsable médical du pôle psychiatrie, médecine légale et médecine en milieu pénitentiaire du centre hospitalier régional universitaire de Lille, et Mme Marie-Rose Moro, professeur de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent, et du docteur Bénédicte Barbotin, présidente de l'Association française fédérative des étudiants en psychiatrie (AFFEP).

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition conjointe de MM. Vincent Beaugrand, directeur général, Georges Papanicolaou, psychiatre, médecin-chef du centre de psychanalyse de la clinique Dupré, Philippe Lesieur, psychiatre, de la Fondation santé des étudiants de France (FSEF).

(*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse (nouvelle lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Table ronde sur la problématique de la qualité de vie au travail des personnels hospitaliers avec des représentants des syndicats des praticiens hospitaliers.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition de Mme Isabelle Coutant, sociologue, chargée de recherche au CNRS et membre de l'Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux.

(*commission des affaires sociales*) : Cadre législatif et réglementaire applicable aux essais cliniques - Audition du professeur Claude Huriet.

Perturbateurs endocriniens dans les produits phytopharmaceutiques et les biocides - Communication.

Réunion du mardi 21 février 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition conjointe de Mmes Béatrice Borrel, présidente de l'Union nationale de familles et amis de personnes malades et/ou handicapées psychiques (UNAFAM), et Claude Finkelstein, présidente de la Fédération nationale des associations d'usagers en psychiatrie (FNAPSY).

Audition conjointe sur les « Dys- » : le professeur Paul Vert, professeur émérite de pédiatrie, membre de l'Académie nationale de médecine, le professeur Mario Speranza, chef du service universitaire de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent du centre hospitalier de Versailles, le professeur Franck Ramus, directeur de recherches au CNRS et professeur attaché à l'École normale supérieure, et le docteur Michel Habib, président de Résodys.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Sébastien Leloup, candidat pressenti à la direction générale de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique).

Réunion du mardi 4 avril 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 21 juin 2017 (*commission des affaires sociales*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Hommage à un sénateur décédé.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des affaires sociales*) : Certification des comptes du régime général de sécurité sociale (exercice 2016) - Audition de M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale - Lutte contre la fraude aux prestations de sécurité sociale - Communication.

Prise en charge sociale des mineurs isolés étrangers - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 5 juillet 2017 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, préalable au débat d'orientation des finances publiques (DOFP) et sur l'audit des comptes publics demandé par le Premier ministre.

(*commission des affaires sociales*) : Unités hospitalières spécialement aménagées (UHSA) - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Table ronde des organisations patronales.

Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Table ronde des organisations syndicales.

Situation des finances sociales - Communication.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale - Interrégimes en matière de retraite au service des assurés - Communication.

Pertinence des soins - Communication.

Réunion du lundi 24 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen des motions sur le texte de la commission.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen des amendements au texte de la commission.

Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale - État des lieux et perspectives des mesures incitatives au développement de l'offre de soins primaires dans les zones sous-dotées - Examen du rapport d'information.

Situation des urgences hospitalières, en liaison avec l'organisation de la permanence des soins - Examen du rapport d'information.

Réunion du lundi 31 juillet 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Constitution du bureau.

Hommage à une sénatrice décédée.

Projets de loi ratifiant quatre ordonnances relatives à la santé - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 10 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, sur le rapport sur l'application de la loi de financement de la sécurité sociale.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. François Toujas, candidat à la présidence du conseil d'administration de l'Établissement français du sang.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Nomination des rapporteurs.

Projets de loi ratifiant quatre ordonnances relatives à la santé - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 17 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé et M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de M. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration de la Caisse nationale d'allocations familiales.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de MM. Gérard Rivière, président du conseil d'administration et Renaud Villard, directeur, de la Caisse nationale d'assurance vieillesse.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de M. Yann-Gaël Amghar, directeur de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale.

Réunion du mardi 31 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de Mme Marine Jeantet, directrice des risques professionnels à la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Article 13 de la Constitution - Audition de Mme Dominique Le Guludec, candidate proposée par le président de la République à la présidence de la Haute Autorité de santé.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen du rapport.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Audition de Mme Geneviève Darrieussecq, secrétaire d'État auprès de la ministre des armées.

Vote sur la proposition de nomination de Mme Dominique Le Guludec, candidate à la présidence de la Haute Autorité de santé.

Réunion du lundi 13 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen de la motion tendant à opposer la question préalable.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen des amendements.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Marie-Caroline Bonnet-Galzy, candidate pressentie à la présidence du conseil d'administration de l'Agence nationale de santé publique.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 28 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Travail et emploi » - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Nomination de rapporteurs.

Organismes extra-parlementaires - Désignations de candidats.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires - Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » - Compte d'affectation spéciale « pensions » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Travail et emploi » et compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 5 décembre 2017 (commission mixte paritaire) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi ratifiant l'ordonnance relative à la profession de médecin médical et l'ordonnance relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé.

Commission mixte paritaire sur le projet de loi ratifiant l'ordonnance relative à l'adaptation des dispositions législatives relatives au fonctionnement des ordres des professions de santé.

(*commission des affaires sociales*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean Bassères, candidat proposé par le président de la République à la direction générale de Pôle emploi.

Vote sur cette proposition de nomination.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (commission des affaires sociales) : Projet de loi ratifiant diverses ordonnances pour le renforcement du dialogue social - Table ronde des organisations patronales.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (commission des affaires sociales) : Projet de loi ratifiant diverses ordonnances sur la loi d'habilitation à prendre les mesures pour le renforcement du dialogue social - Table ronde des organisations syndicales.

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (commission des affaires sociales) : Projet de loi ratifiant diverses ordonnances sur la loi d'habilitation à prendre les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la situation de l'hôpital** - (12 janvier 2017) (p. 238, 240).

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes** - (9 février 2017) - président de la commission des affaires sociales (p. 1389, 1390).

- **Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse - Nouvelle lecture [n° 340 (2016-2017)]** - (14 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1426, 1428). - **Article unique** (p. 1434, 1435).

- Président de la commission des affaires sociales (p. 1436).

- **Question orale sans débat sur le syndrome d'alcoolisation fœtale** - (21 février 2017) (p. 1645). (p. 1646).

- **Débat sur le bilan de l'application des lois** - (21 février 2017) - président de la commission des affaires sociales (p. 1695).

- **Débat sur le thème « Quel rôle les professions paramédicales peuvent-elles jouer dans la lutte contre les déserts médicaux ? »** - (22 février 2017) (p. 1764, 1765).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique de santé** - (23 février 2017) (p. 1819, 1820). (p. 1820).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 645 (2016-2017)]** - (20 juillet 2017) - président de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 2859, 2860).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (24 juillet 2017) - président de la commission des affaires sociales, rapporteur - **Discussion générale** (p. 2926,

2928). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2931, 2932). - **Question préalable** (p. 2934). - **Demande de priorité** (p. 2953, 2954).

- **Question orale sans débat sur la tarification des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes** - (25 juillet 2017) (p. 2975). (p. 2975, 2976).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)] (suite)** - (25 juillet 2017) - président de la commission des affaires sociales, rapporteur - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 2999). - **Article 1er (Habilitation du Gouvernement à prendre diverses ordonnances pour renforcer la place de l'accord d'entreprise)** (p. 3009). (p. 3018). (p. 3021). (p. 3024, 3025). (p. 3025). (p. 3028). (p. 3030). (p. 3031, 3032). (p. 3035). (p. 3037). (p. 3038). (p. 3039). (p. 3041). (p. 3041). (p. 3041, 3042). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3043). (p. 3043, 3044). (p. 3044). (p. 3045). (p. 3046).

- **Suite de la discussion** (26 juillet 2017) - **Article 2 (Nouvelle organisation du dialogue social et rénovation de l'exercice des responsabilités syndicales en entreprise)** (p. 3067). (p. 3074). (p. 3075). (p. 3079). (p. 3083, 3084). (p. 3088, 3089). (p. 3092). (p. 3094). (p. 3094). (p. 3095). (p. 3095). (p. 3096). (p. 3098). (p. 3099). (p. 3100). (p. 3102). (p. 3103). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3106). (p. 3106). (p. 3107). (p. 3108). (p. 3110). (p. 3110, 3111). - **Article 3 (Aménagement des règles du licenciement et de certaines formes particulières de travail)** (p. 3118, 3119). (p. 3124). (p. 3125). (p. 3126). (p. 3127). (p. 3128). (p. 3129). (p. 3135, 3136).

- **Suite de la discussion** (27 juillet 2017) (p. 3155, 3156). (p. 3159). (p. 3163, 3164). (p. 3170). (p. 3171). (p. 3171). (p. 3172). (p. 3173). (p. 3179, 3180). (p. 3185). (p. 3187). (p. 3188). (p. 3190). (p. 3190). (p. 3191). (p. 3192). (p. 3194). (p. 3195). (p. 3195). (p. 3196). (p. 3197). (p. 3198). (p. 3198, 3199). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 3200). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission) (Développement de la négociation collective et sécurisation des accords de branche)** (p. 3202). (p. 3205). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission) (Assouplissement des obligations des employeurs en matière de prévention de la pénibilité et d'emploi de travailleurs détachés transfrontaliers)** (p. 3211). (p. 3215). (p. 3216). (p. 3217). (p. 3218). (p. 3218). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 3219). (p. 3220). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission) (Harmonisation et mise en cohérence du code du travail)** (p. 3220). (p. 3221). (p. 3221). - **Article 7 (art. 257 de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Prolongation de la période transitoire relative à la mise en place du nouveau zonage dérogatoire au repos dominical)** (p. 3222). (p. 3222). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 3224). (p. 3224). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission) (Délai de dépôt des projets de loi de ratification des ordonnances)** (p. 3225). - **Article 8 bis (Texte non modifié par la commission) (Demande de rapport sur l'effet des ordonnances)** (p. 3225). - **Articles additionnels après l'article 8 bis** (p. 3226). (p. 3226, 3227). (p. 3227). (p. 3228). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3229, 3230).

- **Commission mixte paritaire [n° 698 (2016-2017)]** - (2 août 2017) - président de la commission des affaires sociales, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 3542, 3543).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-48 du 19 janvier 2017 relative à la profession de médecin médical et l'ordonnance n° 2017-50 du 19 janvier 2017 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé [n° 11 (2017-2018)]** - (11 octobre 2017) - président de la commission des affaires sociales - **Article 2 (Ratification de l'ordonnance relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé)** (p. 3747).

- **Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 45 (2017-2018)]** - (31 octobre 2017) - **Discussion générale** (p. 4261, 4262).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (13 novembre 2017) - président de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 4862, 4863).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2017) - **Article 7** (art. L. 131-9, L. 136-7-1, L. 136-8, L. 162-14-1, art. L. 172-1, art. L. 241-2, art. L. 242-11, art. L. 313-1, art. L. 381-30-4, L. 382-22, art. L. 613-1 [nouveau] et art. L. 621-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. L. 731-25, art. L. 731-35 et art. L. 741-9 du code rural et de la pêche maritime - Hausse de la CSG et suppression de cotisations sociales) (p. 4940).

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2017) - **Article 8 ter (nouveau)** (art. L. 137-13 du code de la sécurité sociale - Contribution patronale sur les attributions d'actions gratuites) (p. 5019). - **Article 9** (art. L. 131-6-4 [nouveau] et L. 161-1-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 5141-1 du code du travail - Réforme de l'ACCRES et encouragement des petites activités) (p. 5027). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 5031). (p. 5036, 5037).

Troisième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 12** (Augmentation du droit de consommation sur le tabac en France continentale et en Corse) (p. 5125). - **Article 13 bis (nouveau)** (art. 1613 ter et 1613 quater du code général des impôts - Modification des contributions sur les boissons sucrées et édulcorées) (p. 5135). - **Articles additionnels après l'article 14** (Retrait des médicaments génériques de l'assiette de la taxe sur le chiffre d'affaires des distributeurs en gros) (p. 5148). - **Article 16 ter (nouveau)** (art. L. 640-2 (nouveau), L. 722-1, L. 722-6 du code de la sécurité sociale - Facilitations d'affiliation aux régimes d'assurance des internes en médecine) (p. 5160). - **Explications de vote sur l'ensemble de la troisième partie** (p. 5184).

Quatrième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 26** (art. L. 531-2 et L. 531-3 du code de la sécurité sociale et art. 74 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Harmonisation du barème et des plafonds de la PAJE et du complément familial) (p. 5193). - **Articles additionnels après l'article 26** (Limitation des allocations familiales aux familles dont un parent au moins est français) (p. 5195). - **Demande de priorité** (p. 5201). - **Article additionnel après l'article 28** (Revalorisation du niveau minimum des pensions de

retraite des exploitants agricoles) (p. 5211). - **Article 35** (art. L. 162-31-1 et L. 221-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 1433-1 du code de la santé publique, art. 43 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Cadre d'expérimentations pour l'innovation dans le système de santé) (p. 5235). (p. 5236).

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 5260). (p. 5265). - **Article 36** (art. L. 162-14-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 6316-1 du code de la santé publique, art. 36 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Prise en charge de la télémédecine) (p. 5271, 5272). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 5281). - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 5290, 5291). - **Article 40** (art. L. 161-37, L. 161-38, L. 162-17-9 [nouveau], L. 162-19-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale ; art. L. 5122-17 [nouveau], L. 5213-1 à L. 5213-4, L. 5223-1 à L. 5223-5, L. 6143-7 du code de la santé publique - Dispositions diverses relatives à la qualité, à la promotion et la pertinence de l'utilisation des produits de santé) (p. 5300). - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 5313). - **Article 44 bis (nouveau)** (art. L. 162-1-21 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. 83 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé - Suppression de la généralisation obligatoire du tiers payant) (p. 5321). - **Articles additionnels après l'article 47** (p. 5327). - **Articles additionnels après l'article 50** (p. 5342). - **Article 54** (Ondam et sous-Ondam) (p. 5351, 5352).

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5404, 5405).

- **Nouvelle lecture [n° 121 (2017-2018)]** - (1er décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 6988). - **Question préalable** (p. 6990).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (6 décembre 2017) (p. 7270). - **État B** (p. 7288).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-644 du 27 avril 2017 relative à l'adaptation des dispositions législatives relatives au fonctionnement des ordres des professions de santé - Commission mixte paritaire [n° 131 (2017-2018)]** - (20 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10525).

MIQUEL (Gérard)
sénateur (Lot)
SOCR, puis LaREM

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Déplacement de la commission à Marrakech dans le cadre de la COP22 - Communication.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Table ronde sur l'état des infrastructures routières et autoroutières, autour de Mme Christine Bouchet, MM. André Broto, Pierre Calvin, Pierre Chasseray et Jean-Claude Luche.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Proposition de loi visant à la mise en œuvre effective du droit à l'eau potable et à l'assainissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre titulaire de la commission supérieure des sites, perspectives et paysages.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :
Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

MIZZON (Jean-Marie)
sénateur (Moselle)
UC

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la commission des affaires européennes le 5 octobre 2017.

Membre suppléant du comité de massif du massif des Vosges le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018** [n° 63 (2017-2018)] - (13 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4874, 4875).

- **Débat sur les collectivités locales** - (22 novembre 2017) (p. 7673). (p. 7673).

MOGA (Jean-Pierre)
sénateur (Lot-et-Garonne)
UC

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 18 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

Membre de la mission d'information sur Alstom et la stratégie industrielle du pays le 22 novembre 2017.

Proposition de loi relative à l'amélioration du fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre [n° 151 (2017-2018)] (8 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : *Projet de loi de finances pour 2018* - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : *Projet de loi de finances pour 2018* - États généraux de l'alimentation - Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Questions diverses.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2018** [n° 107 (2017-2018)]

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (6 décembre 2017) - **Article 52 (priorité)** (*art. L. 351-2, L. 351-3, L. 411-8-1, L. 441-3, L. 441-11, L. 442-2-1 [nouveau] et L. 481-2 du code de la construction, art. L. 542-2 et L. 831-1 du code de la sécurité sociale - Réforme des aides au logement et de la politique des loyers dans le parc social*) (p. 7326).

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (7 décembre 2017) (p. 7413, 7414).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice**.

MOHAMED SOILIH (Thani)
sénateur (Mayotte)
LaREM

Réélu le 24 septembre 2017.

Vice-président du Sénat à compter du 4 octobre 2017 ; a présidé les séances des 17, 24 octobre, 21, 23, 24, 29, 30 novembre, 11, 12, 14 et 20 décembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 4 octobre 2017 ; secrétaire de la commission jusqu'au 3 octobre 2017.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux outre-mer, puis membre le 18 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et autres dispositions en matière sociale et économique (31 janvier 2017).

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre suppléant du Conseil national de la mer et des littoraux jusqu'au 30 septembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux dérogations à la dématérialisation des bulletins de paie [n° 317 (2016-2017)] (19 janvier 2017) - **Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale aux outre-mer : Conflits d'usage en outre-mer - un foncier disponible rare et sous tension [n° 616 (2016-2017)] (6 juillet 2017) - **Aménagement du territoire**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Outre-mer [n° 114 tome 3 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Projet de loi relatif à la sécurité publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Foncier dans les outre-mer - Audition en visioconférence des acteurs économiques de la Guadeloupe.

Foncier dans les outre-mer - Audition en visioconférence des acteurs économiques de la Polynésie française.

Foncier dans les outre-mer - Audition en visioconférence des acteurs publics de la Polynésie française.

Réunion du jeudi 2 février 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Foncier dans les outre-mer - Audition de M. Alain Rousseau, directeur général des outre-mer (DGOM).

Foncier dans les outre-mer - Audition en visioconférence des acteurs économiques de Mayotte.

Foncier dans les outre-mer - Audition en visioconférence des acteurs publics de Mayotte.

Réunion du lundi 6 février 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique.

Réunion du jeudi 6 juillet 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Foncier dans les outre-mer - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice - Proposition de loi organique pour le redressement de la justice - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice - Proposition de loi organique pour le redressement de la justice - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage - Proposition de loi visant à renforcer et rendre plus effectives les sanctions en cas d'installations illégales en réunion sur un terrain public ou privé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Constitution du bureau de la délégation.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des lois*) : Lois de finances pour 2018 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Audition de Mme Annick Girardin, ministre des outre-mer, dans le cadre de l'étude sur les risques naturels majeurs dans les outre-mer.

Finalisation du programme de travail de la délégation.

Réunion du mardi 28 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à réhabiliter la police de proximité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des lois*) : Polynésie française - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique [n° 288 (2016-2017)]** - (17 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 261, 262). - **Article 3 bis** (*Affirmation de la continuité territoriale comme priorité de l'action de l'État*) (p. 288, 289). - **Article 3 quinquies (Texte non modifié par la commission)** (*Rapports du Gouvernement au Parlement sur la garantie aux populations d'outre-mer de l'effectivité des mêmes droits dans divers domaines*) (p. 291). (p. 293). - **Article 5** (*Faculté de conclusion de plans de convergence dans les collectivités régies par l'art. 74 de la Constitution et en Nouvelle-Calédonie*) (p. 297). - **Article 5 bis** (*Signature de contrats de convergence*) (p. 298). - **Article additionnel après l'article 9 D** (p. 306). - **Article 9** (*art. L. 542-4 du code de l'action sociale et des familles ; art. 2, 7-1 à 7-3 [nouveaux], 10-1 et 10-2 [nouveaux] de l'ordonnance n° 2002-149 du 7 février 2002 relative à l'extension et la généralisation des prestations familiales et à la protection sociale dans la collectivité départementale de Mayotte - Prestations familiales à Mayotte*) (p. 308). - **Article 9 bis (supprimé)** (*art. L. 755-2-1 du code de la sécurité sociale - Suppression de l'exigence de production d'une attestation de compte à jour pour la perception des cotisations d'allocation familiale*) (p. 310). - **Article 10 bis A (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 514-1 et L. 832-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Contentieux de l'éloignement des étrangers en situation irrégulière en Guadeloupe, en Guyane, à Mayotte, à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin*) (p. 314).

- **Suite de la discussion** (18 janvier 2017) - **Articles additionnels après l'article 10 undecies** (p. 332). (p. 332). - **Article 11 B** (*art. L. 1803-1, L. 1803-4, L. 1803-4-1 [nouveau] et L. 1803-7 du code des transports - Création d'une aide au voyage pour obsèques et d'une aide au transport de corps*) (p. 336, 337). - **Articles additionnels avant l'article 13 A** (p. 340). - **Article 13 A (supprimé)** (*art. L. 3232-7-1 [nouveau] du code de la santé publique - Organisation d'une sensibilisation sur les questions nutritionnelles à l'intention des élèves du primaire*) (p. 342). - **Article 13 C** (*art. 40 de la loi n° 2000-1207 du 13 décembre 2000 d'orientation pour l'outre-mer - Financement d'échanges scolaires avec des pays de l'environnement régional des territoires ultramarins*) (p. 343). - **Article 13 E (Texte non modifié par la commission)** (*Habilitation du Gouvernement à prendre une ordonnance pour la mise à jour des dispositions du code de l'éducation applicables aux outre-mer*) (p. 344). - **Article 13 bis (supprimé)** (*Possibilité d'expérimenter l'école obligatoire entre trois et dix-huit ans*) (p. 347). - **Article additionnel après l'article 16** (p. 356). - **Article 21** (*art. 43-11 et 44 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Valorisation des outre-mer par les chaînes de radio et de télévision du service public*) (p. 376, 377). - **Articles additionnels après l'article 24 bis** (p. 385). - **Articles additionnels avant l'article 29 bis** (p. 389). (p. 390). (p. 391, 392). (p. 394). - **Article 29 ter** (*art. L. 511-1 du code minier - Extension des pouvoirs de constatation des infractions au code minier en Guyane*) (p. 396).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2017) - **Article additionnel après l'article 33 quinquies** (p. 410). - **Article additionnel après l'article 34 quater** (p. 412). - **Articles additionnels après l'article 34 sexies** (p. 417). - **Articles additionnels après l'article 34 sexies** (p. 420). (p. 421, 422).

(p. 422, 423). (p. 424, 425). (p. 426). (p. 427). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 429). (p. 430). - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 442). - **Articles additionnels après l'article 48** (p. 444). (p. 444). (p. 445). - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 455). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 457).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'alimentation en eau de Mayotte** - (31 janvier 2017) (p. 1041).

- **Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Commission mixte paritaire [n° 372 (2016-2017)]** - (14 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1462, 1463).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-1360 du 13 octobre 2016 modifiant la partie législative du code des juridictions financières [n° 594 (2016-2017)]** - (6 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 1953, 1954).

- **Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice [n° 34 (2017-2018)]** - (24 octobre 2017) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 35 (2017-2018)** (p. 3989).

- **Proposition de loi organique pour le redressement de la justice [n° 35 (2017-2018)]** - (24 octobre 2017) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 34 (2017-2018)** (p. 3989).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Première partie :

- (27 novembre 2017) - **Article 19** (*Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public*) (p. 6697, 6698). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 6720, 6721).

Seconde partie :

Outre-mer

- (7 décembre 2017) (p. 7460). - **État B** (p. 7474). (p. 7475).

Articles non rattachés

- (11 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 44 sexies** (p. 7739).

- **Proposition de résolution visant à pérenniser et adapter la procédure de législation en commission [n° 135 (2017-2018)]** - (14 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 9620, 9621).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 155 (2017-2018)]** - (15 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 9880, 9881). (p. 9881).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité [n° 162 (2017-2018)]** - (19 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10468, 10469).

MONIER (Marie-Pierre)
sénatrice (Drôme)
SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux dérogations à la dématérialisation des bulletins de paie [n° 317 (2016-2017)] (19 janvier 2017) - **Société**.

Proposition de loi organique visant à améliorer la qualité des études d'impact des projets de loi [n° 610 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instituer le Conseil parlementaire d'évaluation des politiques publiques et du bien-être [n° 611 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Femmes et agriculture : pour l'égalité dans les territoires [n° 615 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi pour une meilleure protection des mineur.e.s victimes de viol et des autres agressions sexuelles [n° 53 (2017-2018)] (26 octobre 2017) - **Justice**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Suivi quinquennal de l'application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 5 juillet 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'information « Femmes et agriculture ».

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Françoise Nyssen, ministre de la culture.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Marlène Schiappa, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rentrée universitaire - Audition de M. Gilles Roussel, président de la Conférence des présidents d'université (CPU).

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur le programme de travail de la délégation.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Culture » - Audition de Mme Françoise Nyssen, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines » et « Création et transmission des savoirs et démocratisation de la culture » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants - Audition conjointe de MM. Gilles Roussel, président de la Conférence des présidents d'université (CPU) et Philippe Vincent, secrétaire général adjoint du Syndicat national des personnels de direction de l'éducation nationale (SNPDEN).

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Plan national en faveur des nouveaux espaces protégés - Audition de M. Yves Dauge.

Réunion du jeudi 14 décembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Maître Carine Durrieu-Diebolt, avocate au barreau de Paris, spécialisée dans la défense des victimes de violences sexuelles.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la nécessité de faire évoluer la protection du loup** - (21 novembre 2017) (p. 5388). (p. 5389).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Culture

- (4 décembre 2017) (p. 7091, 7092).

MONTAUGÉ (Franck)
sénateur (Gers)
SOCR

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques à partir du 5 octobre 2017 ; membre de la commission jusqu'au 4 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 18 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective jusqu'au 17 octobre 2017.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ; nouvelle nomination du 18 octobre 2017 au 27 novembre 2017.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à l'autoconsommation d'électricité et aux énergies renouvelables (26 janvier 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et développement du biocontrôle (9 février 2017).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Établissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux (EPARECA) jusqu'au 12 mars 2017.

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Agence nationale de l'habitat.

Membre titulaire du Conseil national des villes.

Membre de la mission d'information sur Alstom et la stratégie industrielle du pays le 22 novembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux dérogations à la dématérialisation des bulletins de paie [n° 317 (2016-2017)] (19 janvier 2017) - **Société**.

Proposition de loi organique visant à améliorer la qualité des études d'impact des projets de loi [n° 610 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instituer le Conseil parlementaire d'évaluation des politiques publiques et du bien-être [n° 611 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes et de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur l'avenir de la politique agricole commune à l'horizon 2020 [n° 673 (2016-2017)] - PAC : traverser le cap dangereux de 2020 [n° 672 (2016-2017)] (20 juillet 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur l'avenir de la politique agricole commune à l'horizon 2020 [n° 673 (2016-2017)] (20 juillet 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi pour une meilleure protection des mineur.e.s victimes de viol et des autres agressions sexuelles [n° 53 (2017-2018)] (26 octobre 2017) - **Justice**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1019 du 27 juillet 2016 relative à l'autoconsommation d'électricité et n° 2016-1059 du 3 août 2016 relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Paquet « Énergie » de la commission européenne - Audition de M. Laurent Michel, directeur général de l'énergie et du climat.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à l'autoconsommation d'électricité et relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-François Carenco, candidat proposé aux fonctions de président du collège de la commission de régulation de l'énergie.

Situation de l'entreprise Alstom - Audition de M. Henri Poupard-Lafarge, président-directeur général d'Alstom.

Réunion du jeudi 9 février 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et au développement du biocontrôle.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de résolution sur les énergies renouvelables et les mécanismes de capacité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 6 juin 2017 (*commission des affaires économiques*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Impact économique et juridique de la normalisation volontaire - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Évaluation de l'application de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine - Examen du rapport.

Rapport fait au nom de l'office parlementaire des choix scientifiques et technologiques intitulé : « Pour une intelligence artificielle maîtrisée, utile et démystifiée » - Présentation.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Avenir de la politique agricole commune (PAC) : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique du groupe de suivi conjoint avec la commission des affaires économiques.

(*commission des affaires économiques*) : Groupe de suivi sur la mise en œuvre de la réforme de la politique agricole commune - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 27 septembre 2017 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Réunion avec les membres du conseil scientifique de l'OPECST.

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Audition de M. Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

(*commission des affaires économiques*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 26 octobre 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Election du président ; désignation des vice-présidents et des secrétaires ; questions diverses.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Examen des amendements déposés sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Grivel, directeur général de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU).

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Suite à la réunion du bureau de la délégation du 9 novembre 2017, programme de travail semestriel.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - États généraux de l'alimentation - Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*mission commune d'information sur Alstom*) : Constitution.

(*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » et article 52 sexies rattaché - Crédits « Politique de la ville » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Énergie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Rémi de Verdilhac, directeur Michelin France, accompagné de M. Thierry Martin-Lassagne, directeur France des affaires publiques de Michelin.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la grippe aviaire** - (12 janvier 2017) (p. 214).

- **Question orale sans débat sur les difficultés liées à la réforme des zones de revitalisation rurale** - (24 janvier 2017) (p. 751). (p. 752).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1019 du 27 juillet 2016 relative à l'autoconsommation d'électricité et n° 2016-1059 du 3 août 2016 relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables [n° 286 (2016-2017)]** - (24 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 765, 766). - **Article 1er ter** (art. L. 315-2 du code de l'énergie - Proximité des points de soutirage et d'injection dans le cadre d'une opération d'autoconsommation) (p. 771). - **Article 2** (art. L. 121-24, L. 314-14 et L. 314-20 du code de l'énergie - Interdiction de la valorisation des garanties d'origine de la production d'électricité renouvelable bénéficiant d'un soutien public) (p. 773).

- **Proposition de loi relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et au développement du biocontrôle [n° 345 (2016-2017)]** - (7 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1246, 1247). - **Article 8 A (nouveau)** (art. L. 253-7 du code rural et de la pêche maritime - Possibilité d'utilisation de produits phytopharmaceutiques conventionnels faute d'efficacité des produits de substitution) (p. 1257). (p. 1258). (p. 1259).

- **Commission mixte paritaire [n° 386 (2016-2017)]** - (15 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1522, 1523).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1019 du 27 juillet 2016 relative à l'autoconsommation d'électricité et n° 2016-1059 du 3 août 2016 relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables - Commission mixte paritaire [n° 361 (2016-2017)]** - (15 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1534).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (26 juillet 2017) - **Article 2** (*Nouvelle organisation du dialogue social et rénovation de l'exercice des responsabilités syndicales en entreprise*) (p. 3103).

- **Débat sur l'intelligence artificielle, les enjeux économiques et les cadres légaux** - (25 octobre 2017) (p. 4146). (p. 4147).

- **Débat sur le logement social : « sur quels territoires, comment et pour qui demain ? »** - (26 octobre 2017) (p. 4220, 4221).

- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement [n° 43 (2017-2018)]** - (8 novembre 2017) - **Article 5 ter A (nouveau)** (art. L. 345-1 à L. 345-7 [nouveaux] du code de l'énergie - Réseaux intérieurs des bâtiments) (p. 4439).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (15 novembre 2017) - **Article 9** (art. L. 131-6-4 [nouveau] et L. 161-1-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 5141-1 du code du travail - Réforme de l'ACCRE et encouragement des petites activités) (p. 5027). - **Article additionnel après l'article 10** (*Extension de l'offre « service emploi association » de 10 à 20 salariés*) (p. 5043, 5044).

Troisième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 18** (*Transferts entre l'État et la sécurité sociale et entre branches de la sécurité sociale*) (p. 5169, 5170).

Quatrième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 28** (art. L. 861-2 du code de la sécurité sociale - Revalorisation de l'ASPA et des anciennes allocations du minimum vieillesse) (p. 5207, 5208). - **Article additionnel après l'article 28** (Revalorisation du niveau minimum des pensions de retraite des exploitants agricoles) (p. 5210, 5211).

- **Débat sur la politique de la ville : une réforme bien engagée mais fragilisée par un manque de moyens** - (21 novembre 2017) (p. 5431, 5432).

- **Débat sur la représentation des communes déléguées dans les communes nouvelles** - (22 novembre 2017) (p. 7643).

- **Débat sur le thème « Quelles énergies pour demain ? »** - (22 novembre 2017) (p. 7658). (p. 7659).

- **Débat sur les collectivités locales** - (22 novembre 2017) (p. 7676, 7677).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (6 décembre 2017) (p. 7304, 7305).

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (7 décembre 2017) (p. 7412). - **État B** (p. 7420).

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (7 décembre 2017) (p. 7436, 7437).

de MONTGOLFIER (Albéric)
sénateur (Eure-et-Loir)
LR

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 207 (2016-2017)] visant à favoriser l'assainissement cadastral et la résorption du désordre de propriété [n° 342 (2016-2017)] (31 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La fiscalité de l'économie collaborative : un besoin de simplicité, d'unité et d'équité [n° 481 (2016-2017)] (29 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'adaptation de la fiscalité à l'économie collaborative [n° 482 (2016-2017)] (29 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La dette publique de la France : un poids du passé, un défi pour l'avenir [n° 566 (2016-2017)] (31 mai 2017) - **Budget**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Places financières : quelle stratégie française face au Brexit ? [n° 574 (2016-2017)] (7 juin 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi organique [n° 580 (2016-2017)] pour la confiance dans la vie politique [n° 602 (2016-2017)] (4 juillet 2017) - **Justice**.

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 637 (2016-2017)] d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 642 (2016-2017)] (18 juillet 2017) - **Questions sociales et santé**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 643 (2016-2017)] - Exposé général et examen des articles [n° 645 tome 1 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Budget**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 643 (2016-2017)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 645 tome 2 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Budget**.

NOMINATIONS

Rapporteur général de la commission des finances à partir du 5 octobre 2017 ; rapporteur général de la commission jusqu'au 3 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion des projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique (26 juillet 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social (26 juillet 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2017 (9 novembre 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 (7 décembre 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2018 (7 décembre 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2017 (14 décembre 2017).

Membre ès qualités du comité de préfiguration des modalités d'instauration du profil biologique des sportifs ; nouvelle nomination le 5 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Financement de la recapitalisation d'Areva, des Opex, du plan d'urgence pour l'emploi et de diverses autres dépenses urgentes [n° 646 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Budget**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le débat d'orientation des finances publiques pour 2018 [n° 647 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Budget**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de programmation [n° 40 (2017-2018)] des finances publiques pour les années 2018 à 2022 [n° 56 (2017-2018)] (31 octobre 2017) - **Budget**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La « rente immobilière » : mythe et réalités [n° 75 (2017-2018)] (8 novembre 2017) - **Budget**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances rectificative [n° 67 (2017-2018)] pour 2017 [n° 76 (2017-2018)] (8 novembre 2017) - **Budget**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 81 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Budget**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances rectificative [n° 84 (2017-2018)] pour 2017 [n° 85 (2017-2018)] (14 novembre 2017) - **Budget**.

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Le budget de 2018 et son contexte économique et financier [n° 108 tome 1 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Les conditions générales de l'équilibre financier (article liminaire et première partie de la loi de finances) [n° 108 tome 2 fasc. 1 vol. 1 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Les conditions générales de l'équilibre financier (article liminaire et première partie de la loi de finances) [n° 108 tome 2 fasc. 1 vol. 2 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Les moyens des politiques publiques et les dispositions spéciales (seconde partie de la loi de finances) [n° 108 tome 3 vol. 1 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Les moyens des politiques publiques et les dispositions spéciales (seconde partie de la loi de finances) [n° 108 tome 3 vol. 2 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Pouvoirs publics [n° 108 tome 3 annexe 22 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 155 (2017-2018)] - Rapport [n° 158 tome 1 (2017-2018)] (13 décembre 2017) - **Budget**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 155 (2017-2018)] - Tableau comparatif [n° 158 tome 2 (2017-2018)] (13 décembre 2017) - **Budget**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 168 (2017-2018)] (13 décembre 2017) - **Budget**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 [n° 170 (2017-2018)] (13 décembre 2017) - **Budget**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 174 (2017-2018)] (18 décembre 2017) - **Budget**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances [n° 172 (2017-2018)] pour 2018 [n° 176 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Budget**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de programmation [n° 173 (2017-2018)] des finances publiques pour les années 2018 à 2022 [n° 177 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Budget**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances rectificative [n° 191 (2017-2018)] pour 2017 [n° 192 (2017-2018)] (20 décembre 2017) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des finances*) : « Adapter l'impôt sur les sociétés à une économie ouverte » - Audition de M. Didier Migaud, président du Conseil des prélèvements obligatoires (CPO).

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord multilatéral entre autorités compétentes portant sur l'échange des déclarations pays par pays - Examen du rapport.

Projet de loi de ratification de trois ordonnances relatives à la collectivité de Corse - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Politique des dividendes de l'État actionnaire - Communication.

Finalisation de l'accord international de « Bâle III » - Communication.

Réunion du mardi 31 janvier 2017 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à favoriser l'assainissement cadastral et la résorption du désordre de propriété - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de MM. Mario Monti, président du groupe de haut niveau sur les ressources propres, et Alain Lamassoure, membre du groupe de haut niveau, député européen, en commun avec la commission des finances.

(*commission des finances*) : Audition de MM. Mario Monti, président du groupe de haut niveau sur les ressources propres, et Alain Lamassoure, membre du groupe de haut niveau, député européen.

Contrôle budgétaire - Préfecture de police de Paris - Communication.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des finances*) : Compétitivité de la place de Paris - Audition de MM. Jean Beunardeau, président de HSBC France, Gilles Briatta, secrétaire général de la Société générale, Jean-François Cirelli, président de BlackRock France, Gérard Mestrallet, président de Paris Europlace, et Jean-Jacques Santini, directeur des affaires institutionnelles du groupe BNP Paribas.

Contrôle budgétaire - Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués (AGRASC) - Communication.

Contrôle budgétaire - Gestion et utilisation des aides aux collectivités pour l'électrification rurale - Communication.

Contrôle budgétaire - Réforme de l'administration sous-préfectorale et modalités de maintien de la présence de l'État dans les territoires - Communication.

Réunion du mardi 21 février 2017 (*commission des finances*) : Expérimentation de la révision des valeurs locatives des locaux d'habitation - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des finances*) : Audition de MM. William Coen, secrétaire général du Comité de Bâle, et Édouard Fernandez-Bollo, secrétaire général de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR).

Réunion du mercredi 29 mars 2017 (*commission des finances*) : Conclusions du groupe de travail sur le recouvrement de l'impôt à l'heure de l'économie numérique.

Réunion du mercredi 31 mai 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Avenir du compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Communication.

Évolutions, perspectives et gestion de la dette publique de la France - Communication.

Résultats de l'exécution de l'exercice 2016 et certification des comptes de l'État pour l'exercice 2016 - Audition de M. Didier Migaud.

Réunion du mercredi 7 juin 2017 (*commission des finances*) : Compétitivité des places financières - Communication.

Réunion du mercredi 21 juin 2017 (*commission des finances*) : Rapport annuel de l'Autorité des marchés financiers (AMF) - Audition de M. Gérard Rameix, président de l'AMF.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*délégation aux entreprises*) : Étude sur l'impact, pour les entreprises, du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Présentation par MM. Nicolas Meurant, avocat, et Julien Pellefigue, économiste, associés au cabinet Taj.

(*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Assistance macrofinancière de l'Union européenne aux pays tiers - Communication.

Contrôle budgétaire - Modalités de répartition de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) - Communication.

Contrôle budgétaire - Système d'alerte et d'information des populations (SAIP) - Communication.

Convention multilatérale du 7 juin 2017 pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices - Audition de M. Pascal Saint-Amans, directeur du centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE.

Étude sur l'impact, pour les entreprises, du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Présentation par MM. Nicolas Meurant, avocat, et Julien Pellefigue, économiste, associés au cabinet Taj.

Réunion du mardi 4 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Risques financiers liés à la remontée des taux d'intérêt - Communication.

Projet de loi organique et projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique - Examen du rapport pour avis et communication sur la recevabilité financière des amendements.

Projet de loi organique et projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique - Suite de l'examen du rapport pour avis et communication sur la recevabilité financière des amendements.

(*commission des lois*) : Projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 5 juillet 2017 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, préalable au débat d'orientation des finances publiques (DOFP) et sur l'audit des comptes publics demandé par le Premier ministre.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des finances*) : Rapport du Gouvernement préparatoire au débat d'orientation des finances publiques (DOFP) - Projet de loi de règlement et d'approbation des comptes de l'année 2016 - Projet de décaler d'un an l'entrée en vigueur du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances et Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen du rapport pour avis et des amendements déposés sur l'article 9, délégué au fond.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des finances*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Robert Ophèle, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de président de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Contrôle budgétaire - Parc immobilier du ministère des armées - Communication.

Débat d'orientation des finances publiques (DOFP) - Examen du rapport d'information.

Projet de décret d'avance, relatif au financement de dépenses urgentes - Communication et adoption de l'avis de la commission.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 - Examen du rapport.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 1er août 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi organique pour la confiance dans la vie politique.

Réunion du mercredi 27 septembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Projet de loi de programmation des finances publiques - Audition de M. Didier Migaud, président du Haut Conseil des finances publiques.

Projet de loi de finances pour 2018 - Projet de loi de programmation des finances publiques - Audition de MM. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics, et Benjamin Griveaux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission des finances*) : Constitution du bureau.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et articles 50 et 51) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen des rapports spéciaux.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Projet de loi de finances pour 2018 - Participation de la France au budget de l'Union européenne (article 27) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Finances locales - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 31 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes, en commun avec la commission des finances.

(*commission des finances*) : Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Travail et emploi » et compte d'affectation spéciale (CAS) « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Audition de M. Benjamin Griveaux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des principaux éléments de l'équilibre sur le projet de loi de finances pour 2018 - Tome I du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et le compte d'affectation spéciale (CAS) « Développement agricole et rural » (et articles 49, 49 bis et 49 ter) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Investissements d'avenir » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Examen du rapport.

Régime fiscal et rentabilité des biens immobiliers des particuliers - Communication.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Examen d'un amendement de séance.

Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Examen d'une motion et d'un amendement.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Justice » (et article 57 ter) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et article 63) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des articles de la première partie - Examen du tome II du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » (et article 49 B) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Sécurités » (et article 62 bis) - Programmes « Gendarmerie nationale » et « Police nationale », programme « Sécurité et éducation routière », compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » (et article 66) et programme « Sécurité civile » (et article 62 ter) - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des articles précédemment réservés (11 ter, 12, 12 ter, 12 quater) et position de la commission sur la première partie - Tome II du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 bis) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des missions et de l'article rattaché précédemment examinés et réservés.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » (et articles 52 à 52 sexies) - Examen des rapports spéciaux.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Engagements financiers de l'État » - Compte d'affectation spéciale « Participations de la France au désendettement de la Grèce » - Comptes de concours financiers « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » et « Accords monétaires internationaux » (et articles 55 et 55 bis) - Examen du rapport spécial.

Réunion du vendredi 24 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des amendements sur la première partie.

Réunion du mardi 28 novembre 2017 (*commission des finances*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Éric Lombard, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de directeur général de la Caisse des dépôts et consignations (CDC).

Projet de décret d'avance - Communication et adoption de l'avis de la commission.

Projet de loi de finances pour 2018 - Examen de l'amendement I-645 rect. du Gouvernement à l'article 28.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 bis) - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 5 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions - Tome III du rapport général.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Missions « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et article 51), « Cohésion des territoires » (et articles 52 à 52 sexies), « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » (et article 55 ter) et « Remboursements et dégrèvements », et articles rattachés à la mission « Engagements financiers de l'État », et compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 7 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des amendements de séance sur les articles non rattachés aux crédits des missions.

Projet de loi de finances pour 2018 - Missions « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » (et articles 49 à 49 ter), « Économie » (et articles 54 quinquies à octies), « Outre-mer » (et articles 57 quater à septies), « Recherche et enseignement supérieur » (et articles 57 octies et nonies) - Examen des amendements de séance.

Réunion du lundi 11 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen d'un amendement du Gouvernement.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des finances*) : Conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière de l'Union européenne - Compte rendu.

Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Examen du rapport.

Réunion du vendredi 15 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 19 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen du rapport, en nouvelle lecture.

Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Examen des amendements de séance en nouvelle lecture.

Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Examen du rapport et du texte de la commission, en nouvelle lecture.

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Examen du rapport, en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique budgétaire et le rapport de la Cour des comptes** - (6 juillet 2017) (p. 1959).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (10 juillet 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 608 (2016-2017)** (p. 1976, 1977).

- **Projet de loi organique pour la confiance dans la vie politique [n° 608 (2016-2017)]** - (10 juillet 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 609 (2016-2017)** (p. 1976, 1977).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 645 (2016-2017)]** - (20 juillet 2017) - rapporteur général de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 2840, 2842).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (24 juillet 2017) - rapporteur général de la commission des finances, rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 2928, 2929).

- **Suite de la discussion** (25 juillet 2017) - **Article 9 (priorité)** (*Report d'un an de l'entrée en vigueur du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu*) (p. 2991). (p. 2995). (p. 2996, 2997). - **Article additionnel après l'article 9 (priorité)** (p. 2998, 2999).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 [n° 57 (2017-2018)]** - (9 novembre 2017) - rapporteur général de la commission des finances, rapporteur - **Discussion générale** (p. 4647, 4649). - **Question préalable** (p. 4652). - **Article 1er et rapport annexé** (p. 4701). - **Article 2** (*Définition de l'objectif à moyen terme (OMT) de solde structurel et de la trajectoire de solde structurel pour les années 2018 à 2022*) (p. 4702). - **Article 3** (*Décomposition de la trajectoire de solde effectif entre composante structurelle, composante conjoncturelle et mesures ponctuelles et temporaires*) (p. 4704). (p. 4705). - **Article 3 bis (nouveau)** (*Évolution des dépenses « pilotables » nettes et du ratio d'endettement corrigé des effets de la conjoncture*) (p. 4708). - **Article 4 (texte non modifié par la commission)** (*Objectif d'effort structurel des administrations publiques sous-jacent à la trajectoire de solde structurel*) (p. 4709). - **Article 5** (*Trajectoire de la dépense publique hors crédits d'impôts et du taux de prélèvements obligatoires*) (p. 4710). - **Article 6 bis** (*Règle d'affectation d'un surplus budgétaire*) (p. 4710). - **Article 8 bis (nouveau)** (*Encadrement de l'évolution des effectifs de l'État et de ses opérateurs*) (p. 4712). - **Article 8 ter (nouveau)** (*Ajustement des plafonds d'emplois à l'exécution*) (p. 4716). - **Article 9** (*Objectif de dépenses des régimes obligatoires de base de sécurité sociale et objectif national de dépenses d'assurance maladie*) (p. 4717, 4718). (p. 4718). - **Article 10** (*Fixation d'objectifs en matière de finances des collectivités territoriales et mise en place d'une procédure de contractualisation*) (p. 4724). (p. 4725, 4726). (p. 4729). (p. 4730, 4731). - **Article additionnel après l'article 10** (*Calcul de l'objectif d'évolution des dépenses de fonctionnement des collectivités territoriales et de leurs groupements*) (p. 4732). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (*Objectif de diminution des dépenses de gestion administrative des régimes obligatoires de sécurité sociale*) (p. 4732). (p. 4732). - **Article 13** (*Concours financiers de l'État aux collectivités territoriales pour la période quinquennale*) (p. 4734). (p. 4734). - **Article 14 (texte non modifié par la commission)** (*Plafonnement des restes à payer au niveau atteint en 2017*) (p. 4735). (p. 4736). - **Article 15** (*Règles encadrant le recours à l'affectation de recettes fiscales à certains organismes concourant à une mission de service public*) (p. 4738). (p. 4738). - **Article 18 (texte non modifié par la commission)** (*Plafonnement et pilotage des « niches sociales »*) (p. 4739). - **Article additionnel après l'article 23** (*Décomposition des contributions au solde des différentes administrations de sécurité sociale*) (p. 4740). (p. 4741). - **Article 25** (*Rapport sur*

l'exécution de l'objectif d'évolution de la dépense locale) (p. 4741). - **Article 27 (texte non modifié par la commission)** (Bilan annuel de la mise en œuvre) (p. 4742). - **Article 29** (Abrogation de dispositions de la loi de programmation des finances publiques en vigueur) (p. 4743).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 67 (2017-2018)]** - (9 novembre 2017) - rapporteur général de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 4746, 4747). - **Article 1er** (Instauration d'une contribution exceptionnelle sur l'impôt sur les sociétés pour les sociétés réalisant plus de 1 milliard d'euros de chiffre d'affaires et d'une contribution additionnelle à cette dernière pour les sociétés réalisant plus de 3 milliards d'euros de chiffre d'affaires) (p. 4757, 4758). (p. 4759). (p. 4759, 4760). (p. 4760). (p. 4762). (p. 4762, 4763). (p. 4763). - **Article 3 et état A annexé** (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 4771). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 4772). (p. 4773).

- **Nouvelle lecture [n° 84 (2017-2018)]** - (14 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4895, 4896). - **Question préalable** (p. 4901, 4902). (p. 4902).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Discussion générale :

- (23 novembre 2017) - rapporteur général de la commission des finances (p. 6332). (p. 6340). (p. 6344). - **Article liminaire** (Prévisions de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques de l'année 2018, prévisions d'exécution 2017 et exécution 2016) (p. 6347). (p. 6348).

Première partie :

- (24 novembre 2017) - rapporteur général de la commission des finances - **Article 1er** (Autorisation de percevoir les impôts existants) (p. 6371). - **Article 2** (art. 196 B et 197 du code général des impôts - Indexation du barème de l'impôt sur le revenu (IR) sur l'inflation) (p. 6372). (p. 6374, 6375). (p. 6378, 6379). (p. 6379). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 6380, 6381). (p. 6381). (p. 6382). (p. 6383). (p. 6383, 6384). (p. 6386). (p. 6387, 6388). - **Article additionnel après l'article 2 ter** (Déductibilité des charges supportées par les non-résidents) (p. 6389). (p. 6389). - **Article 2 quater (nouveau)** (art. 200 du code général des impôts - Déduction de l'impôt sur le revenu des dons des mandataires sociaux, sociétaires, adhérents et actionnaires aux fondations d'entreprises) (p. 6390). - **Article additionnel après l'article 2 quater** (Exploitation d'installations photovoltaïques) (p. 6390). (p. 6392). - **Article 3** (Art. 1407 bis, 1413 bis, 1414, 1414 A, 1414 B, 1414 C (nouveau), 1417, 1605 bis et 1641 du code général des impôts, et L. 173 du livre des procédures fiscales - Dégrèvement de la taxe d'habitation sur la résidence principale) (p. 6402, 6403). (p. 6404, 6405). - **Article 3 bis (nouveau)** (art. 1414 D [nouveau] du code général des impôts - Modalités d'application du dégrèvement de taxe d'habitation aux pensionnaires des établissements d'hébergement de personnes âgées dépendantes sans but lucratif) (p. 6410). (p. 6411). (p. 6411). (p. 6411). - **Article 3 ter (nouveau)** (Aménagements des dispositifs de sortie de l'exonération de taxe d'habitation et du dégrèvement de la contribution à l'audiovisuel public) (p. 6412). - **Article additionnel après l'article 3 ter** (Encadrement des redevances auxquelles les stations de ski sont assujetties en contrepartie de l'occupation du domaine public) (p. 6412). (p. 6413). - **Article 4** (art. 298 septies du code général des impôts - Aménagement de l'assiette de taux réduit de TVA applicable aux services de presse en ligne) (p. 6414). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 6416). (p. 6417). - **Articles additionnels après l'article 6 bis** (p. 6418). (p. 6420). (p. 6424). (p. 6425). (p. 6426). - **Article 6 ter (nouveau)** (art. 279-0 bis A du code général des impôts - Allègement des conditions pour bénéficier du régime d'incitation fiscale à l'investissement institutionnel dans le logement intermédiaire) (p. 6426). - **Articles additionnels après l'article 6 ter** (p. 6427). (p. 6428). (p. 6429). - **Article 6 quater (nouveau)** (art. 61 de la loi n° 2016-1918 du 29 décembre 2016 de finances rectificative pour 2016 ; art. 278-0 bis du code général des

impôts - Prolongation du taux réduit de TVA pour les autotests de dépistage du VIH) (p. 6429). - **Articles additionnels après l'article 6 quater** (p. 6429, 6430). (p. 6430). (p. 6431). (p. 6431). (p. 6433). (p. 6433). (p. 6435). (p. 6436). (p. 6437). (p. 6438). (p. 6438, 6439). (p. 6440). (p. 6441). (p. 6443). (p. 6444). - **Article 7** (art. 1586 quater et 1586 octies du code général des impôts et art. 51 de la loi n° 2016-1918 du 29 décembre 2016 de finances rectificative pour 2016 - Aménagement des modalités de calcul et de répartition de la CVAE) (p. 6444, 6445). (p. 6445). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 6445). (p. 6446). (p. 6446). (p. 6448). (p. 6450). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 6451). (p. 6451). (p. 6452). - **Article 9** (art. 265, 266 quinquies, 266 quinquies B et 266 quinquies C du code des douanes - Trajectoire de la composante carbone pour la période 2018-2022 et conséquences en matière de tarifs des taxes intérieures de consommation) (p. 6458, 6459). (p. 6470). (p. 6473). (p. 6474). (p. 6474). (p. 6475).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2017) - rapporteur général de la commission des finances - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 6489). (p. 6490). (p. 6491). (p. 6495). (p. 6497). (p. 6497, 6498). - **Article 9 ter (nouveau)** (art. 266 sexies, 266 septies, 266 nonies, 266 terdecies du code des douanes - Suppression de deux composantes de la TGAP) (p. 6498). - **Article 9 quater (nouveau)** (art. 266 quindecies du code des douanes - Élargissement de l'assiette de la TGAP aux biocarburants remplaçant le gazole) (p. 6500). (p. 6500). (p. 6502). (p. 6502). (p. 6503). (p. 6506). (p. 6507). - **Article additionnel après l'article 9 quater** (Champ d'application de la TGAP) (p. 6508). - **Article 9 quinquies (nouveau)** (art. 39 decies A du code général des impôts - Prolongation du dispositif de suramortissement pour l'achat de véhicules de 3,5 tonnes et plus roulant au gaz naturel pour véhicules (GNV) et biométhane carburant (BioGNV)) (p. 6508). (p. 6508). - **Article 10** (art. 50-0, 102 ter, 151-0, 163 quaterdecies, 1417, 1586 sexies du code général des impôts, et art. L. 252 B du livre des procédures fiscales - Augmentation des seuils des régimes d'imposition des micro-entreprises) (p. 6510, 6511). (p. 6511). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 6513). (p. 6514). (p. 6515). (p. 6515). (p. 6516). - **Article additionnel après l'article 10 bis** (Périmètre des zones de revitalisation rurales) (p. 6519). - **Article 10 ter (nouveau)** (art. 75, 75 A et 298 bis du code général des impôts - Aménagement de dispositifs fiscaux propres à l'activité agricole) (p. 6519, 6520). - **Article additionnel après l'article 10 ter** (Réforme de la déduction pour aléas) (p. 6520). - **Article 10 quater (nouveau)** (art. 210 F et 1764 du code général des impôts, 10 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 - Prorogation et modification des conditions d'application du taux réduit d'impôt sur les sociétés pour les plus-values de cessions de locaux professionnels transformés en logements) (p. 6526). (p. 6527). (p. 6527). (p. 6528). - **Article 10 sexies (nouveau)** (Maintien jusqu'au 31 décembre 2019 du bénéfice du régime fiscal et social des ZRR pour les communes qui en sont sorties et ne sont pas couvertes par la loi Montagne) (p. 6529). (p. 6533). (p. 6535). (p. 6536). (p. 6536). - **Article 11** (Mise en œuvre du prélèvement forfaitaire unique) (p. 6549). (p. 6551). (p. 6553, 6554). (p. 6556). (p. 6556). (p. 6557). (p. 6557). (p. 6558). (p. 6560). (p. 6561). (p. 6561). (p. 6561). (p. 6562). (p. 6562). (p. 6562). (p. 6562). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 6563). - **Article 11 bis (nouveau)** (art. 39 quindecies du code général des impôts - Application du PFU à l'imposition des plus-values professionnelles) (p. 6564). - **Article additionnel après l'article 11 bis** (Rotation des patrimoines dans le cadre familial) (p. 6564). (p. 6564). - **Article 11 ter (nouveau)** (art. 150 VK du code général des impôts - Augmentation du taux de la taxe forfaitaire sur la cession des métaux précieux) (p. 6565). - **Articles additionnels après l'article 11 ter** (p. 6566). (p. 6566). - **Article 12** (Création de l'impôt sur la fortune immobilière et suppression de l'impôt sur la fortune) (p. 6579, 6580). (p. 6588, 6589). (p. 6589, 6590). (p. 6591). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 6603). (p. 6604). (p. 6605). (p. 6606). (p. 6606). (p. 6607). (p. 6609). (p. 6610). (p. 6611). - **Article 12 bis (nouveau)** (Extension de la possibilité de rachat pour les contrats de retraite « article 83 » dont l'entreprise souscriptrice a disparu) (p. 6611, 6612). (p. 6612). - **Article additionnel**

après l'article 12 bis (Inclusion des plans de retraite par capitalisation dans le régime de l'impatriation) (p. 6612, 6613). (p. 6613). - **Article 12 ter (nouveau)** (art. 223 A [nouveau], 224 et 238 du code des douanes - Augmentation du barème du droit annuel de francisation et de navigation et du droit de passeport pour les grands navires de plaisance ou de sport) (p. 6614). - **Article 12 quater (nouveau)** (art. 963 A du code général des impôts [nouveau] - Taxe additionnelle sur l'immatriculation des voitures de sport) (p. 6615). - **Article 12 sexies (nouveau)** (art. 1010 bis du code général des impôts - Durcissement du barème de la taxe additionnelle à la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules d'occasion) (p. 6616). - **Article 13** (art. 213 et 235 ter ZCA du code général des impôts - Suppression de la contribution de 3 % sur les revenus distribués) (p. 6617). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 6617). (p. 6618). - **Article 14** (Conditions d'assimilation fiscale des sociétés ayant leur siège dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscale) (p. 6619). (p. 6619).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2017) - rapporteur général de la commission des finances - **Article additionnel après l'article 14** (art. 238 bis du code général des impôts - Extension de la réduction d'impôt aux dons effectués aux sociétés d'économie mixte ou aux sociétés d'économie locale agissant dans le domaine du tourisme et de la culture) (p. 6629). - **Article 15** (art. 62 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 - Modification de l'assiette de la taxe sur les transactions financières) (p. 6630). (p. 6631, 6632). (p. 6633). (p. 6634). (p. 6636). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 6637). (p. 6638). (p. 6639). (p. 6639). (p. 6641). (p. 6642). (p. 6643). (p. 6646). (p. 6648). (p. 6649). - **Article 16** (art. L. 1613-1, art. L. 2335-3, art. L. 3334-17 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B, art. 1586 B et art. 1648 A du code général des impôts, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 49 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 6 de la loi n° 87-1317 de finances pour 1987 du 30 décembre 1986, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 2, art. 77 et art. 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 de finances pour 2011, art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Fixation pour 2018 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL) (p. 6655, 6556). (p. 6661). (p. 6664). (p. 6665). (p. 6669). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 6670). (p. 6671). (p. 6674). (p. 6675). (p. 6676). (p. 6677). - **Article 17** (art. 39 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, art. 29 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015, art. 38 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 - Compensation des transferts de compétences aux régions et aux départements par attribution d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, TICPE) (p. 6680). - **Article 18** (Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales) (p. 6681). - **Article 19** (Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public) (p. 6683, 6684). (p. 6685). (p. 6687). (p. 6690). (p. 6693). (p. 6694). (p. 6695, 6696). (p. 6698, 6699). (p. 6699, 6700). (p. 6701). (p. 6703). (p. 6704). (p. 6705). (p. 6706). (p. 6707). (p. 6708). (p. 6709). (p. 6709). (p. 6710). (p. 6710). (p. 6711). (p. 6713). (p. 6714). (p. 6714). (p. 6714). (p. 6715). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 6716). (p. 6716). (p. 6717). (p. 6717). (p. 6718). (p. 6718). (p. 6721). -

Article 19 ter (nouveau) (art. 71 de la loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 de finances rectificative pour 2003 - Modulation du taux de prélèvement de la taxe affectée au centre technique industriel de la plasturgie et des composites, CTIPC) (p. 6722). - **Article 24** (art. 1011 bis du code général des impôts - Modification du barème du malus automobile, compte d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres ») (p. 6728). - **Articles additionnels après l'article 24 bis** (p. 6729). (p. 6730). - **Article 25** (art. 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 - Reconduction et actualisation du dispositif de garantie des ressources de l'audiovisuel public, compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public ») (p. 6732). - **Article 25 bis (nouveau)** (art. 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 - Création d'une nouvelle section au sein du CCF « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés, CDG express ») (p. 6733). - **Article 26** (art. L. 1418-7 du code de la santé publique, art. L. 161-13-1, L. 162-5-13, L. 225-1-1, L. 241-2, L. 381-30, L. 381-30-1, L. 381-30-2, L. 381-30-3, L. 381-30-5 du code de la sécurité sociale et article 4 de la loi n° 94-43 du 18 janvier 1994 relative à la santé publique et à la protection sociale - Relations financières entre l'État et la sécurité sociale) (p. 6737). (p. 6737). (p. 6738).

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2017) - rapporteur général de la commission des finances - **Article 28 et état A** (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) (p. 6762, 6763). - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie du projet de loi** (p. 6770).

Seconde partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (4 décembre 2017) - **État B** (p. 7068).

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (7 décembre 2017) - **Article 54 quinquies (nouveau)** (art. 621-5-3 et 621-5-5 [nouveau] du code monétaire et financier - Contribution volontaire à l'Autorité des marchés financiers dans le cadre de projets d'intérêt commun) (p. 7448, 7449). (p. 7449). - **Article additionnel après l'article 54 quinquies** (Habilitation des organisations professionnelles à conclure un accord pour mener des actions de communication et promotion en faveur de l'artisanat et des entreprises artisanales) (p. 7451).

Autorisations budgétaires

- (8 décembre 2017) - **Article 35** (Plafonds des emplois des établissements à autonomie financière) (p. 7525). - **Article 36** (Plafonds des emplois de diverses autorités publiques) (p. 7527).

Articles non rattachés

- (8 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 7529). (p. 7530, 7531). (p. 7532). (p. 7533). - **Article 39** (art. 199 novovicies et 279-0 bis A du code général des impôts - Prorogation et recentrage de la réduction d'IR en faveur de l'investissement locatif intermédiaire, dispositif « Pinel ») (p. 7535). (p. 7536, 7537). (p. 7538). (p. 7541). (p. 7541, 7542). (p. 7545, 7546). (p. 7546). (p. 7546). (p. 7547). (p. 7548). (p. 7548). (p. 7548). - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 7550, 7551). (p. 7552). - **Article 39 quater (nouveau)** (art. 199 undecies B du code général des impôts - Augmentation des seuils de chiffre d'affaires des entreprises éligibles à la réduction d'impôt prévue à l'article 199 undecies B du code général des impôts à raison de l'investissement productif dans les départements, régions et collectivités d'outre-mer) (p. 7554). - **Articles additionnels après l'article 39 quinquies** (p. 7555). (p. 7556). (p. 7557). (p. 7558). (p. 7559, 7560). (p. 7561). (p. 7561). - **Article 39 sexies (nouveau)** (art. 199 terdecies-0 A du code général des impôts - Aménagement de la réduction d'impôt « Madelin ») (p. 7563). (p. 7564). (p. 7564).

(p. 7566). (p. 7567). (p. 7567). - **Articles additionnels après l'article 39 sexies** (p. 7568). (p. 7568). (p. 7569). (p. 7570). (p. 7571). - **Articles additionnels après l'article 39 septies** (p. 7571, 7572). (p. 7572, 7573). (p. 7573). - **Article 39 octies (nouveau)** (art. 199 *sexvicies* du code général des impôts - *Prorogation de la réduction d'impôt sur le revenu au titre de l'investissement réalisé dans le secteur de la location meublée non professionnelle, dispositif « Censi-Bouvard »*) (p. 7574). - **Article 39 nonies (nouveau)** (art. 200 *quater* et 278-0 *bis A* du code général des impôts - *Prorogation et aménagement du crédit d'impôt pour la transition énergétique, CITE*) (p. 7576). (p. 7577). (p. 7580). (p. 7582). (p. 7583). (p. 7583). (p. 7585). (p. 7585). - **Articles additionnels après l'article 39 nonies** (p. 7586). (p. 7586, 7587). (p. 7588). (p. 7589, 7590). (p. 7590, 7591). (p. 7591). (p. 7592). (p. 7592). (p. 7594). (p. 7595). (p. 7595). - **Article 40** (art. L. 31-10-2, L. 31-10-3 et L. 371-4 du code de la construction et de l'habitation ; art. 90 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - *Prorogation et réforme du prêt à taux zéro, PTZ*) (p. 7599). - **Article additionnel après l'article 40** (*Exonération des droits d'enregistrement des ventes de logements réalisées dans le cadre d'une opération d'accès sociale à la propriété en centre-ville*) (p. 7601). (p. 7601). - **Article 41** (art. 39, 39 *quinquies*, 182B, 187, 212, 219 et 244 *bis* du code général des impôts ; art. 11 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 - *Diminution du taux normal de l'impôt sur les sociétés*) (p. 7602). - **Articles additionnels après l'article 41** (p. 7603, 7604). (p. 7605, 7606). - **Article 41 bis (nouveau)** (art. 1599 *bis* et 1656 du code général des impôts ; art. 89 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 - *Transfert à la métropole de Lyon de la dynamique de CVAE perçue sur son territoire par la région Auvergne-Rhône-Alpes*) (p. 7607). (p. 7607). - **Article additionnel après l'article 41 bis** (*Continuité des ressources des EPCI*) (p. 7608). - **Article 42** (art. 199 *ter C*, 220 *C*, 223 *O* et 244 *quater C* du code général des impôts : art. L. 1233-57-3, L. 2313-7-1, L. 2323-12, L. 2323-13, L. 2323-56, L. 2323-57 du code du travail ; art. L. 172 *G* du livre des procédures fiscales et art. 66 de la loi n° 2012-1510 du 29 décembre 2012 de finances rectificative pour 2012 - *Baisse du taux du CICE en 2018 et suppression du crédit d'impôt à compter du 1er janvier 2019*) (p. 7610). (p. 7612). - **Article additionnel après l'article 42** (art. 199 *ter B*, 199 *ter C* et 220 *quinquies* du code général des impôts - *Actualisation du régime de cession des créances fiscales*) (p. 7612). - **Article 43 bis (nouveau)** (art. 231 du code général des impôts - *Exonération de taxe sur les salaires pour les rémunérations versées par les établissements publics de coopération culturelle, EPCC*) (p. 7613). - **Article 43 ter (nouveau)** (art. 88 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 - *Extension du bénéfice de l'abattement de taxe sur les salaires et du crédit d'impôt de taxe sur les salaires aux groupements de coopération sanitaire et aux groupements de coopération sociale et médico-sociale*) (p. 7613). (p. 7614). - **Article 44** (art. 231 du code général des impôts - *Suppression du taux supérieur de la taxe sur les salaires*) (p. 7615). (p. 7616). - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 7618). (p. 7619). - **Article 44 quinquies (nouveau)** (*Suppression de trois dépenses fiscales de faible ampleur*) (p. 7621). - **Article 44 sexies (nouveau)** (art. 244 *quater B* du code général des impôts - *Liste des informations transmises par les entreprises qui bénéficient du crédit d'impôt recherche (CIR) et dont les dépenses de recherche dépassent 100 millions d'euros*) (p. 7621).

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 44 sexies** (p. 7738). (p. 7740). - **Article 44 septies (nouveau)** (art. 244 *quater L* du code général des impôts - *Prorogation et relèvement de crédit d'impôt pour l'agriculture biologique*) (p. 7740). (p. 7740, 7741). (p. 7741). (p. 7742). (p. 7742). (p. 7743). - **Articles additionnels après l'article 44 septies** (p. 7746, 7747). (p. 7749). (p. 7749). (p. 7750). (p. 7751, 7752). (p. 7752). (p. 7753). (p. 7754). (p. 7755). (p. 7756). (p. 7757). - **Article 45** (*Exonération de la cotisation minimum de CFE des redevables réalisant un très faible chiffre d'affaires*) (p. 7758). (p. 7759, 7760). - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 7761). (p. 7762). (p. 7762). (p. 7763). (p. 7766). (p. 7768). (p. 7769). (p. 7769). (p. 7770). (p. 7770). (p. 7771). (p. 7772). (p. 7772, 7773). (p. 7773).

(p. 7774). - **Article 45 bis (nouveau)** (art. L. 2531-4 du code général des collectivités territoriales - *Relèvement des plafonds du versement transport des communes des départements de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne*) (p. 7775). - **Articles additionnels après l'article 45 bis** (p. 7777). - **Article 45 ter (nouveau)** (art. 1384 *A*, 1384 *C* et 1384 *D* du code général des impôts et art. L. 2335-3, L. 5214-23-2, L. 5215-35 et L. 5216-8-1 du code général des collectivités territoriales - *Prorogation de l'allongement d'exonérations de longue durée de taxe foncière sur les propriétés bâties pour le logement social*) (p. 7778). (p. 7778). - **Articles additionnels après l'article 45 ter** (p. 7779). (p. 7780). - **Article 45 quater (nouveau)** (art. 1388 *quinquies C* [nouveau] et art. 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 - *Abattement facultatif sur la valeur locative des magasins de commerce de détail de moins de 400 mètres carrés conditionnant une autorisation d'augmenter la TASCOM*) (p. 7781, 7782). (p. 7782). - **Article 45 quinquies (nouveau)** (art. 1499-00 *A* du code général des impôts [nouveau] - *Modalités de détermination de la valeur locative des biens des entreprises artisanales*) (p. 7784). (p. 7784). - **Articles additionnels après l'article 45 quinquies** (p. 7787). (p. 7787). (p. 7788, 7789). (p. 7789). (p. 7789). (p. 7790). (p. 7791). - **Article 45 sexies (nouveau)** (art. L. 133-17 du code du tourisme - *Aménagement des délais applicables à la procédure de classement en commune touristique ou en station de tourisme*) (p. 7792). - **Articles additionnels après l'article 45 sexies** (p. 7793). (p. 7794). - **Article 46** (art. 286 et 1770 du code général des impôts, et art. L. 80 *O* du livre des procédures fiscales - *Modification du champ de l'obligation de certification des logiciels de comptabilité et de gestion et des systèmes de caisse*) (p. 7796). (p. 7796). (p. 7797). - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 7797). (p. 7798). - **Article 46 ter (nouveau)** (art. L. 13 *AA* du livre des procédures fiscales - *Actualisation du contenu de la documentation relative aux prix de transfert des entreprises multinationales*) (p. 7801). (p. 7801). - **Articles additionnels après l'article 46 ter** (p. 7803). (p. 7808). - **Article additionnel après l'article 46 septies** (*Rapport sur les conventions fiscales bilatérales*) (p. 7810). - **Article 47 bis (nouveau)** (*Création d'une indemnité compensatrice de la hausse de la CSG pour les agents publics*) (p. 7811). (p. 7812). - **Article 47 quater (nouveau)** (*Bénéfice du régime complémentaire de la caisse d'assurance maladie des industries électriques et gazières*) (p. 7812). - **Articles additionnels après l'article 47 quater** (p. 7813). - **Article 48** (*Introduction d'un jour de carence pour la prise en charge des congés de maladie des personnels du secteur public*) (p. 7815). (p. 7815). (p. 7816). - **Article 48 bis (nouveau)** (*Affectation d'une fraction du produit de la taxe sur la valeur ajoutée à l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale*) (p. 7816). - **Articles additionnels après l'article 48 bis** (p. 7817). (p. 7817, 7818). (p. 7818). (p. 7819). (p. 7820). (p. 7820). (p. 7821, 7822). (p. 7823). (p. 7823). (p. 7824). (p. 7824). (p. 7825). - **Demande de coordination** (p. 7826). - **Article 28 (pour coordination)** (p. 7829).

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7835). (p. 7843, 7844).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 14 et 15 décembre 2017** - (12 décembre 2017) (p. 7856, 7857).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 155 (2017-2018)]** - (14 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 9653, 9655). (p. 9660).

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2017) - **Article liminaire** (*Prévision de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques pour l'année 2017*) (p. 9716). - **Article 1er** (art. 51 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009 - *Compensation des transferts de compétences aux régions et aux départements par attribution d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, TICPE*) (p. 9723). - **Article 3 bis (nouveau)** (*Modification de plafonds de recettes affectées et prélèvement sur fonds de roulement*) (p. 9724). - **Article 4 et état A** (*Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) (p. 9730). - **Article 5 et état B** (*Budget général : ouvertures et annulations de crédits*) (p. 9737). - **Article 9** (art. 204 *C*, 204 *D*, 204 *F*, 204

G, 204 H, 302 decies (nouveau), 1729 G et 1759-0 A du code général des impôts, art. L. 136-6-1 du code de la sécurité sociale et art. 60 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 - Aménagement du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu (p. 9742). (p. 9745). (p. 9747). (p. 9748). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 9753). (p. 9754). (p. 9755). - **Article 13** (art. 44 sexies A, 44 octies A, 44 duodecimes, 44 terdecimes, 44 quaterdecimes, 44 quindecimes, 154 bis, 154 bis 0-A, 163 quaterdecimes, 170, 204 G, 220 terdecimes, 220 quinquies, 244 quater B, 244 quater C, 244 quater E, 244 quater G, 244 quater H, 244 quater M, 244 quater O, 244 quater Q, 244 quater W, 302 nonies, 1383 F, 1417, 1463 A, 1466 B, 1586 ter, 1639 A ter, 1640, 1647 C septies du code général des impôts ; art. L. 80 B du livre des procédures fiscales ; art. 60 de la loi n° 2016-1917 de finances pour 2017 - Création d'un dispositif d'exonération fiscale pour les entreprises qui se créent dans les bassins urbains à dynamiser) (p. 9762). (p. 9762, 9763). (p. 9763, 9764). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 9765). (p. 9766). - **Article 13 ter (nouveau)** (art. 220 octies du code général des impôts - Prorogation du crédit d'impôt pour dépenses de production d'œuvres phonographiques) (p. 9767). - **Article additionnel après l'article 13 ter (Mécénat d'entreprise)** (p. 9768). (p. 9768). - **Article 13 sexies (nouveau)** (art. 1040 du code général des impôts - Extension de l'exonération de droits d'enregistrement et de taxe de publicité foncière aux établissements publics fonciers de l'État) (p. 9769). (p. 9769). - **Article additionnel après l'article 13 sexies** (p. 9770). - **Article 14 bis (nouveau)** (art. L. 112 bis du livre des procédures fiscales - Délier les administrations fiscales du secret fiscal pour ce qui concerne les aides d'État) (p. 9772). (p. 9773). - **Article 15** (art. 123 bis du code général des impôts - Renforcement de la clause de sauvegarde applicable hors de l'Union européenne prévue à l'article 123 bis du code général des impôts) (p. 9773). (p. 9774). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 9774). (p. 9775). - **Article 16** (art. 199 decies H et 200 quinquies du code général des impôts - Prorogation du dispositif « DEFI-Forêt » d'encouragement fiscal à l'investissement forestier) (p. 9776). (p. 9777). (p. 9778). (p. 9778). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 9779). (p. 9779). (p. 9780). - **Article additionnel après l'article 16 bis** (Prise en charge du prix d'acquisition majoré des frais de viabilisation par le cédant) (p. 9780, 9781). - **Article 16 ter (nouveau)** (art. 150 U du code général des impôts - Mesures fiscales en faveur de la libération du foncier) (p. 9782). (p. 9783). (p. 9783). (p. 9784). (p. 9784). (p. 9785). (p. 9785). (p. 9785). (p. 9785). (p. 9785). - **Article 16 quater (nouveau)** (art. L. 107, L. 112 A [nouveau] et L. 135 B du livre des procédures fiscales - Accessibilité des données de l'administration fiscale relatives aux valeurs foncières déclarées à l'occasion de mutations) (p. 9786). (p. 9786). - **Article additionnel après l'article 16 quater** (Octroi de prêts à taux réduit et plafonné fixé par décret) (p. 9787). - **Article 17** (art. 1406, art. 1409, art. 1495, art. 1497, art. 1498, art. 1502, art. 1504, art. 1505, art. 1506, art. 1506 bis [nouveau], art. 1507, art. 1508, art. 1516, art. 1517, art. 1518, art. 1518 bis, art. 1518 ter [nouveau], art. 1518 A ter, art. 1518 A quinquies [nouveau], art. 1518 E [nouveau], art. 1518 F [nouveau], art. 1650 B [nouveau], art. 1650 C [nouveau], art. 1651 E, art. 1729 C du code général des impôts, art. L. 175 et art. L. 201 D [nouveau] du livre des procédures fiscales et art. 34 de la loi n° 2010-1658 de finances rectificative pour 2010 - Codification de l'article 34 de la loi de finances rectificative pour 2010 et aménagement de certaines dispositions relatives à la révision des valeurs locatives des locaux professionnels) (p. 9794). (p. 9794). (p. 9795). (p. 9795). - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 9796). (p. 9796). - **Article 17 bis (nouveau)** (art. 1388 bis du code général des impôts - Aménagement de l'obligation pour les bailleurs sociaux de conclure une convention annexée au contrat de ville pour bénéficier de l'abattement de TFPB dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville) (p. 9797). - **Articles additionnels après l'article 17 bis** (p. 9798). (p. 9799). (p. 9800). - **Article 17 ter (nouveau)** (art. 1647-0 B septies du code général des impôts - Suppression de la participation au plafonnement en fonction de la valeur ajoutée concernant la contribution économique territoriale à compter du 1er janvier 2017) (p. 9801). - **Articles additionnels après**

l'article 17 ter (p. 9801). (p. 9802). (p. 9803). (p. 9804). (p. 9805). - **Article 18** (art. 261 E, 1559, 1560, 1563, 1565, 1565 septies, 1566, 1649 quater B quater, 1797, 1822 du code général des impôts ; art. 34 de la loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain - Institution d'un régime fiscal applicable aux clubs de jeux) (p. 9807, 9808). (p. 9808). (p. 9808). - **Article additionnel après l'article 18** (Fixation des règles des arrondis : mesures de simplification négociées avec les ruralistes) (p. 9809). - **Article 20** (art. L. 115-6, L. 115-7, L. 115-9 et L. 115-13 du code du cinéma et de l'image animée - Sécurisation de l'assiette de la taxe sur les services de télévision due par les éditeurs) (p. 9811). (p. 9811). - **Article 20 bis (nouveau)** (art. L. 115-6 et L. 115-7 du code du cinéma et de l'image animée - Mise en cohérence du code du cinéma et de l'image animée avec la ventilation du taux de TVA dans les offres composites) (p. 9812). - **Article 21** (art. 1590 du code général des impôts [nouveau] - Fiscalité relative à l'exploration des hydrocarbures) (p. 9815). - **Article 21 bis (nouveau)** (art. L. 132-16 du code minier - Mise à jour du barème de la redevance à taux progressif appliquée à la production d'hydrocarbures) (p. 9815, 9816). (p. 9816). - **Article 22** (art. 1590 du code général des impôts [nouveau] - Fiscalité relative à l'exploration des gîtes géothermiques) (p. 9817). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 9819). (p. 9820). - **Article 23 ter (nouveau)** (art. L. 2333-33 et L. 2333-34 du code général des collectivités territoriales - Généralisation de la collecte de la taxe de séjour « au réel » par les plateformes en ligne) (p. 9821, 9822). (p. 9822). (p. 9822, 9823). - **Article additionnel après l'article 23 ter** (Simplification des dispositions de l'article 242 bis du code général des impôts sur l'information des utilisations des plateformes en ligne) (p. 9823, 9824). - **Article 23 quinquies (nouveau)** (art. 1398 A du code général des impôts - Prorogation du dégrèvement temporaire de la cotisation de TFPNB en faveur des parcelles dans le périmètre d'une association foncière pastorale) (p. 9825). - **Article 23 septies (nouveau)** (art. 1599 quater B du code général des impôts - Élargissement du champ d'application de l'IFER à l'ensemble des réseaux de communications électroniques à compter de 2019) (p. 9826). (p. 9827). (p. 9828). (p. 9828). - **Articles additionnels après l'article 23 septies** (p. 9828). (p. 9829). (p. 9829, 9830). - **Articles additionnels après l'article 23 octies** (p. 9832). (p. 9832). (p. 9833). (p. 9834). (p. 9834). (p. 9835). (p. 9835). (p. 9837). (p. 9838). - **Article 23 nonies (nouveau)** (art. 5 et 6 de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992 - Modalités de calcul des compensations reversées aux collectivités mahoraises pour la TFPB et la CFE) (p. 9839). - **Article additionnel après l'article 23 decies** (Possibilité de lever la taxe relative à la gestion des milieux aquatiques et à la prévention des inondations dès 2018) (p. 9840). - **Article 23 duodecimes (nouveau)** (Rapport sur l'extension de l'exonération de cotisation foncière des entreprises aux activités accessoires des exploitants agricoles) (p. 9840). (p. 9840). - **Article 24** (art. 440 bis du code des douanes et III de l'art. 1727 du code général des impôts - Réduction du taux de l'intérêt de retard et de l'intérêt moratoire) (p. 9840, 9841). (p. 9842). - **Article 25** (art. 1649 AC, 1729 C bis [nouveau], et 1740 ter [nouveau] du code général des impôts, art. L. 102 AG [nouveau] du livre des procédures fiscales, et art. L. 564-1 [nouveau], L. 612-1 et L. 621-1 du code monétaire et financier - Contrôle des informations sur les comptes financiers soumises à un échange automatique entre administrations fiscales) (p. 9843, 9844). (p. 9845). (p. 9845). (p. 9845). - **Article 25 bis (nouveau)** (art. L. 113 et art. L. 135 ZH [nouveau] du livre des procédures fiscales - Échange de données fiscales entre le ministère chargé du logement et la direction générale des finances publiques) (p. 9846). - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 9848). - **Article 27 bis (nouveau)** (art. 266 quinquies C du code des douanes - Exonération de contribution au service public de l'électricité pour l'autoconsommation d'électricité) (p. 9849). - **Article 27 quinquies (nouveau)** (art. 284 bis, 411 et 427 du code des douanes ; art. 302 C, 302 D, 302 E, 302 F bis, 302 F ter, 302 G, 302 H ter, 302 K, 302 L, 302 M, 302 M bis, 302 M ter, 302 P, 302 Q, 302 R, 302 U bis, 302 V bis, 403 et 519 du code général des impôts ; art. L. 758-1 du code de la sécurité

sociale - Adaptation aux DROM des dispositions juridiques relatives aux produits soumis à accises) (p. 9851). - **Article 28** (art. 1599 quindecies, 1628-0 bis et 1723 ter-0 B du code général des impôts - Aménagements relatifs au paiement dématérialisé pour la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules et à l'accès direct au système d'immatriculation des véhicules) (p. 9853). (p. 9853). (p. 9854). - **Article additionnel après l'article 28** (Octroi du bénéfice de l'exonération de TVS, la taxe sur les véhicules de société aux véhicules fonctionnant au superéthanol E85) (p. 9855). (p. 9855). - **Article 28 bis (nouveau)** (art. 278 sexies du code général des impôts - Application du taux réduit de TVA aux opérations d'accession sociale à la propriété dans les quartiers NPNRU) (p. 9856). - **Articles additionnels après l'article 28 bis** (p. 9856). (p. 9857). - **Article 28 quater (nouveau)** (art. 568 bis du code général des impôts - Report de la mise en place d'un dispositif d'encadrement de la vente au détail du tabac manufacturé dans les départements d'outre-mer) (p. 9857). (p. 9857). - **Articles additionnels après l'article 28 septies** (p. 9859). - **Article 29** (art. L. 262, 263 : 263-0 A, 262 A, 263 B, 273 A, 281, 283 du livre de procédures fiscales, art. L. 632-2 du code de commerce, art. 349 bis, 387 bis du code des douanes, art. L. 171-8 : L. 521-19, L. 541-3, L. 556-3, L. 213-11-13 du code de l'environnement, art. L. 1617-5, L. 1874-3 du code général des collectivités territoriales, art. L. 753-2-1 du code monétaire et financier, art. L. 132-14 du code des assurances, art. L. 223-15 du code de la mutualité, art. L. 212-2 du code des relations entre le public et l'administration, art. L. 253-12 du code rural et de la pêche, art. L. 3252-9 du code du travail, art. 128 de la loi n° 2004-1485 du 30 décembre 2004 de finances rectificative pour 2004, art. 123 de la loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015, art. 17 de la loi n° 2013-1279 du 29 décembre 2013 de finances rectificative pour 2013 - Harmonisation et simplification des procédures de recouvrement forcé mises en œuvre par les comptables publics) (p. 9863). (p. 9863). (p. 9863). (p. 9863). (p. 9864). (p. 9864). (p. 9864). (p. 9864). (p. 9864). (p. 9865). (p. 9865). - **Article 30** (art. 1680 du code général des impôts - Moyens de paiement, plafond de recouvrement en numéraire) (p. 9865). - **Article additionnel après l'article 30 ter** (Utilisation du portail de facturation électronique Chorus pro

pour l'envoi de titres de perception aux collectivités locales) (p. 9867). - **Article 32** (art. L. 524-4, L. 524-6, L. 524-7 et L. 524-8 du code du patrimoine - Adaptation de la redevance d'archéologie préventive en milieu maritime) (p. 9870). (p. 9870). (p. 9871). (p. 9871). (p. 9871). (p. 9872). (p. 9872). (p. 9873). (p. 9874). (p. 9874). (p. 9875). (p. 9875). - **Articles additionnels après l'article 32 bis** (p. 9876, 9877). (p. 9878). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 9881). (p. 9882). - **Article 39 (nouveau)** (art. L. 732-58 du code rural et de la pêche maritime - Complément apporté aux modalités de financement du régime de retraite complémentaire des exploitants agricoles (RCO) par la mention de subventions et contributions du budget général de l'État) (p. 9883). - **Article 43 (nouveau)** (Création d'un fonds exceptionnel au bénéfice des départements connaissant une situation financière particulièrement dégradée) (p. 9886). (p. 9887). (p. 9887). - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 9889).

- **Projet de loi de finances pour 2018 - Nouvelle lecture [n° 172 (2017-2018)]**

Discussion générale :

- (19 décembre 2017) (p. 10394). (p. 10395, 10397). - **Question préalable** (p. 10407). (p. 10408).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Nouvelle lecture [n° 178 (2017-2018)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi de finances n° 172 (2017-2018)** (p. 10394). (p. 10395, 10397). - (19 décembre 2017) - **Article 1er et rapport annexé (Pour coordination) (Texte non modifié par la commission) (Approbation du rapport annexé)** (p. 10445). - **Article 24 (Règle prudentielle applicable aux collectivités territoriales)** (p. 10456). (p. 10460).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Nouvelle lecture [n° 191 (2017-2018)] - (20 décembre 2017) - Discussion générale** (p. 10512, 10513). - **Question préalable** (p. 10521).

MORHET-RICHAUD (Patricia)
sénatrice (Hautes-Alpes)
LR

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 3 octobre 2017.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes jusqu'au 17 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017, puis vice-présidente le 26 octobre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de simplification des procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (12 janvier 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création de l'Agence nationale de santé publique (12 janvier 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social (26 juillet 2017).

Membre titulaire du Conseil national de la montagne le 13 décembre 2017.

Membre de la mission d'information sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France jusqu'au 12 juin 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier 2017) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement.**

Proposition de loi tendant à faciliter le règlement des conséquences pécuniaires du divorce [n° 449 (2016-2017)] (2 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à supprimer le bénéfice de l'âge en cas d'égalité des suffrages entre deux listes arrivées en tête aux élections municipales [n° 475 (2016-2017)] (22 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à sécuriser l'établissement des procurations électorales [n° 480 (2016-2017)] (28 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à garantir aux personnes en situation de handicap un accès effectif aux lieux ouverts au public [n° 554 (2016-2017)] (15 mai 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 557 (2016-2017)] (18 mai 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à élargir les missions des comités locaux d'information et de suivi visés à l'article L. 542-13 du code de l'environnement [n° 561 (2016-2017)] (23 mai 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi relative aux certificats de décès [n° 584 (2016-2017)] (21 juin 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à interdire la mention du nom et de la photo de personnes autres que les candidats et suppléants sur les documents de propagande électorale [n° 687 (2016-2017)] (26 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi élargissant les modalités d'intervention de l'action extérieure des collectivités territoriales en matière d'eau, d'assainissement, d'électricité, de gaz et de déchets ménagers [n° 714 (2016-2017)] (11 septembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 717 (2016-2017)] (13 septembre 2017) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges pesant sur les entreprises [n° 721 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Entreprises.**

Proposition de loi organique relative aux études d'impact des projets de loi [n° 722 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Entreprises.**

Proposition de loi tendant à reconduire le Conseil de la simplification pour les entreprises et à renforcer leur sécurité juridique [n° 723 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Entreprises.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la simplification des normes entravant la vie économique [n° 724 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à la promotion de la cohabitation intergénérationnelle [n° 15 (2017-2018)] (6 octobre 2017) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées sous tutelle ou sous curatelle [n° 95 (2017-2018)] (16 novembre 2017) - **Famille.**

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 181 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à assurer un égal accès de tous les citoyens aux services publics de l'État et de ses opérateurs [n° 182 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi** visant à abroger la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, dite « Loi Travail » [n° 2016 (155-156)] - (11 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 76, 77).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la démission d'enseignants** - (12 janvier 2017) (p. 215). (p. 215).

- **Proposition de loi** tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 332 (2016-2017)] - (31 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 1029, 1030).

- **Débat sur le thème « Faut-il supprimer l'École nationale d'administration ? »** - (1er février 2017) (p. 1178, 1179).

- **Débat sur le thème « Violences sexuelles, aider les victimes à parler »** - (2 février 2017) (p. 1223).

- **Débat sur le thème « Quel rôle les professions paramédicales peuvent-elles jouer dans la lutte contre les déserts médicaux ? »** - (22 février 2017) (p. 1770).

- **Débat sur le bilan du « choc de simplification » pour les entreprises** - (23 février 2017) (p. 1801, 1802).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social** [n° 664 (2016-2017)] - (24 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 2950, 2951).

- **Suite de la discussion** (26 juillet 2017) - **Article 3 (Aménagement des règles du licenciement et de certaines formes particulières de travail)** (p. 3132). (p. 3132). (p. 3132). (p. 3134). (p. 3134). (p. 3138).

- **Suite de la discussion** (27 juillet 2017) (p. 3155). (p. 3158). (p. 3159). (p. 3159). (p. 3159). (p. 3159). (p. 3162). (p. 3163). (p. 3163). (p. 3169). (p. 3169). (p. 3172). (p. 3172).

- **Question orale sans débat sur la demande d'homologation permanente de produits biologiques** - (24 octobre 2017) (p. 3938). (p. 3939).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le plan Loup** - (9 novembre 2017) (p. 4672). (p. 4673).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018** [n° 63 (2017-2018)]

Troisième partie :

- (16 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 14** (*Retrait des médicaments génériques de l'assiette de la taxe sur le chiffre d'affaires des distributeurs en gros*) (p. 5148, 5149). (p. 5149). (p. 5150, 5151). (p. 5152).

Quatrième partie :

- (17 novembre 2017) - **Article 36** (*art. L. 162-14-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 6316-1 du code de la santé publique, art. 36 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Prise en charge de la télémédecine*) (p. 5272). (p. 5272). (p. 5276). (p. 5277). - **Article additionnel après l'article 37** (*Établissement du certificat de décès par un(e) infirmière qui a dispensé les soins*) (p. 5285, 5286). (p. 5286).

- **Débat sur la représentation des communes déléguées dans les communes nouvelles** - (22 novembre 2017) (p. 7645).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (6 décembre 2017) (p. 7277). - **État B** (p. 7289).

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (7 décembre 2017) (p. 7437).

- **Débat sur la COP23** - (13 décembre 2017) (p. 9606).

MORIN-DESAILLY (Catherine)
sénatrice (Seine-Maritime)
UDI-UC, puis UC

NOMINATIONS

Présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre titulaire du conseil d'administration de la Fondation du patrimoine jusqu'au 30 octobre 2017.

Membre titulaire du conseil d'administration de la société France Télévisions.

Membre titulaire du conseil d'orientation stratégique de l'Institut français.

Membre titulaire de la commission scientifique nationale des collections.

Membre ès qualités de la Commission nationale des secteurs sauvegardés ; nouvelle nomination le 5 octobre 2017.

Membre suppléant de la Commission nationale du patrimoine et de l'architecture le 20 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : L'éducation et la culture au cœur de la relation France-Maroc : relever ensemble les défis contemporains [n° 450 (2016-2017)] (2 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article premier de la Constitution pour y inscrire le principe d'égalité devant la loi sans distinction de sexe [n° 454 (2016-2017)] (8 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à réaffirmer le principe d'égalité entre femmes et hommes et à renforcer la laïcité [n° 460 (2016-2017)] (9 mars 2017) - **Famille**.

Rapport de groupe interparlementaire d'amitié : L'Égypte, un marché aux atouts multiples [n° 144 (2016-2017)] (15 avril 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, pour une réforme des conditions d'utilisation des mesures conservatoires prévues par le règlement (CE) n° 1/2003 du Conseil relatif à la mise en œuvre des règles de concurrence [n° 613 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **PME, commerce et artisanat**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : Entre stratégies industrielles, soutien à la création et attentes des publics : les enjeux d'une nouvelle chronologie des médias [n° 688 (2016-2017)] (26 juillet 2017) - **Culture**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice**.

Proposition de loi relative à l'amélioration du fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre [n° 151 (2017-2018)] (8 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 janvier 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de résolution européenne sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir - Examen des amendements.

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond.

Suivi quinquennal de l'application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Carole Bienaimé Besse, candidate désignée par le président du Sénat aux fonctions de membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel en application de l'article 4 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication.

Vote et dépouillement du scrutin sur la proposition de nomination par le président du Sénat aux fonctions de membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Laurent Stefanini, ambassadeur, délégué permanent de la France auprès de l'UNESCO, accompagné de M. Daniel Janicot, président de la Commission nationale française pour l'UNESCO.

Réunion du lundi 6 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à l'organisation des Jeux olympiques et paralympiques 2024 - Examen des amendements de séance sur les articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens (COM) pour la période 2017-2019 - Audition de M. Bruno Foucher, président de l'Institut français.

Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs (deuxième lecture) - Examen du rapport.

Proposition de résolution européenne sur la réforme européenne du droit d'auteur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens (COM) de l'Institut français pour la période 2017-2019 - Communication et examen de l'avis de la commission.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur la francophonie - Présentation du rapport d'information.

Groupe de travail sur la gouvernance du football - Présentation du rapport d'information.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 7 juin 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur la réforme des rythmes scolaires - Communication.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Groupe d'études sur les arts de la scène, les arts de la rue et les festivals en régions - Situation des festivals - Communication.

Mission en Inde - Présentation du rapport d'information.

Questions diverses.

Réunion du mardi 11 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Éric Léandri, président-fondateur de Qwant.

Chronologie des médias - Audition conjointe de représentants des producteurs, créateurs, exploitants et distributeurs.

Chronologie des médias - Audition conjointe de représentants des télévisions gratuites.

Chronologie des médias - Audition conjointe de représentants des télévisions payantes.

Chronologie des médias - Ouverture par M. Christophe Tardieu, secrétaire général du Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC).

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Laura Flessel, ministre des sports.

Rapport annuel 2016 du CSA - Audition de M. Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Françoise Nyssen, ministre de la culture.

Groupe de travail « culture et handicap » - Présentation du rapport d'information.

Organismes extraparlimentaires - Désignations.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Mounir Mahjoubi, secrétaire d'État chargé du numérique.

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Chronologie des médias - Communication.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Constitution du bureau.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Jean-Marc Huart, directeur général de l'enseignement scolaire, et Xavier Turion, adjoint au directeur général au ministère de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Désignation des rapporteurs pour avis.

Rentrée universitaire - Audition de M. Gilles Roussel, président de la Conférence des présidents d'université (CPU).

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » - Audition de Mme Françoise Nyssen, ministre de la culture.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens entre l'État et Campus France pour la période 2017-2020 - Audition de Mme Béatrice Khaïat, directrice générale de Campus France.

Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Laura Flessel, ministre des sports.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Recherche et Enseignement supérieur » - Crédits « Recherche » et « Enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Hommage à Jack Ralite.

Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » - Crédits « Audiovisuel » et compte de concours financier « Avances à l'audiovisuel public » - Crédits « Livre et industries culturelles » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen d'un amendement sur la première partie.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis - Contrat d'objectifs et de moyens entre l'État et Campus France pour la période 2017-2020 - Communication - Examen de l'avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Culture » - Audition de Mme Françoise Nyssen, ministre de la culture.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Enseignement scolaire » - Crédits « Enseignement scolaire » et « Enseignement technique agricole » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Crédits « Sport » et « Jeunesse et vie associative » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Nomination d'un rapporteur.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines » et « Création et transmission des savoirs et démocratisation de la culture » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » - Crédits « Presse » - Examen du rapport pour avis.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants - Audition conjointe de MM. Gilles Roussel, président de la Conférence des présidents d'université (CPU) et Philippe Vincent, secrétaire général adjoint du Syndicat national des personnels de direction de l'éducation nationale (SNPDEN).

Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants - Audition conjointe des organisations d'étudiants.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Nomination d'un rapporteur.

Nomination d'un rapporteur pour avis.

Plan national en faveur des nouveaux espaces protégés - Audition de M. Yves Dauge.

Programme de contrôle de la commission pour le premier semestre 2018.

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Communication diverse.

Conclusions du groupe de travail sur les normes sportives applicables aux collectivités territoriales - Communication.

Organismes extraparlamentaires - Désignation.

Projet de « maison commune de la musique » - Audition de M. Roch-Olivier Maistre.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir [n° 104 (2016-2017)]** - (11 janvier 2017) - présidente de la commission - **Discussion générale** (p. 95, 96).

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale - Deuxième lecture [n° 348 (2016-2017)]** - (7 février 2017) - **Article 3** (*art. 213-5, 215-4, 221-18 et 462-10 du code pénal [abrogés], art. 706-25-1 et 706-175 [abrogés] et 706-31 du code de procédure pénale, art. L. 211-12, L. 212-37, L. 212-38 et L. 212-39 du code de justice militaire, art. 351 du code des douanes et art. 65 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - Prescription de l'action publique et de l'action civile des abus de la liberté d'expression commis sur internet - Prescription de l'action de l'administration des douanes - Coordinations*) (p. 1273).

- **Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs - Deuxième lecture [n° 381 (2016-2017)]** - (15 février 2017) - présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1560).

- **Débat sur le bilan de l'application des lois** - (21 février 2017) - présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication (p. 1695, 1696).

- **Débat sur l'intelligence artificielle, les enjeux économiques et les cadres légaux** - (25 octobre 2017) (p. 4145).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (14 novembre 2017) - **Article 7** (*art. L. 131-9, L. 136-7-1, L. 136-8, L. 162-14-1, art. L. 172-1, art. L. 241-2, art. L. 242-11, art. L. 313-1, art. L. 381-30-4, L. 382-22, art. L. 613-1 [nouveau] et art. L. 621-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. L. 731-25, art. L. 731-35 et art. L. 741-9 du code rural et de la pêche maritime - Hausse de la CSG et suppression de cotisations sociales*) (p. 4965). (p. 4966).

- **Débat sur l'avenir de l'Institut français** - (21 novembre 2017) (p. 5406, 5407). (p. 5418). (p. 5423).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Culture

- (4 décembre 2017) - présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **État B** (p. 7098).

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (4 décembre 2017) - présidente de la commission de la culture - **État D** (p. 7116, 7117).

Action extérieure de l'État

- (4 décembre 2017) - présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication - **État B** (p. 7149).

MORISSET (Jean-Marie)
sénateur (Deux-Sèvres)
LR

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier 2017) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 557 (2016-2017)] (18 mai 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux certificats de décès [n° 584 (2016-2017)] (21 juin 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi sur la majoration des pensions aux veuves des très grands invalides de guerre dont l'indice de pension était supérieur à 2 000 points à la date du décès [n° 626 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à interdire la mention du nom et de la photo de personnes autres que les candidats et suppléants sur les documents de propagande électorale [n° 687 (2016-2017)] (26 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi portant création d'un fonds de dotation pour les territoires ruraux [n° 713 (2016-2017)] (7 septembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi élargissant les modalités d'intervention de l'action extérieure des collectivités territoriales en matière d'eau, d'assainissement, d'électricité, de gaz et de déchets ménagers [n° 714 (2016-2017)] (11 septembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 717 (2016-2017)] (13 septembre 2017) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à prolonger le délai de validité des habilitations des clercs de notaire [n° 7 (2017-2018)] (5 octobre 2017) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice.**

Proposition de loi visant à instaurer un Pass permis citoyen [n° 38 (2017-2018)] (19 octobre 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées sous tutelle ou sous curatelle [n° 95 (2017-2018)] (16 novembre 2017) - **Famille.**

*Avi*s, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Cohésion des territoires - Hébergement et logement des personnes vulnérables [n° 111 tome 2 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget.**

Proposition de loi tendant à réformer les fonds de garantie des dommages consécutifs à des actes de prévention, de diagnostic ou de soins dispensés au sein des établissements, services ou organismes de santé et de soins [n° 126 (2017-2018)] (4 décembre 2017) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'amélioration du fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre [n° 151 (2017-2018)] (8 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 181 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à assurer un égal accès de tous les citoyens aux services publics de l'État et de ses opérateurs [n° 182 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des affaires sociales*) : Table ronde sur la problématique de la qualité de vie au travail des personnels hospitaliers.

Réunion du mercredi 21 juin 2017 (*commission des affaires sociales*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des affaires sociales*) : Prise en charge sociale des mineurs isolés étrangers - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Table ronde des organisations patronales.

Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Table ronde des organisations syndicales.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Situation des urgences hospitalières, en liaison avec l'organisation de la permanence des soins - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 17 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé et M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de M. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration de la Caisse nationale d'allocations familiales.

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen du rapport.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Audition de Mme Geneviève Darrieussecq, secrétaire d'État auprès de la ministre des armées.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » (et articles 52 à 52 sexies) - Examen des rapports spéciaux.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 28 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Travail et emploi » - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires - Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Travail et emploi » et compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 5 décembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean Bassères, candidat proposé par le président de la République à la direction générale de Pôle emploi.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur les autorisations de construire déposées par les coopératives d'utilisation des matériels agricoles** - (25 juillet 2017) (p. 2969). (p. 2970).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (14 novembre 2017) - **Article 7** (art. L. 131-9, L. 136-7-1, L. 136-8, L. 162-14-1, art. L. 172-1, art. L. 241-2, art. L. 242-11, art. L. 313-1, art. L. 381-30-4, L. 382-22, art. L. 613-1 [nouveau] et art. L. 621-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. L. 731-25, art. L. 731-35 et art. L. 741-9 du code rural et de la pêche maritime - Hausse de la CSG et suppression de cotisations sociales) (p. 4962). (p. 4962).

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2017) - **Article 8** (art. L. 241-2-1 [nouveau], art. L. 241-13, art. L. 243-6-1, art. L. 243-6-2, art. L. 243-6-3, art. L. 243-6-6 à L. 243-6-8 [nouveaux] et L. 243-7 du code de la sécurité sociale, art. L. 741-1 du code rural et de la pêche maritime - Réduction de cotisation maladie et renforcement des allègements généraux en contrepartie de la suppression du CICE et du CITS) (p. 5004). (p. 5004). (p. 5007). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 5011). (p. 5012). (p. 5013).

Troisième partie :

- (16 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 14** (*Retrait des médicaments génériques de l'assiette de la taxe sur le chiffre d'affaires des distributeurs en gros*) (p. 5147, 5148). - **Article 18** (*Transferts entre l'État et la sécurité sociale et entre branches de la sécurité sociale*) (p. 5168). (p. 5171). (p. 5174).

Quatrième partie :

- (17 novembre 2017) - **Article 36** (art. L. 162-14-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 6316-1 du code de la santé publique, art. 36 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - *Prise en charge de la télémédecine*) (p. 5275, 5276). (p. 5277). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 5280). - **Article 40** (art. L. 161-37, L. 161-38, L. 162-17-9 [nouveau], L. 162-19-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale ; art. L. 5122-17 [nouveau], L. 5213-1 à L. 5213-4, L. 5223-1 à L. 5223-5, L. 6143-7 du code de la santé publique - *Dispositions diverses relatives à la qualité, à la promotion et la pertinence de l'utilisation des produits de santé*) (p. 5299). (p. 5300). - **Article 41** (art. L. 162-17-31 [nouveau], L. 162-17-5, L. 165-2-1 [nouveau], L. 165-3-3, L. 165-4 et L. 165-7 du code de la sécurité sociale - *Régulation du secteur des dispositifs médicaux*) (p. 5307). - **Article 44** (*Report de l'application de certaines dispositions du règlement arbitral dentaire*) (p. 5315, 5316). (p. 5316). (p. 5316). (p. 5317). - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 5317). (p. 5317). - **Article 50** (art. L. 313-1, L. 313-12, L. 313-12-2, L. 314-6 du code de l'action sociale et des familles - *Régime de contractualisation dans le secteur médico-social*) (p. 5337). (p. 5337). - **Articles additionnels après l'article 50** (p. 5342).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (6 décembre 2017) (p. 7276, 7277). - **État B** (p. 7283).

Cohésion des territoires

- (6 décembre 2017) (p. 7296).

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (7 décembre 2017) - **État B** (p. 7444).

MOUILLER (Philippe)
sénateur (Deux-Sèvres)
LR

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale jusqu'au 20 novembre 2017.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social (26 juillet 2017) ; nouvelle nomination : vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (31 juillet 2017).

Membre titulaire du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale jusqu'au 24 juillet 2017.

Membre titulaire du conseil d'administration du Fonds d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à faciliter le règlement des conséquences pécuniaires du divorce [n° 449 (2016-2017)] (2 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Les nouvelles technologies au service de la modernisation des territoires [n° 509 (2016-2017)] (19 avril 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux certificats de décès [n° 584 (2016-2017)] (21 juin 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à interdire la mention du nom et de la photo de personnes autres que les candidats et suppléants sur les documents de propagande électorale [n° 687 (2016-2017)] (26 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à simplifier certaines obligations applicables aux collectivités territoriales dans le domaine du service public d'eau potable [n° 703 (2016-2017)] (1er août 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi élargissant les modalités d'intervention de l'action extérieure des collectivités territoriales en matière d'eau, d'assainissement, d'électricité, de gaz et de déchets ménagers [n° 714 (2016-2017)] (11 septembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 717 (2016-2017)] (13 septembre 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à la promotion de la cohabitation intergénérationnelle [n° 15 (2017-2018)] (6 octobre 2017) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à instaurer un Pass permis citoyen [n° 38 (2017-2018)] (19 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à prendre en compte la situation des « Américains accidentels » concernés par le Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA) [n° 64 (2017-2018)] (6 novembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Solidarité, insertion et égalité des chances [n° 111 tome 7 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

Proposition de loi relative à l'amélioration du fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre [n° 151 (2017-2018)] (8 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale et aux réunions des commissions départementales d'aménagement commercial [n° 167 (2017-2018)] (13 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 26 janvier 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jean-Vincent Placé, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de la réforme de l'État et de la simplification, sur l'action du Gouvernement en matière de simplification des normes applicables aux collectivités territoriales, en particulier dans le domaine du droit de l'urbanisme, de la construction et des sols.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-1519 du 10 novembre 2016 portant création au sein du service public de l'emploi de l'établissement public chargé de la formation professionnelle des adultes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 mars 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information de MM. Jean-Marie Bockel et Luc Carvounas : « Les collectivités territoriales et la prévention de la radicalisation ».

Réunion du mercredi 19 avril 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Les nouvelles technologies au service de la modernisation des territoires - Présentation du rapport d'information de MM. Jacques Mézard et Philippe Mouiller.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des affaires sociales*) : Prise en charge sociale des mineurs isolés étrangers - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 5 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Unités hospitalières spécialement aménagées (UHSA) - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Table ronde des organisations patronales.

Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Table ronde des organisations syndicales.

Réunion du jeudi 13 juillet 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur, sur le bilan et les perspectives de la Conférence nationale des territoires réunie le 17 juillet 2017.

(*commission des affaires sociales*) : Pertinence des soins - Communication.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 31 juillet 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social.

Réunion du mardi 1er août 2017 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Dominique Martin, candidat à la direction générale de l'Agence nationale de sécurité du médicament.

Réunion du mardi 19 septembre 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Echange de vues sur les démarches innovantes qui pourraient être initiées dans le cadre de la lutte contre l'inflation normative et en vue de l'amélioration de la qualité des lois relatives aux collectivités territoriales, et sur les conséquences de la réduction annoncée du nombre des élus locaux.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projets de loi ratifiant quatre ordonnances

relatives à la santé - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de M. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration de la Caisse nationale d'allocations familiales.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de M. Yann-Gaël Amghar, directeur de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et article 63) - Examen du rapport spécial.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen des amendements.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Suite à la réunion du bureau de la délégation du 9 novembre 2017, programme de travail semestriel.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Travail et emploi » et compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 5 décembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean Bassères, candidat proposé par le président de la République à la direction générale de Pôle emploi.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi ratifiant diverses ordonnances pour le renforcement du dialogue social - Table ronde des organisations patronales.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi ratifiant diverses ordonnances sur la loi d'habilitation à prendre les mesures pour le renforcement du dialogue social - Table ronde des organisations syndicales.

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi ratifiant diverses ordonnances sur la loi d'habilitation à prendre les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1019 du 27 juillet 2016 relative à l'autoconsommation d'électricité et n° 2016-1059 du 3 août 2016 relative à la production**

d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables [n° 286 (2016-2017)] - (24 janvier 2017) - **Article 3** (art. L. 341-2 et L. 342-12 du code de l'énergie - *Prise en charge par la collectivité d'une partie des coûts de raccordement des installations de production d'électricité renouvelable*) (p. 776). (p. 777).

- **Question orale sans débat sur la sécurisation de la route nationale 248 à hauteur de la commune de Frontenay-Rohan-Rohan** - (21 février 2017) (p. 1650). (p. 1651).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (24 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 2948, 2949).

- **Suite de la discussion** (25 juillet 2017) - **Article 1er** (*Habilitation du Gouvernement à prendre diverses ordonnances pour renforcer la place de l'accord d'entreprise*) (p. 3021). (p. 3022). (p. 3033).

- **Suite de la discussion** (26 juillet 2017) - **Article 2** (*Nouvelle organisation du dialogue social et rénovation de l'exercice des responsabilités syndicales en entreprise*) (p. 3092). - **Article 3** (*Aménagement des règles de licenciement et de certaines formes particulières de travail*) (p. 3129).

- **Commission mixte paritaire [n° 698 (2016-2017)]** - (2 août 2017) - **Discussion générale** (p. 3552, 3553).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-48 du 19 janvier 2017 relative à la profession de physicien médical et l'ordonnance n° 2017-50 du 19 janvier 2017 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé [n° 11 (2017-2018)]** - (11 octobre 2017) - **Article additionnel après l'article 2** (p. 3747). (p. 3749).

- **Question orale sans débat sur les centres de ressources autisme** - (24 octobre 2017) (p. 3946). (p. 3946, 3947).

- **Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice [n° 34 (2017-2018)]** - (24 octobre 2017) - **Article 27** (art. 132-25, 132-26-1, 132-27 du code pénal et art. 474, 732-15, 723-15-1, 723-17, 723-17-1 et 747-2 du code de procédure pénale - *Clarification du régime d'aménagement des peines d'emprisonnement*) (p. 4049).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (13 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4880, 4881).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2017) - **Article 7** (art. L. 131-9, L. 136-7-1, L. 136-8, L. 162-14-1, art. L. 172-1, art. L. 241-2, art. L. 242-11, art. L. 313-1, art. L. 381-30-4, L. 382-22, art. L. 613-1 [nouveau] et art. L. 621-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. L. 731-25, art. L. 731-35 et art. L. 741-9 du code rural et de la pêche maritime - *Hausse de la CSG et suppression de cotisations sociales*) (p. 4942). (p. 4944).

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2017) - **Article 8** (art. L. 241-2-1 [nouveau], art. L. 241-13, art. L. 243-6-1, art. L. 243-6-2, art. L. 243-6-3, art. L. 243-6-6 à L. 243-6-8 [nouveaux] et L. 243-7 du code de la sécurité sociale, art. L. 741-1 du code rural et de la pêche maritime - *Réduction de cotisation maladie et renforcement des allègements généraux en contrepartie de la suppression du CICE et du CITS*) (p. 5008). (p. 5008). - **Article 11** (art. L. 111-11, L. 114-16-3, L. 114-23, L. 114-24, L. 115-9, L. 123-1, L. 123-2-1, L. 131-6-3, L. 133-1-1 à L. 133-1-3 [abrogés], L. 133-1-4, L. 133-1-5 à L. 133-1-6 [abrogés], L. 133-5-2, L. 133-6-7, L. 133-6-7-1 à L. 133-6-7-3, L. 133-6-9 [abrogé], L. 133-6-10, L. 133-6-11 [abrogé], L. 134-1, L. 134-3, L. 134-4, L. 135-2, L. 135-6, L. 136-3, L. 161-8, L. 161-18, L. 171-2-1 [nouveau], L. 171-3, L. 171-6-1 [nouveau], L. 171-7, L. 172-2, L. 173-2, L. 173-3

[abrogé], L. 182-2-2, L. 182-2-4, L. 182-2-6, L. 200-1, L. 200-2, L. 200-3, L. 211-1, L. 213-1, L. 215-1, L. 221-1, L. 221-3-1, L. 222-1, L. 223-1, L. 225-1-1, L. 227-1, L. 233-1 [nouveau], L. 241-2, L. 243-6-3, L. 311-3, L. 351-15, L. 611-1, L. 611-2 à L. 611-19 [abrogés], L. 612-1 à L. 612-6, L. 612-7 à L. 612-13, L. 613-1 [nouveau], L. 613-2 à L. 613-6, L. 613-8, L. 613-9, L. 613-12 à L. 613-14 [abrogés], L. 613-19 à L. 613-19-3, L. 613-20, L. 613-21, L. 613-22 et L. 613-23 [abrogés], L. 614-1 [abrogé], L. 615-1 à L. 615-5 [nouveau], L. 621-1 à L. 621-2 [nouveaux], L. 621-4 [abrogé], L. 622-1 à L. 622-3, L. 622-6 [abrogé], L. 622-8, L. 623-1 à L. 623-5, L. 631-1 [nouveau], L. 632-1 à L. 632-3, L. 633-1, L. 633-9 [abrogé], L. 633-11, L. 633-11-1 [abrogé], L. 634-1 [abrogé], L. 634-2 à L. 634-2-1, L. 634-2-2 [abrogé], L. 634-3-1, L. 634-3-2 à L. 634-5 [abrogés], L. 634-6, L. 635-1 à L. 635-6, L. 637-1 à L. 637-2, L. 640-1, L. 641-1, L. 641-8, L. 642-5 à L. 642-6 [nouveau], L. 643-1-A, L. 643-10 [nouveau], L. 651-12 et L. 651-13 [abrogés], L. 652-4, L. 652-6, L. 652-7 à L. 661-1 [nouveau], L. 671-1 [nouveau], L. 722-1, L. 722-1-1, L. 722-2 et L. 722-3 [abrogés], L. 722-4, L. 722-5, L. 722-5-1 [abrogé], L. 722-6, L. 722-7 [abrogé], L. 722-9, L. 742-6, L. 742-7, L. 752-4, L. 752-6, L. 752-9, L. 756-5 et L. 766-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 5553-5 du code des transports - *Suppression du régime social des indépendants et modification des règles d'affiliation à la CIPAV*) (p. 5075). (p. 5076). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 5081). (p. 5082).

Troisième partie :

- (16 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 17** (*Amélioration du dialogue lors du recouvrement*) (p. 5165).

Quatrième partie :

- (17 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 5264). (p. 5267). (p. 5267). - **Article 37** (art. L. 162-1-7, L. 162-1-7-4 [nouveau] et L. 162-1-8 du code de la sécurité sociale ; art. L. 4011-2, L. 4011-2-1 et L. 4011-2-3 du code de la santé publique - *Aménagements des procédures d'inscription des actes à la nomenclature et de la procédure de validation des protocoles de coopération*) (p. 5283). (p. 5284). - **Article 44 ter (nouveau)** (*Demande de rapport sur le parcours de soins des personnes handicapées et en situation de précarité*) (p. 5324). - **Article 48** (art. L. 162-23-15 du code de la sécurité sociale, art. 78 de la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 - *Déploiement de la réforme du financement des activités des SSR*) (p. 5329). - **Article 50** (art. L. 313-1, L. 313-12, L. 313-12-2, L. 314-6 du code de l'action sociale et des familles - *Régime de contractualisation dans le secteur médico-social*) (p. 5335, 5336). - **Articles additionnels après l'article 50 bis** (p. 5344). (p. 5344). (p. 5346).

- **Débat sur la représentation des communes déléguées dans les communes nouvelles** - (22 novembre 2017) (p. 7644). (p. 7644).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Enseignement scolaire

- (29 novembre 2017) - **État B** (p. 6880).

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (30 novembre 2017) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (p. 6935, 6936). - **État B** (p. 6948).

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (6 décembre 2017) - **État B** (p. 7279, 7280). (p. 7284).

NACHBAR (Philippe)
sénateur (Meurthe-et-Moselle)
LR

Réélu le 24 septembre 2017.

Secrétaire du Sénat jusqu'au 3 octobre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017.

Membre suppléant du Haut Conseil des musées de France jusqu'au 30 septembre 2017.

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Culture : Patrimoines [n° 112 tome 2 fasc. 1 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

NAMY (Christian)
sénateur (Meuse)
UDI-UC, puis UC

Non réélu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 1er octobre 2017.

Vice-président de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article premier de la Constitution pour y inscrire le principe d'égalité devant la loi sans distinction de sexe [n° 454 (2016-2017)] (8 mars 2017) - **Famille**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen d'un amendement sur la première partie.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Culture » - Audition de Mme Françoise Nyssen, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines » et « Création et transmission des savoirs et démocratisation de la culture » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Culture

- (4 décembre 2017) (p. 7083, 7084).

Rapport d'information, fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : L'évaluation du plan national de gestion des matières et déchets radioactifs 2016-2018 [n° 463 (2016-2017)] (9 mars 2017) - **Énergie**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à élargir les missions des comités locaux d'information et de suivi visés à l'article L. 542-13 du code de l'environnement [n° 561 (2016-2017)] (23 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Proposition de résolution exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale - Présentation.

Réunion du mercredi 8 mars 2017 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen du rapport présenté par MM. Christian Bataille, député, et Christian Namy, sénateur, sur « L'évaluation du plan national de gestion des matières et déchets radioactifs (PNGMDR) ».

Présentation des conclusions relatives à l'audition ouverte à la presse du 25 octobre 2016 sur « La sûreté des équipements sous pression nucléaires », organisée à la suite de l'audition publique

du 25 juin 2015, par M. Jean-Yves Le Déaut, député, rapporteur spécial.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Michel Foucher, géographe, ancien ambassadeur et ancien directeur du centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère des affaires étrangères (CAPS), titulaire de la chaire de géopolitique appliquée au Collège d'études mondiales de Paris, sur « la route de la soie ».

Réunion du jeudi 13 juillet 2017 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Échange de vues.

L'office procède à la nomination de son bureau.

Nomination des trois vice-présidents députés et des trois vice-présidents sénateurs.

Nomination du président de l'office.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rassemblement sur le site de Bure** - (23 février 2017) (p. 1814).

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au rassemblement sur le site de Bure** - (6 juillet 2017) (p. 1962, 1963).

NAVARRO (Robert)
sénateur (Hérault)
NI, puis LaREM-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la commission des affaires européennes jusqu'au 4 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective jusqu'au 17 octobre 2017.

Membre de la mission d'information sur la démocratie représentative, la démocratie participative, la démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 jusqu'au 12 juin 2017.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - États généraux de l'alimentation - Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir de la zone euro** - (14 décembre 2017) (p. 9643).

NÈGRE (Louis)
sénateur (Alpes-Maritimes)
LR

Démissionnaire le 30 septembre 2017.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable jusqu'au 30 septembre 2017.

Secrétaire de la commission des affaires européennes.

Membre suppléant du Haut comité de la qualité du service dans les transports.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France jusqu'au 18 juillet 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi relative à l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs [n° 711 (2016-2017)] (6 septembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 janvier 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement de la commission à Marrakech dans le cadre de la COP22 - Communication.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Patrick Jeantet, président de SNCF Réseau.

Réunion du jeudi 26 janvier 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Bernard Roman, président de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Philippe Martin, candidat proposé aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à la mise en œuvre effective du droit à l'eau potable et à l'assainissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 avril 2017 (*commission des affaires européennes*) : Politique de coopération - Stratégie européenne pour l'Arctique : rapport d'information de M. André Gattolin.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Questions diverses.

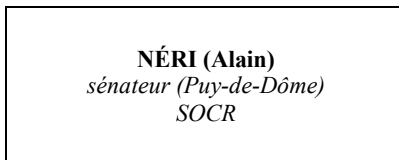
Réunion du jeudi 6 juillet 2017 (*commission des affaires européennes*) : Élargissement - Relations entre l'Union européenne et la Turquie : rapport d'information de MM. Jean-Yves Leconte et André Reichardt.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution - Audition de Mme Catherine Guillouard, candidate proposée aux fonctions de président-directeur général de la Régie autonome des transports parisiens.

Déplacement de la commission en Australie - Communication.



Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux dérogations à la dématérialisation des bulletins de paie [n° 317 (2016-2017)] (19 janvier 2017) - **Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 84 (2016-2017)] autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif aux échanges de jeunes actifs [n° 376 (2016-2017)] (8 février 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi organique visant à améliorer la qualité des études d'impact des projets de loi [n° 610 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instituer le Conseil parlementaire d'évaluation des politiques publiques et du bien-être [n° 611 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Charles Fries, ambassadeur de France en Turquie.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif aux échanges de jeunes actifs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Questions diverses.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social** [n° 664 (2016-2017)] - (25 juillet 2017) - **Article 1er** (*Habilitation du Gouvernement à prendre diverses ordonnances pour renforcer la place de l'accord d'entreprise*) (p. 3013). (p. 3042). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3047, 3048).

NEUVILLE (Ségolène)
*secrétaire d'État auprès de la ministre
des affaires sociales et de la santé,
chargée des personnes handicapées et de
la lutte contre l'exclusion
(jusqu'au 18 mai 2017)*

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'épidémie de grippe** - (12 janvier 2017) (p. 216).
- **Débat sur la situation de l'hôpital** - (12 janvier 2017) (p. 241, 244).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le Fonds d'innovation sociale** - (17 janvier 2017) (p. 274).
- **Question orale sans débat sur l'ouverture d'une classe préparatoire à Dreux** - (24 janvier 2017) (p. 740).
- **Question orale sans débat sur la réforme de l'éducation prioritaire** - (24 janvier 2017) (p. 741).
- **Question orale sans débat sur la situation financière du centre hospitalier de La Rochefoucauld** - (24 janvier 2017) (p. 742).
- **Question orale sans débat sur l'accès aux soins bucco-dentaires** - (24 janvier 2017) (p. 742, 743).
- **Question orale sans débat sur les émanations dangereuses dans les cabines d'avions** - (24 janvier 2017) (p. 743).
- **Question orale sans débat sur les difficultés financières des associations de services à la personne** - (24 janvier 2017) (p. 744, 745).
- **Question orale sans débat sur les déserts médicaux** - (24 janvier 2017) (p. 745, 746).
- **Question orale sans débat sur la lutte contre la maladie de Lyme** - (24 janvier 2017) (p. 746, 747).
- **Question orale sans débat sur l'anonymat des travailleurs sociaux** - (24 janvier 2017) (p. 747, 748).

de NICOLAÏ (Louis-Jean)
sénateur (Sarthe)
LR

NOMINATIONS

- Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.
- Membre titulaire de la commission supérieure des sites, perspectives et paysages jusqu'au 6 décembre 2017.
- Membre titulaire du Conseil national de la sécurité routière jusqu'au 5 mai 2017.
- Membre suppléant de l'Observatoire des espaces naturels, agricoles et forestiers.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-966 du 15 juillet 2016 portant simplification de procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé et comportant diverses dispositions relatives aux produits de santé** - *Commission mixte paritaire [n° 305 (2016-2017)]* - (14 février 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 303 (2016-2017)** (p. 1448, 1449).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-462 du 14 avril 2016 portant création de l'Agence nationale de santé publique et modifiant l'article 166 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé** - *Commission mixte paritaire [n° 303 (2016-2017)]* - (14 février 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 305 (2016-2017)** (p. 1448, 1449).

- **Question orale sans débat sur l'évolution de la profession des infirmiers anesthésistes** - (21 février 2017) (p. 1642).

- **Question orale sans débat sur l'innovation en oncologie et la recherche en cancérologie** - (21 février 2017) (p. 1642, 1643).

- **Question orale sans débat sur la capacité d'accueil insuffisante des instituts médico-éducatifs** - (21 février 2017) (p. 1644).

- **Question orale sans débat relative à l'évolution de la recherche sur la phagothérapie** - (21 février 2017) (p. 1645).

- **Question orale sans débat sur le syndrome d'alcoolisation fœtale** - (21 février 2017) (p. 1645, 1646).

- **Question orale sans débat sur la prise en charge psychiatrique des 16-25 ans** - (21 février 2017) (p. 1646, 1647).

- **Question orale sans débat sur l'intolérance aux radiations électromagnétiques artificielles** - (21 février 2017) (p. 1647, 1648).

- **Question orale sans débat sur la situation de l'hôpital Jean-Verdier de Bondy** - (21 février 2017) (p. 1648, 1649).

- **Débat sur le thème « Quel rôle les professions paramédicales peuvent-elles jouer dans la lutte contre les déserts médicaux ? »** - (22 février 2017) (p. 1775, 1777).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique de santé** - (23 février 2017) (p. 1820).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer la légitimité démocratique des conseillers communautaires [n° 282 (2016-2017)] (10 janvier 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier 2017) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable : Aménagement du territoire : plus que jamais une nécessité [n° 565 (2016-2017)] (31 mai 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi relative aux certificats de décès [n° 584 (2016-2017)] (21 juin 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi organique tendant à garantir l'ancrage territorial des sénateurs [n° 634 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi portant création d'un fonds de dotation pour les territoires ruraux [n° 713 (2016-2017)] (7 septembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi élargissant les modalités d'intervention de l'action extérieure des collectivités territoriales en matière d'eau, d'assainissement, d'électricité, de gaz et de déchets ménagers [n° 714 (2016-2017)] (11 septembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Cohésion des territoires [n° 113 tome 8 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi relative à l'amélioration du fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre [n° 151 (2017-2018)] (8 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement de la commission en Californie - Communication.

Réunion du jeudi 26 janvier 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Bernard Roman, président de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur l'état des infrastructures routières et autoroutières, autour de Mme Christine Bouchet, MM. André Broto, Pierre Calvin, Pierre Chasseray et Jean-Claude Luche.

Réunion du mercredi 19 avril 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Contrat de performance État-SNCF Réseau - Audition de M. Patrick Jeantet, président-directeur général de SNCF Réseau.

Réunion du mercredi 31 mai 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail sur l'aménagement du territoire - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Couverture numérique du territoire - Table ronde.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Mounir Mahjoubi, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé du numérique.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Biodiversité - transition énergétique » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et au développement du biocontrôle** [n° 345 (2016-2017)] - (7 février 2017) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 143-1 du code rural et de la pêche maritime - Droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural en cas de cession partielle de parts ou actions de sociétés agricoles) (p. 1255). - **Article 8 A (nouveau)** (art. L. 253-7 du code rural et de la pêche maritime - Possibilité d'utilisation de produits phytopharmaceutiques conventionnels faute d'efficacité des produits de substitution) (p. 1257).

- **Question orale sans débat sur la création d'une régie auprès du greffe du tribunal de Mata Utu** - (21 février 2017) - en remplacement de (p. 1637). (p. 1637).

- **Question orale sans débat sur le droit à l'image des monuments historiques** - (21 février 2017) (p. 1639, 1640). (p. 1640).

- **Question orale sans débat sur la technologie satellitaire et la fracture numérique** - (24 octobre 2017) (p. 3943).

- **Débat sur l'aménagement du territoire : plus que jamais une nécessité** - (25 octobre 2017) - au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable (p. 4173).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

NOUGEIN (Claude)
sénateur (Corrèze)
LR

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 20 juin 2017.

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 19 juin 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer la légitimité démocratique des conseillers communautaires [n° 282 (2016-2017)] (10 janvier 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux entreprises : Moderniser la transmission d'entreprise en France : une urgence pour l'emploi dans nos territoires [n° 440 (2016-2017)] (23 février 2017) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 643 (2016-2017)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 645 tome 2 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Budget**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges pesant sur les entreprises [n° 721 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Entreprises**.

Cohésion des territoires

- (6 décembre 2017) (p. 7296, 7297).

Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : Participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Investissements d'avenir - Remboursements et dégrèvements

- (6 décembre 2017) - **Article 68 (nouveau)** (*Remise d'un rapport dressant le bilan de la privatisation des autoroutes*) (p. 7384).

Proposition de loi organique relative aux études d'impact des projets de loi [n° 722 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Entreprises**.

Proposition de loi tendant à reconduire le Conseil de la simplification pour les entreprises et à renforcer leur sécurité juridique [n° 723 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Entreprises**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la simplification des normes entravant la vie économique [n° 724 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à créer un fonds national d'investissement en faveur des petites communes [n° 89 (2017-2018)] (15 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Crédits non répartis - Action et transformation publiques [n° 108 tome 3 vol. 1 annexe 15 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État [n° 108 tome 3 vol. 2 annexe 15 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 23 février 2017 (*délégation aux entreprises*) : Examen du rapport d'information de MM. Claude Nougéin et Michel Vaspard relatif à la transmission et à la reprise d'entreprises.

Réunion du mardi 4 juillet 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi organique et projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique - Suite de l'examen du rapport pour avis et communication sur la recevabilité financière des amendements.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Instituts français de recherche à l'étranger (IFRE) - Communication.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des finances*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Robert Ophèle, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de président de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Réunion du mercredi 27 septembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Projet de loi de programmation des finances publiques - Audition de MM. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics, et Benjamin Griveaux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Missions « Gestion des finances publiques et des ressources humaines », « Crédits non répartis », « Action et transformation publiques » - Compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 14 décembre 2017 (*délégation aux entreprises*) : Communication de Mme Élisabeth Lamure sur la ratification des ordonnances relatives au renforcement du dialogue social.

NYSSSEN (Françoise)
ministre de la culture
(à partir du 17 mai 2017)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-762 du 4 mai 2017 modifiant la partie législative du code du cinéma et de l'image animée [n° 24 (2017-2018)] (11 octobre 2017) - **Culture**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur l'éligibilité aux aides de la Fondation du patrimoine des villes à secteur sauvegardé** - (25 juillet 2017) (p. 2978).

- **Question orale sans débat sur les emplois d'avenir** - (25 juillet 2017) (p. 2979).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'audiovisuel public** - (23 novembre 2017) (p. 6321).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

OUZOULIAS (Pierre)
sénateur (Hauts-de-Seine)
CRCE

Élu le 24 septembre 2017.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Crédits non répartis - Action et transformation publiques - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État - Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions

- (6 décembre 2017) (p. 7351, 7352). - **État B** (p. 7362). (p. 7364).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Nouvelle lecture [n° 191 (2017-2018)]** - (20 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10519, 10520).

Seconde partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (4 décembre 2017) - **État B** (p. 7071). (p. 7072). (p. 7073). (p. 7074). (p. 7076, 7077). (p. 7078, 7079). - **Articles additionnels avant l'article 66** (p. 7080). (p. 7080). - **Article additionnel après l'article 66** (*Limitation du nombre de contrats aidés*) (p. 7081).

Culture

- (4 décembre 2017) (p. 7092, 7095). - **État B** (p. 7096). (p. 7096). (p. 7098).

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (4 décembre 2017) (p. 7109, 7112). - **État B** (p. 7113). - **État D** (p. 7115).

- **Question orale sans débat sur les droits d'auteur et les musiques traditionnelles** - (5 décembre 2017) (p. 7188).

- **Question orale sans débat sur les dégradations constatées à l'Opéra de Paris** - (5 décembre 2017) (p. 7189).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur France Ô** - (19 décembre 2017) (p. 10412).

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 5 octobre 2017.

Vice-président de la commission des affaires européennes le 5 octobre 2017.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques le 18 octobre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance portant création de l'établissement public Paris La Défense (1er décembre 2017).

Membre titulaire du comité de suivi de la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République le 20 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 600 (2016-2017)] (29 juin 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à réhabiliter la police de proximité [n° 715 (2016-2017)] (11 septembre 2017) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à renforcer la définition des agressions sexuelles et du viol commis sur des mineur.e.s de moins de 15 ans [n° 55 (2017-2018)] (30 octobre 2017) - **Famille**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du lundi 6 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à l'organisation des Jeux olympiques et paralympiques 2024 - Examen des amendements de séance sur les articles délégués au fond.

Réunion du jeudi 12 octobre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Désignation de rapporteurs.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rentrée universitaire - Audition de M. Gilles Roussel, président de la Conférence des présidents d'université (CPU).

Réunion du jeudi 19 octobre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Création et composition de groupes de travail internes à la commission.

Réunion du jeudi 26 octobre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, sur le Conseil européen des 19 et 20 octobre.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Contrat d'objectifs et de moyens entre l'État et Campus France pour la période 2017-2020 - Audition de Mme Béatrice Khaiat, directrice générale de Campus France.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Recherche et Enseignement supérieur » - Crédits « Recherche » et « Enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen des suites à donner à la saisine sur le glyphosate.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » - Crédits « Audiovisuel » et compte de concours financier « Avances à l'audiovisuel public » - Crédits « Livre et industries culturelles » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Régime électoral du Parlement européen : communication de Mme Fabienne Keller et M. Jean-Yves Leconte.

Justice et affaires intérieures - Proposition de résolution européenne de Mme Nathalie Goulet tendant à la création d'un Tribunal pénal international chargé de juger les djihadistes européens ayant servi avec Daesh : examen du rapport de MM. Jacques Bigot et André Reichardt.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Culture » - Audition de Mme Françoise Nyssen, ministre de la culture.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Enseignement scolaire » - Crédits « Enseignement scolaire » et « Enseignement technique agricole » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoine » et « Création et transmission des savoirs et démocratisation de la culture » - Examen du rapport pour avis.

Questions diverses.

Réunion du jeudi 30 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Groupe de travail Usage du glyphosate : communication de M. Pierre Médevielle.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants - Audition conjointe de MM. Gilles Roussel, président de la Conférence des présidents d'université (CPU) et Philippe Vincent, secrétaire général adjoint du Syndicat national des personnels de direction de l'éducation nationale (SNPDEN).

Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants - Audition conjointe des organisations d'étudiants.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi ratifiant l'ordonnance portant création de l'établissement public Paris La Défense.

Réunion du jeudi 14 décembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Politique de coopération - Partenariat oriental : communication de MM. René Danesi, Pierre Médevielle et André Reichardt.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'avenir de l'Union européenne** - (11 octobre 2017) (p. 3759, 3760).

- **Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice [n° 34 (2017-2018)]** - (24 octobre 2017) - **Article 10** (art. L. 121-1, L. 121-4, L. 122-1, L. 122-2, L. 123-1, L. 123-4, L. 211-1, L. 211-2, L. 211-3, L. 211-4, L. 211-4-2 et L. 211-4-3 [nouveaux], L. 211-5, L. 211-6, L. 211-7, L. 211-8, L. 211-9-2, L. 211-10, L. 211-11, L. 211-11-1, L. 211-12, L. 211-13, L. 211-14, L. 212-1, L. 212-2, L. 212-3, L. 212-4, L. 212-6, L. 212-7 [nouveau], L. 213-1, L. 213-2, L. 213-3, L. 213-4, L. 213-4-1 [nouveau], L. 213-5, L. 213-7, L. 213-9, L. 214-1, L. 214-2, L. 215-1, L. 215-2, L. 215-3 à L. 215-6 [nouveaux], L. 216-1, L. 216-2, L. 217-1 et L. 217-2 du code de l'organisation judiciaire et art. L. 621-2, L. 722-4, L. 722-7, L. 722-10, L. 731-1, L. 731-2, L. 731-3, L. 732-3, L. 732-4, L. 743-4, L. 743-6, L. 743-7, L. 743-8, L. 743-9, L. 743-10 et L. 744-1 du code de commerce - Création du

tribunal de première instance, en principe départemental, regroupant le tribunal de grande instance et le tribunal d'instance et doté de plusieurs sites sous forme de chambres détachées) (p. 4029). - **Article 12** (art. 4-1 [nouveau] de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle - Renforcement du rôle des conciliateurs de justice) (p. 4034, 4035). - **Article 19** (art. 18-1 [nouveau] de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Consultation obligatoire d'un avocat avant toute demande d'aide juridictionnelle) (p. 4043).

- **Proposition de loi organique pour le redressement de la justice [n° 35 (2017-2018)]** - (24 octobre 2017) - **Article 2** (art. 2 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature - Mise en place de durées minimale et maximale d'affectation dans une même juridiction pour tous les magistrats) (p. 4056).

- **Débat sur l'intelligence artificielle, les enjeux économiques et les cadres légaux** - (25 octobre 2017) (p. 4150).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le glyphosate** - (31 octobre 2017) (p. 4265, 4266).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 [n° 57 (2017-2018)]** - (9 novembre 2017) - **Article 8 bis (nouveau)** (Encadrement de l'évolution des effectifs de l'Etat et de ses opérateurs) (p. 4715). - **Article 10** (Fixation d'objectifs en matière de finances des collectivités territoriales et mise en place d'une procédure de contractualisation) (p. 4725). - **Article 15** (Règles encadrant le recours à l'affectation de recettes fiscales à certains organismes concourant à une mission de service public) (p. 4738).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]**

Quatrième partie :

- (17 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 5265). - **Article 36** (art. L. 162-14-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 6316-1 du code de la santé publique, art. 36 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Prise en charge de la télémedecine) (p. 5277). (p. 5278). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 5282). (p. 5282).

- **Débat sur l'avenir de l'Institut français** - (21 novembre 2017) (p. 5415).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Première partie :

- (23 novembre 2017) - **Article 27** (Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne) (p. 6352).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 6515, 6516). (p. 6517).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2017) - **Article 19** (Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public) (p. 6700). (p. 6711). - **Article 25 bis (nouveau)** (art. 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 - Création d'une nouvelle section au sein du CCF « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés, CDG express ») (p. 6733, 6734). - **Article 26** (art. L. 1418-7 du code de la santé publique, art. L. 161-13-1, L. 162-5-13, L. 225-1-1, L. 241-2, L. 381-30, L. 381-30-1, L. 381-30-2, L. 381-30-3, L. 381-30-5 du code de la sécurité sociale et article 4 de la loi n° 94-43 du 18 janvier 1994 relative à la santé publique et à la protection sociale - Relations financières entre l'État et la sécurité sociale) (p. 6737).

Seconde partie :

Enseignement scolaire

- (29 novembre 2017) (p. 6869, 6870). - **État B** (p. 6878). (p. 6879, 6880). (p. 6882).

Culture

- (4 décembre 2017) (p. 7086, 7087). - **État B** (p. 7095, 7096). (p. 7096).

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (4 décembre 2017) (p. 7104, 7105). - **État D** (p. 7114). (p. 7116).

- **Question orale sans débat sur les réseaux d'éducation prioritaire** - (5 décembre 2017) (p. 7178). (p. 7179).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] (suite)**

Seconde partie :

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (7 décembre 2017) - **État D** (p. 7456).

Outre-mer

- (7 décembre 2017) (p. 7461).

Recherche et enseignement supérieur

- (7 décembre 2017) (p. 7484, 7485). - **État B** (p. 7494). (p. 7495). (p. 7496).

Articles non rattachés

- (8 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 39 nonies** (p. 7588). - **Article 40** (art. L. 31-10-2, L. 31-10-3 et L. 371-4 du code de la construction et de l'habitation ; art. 90 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 - Prorogation et réforme du prêt à taux zéro, PTZ) (p. 7598). - **Article 42** (art. 199 ter C, 220 C, 223 O et 244 quater C du code général des impôts ; art. L. 1233-57-3, L. 2313-7-1, L. 2323-12, L. 2323-13, L. 2323-56, L. 2323-57 du code du travail ; art. L. 172 G du livre des procédures fiscales et art. 66 de la loi n° 2012-1510 du 29 décembre 2012 de finances rectificative pour 2012 - Baisse du taux du CICE en 2018 et suppression du crédit d'impôt à compter du 1er janvier 2019) (p. 7609). (p. 7612).

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 44 sexies** (p. 7736). (p. 7739). - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 7760, 7761). (p. 7761). (p. 7769). - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 7798). - **Article 48** (Introduction d'un jour de carence pour la prise en charge des congés de maladie des personnels du secteur public) (p. 7814).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 14 et 15 décembre 2017** - (12 décembre 2017) (p. 7846, 7847).

- **Proposition de résolution visant à pérenniser et adapter la procédure de législation en commission [n° 135 (2017-2018)]** - (14 décembre 2017) - **Article unique** (p. 9629, 9630). (p. 9632, 9634).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 155 (2017-2018)]** - (15 décembre 2017) - **Article 25 bis (nouveau)** (art. L. 113 et art. L. 135 ZH [nouveau] du livre des procédures fiscales - Échange de données fiscales entre le ministère chargé du logement et la direction générale des finances publiques) (p. 9846). (p. 9846). - **Article 28** (art. 1599 quindecies, 1628-0 bis et 1723 ter-0 B du code général des impôts - Aménagements relatifs au paiement dématérialisé pour la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules et à l'accès

direct au système d'immatriculation des véhicules) (p. 9854). - **Article 30** (art. 1680 du code général des impôts - Moyens de paiement, plafond de recouvrement en numéraire) (p. 9865).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-717 du 3 mai 2017 portant création de l'établissement public Paris La**

Défense - Commission mixte paritaire [n° 145 (2017-2018)] - (18 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10288, 10289).

PACCAUD (Olivier)
sénateur (Oise)
LR

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 4 octobre 2017.

Membre titulaire du comité de suivi de la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République le 20 décembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi élargissant les modalités d'intervention de l'action extérieure des collectivités territoriales en matière d'eau, d'assainissement, d'électricité, de gaz et de déchets ménagers [n° 714 (2016-2017)] (11 septembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 717 (2016-2017)] (13 septembre 2017) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à instituer un volontariat international d'enseignement en français [n° 718 (2016-2017)] (14 septembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à créer un fonds pour la présence et le rayonnement français à l'étranger [n° 3 (2017-2018)] (2 octobre 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à la promotion de la cohabitation intergénérationnelle [n° 15 (2017-2018)] (6 octobre 2017) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution relative à la création d'une commission d'enquête sur les contrats cadres passés entre le ministère de la défense et Microsoft [n° 27 (2017-2018)] (16 octobre 2017) - **Défense.**

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 30 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un Pass permis citoyen [n° 38 (2017-2018)] (19 octobre 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi relative à l'amélioration du fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre [n° 151 (2017-2018)] (8 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale et aux réunions des commissions départementales d'aménagement commercial [n° 167 (2017-2018)] (13 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 181 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à assurer un égal accès de tous les citoyens aux services publics de l'État et de ses opérateurs [n° 182 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Jean-Marc Huart, directeur général de l'enseignement scolaire, et Xavier Turion, adjoint au directeur général au ministère de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rentrée universitaire - Audition de M. Gilles Roussel, président de la Conférence des présidents d'université (CPU).

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Laura Flessel, ministre des sports.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants - Audition conjointe des organisations d'étudiants.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Plan national en faveur des nouveaux espaces protégés - Audition de M. Yves Dauge.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'aménagement du territoire : plus que jamais une nécessité** - (25 octobre 2017) (p. 4187). (p. 4187).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (15 novembre 2017) - **Article 11** (art. L. 111-11, L. 114-16-3, L. 114-23, L. 114-24, L. 115-9, L. 123-1, L. 123-2-1, L. 131-6-3, L. 133-1-1 à L. 133-1-3 [abrogés], L. 133-1-4, L. 133-1-5 à L. 133-1-6 [abrogés], L. 133-5-2, L. 133-6-7, L. 133-6-7-1 à L. 133-6-7-3, L. 133-6-9 [abrogé], L. 133-6-10, L. 133-6-11 [abrogé], L. 134-1, L. 134-3, L. 134-4, L. 135-2, L. 135-6, L. 136-3, L. 161-8, L. 161-18, L. 171-2-1 [nouveau], L. 171-3, L. 171-6-1 [nouveau], L. 171-7, L. 172-2, L. 173-2, L. 173-3 [abrogé], L. 182-2-2, L. 182-2-4, L. 182-2-6, L. 200-1, L. 200-2, L. 200-3, L. 211-1, L. 213-1, L. 215-1, L. 221-1, L. 221-3-1, L. 222-1, L. 223-1, L. 225-1-1, L. 227-1, L. 233-1 [nouveau], L. 241-2, L. 243-6-3, L. 311-3, L. 351-15, L. 611-1, L. 611-2 à L. 611-19 [abrogés], L. 612-1 à L. 612-6, L. 612-7 à L. 612-13, L. 613-1 [nouveau], L. 613-2 à L. 613-6, L. 613-8, L. 613-9, L. 613-12 à L. 613-14 [abrogés], L. 613-19 à L. 613-19-3, L. 613-20, L. 613-21, L. 613-22 et L. 613-23 [abrogés], L. 614-1 [abrogé], L. 615-1 à L. 615-5 [nouveau], L. 621-1 à L. 621-2 [nouveaux], L. 621-4 [abrogé], L. 622-1 à L. 622-3, L. 622-6 [abrogé], L. 622-8, L. 623-1 à L. 623-5, L. 631-1 [nouveau], L. 632-1 à L. 632-3, L. 633-1, L. 633-9 [abrogé], L. 633-11, L. 633-11-1 [abrogé], L. 634-1 [abrogé], L. 634-2 à L. 634-2-1, L. 634-2-2 [abrogé], L. 634-3-1, L. 634-3-2 à L. 634-5 [abrogés], L. 634-6, L. 635-1 à L. 635-6, L. 637-1 à L. 637-2, L. 640-1, L. 641-1, L. 641-8, L. 642-5 à L. 642-6 [nouveau], L. 643-1-A, L. 643-10 [nouveau], L. 651-12 et L. 651-13 [abrogés], L. 652-4, L. 652-6, L. 652-7, L. 661-1 [nouveau], L. 671-1 [nouveau], L. 722-1, L. 722-1-1, L. 722-2 et

L. 722-3 [abrogés], L. 722-4, L. 722-5, L. 722-5-1 [abrogé], L. 722-6, L. 722-7 [abrogé], L. 722-9, L. 742-6, L. 742-7, L. 752-4, L. 752-6, L. 752-9, L. 756-5 et L. 766-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 5553-5 du code des transports - *Suppression du régime social des indépendants et modification des règles d'affiliation à la CIPAV*) (p. 5077).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) - **Article 59** (art. L. 2334-42 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Dotation de soutien à l'investissement local*) (p. 6818).

Enseignement scolaire

- (29 novembre 2017) - **État B** (p. 6881).

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (4 décembre 2017) - **État B** (p. 7069).

- **Question orale sans débat sur l'organisation des élections sénatoriales** - (5 décembre 2017) (p. 7186). (p. 7187).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réorganisation des finances publiques** - (19 décembre 2017) (p. 10416). (p. 10417).

PANUNZI (Jean-Jacques)
sénateur (Corse-du-Sud)
LR

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 3 octobre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à sécuriser l'établissement des procurations électorales [n° 480 (2016-2017)] (28 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à prolonger le délai de validité des habilitations des clercs de notaire [n° 7 (2017-2018)] (5 octobre 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées sous tutelle ou sous curatelle [n° 95 (2017-2018)] (16 novembre 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1561 du 21 novembre 2016 complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la collectivité de Corse, n° 2016-1562 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures institutionnelles relatives à la collectivité de Corse et n° 2016-1563 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures électorales applicables en Corse [n° 312 (2016-2017)]** - (26 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 998, 1000). - **Article 1er** (*Ratification de l'ordonnance budgétaire, financière, fiscale et comptable*) (p. 1004).

- **Proposition de loi visant à favoriser l'assainissement cadastral et la résorption du désordre de propriété [n° 352 (2016-2017)]** - (8 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1360, 1361).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1561 du 21 novembre 2016 complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à**

la collectivité de Corse, n° 2016-1562 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures institutionnelles relatives à la collectivité de Corse et n° 2016-1563 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures électorales applicables en Corse - *Nouvelle lecture* [n° 428 (2016-2017)] - (16 février 2017) - *Discussion générale* (p. 1616, 1617).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le statut particulier de la Corse** - (9 novembre 2017) (p. 4670).

- **Projet de loi de finances pour 2018** [n° 107 (2017-2018)]

PARLY (Florence)
ministre des armées
(à partir du 21 juin 2017)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la libération de Mossoul** - (11 juillet 2017) (p. 2019, 2020).

- **Débat sur la revue stratégique de défense et de sécurité nationale** - (24 octobre 2017) (p. 3966, 3967). (p. 3968).

PATIENT (Georges)
sénateur (Guyane)
SOCR, puis LaREM

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Membre de la commission des affaires européennes ; nouvelle nomination le 5 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et autres dispositions en matière sociale et économique (31 janvier 2017).

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer jusqu'au 30 septembre 2017.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 643 (2016-2017)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 645 tome 2 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Budget**.

Seconde partie :

Articles non rattachés

- (8 décembre 2017) - **Article 39 sexies (nouveau)** (*art. 199 terdecies-0 A du code général des impôts - Aménagement de la réduction d'impôt « Madelin »*) (p. 7564).

(p. 3969). (p. 3969, 3970). (p. 3970). (p. 3970). (p. 3971). (p. 3972). (p. 3972). (p. 3973). (p. 3974). (p. 3974). (p. 3975). (p. 3975). (p. 3976). (p. 3976, 3977). (p. 3977). (p. 3978). (p. 3978). (p. 3979). (p. 3979, 3980). (p. 3980).

- **Projet de loi de finances pour 2018** [n° 107 (2017-2018)]

Seconde partie :

Défense

- (30 novembre 2017) (p. 6965, 6968). - **État B** (p. 6969). - **Article additionnel après l'article 52 septies** (*Rapport au parlement sur le coût du Service national universel*) (p. 6970).

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Outre-mer [n° 108 tome 3 annexe 20 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 janvier 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 5 juillet 2017 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, préalable au débat d'orientation des finances publiques (DOFP) et sur l'audit des comptes publics demandé par le Premier ministre.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des finances*) : Rapport du Gouvernement préparatoire au débat d'orientation des finances publiques (DOFP) - Projet de loi de règlement et d'approbation des comptes de l'année 2016 - Projet de décaler d'un an l'entrée en vigueur du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances et Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 28 novembre 2017 (*commission des finances*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Éric Lombard, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de directeur général de la Caisse des dépôts et consignations (CDC).

Réunion du jeudi 7 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Missions « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » (et articles 49 à 49 ter), « Économie » (et articles 54 quinquies à octies), « Outre-mer » (et articles 57 quater à septies), « Recherche et enseignement supérieur » (et articles 57 octies et nonies) - Examen des amendements de séance.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la situation de l'hôpital** - (12 janvier 2017) (p. 237, 238).

- **Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique [n° 288 (2016-2017)]** - (17 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 281, 282). - **Article 3 bis** (*Affirmation de la continuité territoriale comme priorité de l'action de l'État*) (p. 288).

- **Suite de la discussion** (18 janvier 2017) - **Articles additionnels après l'article 24 bis** (p. 385). - **Article additionnel après l'article 28** (p. 388). (p. 389).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2017) - **Article 33 (supprimé)** (*art. L. 174-3 du code de l'urbanisme - Prorogation du délai de transformation des plans d'occupation des sols en plans locaux d'urbanisme dans les communes d'outre-mer*) (p. 408). (p. 409). - **Article additionnel après l'article 33 quinquies** (p. 409). - **Articles additionnels après l'article 34 sexies** (p. 417). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 428). (p. 429). (p. 429, 430). (p. 430). (p. 431). (p. 432). - **Article additionnel après l'article 39** (p. 436). (p. 436). - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 438). (p. 438). (p. 438). - **Article additionnel après l'article 41** (p. 440). (p. 440). - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 442, 443). (p. 443). - **Article 48 (supprimé)** (*art. 1649 decies du code général des impôts - Établissement du cadastre en Guyane*) (p. 443). (p. 444). - **Articles additionnels après l'article 48** (p. 446). - **Article 49 (Texte non modifié par la commission)** (*art. 37 de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer - Taux supplémentaire d'octroi de mer régional*) (p. 446). - **Articles additionnels après l'article 50** (p. 448). (p. 448). (p. 448). (p. 449, 450). (p. 450). (p. 450). - **Articles additionnels après l'article 51 bis** (p. 451). (p. 451). (p. 452). (p. 453). (p. 453). (p. 453). - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 455). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 457, 458).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le calendrier des accords de Guyane** - (6 juillet 2017) (p. 1961).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les finances locales ultramarines** - (17 octobre 2017) (p. 3822).

- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement [n° 43 (2017-2018)]** - (7 novembre 2017) - **Article 1er** (*art. L. 111-1, art. L. 111-4 à L. 111-9 [nouveaux] du code minier - Arrêt progressif de la recherche et de l'exploitation des hydrocarbures*) (p. 4381). (p. 4382).

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 8** (*Coordination pour l'application à Wallis et Futuna*) (p. 4453). (p. 4453).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Discussion générale :

- (23 novembre 2017) (p. 6335, 6336).

Première partie :

- (27 novembre 2017) - **Article 16** (*art. L. 1613-1, art. L. 2335-3, art. L. 3334-17 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B, art. 1586 B et art. 1648 A du code général des impôts, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 49 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 6 de la loi n° 87-1317 de finances pour 1987 du 30 décembre 1986, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 2, art. 77 et art. 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 de finances pour 2011, art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Fixation pour 2018 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL*) (p. 6654). (p. 6655). (p. 6657).

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) - **Article 60** (*art. L. 1613-5-1, art. L. 2113-20, art. L. 2113-22, art. L. 2334-7-3, art. L. 2334-7-3, art. L. 2334-13, art. L. 2334-17, art. L. 2334-21, art. L. 3334-1, art. L. 3334-4, art. L. 3663-9 et art. L. 5214-23-1 du code général des collectivités territoriales - Répartition de la dotation globale de fonctionnement, DGF*) (p. 6841). (p. 6842). (p. 6842). (p. 6842).

Outre-mer

- (7 décembre 2017) (p. 7458). - **État B** (p. 7472). (p. 7474). (p. 7474). (p. 7475).

Articles non rattachés

- (8 décembre 2017) - **Article 39 quater (nouveau)** (*art. 199 undecies B du code général des impôts - Augmentation des seuils de chiffre d'affaires des entreprises éligibles à la réduction d'impôt prévue à l'article 199 undecies B du code général des impôts à raison de l'investissement productif dans les départements, régions et collectivités d'outre-mer*) (p. 7554). (p. 7554). - **Articles additionnels après l'article 39 quinquies** (p. 7555). (p. 7556). (p. 7557). (p. 7557). (p. 7559). (p. 7560). (p. 7561). - **Articles additionnels après l'article 39 nonies** (p. 7595). (p. 7595).

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 48 bis** (p. 7825).

PATRIAT (Français)
sénateur (Côte-d'Or)
SOCR, puis LaREM

Président du groupe La République en marche à compter du 28 juin 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la commission des finances jusqu'au 3 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Les missions locales : du rapport Schwartz à la Garantie jeunes, trente années d'accompagnement des jeunes en difficulté [n° 575 (2016-2017)] (7 juin 2017) - **Budget**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 643 (2016-2017)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 645 tome 2 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 7 juin 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Missions locales - Communication.

Réunion du mardi 4 juillet 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi organique et projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique - Examen du rapport pour avis et communication sur la recevabilité financière des amendements.

Réunion du mardi 17 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Arnaud Danjean, président du comité de rédaction de la revue stratégique de défense et de sécurité nationale.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Défense » - Examen de la position de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (5 juillet 2017) (p. 1935, 1936).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (11 juillet 2017) - **Article 3** (art. 10 bis [nouveau] de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique - Interdiction, pour un membre du Gouvernement, de recruter un membre de sa famille au sein de son cabinet - Déclaration des « emplois croisés ») (p. 2060).

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2017) - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 2161). - **Article 4**

(supprimé) (art. L.O. 146 du code électoral - Extension de l'incompatibilité parlementaire applicable aux fonctions de direction exercées au sein d'une société, d'une entreprise ou d'un organisme) (p. 2166, 2167).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (24 juillet 2017) - **Question préalable** (p. 2936).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la révision de la directive relative aux travailleurs détachés** - (26 octobre 2017) (p. 4197).

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la liberté des collectivités sur la question des rythmes scolaires** - (31 octobre 2017) (p. 4267).

- **Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 45 (2017-2018)]** - (31 octobre 2017) - **Article 6** (art. 322-4-1 du code pénal - Renforcement des sanctions pénales en cas d'occupation en réunion sans titre d'un terrain) (p. 4289). (p. 4290). - **Article 7 (nouveau)** (art. 322-3 du code pénal - Renforcement des sanctions pénales en cas de destruction, dégradation ou détérioration d'un bien d'autrui) (p. 4291).

- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement [n° 43 (2017-2018)]** - (8 novembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4459).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Nouvelle lecture [n° 84 (2017-2018)]** - (14 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4898).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (14 novembre 2017) - **Article 7** (art. L. 131-9, L. 136-7-1, L. 136-8, L. 162-14-1, art. L. 172-1, art. L. 241-2, art. L. 242-11, art. L. 313-1, art. L. 381-30-4, L. 382-22, art. L. 613-1 [nouveau] et art. L. 621-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. L. 731-25, art. L. 731-35 et art. L. 741-9 du code rural et de la pêche maritime - Hausse de la CSG et suppression de cotisations sociales) (p. 4939).

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 5009). (p. 5013). - **Article 11** (art. L. 111-11, L. 114-16-3, L. 114-23, L. 114-24, L. 115-9, L. 123-1, L. 123-2-1, L. 131-6-3, L. 133-1-1 à L. 133-1-3 [abrogés], L. 133-1-4, L. 133-1-5 à L. 133-1-6 [abrogés], L. 133-5-2, L. 133-6-7, L. 133-6-7-1 à L. 133-6-7-3, L. 133-6-9 [abrogé], L. 133-6-10, L. 133-6-11 [abrogé], L. 134-1, L. 134-3, L. 134-4, L. 135-2, L. 135-6, L. 136-3, L. 161-8, L. 161-18, L. 171-2-1 [nouveau], L. 171-3, L. 171-6-1 [nouveau], L. 171-7, L. 172-2, L. 173-2, L. 173-3 [abrogé], L. 182-2-2, L. 182-2-4, L. 182-2-6, L. 200-1, L. 200-2, L. 200-3, L. 211-1, L. 213-1, L. 215-1, L. 221.1, L. 221-3-1, L. 222-1, L. 223-1, L. 225-1-1, L. 227-1, L. 233-1 [nouveau], L. 241-2, L. 243-6-3, L. 311-3, L. 351-15, L. 611-1, L. 611-2 à L. 611-19 [abrogés], L. 612-1 à L. 612-6, L. 612-7 à L. 612-13, L. 613-1 [nouveau], L. 613-2 à L. 613-6, L. 613-8, L. 613-9, L. 613-12 à L. 613-14 [abrogés], L. 613-19 à L. 613-19-3, L. 613-20, L. 613-21, L. 613-22 et L. 613-23 [abrogés], L. 614-1 [abrogé], L. 615-1 à L. 615-5 [nouveau], L. 621-1 à L. 621-2 [nouveau], L. 621-4 [abrogé], L. 622-1 à L. 622-3, L. 622-6 [abrogé], L. 622-8, L. 623-1 à L. 623-5, L. 631-1 [nouveau], L. 632-1 à L. 632-3, L. 633-1, L. 633-9 [abrogé], L. 633-11, L. 633-11-1 [abrogé], L. 634-1 [abrogé], L. 634-2 à L. 634-2-1, L. 634-2-2 [abrogé], L. 634-3-1, L. 634-3-2 à L. 634-5 [abrogés], L. 634-6, L. 635-1 à L. 635-6, L. 637-1 à L. 637-2, L. 640-1, L. 641-1, L. 641-8, L. 642-5 à L. 642-6 [nouveau], L. 643-1-A, L. 643-10 [nouveau], L. 651-12 et L. 651-13 [abrogés], L. 652-4, L. 652-6, L. 652-7, L. 661-1 [nouveau], L. 671-1 [nouveau], L. 722-1, L. 722-1-1, L. 722-2 et L. 722-3 [abrogés], L. 722-4, L. 722-5, L. 722-5-1 [abrogé], L. 722-6, L. 722-7 [abrogé], L. 722-9, L. 742-6, L. 742-7, L. 752-4, L. 752-6, L. 752-9, L. 756-5 et L. 766-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 5553-5 du code des transports -

Suppression du régime social des indépendants et modification des règles d'affiliation à la CIPAV (p. 5061).

- Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]

Première partie :

- (27 novembre 2017) - **Article 19** (*Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public*) (p. 6711).

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie du projet de loi** (p. 6769).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les grèves dans les lycées français à l'étranger** - (28 novembre 2017) (p. 6777).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] (suite)**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) - **Article additionnel après l'article 59 bis** (*Participation minimale des collectivités territoriales maître d'ouvrage au financement d'un projet*) (p. 6832).

Cohésion des territoires

- (6 décembre 2017) (p. 7298, 7299). (p. 7306). - **Article 52 (priorité)** (*art. L. 351-2, L. 351-3, L. 411-8-1, L. 441-3, L. 441-11, L. 442-2-1 [nouveau] et L. 481-2 du code de la construction, art. L. 542-2 et L. 831-1 du code de la sécurité sociale - Réforme des aides au logement et de la politique des loyers dans le parc social*) (p. 7332).

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (7 décembre 2017) (p. 7406, 7407). (p. 7415).

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7838). (p. 7839).

- **Débat sur la COP23** - (13 décembre 2017) (p. 9600).

PAUL (Philippe)
sénateur (Finistère)
LR

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 5 octobre 2017 ; membre de la commission jusqu'au 4 octobre 2017.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes jusqu'au 17 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 18 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité publique (8 février 2017).

Membre titulaire du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre suppléant du Conseil supérieur de la réserve militaire.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 263 (2016-2017)] relatif à la sécurité publique [n° 299 (2016-2017)] (17 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'enlèvement à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 557 (2016-2017)] (18 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux certificats de décès [n° 584 (2016-2017)] (21 juin 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique tendant à garantir l'ancrage territorial des sénateurs [n° 634 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi élargissant les modalités d'intervention de l'action extérieure des collectivités territoriales en matière d'eau, d'assainissement, d'électricité, de gaz et de déchets ménagers [n° 714 (2016-2017)] (11 septembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 717 (2016-2017)] (13 septembre 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 30 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - **Sécurités : Gendarmerie nationale [n° 110 tome 11 (2017-2018)]** (23 novembre 2017) - **Budget**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale et aux réunions des commissions départementales d'aménagement commercial [n° 167 (2017-2018)] (13 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi relatif à la sécurité publique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la sécurité publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général pour l'administration du ministère des armées.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de l'amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la marine.

Projet de loi de finances pour 2018 - Audition du général André Lanata, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Projet de loi de finances pour 2018 - Audition du général Richard Lizurey, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet

de loi de finances pour 2018 - Audition du général François Lecointre, chef d'état-major des armées.

(*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Sécurité » (et article 62 bis) - Programmes « Gendarmerie nationale » et « Police nationale », programme « Sécurité et éducation routière », compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » (et article 66) et programme « Sécurité civile » (et article 62 ter) - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Sécurité » - Programme 152 « Gendarmerie nationale » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la sécurité publique [n° 310 (2016-2017)]** - (24 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 798, 799).

- Rapporteur pour avis - **Article 10** (art. 23-1 [nouveau] et 22 de la loi n° 2015-917 du 28 juillet 2015 actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 - Expérimentation tendant à la création d'un volontariat militaire d'insertion) (p. 836).

- **Débat sur la revue stratégique de défense et de sécurité nationale** - (24 octobre 2017) (p. 3973, 3974).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Sécurité - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (5 décembre 2017) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, pour le programme « Gendarmerie nationale » (p. 7192, 7193).

PÉLIEU (Michel)
sénateur (Hautes-Pyrénées)
NI, puis RDSE

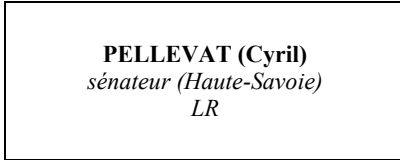
Devenu sénateur le 16 mai 2017 (en remplacement de François Fortassin, décédé).

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir la représentation des communes déléguées au sein des communes nouvelles [n° 620 (2016-2017)] (6 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à intégrer dans la loi un objectif national de désenclavement [n° 679 (2016-2017)] (21 juillet 2017) - **Aménagement du territoire**.



PELLEVAT (Cyril)
sénateur (Haute-Savoie)
LR

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 5 octobre 2017 ; membre de la commission jusqu'au 4 octobre 2017.

Vice-président de la commission des affaires européennes le 5 octobre 2017.

Vice-président de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes jusqu'au 17 octobre 2017.

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

Membre titulaire du comité de massif du massif des Alpes le 18 décembre 2017.

Membre de la mission d'information sur la démocratie représentative, la démocratie participative, la démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 jusqu'au 12 juin 2017.

Membre de la mission d'information sur Alstom et la stratégie industrielle du pays le 22 novembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer la légitimité démocratique des conseillers communautaires [n° 282 (2016-2017)] (10 janvier 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à maintenir l'eau et l'assainissement dans les compétences optionnelles des communautés de communes ou des communautés d'agglomération après 2020 [n° 320 (2016-2017)] (21 janvier 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à sécuriser l'établissement des procurations électorales [n° 480 (2016-2017)] (28 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à garantir aux personnes en situation de handicap un accès effectif aux lieux ouverts au public [n° 554 (2016-2017)] (15 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 557 (2016-2017)] (18 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à élargir les missions des comités locaux d'information et de suivi visés à l'article L. 542-13 du code de l'environnement [n° 561 (2016-2017)] (23 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative aux certificats de décès [n° 584 (2016-2017)] (21 juin 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture**.

Proposition de loi organique tendant à garantir l'ancrage territorial des sénateurs [n° 634 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à simplifier certaines obligations applicables aux collectivités territoriales dans le domaine du service public d'eau potable [n° 703 (2016-2017)] (1er août 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi élargissant les modalités d'intervention de l'action extérieure des collectivités territoriales en matière d'eau, d'assainissement, d'électricité, de gaz et de déchets ménagers [n° 714 (2016-2017)] (11 septembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 717 (2016-2017)] (13 septembre 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à instituer un volontariat international d'enseignement en français [n° 718 (2016-2017)] (14 septembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à rendre imprescriptibles les crimes et délits sexuels sur mineurs [n° 719 (2016-2017)] (14 septembre 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à créer un fonds pour la présence et le rayonnement français à l'étranger [n° 3 (2017-2018)] (2 octobre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à prolonger le délai de validité des habilitations des clercs de notaire [n° 7 (2017-2018)] (5 octobre 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à la promotion de la cohabitation intergénérationnelle [n° 15 (2017-2018)] (6 octobre 2017) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la création d'une commission d'enquête sur les contrats cadres passés entre le ministère de la défense et Microsoft [n° 27 (2017-2018)] (16 octobre 2017) - **Défense**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*): Économie, finances et fiscalité - Plan d'investissement pour l'Europe : communication de MM. Didier Marie et Cyril Pellevat.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique [n° 267 (2016-2017)]** - (11 janvier 2017) - **Article additionnel après l'article 9 A** (p. 128). (p. 128).

- **Débat sur la situation de l'hôpital** - (12 janvier 2017) (p. 240, 241).

- **Question orale sans débat sur l'état des lieux de la dotation globale de fonctionnement** - (24 janvier 2017) (p. 752, 753). (p. 753, 754).

- **Proposition de loi visant à mettre en place une stratégie nationale d'utilisation du transport sanitaire hélicoptéré [n° 324 (2016-2017)]** - (1er février 2017) - **Discussion générale** (p. 1164, 1165).

- **Question orale sans débat sur la politique en matière de tourisme** - (24 octobre 2017) (p. 3952, 3953). (p. 3954).

- **Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 45 (2017-2018)]** - (31 octobre 2017) - **Discussion générale** (p. 4258, 4259). - **Article 1er** (*art. 1er et 2 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, art. L. 3641-1, L. 5214-16, L. 5214-23-1, L. 5215-20, L. 5215-20-1, L. 5216-5, L. 5217-2 et L. 5219-1 du code général des collectivités territoriales - Obligations et compétences des communes et des EPCI en matière d'accueil des gens du voyage*) (p. 4277). (p. 4278).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (14 novembre 2017) - **Article 6** (*Rectification de l'Ondam et des sous Ondam 2017*) (p. 4930).

- **Proposition de loi relative aux modalités de dépôt de candidature aux élections [n° 88 (2017-2018)]** - (22 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 7688).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 14 et 15 décembre 2017** - (12 décembre 2017) (p. 7855, 7856).

PEMEZEC (Philippe)
sénateur (Hauts-de-Seine)
LR

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 18 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'aménagement du territoire : plus que jamais une nécessité** - (25 octobre 2017) (p. 4185).

- **Débat sur le logement social : « sur quels territoires, comment et pour qui demain ? »** - (26 octobre 2017) (p. 4220). (p. 4222). (p. 4224).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les prières de rue** - (14 novembre 2017) (p. 4916). (p. 4916).

- **Débat sur la politique de la ville : une réforme bien engagée mais fragilisée par un manque de moyens** - (21 novembre 2017) (p. 5428).

- **Débat sur les collectivités locales** - (22 novembre 2017) (p. 7674).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Première partie :

- (24 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 6 bis** (p. 6425). - **Articles additionnels après l'article 6 ter** (p. 6427). (p. 6427). (p. 6428).

- **Question orale sans débat sur le projet de fusion des Yvelines et des Hauts-de-Seine** - (5 décembre 2017) (p. 7184). (p. 7184, 7185).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] (suite)**

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (6 décembre 2017) - **Article 52 (priorité)** (*art. L. 351-2, L. 351-3, L. 411-8-1, L. 441-3, L. 441-11, L. 442-2-1 [nouveau] et L. 481-2 du code de la construction, art. L. 542-2 et L. 831-1 du code de la sécurité sociale - Réforme des aides au logement et de la politique des loyers dans le parc social*) (p. 7320).

PÉNICAUD (Muriel)
ministre du travail
(à partir du 17 mai 2017)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi relatif au renforcement du dialogue social** - (6 juillet 2017) (p. 1964, 1965).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'amiante** - (20 juillet 2017) (p. 2836).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (24 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 2922, 2926). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2932). - **Question préalable** (p. 2934, 2935). - **Discussion générale** (p. 2952, 2953). - **Demande de priorité** (p. 2954).

- **Suite de la discussion** (25 juillet 2017) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 2999). - **Article 1er** (*Habilitation du Gouvernement à prendre diverses ordonnances pour renforcer la place de l'accord d'entreprise*) (p. 3010). (p. 3018). (p. 3021, 3022). (p. 3023). (p. 3025). (p. 3029). (p. 3030). (p. 3031). (p. 3032). (p. 3033). (p. 3036). (p. 3036, 3037). (p. 3037). (p. 3038). (p. 3039). (p. 3041). (p. 3042). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3043). (p. 3044). (p. 3044). (p. 3045). (p. 3046).

- **Suite de la discussion** (26 juillet 2017) - **Article 2** (*Nouvelle organisation du dialogue social et rénovation de l'exercice des responsabilités syndicales en entreprise*) (p. 3067, 3068). (p. 3072, 3073). (p. 3074). (p. 3075). (p. 3079). (p. 3081). (p. 3083). (p. 3084, 3085). (p. 3093). (p. 3094). (p. 3094). (p. 3095). (p. 3096). (p. 3097). (p. 3097). (p. 3097, 3098). (p. 3098). (p. 3098, 3099). (p. 3100). (p. 3102). (p. 3104). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3106). (p. 3107, 3108). (p. 3108, 3109). (p. 3110). (p. 3111). - **Article 3** (*Aménagement des règles du licenciement et de certaines formes particulières de travail*) (p. 3119, 3121). (p. 3124). (p. 3125, 3126). (p. 3126). (p. 3127, 3128). (p. 3128, 3129). (p. 3132). (p. 3133). (p. 3134). (p. 3136, 3137). (p. 3137).

- **Rappel au règlement** - (27 juillet 2017) (p. 3183).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** (suite) - (27 juillet 2017) - **Article 3** (*Aménagement des règles du licenciement et de certaines formes particulières de travail*) (p. 3185, 3186). (p. 3187). (p. 3187). (p. 3188). (p. 3190). (p. 3190). (p. 3191). (p. 3192). (p. 3195). (p. 3195). (p. 3196). (p. 3196). (p. 3196, 3197). (p. 3197). (p. 3198). (p. 3199). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 3200). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*Développement de la négociation collective et sécurisation des accords de branche*) (p. 3202, 3203). (p. 3204, 3205). (p. 3205). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*Assouplissement des obligations des employeurs en matière de prévention de la pénibilité et d'emploi de travailleurs détachés transfrontaliers*) (p. 3211, 3212). (p. 3215). (p. 3216). (p. 3217). (p. 3217). (p. 3218). (p. 3219). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 3219). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (*Harmonisation et mise en cohérence du code du travail*) (p. 3221). (p. 3221). (p. 3221). - **Article 7** (*art. 257 de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Prolongation de la période transitoire relative à la mise en place du nouveau zonage dérogatoire au repos dominical*) (p. 3222). (p. 3222). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 3224). (p. 3224). - **Article 8 (Texte non modifié par la commission)** (*Délai de dépôt des projets de loi de ratification des ordonnances*) (p. 3225). - **Articles additionnels après l'article 8 bis** (p. 3226). (p. 3227). (p. 3227). (p. 3228). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3232).

- **Commission mixte paritaire [n° 698 (2016-2017)]** - (2 août 2017) - **Discussion générale** (p. 3543, 3545).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les maisons de l'emploi** - (10 octobre 2017) (p. 3675).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'apprentissage** - (14 novembre 2017) (p. 4921).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (4 décembre 2017) (p. 7061, 7064). - **État B** (p. 7068).

PERCHERON (Daniel)
sénateur (Pas-de-Calais)
SOCR

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 1er octobre 2017.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur la gouvernance du football - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Chronologie des médias - Ouverture par M. Christophe Tardieu, secrétaire général du Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC).

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Laura Flessel, ministre des sports.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

(11 janvier 2017) - **Article additionnel après l'article 13** (p. 137).

- **Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique [n° 267 (2016-2017)]** -

PEROL-DUMONT (Marie-Françoise)
sénatrice (Haute-Vienne)
SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation, puis membre le 18 octobre 2017, puis vice-présidente le 26 octobre 2017.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence française d'expertise technique internationale (AFETI).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

Membre de la mission d'information sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France jusqu'au 12 juin 2017.

Membre de la mission d'information sur Alstom et la stratégie industrielle du pays le 22 novembre 2017.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 137 (2016-2017)] autorisant la ratification de la convention relative à l'assistance alimentaire [n° 327 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi organique visant à améliorer la qualité des études d'impact des projets de loi [n° 610 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instituer le Conseil parlementaire d'évaluation des politiques publiques et du bien-être [n° 611 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à simplifier certaines obligations applicables aux collectivités territoriales dans le domaine du service public d'eau potable [n° 703 (2016-2017)] (1er août 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi pour une meilleure protection des mineur.e.s victimes de viol et des autres agressions sexuelles [n° 53 (2017-2018)] (26 octobre 2017) - **Justice**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Aide publique au développement [n° 110 tome 4 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 614 (2016-2017)] autorisant la ratification du traité d'extradition entre la République française et la République socialiste du Viet Nam et du traité d'entraide judiciaire en matière pénale entre la République française et la République socialiste du Viet Nam [n° 140 (2017-2018)] (6 décembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 janvier 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition de Mme Marie-Rose Moro, professeur de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent, chef de service à l'université Paris-Descartes, et M. Jean-Louis Brison, inspecteur d'académie - inspecteur pédagogique régional, auteurs du rapport « Plan d'action en faveur du bien-être et de la santé des jeunes » remis au président de la République en novembre 2016.

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : 71e session de l'Assemblée générale des Nations unies - Forum transatlantique - Communications.

(*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition de M. Dominique Maigne, directeur de la Haute Autorité de santé, Mme Marie-Hélène Rodde-Dunet, chef du service Évaluation de la pertinence des soins et amélioration des pratiques et des parcours, et M. Michel Laurence, chef du service Bonnes pratiques professionnelles, représentant la Haute Autorité de santé.

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition conjointe de fédérations hospitalières : MM. David Gruson, délégué général, et Alexandre Mokédé, adjoint au délégué général, de la Fédération hospitalière de France (FHF), le docteur Olivier Drevon, président, M. David Castillo, délégué général, le docteur Vincent Masetti, coordinateur médical CLINEA de l'Union nationale des cliniques psychiatriques privées (UNCPSY), M. David Causse, coordonnateur du pôle santé social, Mme Anne-Charlotte de Vasselot, conseiller santé social, représentant la Fédération des établissements hospitaliers et d'aide à la personne privés non lucratifs (FEHAP), M. Gilles Moullec, vice-président, et Mme Luce Legendre, vice-présidente du bureau national de l'Association des établissements participant au service public de santé mentale (ADESM).

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à l'assistance alimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République italienne signé le 24 février 2015 pour l'engagement des travaux définitifs de la section transfrontalière de la nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 26 janvier 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jean-Vincent Placé, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de la réforme de l'État et de la simplification, sur l'action du Gouvernement en matière de simplification des normes applicables aux collectivités territoriales, en particulier dans le domaine du droit de l'urbanisme, de la construction et des sols.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Cyberinterférences dans les processus électoraux - Audition de M. Guillaume Poupard, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI).

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. le docteur Ismail Hakki Musa, ambassadeur de Turquie en France.

(*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition conjointe de MM. Vincent Beaugrand, directeur général, Georges Papanicolaou, psychiatre, médecin-chef du centre de psychanalyse de la clinique Dupré, Philippe Lesieur, psychiatre, de la Fondation santé des étudiants de France (FSEF).

Réunion du jeudi 9 février 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Alain Lambert, président du Conseil national d'évaluation des normes (CNEN), sur le bilan et les perspectives de la simplification normative.

Réunion du mardi 21 février 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition conjointe sur les « Dys- » : le professeur Paul Vert, professeur émérite de pédiatrie, membre de l'Académie nationale de médecine, le professeur Mario Speranza, chef du service universitaire de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent du centre hospitalier de Versailles, le professeur Franck Ramus, directeur de recherches au CNRS et professeur attaché à l'École normale supérieure, et le docteur Michel Habib, président de Résodyds.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Auditions sur la Russie : M. Arnaud Dubien, directeur de l'Observatoire franco-russe, Mme Isabelle Facon, maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique, pôle Russie-Eurasie et M. Igor Delanoë, directeur adjoint de l'Observatoire franco-russe.

Réunion du jeudi 23 février 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jean-Bernard Auby, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, directeur de la chaire mutations de l'action publique et du droit public, et de Mme Estelle Bomberger-Rivot, maître de conférences, chercheur à la chaire mutations de l'action publique et du droit public.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition sur la crise diplomatique dans le Golfe.

Situation internationale - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 5 juillet 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Michel Foucher, géographe, ancien ambassadeur et ancien directeur du centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère des affaires étrangères (CAPS), titulaire de la chaire de géopolitique appliquée au Collège d'études mondiales de Paris, sur « la route de la soie ».

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général pour l'administration du ministère des armées.

Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Joël Barre, délégué général pour l'armement.

Projet de loi de finances pour 2018 - Audition du général Jean-Pierre Bossier, chef d'état-major de l'armée de terre.

Situation internationale - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Aide publique au développement » et compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 26 octobre 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Élection du président ; désignation des vice-présidents et des secrétaires ; questions diverses.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Aide publique au développement » - Programmes 110 « Aide économique et financière au développement » et 209 « Solidarité à l'égard des pays en développement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 105 « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Défense » - Programme 212 « Soutien de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*mission commune d'information sur Alstom*) : Constitution.

Réunion du jeudi 30 novembre 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Groupe de travail sur la simplification des normes sportives - Réglementation applicable aux collectivités territoriales et simplification de normes réglementaires relatives à la pratique et aux équipements sportifs - Proposition de résolution de MM. Dominique de Legge, Christian Manable et Michel Savin.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Crise du Qatar - Audition de M. Bertrand Besancenot, ministre plénipotentiaire hors classe, conseiller diplomatique du Gouvernement.

Projet de loi autorisant la ratification du traité d'extradition entre la République française et la République socialiste du Viet Nam et du traité d'entraide judiciaire en matière pénale entre la République française et la République socialiste du Viet Nam - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions du rapport d'information : « Où va l'État territorial ? Le point de vue des collectivités »** - (10 janvier 2017) (p. 41, 42).

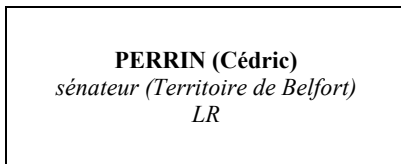
- **Question orale sans débat sur les friches privées et les biens « sans maître » dans les centres-bourgs** - (24 octobre 2017) (p. 3942, 3943). (p. 3943).

- **Débat sur la revue stratégique de défense et de sécurité nationale** - (24 octobre 2017) (p. 3972).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales



NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 12 juillet 2017 ; membre de la commission jusqu'au 11 juillet 2017.

Membre de la commission d'enquête sur les frontières européennes, le contrôle des flux des personnes et des marchandises en Europe et l'avenir de l'espace Schengen jusqu'au 12 juin 2017.

Membre titulaire de la Commission nationale de la déontologie et des alertes en matière de santé publique et d'environnement jusqu'au 5 octobre 2017.

Membre de la mission d'information sur Alstom et la stratégie industrielle du pays le 22 novembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

- (29 novembre 2017) - **Article additionnel après l'article 59 bis** (*Participation minimale des collectivités territoriales maître d'ouvrage au financement d'un projet*) (p. 6832). - **Article 60** (art. L. 1613-5-1, art. L. 2113-20, art. L. 2113-22, art. L. 2334-7-3, art. L. 2334-7-3, art. L. 2334-13, art. L. 2334-17, art. L. 2334-21, art. L. 3334-1, art. L. 3334-4, art. L. 3663-9 et art. L. 5214-23-1 du code général des collectivités territoriales - Répartition de la dotation globale de fonctionnement, DGF) (p. 6838).

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (4 décembre 2017) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 7119, 7120).

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à sécuriser l'établissement des procurations électorales [n° 480 (2016-2017)] (28 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à garantir aux personnes en situation de handicap un accès effectif aux lieux ouverts au public [n° 554 (2016-2017)] (15 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Drones d'observation et drones armés : un enjeu de souveraineté [n° 559 (2016-2017)] (23 mai 2017) - **Défense**.

Proposition de loi tendant à élargir les missions des comités locaux d'information et de suivi visés à l'article L. 542-13 du code de l'environnement [n° 561 (2016-2017)] (23 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi élargissant les modalités d'intervention de l'action extérieure des collectivités territoriales en matière d'eau, d'assainissement, d'électricité, de gaz et de déchets ménagers [n° 714 (2016-2017)] (11 septembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer le dispositif de lutte contre l'affichage électoral sauvage [n° 720 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à prolonger le délai de validité des habilitations des clercs de notaire [n° 7 (2017-2018)] (5 octobre 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à la promotion de la cohabitation intergénérationnelle [n° 15 (2017-2018)] (6 octobre 2017) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 30 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Défense : Équipement des forces [n° 110 tome 8 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget.**

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale et aux réunions des commissions départementales d'aménagement commercial [n° 167 (2017-2018)] (13 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 181 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à assurer un égal accès de tous les citoyens aux services publics de l'État et de ses opérateurs [n° 182 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Situation de l'entreprise Alstom - Audition de M. Henri Poupard-Lafarge, président-directeur général d'Alstom.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition conjointe sur la Russie de M. Thomas Gomart, directeur de l'Institut français des relations internationales (IFRI) et Mme Tatiana Kastouéva-Jean, directrice du centre Russie-CEI de l'IFRI.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Auditions sur la Russie : M. Arnaud Dubien, directeur de l'Observatoire franco-russe, Mme Isabelle Facon, maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique, pôle Russie-Eurasie et M. Igor Delanoë, directeur adjoint de l'Observatoire franco-russe.

Réunion du mardi 23 mai 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « Les drones dans les forces armées » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 24 mai 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « Vers les 2 % du PIB pour la défense » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 5 juillet 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Constitution du bureau.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Henri Poupard-Lafarge, président-directeur général d'Alstom.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général pour l'administration du ministère des armées.

Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale.

Réunion du mardi 17 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Arnaud Danjean, président du comité de rédaction de la revue stratégique de défense et de sécurité nationale.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Joël Barre, délégué général pour l'armement.

Projet de loi de finances pour 2018 - Audition du général Jean-Pierre Bossier, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de l'amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la marine.

Projet de loi de finances pour 2018 - Audition du général André Lanata, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Projet de loi de finances pour 2018 - Audition du général Richard Lizurey, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition du général François Lecointre, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Défense » - Programme 146 « Équipement des forces » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Défense » - Programme 178 « Préparation et emploi des forces » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir du site Alstom de Belfort** - (9 février 2017) (p. 1396).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (11 juillet 2017) - **Titre (Intitulé du Titre III)** (p. 2056). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2070).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la démission du chef d'état-major des armées** - (20 juillet 2017) (p. 2831).

- **Question orale sans débat sur l'élargissement du dispositif fiscal dit « Pinel » aux communes situées en zone C** - (24 octobre 2017) (p. 3944). (p. 3945).

- **Débat sur la revue stratégique de défense et de sécurité nationale** - (24 octobre 2017) (p. 3971, 3972).

- **Débat sur l'intelligence artificielle, les enjeux économiques et les cadres légaux** - (25 octobre 2017) (p. 4149). (p. 4157).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 [n° 57 (2017-2018)]** - (9 novembre 2017) - **Article 14 (texte non modifié par la commission)** (*Plafonnement des restes à payer au niveau atteint en 2017*) (p. 4736). (p. 4737).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

le programme « Équipement des forces » et pour l'excellence technologique des industries de dé (p. 6953).

Défense

- (30 novembre 2017) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, pour

PERROT (Évelyne)
sénatrice (Aube)
NI

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 21 décembre 2017.

Élue le 17 décembre 2017.

PHILIPPE (Édouard)
Premier ministre
(à partir du 15 mai 2017)

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la reconstruction de Saint-Martin** - (10 octobre 2017) (p. 3671, 3672).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le budget** - (10 octobre 2017) (p. 3673, 3674).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la révision de la directive relative aux travailleurs détachés** - (26 octobre 2017) (p. 4197, 4198).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sélection à l'université** - (31 octobre 2017) (p. 4270, 4271).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les « Paradise papers »** - (9 novembre 2017) (p. 4663, 4664).

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux menaces sur « Charlie Hebdo » et l'antisémitisme** - (9 novembre 2017) (p. 4664, 4665).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'impact de la réforme du logement sur les collectivités** - (23 novembre 2017) (p. 6322, 6323).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la conférence de consensus sur le logement** - (19 décembre 2017) (p. 10410).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (5 juillet 2017) (p. 1923, 1927). (p. 1938, 1940).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les finances publiques** - (6 juillet 2017) (p. 1957).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la démission du chef d'état-major des armées** - (20 juillet 2017) (p. 2831, 2832).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la Nouvelle-Calédonie** - (1er août 2017) (p. 3501).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation ferroviaire à la SNCF** - (1er août 2017) (p. 3503).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir de l'Union européenne et le couple franco-allemand** - (10 octobre 2017) (p. 3668, 3669).

PIEDNOIR (Stéphane)
sénateur (Maine-et-Loire)
LR

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques le 18 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

Élu le 24 septembre 2017.

DÉPÔTS

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 4 octobre 2017.

Proposition de loi tendant à renforcer le dispositif de lutte contre l'affichage électoral sauvage [n° 720 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à la promotion de la cohabitation intergénérationnelle [n° 15 (2017-2018)] (6 octobre 2017) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Jean-Marc Huart, directeur général de l'enseignement scolaire, et Xavier Turion, adjoint au directeur général au ministère de l'éducation nationale.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition, ouverte à la presse, sur « Les algorithmes au service de l'action publique : le cas du portail admission post-bac (APB) ».

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Enseignement scolaire » - Crédits « Enseignement scolaire » et « Enseignement technique agricole » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 30 novembre 2017 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) :

Communication de M. Bruno Sido, sénateur, sur sa mission en Russie du 2 au 8 avril 2017 sur le thème du changement climatique.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants - Audition conjointe de MM. Gilles Roussel, président de la Conférence des présidents d'université (CPU) et Philippe Vincent, secrétaire général adjoint du Syndicat national des personnels de direction de l'éducation nationale (SNPDEN).

Réunion du jeudi 7 décembre 2017 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Présentation du rapport d'étape de la mission sur l'intelligence artificielle confiée par le Gouvernement à M. Cédric Villani, député, premier vice-président.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2018** [n° 107 (2017-2018)]

Seconde partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (7 décembre 2017) (p. 7488, 7490).

PIERRE (Jackie)
sénateur (Vosges)
LR

Secrétaire du Sénat jusqu'au 3 octobre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 18 octobre 2017, puis secrétaire le 26 octobre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et développement du biocontrôle (9 février 2017).

Membre titulaire du comité local d'information et de suivi du laboratoire souterrain de Bure jusqu'au 17 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer la légitimité démocratique des conseillers communautaires [n° 282 (2016-2017)] (10 janvier 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à la promotion de la cohabitation intergénérationnelle [n° 15 (2017-2018)] (6 octobre 2017) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées sous tutelle ou sous curatelle [n° 95 (2017-2018)] (16 novembre 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à réformer les fonds de garantie des dommages consécutifs à des actes de prévention, de diagnostic ou de soins dispensés au sein des établissements, services ou organismes de santé et de soins [n° 126 (2017-2018)] (4 décembre 2017) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Propositions de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires et relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et au développement du biocontrôle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - États généraux de l'alimentation - Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (*délégation aux entreprises*) : Questions diverses.

Réunion du jeudi 14 décembre 2017 (*délégation aux entreprises*) : Communication de Mme Elisabeth Lamure sur les

principales dispositions du projet de loi de finances rectificative intéressant les entreprises.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1019 du 27 juillet 2016 relative à l'autoconsommation d'électricité et n° 2016-1059 du 3 août 2016 relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables [n° 286 (2016-2017)]** - (24 janvier 2017) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 784).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (12 juillet 2017) - **Article 6 bis (nouveau)** (*Accompagnement des collaborateurs parlementaires licenciés*) (p. 2109).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]**

Troisième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 12** (*Augmentation du droit de consommation sur le tabac en France continentale et en Corse*) (p. 5122).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le glyphosate** - (28 novembre 2017) (p. 6772).

PILLET (François)
sénateur (Cher)
LR-R

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Cour de justice de la République ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017.

Président du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale (8 février 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité publique (8 février 2017).

Membre titulaire du conseil d'orientation de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales jusqu'au 11 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 126 (2016-2017)] tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 331 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier 2017) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi tendant à faciliter le règlement des conséquences pécuniaires du divorce [n° 449 (2016-2017)] (2 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à élargir les missions des comités locaux d'information et de suivi visés à l'article L. 542-13 du code de l'environnement [n° 561 (2016-2017)] (23 mai 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 717 (2016-2017)] (13 septembre 2017) - **Agriculture et pêche.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 578 (2016-2017)] ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations [n° 22 (2017-2018)] (11 octobre 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 janvier 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la sécurité publique - Audition de M. Bruno Le Roux, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la sécurité publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 24 janvier 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la sécurité publique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 31 janvier 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale (deuxième lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 7 février 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale (deuxième lecture) - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 13 février 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des lois*) : Création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux passeports et aux cartes nationales d'identité (fichier TES) - Audition de M. Bruno Le Roux, ministre de l'intérieur.

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 avril 2017 (*commission des lois*) : Mission sur le redressement de la justice - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 4 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 11 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 octobre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice - Proposition de loi organique pour le redressement de la justice - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice - Proposition de loi organique pour le redressement de la justice - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mardi 31 octobre 2017 (*commission des lois*) : Examen des pétitions adressées au président du Sénat.

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage - Proposition de loi visant à renforcer et rendre plus effectives les sanctions en cas d'installations illégales en réunion sur un terrain public ou privé - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de lois de finances pour 2018 - Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » - Programme « Fonction publique » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 28 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Économie » - Programme « Développement des entreprises et régulations » - Examen du rapport pour avis.

Proposition de résolution visant à pérenniser et adapter la procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de résolution visant à pérenniser et adapter la procédure de législation en commission - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 332 (2016-2017)]** - (31 janvier 2017) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 1019, 1021). - **Article 3** (art. 48-1 du code de procédure pénale - *Inscription temporaire au bulletin n° 1 du casier judiciaire des mesures alternatives aux poursuites et des mesures de transaction pénale*) (p. 1031). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 1032). - **Article 5** (art. 148-1-1 et 187-3 du code de procédure pénale - *Élargissement du champ d'application du référé-détention*) (p. 1033). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 1034). - **Article 6** (art. 495 et 495-17-1 [nouveau] du code de procédure pénale - *Élargissement du*

champ de l'amende forfaitaire) (p. 1046). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 1047). - **Article 6 bis (nouveau)** (art. 131-6 et 131-9 du code pénal - Prononcé cumulatif d'une peine d'emprisonnement et d'une peine privative ou restrictive de droits) (p. 1047). - **Article 7** (art. 306-1, 400-1, 706-63-2 [nouveau], 706-63-3 [nouveau] et 706-63-4 [nouveau] du code de procédure pénale - Protection des interprètes) (p. 1049). - **Article additionnel après l'article 7** (p. 1049). - **Article 8** (art. 132-18-1 [nouveau] du code pénal ; art. 362 du code de procédure pénale - Rétablissement des peines minimales d'emprisonnement) (p. 1051). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. 132-25, 132-26-1 et 132-27 du code pénal - Réduction des facultés d'aménagement ab initio des peines d'emprisonnement) (p. 1052). - **Article 10** (art. 132-29, 132-35, 132-36, 132-37, 132-38 et 132-39 du code pénal ; art. 735 [abrogé] et 735-1 du code de procédure pénale - Révocation automatique du sursis simple et de son caractère intégral) (p. 1053). - **Article 11** (art. 132-42, 132-47 à 132-50 du code pénal - Modification des règles de révocation du sursis avec mise à l'épreuve) (p. 1054). - **Article 12** (art. 61-1, 63-1, 113-4, 116, 141-4, 328, 393, 406, 709-1-1, 803-6 du code de procédure pénal - Interdiction au suspect de mentir) (p. 1055). - **Article 14** (art. 179 du code de procédure pénale - Modification des critères de maintien en détention provisoire) (p. 1055). - **Article 16 bis (nouveau)** (art. 706-75 du code de procédure pénale - Compétence de la cour d'assises spécialement composée pour le jugement des majeurs accusés de meurtre commis en bande organisée) (p. 1056). - **Article 17** (art. 132-4 du code pénal - Réduction du champ de la confusion des peines) (p. 1056). - **Article 18** (art. 132-16-5 du code pénal - Aggravation de la peine à raison de l'état de récidive légale) (p. 1057). - **Article 19** (art. 712-6, 712-7, 712-8, 712-10 et 723-15-1 du code de procédure pénale - Répartition des compétences entre le juge de l'application des peines et le tribunal de l'application des peines) (p. 1057, 1058). - **Article 19 bis (nouveau)** (art. 723-19 [nouveau] du code de procédure pénale - Rétablissement de la surveillance électronique de fin de peine) (p. 1058, 1059). - **Article 20** (art. 717-1, 721-1, 721-1-1 [supprimé], 721-2 et 723-9 du code de procédure pénale ; art. 132-24 du code pénal et art. 41 de la loi n° 2005-1549 du 12 décembre 2005 relative au traitement de la récidive des infractions pénales - Suppression des crédits automatiques de réduction de peine) (p. 1060). - **Article 21** (titre Ier bis et section 1 bis [abrogés] du chapitre II du titre II du livre V, art. 74-2, 230-19, 474, 707, 712-11, 721-2, 730, 774 du code de procédure pénale et art. 131-3 [abrogé], 131-4-1 [abrogé] et 131-9 du code pénal - Suppression de la contrainte pénale et de la libération sous contrainte) (p. 1061). - **Article 22** (art. 13 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire - Création de délégués bénévoles à la probation) (p. 1063). - **Article 23** (art. 717-1 du code de procédure pénale - Affectation des détenus dans des centres à sécurité adaptée) (p. 1063, 1064). - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (art. 474 et 723-15 du code de procédure pénale - Abaissement du seuil d'aménagement ab initio des peines d'emprisonnement pour les personnes condamnées non incarcérées) (p. 1065). - **Article 24 bis (nouveau)** (art. 149 du code de procédure pénale - Ajout d'une nouvelle exception au principe de réparation intégrale du préjudice causé par une détention provisoire en cas de non-lieu) (p. 1065, 1066). - **Article 31** (art. 776 du code de procédure pénale - Extension de l'accès au bulletin n° 2 du casier judiciaire) (p. 1067).

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale - Deuxième lecture [n° 348 (2016-2017)]** - (7 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1270, 1271). - **Article 3** (art. 213-5, 215-4, 221-18 et 462-10 du code pénal

[abrogés], art. 706-25-1 et 706-175 [abrogés] et 706-31 du code de procédure pénale, art. L. 211-12, L. 212-37, L. 212-38 et L. 212-39 du code de justice militaire, art. 351 du code des douanes et art. 65 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - Prescription de l'action publique et de l'action civile des abus de la liberté d'expression commis sur internet - Prescription de l'action de l'administration des douanes - Coordinations) (p. 1273).

- **Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme [n° 630 (2016-2017)]** - (18 juillet 2017) - **Article 3** (art. L. 228-1, L. 228-2, L. 228-3, L. 228-4, L. 228-5, L. 228-6 et L. 228-7 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Régime de contrôle administratif et de surveillance des personnes constituant une menace grave pour la sécurité et l'ordre publics) (p. 2655). - **Article 4** (art. L. 229-1, L. 229-2, L. 229-3, L. 229-4, L. 229-5 et L. 229-6 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Visites domiciliaires et saisies) (p. 2676).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations [n° 23 (2017-2018)]** - (17 octobre 2017) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 3801, 3802). - **Articles additionnels après l'article 3 (Amélioration de l'attractivité du droit français des contrats)** (p. 3809, 3810). - **Article 4 (nouveau)** (art. 1117, 1119, 1123 et 1124 du code civil - L'offre de contrat, le pacte de préférence et la promesse unilatérale de contrat) (p. 3811). (p. 3811, 3812). - **Article 5 (nouveau)** (art. 1130, 1132, 1137, 1138, et 1143 du code civil - Les vices du consentement) (p. 3812). (p. 3813). (p. 3813). (p. 3814). (p. 3815). (p. 3816). - **Article 6 (nouveau)** (art. 1145, 1158 et 1161 du code civil - La capacité des personnes morales et les règles de représentation dans la formation du contrat) (p. 3825). - **Article 7 (nouveau)** (art. 1162, 1165, 1166, 1167, 1170 et 1171 du code civil - Le contenu du contrat) (p. 3826, 3827). (p. 3827). (p. 3827). (p. 3828). - **Article additionnel après l'article 7 (Nullités)** (p. 3828, 3829). - **Article 8 (nouveau)** (art. 1195 et 1213 à 1215 du code civil et art. L. 211-40-1 [nouveau] du code monétaire et financier - Le régime de l'imprévision et la durée du contrat) (p. 3830). (p. 3831). (p. 3832). (p. 3832). - **Article 9 (nouveau)** (art. 1217, 1221, 1223, 1225, 1226 et 1230 du code civil - Les sanctions de l'inexécution du contrat) (p. 3832). (p. 3833). (p. 3834). - **Article 10 (nouveau)** (art. 1304-4 et 1305-5 du code civil - Renonciation modalités à la condition suspensive) (p. 3835). - **Article 11 (nouveau)** (art. 1216-1, 1216-3 et 1327 du code civil - La cession de dette - Suppression de l'exigence d'écrit à peine de nullité pour la cession de dettes) (p. 3835). - **Article 13 (nouveau)** (art. 1343-3 du code civil - Paiement d'une obligation de somme d'argent en devises) (p. 3836). - **Article 15 (nouveau)** (art. 9 de l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations - Les conditions du maintien de la loi ancienne pour les contrats conclus avant le 1er octobre 2016) (p. 3837, 3838).

- **Proposition de résolution visant à pérenniser et adapter la procédure de législation en commission [n° 135 (2017-2018)]** - (14 décembre 2017) - **Articles additionnels avant l'article unique** (p. 9628). - **Article unique** (p. 9630). (p. 9634).

PINTAT (Xavier)
sénateur (Gironde)
LR

Démissionnaire le 30 septembre 2017.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre titulaire de la commission consultative de suivi des conséquences des essais nucléaires.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne jusqu'au 12 juin 2017.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 173 (2016-2017)] autorisant la ratification du protocole au traité de l'Atlantique Nord sur l'accession du Monténégro [n° 313 (2016-2017)] (18 janvier 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : La nécessaire modernisation de la dissuasion nucléaire [n° 560 (2016-2017)] (23 mai 2017) - **Défense**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant la ratification du protocole au traité de l'Atlantique Nord sur l'accession du Monténégro - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de S.E. Lord Edward Llewellyn, ambassadeur du Royaume-Uni en France.

Europe croissance : communication de MM. André Gattolin, Jean-Noël Guérini et Xavier Pintat.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Charles Fries, ambassadeur de France en Turquie.

Réunion du mardi 23 mai 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « La modernisation de la dissuasion nucléaire » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 24 mai 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « Vers les 2 % du PIB pour la défense » - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique [n° 267 (2016-2017)]** - (11 janvier 2017) - **Article 2 bis** (*Indemnisation des interdictions définitives d'habitation résultant d'un risque de recul du trait de côte*) (p. 112).

- **Projet de loi autorisant la ratification du protocole au traité de l'Atlantique Nord sur l'accession du Monténégro [n° 314 (2016-2017)]** - (26 janvier 2017) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 966, 967).

PINVILLE (Martine)
secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances, chargée du commerce, de l'artisanat, de la consommation et de l'économie sociale et solidaire
(jusqu'au 18 mai 2017)

contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation et simplifiant le dispositif de mise en œuvre des obligations en matière de conformité et de sécurité des produits et services - Commission mixte paritaire [n° 301 (2016-2017)] - (8 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1366).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la suppression de postes à EDF** - (14 février 2017) (p. 1439).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les finances** - (14 février 2017) (p. 1444).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-301 du 14 mars 2016 relative à la partie législative du code de la consommation et n° 2016-351 du 25 mars 2016 sur les**

PLACÉ (Jean-Vincent)
secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de la réforme de l'État et de la simplification (jusqu'au 18 mai 2017)
sénateur (Essonne)
SOCR
(du 18 juin 2017 au 1er octobre 2017)

Reprise de l'exercice du mandat de sénateur suite à la cessation de fonction de membre du Gouvernement le 18 juin 2017.

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du 28 juin 2017 au 1er octobre 2017.

POADJA (Gérard)
sénateur (Nouvelle-Calédonie)
UC-A

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 4 octobre 2017.

POHER (Hervé)
sénateur (Pas-de-Calais)
Écologiste-R, puis SOCR

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité des mesures de compensation des atteintes à la biodiversité engagées sur des grands projets d'infrastructures, intégrant les mesures d'anticipation, les études préalables, les conditions de réalisation et leur suivi jusqu'au 12 juin 2017.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes** - *Troisième lecture* [n° 256 (2016-2017)] - (10 janvier 2017) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 206 (216-217)** (p. 17, 18). - **Article 25 (texte non modifié par la commission)** (*Statut des entités non qualifiées d'autorités administratives indépendantes et obligation de déclaration d'intérêts et de patrimoine de leurs membres*) (p. 29).

- **Proposition de loi organique relative aux autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes** - *Troisième lecture* [n° 206 (216-217)] - (10 janvier 2017) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 256 (2016-2017)** (p. 17, 18).

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer le 18 octobre 2017, puis secrétaire le 9 novembre 2017.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Constitution du bureau de la délégation.

Membre titulaire du Comité national de l'eau et comité consultatif prévu au 4° de l'article L. 213-1 du code de l'environnement.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions du rapport d'information : « Où va l'État territorial ? Le point de vue des collectivités »** - (10 janvier 2017) (p. 46, 47).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1019 du 27 juillet 2016 relative à l'autoconsommation d'électricité et n° 2016-1059 du 3 août 2016 relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux**

d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables [n° 286 (2016-2017)] - (24 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 765). - **Article 2** (art. L. 121-24, L. 314-14 et L. 314-20 du code de l'énergie - Interdiction de la valorisation des garanties d'origine de la production d'électricité renouvelable bénéficiant d'un soutien public) (p. 773). (p. 774).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-966 du 15 juillet 2016 portant simplification de procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé et comportant diverses dispositions relatives aux produits de santé** - *Commission mixte paritaire* [n° 305 (2016-2017)] - (14 février 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 303 (2016-2017)** (p. 1450).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-462 du 14 avril 2016 portant création de l'Agence nationale de santé**

public et modifiant l'article 166 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé - *Commission mixte paritaire* [n° 303 (2016-2017)] - (14 février 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 305 (2016-2017)** (p. 1450).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1019 du 27 juillet 2016 relative à l'autoconsommation d'électricité et n° 2016-1059 du 3 août 2016 relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables** - *Commission mixte paritaire* [n° 361 (2016-2017)] - (15 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1532).

POINTERAU (Rémy)
sénateur (Cher)
LR

Questeur du Sénat à compter du 4 octobre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 4 octobre 2017 ; vice-président de la commission jusqu'au 3 octobre 2017.

Premier vice-président, chargé de la simplification des normes de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation, puis membre le 18 octobre 2017.

Vice-président de la commission d'enquête sur la réalité des mesures de compensation des atteintes à la biodiversité engagées sur des grands projets d'infrastructures, intégrant les mesures d'anticipation, les études préalables, les conditions de réalisation et leur suivi jusqu'au 12 juin 2017.

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT).

Membre titulaire de l'Observatoire des territoires.

Membre titulaire du Haut comité de la qualité du service dans les transports.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

Membre titulaire du comité de bassin Loire-Bretagne le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à élargir les missions des comités locaux d'information et de suivi visés à l'article L. 542-13 du code de l'environnement [n° 561 (2016-2017)] (23 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux entreprises et de la délégation aux collectivités territoriales : Revitalisation des centres-villes et des centres-bourgs : rapport d'étape [n° 676 (2016-2017)] (20 juillet 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à simplifier certaines obligations applicables aux collectivités territoriales dans le domaine du service public d'eau potable [n° 703 (2016-2017)] (1er août 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 717 (2016-2017)] (13 septembre 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative à l'amélioration du fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre [n° 151 (2017-2018)] (8 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 janvier 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de représentants de l'Association des sociétés françaises d'autoroutes (ASFA) : MM. Marc Bouron, directeur général de

Cofiroute, Nicolas Orset, directeur adjoint de la construction du groupe Autoroutes Paris-Rhin-Rhône (APRR), Arnaud Hary, directeur du développement des concessions de Sanef, et Christophe Boutin, adjoint au délégué général.

Réunion du jeudi 12 janvier 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de MM. Jean-Pierre Poly, directeur général de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS), Guillaume Rousset, directeur de la recherche et de l'expertise de l'ONCFS, Jean-Michel Zammite, directeur du contrôle des usages et de l'action territoriale, et Mme Véronique de Crespin de Billy, chef de projet appui technique, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA).

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement de la commission à Marrakech dans le cadre de la COP22 - Communication.

Réunion du jeudi 19 janvier 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de MM. Olivier de Guinaumont, président d'Aliénor, Philippe Thiévent, directeur de CDC biodiversité et Guillaume Benoît, gérant associé de la société RBC projet, assistant maîtrise d'ouvrage environnement d'Aliénor.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Patrick Jeantet, président de SNCF Réseau.

Suivi quinquennal de l'application des lois - Communication.

Réunion du jeudi 26 janvier 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jean-Vincent Placé, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de la réforme de l'État et de la simplification, sur l'action du Gouvernement en matière de simplification des normes applicables aux collectivités territoriales, en particulier dans le domaine du droit de l'urbanisme, de la construction et des sols.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Bernard Roman, président de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de M. Philippe Barbedienne, directeur de la Fédération des sociétés pour l'étude, la protection et l'aménagement de la nature dans le Sud-Ouest (SEPANSO).

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Philippe Martin, candidat proposé aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de MM. Henri-Michel Comet, préfet de région, et Philippe Viroulaud, directeur général adjoint de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire.

Audition de MM. Henry Frémont, président, David Froger, chef du pôle environnement et Julien Martinez, chargé de projet environnement de la chambre d'agriculture d'Indre-et-Loire.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur l'état des infrastructures routières et autoroutières, autour de Mme Christine Bouchet, MM. André Broto, Pierre Calvin, Pierre Chasseray et Jean-Claude Luche.

Réunion du jeudi 9 février 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Alain Lambert, président du Conseil national d'évaluation des normes (CNEN), sur le bilan et les perspectives de la simplification normative.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de MM. Nacer Meddah, préfet de région, et Stéphane Lelièvre, chargé de mission à la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de la région Centre-Val de Loire.

Audition de Mme Anne Guerrero (SNCF Réseau), MM. Joachim Lémeri (Eiffage Concessions), Jean-François Lesigne (Réseau de transport d'électricité, RTE), Mme Laetitia Mahenc (Transports infrastructures gaz France, TIGF) et M. Bertrand Seurret (GRT Gaz), membres du Club infrastructures linéaires et diversité (CILB).

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à la mise en œuvre effective du droit à l'eau potable et à l'assainissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à la mise en œuvre effective du droit à l'eau potable et à l'assainissement - Examen des amendements de séance sur le texte de la commission.

Table ronde sur les pollinisateurs, autour de M. Richard Thiéry, directeur du laboratoire pour la santé des abeilles, Mme Agnès Lefranc, directrice de l'évaluation des produits réglementés à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES), MM. Luc Belzunces, directeur de recherche et responsable du laboratoire de toxicologie environnementale, Jean-Luc Brunet, directeur d'unité adjoint à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), Gilles Lanio, président de l'Union nationale de l'apiculture française (UNAF), Michel Perret, chef du bureau de la faune et de la flore sauvages, et Mme Jeanne-Marie Roux-Fouillet, chef de projet du Plan national d'actions « France, terre de pollinisateurs », ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer.

Réunion du jeudi 23 février 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Questions diverses relatives à la simplification normative.

Réunion du mercredi 5 avril 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Examen du projet de rapport.

Réunion du mercredi 19 avril 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Contrat de performance État-SNCF Réseau - Audition de M. Patrick Jeantet, président-directeur général de SNCF Réseau.

Réunion du mardi 25 avril 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Suite de l'examen du projet de rapport.

Réunion du mercredi 31 mai 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail sur l'aménagement du territoire - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 27 juin 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi organique et projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du jeudi 13 juillet 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Revitalisation des centres-villes et des centres-bourgs - Présentation du rapport d'étape de MM. Martial Bourquin et Rémy Pointereau.

(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

(délégation aux entreprises) : Revitalisation des centres-villes et des centres-bourgs - Présentation du rapport d'étape de MM. Martial Bourquin et Rémy Pointereau.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* : Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* : Déplacement de la commission en Australie - Communication.

Réunion du mardi 19 septembre 2017 *(délégation aux collectivités territoriales)* : Échange de vues sur les démarches innovantes qui pourraient être initiées dans le cadre de la lutte contre l'inflation normative et en vue de l'amélioration de la qualité des lois relatives aux collectivités territoriales, et sur les conséquences de la réduction annoncée du nombre des élus locaux.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* : Projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* : Proposition de loi tendant à simplifier certaines obligations applicables aux collectivités territoriales dans le domaine du service public d'eau potable - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* : Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 *(délégation aux collectivités territoriales)* : Suite à la réunion du bureau de la délégation du 9 novembre 2017, programme de travail semestriel.

(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Audition de M. Sébastien Lecornu, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* : Déplacement à Bruxelles sur le thème du glyphosate - Communication.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique [n° 267 (2016-2017)]** - (11 janvier 2017) - vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable - **Discussion générale** (p. 103).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)]** - (21 février 2017) - auteur de la proposition de résolution - **Discussion générale** (p. 1661, 1663).

- **Proposition de loi visant à la mise en œuvre effective du droit à l'eau potable et à l'assainissement [n° 416 (2016-2017)]** - (22 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1740, 1741). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** *(art. L. 1314-1 [nouveau] du code de la santé publique - Reconnaissance du droit de l'Homme à l'eau potable et à l'assainissement)* (p. 1746, 1747). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** *(art. L. 1314-2 [nouveau] du code de la santé publique - Obligation pour les collectivités territoriales de mettre gratuitement à disposition des équipements sanitaires et de distribution d'eau potable)* (p. 1749). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** *(art. L. 115-3-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Création d'une aide préventive pour l'accès à l'eau potable)* (p. 1754). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** *(art. L. 115-3-2 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Allocation forfaitaire d'eau)* (p. 1757). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** *(art. L. 351-6 et L. 351-7 du code de la construction et de l'habitation, art. 6 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement, art. L. 2224-2 du code général des collectivités territoriales - Modalités de financement de l'allocation forfaitaire d'eau)* (p. 1758).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (12 juillet 2017) - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 2160, 2161).

- **Débat sur l'aménagement du territoire : plus que jamais une nécessité** - (25 octobre 2017) (p. 4181).

- **Débat sur les collectivités locales** - (22 novembre 2017) (p. 7671). (p. 7672).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la proposition de loi relative à la stabilité du droit de l'urbanisme** - (23 novembre 2017) (p. 6327). (p. 6327, 6328).

POIRSON (Brune)
secrétaire d'État auprès du ministre
d'État, ministre de la transition
écologique et solidaire
(à partir du 21 juin 2017)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Question orale sans débat sur la santé publique et la lutte contre les nuisibles - (25 juillet 2017) (p. 2987).
- Question d'actualité au Gouvernement sur le financement du surcoût du Grand Paris Express - (26 octobre 2017) (p. 4202, 4203).
- Proposition de loi tendant à simplifier certaines obligations applicables aux collectivités territoriales dans le domaine du service public d'eau potable [n° 32 (2017-2018)] - (26 octobre 2017) - Discussion générale (p. 4226, 4227). (p. 4231). - Article 1er (Décalage d'un an de la déclaration des indicateurs de performance) (p. 4232). (p. 4232). (p. 4232). - Article 2 (Pré-remplissage de la déclaration auprès de l'agence de l'eau) (p. 4232). - Article 5 (Gage financier) (p. 4233).
- Question d'actualité au Gouvernement sur le prélèvement des agences de l'eau - (9 novembre 2017) (p. 4662, 4663).
- Question orale sans débat sur la nécessité de faire évoluer la protection du loup - (21 novembre 2017) (p. 5388, 5389).
- Question orale sans débat sur l'élevage industriel et le développement durable - (21 novembre 2017) (p. 5390).
- Question orale sans débat sur l'impact du projet Europacity - (21 novembre 2017) (p. 5391).
- Question orale sans débat sur la qualité des infrastructures de transport dans l'Aisne - (21 novembre 2017) (p. 5392).
- Question orale sans débat sur le grand contournement autoroutier de Bordeaux - (21 novembre 2017) (p. 5393).
- Question orale sans débat sur les inquiétudes relatives au calendrier et au tracé du Grand Paris Express - (21 novembre 2017) (p. 5394, 5395).
- Question orale sans débat sur l'avenir de la ligne nouvelle Paris-Normandie - (21 novembre 2017) (p. 5395, 5396).
- Question orale sans débat sur le transfert du site de l'École nationale supérieure maritime de Saint-Malo - (21 novembre 2017) (p. 5396, 5397).
- Question orale sans débat sur le traitement du « nœud » ferroviaire de la gare de Marseille Saint-Charles - (5 décembre 2017) (p. 7175).
- Question orale sans débat sur la ligne ferroviaire Carcassonne-Quillan - (5 décembre 2017) (p. 7176).
- Question orale sans débat sur la diminution des budgets des agences de l'eau - (5 décembre 2017) (p. 7177).
- Débat sur la COP23 - (13 décembre 2017) (p. 9597, 9598). (p. 9599). (p. 9599, 9600). (p. 9600). (p. 9600, 9601). (p. 9601). (p. 9602). (p. 9602). (p. 9603). (p. 9603, 9604). (p. 9604). (p. 9605). (p. 9605). (p. 9606). (p. 9606, 9607). (p. 9607). (p. 9608). (p. 9608, 9609). (p. 9609). (p. 9610). (p. 9610, 9611).

POMPILI (Barbara)
secrétaire d'État auprès de la ministre de
l'environnement, de l'énergie et de la
mer, chargée des relations
internationales sur le climat, chargée de
la biodiversité
(jusqu'au 18 mai 2017)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Question d'actualité au Gouvernement sur la politique énergétique et le droit à l'énergie - (17 janvier 2017) (p. 267).
- Question d'actualité au Gouvernement sur les conséquences du froid sur la production d'électricité - (17 janvier 2017) (p. 269, 270).
- Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1019 du 27 juillet 2016 relative à l'autoconsommation d'électricité et n° 2016-1059 du 3 août 2016 relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables [n° 286 (2016-2017)] - (24 janvier 2017) - Discussion générale (p. 757, 759). (p. 767). - Article 1er bis AC (nouveau) (art. L. 311-10-1 du code de l'énergie - Importance du prix dans les critères de notation des projets examinés dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence) (p. 768). (p. 768). - Article 1er bis AD (nouveau) (art. L. 314-19 du code de l'énergie - Rappel du caractère transitoire du bénéfice du complément de rémunération) (p. 769). - Article 1er bis A (art. 266 quinquies C du code des douanes - Exonération de contribution au service public de l'électricité pour les producteurs d'électricité de taille modeste qui la consomment en tout ou partie) (p. 770). (p. 770). - Article 1er bis (Texte non modifié par la commission) (art. L. 315-1 du code de l'énergie - Consommation de l'électricité produite dans le cadre d'une opération d'autoconsommation soit instantanément, soit après une période de stockage) (p. 770). - Article 1er ter (art. L. 315-2 du code de l'énergie - Proximité des points de soutirage et d'injection dans le cadre d'une opération d'autoconsommation) (p. 771). - Article 2 (art. L. 121-24, L. 314-14 et L. 314-20 du code de l'énergie - Interdiction de la valorisation des garanties d'origine de la production d'électricité renouvelable bénéficiant d'un soutien public) (p. 772). (p. 773). (p. 773, 774). - Article 3 (art. L. 341-2 et L. 342-12 du code de l'énergie - Prise en charge par la collectivité d'une partie des coûts de raccordement des installations de production d'électricité renouvelable) (p. 775). (p. 776). (p. 777). (p. 778). (p. 778). - Articles additionnels après l'article 3 (p. 779). (p. 781). (p. 782, 783). (p. 785). - Article 4 (art. L. 421-9-1 [nouveau], L. 432-13 et L. 452-1 du code de l'énergie et articles L. 554-10 et L. 554-11 [nouveaux] du code de l'environnement - Coordination par les gestionnaires des réseaux de distribution de gaz des opérations liées à la modification de la nature du gaz acheminé) (p. 786). (p. 786, 787). (p. 787). - Article 4 ter (supprimé) (art. L. 341-4 et L. 453-7 du code de l'énergie - Renvoi à un décret pour définir les données mises à disposition des consommateurs dans le cadre du déploiement des compteurs communicants) (p. 788). - Article 4 quater (art. L. 315-1 du code de l'énergie - Prise en charge par la collectivité d'une partie des coûts de raccordement des installations de production de gaz

renouvelable) (p. 788). - **Article additionnel après l'article 4 quater** (p. 789).

- **Question orale sans débat sur le maintien d'une liaison ferroviaire directe entre Paris et Malesherbes dans le Loiret** - (21 février 2017) (p. 1649, 1650).

- **Question orale sans débat sur la sécurisation de la route nationale 248 à hauteur de la commune de Frontenay-Rohan-Rohan** - (21 février 2017) (p. 1650, 1651).

- **Question orale sans débat sur le maintien des engagements pour la ligne ferroviaire Carcassonne-Quillan** - (21 février 2017) (p. 1651, 1652).

- **Question orale sans débat sur la demande de révision des dispositions de la convention de Berne sur les loups** - (21 février 2017) (p. 1652, 1653).

- **Question orale sans débat sur les concessions hydroélectriques des vallées du Lot et de la Truyère** - (21 février 2017) (p. 1653, 1654).

- **Question orale sans débat sur la réfection des locaux du commissariat d'Épernay** - (21 février 2017) (p. 1654, 1655).

- **Débat sur le thème « Économie circulaire : un gisement de matières premières et d'emploi »** - (21 février 2017) (p. 1686, 1690).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à renforcer la lutte contre l'exposition aux perturbateurs endocriniens [n° 236 (2016-2017)]** - (22 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1732, 1734).

PONIATOWSKI (Ladislas)
sénateur (Eure)
LR

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 3 octobre 2017.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à l'autoconsommation d'électricité et aux énergies renouvelables (26 janvier 2017).

Membre titulaire de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne le 8 novembre 2017.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 269 (2016-2017)] ratifiant les ordonnances n° 2016-1019 du 27 juillet 2016 relative à l'autoconsommation d'électricité et n° 2016-1059 du 3 août 2016 relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables [n° 285 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Énergie**.

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1019 du 27 juillet 2016 relative à l'autoconsommation d'électricité et n° 2016-1059 du 3 août 2016 relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables [n° 360 (2016-2017)] (1er février 2017) - **Énergie**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 429 (2016-2017)] au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur les énergies renouvelables et les mécanismes de capacité [n° 435 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Énergie**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Action extérieure de l'État : Action de la France en Europe et dans le monde [n° 110 tome 1 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale et aux réunions des commissions départementales d'aménagement commercial [n° 167 (2017-2018)] (13 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 181 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1019 du 27 juillet 2016 relative à l'autoconsommation d'électricité et n° 2016-1059 du 3 août 2016 relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 24 janvier 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi ratifiant deux ordonnances relatives à l'autoconsommation d'électricité et aux énergies renouvelables - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des affaires économiques*) : Suivi quinquennal de l'application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Paquet « Énergie » de la commission européenne - Audition de M. Laurent Michel, directeur général de l'énergie et du climat.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à l'autoconsommation d'électricité et relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables.

Réunion du mardi 7 février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et au développement du biocontrôle - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-François Carencu, candidat proposé aux fonctions de président du collège de la commission de régulation de l'énergie.

Situation de l'entreprise Alstom - Audition de M. Henri Poupard-Lafarge, président-directeur général d'Alstom.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition conjointe de représentants des industries des métiers d'art et du luxe : MM. Pascal Morand, président exécutif de la Fédération française de la couture, du prêt-à-porter des couturiers et des créateurs de mode, Pascal Rousseau, secrétaire général de Richemont Holding France, Francis Chauveau, directeur industriel de Puiforcat, Mme Bernadette Pinet-Cuoq, présidente déléguée de l'Union française de la bijouterie, joaillerie, orfèvrerie, des pierres et des perles, et M. Jean Cassegrain, directeur général de Longchamp.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de résolution sur les énergies renouvelables et les mécanismes de capacité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 avril 2017 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Audition de MM. Hubert Carré, directeur général du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins (CNPMEM), Thierry Missonnier, directeur du fonds régional d'organisation du marché du poisson « FROM Nord » et du pôle Aquimer, et Mme Émilie Gélard, juriste au CNPMEM, également en charge des relations publiques et de la communication.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de MM. Hubert Carré, directeur général du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins (CNPMEM), de Thierry Missonnier, directeur du fonds régional d'organisation du marché du poisson « FROM Nord » et du pôle Aquimer, et Mme Émilie Gélard, juriste au CNPMEM, également en charge des relations publiques et de la communication.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Impact économique et juridique de la normalisation volontaire - Présentation du rapport d'information.

Proposition de résolution européenne sur le paquet « Énergie » - Communication.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Avenir de la politique agricole commune (PAC) : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique du groupe de suivi conjoint avec la commission des affaires économiques.

(*commission des affaires économiques*) : Groupe de suivi sur la mise en œuvre de la réforme de la politique agricole commune - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Louis Gautier, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale.

Réunion du mardi 17 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Arnaud Danjean, président du comité de rédaction de la revue stratégique de défense et de sécurité nationale.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Joël Barre, délégué général pour l'armement.

Situation internationale - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition du général Richard Lizurey, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Programme 129 « Coordination du travail gouvernemental » - Examen du rapport pour avis.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition du général François Lecointre, chef d'état-major des armées.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 105 « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Défense » - Programme 178 « Préparation et emploi des forces » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Défense » - Programme 212 « Soutien de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Avances à l'audiovisuel public » - Programmes 844 « France Médias Monde » et 847 « TV5 Monde » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Défense » - Examen de la position de la commission.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « L'après Daesh en Syrie et en Irak » - Audition de M. Fabrice

Balanche, maître de conférences à l'université Lyon II, chercheur invité à l'université de Stanford.

Crise du Qatar - Audition de M. Bertrand Besancenot, ministre plénipotentiaire hors classe, conseiller diplomatique du Gouvernement.

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition conjointe sur le continuum sécurité et développement au Sahel : MM. Yvan Guichaoua, enseignant-chercheur à la Brussels School of International Studies, et Sébastien Mosneron Dupin, directeur général d'Expertise France.

Situation de Jérusalem et processus de paix au Proche-Orient - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1019 du 27 juillet 2016 relative à l'autoconsommation d'électricité et n° 2016-1059 du 3 août 2016 relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables [n° 286 (2016-2017)]** - (24 janvier 2017) - rapporteur de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 759, 760). - **Article 1er bis AC (nouveau)** (art. L. 311-10-1 du code de l'énergie - *Importance du prix dans les critères de notation des projets examinés dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence*) (p. 768). (p. 768). - **Article 1er bis AD (nouveau)** (art. L. 314-19 du code de l'énergie - *Rappel du caractère transitoire du bénéfice du complément de rémunération*) (p. 769). - **Article 1er bis A** (art. 266 quinquies C du code des douanes - *Exonération de contribution au service public de l'électricité pour les producteurs d'électricité de taille modeste qui la consomment en tout ou partie*) (p. 770). - **Article 1er bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 315-1 du code de l'énergie - *Consommation de l'électricité produite dans le cadre d'une opération d'autoconsommation soit instantanément, soit après une période de stockage*) (p. 770). - **Article 1er ter** (art. L. 315-2 du code de l'énergie - *Proximité des points de soutirage et d'injection dans le cadre d'une opération d'autoconsommation*) (p. 771). - **Article 2** (art. L. 121-24, L. 314-14 et L. 314-20 du code de l'énergie - *Interdiction de la valorisation des garanties d'origine de la production d'électricité renouvelable bénéficiant d'un soutien public*) (p. 773). (p. 773). (p. 774). - **Article 3** (art. L. 341-2 et L. 342-12 du code de l'énergie - *Prise en charge par la collectivité d'une partie des coûts de raccordement des installations de production d'électricité renouvelable*) (p. 776). (p. 777). (p. 778). (p. 778). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 779). (p. 780, 781). (p. 782). - **Article 4** (art. L. 421-9-1 [nouveau], L. 432-13 et L. 452-1 du code de l'énergie et articles L. 554-10 et L. 554-11 [nouveaux] du code de l'environnement - *Coordination par les gestionnaires des réseaux de distribution de gaz des opérations liées à la modification de la nature du gaz acheminé*) (p. 786). (p. 787). (p. 787). - **Article 4 ter (supprimé)** (art. L. 341-4 et L. 453-7 du code de l'énergie - *Renvoi à un décret pour définir les données mises à disposition des consommateurs dans le cadre du déploiement des compteurs communicants*) (p. 788). - **Article 4 quater** (art. L. 315-1 du code de l'énergie - *Prise en charge par la collectivité d'une partie des coûts de raccordement des installations de production de gaz renouvelable*) (p. 788). - **Article additionnel après l'article 4 quater** (p. 789).

- **Commission mixte paritaire [n° 361 (2016-2017)]** - (15 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1526, 1527).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement [n° 9 (2017-2018)]** - (10 octobre 2017) - **Article 2** (*Mise en cohérence du vocabulaire de plusieurs codes*) (p. 3683, 3684).

- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement [n° 43 (2017-2018)]** - (7 novembre 2017) - **Article 1er** (art. L. 111-1, art. L. 111-4 à L. 111-9 [nouveaux] du code minier - *Arrêt progressif de la recherche et de l'exploitation des hydrocarbures*) (p. 4380). (p. 4381).

- **Débat sur le thème « Quelles énergies pour demain ? »** - (22 novembre 2017) (p. 7650). (p. 7661). (p. 7663).

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la taxe sur les dividendes et la taxe foncière** - (23 novembre 2017) (p. 6330).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) - **Article 59** (art. L. 2334-42 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Dotations de soutien à l'investissement local*) (p. 6817). - **Article 59 bis (nouveau)** (art. L. 2334-37 du code général des collectivités territoriales - *Modalités d'examen par la commission ad hoc des demandes de subvention au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux, DETR*) (p. 6822). - **Article additionnel après l'article 59 bis** (*Participation minimale des collectivités territoriales maître d'ouvrage au financement d'un projet*) (p. 6831).

Écologie, développement et mobilité durables

- (1er décembre 2017) - **Article 54** (art. L. 213-9-2 du code de l'environnement et art. 124 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 - *Création d'une contribution des agences de l'eau au bénéfice d'opérateurs de l'environnement*) (p. 7020). (p. 7021). - **Article 54 bis (nouveau)** (art. 1519 C du code général des impôts - *Affectation de 10 % des ressources du fonds national de compensation de l'énergie en mer, issues de la taxe sur les éoliennes maritimes, à l'Agence française pour la biodiversité*) (p. 7023).

Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (1er décembre 2017) - **État D** (p. 7028, 7029).

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (4 décembre 2017) - **Articles additionnels avant l'article 66** (p. 7080).

Culture

- (4 décembre 2017) (p. 7090).

Action extérieure de l'État

- (4 décembre 2017) (p. 7130, 7131).

PORTELLI (Hugues)
sénateur (Val-d'Oise)
LR

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » jusqu'au 12 juin 2017.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la collectivité de Corse (8 février 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale (8 février 2017).

Membre titulaire de la commission supérieure de codification (ancienne commission supérieure de codification et de simplification des textes législatifs et réglementaires).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 264 (2016-2017)] ratifiant les ordonnances n° 2016-1561 du 21 novembre 2016 complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la collectivité de Corse, n° 2016-1562 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures institutionnelles relatives à la collectivité de Corse et n° 2016-1563 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures électorales applicables en Corse [n° 311 (2016-2017)] (18 janvier 2017) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1561 du 21 novembre 2016 complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la collectivité de Corse, n° 2016-1562 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures institutionnelles relatives à la collectivité de Corse et n° 2016-1563 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures électorales applicables en Corse [n° 401 (2016-2017)] (13 février 2017) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 426 (2016-2017)] ratifiant les ordonnances n° 2016-1561 du 21 novembre 2016 complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la collectivité de Corse, n° 2016-1562 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures institutionnelles relatives à la collectivité de Corse et n° 2016-1563 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures électorales applicables en Corse [n° 427 (2016-2017)] (16 février 2017) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de ratification de trois ordonnances relatives à la collectivité de Corse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de ratification de trois ordonnances relatives à la collectivité de Corse - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 13 février 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi ratifiant trois ordonnances relatives à la collectivité de Corse.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à assurer la sincérité et la fiabilité des comptes des collectivités territoriales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 16 février 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de ratification de trois ordonnances relatives à la collectivité de Corse (nouvelle lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 27 juin 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi organique et projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mardi 4 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 11 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1561 du 21 novembre 2016 complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la collectivité de Corse, n° 2016-1562 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures institutionnelles relatives à la collectivité de Corse et n° 2016-1563 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures électorales applicables en Corse [n° 312 (2016-2017)]** - (26 janvier 2017) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 991, 992).

- **Nouvelle lecture [n° 428 (2016-2017)]** - (16 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1613). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1619).

NOMINATIONS

POYART (Alain)
sénateur (Nord)
NI, puis LR

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale du 22 juin 2017 au 1er octobre 2017.

Devenu sénateur le 15 juin 2017 (en remplacement de Mme Béatrice Descamps, démissionnaire).

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

POZZO di BORGIO (Yves)
sénateur (Paris)
UDI-UC, puis UC

Non réélu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 1er octobre 2017.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Membre suppléant de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne jusqu'au 12 juin 2017.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 271 (2016-2017)] autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République italienne signé le 24 février 2015 pour l'engagement des travaux définitifs de la section transfrontalière de la nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin [n° 329 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Union européenne-Russie : une confiance à reconstruire [n° 572 (2016-2017)] (6 juin 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à renforcer et rendre plus effectives les sanctions en cas d'installations illégales en réunion sur un terrain public ou privé [n° 680 (2016-2017)] (25 juillet 2017) - **Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant la ratification du protocole au traité de l'Atlantique Nord sur l'accession du Monténégro - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de Mme Nicole Fontaine, ancienne présidente du Parlement européen, MM. Jean-Luc Sauron, professeur associé, université Paris-Dauphine, et François Lafond, de l'Institut Jean Lecanuet.

Audition de S.E. Lord Edward Llewellyn, ambassadeur du Royaume-Uni en France.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Charles Fries, ambassadeur de France en Turquie.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République italienne signé le 24 février 2015 pour l'engagement des travaux définitifs de la section transfrontalière de la nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 26 janvier 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Suivi des résolutions européennes : Audition de M. Harlem Désir, secrétaire d'État aux affaires européennes.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de MM. Mario Monti, président du groupe de haut niveau sur les ressources propres, et Alain Lamassoure, membre du groupe de haut niveau, député européen, en commun avec la commission des finances.

(*commission des finances*) : Audition de MM. Mario Monti, président du groupe de haut niveau sur les ressources propres, et Alain Lamassoure, membre du groupe de haut niveau, député européen.

Réunion du jeudi 2 février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Programme de travail 2017 de la commission européenne - Rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. le docteur Ismail Hakki Musa, ambassadeur de Turquie en France.

Projet de loi autorisant la ratification du protocole additionnel à la convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 14 février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-Pierre Bayle, candidat proposé par le président de la République pour occuper les fonctions de président de la commission du secret de la défense nationale.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) :

L'Europe de la subsidiarité : communication de MM. Yves Pozzo di Borgo et Simon Sutour.

Point d'étape sur le Brexit : communication de Mmes Joëlle Garriaud-Maylam, Fabienne Keller et M. Éric Bocquet.

Pour une Union européenne proche et lisible : communication de MM. Christian Cambon et Simon Sutour.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Pierre Sellal, ambassadeur, représentant permanent auprès de l'Union européenne, conjointe avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale et les membres français du Parlement européen.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Auditions sur la Russie : M. Arnaud Dubien, directeur de l'Observatoire franco-russe, Mme Isabelle Facon, maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique, pôle Russie-Eurasie et M. Igor Delanoë, directeur adjoint de l'Observatoire franco-russe.

Proposition de résolution exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale - Présentation.

Réunion du jeudi 23 février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Réglementation prudentielle en matière bancaire : avis politique de Mme Fabienne Keller et M. Richard Yung.

Éducation - Erasmus des apprentis : avis politique de Mmes Colette Mélot et Patricia Schillinger.

Réunion du mardi 9 mai 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Orientations pour les négociations de sortie du Royaume-Uni : communication de M. Jean Bizet.

Réunion du mardi 6 juin 2017 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Relations entre l'Union européenne et la Russie : rapport d'information de MM. Yves Pozzo di Borgo et Simon Sutour.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation

internationale - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du jeudi 29 juin 2017 (*commission des affaires européennes*) : Questions diverses.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République italienne signé le 24 février 2015 pour l'engagement des travaux définitifs de la section transfrontalière de la nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin [n° 330 (2016-2017)]** - (26 janvier 2017) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 958, 959).

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain - Nouvelle lecture [n° 315 (2016-2017)]** - (7 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1279, 1281). - **Question préalable** (p. 1289).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (12 juillet 2017) - **Article 9** (art. L. 52-7-1 [nouveau], L. 52-8, L. 52-10, L. 52-12, L. 113-1, L. 388, L. 392, L. 393, L. 558-37, L. 558-46 et L. 562 du code électoral et art. 15 de la loi n° 2016-1048 du 1er août 2016 rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales - Encadrement des prêts consentis à des candidats, information de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques et sanctions pénales en cas de violation des règles relatives aux campagnes électorales) (p. 2126). - **Article 9 bis (nouveau)** (art. L. 52-6 et L. 52-6-1 [nouveau] du code électoral - Facilitation de l'ouverture et du fonctionnement du compte bancaire ou postal pour une campagne électorale) (p. 2131, 2132).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'impact des nouvelles sanctions américaines contre la Russie** - (1er août 2017) (p. 3505, 3506).

PRÉVILLE (Angèle)
sénatrice (Lot)
SOCR

Élue le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 4 octobre 2017.

Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques le 18 octobre 2017.

Membre titulaire du comité de massif du Massif central le 18 décembre 2017.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Mounir Mahjoubi, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé du numérique.

(*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Constitution du bureau.

Validation du programme de travail.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du jeudi 30 novembre 2017 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition de M. Pierre-Franck Chevet, président de l'Autorité de

sûreté nucléaire (ASN) sur l'état de la sûreté nucléaire et de la radioprotection en France et sur l'activité de l'Autorité en 2016.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement à Bruxelles sur le thème du glyphosate - Communication.

Déplacement à la COP23 - Communication.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le harcèlement** - (17 octobre 2017) (p. 3824).

- **Débat sur l'aménagement du territoire : plus que jamais une nécessité** - (25 octobre 2017) (p. 4187, 4188). (p. 4188).

- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement [n° 43 (2017-2018)]** - (7 novembre 2017) - **Article 2** (*Application de l'article 1er aux demandes de titres nouvelles ou en cours d'instruction*) (p. 4392).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 [n° 57 (2017-2018)]** - (9 novembre 2017) - **Article 8 bis (nouveau)** (*Encadrement de l'évolution des effectifs de l'État et de ses opérateurs*) (p. 4715).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables

- (1er décembre 2017) - en remplacement de Mme Nicole Bonnefoy, rapporteur pour avis de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, pour les transports aériens (p. 6999). - **Article 54** (*art. L. 213-9-2 du code de l'environnement et art. 124 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 - Création d'une contribution des agences de l'eau au bénéfice d'opérateurs de l'environnement*) (p. 7020, 7021).

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (7 décembre 2017) - **État B** (p. 7418, 7419).

Recherche et enseignement supérieur

- (7 décembre 2017) - **État B** (p. 7499, 7500). (p. 7500).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 600 (2016-2017)]** - (13 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 9564, 9565).

- **Débat sur la COP23** - (13 décembre 2017) (p. 9601, 9602).

- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Nouvelle lecture [n° 124 (2017-2018)]** - (18 décembre 2017) - **Question préalable** (p. 10308).

PRIMAS (Sophie)
sénateur (Yvelines)
LR

Réélue le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Présidente de la commission des affaires économiques à partir du 5 octobre 2017 ; membre de la commission jusqu'au 4 octobre 2017.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale aux entreprises jusqu'au 17 octobre 2017.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » jusqu'au 12 juin 2017.

Vice-présidente de la commission d'enquête sur la réalité des mesures de compensation des atteintes à la biodiversité engagées sur des grands projets d'infrastructures, intégrant les mesures d'anticipation, les études préalables, les conditions de réalisation et leur suivi jusqu'au 12 juin 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-301 du 14 mars 2016 relative à la partie législative du code de la consommation et n° 2016-351 du 25 mars 2016 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation (12 janvier 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à l'autoconsommation d'électricité et aux énergies renouvelables (26 janvier 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et développement du biocontrôle (9 février 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement (15 novembre 2017).

Membre titulaire du comité consultatif de gouvernance jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre titulaire du comité consultatif du conseil d'administration de l'établissement public de Paris-Saclay jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre titulaire de la Commission nationale consultative des gens du voyage jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

Membre de la mission d'information sur Alstom et la stratégie industrielle du pays le 22 novembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer la légitimité démocratique des conseillers communautaires [n° 282 (2016-2017)] (10 janvier 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture**.

Proposition de loi sur la majoration des pensions aux veuves des très grands invalides de guerre dont l'indice de pension était supérieur à 2 000 points à la date du décès [n° 626 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à interdire la mention du nom et de la photo de personnes autres que les candidats et suppléants sur les documents de propagande électorale [n° 687 (2016-2017)] (26 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 717 (2016-2017)] (13 septembre 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 181 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1019 du 27 juillet 2016 relative à l'autoconsommation d'électricité et n° 2016-1059 du 3 août 2016 relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 janvier 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de MM. Jean-Pierre Poly, directeur général de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS), Guillaume Rousset, directeur de la recherche et de l'expertise de l'ONCFS, Jean-Michel Zammit, directeur du contrôle des usages et de l'action territoriale, et Mme Véronique de Crespin de Billy, chef de projet appui technique, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA).

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de M. François Poupard, directeur général de la direction générale des infrastructures, des transports et de la mer (DGITM) du ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer.

Audition de MM. Patrick Jeantet, président-directeur général, Bernard Torrin, directeur de l'environnement et du développement durable de SNCF Réseau et Mme Corinne Roecklin.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Propositions de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires et relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et au développement du biocontrôle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 7 février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et au développement du biocontrôle - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition conjointe de représentants des industries des métiers d'art et du luxe : MM. Pascal Morand, président exécutif de la Fédération française de la couture, du prêt-à-porter des couturiers et des créateurs de mode, Pascal Rousseau, secrétaire général de Richemont Holding France, Francis Chauveau, directeur industriel de Puiforcat, Mme Bernadette Pinet-Cuoq, présidente déléguée de l'Union française de la bijouterie, joaillerie, orfèvrerie, des pierres et des perles, et M. Jean Cassegrain, directeur général de Longchamp.

Réunion du jeudi 23 février 2017 (*délégation aux entreprises*) : Examen du rapport d'information de MM. Claude Nougéin et Michel Vaspard relatif à la transmission et à la reprise d'entreprises.

Réunion du mardi 25 avril 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Suite de l'examen du projet de rapport.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Évaluation de l'application de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Avenir de la politique agricole commune (PAC) : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique du groupe de suivi conjoint avec la commission des affaires économiques.

(*commission des affaires économiques*) : Groupe de suivi sur la mise en œuvre de la réforme de la politique agricole commune - Examen du rapport.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 27 septembre 2017 (*délégation aux entreprises*) : Communication de Mme Anne-Catherine Loisier relative au projet de loi n° 578 ratifiant l'ordonnance n° 2016-

131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations.

Compte rendu par M. Antoine Karam du déplacement en Guyane du 18 au 21 septembre.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Constitution du bureau.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Henri Poupart-Lafarge, président-directeur général d'Alstom.

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Audition de M. Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

(*commission des affaires économiques*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Questions diverses.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Examen des amendements déposés sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Grivel, directeur général de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU).

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Questions diverses.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - États généraux de l'alimentation - Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Projet de loi de finances pour 2018 - Compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » (articles 52, 52 bis, 52 ter, 52 quater et 52 quinquies rattachés) - Crédits « Logement » - Examen du rapport pour avis.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*mission commune d'information sur Alstom*) : Constitution.

(*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » (articles 52, 52 bis, 52 ter, 52 quater et 52 quinquies rattachés) - Crédits « Logement » - Examen des amendements du rapporteur.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » et article 52 sexies rattaché - Crédits « Politique de la ville » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Énergie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Rémi de Verdilhac, directeur Michelin France, accompagné de M. Thierry Martin-Lassagne, directeur France des affaires publiques de Michelin.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Organismes extraparlamentaires - Désignations.

Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission, en nouvelle lecture.

Projet de loi relatif à l'organisation des Jeux olympiques et paralympiques 2024 - Demande de saisine et nomination d'un rapporteur pour avis.

Questions diverses.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur les conséquences du classement des bois « Dalberga » parmi les espèces menacées** - (24 janvier 2017) (p. 735, 736). (p. 736).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le retour des djihadistes en France** - (26 janvier 2017) (p. 987). (p. 988).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (27 juillet 2017) - **Article 3** (*Aménagement des règles du licenciement et de certaines formes particulières de travail*) (p. 3171). (p. 3173). (p. 3176, 3177). (p. 3188). (p. 3189). (p. 3189). (p. 3190). (p. 3191). (p. 3191). - **Article 4** (**Texte non modifié par la commission**) (*Développement de la négociation collective et sécurisation des accords de branche*) (p. 3201).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le transfert de la gestion du PACS aux communes** - (26 octobre 2017) (p. 4201).

- **Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 45 (2017-2018)]** - (31 octobre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4295).

- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non**

conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement [n° 43 (2017-2018)] - (7 novembre 2017) - présidente de la commission des affaires économiques - **Article 1er A (supprimé)** (ordonnance n° 2011-91 du 20 janvier 2011 portant codification de la partie législative du code minier - Ratification de l'ordonnance portant codification de la partie législative du code minier) (p. 4366, 4367). - **Article 1er** (art. L. 111-1, art. L. 111-4 à L. 111-9 [nouveaux] du code minier - Arrêt progressif de la recherche et de l'exploitation des hydrocarbures) (p. 4370). - **Rappel au règlement** (p. 4387). - **Article 2** (Application de l'article 1er aux demandes de titres nouvelles ou en cours d'instruction) (p. 4390).

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2017) - **Article 6 bis** (art. L. 651-2 et L. 651-3 [nouveaux] du code de l'énergie - Distribution suffisante de carburants compatibles avec tous les véhicules et engins roulants) (p. 4449). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4460, 4461).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'impact de la réforme du logement sur les collectivités** - (23 novembre 2017) (p. 6322). (p. 6323).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]** - (23 novembre 2017) - **Article liminaire** (Prévisions de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques de l'année 2018, prévisions d'exécution 2017 et exécution 2016) (p. 6346). (p. 6349).

Première partie :

- (24 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 6387). - **Article additionnel après l'article 2 quater** (Exploitation d'installations photovoltaïques) (p. 6391). - **Article 3** (Art. 1407 bis, 1413 bis, 1414, 1414 A, 1414 B, 1414 C (nouveau), 1417, 1605 bis et 1641 du code général des impôts, et L. 173 du livre des procédures fiscales - Dégrèvement de la taxe d'habitation sur la résidence principale) (p. 6397).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2017) - **Article 9 quater (nouveau)** (art. 266 quindecies du code des douanes - Élargissement de l'assiette de la TGAP aux biocarburants remplaçant le gazole) (p. 6501). (p. 6503). - **Article 10 quater (nouveau)** (art. 210 F et 1764 du code général des impôts, 10 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 - Prorogation et modification des conditions d'application du taux réduit d'impôt sur les sociétés pour les plus-values de cessions de locaux professionnels transformés en logements) (p. 6527). (p. 6527).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 6637). (p. 6644). (p. 6647). - **Article 16** (art. L. 1613-1, art. L. 2335-3, art. L. 3334-17 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B, art. 1586 B et art. 1648 A du code général des impôts, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 49 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 6 de la loi n° 87-1317 de finances pour 1987 du 30 décembre 1986, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 2, art. 77 et art. 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 de finances pour 2011, art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Fixation pour 2018 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL) (p. 6657).

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie du projet de loi** (p. 6769).

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables

- (1er décembre 2017) (p. 6999).

Cohésion des territoires

- (6 décembre 2017) (p. 7309). - **Article 52 (priorité)** (art. L. 351-2, L. 351-3, L. 411-8-1, L. 441-3, L. 441-11, L. 442-2-1 [nouveau] et L. 481-2 du code de la construction, art. L. 542-2 et L. 831-1 du code de la sécurité sociale - Réforme des aides au logement et de la politique des loyers dans le parc social) (p. 7332).

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Crédits non répartis - Action et transformation publiques - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État - Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions

- (6 décembre 2017) - **Rappel au règlement** (p. 7369).

Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : Participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Investissements d'avenir - Remboursements et dégrèvements

- (6 décembre 2017) (p. 7373).

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (7 décembre 2017) (p. 7405, 7406).

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (7 décembre 2017) - **État B** (p. 7443). - **Article additionnel après l'article 54 quinquies** (Habilitation des organisations professionnelles à conclure un accord pour mener des actions de communication et promotion en faveur de l'artisanat et des entreprises artisanales) (p. 7451).

Recherche et enseignement supérieur

- (7 décembre 2017) (p. 7479). (p. 7488).

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7840).

- **Proposition de résolution visant à pérenniser et adapter la procédure de législation en commission [n° 135 (2017-2018)]** - (14 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 9620). (p. 9624, 9625). - **Article unique** (p. 9633).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la gestion des dotations budgétaires versées aux collectivités territoriales** - (14 décembre 2017) (p. 9644).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 155 (2017-2018)]** - (15 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 9820). - **Articles additionnels après l'article 23 septies** (p. 9830). - **Articles additionnels après l'article 28 septies** (p. 9859). - **Articles additionnels après l'article 32 bis** (p. 9876). (p. 9877).

- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Nouvelle lecture [n° 124 (2017-2018)]** - (18 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10299). (p. 10300). - **Question préalable** (p. 10306). (p. 10307, 10308).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la conférence de consensus sur le logement** - (19 décembre 2017) (p. 10410).

PRINCE (Jean-Paul)
sénateur (Loir-et-Cher)
UC

Devenu sénateur le 3 novembre 2017 (en remplacement de Mme Jacqueline Gourault, membre du Gouvernement).

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 7 novembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'amélioration du fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre [n° 151 (2017-2018)] (8 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

PRIOU (Christophe)
sénateur (Loire-Atlantique)
LR

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 4 octobre 2017.

Membre titulaire de la Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier le 7 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi élargissant les modalités d'intervention de l'action extérieure des collectivités territoriales en matière d'eau, d'assainissement, d'électricité, de gaz et de déchets ménagers [n° 714 (2016-2017)] (11 septembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Biodiversité - transition énergétique » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Crédits « Recherche en matière de développement durable » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème « Quelles énergies pour demain ? »** - (22 novembre 2017) (p. 7657).

Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 717 (2016-2017)] (13 septembre 2017) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi visant à instaurer un Pass permis citoyen [n° 38 (2017-2018)] (19 octobre 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées sous tutelle ou sous curatelle [n° 95 (2017-2018)] (16 novembre 2017) - **Famille.**

Proposition de loi relative à l'amélioration du fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre [n° 151 (2017-2018)] (8 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports aériens » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports maritimes » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur Notre-Dame-des-Landes** - (17 octobre 2017) (p. 3821, 3822). (p. 3822).

PROCACCIA (Catherine)
sénateur (Val-de-Marne)
LR

Réélue le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques à partir du 5 octobre 2017.

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 3 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017.

Vice-présidente de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, puis membre le 18 octobre 2017, puis vice-présidente le 9 novembre 2017.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat jusqu'au 8 novembre 2017.

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Établissement public de santé national de Fresnes spécifiquement destiné à l'accueil des personnes incarcérées jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre titulaire de la Commission nationale d'agrément des associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre titulaire de la commission de modernisation de la diffusion audiovisuelle le 13 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

- **Proposition de loi relative aux modalités de dépôt de candidature aux élections [n° 88 (2017-2018)]** - (22 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 7683, 7684). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7694).

- **Proposition de loi visant à réhabiliter la police de proximité [n° 133 (2017-2018)]** - (13 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 9544). (p. 9557).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 600 (2016-2017)]** - (13 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 9571, 9572).

Rapport d'information, fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Les enjeux économiques, environnementaux, sanitaires et éthiques des biotechnologies à la lumière des nouvelles pistes de recherche [n° 507 tome 1 (2016-2017)] (14 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Rapport d'information, fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Les enjeux économiques, environnementaux, sanitaires et éthiques des biotechnologies à la lumière des nouvelles pistes de recherche [n° 507 tome 2 (2016-2017)] (14 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi organique tendant à garantir l'ancrage territorial des sénateurs [n° 634 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à prolonger le délai de validité des habilitations des clercs de notaire [n° 7 (2017-2018)] (5 octobre 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à prendre en compte la situation des « Américains accidentels » concernés par le Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA) [n° 64 (2017-2018)] (6 novembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-1519 du 10 novembre 2016 portant création au sein du service public de l'emploi de l'établissement public chargé de la formation professionnelle des adultes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 mars 2017 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen du rapport présenté par MM. Christian Bataille, député, et

Christian Namy, sénateur, sur « L'évaluation du plan national de gestion des matières et déchets radioactifs (PNGMDR) ».

Présentation des conclusions relatives à l'audition ouverte à la presse du 25 octobre 2016 sur « La sûreté des équipements sous pression nucléaires », organisée à la suite de l'audition publique du 25 juin 2015, par M. Jean-Yves Le Déaut, député, rapporteur spécial.

Réunion du mardi 14 mars 2017 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Intelligence artificielle - Présentation du rapport.

Réunion du mardi 28 mars 2017 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen du projet de rapport présenté par M. Jean-Yves Le Déaut, député, et Mme Catherine Procaccia, sénateur, sur « Les enjeux économiques, environnementaux, sanitaires et éthiques des biotechnologies à la lumière des nouvelles pistes de recherche ».

Réunion du jeudi 29 juin 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Normes en matière de construction, d'équipement et d'urbanisme dans les outre-mer - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Table ronde des organisations patronales.

Réunion du jeudi 13 juillet 2017 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Echange de vues.

Nomination des trois vice-présidents députés et des trois vice-présidents sénateurs.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Situation des urgences hospitalières, en liaison avec l'organisation de la permanence des soins - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 1er août 2017 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Dominique Martin, candidat à la direction générale de l'Agence nationale de sécurité du médicament.

Réunion du mercredi 27 septembre 2017 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Réunion avec les membres du conseil scientifique de l'OPECST.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Constitution du bureau.

Examen des suites à donner à la saisine sur le glyphosate.

Validation du programme de travail.

(*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Constitution du bureau de la délégation.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 30 novembre 2017 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Communication de M. Bruno Sido, sénateur, sur sa mission en Russie du 2 au 8 avril 2017 sur le thème du changement climatique.

Réunion du jeudi 7 décembre 2017 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Echange de vues avec M. Rémi Quirion, scientifique en chef du Québec.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-1519 du 10 novembre 2016 portant création au sein du service public de l'emploi de l'établissement public chargé de la formation professionnelle des adultes [n° 357 (2016-2017)]** - (9 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1409, 1410).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (12 juillet 2017) - **Article 6** (*Modalités d'entrée en vigueur des modalités du licenciement des collaborateurs « familiaux » de parlementaires ou d'autorités territoriales*) (p. 2098). - **Article 6 bis (nouveau)** (*Accompagnement des collaborateurs parlementaires licenciés*) (p. 2108). - **Article additionnel après l'article 8** (p. 2124).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (27 juillet 2017) - **Article 3** (*Aménagement des règles du licenciement et de certaines formes particulières de travail*) (p. 3188).

- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement [n° 43 (2017-2018)]** - (7 novembre 2017) - **Article 1er A (supprimé)** (*ordonnance n° 2011-91 du 20 janvier 2011 portant codification de la partie législative du code minier - Ratification de l'ordonnance portant codification de la partie législative du code minier*) (p. 4366).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (14 novembre 2017) - **Article 7** (*art. L. 131-9, L. 136-7-1, L. 136-8, L. 162-14-1, art. L. 172-1, art. L. 241-2, art. L. 242-11, art. L. 313-1, art. L. 381-30-4, L. 382-22, art. L. 613-1 [nouveau] et art. L. 621-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. L. 731-25, art. L. 731-35 et art. L. 741-9 du code rural et de la pêche maritime - Hausse de la CSG et suppression de cotisations sociales*) (p. 4963). (p. 4966).

Quatrième partie :

- (17 novembre 2017) - **Article 44 bis (nouveau)** (*art. L. 162-1-21 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. 83 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé - Suppression de la généralisation obligatoire du tiers payant*) (p. 5320, 5321).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Première partie :

- (24 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 6388). - **Article 3 bis (nouveau)** (*art. 1414 D [nouveau] du code général des impôts - Modalités d'application du dégrèvement de taxe d'habitation aux pensionnaires des établissements d'hébergement de personnes âgées dépendantes sans but lucratif*) (p. 6410).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2017) - **Article 12 bis (nouveau)** (*Extension de la possibilité de rachat pour les*

contrats de retraite « article 83 » dont l'entreprise souscriptrice a disparu) (p. 6611). (p. 6612).

- **Question orale sans débat sur les vols et attaques aux distributeurs de billets** - (5 décembre 2017) (p. 7173, 7174). (p. 7174).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] (suite)**

Seconde partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (7 décembre 2017) (p. 7487, 7488).

Articles non rattachés

- (8 décembre 2017) - **Article 43 ter (nouveau)** (art. 88 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 - Extension du bénéfice de l'abattement de taxe sur les salaires et du crédit d'impôt de taxe sur les salaires aux groupements de coopération sanitaire et aux groupements de coopération sociale et médico-sociale) (p. 7613).

- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Nouvelle lecture [n° 124 (2017-2018)]** - (18 décembre 2017) - **Question préalable** (p. 10307).

de la PROVÔTÉ (Sonia)
sénatrice (Calvados)
UC

Devenue sénateur le 1er octobre 2017 (en remplacement de M. Jean-Léonce Dupont, démissionnaire de son mandat).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 18 octobre 2017.

Membre titulaire du Conseil supérieur des programmes le 20 décembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication) : Audition de MM. Jean-Marc Huart, directeur général de l'enseignement scolaire, et Xavier Turion, adjoint au directeur général au ministère de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication) : Rentrée universitaire - Audition de M. Gilles Roussel, président de la Conférence des présidents d'université (CPU).

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » - Audition de Mme Françoise Nyssen, ministre de la culture.

Réunion du jeudi 26 octobre 2017 (délégation aux collectivités territoriales) : Élection du président ; désignation des vice-présidents et des secrétaires ; questions diverses.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (délégation aux collectivités territoriales) : Suite à la réunion du bureau de la délégation du 9 novembre 2017, programme de travail semestriel.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis - Contrat d'objectifs et de moyens entre l'État et Campus France pour la période 2017-2020 - Communication - Examen de l'avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Culture » - Audition de Mme Françoise Nyssen, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines » et « Création et transmission des savoirs et démocratisation de la culture » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 30 novembre 2017 (délégation aux collectivités territoriales) : Groupe de travail sur la simplification des normes sportives - Réglementation applicable aux collectivités territoriales et simplification de normes réglementaires relatives à la pratique et aux équipements sportifs - Proposition de résolution de MM. Dominique de Legge, Christian Manable et Michel Savin.

Réunion du jeudi 7 décembre 2017 (délégation aux collectivités territoriales) : Audition de M. André Laignel, premier vice-président de l'Association des maires de France, sur les attentes des collectivités territoriales à l'issue du congrès des maires 2017.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication) : Plan national en faveur des nouveaux espaces protégés - Audition de M. Yves Dauge.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'avenir de l'Institut français** - (21 novembre 2017) (p. 5413). (p. 5414).
- **Débat sur la représentation des communes déléguées dans les communes nouvelles** - (22 novembre 2017) (p. 7637, 7638).
- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

PRUNAUD (Christine)
sénatrice (Côtes-d'Armor)
CRC, puis CRCE

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 4 octobre 2017.
- Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 3 octobre 2017.
- Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 18 octobre 2017.
- Membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques du 12 juillet 2017 au 17 octobre 2017.
- Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » jusqu'au 12 juin 2017.
- Membre titulaire du conseil d'administration du Centre national du livre.
- Membre de la mission d'information sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France jusqu'au 12 juin 2017.

DÉPÔTS

- Proposition de loi* visant à rendre plus équitable au sein d'un EPCI le calcul des dotations de compensation dans le contexte d'un transfert de compétence [n° 406 (2016-2017)] (15 février 2017) - **Budget**.
- Proposition de loi* pour un droit au logement effectif et pour l'interdiction des expulsions sans relogement [n° 479 (2016-2017)] (27 mars 2017) - **Logement et urbanisme**.
- Proposition de loi* visant à préciser les limites du champ de protection d'un brevet concernant une information génétique [n° 515 (2016-2017)] (20 avril 2017) - **Culture**.
- Proposition de loi constitutionnelle* visant à inscrire le droit à l'interruption volontaire de grossesse dans la Constitution [n° 545 (2016-2017)] (3 mai 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.
- Proposition de loi* visant à abroger la loi autorisant la ligne Charles-de-Gaulle Express [n° 552 (2016-2017)] (11 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.
- Proposition de loi* relative à la protection des enfants et des adolescents face aux effets de la publicité télévisuelle [n° 558 (2016-2017)] (22 mai 2017) - **Éducation**.

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (4 décembre 2017) - **État B** (p. 7078).

Culture

- (4 décembre 2017) (p. 7087, 7088).

Proposition de loi relative à la mise en place d'un moratoire sur la mise en culture des semences de colza et de tournesol tolérantes aux herbicides issues de mutagenèse [n° 564 (2016-2017)] (29 mai 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 600 (2016-2017)] (29 juin 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à renforcer le contrôle sur le commerce des armes et relative à la violation des embargos [n° 695 (2016-2017)] (31 juillet 2017) - **Défense**.

Proposition de loi visant à rétablir le délit d'entrave des directeurs d'établissements publics au fonctionnement du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) [n° 696 (2016-2017)] (31 juillet 2017) - **Fonction publique**.

Proposition de loi visant à réhabiliter la police de proximité [n° 715 (2016-2017)] (11 septembre 2017) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à renforcer la définition des agressions sexuelles et du viol commis sur des mineur.e.s de moins de 15 ans [n° 55 (2017-2018)] (30 octobre 2017) - **Famille**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Défense : Préparation et emploi des forces [n° 110 tome 6 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition de Mmes Véronique Gasté, cheffe du bureau de la santé, de l'action sociale et de la sécurité, Françoise Pêtreault, sous-directrice de la vie des établissements, et Brigitte Moltrecht, médecin conseillère technique, de la direction générale de l'enseignement scolaire (DGESCO) du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Audition des docteurs Maryse Bonnefoy, médecin au centre de PMI de Lyon, Colette Bauby, médecin au centre de PMI de Gennevilliers, et Sylvaine Gissingier, pédiatre, représentant le Syndicat national des médecins de la protection maternelle et infantile (SNMPMI).

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Laurent Stefanini, ambassadeur, délégué permanent de la France auprès de l'UNESCO, accompagné de M. Daniel Janicot, président de la Commission nationale française pour l'UNESCO.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs (deuxième lecture) - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs - Examen des amendements éventuels au texte de la commission.

Réunion du mardi 21 février 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition conjointe sur les « Dys- » : le professeur Paul Vert, professeur émérite de pédiatrie, membre de l'Académie nationale de médecine, le professeur Mario Speranza, chef du service universitaire de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent du centre hospitalier de Versailles, le professeur Franck Ramus, directeur de recherches au CNRS et professeur attaché à l'École normale supérieure, et le docteur Michel Habib, président de Résodys.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur la francophonie - Présentation du rapport d'information.

Groupe de travail sur la gouvernance du football - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe d'études sur les arts de la scène, les arts de la rue et les festivals en régions - Situation des festivals - Communication.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Laura Flessel, ministre des sports.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail « culture et handicap » - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition du général Jean-Pierre Bossier, chef d'état-major de l'armée de terre.

Situation internationale - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur le programme de travail de la délégation.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition du général François Lecointre, chef d'état-major des armées.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Édouard Durand, magistrat, et Mme Ernestine Ronai, co-présidents de la commission Violences de genre du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Défense » - Programme 178 « Préparation et emploi des forces » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Défense » - Programme 212 « Soutien de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Laurence Rossignol, ancienne

ministre des familles, de l'enfance et des droits des femmes, membre de la délégation, sur les 4e et 5e plans de mobilisation et de lutte contre toutes les violences faites aux femmes.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Avances à l'audiovisuel public » - Programmes 844 « France Médias Monde » et 847 « TV5 Monde » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Défense » - Examen de la position de la commission.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « L'après Daesh en Syrie et en Irak » - Audition de M. Fabrice Balanche, maître de conférences à l'université Lyon II, chercheur invité à l'université de Stanford.

Réunion du jeudi 7 décembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Marie Pezè, docteure en psychologie, spécialiste de psychopathologie du travail, sur les conséquences pour les victimes du harcèlement et des agressions sexuelles au travail.

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation de Jérusalem et processus de paix au Proche-Orient - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs - Deuxième lecture [n° 381 (2016-2017)]** - (15 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1543). - **Article 1er quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 212-9 du code du sport - *Élargissement des incompatibilités pour l'accès à la profession d'éducateur sportif*) (p. 1551). (p. 1552). - **Article 1er quinquies (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 332-17 du code du sport - *Possibilité pour les ligues de se porter partie civile en matière d'infractions commises lors des compétitions*) (p. 1552). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 122-10-1 [nouveau] du code du sport, art. L. 131-9 et L. 136-6 du code de la sécurité sociale - *Contrat relatif à l'exploitation commerciale de l'image, du nom ou de la voix d'un sportif ou d'un entraîneur professionnel*) (p. 1555). (p. 1556). - **Article 7 bis B (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 113-1 du code du sport - *Extension de la garantie d'emprunt par les collectivités territoriales aux projets d'infrastructures sportives*) (p. 1557). (p. 1558).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (12 juillet 2017) - **Article 8** (art. 11, 11-1, 11-2, 11-3, 11-3-1 [nouveau], 11-4, 11-5, 11-7, 11-8, 11-9, 11-10 [nouveau] et 19 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie publique, art. 10 de la loi n° 2017-286 du 6 mars 2017 tendant à renforcer les obligations comptables des partis politiques et des candidats - *Encadrement des prêts consentis à des partis et groupements politiques, modalités de certification des comptes des partis et groupement politiques, information de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques et sanctions pénales en cas de violation des règles relatives au financement de la vie politique*) (p. 2115). (p. 2115).

- **Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme [n° 630 (2016-2017)]** - (18 juillet 2017) - **Article 8** (art. L. 822-2, L. 852-2 [nouveau], L. 853-2, L. 854-9-1 [nouveau], L. 854-9-2 [nouveau], L. 854-9-3 [nouveau] et L. 871-2 du code de la sécurité intérieure ; art. L. 2371-1 [nouveau] et L. 2371-2 [nouveau] du code de la défense - *Surveillance hertzienne*) (p. 2686).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (25 juillet 2017) - **Article 9 (priorité)** (*Report d'un an de l'entrée en vigueur du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu*) (p. 2995).

- **Suite de la discussion** (26 juillet 2017) - **Article 2** (*Nouvelle organisation du dialogue social et rénovation de l'exercice des responsabilités syndicales en entreprise*) (p. 3078).

- **Débat sur la revue stratégique de défense et de sécurité nationale** - (24 octobre 2017) (p. 3970). (p. 3970, 3971). (p. 3975). (p. 3975).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les citoyens français emprisonnés à l'étranger** - (26 octobre 2017) (p. 4199). (p. 4199).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (14 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 4972).

- **Débat sur l'avenir de l'Institut français** - (21 novembre 2017) (p. 5410). (p. 5411).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Enseignement scolaire

- (29 novembre 2017) - **État B** (p. 6882).

Défense

- (30 novembre 2017) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, pour le programme « Préparation et emploi des forces » (p. 6954, 6955). (p. 6960, 6961). - **État B** (p. 6969). (p. 6969).

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (4 décembre 2017) (p. 7121, 7122).

Action extérieure de l'État

- (4 décembre 2017) (p. 7135, 7136). - **État B** (p. 7146).

PUISSAT (Frédérique)
sénateur (Isère)
LR

Élue le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 18 octobre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative à l'amélioration du fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre [n° 151 (2017-2018)] (8 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale et aux réunions des commissions départementales d'aménagement commercial [n° 167 (2017-2018)] (13 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 181 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer un égal accès de tous les citoyens aux services publics de l'État et de ses opérateurs [n° 182 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. François Touja, candidat à la présidence du conseil d'administration de l'Établissement français du sang.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de M. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration de la Caisse nationale d'allocations familiales.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Audition de Mme Geneviève Darrieussecq, secrétaire d'État auprès de la ministre des armées.

RACHLINE (David)
sénateur (Var)
NI

Démissionnaire le 30 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable jusqu'au 30 septembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi sur la majoration des pensions aux veuves des très grands invalides de guerre dont l'indice de pension était supérieur à 2 000 points à la date du décès [n° 626 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Anciens combattants**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème « Faut-il réformer le fonctionnement de la zone euro ? »** - (12 janvier 2017) (p. 222, 223).

RAFFARIN (Jean-Pierre)
sénateur (Vienne)
LR

Démissionnaire le 4 octobre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du 12 juillet 2017 au 3 octobre 2017 ; président de la commission jusqu'au 11 juillet 2017.

Membre de la délégation parlementaire au renseignement jusqu'au 11 juillet 2017.

Président du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne jusqu'au 12 juin 2017.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom du groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne : Brexit : pour une séparation ordonnée [n° 425 (2016-2017)] (15 février 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport d'information, fait au nom du groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne : Relancer l'Europe : Retrouver l'esprit de Rome - Rapport [n° 434 tome 1 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

- **Projet de loi relatif à la sécurité publique [n° 310 (2016-2017)]** - (24 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 799).

- **Proposition de loi visant à favoriser l'assainissement cadastral et la résorption du désordre de propriété [n° 352 (2016-2017)]** - (8 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1355, 1356).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 592 (2016-2017)]** - (4 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 1888, 1889).

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (5 juillet 2017) (p. 1934, 1935).

- **Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme [n° 630 (2016-2017)]** - (18 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 2633, 2634). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2669, 2670).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 645 (2016-2017)]** - (20 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 2849, 2850).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (24 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 2942, 2943).

Rapport d'information, fait au nom du groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne : Relancer l'Europe : Retrouver l'esprit de Rome - Auditions [n° 434 tome 2 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport d'information, fait au nom du groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne : Europa wieder in Schwung bringen : Den Geist aus Rom wiederfinden [n° 434 tome 3 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport d'information, fait au nom du groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne : Reviving Europe : Rediscovering the spirit of Rome [n° 434 tome 4 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport d'information, fait au nom du groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne : Actes de la « Conférence des Ambassadeurs de l'Union européenne 27 : Retrouver l'esprit de Rome » [n° 486 (2016-2017)] (29 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : 2 % du PIB : les moyens de la défense nationale [n° 562 (2016-2017)] (24 mai 2017) - **Défense**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Jean-Claude Trichet, ancien président de la Banque centrale européenne, et de Mme Pervenche Berès, députée européenne.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique étrangère américaine de l'administration Trump - Audition conjointe de Mmes Célia Belin, chercheuse au centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère des affaires étrangères et au centre Thucydide (Paris II), et Maya Kandel, chercheuse associée à l'Institut du monde anglophone de l'université Sorbonne Nouvelle (Paris III), ancienne responsable du programme États-Unis de l'Institut de recherche stratégique de l'école militaire.

Questions diverses - Complément d'information sur les missions de la commission.

Questions diverses - Proposition de résolution sur l'engagement des États-Unis aux côtés de la France et de ses alliés lors de la Première guerre mondiale.

Suivi quinquennal de l'application des lois - Communication.

71e session de l'Assemblée générale des Nations unies - Forum transatlantique - Communications.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Salman El-Herfi, ambassadeur, chef de la mission de Palestine en France.

Audition de S.E. Mme Aliza Bin-Noun, ambassadeur d'Israël en France.

Initiative française pour la paix au Proche-Orient - Audition de M. Ludovic Pouille, directeur adjoint d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient au ministère des affaires étrangères et du développement international.

Projet de loi autorisant la ratification du protocole au traité de l'Atlantique Nord sur l'accession du Monténégro - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Charles Fries, ambassadeur de France en Turquie.

Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de passation conjointe de marché en vue de l'acquisition de contre-mesures médicales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République italienne signé le 24 février 2015 pour l'engagement des travaux définitifs de la section transfrontalière de la nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Cyberinterférences dans les processus électoraux - Audition de M. Guillaume Poupard, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI).

Questions diverses.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Sécurité et migrations : communication de MM. Jean-Marie Bockel et Didier Marie.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne.

Projet de loi autorisant la ratification du protocole additionnel à la convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif aux échanges de jeunes actifs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 14 février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-Pierre Bayle, candidat proposé par le président de la République pour occuper les fonctions de président de la commission du secret de la défense nationale.

Dépouillement du vote simultanément avec la commission de la défense de l'Assemblée nationale.

Question diverse.

Vote sur la proposition de nomination par le président de la République aux fonctions de président de la commission du secret de la défense nationale.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, sur le Brexit et la refondation de l'Union européenne.

(*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, sur le Brexit et la refondation de l'Union européenne.

L'Europe de la subsidiarité : communication de MM. Yves Pozzo di Borgo et Simon Sutour.

Point d'étape sur le Brexit : communication de Mmes Joëlle Garriaud-Maylam, Fabienne Keller et M. Éric Bocquet.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition conjointe sur la Russie de M. Thomas Gomart, directeur de l'Institut français des relations internationales (IFRI) et Mme Tatiana Kastouéva-Jean, directrice du centre Russie-CEI de l'IFRI.

Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, sur le Brexit et la refondation de l'Union européenne.

Contrat d'objectifs et de moyens 2017-2019 de l'Institut français - Communication et examen du projet d'avis de la commission.

Question diverse.

Réunion du mardi 7 mars 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Débat préalable au Conseil européen des 9 et 10 mars 2017.

Réunion du mercredi 15 mars 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Conférence des ambassadeurs.

Réunion du mardi 23 mai 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « La modernisation de la dissuasion nucléaire » - Examen du rapport d'information.

Groupe de travail « Les drones dans les forces armées » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 24 mai 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Application des lois - Communication.

Groupe de travail « Vers les 2 % du PIB pour la défense » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition sur la crise diplomatique dans le Golfe.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 5 juillet 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Michel Foucher, géographe, ancien ambassadeur et ancien directeur du centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère des affaires étrangères (CAPS), titulaire de la chaire de

géopolitique appliquée au Collège d'études mondiales de Paris, sur « la route de la soie ».

Élection du président de la commission.

Questions diverses.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les relations diplomatiques avec les États-Unis** - (26 janvier 2017) (p. 981). (p. 982).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique extérieure de la France** - (23 février 2017) (p. 1815).

RAIMOND-PAVERO (Isabelle)
sénateur (Indre-et-Loire)
LR

Élue le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 4 octobre 2017.

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Agence française d'expertise technique internationale (AFETI) le 20 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la revue stratégique de défense et de sécurité nationale** - (24 octobre 2017) (p. 3976). (p. 3977).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Défense

- (30 novembre 2017) (p. 6965).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les agressions de pompiers** - (14 décembre 2017) (p. 9650, 9651). (p. 9651).

de RAINCOURT (Henri)
sénateur (Yonne)
LR-R

Démissionnaire le 30 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence française de développement.

Membre titulaire du Conseil national du développement et de la solidarité internationale.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture**.

Proposition de loi sur la majoration des pensions aux veuves des très grands invalides de guerre dont l'indice de pension était supérieur à 2 000 points à la date du décès [n° 626 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à interdire la mention du nom et de la photo de personnes autres que les candidats et suppléants sur les documents de propagande électorale [n° 687 (2016-2017)] (26 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation internationale - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Questions diverses.

RAISON (Michel)
sénateur (Haute-Saône)
LR

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à maintenir l'eau et l'assainissement dans les compétences optionnelles des communautés de communes ou des communautés d'agglomération après 2020 [n° 320 (2016-2017)] (21 janvier 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à faciliter le règlement des conséquences pécuniaires du divorce [n° 449 (2016-2017)] (2 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article premier de la Constitution pour y inscrire le principe d'égalité devant la loi sans distinction de sexe [n° 454 (2016-2017)] (8 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à réaffirmer le principe d'égalité entre femmes et hommes et à renforcer la laïcité [n° 460 (2016-2017)] (9 mars 2017) - **Famille**.

Secrétaire du Sénat à compter du 4 octobre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable jusqu'au 3 octobre 2017.

Membre de la commission des affaires européennes ; nouvelle nomination le 5 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer le 18 octobre 2017.

Membre titulaire du Conseil national du tourisme.

Membre titulaire du comité local d'information et de suivi du laboratoire souterrain de Bure.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'établissement public des produits de l'agriculture et de la mer, FranceAgriMer le 13 décembre 2017.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer le 13 décembre 2017.

Membre titulaire du comité de massif du massif des Vosges le 18 décembre 2017.

Membre de la mission d'information sur la démocratie représentative, la démocratie participative, la démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 jusqu'au 12 juin 2017.

Proposition de loi tendant à supprimer le bénéfice de l'âge en cas d'égalité des suffrages entre deux listes arrivées en tête aux élections municipales [n° 475 (2016-2017)] (22 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à sécuriser l'établissement des procurations électorales [n° 480 (2016-2017)] (28 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à garantir aux personnes en situation de handicap un accès effectif aux lieux ouverts au public [n° 554 (2016-2017)] (15 mai 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à élargir les missions des comités locaux d'information et de suivi visés à l'article L. 542-13 du code de l'environnement [n° 561 (2016-2017)] (23 mai 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi relative aux certificats de décès [n° 584 (2016-2017)] (21 juin 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture.**

Proposition de loi élargissant les modalités d'intervention de l'action extérieure des collectivités territoriales en matière d'eau, d'assainissement, d'électricité, de gaz et de déchets ménagers [n° 714 (2016-2017)] (11 septembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à renforcer le dispositif de lutte contre l'affichage électoral sauvage [n° 720 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à prolonger le délai de validité des habilitations des clercs de notaire [n° 7 (2017-2018)] (5 octobre 2017) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 30 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : L'électricité dans l'Union de l'énergie : éclairer l'avenir [n° 147 (2017-2018)] (7 décembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 octies du Règlement, portant avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2009/73/CE concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel - COM (2017) 660 final [n° 148 (2017-2018)] (7 décembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale et aux réunions des commissions départementales d'aménagement commercial [n° 167 (2017-2018)] (13 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 181 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à assurer un égal accès de tous les citoyens aux services publics de l'État et de ses opérateurs [n° 182 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition de M. Jean-François Pilliard, professeur affilié et président de la chaire « dialogue social et compétitivité des entreprises » à l'ESCP Europe, membre de la section du travail et de l'emploi au Conseil économique, social et environnemental (CESE), ancien délégué général de l'Union des industries et métiers de la métallurgie (IUMM) et ancien vice-président et président du pôle social du Mouvement des entreprises de France (MEDEF).

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement de la commission en Californie - Communication.

Réunion du jeudi 12 janvier 2017 (*commission des affaires européennes*) : Questions sociales et santé - Perturbateurs endocriniens : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Patricia Schillinger et M. Alain Vasselle.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Patrick Jeantet, président de SNCF Réseau.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Philippe Martin, candidat proposé aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur l'état des infrastructures routières et autoroutières, autour de Mme Christine Bouchet, MM. André Broto, Pierre Calvin, Pierre Chasseray et Jean-Claude Luche.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à la mise en œuvre effective du droit à l'eau potable et à l'assainissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 21 février 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances, chargée du numérique et de l'innovation.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur les pollinisateurs, autour de M. Richard Thiéry, directeur du laboratoire pour la santé des abeilles, Mme Agnès Lefranc, directrice de l'évaluation des produits réglementés à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES), MM. Luc Belzunces, directeur de recherche et responsable du laboratoire de toxicologie environnementale, Jean-Luc Brunet, directeur d'unité adjoint à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), Gilles Lanio, président de l'Union nationale de l'apiculture française (UNAF), Michel Perret, chef du bureau de la faune et de la flore sauvages, et Mme Jeanne-Marie Roux-

Fouillet, chef de projet du Plan national d'actions « France, terre de pollinisateurs », ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer.

Réunion du jeudi 23 février 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition, sur la participation des citoyens à la prise de décision publique, de M. Florent Guignard, vice-président de Démocratie ouverte, M. Stéphane Vincent, délégué général de la 27e région, M. Cyril Lage, fondateur de Parlement et citoyens, et MM. Benjamin Ooghe-Tabanou et François Massot, administrateurs de Regards citoyens.

Réunion du mardi 7 mars 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Débat préalable au Conseil européen des 9 et 10 mars 2017.

Réunion du mercredi 19 avril 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Contrat de performance État-SNCF Réseau - Audition de M. Patrick Jeantet, président-directeur général de SNCF Réseau.

Réunion du mercredi 17 mai 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 31 mai 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail sur l'aménagement du territoire - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 6 juin 2017 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Relations entre l'Union européenne et la Russie : rapport d'information de MM. Yves Pozzo di Borgo et Simon Sutour.

Réunion du mardi 27 juin 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi organique et projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Avenir de la politique agricole commune (PAC) : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique du groupe de suivi conjoint avec la commission des affaires économiques.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

(*commission des affaires économiques*) : Groupe de suivi sur la mise en œuvre de la réforme de la politique agricole commune - Examen du rapport.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Constitution du bureau.

Réunion du jeudi 12 octobre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Désignation de rapporteurs.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à

l'énergie et à l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes, en commun avec la commission des finances.

(*commission des finances*) : Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Constitution du bureau de la délégation.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - États généraux de l'alimentation - Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Transports - Stratégie de l'Union européenne pour le véhicule autonome : rapport d'information de M. René Danesi, Mmes Pascale Gruny, Gisèle Jourda et M. Pierre Médevielle.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Énergie - Règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel : avis motivé de MM. Claude Kern et Michel Raison.

Énergie - Union de l'énergie : rapport d'information de MM. Claude Kern et Michel Raison.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Questions diverses.

Réunion du jeudi 14 décembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Composition des engrais : communication de M. Michel Raison.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la politique nationale en faveur de la préservation des abeilles** - (24 janvier 2017) (p. 727). (p. 728).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les finances** - (14 février 2017) (p. 1444). (p. 1444).

- **Proposition de loi visant à la mise en œuvre effective du droit à l'eau potable et à l'assainissement [n° 416 (2016-2017)]** - (22 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1745, 1746).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (11 juillet 2017) - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 2049, 2050). (p. 2052). - **Titre (Intitulé du Titre III)** (p. 2058). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2065). (p. 2066). (p. 2071).

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2017) - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 2160).

- **Question orale sans débat sur les retards de paiement des aides de la politique agricole commune** - (25 juillet 2017) (p. 2964). (p. 2965).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme**

des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement [n° 9 (2017-2018)] - (10 octobre 2017) - **Article 2** (*Mise en cohérence de la terminologie utilisée par plusieurs codes*) (p. 3667).

- **Débat sur l'intelligence artificielle, les enjeux économiques et les cadres légaux** - (25 octobre 2017) (p. 4152).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Nouvelle lecture [n° 84 (2017-2018)]** - (14 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4899).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (14 novembre 2017) - **Article 7** (*art. L. 131-9, L. 136-7-1, L. 136-8, L. 162-14-1, art. L. 172-1, art. L. 241-2, art. L. 242-11, art. L. 313-1, art. L. 381-30-4, L. 382-22, art. L. 613-1 [nouveau] et art. L. 621-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. L. 731-25, art. L. 731-35 et art. L. 741-9 du code rural et de la pêche maritime - Hausse de la CSG et suppression de cotisations sociales*) (p. 4959).

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2017) - **Article 9** (*art. L. 131-6-4 [nouveau] et L. 161-1-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 5141-1 du code du travail - Réforme de l'ACCRE*)

et encouragement des petites activités) (p. 5026). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 5031). (p. 5031).

- **Débat sur le thème « Quelles énergies pour demain ? »** - (22 novembre 2017) (p. 7659).

- **Question orale sans débat sur la construction de la maison d'arrêt de Lure** - (5 décembre 2017) (p. 7171, 7172). (p. 7172).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (7 décembre 2017) - **Article 49** (*Suppression du fonds d'accompagnement de la réforme du micro-bénéfice agricole*) (p. 7422, 7423).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la limitation de vitesse à 80 km/h sur les routes** - (14 décembre 2017) (p. 9647). (p. 9647).

RAMBAUD (Didier)
sénateur (Isère)
LaREM

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 18 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 (7 décembre 2017).

Membre titulaire du conseil de surveillance du Fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie le 13 décembre 2017.

Membre de la mission d'information sur Alstom et la stratégie industrielle du pays le 22 novembre 2017, puis vice-président le 29 novembre 2017.

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Conseil et contrôle de l'État [n° 108 tome 3 annexe 7 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes, en commun avec la commission des finances.

(*commission des finances*) : Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des missions et de l'article rattaché précédemment examinés et réservés.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'aménagement du territoire : plus que jamais une nécessité** - (25 octobre 2017) (p. 4182).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la taxation des géants de l'internet** - (26 octobre 2017) (p. 4203).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 [n° 57 (2017-2018)]** - (9 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4655, 4656).

- **Débat sur la représentation des communes déléguées dans les communes nouvelles** - (22 novembre 2017) (p. 7636, 7637).

- **Débat sur les collectivités locales** - (22 novembre 2017) (p. 7668). (p. 7672).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]** - (23 novembre 2017) - **Question préalable** (p. 6312). - **Article liminaire** (*Prévisions de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques de l'année 2018, prévisions d'exécution 2017 et exécution 2016*) (p. 6345).

Première partie :

- (24 novembre 2017) - **Article 3** (*Art. 1407 bis, 1413 bis, 1414, 1414 A, 1414 B, 1414 C (nouveau), 1417, 1605 bis et 1641 du code général des impôts, et L. 173 du livre des procédures fiscales - Dégrèvement de la taxe d'habitation sur la résidence principale*) (p. 6399).

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) - **Article 60** (*art. L. 1613-5-1, art. L. 2113-20, art. L. 2113-22, art. L. 2334-7-3, art. L. 2334-7-3, art. L. 2334-13, art. L. 2334-17, art. L. 2334-21, art. L. 3334-1, art. L. 3334-4, art. L. 3663-9 et art. L. 5214-23-1 du code général des collectivités territoriales - Répartition de la dotation globale de fonctionnement, DGF*) (p. 6840).

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (30 novembre 2017) - rapporteur spécial de la commission des finances, pour la mission « Conseil et contrôle de l'État » (p. 6904, 6905).

Santé

- (30 novembre 2017) - **État B** (p. 6929).

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Crédits non répartis - Action et transformation publiques - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État - Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions

- (6 décembre 2017) (p. 7356).

Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : Participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Investissements d'avenir - Remboursements et dégrèvements

- (6 décembre 2017) (p. 7375, 7376).

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 600 (2016-2017)] - (13 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 9567, 9568).

RAOUL (Daniel)
sénateur (Maine-et-Loire)
SOCR

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre de la commission des affaires européennes.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la simplification du droit européen [n° 388 (2016-2017)] - La simplification du droit : une exigence pour l'Union européenne [n° 387 (2016-2017)] (9 février 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la simplification du droit européen [n° 388 (2016-2017)] (9 février 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le paquet « Connectivité » [n° 390 (2016-2017)] - Europe connectée : objectif 2025 [n° 389 (2016-2017)] (9 février 2017) - **Entreprises**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le paquet « Connectivité » [n° 390 (2016-2017)] (9 février 2017) - **Entreprises**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 643 (2016-2017)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 645 tome 2 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 janvier 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 12 janvier 2017 (*commission des affaires européennes*) : Questions sociales et santé - Perturbateurs endocriniens : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Patricia Schillinger et M. Alain Vasselle.

Réunion du jeudi 2 février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Programme de travail 2017 de la commission européenne - Rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

Réunion du jeudi 9 février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Paquet « Connectivité » : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Pascal Allizard et Daniel Raoul.

Institutions européennes - Simplification du droit européen : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet, Pascal Allizard, Philippe Bonnacarrère, Michel Delebarre, Jean-Paul Émorine, Claude Kern, Didier Marie, Daniel Raoul et Simon Sutour.

Réunion du mardi 14 février 2017 (*commission des finances*) : Proposition de loi relative aux modalités de calcul du potentiel fiscal agrégé des communautés d'agglomération issues de la transformation de syndicats d'agglomération nouvelle (ex-SAN) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Gestion et utilisation des aides aux collectivités pour l'électrification rurale - Communication.

Réunion du jeudi 16 février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Énergie - Paquet « Énergie » (énergie renouvelable et mécanismes de capacité) : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Michel Delebarre.

Questions diverses.

(*commission des finances*) : Proposition de loi relative aux modalités de calcul du potentiel fiscal agrégé des communautés d'agglomération issues de la transformation de syndicats d'agglomération nouvelle (ex-SAN) - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mardi 21 février 2017 (*commission des finances*) : Expérimentation de la révision des valeurs locatives des locaux d'habitation - Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.

Réunion du jeudi 23 février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Règlementation prudentielle en matière bancaire : avis politique de Mme Fabienne Keller et M. Richard Yung.

(*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Moyens de la politique de sécurité sanitaire des aliments - Communication.

Réunion du mardi 9 mai 2017 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Politique régionale - Conséquences du retrait du Royaume-Uni pour la politique commune de la pêche et les perspectives de la politique de cohésion : communication de M. Philippe Bonnecarrère.

Politique commerciale - Union européenne et négociations commerciales multilatérales : communication de M. Jean Bizet.

Réunion du mardi 27 juin 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, sur les conclusions du Conseil européen des 22 et 23 juin 2017.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Système d'alerte et d'information des populations (SAIP) - Communication.

Réunion du jeudi 6 juillet 2017 (*commission des affaires européennes*) : Énergie - Paquet « Énergie » : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Michel Delebarre.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Implantation des radars - Communication.

Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen du rapport pour avis et des amendements déposés sur l'article 9, délégué au fond.

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Sociétés d'accélération du transfert de technologies (SATT) - Communication.

Réunion du mercredi 27 septembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Projet de loi de programmation des finances publiques - Audition de MM. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics, et Benjamin Griveaux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique [n° 288 (2016-2017)]** - (18 janvier 2017) - **Articles additionnels avant l'article 29 bis** (p. 391).

RAPIN (Jean-François)
sénateur (Pas-de-Calais)
LR

Réélu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable jusqu'au 3 octobre 2017.

Secrétaire de la commission des affaires européennes le 5 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer le 18 octobre 2017.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer le 13 décembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

Membre de la mission d'information sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France jusqu'au 12 juin 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer la légitimité démocratique des conseillers communautaires [n° 282 (2016-2017)] (10 janvier 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article premier de la Constitution pour y inscrire le principe d'égalité devant la loi sans distinction de sexe [n° 454 (2016-2017)] (8 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à réaffirmer le principe d'égalité entre femmes et hommes et à renforcer la laïcité [n° 460 (2016-2017)] (9 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à supprimer le bénéfice de l'âge en cas d'égalité des suffrages entre deux listes arrivées en tête aux élections municipales [n° 475 (2016-2017)] (22 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à sécuriser l'établissement des procurations électorales [n° 480 (2016-2017)] (28 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à garantir aux personnes en situation de handicap un accès effectif aux lieux ouverts au public [n° 554 (2016-2017)] (15 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 557 (2016-2017)] (18 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à élargir les missions des comités locaux d'information et de suivi visés à l'article L. 542-13 du code de l'environnement [n° 561 (2016-2017)] (23 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative aux certificats de décès [n° 584 (2016-2017)] (21 juin 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi sur la majoration des pensions aux veuves des très grands invalides de guerre dont l'indice de pension était supérieur à 2 000 points à la date du décès [n° 626 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi organique tendant à garantir l'ancrage territorial des sénateurs [n° 634 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi élargissant les modalités d'intervention de l'action extérieure des collectivités territoriales en matière d'eau, d'assainissement, d'électricité, de gaz et de déchets ménagers [n° 714 (2016-2017)] (11 septembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 717 (2016-2017)] (13 septembre 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à rendre imprescriptibles les crimes et délits sexuels sur mineurs [n° 719 (2016-2017)] (14 septembre 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à renforcer le dispositif de lutte contre l'affichage électoral sauvage [n° 720 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à créer un fonds pour la présence et le rayonnement français à l'étranger [n° 3 (2017-2018)] (2 octobre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à prolonger le délai de validité des habilitations des clercs de notaire [n° 7 (2017-2018)] (5 octobre 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à la promotion de la cohabitation intergénérationnelle [n° 15 (2017-2018)] (6 octobre 2017) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 30 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instaurer un Pass permis citoyen [n° 38 (2017-2018)] (19 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées sous tutelle ou sous curatelle [n° 95 (2017-2018)] (16 novembre 2017) - **Famille**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 108 tome 3 annexe 23 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

Proposition de loi relative à l'amélioration du fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre [n° 151 (2017-2018)] (8 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 janvier 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition des docteurs Zinna Bessa, sous-directrice « Santé des populations et prévention des maladies chroniques », et Philippe Leborgne, adjoint à la cheffe du bureau de la santé mentale, de la Direction générale de la santé (DGS).

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition de Mmes Viviane Kovess-Masfety, présidente de la commission spécialisée Évaluation, stratégie et perspective (CSESP), et Claudine Berr, présidente de la commission spécialisée Maladies chroniques (CSMC), représentant le Haut Conseil de la santé publique (HCSP).

Réunion du mardi 24 janvier 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition du professeur Jean-Philippe Raynaud, chef de service de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent (SUPEA) au centre hospitalier universitaire (CHU) de Toulouse.

Réunion du jeudi 26 janvier 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Bernard Roman, président de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières.

Réunion du mardi 7 février 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition du Collège national des universitaires de psychiatrie (CNUP) représenté par le professeur Pierre Thomas, président, responsable médical du pôle psychiatrie, médecine légale et médecine en milieu pénitentiaire du centre hospitalier régional universitaire de Lille, et Mme Marie-Rose Moro, professeur de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent, et du docteur Bénédicte

Barbotin, présidente de l'Association française fédérative des étudiants en psychiatrie (AFFEP).

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à la mise en œuvre effective du droit à l'eau potable et à l'assainissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à la mise en œuvre effective du droit à l'eau potable et à l'assainissement - Examen des amendements de séance sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 31 mai 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail sur l'aménagement du territoire - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et articles 50 et 51) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Finances locales - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Réunion du jeudi 26 octobre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, sur le Conseil européen des 19 et 20 octobre.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

(*commission des finances*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Investissements d'avenir » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Libre circulation des données non personnelles : avis motivé de M. Simon Sutour.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Sécurités » (et article 62 bis) - Programmes « Gendarmerie nationale » et « Police nationale », programme « Sécurité et éducation routière », compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » (et article 66) et programme « Sécurité civile » (et article 62 ter) - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » (et articles 57 octies et nonies) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 -

Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

(*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 bis) - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 30 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Questions sociales et santé - Travailleurs détachés : communication de Mme Fabienne Keller et M. Didier Marie.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Énergie - Union de l'énergie : rapport d'information de MM. Claude Kern et Michel Raison.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur le canal Seine-Nord Europe.

Réunion du jeudi 7 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Missions « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » (et articles 49 à 49 ter), « Économie » (et articles 54 quinquies à octies), « Outre-mer » (et articles 57 quater à septies), « Recherche et enseignement supérieur » (et articles 57 octies et nonies) - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 19 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Examen du rapport et du texte de la commission, en nouvelle lecture.

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Examen du rapport, en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique [n° 267 (2016-2017)]** - (11 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 107, 108).

- **Question orale sans débat sur l'école en milieu rural** - (21 février 2017) - en remplacement de M. Patrick Masclot (p. 1659). (p. 1660).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le canal Seine-Nord Europe** - (6 juillet 2017) (p. 1965, 1966).

- **Projet de loi organique pour la confiance dans la vie politique - Nouvelle lecture [n° 709 (2016-2017)]** - (4 août 2017) - **Article 9** (*Création d'une dotation de solidarité locale en substitution de la réserve parlementaire*) (p. 3591).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 [n° 57 (2017-2018)]** - (9 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4657, 4658).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les migrants à Calais** - (9 novembre 2017) (p. 4666). (p. 4666).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Première partie :

- (24 novembre 2017) - **Article 3** (*Art. 1407 bis, 1413 bis, 1414, 1414 A, 1414 B, 1414 C (nouveau), 1417, 1605 bis et 1641 du code général des impôts, et L. 173 du livre des procédures fiscales - Dégrèvement de la taxe d'habitation sur la résidence principale*) (p. 6395).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2017) - **Article 10** (*art. 50-0, 102 ter, 151-0, 163 quater, 1417, 1586 sexies du code général des impôts, et art. L. 252 B du livre des procédures fiscales - Augmentation des seuils des régimes d'imposition des micro-entreprises*) (p. 6511). (p. 6512). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 6513). (p. 6513).

(p. 6517). - **Article 12** (Création de l'impôt sur la fortune immobilière et suppression de l'impôt sur la fortune) (p. 6583).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2017) - **Article 16** (art. L. 1613-1, art. L. 2335-3, art. L. 3334-17 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B, art. 1586 B et art. 1648 A du code général des impôts, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 49 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 6 de la loi n° 87-1317 de finances pour 1987 du 30 décembre 1986, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 2, art. 77 et art. 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 de finances pour 2011, art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Fixation pour 2018 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL) (p. 6662). (p. 6667). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 6675). (p. 6675, 6676). (p. 6676). (p. 6676). (p. 6677). (p. 6677). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 6716, 6717). (p. 6717). (p. 6720).

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) - **Article 59** (art. L. 2334-42 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Dotation de soutien à l'investissement local) (p. 6815).

Santé

- (30 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 62 bis** (p. 6932).

Recherche et enseignement supérieur

- (7 décembre 2017) (p. 7478, 7479). - **État B** (p. 7494). (p. 7500).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 155 (2017-2018)]** - (15 décembre 2017) - **Article 27 bis (nouveau)** (art. 266 quinquies C du code des douanes - Exonération de contribution au service public de l'électricité pour l'autoconsommation d'électricité) (p. 9849). (p. 9849). - **Article 32** (art. L. 524-4, L. 524-6, L. 524-7 et L. 524-8 du code du patrimoine - Adaptation de la redevance d'archéologie préventive en milieu maritime) (p. 9869). (p. 9869). (p. 9870). (p. 9871). (p. 9871). (p. 9871). (p. 9871). (p. 9872). (p. 9872). (p. 9872). (p. 9872). (p. 9873). (p. 9873). (p. 9874). (p. 9874). (p. 9874). (p. 9875). (p. 9875). (p. 9875). (p. 9875). (p. 9875).

RAUSCENT (Noëlle)
sénatrice (Yonne)
LaREM

Devenue sénateur le 22 juillet 2017 (en remplacement de M. Jean-Baptiste Lemoyne, devenu membre du Gouvernement).

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires économiques à partir du 5 octobre 2017.

Membre de la commission des affaires sociales du 26 juillet 2017 au 3 octobre 2017.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 18 octobre 2017, puis vice-présidente le 26 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement (15 novembre 2017).

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'énergie le 13 décembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (délégation aux droits des femmes) : Audition de Mme Laurence Rossignol, ancienne

ministre des familles, de l'enfance et des droits des femmes, membre de la délégation, sur les 4e et 5e plans de mobilisation et de lutte contre toutes les violences faites aux femmes.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (commission des affaires économiques) : Audition de M. Rémi de Verdilhac, directeur Michelin France, accompagné de M. Thierry Martin-Lassagne, directeur France des affaires publiques de Michelin.

Réunion du jeudi 7 décembre 2017 (délégation aux droits des femmes) : Audition de Mme Marie Pezè, docteure en psychologie, spécialiste de psychopathologie du travail, sur les conséquences pour les victimes du harcèlement et des agressions sexuelles au travail.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (commission des affaires économiques) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission, en nouvelle lecture.

Questions diverses.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement [n° 43 (2017-2018)]** - (7 novembre 2017) - **Article 2 ter** (art. L. 163-11 et art. L. 163-11-1 [nouveau] du code minier - Possibilité de conversion ou de cession des ouvrages pour d'autres usages du sous-sol) (p. 4396, 4397). - **Article 3 quater A (supprimé)** (Rapport sur les concours de l'État en soutien aux activités de recherche et l'exploitation des hydrocarbures hors du territoire national) (p. 4408).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la position de la France en Europe sur le glyphosate** - (28 novembre 2017) (p. 6772, 6773).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

(7 décembre 2017) (p. 7432, 7433).

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

RAVIER (Stéphane)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
NI

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 3 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer jusqu'au 17 octobre 2017.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la surveillance des frontières** - (17 janvier 2017) (p. 274, 275).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1561 du 21 novembre 2016 complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la collectivité de Corse, n° 2016-1562 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures institutionnelles relatives à la collectivité de Corse et n° 2016-1563 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures électorales applicables en Corse [n° 312 (2016-2017)]** - (26 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 995, 996).

- **Débat sur le logement social : « sur quels territoires, comment et pour qui demain ? »** - (26 octobre 2017) (p. 4214).

- **Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 45 (2017-2018)]** - (31 octobre 2017) - **Discussion générale** (p. 4255).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 [n° 57 (2017-2018)]** - (9 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4653, 4654).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (14 novembre 2017) - **Article 7** (art. L. 131-9, L. 136-7-1, L. 136-8, L. 162-14-1, art. L. 172-1, art. L. 241-2, art. L. 242-11, art. L. 313-1, art. L. 381-30-4, L. 382-22, art. L. 613-1 [nouveau] et art. L. 621-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. L. 731-25, art. L. 731-35 et art. L. 741-9 du code rural et de la pêche maritime - Hausse de la CSG et suppression de cotisations sociales) (p. 4939).

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2017) - **Article 8** (art. L. 241-2-1 [nouveau], art. L. 241-13, art. L. 243-6-1, art. L. 243-6-2, art. L. 243-6-3, art. L. 243-6-6 à L. 243-6-8 [nouveaux] et L. 243-7 du code de la sécurité sociale, art. L. 741-1 du code rural et de la pêche maritime - Réduction de cotisation maladie et renforcement des allègements généraux en contrepartie de la suppression du CICE et du CITS) (p. 4997). (p. 5001). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 5037). - **Article 11** (art. L. 111-11, L. 114-16-3, L. 114-23, L. 114-24, L. 115-9, L. 123-1, L. 123-2-1, L. 131-6-3, L. 133-1-1 à L. 133-1-3 [abrogés], L. 133-1-4, L. 133-1-5 à L. 133-1-6

[abrogés], L. 133-5-2, L. 133-6-7, L. 133-6-7-1 à L. 133-6-7-3, L. 133-6-9 [abrogé], L. 133-6-10, L. 133-6-11 [abrogé], L. 134-1, L. 134-3, L. 134-4, L. 135-2, L. 135-6, L. 136-3, L. 161-8, L. 161-18, L. 171-2-1 [nouveau], L. 171-3, L. 171-6-1 [nouveau], L. 171-7, L. 172-2, L. 173-2, L. 173-3 [abrogé], L. 182-2-2, L. 182-2-4, L. 182-2-6, L. 200-1, L. 200-2, L. 200-3, L. 211-1, L. 213-1, L. 215-1, L. 221-1, L. 221-3-1, L. 222-1, L. 223-1, L. 225-1-1, L. 227-1, L. 233-1 [nouveau], L. 241-2, L. 243-6-3, L. 311-3, L. 351-15, L. 611-1, L. 611-2 à L. 611-19 [abrogés], L. 612-1 à L. 612-6, L. 612-7 à L. 612-13, L. 613-1 [nouveau], L. 613-2 à L. 613-6, L. 613-8, L. 613-9, L. 613-12 à L. 613-14 [abrogés], L. 613-19 à L. 613-19-3, L. 613-20, L. 613-21, L. 613-22 et L. 613-23 [abrogés], L. 614-1 [abrogé], L. 615-1 à L. 615-5 [nouveau], L. 621-1 à L. 621-2 [nouveaux], L. 621-4 [abrogé], L. 622-1 à L. 622-3, L. 622-6 [abrogé], L. 622-8, L. 623-1 à L. 623-5, L. 631-1 [nouveau], L. 632-1 à L. 632-3, L. 633-1, L. 633-9 [abrogé], L. 633-11, L. 633-11-1 [abrogé], L. 634-1 [abrogé], L. 634-2 à L. 634-2-1, L. 634-2-2 [abrogé], L. 634-3-1, L. 634-3-2 à L. 634-5 [abrogés], L. 634-6, L. 635-1 à L. 635-6, L. 637-1 à L. 637-2, L. 640-1, L. 641-1, L. 641-8, L. 642-5 à L. 642-6 [nouveau], L. 643-1-A, L. 643-10 [nouveau], L. 651-12 et L. 651-13 [abrogés], L. 652-4, L. 652-6, L. 652-7, L. 661-1 [nouveau], L. 671-1 [nouveau], L. 722-1, L. 722-1-1, L. 722-2 et L. 722-3 [abrogés], L. 722-4, L. 722-5, L. 722-5-1 [abrogé], L. 722-6, L. 722-7 [abrogé], L. 722-9, L. 742-6, L. 742-7, L. 752-4, L. 752-6, L. 752-9, L. 756-5 et L. 766-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 5553-5 du code des transports - Suppression du régime social des indépendants et modification des règles d'affiliation à la CIPAV) (p. 5058). (p. 5062). (p. 5066, 5067). (p. 5078). - **Article 12** (Augmentation du droit de consommation sur le tabac en France continentale et en Corse) (p. 5092).

Troisième partie :

- (16 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 16** (Délai pour le remboursement des frais de santé à une personne de nationalité étrangère ne travaillant pas) (p. 5156).

Quatrième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 26** (art. L. 531-2 et L. 531-3 du code de la sécurité sociale et art. 74 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Harmonisation du barème et des plafonds de la PAJE et du complément familial) (p. 5190). - **Articles additionnels après l'article 26** (Limitation des allocations familiales aux familles dont un parent au moins est français) (p. 5193, 5194). (p. 5195).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Discussion générale :

- (23 novembre 2017) (p. 6318, 6319).

Première partie :

- (23 novembre 2017) - **Article 27** (Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne) (p. 6354, 6355).

Seconde partie :

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (5 décembre 2017) - **État B** (p. 7208, 7209).

Immigration, asile et intégration

- (5 décembre 2017) (p. 7223, 7224). - **État B** (p. 7228). (p. 7229). (p. 7229). (p. 7230). - **Article 56** (*Mise en œuvre progressive de l'application du contrat d'intégration républicaine à Mayotte*) (p. 7231). - **Article 57** (art. L. 744-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile -

Réduction de la durée de versement de l'allocation pour demandeur d'asile (ADA) des personnes n'étant plus demandeurs d'asile) (p. 7232).

RAYNAL (Claude)
sénateur (Haute-Garonne)
SOCR

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances à partir du 5 octobre 2017 ; membre de la commission jusqu'au 4 octobre 2017.

Membre de la commission des affaires européennes le 5 octobre 2017.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne jusqu'au 3 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer le 18 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2017 (9 novembre 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 (7 décembre 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2018 (7 décembre 2017).

Membre titulaire de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations le 5 décembre 2017.

Membre suppléant du comité des finances locales le 13 décembre 2017.

Membre titulaire du Comité national d'orientation et de suivi du fonds de soutien aux collectivités territoriales et à certains établissements publics ayant souscrit des contrats de prêt ou des contrats financiers structurés à risque.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Six propositions pour corriger la CVAE [n° 596 (2016-2017)] (28 juin 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi organique visant à améliorer la qualité des études d'impact des projets de loi [n° 610 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instituer le Conseil parlementaire d'évaluation des politiques publiques et du bien-être [n° 611 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 643 (2016-2017)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 645 tome 2 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Budget**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Relations avec les collectivités territoriales [n° 108 tome 3 annexe 25 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 janvier 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des finances*) : « Adapter l'impôt sur les sociétés à une économie ouverte » - Audition de M. Didier Migaud, président du Conseil des prélèvements obligatoires (CPO).

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Préfecture de police de Paris - Communication.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission des finances*) : Compétitivité de la place de Paris - Audition de Mme Marie-Anne Barbat Layani, directrice générale de la Fédération bancaire française (FBF), MM. Stéphane Boujnah, président du directoire d'Euronext N.V., Jean-Louis Laurens, ambassadeur de la gestion d'actifs français à l'international, Jean-Frédéric de Leusse, président du directoire d'UBS France, René Proglgio, directeur général de Morgan Stanley France, et Mme Odile Renaud-Basso, directrice générale du Trésor.

Réunion du mardi 14 février 2017 (*commission des finances*) : Proposition de loi relative aux modalités de calcul du potentiel fiscal agrégé des communautés d'agglomération issues de la transformation de syndicats d'agglomération nouvelle (ex-SAN) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des finances*) : Compétitivité de la place de Paris - Audition de MM. Jean Beunardeau, président de HSBC France, Gilles Briatta, secrétaire général de la Société générale, Jean-François Cirelli, président de BlackRock France, Gérard Mestrallet, président de Paris Europlace, et Jean-Jacques Santini, directeur des affaires institutionnelles du groupe BNP Paribas.

Réunion du jeudi 16 février 2017 (*commission des finances*) : Proposition de loi relative aux modalités de calcul du potentiel fiscal agrégé des communautés d'agglomération issues de la transformation de syndicats d'agglomération nouvelle (ex-SAN)

- Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 mars 2017 (*commission des finances*) : Conclusions du groupe de travail sur le recouvrement de l'impôt à l'heure de l'économie numérique.

Réunion du mercredi 31 mai 2017 (*commission des finances*) : Résultats de l'exécution de l'exercice 2016 et certification des comptes de l'État pour l'exercice 2016 - Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 7 juin 2017 (*commission des finances*) : Compétitivité des places financières - Communication.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Assistance macrofinancière de l'Union européenne aux pays tiers - Communication.

Contrôle budgétaire - Modalités de répartition de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) - Communication.

Convention multilatérale du 7 juin 2017 pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices - Audition de M. Pascal Saint-Amans, directeur du centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE.

Réunion du mardi 4 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Application du droit européen environnemental - Communication.

Contrôle budgétaire - Programme des interventions territoriales de l'État (PITE) et exemple du Marais poitevin - Communication.

Contrôle budgétaire - Risques financiers liés à la remontée des taux d'intérêt - Communication.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des finances*) : Rapport du Gouvernement préparatoire au débat d'orientation des finances publiques (DOFP) - Projet de loi de règlement et d'approbation des comptes de l'année 2016 - Projet de décaler d'un an l'entrée en vigueur du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances et Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des finances*) : Politiques publiques en faveur de l'inclusion bancaire et de la prévention du surendettement - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des finances*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Robert Ophèle, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de président de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Débat d'orientation des finances publiques (DOFP) - Examen du rapport d'information.

Projet de décret d'avance, relatif au financement de dépenses urgentes - Communication et adoption de l'avis de la commission.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Gouvernance et approfondissement de la zone euro - Audition de MM. Alberto de Gregorio Merino, directeur « Affaires économiques et financières, budget et fonds structurels » du service juridique du Conseil de l'Union européenne, Jean-Paul Keppenne, conseiller juridique au sein du service juridique de la commission européenne, chargé de la zone euro et des questions économiques, chargé de cours à l'Institut d'études européennes de l'université Saint-Louis de Bruxelles, et Francesco Martucci, professeur de droit européen à l'université Paris II Panthéon-Assas.

(*commission des finances*) : Gouvernance et approfondissement de la zone euro - Audition de MM. Alberto de Gregorio Merino, directeur « Affaires économiques et financières, budget et fonds structurels » du service juridique du Conseil de l'Union européenne, Jean-Paul Keppenne, conseiller juridique au sein du service juridique de la commission européenne chargé de la zone euro et des questions économiques, chargé de cours à l'Institut d'études européennes de l'université Saint-Louis de Bruxelles, et Francesco Martucci, professeur de droit européen à l'université Paris II Panthéon-Assas.

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Dépenses de santé des personnes détenues - Communication.

Contrôle budgétaire - Sociétés d'accélération du transfert de technologies (SAT) - Communication.

Réunion du mercredi 27 septembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Projet de loi de programmation des finances publiques - Audition de M. Didier Migaud, président du Haut Conseil des finances publiques.

Projet de loi de finances pour 2018 - Projet de loi de programmation des finances publiques - Audition de MM. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics, et Benjamin Griveaux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission des finances*) : Constitution du bureau.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des finances*) : Nomination des rapporteurs spéciaux.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et articles 50 et 51) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 19 octobre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Comitologie : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

Réunion du mardi 31 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Travail et emploi » et compte d'affectation spéciale (CAS) « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Audition de M. Benjamin Griveaux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des principaux éléments de l'équilibre sur le projet de loi de finances pour 2018 - Tome I du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Investissements d'avenir » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Examen du rapport.

Régime fiscal et rentabilité des biens immobiliers des particuliers - Communication.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Justice » (et article 57 ter) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

(*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur, et Mme Jacqueline Gourault, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des articles précédemment réservés (11 ter, 12, 12 ter, 12 quater) et position de la commission sur la première partie - Tome II du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 bis) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et articles 53, 54 à 54 quater) - Comptes d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », « Transition énergétique » et « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (FACÉ) » - Programmes « Infrastructures et services de transports » et « Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture » et compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » - Programme « Expertise, information géographique et météorologie » et budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen des rapports spéciaux.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Engagements financiers de l'État » - Compte d'affectation spéciale « Participations de la France au désendettement de la Grèce » - Comptes de concours financiers « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » et « Accords monétaires internationaux » (et articles 55 et 55 bis) - Examen du rapport spécial.

Réunion du vendredi 24 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des amendements sur la première partie.

Réunion du mardi 28 novembre 2017 (*commission des finances*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Éric Lombard, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de directeur général de la Caisse des dépôts et consignations (CDC).

Projet de décret d'avance - Communication et adoption de l'avis de la commission.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 58 à 62 bis) - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 30 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Groupe de travail Usage du glyphosate : communication de M. Pierre Médevielle.

Économie, finances et fiscalité - Assiette commune et consolidée de l'impôt sur les sociétés (ACCIS) : communication de MM. Claude Kern et Claude Raynal.

Réunion du lundi 4 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Missions « Culture », « Médias, livre et industries culturelles », comptes de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » et « Travail et emploi », et compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 5 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions - Tome III du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » (et articles 52 à 52 sexies) - Examen définitif.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Énergie - Union de l'énergie : rapport d'information de MM. Claude Kern et Michel Raison.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des finances*) : Conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière de l'Union européenne - Compte rendu.

Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 19 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Examen du rapport et du texte de la commission, en nouvelle lecture.

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Examen du rapport, en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative aux modalités de calcul du potentiel fiscal agrégé des communautés d'agglomération issues de la transformation de syndicats d'agglomération nouvelle (ex-SAN) [n° 404 (2016-2017)]** - (16 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1589).

- **Débat sur le thème « Entre réforme territoriale et contraintes financières : quels outils et moyens pour les communes en zones rurales ? »** - (21 février 2017) (p. 1707, 1709).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (20 juillet 2017) (p. 2843).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 645 (2016-2017)]** - (20 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 2847, 2849).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 [n° 57 (2017-2018)]** - (9 novembre 2017) - **Article 5** (*Trajectoire de la dépense publique hors crédits d'impôts et du taux de prélèvements obligatoires*) (p. 4710). - **Article 6 bis** (*Règle d'affectation d'un surplus budgétaire*) (p. 4711). - **Article 8 bis (nouveau)** (*Encadrement de l'évolution des effectifs de l'État et de ses opérateurs*) (p. 4714, 4715). - **Article 10** (*Fixation d'objectifs en matière de finances des collectivités territoriales et mise en place d'une procédure de contractualisation*) (p. 4725). (p. 4728). (p. 4731). - **Article 14 (texte non modifié par la commission)** (*Plafonnement des restes à payer au niveau atteint en 2017*) (p. 4737).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 67 (2017-2018)]** - (9 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4751, 4752). - **Article 1er** (*Instauration d'une contribution exceptionnelle sur l'impôt sur les sociétés pour les sociétés réalisant plus de 1 milliard d'euros de chiffre d'affaires et d'une contribution additionnelle à cette dernière pour les sociétés*

réalisant plus de 3 milliards d'euros de chiffre d'affaires) (p. 4761).

- **Nouvelle lecture [n° 84 (2017-2018)]** - (14 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4898). - **Article 1er** (Les modalités d'assujettissement des sociétés aux contributions exceptionnelle et additionnelle) (p. 4904).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]** - (23 novembre 2017) - **Question préalable** (p. 6311).

Discussion générale :

(p. 6332, 6334). - **Article liminaire** (Prévisions de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques de l'année 2018, prévisions d'exécution 2017 et exécution 2016) (p. 6347).

Première partie :

- (23 novembre 2017) - **Article 27** (Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne) (p. 6361).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2017) - **Article 2** (art. 196 B et 197 du code général des impôts - Indexation du barème de l'impôt sur le revenu (IR) sur l'inflation) (p. 6376). (p. 6379). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 6383). - **Article 3** (Art. 1407 bis, 1413 bis, 1414, 1414 A, 1414 B, 1414 C (nouveau), 1417, 1605 bis et 1641 du code général des impôts, et L. 173 du livre des procédures fiscales - Dégrèvement de la taxe d'habitation sur la résidence principale) (p. 6394). (p. 6407). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 6447). (p. 6449).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 6495). - **Article 10** (art. 50-0, 102 ter, 151-0, 163 quater, 1417, 1586 sexies du code général des impôts, et art. L. 252 B du livre des procédures fiscales - Augmentation des seuils des régimes d'imposition des micro-entreprises) (p. 6510). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 6517). - **Article additionnel après l'article 10 ter** (Réforme de la déduction pour aléas) (p. 6523). - **Article 10 quater (nouveau)** (art. 210 F et 1764 du code général des impôts, 10 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 - Prorogation et modification des conditions d'application du taux réduit d'impôt sur les sociétés pour les plus-values de cessions de locaux professionnels transformés en logements) (p. 6528). - **Article 11** (Mise en œuvre du prélèvement forfaitaire unique) (p. 6547, 6548). (p. 6549). (p. 6550). (p. 6555). (p. 6558). - **Article 11 ter (nouveau)** (art. 150 VK du code général des impôts - Augmentation du taux de la taxe forfaitaire sur la cession des métaux précieux) (p. 6565). - **Article 12** (Création de l'impôt sur la fortune immobilière et suppression de l'impôt sur la fortune) (p. 6578, 6579). (p. 6582). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 6603, 6604). (p. 6604).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 6644). (p. 6647). - **Article 16** (art. L. 1613-1, art. L. 2335-3, art. L. 3334-17 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B, art. 1586 B et art. 1648 A du code général des impôts, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 49 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 6 de la loi n° 87-1317 de finances pour 1987 du 30 décembre 1986, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 2, art. 77 et art. 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 de finances pour 2011, art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux

libertés et responsabilités locales - Fixation pour 2018 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL) (p. 6654). (p. 6657). (p. 6662). (p. 6667). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 6671). - **Article 19** (Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public) (p. 6688). (p. 6704).

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie du projet de loi** (p. 6765, 6766).

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 6789, 6790).

Relations avec les collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) - rapporteur spécial - **État B** (p. 6803, 6804). - **Article 59** (art. L. 2334-42 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Dotation de soutien à l'investissement local) (p. 6810). (p. 6818, 6819). (p. 6820). - **Article 59 bis (nouveau)** (art. L. 2334-37 du code général des collectivités territoriales - Modalités d'examen par la commission ad hoc des demandes de subvention au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux, DETR) (p. 6824). (p. 6828). - **Article 60** (art. L. 1613-5-1, art. L. 2113-20, art. L. 2113-22, art. L. 2334-7-3, art. L. 2334-7-3, art. L. 2334-13, art. L. 2334-17, art. L. 2334-21, art. L. 3334-1, art. L. 3334-4, art. L. 3663-9 et art. L. 5214-23-1 du code général des collectivités territoriales - Répartition de la dotation globale de fonctionnement, DGF) (p. 6839). (p. 6840). (p. 6841). (p. 6842). (p. 6842). (p. 6843). (p. 6843). (p. 6843). (p. 6844). (p. 6845). - **Articles additionnels après l'article 60** (Imputation comptable de la compensation des départements aux métropoles en cas de transfert de compétences) (p. 6846). (p. 6846). - **Article 60 ter (nouveau)** (Demande de rapport sur la prise en compte dans la répartition des dotations et des fonds de péréquation des charges liées à l'accueil d'une population touristique non permanente) (p. 6848). - **Article 60 quater (nouveau)** (Demande de rapport sur la prise en compte dans la répartition des dotations et des fonds de péréquation des surfaces comprises dans les sites Natura 2000) (p. 6848). - **Article 61** (art. L. 2336-1, art. L. 2336-3, art. L. 2336-6, art. L. 3335-1, art. L. 3335-3, art. L. 4332-9 du code général des collectivités territoriales, art. 166 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 - Modification des règles de répartition des dispositifs de péréquation horizontale) (p. 6851). (p. 6852). (p. 6852). (p. 6854). (p. 6854, 6855). (p. 6857). (p. 6858). (p. 6858). (p. 6859). (p. 6859). - **Articles additionnels après l'article 61** (Création d'un fonds régional de solidarité interterritoriale) (p. 6861). (p. 6861). - **Article 61 bis (nouveau)** (art. L. 2334-40 du code général des collectivités territoriales - Élargissement du bénéfice de la dotation politique de la ville) (p. 6862). - **Article 62 bis (nouveau)** (art. 1609 nonies C du code général des impôts - Définition unilatérale de l'attribution de compensation des établissements publics de coopération intercommunale issus de fusion ou ayant changé de périmètre) (p. 6863). (p. 6863).

Action extérieure de l'État

- (4 décembre 2017) - **État B** (p. 7149).

- **Question orale sans débat sur la délivrance de passeport à des parents séparés** - (5 décembre 2017) (p. 7187). (p. 7188).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] (suite)**

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (6 décembre 2017) - **État B** (p. 7283).

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Crédits non répartis - Action et transformation publiques - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État - Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions

- (6 décembre 2017) - **État B** (p. 7363). (p. 7365).

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (7 décembre 2017) - **État B** (p. 7444).

Recherche et enseignement supérieur

- (7 décembre 2017) - **État B** (p. 7495).

Autorisations budgétaires

- (8 décembre 2017) - **Article 35** (*Plafonds des emplois des établissements à autonomie financière*) (p. 7526).

Articles non rattachés

- (8 décembre 2017) - **Article 39** (*art. 199 novovicies et 279-0 bis A du code général des impôts - Prorogation et recentrage de la réduction d'IR en faveur de l'investissement locatif intermédiaire, dispositif « Pinel »*) (p. 7548). - **Article 39 sexies (nouveau)** (*art. 199 terdecies-0 A du code général des impôts - Aménagement de la réduction d'impôt « Madelin »*) (p. 7562). (p. 7564, 7565). - **Article 39 nonies (nouveau)**

(*art. 200 quater et 278-0 bis A du code général des impôts - Prorogation et aménagement du crédit d'impôt pour la transition énergétique, CITE*) (p. 7579). (p. 7585). - **Articles additionnels après l'article 39 nonies** (p. 7586). (p. 7588). (p. 7592).

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7835, 7836).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 155 (2017-2018)]** - (14 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 9659, 9660).

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 32 bis** (p. 9876). (p. 9877). (p. 9878). (p. 9878).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Nouvelle lecture [n° 178 (2017-2018)]** - (19 décembre 2017) - **Article 24** (*Règle prudentielle applicable aux collectivités territoriales*) (p. 10457).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Nouvelle lecture [n° 191 (2017-2018)]** - (20 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10512). (p. 10517, 10518). (p. 10518). (p. 10519).

REICHARDT (André)
sénateur (Bas-Rhin)
LR

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-président de la commission des affaires européennes ; nouvelle nomination le 5 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises jusqu'au 17 octobre 2017.

Membre suppléant de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre de la commission d'enquête sur les frontières européennes, le contrôle des flux des personnes et des marchandises en Europe et l'avenir de l'espace Schengen jusqu'au 12 juin 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme (5 octobre 2017).

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'enlèvement à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier 2017) - **Anciens combattants**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 207 (2016-2017)] visant à favoriser l'assainissement cadastral et la résorption du désordre de propriété [n° 351 (2016-2017)] (1er février 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à supprimer le bénéfice de l'âge en cas d'égalité des suffrages entre deux listes arrivées en tête aux élections municipales [n° 475 (2016-2017)] (22 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à sécuriser l'établissement des procurations électorales [n° 480 (2016-2017)] (28 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 557 (2016-2017)] (18 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Les relations entre l'Union européenne et la Turquie : état des lieux [n° 618 (2016-2017)] (6 juillet 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi organique tendant à garantir l'ancrage territorial des sénateurs [n° 634 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant création d'un fonds de dotation pour les territoires ruraux [n° 713 (2016-2017)] (7 septembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à instituer un volontariat international d'enseignement en français [n° 718 (2016-2017)] (14 septembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à renforcer le dispositif de lutte contre l'affichage électoral sauvage [n° 720 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à créer un fonds pour la présence et le rayonnement français à l'étranger [n° 3 (2017-2018)] (2 octobre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à prolonger le délai de validité des habilitations des clercs de notaire [n° 7 (2017-2018)] (5 octobre 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 30 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instaurer un Pass permis citoyen [n° 38 (2017-2018)] (19 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 29 (2017-2018)] en application de l'article 73 quinquies du Règlement, tendant à la création d'un Tribunal pénal international chargé de juger les djihadistes européens ayant servi avec Daesh [n° 96 (2017-2018)] (17 novembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Développement des entreprises [n° 114 tome 5 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de ratification de trois ordonnances relatives à la collectivité de Corse - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de M. Fabrice Leggeri, directeur exécutif de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex).

Réunion du jeudi 26 janvier 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Suivi des résolutions européennes : Audition de M. Harlem Désir, secrétaire d'État aux affaires européennes.

(*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de Mme Hélène Crocquevieille, directrice générale des douanes et droits indirects, MM. Jean-Michel Thillier, chef de service, adjoint à la directrice générale, Jean-Paul Balzamo, sous-directeur des affaires juridiques, du contentieux, des contrôles et de la lutte contre la fraude, et Jean-François Rubler, chef du bureau de l'organisation, du suivi de l'activité et de l'animation de services au ministère de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à favoriser l'assainissement cadastral et

la résorption du désordre de propriété - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de M. Jean-Jacques Colombi, chef de la division des relations internationales de la direction centrale de la police judiciaire au ministère de l'intérieur.

Réunion du jeudi 2 février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Programme de travail 2017 de la commission européenne - Rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale (nouvelle lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de M. Jamil Addou, chef de l'unité soutien asile du bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO).

Réunion du jeudi 16 février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de S.E. M. Patrick Mifsud, ambassadeur de Malte.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 15 mars 2017 (*commission des lois*) : Mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 21 mars 2017 (*commission des lois*) : Moyens d'améliorer les relations entre les forces de l'ordre et la population - Audition de M. Bruno Le Roux, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 6 juillet 2017 (*commission des affaires européennes*) : Élargissement - Relations entre l'Union européenne et la Turquie : rapport d'information de MM. Jean-Yves Leconte et André Reichardt.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des lois*) : Mission d'information « Désendoctrinement, désenbriguement et réinsertion des djihadistes en France et en Europe » - Examen du rapport.

Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 13 juillet 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de S.E. M. Alar Streimann, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire d'Estonie en France.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Proposition de résolution européenne de Mme Catherine Morin-Desailly sur la réforme des conditions d'utilisation des mesures conservatoires prévues par le règlement (CE) n° 1-2003 du Conseil relatif à la mise en œuvre des règles de concurrence : rapport d'information de M. Philippe Bonnecarrère.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 octobre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Désignation de rapporteurs.

Programmation des travaux.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Proposition de résolution européenne de Mme Nathalie Goulet tendant à la création d'un Tribunal pénal international chargé de juger les djihadistes européens ayant servi avec Daesh : examen du rapport de MM. Jacques Bigot et André Reichardt.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des lois*) : Lois de finances pour 2018 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Contrôle des investissements étrangers : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Franck Menonville.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Programmes « Conseil d'État et autres juridictions administratives » et « Cour des comptes et autres juridictions financières » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Justice » - Programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Économie » - Programme « Développement des entreprises et régulations » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 14 décembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Comité de sécurité intérieure (COSI) : communication de MM. Jacques Bigot et André Reichardt.

Politique de coopération - Partenariat oriental : communication de MM. René Danesi, Pierre Médevielle et André Reichardt.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à la composition de la cour d'assises de l'article 698-6 du code de procédure pénale [n° 86 (2016-2017)]** - (10 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 12, 14).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 592 (2016-2017)]** - (4 juillet 2017) - **Article 1er** (*Prorogation de l'état d'urgence jusqu'au 1er novembre 2017*) (p. 1892).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (11 juillet 2017) - **Article additionnel après l'article 1er bis** (p. 2016).

- **Projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 608 (2016-2017)]** - (13 juillet 2017) -

Article 5 (*art. L.O. 146-1 du code électoral - Extension de l'incompatibilité parlementaire relative aux activités de conseil exercées à titre individuel*) (p. 2478, 2479).

- **Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme [n° 630 (2016-2017)]** - (18 juillet 2017) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2668). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 2678). - **Article 5** (*art. 17 de la loi n° 2013-1168 du 18 décembre 2013 relative à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale - Pérennisation du traitement relatif aux données des transporteurs aériens dit « système API-PNR France »*) (p. 2679). - **Article additionnel après l'article 7** (p. 2684). - **Article 10** (*art. 78-2 du code de procédure pénale ; art. 67 quater du code des douanes - Contrôles d'identité dans les zones frontalières*) (p. 2693).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'avenir de l'Union européenne** - (11 octobre 2017) (p. 3764, 3766).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les prières de rue** - (14 novembre 2017) (p. 4916).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme du dispositif « Pinel »** - (23 novembre 2017) (p. 6328).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des territoires ruraux** - (23 novembre 2017) (p. 6329).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le référendum Alsace et Lorraine** - (28 novembre 2017) (p. 6779).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) (p. 6797).

Relations avec les collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) - **Article 59** (*art. L. 2334-42 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Dotation de soutien à l'investissement local*) (p. 6818).

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (7 décembre 2017) (p. 7415). (p. 7417). - **Article 49** (*Suppression du fonds d'accompagnement de la réforme du micro-bénéfice agricole*) (p. 7422).

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (7 décembre 2017) (p. 7431, 7432). (p. 7435). (p. 7436). - **État B** (p. 7443).

- **Proposition de loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations - Commission mixte paritaire [n° 190 (2017-2018)]** - (20 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10531). (p. 10532).

REINER (Daniel)
sénateur (Meurthe-et-Moselle)
SOCR

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 1er octobre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : 2 % du PIB : les moyens de la défense nationale [n° 562 (2016-2017)] (24 mai 2017) - **Défense.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République italienne signé le 24 février 2015 pour l'engagement des travaux définitifs de la section transfrontalière de la nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.

Cyberinterférences dans les processus électoraux - Audition de M. Guillaume Poupard, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI).

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant la ratification du protocole additionnel à la convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 14 février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-Pierre Bayle, candidat proposé par le président de la République pour occuper les fonctions de président de la commission du secret de la défense nationale.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition conjointe sur la Russie de M. Thomas Gomart, directeur de l'Institut français des relations internationales (IFRI) et Mme Tatiana Kastouéva-Jean, directrice du centre Russie-CEI de l'IFRI.

Contrat d'objectifs et de moyens 2017-2019 de l'Institut français - Communication et examen du projet d'avis de la commission.

Projet de loi autorisant l'adhésion de la France au deuxième protocole relatif à la convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Proposition de résolution exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale - Présentation.

Réunion du mercredi 24 mai 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « Vers les 2 % du PIB pour la défense » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 5 juillet 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

RENAUD-GARABEDIAN (Évelyne)
sénatrice (Français établis hors de France (Série I))
LR-R

Élue le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 4 octobre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à créer un fonds pour la présence et le rayonnement français à l'étranger [n° 3 (2017-2018)] (2 octobre 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à prendre en compte la situation des « Américains accidentels » concernés par le Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA) [n° 64 (2017-2018)] (6 novembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'avenir de l'Institut français** - (21 novembre 2017) (p. 5422, 5423).

REQUIER (Jean-Claude)
sénateur (Lot)
RDSE

Réélu le 24 septembre 2017.

Secrétaire du Sénat à compter du 6 juillet 2017 jusqu'au 3 octobre 2017.

Président du groupe du Rassemblement démocratique et social européen à compter du 3 octobre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Vice-président de la commission des affaires européennes jusqu'au 4 octobre 2017.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne jusqu'au 5 juillet 2017.

Membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) le 7 novembre 2017.

Président de la commission d'enquête sur les frontières européennes, le contrôle des flux des personnes et des marchandises en Europe et l'avenir de l'espace Schengen jusqu'au 12 juin 2017.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer le 13 décembre 2017.

Membre suppléant du Conseil national des sapeurs-pompiers volontaires jusqu'au 30 septembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à garantir le principe de l'indépendance de la justice [n° 443 (2016-2017)] (23 février 2017) - **Justice**.

Proposition de loi relative au rétablissement des critères de classement des communes situées en zone de revitalisation rurale tels qu'ils existaient avant l'adoption de la loi de finances rectificative du 29 décembre 2015 [n° 478 (2016-2017)] (27 mars 2017) - **Aménagement du territoire**.

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête : Circuler en sécurité en Europe : renforcer Schengen [n° 484 (2016-2017)] (29 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Les missions locales : du rapport Schwartz à la Garantie jeunes, trente années d'accompagnement des jeunes en difficulté [n° 575 (2016-2017)] (7 juin 2017) - **Budget**.

Proposition de loi tendant à garantir la représentation des communes déléguées au sein des communes nouvelles [n° 620 (2016-2017)] (6 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi sur le régime de l'exécution des peines des auteurs de violences conjugales [n° 621 (2016-2017)] (11 juillet 2017) - **Famille**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 643 (2016-2017)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 645 tome 2 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Budget**.

Proposition de loi visant à intégrer dans la loi un objectif national de désenclavement [n° 679 (2016-2017)] (21 juillet 2017) - **Aménagement du territoire**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Aide publique au développement [n° 108 tome 3 annexe 4 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 3 janvier 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de M. Jean Pisani-Ferry, commissaire général de France stratégie.

Audition de M. Jean-Christophe Dumont, chef de la division des migrations internationales à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Audition de M. Jean-Dominique Giuliani, président du conseil d'administration de la Fondation Robert Schuman.

Audition de M. Yves Bertoin, directeur de l'Institut Jacques Delors.

Audition de Mme Sara Abbas, directrice du bureau de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) en France.

Réunion du mercredi 4 janvier 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de S.E. M. György Károlyi, ambassadeur de Hongrie en France.

Audition de M. Philippe Setton, directeur de l'Union européenne au ministère des affaires étrangères et du développement international, et Mme Laurence Auer, directrice adjointe.

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de M. Cyrille Baumgartner, secrétaire général adjoint des affaires européennes (secteur justice et affaires intérieures).

Audition de S.E. M. Ramon de Miguel, ambassadeur d'Espagne en France.

Réunion du jeudi 12 janvier 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de MM. David Skuli, directeur central de la police aux frontières, Fernand Gontier, directeur central adjoint, et Bernard Siffert, sous-directeur des affaires internationales, transfrontières et de la sûreté au ministère de l'intérieur.

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de S.E. M. Nikolaus Meyer-Landrut, ambassadeur d'Allemagne en France.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de MM. Pierre-Antoine Molina, directeur général, Benoît Brocart, directeur de l'immigration, Raphaël Sodini, directeur de l'asile, de la direction générale des étrangers en France au ministère de l'intérieur.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des finances*) : Compte rendu de la réunion du bureau de la commission du 24 janvier 2017 - Programme de contrôle de la commission pour 2017 - Communications.

(*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de M. Fabrice Leggeri, directeur exécutif de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex).

Réunion du jeudi 26 janvier 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition du contre-amiral Patrick Augier, secrétaire général adjoint de la mer.

Audition de Mme Hélène Crocquevieille, directrice générale des douanes et droits indirects, MM. Jean-Michel Thillier, chef de service, adjoint à la directrice générale, Jean-Paul Balzamo, sous-directeur des affaires juridiques, du contentieux, des contrôles et de la lutte contre la fraude, et Jean-François Rubler, chef du bureau de l'organisation, du suivi de l'activité et de l'animation de services au ministère de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Préfecture de police de Paris - Communication.

(*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de M. Jean-Jacques Colombi, chef de la division des relations internationales de la direction centrale de la police judiciaire au ministère de l'intérieur.

Réunion du jeudi 2 février 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Foncier dans les outre-mer - Audition en visioconférence des acteurs économiques de Mayotte.

Réunion du mardi 14 février 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de M. Wil van Gemert, directeur adjoint de l'Office européen de police (Europol).

Audition du contre-amiral Bernard-Antoine Morio de l'Isle, sous-chef d'état-major Opérations aéronavales, et du commissaire en chef Thierry de La Burgade, de l'état-major de la marine.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de M. Jamil Addou, chef de l'unité soutien asile du bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO).

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de M. Édouard Geffray, secrétaire général de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

Audition de M. Patrick Calvar, directeur général de la sécurité intérieure (DGSI) au ministère de l'intérieur.

Réunion du mardi 7 mars 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Débat préalable au Conseil européen des 9 et 10 mars 2017.

Réunion du mercredi 15 mars 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de M. Bruno Le Roux, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 29 mars 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Examen du projet de rapport.

Réunion du mercredi 31 mai 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Avenir du compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Communication.

Réunion du mercredi 7 juin 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Missions locales - Communication.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Aide publique au développement » et compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 28 novembre 2017 (*commission des finances*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Éric Lombard, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de directeur général de la Caisse des dépôts et consignations (CDC).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes - Troisième lecture** [n° 256 (2016-2017)] - (10 janvier 2017) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 206 (216-217)** (p. 23, 24).

- **Proposition de loi organique relative aux autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes - Troisième lecture** [n° 206 (216-217)] - (10 janvier 2017) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 256 (2016-2017)** (p. 23, 24).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1019 du 27 juillet 2016 relative à l'autoconsommation d'électricité et n° 2016-1059 du 3 août 2016 relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables** [n° 286 (2016-2017)] - (24 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 763, 764). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 784). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 789).

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale** [n° 332 (2016-2017)] - (31 janvier 2017) - **Article 6** (art. 495 et 495-17-1 [nouveau] du code de procédure pénale - *Élargissement du champ de l'amende forfaitaire*) (p. 1045). - **Article 8** (art. 132-18-1 [nouveau] du code pénal ; art. 362 du code de procédure pénale - *Rétablissement des peines minimales d'emprisonnement*) (p. 1051). - **Article 21** (titre 1er bis et section 1 bis [abrogés] du chapitre II du titre II du livre V, art. 74-2, 230-19, 474, 707, 712-11, 721-2, 730, 774 du code de procédure pénale et art. 131-3 [abrogé], 131-4-1 [abrogé] et 131-9 du code pénal - *Suppression de la contrainte pénale et de la libération sous contrainte*) (p. 1061). - **Article 22** (art. 13 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire - *Création de délégués bénévoles à la probation*) (p. 1063).

- **Débat sur le thème « Faut-il supprimer l'École nationale d'administration ? »** - (1er février 2017) (p. 1171, 1172).

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale - Deuxième lecture** [n° 348 (2016-2017)] - (7 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1268, 1269).

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain - Nouvelle lecture** [n° 315 (2016-2017)] - (7 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1279).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la disponibilité des vaccins obligatoires** - (9 février 2017) (p. 1392). (p. 1392).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1019 du 27 juillet 2016 relative à l'autoconsommation d'électricité et n° 2016-1059 du 3 août 2016 relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables - Commission mixte paritaire** [n° 361 (2016-2017)] - (15 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1530, 1531).

- **Proposition de loi visant à la mise en œuvre effective du droit à l'eau potable et à l'assainissement** [n° 416 (2016-2017)] - (22 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1742,

1743). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1314-2 [nouveau] du code de la santé publique - Obligation pour les collectivités territoriales de mettre gratuitement à disposition des équipements sanitaires et de distribution d'eau potable) (p. 1750).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 592 (2016-2017)]** - (4 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 1885, 1886).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les déserts médicaux** - (6 juillet 2017) (p. 1960). (p. 1961).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (11 juillet 2017) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2071).

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2017) - **Article 5** (art. 110 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale - Interdiction, pour une autorité territoriale, de recruter un membre de sa famille comme collaborateur) (p. 2093). (p. 2093).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'avenir de l'Union européenne** - (11 octobre 2017) (p. 3763, 3764).

- **Débat sur la participation dans l'entreprise, l'outil de croissance et les perspectives** - (25 octobre 2017) (p. 4165).

- **Débat sur l'aménagement du territoire : plus que jamais une nécessité** - (25 octobre 2017) (p. 4184, 4185).

- **Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 45 (2017-2018)]** - (31 octobre 2017) - **Article 6** (art. 322-4-1 du code pénal - Renforcement des sanctions pénales en cas d'occupation en réunion sans titre d'un terrain) (p. 4290, 4291).

- **Mise au point au sujet de votes** - (7 novembre 2017) (p. 4345).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (14 novembre 2017) - **Article 7** (art. L. 131-9, L. 136-7-1, L. 136-8, L. 162-14-1, art. L. 172-1, art. L. 241-2, art. L. 242-11, art. L. 313-1, art. L. 381-30-4, L. 382-22, art. L. 613-1 [nouveau] et art. L. 621-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. L. 731-25, art. L. 731-35 et art. L. 741-9 du code rural et de la pêche maritime - Hausse de la CSG et suppression de cotisations sociales) (p. 4939).

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 5011). - **Article 12** (Augmentation du droit de consommation sur le tabac en France continentale et en Corse) (p. 5092). (p. 5093).

Troisième partie :

- (16 novembre 2017) (p. 5125). (p. 5126).

- **Débat sur la représentation des communes déléguées dans les communes nouvelles** - (22 novembre 2017) (p. 7635). (p. 7635).

- **Débat sur le thème « Quelles énergies pour demain ? »** - (22 novembre 2017) (p. 7655).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]** - (23 novembre 2017) - **Article liminaire** (Prévisions de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques de l'année 2018, prévisions d'exécution 2017 et exécution 2016) (p. 6346). (p. 6347).

Première partie :

- (24 novembre 2017) - **Article 2** (art. 196 B et 197 du code général des impôts - Indexation du barème de l'impôt sur le revenu (IR) sur l'inflation) (p. 6374). - **Article additionnel après l'article 2 quater** (Exploitation d'installations

photovoltaïques) (p. 6391). - **Article additionnel après l'article 3 ter** (Encadrement des redevances auxquelles les stations de ski sont assujetties en contrepartie de l'occupation du domaine public) (p. 6412). - **Articles additionnels après l'article 6 quater** (p. 6431). - **Article 9** (art. 265, 266 quinquies, 266 quinquies B et 266 quinquies C du code des douanes - Trajectoire de la composante carbone pour la période 2018-2022 et conséquences en matière de tarifs des taxes intérieures de consommation) (p. 6465).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 6489). (p. 6489). (p. 6494). (p. 6496). - **Article 9 quater (nouveau)** (art. 266 quinquies du code des douanes - Élargissement de l'assiette de la TGAP aux biocarburants remplaçant le gazole) (p. 6500). (p. 6503). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 6514). (p. 6515). - **Article additionnel après l'article 10 bis** (Périmètre des zones de revitalisation rurales) (p. 6518, 6519). - **Article additionnel après l'article 10 ter** (Réforme de la déduction pour aléas) (p. 6523). (p. 6526). - **Article 10 sexies (nouveau)** (Maintien jusqu'au 31 décembre 2019 du bénéfice du régime fiscal et social des ZRR pour les communes qui en sont sorties et ne sont pas couvertes par la loi Montagne) (p. 6531). - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 6602). (p. 6602). (p. 6609). (p. 6609). (p. 6610). (p. 6610).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2017) - **Article 16** (art. L. 1613-1, art. L. 2335-3, art. L. 3334-17 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B, art. 1586 B et art. 1648 A du code général des impôts, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 49 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 6 de la loi n° 87-1317 de finances pour 1987 du 30 décembre 1986, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 2, art. 77 et art. 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 de finances pour 2011, art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Fixation pour 2018 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL) (p. 6654). (p. 6661). (p. 6663, 6664). - **Article 19** (Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public) (p. 6686). (p. 6686). (p. 6689). (p. 6698). (p. 6699). (p. 6702). (p. 6703). (p. 6706). (p. 6708). (p. 6708). (p. 6712). (p. 6713). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 6715, 6716). (p. 6716). (p. 6719). (p. 6721).

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie du projet de loi** (p. 6767, 6768).

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) - **Article 59 bis (nouveau)** (art. L. 2334-37 du code général des collectivités territoriales - Modalités d'examen par la commission ad hoc des demandes de subvention au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux, DETR) (p. 6827). (p. 6829). - **Article additionnel après l'article 59 bis** (Participation minimale des collectivités territoriales maître d'ouvrage au financement d'un projet) (p. 6832).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Nouvelle lecture [n° 121 (2017-2018)]** - (1er décembre 2017) - **Question préalable** (p. 6993).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (4 décembre 2017) (p. 7118).

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (5 décembre 2017) (p. 7200, 7201).

Immigration, asile et intégration

- (5 décembre 2017) (p. 7224).

Cohésion des territoires

- (6 décembre 2017) (p. 7306). (p. 7309).

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7838).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 14 et 15 décembre 2017** - (12 décembre 2017) (p. 7850). (p. 7852).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité [n° 162 (2017-2018)]** - (19 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10463). - **Article 8 (Modalités de contrôle)** (p. 10474, 10475). (p. 10475). (p. 10475).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Nouvelle lecture [n° 191 (2017-2018)]** - (20 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10513, 10514). (p. 10517).

- **Proposition de loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations - Commission mixte paritaire [n° 190 (2017-2018)]** - (20 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10536).

RETAILLEAU (Bruno)
sénateur (Vendée)
LR

Président du groupe Les Républicains.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre titulaire de la commission de modernisation de la diffusion audiovisuelle.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à faciliter le règlement des conséquences pécuniaires du divorce [n° 449 (2016-2017)] (2 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 717 (2016-2017)] (13 septembre 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'état des forces de sécurité intérieure [n° 125 (2017-2018)] (4 décembre 2017) - **Défense**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rentrée universitaire - Audition de M. Gilles Roussel, président de la Conférence des présidents d'université (CPU).

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » - Crédits « Audiovisuel » et compte de concours financier « Avances à l'audiovisuel public » - Crédits « Livre et industries culturelles » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines » et « Création et transmission des savoirs et démocratisation de la culture » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » - Crédits « Presse » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (11 juillet 2017) - **Articles**

additionnels après l'article 2 bis (p. 2043). (p. 2046). (p. 2050).

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2017) - **Article 6** (*Modalités d'entrée en vigueur des modalités du licenciement des collaborateurs « familiaux » de parlementaires ou d'autorités territoriales*) (p. 2104). - **Article 6 bis** (**nouveau**) (*Accompagnement des collaborateurs parlementaires licenciés*) (p. 2109). - **Article 12** (**supprimé**) (*Habilitation à légiférer par ordonnance en vue de la création d'une « banque de la démocratie »*) (p. 2141). - **Demande de priorité** (p. 2148). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 2157). - **Article 4** (**supprimé**) (*art. L.O. 146 du code électoral - Extension de l'incompatibilité parlementaire applicable aux fonctions de direction exercées au sein d'une société, d'une entreprise ou d'un organisme*) (p. 2167).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (25 juillet 2017) - **Article 9** (**priorité**) (*Report d'un an de l'entrée en vigueur du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu*) (p. 2997). - **Article 1er** (*Habilitation du Gouvernement à prendre diverses ordonnances pour renforcer la place de l'accord d'entreprise*) (p. 3037, 3038).

- **Suite de la discussion** (26 juillet 2017) - **Article 2** (*Nouvelle organisation du dialogue social et rénovation de l'exercice des responsabilités syndicales en entreprise*) (p. 3087).

- **Projet de loi organique pour la confiance dans la vie politique - Nouvelle lecture [n° 709 (2016-2017)]** - (4 août 2017) - **Discussion générale** (p. 3582, 3583).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'avenir de l'Union européenne** - (11 octobre 2017) (p. 3754).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Discussion générale :

- (23 novembre 2017) (p. 6331, 6332). (p. 6334).

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (6 décembre 2017) - **Article 52** (**priorité**) (*art. L. 351-2, L. 351-3, L. 411-8-1, L. 441-3, L. 441-11, L. 442-2-1 [nouveau] et L. 481-2 du code de la construction, art. L. 542-2 et L. 831-1 du code de la sécurité sociale - Réforme des aides au logement et de la politique des loyers dans le parc social*) (p. 7318). (p. 7330, 7331). (p. 7332).

- **Proposition de résolution visant à pérenniser et adapter la procédure de législation en commission [n° 135 (2017-2018)]** - (14 décembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9640).

REVET (Charles)
sénateur (Seine-Maritime)
LR

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 4 octobre 2017 ; vice-président de la commission jusqu'au 3 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à faciliter le règlement des conséquences pécuniaires du divorce [n° 449 (2016-2017)] (2 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à supprimer le bénéfice de l'âge en cas d'égalité des suffrages entre deux listes arrivées en tête aux élections municipales [n° 475 (2016-2017)] (22 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à sécuriser l'établissement des procurations électorales [n° 480 (2016-2017)] (28 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 557 (2016-2017)] (18 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à élargir les missions des comités locaux d'information et de suivi visés à l'article L. 542-13 du code de l'environnement [n° 561 (2016-2017)] (23 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative aux certificats de décès [n° 584 (2016-2017)] (21 juin 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture**.

Proposition de loi organique tendant à garantir l'ancrage territorial des sénateurs [n° 634 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi élargissant les modalités d'intervention de l'action extérieure des collectivités territoriales en matière d'eau, d'assainissement, d'électricité, de gaz et de déchets ménagers [n° 714 (2016-2017)] (11 septembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 717 (2016-2017)] (13 septembre 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à instituer un volontariat international d'enseignement en français [n° 718 (2016-2017)] (14 septembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à créer un fonds pour la présence et le rayonnement français à l'étranger [n° 3 (2017-2018)] (2 octobre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 30 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à prendre en compte la situation des « Américains accidentels » concernés par le Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA) [n° 64 (2017-2018)] (6 novembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Transports maritimes [n° 113 tome 6 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 181 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer un égal accès de tous les citoyens aux services publics de l'État et de ses opérateurs [n° 182 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 janvier 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement de la commission en Californie - Communication.

Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement de la commission à Marrakech dans le cadre de la COP22 - Communication.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Suivi quinquennal de l'application des lois - Communication.

Réunion du jeudi 26 janvier 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Bernard Roman, président de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur l'état des infrastructures routières et autoroutières, autour de Mme Christine Bouchet, MM. André Broto, Pierre Calvin, Pierre Chasseray et Jean-Claude Luche.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à la mise en œuvre effective du droit à l'eau potable et à l'assainissement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à la mise en œuvre effective du droit à l'eau potable et à l'assainissement - Examen des amendements de séance sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi tendant à simplifier certaines obligations applicables aux collectivités territoriales dans le domaine du service public d'eau potable - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Constitution du bureau de la délégation.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen du rapport pour avis sur la première partie.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Prévention des risques » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports maritimes » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :
Table ronde sur le canal Seine-Nord Europe.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique [n° 267 (2016-2017)]** - (11 janvier 2017) - **Articles additionnels après l'article 9 B** (p. 129). (p. 129).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1019 du 27 juillet 2016 relative à l'autoconsommation d'électricité et n° 2016-1059 du 3 août 2016 relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables [n° 286 (2016-2017)]** - (24 janvier 2017) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 784).

- **Proposition de loi relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et au développement du biocontrôle [n° 345 (2016-2017)]** - (7 février 2017) - **Article 1er** (*art. L. 143-15-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Obligation pour les sociétés d'acquérir des terres agricoles à travers une société de portage foncier*) (p. 1249). (p. 1250). (p. 1252). - **Article additionnel après l'article 7 bis** (p. 1256). (p. 1256).

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)]** - (21 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1670, 1671).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (11 juillet 2017) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2070).

- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement [n° 43 (2017-2018)]** - (8 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 8** (*Coordination pour l'application à Wallis et Futuna*) (p. 4454).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (15 novembre 2017) - **Article 8** (*art. L. 241-2-1 [nouveau], art. L. 241-13, art. L. 243-6-1, art. L. 243-6-2, art. L. 243-6-3, art. L. 243-6-6 à L. 243-6-8 [nouveaux] et L. 243-7 du code de la sécurité sociale, art. L. 741-1 du code rural et de la pêche maritime - Réduction de cotisation maladie et renforcement des allègements généraux en contrepartie de la suppression du CICE et du CITS*) (p. 5002).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le glyphosate** - (28 novembre 2017) (p. 6772).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Administration générale et territoriale de l'État

- (5 décembre 2017) (p. 7235).

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (6 décembre 2017) - **État B** (p. 7282).

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7839).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Nouvelle lecture [n° 178 (2017-2018)]** - (19 décembre 2017) - **Article 24** (*Règle prudentielle applicable aux collectivités territoriales*) (p. 10457).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Nouvelle lecture [n° 191 (2017-2018)]** - (20 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10520). - **Question préalable** (p. 10521).

RICHARD (Alain)
sénateur (Val-d'Oise)
LaREM

Réélu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 4 octobre 2017 ; vice-président de la commission jusqu'au 3 octobre 2017.

Membre de la commission des affaires européennes jusqu'au 4 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017, puis vice-président le 26 octobre 2017.

Vice-président du comité de déontologie parlementaire du Sénat, puis membre le 8 novembre 2017.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » jusqu'au 12 juin 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la collectivité de Corse (8 février 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale (8 février 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité publique (8 février 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion des projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique (26 juillet 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations (19 décembre 2017).

Membre suppléant du comité des finances locales jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre suppléant de la commission supérieure de codification (ancienne commission supérieure de codification et de simplification des textes législatifs et réglementaires) jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 12 janvier 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - L'Italie et l'Union européenne : rapport d'information et avis politique de MM. Jean Bizet, Pascal Allizard, René Danesi, André Gattolin, Mme Gisèle Jourda et M. Simon Sutour.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la sécurité publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 19 janvier 2017 (*commission des affaires européennes*) : Culture - Paquet « Droit d'auteur » : proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Colette Mélot et M. Richard Yung.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de MM. Mario Monti, président du groupe de haut niveau sur les ressources propres, et Alain Lamassoure, membre du groupe de haut niveau, député européen, en commun avec la commission des finances.

(*commission des finances*) : Audition de MM. Mario Monti, président du groupe de haut niveau sur les ressources propres, et Alain Lamassoure, membre du groupe de haut niveau, député européen.

(*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à renforcer les obligations comptables des partis politiques - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi visant à favoriser l'assainissement cadastral et la résorption du désordre de propriété - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des lois*) : Création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux passeports et aux cartes nationales d'identité (fichier TES) - Audition de M. Bruno Le Roux, ministre de l'intérieur.

Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à assurer la sincérité et la fiabilité des comptes des collectivités territoriales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 23 février 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jean-Bernard Auby, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, directeur de la chaire mutations de l'action publique et du droit public, et de Mme Estelle Bomberger-Rivot, maître de conférences, chercheur à la chaire mutations de l'action publique et du droit public.

Questions diverses relatives à la simplification normative.

Réunion du mercredi 19 avril 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Les nouvelles technologies au service de la modernisation des territoires - Présentation du rapport d'information de MM. Jacques Mézard et Philippe Mouiller.

Réunion du mardi 20 juin 2017 (*commission des lois*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du mardi 27 juin 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, sur les conclusions du Conseil européen des 22 et 23 juin 2017.

(*commission des lois*) : Projet de loi organique et projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-1360 du 13 octobre 2016 modifiant la partie législative du code des juridictions financières - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 29 juin 2017 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Coopération européenne en matière de renseignement : communication de Mme Joëlle Garriaud-Maylam.

Réunion du mardi 4 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 5 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Audition de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 11 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-717 du 3 mai 2017 portant création de l'établissement public Paris La Défense - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Proposition de résolution européenne de Mme Catherine Morin-Desailly sur la réforme des conditions d'utilisation des mesures conservatoires prévues par le règlement (CE) n° 1-2003 du Conseil relatif à la mise en œuvre des règles de concurrence : rapport d'information de M. Philippe Bonnecarrère.

Réunion du mardi 1er août 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi organique pour la confiance dans la vie politique.

Commission mixte paritaire sur le projet de loi pour la confiance dans la vie politique.

Réunion du mercredi 2 août 2017 (*commission des lois*) : Articles 56 et 13 de la Constitution - Audition de M. Michel

Mercier, candidat proposé par le président du Sénat pour siéger au Conseil constitutionnel.

Réunion du vendredi 4 août 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi organique pour la confiance dans la vie politique (nouvelle lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission des lois*) : Constitution du bureau.

Réunion du mardi 17 octobre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice - Proposition de loi organique pour le redressement de la justice - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du jeudi 26 octobre 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Élection du président ; désignation des vice-présidents et des secrétaires ; questions diverses.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative aux modalités de dépôt de candidature aux élections - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des lois*) : Lois de finances pour 2018 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 19 décembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la sécurité publique [n° 310 (2016-2017)]** - (24 janvier 2017) - **Article 1er** (*art. L. 435-1 [nouveau], L. 214-2, L. 214-3 [abrogé] et L. 511-5-1 [nouveau] du code de la sécurité intérieure, art. 56 et 61 du code des douanes, art. L. 2338-3 du code de la défense, art. 122-4-1 [abrogé] du code pénal et art. 12 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire - Création d'un régime unifié d'usage des armes applicable aux membres des forces de sécurité intérieure*) (p. 812).

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale - Deuxième lecture [n° 348 (2016-2017)]** - (7 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1267).

- **Proposition de loi visant à favoriser l'assainissement cadastral et la résorption du désordre de propriété [n° 352 (2016-2017)]** - (8 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1359).

- **Proposition de loi relative aux modalités de calcul du potentiel fiscal agrégé des communautés d'agglomération issues de la transformation des syndicats d'agglomération nouvelle (ex-SAN) [n° 404 (2016-2017)]** - (16 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1589, 1590).

- **Débat sur le bilan de l'application des lois** - (21 février 2017) (p. 1701).

- **Proposition de loi visant à assurer la sincérité et la fiabilité des comptes des collectivités territoriales [n° 131 (2016-2017)]** - (22 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1782, 1783).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence [n° 592 (2016-2017)]** - (4 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 1889, 1890).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (10 juillet 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 608 (2016-2017)** (p. 1979, 1980).

- **Suite de la discussion** (11 juillet 2017) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2075).

- **Projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 608 (2016-2017)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 609 (2016-2017)** (p. 1979, 1980). - (13 juillet 2017) - **Article 5** (*art. L.O. 146-1 du code électoral - Extension de l'incompatibilité parlementaire relative aux activités de conseil exercées à titre individuel*) (p. 2477, 2478). (p. 2480).

- **Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme [n° 630 (2016-2017)]** - (18 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 2634, 2635). - **Article 1er** (*art. L. 226-1 [nouveau], L. 511-1, L. 613-1 et L. 613-2 du code de la sécurité intérieure - Périmètres de protection*) (p. 2645). - **Article 2** (*art. L. 227-1 et L. 227-2 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Fermeture administrative des lieux de culte*) (p. 2650). - **Article 3** (*art. L. 228-1, L. 228-2, L. 228-3, L. 228-4, L. 228-5, L. 228-6 et L. 228-7 [nouveaux] du code de la sécurité intérieure - Régime de contrôle administratif et de surveillance des personnes constituant une menace grave pour la sécurité et l'ordre publics*) (p. 2657, 2658). (p. 2660). - **Article 8** (*art. L. 822-2, L. 852-2 [nouveau], L. 853-2, L. 854-9-1 [nouveau], L. 854-9-2 [nouveau], L. 854-9-3 [nouveau] et L. 871-2 du code de la sécurité intérieure ; art. L. 2371-1 [nouveau] et L. 2371-2 [nouveau] du code de la défense - Surveillance hertzienne*) (p. 2687). (p. 2688). - **Article 9** (*art. L. 822-2, L. 852-2 [nouveau], L. 853-2, L. 854-9-1 [nouveau], L. 854-9-2 [nouveau], L. 854-9-3 [nouveau] et L. 871-2 du code de la sécurité intérieure ; art. L. 2371-1 [nouveau] et L. 2371-2 [nouveau] du code de la défense - Surveillance hertzienne*) (p. 2690).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (25 juillet 2017) - **Article 1er** (*Habilitation du Gouvernement à prendre diverses ordonnances pour renforcer la place de l'accord d'entreprise*) (p. 3041).

- **Suite de la discussion** (26 juillet 2017) - **Article 2** (*Nouvelle organisation du dialogue social et rénovation de l'exercice des responsabilités syndicales en entreprise*) (p. 3104).

- **Projet de loi pour la confiance dans la vie politique - Commission mixte paritaire [n° 700 (2016-2017)]** - (2 août 2017) - **Discussion générale** (p. 3520).

- **Projet de loi organique pour la confiance dans la vie politique - Nouvelle lecture [n° 709 (2016-2017)]** - (4 août 2017) - **Discussion générale** (p. 3575, 3576).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement [n° 9 (2017-2018)]** - (10 octobre 2017) - **Discussion générale** (p. 3654, 3655). - **Article 2** (*Mise en cohérence de la terminologie utilisée par plusieurs codes*) (p. 3667). (p. 3679). (p. 3681, 3682).

- **Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Commission mixte paritaire [n° 17 (2017-2018)]** - (18 octobre 2017) - **Discussion générale** (p. 3903).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 [n° 57 (2017-2018)]** -

(9 novembre 2017) - **Article 2** (*Définition de l'objectif à moyen terme (OMT) de solde structurel et de la trajectoire de solde structurel pour les années 2018 à 2022*) (p. 4702). - **Article 3** (*Décomposition de la trajectoire de solde effectif entre composante structurelle, composante conjoncturelle et mesures ponctuelles et temporaires*) (p. 4705). - **Article 3 bis (nouveau)** (*Évolution des dépenses « pilotables » nettes et du ratio d'endettement corrigé des effets de la conjoncture*) (p. 4707). - **Article 10** (*Fixation d'objectifs en matière de finances des collectivités territoriales et mise en place d'une procédure de contractualisation*) (p. 4720, 4721). (p. 4721). (p. 4727). (p. 4728). (p. 4729, 4730).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Première partie :

- (25 novembre 2017) - **Article 10** (*art. 50-0, 102 ter, 151-0, 163 quater, 1417, 1586 sexies du code général des impôts, et art. L. 252 B du livre des procédures fiscales - Augmentation des seuils des régimes d'imposition des micro-entreprises*) (p. 6511, 6512).

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) (p. 6793, 6794).

Articles non rattachés

- (11 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 7766, 7767).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Nouvelle lecture [n° 178 (2017-2018)]** - (19 décembre 2017) - **Article 24** (*Règle prudentielle applicable aux collectivités territoriales*) (p. 10457).

- **Proposition de loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations - Commission mixte paritaire [n° 190 (2017-2018)]** - (20 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10532, 10533).

RIOCREUX (Stéphanie)
sénatrice (Indre-et-Loire)
SOCR, puis LaREM

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 1er octobre 2017.

Rapporteuse de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse (18 janvier 2017).

Membre de la mission d'information sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France jusqu'au 12 juin 2017.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse [n° 321 (2016-2017)] (24 janvier 2017) - **Questions sociales et santé**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 340 (2016-2017)] relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse [n° 374 (2016-2017)] (8 février 2017) - **Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 24 janvier 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse (nouvelle lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 14 février 2017 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse (nouvelle lecture) - Examen des amendements de séance.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur l'allocation de rentrée scolaire des mineurs placés volontairement** - (24 janvier 2017) (p. 729). (p. 729).

- **Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse - Nouvelle lecture [n° 340 (2016-2017)]** - (14 février 2017) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 1423, 1424). - **Article unique** (p. 1433).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (27 juillet 2017) - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*Assouplissement des obligations des employeurs en matière de prévention de la pénibilité et d'emploi de travailleurs détachés transfrontaliers*) (p. 3209).

RIVOLLIER (Évelyne)
sénatrice (Loire)
CRC

Non réélue le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication du 24 janvier 2017 au 1er octobre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre plus équitable au sein d'un EPCI le calcul des dotations de compensation dans le contexte d'un transfert de compétence [n° 406 (2016-2017)] (15 février 2017) - **Budget**.

Proposition de loi pour un droit au logement effectif et pour l'interdiction des expulsions sans relogement [n° 479 (2016-2017)] (27 mars 2017) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à préciser les limites du champ de protection d'un brevet concernant une information génétique [n° 515 (2016-2017)] (20 avril 2017) - **Culture**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire le droit à l'interruption volontaire de grossesse dans la Constitution [n° 545 (2016-2017)] (3 mai 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à abroger la loi autorisant la ligne Charles-de-Gaulle Express [n° 552 (2016-2017)] (11 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la protection des enfants et des adolescents face aux effets de la publicité télévisuelle [n° 558 (2016-2017)] (22 mai 2017) - **Éducation**.

Proposition de loi relative à la mise en place d'un moratoire sur la mise en culture des semences de colza et de tournesol tolérantes aux herbicides issues de mutagenèse [n° 564 (2016-2017)] (29 mai 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à renforcer le contrôle sur le commerce des armes et relative à la violation des embargos [n° 695 (2016-2017)] (31 juillet 2017) - **Défense**.

Proposition de loi visant à rétablir le délit d'entrave des directeurs d'établissements publics au fonctionnement du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) [n° 696 (2016-2017)] (31 juillet 2017) - **Fonction publique**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique [n° 288 (2016-2017)]** - (17 janvier 2017) - **Article 10 bis A (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 514-1 et L. 832-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Contentieux de l'éloignement des étrangers en situation irrégulière en Guadeloupe, en Guyane, à Mayotte, à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin) (p. 313).

- **Projet de loi relatif à la sécurité publique [n° 310 (2016-2017)]** - (24 janvier 2017) - **Article 6** (art. L. 613-12 du code de la sécurité intérieure - Armement des agents de sécurité privée chargés d'une mission de protection de l'intégrité physique des personnes) (p. 819).

- **Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme [n° 630 (2016-2017)]** - (18 juillet 2017) - **Article 5** (art. 17 de la loi n° 2013-1168 du 18 décembre 2013 relative à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale - Pérennisation du traitement relatif aux données des transporteurs aériens dit « système API-PNR France ») (p. 2679) - **Article 9** (art. L. 822-2, L. 852-2 [nouveau], L. 853-2, L. 854-9-1 [nouveau], L. 854-9-2 [nouveau], L. 854-9-3 [nouveau] et L. 871-2 du code de la sécurité intérieure ; art. L. 2371-1 [nouveau] et L. 2371-2 [nouveau] du code de la défense - Surveillance hertzienne) (p. 2689).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (25 juillet 2017) - **Article 1er** (Habilitation du Gouvernement à prendre diverses ordonnances pour renforcer la place de l'accord d'entreprise) (p. 3031).

ROBERT (Didier)
sénateur (La Réunion)
LR

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de loi relative aux certificats de décès [n° 584 (2016-2017)] (21 juin 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique tendant à garantir l'ancrage territorial des sénateurs [n° 634 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe d'études sur les arts de la scène, les arts de la rue et les festivals en régions - Situation des festivals - Communication.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique [n° 288 (2016-2017)]** - (17 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 265, 266).

- **Suite de la discussion** (18 janvier 2017) - **Article 19 (supprimé)** (*Expérimentation d'un Small business act outre-mer*) (p. 361).

ROBERT (Sylvie)
sénatrice (Ille-et-Vilaine)
SOCR

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition de M. Jean-François Pilliard, professeur affilié et président de la chaire « dialogue social et compétitivité des entreprises » à l'ESCP Europe, membre de la section du travail et de l'emploi au Conseil économique, social et environnemental (CESE), ancien délégué général de l'Union des industries et métiers de la métallurgie (IUMM) et ancien vice-président et président du pôle social du Mouvement des entreprises de France (MEDEF).

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition de M. Jean-Denis Combrexelle, président de la section sociale du Conseil d'État.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Laurent Stefanini, ambassadeur, délégué permanent de la France auprès de l'UNESCO, accompagné de M. Daniel Janicot, président de la Commission nationale française pour l'UNESCO.

(*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition conjointe de MM. Loïc Blondiaux, professeur de science politique à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne et Rémi Lefebvre, professeur de science politique à l'université Lille II.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition de Mme Laure de la Bretèche, secrétaire générale pour la modernisation de l'action publique.

Réunion du mardi 21 février 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition de Mme Axelle Lemaire, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances, chargée du numérique et de l'innovation.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition conjointe des représentants d'associations d'élus locaux, avec M. Charles Fournier, vice-président du conseil régional de Centre-Val de Loire, pour Régions de France, Mme Alexandrine Leclerc, vice-présidente du conseil départemental du Loiret représentant l'Assemblée des départements de France (ADF), M. Loïc Cauret, président de la communauté de communes Lamballe Terre et Mer, président délégué de l'Assemblée des communautés de France (AdCF), et MM. Bertrand Pancher, député-maire de Bar-Le-Duc, et Alexandre Touzet, maire de Saint-Yon, représentant l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalités (AMF).

Audition de M. Christian Leyrit, président de la Commission nationale du débat public (CNDP).

Réunion du jeudi 23 février 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition, sur la participation des citoyens à la prise de décision publique,

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 5 octobre 2017 ; secrétaire de la commission jusqu'au 4 octobre 2017.

Membre de la commission des affaires européennes le 5 octobre 2017.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale à la prospective jusqu'au 17 octobre 2017.

Membre titulaire de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

Membre titulaire de la commission supérieure des sites, perspectives et paysages.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

Membre de la mission d'information sur la démocratie représentative, la démocratie participative, la démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 jusqu'au 12 juin 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique visant à améliorer la qualité des études d'impact des projets de loi [n° 610 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instituer le Conseil parlementaire d'évaluation des politiques publiques et du bien-être [n° 611 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi pour une meilleure protection des mineur.e.s victimes de viol et des autres agressions sexuelles [n° 53 (2017-2018)] (26 octobre 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à interdire la pratique de la chasse à courre, à cor et à cri [n° 106 (2017-2018)] (22 novembre 2017) - **Environnement**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Culture : Création et transmission des savoirs et démocratisation de la culture [n° 112 tome 2 fasc. 2 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

de M. Florent Guignard, vice-président de Démocratie ouverte, M. Stéphane Vincent, délégué général de la 27e région, M. Cyril Lage, fondateur de Parlement et citoyens, et MM. Benjamin Ooghe-Tabanou et François Massot, administrateurs de Regards citoyens.

Réunion du mercredi 1er mars 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition des représentants des organisations représentatives des salariés, avec M. Fabrice Angei, membre du bureau confédéral de la Confédération générale du travail (CGT), Mme Marylise Léon, secrétaire nationale en charge de l'évolution des règles du dialogue social au sein de la Confédération française démocratique du travail (CFDT), MM. Gilles Lecuelle, secrétaire national de la Confédération française de l'encadrement - Confédération générale des cadres (CFE-CGC), en charge du dialogue social, et Pierre Jardon, secrétaire confédéral de la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC), en charge du dialogue social.

Réunion du mercredi 17 mai 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mission en Inde - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 5 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Audition de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 11 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Chronologie des médias - Audition conjointe de représentants des producteurs, créateurs, exploitants et distributeurs.

Chronologie des médias - Audition conjointe de représentants des télévisions payantes.

Chronologie des médias - Ouverture par M. Christophe Tardieu, secrétaire général du Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC).

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Françoise Nyssen, ministre de la culture.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Mounir Mahjoubi, secrétaire d'État chargé du numérique.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Constitution du bureau.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Rentrée universitaire - Audition de M. Gilles Roussel, président de la Conférence des présidents d'université (CPU).

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » - Audition de Mme Françoise Nyssen, ministre de la culture.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de

finances pour 2018 - Mission « Recherche et Enseignement supérieur » - Crédits « Recherche » et « Enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Libre circulation des données non personnelles : avis motivé de M. Simon Sutour.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » - Crédits « Audiovisuel » et compte de concours financier « Avances à l'audiovisuel public » - Crédits « Livre et industries culturelles » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Culture » - Audition de Mme Françoise Nyssen, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines » et « Création et transmission des savoirs et démocratisation de la culture » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » - Crédits « Presse » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants - Audition conjointe de MM. Gilles Roussel, président de la Conférence des présidents d'université (CPU) et Philippe Vincent, secrétaire général adjoint du Syndicat national des personnels de direction de l'éducation nationale (SNPDEN).

Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants - Audition conjointe des organisations d'étudiants.

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de « maison commune de la musique » - Audition de M. Roch-Olivier Maistre.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (11 juillet 2017) - **Article 2** (*art. 4 quater de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Prévention et traitement des conflits d'intérêts des parlementaires et modalités de tenue, dans chaque assemblée, d'un registre public des dépôts*) (p. 2017). (p. 2028). (p. 2029).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (14 novembre 2017) - **Article 7** (*art. L. 131-9, L. 136-7-1, L. 136-8, L. 162-14-1, art. L. 172-1, art. L. 241-2, art. L. 242-11, art. L. 313-1, art. L. 381-30-4, L. 382-22, art. L. 613-1 [nouveau] et art. L. 621-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. L. 731-25, art. L. 731-35 et art. L. 741-9 du code rural et de la pêche maritime - Hausse de la CSG et suppression de cotisations sociales*) (p. 4965). (p. 4966).

- **Question orale sans débat sur le transfert du site de l'École nationale supérieure maritime de Saint-Malo** - (21 novembre 2017) (p. 5396). (p. 5397).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) - **État B** (p. 6802). (p. 6803).

**Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale :
Financement national du développement et de la
modernisation de l'apprentissage**

- (4 décembre 2017) - **État B** (p. 7069).

Culture

- (4 décembre 2017) (p. 7084).

**Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours
financiers : Avances à l'audiovisuel public**

- (4 décembre 2017) (p. 7108, 7109).

Recherche et enseignement supérieur

- (7 décembre 2017) (p. 7486, 7487). - **État B** (p. 7498).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la circulaire relative au recensement des migrants en centre d'accueil d'urgence** - (14 décembre 2017) (p. 9649).

ROCHE (Gérard)
sénateur (Haute-Loire)
UDI-UC, puis UC

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre titulaire du Comité national des retraités et des personnes âgées jusqu'au 9 juin 2017.

Membre titulaire du comité de surveillance du Fonds de solidarité vieillesse.

Membre titulaire du conseil de surveillance du Fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites.

Membre titulaire du Conseil supérieur du travail social jusqu'au 20 juin 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article premier de la Constitution pour y inscrire le principe d'égalité devant la loi sans distinction de sexe [n° 454 (2016-2017)] (8 mars 2017) - **Famille**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales : L'interrégimes en matière de retraite : le succès du droit à l'information ne suffit pas [n° 667 (2016-2017)] (20 juillet 2017) - **Famille**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale

et économique - Examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à mettre en place une stratégie nationale d'utilisation du transport sanitaire hélicoptéré - Examen du rapport et du texte de la commission.

Table ronde sur la problématique de la qualité de vie au travail des personnels hospitaliers.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires sociales*) : Table ronde sur la problématique de la qualité de vie au travail des personnels hospitaliers avec des représentants des syndicats infirmiers.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse (nouvelle lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Table ronde sur la problématique de la qualité de vie au travail des personnels hospitaliers avec des représentants des syndicats des praticiens hospitaliers.

Réunion du mardi 14 février 2017 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse (nouvelle lecture) - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 21 juin 2017 (*commission des affaires sociales*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale - Interrégimes en matière de retraite au service des assurés - Communication.

Pertinence des soins - Communication.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse - Nouvelle lecture** [n° 340 (2016-2017)] - (14 février 2017) - **Article unique** (p. 1435).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à renforcer la lutte contre l'exposition aux perturbateurs endocriniens** [n° 236 (2016-2017)] - (22 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1725).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'admission post-bac (I)** - (20 juillet 2017) (p. 2830).

ROGER (Gilbert)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
SOCR

Réélu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Secrétaire de la délégation sénatoriale aux outre-mer, puis membre le 18 octobre 2017.

Membre suppléant du Conseil supérieur de la réserve militaire jusqu'au 30 septembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Drones d'observation et drones armés : un enjeu de souveraineté [n° 559 (2016-2017)] (23 mai 2017) - **Défense**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - **Défense** : Soutien de la politique de la défense [n° 110 tome 7 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique étrangère américaine de l'administration Trump - Audition conjointe de Mmes Célia Belin, chercheuse au centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère des affaires étrangères et au centre Thucydide (Paris II), et Maya Kandel, chercheuse associée à l'Institut du monde anglophone de l'université Sorbonne Nouvelle (Paris III), anciennement responsable du programme États-Unis de l'Institut de recherche stratégique de l'école militaire.

71e session de l'Assemblée générale des Nations unies - Forum transatlantique - Communications.

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi relatif à la sécurité publique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Salman El-Herfi, ambassadeur, chef de la mission de Palestine en France.

Audition de S.E. Mme Aliza Bin-Noun, ambassadeur d'Israël en France.

Initiative française pour la paix au Proche-Orient - Audition de M. Ludovic Pouille, directeur adjoint d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient au ministère des affaires étrangères et du développement international.

Projet de loi autorisant la ratification du protocole au traité de l'Atlantique Nord sur l'accession du Monténégro - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Cyberinterférences dans les processus électoraux - Audition de M. Guillaume Poupard, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI).

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, sur le Brexit et la refondation de l'Union européenne.

(*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, sur le Brexit et la refondation de l'Union européenne.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Proposition de résolution exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale - Présentation.

Réunion du mardi 23 mai 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « Les drones dans les forces armées » - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 29 juin 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Normes en matière de construction, d'équipement et d'urbanisme dans les outre-mer - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 5 juillet 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Michel Foucher, géographe, ancien ambassadeur et ancien directeur du centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère des affaires étrangères (CAPS), titulaire de la chaire de géopolitique appliquée au Collège d'études mondiales de Paris, sur « la route de la soie ».

Élection du président de la commission.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général pour l'administration du ministère des armées.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition du général Jean-Pierre Bossier, chef d'état-major de l'armée de terre.

Situation internationale - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de l'amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la marine.

Projet de loi de finances pour 2018 - Audition du général André Lanata, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de

finances pour 2018 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition du général François Lecointre, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Défense » - Programme 212 « Soutien de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation de Jérusalem et processus de paix au Proche-Orient - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la conférence de Paris pour la paix au Proche-Orient** - (17 janvier 2017) (p. 271, 272).

- **Projet de loi autorisant la ratification du protocole au traité de l'Atlantique Nord sur l'accèsion du Monténégro [n° 314 (2016-2017)]** - (26 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 970).

- **Question orale sans débat sur la situation de l'hôpital Jean-Verdier de Bondy** - (21 février 2017) (p. 1648). (p. 1649).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'organisation des Jeux olympiques** - (1er août 2017) (p. 3509).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Défense

- (30 novembre 2017) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, pour le programme « Soutien de la politique de défense » (p. 6955, 6956).

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (7 décembre 2017) - **État D** (p. 7456).

ROME (Yves)
sénateur (Oise)
SOCR, puis LaREM

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » jusqu'au 12 juin 2017.

Membre suppléant du Conseil national de l'habitat.

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 1er octobre 2017.

de ROSE (Marie-France)
sénateur (Hauts-de-Seine)
LR

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer la légitimité démocratique des conseillers communautaires [n° 282 (2016-2017)] (10 janvier 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Devenue sénateur le 1er janvier 2017 (en remplacement de M. Jacques Gautier, démissionnaire de son mandat).

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication du 10 janvier 2017 au 1er octobre 2017.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à supprimer le bénéfice de l'âge en cas d'égalité des suffrages entre deux listes arrivées en tête aux élections municipales [n° 475 (2016-2017)] (22 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à garantir aux personnes en situation de handicap un accès effectif aux lieux ouverts au public [n° 554 (2016-2017)] (15 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 557 (2016-2017)] (18 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à élargir les missions des comités locaux d'information et de suivi visés à l'article L. 542-13 du code de l'environnement [n° 561 (2016-2017)] (23 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative aux certificats de décès [n° 584 (2016-2017)] (21 juin 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens d'action des maires à l'égard des atteintes faites au patrimoine bâti des communes [n° 603 (2016-2017)] (4 juillet 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi sur la majoration des pensions aux veuves des très grands invalides de guerre dont l'indice de pension était supérieur à 2 000 points à la date du décès [n° 626 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi organique tendant à garantir l'ancrage territorial des sénateurs [n° 634 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à interdire la mention du nom et de la photo de personnes autres que les candidats et suppléants sur les documents de propagande électorale [n° 687 (2016-2017)] (26 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à rendre imprescriptibles les crimes et délits sexuels sur mineurs [n° 719 (2016-2017)] (14 septembre 2017) - **Famille**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Groupe de travail sur la francophonie - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Françoise Nyssen, ministre de la culture.

Groupe de travail « culture et handicap » - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Chronologie des médias - Communication.

ROSSIGNOL (Laurence)
ministre des familles, de l'enfance et des droits des femmes
(jusqu'au 18 mai 2017)
sénatrice (Oise)
SOCR
(à partir du 18 juin 2017)

DÉPÔTS

Proposition de loi pour une meilleure protection des mineurs victimes de viol et des autres agressions sexuelles [n° 53 (2017-2018)] (26 octobre 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à interdire la pratique de la chasse à courre, à cor et à cri [n° 106 (2017-2018)] (22 novembre 2017) - **Environnement**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Marlène Schiappa, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du mardi 10 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, sur le rapport sur l'application de la loi de financement de la sécurité sociale.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projets de loi ratifiant quatre ordonnances relatives à la santé - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 17 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé et M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Reprise de l'exercice du mandat de sénateur suite à la cessation de fonction de membre du Gouvernement le 18 juin 2017.

Réélue le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la commission des affaires économiques du 28 juin 2017 au 3 octobre 2017.

Membre titulaire de la Cour de justice de la République le 18 octobre 2017.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 3 juillet 2017 ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017.

Réunion du jeudi 26 octobre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Constitution du bureau de la délégation.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur le programme de travail de la délégation.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen des amendements.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Édouard Durand, magistrat, et Mme Ernestine Ronai, co-présidents de la commission Violences de genre du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement - Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA) » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Laurence Rossignol, ancienne ministre des familles, de l'enfance et des droits des femmes, membre de la délégation, sur les 4e et 5e plans de mobilisation et de lutte contre toutes les violences faites aux femmes.

Réunion du mardi 28 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Travail et emploi » - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur le canal Seine-Nord Europe.

Réunion du jeudi 7 décembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Brigitte Grézy, secrétaire générale du Conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, sur le harcèlement sexuel et les agissements sexistes au travail.

Réunion du jeudi 14 décembre 2017 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Maître Carine Durrieu-Diebolt, avocate au barreau de Paris, spécialisée dans la défense des victimes de violences sexuelles.

Audition de Mme Ghada Hatem, fondatrice de la maison des femmes de Saint-Denis sur la maison des femmes de Saint-Denis et les soins aux femmes victimes de violences.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème « Violences sexuelles, aider les victimes à parler »** - (2 février 2017) (p. 1226, 1229).

- **Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse - Nouvelle lecture [n° 340 (2016-2017)]** - (14 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1422, 1423). (p. 1431). - **Article unique** (p. 1433). (p. 1436).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le plan de lutte contre les violences faites aux enfants** - (23 février 2017) (p. 1819).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (11 juillet 2017) - **Article 1er** (*art. 131-26-2 [nouveau], 432-17, 433-22 et 711-1 du code pénal - Élargissement du champ d'application de la peine complémentaire obligatoire d'inéligibilité*) (p. 2008, 2009). (p. 2009, 2010).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-48 du 19 janvier 2017 relative à la profession de physicien médical et l'ordonnance n° 2017-50 du 19 janvier 2017 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé [n° 11 (2017-2018)]** - (11 octobre 2017) - **Article additionnel après l'article 2** (p. 3748).

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux menaces sur « Charlie Hebdo » et l'antisémitisme** - (9 novembre 2017) (p. 4664). (p. 4665).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (13 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4881).

Troisième partie :

- (16 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 16** (*Délai pour le remboursement des frais de santé à une personne de nationalité étrangère ne travaillant pas*) (p. 5157). - **Article 18** (*Transferts entre l'État et la sécurité sociale et entre branches de la sécurité sociale*) (p. 5168, 5169).

Quatrième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 26** (*art. L. 531-2 et L. 531-3 du code de la sécurité sociale et art. 74 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Harmonisation du barème et des plafonds de la PAJE et du complément familial*) (p. 5189, 5190). (p. 5192, 5193). - **Articles additionnels après l'article 26** (*Limitation des allocations familiales aux familles dont un parent au moins est français*) (p. 5194). - **Article 26 bis (nouveau)** (*Demande de rapport sur les modalités d'attribution des places au sein des établissements et services d'accueil du jeune enfant*) (p. 5196, 5197). - **Article additionnel après l'article 26 bis** (*Pécule des enfants confiés à l'ASE*) (p. 5200).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (4 décembre 2017) - **État B** (p. 7066). (p. 7068).

Articles non rattachés

- (8 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 39 sexies** (p. 7569).

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 7770). - **Article 48** (*Introduction d'un jour de carence pour la prise en charge des congés de maladie des personnels du secteur public*) (p. 7815, 7816). (p. 7816).

- **Débat sur le retour des djihadistes en France** - (13 décembre 2017) (p. 9588).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le droit d'asile** - (19 décembre 2017) (p. 10413).

ROUSTAN (Max)
sénateur (Gard)
NI

Devenu sénateur le 25 septembre 2017 (en remplacement de M. Jean-Paul Fournier, démissionnaire de son mandat).

Démissionnaire le 30 septembre 2017.

ROUX (Jean-Yves)
sénateur (Alpes de Haute-Provence)
SOCR

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Philippe Martin, candidat proposé aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur l'état des infrastructures routières et autoroutières, autour de Mme Christine Bouchet, MM. André Broto, Pierre Calvin, Pierre Chasseray et Jean-Claude Luche.

Réunion du jeudi 23 février 2017 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Jean-Pierre Henry, directeur de recherche au CNRS, université Paris-Diderot, sur le thème : « Progrès dans la connaissance des mécanismes du cerveau. Vers l'homme augmenté ? ».

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants - Audition conjointe de MM. Gilles Roussel, président de la Conférence des présidents d'université (CPU) et Philippe Vincent, secrétaire général adjoint du Syndicat national des personnels de direction de l'éducation nationale (SNPDEN).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable jusqu'au 3 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017, puis secrétaire le 26 octobre 2017.

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

Membre suppléant du Haut comité de la qualité du service dans les transports.

Membre suppléant du comité de massif du massif des Alpes le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique visant à améliorer la qualité des études d'impact des projets de loi [n° 610 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instituer le Conseil parlementaire d'évaluation des politiques publiques et du bien-être [n° 611 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Patrick Jeantet, président de SNCF Réseau.

Réunion du jeudi 26 janvier 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Bernard Roman, président de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à mettre en place une stratégie nationale d'utilisation du transport sanitaire hélicoptère [n° 324 (2016-2017)]** - (1er février 2017) - **Discussion générale** (p. 1166, 1167).

- **Question orale sans débat sur la situation des arboriculteurs des Alpes-de-Haute-Provence** - (24 octobre 2017) (p. 3937). (p. 3938).

ROYAL (Ségolène)
*ministre de l'environnement, de l'énergie
et de la mer, chargée des relations
internationales sur le climat
(jusqu'au 18 mai 2017)*

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-1018 du 27 juillet 2016 relative à la communication des données de la circulation routière des collectivités territoriales et de leurs groupements [n° 276 (2016-2017)] (4 janvier 2017) - **Collectivités territoriales**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-1057 du 3 août 2016 relative à l'expérimentation de véhicules à délégation de conduite sur les voies publiques [n° 355 (2016-2017)] (1er février 2017) - **Aménagement du territoire**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-1687 du 8 décembre 2016 relative aux espaces maritimes relevant de la souveraineté ou de la juridiction de la République française [n° 423 (2016-2017)] (15 février 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-1725 du 15 décembre 2016 relative aux réseaux fermés de distribution [n° 424 (2016-2017)] (15 février 2017) - **Aménagement du territoire**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-1686 du 8 décembre 2016 relative à l'aptitude médicale à la navigation des gens de mer et à la lutte contre l'alcoolisme en mer [n° 447 (2016-2017)] (1er mars 2017) - **Questions sociales et santé**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale [n° 496 (2016-2017)] (5 avril 2017) - **Aménagement du territoire**.

Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement [n° 537 (2016-2017)] (27 avril 2017) - **Aménagement du territoire**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-1315 du 6 octobre 2016 modifiant la loi du 17 décembre 1926 relative à la répression en matière maritime [n° 539 (2016-2017)] (27 avril 2017) - **Justice**.

SAINT-PÉ (Denise)
*sénateur (Pyrénées-Atlantiques)
UC*

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 4 octobre 2017.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-1737 du 24 décembre 2015 relative aux bilans d'émission de gaz à effet de serre et aux audits énergétiques [n° 540 (2016-2017)] (27 avril 2017) - **Environnement**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-489 du 21 avril 2016 relative à la Société du Canal Seine-Nord Europe [n° 541 (2016-2017)] (27 avril 2017) - **Aménagement du territoire**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-460 du 14 avril 2016 modifiant l'article L. 225-4 du code de la route pour habiliter les fonctionnaires et agents de l'État chargés du contrôle des transports terrestres placés sous l'autorité du ministre chargé des transports à accéder directement aux informations relatives au permis de conduire [n° 542 (2016-2017)] (27 avril 2017) - **Justice**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-488 du 21 avril 2016 relative à la consultation locale sur les projets susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement [n° 569 (2016-2017)] (27 avril 2017) - **Environnement**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les substances toxiques dans les produits pour bébés** - (26 janvier 2017) (p. 980, 981).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fermeture de la centrale de Fessenheim** - (26 janvier 2017) (p. 983).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la pollution atmosphérique** - (26 janvier 2017) (p. 985).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le nucléaire en France** - (14 février 2017) (p. 1438, 1439).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1019 du 27 juillet 2016 relative à l'autoconsommation d'électricité et n° 2016-1059 du 3 août 2016 relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables - Commission mixte paritaire [n° 361 (2016-2017)]** - (15 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1528, 1529).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la prise en charge des victimes de la pollution** - (23 février 2017) (p. 1812).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement (15 novembre 2017).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

Membre suppléant du comité de massif du massif des Pyrénées le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Audition de M. Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

SAPIN (Michel)
ministre de l'économie et des finances
(jusqu'au 18 mai 2017)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-1808 du 22 décembre 2016 relative à l'accès à un compte de paiement assorti de prestations de base [n° 455 (2016-2017)] (8 mars 2017) - **Budget**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-1575 du 24 novembre 2016 portant réforme du dispositif de gel des avoirs [n° 457 (2016-2017)] (8 mars 2017) - **Budget**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-1809 du 22 décembre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles des professions réglementées [n° 466 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Entreprises**.

SAUGEY (Bernard)
sénateur (Isère)
LR

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

Questeur du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 1er octobre 2017.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème « Quelles énergies pour demain ? »** - (22 novembre 2017) (p. 7659, 7660).

- **Projet de loi de finances pour 2018** [n° 107 (2017-2018)]

Première partie :

- (27 novembre 2017) - **Article 19** (*Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public*) (p. 6708, 6709). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 6721).

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-1635 du 1er décembre 2016 renforçant le dispositif français de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme [n° 472 (2016-2017)] (22 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-43 du 19 janvier 2017 mettant en œuvre le compte personnel d'activité pour différentes catégories d'agents des chambres d'agriculture, des chambres de commerce et des chambres de métiers et de l'artisanat [n° 511 (2016-2017)] (19 avril 2017) - **Questions sociales et santé**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-79 du 29 janvier 2016 relative aux gares routières et à la recodification des dispositions du code des transports relatives à l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières et rectifiant le code des transports [n° 532 (2016-2017)] (27 avril 2017) - **Aménagement du territoire**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-394 du 31 mars 2016 relative aux sociétés constituées pour l'exercice en commun de plusieurs professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé [n° 536 (2016-2017)] (27 avril 2017) - **Travail**.

Membre titulaire de la Cour de justice de la République.

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'assujettissement à l'impôt sur le revenu des indemnités spéciales et des indemnités de fonction complémentaires versées à certains parlementaires exerçant des fonctions particulières [n° 573 (2016-2017)] (7 juin 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

SAURY (Hugues)
sénateur (Loiret)
LR-A

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 18 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale et aux réunions des commissions départementales d'aménagement commercial [n° 167 (2017-2018)] (13 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

SAVARY (René-Paul)
sénateur (Marne)
LR

Réélu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales à partir du 5 octobre 2017 ; secrétaire de la commission jusqu'au 4 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 18 octobre 2017, puis vice-président le 26 octobre 2017.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale ; nouvelle nomination le 21 novembre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse (18 janvier 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social (26 juillet 2017).

Proposition de loi visant à assurer un égal accès de tous les citoyens aux services publics de l'État et de ses opérateurs [n° 182 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Joël Barre, délégué général pour l'armement.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition du général Richard Lizurey, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition du général François Lecointre, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Avances à l'audiovisuel public » - Programmes 844 « France Médias Monde » et 847 « TV5 Monde » - Examen du rapport pour avis.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 (20 novembre 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance relative à l'adaptation des dispositions législatives relatives au fonctionnement des ordres des professions de santé (1er décembre 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance relative à la profession de médecin et l'ordonnance relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé (1er décembre 2017).

Membre titulaire du comité de surveillance du Fonds de solidarité vieillesse le 30 novembre 2017.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites le 30 novembre 2017.

Membre titulaire de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie ; nouvelle nomination le 30 novembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

Membre de la mission d'information sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France jusqu'au 12 juin 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à faciliter le règlement des conséquences pécuniaires du divorce [n° 449 (2016-2017)] (2 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à garantir aux personnes en situation de handicap un accès effectif aux lieux ouverts au public [n° 554 (2016-2017)] (15 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Les urgences hospitalières, miroir des dysfonctionnements de notre système de santé [n° 685 (2016-2017)] (26 juillet 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à la promotion de la cohabitation intergénérationnelle [n° 15 (2017-2018)] (6 octobre 2017) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)] - Exposé général [n° 77 tome 1 (2017-2018)] (8 novembre 2017) - **Budget**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)] - Examen des articles [n° 77 tome 2 (2017-2018)] (8 novembre 2017) - **Budget**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)] - Tableau comparatif [n° 77 tome 3 (2017-2018)] (8 novembre 2017) - **Budget**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Régimes sociaux et de retraites - Pensions [n° 111 tome 5 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 janvier 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission des affaires sociales*) : Article 13 de la Constitution - Audition de Mme Agnès Buzyn, candidate proposée par le président de la République à la présidence de la Haute Autorité de santé.

Réunion du jeudi 12 janvier 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition des docteurs Zinna Bessa, sous-directrice « Santé des populations et prévention des maladies chroniques », et Philippe Leborgne, adjoint à la cheffe du bureau de la santé mentale, de la Direction générale de la santé (DGS).

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition conjointe de fédérations hospitalières : MM. David Gruson, délégué général, Alexandre Mokédé, adjoint au délégué général, de la Fédération hospitalière de France (FHF), le docteur Olivier Drevon, président, M. David Castillo, délégué général, le docteur Vincent Masetti, coordinateur médical CLINEA de l'Union nationale des cliniques psychiatriques privées (UNCPYSY), M. David Causse, coordonnateur du pôle santé social, Mme Anne-Charlotte de Vasselot, conseiller santé social, représentant la Fédération des établissements hospitaliers et d'aide à la personne privés non lucratifs (FEHAP), M. Gilles Moulec, vice-président, et Mme Luce Legendre, vice-présidente du bureau national de l'Association des établissements participant au service public de santé mentale (ADESM).

Audition de Mmes Viviane Kovess-Masféty, présidente de la commission spécialisée Évaluation, stratégie et perspective (CSESP), et Claudine Berr, présidente de la commission spécialisée Maladies chroniques (CSMC), représentant le Haut Conseil de la santé publique (HCSP).

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des affaires sociales*) : Suivi quinquennal de l'application des lois - Communication.

Réunion du mardi 24 janvier 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition du professeur Jean-Philippe Raynaud, chef de service de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent (SUPEA) au centre hospitalier universitaire (CHU) de Toulouse.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition conjointe sur la détection précoce des troubles psychiatriques : le professeur Diane Purper-Ouakil, chef du pôle psychiatrie au centre hospitalier universitaire (CHU) de Montpellier et responsable de la médecine psychologique pour enfants et adolescents à l'hôpital Saint-Éloi, le professeur Jacques Dayan, vice-président de l'association WAIMH France (World Association for Infant Mental Health), et le professeur Manuel Bouvard, chef du service universitaire d'hospitalisation pour enfants et adolescents (SUHEA) au centre hospitalier universitaire (CHU) de Bordeaux.

Audition des docteurs Maryse Bonnefoy, médecin au centre de PMI de Lyon, Colette Bauby, médecin au centre de PMI de Gennevilliers, et Sylvaine Gissingier, pédiatre, représentant le Syndicat national des médecins de la protection maternelle et infantile (SNMPMI).

(*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à mettre en place une stratégie nationale d'utilisation du transport sanitaire hélicoptère - Examen du rapport et du texte de la commission.

Table ronde sur la problématique de la qualité de vie au travail des personnels hospitaliers.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition de Mmes Anne-Marie Armanteras-de Saxcé, directrice générale,

et Céline Descamps, chargée de mission au bureau R4 (prises en charge post aiguës, pathologies chroniques et santé mentale), de la Direction générale de l'offre de soins (DGOS).

Réunion du mardi 7 février 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition du Collège national des universitaires de psychiatrie (CNUP) représenté par le professeur Pierre Thomas, président, responsable médical du pôle psychiatrie, médecine légale et médecine en milieu pénitentiaire du centre hospitalier régional universitaire de Lille, et Mme Marie-Rose Moro, professeur de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent, et le docteur Bénédicte Barbotin, présidente de l'Association française fédérative des étudiants en psychiatrie (AFFEP).

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition conjointe de MM. Vincent Beaugrand, directeur général, Georges Papanicolaou, psychiatre, médecin-chef du centre de psychanalyse de la clinique Dupré, et Philippe Lesieur, psychiatre, de la Fondation santé des étudiants de France (FSEF).

Audition du professeur Alain Ehrenberg, président du Conseil national de la santé mentale.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition conjointe de M. Daniel Marcelli, professeur émérite de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent, et Mme Viviane Kovess-Masféty, présidente de la commission spécialisée Évaluation, stratégie et prospective du Haut Conseil de la santé publique.

Audition de Mme Isabelle Coutant, sociologue, chargée de recherche au CNRS et membre de l'Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux.

(*commission des affaires sociales*) : Perturbateurs endocriniens dans les produits phytopharmaceutiques et les biocides - Communication.

Réunion du mardi 4 avril 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des affaires sociales*) : Certification des comptes du régime général de sécurité sociale (exercice 2016) - Audition de M. Antoine Durrelman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Prise en charge sociale des mineurs isolés étrangers - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 5 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Unités hospitalières spécialement aménagées (UHSA) - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Situation des finances sociales - Communication.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale - Interrégimes en matière de retraite au service des assurés - Communication.

Pertinence des soins - Communication.

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale - État des lieux et perspectives des mesures incitatives au

développement de l'offre de soins primaires dans les zones sous-dotées - Examen du rapport d'information.

Situation des urgences hospitalières, en liaison avec l'organisation de la permanence des soins - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 1er août 2017 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Dominique Martin, candidat à la direction générale de l'Agence nationale de sécurité du médicament.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Constitution du bureau.

Projets de loi ratifiant quatre ordonnances relatives à la santé - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de MM. Gérard Rivière, président du conseil d'administration et Renaud Villard, directeur, de la Caisse nationale d'assurance vieillesse.

Réunion du jeudi 26 octobre 2017 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Constitution du bureau de la délégation.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen du rapport.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Audition de Mme Geneviève Darrieussecq, secrétaire d'État auprès de la ministre des armées.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen des amendements.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » - Compte d'affectation spéciale « Pensions » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 28 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Travail et emploi » - Audition de Mme Muriel Pénicaut, ministre du travail.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Échange de vues sur le programme de travail.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » - Compte d'affectation spéciale « pensions » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Travail et emploi » et compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 30 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Audition de M. François-Xavier Selleret, directeur du GIE AGIRC-ARRCO.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à la mise en œuvre effective du droit à l'eau potable et à l'assainissement [n° 416 (2016-2017)]** - (22 février 2017) - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 115-3-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Création d'une aide préventive pour l'accès à l'eau potable) (p. 1754, 1755). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 115-3-2 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Allocation forfaitaire d'eau) (p. 1757, 1758).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (11 juillet 2017) - **Article 2 quater (nouveau)** (art. 6 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique - Exercice direct par la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique de son droit de communication) (p. 2054).

- **Projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 608 (2016-2017)]** - (13 juillet 2017) - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 2488). (p. 2490). - **Article 9** (art. 54 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances - Suppression de la réserve parlementaire - Dotation de soutien à l'investissement des communes et de leurs groupements) (p. 2501). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2510).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (24 juillet 2017) - **Question préalable** (p. 2935).

- **Suite de la discussion** (26 juillet 2017) - **Article 2** (*Nouvelle organisation du dialogue social et rénovation de l'exercice des responsabilités syndicales en entreprise*) (p. 3085).

- **Suite de la discussion** (27 juillet 2017) - **Article 3** (*Aménagement des règles du licenciement et de certaines formes particulières de travail*) (p. 3157). (p. 3171). (p. 3175, 3176). (p. 3179). (p. 3182). (p. 3189). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 3224). (p. 3224). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3229).

- **Commission mixte paritaire [n° 698 (2016-2017)]** - (2 août 2017) - **Discussion générale** (p. 3550, 3551).

- **Débat sur l'aménagement du territoire : plus que jamais une nécessité** - (25 octobre 2017) (p. 4188). (p. 4188, 4189).

- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement [n° 43 (2017-2018)]** - (7 novembre 2017) - **Article 1er** (art. L. 111-1, art. L. 111-4 à L. 111-9 [nouveaux] du code minier - Arrêt progressif de la recherche et de l'exploitation des hydrocarbures) (p. 4373, 4374). (p. 4377, 4378).

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2017) - **Article 6 (texte non modifié par la commission)** (art. L. 661-4, art. L. 661-10 à L. 661-20 [nouveaux] du code de l'énergie - Contrôle de la qualité environnementale des biocarburants) (p. 4446, 4447).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (13 novembre 2017) - rapporteur de la commission des affaires sociales pour l'assurance vieillesse - **Discussion générale** (p. 4859, 4860).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2017) - **Article 7** (art. L. 131-9, L. 136-7-1, L. 136-8, L. 162-14-1, art. L. 172-1,

art. L. 241-2, art. L. 242-11, art. L. 313-1, art. L. 381-30-4, L. 382-22, art. L. 613-1 [nouveau] et art. L. 621-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. L. 731-25, art. L. 731-35 et art. L. 741-9 du code rural et de la pêche maritime - Hausse de la CSG et suppression de cotisations sociales) (p. 4943, 4944). (p. 4961).

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2017) - **Article 9** (art. L. 131-6-4 [nouveau] et L. 161-1-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 5141-1 du code du travail - Réforme de l'ACCRE et encouragement des petites activités) (p. 5023). - **Article 11** (art. L. 111-11, L. 114-16-3, L. 114-23, L. 114-24, L. 115-9, L. 123-1, L. 123-2-1, L. 131-6-3, L. 133-1-1 à L. 133-1-3 [abrogés], L. 133-1-4, L. 133-1-5 à L. 133-1-6 [abrogés], L. 133-5-2, L. 133-6-7, L. 133-6-7-1 à L. 133-6-7-3, L. 133-6-9 [abrogé], L. 133-6-10, L. 133-6-11 [abrogé], L. 134-1, L. 134-3, L. 134-4, L. 135-2, L. 135-6, L. 136-3, L. 161-8, L. 161-18, L. 171-2-1 [nouveau], L. 171-3, L. 171-6-1 [nouveau], L. 171-7, L. 172-2, L. 173-2, L. 173-3 [abrogé], L. 182-2-2, L. 182-2-4, L. 182-2-6, L. 200-1, L. 200-2, L. 200-3, L. 211-1, L. 213-1, L. 215-1, L. 221-1, L. 221-3-1, L. 222-1, L. 223-1, L. 225-1-1, L. 227-1, L. 233-1 [nouveau], L. 241-2, L. 243-6-3, L. 311-3, L. 351-15, L. 611-1, L. 611-2 à L. 611-19 [abrogés], L. 612-1 à L. 612-6, L. 612-7 à L. 612-13, L. 613-1 [nouveau], L. 613-2 à L. 613-6, L. 613-8, L. 613-9, L. 613-12 à L. 613-14 [abrogés], L. 613-19 à L. 613-19-3, L. 613-20, L. 613-21, L. 613-22 et L. 613-23 [abrogés], L. 614-1 [abrogé], L. 615-1 à L. 615-5 [nouveau], L. 621-1 à L. 621-2 [nouveaux], L. 621-4 [abrogé], L. 622-1 à L. 622-3, L. 622-6 [abrogé], L. 622-8, L. 623-1 à L. 623-5, L. 631-1 [nouveau], L. 632-1 à L. 632-3, L. 633-1, L. 633-9 [abrogé], L. 633-11, L. 633-11-1 [abrogé], L. 634-1 [abrogé], L. 634-2 à L. 634-2-1, L. 634-2-2 [abrogé], L. 634-3-1, L. 634-3-2 à L. 634-5 [abrogés], L. 634-6, L. 635-1 à L. 635-6, L. 637-1 à L. 637-2, L. 640-1, L. 641-1, L. 641-8, L. 642-5 à L. 642-6 [nouveau], L. 643-1-A, L. 643-10 [nouveau], L. 651-12 et L. 651-13 [abrogés], L. 652-4, L. 652-6, L. 652-7, L. 661-1 [nouveau], L. 671-1 [nouveau], L. 722-1, L. 722-1-1, L. 722-2 et L. 722-3 [abrogés], L. 722-4, L. 722-5, L. 722-5-1 [abrogé], L. 722-6, L. 722-7 [abrogé], L. 722-9, L. 742-6, L. 742-7, L. 752-4, L. 752-6, L. 752-9, L. 756-5 et L. 766-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 5553-5 du code des transports - Suppression du régime social des indépendants et modification des règles d'affiliation à la CIPAV) (p. 5079, 5080).

Troisième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 13** (art. 1010 du code général des impôts - Verdissement du barème de la taxe sur les véhicules de société) (p. 5130). - **Article 13 bis (nouveau)** (art. 1613 ter et 1613 quater du code général des impôts - Modification des contributions sur les boissons sucrées et édulcorées) (p. 5139). - **Articles additionnels après l'article 14** (*Retrait des médicaments génériques de l'assiette de la taxe sur le chiffre d'affaires des distributeurs en gros*) (p. 5147). - **Article 15 bis (nouveau)** (art. L. 138-2 du code de la sécurité sociale - Contribution à la charge des établissements de vente en gros de spécialités pharmaceutiques) (p. 5153). - **Article 16 ter (nouveau)** (art. L. 640-2 (nouveau), L. 722-1, L. 722-6 du code de la sécurité sociale - Facilitations d'affiliation aux régimes d'assurance des internes en médecine) (p. 5159). - **Article 18** (*Transferts entre l'État et la sécurité sociale et entre branches de la sécurité sociale*) (p. 5170). - **Explications de vote sur l'ensemble de la troisième partie** (p. 5184).

Quatrième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article additionnel après l'article 26 bis** (*Pécule des enfants confiés à l'ASE*) (p. 5199). (p. 5201). - **Article 28** (art. L. 861-2 du code de la sécurité sociale - Revalorisation de l'ASP et des anciennes allocations du minimum vieillesse) (p. 5208). (p. 5209). - **Article additionnel après l'article 28** (*Revalorisation du niveau minimum des pensions de retraite des exploitants agricoles*) (p. 5211). - **Article 29** (art. L. 161-23-1 et L. 816-2 du code de la sécurité sociale et art. 29 de l'ordonnance n° 2002-411 du 27 mars 2002 relative à la protection sanitaire et sociale à Mayotte - Décalage de la date de revalorisation des pensions et de l'ASP) (p. 5212). (p. 5213). - **Article additionnel après l'article 29 bis** (*Réforme systématique des retraites*) (p. 5214). -

Article 34 (art. L. 3111-1, L. 3111-2, L. 3111-3, L. 3111-4-1, L. 3111-9, L. 3116-1, L. 3116-2, L. 3116-4, L. 3821-1, L. 3821-2, L. 3821-3 et L. 3826-1 du code de la santé publique - Extension de l'obligation de couverture vaccinale des enfants) (p. 5218). - **Article 35** (art. L. 162-31-1 et L. 221-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 1433-1 du code de la santé publique, art. 43 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Cadre d'expérimentations pour l'innovation dans le système de santé) (p. 5229).

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 5263, 5264). (p. 5269, 5270). - **Article 40** (art. L. 161-37, L. 161-38, L. 162-17-9 [nouveau], L. 162-19-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale ; art. L. 5122-17 [nouveau], L. 5213-1 à L. 5213-4, L. 5223-1 à L. 5223-5, L. 6143-7 du code de la santé publique - Dispositions diverses relatives à la qualité, à la promotion et la pertinence de l'utilisation des produits de santé) (p. 5297). - **Article 41** (art. L. 162-17-31 [nouveau], L. 162-17-5, L. 165-2-1 [nouveau], L. 165-3-3, L. 165-4 et L. 165-7 du code de la sécurité sociale - Régulation du secteur des dispositifs médicaux) (p. 5305). - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 5313). - **Article 44 bis (nouveau)** (art. L. 162-1-21 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. 83 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé - Suppression de la généralisation obligatoire du tiers payant) (p. 5321). - **Article 49** (art. L. 1432-5, L. 1435-9, L. 1435-9-1 [nouveau] et L. 1435-10 du code de la santé publique - Assouplissement des règles de gestion du FIR) (p. 5333). - **Article 50** (art. L. 313-1, L. 313-12, L. 313-12-2, L. 314-6 du code de l'action sociale et des familles - Régime de contractualisation dans le secteur médico-social) (p. 5338).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Première partie :

- (27 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 6719).

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) - **Article 59** (art. L. 2334-42 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Dotation de soutien à l'investissement local) (p. 6819, 6820).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Nouvelle lecture [n° 121 (2017-2018)]** - (1er décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 6987, 6988). - **Question préalable** (p. 6992).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (6 décembre 2017) - **État B** (p. 7281, 7282).

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Crédits non répartis - Action et transformation publiques - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État - Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions

- (6 décembre 2017) (p. 7353, 7354).

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (7 décembre 2017) - **État B** (p. 7420).

Articles non rattachés

- (11 décembre 2017) - **Article 45 quater (nouveau)** (art. 1388 quinquiés C [nouveau] et art. 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 - Abattement facultatif sur la valeur locative des magasins de commerce de détail de moins de 400 mètres carrés conditionnant une autorisation d'augmenter la TASCOM) (p. 7782). - **Articles additionnels après l'article 45 quinquiés** (p. 7789). - **Articles additionnels après l'article 45 sexies** (p. 7793). - **Articles additionnels après l'article 46** (p. 7798). - **Articles additionnels après l'article 46 ter** (p. 7809). - **Article 47 bis (nouveau)** (Création d'une indemnité compensatrice de la hausse de la CSG pour les agents publics) (p. 7812).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Nouvelle lecture [n° 178 (2017-2018)]** - (19 décembre 2017) - **Article 24** (Règle prudentielle applicable aux collectivités territoriales) (p. 10457).

SAVIN (Michel)
sénateur (Isère)
LR

Réélu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre titulaire du conseil d'administration de la société Radio-France jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre titulaire du Conseil national du sport jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre titulaire du comité de suivi de la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

Membre de la mission d'information sur Alstom et la stratégie industrielle du pays le 22 novembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de loi relative aux certificats de décès [n° 584 (2016-2017)] (21 juin 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 30 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées sous tutelle ou sous curatelle [n° 95 (2017-2018)] (16 novembre 2017) - **Famille**.

Proposition de loi relative à l'amélioration du fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre [n° 151 (2017-2018)] (8 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à assurer un égal accès de tous les citoyens aux services publics de l'État et de ses opérateurs [n° 182 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs (deuxième lecture) - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs - Examen des amendements éventuels au texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mission en Inde - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Laura Flessel, ministre des sports.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de

finances pour 2018 - Audition de Mme Laura Flessel, ministre des sports.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Crédits « Sport » et « Jeunesse et vie associative » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 30 novembre 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Groupe de travail sur la simplification des normes sportives - Réglementation applicable aux collectivités territoriales et simplification de normes réglementaires relatives à la pratique et aux équipements sportifs - Proposition de résolution de MM. Dominique de Legge, Christian Manable et Michel Savin.

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conclusions du groupe de travail sur les normes sportives applicables aux collectivités territoriales - Communication.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs - Deuxième lecture [n° 381 (2016-2017)]** - (15 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1546, 1547). - **Article 1er quater (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 212-9 du code du sport - *Élargissement des incompatibilités pour l'accès à la profession d'éducateur sportif*) (p. 1552). - **Article 7 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 122-10-1 [nouveau] du code du sport, art. L. 131-9 et L. 136-6 du code de la sécurité sociale - *Contrat relatif à l'exploitation commerciale de l'image, du nom ou de la voix d'un sportif ou d'un entraîneur professionnel*) (p. 1556).

- **Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 410 (2016-2017)]** - (23 février 2017) - **Article unique (Texte non modifié par la commission)** (p. 1833). (p. 1838).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales** - (31 octobre 2017) (p. 4273).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Sport, jeunesse et vie associative

- (29 novembre 2017) (p. 6889).

SAVOLDELLI (Pascal)
sénateur (Val-de-Marne)
CRCE

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne le 4 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 18 octobre 2017, puis vice-président le 26 octobre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2017 (9 novembre 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 (7 décembre 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2018 (7 décembre 2017).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 600 (2016-2017)] (29 juin 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à réhabiliter la police de proximité [n° 715 (2016-2017)] (11 septembre 2017) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à renforcer la définition des agressions sexuelles et du viol commis sur des mineur.e.s de moins de 15 ans [n° 55 (2017-2018)] (30 octobre 2017) - **Famille**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Remboursements et dégrèvements [n° 108 tome 3 annexe 26 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Projet de loi de finances pour 2018 - Participation de la France au budget de l'Union européenne (article 27) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 26 octobre 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Élection du président ; désignation des vice-présidents et des secrétaires ; questions diverses.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des principaux éléments de l'équilibre sur le projet de loi de finances pour 2018 - Tome I du rapport général.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Suite à la réunion du bureau de la délégation du 9 novembre 2017, programme de travail semestriel.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des articles précédemment réservés (11 ter, 12, 12 ter, 12 quater) et position de la commission sur la première partie - Tome II du rapport général.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des missions et de l'article rattaché précédemment examinés et réservés.

Réunion du jeudi 30 novembre 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Groupe de travail sur la simplification des normes sportives - Réglementation applicable aux collectivités territoriales et simplification de normes réglementaires relatives à la pratique et aux équipements sportifs - Proposition de résolution de MM. Dominique de Legge, Christian Manable et Michel Savin.

Réunion du mardi 5 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » (et articles 52 à 52 sexies) - Examen définitif.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Missions « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et article 51), « Cohésion des territoires » (et articles 52 à 52 sexies), « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » (et article 55 ter) et « Remboursements et dégrèvements », et articles rattachés à la mission « Engagements financiers de l'État », et compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 19 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Examen du rapport et du texte de la commission, en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le logement social** - (17 octobre 2017) (p. 3819).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022** [n° 57 (2017-2018)] - (9 novembre 2017) - **Question préalable** (p. 4650, 4652). - **Article 3** (*Décomposition de la trajectoire de solde effectif entre composante structurelle, composante conjoncturelle et mesures ponctuelles et temporaires*) (p. 4703, 4704). - **Article 3 bis (nouveau)** (*Évolution des dépenses « pilotables » nettes et du ratio d'endettement corrigé des effets de la conjoncture*) (p. 4707). (p. 4708). - **Article 4 (texte non modifié par la commission)** (*Objectif d'effort structurel des administrations publiques sous-jacent à la trajectoire de solde structurel*) (p. 4709). - **Article 5** (*Trajectoire de la dépense publique hors crédits d'impôts et du taux de prélèvements obligatoires*) (p. 4709, 4710). - **Article 6 bis** (*Règle d'affectation d'un surplus budgétaire*) (p. 4710). - **Article 8 ter (nouveau)** (*Ajustement des plafonds d'emplois à l'exécution*) (p. 4716). (p. 4716). - **Article 10** (*Fixation d'objectifs en matière de finances des collectivités territoriales et mise en place d'une procédure de contractualisation*) (p. 4720). (p. 4723). (p. 4728, 4729).

(p. 4730). (p. 4730). (p. 4731). - **Article 11 (Texte non modifié par la commission)** (Objectif de diminution des dépenses de gestion administrative des régimes obligatoires de sécurité sociale) (p. 4732). - **Article 12 (Budget triennal)** (p. 4734). - **Article 13 (Concours financiers de l'État aux collectivités territoriales pour la période quinquennale)** (p. 4734). (p. 4734). - **Article 17 (Plafonnement et pilotage des dépenses fiscales)** (p. 4739). - **Article 18 (texte non modifié par la commission)** (Plafonnement et pilotage des « niches sociales ») (p. 4739). - **Article 19 bis (nouveau)** (art. 12 de la loi n° 2014-1653 du 29 décembre 2014 de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 - Encadrement du taux de mise en réserve de l'État) (p. 4740). - **Article 25 (Rapport sur l'exécution de l'objectif d'évolution de la dépense locale)** (p. 4741). - **Article 29 (Abrogation de dispositions de la loi de programmation des finances publiques en vigueur)** (p. 4743).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 67 (2017-2018)]** - (9 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4748, 4749). - **Article 1er (Instauration d'une contribution exceptionnelle sur l'impôt sur les sociétés pour les sociétés réalisant plus de 1 milliard d'euros de chiffre d'affaires et d'une contribution additionnelle à cette dernière pour les sociétés réalisant plus de 3 milliards d'euros de chiffre d'affaires)** (p. 4759). (p. 4760). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 4772). (p. 4773).

- **Nouvelle lecture [n° 84 (2017-2018)]** - (14 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4897). - **Article 1er (Les modalités d'assujettissement des sociétés aux contributions exceptionnelle et additionnelle)** (p. 4904).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (15 novembre 2017) - **Article 9 (art. L. 131-6-4 [nouveau] et L. 161-1-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 5141-1 du code du travail - Réforme de l'ACCRE et encouragement des petites activités)** (p. 5023).

Troisième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 16 (art. L. 382-1, L. 382-2, L. 383-3-1 [nouveau], L. 382-4, L. 382-5, L. 382-6, L. 382-9, L. 382-14 du code de la sécurité sociale et art. 6331-67 et L. 6331-68 du code du travail - Simplification de l'affiliation, du recouvrement et de la gouvernance du régime de sécurité sociale des artistes auteurs)** (p. 5155). - **Articles additionnels après l'article 16 (Délai pour le remboursement des frais de santé à une personne de nationalité étrangère ne travaillant pas)** (p. 5157).

- **Débat sur la politique de la ville : une réforme bien engagée mais fragilisée par un manque de moyens** - (21 novembre 2017) (p. 5434).

- **Débat sur les collectivités locales** - (22 novembre 2017) (p. 7668).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]** - (23 novembre 2017) - **Article liminaire (Prévisions de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques de l'année 2018, prévisions d'exécution 2017 et exécution 2016)** (p. 6346).

Première partie :

- (24 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 6382). (p. 6382). - **Article 3 (Art. 1407 bis, 1413 bis, 1414, 1414 A, 1414 B, 1414 C (nouveau), 1417, 1605 bis et 1641 du code général des impôts, et L. 173 du livre des procédures fiscales - Dégrevement de la taxe d'habitation sur la résidence principale)** (p. 6394, 6395). (p. 6406). - **Articles additionnels après l'article 6 bis** (p. 6421). - **Articles additionnels après l'article 6 quater** (p. 6437). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 6449).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2017) - **Article 11 (Mise en œuvre du prélèvement forfaitaire unique)** (p. 6552). (p. 6555). - **Article 11 ter (nouveau)** (art. 150 VK du code général des impôts - Augmentation du taux de la taxe forfaitaire sur la cession des métaux précieux) (p. 6565). - **Article 12**

(Création de l'impôt sur la fortune immobilière et suppression de l'impôt sur la fortune) (p. 6576, 6577). (p. 6578). (p. 6584).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2017) - **Article 15** (art. 62 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 - Modification de l'assiette de la taxe sur les transactions financières) (p. 6633, 6634). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 6639). (p. 6639). - **Article 16 (art. L. 1613-1, art. L. 2335-3, art. L. 3334-17 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B, art. 1586 B et art. 1648 A du code général des impôts, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 49 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 6 de la loi n° 87-1317 de finances pour 1987 du 30 décembre 1986, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 2, art. 77 et art. 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 de finances pour 2011, art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Fixation pour 2018 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL)** (p. 6651, 6652). (p. 6652). (p. 6652). (p. 6657, 6658). (p. 6660). (p. 6661). (p. 6666). - **Article 19 (Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public)** (p. 6695).

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie du projet de loi** (p. 6764, 6765).

- **Question orale sans débat sur la réforme territoriale de l'agglomération parisienne** - (5 décembre 2017) (p. 7181). (p. 7182).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] (suite)**

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (6 décembre 2017) - **Article 52 (priorité)** (art. L. 351-2, L. 351-3, L. 411-8-1, L. 441-3, L. 441-11, L. 442-2-1 [nouveau] et L. 481-2 du code de la construction, art. L. 542-2 et L. 831-1 du code de la sécurité sociale - Réforme des aides au logement et de la politique des loyers dans le parc social) (p. 7314, 7315). (p. 7322, 7323).

Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : Participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Investissements d'avenir - Remboursements et dégrèvements

- (6 décembre 2017) (p. 7372, 7373). - **Article 69 (nouveau)** (Remise d'un rapport sur la politique de dividende de l'état actionnaire et sur l'opportunité d'une évolution du statut de l'Agence des participations de l'état en un opérateur public doté de la personnalité morale) (p. 7386). - **État B** (p. 7388).

Articles non rattachés

- (8 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 7529). - **Article 39** (art. 199 novovicies et 279-0 bis A du code général des impôts - Prorogation et recentrage de la réduction d'IR en faveur de l'investissement locatif intermédiaire, dispositif « Pinel ») (p. 7536).

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2017) - **Article 44 septies (nouveau)** (art. 244 quater L du code général des impôts - Prorogation et relèvement de crédit d'impôt pour l'agriculture biologique) (p. 7743). - **Articles additionnels après l'article 46 ter** (p. 7802). - **Articles additionnels après l'article 48 bis** (p. 7818). (p. 7819). (p. 7819). (p. 7820). (p. 7822).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 155 (2017-2018)]** - (15 décembre 2017) - **Article 9** (art. 204 C, 204 D, 204 F, 204 G, 204 H, 302 decies (nouveau), 1729 G et 1759-0 A du code général des impôts, art. L. 136-6-1 du code de la sécurité sociale et art. 60 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 - Aménagement du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu) (p. 9741, 9742). (p. 9742). (p. 9749). - **Article 30** (art. 1680 du code général des impôts - Moyens de paiement, plafond de recouvrement en numéraire) (p. 9866). - **Article 43 (nouveau)** (Création d'un fonds exceptionnel au bénéfice des départements connaissant une situation financière particulièrement dégradée)

(p. 9887, 9888). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9890).

- **Projet de loi de finances pour 2018 - Nouvelle lecture [n° 172 (2017-2018)]**

Discussion générale :

- (19 décembre 2017) (p. 10402, 10403). - **Question préalable** (p. 10409).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Nouvelle lecture [n° 178 (2017-2018)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de finances n° 172 (2017-2018)** (p. 10402, 10403). - (19 décembre 2017) - **Article 10** (Objectif en matière de finances locales et procédure de contractualisation) (p. 10449, 10450). - **Article 24** (Règle prudentielle applicable aux collectivités territoriales) (p. 10457, 10458).

SCHIAPPA (Marlène)
secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes
(à partir du 17 mai 2017)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avis du Comité consultatif national d'éthique sur la PMA** - (20 juillet 2017) (p. 2832).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-31 du 12 janvier 2017 de mise en cohérence des textes au regard des dispositions de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé [n° 12 (2017-2018)]** - (11 octobre 2017) - **Discussion générale commune avec celle des projets de loi n° 11 (2017-2018) et n° 13 (2017-2018)** (p. 3733, 3736). (p. 3744, 3745). - **Article unique** (p. 3746).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-48 du 19 janvier 2017 relative à la profession de physicien médical et l'ordonnance n° 2017-50 du 19 janvier 2017 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé [n° 11 (2017-2018)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 12 (2017-2018)** (p. 3733, 3736). (p. 3744, 3745). - (11 octobre 2017) - **Article 2** (Ratification de l'ordonnance relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le

domaine de la santé) (p. 3747). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 3749).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-644 du 27 avril 2017 relative à l'adaptation des dispositions législatives relatives au fonctionnement des ordres des professions de santé [n° 13 (2017-2018)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 12 (2017-2018)** (p. 3733, 3736). (p. 3744, 3745). - (11 octobre 2017) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (Consultation des ordres sur le montant des indemnités versées aux présidents des juridictions ordinaires) (p. 3749). - **Article 3** (Précisions relatives à l'ordre des pharmaciens) (p. 3750). - **Article 3 bis C (nouveau)** (Maintien de la possibilité, pour les membres en cours du mandat du conseil national, d'être élus assesseurs à la chambre disciplinaire nationale des ordres des masseurs-kinésithérapeutes et des pédicures-podologues) (p. 3751). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (Entrée en vigueur du régime des incompatibilités) (p. 3751, 3752). - **Article additionnel après l'article 5** ((Rédactionnel)) (p. 3752).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le harcèlement** - (17 octobre 2017) (p. 3824).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les crédits consacrés à la lutte contre les violences faites aux femmes** - (28 novembre 2017) (p. 6774).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'égalité femmes-hommes** - (28 novembre 2017) (p. 6776).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre le sexisme** - (28 novembre 2017) (p. 6778).

SCHILLINGER (Patricia)
sénateur (Haut-Rhin)
SOCR, puis LaREM

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Secrétaire de la commission des affaires européennes jusqu'au 4 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse (18 janvier 2017).

Membre titulaire de l'Observatoire national du suicide jusqu'au 19 septembre 2017.

Membre de la mission d'information sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France jusqu'au 12 juin 2017.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur les perturbateurs endocriniens dans les produits phytopharmaceutiques et les biocides [n° 294 (2016-2017)] - Les perturbateurs endocriniens : un enjeu de santé publique [n° 293 (2016-2017)] (12 janvier 2017) - **Environnement**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur les perturbateurs endocriniens dans les produits phytopharmaceutiques et les biocides [n° 294 (2016-2017)] (12 janvier 2017) - **Environnement**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 477 (2016-2017)] en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à limiter l'utilisation des produits phytosanitaires au sein de l'Union européenne [n° 500 (2016-2017)] (5 avril 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Les pouvoirs publics face aux perturbateurs endocriniens [n° 547 (2016-2017)] (5 mai 2017) - **Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 janvier 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition de Mme Marie-Rose Moro, professeur de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent, chef de service à l'université Paris-Descartes, et M. Jean-Louis Brison, inspecteur d'académie - inspecteur pédagogique régional, auteurs du rapport « Plan d'action en faveur du bien-être et de la santé des jeunes » remis au président de la République en novembre 2016.

Réunion du jeudi 12 janvier 2017 (*commission des affaires européennes*) : Questions sociales et santé - Perturbateurs endocriniens : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Patricia Schillinger et M. Alain Vasselle.

Réunion du mardi 24 janvier 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des affaires sociales*) : Table ronde sur la problématique de la qualité de vie au travail des personnels hospitaliers.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires sociales*) : Table ronde sur la problématique de la qualité de vie au travail des personnels hospitaliers avec des représentants des syndicats infirmiers.

Réunion du mardi 7 février 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition du Collège national des universitaires de psychiatrie (CNU) représenté par le professeur Pierre Thomas, président, responsable médical du pôle psychiatrie, médecine légale et médecine en milieu pénitentiaire du centre hospitalier régional universitaire de Lille, et Mme Marie-Rose Moro, professeur de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent, et du docteur Bénédicte

Barbotin, présidente de l'Association française fédérative des étudiants en psychiatrie (AFFEP).

Réunion du jeudi 9 février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Simplification du droit européen : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet, Pascal Allizard, Philippe Bonnacarrère, Michel Delebarre, Jean-Paul Émorine, Claude Kern, Didier Marie, Daniel Raoul et Simon Sutour.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des affaires sociales*) : Perturbateurs endocriniens dans les produits phytopharmaceutiques et les biocides - Communication.

Réunion du jeudi 23 février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Éducation - Erasmus des apprentis : avis politique de Mmes Colette Mélot et Patricia Schillinger.

Réunion du mardi 4 avril 2017 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Proposition de résolution européenne de M. Joël Labbé visant à limiter l'utilisation des produits phytosanitaires au sein de l'Union européenne : rapport de Mmes Pascale Gruny et Patricia Schillinger.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

(*commission des affaires sociales*) : Certification des comptes du régime général de sécurité sociale (exercice 2016) - Audition de M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale - Lutte contre la fraude aux prestations de sécurité sociale - Communication.

Prise en charge sociale des mineurs isolés étrangers - Présentation du rapport d'information.

Réunion du jeudi 29 juin 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Observation des élections législatives en Bulgarie : communication de Mme Nicole Duranton.

Questions diverses.

Réunion du jeudi 6 juillet 2017 (*commission des affaires européennes*) : Élargissement - Relations entre l'Union européenne et la Turquie : rapport d'information de MM. Jean-Yves Leconte et André Reichardt.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Situation des finances sociales - Communication.

Réunion du jeudi 13 juillet 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Avenir de la politique agricole commune (PAC) : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique du groupe de suivi conjoint avec la commission des affaires économiques.

(*commission des affaires économiques*) : Groupe de suivi sur la mise en œuvre de la réforme de la politique agricole commune - Examen du rapport.

(*commission des affaires sociales*) : Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale - Interrégimes en matière de retraite au service des assurés - Communication.

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Situation des urgences hospitalières, en liaison avec l'organisation de la permanence des soins - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 27 juillet 2017 (*commission des affaires européennes*) : Politique de coopération - Politique méditerranéenne de l'Union européenne (le cas de l'Algérie) : examen du rapport d'information de M. Simon Sutour.

Réunion du mardi 10 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, sur le rapport sur l'application de la loi de financement de la sécurité sociale.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. François Toujas, candidat à la présidence du conseil d'administration de l'Établissement français du sang.

Réunion du mardi 17 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé et M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de M. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration de la Caisse nationale d'allocations familiales.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de MM. Gérard Rivière, président du conseil d'administration et Renaud Villard, directeur, de la Caisse nationale d'assurance vieillesse.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de M. Yann-Gaël Amghar, directeur de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale.

Réunion du jeudi 26 octobre 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Élection du président ; désignation des vice-présidents et des secrétaires ; questions diverses.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Suite à la réunion du bureau de la délégation du 9 novembre 2017, programme de travail semestriel.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement - Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA) » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 28 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Travail et emploi » - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du jeudi 30 novembre 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Groupe de travail sur la simplification des normes sportives - Réglementation applicable aux collectivités territoriales et simplification de normes réglementaires relatives à la pratique et aux équipements sportifs - Proposition de résolution de MM. Dominique de Legge, Christian Manable et Michel Savin.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

Réunion du mardi 5 décembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean Bassères, candidat proposé par le président de la République à la direction générale de Pôle emploi.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi ratifiant diverses ordonnances pour le renforcement du dialogue social - Table ronde des organisations patronales.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, sur la reconnaissance de l'enseignement supérieur comme un investissement nécessaire à l'avenir [n° 104 (2016-2017)]** - (11 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 91, 92).

- **Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse - Nouvelle lecture [n° 340 (2016-2017)]** - (14 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1429, 1430). - **Article unique** (p. 1433). (p. 1436).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à renforcer la lutte contre l'exposition aux perturbateurs endocriniens [n° 236 (2016-2017)]** - (22 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1726, 1728).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (26 juillet 2017) - **Article 2** (*Nouvelle organisation du dialogue social et rénovation de l'exercice des responsabilités syndicales en entreprise*) (p. 3096, 3097).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-31 du 12 janvier 2017 de mise en cohérence des textes au regard des dispositions de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé [n° 12 (2017-2018)]** - (11 octobre 2017) - **Discussion générale commune avec celle des projets de loi n° 11 (2017-2018) et n° 13 (2017-2018)** (p. 3737, 3738).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-48 du 19 janvier 2017 relative à la profession de physicien médical et l'ordonnance n° 2017-50 du 19 janvier 2017 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé [n° 11 (2017-2018)]** - (11 octobre 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 12 (2017-2018)** (p. 3737, 3738).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-644 du 27 avril 2017 relative à l'adaptation des dispositions législatives relatives au fonctionnement des ordres des professions de santé [n° 13 (2017-2018)]** - (11 octobre 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 12 (2017-2018)** (p. 3737, 3738).

- **Débat sur la participation dans l'entreprise, l'outil de croissance et les perspectives** - (25 octobre 2017) (p. 4166).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les maisons de retraite** - (9 novembre 2017) (p. 4667, 4668). (p. 4668).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (13 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 4877).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2017) - **Article 7** (*art. L. 131-9, L. 136-7-1, L. 136-8, L. 162-14-1, art. L. 172-1, art. L. 241-2, art. L. 242-11, art. L. 313-1, art. L. 381-30-4, L. 382-22, art. L. 613-1 [nouveau] et art. L. 621-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. L. 731-25, art. L. 731-35 et art. L. 741-9 du code rural et de la pêche maritime - Hausse de la CSG et suppression de cotisations sociales*) (p. 4932, 4933).

Quatrième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 28** (art. L. 861-2 du code de la sécurité sociale - Revalorisation de l'ASPA et des anciennes allocations du minimum vieillesse) (p. 5207). - **Article 34** (art. L. 3111-1, L. 3111-2, L. 3111-3, L. 3111-4-1, L. 3111-9, L. 3116-1, L. 3116-2, L. 3116-4, L. 3821-1, L. 3821-2, L. 3821-3 et L. 3826-1 du code de la santé publique - Extension de l'obligation de couverture vaccinale des enfants) (p. 5223).

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 5264).

- **Débat sur la représentation des communes déléguées dans les communes nouvelles** - (22 novembre 2017) (p. 7639).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) - **Article 60** (art. L. 1613-5-1, art. L. 2113-20, art. L. 2113-22, art. L. 2334-7-3, art. L. 2334-7-3, art. L. 2334-13, art. L. 2334-17, art. L. 2334-21, art. L. 3334-1, art. L. 3334-4, art. L. 3663-9 et art. L. 5214-23-1 du code général des collectivités territoriales - Répartition de la dotation globale de fonctionnement, DGF) (p. 6839). (p. 6840).

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (30 novembre 2017) (p. 6936, 6937).

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (4 décembre 2017) (p. 7055, 7056).

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (6 décembre 2017) (p. 7273, 7274).

SCHMITZ (Alain)
sénateur (Yvelines)
LR

Réélu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 4 octobre 2017.

Membre suppléant de la commission supérieure des sites, perspectives et paysages le 20 décembre 2017.

Membre titulaire du Haut Conseil des musées de France le 20 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à instituer un volontariat international d'enseignement en français [n° 718 (2016-2017)] (14 septembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à renforcer le dispositif de lutte contre l'affichage électoral sauvage [n° 720 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

SIDO (Bruno)
sénateur (Haute-Marne)
LR

Réélu le 24 septembre 2017.

Proposition de loi tendant à créer un fonds pour la présence et le rayonnement français à l'étranger [n° 3 (2017-2018)] (2 octobre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à prolonger le délai de validité des habilitations des clercs de notaire [n° 7 (2017-2018)] (5 octobre 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à la promotion de la cohabitation intergénérationnelle [n° 15 (2017-2018)] (6 octobre 2017) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 30 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (commission de la culture, de l'éducation et de la communication) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Culture » - Crédits « Patrimoines » et « Création et transmission des savoirs et démocratisation de la culture » - Examen du rapport pour avis.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 4 octobre 2017.

Secrétaire de la commission des affaires économiques jusqu'au 3 octobre 2017.

Premier vice-président de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, puis membre le 18 octobre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-301 du 14 mars 2016 relative à la partie législative du code de la consommation et n° 2016-351 du 25 mars 2016 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation (12 janvier 2017).

Membre titulaire de la commission supérieure du numérique et des postes jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre titulaire du Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire jusqu'au 30 septembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Rapport d'information, fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Évaluation de la stratégie nationale de recherche « France Europe 2020 » [n° 451 tome 1 (2016-2017)] (6 mars 2017) - **Recherche, sciences et techniques**.

Rapport d'information, fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Évaluation de la stratégie nationale de recherche « France Europe 2020 » [n° 451 tome 2 (2016-2017)] (6 mars 2017) - **Recherche, sciences et techniques**.

Rapport d'information, fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Évaluation de la stratégie nationale de recherche en énergie [n° 452 (2016-2017)] (6 mars 2017) - **Énergie**.

Rapport d'information, fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Apport de l'innovation et de l'évaluation scientifique et technologique à la mise en œuvre des décisions de la COP21 [n° 453 (2016-2017)] (7 mars 2017) - **Environnement**.

Rapport d'information, fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : La sûreté des équipements sous pression nucléaires [n° 462 (2016-2017)] (9 mars 2017) - **Énergie**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 705 (2016-2017)] autorisant la ratification du protocole relatif à la convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime et du protocole relatif au protocole pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental [n° 49 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1019 du 27 juillet 2016 relative à l'autoconsommation d'électricité et n° 2016-1059 du 3 août 2016 relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 24 janvier 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi ratifiant deux ordonnances relatives à l'autoconsommation d'électricité et aux énergies renouvelables - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des affaires économiques*) : Suivi quinquennal de l'application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Propositions de loi tendant à améliorer la situation des entreprises agricoles dans leurs territoires et relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et au développement du biocontrôle - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 7 février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et au développement du biocontrôle - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-François Carenco, candidat proposé aux fonctions de président du collège de la commission de régulation de l'énergie.

Situation de l'entreprise Alstom - Audition de M. Henri Poupard-Lafarge, président-directeur général d'Alstom.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Mobilisation du foncier public en faveur du logement - Présentation du troisième rapport de la CNAUF.

(*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Approbation du compte rendu de l'audition publique sur « L'apport de l'innovation et de l'évaluation scientifique et technologique à la mise en œuvre des décisions de la COP21 ».

Examen du projet de rapport présenté par MM. Jean-Yves Le Déaut, député, et Bruno Sido, sénateur, sur « L'évaluation de la stratégie nationale de recherche 2015-2020 ».

Examen d'une communication de Mme Anne-Yvonne Le Dain, députée, sur « L'évaluation de la stratégie de recherche en énergie ».

Réunion du mardi 14 mars 2017 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Intelligence artificielle - Présentation du rapport.

Réunion du mardi 28 mars 2017 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen du projet de rapport présenté par M. Jean-Yves Le Déaut, député, et Mme Catherine Procaccia, sénateur, sur « Les enjeux économiques, environnementaux, sanitaires et éthiques des biotechnologies à la lumière des nouvelles pistes de recherche ».

Réunion du mardi 6 juin 2017 (*commission des affaires économiques*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du jeudi 13 juillet 2017 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Échange de vues.

Nomination des trois vice-présidents députés et des trois vice-présidents sénateurs.

Réunion du mercredi 27 septembre 2017 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Réunion avec les membres du conseil scientifique de l'OPECST.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant la ratification du protocole relatif à la convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime et du protocole relatif au protocole pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Défense » - Programme 178 « Préparation et emploi des forces » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Présentation du rapport annuel de la Commission nationale d'évaluation des recherches et études relatives à la gestion des matières et déchets radioactifs (CNE).

Réunion du mardi 28 novembre 2017 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Rencontre avec des parlementaires russes sur la politique énergétique.

Réunion du jeudi 30 novembre 2017 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Communication de M. Bruno Sido, sénateur, sur sa mission en Russie du 2 au 8 avril 2017 sur le thème du changement climatique.

Réunion du jeudi 7 décembre 2017 (*office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Présentation du rapport d'étape de la mission sur l'intelligence artificielle confiée par le Gouvernement à M. Cédric Villani, député, premier vice-président.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la lutte contre la maladie de Lyme** - (24 janvier 2017) (p. 746). (p. 747).

- **Proposition de loi relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et au développement du biocontrôle** [n° 345 (2016-2017)] - (7 février 2017) - **Discussion générale**

(p. 1247, 1248). - **Article 1er** (*art. L. 143-15-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Obligation pour les sociétés d'acquérir des terres agricoles à travers une société de portage foncier*) (p. 1251, 1252). - **Article 10** (*art. L. 254-10 à L. 254-10-8 [nouveaux] du code rural et de la pêche maritime - Mise en place d'un système de certificats d'économie de produits phytopharmaceutiques, CEPP*) (p. 1262).

- **Commission mixte paritaire [n° 386 (2016-2017)]** - (15 février 2017) - **Article 11 A** (p. 1525, 1526).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1019 du 27 juillet 2016 relative à l'autoconsommation d'électricité et n° 2016-1059 du 3 août 2016 relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables - Commission mixte paritaire [n° 361 (2016-2017)]** - (15 février 2017) - **Article 4 quinquies** (p. 1540).

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux mesures du Gouvernement sur le logement** - (31 octobre 2017) (p. 4268).

- **Débat sur la représentation des communes déléguées dans les communes nouvelles** - (22 novembre 2017) (p. 7641). (p. 7644, 7645).

- **Proposition de loi relative aux modalités de dépôt de candidature aux élections [n° 88 (2017-2018)]** - (22 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 7687). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7693).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'audiovisuel public** - (23 novembre 2017) (p. 6321).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) - **Article additionnel après l'article 59 bis** (*Participation minimale des collectivités territoriales maître d'ouvrage au financement d'un projet*) (p. 6830). (p. 6831, 6832).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 155 (2017-2018)]** - (15 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 9765, 9766). (p. 9766). (p. 9766).

SIRUGUE (Christophe)

secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé de l'industrie

(jusqu'au 18 mai 2017)

secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé de l'industrie, du numérique et de l'innovation

(du 27 février 2017 au 18 mai 2017)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'Agence des participations de l'État** - (26 janvier 2017) (p. 982, 983).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de la cristallerie d'Arques** - (23 février 2017) (p. 1813).

SOILIH (Abdourahamane)
sénateur (Mayotte)
LR

Non réélu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique** [n° 288 (2016-2017)] - (17 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 279, 280).

- **Suite de la discussion** (18 janvier 2017) - **Articles additionnels avant l'article 29 bis** (p. 390). (p. 392).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2017) - **Articles additionnels après l'article 34 sexies** (p. 414). (p. 414). - **Articles additionnels après l'article 34 sexies** (p. 423). - **Articles additionnels après l'article 40** (p. 437). - **Articles additionnels après l'article 48** (p. 445).

SOL (Jean)
sénateur (Pyrénées-Orientales)
LR

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer le 18 octobre 2017.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer le 13 décembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 717 (2016-2017)] (13 septembre 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées sous tutelle ou sous curatelle [n° 95 (2017-2018)] (16 novembre 2017) - **Famille**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projets de loi ratifiant quatre ordonnances relatives à la santé - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. François Toujas, candidat à la présidence du conseil d'administration de l'Établissement français du sang.

Réunion du mardi 17 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé et M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Article 13 de la Constitution - Audition de Mme Dominique Le Guludec, candidate proposée par le président de la République à la présidence de la Haute Autorité de santé.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen du rapport.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Audition de Mme Geneviève Darrieussecq, secrétaire d'État auprès de la ministre des armées.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Travail et emploi » et compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (15 novembre 2017) - **Article additionnel après l'article 10** (*Extension de l'offre « service emploi association » de 10 à 20 salariés*) (p. 5043).

SOLLOGOUB (Nadia)
sénateur (Nièvre)
UC

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 21 novembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'état de la sécurité alimentaire en France et en Europe [n° 25 (2017-2018)] (12 octobre 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la politique vaccinale en France [n° 65 (2017-2018)] (7 novembre 2017) - **Famille**.

Proposition de loi relative à l'amélioration du fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre [n° 151 (2017-2018)] (8 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Mounir Mahjoubi, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé du numérique.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen du rapport pour avis sur la première partie.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Prévention des risques » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sébastien Lecornu, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du jeudi 14 décembre 2017 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Programme de travail pour 2018.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème « Quelles énergies pour demain ? »** - (22 novembre 2017) (p. 7653).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Articles non rattachés

- (8 décembre 2017) - **Article 39** (*art. 199 novovicies et 279-0 bis A du code général des impôts - Prorogation et recentrage de la réduction d'IR en faveur de l'investissement locatif intermédiaire, dispositif « Pinel »*) (p. 7544).

- **Débat sur la COP23** - (13 décembre 2017) (p. 9601).

SUEUR (Jean-Pierre)
sénateur (Loiret)
SOCR

Réélu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » jusqu'au 12 juin 2017.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion des projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique (26 juillet 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance portant création de l'établissement public Paris La Défense (1er décembre 2017).

Membre titulaire du Conseil national d'évaluation des normes jusqu'au 2 juillet 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux dérogations à la dématérialisation des bulletins de paie [n° 317 (2016-2017)] (19 janvier 2017) - **Société**.

Rapport de groupe interparlementaire d'amitié : Revenir en Tunisie - Pour une reprise durable du tourisme en Tunisie et pour une coopération France-Tunisie en ce domaine [n° 145 (2016-2017)] (16 mai 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi organique visant à améliorer la qualité des études d'impact des projets de loi [n° 610 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instituer le Conseil parlementaire d'évaluation des politiques publiques et du bien-être [n° 611 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Pouvoirs publics [n° 114 tome 11 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 janvier 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la sécurité publique - Audition de M. Bruno Le Roux, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de ratification de trois ordonnances relatives à la collectivité de Corse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 24 janvier 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la sécurité publique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 31 janvier 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain (nouvelle lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale (deuxième lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 6 février 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique.

Réunion du mardi 7 février 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain (nouvelle lecture) - Examen des amendements.

Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale (deuxième lecture) - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi visant à renforcer l'assainissement cadastral et la résorption du désordre de propriété - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 16 février 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de ratification de trois ordonnances relatives à la collectivité de Corse (nouvelle lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 21 février 2017 (*commission des lois*) : Mission d'information « Désendoctrinement, désembrigadement et réinsertion des djihadistes en France et en Europe » - Communication.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des lois*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits, sur son rapport annuel d'activité pour 2016.

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 mars 2017 (*commission des lois*) : Mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 21 mars 2017 (*commission des lois*) : Moyens d'améliorer les relations entre les forces de l'ordre et la population - Audition de M. Bruno Le Roux, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 4 avril 2017 (*commission des lois*) : Mission sur le redressement de la justice - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 20 juin 2017 (*commission des lois*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du mardi 27 juin 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi organique et projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mardi 4 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 11 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des lois*) : Mission d'information « Désendoctrinement, désembrigadement et réinsertion des djihadistes en France et en Europe » - Examen du rapport.

Projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-717 du 3 mai 2017 portant création de l'établissement public Paris La Défense - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 1er août 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi organique pour la confiance dans la vie politique.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission des lois*) : Nomination de rapporteurs.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Nomination des rapporteurs pour avis.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des lois*) : Audition de Mme Dominique Lottin, candidate proposée par le président du Sénat aux fonctions de membre du Conseil constitutionnel.

Réunion du jeudi 26 octobre 2017 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Constitution du bureau de la délégation.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des lois*) : Dématérialisation des documents utilisés pour les réunions de commission - Communication.

Missions d'information de la commission - Désignation de rapporteurs.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des lois*) : Lois de finances pour 2018 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Sécurités » - Programmes « Police nationale », « Gendarmerie nationale » et « Sécurité et éducation routières » - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi relative aux modalités de dépôt de candidature aux élections - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de résolution visant à pérenniser et adapter la procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 7 décembre 2017 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition conjointe de MM. Hugues de Jouvenel, président de Futuribles international, Mathieu Bodin, directeur de l'Institut des futurs souhaitables, Mme Marina Rachline, directrice « Waves » de thecamp, et M. Benoît Bailliart, directeur du Lab de thecamp.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des lois*) : Nomination d'un rapporteur pour avis.

Prise en charge des djihadistes français et de leurs familles de retour d'Irak et de Syrie - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport portant avis sur la recevabilité de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à la composition de la cour d'assises de l'article 698-6 du code de procédure pénale** [n° 86 (2016-2017)] - (10 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 12).

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale** [n° 332 (2016-2017)] - (31 janvier 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1068).

- **Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre** - *Nouvelle lecture* [n° 159 (2016-2017)] - (1er février 2017) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1154).

- **Débat sur le thème « Faut-il supprimer l'École nationale d'administration ? »** - (1er février 2017) (p. 1174, 1176).

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale** - *Deuxième lecture* [n° 348 (2016-2017)] - (7 février 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1274).

- **Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain** - *Nouvelle lecture* [n° 315 (2016-2017)] - (7 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1282, 1283). - **Question préalable** (p. 1287, 1288).

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale** - *Nouvelle lecture* [n° 408 (2016-2017)] - (15 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1566, 1567).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1561 du 21 novembre 2016 complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la collectivité de Corse, n° 2016-1562 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures institutionnelles relatives à la collectivité de Corse et n° 2016-1563 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures électorales applicables en Corse** - *Nouvelle lecture* [n° 428 (2016-2017)] - (16 février 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1619).

- **Question orale sans débat sur le maintien d'une liaison ferroviaire directe entre Paris et Malesherbes dans le Loiret** - (21 février 2017) (p. 1649). (p. 1650).

- **Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes** [n° 410 (2016-2017)] - (23 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1829, 1830). - **Article unique** (Texte non modifié par la commission) (p. 1838). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1841).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des migrants** - (6 juillet 2017) (p. 1958).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique** [n° 609 (2016-2017)] - (10 juillet 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 608 (2016-2017)** (p. 1977, 1979).

- **Suite de la discussion** (11 juillet 2017) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2007, 2008). - **Article 2** (*art. 4 quater de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires - Prévention et traitement des conflits d'intérêts des parlementaires et modalités de tenue, dans chaque assemblée, d'un registre public des départs*) (p. 2018). (p. 2029). - **Article 2 bis (nouveau)** (*art. 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique - Modalités de tenue d'un registre des départs des membres du Gouvernement*) (p. 2039). - **Titre** (*Intitulé du Titre III*) (p. 2055, 2056). (p. 2058). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 2063). (p. 2071).

- **Suite de la discussion** (12 juillet 2017) - **Article 5** (*art. 110 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale* -

Interdiction, pour une autorité territoriale, de recruter un membre de sa famille comme collaborateur (p. 2094). - **Article 6** (Modalités d'entrée en vigueur des modalités du licenciement des collaborateurs « familiaux » de parlementaires ou d'autorités territoriales) (p. 2101). (p. 2103). - **Article additionnel après l'article 6 bis** (p. 2110). (p. 2110). - **Articles additionnels avant l'article 8** (p. 2112). (p. 2112, 2113). (p. 2113). - **Article 8** (art. 11, 11-1, 11-2, 11-3, 11-3-1 (nouveau), 11-4, 11-5, 11-7, 11-8, 11-9, 11-10 [nouveau] et 19 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie publique, art. 10 de la loi n° 2017-286 du 6 mars 2017 tendant à renforcer les obligations comptables des partis politiques et des candidats - Encadrement des prêts consentis à des partis et groupements politiques, modalités de certification des comptes des partis et groupement politiques, information de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques et sanctions pénales en cas de violation des règles relatives au financement de la vie politique) (p. 2116). (p. 2117). - **Article 9** (art. L. 52-7-1 [nouveau], L. 52-8, L. 52-10, L. 52-12, L. 113-1, L. 388, L. 392, L. 393, L. 558-37, L. 558-46 et L. 562 du code électoral et art. 15 de la loi n° 2016-1048 du 1er août 2016 rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales - Encadrement des prêts consentis à des candidats, information de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques et sanctions pénales en cas de violation des règles relatives aux campagnes électorales) (p. 2127). (p. 2128). - **Article 4 (supprimé)** (art. L.O. 146 du code électoral - Extension de l'incompatibilité parlementaire applicable aux fonctions de direction exercées au sein d'une société, d'une entreprise ou d'un organisme) (p. 2166). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2168, 2169).

- **Projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 608 (2016-2017)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 609 (2016-2017)** - (13 juillet 2017) - **Article 1er** (art. 3 et 4 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel, art. 3 de la loi organique n° 2016-1047 du 1er août 2016 rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales des Français établis hors de France - Publicité et contrôle de la déclaration de situation patrimoniale du président de la République - Déclaration d'intérêts et d'activités des candidats à l'élection à la présidence de la République) (p. 2466). - **Article 2** (art. L.O. 136-4 (nouveau) du code électoral - Transmission par l'administration fiscale aux parlementaires et au bureau de chaque assemblée parlementaire d'une attestation concernant la situation fiscale des parlementaires et nouvelle possibilité de démission d'office du mandat parlementaire par le Conseil constitutionnel) (p. 2471). - **Article 3** (art. L.O. 135-1 du code électoral - Mention dans la déclaration d'intérêts et d'activités des parlementaires des participations leur conférant le contrôle d'une structure dont l'activité consiste « principalement » dans la fourniture de conseils) (p. 2474). - **Article 5** (art. L.O. 146-1 du code électoral - Extension de l'incompatibilité parlementaire relative aux activités de conseil exercées à titre individuel) (p. 2477). - **Article 9** (art. 54 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances - Suppression de la réserve parlementaire - Dotation de soutien à l'investissement des communes et de leurs groupements) (p. 2493). (p. 2500). (p. 2503).

- **Projet de loi pour la confiance dans la vie politique - Commission mixte paritaire [n° 700 (2016-2017)]** - (2 août 2017) - **Discussion générale** (p. 3518, 3519).

- **Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice [n° 34 (2017-2018)]** - (24 octobre 2017) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 35 (2017-2018)** (p. 4002). - **Annexe** (p. 4018). - **Article 2** (Programmation de la progression des crédits de la mission « Justice » et de ses programmes sur la période 2018-2022) (p. 4020). - **Article 4** (Programmation de la progression du nombre des conciliateurs de justice sur la période 2018-2022) (p. 4022). - **Article 10** (art. L. 121-1, L. 121-4, L. 122-1, L. 122-2, L. 123-1, L. 123-4, L. 211-1, L. 211-2, L. 211-3, L. 211-4, L. 211-4-2 et L. 211-4-3

[nouveaux], L. 211-5, L. 211-6, L. 211-7, L. 211-8, L. 211-9-2, L. 211-10, L. 211-11, L. 211-11-1, L. 211-12, L. 211-13, L. 211-14, L. 212-1, L. 212-2, L. 212-3, L. 212-4, L. 212-6, L. 212-7 [nouveau], L. 213-1, L. 213-2, L. 213-3, L. 213-4, L. 213-4-1 [nouveau], L. 213-5, L. 213-7, L. 213-9, L. 214-1, L. 214-2, L. 215-1, L. 215-2, L. 215-3 à L. 215-6 [nouveaux], L. 216-1, L. 216-2, L. 217-1 et L. 217-2 du code de l'organisation judiciaire et art. L. 621-2, L. 722-4, L. 722-7, L. 722-10, L. 731-1, L. 731-2, L. 731-3, L. 732-3, L. 732-4, L. 743-4, L. 743-6, L. 743-7, L. 743-8, L. 743-9, L. 743-10 et L. 744-1 du code de commerce - Création du tribunal de première instance, en principe départemental, regroupant le tribunal de grande instance et le tribunal d'instance et doté de plusieurs sites sous forme de chambres détachées) (p. 4031).

- **Proposition de loi organique pour le redressement de la justice [n° 35 (2017-2018)]** - (24 octobre 2017) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 34 (2017-2018)** (p. 4002).

- **Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 45 (2017-2018)]** - (31 octobre 2017) - **Article 1er** (art. 1er et 2 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, art. L. 3641-1, L. 5214-16, L. 5214-23-1, L. 5215-20, L. 5215-20-1, L. 5216-5, L. 5217-2 et L. 5219-1 du code général des collectivités territoriales - Obligations et compétences des communes et des EPCL en matière d'accueil des gens du voyage) (p. 4263, 4264).

- **Proposition de loi relative aux modalités de dépôt de candidature aux élections [n° 88 (2017-2018)]** - (22 novembre 2017) - **Discussion générale** (p. 7681). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 7693).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Discussion générale :

- (23 novembre 2017) (p. 6337).

Première partie :

- (27 novembre 2017) - **Article 19** (Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public) (p. 6714). - **Articles additionnels après l'article 24 bis** (p. 6730).

Seconde partie :

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (30 novembre 2017) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, pour la mission « Pouvoirs publics » (p. 6907, 6908).

Sécurité - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (5 décembre 2017) (p. 7196). (p. 7200). (p. 7204).

Justice

- (5 décembre 2017) (p. 7254).

- **Proposition de loi visant à réhabiliter la police de proximité [n° 133 (2017-2018)]** - (13 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 9551).

- **Proposition de résolution visant à pérenniser et adapter la procédure de législation en commission [n° 135 (2017-2018)]** - (14 décembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9640).

SUTOUR (Simon)
sénateur (Gard)
SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-président de la commission des affaires européennes ; nouvelle nomination le 5 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne jusqu'au 12 juin 2017.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne le 8 novembre 2017.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : L'Italie et l'Union européenne [n° 292 (2016-2017)] (12 janvier 2017) - **Traités et conventions**.

Proposition de loi relative aux dérogations à la dématérialisation des bulletins de paie [n° 317 (2016-2017)] (19 janvier 2017) - **Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le programme de travail de la commission européenne pour 2017 [n° 367 (2016-2017)] - Programme de travail de la commission européenne pour 2017 [n° 366 (2016-2017)] (2 février 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le programme de travail de la commission européenne pour 2017 [n° 367 (2016-2017)] (2 février 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la simplification du droit européen [n° 388 (2016-2017)] - La simplification du droit : une exigence pour l'Union européenne [n° 387 (2016-2017)] (9 février 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la simplification du droit européen [n° 388 (2016-2017)] (9 février 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Union européenne-Russie : une confiance à reconstruire [n° 572 (2016-2017)] (6 juin 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Le volet méditerranéen de la politique de voisinage : le cas de l'Algérie [n° 689 (2016-2017)] (27 juillet 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la réforme du règlement « Comitologie » (COM (2017) 85 final) [n° 37 (2017-2018)] (19 octobre 2017) - **Union européenne**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 octies du Règlement, portant avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de règlement concernant un cadre applicable à la libre circulation des données à caractère non personnel dans l'Union européenne - COM(2017) 495 final [n° 80 (2017-2018)] (9 novembre 2017) - **Justice**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 12 janvier 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - L'Italie et l'Union européenne : rapport d'information et avis politique de MM. Jean Bizet, Pascal Allizard, René Danesi, André Gattolin, Mme Gisèle Jourda et M. Simon Suture.

Réunion du jeudi 26 janvier 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Suivi des résolutions européennes : Audition de M. Harlem Désir, secrétaire d'État aux affaires européennes.

Réunion du jeudi 2 février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Programme de travail 2017 de la commission européenne - Rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Simon Suture.

Institutions européennes - Suivi des résolutions européennes - Rapport d'information de M. Jean Bizet.

Réunion du jeudi 9 février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Simplification du droit européen : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet, Pascal Allizard, Philippe Bonhecarrère, Michel Delebarre, Jean-Paul Émorine, Claude Kern, Didier Marie, Daniel Raoul et Simon Suture.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : L'Europe de la subsidiarité : communication de MM. Yves Pozzo di Borgo et Simon Suture.

Point d'étape sur le Brexit : communication de Mmes Joëlle Garriaud-Maylam, Fabienne Keller et M. Éric Bocquet.

Pour une Union européenne proche et lisible : communication de MM. Christian Cambon et Simon Suture.

(*commission des lois*) : Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 16 février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Énergie - Paquet « Énergie » (énergie renouvelable et mécanismes de capacité) : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Michel Delebarre.

Institutions européennes - Audition de S.E. M. Patrick Mifsud, ambassadeur de Malte.

Réunion du mardi 4 avril 2017 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Négociations commerciales avec le Mercosur : communication de M. Simon Suture.

Politique de coopération - Stratégie européenne pour l'Arctique : rapport d'information de M. André Gattolin.

Réunion du mardi 6 juin 2017 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Relations

entre l'Union européenne et la Russie : rapport d'information de MM. Yves Pozzo di Borgo et Simon Sutour.

Réunion du jeudi 29 juin 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Observation des élections législatives en Bulgarie : communication de Mme Nicole Duranton.

Questions diverses.

Réunion du mardi 11 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du jeudi 13 juillet 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de S.E. M. Alar Streimann, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire d'Estonie en France.

Réunion du jeudi 27 juillet 2017 (*commission des affaires européennes*) : Politique de coopération - Politique méditerranéenne de l'Union européenne (le cas de l'Algérie) : examen du rapport d'information de M. Simon Sutour.

Politique régionale - Perspectives de la politique de cohésion : communication de M. Philippe Bonnacarrère.

Réunion du jeudi 12 octobre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Programmation des travaux.

Réunion du jeudi 19 octobre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Création et composition de groupes de travail internes à la commission.

Institutions européennes - Comitologie : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

Réunion du jeudi 26 octobre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, sur le Conseil européen des 19 et 20 octobre.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des lois*) : Dématérialisation des documents utilisés pour les réunions de commission - Communication.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Libre circulation des données non personnelles : avis motivé de M. Simon Sutour.

Politique étrangère et de défense - Cybersécurité : avis motivé de M. René Danesi et Mme Laurence Harribey.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de résolution portant avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de règlement concernant un cadre applicable à la libre circulation des données à caractère non personnel dans l'Union européenne - Communication.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Justice » - Programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Justice » - Programmes « Justice judiciaire », « Accès au droit et à la justice », « Conduite et pilotage de la politique de la justice » et « Conseil supérieur de la magistrature » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des lois*) : Prise en charge des djihadistes français et de leurs familles de retour d'Irak et de Syrie - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport portant avis sur la recevabilité de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur l'état d'avancement du plan France très haut débit** - (21 novembre 2017) (p. 5378). (p. 5379).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Première partie :

- (23 novembre 2017) - **Article 27** (*Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne*) (p. 6351). (p. 6356, 6357).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 14 et 15 décembre 2017** - (12 décembre 2017) (p. 7847). (p. 7861).

TAILLÉ-POLIAN (Sophie)
sénatrice (Val-de-Marne)
SOCR

DÉPÔTS

Proposition de loi pour une meilleure protection des mineur.e.s victimes de viol et des autres agressions sexuelles **[n° 53 (2017-2018)]** (26 octobre 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à interdire la pratique de la chasse à courre, à cor et à cri **[n° 106 (2017-2018)]** (22 novembre 2017) - **Environnement**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2018 **[n° 107 (2017-2018)]** - Travail et emploi **[n° 108 tome 3 annexe 31 (2017-2018)]** (23 novembre 2017) - **Budget**.

Élue le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 4 octobre 2017.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2017 (14 décembre 2017).

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Aide publique au développement » et compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes, en commun avec la commission des finances.

(*commission des finances*) : Audition de M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Travail et emploi » et compte d'affectation spéciale (CAS) « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des articles de la première partie - Examen du tome II du rapport général.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » (et articles 57 octies et nonies) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » (et articles 52 à 52 sexies) - Examen des rapports spéciaux.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et articles 53, 54 à 54 quater) - Comptes d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », « Transition énergétique » et « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (FACÉ) » - Programmes « Infrastructures et services de transports » et « Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture » et compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » - Programme « Expertise, information géographique et météorologie » et budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du lundi 4 décembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Missions « Culture », « Médias, livre et industries culturelles », comptes de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » et « Travail et emploi », et compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen des amendements de séance.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 [n° 57 (2017-2018)]** - (9 novembre 2017) - **Article 3** (*Décomposition de la trajectoire de solde effectif entre composante structurelle, composante conjoncturelle et mesures ponctuelles et temporaires*) (p. 4704). - **Article 10** (*Fixation d'objectifs en matière de finances des collectivités territoriales et mise en place d'une procédure de contractualisation*) (p. 4720).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (15 novembre 2017) - **Article 8** (*art. L. 241-2-1 [nouveau], art. L. 241-13, art. L. 243-6-1, art. L. 243-6-2, art. L. 243-6-3, art. L. 243-6-6 à L. 243-6-8 [nouveaux] et L. 243-7 du code de la sécurité sociale, art. L. 741-1 du code rural et de la pêche maritime - Réduction de cotisation maladie et renforcement des allègements généraux en contrepartie de la suppression du CICE et du CITS*) (p. 4999).

- **Débat sur la politique de la ville : une réforme bien engagée mais fragilisée par un manque de moyens** - (21 novembre 2017) (p. 5435). (p. 5435).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]** - (23 novembre 2017) - **Article liminaire** (*Prévisions de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques de l'année 2018, prévisions d'exécution 2017 et exécution 2016*) (p. 6345, 6346).

Première partie :

- (24 novembre 2017) - **Article 3 bis (nouveau)** (*art. 1414 D [nouveau] du code général des impôts - Modalités d'application du dégrèvement de taxe d'habitation aux pensionnaires des établissements d'hébergement de personnes âgées dépendantes sans but lucratif*) (p. 6411). - **Articles additionnels après l'article 6 bis** (p. 6423, 6424). - **Articles additionnels après l'article 6 quater** (p. 6443, 6444). - **Article 9** (*art. 265, 266 quinquies, 266 quinquies B et 266 quinquies C du code des douanes - Trajectoire de la composante carbone pour la période 2018-2022 et conséquences en matière de tarifs des taxes intérieures de consommation*) (p. 6475).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 6493). (p. 6494). (p. 6496). (p. 6497). - **Article 11** (*Mise en œuvre du prélèvement forfaitaire unique*) (p. 6554).

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2017) - **Article 16** (*art. L. 1613-1, art. L. 2335-3, art. L. 3334-17 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B, art. 1586 B et art. 1648 A du code général des impôts, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 49 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 6 de la loi n° 87-1317 de finances pour 1987 du 30 décembre 1986, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 2, art. 77 et art. 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 de finances pour 2011, art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Fixation pour 2018 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL*) (p. 6653). - **Article 18** (*Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales*) (p. 6681). - **Article 19** (*Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public*) (p. 6689). (p. 6698).

Seconde partie :

Santé

- (30 novembre 2017) - **État B** (p. 6928).

Compte d'affectation spéciale : Aides à l'acquisition de véhicules propres

- (1er décembre 2017) - **État D** (p. 7025). (p. 7027).

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (4 décembre 2017) (p. 7051, 7052). - **État B** (p. 7068). (p. 7071). (p. 7072). (p. 7076). (p. 7079).

- Rapporteur spécial - **Article additionnel après l'article 66** (*Limitation du nombre de contrats aidés*) (p. 7081).

- **Question orale sans débat sur la liberté syndicale et la fermeture de plusieurs bourses du travail** - (5 décembre 2017) (p. 7174). (p. 7175).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] (suite)**

Seconde partie :

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (5 décembre 2017) - **Article additionnel après l'article 62 quater** (*Rapport du Gouvernement sur l'attestation de contrôle d'identité*) (p. 7213).

Articles non rattachés

- (8 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 39 septies** (p. 7572). - **Article 39 nonies (nouveau)** (*art. 200 quater et 278-0 bis A du code général des impôts - Prorogation et aménagement du crédit d'impôt pour la transition énergétique, CITE*) (p. 7576). (p. 7581, 7582). (p. 7583). - **Articles additionnels après l'article 39 nonies** (p. 7586). (p. 7594). (p. 7595). - **Article additionnel après l'article 41 bis** (*Continuité des ressources des EPCI*)

(p. 7608). - **Article 42** (*art. 199 ter C, 220 C, 223 O et 244 quater C du code général des impôts : art L. 1233-57-3, L. 2313-7-1, L. 2323-12, L. 2323-13, L. 2323-56, L. 2323-57 du code du travail ; art. L. 172 G du livre des procédures fiscales et art. 66 de la loi n° 2012-1510 du 29 décembre 2012 de finances rectificative pour 2012 - Baisse du taux du CICE en 2018 et suppression du crédit d'impôt à compter du 1er janvier 2019*) (p. 7609, 7610). (p. 7611). - **Article 44** (*art. 231 du code général des impôts - Suppression du taux supérieur de la taxe sur les salaires*) (p. 7614, 7515).

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 44 septies** (p. 7756). (p. 7756). - **Article 48** (*Introduction d'un jour de carence pour la prise en charge des congés de maladie des personnels du secteur public*) (p. 7814, 7815).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 155 (2017-2018)]** - (15 décembre 2017) - **Article 27 bis (nouveau)** (*art. 266 quinquies C du code des douanes - Exonération de contribution au service public de l'électricité pour l'autoconsommation d'électricité*) (p. 9849). (p. 9849). - **Article 28** (*art. 1599 quinquies, 1628-0 bis et 1723 ter-0 B du code général des impôts - Aménagements relatifs au paiement dématérialisé pour la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules et à l'accès direct au système d'immatriculation des véhicules*) (p. 9853). (p. 9853). - **Article 30** (*art. 1680 du code général des impôts - Moyens de paiement, plafond de recouvrement en numéraire*) (p. 9866).

- **Projet de loi de finances pour 2018 - Nouvelle lecture [n° 172 (2017-2018)]**

Discussion générale :

- (19 décembre 2017) (p. 10397, 10398).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Nouvelle lecture [n° 178 (2017-2018)]** - (19 décembre 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de finances n° 172 (2017-2018)** (p. 10397, 10398).

TANDONNET (Henri)
sénateur (Lot-et-Garonne)
UDI-UC, puis UC

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 1er octobre 2017.

Vice-président de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » jusqu'au 12 juin 2017.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-301 du 14 mars 2016 relative à la partie législative du code de la consommation et n° 2016-351 du 25 mars 2016 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation (12 janvier 2017).

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'énergie.

Membre titulaire du Comité national de l'eau et comité consultatif prévu au 4° de l'article L. 213-1 du code de l'environnement.

Membre titulaire de la Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier.

Vice-président de la mission d'information sur la situation de la psychiatrie des mineurs en France jusqu'au 12 juin 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 janvier 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition de Mme Marie-Rose Moro, professeur de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent, chef de service à l'université Paris-Descartes, et M. Jean-Louis Brison, inspecteur d'académie - inspecteur pédagogique régional, auteurs du rapport « Plan d'action en faveur du bien-être et de la santé des jeunes » remis au président de la République en novembre 2016.

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de ratification de deux ordonnances relatives à la consommation.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition conjointe des organisations représentant les spécialistes de la prise en charge psychiatrique des mineurs : le professeur Michel Wawrzyniak, président, le docteur Catherine Lacour Gonay, membre du conseil d'administration de la Société française de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent et disciplines associées (SFPEADA), le docteur Patrick Belamich, président de la Fédération des centres médico-psycho-pédagogiques (FDCMPP), et le docteur Roger Teboul, pédopsychiatre, président de l'Association des psychiatres de secteur infanto-juvénile (API).

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition du docteur Anne-Laure Sutter-Dallay, responsable de l'unité fonctionnelle, réseau de psychiatrie périnatale du pôle universitaire de psychiatrie adulte du centre hospitalier Charles Perrens, du professeur Bruno Falissard, pédopsychiatre et biostatisticien, de M. Franck von Lennep, directeur, et Mmes Nathalie Fourcade, sous-directrice de l'Observatoire de la santé et de l'assurance maladie, et Valérie Ulrich, cheffe de la mission recherche, de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES).

Réunion du jeudi 26 janvier 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jean-Vincent Placé, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de la réforme de l'État et de la simplification, sur l'action du Gouvernement en matière de simplification des normes applicables aux collectivités

territoriales, en particulier dans le domaine du droit de l'urbanisme, de la construction et des sols.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Paquet « Énergie » de la commission européenne - Audition de M. Laurent Michel, directeur général de l'énergie et du climat.

Réunion du mardi 7 février 2017 (*mission d'information Situation de la psychiatrie des mineurs en France*) : Audition de Mme Marie-Odile Krebs, professeur de psychiatrie, chef du service hospitalo-universitaire du centre hospitalier Sainte-Anne, fondatrice du Centre d'évaluation du jeune adulte et de l'adolescent, et Mme Aude Ollé-Laprune, directrice générale de la Fondation Pierre Deniker.

Réunion du mardi 6 juin 2017 (*commission des affaires économiques*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Impact économique et juridique de la normalisation volontaire - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Évaluation de l'application de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à agir avec pragmatisme et discernement dans la gestion de l'eau [n° 247 (2016-2017)]** - (21 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1667, 1669).

TASCA (Catherine)
sénatrice (Yvelines)
SOCR

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 1er octobre 2017.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer

et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 24 janvier 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la sécurité publique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 21 février 2017 (*commission des lois*) : Mission d'information « Désendoctrinement, désembrigadement et réinsertion des djihadistes en France et en Europe » - Communication.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des lois*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits, sur son rapport annuel d'activité pour 2016.

Réunion du mardi 20 juin 2017 (*commission des lois*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du mardi 11 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 2 août 2017 (*commission des lois*) :
Articles 56 et 13 de la Constitution - Audition de M. Michel
Mercier, candidat proposé par le président du Sénat pour siéger
au Conseil constitutionnel.

Réunion du vendredi 4 août 2017 (*commission des lois*) :
Projet de loi organique pour la confiance dans la vie politique
(nouvelle lecture) - Examen du rapport et du texte de la
commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle
outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et
économique [n° 288 (2016-2017)]** - (19 janvier 2017) -
Articles additionnels après l'article 34 sexies (p. 422). -
Articles additionnels après l'article 52 (p. 455, 456).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action
publique [n° 609 (2016-2017)]** - (11 juillet 2017) - **Articles
additionnels après l'article 2** (p. 2034). - **Article 4** (*art. 8 bis
[nouveau] de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958
relative au fonctionnement des assemblées parlementaires -
Interdiction, pour un parlementaire, de recruter un membre de
sa famille comme collaborateur - Déclaration des « emplois
croisés »*) (p. 2077). (p. 2077).

- **Projet de loi organique rétablissant la confiance dans
l'action publique [n° 608 (2016-2017)]** - (13 juillet 2017) -
Articles additionnels après l'article 8 (p. 2490, 2491).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les
mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664
(2016-2017)]** - (26 juillet 2017) - **Article 2** (*Nouvelle
organisation du dialogue social et rénovation de l'exercice des
responsabilités syndicales en entreprise*) (p. 3072).

TEMAL (Rachid)
sénateur (Val-d'Oise)
SOCR

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la
défense et des forces armées à partir du 5 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le
18 octobre 2017.

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la
défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances
pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Action extérieure de l'État :
Français à l'étranger et affaires consulaires [n° 110 tome 3
(2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Affaires étrangères et
coopération**.

TETUANUI (Lana)
sénatrice (Polynésie française)
UDI-UC-A, puis UC-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de
législation, du suffrage universel, du Règlement et
d'administration générale.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer ; nouvelle
nomination le 18 octobre 2017.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des
affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : **Projet
de loi de finances pour 2018** - Mission « Action extérieure de
l'État » - Programme 151 « Français à l'étranger et affaires
consulaires » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Action extérieure de l'État

- (4 décembre 2017) (p. 7132).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de
proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du
projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer
et autres dispositions en matière sociale et économique
(31 janvier 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de
proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du
projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la collectivité
de Corse (8 février 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de
proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la
proposition de loi portant réforme de la prescription en matière
pénale (8 février 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de
proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du
projet de loi relatif à la sécurité publique (8 février 2017).

Membre titulaire du Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR) jusqu'au 20 mars 2017.

Membre titulaire du Conseil national de la sécurité routière le 19 janvier 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un fonds de dotation pour les territoires ruraux [n° 713 (2016-2017)] (7 septembre 2017) - Aménagement du territoire.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 6 février 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Justice » - Programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des lois*) : Polynésie française - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique [n° 288 (2016-2017)]** - (17 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 277, 278).

- **Suite de la discussion** (18 janvier 2017) - **Article additionnel après l'article 22** (p. 381, 382). (p. 382). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 387).

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2017) - **Article 34 bis A (nouveau)** (art. 20 de l'ordonnance n° 2000-372 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en Polynésie française - Mise en œuvre du « passeport talent » en Polynésie française) (p. 410). - **Articles additionnels après l'article 34 sexies** (p. 413). - **Articles additionnels après l'article 34 sexies** (p. 419, 420).

- *Commission mixte paritaire [n° 372 (2016-2017)]* - (14 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1464, 1465).

- **Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice [n° 34 (2017-2018)]** - (24 octobre

2017) - **Article 10** (art. L. 121-1, L. 121-4, L. 122-1, L. 122-2, L. 123-1, L. 123-4, L. 211-1, L. 211-2, L. 211-3, L. 211-4, L. 211-4-2 et L. 211-4-3 [nouveaux], L. 211-5, L. 211-6, L. 211-7, L. 211-8, L. 211-9-2, L. 211-10, L. 211-11, L. 211-11-1, L. 211-12, L. 211-13, L. 211-14, L. 212-1, L. 212-2, L. 212-3, L. 212-4, L. 212-6, L. 212-7 [nouveau], L. 213-1, L. 213-2, L. 213-3, L. 213-4, L. 213-4-1 [nouveau], L. 213-5, L. 213-7, L. 213-9, L. 214-1, L. 214-2, L. 215-1, L. 215-2, L. 215-3 à L. 215-6 [nouveaux], L. 216-1, L. 216-2, L. 217-1 et L. 217-2 du code de l'organisation judiciaire et art. L. 621-2, L. 722-4, L. 722-7, L. 722-10, L. 731-1, L. 731-2, L. 731-3, L. 732-3, L. 732-4, L. 743-4, L. 743-6, L. 743-7, L. 743-8, L. 743-9, L. 743-10 et L. 744-1 du code de commerce - Création du tribunal de première instance, en principe départemental, regroupant le tribunal de grande instance et le tribunal d'instance et doté de plusieurs sites sous forme de chambres détachées) (p. 4033).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Première partie :

- (27 novembre 2017) - **Article 16** (art. L. 1613-1, art. L. 2335-3, art. L. 3334-17 du code général des collectivités territoriales, art. 1384 B, art. 1586 B et art. 1648 A du code général des impôts, art. 21 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 de finances pour 1992, art. 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances, art. 27 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, art. 4 et 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, art. 49 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, art. 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, art. 6 de la loi n° 87-1317 de finances pour 1987 du 30 décembre 1986, art. 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires, art. 95 de la loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 de finances pour 1998, art. 2, art. 77 et art. 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, art. 51 de la loi n° 2010-1657 de finances pour 2011, art. 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales - Fixation pour 2018 de la dotation globale de fonctionnement, DGF, et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux, IDL) (p. 6658, 6659). - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 6673). - **Article 19** (Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public) (p. 6695).

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales

- (29 novembre 2017) - **Article additionnel après l'article 59 bis** (Participation minimale des collectivités territoriales maître d'ouvrage au financement d'un projet) (p. 6831).

THÉOPHILE (Dominique)
sénateur (Guadeloupe)
LaREM

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer le 18 octobre 2017, puis vice-président le 9 novembre 2017.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer le 13 décembre 2017.

Élu le 24 septembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission, en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du jeudi 23 novembre 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Audition de Mme Annick Girardin, ministre des outre-mer, dans le cadre de l'étude sur les risques naturels majeurs dans les outre-mer.

Finalisation du programme de travail de la délégation.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi mettant fin à la recherche

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la participation dans l'entreprise, l'outil de croissance et les perspectives** - (25 octobre 2017) (p. 4162).

- **Proposition de loi tendant à simplifier certaines obligations applicables aux collectivités territoriales dans le domaine du service public d'eau potable [n° 32 (2017-2018)]** - (26 octobre 2017) - **Article 1er** (*Décalage d'un an de la déclaration des indicateurs de performance*) (p. 4232).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les coupures d'eau en Guadeloupe** - (31 octobre 2017) (p. 4264).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Outre-mer

- (7 décembre 2017) (p. 7466, 7467). - **État B** (p. 7472). (p. 7473).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 [n° 155 (2017-2018)]** - (15 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 9848). (p. 9848). - **Article additionnel après l'article 30 ter** (*Utilisation du portail de facturation électronique Chorus pro pour l'envoi de titres de perception aux collectivités locales*) (p. 9867).

THOMAS (Claudine)
sénatrice (Seine-et-Marne)
LR

Élue le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 4 octobre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit **[n° 83 (2017-2018)]** (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi tendant à réformer les fonds de garantie des dommages consécutifs à des actes de prévention, de diagnostic ou de soins dispensés au sein des établissements, services ou organismes de santé et de soins **[n° 126 (2017-2018)]** (4 décembre 2017) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale et aux réunions des commissions départementales d'aménagement commercial **[n° 167 (2017-2018)]** (13 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

TISSOT (Jean-Claude)
sénateur (Loire)
SOCR

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 4 octobre 2017.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Audition de M. Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - États généraux de l'alimentation - Audition de M. Stéphane Travert, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Rémi de Verdilhac,

TOCQUEVILLE (Nelly)
sénatrice (Seine-Maritime)
SOCR

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 5 octobre 2017 ; membre de la commission jusqu'au 4 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation jusqu'au 17 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 18 octobre 2017, puis vice-présidente le 26 octobre 2017.

directeur Michelin France, accompagné de M. Thierry Martin-Lassagne, directeur France des affaires publiques de Michelin.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le logement social : « sur quels territoires, comment et pour qui demain ? »** - (26 octobre 2017) (p. 4221, 4222).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (15 novembre 2017) - **Article 8 ter (nouveau)** (*art. L. 137-13 du code de la sécurité sociale - Contribution patronale sur les attributions d'actions gratuites*) (p. 5018, 5019). (p. 5019).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (6 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 51** (p. 7291).

Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : Participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Investissements d'avenir - Remboursements et dégrèvements

- (6 décembre 2017) - **Article additionnel après l'article 68** (*Rapport au Parlement concernant les participations financières de l'État qui aurait pour effet de faire perdre à l'État ses établissements publics ou d'autres entreprises ou organismes appartenant au secteur public, la majorité des titres ou des droits de vote d'une société*) (p. 7385).

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (7 décembre 2017) (p. 7414, 7415). - **État B** (p. 7421). (p. 7422).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement (31 octobre 2017).

Membre titulaire du comité stratégique de la société du canal Seine-Nord Europe le 22 février 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique visant à améliorer la qualité des études d'impact des projets de loi [n° 610 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instituer le Conseil parlementaire d'évaluation des politiques publiques et du bien-être [n° 611 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à simplifier certaines obligations applicables aux collectivités territoriales dans le domaine du service public d'eau potable [n° 703 (2016-2017)] (1er août 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi pour une meilleure protection des mineur.e.s victimes de viol et des autres agressions sexuelles [n° 53 (2017-2018)] (26 octobre 2017) - **Justice.**

Proposition de loi visant à interdire la pratique de la chasse à courre, à cor et à cri [n° 106 (2017-2018)] (22 novembre 2017) - **Environnement.**

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Recherche en matière de développement durable [n° 113 tome 9 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 12 janvier 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jean-Michel Thornary, commissaire général à l'égalité des territoires.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Patrick Jeantet, président de SNCF Réseau.

Réunion du jeudi 26 janvier 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jean-Vincent Placé, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de la réforme de l'État et de la simplification, sur l'action du Gouvernement en matière de simplification des normes applicables aux collectivités territoriales, en particulier dans le domaine du droit de l'urbanisme, de la construction et des sols.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Philippe Martin, candidat proposé aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence française pour la biodiversité.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur les pollinisateurs, autour de M. Richard Thiéry, directeur du laboratoire pour la santé des abeilles, Mme Agnès Lefranc, directrice de l'évaluation des produits réglementés à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES), MM. Luc Belzunces, directeur de recherche et responsable du laboratoire de toxicologie environnementale, Jean-Luc Brunet, directeur d'unité adjoint à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), Gilles Lanio, président de l'Union nationale de l'apiculture française (UNAF), Michel Perret, chef du bureau de la faune et de la flore sauvages, et Mme Jeanne-Marie Roux-Fouillet, chef de projet du Plan national d'actions « France, terre de pollinisateurs », ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer.

Réunion du mercredi 19 avril 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Les nouvelles technologies au service de la modernisation des territoires - Présentation du rapport d'information de MM. Jacques Mézard et Philippe Mouiller.

Réunion du mercredi 31 mai 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail sur l'aménagement du territoire - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Examen du rapport pour avis.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports ferroviaires, collectifs et fluviaux » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Mounir Mahjoubi, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé du numérique.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Biodiversité - transition énergétique » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Prévention des risques » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Audition de M. Sébastien Lecornu, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » (et articles 57 octies et nonies) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Crédits « Recherche en matière de développement durable » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur le canal Seine-Nord Europe.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déplacement à la COP23 - Communication.

Réunion du jeudi 14 décembre 2017 (*délégation aux entreprises*) : Communication de Mme Élisabeth Lamure sur les

principales dispositions du projet de loi de finances rectificative intéressant les entreprises.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique [n° 267 (2016-2017)]** - (11 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 105, 106). - **Article 9 A (nouveau)** (art. L. 121-10 du code de l'urbanisme - *Dérogations à la règle d'urbanisation en continuité dans les communes littorales*) (p. 120). (p. 124). - **Article 13** (art. L. 561-1 et L. 563-1 du code de l'environnement - *Éligibilité de l'indemnisation du recul du trait de côte au titre du « fonds Barnier »*) (p. 135).

- **Question orale sans débat sur la pêche abusive au large de la baie de Seine** - (24 janvier 2017) (p. 734, 735). (p. 735).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1019 du 27 juillet 2016 relative à l'autoconsommation d'électricité et n° 2016-1059 du 3 août 2016 relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables [n° 286 (2016-2017)]** - (24 janvier 2017) - **Article 3** (art. L. 341-2 et L. 342-12 du code de l'énergie - *Prise en charge par la collectivité d'une partie des coûts de raccordement des installations de production d'électricité renouvelable*) (p. 778).

- **Débat sur le thème « Économie circulaire : un gisement de matières premières et d'emploi »** - (21 février 2017) (p. 1682, 1683).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et**

programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement [n° 9 (2017-2018)] - (10 octobre 2017) - **Discussion générale** (p. 3657, 3658). - **Article 2** (*Mise en cohérence du vocabulaire de plusieurs codes*) (p. 3678). (p. 3683). (p. 3684). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3693, 3694).

- **Proposition de loi tendant à simplifier certaines obligations applicables aux collectivités territoriales dans le domaine du service public d'eau potable [n° 32 (2017-2018)]** - (26 octobre 2017) - **Discussion générale** (p. 4227, 4228).

- **Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement [n° 43 (2017-2018)]** - (7 novembre 2017) - **Article 1er** (art. L. 111-1, art. L. 111-4 à L. 111-9 [nouveaux] du code minier - *Arrêt progressif de la recherche et de l'exploitation des hydrocarbures*) (p. 4387). - **Rappel au règlement** (p. 4387). - **Article 2 ter A (nouveau)** (art. L. 142-6 du code minier - *Prise d'effet de la prolongation d'un permis exclusif de recherches*) (p. 4395).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (7 décembre 2017) (p. 7481).

- **Débat sur la COP23** - (13 décembre 2017) (p. 9607, 9608). (p. 9608).

TODESCHINI (Jean-Marc)
secrétaire d'État auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants et de la mémoire
(jusqu'au 18 mai 2017)
sénateur (Moselle)
SOCR
(à partir du 18 juin 2017)

Reprise de l'exercice du mandat de sénateur suite à la cessation de fonction de membre du Gouvernement le 18 juin 2017.

Réélu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication du 28 juin 2017 au 3 octobre 2017.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne le 8 novembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour une meilleure protection des mineur.e.s victimes de viol et des autres agressions sexuelles [n° 53 (2017-2018)] (26 octobre 2017) - **Justice**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 17 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Arnaud Danjean, président du comité de rédaction de la revue stratégique de défense et de sécurité nationale.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation internationale - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Défense » - Programme 212 « Soutien de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Défense » - Examen de la position de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] -**
 (12 décembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble**
 (p. 7837).

TOURAINÉ (Marisol)
ministre des affaires sociales et de la
santé
(jusqu'au 18 mai 2017)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-1729 du 15 décembre 2016 relative aux pharmacies à usage intérieur et l'ordonnance n° 2017-28 du 12 janvier 2017 relative à la constitution et au fonctionnement des groupements de coopération sanitaire [n° 446 (2016-2017)] (1er mars 2017) - **Questions sociales et santé.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-10 du 5 janvier 2017 relative à la mise à jour de la liste des établissements figurant à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière [n° 456 (2016-2017)] (8 mars 2017) - **Fonction publique.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-9 du 5 janvier 2017 relative à la sécurité sanitaire [n° 471 (2016-2017)] (22 mars 2017) - **Questions sociales et santé.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-1812 du 22 décembre 2016 relative à la lutte contre le tabagisme et à son adaptation et son extension à certaines collectivités d'outre-mer [n° 473 (2016-2017)] (22 mars 2017) - **Outre-mer.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-44 du 19 janvier 2017 relative à la mise en œuvre du Règlement sanitaire international de 2005 [n° 488 (2016-2017)] (30 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-48 du 19 janvier 2017 relative à la profession de physicien médical et l'ordonnance n° 2017-50 du 19 janvier 2017 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé [n° 489 (2016-2017)] (30 mars 2017) - **Questions sociales et santé.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-51 du 19 janvier 2017 portant harmonisation des dispositions législatives relatives aux vigilances sanitaires [n° 490 (2016-2017)] (30 mars 2017) - **Questions sociales et santé.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-30 du 12 janvier 2017 relative à l'égal accès des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et des conseils de surveillance des établissements et organismes mentionnés aux articles L. 1142-22, L. 1222-1, L. 1413-1, L. 1418-1, L. 1431-1 et L. 5311-1 du code de la santé publique [n° 492 (2016-2017)] (30 mars 2017) - **Questions sociales et santé.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-31 du 12 janvier 2017 de mise en cohérence des textes au regard des dispositions de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé [n° 493 (2016-2017)] (30 mars 2017) - **Questions sociales et santé.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-45 du 19 janvier 2017 relative aux conditions d'accès aux données couvertes par le secret médical ou le secret industriel et commercial pour le compte de l'Autorité de sûreté nucléaire et de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire et à la mutualisation de certaines fonctions d'agences sanitaires nationales [n° 504 (2016-2017)] (12 avril 2017) - **Questions sociales et santé.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-84 du 26 janvier 2017 relative à la Haute Autorité de santé [n° 505 (2016-2017)] (12 avril 2017) - **Questions sociales et santé.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-46 du 19 janvier 2017 relative à la prise en charge de la rémunération des personnels des établissements de santé mis à disposition des inspections générales interministérielles et abrogeant les dispositions relatives aux conseillers généraux des établissements de santé et l'ordonnance n° 2017-47 du 19 janvier 2017 précisant la procédure de fusion des établissements publics de santé et modifiant le code de la santé publique [n° 512 (2016-2017)] (19 avril 2017) - **Fonction publique.**

Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2017-27 du 12 janvier 2017 relative à l'hébergement de données de santé à caractère personnel et n° 2017-29 du 12 janvier 2017 relative aux conditions de reconnaissance de la force probante des documents comportant des données de santé à caractère personnel créés ou reproduits sous forme numérique et de destruction des documents conservés sous une autre forme que numérique [n° 513 (2016-2017)] (19 avril 2017) - **Questions sociales et santé.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-192 du 16 février 2017 relative à l'adaptation des dispositions législatives relatives aux ordres des professions de santé [n° 514 (2016-2017)] (19 avril 2017) - **Questions sociales et santé.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-49 du 19 janvier 2017 relative aux avantages offerts par les personnes fabriquant ou commercialisant des produits ou des prestations de santé [n° 518 (2016-2017)] (26 avril 2017) - **Économie et finances, fiscalité.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-644 du 27 avril 2017 relative à l'adaptation des dispositions législatives relatives au fonctionnement des ordres des professions de santé [n° 546 (2016-2017)] (3 mai 2017) - **Questions sociales et santé.**

TOURENNE (Jean-Louis)
sénateur (Ille-et-Vilaine)
 SOCR

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 4 octobre 2017 ; secrétaire de la commission jusqu'au 3 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 18 octobre 2017.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat jusqu'au 8 novembre 2017.

Membre de la commission d'enquête sur les frontières européennes, le contrôle des flux des personnes et des marchandises en Europe et l'avenir de l'espace Schengen jusqu'au 12 juin 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de simplification des procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (12 janvier 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création de l'Agence nationale de santé publique (12 janvier 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social (26 juillet 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance relative à l'adaptation des dispositions législatives relatives au fonctionnement des ordres des professions de santé (1er décembre 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance relative à la profession de physicien médical et l'ordonnance relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé (1er décembre 2017).

Membre suppléant du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale.

Membre titulaire du Conseil d'orientation de la participation, de l'intéressement, de l'épargne salariale et de l'actionnariat salarié le 20 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique visant à améliorer la qualité des études d'impact des projets de loi [n° 610 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instituer le Conseil parlementaire d'évaluation des politiques publiques et du bien-être [n° 611 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi pour une meilleure protection des mineur.e.s victimes de viol et des autres agressions sexuelles [n° 53 (2017-2018)] (26 octobre 2017) - **Justice.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 3 janvier 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de M. Jean-Christophe Dumont, chef de la division des migrations internationales à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Audition de M. Yves Bertoncini, directeur de l'Institut Jacques Delors.

Réunion du mercredi 4 janvier 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de S.E. M. György Károlyi, ambassadeur de Hongrie en France.

Réunion du jeudi 12 janvier 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de MM. David Skuli, directeur central de la police aux frontières, Fernand Gontier, directeur central adjoint, et Bernard Siffert, sous-directeur des affaires internationales, transfrontières et de la sûreté au ministère de l'intérieur.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de MM. Pierre-Antoine Molina, directeur général, Benoît Brocart, directeur de l'immigration, et Raphaël Sodini, directeur de l'asile, de la direction générale des étrangers en France au ministère de l'intérieur.

Réunion du mercredi 15 mars 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de M. Bruno Le Roux, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des affaires sociales*) : Prise en charge sociale des mineurs isolés étrangers - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 5 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Unités hospitalières spécialement aménagées (UHSA) - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Table ronde des organisations patronales.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen des amendements au texte de la commission.

Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 31 juillet 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projets de loi ratifiant quatre ordonnances relatives à la santé - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de M. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration de la Caisse nationale d'allocations familiales.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen des amendements.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » - Compte d'affectation spéciale « pensions » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi ratifiant diverses ordonnances pour le renforcement du dialogue social - Table ronde des organisations patronales.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi ratifiant diverses ordonnances sur la loi d'habilitation à prendre les mesures pour le renforcement du dialogue social - Table ronde des organisations syndicales.

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi ratifiant diverses ordonnances sur la loi d'habilitation à prendre les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (24 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 2940, 2942).

- **Suite de la discussion** (25 juillet 2017) - **Article 1er** (*Habilitation du Gouvernement à prendre diverses ordonnances pour renforcer la place de l'accord d'entreprise*) (p. 3011). (p. 3016). (p. 3019, 3020). (p. 3023). (p. 3024). (p. 3025). (p. 3029). (p. 3030). (p. 3031). (p. 3032). (p. 3034). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3045, 3046). (p. 3047).

- **Suite de la discussion** (26 juillet 2017) - **Article 2** (*Nouvelle organisation du dialogue social et rénovation de l'exercice des responsabilités syndicales en entreprise*) (p. 3073). (p. 3076, 3077). (p. 3077). (p. 3078). (p. 3079). (p. 3094). (p. 3098). (p. 3098). (p. 3099) - **Article 3** (*Aménagement des règles du licenciement et de certaines formes particulières de travail*) (p. 3130). (p. 3134). (p. 3138).

- **Suite de la discussion** (27 juillet 2017) (p. 3161, 3162). (p. 3177). (p. 3181). (p. 3184, 3185). (p. 3193, 3194). (p. 3196). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*Développement de la négociation collective et sécurisation des accords de branche*) (p. 3201, 3202). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*Assouplissement des obligations des employeurs en matière de prévention de la pénibilité et d'emploi de travailleurs détachés transfrontaliers*) (p. 3208).

(p. 3213). (p. 3218). - **Articles additionnels après l'article 8 bis** (p. 3226). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3231).

- *Commission mixte paritaire [n° 698 (2016-2017)]* - (2 août 2017) - **Discussion générale** (p. 3545, 3546).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-31 du 12 janvier 2017 de mise en cohérence des textes au regard des dispositions de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé [n° 12 (2017-2018)]** - (11 octobre 2017) - **Discussion générale commune avec celle des projets de loi n° 11 (2017-2018) et n° 13 (2017-2018)** (p. 3744).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-48 du 19 janvier 2017 relative à la profession de physicien médical et l'ordonnance n° 2017-50 du 19 janvier 2017 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé [n° 11 (2017-2018)]** - (11 octobre 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 12 (2017-2018)** (p. 3744).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-644 du 27 avril 2017 relative à l'adaptation des dispositions législatives relatives au fonctionnement des ordres des professions de santé [n° 13 (2017-2018)]** - (11 octobre 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 12 (2017-2018)** (p. 3744).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (14 novembre 2017) - **Article 7** (*art. L. 131-9, L. 136-7-1, L. 136-8, L. 162-14-1, art. L. 172-1, art. L. 241-2, art. L. 242-11, art. L. 313-1, art. L. 381-30-4, L. 382-22, art. L. 613-1 [nouveau] et art. L. 621-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. L. 731-25, art. L. 731-35 et art. L. 741-9 du code rural et de la pêche maritime - Hausse de la CSG et suppression de cotisations sociales*) (p. 4941, 4942).

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2017) - **Article 8** (*art. L. 241-2-1 [nouveau], art. L. 241-13, art. L. 243-6-1, art. L. 243-6-2, art. L. 243-6-3, art. L. 243-6-6 à L. 243-6-8 [nouveaux] et L. 243-7 du code de la sécurité sociale, art. L. 741-1 du code rural et de la pêche maritime - Réduction de cotisation maladie et renforcement des allègements généraux en contrepartie de la suppression du CICE et du CITS*) (p. 4998). (p. 4999). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 5081, 5082).

Troisième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 13 bis (nouveau)** (*art. 1613 ter et 1613 quater du code général des impôts - Modification des contributions sur les boissons sucrées et édulcorées*) (p. 5139). - **Articles additionnels après l'article 14** (*Retrait des médicaments génériques de l'assiette de la taxe sur le chiffre d'affaires des distributeurs en gros*) (p. 5150). - **Article 18** (*Transferts entre l'État et la sécurité sociale et entre branches de la sécurité sociale*) (p. 5169).

Quatrième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 25** (*art. L. 531-5, L. 531-6 et L. 531-8 du code de la sécurité sociale, art. 11 de l'ordonnance n° 77-1102 du 26 septembre 1977 portant extension et adaptation au département de Saint-Pierre-et-Miquelon de diverses dispositions relatives aux affaires sociales et art. 42 de la loi n° 2016-1827 du 23 décembre 2016 de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Majoration du CMG pour les familles monoparentales*) (p. 5186). - **Article 26** (*art. L. 531-2 et L. 531-3 du code de la sécurité sociale et art. 74 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Harmonisation du barème et des plafonds de la PAJE et du complément familial*) (p. 5192). - **Article 28** (*art. L. 861-2 du code de la sécurité sociale - Revalorisation de l'ASPA et des anciennes allocations du minimum vieillesse*) (p. 5209). (p. 5210). - **Article 29** (*art. L. 161-23-1 et L. 816-2 du code de la sécurité sociale et art. 29 de l'ordonnance n° 2002-411 du 27 mars 2002 relative à la protection sanitaire et sociale à Mayotte - Décalage de la*

date de revalorisation des pensions et de l'ASPA) (p. 5213). - **Article 35** (art. L. 162-31-1 et L. 221-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 1433-1 du code de la santé publique, art. 43 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Cadre d'expérimentations pour l'innovation dans le système de santé) (p. 5235, 5236). (p. 5236). (p. 5239). (p. 5240).

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 5260). - **Article 41** (art. L. 162-17-31 [nouveau], L. 162-17-5, L. 165-2-1 [nouveau], L. 165-3-3, L. 165-4 et L. 165-7 du code de la sécurité sociale - Régulation du secteur des dispositifs médicaux) (p. 5305). - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 5314). (p. 5314). - **Articles additionnels après l'article 48** (p. 5332). (p. 5332). - **Article 50** (art. L. 313-1, L. 313-12, L. 313-12-2, L. 314-6 du code de l'action sociale et des familles

- **Régime de contractualisation dans le secteur médico-social** (p. 5338). - **Articles additionnels après l'article 50** (p. 5340). (p. 5340).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (30 novembre 2017) (p. 6938, 6939). - **État B** (p. 6945). (p. 6946, 6947). - **Article 63** (Évolution de la prime d'activité) (p. 6950).

TRAVERT (Stéphane)
ministre de l'agriculture et de
l'alimentation
(à partir du 21 juin 2017)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le secteur viticole et les suites de l'épisode de gel du mois d'avril 2017** - (25 juillet 2017) (p. 2963, 2964).

- **Question orale sans débat sur les retards de paiement des aides de la politique agricole commune** - (25 juillet 2017) (p. 2964, 2965).

- **Question orale sans débat sur la situation des viticulteurs après les épisodes de gel de 2017 dans l'Aude** - (25 juillet 2017) (p. 2965, 2966).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les états généraux de l'alimentation** - (17 octobre 2017) (p. 3823, 3824).

- **Question orale sans débat sur la situation des arboriculteurs des Alpes-de-Haute-Provence** - (24 octobre 2017) (p. 3937, 3938).

- **Question orale sans débat sur la demande d'homologation permanente de produits biologiques** - (24 octobre 2017) (p. 3938, 3939).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la grippe aviaire** - (31 octobre 2017) (p. 4272).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le plan Loup** - (9 novembre 2017) (p. 4672, 4673).

- **Question orale sans débat sur la lutte contre la propagation de la bactérie xylella fastidiosa** - (21 novembre 2017) (p. 5373).

- **Question orale sans débat sur la stratégie de bioéconomie pour la France** - (21 novembre 2017) (p. 5374).

- **Question orale sans débat sur le financement des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural** - (21 novembre 2017) (p. 5375).

- **Question orale sans débat sur la suppression des aides au maintien pour les agriculteurs bio** - (21 novembre 2017) (p. 5376).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le glyphosate** - (28 novembre 2017) (p. 6772).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la position de la France sur le glyphosate** - (28 novembre 2017) (p. 6775).

- **Question orale sans débat sur l'aide au maintien de l'agriculture biologique** - (5 décembre 2017) (p. 7168, 7169).

- **Question orale sans débat relative aux conséquences de la sécheresse sur la viticulture gardoise** - (5 décembre 2017) (p. 7170).

- **Question orale sans débat sur la réhabilitation des mineurs grévistes de 1948 et 1952** - (5 décembre 2017) (p. 7171).

- **Question orale sans débat sur la construction de la maison d'arrêt de Lure** - (5 décembre 2017) (p. 7172).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (7 décembre 2017) (p. 7415, 7417). - **État B** (p. 7419). (p. 7420). (p. 7422). - **Article 49** (Suppression du fonds d'accompagnement de la réforme du micro-bénéfice agricole) (p. 7423). - **Article 49 bis (nouveau)** (art. 1604 du code général des impôts - Affectation des « centimes forestiers ») (p. 7424). - **Article 49 ter (nouveau)** (Rapport sur les conditions de financement de certaines aides européennes) (p. 7425, 7426). - **Article additionnel après l'article 49 ter** (Rapport sur les modalités d'un plan national stratégique pour la réalisation de retenues de soutiens d'étiage) (p. 7426).

TRILLARD (André)
sénateur (Loire-Atlantique)
LR

Non réélu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité des mesures de compensation des atteintes à la biodiversité engagées sur des grands projets d'infrastructures, intégrant les mesures d'anticipation, les études préalables, les conditions de réalisation et leur suivi jusqu'au 12 juin 2017.

Membre suppléant du Conseil national du développement et de la solidarité internationale jusqu'au 23 janvier 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier 2017) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliciculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 557 (2016-2017)] (18 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : La nécessaire modernisation de la dissuasion nucléaire [n° 560 (2016-2017)] (23 mai 2017) - **Défense**.

Proposition de loi tendant à élargir les missions des comités locaux d'information et de suivi visés à l'article L. 542-13 du code de l'environnement [n° 561 (2016-2017)] (23 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture**.

Proposition de loi organique tendant à garantir l'ancrage territorial des sénateurs [n° 634 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de M. André Flajolet, président de la commission environnement et développement durable de l'Association des maires de France, Mme Hermeline Malherbe, présidente de la commission environnement de l'Association des départements de France, MM. Philippe Schmit, secrétaire général de l'Assemblée des communautés de France et Hubert Dejean de la Batie, vice-président de la région Normandie en charge de l'environnement, membre de l'Association des régions de France.

Réunion du jeudi 12 janvier 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de MM. Serge Muller, vice-président du comité permanent et président de la commission « Flore », Michel Métais, président de la commission « Faune », et Serge Urbano, secrétaire du comité permanent du Conseil national de la protection de la nature.

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de M. Jean-Paul Naud, co-président, Mme Geneviève Lebouteux, secrétaire du collectif d'élus doutant de la pertinence de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes (CéDPA), MM. Christophe Dougé, conseiller régional des Pays de la Loire et adhérent du CéDPA, Julien Durand, administrateur et porte-parole de l'association citoyenne intercommunale des populations concernées par le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes (ACIPA), Mme Agnès Belaud, administratrice de l'ACIPA et du CéDPA, et M. Sylvain Fresneau, président de l'association de défense des exploitants concernés par l'aéroport (ADECA) et adhérent de l'ACIPA.

Réunion du mardi 24 janvier 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de MM. Marc Bouchery, directeur général du syndicat mixte aéroportuaire du Grand Ouest et Jean-Claude Lemasson, maire de Saint-Aignan-de-Grand-Lieu, vice-président de Nantes métropole et élu du syndicat mixte aéroportuaire du Grand Ouest.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République italienne signé le 24 février 2015 pour l'engagement des travaux définitifs de la section transfrontalière de la nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Cyberinterférences dans les processus électoraux - Audition de M. Guillaume Poupard, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI).

Réunion du mardi 7 février 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition commune de MM. Alain Bernier, président de la fédération départementale de Loire-Atlantique des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA 44), Christophe Sablé, secrétaire général de la chambre régionale d'agriculture des Pays de la Loire, Dominique Deniaud, président de la section locale de Loire-Atlantique de la Confédération paysanne, Cyril Bouligand et Daniel Durand, membres du collectif « Copain 44 ».

Audition de MM. Dominique Boschet, président de l'Association contre le survol de l'agglomération nantaise (ACSAN), Guillaume Dalmard et André Taméza, membres de l'association « Des ailes pour l'Ouest ».

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de MM. Henri-Michel Comet, préfet de région, et Philippe Viroulaud, directeur général adjoint de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire.

Réunion du mercredi 1er mars 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de MM. Fabrice Roussel, vice-président de Nantes métropole, et Stéphane Bois, directeur du pôle métropolitain Nantes-Saint-Nazaire.

Audition de MM. Fabien Quétier, directeur d'études, et Mathias Prat, directeur de production, du bureau d'études Biotope.

Audition de MM. Jean-François Asmodé (OGE), Pascal Fournier (GREGE), Stéphane Pradon (Egis environnement), Mme Rebecca Briot et M. Vincent Guillemot (Dervenn).

Réunion du mercredi 5 avril 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Examen du projet de rapport.

Réunion du mardi 25 avril 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Suite de l'examen du projet de rapport.

Réunion du mardi 23 mai 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de

travail « La modernisation de la dissuasion nucléaire » - Examen du rapport d'information.

Groupe de travail « Les drones dans les forces armées » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 24 mai 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « Vers les 2 % du PIB pour la défense » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition sur la crise diplomatique dans le Golfe.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi renforçant la lutte contre le terrorisme et la sécurité intérieure - Examen du rapport pour avis.

TROENDLÉ (Catherine)
sénateur (Haut-Rhin)
LR

Vice-présidente du Sénat à compter du 4 octobre 2017 ; a présidé les séances des 24, 31 octobre, 9, 13, 16, 27 novembre, 5, 6 et 14 décembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 4 octobre 2017 ; vice-présidente de la commission jusqu'au 3 octobre 2017.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017.

Vice-présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et autres dispositions en matière sociale et économique (31 janvier 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la collectivité de Corse (8 février 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion des projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique (26 juillet 2017) ; nouvelle nomination : vice-présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (1er août 2017).

Membre titulaire de la Conférence nationale des services d'incendie et de secours.

Membre titulaire du Conseil national des sapeurs-pompiers volontaires.

Membre titulaire de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Tâtonnements et impasses des politiques de « déradicalisation » - Bilan d'étape [n° 438 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à faciliter le règlement des conséquences pécuniaires du divorce [n° 449 (2016-2017)] (2 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 557 (2016-2017)] (18 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Les politiques de « déradicalisation » en France : changer de paradigme [n° 633 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à prolonger le délai de validité des habilitations des clercs de notaire [n° 7 (2017-2018)] (5 octobre 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Sécurité civile [n° 114 tome 14 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : La Polynésie française : allier autonomie dans la République et subsidiarité dans la collectivité [n° 165 (2017-2018)] (13 décembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à renforcer les obligations comptables des partis politiques - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 6 février 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique.

Réunion du jeudi 9 février 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Alain Lambert, président du Conseil national d'évaluation des normes (CNEN), sur le bilan et les perspectives de la simplification normative.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 21 février 2017 (*commission des lois*) : Mission d'information « Désendoctrinement, désenbriguement et réinsertion des djihadistes en France et en Europe » - Communication.

Réunion du mercredi 15 mars 2017 (*commission des lois*) : Mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 27 juin 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi organique et projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Système d'alerte et d'information des populations (SAIP) - Communication.

(*commission des lois*) : Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Audition de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 11 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des lois*) : Mission d'information « Désendoctrinement, désenbriguement et réinsertion des djihadistes en France et en Europe » - Examen du rapport.

Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique - Examen du rapport en vue de la seconde délibération sur l'article 4.

Réunion du vendredi 4 août 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi organique pour la confiance dans la vie politique (nouvelle lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice - Proposition de loi organique pour le redressement de la justice - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice - Proposition de loi organique pour le redressement de la justice - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur, et Mme Jacqueline Gourault, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative aux modalités de dépôt de candidature aux élections - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Sécurités » - Programme « Sécurité civile » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 28 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des lois*) : Polynésie française - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre - Nouvelle lecture** [n° 159 (2016-2017)] - (1er février 2017) - vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale - **Rappel au règlement** (p. 1152). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1154).

- **Proposition de loi visant à favoriser l'assainissement cadastral et la résorption du désordre de propriété** [n° 352 (2016-2017)] - (8 février 2017) - vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. 793 du code général des impôts - Exonération de droits à hauteur de 50 % de la valeur de l'immeuble lors de la première mutation à titre gratuit d'un bien nouvellement titré) (p. 1362). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. 1135 bis du code général des impôts - Report au 1er janvier 2028 de la fin de l'exonération partielle de droits de succession applicable aux immeubles situés en Corse) (p. 1363). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (art. 750 bis B [nouveau] du code

général des impôts - Exonération de droits pour les actes de partage de succession ou les licitations de certains biens héréditaires situés en Corse (p. 1363).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la déradicalisation** - (14 février 2017) (p. 1444, 1445). (p. 1445).

- **Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1561 du 21 novembre 2016 complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la collectivité de Corse, n° 2016-1562 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures institutionnelles relatives à la collectivité de Corse et n° 2016-1563 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures électorales applicables en Corse - Nouvelle lecture [n° 428 (2016-2017)]** - (16 février 2017) - vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1619).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (12 juillet 2017) - vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale - **Article 9** (*art. L. 52-7-1 [nouveau], L. 52-8, L. 52-10, L. 52-12, L. 113-1, L. 388, L. 392, L. 393, L. 558-37, L. 558-46 et L. 562 du code électoral et art. 15 de la loi n° 2016-1048 du 1er août 2016 rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales - Encadrement des prêts consentis à des candidats, information de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques et sanctions pénales en cas de violation des règles relatives aux campagnes électorales*) (p. 2126). (p. 2127).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-717 du 3 mai 2017 portant création de l'établissement public Paris La Défense [n° 632 (2016-2017)]** - (20 juillet 2017) - vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et

d'administration générale - **Article 2 (nouveau)** (*Définition des périmètres d'intervention de Paris La Défense*) (p. 2816).

- **Question orale sans débat sur la désertification médicale** - (24 octobre 2017) (p. 3949). (p. 3949, 3950).

- **Débat sur la revue stratégique de défense et de sécurité nationale** - (24 octobre 2017) (p. 3967).

- **Proposition de loi d'orientation et de programmation pour le redressement de la justice [n° 34 (2017-2018)]** - (24 octobre 2017) - **Article 27** (*art. 132-25, 132-26-1, 132-27 du code pénal et art. 474, 732-15, 723-15-1, 723-17, 723-17-1 et 747-2 du code de procédure pénale - Clarification du régime d'aménagement des peines d'emprisonnement*) (p. 4049).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la proposition de loi relative à la stabilité du droit de l'urbanisme** - (23 novembre 2017) (p. 6327).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (5 décembre 2017) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, pour le programme « Sécurité civile » (p. 7194, 7195). - **État B** (p. 7210, 7211).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de l'Assemblée nationale vietnamienne** - (6 décembre 2017) (p. 7322).

- **Débat sur le retour des djihadistes en France** - (13 décembre 2017) (p. 9588, 9589). (p. 9589). (p. 9594).

TÜRK (Alex)
sénateur (Nord)
NI

Non réélu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre suppléant du Conseil national des professions du spectacle.

URVOAS (Jean-Jacques)
garde des sceaux, ministre de la justice
(jusqu'au 18 mai 2017)

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-728 du 2 juin 2016 relative au statut de commissaire de justice [n° 531 (2016-2017)] (27 avril 2017) - **Justice**.

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-1636 du 1er décembre 2016 relative à la décision d'enquête européenne en matière pénale [n° 383 (2016-2017)] (8 février 2017) - **Justice**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à la composition de la cour d'assises de l'article 698-6 du code de procédure pénale [n° 86 (2016-2017)]** - (10 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 10, 11).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le procès d'un agriculteur pour l'accueil de migrants** - (12 janvier 2017) (p. 207, 208).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la justice** - (17 janvier 2017) (p. 273).

- **Projet de loi relatif à la sécurité publique [n° 310 (2016-2017)]** - (24 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 794, 796). - **Article additionnel après l'article 9** (p. 834, 835).

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 332 (2016-2017)]** - (31 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 1021, 1022). - **Article 3** (art. 48-1 du code de procédure pénale - Inscription temporaire au bulletin n° 1 du casier judiciaire des mesures alternatives aux poursuites et des mesures de transaction pénale) (p. 1031). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 1032). - **Article 5** (art. 148-1-1 et 187-3 du code de procédure pénale - Élargissement du champ d'application du référé-détention) (p. 1033). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 1034).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les chiffres de la délinquance** - (31 janvier 2017) (p. 1035, 1036).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le procès Bruckner** - (31 janvier 2017) (p. 1041).

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 332 (2016-2017)] (suite)** - (31 janvier 2017) - **Article 6** (art. 495 et 495-17-1 [nouveau] du code de procédure pénale - Élargissement du champ de l'amende forfaitaire) (p. 1046). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 1047). - **Article 6 bis (nouveau)** (art. 131-6 et 131-9 du code pénal - Prononcé cumulatif d'une peine d'emprisonnement et d'une peine privative ou restrictive de droits) (p. 1047, 1048). - **Article 7** (art. 306-1, 400-1, 706-63-2 [nouveau], 706-63-3 [nouveau] et 706-63-4 [nouveau] du code de procédure pénale - Protection des interprètes) (p. 1049). - **Article additionnel après l'article 7** (p. 1049). - **Article 8** (art. 132-18-1 [nouveau] du code pénal; art. 362 du code de procédure pénale - Rétablissement des peines minimales d'emprisonnement) (p. 1051). - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (art. 132-25, 132-26-1 et 132-27 du code pénal - Réduction des facultés d'aménagement ab initio des peines d'emprisonnement) (p. 1052). - **Article 10** (art. 132-29, 132-35, 132-36, 132-37, 132-38 et 132-39 du code pénal; art. 735 [abrogé] et 735-1 du code de procédure pénale - Révocation automatique du sursis simple et de son caractère intégral) (p. 1053). - **Article 11** (art. 132-42, 132-47 à 132-50 du code pénal - Modification des règles de révocation du sursis avec mise à l'épreuve) (p. 1054). - **Article 12** (art. 61-1, 63-1, 113-4, 116, 141-4, 328, 393, 406, 709-1-1, 803-6 du code de procédure pénal - Interdiction au suspect de mentir) (p. 1055). - **Article 14** (art. 179 du code de procédure pénale - Modification des critères de maintien en détention provisoire) (p. 1055). - **Article 16 bis (nouveau)** (art. 706-75 du code de procédure pénale - Compétence de la cour d'assises spécialement composée pour le jugement des majeurs accusés de meurtre commis en bande organisée) (p. 1056). - **Article 17** (art. 132-4

du code pénal - Réduction du champ de la confusion des peines) (p. 1056). - **Article 18** (art. 132-16-5 du code pénal - Aggravation de la peine à raison de l'état de récidive légale) (p. 1057). - **Article 19** (art. 712-6, 712-7, 712-8, 712-10 et 723-15-1 du code de procédure pénale - Répartition des compétences entre le juge de l'application des peines et le tribunal de l'application des peines) (p. 1058). - **Article 19 bis (nouveau)** (art. 723-19 [nouveau] du code de procédure pénale - Rétablissement de la surveillance électronique de fin de peine) (p. 1059). - **Article 20** (art. 717-1, 721-1, 721-1-1 [supprimé], 721-2 et 723-9 du code de procédure pénale; art. 132-24 du code pénal et art. 41 de la loi n° 2005-1549 du 12 décembre 2005 relative au traitement de la récidive des infractions pénales - Suppression des crédits automatiques de réduction de peine) (p. 1060). - **Article 21** (titre Ier bis et section 1 bis [abrogés] du chapitre II du titre II du livre V, art. 74-2, 230-19, 474, 707, 712-11, 721-2, 730, 774 du code de procédure pénale et art. 131-3 [abrogé], 131-4-1 [abrogé] et 131-9 du code pénal - Suppression de la contrainte pénale et de la libération sous contrainte) (p. 1061). - **Article 22** (art. 13 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 pénitentiaire - Création de délégués bénévoles à la probation) (p. 1063). - **Article 23** (art. 717-1 du code de procédure pénale - Affectation des détenus dans des centres à sécurité adaptée) (p. 1064). - **Article 24 (Texte non modifié par la commission)** (art. 474 et 723-15 du code de procédure pénale - Abaissement du seuil d'aménagement ab initio des peines d'emprisonnement pour les personnes condamnées non incarcérées) (p. 1065). - **Article 24 bis (nouveau)** (art. 149 du code de procédure pénale - Ajout d'une nouvelle exception au principe de réparation intégrale du préjudice causé par une détention provisoire en cas de non-lieu) (p. 1066). - **Article 31** (art. 776 du code de procédure pénale - Extension de l'accès au bulletin n° 2 du casier judiciaire) (p. 1067).

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale - Deuxième lecture [n° 348 (2016-2017)]** - (7 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1264, 1265). - **Article 3** (art. 213-5, 215-4, 221-18 et 462-10 du code pénal [abrogés], art. 706-25-1 et 706-175 [abrogés] et 706-31 du code de procédure pénale, art. L. 211-12, L. 212-37, L. 212-38 et L. 212-39 du code de justice militaire, art. 351 du code des douanes et art. 65 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse - Prescription de l'action publique et de l'action civile des abus de la liberté d'expression commis sur internet - Prescription de l'action de l'administration des douanes - Coordinations) (p. 1272).

- **Nouvelle lecture [n° 408 (2016-2017)]** - (15 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1560, 1561). - **Article 3** (Prescription de l'action publique et de l'action civile des abus de la liberté d'expression commis sur internet - Prescription de l'action de l'administration des douanes - Coordinations) (p. 1568).

Vice-président de la commission d'enquête sur la réalité des mesures de compensation des atteintes à la biodiversité engagées sur des grands projets d'infrastructures, intégrant les mesures d'anticipation, les études préalables, les conditions de réalisation et leur suivi jusqu'au 12 juin 2017.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut français le 20 décembre 2017.

VALL (Raymond)
sénateur (Gers)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne le 11 juillet 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 18 octobre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à garantir le principe de l'indépendance de la justice [n° 443 (2016-2017)] (23 février 2017) - **Justice**.

Proposition de loi relative au rétablissement des critères de classement des communes situées en zone de revitalisation rurale tels qu'ils existaient avant l'adoption de la loi de finances rectificative du 29 décembre 2015 [n° 478 (2016-2017)] (27 mars 2017) - **Aménagement du territoire**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Drones d'observation et drones armés : un enjeu de souveraineté [n° 559 (2016-2017)] (23 mai 2017) - **Défense**.

Proposition de loi tendant à garantir la représentation des communes déléguées au sein des communes nouvelles [n° 620 (2016-2017)] (6 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi sur le régime de l'exécution des peines des auteurs de violences conjugales [n° 621 (2016-2017)] (11 juillet 2017) - **Famille**.

Proposition de loi visant à intégrer dans la loi un objectif national de désenclavement [n° 679 (2016-2017)] (21 juillet 2017) - **Aménagement du territoire**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Avances à l'audiovisuel public : France Médias Monde (P844) et TV5 Monde (P847) [n° 110 tome 10 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Canal France International devient une filiale de France Médias Monde [n° 120 (2017-2018)] (29 novembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 576 (2016-2017)] autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de Sainte-Lucie et de la convention d'extradition entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de Sainte-Lucie [n° 138 (2017-2018)] (6 décembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 1er mars 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de MM. Philippe Martin, président, et Christophe Aubel, directeur général, de l'Agence française pour la biodiversité (AFB).

Réunion du mardi 23 mai 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Groupe de travail « Les drones dans les forces armées » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 27 juin 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi organique et projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du jeudi 26 octobre 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Élection du président ; désignation des vice-présidents et des secrétaires ; questions diverses.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet d'avenant au contrat d'objectifs et de moyens 2016-2020 entre l'État et France Médias Monde - Communication.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Avances à l'audiovisuel public » - Programmes 844 « France Médias Monde » et 847 « TV5 Monde » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de Sainte-Lucie et de la convention d'extradition entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de Sainte-Lucie - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la revue stratégique de défense et de sécurité nationale** - (24 octobre 2017) (p. 3972, 3973).

- **Débat sur l'aménagement du territoire : plus que jamais une nécessité** - (25 octobre 2017) (p. 4179, 4180).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les territoires à énergie positive pour la croissance verte** - (26 octobre 2017) (p. 4198). (p. 4199).

- **Débat sur le thème « Quelles énergies pour demain ? »** - (22 novembre 2017) (p. 7650, 7651). (p. 7651).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 600 (2016-2017)]** - (13 décembre 2017) - Discussion générale (p. 9566).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité [n° 162 (2017-2018)]** - (19 décembre 2017) - **Article 18** (art. L. 313-2, L. 313-3, L. 313-5, L. 313-6 (nouveau) et L. 313-7 (nouveau) du code de la sécurité intérieure - Encadrement de la vente d'armes, d'éléments d'armes et de munitions) (p. 10478).

VALLAUD-BELKACEM (Najat)
*ministre de l'éducation nationale, de
l'enseignement supérieur et de la
recherche
(jusqu'au 18 mai 2017)*

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-135 du 17 février 2014 modifiant la partie législative du code de la recherche [n° 533 (2016-2017)] (27 avril 2017) - **Culture**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-691 du 26 juin 2014 portant suppression des compétences contentieuses et disciplinaires du Conseil supérieur de l'éducation et des conseils académiques de l'éducation nationale [n° 534 (2016-2017)] (27 avril 2017) - **Culture**.

VALLINI (André)
*secrétaire d'État auprès du Premier
ministre, chargé des relations avec le
Parlement
(jusqu'au 18 mai 2017)
sénateur (Isère)
SOCR
(à partir du 18 juin 2017)*

Reprise de l'exercice du mandat de sénateur suite à la cessation de fonction de membre du Gouvernement le 18 juin 2017.

Réélu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 28 juin 2017.

Membre suppléant de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 7 novembre 2017.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Campus France : pour une relance de la stratégie d'attractivité [n° 90 (2017-2018)] (15 novembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à interdire la pratique de la chasse à courre, à cor et à cri [n° 106 (2017-2018)] (22 novembre 2017) - **Environnement**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2015-24 du 14 janvier 2015 portant extension et adaptation dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche et l'ordonnance n° 2015-25 du 14 janvier 2015 relative à l'application à Mayotte de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche et de l'article 23 de la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale [n° 535 (2016-2017)] (27 avril 2017) - **Culture**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les lycées en zone d'éducation prioritaire** - (12 janvier 2017) (p. 211).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la démission d'enseignants** - (12 janvier 2017) (p. 215).

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Action extérieure de l'État : Diplomatie culturelle et d'influence [n° 110 tome 2 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Questions diverses.

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition du général Richard Lizurey, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Aide publique au développement » - Programmes 110 « Aide économique et financière au développement » et 209 « Solidarité à l'égard des pays en développement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Contrat d'objectifs et de moyens 2017-2020 de Campus France - Communication et examen de l'avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 185 « Diplomatie culturelle et d'influence » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « L'après Daesh en Syrie et en Irak » - Audition de M. Fabrice Balanche, maître de conférences à l'université Lyon II, chercheur invité à l'université de Stanford.

Crise du Qatar - Audition de M. Bertrand Besancenot, ministre plénipotentiaire hors classe, conseiller diplomatique du Gouvernement.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Éloge funèbre de Michel Houel, sénateur de Seine-et-Marne** - (10 janvier 2017) (p. 5, 6).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la grippe aviaire** - (12 janvier 2017) (p. 214, 215).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le prédicat** - (17 janvier 2017) (p. 272, 273).
- **Éloge funèbre de Jean-Claude Frécon, sénateur de la Loire** - (24 janvier 2017) (p. 755, 756).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le retour des djihadistes en France** - (26 janvier 2017) (p. 987, 988).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique familiale** - (26 janvier 2017) (p. 988).
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le mal-logement** - (31 janvier 2017) (p. 1040).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'alimentation en eau de Mayotte** - (31 janvier 2017) (p. 1041, 1042).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fermeture de la centrale de Clairvaux** - (14 février 2017) (p. 1446).

- **Débat sur le bilan de l'application des lois** - (21 février 2017) (p. 1691, 1692). (p. 1693). (p. 1694). (p. 1694, 1695). (p. 1696). (p. 1697). (p. 1697, 1698). (p. 1698). (p. 1699). (p. 1699, 1700). (p. 1700). (p. 1701). (p. 1701, 1702). (p. 1702).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la grippe aviaire** - (23 février 2017) (p. 1817).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la justice** - (23 février 2017) (p. 1818, 1819).

- **Débat sur l'avenir de l'Institut français** - (21 novembre 2017) (p. 5409).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (4 décembre 2017) (p. 7125, 7126).

VALTER (Clotilde)
secrétaire d'État auprès de la ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, chargée de la formation professionnelle et de l'apprentissage (jusqu'au 18 mai 2017)

- **Question orale sans débat sur la sécurisation dans les transports** - (24 janvier 2017) (p. 749, 750).

- **Question orale sans débat sur l'expérimentation pour la gestion du foncier rural** - (24 janvier 2017) (p. 750, 751).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-1519 du 10 novembre 2016 portant création au sein du service public de l'emploi de l'établissement public chargé de la formation professionnelle des adultes [n° 357 (2016-2017)]** - (9 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1401, 1403). (p. 1411, 1413).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le prix de revente des caveaux par les communes** - (24 janvier 2017) (p. 748, 749).

VANDIERENDONCK (René)
*sénateur (Nord)
SOCR*

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 1er octobre 2017.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » jusqu'au 12 juin 2017.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la collectivité de Corse (8 février 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale (8 février 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité publique (8 février 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion des projets de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique (26 juillet 2017).

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Laisser respirer les territoires [n° 485 (2016-2017)] (29 mars 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à simplifier certaines obligations applicables aux collectivités territoriales dans le domaine du service public d'eau potable [n° 703 (2016-2017)] (1er août 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 janvier 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la sécurité publique - Audition de M. Bruno Le Roux, ministre de l'intérieur.

Réunion du jeudi 12 janvier 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jean-Michel Thornary, commissaire général à l'égalité des territoires.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la sécurité publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 7 février 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain (nouvelle lecture) - Examen des amendements.

Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale (deuxième lecture) - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi visant à renforcer l'assainissement cadastral et la résorption du désordre de propriété - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 février 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Alain Lambert, président du Conseil national d'évaluation des normes (CNEN), sur le bilan et les perspectives de la simplification normative.

Réunion du lundi 13 février 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la sécurité publique.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des lois*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits, sur son rapport annuel d'activité pour 2016.

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 23 février 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jean-Bernard Auby, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, directeur de la chaire mutations de l'action publique et du droit public, et Mme Estelle Bomberger-Rivot, maître de conférences, chercheur à la chaire mutations de l'action publique et du droit public.

Questions diverses relatives à la simplification normative.

Réunion du mercredi 15 mars 2017 (*commission des lois*) : Mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 29 mars 2017 (*commission des lois*) : Mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale - Suite de l'examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 20 juin 2017 (*commission des lois*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-1360 du 13 octobre 2016 modifiant la partie législative du code des juridictions financières - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique - Examen des amendements aux textes de la commission.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des lois*) : Mission d'information « Désendoctrinement, désembrigadement et réinsertion des djihadistes en France et en Europe » - Examen du rapport.

Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 13 juillet 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur, sur le bilan et les perspectives de la Conférence nationale des territoires réunie le 17 juillet 2017.

Revitalisation des centres-villes et des centres-bourgs - Présentation du rapport d'étape de MM. Martial Bourquin et Rémy Pointereau.

Réunion du mardi 1er août 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi organique pour la confiance dans la vie politique.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les conclusions du rapport d'information** : « Où va l'État territorial ? Le point de vue des collectivités » - (10 janvier 2017) (p. 42, 44).

- **Projet de loi relatif à la sécurité publique** - *Commission mixte paritaire* [n° 400 (2016-2017)] - (16 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1598, 1599).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique** [n° 609 (2016-2017)] - (12 juillet 2017) - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 2160).

- **Projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique** [n° 608 (2016-2017)] - (13 juillet 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2511).

VAN HEGHE (Sabine)
sénatrice (Pas-de-Calais)
SOCR

Élue le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 18 octobre 2017.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 28 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission

VANLERENBERGHE (Jean-Marie)
sénateur (Pas-de-Calais)
UC

Réélu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Rapporteur général de la commission des affaires sociales.

Vice-président de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale, puis membre le 21 novembre 2017, puis vice-président le 29 novembre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de simplification des procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (12 janvier 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création de l'Agence nationale de santé publique (12 janvier 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 (20 novembre 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance relative à l'adaptation des dispositions législatives relatives au fonctionnement des ordres des professions de santé (1er décembre 2017).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant l'ordonnance relative à la profession de physicien médical et l'ordonnance relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé (1er décembre 2017).

« Travail et emploi » - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (4 décembre 2017) (p. 7059, 7060).

Cohésion des territoires

- (6 décembre 2017) - **Article 52 (priorité)** (*art. L. 351-2, L. 351-3, L. 411-8-1, L. 441-3, L. 441-11, L. 442-2-1 [nouveau] et L. 481-2 du code de la construction, art. L. 542-2 et L. 831-1 du code de la sécurité sociale - Réforme des aides au logement et de la politique des loyers dans le parc social*) (p. 7316).

Membre titulaire de la commission des comptes de la sécurité sociale jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites le 30 novembre 2017.

Membre titulaire du Haut Conseil du financement de la protection sociale jusqu'au 30 septembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Un impératif : l'équilibre des comptes sociaux [n° 635 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Budget**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales : Améliorer la pertinence des soins : un enjeu majeur pour notre système de santé [n° 668 (2016-2017)] (20 juillet 2017) - **Famille**.

Proposition de loi portant création d'un fonds de dotation pour les territoires ruraux [n° 713 (2016-2017)] (7 septembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 30 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de programmation [n° 40 (2017-2018)] des finances publiques pour les années 2018 à 2022 [n° 58 (2017-2018)] (31 octobre 2017) - **Budget**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la politique vaccinale en France [n° 65 (2017-2018)] (7 novembre 2017) - **Famille**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)] - Exposé général [n° 77 tome 1 (2017-2018)] (8 novembre 2017) - **Budget**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)] - Examen des articles [n° 77 tome 2 (2017-2018)] (8 novembre 2017) - **Budget**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)] - Tableau comparatif [n° 77 tome 3 (2017-2018)] (8 novembre 2017) - **Budget**.

Proposition de loi tendant à faciliter la répression des rodéos motorisés [n° 102 (2017-2018)] (21 novembre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 103 (2017-2018)] (22 novembre 2017) - **Budget**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale [n° 121 (2017-2018)] pour 2018 [n° 122 (2017-2018)] (30 novembre 2017) - **Budget**.

Proposition de loi relative à l'amélioration du fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre [n° 151 (2017-2018)] (8 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des affaires sociales*) : Suivi quinquennal de l'application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des affaires sociales*) : Table ronde sur la problématique de la qualité de vie au travail des personnels hospitaliers.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-1519 du 10 novembre 2016 portant création au sein du service public de l'emploi de l'établissement public chargé de la formation professionnelle des adultes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Table ronde sur la problématique de la qualité de vie au travail des personnels hospitaliers avec des représentants des syndicats infirmiers.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des affaires sociales*) : Perturbateurs endocriniens dans les produits phytopharmaceutiques et les biocides - Communication.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des affaires sociales*) : Certification des comptes du régime général de sécurité sociale (exercice 2016) - Audition de M. Antoine Durrleman, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 5 juillet 2017 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, préalable au débat d'orientation des finances publiques (DOFP) et sur l'audit des comptes publics demandé par le Premier ministre.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Situation des finances sociales - Communication.

Réunion du jeudi 20 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Pertinence des soins - Communication.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Constitution du bureau.

Projets de loi ratifiant quatre ordonnances relatives à la santé - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 10 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, sur le rapport sur l'application de la loi de financement de la sécurité sociale.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projets de loi ratifiant quatre ordonnances relatives à la santé - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 17 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé et M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de M. Yann-Gaël Amghar, directeur de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale.

Réunion du mardi 31 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de Mme Marine Jeantet, directrice des risques professionnels à la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen du rapport.

Réunion du lundi 13 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen de la motion tendant à opposer la question préalable.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen des amendements.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018.

Réunion du mardi 28 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Travail et emploi » - Audition de Mme Muriel Pénicaut, ministre du travail.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Désignation du bureau.

Échange de vues sur le programme de travail.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Travail et emploi » et compte d'affectation spéciale « Financement national du développement

et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 30 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

Réunion du mardi 5 décembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean Bassères, candidat proposé par le président de la République à la direction générale de Pôle emploi.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la situation de l'hôpital** - (12 janvier 2017) (p. 231, 232).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le bilan de l'évacuation de la jungle de Calais** - (9 février 2017) (p. 1395). (p. 1396).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 645 (2016-2017)]** - (20 juillet 2017) - rapporteur général de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 2842, 2843).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (25 juillet 2017) - **Article 1er** (*Habilitation du Gouvernement à prendre diverses ordonnances pour renforcer la place de l'accord d'entreprise*) (p. 3016).

- **Suite de la discussion** (26 juillet 2017) - **Article 2** (*Nouvelle organisation du dialogue social et rénovation de l'exercice des responsabilités syndicales en entreprise*) (p. 3105).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-31 du 12 janvier 2017 de mise en cohérence des textes au regard des dispositions de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé [n° 12 (2017-2018)]** - (11 octobre 2017) - **Discussion générale commune avec celle des projets de loi n° 11 (2017-2018) et n° 13 (2017-2018)** (p. 3739, 3740).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-48 du 19 janvier 2017 relative à la profession de physicien médical et l'ordonnance n° 2017-50 du 19 janvier 2017 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé [n° 11 (2017-2018)]** - (11 octobre 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 12 (2017-2018)** (p. 3739, 3740).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-644 du 27 avril 2017 relative à l'adaptation des dispositions législatives relatives au fonctionnement des ordres des professions de santé [n° 13 (2017-2018)]** - (11 octobre 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 12 (2017-2018)** (p. 3739, 3740).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 [n° 57 (2017-2018)]** - (9 novembre 2017) - rapporteur général de la commission des affaires sociales, rapporteur pour avis - **Article 9** (*Objectif de dépenses des régimes obligatoires de base de sécurité sociale et objectif national de dépenses d'assurance maladie*) (p. 4718). (p. 4718). - **Article 11** (*Texte non modifié par la commission*) (*Objectif de diminution des dépenses de gestion administrative des régimes obligatoires de sécurité sociale*) (p. 4732).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (13 novembre 2017) - rapporteur général de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 4855, 4857). - **Question préalable** (p. 4865).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2017) - **Article 3** (*art. 57 et 100 de la loi n° 2016-1827 du 23 décembre 2016 de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Ajustement des*

dotations de l'assurance maladie et du FEH au FMESPP : rectification des contributions de la branche AT-MP à la branche vieillesse et au FIVA : prélèvement sur les recettes du fonds CMU-C au profit de la branche maladie) (p. 4927).

- **Article 4** (*art. L. 241-3, section 4 du chapitre V du titre IV du livre II, art. L. 651-2-1, L. 651-3, L. 651-5 et L. 651-5-3 du code de la sécurité sociale, art. 39 du code général des impôts, art. 112 de la loi n° 2016-1918 du 29 décembre 2016 de finances rectificative pour 2016 - Suppression de la C4S*) (p. 4928). - **Article 6** (*Rectification de l'Ondam et des sous Ondam 2017*) (p. 4930). - **Article 7** (*art. L. 131-9, L. 136-7-1, L. 136-8, L. 162-14-1, art. L. 172-1, art. L. 241-2, art. L. 242-11, art. L. 313-1, art. L. 381-30-4, L. 382-22, art. L. 613-1 [nouveau] et art. L. 621-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. L. 731-25, art. L. 731-35 et art. L. 741-9 du code rural et de la pêche maritime - Hausse de la CSG et suppression de cotisations sociales*) (p. 4939). (p. 4943). (p. 4944). (p. 4946). (p. 4949). (p. 4953). (p. 4953). (p. 4954). (p. 4957). (p. 4961, 4962). (p. 4962). (p. 4962). (p. 4963). (p. 4963). (p. 4964). (p. 4964). (p. 4965). (p. 4967). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 4968). (p. 4970, 4971). (p. 4972). (p. 4973). (p. 4974).

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2017) - **Article 8** (*art. L. 241-2-1 [nouveau], art. L. 241-13, art. L. 243-6-1, art. L. 243-6-2, art. L. 243-6-3, art. L. 243-6-6 à L. 243-6-8 [nouveaux] et L. 243-7 du code de la sécurité sociale, art. L. 741-1 du code rural et de la pêche maritime - Réduction de cotisation maladie et renforcement des allègements généraux en contrepartie de la suppression du CICE et du CITS*) (p. 4998, 4999). (p. 5001). (p. 5001). (p. 5003). (p. 5005, 5006). (p. 5007). (p. 5008). (p. 5008). (p. 5008). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 5009). (p. 5011). (p. 5011). (p. 5012). (p. 5013, 5014). (p. 5014). (p. 5015). (p. 5015). (p. 5016). - **Article 8 bis (nouveau)** (*art. 39 du code général des impôts, art. L. 241-3, art. L. 651-2-1, art. L. 651-3, art. L. 651-5 et L. 651-5-3 du code de la sécurité sociale - Fusion de la C3S et de la C3S additionnelle*) (p. 5017). - **Article additionnel après l'article 8 bis** (*Prise en compte, pour les entreprises de négoce, des achats consommés dans l'assiette de la C3S*) (p. 5018). - **Article 8 ter (nouveau)** (*art. L. 137-13 du code de la sécurité sociale - Contribution patronale sur les attributions d'actions gratuites*) (p. 5019). - **Article 8 quater (nouveau)** (*art. 8 de la loi n° 2019-1827 de financement de la sécurité sociale pour 2017 - Assujettissement au forfait social des avantages versés au titre des congés de fin d'activité du transport routier*) (p. 5020). (p. 5021). (p. 5021). - **Article 9** (*art. L. 131-6-4 [nouveau] et L. 161-1-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 5141-1 du code du travail - Réforme de l'ACCRES et encouragement des petites activités*) (p. 5022). (p. 5023). (p. 5024). (p. 5024). (p. 5026). (p. 5028). (p. 5028). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 5031). (p. 5032). (p. 5038). (p. 5040). - **Article 10** (*art. L. 133-5-6 à L. 133-5-8, L. 133-5-10, L. 234-1-2 et L. 311-3 du code de la sécurité sociale, art. L. 1271-2 du code du travail, art. L. 741-1-1 du code rural et de la pêche maritime, art. L. 232-15 et L. 442-1 du code de l'action sociale et des familles - Allègement des démarches des petits déclarants par la modernisation des titres simplifiés*) (p. 5042). (p. 5042). - **Article additionnel après l'article 10** (*Extension de l'offre « service emploi association » de 10 à 20 salariés*) (p. 5043). (p. 5044). - **Article 11** (*art. L. 111-11, L. 114-16-3, L. 114-23, L. 114-24, L. 115-9, L. 123-1, L. 123-2-1, L. 131-6-3, L. 133-1-1 à L. 133-1-3 [abrogés], L. 133-1-4, L. 133-1-5 à L. 133-1-6 [abrogés], L. 133-5-2, L. 133-6-7, L. 133-6-7-1 à L. 133-6-7-3, L. 133-6-9 [abrogé], L. 133-6-10, L. 133-6-11 [abrogé], L. 134-1, L. 134-3, L. 134-4, L. 135-2, L. 135-6, L. 136-3, L. 161-8, L. 161-18, L. 171-2-1 [nouveau], L. 171-3, L. 171-6-1 [nouveau], L. 171-7, L. 172-2, L. 173-2, L. 173-3 [abrogé], L. 182-2-2, L. 182-2-4, L. 182-2-6, L. 200-1, L. 200-2, L. 200-3, L. 211-1, L. 213-1, L. 215-1, L. 221-1, L. 221-3-1, L. 222-1, L. 223-1, L. 225-1-1, L. 227-1, L. 233-1 [nouveau], L. 241-2, L. 243-6-3, L. 311-3, L. 351-15, L. 611-1, L. 611-2 à L. 611-19 [abrogés], L. 612-1 à L. 612-6, L. 612-7 à L. 612-13, L. 613-1 [nouveau], L. 613-2 à L. 613-6, L. 613-8, L. 613-9, L. 613-12 à L. 613-14 [abrogés], L. 613-19 à L. 613-19-3, L. 613-20, L. 613-21, L. 613-22 et L. 613-23 [abrogés], L. 614-1 [abrogé], L. 615-1 à L. 615-5 [nouveau], L. 621-1 à L. 621-2 [nouveaux], L. 621-4 [abrogé], L. 622-1 à L. 622-3, L. 622-6*

[abrogé], L. 622-8, L. 623-1 à L. 623-5, L. 631-1 [nouveau], L. 632-1 à L. 632-3, L. 633-1, L. 633-9 [abrogé], L. 633-11, L. 633-11-1 [abrogé], L. 634-1 [abrogé], L. 634-2 à L. 634-2-1, L. 634-2-2 [abrogé], L. 634-3-1, L. 634-3-2 à L. 634-5 [abrogés], L. 634-6, L. 635-1 à L. 635-6, L. 637-1 à L. 637-2, L. 640-1, L. 641-1, L. 641-8, , L. 642-5 à L.642-6 [nouveau], L. 643-1-A, L. 643-10 [nouveau], L. 651-12 et L. 651-13 [abrogés], L. 652-4, L. 652-6, L. 652-7, L. 661-1 [nouveau], L. 671-1 [nouveau], L. 722-1, L. 722-1-1, L. 722-2 et L. 722-3 [abrogés], L. 722-4, L. 722-5, L. 722-5-1 [abrogé], L. 722-6, L. 722-7 [abrogé], L. 722-9, L. 742-6, L. 742-7, L. 752-4, L. 752-6, L. 752-9, L. 756-5 et L. 766-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 5553-5 du code des transports - Suppression du régime social des indépendants et modification des règles d'affiliation à la CIPAV (p. 5059, 5060). (p. 5061). (p. 5062). (p. 5062). (p. 5063). (p. 5063). (p. 5063). (p. 5063). (p. 5064). (p. 5064). (p. 5064). (p. 5064). (p. 5065). (p. 5065). (p. 5065). (p. 5066). (p. 5066). (p. 5066). (p. 5066). (p. 5067). (p. 5067). (p. 5067). (p. 5067). (p. 5067). (p. 5067). (p. 5068). (p. 5068). (p. 5068). (p. 5068). (p. 5069). (p. 5069). (p. 5069). (p. 5069). (p. 5070). (p. 5070). (p. 5070). (p. 5071). (p. 5071). (p. 5071). (p. 5071). (p. 5072). (p. 5072). (p. 5072). (p. 5072). (p. 5072). (p. 5072). (p. 5073). (p. 5073). (p. 5073). (p. 5074). (p. 5074). (p. 5075). (p. 5075). (p. 5076). (p. 5076). (p. 5076). (p. 5076). (p. 5077). (p. 5077). (p. 5077, 5078). (p. 5078). (p. 5078). (p. 5079). - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 5081). (p. 5083). - **Article 12** (Augmentation du droit de consommation sur le tabac en France continentale et en Corse) (p. 5092).

Troisième partie :

- (16 novembre 2017) (p. 5122, 5123). (p. 5125). (p. 5125). - **Articles additionnels après l'article 12** (Droits d'accises sur le tabac - Sanction du trafic de tabac) (p. 5126). (p. 5127). - **Article 13** (art. 1010 du code général des impôts - Verdissement du barème de la taxe sur les véhicules de société) (p. 5129). (p. 5129). (p. 5130). (p. 5130). (p. 5131). - **Article additionnel après l'article 13** (Incitation à l'utilisation de véhicules propres) (p. 5132). - **Article 13 bis (nouveau)** (art. 1613 ter et 1613 quater du code général des impôts - Modification des contributions sur les boissons sucrées et édulcorées) (p. 5133). (p. 5138). (p. 5141). - **Article 14** (art. L. 138-10, L. 138-11 et L. 138-15 du code de la sécurité sociale - Fixation des taux Lv et Lh pour 2018 Aménagements techniques de la clause de sauvegarde) (p. 5143). (p. 5144). (p. 5144). (p. 5144). (p. 5145). - **Articles additionnels après l'article 14** (Retrait des médicaments génériques de l'assiette de la taxe sur le chiffre d'affaires des distributeurs en gros) (p. 5147). (p. 5149). (p. 5149, 5150). - **Article 15** (Prorogation et augmentation de la participation des organismes complémentaires au financement des nouveaux modes de rémunération via une taxe) (p. 5152). - **Article 16** (art. L. 382-1, L. 382-2, L. 383-3-1 [nouveau], L. 382-4, L. 382-5, L. 382-6, L. 382-9, L. 382-14 du code de la sécurité sociale et art. 6331-67 et L. 6331-68 du code du travail - Simplification de l'affiliation, du recouvrement et de la gouvernance du régime de sécurité sociale des artistes auteurs) (p. 5154). (p. 5155). - **Articles additionnels après l'article 16** (Délai pour le remboursement des frais de santé à une personne de nationalité étrangère ne travaillant pas) (p. 5156, 5157). (p. 5157). -

Article 16 bis (nouveau) (art. L. 160-17, L. 160-18 et L. 172-1 du code de la sécurité sociale, et art. L. 722-20 et L. 751-1 du code rural et de la pêche maritime - Changement d'organisme assurant la prise en charge des frais de santé) (p. 5158). (p. 5159). - **Article 16 quater (nouveau)** (Affiliation des gens de mer à un régime d'assurance vieillesse) (p. 5160). - **Articles additionnels après l'article 17** (Amélioration du dialogue lors du recouvrement) (p. 5161). (p. 5163). (p. 5163). (p. 5164). (p. 5165). - **Article 18** (Transferts entre l'État et la sécurité sociale et entre branches de la sécurité sociale) (p. 5167). (p. 5169). (p. 5172). (p. 5173). (p. 5173). (p. 5173, 5174). (p. 5174). - **Article 18 bis (nouveau)** (Reversement à la CNRACL des réserves financières du fonds de compensation des cessations progressives d'activité) (p. 5175).

Quatrième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 35** (art. L. 162-31-1 et L. 221-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 1433-1 du code de la santé publique, art. 43 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Cadre d'expérimentations pour l'innovation dans le système de santé) (p. 5235).

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 5264, 5265). - **Articles additionnels après l'article 48** (p. 5331). - **Article additionnel après l'article 56** (Extension de la responsabilité des holdings aux entreprises qu'elles contrôlent) (p. 5353). - **Article 57** (art. L. 114-17, L. 114-17-1, L. 114-19, L. 145-2 et L. 256-4 du code de la sécurité sociale - Diverses mesures relatives à la lutte contre la fraude) (p. 5354). (p. 5355). (p. 5355). (p. 5356). - **Articles additionnels après l'article 57** (p. 5356). (p. 5357). (p. 5358).

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2017) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5400, 5401).

- **Nouvelle lecture [n° 121 (2017-2018)]** - (1er décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 6981, 6982). - **Question préalable** (p. 6989, 6990).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (4 décembre 2017) (p. 7053, 7054).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-644 du 27 avril 2017 relative à l'adaptation des dispositions législatives relatives au fonctionnement des ordres des professions de santé - Commission mixte paritaire [n° 131 (2017-2018)]** - (20 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10526).

VASPART (Michel)
sénateur (Côtes-d'Armor)
LR

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 5 octobre 2017 ; membre de la commission jusqu'au 4 octobre 2017.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017, puis vice-président le 26 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer le 18 octobre 2017.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » jusqu'au 12 juin 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement (31 octobre 2017).

Membre suppléant du Conseil supérieur des gens de mer.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier 2017) - **Anciens combattants**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux entreprises : Moderniser la transmission d'entreprise en France : une urgence pour l'emploi dans nos territoires [n° 440 (2016-2017)] (23 février 2017) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi tendant à élargir les missions des comités locaux d'information et de suivi visés à l'article L. 542-13 du code de l'environnement [n° 561 (2016-2017)] (23 mai 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative aux certificats de décès [n° 584 (2016-2017)] (21 juin 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique tendant à garantir l'ancrage territorial des sénateurs [n° 634 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à interdire la mention du nom et de la photo de personnes autres que les candidats et suppléants sur les documents de propagande électorale [n° 687 (2016-2017)] (26 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux entreprises : Rencontres avec les entrepreneurs : an III de la délégation sénatoriale aux entreprises [n° 690 (2016-2017)] (27 juillet 2017) - **Entreprises**.

Proposition de loi élargissant les modalités d'intervention de l'action extérieure des collectivités territoriales en matière d'eau, d'assainissement, d'électricité, de gaz et de déchets ménagers [n° 714 (2016-2017)] (11 septembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 717 (2016-2017)] (13 septembre 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la compensation de toute aggravation par la loi des charges pesant sur les entreprises [n° 721 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Entreprises**.

Proposition de loi organique relative aux études d'impact des projets de loi [n° 722 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Entreprises**.

Proposition de loi tendant à reconduire le Conseil de la simplification pour les entreprises et à renforcer leur sécurité juridique [n° 723 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Entreprises**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la simplification des normes entravant la vie économique [n° 724 (2016-2017)] (28 septembre 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à imposer aux ministres des cultes de justifier d'une formation les qualifiant à l'exercice de ce culte [n° 30 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 février 2017 (*délégation aux entreprises*) : Examen du rapport d'information de Mme Elisabeth Lamure et M. Olivier Cadic relatif aux moyens d'alléger le fardeau administratif des entreprises pour améliorer leur compétitivité.

Réunion du jeudi 23 février 2017 (*délégation aux entreprises*) : Examen du rapport d'information de MM. Claude Nougéin et Michel Vaspert relatif à la transmission et à la reprise d'entreprises.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

(*délégation aux entreprises*) : Compte rendu par MM. Michel Canevet et Michel Vaspert du déplacement de la délégation dans le Finistère et les Côtes-d'Armor, les 26 et 27 avril 2017.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du mercredi 27 septembre 2017 (*délégation aux entreprises*) : Communication de Mme Anne-Catherine Loisier relative au projet de loi n° 578 ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports ferroviaires, collectifs et fluviaux » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (délégation aux entreprises) : Questions diverses.

Réunion du jeudi 16 novembre 2017 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Audition de M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports maritimes » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi portant adaptation des territoires littoraux au changement climatique [n° 267 (2016-2017)]** - (11 janvier 2017) - rapporteur - **Discussion générale** (p. 99, 100). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 321-13 A [nouveau], L. 321-14, L. 321-15 et L. 321-16 [nouveaux] du code de l'environnement - Stratégie nationale et stratégies locales de gestion du trait de côte) (p. 111). - **Article 2 bis** (Indemnisation des interdictions définitives d'habitation résultant d'un risque de recul du trait de côte) (p. 111). - **Article 3** (art. L. 562-1 du code de l'environnement - Création de zones d'activité résiliente et temporaire en cas de risque de recul du trait de côte) (p. 112, 113). - **Article 7** (art. L. 131-1 du code de l'urbanisme - Compatibilité des schémas de cohérence territoriale avec les objectifs de gestion du trait de côte) (p. 114). - **Article 8 bis (supprimé)** (art. premier de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 - Information par les agents et intermédiaires immobiliers du preneur d'un bien sur le risque de recul du trait de côte) (p. 115). - **Article 9 A (nouveau)** (art. L. 121-10 du code de l'urbanisme - Dérogations à la règle d'urbanisation en continuité dans les communes littorales) (p. 117). (p. 119, 120). (p. 122). (p. 123). (p. 124). (p. 124). (p. 125). (p. 127). - **Article additionnel après l'article 9 A** (p. 128). - **Articles additionnels après l'article 9 B** (p. 129). (p. 130). (p. 130). - **Article 9 bis (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 215-8 du code de l'urbanisme - Droit de préemption dans les espaces naturels sensibles) (p. 130). - **Article 12**

(sections 3 et 4 du chapitre VII du titre VI du livre V et articles L. 567-4 à L. 567-29 [nouveaux] du code de l'environnement - Bail réel immobilier littoral) (p. 133). (p. 133). (p. 134). - **Article 12 bis (Texte non modifié par la commission)** (Exonérations fiscales pour les créations d'entreprises, lorsque ces entreprises sont signataires d'un bail réel immobilier littoral) (p. 134). (p. 134). - **Article 13** (art. L. 561-1 et L. 563-1 du code de l'environnement - Éligibilité de l'indemnisation du recul du trait de côte au titre du « fonds Barnier ») (p. 135). (p. 136, 137). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 137). - **Article additionnel après l'article 14** (p. 138).

- **Débat sur le thème « Quel rôle les professions paramédicales peuvent-elles jouer dans la lutte contre les déserts médicaux ? »** - (22 février 2017) (p. 1774).

- **Question orale sans débat sur l'augmentation sensible de la taxe d'habitation dans les communes nouvelles** - (25 juillet 2017) (p. 2979, 2980). (p. 2980).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]**

Quatrième partie :

- (17 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 5261). (p. 5265).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables

- (1er décembre 2017) - en remplacement de M. Charles Revet, rapporteur pour avis de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, pour les transports maritimes (p. 6999, 7000). - **État B** (p. 7017). (p. 7018).

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (7 décembre 2017) (p. 7437, 7438).

Articles non rattachés

- (11 décembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 44 sexies** (p. 7737). (p. 7740).

VASSELLE (Alain)
sénateur (Oise)
LR

Non réélu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » jusqu'au 12 juin 2017.

Membre de la commission d'enquête sur la réalité des mesures de compensation des atteintes à la biodiversité engagées sur des grands projets d'infrastructures, intégrant les mesures d'anticipation, les études préalables, les conditions de réalisation et leur suivi jusqu'au 12 juin 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la collectivité de Corse (8 février 2017).

Membre suppléant de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA) le 31 mai 2017.

Membre titulaire de l'Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer la légitimité démocratique des conseillers communautaires [n° 282 (2016-2017)] (10 janvier 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur les perturbateurs endocriniens dans les produits phytopharmaceutiques et les biocides [n° 294 (2016-2017)] - Les perturbateurs endocriniens : un enjeu de santé publique [n° 293 (2016-2017)] (12 janvier 2017) - **Environnement.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur les perturbateurs endocriniens dans les produits phytopharmaceutiques et les biocides [n° 294 (2016-2017)] (12 janvier 2017) - **Environnement.**

Proposition de loi visant à maintenir l'eau et l'assainissement dans les compétences optionnelles des communautés de communes ou des communautés d'agglomération après 2020 [n° 320 (2016-2017)] (21 janvier 2017) - **Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 231 (2016-2017)] tendant à renforcer les obligations comptables des partis politiques et des candidats [n° 333 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 341 (2016-2017)] (30 janvier 2017) - **Anciens combattants.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 octies du Règlement, sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de règlement modifiant le règlement (CE) n° 883/2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale et le règlement (CE) n° 987/2009 fixant les modalités d'application du règlement (CE) n° 883/2004 (COM (2016) 815 final) [n° 392 (2016-2017)] (9 février 2017) - **Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement.**

Proposition de loi tendant à faciliter le règlement des conséquences pécuniaires du divorce [n° 449 (2016-2017)] (2 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à supprimer le bénéfice de l'âge en cas d'égalité des suffrages entre deux listes arrivées en tête aux élections municipales [n° 475 (2016-2017)] (22 mars 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à reconnaître la saliculture comme activité agricole [n° 508 (2016-2017)] (18 avril 2017) - **Agriculture et pêche.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Les pouvoirs publics face aux perturbateurs endocriniens [n° 547 (2016-2017)] (5 mai 2017) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 557 (2016-2017)] (18 mai 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture.**

Proposition de loi organique tendant à garantir l'ancrage territorial des sénateurs [n° 634 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi portant création d'un fonds de dotation pour les territoires ruraux [n° 713 (2016-2017)] (7 septembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 janvier 2017 (*commission des affaires européennes*) : Questions sociales et santé - Perturbateurs endocriniens : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Patricia Schillinger et M. Alain Vasselle.

(*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de MM. Jean-Pierre Poly, directeur général de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS), Guillaume Rousset, directeur de la recherche et de l'expertise de l'ONCFS, Jean-Michel Zammite, directeur du contrôle des usages et de l'action territoriale, et Mme Véronique de Crespigny de Billy, chef de projet appui technique, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA).

Audition de MM. Serge Muller, vice-président du comité permanent et président de la commission « Flore », Michel Métais, président de la commission « Faune », et Serge Urbano, secrétaire du comité permanent du Conseil national de la protection de la nature.

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la sécurité publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 24 janvier 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de MM. Marc Bouchery, directeur général du syndicat mixte aéroportuaire du Grand Ouest et Jean-Claude Lemasson, maire de Saint-Aignan-de-Grand-Lieu, vice-président de Nantes métropole et élu du syndicat mixte aéroportuaire du Grand Ouest.

Audition de MM. Pierre Dartout, préfet de la région Nouvelle-Aquitaine, et Patrice Guyot, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Nouvelle-Aquitaine.

(*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la sécurité publique - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à renforcer les obligations comptables des partis politiques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain (nouvelle lecture) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi tendant à renforcer les obligations comptables des partis politiques - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi visant à favoriser l'assainissement cadastral et la résorption du désordre de propriété - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 2 février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de MM. Henri-Michel Comet, préfet de région, et Philippe Viroulaud, directeur général adjoint de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire.

Audition de MM. Henry Frémont, président, David Froger, chef du pôle environnement et Julien Martinez, chargé de projet environnement de la chambre d'agriculture d'Indre-et-Loire.

Réunion du jeudi 9 février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Paquet « Connectivité » : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Pascal Allizard et Daniel Raoul.

Institutions européennes - Simplification du droit européen : rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet, Pascal Allizard, Philippe Bonnacarrère, Michel Delebarre, Jean-Paul Émorine, Claude Kern, Didier Marie, Daniel Raoul et Simon Sutour.

Questions sociales et santé - Coordination des régimes de sécurité sociale : avis motivé de M. Alain Vasselle.

(*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition du Conseil national de l'expertise foncière agricole et forestière (CNEFAF) : MM. François Paliard, vice-président, Alban le Cour Grandmaison, spécialiste des systèmes géographiques, Gilles Barreau, expert forestier, Thierry Routier, expert foncier et agricole, et Philippe Gourmain, président d'Experts forestiers de France (EFF).

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de Mme Anne Guerrero (SNCF Réseau), MM. Joachim Lémeri (Eiffage Concessions), Jean-François Lesigne (Réseau de transport d'électricité, RTE), Mme Laetitia Mahenc (Transports infrastructures gaz France, TIGF) et M. Bertrand Seurret (GRT Gaz), membres du Club infrastructures linéaires et diversité (CILB).

(*commission des lois*) : Proposition de loi permettant un exercice territorialisé de compétences au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de cinquante communes au moins - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission des affaires sociales*) : Perturbateurs endocriniens dans les produits phytopharmaceutiques et les biocides - Communication.

Réunion du jeudi 16 février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Énergie - Paquet « Énergie » (énergie renouvelable et mécanismes de capacité) : proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Michel Delebarre.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 23 février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Éducation - Erasmus des apprentis : avis politique de Mmes Colette Mélot et Patricia Schillinger.

(*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de MM. Daniel Gilardot, président de la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) de la Vienne, Gustave Talbot, président de Poitou-Charentes nature, et Jean-Louis Jollivet, vice-président de Vienne nature.

Réunion du mercredi 1er mars 2017 (*commission d'enquête Compensation des atteintes à la biodiversité*) : Audition de Mme Françoise Lavarde, secrétaire générale de la Commission nationale du débat public (CNDP).

Réunion du mardi 20 juin 2017 (*commission des lois*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du mardi 27 juin 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Nathalie Loiseau, ministre auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, sur les conclusions du Conseil européen des 22 et 23 juin 2017.

(*commission des lois*) : Projet de loi organique et projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique - Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la sécurité publique [n° 310 (2016-2017)]** - (24 janvier 2017) - **Articles additionnels après l'article 6 ter** (p. 826). - **Article 7** (*art. 433-5 et 433-7 du code pénal - Aggravation des peines encourues pour le délit d'outrage commis à l'encontre des personnes dépositaires de l'autorité publique*) (p. 828).

- **Proposition de loi tendant à renforcer les obligations comptables des partis politiques [n° 334 (2016-2017)]** - (1er février 2017) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 1129, 1130). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1135). (p. 1135). (p. 1136). (p. 1136). (p. 1137). (p. 1137). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 1138). (p. 1138, 1139). (p. 1139). (p. 1140). (p. 1140). - **Article 2** (*Transmission et publicité des informations relatives aux prêts consentis et souscrits par les partis et groupements politiques*) (p. 1141). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 1141). (p. 1142). (p. 1142). - **Article 3 (nouveau)** (*Dates d'entrée en vigueur de la loi*) (p. 1143).

- **Proposition de loi relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et au développement du biocontrôle [n° 345 (2016-2017)]** - (7 février 2017) - **Article 1er** (*art. L. 143-15-1 [nouveau] du code rural et de la pêche maritime - Obligation pour les sociétés d'acquérir des terres agricoles à travers une société de portage foncier*) (p. 1252). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (*art. L. 143-1 du code rural et de la pêche maritime - Droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural en cas de cession partielle de parts ou actions de sociétés agricoles*) (p. 1254). - **Article 8 A (nouveau)** (*art. L. 253-7 du code rural et de la pêche maritime - Possibilité d'utilisation de produits phytopharmaceutiques conventionnels faute d'efficacité des produits de substitution*) (p. 1258).

- **Question orale sans débat sur l'innovation en oncologie et la recherche en cancérologie** - (21 février 2017) (p. 1642). (p. 1643).

- **Question orale sans débat sur la capacité d'accueil insuffisante des instituts médico-éducatifs** - (21 février 2017) - en remplacement de M. Jérôme Bignon (p. 1643, 1644). (p. 1644).

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à renforcer la lutte contre l'exposition aux perturbateurs endocriniens [n° 236 (2016-2017)]** - (22 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1728, 1729).

- **Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences**

optionnelles des communautés de communes [n° 410 (2016-2017)] - (23 février 2017) - **Article unique (Texte non modifié par la commission)** (p. 1834, 1835). (p. 1838, 1839). - **Articles additionnels après l'article unique** (p. 1841).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (11 juillet 2017) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 2036). - **Articles additionnels après l'article 2 bis** (p. 2050).

VAUGRENARD (Yannick)
sénateur (Loire-Atlantique)
SOCR

Réélu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 4 octobre 2017.

Vice-président de la commission des affaires économiques jusqu'au 3 octobre 2017.

Vice-président de la délégation sénatoriale à la prospective, puis membre le 18 octobre 2017, puis vice-président le 26 octobre 2017.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » jusqu'au 12 juin 2017.

Membre de la commission d'enquête sur les frontières européennes, le contrôle des flux des personnes et des marchandises en Europe et l'avenir de l'espace Schengen jusqu'au 12 juin 2017.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-301 du 14 mars 2016 relative à la partie législative du code de la consommation et n° 2016-351 du 25 mars 2016 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation (12 janvier 2017).

Membre titulaire de la commission de modernisation de la diffusion audiovisuelle jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre titulaire du Conseil national de l'insertion par l'activité économique jusqu'au 30 septembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux dérogations à la dématérialisation des bulletins de paie [n° 317 (2016-2017)] (19 janvier 2017) - **Société**.

Proposition de loi organique visant à améliorer la qualité des études d'impact des projets de loi [n° 610 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instituer le Conseil parlementaire d'évaluation des politiques publiques et du bien-être [n° 611 (2016-2017)] (5 juillet 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi pour une meilleure protection des mineur.e.s victimes de viol et des autres agressions sexuelles [n° 53 (2017-2018)] (26 octobre 2017) - **Justice**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - **Sécurités : Gendarmerie nationale [n° 110 tome 11 (2017-2018)]** (23 novembre 2017) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 3 janvier 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de M. Jean Pisani-Ferry, commissaire général de France stratégie.

Audition de Mme Sara Abbas, directrice du bureau de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) en France.

Réunion du mercredi 4 janvier 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de S.E. M. György Károlyi, ambassadeur de Hongrie en France.

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de S.E. M. Ramon de Miguel, ambassadeur d'Espagne en France.

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de ratification de deux ordonnances relatives à la consommation.

Réunion du jeudi 26 janvier 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jean-Vincent Placé, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de la réforme de l'État et de la simplification, sur l'action du Gouvernement en matière de simplification des normes applicables aux collectivités territoriales, en particulier dans le domaine du droit de l'urbanisme, de la construction et des sols.

(*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition du contre-amiral Patrick Augier, secrétaire général adjoint de la mer.

Audition de Mme Hélène Crocquevieille, directrice générale des douanes et droits indirects, MM. Jean-Michel Thillier, chef de service, adjoint à la directrice générale, Jean-Paul Balzamo,

sous-directeur des affaires juridiques, du contentieux, des contrôles et de la lutte contre la fraude, et Jean-François Rubler, chef du bureau de l'organisation, du suivi de l'activité et de l'animation de services au ministère de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Paquet « Énergie » de la commission européenne - Audition de M. Laurent Michel, directeur général de l'énergie et du climat.

(*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de M. Jean-Jacques Colombi, chef de la division des relations internationales de la direction centrale de la police judiciaire au ministère de l'intérieur.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*commission des affaires économiques*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean-François Carenco, candidat proposé aux fonctions de président du collège de la commission de régulation de l'énergie.

Situation de l'entreprise Alstom - Audition de M. Henri Poupard-Lafarge, président-directeur général d'Alstom.

Réunion du jeudi 9 février 2017 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Avenir et risques du système financier et bancaire : présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 14 février 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de M. Wil van Gemert, directeur adjoint de l'Office européen de police (Europol).

Audition du contre-amiral Bernard-Antoine Morio de l'Isle, sous-chef d'état-major Opérations aéronavales, et du commissaire en chef Thierry de La Burgade, de l'état-major de la marine.

Réunion du mercredi 15 mars 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de M. Bruno Le Roux, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 29 mars 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Examen du projet de rapport.

Réunion du mardi 4 avril 2017 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Audition de MM. Hubert Carré, directeur général du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins (CNPMEM), Thierry Missonnier, directeur du fonds régional d'organisation du marché du poisson « FROM Nord » et du pôle Aquimer, et Mme Emilie Gélard, juriste au CNPMEM, également en charge des relations publiques et de la communication.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de MM. Hubert Carré, directeur général du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins (CNPMEM), Thierry Missonnier, directeur du fonds régional d'organisation du marché du poisson « FROM Nord » et du pôle Aquimer, et Mme Emilie Gélard, juriste au CNPMEM, également en charge des relations publiques et de la communication.

Réunion du mardi 6 juin 2017 (*commission des affaires économiques*) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Impact économique et juridique de la normalisation volontaire - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Évaluation de l'application de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine - Examen du rapport.

Rapport fait au nom de l'office parlementaire des choix scientifiques et technologiques intitulé : « Pour une intelligence artificielle maîtrisée, utile et démystifiée » - Présentation.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Paul Bodin, secrétaire général pour l'administration du ministère des armées.

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition du général Richard Lizurey, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du jeudi 26 octobre 2017 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Constitution du bureau de la délégation.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition du général François Lecointre, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Défense » - Programme 212 « Soutien de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Sécurités » - Programme 152 « Gendarmerie nationale » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 7 décembre 2017 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition conjointe de MM. Hugues de Jouvenel, président de Futuribles international, Mathieu Bodin, directeur de l'Institut des futurs souhaitables, Mme Marina Rachline, directrice « Waves » de thecamp, et M. Benoît Bailliart, directeur du Lab de thecamp.

Réunion du jeudi 14 décembre 2017 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Programme de travail pour 2018.

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition conjointe sur le continuum sécurité et développement au Sahel : MM. Yvan Guichaoua, enseignant-chercheur à la Brussels School of International Studies, et Sébastien Mosneron Dupin, directeur général d'Expertise France.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique [n° 288 (2016-2017)]** - (19 janvier 2017) - **Articles additionnels après l'article 34 sexies** (p. 417).

- **Question orale sans débat sur le procès de l'amiante** - (25 juillet 2017) (p. 2976, 2977). (p. 2977).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les aides personnalisées au logement** - (1er août 2017) (p. 3504, 3505).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre la pauvreté** - (17 octobre 2017) (p. 3820).

- **Débat sur la revue stratégique de défense et de sécurité nationale** - (24 octobre 2017) (p. 3978).

- **Question orale sans débat sur la complémentaire de santé pour les retraités** - (5 décembre 2017) (p. 7172, 7173). (p. 7173).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (5 décembre 2017) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, pour le programme « Gendarmerie nationale » (p. 7193). - **État B** (p. 7206).

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 14 et 15 décembre 2017** - (12 décembre 2017) (p. 7861, 7862).

VENDEGOU (Hilarion)
sénateur (Nouvelle-Calédonie)
LR

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre titulaire du Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR) jusqu'au 20 mars 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

VERA (Bernard)
sénateur (Essonne)
CRC

Reprise de l'exercice du mandat d'un ancien membre du Gouvernement le 17 juin 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 17 juin 2017.

Membre de la mission d'information sur la démocratie représentative, la démocratie participative, la démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 jusqu'au 12 juin 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre plus équitable au sein d'un EPCI le calcul des dotations de compensation dans le contexte d'un transfert de compétence [n° 406 (2016-2017)] (15 février 2017) - **Budget**.

Proposition de loi pour un droit au logement effectif et pour l'interdiction des expulsions sans relogement [n° 479 (2016-2017)] (27 mars 2017) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à préciser les limites du champ de protection d'un brevet concernant une information génétique [n° 515 (2016-2017)] (20 avril 2017) - **Culture**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire le droit à l'interruption volontaire de grossesse dans la Constitution [n° 545 (2016-2017)] (3 mai 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à abroger la loi autorisant la ligne Charles-de-Gaulle Express [n° 552 (2016-2017)] (11 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la protection des enfants et des adolescents face aux effets de la publicité télévisuelle [n° 558 (2016-2017)] (22 mai 2017) - **Éducation**.

Proposition de loi relative à la mise en place d'un moratoire sur la mise en culture des semences de colza et de tournesol tolérantes aux herbicides issues de mutagenèse [n° 564 (2016-2017)] (29 mai 2017) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition conjointe de MM. Loïc Blondiaux, professeur de science politique à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne et Rémi Lefebvre, professeur de science politique à l'université Lille II.

Réunion du mardi 7 février 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition de M. Martial Foucault, directeur du centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF).

Réunion du mercredi 1er mars 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Audition des représentants des organisations représentatives des salariés, avec M. Fabrice Angei, membre du bureau confédéral de la Confédération générale du travail (CGT), Mme Marylise Léon, secrétaire nationale en charge de l'évolution des règles du dialogue social au sein de la Confédération française démocratique du travail (CFDT), MM. Gilles Lecuelle,

secrétaire national de la Confédération française de l'encadrement - Confédération générale des cadres (CFE-CGC), en charge du dialogue social, et Pierre Jardon, secrétaire confédéral de la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC), en charge du dialogue social.

Réunion du mercredi 17 mai 2017 (*mission d'information Démocratie représentative, participative, paritaire*) : Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le procès d'un agriculteur pour l'accueil de migrants** - (12 janvier 2017) (p. 207). (p. 208).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République italienne signé le 24 février 2015 pour l'engagement des travaux définitifs de la section transfrontalière de la nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin [n° 330 (2016-2017)]** - (26 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 959, 960).

- **Projet de loi autorisant la ratification du protocole au traité de l'Atlantique Nord sur l'accession du Monténégro**

[n° 314 (2016-2017)] - (26 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 967, 968).

- **Proposition de loi relative aux modalités de calcul du potentiel fiscal agrégé des communautés d'agglomération issues de la transformation de syndicats d'agglomération nouvelle (ex-SAN) [n° 404 (2016-2017)]** - (16 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1587, 1588). - **Article 3 (nouveau)** (*Rapport sur l'opportunité de conserver, d'adapter ou de supprimer progressivement les mécanismes dérogatoires de pondération du potentiel fiscal et du potentiel fiscal agrégé des communautés d'agglomération comportant un ancien syndicat d'agglomération nouvelle*) (p. 1591).

- **Proposition de loi visant à la mise en œuvre effective du droit à l'eau potable et à l'assainissement [n° 416 (2016-2017)]** - (22 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1741, 1742).

- **Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 410 (2016-2017)]** - (23 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1825, 1826).

VERGOZ (Michel)
sénateur (La Réunion)
SOCR, puis LaREM

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des affaires sociales*) : Perturbateurs endocriniens dans les produits phytopharmaceutiques et les biocides - Communication.

Réunion du jeudi 29 juin 2017 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Normes en matière de construction, d'équipement et d'urbanisme dans les outre-mer - Présentation du rapport d'information.

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

VÉRIEN (Dominique)
sénatrice (Yonne)
UC

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat **[n° 589 (2016-2017)]** (27 juin 2017) - **Culture**.

Élue le 17 décembre 2017.

NOMINATIONS

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 21 décembre 2017.

VERMEILLET (Sylvie)
sénatrice (Jura)
UC

Élue le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 18 octobre 2017.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites le 18 décembre 2017.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

Membre titulaire du comité de massif du massif du Jura le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Régimes sociaux et de retraite [n° 108 tome 3 annexe 24 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 7 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Travail et emploi » et compte d'affectation spéciale (CAS)

VERNAUDON (Christian)
*rapporteur de la section de
l'aménagement durable des territoires
du Conseil économique, social et
environnemental (CESE)*

« Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen des articles de la première partie - Examen du tome II du rapport général.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » - Compte d'affectation spéciale « Pensions » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et articles 53, 54 à 54 quater) - Comptes d'affectation spéciale « Aides à l'acquisition de véhicules propres », « Transition énergétique » et « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (FACÉ) » - Programmes « Infrastructures et services de transports » et « Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture » et compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs » - Programme « Expertise, information géographique et météorologie » et budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen des rapports spéciaux.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Crédits non répartis - Action et transformation publiques - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État - Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions

- (6 décembre 2017) (p. 7353).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Nouvelle lecture [n° 191 (2017-2018)]** - (20 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10516, 10517).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique [n° 288 (2016-2017)]** - (17 janvier 2017) - rapporteur de la section de l'aménagement durable des territoires du Conseil économique, social et environnemental - **Discussion générale** (p. 254, 255).

VIAL (Jean-Pierre)
sénateur (Savoie)
LR

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 3 octobre 2017.

Membre de la commission des affaires européennes du 5 octobre 2017 au 16 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation ; nouvelle nomination le 18 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises jusqu'au 17 octobre 2017.

Membre de la commission d'enquête sur les frontières européennes, le contrôle des flux des personnes et des marchandises en Europe et l'avenir de l'espace Schengen jusqu'au 12 juin 2017.

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux le 18 décembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à faciliter le règlement des conséquences pécuniaires du divorce [n° 449 (2016-2017)] (2 mars 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exprimant la gratitude et la reconnaissance du Sénat aux militaires et volontaires américains engagés aux côtés de la France et de ses alliés au cours de la Première Guerre mondiale [n° 465 (2016-2017)] (15 mars 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 557 (2016-2017)] (18 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique tendant à garantir l'ancrage territorial des sénateurs [n° 634 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à prolonger le délai de validité des habilitations des clercs de notaire [n° 7 (2017-2018)] (5 octobre 2017) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Aide publique au développement [n° 110 tome 4 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 3 janvier 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de M. Jean-Dominique Giuliani, président du conseil d'administration de la Fondation Robert Schuman.

Audition de M. Yves Bertoncini, directeur de l'Institut Jacques Delors.

Réunion du mercredi 4 janvier 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de S.E. M. György Károlyi, ambassadeur de Hongrie en France.

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de M. Cyrille Baumgartner, secrétaire général adjoint des affaires européennes (secteur justice et affaires intérieures).

Audition de S.E. M. Ramon de Miguel, ambassadeur d'Espagne en France.

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de S.E. M. Nikolaus Meyer-Landrut, ambassadeur d'Allemagne en France.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de M. Fabrice Leggeri, directeur exécutif de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex).

Réunion du jeudi 26 janvier 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition du contre-amiral Patrick Augier, secrétaire général adjoint de la mer.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de M. Jean-Jacques Colombi, chef de la division des relations internationales de la direction centrale de la police judiciaire au ministère de l'intérieur.

Réunion du jeudi 9 février 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Alain Lambert, président du Conseil national d'évaluation des normes (CNEN), sur le bilan et les perspectives de la simplification normative.

Réunion du mercredi 15 mars 2017 (*commission des lois*) : Mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale - Examen du rapport d'information.

(*commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen*) : Audition de M. Bruno Le Roux, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 21 mars 2017 (*commission des lois*) : Moyens d'améliorer les relations entre les forces de l'ordre et la population - Audition de M. Bruno Le Roux, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 29 mars 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information de MM. Jean-Marie Bockel et Luc Carvounas : « Les collectivités territoriales et la prévention de la radicalisation ».

(commission des lois) : Mission de contrôle et de suivi de la mise en œuvre des dernières lois de réforme territoriale - Suite de l'examen du rapport d'information.

(commission d'enquête Frontières européennes et avenir de l'espace Schengen) : Examen du projet de rapport.

Réunion du mercredi 19 avril 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Les nouvelles technologies au service de la modernisation des territoires - Présentation du rapport d'information de MM. Jacques Mézard et Philippe Mouiller.

Réunion du mercredi 5 juillet 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Audition de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 19 septembre 2017 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Echange de vues sur les démarches innovantes qui pourraient être initiées dans le cadre de la lutte contre l'inflation normative et en vue de l'amélioration de la qualité des lois relatives aux collectivités territoriales, et sur les conséquences de la réduction annoncée du nombre des élus locaux.

Réunion du mardi 17 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Arnaud Danjean, président du comité de rédaction de la revue stratégique de défense et de sécurité nationale.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation internationale - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Aide publique au développement » et compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Aide publique au développement » - Programmes 110 « Aide économique et financière au développement » et 209 « Solidarité à l'égard des pays en développement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Sécurités » - Programme 152 « Gendarmerie nationale » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Crise du Qatar - Audition de M. Bertrand Besancenot, ministre plénipotentiaire hors classe, conseiller diplomatique du Gouvernement.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République italienne signé le 24 février 2015 pour l'engagement des travaux définitifs de la section transfrontalière de la nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin [n° 330 (2016-2017)]** - (26 janvier 2017) - **Discussion générale** (p. 962, 963).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (4 décembre 2017) (p. 7118, 7119).

VIDAL (Frédérique)
*ministre de l'enseignement supérieur, de
la recherche et de l'innovation
(à partir du 17 mai 2017)*

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'enseignement supérieur** - (20 juillet 2017) (p. 2829).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'admission post-bac (I)** - (20 juillet 2017) (p. 2830, 2831).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'admission post-bac (II)** - (20 juillet 2017) (p. 2835).

- **Question orale sans débat sur le système d'admission post-bac** - (24 octobre 2017) (p. 3942).

- **Question orale sans débat sur les modalités d'attribution de bourses et de logements universitaires aux étudiants français de l'étranger** - (5 décembre 2017) (p. 7180).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (7 décembre 2017) (p. 7490, 7493). - **État B** (p. 7495). (p. 7497, 7498). (p. 7500).

VIDALIES (Alain)
*secrétaire d'État auprès de la ministre de
l'environnement, de l'énergie et de la
mer, chargée des relations
internationales sur le climat, chargé des
transports, de la mer et de la pêche
(jusqu'au 18 mai 2017)*

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la réglementation de l'activité des thoniers senners français** - (24 janvier 2017) (p. 730).
- **Question orale sans débat sur la liaison ferroviaire de l'ancienne région Limousin** - (24 janvier 2017) (p. 731).
- **Question orale sans débat sur la liaison ferroviaire Creil-Roissy-Picardie** - (24 janvier 2017) (p. 732, 733).
- **Question orale sans débat sur le grand contournement autoroutier de Bordeaux** - (24 janvier 2017) (p. 734).
- **Question orale sans débat sur la pêche abusive au large de la baie de Seine** - (24 janvier 2017) (p. 735).
- **Question orale sans débat sur les conséquences du classement des bois « Dalberga » parmi les espèces menacées** - (24 janvier 2017) (p. 736).
- **Question orale sans débat sur la sécurité dans les centrales nucléaires** - (24 janvier 2017) (p. 736, 737).

VINCENT (Maurice)
*sénateur (Loire)
SOCR, puis LaREM*

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre titulaire de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux dérogations à la dématérialisation des bulletins de paie [n° 317 (2016-2017)] (19 janvier 2017) - **Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La politique de dividendes de l'État actionnaire [n° 335 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Budget**.

- **Question orale sans débat sur la fermeture de la plateforme industrielle du courrier de Nice en 2018** - (24 janvier 2017) (p. 738).

- **Question orale sans débat sur l'obstacle à la mise en place d'un accueil échelonné en petites sections de maternelle** - (24 janvier 2017) (p. 739).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les trains d'équilibre du territoire** - (26 janvier 2017) (p. 987).

- **Proposition de loi visant à la mise en œuvre effective du droit à l'eau potable et à l'assainissement [n° 416 (2016-2017)]** - (22 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1735, 1736). - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1314-1 [nouveau] du code de la santé publique - Reconnaissance du droit de l'Homme à l'eau potable et à l'assainissement) (p. 1747). (p. 1748). - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 1314-2 [nouveau] du code de la santé publique - Obligation pour les collectivités territoriales de mettre gratuitement à disposition des équipements sanitaires et de distribution d'eau potable) (p. 1749). (p. 1752, 1753). - **Article 3 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 115-3-1 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Création d'une aide préventive pour l'accès à l'eau potable) (p. 1754). (p. 1756). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 115-3-2 [nouveau] du code de l'action sociale et des familles - Allocation forfaitaire d'eau) (p. 1757). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (art. L. 351-6 et L. 351-7 du code de la construction et de l'habitation, art. 6 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement, art. L. 2224-2 du code général des collectivités territoriales - Modalités de financement de l'allocation forfaitaire d'eau) (p. 1759).

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 643 (2016-2017)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 645 tome 2 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (commission des finances) : « Adapter l'impôt sur les sociétés à une économie ouverte » - Audition de M. Didier Migaud, président du Conseil des prélèvements obligatoires (CPO).

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (commission des finances) : Contrôle budgétaire - Politique des dividendes de l'État actionnaire - Communication.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (commission des finances) : Audition de MM. William Coen, secrétaire général du Comité de Bâle, et Édouard Fernandez-Bollo, secrétaire général de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR).

Réunion du mercredi 31 mai 2017 (commission des finances) : Évolutions, perspectives et gestion de la dette publique de la France - Communication.

Résultats de l'exécution de l'exercice 2016 et certification des comptes de l'État pour l'exercice 2016 - Audition de M. Didier Migaud.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (commission des finances) : Contrôle budgétaire - Modalités de répartition de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) - Communication.

Réunion du mardi 4 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Application du droit européen environnemental - Communication.

Contrôle budgétaire - Programme des interventions territoriales de l'État (PITE) et exemple du Marais poitevin - Communication.

Réunion du mercredi 5 juillet 2017 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, préalable au débat d'orientation des finances publiques (DOFP) et sur l'audit des comptes publics demandé par le Premier ministre.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Maquette budgétaire de la mission « Remboursements et dégrèvements » - Communication.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des finances*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Robert Ophèle, candidat proposé par le président de la République aux

fonctions de président de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Débat d'orientation des finances publiques (DOFP) - Examen du rapport d'information.

Projet de décret d'avance, relatif au financement de dépenses urgentes - Communication et adoption de l'avis de la commission.

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Sociétés d'accélération du transfert de technologies (SATT) - Communication.

Réunion du mercredi 27 septembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Projet de loi de programmation des finances publiques - Audition de M. Didier Migaud, président du Haut Conseil des finances publiques.

VOGEL (Jean-Pierre)
sénateur (Sarthe)
LR

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à adapter le droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public [n° 439 (2016-2017)] (22 février 2017) - **Environnement.**

Proposition de loi relative aux certificats de décès [n° 584 (2016-2017)] (21 juin 2017) - **Collectivités territoriales.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le système d'alerte et d'information des populations : un dispositif indispensable fragilisé par un manque d'ambition [n° 595 (2016-2017)] (28 juin 2017) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à renforcer les moyens d'action des maires à l'égard des atteintes faites au patrimoine bâti des communes [n° 603 (2016-2017)] (4 juillet 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi organique tendant à garantir l'ancrage territorial des sénateurs [n° 634 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 643 (2016-2017)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 645 tome 2 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Budget.**

Proposition de loi élargissant les modalités d'intervention de l'action extérieure des collectivités territoriales en matière d'eau, d'assainissement, d'électricité, de gaz et de déchets ménagers [n° 714 (2016-2017)] (11 septembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 717 (2016-2017)] (13 septembre 2017) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi tendant à favoriser la stabilité des conseils municipaux [n° 41 (2017-2018)] (25 octobre 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à sécuriser et à encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit [n° 83 (2017-2018)] (10 novembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)] - Sécurités (sécurité civile) [n° 108 tome 3 vol. 3 annexe 28 (2017-2018)] (23 novembre 2017) - **Budget.**

Proposition de loi relative à l'amélioration du fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre [n° 151 (2017-2018)] (8 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale et aux réunions des commissions départementales d'aménagement commercial [n° 167 (2017-2018)] (13 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à assurer la participation de parlementaires aux réunions des commissions départementales de la coopération intercommunale [n° 181 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

Proposition de loi visant à assurer un égal accès de tous les citoyens aux services publics de l'État et de ses opérateurs [n° 182 (2017-2018)] (19 décembre 2017) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à préserver et encourager la capacité hydroélectrique des moulins [n° 200 (2017-2018)] (21 décembre 2017) - **Aménagement du territoire.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Système d'alerte et d'information des populations (SAIP) - Communication.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Finances locales - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale.

Projet de loi de finances rectificative pour 2017 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur, et Mme Jacqueline Gourault, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Sécurités » (et article 62 bis) - Programmes « Gendarmerie nationale » et « Police nationale », programme « Sécurité et

éducation routière », compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » (et article 66) et programme « Sécurité civile » (et article 62 ter) - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mardi 21 novembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (5 décembre 2017) - rapporteur spécial de la commission des finances, pour le programme « Sécurité civile » (p. 7192).

Articles non rattachés

- (11 décembre 2017) - **Article 46** (*art. 286 et 1770 du code général des impôts, et art. L. 80 O du livre des procédures fiscales - Modification du champ de l'obligation de certification des logiciels de comptabilité et de gestion et des systèmes de caisse*) (p. 7795, 7796).

VULLIEN (Michèle)
sénatrice (Rhône)
UC-A

Devenue sénateur le 1er octobre 2017 (en remplacement de M. Michel Mercier, démissionnaire de son mandat).

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 18 octobre 2017, puis vice-présidente le 26 octobre 2017.

Membre titulaire du conseil d'administration du Fonds pour le développement de l'intermodalité dans les transports le 7 décembre 2017.

Membre de la mission d'information sur Alstom et la stratégie industrielle du pays le 22 novembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture des établissements privés hors contrat [n° 589 (2016-2017)] (27 juin 2017) - **Culture**.

Proposition de loi relative au développement durable des territoires littoraux [n° 717 (2016-2017)] (13 septembre 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs contre les agressions sexuelles [n° 28 (2017-2018)] (17 octobre 2017) - **Justice**.

Proposition de loi relative à l'amélioration du fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre [n° 151 (2017-2018)] (8 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 26 octobre 2017 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Constitution du bureau de la délégation.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Examen du rapport pour avis sur la première partie.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Cohésion des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports aériens » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Crédits « Recherche en matière de développement durable » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :

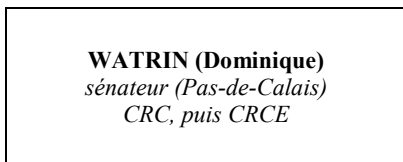
Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports maritimes » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 7 décembre 2017 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition conjointe de MM. Hugues de Jouvenel, président de Futuribles international, Mathieu Bodin, directeur de l'Institut des futurs souhaitables, Mme Marina Rachline, directrice « Waves » de thecamp, et M. Benoît Bailliart, directeur du Lab de thecamp.

Réunion du jeudi 14 décembre 2017 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Programme de travail pour 2018.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'intelligence artificielle, les enjeux économiques et les cadres légaux** - (25 octobre 2017) (p. 4153).



Réélu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux entreprises jusqu'au 17 octobre 2017.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale le 21 novembre 2017, puis secrétaire le 29 novembre 2017.

Membre titulaire du Conseil supérieur du travail social jusqu'au 20 juin 2017.

Membre suppléant du Conseil national de l'insertion par l'activité économique jusqu'au 30 septembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre plus équitable au sein d'un EPCI le calcul des dotations de compensation dans le contexte d'un transfert de compétence [n° 406 (2016-2017)] (15 février 2017) - **Budget**.

Proposition de loi pour un droit au logement effectif et pour l'interdiction des expulsions sans relogement [n° 479 (2016-2017)] (27 mars 2017) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à préciser les limites du champ de protection d'un brevet concernant une information génétique [n° 515 (2016-2017)] (20 avril 2017) - **Culture**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire le droit à l'interruption volontaire de grossesse dans la Constitution [n° 545 (2016-2017)] (3 mai 2017) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à abroger la loi autorisant la ligne Charles-de-Gaulle Express [n° 552 (2016-2017)] (11 mai 2017) - **Collectivités territoriales**.

- **Débat sur la politique de la ville : une réforme bien engagée mais fragilisée par un manque de moyens** - (21 novembre 2017) (p. 5431). (p. 5431).

- **Projet de loi de finances pour 2018** [n° 107 (2017-2018)]

Seconde partie :

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (30 novembre 2017) (p. 6912, 6913).

Écologie, développement et mobilité durables

- (1er décembre 2017) (p. 7005, 7006).

Proposition de loi relative à la protection des enfants et des adolescents face aux effets de la publicité télévisuelle [n° 558 (2016-2017)] (22 mai 2017) - **Éducation**.

Proposition de loi relative à la mise en place d'un moratoire sur la mise en culture des semences de colza et de tournesol tolérantes aux herbicides issues de mutagenèse [n° 564 (2016-2017)] (29 mai 2017) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative au développement du fret ferroviaire [n° 600 (2016-2017)] (29 juin 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à renforcer le contrôle sur le commerce des armes et relative à la violation des embargos [n° 695 (2016-2017)] (31 juillet 2017) - **Défense**.

Proposition de loi visant à rétablir le délit d'entrave des directeurs d'établissements publics au fonctionnement du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) [n° 696 (2016-2017)] (31 juillet 2017) - **Fonction publique**.

Proposition de loi visant à réhabiliter la police de proximité [n° 715 (2016-2017)] (11 septembre 2017) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à renforcer la définition des agressions sexuelles et du viol commis sur des mineurs de moins de 15 ans [n° 55 (2017-2018)] (30 octobre 2017) - **Famille**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 janvier 2017 (*commission des affaires sociales*) : Suivi quinquennal de l'application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-1519 du 10 novembre 2016 portant création au sein du service public de l'emploi de l'établissement public chargé de la formation professionnelle des adultes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 23 février 2017 (*délégation aux entreprises*) : Examen du rapport d'information de MM. Claude Nougéin et Michel Vaspard relatif à la transmission et à la reprise d'entreprises.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*délégation aux entreprises*) : Échanges sur la Journée des entreprises organisée au Sénat le 16 mars 2017.

(commission des affaires sociales) : Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale - Lutte contre la fraude aux prestations de sécurité sociale - Communication.

Prise en charge sociale des mineurs isolés étrangers - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Table ronde des organisations patronales.

Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Table ronde des organisations syndicales.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Audition de Mme Muriel Pénicaut, ministre du travail.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 24 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen des motions sur le texte de la commission.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale - État des lieux et perspectives des mesures incitatives au développement de l'offre de soins primaires dans les zones sous-dotées - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 5 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projets de loi ratifiant quatre ordonnances relatives à la santé - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 11 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projets de loi ratifiant quatre ordonnances relatives à la santé - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 17 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé et M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de M. Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration de la Caisse nationale d'allocations familiales.

Réunion du mardi 31 octobre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Audition de Mme Marine Jeantet, directrice des risques professionnels à la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen du rapport.

Réunion du lundi 13 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen de la motion tendant à opposer la question préalable.

Réunion du mardi 14 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Examen des amendements.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 - Suite de l'examen des amendements.

Réunion du mercredi 22 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » - Compte d'affectation spéciale « pensions » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Travail et emploi » et compte d'affectation spéciale « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 5 décembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Jean Bassères, candidat proposé par le président de la République à la direction générale de Pôle emploi.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi ratifiant diverses ordonnances pour le renforcement du dialogue social - Table ronde des organisations patronales.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Audition de M. François-Xavier Selleret, directeur du GIE AGIRC-ARRCO.

(commission des affaires sociales) : Projet de loi ratifiant diverses ordonnances sur la loi d'habilitation à prendre les mesures pour le renforcement du dialogue social - Table ronde des organisations syndicales.

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi ratifiant diverses ordonnances sur la loi d'habilitation à prendre les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à abroger la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, dite « Loi Travail » [n° 2016 (155-156)]** - (11 janvier 2017) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 65, 67).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-1519 du 10 novembre 2016 portant création au sein du service public de l'emploi de l'établissement public chargé de la formation professionnelle des adultes [n° 357 (2016-2017)]** - (9 février 2017) - **Discussion générale** (p. 1404, 1405).

- **Débat sur le bilan du « choc de simplification » pour les entreprises** - (23 février 2017) (p. 1802, 1803).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de la cristallerie d'Arques** - (23 février 2017) (p. 1812, 1813).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (24 juillet 2017) - **Question préalable** (p. 2933, 2934).

- **Question orale sans débat sur la situation de l'aide à domicile** - (25 juillet 2017) (p. 2972). (p. 2972, 2973).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)] (suite)** - (25 juillet 2017) - **Article 1er** (*Habilitation du Gouvernement à prendre diverses ordonnances pour renforcer la place de l'accord d'entreprise*) (p. 3002, 3003). (p. 3012). (p. 3017). (p. 3019). (p. 3025). (p. 3034). (p. 3036). (p. 3041). - **Article 2** (*Nouvelle organisation du dialogue social et rénovation de l'exercice des responsabilités syndicales en entreprise*) (p. 3050).

- **Suite de la discussion** (26 juillet 2017) (p. 3072). (p. 3074). (p. 3079). (p. 3082, 3083). (p. 3091, 3092). (p. 3101). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3108). - **Article 3** (*Aménagement des règles du licenciement et de certaines formes particulières de travail*) (p. 3114). (p. 3124). (p. 3129). (p. 3131). (p. 3131).

- **Suite de la discussion** (27 juillet 2017) (p. 3154). (p. 3158). (p. 3169). (p. 3177). (p. 3178). (p. 3198). - **Article 4** (*Texte non modifié par la commission*) (*Développement de la négociation collective et sécurisation des accords de branche*) (p. 3202). - **Article 5** (*Texte non modifié par la commission*) (*Assouplissement des obligations des employeurs en matière de prévention de la pénibilité et d'emploi de travailleurs détachés transfrontaliers*) (p. 3207). (p. 3217). - **Article 6** (*Texte non modifié par la commission*) (*Harmonisation et mise en cohérence du code du travail*) (p. 3220). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 3224). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3229).

- **Commission mixte paritaire [n° 698 (2016-2017)]** - (2 août 2017) - **Discussion générale** (p. 3548, 3549).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-31 du 12 janvier 2017 de mise en cohérence des textes au regard des dispositions de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé [n° 12 (2017-2018)]** - (11 octobre 2017) - **Discussion générale commune avec celle des projets de loi n° 11 (2017-2018) et n° 13 (2017-2018)** (p. 3738, 3739). - **Article unique** (p. 3745, 3746).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-48 du 19 janvier 2017 relative à la profession de physicien médical et l'ordonnance n° 2017-50 du 19 janvier 2017 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé [n° 11 (2017-2018)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 12 (2017-2018)** (p. 3738, 3739). - (11 octobre 2017) - **Article additionnel après l'article 2** (p. 3748).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-644 du 27 avril 2017 relative à l'adaptation des dispositions législatives relatives au fonctionnement des ordres des professions de santé [n° 13 (2017-2018)]** - (11 octobre 2017) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 12 (2017-2018)** (p. 3738, 3739).

- **Débat sur la participation dans l'entreprise, l'outil de croissance et les perspectives** - (25 octobre 2017) (p. 4162, 4163).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 [n° 63 (2017-2018)]** - (13 novembre 2017) - **Question préalable** (p. 4863, 4864).

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2017) - **Autre** (*dans une discussion de texte de loi*) (*Rappel au règlement*) (p. 4923, 4924). - **Article 4** (*art. L. 241-3, section 4 du chapitre V du titre IV du livre II, art. L. 651-2-1, L. 651-3, L. 651-5 et L. 651-5-3 du code de la sécurité sociale, art. 39 du code général des impôts, art. 112 de la loi n° 2016-1918 du 29 décembre 2016 de finances rectificative pour 2016 - Suppression de la C4S*)

(p. 4928). - **Article 7** (*art. L. 131-9, L. 136-7-1, L. 136-8, L. 162-14-1, art. L. 172-1, art. L. 241-2, art. L. 242-11, art. L. 313-1, art. L. 381-30-4, L. 382-22, art. L. 613-1 [nouveau] et art. L. 621-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. L. 731-25, art. L. 731-35 et art. L. 741-9 du code rural et de la pêche maritime - Hausse de la CSG et suppression de cotisations sociales*) (p. 4938, 4939). (p. 4943). (p. 4944). (p. 4947). (p. 4952).

- **Suite de la discussion** (15 novembre 2017) - **Article 8** (*art. L. 241-2-1 [nouveau], art. L. 241-13, art. L. 243-6-1, art. L. 243-6-2, art. L. 243-6-3, art. L. 243-6-6 à L. 243-6-8 [nouveaux] et L. 243-7 du code de la sécurité sociale, art. L. 741-1 du code rural et de la pêche maritime - Réduction de cotisation maladie et renforcement des allègements généraux en contrepartie de la suppression du CICE et du CITS*) (p. 4998). (p. 5000). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 5015). (p. 5015, 5016). - **Article 8 ter** (*nouveau*) (*art. L. 137-13 du code de la sécurité sociale - Contribution patronale sur les attributions d'actions gratuites*) (p. 5019). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 5032, 5033). - **Article 11** (*art. L. 111-11, L. 114-16-3, L. 114-23, L. 114-24, L. 115-9, L. 123-1, L. 123-2-1, L. 131-6-3, L. 133-1-1 à L. 133-1-3 [abrogés], L. 133-1-4, L. 133-1-5 à L. 133-1-6 [abrogés], L. 133-5-2, L. 133-6-7, L. 133-6-7-1 à L. 133-6-7-3, L. 133-6-9 [abrogé], L. 133-6-10, L. 133-6-11 [abrogé], L. 134-1, L. 134-3, L. 134-4, L. 135-2, L. 135-6, L. 136-3, L. 161-8, L. 161-18, L. 171-2-1 [nouveau], L. 171-3, L. 171-6-1 [nouveau], L. 171-7, L. 172-2, L. 173-2, L. 173-3 [abrogé], L. 182-2-2, L. 182-2-4, L. 182-2-6, L. 200-1, L. 200-2, L. 200-3, L. 211-1, L. 213-1, L. 215-1, L. 221-1, L. 221-3-1, L. 222-1, L. 223-1, L. 225-1-1, L. 227-1, L. 233-1 [nouveau], L. 241-2, L. 243-6-3, L. 311-3, L. 351-15, L. 611-1, L. 611-2 à L. 611-19 [abrogés], L. 612-1 à L. 612-6, L. 612-7 à L. 612-13, L. 613-1 [nouveau], L. 613-2 à L. 613-6, L. 613-8, L. 613-9, L. 613-12 à L. 613-14 [abrogés], L. 613-19 à L. 613-19-3, L. 613-20, L. 613-21, L. 613-22 et L. 613-23 [abrogés], L. 614-1 [abrogé], L. 615-1 à L. 615-5 [nouveau], L. 621-1 à L. 621-2 [nouveaux], L. 621-4 [abrogé], L. 622-1 à L. 622-3, L. 622-6 [abrogé], L. 622-8, L. 623-1 à L. 623-5, L. 631-1 [nouveau], L. 632-1 à L. 632-3, L. 633-1, L. 633-9 [abrogé], L. 633-11, L. 633-11-1 [abrogé], L. 634-1 [abrogé], L. 634-2 à L. 634-2-1, L. 634-2-2 [abrogé], L. 634-3-1, L. 634-3-2 à L. 634-5 [abrogés], L. 634-6, L. 635-1 à L. 635-6, L. 637-1 à L. 637-2, L. 640-1, L. 641-1, L. 641-8, L. 642-5 à L. 642-6 [nouveau], L. 643-1-A, L. 643-10 [nouveau], L. 651-12 et L. 651-13 [abrogés], L. 652-4, L. 652-6, L. 652-7, L. 661-1 [nouveau], L. 671-1 [nouveau], L. 722-1, L. 722-1-1, L. 722-2 et L. 722-3 [abrogés], L. 722-4, L. 722-5, L. 722-5-1 [abrogé], L. 722-6, L. 722-7 [abrogé], L. 722-9, L. 742-6, L. 742-7, L. 752-4, L. 752-6, L. 752-9, L. 756-5 et L. 766-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 5553-5 du code des transports - Suppression du régime social des indépendants et modification des règles d'affiliation à la CIPAV*) (p. 5057).

Troisième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 15** (*Prorogation et augmentation de la participation des organismes complémentaires au financement des nouveaux modes de rémunération via une taxe*) (p. 5152).

Quatrième partie :

- (16 novembre 2017) - **Article 26** (*art. L. 531-2 et L. 531-3 du code de la sécurité sociale et art. 74 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Harmonisation du barème et des plafonds de la PAJE et du complément familial*) (p. 5188). - **Article 31** (*priorité*) (*art. L. 461-1 et L. 461-5 du code de la sécurité sociale - Indemnisation des victimes de maladies professionnelles à la date de la première constatation médicale*) (p. 5202). - **Articles additionnels après l'article 31** (*priorité*) (*Évaluation du coût des pathologies liées au travail*) (p. 5203, 5204). - **Article 28** (*art. L. 861-2 du code de la sécurité sociale - Revalorisation de l'ASPA et des anciennes allocations du minimum vieillesse*) (p. 5207). (p. 5209). - **Article 35** (*art. L. 162-31-1 et L. 221-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 1433-1 du code de la santé publique, art. 43 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 - Cadre*

d'expérimentations pour l'innovation dans le système de santé (p. 5227). (p. 5237). (p. 5237).

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2017) - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 5258). (p. 5260). - **Articles additionnels après l'article 36** (p. 5278). (p. 5278). - **Article additionnel avant l'article 39** (*Abrogation des dispositions relatives aux sanctions par l'ARS de certains établissements*) (p. 5291). - **Article 41** (art. L. 162-17-31 [nouveau], L. 162-17-5, L. 165-2-1 [nouveau], L. 165-3-3, L. 165-4 et L. 165-7 du code de la sécurité sociale - *Régulation du secteur des dispositifs médicaux*) (p. 5304). (p. 5304). (p. 5305). (p. 5305). - **Article 50** (art. L. 313-1, L. 313-12, L. 313-12-2, L. 314-6 du code de l'action sociale et des familles - *Régime de contractualisation dans le secteur médico-social*) (p. 5336). - **Articles additionnels après l'article 50** (p. 5341). (p. 5342, 5343). - **Article 53** (*Objectif de dépenses de la branche maladie, maternité, invalidité et décès*) (p. 5349). - **Article**

additionnel après l'article 56 (*Extension de la responsabilité des holdings aux entreprises qu'elles contrôlent*) (p. 5353).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Travail et emploi - Compte d'affectation spéciale : Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage

- (4 décembre 2017) (p. 7056). - **État B** (p. 7070).

- **Question orale sans débat sur la réhabilitation des mineurs grévistes de 1948 et 1952** - (5 décembre 2017) (p. 7170, 7171). (p. 7171).

WATTEBLED (Dany)
sénateur (Nord)
RTLI, puis LIRT

Élu le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 4 octobre 2017.

Membre de la mission d'information sur Alstom et la stratégie industrielle du pays le 22 novembre 2017, puis vice-président le 29 novembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à créer un fonds national d'investissement en faveur des petites communes [n° 89 (2017-2018)] (15 novembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des personnes placées sous tutelle ou sous curatelle [n° 95 (2017-2018)] (16 novembre 2017) - **Famille**.

Proposition de loi relative à l'amélioration du fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre [n° 151 (2017-2018)] (8 décembre 2017) - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 25 octobre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage - Proposition de loi visant à renforcer et rendre plus effectives les sanctions en cas d'installations illégales en réunion sur un terrain public ou privé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative aux modalités de dépôt de candidature aux élections - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Justice » - Programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 décembre 2017 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde sur le canal Seine-Nord Europe.

Réunion du mercredi 13 décembre 2017 (*commission des lois*) : Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la participation dans l'entreprise, l'outil de croissance et les perspectives** - (25 octobre 2017) (p. 4159, 4160).

- **Proposition de loi tendant à soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans leur mission d'accueil des gens du voyage [n° 45 (2017-2018)]** - (31 octobre 2017) - **Discussion générale** (p. 4254, 4255).

- **Débat sur la politique de la ville : une réforme bien engagée mais fragilisée par un manque de moyens** - (21 novembre 2017) (p. 5427).

- **Projet de loi de finances pour 2018 [n° 107 (2017-2018)]**

Seconde partie :

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (5 décembre 2017) (p. 7197, 7198).

Immigration, asile et intégration

- (5 décembre 2017) (p. 7222, 7223).

- **Proposition de résolution visant à pérenniser et adapter la procédure de législation en commission [n° 135 (2017-2018)]** - (14 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 9623, 9624).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité**

[n° 162 (2017-2018)] - (19 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10465, 10466).

YONNET (Évelyne)
sénatrice (Seine-Saint-Denis)
SOCR

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi « Égalité et citoyenneté » jusqu'au 12 juin 2017.

Membre suppléant du Conseil national de l'insertion par l'activité économique.

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article premier de la Constitution pour y inscrire le principe d'égalité devant la loi sans distinction de sexe [n° 454 (2016-2017)] (8 mars 2017) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à réaffirmer le principe d'égalité entre femmes et hommes et à renforcer la laïcité [n° 460 (2016-2017)] (9 mars 2017) - **Famille**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 17 janvier 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des affaires sociales*) : Perturbateurs endocriniens dans les produits phytopharmaceutiques et les biocides - Communication.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale - Lutte contre la fraude aux prestations de sécurité sociale - Communication.

Réunion du mardi 18 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 25 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances

les mesures pour le renforcement du dialogue social - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 (*commission des affaires sociales*) : Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale - État des lieux et perspectives des mesures incitatives au développement de l'offre de soins primaires dans les zones sous-dotées - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le mal-logement** - (31 janvier 2017) (p. 1040).

- **Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la justice pénale [n° 332 (2016-2017)]** - (31 janvier 2017) - **Article 6 bis (nouveau)** (art. 131-6 et 131-9 du code pénal - *Prononcé cumulatif d'une peine d'emprisonnement et d'une peine privative ou restrictive de droits*) (p. 1047). (p. 1048). - **Article 7** (art. 306-1, 400-1, 706-63-2 [nouveau], 706-63-3 [nouveau] et 706-63-4 [nouveau] du code de procédure pénale - *Protection des interprètes*) (p. 1048). (p. 1049).

- **Proposition de loi relative à l'extension du délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse - Nouvelle lecture [n° 340 (2016-2017)]** - (14 février 2017) - **Article unique** (p. 1433).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi relatif au renforcement du dialogue social** - (6 juillet 2017) (p. 1964).

- **Projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 609 (2016-2017)]** - (12 juillet 2017) - **Article 6** (*Modalités d'entrée en vigueur des modalités du licenciement des collaborateurs « familiaux » de parlementaires ou d'autorités territoriales*) (p. 2098).

- **Projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique [n° 608 (2016-2017)]** - (13 juillet 2017) - **Article 5** (art. L.O. 146-1 du code électoral - *Extension de l'incompatibilité parlementaire relative aux activités de conseil exercées à titre individuel*) (p. 2479). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 2487). (p. 2491).

- **Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social [n° 664 (2016-2017)]** - (24 juillet 2017) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2932).

- **Suite de la discussion** (25 juillet 2017) - **Article 1er** (*Habilitation du Gouvernement à prendre diverses ordonnances pour renforcer la place de l'accord d'entreprise*) (p. 3001). - **Article 2** (*Nouvelle organisation du dialogue social et rénovation de l'exercice des responsabilités syndicales en entreprise*) (p. 3049).

- **Suite de la discussion** (26 juillet 2017) (p. 3070, 3071). - **Article 3** (*Aménagement des règles de licenciement et de certaines formes particulières de travail*) (p. 3113). (p. 3118). (p. 3123).

- **Suite de la discussion** (27 juillet 2017) (p. 3196). - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*Développement de la négociation collective et sécurisation des accords de branche*) (p. 3202). (p. 3203). - **Article 5 (Texte non modifié par la commission)** (*Assouplissement des obligations des employeurs en matière de prévention de la pénibilité et d'emploi de travailleurs détachés transfrontaliers*) (p. 3206, 3207). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 3220). - **Article 6 (Texte non modifié par la commission)** (*Harmonisation et mise en*

cohérence du code du travail) (p. 3220). - **Article 7** (art. 257 de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Prolongation de la

période transitoire relative à la mise en place du nouveau zonage dérogatoire au repos dominical) (p. 3222).

YUNG (Richard)
sénateur (Français établis hors de France (Série 2))
SOCR, puis LaREM

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 4 octobre 2017.

Vice-président de la commission des finances jusqu'au 3 octobre 2017.

Vice-président de la commission des affaires européennes jusqu'au 4 octobre 2017.

Membre de la délégation sénatoriale aux entreprises le 18 octobre 2017, puis vice-président le 26 octobre 2017.

Membre suppléant du comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics jusqu'au 12 juin 2017.

Membre suppléant du comité consultatif de la législation et de la réglementation financières.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne jusqu'au 12 juin 2017.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne le 8 novembre 2017.

DÉPÔTS

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la réforme européenne du droit d'auteur [n° 319 (2016-2017)] (20 janvier 2017) - **Culture**.

Proposition de loi relative à la réforme de la caisse des Français de l'étranger [n° 553 (2016-2017)] (12 mai 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Les Instituts français de recherche à l'étranger (IFRE), un outil de la diplomatie d'influence à mieux valoriser [n° 624 (2016-2017)] (12 juillet 2017) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 [n° 643 (2016-2017)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 645 tome 2 (2016-2017)] (19 juillet 2017) - **Budget**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 janvier 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 janvier 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de M. Jean-Claude Trichet, ancien président de la Banque centrale européenne, et Mme Pervenche Berès, députée européenne.

Réunion du jeudi 19 janvier 2017 (*commission des affaires européennes*) : Culture - Paquet « Droit d'auteur » : proposition de résolution européenne et avis politique de Mme Colette Mélot et M. Richard Yung.

Économie, finances et fiscalité - Activités de courtage d'assurances et de réassurance : communication et avis politique de MM. Jean-Paul Émorine et Richard Yung.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 25 janvier 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Politique des dividendes de l'État actionnaire - Communication.

Finalisation de l'accord international de « Bâle III » - Communication.

Suivi quinquennal de l'application des lois - Communication.

Réunion du mardi 31 janvier 2017 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à favoriser l'assainissement cadastral et la résorption du désordre de propriété - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 1er février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de MM. Mario Monti, président du groupe de haut niveau sur les ressources propres, et Alain Lamassoure, membre du groupe de haut niveau, député européen, en commun avec la commission des finances.

(*commission des finances*) : Audition de MM. Mario Monti, président du groupe de haut niveau sur les ressources propres, et Alain Lamassoure, membre du groupe de haut niveau, député européen.

Réunion du jeudi 2 février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Programme de travail 2017 de la commission européenne - Rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

Institutions européennes - Suivi des résolutions européennes - Rapport d'information de M. Jean Bizet.

Réunion du mercredi 8 février 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Gouvernance de la zone euro : communication de Mme Fabienne Keller et M. Richard Yung.

(*commission des finances*) : Compétitivité de la place de Paris - Audition de Mme Marie-Anne Barbat Layani, directrice générale de la Fédération bancaire française (FBF), MM. Stéphane Boujnah, président du directoire d'Euronext N.V., Jean-Louis Laurens, ambassadeur de la gestion d'actifs français à l'international, Jean-Frédéric de Leusse, président du directoire d'UBS France, René Proglia, directeur général de Morgan Stanley France, et Mme Odile Renaud-Basso, directrice générale du Trésor.

Réunion du mercredi 15 février 2017 (*commission des finances*) : Compétitivité de la place de Paris - Audition de MM. Jean Beunardeau, président de HSBC France, Gilles Briatta, secrétaire général de la Société générale, Jean-François

Cirelli, président de BlackRock France, Gérard Mestrallet, président de Paris Europlace, et Jean-Jacques Santini, directeur des affaires institutionnelles du groupe BNP Paribas.

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des finances*) : Audition de MM. William Coen, secrétaire général du Comité de Bâle, et Édouard Fernandez-Bollo, secrétaire général de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR).

Réunion du jeudi 23 février 2017 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Règlementation prudentielle en matière bancaire : avis politique de Mme Fabienne Keller et M. Richard Yung.

Réunion du mardi 7 mars 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Débat préalable au Conseil européen des 9 et 10 mars 2017.

Réunion du mercredi 29 mars 2017 (*commission des finances*) : Conclusions du groupe de travail sur le recouvrement de l'impôt à l'heure de l'économie numérique.

Réunion du mardi 6 juin 2017 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Situation au Royaume-Uni à la veille de l'ouverture des négociations sur le retrait de l'Union européenne : communication de Mme Fabienne Keller.

Politique étrangère et de défense - Relations entre l'Union européenne et la Russie : rapport d'information de MM. Yves Pozzo di Borgo et Simon Sutour.

Réunion du mercredi 28 juin 2017 (*commission des finances*) : Convention multilatérale du 7 juin 2017 pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices - Audition de M. Pascal Saint-Amans, directeur du centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE.

Réunion du mardi 4 juillet 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi organique et projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique - Examen du rapport pour avis et communication sur la recevabilité financière des amendements.

Projet de loi organique et projet de loi rétablissant la confiance dans l'action publique - Suite de l'examen du rapport pour avis et communication sur la recevabilité financière des amendements.

Réunion du mercredi 5 juillet 2017 (*commission des finances*) : Audition de M. Didier Migaud, premier président de la Cour des comptes, préalable au débat d'orientation des finances publiques (DOFP) et sur l'audit des comptes publics demandé par le Premier ministre.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Instituts français de recherche à l'étranger (IFRE) - Communication.

Projet de loi autorisant la ratification de l'avenant modifiant la convention du 14 janvier 1971 entre la France et le Portugal tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu - Examen du rapport et du texte de la commission.

Rapport du Gouvernement préparatoire au débat d'orientation des finances publiques (DOFP) - Projet de loi de règlement et d'approbation des comptes de l'année 2016 - Projet de décaler d'un an l'entrée en vigueur du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu - Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances et Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 19 juillet 2017 (*commission des finances*) : Article 13 de la Constitution - Audition de M. Robert Ophèle, candidat proposé par le président de la République aux fonctions de président de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Réunion du mercredi 26 juillet 2017 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Dépenses de santé des personnes détenues - Communication.

Réunion du mercredi 27 septembre 2017 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Projet de loi de programmation des finances publiques - Audition de MM. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics, et Benjamin Griveaux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 18 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation internationale - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mardi 24 octobre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Projet de loi de finances pour 2018 - Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

Réunion du jeudi 26 octobre 2017 (*délégation aux entreprises*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 8 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 151 « Français à l'étranger et affaires consulaires » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Aide publique au développement » - Programmes 110 « Aide économique et financière au développement » et 209 « Solidarité à l'égard des pays en développement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 9 novembre 2017 (*groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Rencontre avec une délégation de la commission parlementaire de la Chambre des Communes.

Réunion du mercredi 15 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 105 « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 novembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2018 - Mission « Avances à l'audiovisuel public » - Programmes 844 « France Médias Monde » et 847 « TV5 Monde » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 14 décembre 2017 (*délégation aux entreprises*) : Communication de Mme Élisabeth Lamure sur la ratification des ordonnances relatives au renforcement du dialogue social.

Communication de Mme Élisabeth Lamure sur les principales dispositions du projet de loi de finances rectificative intéressant les entreprises.

Réunion du mercredi 20 décembre 2017 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition conjointe sur le continuum sécurité et développement au Sahel : MM. Yvan Guichoua, enseignant-chercheur à la Brussels School of International Studies, et Sébastien Mosneron Dupin, directeur général d'Expertise France.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Débat sur le thème « Faut-il réformer le fonctionnement de la zone euro ? » - (12 janvier 2017) (p. 220, 221).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir de l'Union européenne** - (9 février 2017) (p. 1394, 1395).

- **Question orale sans débat sur la dégradation du climat social au sein de l'Office européen des brevets** - (21 février 2017) (p. 1656). (p. 1657).

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016** [n° 645 (2016-2017)] - (20 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 2843, 2844).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'avenant modifiant la convention du 14 janvier 1971 entre la France et le Portugal tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu** [n° 623 (2016-2017)] - (20 juillet 2017) - **Discussion générale** (p. 2895).

- **Projet de loi organique pour la confiance dans la vie politique** - *Nouvelle lecture* [n° 709 (2016-2017)] - (4 août 2017) - **Article 9** (*Création d'une dotation de solidarité locale en substitution de la réserve parlementaire*) (p. 3589).

- **Débat sur l'avenir de l'Institut français** - (21 novembre 2017) (p. 5412, 5413). (p. 5414).

- **Projet de loi de finances pour 2018** [n° 107 (2017-2018)]

Première partie :

- (24 novembre 2017) - **Article additionnel après l'article 2 ter** (*Déductibilité des charges supportées par les non-résidents*) (p. 6389).

Seconde partie :

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (30 novembre 2017) (p. 6904). (p. 6912).

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (4 décembre 2017) (p. 7120, 7121).

Action extérieure de l'État

- (4 décembre 2017) - **État B** (p. 7149). (p. 7151).

Autorisations budgétaires

- (8 décembre 2017) - **Article 35** (*Plafonds des emplois des établissements à autonomie financière*) (p. 7525, 7526). - **Article 36** (*Plafonds des emplois de diverses autorités publiques*) (p. 7526). (p. 7527).

Articles non rattachés

- (11 décembre 2017) - **Article 44 septies (nouveau)** (*art. 244 quater L du code général des impôts - Prorogation et relèvement de crédit d'impôt pour l'agriculture biologique*) (p. 7743). - **Articles additionnels après l'article 44 septies** (p. 7749).

- *Nouvelle lecture* [n° 172 (2017-2018)] - (19 décembre 2017) - **Question préalable** (p. 10407, 10408).

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de Jérusalem** - (19 décembre 2017) (p. 10415).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2017** - *Nouvelle lecture* [n° 191 (2017-2018)] - (20 décembre 2017) - **Discussion générale** (p. 10512).

ZOCCHETTO (François)
sénateur (Mayenne)
UDI-UC, puis UC

Ne se représente pas le 24 septembre 2017.

Président du groupe Union des démocrates et indépendants – Union centriste, puis président du groupe Union centriste.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 1er octobre 2017.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer et autres dispositions en matière sociale et économique (31 janvier 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi ratifiant les ordonnances relatives à la collectivité de Corse (8 février 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant réforme de la prescription en matière pénale (8 février 2017).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité publique (8 février 2017).

DÉPÔTS

Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes [n° 291 (2016-2017)] (11 janvier 2017) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi tendant à renforcer les sanctions pénales encourues en cas d'omission de porter secours et d'entrave à la saisine de la justice lorsque la victime est un mineur de quinze ans [n° 336 (2016-2017)] (25 janvier 2017) - **Justice**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Cinq ans pour sauver la justice ! [n° 495 (2016-2017)] (4 avril 2017) - **Justice**.

Proposition de loi visant à renforcer et rendre plus effectives les sanctions en cas d'installations illégales en réunion sur un terrain public ou privé [n° 680 (2016-2017)] (25 juillet 2017) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 22 février 2017 (*commission des lois*) : Proposition de loi pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 juillet 2017 (*commission des lois*) :
Projet de loi et projet de loi organique rétablissant la confiance dans l'action publique - Suite de l'examen des amendements aux textes de la commission.

Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (5 juillet 2017) (p. 1929, 1930).

- ABATE (Patrick), p. 1
 ADNOT (Philippe), p. 1
 AÍCHI (Leila), p. 3
 ALLIZARD (Pascal), p. 3
 AMIEL (Michel), p. 5
 ANDRÉ (Michèle), p. 8
 ANTISTE (Maurice), p. 10
 ANZIANI (Alain), p. 12
 ARCHIMBAUD (Aline), p. 12
 ARNELL (Guillaume), p. 13
 ARTANO (Stéphane), p. 15
 ARTIGALAS (Viviane), p. 16
 ASSASSI (Éliane), p. 16
 ASSOULINE (David), p. 19
 AZOULAY (Audrey), p. 21
 AYRAULT (Jean-Marc), p. 21
 BABARY (Serge), p. 22
 BAILLY (Dominique), p. 23
 BAILLY (Gérard), p. 24
 BANSARD (Jean-Pierre), p. 26
 BARBIER (Gilbert), p. 26
 BAREIGTS (Ericka), p. 27
 BARGETON (Julien), p. 29
 BAROIN (François), p. 31
 BAS (Philippe), p. 32
 BASCHER (Jérôme), p. 38
 BATAILLE (Delphine), p. 39
 BAYLET (Jean-Michel), p. 40
 BAZIN (Arnaud), p. 40
 BEAUFILS (Marie-France), p. 42
 BÉCHU (Christophe), p. 43
 de BELENET (Arnaud), p. 43
 BELLOUBET (Nicole), p. 44
 BENBASSA (Esther), p. 47
 BÉRIT-DÉBAT (Claude), p. 49
 BERSON (Michel), p. 51
 BERTHET (Martine), p. 51
 BERTRAND (Alain), p. 52
 BERTRAND (Anne-Marie), p. 53
 BIGNON (Jérôme), p. 54
 BIGOT (Jacques), p. 56
 BIGOT (Joël), p. 58
 BILLON (Annick), p. 59
 BILLOUT (Michel), p. 61
 BIZET (Jean), p. 62
 BLANDIN (Marie-Christine), p. 67
 BLANQUER (Jean-Michel), p. 68
 BLONDIN (Maryvonne), p. 69
 BOCKEL (Jean-Marie), p. 71
 BOCQUET (Éric), p. 73
 BOISTARD (Pascale), p. 76
 BONFANTI-DOSSAT (Christine), p. 77
 BONHOMME (François), p. 77
 BONNE (Bernard), p. 80
 BONNECARRÈRE (Philippe), p. 81
 BONNEFOY (Nicole), p. 84
 BORIES (Pascale), p. 85
 BORNE (Élisabeth), p. 86
 BOSINO (Jean-Pierre), p. 86
 BOTREL (Yannick), p. 88
 BOUCHET (Gilbert), p. 89
 BOUCHOUX (Corinne), p. 90
 BOULARD (Jean-Claude), p. 92
 BOULAY-ESPÉRONNIER (Céline), p. 93
 BOULOUX (Yves), p. 93
 BOURQUIN (Martial), p. 93
 BOUTANT (Michel), p. 96
 BOUVARD (Michel), p. 97
 BOYER (Jean-Marc), p. 98
 BRAILLARD (Thierry), p. 99
 BRICQ (Nicole), p. 100
 BRISSON (Max), p. 101
 BRUGUIÈRE (Marie-Thérèse), p. 102
 BUFFET (François-Noël), p. 103
 BUZYN (Agnès), p. 106
 CABANEL (Henri), p. 108
 CADIC (Olivier), p. 110
 CAFFET (Jean-Pierre), p. 112
 CALVET (François), p. 113
 CAMANI (Pierre), p. 113
 CAMBON (Christian), p. 114
 CAMPION (Claire-Lise), p. 117
 CANAYER (Agnès), p. 117
 CANEVET (Michel), p. 119
 CANTEGRIT (Jean-Pierre), p. 122
 CAPO-CANELLAS (Vincent), p. 123
 CAPUS (Emmanuel), p. 125
 CARCENAC (Thierry), p. 127
 CARDOUX (Jean-Noël), p. 129
 CARLE (Jean-Claude), p. 130
 CARRÈRE (Jean-Louis), p. 131
 CARRÈRE (Maryse), p. 132
 CARTRON (Françoise), p. 133
 CARVOUNAS (Luc), p. 134
 CASTANER (Christophe), p. 135
 CASTELLI (Joseph), p. 136
 CAYEUX (Caroline), p. 136
 CAZABONNE (Alain), p. 137
 CAZEAU (Bernard), p. 137
 CAZENEUVE (Bernard), p. 138
 CÉSAR (Gérard), p. 139
 CHAIN-LARCHÉ (Anne), p. 140
 CHAIZE (Patrick), p. 141
 CHARON (Pierre), p. 142
 CHASSEING (Daniel), p. 143
 CHATILLON (Alain), p. 147
 CHAUVIN (Marie-Christine), p. 148
 CHEVROLLIER (Guillaume), p. 149
 CHIRON (Jacques), p. 150
 de CIDRAC (Marta), p. 150
 CIGOLOTTI (Olivier), p. 151
 CLAIREAUX (Karine), p. 152
 CLUZEL (Sophie), p. 153
 COHEN (Laurence), p. 153
 COLLIN (Yvon), p. 158
 COLLOMB (Gérard), p. 160
 COLLOMBAT (Pierre-Yves), p. 161
 COMMEINHES (François), p. 165
 CONCONNE (Catherine), p. 166
 CONWAY-MOURET (Hélène), p. 166
 CORBISEZ (Jean-Pierre), p. 168
 CORNANO (Jacques), p. 169
 CORNU (Gérard), p. 170
 COSSE (Emmanuelle), p. 171
 COSTES (Josiane), p. 172
 COURTEAU (Roland), p. 173
 COURTIAL (Édouard), p. 177
 CUKIERMAN (Cécile), p. 177
 CUYPERS (Pierre), p. 179
 DAGBERT (Michel), p. 181
 DALLIER (Philippe), p. 182
 DANESI (René), p. 187
 DANTEC (Ronan), p. 189
 DARCOS (Laure), p. 192
 DARMANIN (Gérald), p. 193
 DARNAUD (Mathieu), p. 196

- DARRIEUSSECQ (Geneviève), p. 199
 DASSAULT (Serge), p. 199
 DAUBRESSE (Marc-Philippe), p. 200
 DAUDIGNY (Yves), p. 201
 DAUNIS (Marc), p. 205
 DAVID (Annie), p. 206
 DEBRÉ (Isabelle), p. 207
 DECOOL (Jean-Pierre), p. 208
 del PICCHIA (Robert), p. 209
 DELAHAYE (Vincent), p. 210
 DELATTRE (Francis), p. 213
 DELATTRE (Nathalie), p. 214
 DELCROS (Bernard), p. 215
 DELEBARRE (Michel), p. 217
 DELMONT-KOROPOULIS (Annie), p. 218
 DEMESSINE (Michelle), p. 219
 DENNEMONT (Michel), p. 220
 DENORMANDIE (Julien), p. 220
 DÉRIOT (Gérard), p. 221
 DEROCHE (Catherine), p. 222
 DEROMEDI (Jacky), p. 225
 DESCAMPS (Béatrice), p. 227
 DES ESGAULX (Marie-Hélène), p. 228
 DESESSARD (Jean), p. 228
 DESEYNE (Chantal), p. 229
 DÉSIR (Harlem), p. 231
 DESPLAN (Félix), p. 232
 DÉTRAIGNE (Yves), p. 232
 DEVINAZ (Gilbert-Luc), p. 234
 DIDIER (Évelyne), p. 235
 DI FOLCO (Catherine), p. 236
 DINDAR (Nassimah), p. 238
 DOINEAU (Élisabeth), p. 239
 DOLIGÉ (Éric), p. 241
 DOMINATI (Philippe), p. 243
 DUBOIS (Daniel), p. 245
 DUCHÈNE (Marie-Annick), p. 246
 DUFAUT (Alain), p. 247
 DUFOUR-TONINI (Anne-Lise), p. 248
 DUMAS (Catherine), p. 248
 DUPLOMB (Laurent), p. 249
 DUPONT (Jean-Léonce), p. 249
 DURAIN (Jérôme), p. 250
 DURAN (Alain), p. 251
 DURANTON (Nicole), p. 252
 DURRIEU (Josette), p. 253
 DUSSOPT (Olivier), p. 254
 DUTHEIL (Laurent), p. 257
 DUVERNOIS (Louis), p. 257
 ÉBLÉ (Vincent), p. 258
 ECKERT (Christian), p. 261
 EL KHOMRI (Myriam), p. 261
 ÉMERY-DUMAS (Anne), p. 262
 ÉMORINE (Jean-Paul), p. 262
 ESNOL (Philippe), p. 263
 ESPAGNAC (Frédérique), p. 263
 ESTROSI SASSONE (Dominique), p. 264
 EUSTACHE-BRINIO (Jacqueline), p. 266
 FALCO (Hubert), p. 267
 FAVIER (Christian), p. 267
 FEKL (Matthias), p. 269
 FÉRAT (Françoise), p. 269
 FÉRAUD (Rémi), p. 270
 FÉRET (Corinne), p. 271
 FERRAND (Richard), p. 272
 FICHET (Jean-Luc), p. 272
 FILLEUL (Jean-Jacques), p. 273
 FILLEUL (Martine), p. 274
 FLESSEL (Laura), p. 274
 FONTAINE (Michel), p. 274
 FORISSIER (Michel), p. 275
 FORTASSIN (François), p. 277
 FOUCAUD (Thierry), p. 277
 FOUCHÉ (Alain), p. 278
 FOURNIER (Bernard), p. 280
 FOURNIER (Jean-Paul), p. 281
 FOURNIER (Catherine), p. 282
 FRASSA (Christophe-André), p. 283
 FROGIER (Pierre), p. 284
 GABOUTY (Jean-Marc), p. 284
 GARRIAUD-MAYLAM (Joëlle), p. 287
 GATEL (Françoise), p. 289
 GATTOLIN (André), p. 292
 GAUDIN (Jean-Claude), p. 296
 GAY (Fabien), p. 296
 GENEST (Jacques), p. 298
 GÉNISSON (Catherine), p. 299
 GÉNY-STEPHANN (Delphine), p. 302
 GEOFFROY (Hélène), p. 303
 GERBAUD (Frédérique), p. 303
 GHALI (Samia), p. 304
 GILLES (Bruno), p. 304
 GILLOT (Dominique), p. 305
 GILLOT (Jacques), p. 306
 GINESTA (Jordi), p. 306
 GIRARDIN (Annick), p. 307
 GIRAUD (Éliane), p. 307
 GIUDICELLI (Colette), p. 308
 GODEFROY (Jean-Pierre), p. 309
 GOLD (Éric), p. 309
 GONTARD (Guillaume), p. 309
 GONTHIER-MAURIN (Brigitte), p. 311
 de la GONTRIE (Marie-Pierre), p. 312
 GORCE (Gaëtan), p. 313
 GOULET (Nathalie), p. 313
 GOURAULT (Jacqueline), p. 317
 GOURNAC (Alain), p. 319
 GOY-CHAVENT (Sylvie), p. 320
 GRAND (Jean-Pierre), p. 321
 GRÉAUME (Michelle), p. 323
 GRELET-CERTENAIS (Nadine), p. 323
 GRELIER (Estelle), p. 324
 GREMILLET (Daniel), p. 325
 GRIVEAUX (Benjamin), p. 328
 GROSDIDIER (François), p. 329
 GROSPERRIN (Jacques), p. 331
 GRUNY (Pascale), p. 333
 GUENÉ (Charles), p. 335
 GUÉRINI (Jean-Noël), p. 338
 GUERRIAU (Joël), p. 339
 GUIDEZ (Jocelyne), p. 340
 GUILLAUME (Didier), p. 341
 GUILLEMOT (Annie), p. 342
 GUILLOTIN (Véronique), p. 343
 HARRIBÉY (Laurence), p. 344
 HASSANI (Abdallah), p. 345
 HAUT (Claude), p. 345
 HENNO (Olivier), p. 346
 HERVÉ (Loïc), p. 347
 HERVIAUX (Odette), p. 348
 HERZOG (Christine), p. 349
 HOARAU (Gélita), p. 349
 HOULLEGATTE (Jean-Michel), p. 350
 HOUPERT (Alain), p. 351
 HUE (Robert), p. 352
 HUGONET (Jean-Raymond), p. 353

- HULOT (Nicolas), p. 354
 HUMMEL (Christiane), p. 355
 HURÉ (Benoît), p. 355
 HUSSON (Jean-François), p. 356
 IACOVELLI (Xavier), p. 359
 IMBERT (Corinne), p. 360
 JACQUIN (Olivier), p. 363
 JANSSENS (Jean-Marie), p. 363
 JASMIN (Victoire), p. 364
 JEANSANNETAS (Éric), p. 365
 JOISSAINS (Sophie), p. 366
 JOLY (Patrice), p. 367
 JOMIER (Bernard), p. 367
 JOUANNO (Chantal), p. 368
 JOURDA (Gisèle), p. 369
 JOURDA (Muriel), p. 372
 JOUVE (Mireille), p. 372
 JOYANDET (Alain), p. 374
 KALTENBACH (Philippe), p. 376
 KAMMERMANN (Christiane), p. 377
 KANNER (Patrick), p. 378
 KARAM (Antoine), p. 379
 KAROUTCHI (Roger), p. 380
 KAUFFMANN (Claudine), p. 383
 KELLER (Fabienne), p. 383
 KENNEL (Guy-Dominique), p. 386
 KERN (Claude), p. 388
 KERROUCHE (Éric), p. 390
 KHIARI (Bariza), p. 391
 LABAZÉE (Georges), p. 391
 LABBÉ (Joël), p. 392
 LABORDE (Françoise), p. 394
 LAFON (Laurent), p. 397
 LAGOURGUE (Jean-Louis), p. 397
 LALANDE (Bernard), p. 398
 LAMÉNIE (Marc), p. 400
 LAMURE (Élisabeth), p. 405
 LANFRANCHI DORGAL (Christine), p. 409
 LARCHER (Gérard), p. 409
 LARCHER (Serge), p. 410
 LASSARADE (Florence), p. 411
 LASSERRE (Jean-Jacques), p. 412
 LAUFOAULU (Robert), p. 412
 LAUGIER (Michel), p. 413
 LAURENT (Daniel), p. 413
 LAURENT (Pierre), p. 415
 LAUREY (Nuihau), p. 417
 LAVARDE (Christine), p. 417
 LE DRIAN (Jean-Yves), p. 419
 LE FOLL (Stéphane), p. 420
 LE MAIRE (Bruno), p. 420
 LECONTE (Jean-Yves), p. 421
 LECORNU (Sébastien), p. 424
 LEFEBVRE (Nadège), p. 425
 LEFÈVRE (Antoine), p. 425
 LEGENDRE (Jacques), p. 428
 de LEGGE (Dominique), p. 430
 LE GLEUT (Ronan), p. 432
 LELEUX (Jean-Pierre), p. 433
 LEMAIRE (Axelle), p. 434
 LEMOYNE (Jean-Baptiste), p. 435
 LE NAY (Jacques), p. 436
 LENOIR (Jean-Claude), p. 436
 LÉONHARDT (Olivier), p. 438
 LEPAGE (Claudine), p. 438
 LE ROUX (Bruno), p. 439
 LEROUX (Sébastien), p. 440
 LEROY (Jean-Claude), p. 441
 LEROY (Philippe), p. 441
 LEROY (Henri), p. 441
 LE SCOUARNEC (Michel), p. 442
 LÉTARD (Valérie), p. 443
 LÉVRIER (Martin), p. 445
 LHERBIER (Brigitte), p. 446
 LIENEMANN (Marie-Noëlle), p. 447
 LIPIETZ (Hélène), p. 448
 LOISEAU (Nathalie), p. 449
 LOISIER (Anne-Catherine), p. 449
 LONGEOT (Jean-François), p. 451
 LONGUET (Gérard), p. 455
 LOPEZ (Vivette), p. 457
 LORGEUX (Jeanny), p. 459
 LOUAULT (Pierre), p. 459
 LOZACH (Jean-Jacques), p. 460
 LUBIN (Monique), p. 461
 LUCHE (Jean-Claude), p. 461
 LUREL (Victorin), p. 462
 MADEC (Roger), p. 464
 MADRELLE (Philippe), p. 464
 MAGNER (Jacques-Bernard), p. 465
 MAGRAS (Michel), p. 466
 MAHJoubi (Mounir), p. 468
 MALET (Viviane), p. 468
 MALHERBE (Hermeline), p. 469
 MALHURET (Claude), p. 469
 MANABLE (Christian), p. 471
 MANDELLI (Didier), p. 472
 MANDON (Thierry), p. 473
 MARC (Alain), p. 474
 MARC (François), p. 476
 MARCHAND (Frédéric), p. 477
 MARIE (Didier), p. 478
 MARSEILLE (Hervé), p. 481
 MASCLÉ (Patrick), p. 482
 MASSERET (Jean-Pierre), p. 482
 MASSON (Jean Louis), p. 483
 MAUREY (Hervé), p. 484
 MAYET (Jean-François), p. 487
 MAZUIR (Rachel), p. 488
 MÉDEVIELLE (Pierre), p. 489
 MÉLOT (Colette), p. 490
 MENONVILLE (Franck), p. 493
 MERCIER (Marie), p. 494
 MERCIER (Michel), p. 494
 MEUNIER (Michelle), p. 496
 MEURANT (Sébastien), p. 498
 MÉZARD (Jacques), p. 499
 MICHEL (Danielle), p. 501
 MICOULEAU (Brigitte), p. 501
 MIGAUD (Didier), p. 503
 MILON (Alain), p. 503
 MIQUEL (Gérard), p. 508
 MIZZON (Jean-Marie), p. 509
 MOGA (Jean-Pierre), p. 509
 MOHAMED SOILHI (Thani), p. 510
 MONIER (Marie-Pierre), p. 512
 MONTAUGÉ (Franck), p. 513
 de MONTGOLFIER (Albéric), p. 515
 MORHET-RICHAUD (Patricia), p. 524
 MORIN-DESAILLY (Catherine), p. 526
 MORISSET (Jean-Marie), p. 529
 MOUILLER (Philippe), p. 531
 NACHBAR (Philippe), p. 534
 NAMY (Christian), p. 534
 NAVARRO (Robert), p. 535
 NÈGRE (Louis), p. 535

- NÉRI (Alain), p. 536
 NEUVILLE (Ségolène), p. 537
 de NICOLAÏ (Louis-Jean), p. 537
 NOUGEIN (Claude), p. 539
 NYSSSEN (Françoise), p. 540
 OUZOULIAS (Pierre), p. 540
 PACCAUD (Olivier), p. 543
 PANUNZI (Jean-Jacques), p. 544
 PARLY (Florence), p. 545
 PATIENT (Georges), p. 545
 PATRIAT (François), p. 547
 PAUL (Philippe), p. 548
 PÉLIEU (Michel), p. 549
 PELLEVAT (Cyril), p. 550
 PEMEZEC (Philippe), p. 551
 PÉNICAUD (Muriel), p. 552
 PERCHERON (Daniel), p. 552
 PEROL-DUMONT (Marie-Françoise), p. 553
 PERRIN (Cédric), p. 555
 PERROT (Évelyne), p. 557
 PHILIPPE (Édouard), p. 557
 PIEDNOIR (Stéphane), p. 557
 PIERRE (Jackie), p. 558
 PILLET (François), p. 559
 PINTAT (Xavier), p. 562
 PINVILLE (Martine), p. 562
 PLACÉ (Jean-Vincent), p. 563
 POADJA (Gérard), p. 563
 POHER (Hervé), p. 563
 POINTEREAU (Rémy), p. 564
 POIRSON (Brune), p. 567
 POMPILI (Barbara), p. 567
 PONIATOWSKI (Ladislas), p. 568
 PORTELLI (Hugues), p. 571
 POYART (Alain), p. 572
 POZZO di BORGO (Yves), p. 572
 PRÉVILLE (Angèle), p. 573
 PRIMAS (Sophie), p. 574
 PRINCE (Jean-Paul), p. 578
 PRIOU (Christophe), p. 578
 PROCACCIA (Catherine), p. 579
 de la PROVÔTÉ (Sonia), p. 581
 PRUNAUD (Christine), p. 582
 PUISSAT (Frédérique), p. 584
 RACHLINE (David), p. 585
 RAFFARIN (Jean-Pierre), p. 585
 RAIMOND-PAVERO (Isabelle), p. 587
 de RAINCOURT (Henri), p. 587
 RAISON (Michel), p. 588
 RAMBAUD (Didier), p. 591
 RAOUL (Daniel), p. 592
 RAPIN (Jean-François), p. 593
 RAUSCENT (Noëlle), p. 596
 RAVIER (Stéphane), p. 597
 RAYNAL (Claude), p. 598
 REICHARDT (André), p. 602
 REINER (Daniel), p. 605
 RENAUD-GARABEDIAN (Évelyne), p. 605
 REQUIER (Jean-Claude), p. 606
 RETAILLEAU (Bruno), p. 609
 REVET (Charles), p. 610
 RICHARD (Alain), p. 612
 RIOCREUX (Stéphanie), p. 615
 RIVOLLIÉ (Évelyne), p. 616
 ROBERT (Didier), p. 616
 ROBERT (Sylvie), p. 617
 ROCHE (Gérard), p. 619
 ROGER (Gilbert), p. 620
 ROME (Yves), p. 621
 de ROSE (Marie-France), p. 621
 ROSSIGNOL (Laurence), p. 622
 ROUSTAN (Max), p. 624
 ROUX (Jean-Yves), p. 624
 ROYAL (Ségolène), p. 625
 SAINT-PÉ (Denise), p. 625
 SAPIN (Michel), p. 626
 SAUGEY (Bernard), p. 626
 SAURY (Hugues), p. 627
 SAVARY (René-Paul), p. 627
 SAVIN (Michel), p. 631
 SAVOLDELLI (Pascal), p. 632
 SCHIAPPA (Marlène), p. 635
 SCHILLINGER (Patricia), p. 635
 SCHMITZ (Alain), p. 638
 SIDO (Bruno), p. 638
 SIRUGUE (Christophe), p. 640
 SOILIHI (Abdourahamane), p. 641
 SOL (Jean), p. 641
 SOLLOGOUB (Nadia), p. 642
 SUEUR (Jean-Pierre), p. 642
 SUTOUR (Simon), p. 646
 TAILLÉ-POLIAN (Sophie), p. 647
 TANDONNET (Henri), p. 649
 TASCA (Catherine), p. 650
 TEMAL (Rachid), p. 651
 TETUANUI (Lana), p. 651
 THÉOPHILE (Dominique), p. 652
 THOMAS (Claudine), p. 653
 TISSOT (Jean-Claude), p. 654
 TOCQUEVILLE (Nelly), p. 654
 TODESCHINI (Jean-Marc), p. 656
 TOURAINE (Marisol), p. 657
 TOURENNE (Jean-Louis), p. 658
 TRAVERT (Stéphane), p. 660
 TRILLARD (André), p. 661
 TROENDLÉ (Catherine), p. 662
 TÜRK (Alex), p. 664
 URVOAS (Jean-Jacques), p. 664
 VALL (Raymond), p. 665
 VALLAUD-BELKACEM (Najat), p. 667
 VALLINI (André), p. 667
 VALTER (Clotilde), p. 668
 VANDIERENDONCK (René), p. 668
 VAN HEGHE (Sabine), p. 670
 VANLERENBERGHE (Jean-Marie), p. 670
 VASPART (Michel), p. 673
 VASSELE (Alain), p. 675
 VAUGRENARD (Yannick), p. 678
 VENDEGOU (Hilarion), p. 680
 VERA (Bernard), p. 680
 VERGOZ (Michel), p. 681
 VÉRIEN (Dominique), p. 681
 VERMEILLET (Sylvie), p. 682
 VERNAUDON (Christian), p. 682
 VIAL (Jean-Pierre), p. 683
 VIDAL (Frédérique), p. 684
 VIDALIES (Alain), p. 685
 VINCENT (Maurice), p. 685
 VOGEL (Jean-Pierre), p. 686
 VULLIEN (Michèle), p. 687
 WATRIN (Dominique), p. 688
 WATTEBLED (Dany), p. 691
 YONNET (Évelyne), p. 692
 YUNG (Richard), p. 693
 ZOCCHETTO (François), p. 695

